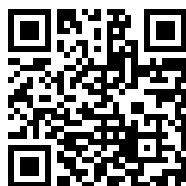

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google[™] books

<http://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B

389612

DUPL



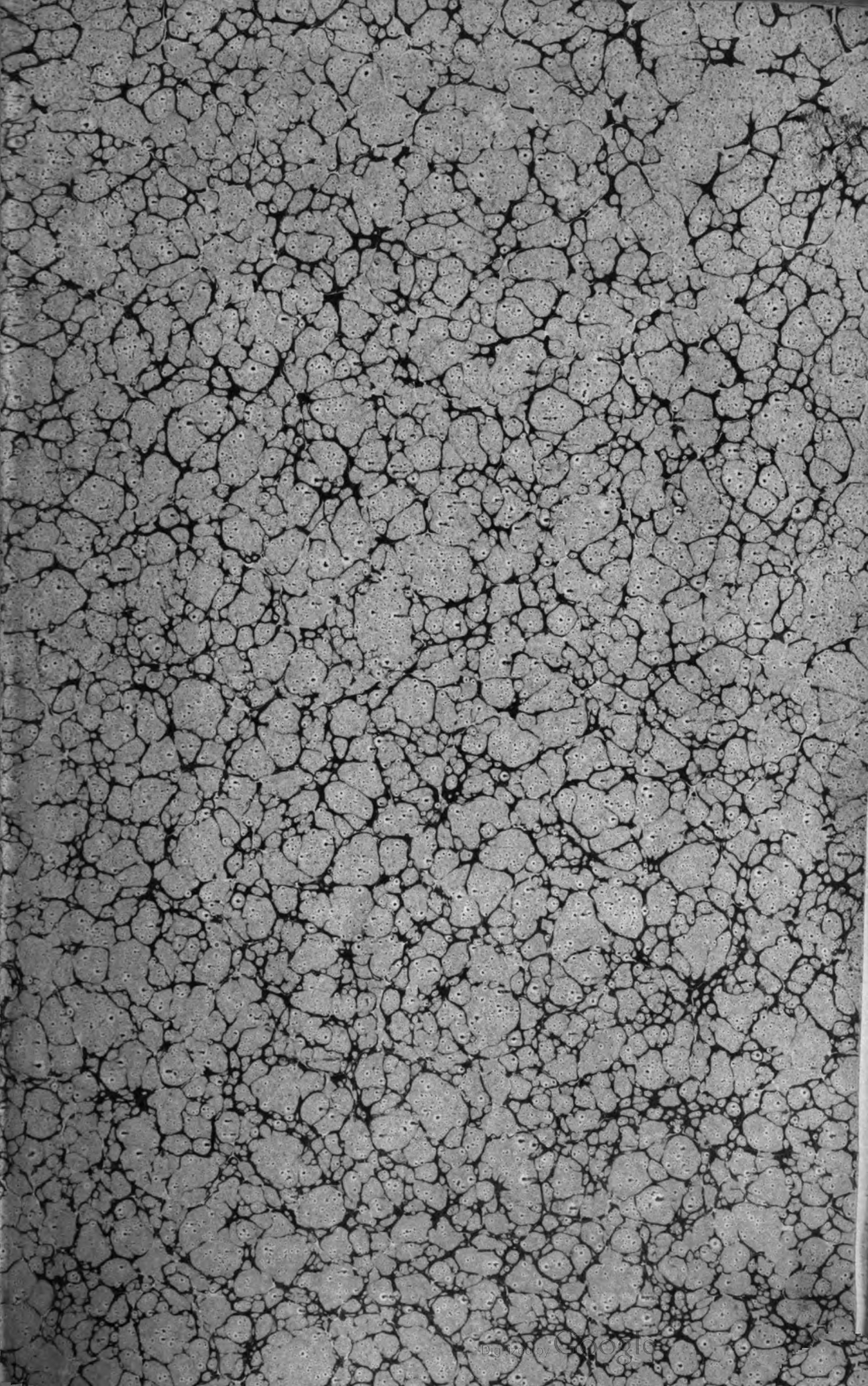
Library of the University of Michigan
The Coyle Collection.

Miss Jean L. Coyle
of Detroit

in memory of her brother
Col. William Henry Coyle
1894.



ESTABER





4
1
R 55

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

T. VI. 1^{er} JANVIER 1869.

1

REVUE
DES
QUESTIONS HISTORIQUES

TROISIÈME ANNÉE

TOME SIXIÈME

PARIS

BUREAUX DE LA REVUE
LIBRAIRIE DE VICTOR PALMÉ, ÉDITEUR

23, RUE DE GRENELLE-SAINT-GERMAIN, 23

1869

LE

CIMETIÈRE DE CALLISTE

DEVANT L'HISTOIRE

La Roma Sotterranea cristiana descritta ed illustrata dal cav. G. B. de Rossi, pubblicata per ordine della Santità di N. S. Papa Pio nono. Tom. II. Roma, chromolit. Pontific., 1868, gr. in-4° de 568 p. avec atlas de LXII planches. — *Bullettino di archeologia cristiana* del cav. G. B. de Rossi. Années 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868.

L'archéologie a pris, depuis un certain nombre d'années, une importance que nul ne peut plus contester. Malgré les travaux éminents qu'elle avait inspirés, elle était demeurée pendant plusieurs siècles l'apanage d'un groupe d'esprits érudits, et la masse du public instruit s'était accoutumée à la considérer comme une satisfaction de curiosité plus ou moins stérile, souvent comme le pays des rêves, tout au moins comme la terre classique des contradictions. Les musées d'antiques apparaissaient beaucoup plutôt comme des œuvres de luxe que comme des laboratoires de science, et plus d'un a regretté sans doute les sommes annuelles que leur allouaient les budgets européens. Mais un changement notable se manifeste dans l'opinion depuis les progrès réels accomplis sous nos yeux dans la méthode historique ; on commence à comprendre de plus en plus que l'archéologie et l'histoire ne sauraient être séparées et confinées dans des domaines à part, que la première est une branche vitale de la seconde, que l'archéologue enfin est à l'historien ce qu'est le pionnier à l'agriculteur. Le premier

découvre, le second recueille, et tous deux ensemble dressent cette carte grandiose destinée à nous rendre les civilisations du passé. L'étude des civilisations ! c'est là en effet le problème spécial que se propose l'histoire au ^{xix}^e siècle, l'aspect nouveau sous lequel se présente la science, qui ne saurait elle-même échapper aux tendances démocratiques de la société contemporaine, et c'est là précisément ce qui explique le rôle grandissant qu'est appelée à jouer l'archéologie dans le champ des recherches de l'avenir. Tant qu'on s'est borné à reproduire, sous des formes rajeunies de langage, la suite des faits les plus saillants, des guerres, des conquêtes, des grands changements et souvent des grands crimes accomplis chez un peuple ou dans une région du monde, on a pu se contenter de prendre pour bases les travaux des écrivains ; mais dès qu'on a voulu aller plus loin dans cet examen, pénétrer des couches plus profondes, interroger et connaître la vie intime, surprendre sur place, pour ainsi dire, les mœurs et les idées de l'ensemble des populations et conquérir par là de nouvelles lumières sur la succession des événements, il a fallu chercher d'autres sources que les auteurs fameux et les ouvrages de grand renom. Ceux-ci en effet s'en tiennent la plupart du temps aux faits les plus brillants, aux relations destinées à frapper le lecteur ; quelquefois même ils s'occupent plutôt des incidents dramatiques que des faits culminants, et ils négligent presque toujours ces détails quotidiens, ordinaires, souvent d'autant plus importants qu'ils sont plus familiers. C'est ici qu'intervient avec une fécondité que rien ne remplace l'étude des monuments de tout genre, c'est-à-dire des derniers témoins vivants des générations disparues. Soit qu'ils s'élèvent encore au soleil au milieu de populations nouvelles ou dans les contrées aujourd'hui désertes que sillonnent de hardis explorateurs, soit qu'ils demeurent enfouis depuis des siècles dans les ténèbres protectrices des vieux sols, ils nous offrent une mine de renseignements admirablement appropriés aux besoins et aux exigences de la science actuelle. Dans ces inscriptions, dans ces peintures, dans ces bas-reliefs, dans ces médailles, il n'y a redouter ni interpolation, ni apologie, ni satire. Ce n'est en général ni la pensée exceptionnelle de quelques grands hommes, ni la relation calomnieuse de quelques détracteurs dont on recueille les échos ; c'est la société antique qui vient raconter à la société moderne

son histoire, lui confesser malgré elle ses vices, ou lui révéler en toute innocence ses vertus.

Souvent les auteurs eux-mêmes s'éclairent à cette lumière nouvelle, et il n'est personne qui ne comprenne mieux Suétone et Tacite après avoir fait une course à Pompéi. L'archéologie, je ne crains donc pas de le dire, est appelée de nos jours à perfectionner la méthode historique, et à favoriser largement le progrès de respectueuse attention qu'on est disposé à apporter désormais au sens et au détail de la vie des masses. Mais ce n'est pas là le seul service qu'elle est appelée à rendre. Après avoir aidé trop souvent à appuyer des conjectures téméraires et à colorer des rêves fantastiques, elle combattra efficacement, sur des terrains très-divers, les tendances de certaines écoles contemporaines, qui ne parlent guère de l'histoire que pour la nier, et, dans leurs heures de plus expansive franchise, vont jusqu'à faire des vœux pour en être débarrassées. On ne se débarrasse pas à son gré, de l'importunité d'un monument; rien n'est opiniâtre comme une pierre chargée de caractères ou une sculpture que le sol vient de nous rendre, et dussent-elles ne rien nous apprendre de plus qu'un document écrit déjà entre nos mains, elles frappent davantage. Il y a donc dans le présent pour les études archéologiques une opportunité spéciale : elles combattent directement le mythisme et frappent l'inattention ; elles accumulent des éléments de certitude historique souvent d'autant plus démonstratifs et plus facilement acceptés qu'ils sont plus fortuits dans leur apparition et plus minutieux par leur nature. Rien n'est petit à ce point de vue : ni les fragments d'inscriptions, ni les débris de peintures, ni les détails astronomiques, ni les observations de philologie ; tous ces éléments pulvérisés, rassemblés en groupes significatifs, conduisent aux dates, et je ne crois pas aller trop loin en disant qu'en face des vacillations actuelles de la pensée chez plusieurs groupes d'écrivains, toute date certaine, établie dans une partie quelconque de l'histoire et surtout de l'histoire antique, est un service rendu à l'esprit humain.

Enfin la méthode archéologique elle-même, bien comprise et sainement appliquée, est à la fois une gymnastique excellente pour l'intelligence, et un mode pratique de combattre le système antiscientifique de démonstration trop en vogue de nos jours chez des historiens, érudits du reste, d'Allemagne et de

France. Ils pratiquent ce que j'appellerais volontiers la séquestration de l'argument ; ils le saisissent au milieu du cortège qui l'environne, le traitent à part, isolément, sans le rattacher à la famille à laquelle il appartient ; ils agissent de même envers chaque élément de la vérité, puis, lorsqu'ils ont accompli cette espèce de dissection du faisceau des preuves, ils déplorent ou au moins proclament la destruction des évidences. Le tort est tout simplement à eux-mêmes, pour avoir méconnu une loi essentielle des démonstrations. L'archéologie ne permet pas, sous peine de renoncer même à l'ombre d'un résultat sérieux, de suivre cette voie fausse et mal alignée. Certes elle apprend à traiter avec grand soin chaque argument en particulier ; mais elle oblige à se souvenir que, pour lui donner sa valeur véritable, il doit être replacé dans la phase historique et chronologique à laquelle il appartient. Déclassé, ici plus que jamais peut-être, il n'a plus qu'une importance relative et incomplète, comme un mot arraché d'un discours qui perd aussi bien ses conjonctions grammaticales que ses liens moraux avec l'ensemble de la composition. Ce mode purement anatomique de traiter l'histoire, cette analyse déchiquetée, dont les résultats ne sont pas contrôlés par l'essai d'une synthèse, ne peut partir que de la méconnaissance des bases sur lesquelles repose souvent la certitude morale, c'est-à-dire celle qui domine dans un grand nombre de cas la science des événements. On oublie que la conviction se forme parfaitement par la convergence d'arguments dont chacun pourrait être récusé s'il était seul. Leur juxtaposition, leur rayonnement autour d'un fait, l'éclaire progressivement : plus le nombre de ces points brillants augmente, plus la lumière croît ; il se forme enfin comme une hiérarchie ascensionnelle de probabilités, du sommet de laquelle l'esprit s'élance d'un bond à la possession du certain. L'archéologie largement comprise habituée à cette méthode nécessaire ; on l'a traitée souvent comme une science purement analytique, et l'on a eu tort ; elle emploie, il est vrai, plus que toute autre, l'analyse comme mode d'exploration, mais chacune de ses conclusions est à bien dire le résultat d'une synthèse, et c'est de synthèse en synthèse qu'elle arrive jusqu'à écrire des pages d'histoire inconnue.

Tout ce que je viens de dire de l'archéologie en général s'applique en particulier à l'archéologie chrétienne, à laquelle

ce travail est consacré. Il y a peu d'années encore, elle méritait à peine le nom de science dans le sens strict du mot. Ce n'est pas que les collections de faits et de monuments se rattachant aux premiers siècles qui ont suivi la fondation du christianisme fissent défaut. Des auteurs savants, Bosio, Bottari, Boldetti et Lupi par exemple, en avaient réuni un grand nombre, et leur avaient consacré une érudition souvent de très-bon aloi. Nous avions des recueils de chambres souterraines, de peintures, de sculptures, de lampes, de verres imagés. D'autre part, les objets eux-mêmes ne manquaient pas : on pouvait voir au musée du Vatican une longue galerie couverte d'un côté d'inscriptions chrétiennes, des armoires pleines d'objets de toute nature, d'ivoires, de médailles, de vases appartenant aux premiers âges. Des sarcophages chrétiens servaient d'autels dans les églises, de fontaines dans les cours ou de réceptacles de fleurs dans les villas, et, malgré les injures du temps, les mousses et les lichens qui recouvraient leurs bas-reliefs, chacun pouvait les étudier au soleil. Enfin, toutes les nécropoles souterraines parcourues depuis trois siècles, à travers l'encombrement des terres, par quelques escouades de fossoyeurs, avaient offert des aspects plus instructifs et fourni plus de monuments que nous ne serons peut-être jamais appelés à en voir. Et cependant, je le répète, malgré les travaux écrits, les fouilles et les musées, la science, à proprement parler, n'était pas même ébauchée. Il y avait des milliers de documents, mais ce n'était au fond que des matériaux pour construire qui attendaient encore l'architecte. Ce qui faisait défaut, c'était la condition indispensable pour transformer en science une collection de faits, je veux dire l'établissement entre eux d'un lien logique et la reconnaissance des lois qui président à leur enchaînement. Le grand mérite de M. de Rossi, ce qui marquera sa place dans la science, bien plus certainement que les découvertes spéciales, plus éclatantes au premier abord, que nous lui devons, c'est d'avoir su comprendre et combler ces lacunes. Sa gloire sera d'avoir accompli pour les diverses branches de l'archéologie monumentale des premiers chrétiens ce qu'ont fait, par exemple, Maffei pour l'épigraphie, et Eckel pour la numismatique profane ; il a trouvé le secret des groupements rationnels de monuments, en un mot il a posé des bases chronologiques certaines, déjà confirmées par l'expérience, bases sans lesquelles

aucune branche des sciences historiques ne saurait avoir de fondement solide. Chacun peut facilement s'assurer de cette grande nouveauté. Il suffit d'ouvrir les auteurs les plus considérables parmi ses prédécesseurs ; on verra avec quelle peine, malgré leur érudition très-sérieuse, on distinguera dans leurs œuvres un monument du premier ou du second siècle d'un monument du cinquième, parfois du sixième. Maintenant nous sommes sortis de ces brouillards ; le fil chronologique est trouvé ; on n'a plus qu'à le dérouler. Désormais aucune découverte ne sera perdue faute d'en saisir la portée : le moindre indice, le moindre fragment, pourra être rangé à sa place légitime et servira, dans la mesure de sa valeur, à écrire un chapitre de l'histoire de son temps. Il n'entre pas dans mon cadre d'étudier aujourd'hui quels pourront être les résultats généraux des travaux de M. de Rossi, d'indiquer les avenues nouvelles qu'ils ouvrent pour l'exploration de la plus grande époque de l'histoire du monde, celle du passage de l'empire romain du paganisme au christianisme, ni même de montrer en détail combien ces études sont opportunes pour les besoins de la controverse radicale soutenue de nos jours par ceux qui affirment et ceux qui nient la vérité *historique* du christianisme. Le temps n'est pas venu encore d'essayer les grandes synthèses qui pourront sortir de ces patientes et minutieuses investigations. Lorsque les monuments d'un cimetière du 1^{er} ou du 11^e siècle et ceux d'une nécropole du 14^e auront été publiés avec le soin qui a été mis à nous présenter ceux d'un hypogée du 11^e, quand, d'autre part, le second volume de la collection générale des inscriptions chrétiennes sera entre nos mains, nous pourrons, mieux qu'on ne l'a pu jamais, étudier l'histoire du peuple chrétien non plus seulement dans ses grandes lignes et dans ses grands noms, mais dans les détails de sa civilisation, de sa vie intime, de ses arts et de ses tendances. J'ai cherché seulement, avant d'aborder l'examen de la première région historique que nous rendent les travaux du grand archéologue romain, à préciser le caractère spécial et éminemment scientifique qui les distingue. L'auteur de l'*Histoire critique de l'école d'Alexandrie* écrivait récemment, dans un recueil très-répandu, à propos de la science chrétienne : « Il est visible qu'elle est en train de perdre les domaines de l'histoire. » Rien n'est mieux fait pour répondre à cette affirmation

étrange que les travaux dont nous nous occupons. Tous ceux qui voudront en faire un examen sérieux constateront facilement que les règles les plus saines de la critique historique, celles que traçait jadis le chancelier Bacon à ses contemporains et qui n'ont pas varié depuis, y sont constamment appliquées. Enregistrer les faits d'abord sans les combiner, pour qu'une tentative prématurée ne provoque pas de systèmes préconçus ; — les comparer entre eux ; — enfin en tirer des inductions mesurées et prudentes, — telle est la méthode invariable de M. de Rossi. Il n'y a pas ici de ces facilités complaisantes que plusieurs sont tentés de prêter à la critique chrétienne. Nous allons jusqu'au fond ; nous nous trouvons dès aujourd'hui, et nous nous trouverons de plus en plus, en poursuivant les fouilles, en face de documents originaux, authentiques et souvent contemporains des premières générations chrétiennes ; eh bien, nous verrons à mesure que ces travaux s'avanceront, mieux encore que nous ne le voyons déjà, si nous rencontrons le brouillard ou la terre ferme, si nous entrons dans les vapeurs du mythe ou si nous sentons la fraîcheur de la source primitive.

Un point sur lequel je tiens encore à appeler l'attention de mes lecteurs à propos des travaux dont je vais les entretenir, c'est le soin extrême que prend M. de Rossi de ne pas isoler les uns des autres les livres et les monuments. Il met autant d'attention à collationner un manuscrit de Saint-Gall ou de Paris qu'à déchiffrer et à décalquer une inscription de saint Calliste ou de sainte Priscille ; ces deux ordres de recherches sont pour lui liés invariablement l'un à l'autre, et c'est là incontestablement un des secrets de ses succès. Son système, et on n'en saurait concevoir de plus logique, est de se placer au centre de toutes les lueurs capables d'éclairer la civilisation qu'il étudie, ou, en d'autres termes de disposer devant lui tous les fils qui doivent composer le tissu. Aussi, s'il travaille avec persévérance à faire aux monuments la place légitime à laquelle ils ont droit, il est loin de diminuer la valeur très-considérable des documents écrits que nous possédons. Le nombre des cas où l'un de ces deux dossiers vient suppléer à l'insuffisance de l'autre est très-grand. A tout instant un marbre fait mieux comprendre un manuscrit, et un manuscrit achève d'expliquer un marbre. Si parfois on ne découvre pas de liens

naturels entre eux, le plus souvent, puis-je dire, ces deux éléments se combinent, et c'est de leurs efforts réunis que naît la lumière. Aussi, bien que l'étendue et la spécialité du sujet ne me permettent d'entrer ici que dans fort peu de détails, il m'est impossible de ne pas signaler le discours préliminaire du volume que j'ai sous les yeux, où M. de Rossi aborde la critique des sources. C'est un fragment de l'œuvre qui offrira de l'aridité à une partie du public; mais il n'en faut pas moins l'estimer un de ceux où l'auteur travaille le plus fructueusement à l'édifice scientifique de l'avenir. Grâce aux résultats obtenus sur ce point, non-seulement il marchera d'un pas plus rapide dans ses investigations, mais il aura sa part, même dans les découvertes qui se feront après lui. Ne refusons donc pas d'étudier ces prolégomènes. Il faut absolument que nous devenions en France quelque peu *Allemands* quant à l'exactitude et aux recherches. Ne pas s'en tenir aux œuvres de seconde main, recourir aux sources originales et aux éditions les plus correctes pour y vérifier les citations, c'est une première méthode indispensable et dans laquelle heureusement nous accomplissons des progrès chaque jour. Mais il faut faire mieux encore; il faut étudier intégralement les sources elles-mêmes, et établir leur valeur aussi bien par leur examen intrinsèque que par la comparaison avec des documents analogues. C'est là une condition indispensable pour accroître les richesses historiques; nous y gagnerons en profondeur, sans qu'il faille rien perdre pour cela de l'éclat et de la clarté qui sont avant tout notre très-enviable apanage. Du reste, c'est à la clarté répandue par M. de Rossi dans ses recherches critiques que ceux-là mêmes qui n'y ont pas été préparés par leurs études doivent de pouvoir les aborder avec lui. Plusieurs documents à peine effleurés, et d'autres qui n'avaient pas été touchés encore dans le premier volume, sont approfondis et, si on me permet l'expression, vraiment illuminés dans celui-ci. Le cours de ce travail m'offrira l'occasion de parler des Calendriers et des Actes; je me bornerai à mentionner ici les résultats tout à fait nouveaux fournis par une exploration patiente de deux fameux martyrologes bien connus de tous ceux qui se sont occupés d'antiquité ecclésiastique, dont l'un porte le nom de *hyéronimien* et l'autre celui de *petit romain*.

Grâce à la découverte de nouveaux manuscrits, à la confec-

tion de fac-simile des plus importants et au rapprochement, devenu ainsi possible, de textes nombreux dispersés dans les bibliothèques européennes, grâce enfin au secours des monuments et à cette sorte de tact et d'intuition de l'antiquité qui lui sont propres en certains cas, M. de Rossi a obtenu des résultats dont il avait été impossible aux auteurs les plus estimés, à Fiorentini ou à Du Sollier, par exemple, d'approcher en précision. Les racines multiples d'où sont sortis les deux arbres dont les rameaux couvrent, pour ainsi dire, le monde chrétien, se distinguent maintenant; la valeur des collections elles-mêmes en ressort plus nettement; enfin la date des recensions particulières qui sont l'origine de tous nos manuscrits actuels est elle-même fixée. On comprend aisément combien ce travail accompli épargnera de tâtonnements, et quelle facilité il donnera pour apprécier la valeur des renseignements que les manuscrits contiennent. Enfin, qu'on me permette encore d'engager ceux-là mêmes que leurs études n'appellent pas à faire usage de ces documents, mais qui veulent se livrer à des œuvres d'érudition, à lire le chapitre où se déroule la généalogie de la race immense des martyrologes hiéronymiens. Il y a là un modèle excellent à imiter. On y voit comment l'on peut grouper les manuscrits par familles, distinguer les indications primitives des additions postérieures, découvrir et mettre en relief les éléments de chronologie, enfin remonter d'anneau en anneau jusqu'au chaînon primordial. Il existe une foule de pièces historiques auxquelles cette méthode claire et féconde pourrait être appliquée. Si l'on traitait de la sorte, par exemple, l'énorme quantité de passionnaires et d'actes de martyrs possédés autrefois par les églises et les monastères et répandus maintenant dans les archives des cités, on y mettrait peut-être une vie entière, mais on laisserait à la science un trésor de résultats inappréciables.

Il est temps, cependant, que je sorte de ces préliminaires pour entrer dans le champ proprement dit où nous conduisent les travaux de M. de Rossi dans le présent volume. Le but de mes efforts sera, comme l'indique le titre de cet article, de placer les découvertes dans leur ordre chronologique, et de faire entrevoir ainsi ce que fournit de certitudes et de nouveautés à l'histoire l'exploration d'un seul cimetière romain.

I.

Lorsqu'on quitte Rome par la porte Appienne, on rencontre, à deux milles environ, une colline allongée, entourée de murs, couverte de vignes, de *broccoli* et de céréales. Si l'on essaye d'y monter, en passant par la porte la plus voisine de la ville, pour jouir de la vue splendide des montagnes d'Albe et des sommets de la Sabine, rien d'extraordinaire ne frappe la vue au premier abord. Quelques paysans y habitent une ferme rustique, et s'y livrent, avec le calme classique des habitants du Latium, aux travaux des champs ; des roseaux disposés en treillage, des sillons parallèlement tracés pour la culture, attirent seuls l'attention. Bientôt cependant, en poursuivant son chemin sur le plateau, on remarque la multitude de débris de tout genre qui émaillent la campagne, ou qui gisent à droite et à gauche du sentier. Ce sont des fragments de briques, de couleurs diverses, dont les grains rouges et noirs font vite reconnaître la belle pâte antique, des restes de chapiteaux et de sculptures, des plaques de marbre brisées, des vases de terre cuite en poussière, des morceaux de verre longtemps enfoui, dont les lamelles, détachées par le temps, viennent prendre à la lumière un dernier éclat ; c'est, enfin, cette sorte de poudre monumentale bien connue de tous les explorateurs du monde ancien, qui devient presque aussi indestructible que le sol lui-même, et semble être comme la dernière épave du passé. Pourtant, en avançant vers le sud, de grands massifs de ruines, encore fièrement debout près de quelques bouquets de cyprès, attirent davantage le regard ; en même temps, à mesure qu'on s'approche d'eux, on aperçoit çà et là de petites tours carrées en briques modernes, surmontées de toits de verre, qui s'élèvent à cinq ou six pieds au-dessus du sol dont elles semblent vouloir illuminer les profondeurs ; deux petits édifices d'apparence fort commune, au premier abord, étonnent aussi quelque peu lorsqu'on considère leurs flancs arrondis en absides ; enfin des séries de sépulcres ouverts en divers lieux, près des ruines et des escaliers s'enfonçant dans le sol, achèvent de convaincre l'esprit qu'on ne foule pas une terre vulgaire et que ses entrailles doivent receler de grands souvenirs. Nous sommes, en effet, en nous

en doutant à peine, sur un des points les plus historiques de la Rome chrétienne ; deux voies consulaires, la *via Appia*, d'une part, la *via Ardeatina*, de l'autre, longent le flanc de la colline et, sous nos pieds, entre ces deux voies, s'étend la plus fameuse, peut-être, de toutes les nécropoles chrétiennes, après celle du Vatican.

Je demande à tous ceux qui ont sous la main le deuxième volume de la *Rome souterraine*, d'ouvrir la grande carte placée à la fin des planches et de la considérer un instant ¹. Elle mérite bien, en effet, cette attention émue qu'inspire la carte nouvelle d'une terre encore frémissante sous les pas et sous les coups de l'explorateur ; car, dans ces voyages sous les campagnes latines, il y a eu à affronter, pour ainsi dire, les deux périls du désert : l'isolement et le sable. Là se sont rencontrés des labyrinthes inconnus de tous les vivants, des avalanches qui pourraient s'appeler des ouragans de tuf : et quand on suit, pas à pas, les fatigues et les efforts de ces courageux savants, sorte de pionniers du vieux monde, on ne tarde pas à reconnaître que la science aussi a ses champs de bataille. Je pourrais citer tel cas et tel lieu où M. de Rossi, pour ne pas laisser se perdre sous les décombres une série de tombeaux, bravait l'effondrement d'une voûte, et continuait à copier les épitaphes, malgré la pluie de sable qui tombait déjà sur son papier. Enfin, grâce à ces hardiesses persévérantes, nous avons obtenu, avec une précision inespérée, cette carte où tout se distingue, les systèmes de galeries, les chambres de toute forme, les escaliers, les lucarnes, les cryptes les plus antiques et les constructions plus récentes, les monuments sépulcraux et les basiliques élevées au-dessus du sol, les hypogées païens et les arénaires voisins des cimetières chrétiens, enfin les différents étages de corridors, reconnaissables à leur teinte grise, rouge ou verte. Si, en contemplant l'étonnante complication de ce plan, on pense qu'on a sous les yeux une partie seulement de la nécropole appio-ardeatine, et qu'il y a, dans le rayon du premier au troi-

¹ Cette carte est l'œuvre de M. Michel de Rossi, frère de l'archéologue, dont les belles études analytiques sur l'architecture et la géologie du cimetière de Calliste forment un appendice considérable à la *Rome souterraine*. Il a inventé une machine fort ingénieuse, au moyen de laquelle il trace sous terre, avec une facilité étonnante et avec une exactitude parfaite, des plans qui ont désespéré ses prédécesseurs.

sième mille autour de Rome, vingt-cinq autres grandes nécropoles, sans parler des cimetières moins importants; si, en outre, on évoque un instant sous son regard la masse énorme d'inscriptions, de peintures, de souvenirs et de renseignements de tout genre que suppose, malgré les invasions et les destructions, un pareil ensemble monumental, on demeure ébahi et presque effrayé devant l'œuvre entreprise. Mais je n'ai pas pour but, dans ces pages, d'éblouir par la poésie d'un tableau; c'est à la science que je veux demander patiemment ses conclusions, convaincu, du reste, que c'est de la vérité laborieusement conquise et exposée consciencieusement que sort la poésie la plus puissante et la plus élevée. Je chercherai donc, avant tout, l'exactitude et la précision; je pourrai, dans certains cas, me résigner à être aride, je ne me consolerais pas de manquer de clarté. Revenons au plan d'ensemble dont nous parlions tout à l'heure. Le premier objet qui frappe les yeux, c'est une dizaine de figures rectangulaires de dimensions inégales, distinguées par des teintes variées, comprenant chacune un certain nombre d'ambulacres et de chambres, et occupant une partie considérable de la superficie totale. On remarque facilement aussi que ces régions isolées ou voisines les unes des autres, dont la coupe ressemble assez à celle des États de l'Union sur une carte de l'Amérique du Nord, ne sont pas sans être en relation tantôt avec la voie Appienne, tantôt avec une des deux voies secondaires qui se déroulent perpendiculairement entre elle et la voie Ardéatine¹. En effet, la route suit, le plus souvent, un des côtés du rectangle, et la portion du sous-sol qui s'étend au-dessous d'elle a été généralement respectée par le dessin primitif du souterrain. Ces détails ont une importance très-sérieuse, car c'est au minutieux examen qui en a été fait que l'on doit la révélation du système suivi par les chrétiens dans l'excavation et le développement de leurs immenses nécropoles. Il est prouvé, maintenant, qu'on a créé d'abord une série d'hypogées différents et séparés. Chacun d'eux procédait d'un escalier à part, situé sur le bord ou près d'un chemin; souvent il était creusé dans un espace

¹ Cette partie de la topographie romaine a été recomposée, avec un soin extrême, par M. Michel de Rossi, au grand profit des études historiques de toute nature.

géométriquement tracé d'avance, dont nous arrivons encore à reconnaître les mesures précises, En outre, il paraît de plus en plus probable que ces *arcæ* ont été, en certains cas au moins, déterminées à l'extérieur avec les formalités voulues par la loi romaine pour leur assurer les privilèges de l'inviolabilité. Ainsi se formaient peu à peu, à mesure que les besoins croissaient, que les conversions se multipliaient, que les dons faits à l'Eglise prenaient plus d'importance, des séries de sépultures souterraines, mais parfois en rapport avec des monuments élevés au-dessus du sol. Ces hypogées étaient souvent voisins les uns des autres ; aussi ne tardait-on pas à établir entre eux des communications, dont on retrouve la trace et quelquefois la date en étudiant les changements qu'elles ont nécessités. Ici, c'est le niveau du sol qui a été élevé ou abaissé ; là, une chambre dont on a percé une des parois, ou une série de tombeaux coupés pour ouvrir une porte ; le soin apporté à cette étude de l'architecture est tel et l'analyse qui en est donnée à la fin du volume, si minutieuse, qu'un livre portant le titre de : *Journal d'un fossoyeur des Catacombes*, ne serait plus impossible à écrire. C'est par cette succession de petits travaux, à travers lesquels on suit le développement de la société chrétienne, qu'a été formé le vaste réseau de la nécropole Appio-Ardéatine, dont nous n'avons pas jusqu'ici, je le répète, toute l'étendue sous les yeux. Sans parler, en effet, des hypogées encore inconnus qui s'y rattachent et restent à fouiller à l'ouest et au sud, il y a, au nord, le grand cimetière de Balbine, créé dans un fonds donné à l'Eglise par Constantin, dont nous apercevons à peine, sur la carte, les premières cryptes. Et, cependant, ce n'est pas même de l'ensemble des groupes placés devant nous que nous allons nous occuper. Nous laisserons de côté les quatre épanouissements successifs du cimetière de Sotère, l'arénaire d'Hippolyte et des martyrs grecs, ainsi que d'autres centres souterrains difficiles à déterminer avec précision. Nous parlerons à peine des cryptes de Lucine, explorées dans le premier volume, pour diriger toute notre attention sur la région du plan à laquelle appartient légitimement le nom de *cimetière de Calliste*. Or, cette dénomination n'est historique que pour les hypogées visitées du iv^e au viii^e siècle par les voyageurs chrétiens de tout le vieux monde et compris dans les deux stations de pèlerinage appelées, l'une de Saint-Sixte ou de Sainte-Cécile, l'autre de

Saint-Eusèbe. En examinant les galeries, qui embrassent les cryptes historiques de ces deux stations, dans leur direction originare, et en considérant les figures géométriques décrites par leur développement, on découvre bientôt qu'elles procèdent manifestement de trois points différents. Elles forment trois systèmes d'excavation, primitivement indépendants l'un de l'autre, et correspondent à un nombre égal de délimitations rectangulaires successives, tracées dans des rapports différents mais certains, avec une des deux voies latérales dont nous parlions tout à l'heure. C'est l'ensemble de ces trois *aræ* qui constitue, à proprement parler, le cimetière de Calliste, plus fameux peut-être qu'aucun autre en raison des caractères particuliers de son histoire et du nombre extraordinaire de martyrs qu'il renfermait. Cette accumulation de reliques vénérées, est désignée par des termes divers, mais d'accord dans leur sens général. Tantôt on les appelle : *CONGESTA TURBA PIORUM* ¹; tantôt : *MULTA MILLIA SANCTORUM* ²; ailleurs : *INNUMERABILIS MULTITUDO MARTYRUM* ³; et la nature de ces témoignages suffit pour établir une démonstration. En effet, aucun de ces textes n'est emprunté à des documents tardifs, postérieurs à la fermeture des cimetières. Ils sont tous tirés d'inscriptions, de papyrus ou de manuscrits contemporains de Damase, de saint Grégoire le Grand et de Charlemagne, et ils ont pour auteurs des personnages qui ont lu eux-mêmes, dans les catacombes, les éloges solennels et les marbres des tombeaux ⁴. Ces détails étaient utiles à rappeler pour nous inspirer le respect de notre champ d'études; c'est dans ce sanctuaire de l'Église et de l'histoire que nous allons maintenant nous enfermer.

¹ Inscription placée par le pape Damase dans le cimetière de Calliste.

² Papyrus des ampoules de Monza, contenant le catalogue des huiles saintes recueillies dans les cimetières de Rome par le prêtre Jean pour la reine des Lombards, Théodelinde.

³ Manuscrit topographique sur les catacombes connu sous le nom de manuscrit de Salzbourg.

⁴ Si les souvenirs que nous ont transmis les martyrologes et les récits antiques étaient tous également exacts, il y aurait eu dans quatre *polyandres* (tombeaux communs) du cimetière de Calliste cinq mille martyrs anonymes. Quoiqu'il en soit de la véracité absolue de ce chiffre, l'existence des *polyandres* eux-mêmes et le nombre considérable des corps qu'ils renfermaient sont deux faits certains.

II.

Je ne rechercherai pas encore s'il est possible de découvrir quels étaient les propriétaires primitifs de la plus ancienne *area* du cimetière de Calliste ; ces notions se feront jour d'elles-mêmes dans la suite de ce travail. Je veux, avant tout, appeler l'attention de mes lecteurs sur un grand phénomène historique qui ressort de l'étude de tout le cimetière aussi bien que de l'examen des cryptes de Lucine, groupe séparé, mais voisin, exploré en détail dans le premier volume ; j'entends parler du nombre, relativement important, de familles appartenant à la plus haute aristocratie romaine, chez lesquelles le christianisme a pénétré tout d'abord. Certes, je ne prétends pas dire qu'il ne se soit pas répandu surtout parmi les humbles et les pauvres ; mais il est évident maintenant que, dans les rangs de ces hommes accoutumés à toutes les splendeurs du pouvoir et à toutes les gloires des arts et des lettres, de ces femmes habituées à tout le luxe et à toute la mollesse de la vie romaine, il en est beaucoup plus qu'on ne le supposait qui ont été frappés et enflammés par les premiers rayons de la doctrine chrétienne. Il y a deux choses que l'on ne considère pas assez à fond lorsqu'on veut étudier la valeur des explications purement humaines que plusieurs cherchent à donner des conversions accomplies dans le monde romain : c'est, d'une part, les embarras quotidiens, presque aussi pénibles peut-être que les dangers, dont était enlacée la vie d'un chrétien, au milieu d'une société pénétrée, jusque dans ses moindres actes, par les pratiques du culte polythéiste ; de l'autre, c'est la facilité qu'il y avait, pour les âmes dégoûtées de la philosophie et fatiguées des grossièretés de la religion gréco-romaine, à embrasser un culte plus élevé, sans s'exposer au moindre ennui ou au moindre péril. Il suffisait de se faire initier à l'une des religions orientales, alors très-répandues, dont certaines, malgré leurs excès, favorisaient certainement beaucoup plus l'essor de l'esprit que le vieux culte romain. Enfin, on pouvait faire mieux encore. Rien n'empêchait de demander aux Juifs, établis à Rome même, le secret de leurs croyances, et de se faire admettre dans l'une ou l'autre classe de leurs prosélytes. La seconde obligeait seu-

lement à l'observation de la loi naturelle ; elle permettait ainsi de satisfaire ses aspirations, tout en vivant avec assez peu de rigueur, et en demeurant, au moins au début de la persécution contre les chrétiens, à l'abri de toute accusation et de toute poursuite. Il faudrait un long travail pour développer l'ensemble de cette situation ; bien que je ne puisse penser à l'essayer ici, j'ai voulu cependant en indiquer un ou deux traits, car rien ne me paraît mieux fait pour donner leur valeur aux conversions que la science épigraphique découvre chaque jour dans le patriciat de l'empire. C'étaient les membres de ce corps qui, appelés naturellement à suivre la carrière des honneurs, devaient ressentir plus vivement les entraves imposées par l'observation de la loi chrétienne. Devant eux, surtout, s'étalait toute la variété des doctrines qui sollicitaient alors les esprits, sans offrir aucun danger à leurs sectateurs ; et cependant ils ont choisi la seule route qui fût hérissée de difficultés, de douleurs et de renoncements, et ils se sont faits chrétiens. Il y a là pour le christianisme un genre de triomphe tout à fait spécial et qu'il m'a semblé nécessaire de faire au moins entrevoir devant les listes brillantes de noms retrouvés sur les marbres sépulcraux.

En effet, il suffit de réunir les inscriptions des cryptes de Lucine, creusées dans la même vigne, à celles du cimetière de Calliste, pour avoir une série de monuments commençant à la fin du 1^{er} siècle et marchant, à travers les règnes de Trajan, d'Adrien, d'Antonin le Pieux, vers les horizons plus vastes du 3^e siècle et les destinées plus calmes du 4^e. Nous sommes encore à peu près confinés dans les révélations d'une seule nécropole, et cependant on aperçoit déjà le moment où l'on pourra imprimer une sorte d'almanach de Gotha de la noblesse romaine appartenant au christianisme avant Constantin. Aucun élément ne fera défaut ; on commencera par des princes de la famille impériale ; puis viendront des groupes de personnages se rattachant d'un peu plus loin aux Antonins ; puis, des familles illustres descendant de l'aristocratie républicaine, des personnages revêtus des plus hautes dignités de l'État, des sénateurs et des consuls. Parmi les noms, se rencontreront des Octavii, des Cæcili, des Cornéli, des Emili, des Emilian (formés par la fusion des Emili Pauli et des Cornéli Scipiones), des Iallii, des Massimi ; on verra qu'Atticus, l'ami de Cicéron, que

le fameux Asinius Pollio, ont dû avoir des chrétiens parmi leurs descendants assez proches. Dans ce curieux almanach, on pourra indiquer la place où était le palais de plusieurs de ces familles et ajouter même le lieu où elles avaient leurs sépultures. C'est en poursuivant les fils de ces généalogies plus ou moins connexes, en pénétrant de plus en plus dans les mailles de ce réseau, que M. de Rossi touche à une question du plus vif intérêt, à la fois pour l'histoire et pour les origines de l'hypogée que nous étudions.

Avant de paraître officiellement sous le nom de Calliste, qui est celui de sa plus glorieuse période, on entrevoit un moment où ce cimetière porte celui de Lucine, comme les cryptes dont nous avons déjà parlé plusieurs fois. Les documents ecclésiastiques nous ont conservé le souvenir de plusieurs nobles matrones, les unes veuves, les autres vierges, qui aidèrent de leur fortune la chrétienté naissante de Rome, et dont la série remonte depuis la dernière persécution jusqu'à l'âge des apôtres. Mais serait-il possible d'arriver à quelque résultat plus précis, de découvrir enfin qui pouvait être la Lucine de la voie Appienne ? Il y a, dans Tacite, un passage qui a, de tout temps, attiré l'attention des historiens de l'Eglise. Il raconte que, sous l'empire de Néron, une matrone de la gens Pomponia, Pomponia Grecina, fut accusée de superstition étrangère, *superstitionis externæ*. Le fait se passait en l'an 58 de l'ère chrétienne, l'année même où saint Paul était absous à Rome. Déférée au tribunal de son époux Plautius, Pomponia fut absoute aussi ; puis elle vécut pendant quarante ans, c'est-à-dire jusqu'à la fin du 1^{er} siècle environ, dans une retraite grave et austère que l'écrivain païen appelle : *Lugubrem cultum et mæstum animum*. Le caractère du récit de Tacite a fait penser généralement que la femme de Plautius était chrétienne, et il y a des probabilités pour que ce soit là le plus vieux souvenir de conversion inscrit dans les annales profanes. Mais existe-t-il quelques rapports entre cette première chrétienne, qui semble nous apparaître dans le patriciat romain, et les premiers groupes de tombeaux chrétiens que nous découvrons, portant le nom d'une femme, sur les bords de la voie Appienne ? Il faut avoir vécu pendant vingt ans, comme M. de Rossi, au milieu de tous les rayonnements de ces mémoires illustres, y avoir appliqué son esprit, je dirai mieux, son âme ; il faut

avoir fait, pour ainsi dire, ses contemporains et ses amis de ces morts vieux de dix-neuf siècles, pour avoir pu concevoir la possibilité d'un semblable rapprochement. Et cependant, se fondant sur un ensemble d'indices trop minutieux pour que je puisse les développer ici, il avait osé se demander, dans le premier volume, si cette Lucine inconnue ne serait pas, par hasard, Pomponia Grecina, désignée, comme nous en avons des exemples chez les anciens, par un surnom (*agnomen*) dont le sens était peut-être chrétien ; mais les lueurs étaient si faibles, l'hypothèse devait sembler au public reposer sur des bases si fragiles, qu'il avait supplié ses lecteurs de ne voir dans ses paroles que l'exposition d'un problème et de ne pas confondre des conjectures avec des démonstrations. Il y avait bien, en effet, deux épitaphes de Pomponii de la gens sénatoriale qui avaient servi à fermer des *loculi* ; mais c'étaient des marbres profanes, pris dans les monuments extérieurs. Aucune trace de Pomponii chrétiens n'apparaissait quand M. de Rossi avait la hardiesse de formuler sa proposition. Cependant les choses ont avancé depuis trois ans. Tous les dédales du cimetière de Calliste ont été fouillés, tous les fragments de marbre et de lettres ont été interrogés, et voici où nous en sommes.

Les Pomponii chrétiens ont enfin paru ; deux épitaphes, l'une grecque, l'autre latine, portant le nom d'un Pomponius Bassus, et la première indiquant sa dignité sénatoriale, sont revenues au jour, tandis qu'en même temps des études, que je puis seulement mentionner ici, faisaient apercevoir des liens de parenté entre les deux familles *Bassa* et *Grecina*, de la gens Pomponia. Le pas était déjà immense ; mais ce n'est pas tout. Il y avait depuis longtemps, dans un coin du cimetière, une collection de fragments grecs si difficiles à rejoindre que, malgré sa persévérance, M. de Rossi y avait renoncé. Pourtant, il voulut encore y revenir une fois, avec cette patience intrépide qui est une des vertus nécessaires de l'archéologue. Quelles furent sa surprise et sa joie, lorsqu'en étudiant de plus près la forme de chacun des fragments et la disposition matérielle qu'on devait leur donner, il reconnut bientôt les traces évidentes de ces deux noms :

ΠΟΜΠΩΝΙΟC ΓΡΗΚΕΙΝΟC

Les caractères de la pierre lui assignaient pour date la fin

du II^e ou le début du III^e siècle, et le nom de Grecinus devient très-rare après le I^{er} siècle, pendant lequel il dut son éclat aux frères et aux parents de la Pomponia Grecina de Tacite, qui parcoururent la carrière des honneurs. Deux choses sont donc certaines maintenant : d'abord qu'un descendant de la fameuse matrone, son petit-fils peut-être, fut chrétien ; en second lieu, que le tombeau de ce personnage était dans le cimetière de Calliste. Il y a là une confirmation puissante, on le voit, de l'opinion des meilleurs critiques sur l'explication du passage de Tacite, et une preuve qu'il n'était pas téméraire de chercher des rapports entre l'épouse de Plautius et l'origine historique de l'hypogée. N'allons pas plus loin, ne posons pas d'affirmation encore, laissons à l'avenir et à l'étude leur mérite et leurs droits, et, avançant dans le temps, tournons nos regards vers une autre femme bien digne de concentrer pendant quelque temps notre attention.

III.

Au milieu des fastes de cette première noblesse chrétienne, se détache, en effet, une figure héroïque entre toutes, celle de Cécile, épouse, vierge et martyre, devant laquelle nous allons nous arrêter pour écrire une page perdue des annales glorieuses de l'Église romaine, qui replacera la sainte au milieu du cercle historique où elle a vécu, sans rien enlever à la délicieuse auréole dont est justement entourée sa mémoire.

Les *Actes de sainte Cécile*, imprimés d'abord par Bosio au XVII^e siècle et ensuite par Laderchi au XVIII^e, ont été souvent discutés et examinés. M. de Rossi revient encore à cette étude dont le résultat est maintenant certain. Ce touchant récit, qui conserve un rare parfum d'antiquité et de vérité, s'il n'est pas antérieur à Constantin, n'appartient pas non plus aux âges tardifs où ont été rédigés plusieurs documents de ce genre. Il a été écrit, entre le IV^e et le V^e siècle, vers l'époque de Damase, de Prudence, de saint Paulin de Nole, lorsque le labarum de la croix triomphante, *triumphalis crucis labarum*, flottait depuis peu au vent du Latium. Selon toute vraisemblance, les invasions d'Alaric et de Genséric n'avaient pas dévasté alors la ville éternelle et Rome conservait encore son éclat. L'auteur énu-

mère, comme des splendeurs qui l'entourent, les diplômes et les éloges gravés sur bronze attachés aux murs dans les palais des patriciens, et les riches parchemins en lettres d'or sur lesquels on lisait les fastes de leur histoire. Il s'indigne à ce propos de voir négliger, devant le souvenir des gloires profanes, la mémoire des soldats du Christ et il vient, pour sa part, réparer cet oubli. Du reste, ce n'est pas seulement à la tradition qu'il s'adresse. Grâce à l'examen de plus de trente manuscrits de ces actes et à la découverte des interpolations du début, M. de Rossi montre, avec une probabilité croissante, que l'écrivain a eu sous les yeux diverses pièces contemporaines, entre autres une partie de l'interrogatoire judiciaire et du procès criminel de sainte Cécile. Ce récit, qui entourait d'un nouveau prestige une vie dont l'étude des monuments va nous dévoiler mieux encore l'éclat, eut à l'époque où il parut un grand retentissement. Dom Guéranger, dans le livre bien connu qu'il a consacré à la sainte, nous montre que, dès le milieu du v^e siècle, tous les livres liturgiques de l'Occident, y compris le manuscrit de Vérone contenant des prières du temps de saint Léon le Grand, et le missel commandé par le pape Gélase, lui ont emprunté des passages ou au moins des faits. Je ne puis m'étendre sur les reproductions manuscrites de ces actes, sur la version grecque du ix^e siècle et sur la nouvelle traduction latine qui la suivit, sur les paraphrases italiennes du quatorzième et du quinzième, et j'arrive aux révélations monumentales qui, ici comme toujours, ne sauraient être séparées de l'étude des textes. Ce sont, on ne le répétera jamais assez, deux ordres de faits parallèles qui doivent s'éclairer en se contrôlant.

Les découvertes de M. de Rossi sur l'histoire de sainte Cécile sont si importantes et si neuves, que je serai contraint d'entrer dans quelques développements, indispensables pour faire bien comprendre et apprécier les bases sur lesquelles s'appuient les résultats.

Qui était sainte Cécile ?

Quand a-t-elle vécu ?

Quel a été le lieu et l'histoire de son tombeau ?

Ce sont là trois grandes questions d'où sortiront des restitutions importantes, à la fois pour la biographie de la sainte et pour l'histoire générale.

Et d'abord qui était Cécile ?

On ne peut mieux faire que de citer textuellement les paroles adressées par elle au préfet de Rome, qui, selon l'usage judiciaire, lui posa précisément cette question. A ces mots : *Cujus conditionis es?* Cécile répondit, selon la version la plus antique et la plus véritable de ses actes : *Ingenua, nobilis, clarissima* ; trois mots qui portent en eux le titre même de leur authenticité. On ne pouvait, en effet, sous l'empire romain, établir plus nettement ce que nous appellerions son *état civil*. Cécile était *ingenua*, c'est-à-dire de souche originairement libre ; *clarissima*, c'est-à-dire de famille sénatoriale ; enfin, *nobilis*, d'où nous apprenons que ses parents n'étaient pas des *hommes nouveaux*, mais avaient hérité, par droit de naissance, des honneurs du Sénat. Voilà ce qu'une étude attentive des textes aurait pu révéler jusqu'ici ; mais les monuments minutieusement interrogés complètent, d'une manière tout à fait inattendue, ces premières notions. La dépouille de Cécile, chacun le sait, a été déposée dans le cimetière de Calliste. Tout autour d'elle ont été explorées les cryptes appartenant aux centres principaux et primitifs de cette nécropole ; on y a recueilli un bon nombre de marbres, les uns à la place exacte qu'ils occupaient, d'autres assez près pour que cette place puisse être déterminée avec précision. Or, au milieu de tous les noms et de tous les groupes de noms écrits sur ces épitaphes, une famille bien connue se détache peu à peu et se distingue entre toutes les autres.

Par une rencontre heureuse, nous sommes en face d'une de ces exceptions qui ne détruisent pas les règles, mais les confirment. Les habitudes silencieuses des inscriptions chrétiennes primitives, les formes abrégées de la nomenclature, l'absence des sigles honorifiques, n'ont pas été ici aussi constamment observées qu'ailleurs, et nous ne sommes point heureusement, comme en d'autres lieux, devant des formules expressives par leur sentiment, mais trop souvent muettes pour l'histoire. On a pu recueillir une dizaine d'inscriptions, les unes entières, d'autres fragmentées, appartenant à des sarcophages brisés, à des *loculi* ou à des tombes creusées dans le sol, où les noms de *Cæcilius* et de *Cæcilia*, de *Cæcilianus* et de *Cæciliana*, joints plusieurs fois aux sigles V. C. (*vir clarissimus*), C. F. (*clarissima femina*), C. P. (*clarissima puella*), forment un

ensemble trop caractéristique pour que le fil qui les relie puisse être méconnu. Il est fort difficile, malheureusement, d'établir la généalogie exacte, la descendance parfaite, de ces personnages l'un de l'autre. Plus on avance dans les siècles de l'empire, plus les règles nettes et précises de la vieille épigraphie romaine s'altèrent ; les formes classiques indicatives de l'adoption se négligent ou s'usurpent ; l'usage des prénoms diminue progressivement ; les individus se distinguent désormais par la variance du *cognomen*, et ceux qui appartiennent aux familles illustres l'empruntent souvent aux généalogies aristocratiques, adoptives ou féminines, auxquelles ils prétendent. Parfois ces noms s'accumulent en grand nombre sur la même tête, distinction éclatante aux yeux des contemporains, mais vanité mal calculée pour briller devant la postérité. Rien n'est plus embarrassant en effet aujourd'hui, que d'enchaîner d'une manière continue les anneaux de ces généalogies de l'âge impérial et le personnage qui nous arrive escorté d'une polyonymie retentissante, est presque aussi difficile à reconnaître parfois, que s'il se présentait sous l'humble laconisme ordinaire aux chrétiens. Tout n'est pas facultatif, cependant, dans le choix des noms, et si un tableau complet est presque impossible à dresser, on n'en reconnaît pas moins souvent, avec une attention soutenue, le nom qui domine, et on arrive en certains cas à découvrir l'origine des noms adjoints. Ce résultat, discutable pour un cas unique, ne l'est plus lorsqu'on agit sur un nombre suffisant d'inscriptions, et lorsque la topographie et les sigles honorifiques viennent apporter leur secours. Or, aucun de ces deux appuis ne nous manque pour les Cæciliï ; aussi, en rapprochant tous les documents recueillis sous terre et ceux qu'il a trouvés dans les archives profanes, M. de Rossi a-t-il pu dresser un double tableau dont le parallélisme est frappant et décisif. D'un côté se présente une série de noms tirés des fastes consulaires et des inscriptions honorifiques ou sépulcrales, désignant tous des personnages sénatoriaux, souvent des consuls ; de l'autre, est une seconde série tirée exclusivement du cimetière de Calliste, c'est-à-dire des cryptes qui, dans un rayon plus ou moins large, entourent celle de Cécile. Or, les rapports de ces deux séries sont si étroits, leurs dates, qui s'étendent de la fin du *ii*^e siècle au milieu du *iv*^e, sont si exactement concordantes, les

noms, malgré leur multiplicité, et les dignités sont si analogues, si identiques parfois, que le doute n'est pas possible. Il est évident qu'on a sous les yeux deux listes empruntées, l'une, à des sources civiles, l'autre, à des sources chrétiennes, mais appartenant à une même famille ; enfin, que cette famille, dont la réponse de Cécile nous faisait déjà entrevoir le haut rang, était certainement la gens sénatoriale des Cæcili Maximi Fausti. Je ne puis m'arrêter à dire les liens, les uns certains, les autres probables, des Cæcili avec les Æmilii, les Cornelii, les Metelli ; il faudrait une étude séparée de cette grande race, illustre devant les hommes et devant Dieu, et j'espère qu'elle se fera un jour. En ce moment, il nous suffit d'avoir montré que, grâce aux fouilles méthodiques et aux inscriptions, il est positif qu'une branche entière de cette famille professait le christianisme vers la fin du II^e ou le début du III^e siècle. C'est là une notion si peu soupçonnée jadis, que des auteurs, érudits du reste, avaient voulu faire de Cécile une martyre sicilienne transportée à Rome. Aujourd'hui, son origine nous apparaît avec tous les caractères de certitude que l'histoire réclame. Nous la voyons désormais ce qu'elle est en effet, c'est-à-dire la noble fille des Cæcili, instruite à Rome, dès son berceau, dans la sagesse du Christ, comme nous le dit son historien¹, vêtue d'habits d'or sous lesquels se cachait un cilice², entourée dans la mort comme pendant la vie du cercle de ses parents, enfin reposant dans un sol qui était sien. Mais je laisse échapper trop tôt cette dernière nouvelle et, avant d'arriver, j'allais dire de prier, devant le tombeau de Cécile, il faut nous poser, après tant d'autres, mais avec des lumières plus puissantes, cette seconde question :

Pendant cette période de deux siècles qu'embrassent les monuments de sa famille, à quel moment précis a vécu sainte Cécile ? Sous quel empereur et sous quelle persécution a-t-elle conquis la palme du martyre ?

Un des sacrifices inhérents au travail que je poursuis dans ces pages est l'obligation d'effleurer au lieu d'approfondir, de montrer plus que de démontrer, en un mot, d'être un doigt qui indique un trésor plutôt qu'une main qui le répand. J'ai-

¹ « Ab ipsis cunabulis Christi sapientia edocta. »

² « Subtus cilicio induta, desuper auratis vestibus tegebatur. »

merais à exposer ici, au moins sommairement, cette vie idéale, ces discours et ces amours angéliques, cet interrogatoire et cette mort qu'on ne se lassera jamais de relire, enfin l'ensemble de ces actes rédigés, on est porté à le croire lorsqu'on lit le prologue, par un petit-neveu de Cécile ou par un ami de sa famille. Les limites qui me sont imposées me le défendent malheureusement ; aussi, en priant mes lecteurs de suppléer, ce qui leur sera facile, à ces omissions nécessaires, dois-je continuer à leur faire connaître seulement les nouveaux résultats qui ajoutent à l'authenticité du récit, et lui restituent, sur plusieurs points, la précision qui lui faisait défaut. Tous n'auraient peut-être pas le courage ou le temps d'aborder le gros volume que je les convie cependant à ouvrir sans crainte ; qu'ils me pardonnent, au moins, si je les fais assister quelque peu au travail laborieux que j'oserai appeler la charpente de l'histoire. On ne saurait trop l'oublier, le rôle le plus éminent de l'archéologie est de bâtir ; elle décore rarement.

Revenons à l'histoire de Cécile. L'auteur du ^v^e siècle qui nous en a transmis les détails, bien qu'il eût des bases authentiques à son récit, n'avait pas trouvé le souvenir de la vierge entouré de tout le soin désirable. Il a écrit, selon toute vraisemblance, nous l'avons vu, en face de documents antiques ; mais le recueil de ces documents n'était pas complet, et plusieurs passages du récit nous montrent qu'il a eu recours à l'expression de son opinion personnelle pour combler certaines lacunes. La date précise des faits, par exemple, ne lui semble pas entièrement connue ; aussi ne nomme-t-il ni empereurs, ni consuls. Il cite, il est vrai, un préfet de Rome, Almachius, ou plus probablement Amachius ¹, mais sans nous donner la date de sa magistrature. Un seul personnage a pu offrir une indication chronologique importante ; c'est l'évêque qui a baptisé Cécile. L'auteur anonyme le nomme Urbain et le présente, pendant tout le cours du récit, comme exerçant des fonctions sacerdotales dans l'Église de Rome. Aussi, tout autre élément chronologique évident faisant défaut à première vue, il est facile de comprendre qu'on se soit hâté, et cela à une époque très-voisine de la publication, de mettre cette affirmation à profit. Or, un seul Urbain apparaît sur la liste des papes avant

¹ V. *Roma soll.* Tom. II, *prolegomena*.

Constantin, c'est le successeur de Calliste I^{er}, qui, d'après les meilleurs documents, occupa la chaire pontificale de l'an 222 à l'an 230. Alexandre Sévère tenait alors les rênes de l'empire ; il est donc naturel que, depuis une époque fort reculée jusqu'aux travaux les plus récents, l'opinion, presque universellement accréditée, ait placé sous le règne de ce prince la fameuse histoire du martyre de sainte Cécile. Il est vrai qu'à diverses reprises des objections ont été présentées sur ce point, mais souvent elles faisaient ressortir les embarras plus qu'elles n'en proposaient la solution ; aussi, n'y avait-il guère jusqu'ici que deux opinions en présence : l'une qui voyait dans certaines difficultés chronologiques, que nous examinerons tout à l'heure, la meilleure raison de repousser les actes eux-mêmes ; l'autre, qui s'en tenait à la vieille date, sans vouloir la changer. Cependant les circonstances sont aujourd'hui différentes : les actes justement appréciés ont vu leur autorité s'accroître à la lumière des découvertes monumentales ; la nationalité, la famille, la tombe de Cécile, sont à l'abri désormais de toute imputation téméraire. Le moment est opportun pour faire subir aux textes, en face de ces mêmes découvertes, un nouvel examen, et pour se demander si, sur cette grave question de l'époque précise du séjour de sainte Cécile en ce monde, un progrès décisif ne serait pas possible ; on rendrait par là, en même temps, une page plus précise aux annales de l'Eglise et une valeur encore plus évidente au récit que nous possédons. Il n'est rien de si efficace, en effet, pour combattre les tendances négatives absolues que de chercher à découvrir la vérité dans toute son étendue, dans toutes ses minuties, si j'ose le dire. Des détails inaperçus et négligés sont quelquefois plus précieux pour la faire ressortir que des faits éclatants ; ils sont comme la poussière de diamant qui sert de cadre à une image.

Si donc on se place en face des actes de sainte Cécile, non dans la pensée de réfuter un système, mais avec la simple volonté d'examiner un récit, il est impossible de nier que diverses parties du document sont très-difficiles à concilier avec le règne d'Alexandre Sévère. Nul n'ignore la tolérance et et même l'amitié que ce prince témoigna à l'Eglise. Or rien n'est plus accentué dans les actes de la sainte, que la persécution dont les chrétiens étaient victimes de son temps. On a

a répondu que, malgré la bienveillance impériale, les lois portées contre les fidèles étaient toujours en vigueur et parfois appliquées par des magistrats fanatiques. Mais l'auteur ne parle pas de faits isolés et exceptionnels ; il nous décrit une persécution féroce, quotidienne, dans laquelle on n'épargne pas la mort, et où on refuse même la sépulture aux martyrs. Ce n'est pas tout. Dans l'interrogatoire de Tiburce, de Valérien et de Cécile, le préfet de Rome parle toujours au nom de plusieurs empereurs. Or Alexandre Sévère était seul revêtu de la pourpre. A cela, nouvelle réponse : « Alexandre, précisément en raison de ses sympathies bien connues, n'ayant pas porté d'édit, le magistrat invoque en général les lois des empereurs contre la religion chrétienne. » La supposition est certainement fort ingénieuse, mais elle est inacceptable après un examen scrupuleux des paroles d'Amachius. Qu'on se souvienne que nous sommes devant un interrogatoire dont, malgré quelques amplifications, nous avons déjà reconnu la valeur ; tous les mots, surtout lorsqu'il s'agit de formules judiciaires, doivent être pesés en ce cas ; or voici les termes dont se sert le préfet quand il commande : *Et vivificandi et mortificandi mihi ab invictissimis principibus potestas est data* ; et Cécile répond : *Imperatores tui mortis ministrum te esse voluerunt*. Il ne s'agit pas ici, on le voit, d'une loi abstraite qu'on invoque, c'est une juridiction actuelle donnée par une autorité vivante qu'on constate. Creusons encore. Amachius désigne les souverains au nom desquels il agit, et voici comment il les qualifie : *Domini nostri invictissimi principes*. Il y a dans cette appellation un nouvel enseignement ; en effet le titre de *Domini nostri* était réservé aux vivants ; les empereurs morts étaient appelés *divi* et de plus l'épithète *invictissimi* ne leur était pas généralement appliquée. Enfin, ces princes, dont l'autorité est si souvent en cause et dans lesquels on voudrait voir seulement les prédécesseurs défunts de Sévère, sont expressément désignés, deux fois pendant le procès, comme des êtres que la mort frappera un jour. On me permettra encore de citer le texte. Le préfet s'adressant à Valérien lui pose cette question : *Ergo et nos et invictissimi principes æternum habebimus tuctum* ? Valérien répond, et vraiment il saute aux yeux qu'il s'agit des souverains au nom desquels le juge vient de parler et dont l'accusé a à redouter la puissance : *Quid enim vos estis aut quid principes*

vestri? homunciones estis tempore vestro nati, tempore vestro expleto morituri. Ces hommes, que le martyr dépouille du vêtement de l'apothéose et auxquels il rappelle la mort qui les attend, vivent encore comme le magistrat dont il brave la colère ; c'est là, on ne peut le nier, le seul sens naturel qui se présente à l'esprit. Je sais bien qu'en subtilisant sur chacun de ces passages on peut trouver une réponse quelconque, mais ce sont précisément ces explications forcées qui engagent fort à tort, mais par une pente naturelle, les esprits superficiels à tout rejeter. Il est bien plus simple et plus rationnel de suivre une autre voie, et, nous rappelant que le nom d'Alexandre Sévère n'a pas été prononcé par l'auteur du *v*^e siècle et n'est qu'une déduction tirée d'un fait ou plutôt d'un nom de son récit, de chercher si aucune date meilleure, appuyée sur des témoignages suffisants, ne peut être découverte, et, dans le cas où nous aurions le bonheur de la rencontrer, de nous demander enfin comment la confusion qui a régné jusqu'ici peut être expliquée.

Or cette date qui nous manque, et qui doit coïncider avec la pluralité des empereurs et avec une ardente persécution, voici une remarque importante et tout à fait nouvelle qui nous aide à la reconnaître : elle est due encore à la perspicacité de M. de Rossi, auquel appartient, du reste, tout l'honneur de cette démonstration. Quittons un instant le troisième siècle, et transportons-nous au second, au moment où, vers l'an 176, Marc-Aurèle associe Commode à l'empire, et où, devant la multiplicité croissante des supplices, Athénagore adresse aux deux souverains sa fameuse apologie. Les annales romaines sont muettes sur cette phase de la quatrième persécution ; mais Eusèbe nous a transmis un document contemporain de grand prix, qui est à la fois un des plus glorieux titres de l'Église des Gaules, je veux parler de la lettre adressée par les fidèles de Lyon et de Vienne¹ aux églises d'Asie et de Phrygie. Dans cette lettre nous trouvons le texte du rescrit promulgué par Marc-Aurèle contre les chrétiens ; or il ne faut pas oublier que les décrets ordonnant les persécutions sont très-loin d'être identiques, et que les dispositions et les prescriptions qu'ils contiennent varient avec les princes et les temps ; le rescrit n'est pas un acte une fois rédigé que l'on met en vigueur et que l'on sus-

¹ Euseb. *hist. Eccl.*, v. 1.

pend tour à tour, c'est un acte spécial que l'on formule en raison des circonstances et qui a son caractère propre. Ces faits étant rappelés, rien n'est plus frappant que la comparaison des termes employés dans le rescrit de Marc-Aurèle et insérés dans la lettre des chrétiens de Lyon avec les paroles du préfet de Rome dans l'interrogatoire de sainte Cécile.

Voici ces deux textes, qu'il m'est indispensable de mettre, dans leurs langues natives, sous les yeux de mes lecteurs :

RESCRIT DE 177 SOUS MARC-AURÈLE ET COMMODE.

Τὸς μὲν ἀποτυμπανισθῆναι εἰ δὲ
τινὲς ἀρνοῖντο, τοὺτους ἀπολυθῆναι.

Illi (qui fatentur se esse christianos) puniantur; si qui verò negaverint, dimittantur.

ORDRES DES PRINCES DANS LES ACTES DE SAINTE CÉCILE.

Qui se non negaverint esse christianos, puniantur; qui vero negaverint, dimittantur.

On voit que ces deux sentences correspondent mot pour mot, et si l'on remarque de plus que tous les détails des actes de sainte Cécile sont parfaitement d'accord avec l'époque et la persécution de Marc-Aurèle, que le fait rare du refus de sépulture aux corps des martyrs, se rencontre lui-même dans la lettre de Lyon, on se sentira ébranlé et attiré vers cette nouvelle solution. Mais il y a plus. Ouvrons un écrit composé par un archevêque de Vienne au ix^e siècle, le martyrologe d'Adon. Nous y trouverons le résumé de la vie de Cécile fait évidemment d'après ses actes; Urbain, le pape, le contemporain d'Alexandre Sévère y figure, et cependant à la fin du récit, on lit ces paroles, étranges et incohérentes pour l'auteur, autant qu'elles sont lumineuses pour nous : *Passa est autem beata virgo, Marci Aurelii et Commodi Imperatorum temporibus*¹. Il est clair qu'Adon n'a pas inventé cette date; elle est en contradiction avec sa relation; il l'a lue dans un manuscrit ou dans plusieurs, et il l'a transcrite simplement, telle qu'il l'avait lue, sans réflexion aucune. Or, en résumant tout ce qui précède, qui ne reconnaîtra là le dernier écho d'une opinion différente de celle qui a prévalu dans l'interprétation des actes,

¹ Ado. *Martyrol.* die 22 nov. ed. Georgii, p. 538.

mais parfaitement d'accord avec leur texte et avec leur esprit ? Au ix^e siècle, personne n'en a tenu compte ; depuis, quelques voix clairsemées se sont élevées en sa faveur ; au xix^e siècle, en face des nouvelles études, il me semble difficile que la science ne recueille pas ce dernier son et n'adopte pas définitivement pour le martyr de sainte Cécile, la seule date¹ qui nous arrive manifeste et explicite du fond de l'antiquité chrétienne, celle du règne collectif des empereurs Marc-Aurèle et Commode.

Je voudrais, après avoir essayé de jeter la lumière de la certitude historique sur l'époque précise de cette mort éclatante, parler sans retard du tombeau où fut déposée la vierge après ses trois jours d'agonie, et des conditions dans lesquelles ce tombeau sacré s'offre à nous. Mais un mot de plus est nécessaire pour éclairer une obscurité, et pour montrer comment l'auteur des actes a pu faire intervenir dans son récit ce personnage du pape Urbain auquel nous devons la confusion dont nous sommes enfin sortis, je l'espère. Qu'un évêque du nom d'Urbain ait occupé une place importante dans l'histoire de la sainte, c'est un fait que rien absolument n'autorise à mettre en doute. Mais, d'autre part, la démonstration que nous venons d'achever ne nous permet pas, on le comprend, de reconnaître dans cet évêque le successeur de Calliste. Cependant avons-nous quelques bases autres que les raisons très-fortes, il est vrai, qui ressortent implicitement des faits énoncés tout à l'heure, pour faire entrevoir la solution de l'énigme, ou devons-nous demeurer toujours en face d'un inexplicable problème ? Je me hâte de dire que si nous ne possédons pas d'éléments suffisants pour montrer la manière précise dont la confusion s'est opérée, nous en avons assez, grâce aux découvertes récentes, pour constater la confusion elle-même et pour entrevoir la cause qui a dû la produire.

En effet, tous les détails que nous recueillons dans les an-

¹ J'ajoute ici sans avoir la place de le démontrer, mais en renvoyant à la *Rome souterraine* (t. II. p. 153-155), que le jour de la mort de sainte Cécile, tel qu'il ressort de l'étude approfondie des vieux calendriers, est le 16 septembre. La fête que l'Église célèbre le 22 novembre est la commémoration de la dédicace de son palais au Transtévère. Nous savons par les actes que ce palais, où elle habita et consumma son martyre, fut reçu en héritage ou acheté du fisc par un chrétien noble appelé Gordien, puis dédié au culte et *titré* (titulatus) sous le nom de ce personnage.

ciens documents sur le pape Urbain I^{er} ne sont pas parfaitement d'accord entre eux. Depuis longtemps les érudits ont remarqué que des traces d'équivoques apparaissent dans les écrits qui traitent de ce pontife. Au lieu de la distinction solennelle que font d'ordinaire les martyrologes et les livres liturgiques entre les *confesseurs* et les *martyrs*, on aperçoit ici un mélange de dénominations très-peu conformes aux coutumes antiques : tantôt Urbain I^{er} est décoré du titre de martyr et tantôt, à l'exclusion de ce titre, il est appelé officiellement confesseur. Cette observation importante a suffi pour faire soupçonner à plusieurs savants qu'une confusion de personnes, d'origine très-ancienne, avait été opérée, et qu'une saine critique devait dédoubler l'individualité d'abord réputée simple d'Urbain et distinguer deux personnages : un martyr et un confesseur. Le fameux bollandiste Du Sollier, après un examen sévère, incline aussi vers cet avis. Mais les travaux de M. de Rossi¹ ont mis entre nos mains des éléments de jugement tout à fait nouveaux. Grâce à la restitution très-extraordinaire faite par lui d'une inscription importante dont nous parlerons plus tard, grâce à l'examen sagace de divers manuscrits martyrologiques et épigraphiques, la question a fait un grand pas. Il est positif maintenant qu'au v^e siècle, deux saints du nom d'Urbain étaient vénérés sur la voie Appienne. L'un d'eux, que l'on croyait être le pape et le seul dont on parle d'ordinaire, était visité par les pèlerins dans le cimetière de Prétextat ; un autre reposait dans le cimetière de Calliste. Ce dernier fait était inconnu, mais il n'est pas seulement établi par des documents écrits d'une incontestable autorité ; il a reçu des découvertes monumentales une éclatante démonstration. En effet, parmi les débris d'inscriptions sépulcrales trouvés dans la crypte papale du III^e siècle, dont nous aurons à nous occuper incessamment, un fragment d'épithaphe nous offre les lettres suivantes :

ΟΥΡΒΑΝΟΣ Επισκοπος²

et donne ainsi à l'existence des deux Urbain une confirmation matérielle. Il n'est pas difficile de voir qu'il suffit de cette coïn-

¹ V. *Rom. soll.* T. II, *Prolegomena*. — *Id. ib.*, p. 52 et suiv.

² Lequel des deux saints était le pape, celui du cimetière de Prétextat ou celui du cimetière de Calliste ? L'ensemble des caractères archéologiques de la

cidence, soupçonnée jadis, prouvée aujourd'hui, de deux personnages portant le même nom, tous deux évêques, tous deux persécutés pour la foi, tous deux vénérés sur la même voie, bien que dans des cimetières différents, pour faire entrevoir comment, après les incendies de bibliothèques ordonnés par Dioclétien, un écrivain du v^e siècle, travaillant d'après un dossier incomplet, a pu faire une confusion de personnes, et, bien qu'il ne l'ait pas dit, attribuer peut-être dans son esprit au pape contemporain d'Alexandre Sévère ces baptêmes illustres dont nous pouvons maintenant avec certitude décerner l'honneur à l'évêque martyr sous Marc-Aurèle. Rien n'embarrasse, du reste, dans les fonctions importantes que les actes attribuent à ce Pontife dans l'Église de Rome. Il n'était pas rare de voir des évêques chassés de leur siège par la persécution se réfugier dans les grandes villes et surtout dans la capitale de l'empire ; moins connus et moins exposés aux fureurs des païens, ils y remplaçaient parfois l'évêque du diocèse lorsqu'il était absent. C'est ainsi que saint Cyprien, exilé de Carthage, gouverna son Église par l'intermédiaire d'autres évêques dont nous connaissons les noms. Il est donc facile de comprendre comment l'Urbain du II^e siècle, bien qu'il ne fût pas pasteur de l'Église romaine, a pu exercer à Rome le ministère sacerdotal¹. Ainsi tout s'explique, et presque toujours on l'avouera par des raisons intrinsèques, dans cette difficile et importante histoire. Rien n'est arbitraire dans la restitution de M. de Rossi, et si j'ai quelque espoir de l'avoir fait comprendre dans ce résumé, je n'en engage pas moins ceux qui étudient nos premiers âges à rechercher dans le texte lui-même l'amplitude des démonstrations. La question en vaut la peine ; on n'y verra pas seule-

pierre dont je viens de parler convient parfaitement au tombeau du successeur de Calliste ; le lieu où elle a été trouvée et d'autres raisons historiques, impossibles à développer ici, forment un ensemble d'inductions si complet que je serais fort tenté de considérer comme un fait acquis la sépulture du Pontife de l'Église romaine *inter collegas suos*. M. de Rossi veut attendre, pour se prononcer absolument, les fouilles prochaines du cimetière de Prétextat et la découverte du tombeau du second Urbain. C'est là une prudence d'appréciation qu'on ne saurait trop hautement louer et respecter.

¹ La lettre écrite par le clergé romain sous la persécution de Decius, nous fournit un témoignage irrécusable des services rendus parfois par les évêques persécutés. On y lit en effet :

« Nos... cum episcopis, quos ex provinciis longe positus persecutionis citius ardor ejecerat... lapsorum curam mediocriter temperendam esse credimus? »
(*Ep. xxxviii inter Cyprianicas.*)

ment la figure de sainte Cécile, plus claire, mieux définie, plus historique encore, si je puis ainsi parler ; on y lira tout un feuillet déchiré des annales de l'Église romaine, qui vient d'être écrit à nouveau. Nous savions, en effet, par Eusèbe, que la persécution célèbre par l'héroïsme des martyrs de Lyon s'était étendue sur d'autres parties de l'empire ; mais au milieu du livre d'or des martyrs romains, il y avait là une page blanche ; grâce aux dernières études cette page a reconquis ses glorieux caractères, et sainte Cécile n'est plus seulement par sa foi et par ses souffrances, mais par le nom de ses bourreaux et par le moment de sa passion, la sœur de Blandine, de Potin, d'Attale, d'Alexandre et des autres combattants de cette phalange sacrée qui figure au nombre des gloires les plus pures de l'Église de France. Ce n'est pas tout encore. Ceux qui voudront suivre jusqu'au bout les découvertes de M. de Rossi verront cette révélation s'agrandir et se compléter. Ce n'est plus seulement Valérien son époux, Tiburce et Maxime, qui seront les compagnons de Cécile ; elle apparaîtra au milieu d'une armée de lutteurs cueillant en même temps qu'elle la palme triomphale.

Pour avoir un aperçu de ce résultat, il faut reporter sa pensée sur deux nombres solitaires indiquant des martyrs, dont le souvenir, après avoir reposé depuis des siècles sous l'égide du respect chrétien, va reprendre, sous le soleil de la science contemporaine, sa place dans l'histoire. Dans beaucoup de vieux documents, on lit, au milieu des listes de noms conservés à la vénération de la postérité, deux chiffres muets indiquant l'un un groupe de DCCC¹, l'autre une réunion de XLVIII personnes, tous deux accompagnés de la qualification de martyrs. Ces indications précieuses apparaissent dans des conditions qui excluent d'avance toute accusation rationnelle de légende ; elles se trouvent, la première, avec la date du 4 mars, la seconde avec celle du 2 juin, dans diverses recensions de ces précieux martyrologes hiéronymiens qui nous

¹ Il serait possible qu'au lieu du chiffre DCCC on dût lire celui de LXXX écrit dans quelques manuscrits. L'énormité du premier chiffre, en tant que représentant des personnes déposées dans le même tombeau, et le changement si facile du mot *octoginta* ou celui d'*octingenti*, tendraient à rendre cette restitution vraisemblable. D'autre part, cependant, il y a tout un ensemble de raisons très-sérieuses et très-fortes qui militent en faveur du chiffre de huit cents. (V. *Roma sott.*, t. II, p. 157.)

ont conservé, selon la démonstration de M. de Rossi lui-même, les lambeaux d'un manuscrit du temps des persécutions. La première est reproduite encore dans d'autres documents postérieurs à la paix, mais rédigés certainement en face des monuments. Du reste ces tombes anonymes de martyrs, dont Dieu seul retenait les noms et qu'un simple chiffre rappelait à la mémoire des hommes, ne sont pas inconnus de la science. Il suffit de rappeler ces vers de Prudence qui chante ce qu'il a vu :

Sunt et multa tamen tacitas claudentia tumbas,
Marmora quæ solum significant numerum.
Sexaginta illic defossas mole sub una
Reliquias memini me didicisse hominum.

Tels étaient sans doute les marbres fermant les polyandres des martyrs qui nous occupent et dont le nombre fait supposer que leur supplice avait été celui du feu.

Jusqu'ici cependant nous n'avons rien rencontré qui nous conduise, même par induction, à la persécution de Marc-Aurèle. Nous n'avons trouvé que deux détails : un chiffre et le jour d'un mois ; mais il nous reste à considérer une troisième indication d'où un rayon de lumière va s'élancer. L'inhumation de tous les papes et de tous les martyrs ensevelis pendant le cours du III^e et du IV^e siècle dans une région quelconque du cimetière de Calliste est indiquée dans toutes les familles de documents par ces mots solennels : *in Cœmeterio Callisti* ; c'est là un fait positif et démontré. Or il se produit, pour le tombeau de Cécile et pour celui des deux groupes de martyrs que nous étudions, une divergence dont aucun de ceux qui ont étudié la valeur des dénominations topographiques ne voudra admettre la fortuité. La vierge reposait, nous le verrons tout à l'heure, dans le centre le plus fameux de ce cimetière connu sous le nom de Calliste ; les martyrs anonymes, nous allons le voir aussi, reposaient près d'elle, et cependant aucune de ces trois tombes ne portent, dans les vieux documents, l'indication classique et constante que nous venons de citer. Le sépulcre de Cécile est désigné simplement comme étant à Rome *via Appia*, celui des DCCC, *ad sanctam Cæciliam*, celui des XLVIII, *ubi martyr Christi erat sancta Cæcilia* ; quant au nom de Calliste, jamais absent dans les autres cas, il l'est toujours ici. En face de ces faits que quelques-uns pourraient être tentés d'appeler des

coïncidences, il faut se rappeler qu'un des résultats les plus importants des travaux de M. de Rossi depuis vingt ans, est d'avoir prouvé que dans la science de l'archéologie chrétienne, la logique des phénomènes doit être constamment cherchée et invoquée; elle a été trop souvent négligée jadis, mais il faut reconnaître maintenant qu'elle peut être appelée la route royale des découvertes. Gardons-nous donc de nous en écarter ici, et, au lieu de nous en tenir à une réflexion sur les étrangetés du hasard, concluons des faits que nous venons de développer que, lorsque Cécile et les légions de martyrs dont nous avons cité les chiffres ont été déposés dans un hypogée situé à droite de la voie Appienne, cet hypogée n'était pas encore celui de Zéphyrin et de Calliste. Cécile semble alors y avoir occupé la première place, aussi appartenait-il vraisemblablement (je parle avec hésitation pour ne pas devancer la fin de mon récit), à cette grande branche sénatoriale des Cæcilii dont j'ai déjà prononcé le nom. Nos martyrs eux-mêmes, dont a peut-être voulu parler Damase dans le premier vers d'un poëme où il chante les gloires de la nécropole :

Hic congesta jacet quæris si turba piorum,

étaient donc aussi antérieurs à Zéphyrin, et nous sommes ramenés naturellement à la dernière persécution qui précéda ce pontife, c'est-à-dire à celle dont nous avons déjà découvert, dans un ancien écrit, la date officielle : *M. Aurelio et Commodus Imperatoribus*. Nous voici revenus aussi à Cécile, dont il me reste à interroger la demeure souterraine et à présenter à mes lecteurs le tombeau.

IV.

Une des premières courses du voyageur qui vient visiter la Rome antique et la Rome chrétienne est aujourd'hui pour la voie Appienne, dont les ruines, déblayées par les ordres de Pie IX sur une longueur de plusieurs milles, forment un des ensembles les plus imposants du vieux monde latin. Avant d'arriver à la hauteur où commencent les derniers travaux, on rencontre, sur la droite, la basilique fameuse placée sous l'in-

vocation de saint Sébastien. Chacun s'y arrête, y entre, et, apprenant qu'une catacombe ouverte à tous sans carte d'entrée est attenante à l'église, se hâte de s'y faire introduire, avec la curiosité qu'éveille naturellement tout ce qui est souterrain et mystérieux. Un franciscain du monastère adjoint à la basilique guide le visiteur, pendant un quart d'heure environ, à travers des corridors étroits, lui cite des noms et des chiffres dont je ne veux pas scruter l'exactitude, puis s'arrête à l'angle de deux galeries, en face d'un tombeau s'enfonçant perpendiculairement dans le tuf, et prononce le nom de sainte Cécile. Une inscription corrobore son assertion, et le voyageur, convaincu, remonte au soleil avec la vivacité opiniâtre d'une première impression. Et cependant, je veux le lui dire sans tarder, il se trompe, et c'est pour prévenir, s'il se peut, chez quelques-uns cette erreur, que j'ai intercalé ici ce court récit. Je n'en veux pas beaucoup, du reste, aux bons moines de la résistance de leur cœur et de l'entêtement de leur souvenir ; mais voici, en deux mots, l'origine de la méprise. Je ne puis faire, au sujet de cet incident, l'histoire générale des catacombes ; il me suffira de rappeler que, vers le ix^e siècle, l'accès de presque tous les cimetières romains fut fermé au public. Celui de Saint-Sébastien fut un des seuls qui resta ouvert aux visiteurs. On s'explique facilement comment, au bout de quelques siècles, les plus fameux souvenirs de la voie Appienne vinrent se réunir dans ces cryptes qui embrassaient, pensait-on, toutes les nécropoles désignées comme étant sur cette voie. Tel était l'état des choses au xv^e siècle. A cette époque, un archevêque de Bourges, Guillaume de Bois-Ratier, vint visiter les cryptes ; il entendit le récit qui sort encore, de nos jours, de la bouche des vieux moines, et, dans sa tendresse pour la mémoire de sainte Cécile, il en fit graver le souvenir sur la pierre où nous le lisons aujourd'hui. Cependant la vérité exige que nous enlevions au cimetière de Saint-Sébastien le trésor du tombeau de Cécile. Il est loin d'être pauvre, du reste, ce cimetière. C'est à lui qu'est dû, par excellence, le nom de *catacombes*, et à qui ont été confiés, pendant quelque temps, les corps des apôtres Pierre et Paul ; c'est en lui que se concentre la poésie du moyen âge ; c'est là que sainte Brigitte et saint Philippe de Néri ont passé des nuits de prière et d'extase ; et puis tout n'est pas connu, et il y a plusieurs tombeaux illustres

à découvrir. Que les pauvres franciscains se consolent donc ! qu'ils tâchent d'imiter ce qu'ont fait les dominicains irlandais pour la basilique souterraine de Saint-Clément ; qu'ils cherchent de l'argent pour fouiller leur cimetière, le succès les récompensera de leur peine et, dans leurs heures de loisir, ils viendront prier devant le vrai tombeau de Cécile, qui n'est pas loin.

Il suffit, en effet, au lieu de poursuivre son chemin sur la voie Appienne, de revenir, pendant un quart de lieue environ, dans la direction de Rome, pour rencontrer la vigne sous laquelle s'étend la grande nécropole callistienne. C'est dans cette nécropole que la voix de l'antiquité, les actes, les notes de voyage des pèlerins, plaçaient le tombeau de la vierge. Aussi, lorsqu'il y a peu d'années, les efforts de M. de Rossi ayant mis entre nos mains la clef de ce cimetière, la commission d'archéologie sacrée y entreprit des fouilles, un des objets qui passionna le plus vivement les explorateurs fut la recherche du tombeau de sainte Cécile. On savait, par tout un ensemble de témoignages, qu'il était dans un des centres principaux du cimetière, et les actes nous en désignaient le site privilégié à côté du sépulcre des papes. On comprend donc combien l'intérêt fut éveillé lorsqu'après avoir déblayé la crypte pontificale on aperçut, dans l'angle gauche de la paroi du fond, un étroit passage conduisant à un autre sanctuaire. Cette seconde chambre était elle-même encombrée, jusqu'à la voûte, de terre et de débris de toute sorte, tombés jadis par le lucernaire ; les barbares l'avaient traversée ; trois autres visites spoliatrices avaient achevé sa dévastation dans les temps modernes ; cependant, à peine avait-on commencé les travaux d'exploration, qu'on vit apparaître, au sommet d'une des parois, l'image peinte d'une jeune sainte richement vêtue, représentée dans l'attitude de la prière au milieu des fleurs du paradis. Un nombre assez grand de noms de prêtres écrits au bas de l'image, comme on en voit au-dessus de l'autel rond placé près du tombeau de saint Corneille et sur quelques autels chrétiens des Gaules, rendait vraisemblable que le culte avait été célébré en ce lieu et qu'un petit autel y avait été aussi élevé jadis. Au-dessous de l'image, un grand buste peint du Christ occupait une niche concave, où l'on voyait encore les traces d'un placage de marbre ; c'est dans des niches analogues que l'on pla-

çait, près des tombeaux les plus fameux, les grands vases destinés à recevoir les huiles et les baumes que les fidèles emportaient dans de petites fioles comme autant de reliques ; celle-ci avait dû servir autrefois au même usage. Tous ces détails indiquaient bien le voisinage de la tombe d'une sainte illustre ; enfin l'image d'un évêque, accompagnée du nom d'Urbain, S. VRBANVS, complétait la rigueur de la démonstration. Le groupe précieux de monuments que nous venons de décrire, et dont on trouve dans les planches un magnifique fac-simile, est relié par une inscription peinte où, malgré les désastres du temps, une critique sérieuse est induite à lire : *de CORI ca EC (ciliae) m AR (tyris)* a une vaste niche en briques, à fleur de sol, destinée évidemment à recevoir un sarcophage.

Je ne traiterai pas ici des autres décorations de la chambre, plusieurs fois modifiée, et donnant, d'un côté, dans un ambulacre de proportions extraordinaires, construit probablement par Damase, soutenu par de grands arcs et offrant véritablement l'aspect d'un crypto-portique chargé de recevoir la foule des visiteurs ; je m'arrête devant ce tombeau où Cécile a reposé pendant plusieurs siècles, où elle a reçu probablement les hommages de Charlemagne après ceux de la mère de Constantin, et je remercie la science de l'avoir rendu à la piété qui, aujourd'hui comme il y a mille ans, lui apporte chaque année, au mois de novembre, son tribut de prières et ses couronnes de fleurs. Il nous resterait un dernier acte à accomplir, c'est à ouvrir le cercueil même de la sainte pour l'y contempler un instant ; mais nous attendrons l'autorité et la compagnie d'un pontife, et ce spectacle occupera la dernière page de ce travail. Ce sera devant les menaces d'autres dangers et d'autres ennemis que cette œuvre s'entreprendra. En ce moment, nous sommes au cœur de la lutte avec le monde romain. N'en sortons pas. Seulement, après avoir interrogé sur la date authentique de la mort de Cécile, les actes des martyrs, les édits des empereurs, les martyrologes enfin tous les documents écrits, posons une dernière fois la même question au souterrain lui-même, c'est-à-dire aux entrailles de ce vieux sol de Rome qui est, dans toute la force du terme, un grand dépôt des archives de l'humanité.

Tous ceux qui ont porté tant soit peu leur attention sur des travaux archéologiques quelconques, savent que tout inonu-

ment peut être soumis par la science à une enquête d'où ressort une conclusion plus ou moins évidente sur sa date probable ou certaine. Il y a peu d'années encore, malgré les études dont les cimetières de la Rome chrétienne avaient été l'objet, les résultats de ce genre étaient pour eux impossibles à atteindre avec quelque précision. Rien n'était plus difficile que de se décider entre deux époques séparées parfois par un intervalle de deux ou trois siècles. Aujourd'hui, grâce aux incroyables travaux et à la prodigieuse énergie des deux savants dont nous étudions l'œuvre, tout est changé. Chaque année voit grossir la liste des caractères chronologiques, et, dès à présent, je ne crois pas qu'il y ait un seul groupe de monuments antiques qu'on puisse classer, selon l'ordre des temps, d'une manière plus exacte et en apportant un ensemble de preuves plus complet.

Déjà les dispositions de la maçonnerie, les marques et les noms dont les briques portent l'estampille, la nature et la teinte des enduits, le mode d'exécution et le style artistique des peintures, le choix et l'interprétation des sujets, l'emploi des stucs ou des mosaïques, l'usage des tombeaux de marbre, de terre cuite ou des *loculi* taillés dans le tuf, l'épigraphie dans toutes ses branches, la langue, le style, les symboles, la nomenclature, la paléographie des inscriptions, avaient été invoqués constamment dans les œuvres données au public par M. de Rossi, et il avait appuyé sur ces bases analytiques, solides et exactes, les merveilleuses synthèses dont toute l'Europe scientifique s'est émue. Aujourd'hui, le génie investigateur et la persévérance infatigable de son frère viennent de mettre entre nos mains un nouvel élément de chronologie, auquel nous allons précisément faire appel pour interroger les cryptes au milieu desquelles nous avons découvert le tombeau de sainte Cécile. Il ne sera pas sans intérêt de rappeler à ce propos la marche ascendante des connaissances souterraines. D'abord, les Catacombes apparaissaient comme une seule et immense nécropole, établie probablement, disait-on, au sein d'arénaires antiques, dans laquelle on rencontrait, pêle-mêle, des corridors, des chambres et des tombeaux; puis on en est venu à reconnaître que cette cité des morts se composait d'un nombre notable de cimetières différents, disposés le long des voies romaines et creusés directement par les chrétiens; bientôt on

a distingué, dans chacun de ces hypogées eux-mêmes, plusieurs noyaux séparés, réunis plus tard ; enfin, aujourd'hui on découvre, nous l'avons déjà vu, dans la seule nécropole Appio-Ardéatine, huit ou dix centres divers à travers lesquels on peut suivre, en les expliquant par les conditions variables de l'histoire, les modifications et les développements de l'architecture souterraine. Si l'on ajoute qu'une étude minutieuse et logique des escaliers, des niveaux, des portes de communication, permet, en même temps, de décomposer le souterrain et de reconnaître les périodes successives de son excavation, on entreverra comment les formes architectoniques peuvent devenir des éléments matériels de date tout à fait inespérés. En effet, on a établi maintenant qu'à telle phase correspond telle forme, absente dans celles qui précèdent, et en rapprochant ces observations presque mathématiques des indications fournies par les autres branches de l'archéologie, on est arrivé à constituer une échelle de dates qui font des dispositions des cryptes et des formes des tombeaux autant d'éléments déterminatifs capables, eux-mêmes, de servir de contrôle à leur tour. Je ne puis allonger cette discussion en donnant l'ensemble et la suite de ces caractères ; je tâcherai, en poursuivant ce travail, d'en indiquer les principaux ; bornons-nous, pour le moment, à appliquer les principes énoncés à la première *area* du cimetière de Calliste, c'est-à-dire à celle où nous avons rencontré le tombeau de Cécile. Il y a, dans le volume qui vient de paraître, une planche, la cinquante-troisième, où l'on a tracé cinq plans successifs de ce premier noyau. Grâce à ce soin, à la netteté des dessins et même au bonheur des teintes, l'œil peut y suivre, avec autant d'attrait que l'esprit, la marche progressive des travaux exécutés par les vieux fossoyeurs. L'exploration attentive de M. Michel de Rossi, surtout l'étude des niveaux, a discerné, dans cette première *area*, trois périodes à peu près ininterrompues d'excavations. Arrêtons-nous à la première ou à la seconde, car elles diffèrent fort peu. Supposons-nous un moment citoyen de Rome sous les Antonins et entrons dans ce mausolée primitif qu'une analyse intrépide, effaçant les restaurations et restaurant les ruines, a ressuscité sous nos yeux. Nous avons le choix entre deux escaliers ; l'un et l'autre nous conduisent sous terre ; ils aboutissent chacun à l'entrée d'une galerie, généralement dépourvue de chambres

latérales, qui forme un des côtés d'un rectangle long de ccl pieds sur c de large. C'est dans cet espace géométrique régulier que se développe l'hypogée assez restreint où nous sommes descendus. En effet, nous n'avons pas devant nous un de ces labyrinthes inextricables, *inextricabilis error*, comme on a appelé pittoresquement l'un d'eux, qui se déroulent actuellement sous les flancs des collines romaines; la surface entière peut être promptement parcourue. Quelques corridors seulement, perpendiculaires aux premiers et parallèles entre eux, composent tout le réseau, dans lequel sont distribuées quelques rares chambres sépulcrales de forme quadrangulaire. Dans aucune partie de ce petit cimetière, même parmi les monuments qui semblent les plus imposants, nous ne rencontrons un seul de ces tombeaux arqués, connus dans la science sous le nom d'*arcosolia*, qui deviennent un caractère chronologique de plus en plus important et, sauf quelques exceptions, apparaissent au III^e siècle. Nous apercevons fréquemment, au contraire, des *loculi* de forme spéciale, surmontés de niches carrées, dont les observations multipliées démontrent à leur tour l'archaïsme. Autour de nous, pas de chambres jumelles creusées en face les unes des autres, pas de locaux pouvant contenir une assemblée nombreuse, pas de floraison architecturale dans le tuf. Tout conduit à montrer le tâtonnement dans les travaux souterrains et le nombre encore restreint des habitants du lieu. A ces premières informations que nous a données un coup d'œil rapide sur l'œuvre rudimentaire à peine sortie des mains du *fossor*, ajoutons les renseignements que nous fournit l'étude sur l'ornementation appliquée bientôt après sur les murs nouvellement taillés de la jeune nécropole. Malgré les réparations et les transformations postérieures, on découvre encore çà et là, dans les *cubicula* et dans les escaliers, des traces de cette décoration primitive, facilement reconnaissables en raison du niveau particulier auquel elles correspondent. Ce sont des revêtements de stuc très-fin et très-blanc, ornés d'étroites lignes de minium, claires et ardentes de ton. Une des cryptes a conservé quelques fragments plus considérables de sa première parure et, là encore, la simplicité des lignes, les sujets ornementaux de la voûte, rappellent les fresques des meilleurs temps de l'empire. Tout nous reporte vers une époque antérieure au III^e siècle, c'est-à-dire antérieure au moment

où le cimetière prit le nom de Zéphyrin et de Calliste ; et ce ne sera pas la plus grande des cryptes de l'hypogée, celle qui y occupe la place principale (et que nous nommons maintenant la crypte pontificale) qui troublera l'harmonie de la démonstration. Les changements y ont été si nombreux et si considérables qu'elle a perdu malheureusement, presque en entier, son aspect primitif, et cependant, à travers tous les travaux successifs, de vieux et fidèles témoins de son origine apparaissent encore. Le fameux stuc blanc avec ses lignes rouges, que nous avons constaté dans les escaliers et les chambres contemporaines, se retrouve encore ici dans un angle, sous une plaque de marbre tombée ; enfin on aperçoit, au fond, les restes d'un grand sépulcre en briques, à piliers, unique comme travail dans tout le cimetière de Calliste, et tellement analogue aux monuments que nous voyons dans les cryptes de Prétextat, qu'il faut logiquement lui attribuer environ la même date. Or, cette date vers laquelle tous les détails convergent et nous reportent, c'est encore celle du règne de Marc-Aurèle. Du reste, voici un dernier témoignage qui se superpose à tous les autres et frappera davantage ceux qui n'ont pas vu cent fois se confirmer, par des preuves éclatantes, la synthèse fournie par l'ensemble des petits arguments. Après avoir fait parler les murs, les voûtes et les tombes, c'est aux dalles de terre cuite, foulées par les pieds des visiteurs, que nous allons demander le dernier mot. On a pu en interroger un grand nombre dans les galeries et dans les escaliers, et on a recueilli avec soin les marques de fabrique dont elles portent l'empreinte. Ces marques, je ne puis les reproduire ici, non plus que les dates correspondantes, mais si l'on veut en consulter la liste minutieuse dans les pages de la *Rome souterraine*¹, on verra qu'elles appartiennent à des établissements à peu près tous contemporains de cette fameuse époque de Marc-Aurèle et de Commode ; quelques-uns sont antérieurs, aucun n'appartient au III^e siècle. Il y a là, après tout ce que nous avons rapporté, un fait qui frappera tout le monde et plus encore ceux qui, accoutumés à des examens de cette nature, savent quelle est la valeur, pour la détermination chronologique d'un monument, de cette uniformité entière dans la date des matériaux. Mainte-

¹ *Rom. sott.*, t. II, p. 239-244.

nant, la double affirmation est complète; nous avons étudié une martyre du règne de Marc-Aurèle, et nous avons trouvé son tombeau au milieu d'un souterrain de la même époque; quant au nom du possesseur de ce mausolée, que nos révélations sur les épitaphes chrétiennes des Cæcilii, recueillies sous terre, a dû faire pressentir, il suffit, pour achever de le faire apparaître, d'ajouter que des marbres désignant des membres païens de cette famille ont été restitués par le sol supérieur, et que déjà, sous Auguste, elle avait fait élever en ce lieu de magnifiques *columbaria* pour ses affranchis. C'est donc bien le tombeau chrétien de la gens Cæcilia que nous avons visité et exploré.

Mais au moment où tous les doutes semblent éclaircis, voici qu'un dernier problème se présente. Comment se fait-il que, dans ce voyage que nous avons entrepris, nous n'ayons pas rencontré la chambre où les fouilles récentes nous ont fait reconnaître, à l'abri de toute contestation, le lieu où reposait sainte Cécile? Le phénomène semble étrange, et cependant une étude d'un instant, qui sera la dernière, va, à défaut de textes, nous conduire bien près, au moins, de la solution. Il devient évident, lorsqu'on analyse l'architecture de la grande crypte, que le passage étroit qui s'ouvre à l'angle gauche et communique avec la chambre où est la tombe de Cécile, n'entrait pas dans le plan primitif. La crypte, comme nous l'avons dit, était carrée, solitaire et destinée à rester telle. Pour pratiquer cette ouverture, il a fallu se livrer à un travail imprévu et insolite dont nous retrouvons les traces certaines; il a fallu transformer toute la paroi du fond, en modifier la ligne, lui donner une direction oblique permettant de la reculer de vingt centimètres, couper l'angle de la pièce, enfin entamer le principal tombeau. Ce dernier détail est un des plus importants et des plus graves. Les premiers chrétiens de Rome unissaient le respect qu'ils tenaient de leurs ancêtres pour les morts à la vénération, plus grande encore, que leur inspirait la foi pour ces dépouilles destinées à revivre. Or, un des caractères de leur respect était l'immobilité dans laquelle demeurerait le tombeau; on n'aurait que l'embarras de choisir et toute une série d'exemples pourrait être facilement citée; aussi ne peut-on invoquer qu'une cause grave pour expliquer cette violation d'un sépulchre grandiose et ce bouleversement de la crypte elle-même. Cette

cause, elle n'est écrite dans aucun livre, mais elle semble ressortir des faits, des lieux, des dates. Récapitulons. Nous savons que ce cimetière appartenait aux Cæcili sous Marc-Aurèle, que sainte Cécile a été martyrisée et par conséquent ensevelie à cette époque ; d'autre part nous apprendrons tout à l'heure, que, trente ans après, le cimetière et la grande crypte en particulier devenaient le tombeau officiel des papes du III^e siècle ; nous voyons enfin en même temps les règles ordinaires des sépultures enfreintes et la chambre bouleversée, pour ouvrir à côté d'elle une étroite cellule destinée à recevoir un grand tombeau, et ce tombeau est celui de Cécile. Sera-t-il imprudent de conclure que dans cet intervalle, en face de la situation nouvelle que les lois allaient faire à l'Eglise, les Cæcili ont consacré la fameuse crypte à la *déposition*¹ des pontifes et que Zéphyrin lui-même, après avoir accepté ce don, a mis tout en œuvre pour ne reporter qu'à quelques pieds plus loin le sarcophage de la vierge illustre dont les successeurs de Pierre allaient occuper et honorer la première demeure ? Et cependant, malgré toutes ces vraisemblances, M. de Rossi ne demande pas une foi entière à la solution de ce dernier problème. Rien n'est plus important en histoire que de distinguer dans les résultats, et de ne pas confondre le possible avec le probable, le probable avec le certain. Assez de faits ont été établis dans cette nouvelle étude, sur la famille de sainte Cécile, sur sa patrie, sur sa date, sur ses actes, sur les compagnons de sa gloire, pour que nous puissions attendre avec patience les derniers enseignements possibles de l'avenir sur un fragment de l'histoire de son tombeau. Et maintenant, il ne me reste plus qu'à demander pardon à mes lecteurs de les avoir fait suivre, trop longuement peut-être, les étapes de cette belle démonstration. Mon repentir sera modéré cependant, si j'ai pu, même imparfaitement, leur faire comprendre la conscience et la mesure avec lesquelles se poursuivent ces grands travaux et la confiance qu'on peut placer dans leurs résultats. Ce sont du reste ces résultats seuls que je me bornerai le plus souvent désormais à inscrire dans ces pages, en

¹ Le terme de *déposition*, pour signifier l'inhumation des corps dans les sépultures souterraines, est si solennel dans l'épigraphie chrétienne que j'ai cru devoir l'employer plusieurs fois dans cet écrit, bien qu'il ne soit pas généralement pris dans ce sens en français.

abordant les annales du III^e siècle, auquel appartient plus spécialement le cimetière que nous explorons.

V.

Il est indispensable, si l'on veut comprendre et approfondir quelque peu l'histoire pleine d'intérêt et féconde en émotions du III^e siècle, de fixer un regard attentif sur les horizons nouveaux qui s'ouvrirent alors devant le christianisme. On a eu le tort pendant longtemps de confondre et de considérer sous un même aspect toute la période chrétienne qui précéda Constantin. Le même reproche peut être fait à l'étude du paganisme pendant les quatre premiers siècles ; mais ce n'est pas le lieu de traiter cette question. Bornons-nous à constater qu'il faudra distinguer de plus en plus, dans l'Eglise des persécutions, plusieurs phases distinctes, que les découvertes monumentales nous aideront puissamment à reconnaître et dont le développement logique sera facile à découvrir. Pour mettre cette idée en lumière, il faudrait écrire une histoire de l'Eglise primitive ; et, au lieu de chercher à m'étendre, mon devoir dans ces pages est de lutter toujours contre l'entraînement du sujet qui me pousse en dehors de mon cadre. Il m'est permis cependant de rappeler en quelques mots le passé, pour mieux définir les conditions du présent.

Le christianisme a traversé quatre phases logiques lors de l'extension rapide qu'il a prise dans le monde romain. Il a d'abord été la religion des individus ; bientôt il est devenu la religion des familles ; puis, son expansion croissant à la faveur de la persécution aussi bien que de la tolérance, il s'est trouvé le culte de grandes agglomérations de familles, de sociétés entières, peut-on dire, à la fois confondues et distinctes au milieu de la société civile. Cette société, et c'est la quatrième période, a reconnu officiellement la religion du Christ, sous Constantin. A la fin du II^e siècle, nous en sommes à la troisième phase. Ce ne sont plus seulement des familles qui sont chrétiennes ; ce sont des portions notables des grandes cités ; ce sont des groupes très-nombreux dans toutes les classes de la population de Rome. C'est précisément à cette époque que Tertullien nous raconte les doléances des païens, leurs lamentations sur l'expansion

chrétienne. « La ville en est obsédée, » disent-ils ; « partout, dans les champs, dans les bourgs, dans les îles, on voit des chrétiens ; ni le sexe, ni l'âge, ni la dignité, » rien n'arrête plus, ils entraînent tout ¹. La colère montait avec la plainte. Aussi, en 197, voit-on la populace demander avec fureur la mort des personnages les plus illustres qui avaient apostasié l'idolâtrie. La résistance énergique de l'empereur Septime Sévère retarda seule la persécution. « *Populo furenti palam restitit,* » nous dit encore Tertullien ². Il est facile de comprendre que de nouveaux besoins naissent de cette expansion croissante. C'était désormais un peuple tout entier dont il s'agissait de gouverner les âmes ; une foule de problèmes difficiles, plus ou moins rares autrefois, de contacts scabreux entre les deux sociétés, se présentaient maintenant avec la permanence de phénomènes réguliers. Il fallait appeler à son aide toutes les lumières de la prudence évangélique pour tenir une juste balance entre la vigilance de plus en plus urgente et la miséricorde de plus en plus nécessaire. L'austérité était indispensable en face des perspectives toujours imminentes du martyre, et pourtant le simple devoir commandait de favoriser l'impulsion qui précipitait les païens au sein de l'Église. Cette œuvre réclamait un homme au cœur large et à l'esprit ferme, qui sût à la fois demeurer inébranlablement fidèle à la tradition et comprendre les besoins des temps nouveaux. Dieu suscita cet homme dans la personne d'un esclave romain, le pape saint Calliste. Lorsqu'on étudie l'histoire de ce Pontife et lorsqu'on examine à fond son action sur la société chrétienne, on demeure dans l'admiration en face de l'énergie et de l'intelligence qu'il déploya sans relâche, on voit se dessiner dans sa majesté primordiale une grande figure trop oubliée, et on comprend les honneurs extraordinaires qui lui furent rendus pendant longtemps par la postérité.

Tous les décrets disciplinaires de Calliste, ses décisions sur l'organisation du clergé, sur la pénitence, sur les mariages civilement nuls dont il affirma la validité religieuse, forment un ensemble de faits qui se rapportent à la nouvelle phase sociale du christianisme ; ils aident (si l'on veut me permettre une

¹ V. Tertullien, *ad Nat.* I. Cf. *Apolog.*, c. 1. *Ad Scap.*, c. II.

² Tertull. *ad Scap.*, c. IV.

formule moderne) à se faire une idée des rapports de l'Église et de l'État au III^e siècle. Je ne puis malheureusement étudier tous ces détails ici ; ils faut me borner à exposer brièvement un chapitre de ces rapports qui mériterait à lui seul un travail, j'entends la situation de l'Église en face de l'État, au point de vue de la propriété, avant Constantin.

Je n'ai nul désir de chercher des contrastes forcés, et je ne vais pas quêtant dans les siècles passés des allusions aux faits contemporains. J'étudie l'antiquité chrétienne en elle-même et pour elle-même ; mon vœu est de découvrir tout ce qui nous en reste, de le voir et de le comprendre sous la lumière du temps, et mon soin spécial, de ne pas le modifier ou le transformer en appliquant au passé les jugements ou les conceptions du présent. Parfois cependant, les rapprochements sortent des entrailles mêmes du sujet, et c'est le cas où l'on doit, à mon sens, les accueillir. Eh bien, il y a, ce me semble, sous un certain aspect, une analogie singulière entre la phase qu'a traversée l'Église au III^e siècle et celle où elle tend à entrer de plus en plus sous nos yeux. Je ne voudrais pas qu'on pût dénaturer ma pensée ; je n'aperçois nullement sous un jour pâli et sous une forme abaissée, le rôle et l'avenir de l'Église au milieu de nous. Quand même je n'aurais pas l'invincible foi du chrétien dans sa perpétuité, il me suffirait de la comparer aux autres croyances encore debout pour lui prédire de nouvelles conquêtes, et rien ne m'étonnerait moins que de voir un jour le XIX^e siècle rangé au nombre des grands âges de l'histoire chrétienne. Cependant il est deux faits, douloureux, je le dis très-haut, qu'il faut absolument reconnaître. C'est, d'une part, l'existence, aussi bien en Europe qu'en Amérique, à côté de la société chrétienne, d'une société non chrétienne qui n'était pas née il y a deux cents ans. La même situation s'offrait aux regards, il est vrai, au IV^e siècle, et à certains points de vue on pourrait trouver à cette époque un nombre plus grand encore de situations communes avec notre temps. Mais il est un second caractère qui tend de plus en plus à nous séparer de l'âge de Constantin, c'est le refus, plus accentué chaque jour, d'accorder au christianisme, comme puissance sociale, la reconnaissance de l'État. L'incrédulité révélée, en particulier, par le désir de voir s'effectuer ce qu'on appelle la séparation de l'État et de l'Église, tend évidemment à créer au milieu de

nous un état de choses voisin, sous certains rapports, de celui dans lequel vivait le christianisme, lorsqu'une portion notable de la société étant chrétienne, l'adhésion des pouvoirs publics faisait encore défaut. Les causes sont opposées ; cependant si la séparation devient, je me garde de dire la solution, mais l'essai de l'avenir, les résultats se rapprocheront. La méconnaissance du christianisme manifestée jadis par l'abstention ou l'hostilité de l'État ¹, aujourd'hui par son apostasie, conduira, en face de la foi persistante de masses très-considérables de fidèles, aux mêmes conclusions. Aussi l'étude approfondie du III^e siècle nous permettra-t-elle de plus en plus, en tenant compte de la différence immense des temps et des milieux, d'avoir sous les yeux comme une lueur historique de cet état, à la fois de reconnaissance et d'isolement, qui pourra être une phase de l'avenir. On verra à l'époque dont nous parlons, l'Eglise, sans privilèges, sans honneurs, sans garanties spéciales, indépendante il est vrai dans sa discipline et triomphante dans son expansion, mais, malgré certaines libertés nécessaires qu'on lui reconnaît, toujours sous le coup de violences subites et de rigueurs savantes. Je sais fort bien tout ce qu'il y a d'incomplet dans ce parallèle et tout ce qui rend impossible une profonde assimilation ; mais ceux qui étudieront les détails et l'ensemble du III^e siècle, trouveront, j'en suis convaincu, des rapprochements beaucoup plus sensibles qu'ils ne l'auraient supposé tout d'abord. Quant à ceux, et il y en a plusieurs, qui ont la pensée, tout en prononçant la séparation, de refuser à l'Eglise le droit de posséder collectivement, ils pourront, en considérant l'histoire chrétienne sous les empereurs persécuteurs, comprendre plus facilement qu'une tentative pareille devra nécessairement échouer. Jamais leur passion et leur puissance ne dépasseront, je dis plus, n'égaleront celles des princes qui tinrent alors le sceptre de l'empire : ils ne seront jamais devant une société religieuse née d'hier, et leurs moyens d'action, pas plus que le nombre de leurs adhérents, ne l'emporteront sur ceux dont disposait la

¹ Je tiens à dire ici, pour éviter tout malentendu, que j'accepte pleinement l'article LV du *Syllabus*, qui condamne la doctrine suivante : *Ecclesia a Statu. Statusque ab Ecclesia sejungendus est*. Je ne parle pas de l'état normal et désirable des rapports de l'Eglise et de l'Etat ; je regarde seulement les tendances actuelles des esprits et la marche des faits contemporains.

société païenne. Eh bien ! c'est un fait certain aujourd'hui, la société païenne s'est vue contrainte par les nécessités de la paix publique d'accorder aux chrétiens le droit et le moyen de posséder en commun. Ces nécessités sont dans l'essence même des choses, et si Dieu permet, ce qui est possible, pour montrer une fois de plus la vitalité intime de l'Église, qu'elle demeure, ne fût-ce qu'un quart d'heure, sans aucun appui, ces nécessités, agrandies par une possession de quinze siècles, par l'adoucissement des mœurs et par l'absence de toute autre religion explicite, seront mille fois plus impérieuses que jamais.

On pourra, il est vrai, en certains lieux essayer de réduire ce droit de posséder à des limites jalousement tracées, distinguer arbitrairement entre les diverses natures de propriétés, accorder à l'Église les unes, et lui interdire les autres; on pourra même, dans un moment de colère ou d'envie, violer ces droit rétrécis et confisquer ses biens; mais, la vieille histoire nous le montre encore, ce seront là des crises temporaires dont la violence même préparera l'apaisement. Qu'on l'accepte de bonne grâce ou qu'on s'y résigne avec répugnance, il faut compter malgré soi, les empereurs romains l'ont compris, avec une société comme la société chrétienne, c'est-à-dire avec un organisme compact, uni, débordant de vie et de foi. Les pouvoirs les plus hostiles, à la condition qu'ils comprennent quelque peu leur rôle et leur intérêt, chercheront toujours à prévenir les agitations morales et les luttes intimes en donnant à cette société les moyens de vivre, fallût-il, je ne crains pas de le dire, changer ou élargir la loi pour atteindre ce but. Déjà plusieurs esprits, en abordant le problème de la séparation, et les législations qui l'ont plus ou moins pratiquée ou prévue, ont entrevu ce besoin absolu de reconnaître à l'Église le droit de propriété, et le degré de largeur avec lequel a été résolu le problème, peut être pris pour mesure de la perspicacité du coup d'œil ¹. Maintenant, je le répète, c'est l'histoire

¹ Voir entre autres les appréciations émises par M. Prévost-Paradol dans la *France nouvelle*, (chap. sur les cultes). — Voir aussi la législation religieuse des États-Unis, dans le remarquable travail de M. de Chabrol (*Correspondant* du 25 octobre dernier). — Une loi récente instituant pour l'Irlande un nouveau mode de posséder les églises et autres bâtiments ecclésiastiques ou scolaires. — Le bill présenté au Parlement d'Angleterre et mentionné par M. de Montalembert (*Irlande et l'Autriche, Correspondant* du 25 mai 1868),

elle-même, l'histoire sortant des tombeaux, qui confirme leurs prévisions, en nous enseignant par un ensemble de découvertes, dont l'autorité s'accroît tous les jours, que les chrétiens ont possédé comme corps, longtemps avant l'édit de Milan et Constantin.

Je résumerai assez rapidement ce que nous savons de cette propriété qui prend, on le voit, un véritable intérêt d'actualité ; le premier volume de la *Rome souterraine* a déjà répandu une partie de ces notions et elles ont été acceptées sans réclamation par l'Europe scientifique. Quelque étrange que puisse paraître ce phénomène, il est positif que les chrétiens, toujours proscrits comme tels et menacés de mort, même en temps de paix, depuis Trajan, ont été, au moins depuis la fin du *ii^e* siècle ou le commencement du troisième, considérés en même temps comme les possesseurs légaux de diverses sortes de biens. L'utopie qui, se fondant sur la mission spirituelle de l'Église, voudrait supprimer pour elle les conditions ordinaires d'existence d'une société humaine, s'évanouit promptement au contact de l'expérience ou de l'histoire. A quelque page, en effet, que nous ouvrons les annales de la chrétienté, nous la trouvons possédant, sous une forme quelconque, diverses natures de propriétés. Mais les cimetières sont celles dont il nous est le plus facile de retrouver le souvenir et qui nous aident le plus à recomposer son antique histoire. Les premiers cimetières dont nous ayons conservé la trace nous apparaissent sous le nom de nobles matrones ou de riches propriétaires. Ce sont les Lucine, les Priscille, les Domitilla, les Prétextat, les Maxime, les Jordani, les Ostriens, qui ouvrent les premiers leurs terres et leurs monuments aux frères endormis. Pendant combien de temps ces hypogées grandissant chaque jour devant les conversions et les martyres, demeurèrent-ils des tombeaux de famille proprement dits ? Quand le don de ces cimetières fut-il fait, au moins secrètement, à l'Église ? Quand ces donations devinrent-elles publiques, bien que l'hypogée conservât encore le nom et la protection de son ancien possesseur ? Autant de questions difficiles jusqu'ici à trancher avec quelque précision. Un nouveau

« qui autorise toute personne associée pour un objet religieux, scientifique ou d'éducation publique, à acquérir et à posséder des biens immeubles jusqu'à concurrence de *deux arpents*, pour y établir le site de leur institution. »

mode de vivre s'embrasse rarement tout d'un coup ; on tâtonne et on essaye. Divers indices tendent à nous faire croire que, sur ce point comme sur plusieurs autres, le II^e siècle fut le siècle des essais. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il touche à sa fin et mieux encore dans les premières années du troisième, nous voyons en acte la seconde phase de la propriété ecclésiastique, celle que Constantin devait caractériser plus tard par ces paroles explicites : « On sait que les chrétiens ne possédaient pas seulement les lieux où ils avaient coutume de se réunir, mais d'autres encore, appartenant à leur corporation, c'est-à-dire à leurs églises et non à des particuliers ¹. »

Cette précieuse révélation était enfouie au milieu des dispositions de l'édit de Milan ; ce sont les monuments qui l'ont fait comprendre et ont permis de la développer. Nous savons maintenant que c'est sous la forme de collèges funéraires que cette propriété chrétienne s'est constituée. Un passage de Marcien ² et une inscription de Lanuvium ³ nous ont rendu le texte d'un ancien sénatus-consulte, étendu à tout l'empire par Septime Sévère, qui établissait une exception aux lois portées contre les associations, en faveur des petits, *tenuiores*, qui voudraient se préparer une sépulture commune. Il leur était permis de former dans ce but un collège, et des libertés très-larges leur étaient accordées. Ils pouvaient posséder des tombeaux, des espaces adjoints, parfois considérables, des édifices destinés aux lieux de réunion. Des repas annuels les réunissaient à certains jours désignés sur le calendrier du collège. Un trésor concentrait les cotisations et était administré par un *actor* ou syndic qui, comme dans une république, nous dit Gaïus, était chargé de toutes les affaires communes. M. de Rossi, le premier, a démontré comment les chrétiens avaient mis à profit ce sénatus-consulte, qui leur offrait, par les édifices et les terres adjointes, le moyen de constituer une sorte de propriété foncière, et, par la formation du

¹ « Christiani non ea loca tantum ad quæ convenire solebant, sed etiam alia habuisse noscuntur, ad jus corporis eorum id est *ecclesiarum*, non *hominum singulorum, pertinentia*. »

² « Permittitur tenuioribus stipem menstruam conferre, dum tamen semel in mense coeant. » (Digest., XLVIII, 22, 1.)

³ « Qui stipem menstruam conferre volent *in funera* in it collegium coeant... conferendi causa unde defuncti sepeliantur. »

(Mommson. *De Collegiis et sodalitatibus*, p. 87 et seq.)

trésor, celui de mettre la propriété mobilière en commun. Il est même assez vraisemblable que la présence de la société chrétienne n'a pas été étrangère à l'extension donnée à cette loi, en vertu même de la nécessité reconnue par le pouvoir de lui fournir, au-dessus des caprices et des fureurs populaires, un moyen d'exister. Lorsque la persécution sévissait, ces garanties étaient suspendues, mais elles renaissaient avec la paix. Les biens confisqués étaient rendus, les réunions reprenaient leur régularité légale, les cimetières se rouvraient et demeuraient à l'abri de tout danger jusqu'à la nouvelle crise. Depuis que le secret de la propriété ecclésiastique au III^e siècle a été retrouvé, de nouveaux détails du plus haut intérêt s'accumulent chaque jour. Des passages historiques indiquant des relations tout à fait inconnues entre l'Église et l'État s'éclairent, des inscriptions trouvées en Algérie (Mauritanie) et dans plusieurs autres parties du monde romain, nous montrent implicitement l'existence des collèges et de leurs trésors dans les diverses parties de l'empire; un lien, reconnu par l'autorité civile, entre ces institutions et le collège central de Rome commence même à s'entrevoir; comment expliquer autrement le rescrit d'un empereur persécuteur, Aurélien, qui sur la réclamation des fidèles d'Antioche fait chasser de la maison de l'Église (τοῦ τῆς Εκκλησίας οἴκου), Paul de Samosate canoniquement déposé, et ordonne aux magistrats païens de remettre les lieux à celui qui montrerait les lettres des évêques d'Italie et surtout de l'évêque de Rome¹? Le nom officiel du collège, *ecclesia fratrum*, est aussi désormais à peu près certain. D'autre part, les découvertes inattendues du cimetière de Domitilla nous mettent sous les yeux la salle même où se réunissait à Rome le collège chrétien; on voit encore avec ses banquettes de pierre, le puits, la fontaine et les diverses dépendances affectées à son usage. Enfin il est très-probable que nous avons entre les mains un catalogue des papes du III^e siècle, tiré des archives même de la préfecture urbaine. Ce dernier détail met le sceau à l'ensemble des notions nouvelles que nous possédons sur les rapports de l'Église et de l'empire pendant le dernier et peut-être le plus terrible siècle des persécutions. Deux ordres de faits très-intéressants à étudier dans les pages de la Rome

¹ Euseb. *Hist. eccl.*, VII, 30.

*souterraine*¹, concourent à démontrer l'origine du document. Il y a d'abord des arguments intrinsèques tirés des notes chronologiques qu'il contient, et qui sont identiques à celles qu'on employait dans les actes civils officiels ; il y a, en second lieu, les raisons historiques générales ; elles montrent que le fait lui-même, au lieu d'être improbable, est entièrement conforme aux vraisemblances, presque aux nécessités du temps. En effet, tous les collèges relevaient de l'autorité du préfet de Rome (*praefectus urbis*) ; or le collège ou le *corpus* des chrétiens avait trop d'importance, il eut trop de rapports avec l'autorité, il traversa, comme nous le verrons peu à peu, trop de phases de persécution et de tolérance, de violences et de restitutions, pour échapper à la loi commune ; les papes durent être inscrits sur une liste officielle comme les chefs reconnus et responsables du collège. Tout est donc d'accord pour le prouver : ce sont les fragments de cette liste, copiée vers l'an 336 sur les documents contemporains conservés dans les archives de la préfecture urbaine, et publiés alors dans un almanach collationné par Furius Dionysius Philocalus, que nous pouvons encore consulter aujourd'hui.

On voit combien le dossier du collège chrétien, de l'*ecclesia fratrum*, appelons-le par son nom, grossit chaque jour ; bientôt une monographie pourra en être composée, et si les études d'archéologie chrétienne se poursuivent et s'étendent avec persévérance sur toute l'étendue de l'empire, il n'est pas impossible que nous puissions arriver à nous faire quelques idées de la valeur des propriétés possédées par l'Église avant Constantin. Du reste, ces détails ne nous ont pas écarté du sujet principal de notre étude. C'est une association funéraire de secours mutuels qui a été l'abri sous lequel le Christianisme a pu vivre, s'étendre et posséder ; il est très-important de rechercher quel est le cimetière qui a servi de centre à cette société.

Nous savons déjà que le sanctuaire principal de la nécropole callistienne était la crypte papale ; mais, quelque attrait qu'offre ce souvenir, on ne découvre pas au premier abord tout l'intérêt dont il est digne. C'est qu'on ne se rend pas bien compte du degré d'importance qu'on attachait dans les premiers siècles aux tombeaux des évêques de chaque Eglise. Ces groupes

¹ *Rom. sott.*, t. II, intr. III-X.

sacrés et authentiques n'étaient pas seulement des monuments d'histoire, c'étaient les titres vénérés de l'apostolicité ou de l'orthodoxie des Églises, et sous ce rapport ils s'élevaient au rang d'affirmations dogmatiques. On croyait voir se dresser du fond de ces sépulcres la doctrine et la tradition des apôtres, et le fait seul de leur présence avait, pour ainsi dire, la puissance d'une démonstration. Aussi mettait-on un soin jaloux à les conserver intacts; c'étaient avec la chaire épiscopale à la fois une relique du passé et une garantie de l'avenir. Souvent afin de donner au monument toute sa valeur, afin de le présenter aux yeux comme à l'esprit avec sa signification entière, on réunissait les tombeaux en un même lieu autour des restes du premier évêque. Lorsque quelqu'un de ses successeurs mourait loin de son église, aucune difficulté n'empêchait de réclamer sa dépouille, tant on attachait de prix à l'intégrité du précieux dépôt. C'est ainsi que le corps de saint Ignace, immolé à Rome dans l'amphithéâtre, fut ramené à Antioche, que saint Paulin, évêque de Trêve, mort pendant son exil en Phrygie, fut rapporté dans sa villé métropolitaine, que les reliques de saint Denys, évêque de Milan, mort aussi en exil, furent réclamées et obtenues par saint Ambroise ¹. Mais si les Églises secondaires mettaient un tel soin à la conservation de ces tombeaux, devenus les gages de leur origine, Rome, l'église principale où siégeaient les successeurs de Pierre, n'était pas en retard. Même avant la proclamation publique de la foi chrétienne, Rome était le centre où convergeaient toutes les luttes intellectuelles qui naissaient dans la chrétienté. Les novateurs y venaient l'un après l'autre; ils y élevaient des chaires, y provoquaient des controverses, y faisaient des leçons, ambitionnant la faveur et l'approbation de l'Église romaine. D'autre part, c'était aussi le centre de la résistance contre toutes les prétentions erronées et les doctrines rivales. Là, on combattait à la fois contre les philosophes païens et contre toutes les catégories de gnostiques, contre les juifs et les judaïsants; on discutait sur le jour de la célébration de la pâque, on se livrait aux calculs astronomiques nécessaires pour en établir le cycle et pour affranchir l'Église du joug de la synagogue; en même temps on entreprenait les travaux chronologiques destinés à

¹ V. *Bull. di Arch. crist.*, juillet 1864.

montrer la concordance de l'histoire de l'humanité avec les livres sacrés du christianisme. Spectacle merveilleux, dirai-je en passant, avec M. de Rossi¹, que cette activité de pensée, que ces études sur les plus hautes questions de la philosophie et de la théologie, chez des hommes souvent nés dans la servitude ou condamnés aux mines comme Calliste, et placés sans cesse en face des dangers de l'hostilité populaire et sous la menace des lois persécutrices! Mais plus on vivait au milieu des discussions et des luttes d'idées, plus on avait de théories à combattre, de doctrines à juger et de décisions à imposer, plus il était nécessaire de garder religieusement toutes les traces des apôtres, de conserver intacts et éclatants, aux yeux de tous, les titres apparents de l'autorité, les anneaux de la chaîne d'évêques et le plus souvent de martyrs qui rattachaient le pontife vivant à saint Pierre lui-même. Aussi, autour du corps de l'apôtre reposant dans la *memoria* vaticane, venait-on fidèlement déposer les uns après les autres ceux qui avaient hérité de son pouvoir. Ce groupe de tombeaux avait, dans ces temps troublés, une importance considérable. Il était comme la démonstration matérielle de la série non interrompue de Pontifes que saint Irénée, en Gaule, et Tertullien, en Afrique, avaient invoquée contre les hérétiques. A Rome même, dans les dernières années du 11^e siècle, le prêtre Caius renvoyait les Cataphrygiens au sépulcre du Vatican; c'était certainement après les saints lieux de Judée le sanctuaire le plus vénérable de la chrétienté.

Et cependant, au moment même où l'expansion chrétienne était la plus grande, et où l'ardeur des luttes théologiques se déployait sous les yeux des papes eux-mêmes, on renonce au sépulcre pontifical traditionnel consacré par tant de souvenirs et de reliques, et on va loin de là, sur la rive gauche du Tibre, en établir un autre qu'on adoptera désormais. Ce fait a déjà frappé les historiens, et ils en ont cherché les raisons. Celle qu'ils ont généralement adoptée est la construction du cirque d'Héliogabale, élevé près des tombeaux du Vatican. Cet édifice, menaçant par ses proportions de profaner les saintes dépouilles, le corps de saint Pierre fut transporté sur la voie Appienne, *ad Catacumbas*, et il y reposa quelque temps. C'était là, disait-on, l'explication

¹ V. *Bull. di Arch. crist.*, nov. et décembr. 1866, où ces idées sont développées.

du nouveau groupe de tombes ; dans son second gîte, comme dans le premier, on avait voulu donner à l'apôtre une couronne de pontifes. Cette argumentation semblait avoir quelque valeur, mais les nouvelles découvertes ne permettent plus de s'y arrêter là. Il est démontré maintenant, on le sait, qu'il n'y a aucun rapport entre le cimetière des *Catacombes* et celui de saint Calliste ; l'un n'est pas l'extension de l'autre, et une déclivité du sol les sépare. Il n'y avait donc pas de raison topographique pour fonder la seconde crypte papale à Saint-Calliste plutôt qu'en un autre lieu. Mais la chronologie est encore plus opposée à l'ancienne supposition ; en effet, nous savons maintenant quand le pape Zéphyrin entreprit l'établissement, ou au moins l'appropriation du nouveau cimetière ; or, à cette époque, les reliques de saint Pierre reposaient en paix au Vatican ; mieux que cela, Zéphyrin lui-même était déposé dans la crypte décorée par ses ordres, bien avant que les fantaisies d'Héliogabale eussent menacé les restes de ses prédécesseurs. Il est donc nécessaire de chercher une autre cause à cette étrange innovation.

Cette cause, qui ne doit pas être insignifiante, tout ce qui précède nous le montre, est facile à découvrir en face des nouvelles notions que nous possédons sur les conditions légales de la société chrétienne, et sur l'importance prise par le cimetière de Calliste dès que les papes en eurent accepté la direction immédiate. Une phrase du fameux manuscrit, connu sous le nom de *Philosophoumena*, découvert il y a dix-huit ans dans une bibliothèque d'Orient, a jeté beaucoup de lumière sur ce point. On y lit que Zéphyrin choisit Calliste pour son auxiliaire et son coadjuteur dans l'administration ecclésiastique. M. de Rossi a montré que ces fonctions ne pouvaient être autres que celles de l'archidiaque, lequel avait, dans les affaires temporelles de l'Eglise, le rôle le plus important après le pape ; mais ce qui nous importe surtout, c'est que, voulant décrire les honneurs décernés à Calliste, le biographe cite, comme le titre principal de sa grande autorité, sa charge de *préposé au cimetière*. Zéphyrin, dit-il, αὐτον εἰς τὸ κοιμητήριον κατέστησεν. Il est évident que le cimetière dont il s'agit ici est celui auquel Calliste a laissé son nom, et qui l'a conservé à travers tous les âges. D'ailleurs on voit que cette nécropole ne fut pas confondue avec le commun des hypogées chrétiens, nombreux déjà autour de Rome ; elle fût appelée le *cimetière* par

excellence, par antonomase, et conserva, les manuscrits et les inscriptions en font foi, un caractère exceptionnel pendant tout le III^e siècle; jamais elle ne fut soumise à la juridiction ordinaire des prêtres; le pape en conservait l'administration directe, qu'il exerçait par le ministère de son diacre, lequel y trouvait en partie l'origine de sa puissance et de sa grande position. De là naît tout naturellement la pensée que le cimetière de Calliste était le centre d'une institution de haute importance dans l'économie et dans la vie sociale de la communauté chrétienne de Rome. Or, après tout ce que nous savons, cette institution n'est pas difficile à deviner; il s'agit évidemment de la nouvelle forme collégiale sous laquelle les fideles se sont constitués en face de la loi romaine. C'est au moment même où un rescrit impérial donne à la législation des collèges une extension plus vaste, que les tombes du Vatican se ferment et que celles de la voie Appienne s'ouvrent. On vit sans doute des avantages sérieux, encore difficiles à bien saisir, à adopter, en même temps qu'une forme nouvelle, un nouveau monument, et à l'établir dans les terres d'une famille illustre dont le prestige devait être une sauvegarde de plus. Nous découvrons en même temps le secret de la grande influence que donnait à l'archidiacre l'administration du cimetière. En effet, en vertu même du sénatus-consulte, au cimetière se rattachait l'*arca* ou caisse commune dont le diacre se trouvait le gouverneur officiel; or les produits de cette caisse étaient distribués, chez les chrétiens, au clergé, aux orphelins, aux veuves, aux pauvres, aux confesseurs de la foi condamnés aux mines ¹ ou enfermés dans les prisons; ces libéralités s'étendaient plus loin encore, et, outre les étrangers accueillis avec une généreuse hospitalité, le trésor de l'Eglise de Rome alimentait souvent de ses aumônes les églises lointaines de l'Occident et de l'Orient. Le distributeur acquérait ainsi une grande notoriété; on apprenait à le connaître, à l'estimer, et souvent il devenait le successeur du pape qui l'avait choisi pour être son bras. Tel fut en particulier le sort de Calliste. — Mais si c'est Calliste pape qui brille dans l'histoire par son action théologique et sociale sur le monde, c'est Calliste diacre qui fut pendant dix-huit ans en même temps

¹ Les actes de l'élection de saint Corneille nous donnent la statistique du clergé et des pauvres qui reçurent, en l'an 251, des secours mensuels de l'église romaine; leur nombre dépassait quinze cents.

que le *syndic* ou le procureur de la première communauté chrétienne, l'instigateur des beaux travaux souterrains devant lesquels nous allons nous arrêter un instant.

VI.

Le premier de ces ouvrages en importance, si l'on considère sa destination, est cette crypte pontificale, faite pour remplacer celle du Vatican, dont nous avons déjà constaté l'existence matérielle quand le cimetière appartenait aux Cæcili, et qui subit alors une notable transformation. Depuis bien des siècles, elle était enfouie sous une montagne de débris et de terres amoncelées, lorsque les fouilles de 1854 la rendirent à la science, et permirent au pape Pie IX de venir, le 11 mai, contempler ce sanctuaire où avaient reposé, dans l'obscurité et dans la gloire, tant de ses prédécesseurs martyrs. La crypte avait subi de terribles ravages. Cependant une base de marbre africain encore à sa place, des fûts de colonnes brisés, des chapiteaux, des revêtements et des grillages de marbre, les fragments de trois enduits successifs chargés de peinture, montraient encore le respect et la splendeur qui avaient entouré cette chambre sacrée. La voûte était près de s'écrouler, les tombeaux étaient ouverts, et les marbres en pièces; mais la majesté de la sainteté et de la mort s'étendait sur ces ruines et animait ces débris. Le déblayement des terres commença par le sommet de la crypte: c'était la région où la spoliation était la plus complète. Hélas! les explorateurs modernes y avaient achevé l'œuvre des Barbares. Heureusement, lorsqu'on arriva près du sol du *cubiculum*, les fouilles devinrent plus fécondes. Devant le grand tombeau qui occupait la paroi du fond, on mit à nu un gradin de marbre percé de quatre trous rectangulaires ou oblongs, dans lesquels venaient évidemment s'emboîter autant de petits pilastres supportant une table carrée et isolée, c'est-à-dire un autel destiné à célébrer les saints mystères, le visage tourné vers le peuple comme dans les basiliques. Enfin quelques trouvailles d'un prix inestimable, quelques pierres plus précieuses que l'or et les pierreries, écrivit l'auteur de la Rome souterraine, vinrent payer les peines du savant, et servir de contrôle à sa découverte. Ce fut d'abord

une inscription fameuse du pape Damase, dont nous parlerons plus tard, et dont les ouvriers recueillirent cent vingt-cinq fragments, preuve frappante des dévastations étonnantes et parfois passionnées qu'ont subies ces pauvres monuments ; ce furent, enfin, les épitaphes brisées, mais suffisamment claires pour écarter toute incertitude, de quatre pontifes du III^e siècle. On put lire successivement sur des plaques, minces comme celles qui servent à fermer les *loculi* :

ΑΝΤΕΡΩ·ΕΠΙ. . .
 ΦΑΒΙΑΝΟ·ΕΠΙ·ΜΡ
 ΛΟΥΚΙ·
 ΕΥΤΥΧΙΑΝΟ·ΕΠΙ·

Malheureusement toutes les autres inscriptions funéraires des papes avaient irrévocablement disparu, et jusqu'ici M. de Rossi n'en a jamais retrouvé une seule lettre dans aucun musée européen. Il faut se rendre un compte exact de la valeur des épitaphes dans les cimetières souterrains, pour comprendre combien cette perte est regrettable et combien on a raison de veiller maintenant avec un soin scrupuleux à la conservation des moindres fragments. Ces titres gravés ont le mérite rare d'être toujours contemporains à la clôture des niches sépulcrales, et de fournir, par conséquent, des indications telles que les aime la science moderne, et dont rien ne saurait infirmer l'authenticité. En effet, même lorsque, pendant les siècles de la paix, des inscriptions historiques commémoratives furent exécutées pour un tombeau, elles ne furent pas substituées aux monuments primitifs ; on se borna à les placer au-dessus ou au-dessous. Cette identité chronologique constante entre l'épitaphe et la sépulture donne une valeur souvent considérable à la formule la plus laconique ; deux ou trois mots peuvent suffire pour fournir à l'histoire des renseignements précieux. Les inscriptions pontificales que nous venons de transcrire nous en offriront plusieurs exemples. On saurait à peine en imaginer de plus simples. Une seule ligne, en langue grecque, gravée avec des caractères également helléniques ; dans cette ligne, un seul nom, suivi du titre d'Επισκοπος et du mot ΜΑΡΤΥΡ, quand il est dû au défunt ; du reste, aucun détail sur la durée du pontificat, ni sur le jour de la mort ou sur celui de déposition : voilà le caractère de ces monuments appartenant

aux plus grands personnages de l'Église. Il est bien évident que nul ne songeait à la postérité et à l'histoire, en dictant ces courtes indications ; il est clair aussi que ce n'est pas sur ces tombeaux, comme plusieurs l'ont supposé, que les rédacteurs des plus anciens catalogues ont puisé les notes historiques dont ils ont enrichi leurs textes ; en raison même de leur silence sur les dates et sur les faits, ces marbres n'ont pas été mis à profit par les écrivains, et ils forment aujourd'hui une classe de documents à part, indépendants des *censi*, des dyptiques et des archives de l'Eglise. Outre cet avantage, plus précieux qu'on ne le croirait, qui est dû au laconisme des formules, ces monuments, surtout en les rapprochant d'autres analogues, donnent encore la facilité de suivre, sur des pièces authentiques, les modifications de l'écriture. En examinant avec soin les diversités dans la forme et dans la netteté des caractères, en observant la variété des *apices* et des interponctions, on peut apercevoir, même dans ces quatre échantillons, la décadence successive de l'art de graver, et trente ou quarante ans suffisent pour en reconnaître les progrès. Enfin l'idiôme constamment employé sur ces épitaphes des pontifes est un argument puissant pour déterminer quelle était à Rome, pendant les trois premiers siècles, la langue officielle de l'Eglise ; question très-intéressante, mais trop longue à développer pour trouver place ici ¹.

L'appropriation de la crypte papale ne fut pas le seul travail du diacre Calliste ; des recherches minutieuses ² permettent de lui attribuer l'honneur de deux *cubicula*, dont nous verrons toute l'importance dans une autre étude, et dont les parois sont encore couvertes de peintures mystérieuses se rapportant surtout au baptême et à l'eucharistie. Sur leurs murs, apparaissent aussi, armés de leurs pioches, les *fossores* qui faisaient partie du clergé, dont ils occupaient le dernier rang, et qui venaient de prendre officiellement possession de l'hypogée. Grâce à leur zèle et à la paix dont on jouissait encore pendant les premières années de Zéphyrin, la nécropole se développa progressivement dans les limites de la première *area* ; trois *cubicula* également décorés de fresques sym-

¹ V. *Rom. sott.*, t. II, p. 236-237.

² *Idem.*, p. 246-349, 328 et suiv., 347 et suiv.

boliques s'ajoutèrent aux premiers ; les hauteurs des galeries s'accrurent pour augmenter le nombre des tombes ; un magnifique escalier, creusé dans le tuf, partit du premier étage souterrain et s'enfonça dans les profondeurs du sol ; mais une couche de pouzzolane friable arrêta l'entreprise et empêcha de doubler l'hypogée. Tout cela, l'analyse architectonique le démontre, fut l'œuvre de très-peu de temps.

Cependant, le pontificat de Zéphyrin, qui n'avait encore été agité que par les combats de l'esprit, devait s'illustrer bientôt par les luttes sanglantes du martyre. Septime-Sévère, jadis courageux pendant un jour, avait quitté Rome. La persécution recommença, d'abord occulte, bientôt publique. Cette crise violente, qui se prolongea jusqu'à la mort de l'empereur, c'est-à-dire à peu près pendant douze ans, emprunta aux nouveaux rapports établis entre les deux sociétés un caractère particulier, différent de celui qu'avaient offert les crises analogues du second siècle. Nous sommes au moment où la science des persécutions commence ; plus tard nous la verrons se développer ; mais il est utile de la surprendre à son aurore. Elle est le résultat logique de la notion nouvelle que l'État avait prise de l'Église, de cette situation encore sans précédents, qui ne ressemblait en rien à l'union, mais n'en était pas moins une reconnaissance de fait. Si l'Église y puisait des avantages, l'État, de son côté, y trouvait le moyen de mieux connaître l'organisation chrétienne. De là, pendant le III^e siècle, un double courant, deux phases, en apparence contradictoires, mais également vraies : d'une part, propriété collective légale, droits collégiaux, et de là, en temps ordinaire, sécurité d'accès et de sépulture dans les cimetières, c'est-à-dire dans les centres de la vie chrétienne ; de l'autre, en temps de crise, illégalité des réunions religieuses, surprises et attaques pour les troubler et les châtier, science supérieure pour persécuter l'Église jusque dans l'intimité de sa hiérarchie et de ses institutions¹. L'acharnement contre les assemblées que les fidèles tenaient alors généralement pendant la nuit, est le signe spécial d'intelligence persécutrice que nous rencontrons sous Septime-Sévère. Rien ne prouve que la sépulture dans les hypogées ait été alors défendue en principe, mais Tertullien nous

¹ V. *Rom. sott.*, t. II, p. 258.

apprend lui-même, dans un écrit contemporain, le soin avec lequel on épiait les réunions, « Vous savez, « disait-il aux Gentils, » jusqu'aux jours de nos secrètes assemblées ; c'est là même que nous sommes assiégés, opprimés, arrêtés ¹. » Ces paroles ont reçu des fouilles un commentaire très-intéressant. Précisément à l'époque où le grand apologiste adressait aux païens ces plaintes véhémentes, on ajoutait, au midi, quelques galeries supplémentaires au cimetière de Calliste, dans le but bien déterminé de le mettre en communication avec une de ces vastes cavernes qui fournissaient la pouzzolane, et dont chaque jour encore on creuse de nouvelles sous les collines latines. L'arénaire a été retrouvé depuis peu, et il est facile, en considérant à la fois les lieux et les textes, de saisir la raison de ces accès tortueux et occultes, ouverts au moment même où deux larges escaliers descendaient du sol extérieur dans l'ancien hypogée des Cæcilii. Ceux-ci servaient en temps de paix ; ceux-là en temps de guerre. Ils fournissaient le moyen d'échapper aux défenses des édits. Grâce au mystère qui les enveloppait, on pouvait pénétrer, sans être vu, dans les profondeurs du cimetière ; et si, malgré tout, on était trahi, si les satellites ennemis envahissaient les portes et les escaliers, on se glissait dans l'arénaire et, à la faveur des ténèbres, on se dispersait peu à peu à travers la campagne.

Tel fut le caractère de cette persécution dans laquelle, on le voit, les cimetières ne furent plus seulement le champ de repos des morts, mais commencèrent à devenir le champ de bataille des vivants.

Peu d'années après le retour de la paix, en 218, Zéphyrin mourut, et fut déposé le premier dans la nouvelle crypte préparée par ses ordres, et probablement dans ce grand tombeau du fond dont nous avons déjà parlé plusieurs fois. Calliste lui succéda. Il n'entre pas dans mon plan de raconter ici le pontificat de ce grand homme ; je me bornerai à faire remarquer que son nom éclipsa celui du fondateur du cimetière, Zéphyrin. Sa mémoire triompha de tout autre souvenir et de toute autre

¹ « Scitis et dies conventuum nostrorum ; itaque et obsidemur et opprimimur et in ipsis arcanis congregationibus detinemur. » (Tertull. *ad nationes*, 27). — On lit aussi dans l'*Apologétique* (chap. vii) : « Quotidie obsidemur, quotidie prodimur, in ipsis plurimum cœtibus et congregationibus nostris opprimimur. »

célébrité. Même dans les siècles qui suivirent le quatrième, lorsque les noms des martyrs les plus insignes effacèrent peu à peu ceux des fondateurs des hypogées, le terme de *Cameterium Callisti* fut l'appellation indélébile de la nécropole papale de la voie Appienne. Et cependant, destinée étrange, Calliste ne fut pas enseveli au milieu de ces tombes qu'il avait entourées de tant de sollicitude. Il mourut, paraît-il, en temps de paix, victime d'un tumulte populaire, pendant lequel on le précipita, par une fenêtre, dans un puits du Transtévère. Pour ne pas s'exposer aux fureurs de la population, il fallut le transporter en grand secret dans le cimetière le plus voisin, et ce fut celui de Calépode, au troisième mille de la voie Aurélienne, qui reçut sa sainte dépouille ¹.

Je n'ai rien à ajouter sur le successeur immédiat de Calliste, le pape Urbain I^{er}, qui passait jusqu'ici, sans qu'on pût en découvrir la raison, pour avoir été enseveli dans une chambre du cimetière de Prétextat, connue sous le nom de Crypte Carrée : *Crypta Quadrata*. On sait déjà que j'incline très-fort à restituer son tombeau à la sépulture commune du Collège, et à joindre au groupe des quatre épitaphes pontificales ce cinquième fragment trouvé en même temps qu'elles, où l'on peut lire encore :

ΟΥΡΒΑΝΟΣ Επισκοπος

Mais attendons l'avenir, et passons au pape qui occupa, après Urbain, le siège de saint Pierre.

VII.

Nous avons fort peu de détails sur le pontificat de Pontien ; de plus, la valeur de ceux mêmes que nous possédons n'a pas été entièrement comprise ; enfin, les dates de son histoire étaient enveloppées jusqu'ici de difficultés qui semblaient inextricables.

¹ Il n'est aucun pape des premiers siècles, dont le souvenir se soit aussi fidèlement perpétué dans les monuments et dans les appellations topographiques de la Rome chrétienne. Ceux qui voudront s'en rendre compte trouveront des détails forts intéressants sur ce point, dans le *Bulletin d'arch. chrétienne*, ann. 1866, p. 97 et suiv.

Le ferial philocalien et le missel de saint Léon inscrivaient sa fête le 13 août. Adon et la famille de martyrologes qui le reconnaît pour père, la plaçaient le 20 novembre, Flore et Raban le 29 ou le 30 octobre. Ces divergences semblaient indiquer d'étranges vacillations. Mais on avait été plus loin encore. Les particularités très-rares et mal comprises de l'histoire de Pontien avaient jeté de la confusion jusque sur son prédécesseur, et, pour y échapper, quelques-uns s'étaient décidés à ranger Anteros avant lui dans l'ordre du temps. L'embaras était si grand que Du Sollier écrivait à ce sujet : « Je trouve là une foule de points contestés qui demandent une plus profonde étude....., si tant est qu'on puisse jamais leur appliquer une chronologie exacte. » Cependant l'exil, la mort, la sépulture de Pontien forment une des brillantes pages de l'Eglise romaine au III^e siècle, et je vais tâcher d'en retracer le cadre, avec la certitude de dates et de faits que lui restituent les nouvelles études ; l'espace dont je dispose ne me permet malheureusement que de constater les résultats.

On avait déjà entre les mains les principaux éléments du travail, c'est-à-dire, d'une part, les détails contenus dans une chronique, peut-être écrite par saint Hippolyte, en tout cas à peu près contemporaine des faits ; de l'autre, les renseignements inscrits dans diverses recensions très-anciennes du Livre pontifical. Mais il fallait percer le mystère de certaines dates, contradictoires en apparence, reconnaître les corruptions subies par les textes, enfin confirmer et éclaircir le tout par l'étude des lois romaines. Ce travail manquait, et il est accompli aujourd'hui.

C'était en 235¹, dans la dernière année d'Alexandre Sévère, auquel Maximin succéda le 18 mars ; le pape Pontien et le prêtre Hippolyte furent déportés en Sardaigne, dans l'île de Bucina (*deportati in insulam*). Le Livre pontifical ne se sert pas ici de termes vagues et généraux ; la formule qu'il emploie est bien connue dans la jurisprudence. Or, lorsque des documents chrétiens, surtout des documents contemporains, nous apprennent nettement la peine à laquelle furent condamnés tel ou tel autre martyr, il est important d'en étudier la nature et

¹ Sous le consulat de Sévère et de Quintianus.

les conséquences dans les codes romains ; l'histoire en devient beaucoup plus vivante, plus claire et mieux enchaînée. La formule *deportati in insulam* indiquait une peine capitale perpétuelle, qui faisait perdre tout droit de cité, et ne pouvait être infligée que par une sentence directe de l'empereur ou du préfet de Rome¹. Les documents qui nous restent ne nous permettent pas, malheureusement, comme nous l'avons déjà fait au sujet du martyr de sainte Cécile, de décharger de cet acte de persécution la mémoire d'Alexandre Sévère, accusé par le Livre pontifical. Il s'agit d'une question de mois, et nous ignorons dans quel mois le pontife fut condamné ; la chose reste donc discutable et douteuse. Mais poursuivons. Que ce fût par les ordres d'Alexandre Sévère ou par ceux de Maximin, Pontien, déporté à vie, sans espoir de retour, ne voulut pas laisser l'Eglise romaine longtemps veuve de son pasteur. Il prit une résolution héroïque, que le chroniqueur nous fait connaître par ces mots : *In eadem insula discinctus est IIII Kal. octobris*. « Dans cette île, il se démit de sa charge le quatrième jour avant les Calendes d'octobre. » Un grand nombre d'auteurs ont mal compris ou supprimé ce très-important passage. Egarés par la confusion que leur offraient d'autres documents et n'attachant pas eux-mêmes l'importance nécessaire à la différence des dates, ils ont traité *discinctus* comme s'il y avait *defunctus*. De là est venue une grande partie des difficultés. Mais *discinctus* est un terme parfaitement connu en latin², fourni par un écrit contemporain, accompagné d'une date différente de toute autre ; rien n'autorise à le répudier, et tout au contraire engage à l'admettre, car avec lui l'ordre et la lumière reparaissent. Il est donc établi que, le 28 septembre, Pontien renonça à sa charge suprême. Le siège pontifical resta vacant pendant un mois et vingt-deux jours, délai nécessaire pour l'arrivée de la nouvelle à Rome et pour le choix d'un autre pape, et, le onzième jour avant les Calendes de décembre (nous laissons toujours parler le chroniqueur, d'accord avec plusieurs recensions du Livre pontifical), c'est-à-dire le 21 novembre, Anteros fut élu.

Le pontificat de ce pape, dont l'építaphe, retrouvée dans la

¹ *Digest.*, XLVIII, 19, 2.

² Chacun connaît ces mots : *discingi militia, dignitate*.

crypte callistienne, nous permet d'écrire correctement le nom¹, ne dura que quarante jours, et termina cette année 235, marquée à la fois par l'exil, l'abdication et l'élection d'un pontife. Son premier soin fut de faire rechercher, dans les bureaux de la Préfecture urbaine, les actes des martyrs, probablement ceux de la dernière persécution, afin de les placer dans les archives de l'Église. Pupiénius Maximus, plus tard empereur, était alors préfet de Rome. Il découvrit les efforts d'Anteros et condamna le pontife, première victime peut-être de la fidélité de l'Église à la gloire de ses fils et à la conservation de son histoire. Il mourut le 3 janvier 236, selon toute apparence sous le poids des souffrances de la prison, pendant que son prédécesseur vivait encore, en Sardaigne, au milieu des douleurs de la déportation. Anteros fut déposé dans la crypte collégiale où nous avons retrouvé son tombeau; pas plus sous la persécution de Maximin que sous celle de Septime Sévère, l'accès du cimetière de Calliste n'avait été interdit aux chrétiens. Fabien succéda à Anteros, et à peine était-il monté sur son siège que Pontien mourait en Sardaigne. Nous savons le mois et le jour de ce glorieux événement; le Livre pontifical ne nous donne pas la date consulaire de l'année, mais toutes les vraisemblances nous engagent à la fixer au 30 octobre 236². Le pontife succomba *afflictus, fustibus maceratus*³. Ces paroles n'ont rien de légendaire, et la source d'où elles émanent est si antique que la bonne critique nous invite à en accepter absolument le témoignage. Ce martyr lent convient bien au sort misérable d'un déporté de Sardaigne. Pontien, cependant, ne paraît pas avoir été d'abord condamné *ad metalla*, peine plus terrible encore que celle de la déportation, mais sa situation a pu être aggravée par les ordres féroces de Maximin; ce ne serait pas la première fois que l'histoire de l'empire nous offrirait l'exemple d'exilés mis à mort. Quant à la peine elle-même, si

¹ On lit dans divers manuscrits *Antheros*, *Antherus* et *Anterus*; nous voyons maintenant par un monument contemporain qu'il faut écrire *Anteros*, c'est-à-dire nous en tenir à l'orthographe d'Eusèbe et des meilleurs documents de l'Église romaine.

² Le chroniqueur contemporain qui écrit après le 21 novembre 235, nous parle de l'abdication de Pontien et non de sa mort; d'autre part, au mois d'avril 237, à l'avènement des Gordiens, la persécution cessa. Tout converge, on le voit, pour faire adopter l'année 236 comme étant la date précise de l'événement.

³ Texte de la recension de 530 du *Lib. Pont.*

la *flagellation* proprement dite était réservée aux gens de basse condition, la flagellation avec des verges de bois ou *fustigatio* pouvait être appliquée même à un citoyen romain ¹. Les détails que nous tirons des plus vieux documents sont donc parfaitement d'accord et avec l'histoire et avec la législation pénale ; la chronologie n'offre plus de difficultés ; la succession des trois pontifes apparaît dans son ordre logique ; il ne nous reste plus qu'à éclairer la dernière partie de ce glorieux récit, c'est-à-dire l'histoire posthume du pape Pontien.

Le Livre pontifical, qui nous a fourni quelques détails sur la consommation du martyre, achève de nous instruire en ces termes : *Quem beatus Fabianus adduxit cum clero per navim et sepelivit in cœmeterio Callisti via Appia*. « Le bienheureux Fabien le ramena par mer, accompagné du clergé, et l'ensevelit dans le cimetière de Calliste sur la voie Appienne. »

Ces détails sont déjà fort intéressants en eux-mêmes, car ils confirment l'importance attachée par l'Église romaine à l'intégrité de ce grand monument historique et dogmatique qui était le tombeau de ses pontifes ; mais leur importance se révèle plus complètement encore lorsqu'on examine, ce qu'on n'avait jamais fait jusqu'ici, à quelles conditions a pu avoir lieu cette solennelle translation. Il n'était pas loisible à chacun d'aller chercher les corps des déportés et de les ramener dans leur patrie. Le jurisconsulte Marcien, contemporain de Pontien, va nous enseigner les dispositions de la loi à cet égard :

« Si quelqu'un, dit-il, a été déporté ou relégué dans une île, la peine subsiste même après la mort, et il n'est pas permis de le transporter et de l'ensevelir en un autre lieu sans l'autorisation du prince ; Sévère et Antonin ont rendu à ce sujet de nombreux rescrits et ont cédé souvent à la prière des pétitionnaires ². »

Tacite, de son côté, dit à propos d'une femme illustre, morte en exil : « Néron permit de rapporter les cendres de Lollia Paulina et de lui construire un tombeau ³. »

¹ *Digest.*, XLVIII, 19, 28. V. aussi le très-intéressant travail de M. de Rossi sur les chrétiens condamnés aux mines, dans le numéro de mars, — *Bull. d'arch. chrét.*, avril 1868.

² « Si quis in insulam deportatus vel relegatus fuerit, poena etiam post mortem manet; nec licet eum inde transferre alicubi et sepelire inconsulto principe, ut sc̃pissime Severus et Autorinus rescripserunt et multis petentibus hoc ipsum indulserunt. » (*Digest.*, XLVIII, 24, 2.)

³ « Lollia Paulinae cineres reportari sepulcrumque extrui permisit. » (*Annal.*, XIV. 12).

Ces témoignages irréfutables nous montrent que Fabien a dû demander et recevoir un rescrit impérial pour accomplir son dessein. L'avènement au trône des deux Philippe, très-amis des chrétiens, a dû rendre cette grâce plus facile à obtenir. Cependant le fait aurait été réputé incroyable, sans les révélations récentes sur l'existence du collège chrétien. Un pape, au commencement du III^e siècle, rapportant, en vertu d'un décret impérial, le corps d'un martyr, de Sardaigne à Rome, et l'ensevelissant dans les Catacombes, c'était fort difficile à admettre et à comprendre avec le peu de notions que l'on possédait sur les rapports mutuels des deux sociétés. Maintenant, ce n'est plus qu'un fait éclatant à ajouter à d'autres, où nous voyons l'usage public que faisaient les chrétiens de leurs droits sépulcraux.

On ne saurait trop regretter que les fouilles de la crypte pontificale ne nous aient pas rendu, avec les épitaphes de ses deux successeurs, celle de Pontien ; ce serait, on peut le dire avec assurance, un dernier sceau apposé à la véracité et à l'authenticité de ce récit.

Cependant le cimetière de Calliste n'est pas absolument muet. Au milieu du labyrinthe des inscriptions tracées sur les murs par les pèlerins des âges de paix, et dont je parlerai plus tard, il en est une qui se distingue par un caractère tout à fait spécial. Elle n'est pas, comme les autres, tracée sur l'enduit sec, mais on reconnaît facilement qu'elle a été écrite sur le stuc frais et encore mou. Ce stuc est blanc et fin comme celui sur lequel ont été exécutées les meilleures fresques du III^e siècle. Or, nous savons que Fabien commanda de grands travaux dans les cimetières. L'époque possible de ce revêtement correspond parfaitement à la sienne ; de plus, il est à la porte de la crypte des papes, où Fabien vint solennellement déposer son prédécesseur martyr ; enfin le texte, malheureusement mutilé, de l'inscription est celui-ci :

EN ΘΕΩ ΜΕΤΑ ΠΑΝΤΩ...

..... ΠΟΝΤΙΑΝΕ ΖΗΧΗC

« Pontien, puisses-tu vivre en Dieu avec tous les » On est conduit malgré soi, par l'ensemble des circonstances de temps et de lieu, à restituer le mot *ἐπισκοπων* (*évêques*) et à voir dans cette formule, qui est venue à nous à travers seize siècles

comme un dernier témoin, une acclamation joyeuse écrite, peut-être, le jour même de l'arrivée des reliques de Pontien, par un de ceux qui assistaient à cette grande cérémonie. Elle eut lieu le 13 août, et le ferial solennel de l'Eglise romaine au iv^e siècle nous l'indique par ces mots :

Idibus Augustis Ypoliti in Tiburtina et Pontiani in Callisti ¹.

VIII

Les quinze années du pontificat de Fabien marquent une période importante dans le développement de la vie chrétienne pendant le iii^e siècle ; elles font partie de ces quarante ans qui s'étendent de la mort de Septime Sévère à l'avènement de Décius (211-250), pendant lesquels la paix ne fut interrompue que par la courte persécution de Maximin et par quelques bourrasques passagères. Les écrivains ecclésiastiques nous peignent sous des couleurs assez sereines la situation faite alors au christianisme, et le caractère des monuments qui nous sont révélés par l'étude confirme les conditions d'expansion et de sécurité dont l'histoire nous offre les traces.

Une grande extension fut donnée, pendant le règne de Fabien, au cimetière de Calliste ; deux *areæ* géométriques nouvelles furent ajoutées au noyau que nous avons vu naître. La première, qui paraît avoir été, comme celle que nous avons déjà étudiée, le don des Cæcilii, va nous occuper un instant. On y rencontre plusieurs caractères particuliers, différents de ceux que présentent les travaux antérieurs. C'est le commencement d'une seconde phase architecturale, qui se développera progressivement pendant la dernière moitié du siècle, et dont la logique des faits suffit pour faire comprendre la

¹ Il résulte évidemment du rapprochement des documents originaux qui parlent du pape Pontien, que les reliques de saint Hippolyte, déporté en même temps que lui, furent rapportées sur le même navire. Fabien a dû demander à l'Empereur les deux grâces à la fois. Voilà pourquoi le ferial philocalien enregistre à la même date, bien que dans deux cimetières différents, l'ensevelissement des deux saints. Du reste, les questions nombreuses touchant saint Hippolyte, sont appelées vraisemblablement à recevoir beaucoup de lumières des fouilles qu'on pourra pratiquer bientôt, il faut l'espérer, dans le cimetière où fut jadis son tombeau.

raison. Le nombre croissant des fidèles explique, en effet, les deux nécessités contradictoires en face desquelles on se trouva placé alors : d'une part, celle de multiplier les lieux de réunion et, pour cela, d'agrandir les espaces vides de l'excavation ; de l'autre, celle d'accroître, dans une égale proportion, le nombre des tombes et, par conséquent, d'économiser l'espace. Heureusement, l'expérience des fouilles avait donné confiance dans la solidité du tuf, et l'intelligence des *fossores* trouva moyen de pourvoir à la fois à ces deux besoins. On adopta, pour pouvoir augmenter le nombre des *loculi*, tout un ensemble de dispositions ingénieuses. Dans le principe, on commençait l'excavation à une distance considérable de la superficie extérieure, et à peine un second étage plus profond encore venait-il se joindre au premier. Peu à peu, le nombre des plans souterrains se multiplia ; lorsque l'épaisseur et la consistance du banc de tuf le permit, on alla jusqu'à superposer cinq étages, séparés parfois par des couches intermédiaires très-minces, et dont le plus élevé s'ouvrait à trois ou quatre mètres seulement sous terre. Les galeries changèrent d'aspect à leur tour ; elles furent à la fois plus étroites, plus hautes et plus nombreuses, et commencèrent à former, sous l'empire des nouveaux besoins, le labyrinthe classique des catacombes romaines. Tous ces soins accroissaient considérablement la quantité et la dimension des parois aptes à recevoir des tombes ; mais on visa à l'économie de l'espace jusque dans les proportions et la distribution des *loculi*. Ils diminuèrent peu à peu de taille et en vinrent à imiter la forme du corps ; ainsi, l'excavation fut plus large à la place des épaules, plus étroite à celle des pieds. Les petits *loculi* destinés aux enfants, furent réunis près des angles formés par le croisement des ambulacres, où la sécurité voulait que les parois fussent moins profondément entamées. Grâce à ces précautions et à ces habiletés pour profiter de tout l'espace dont on pouvait disposer sans compromettre l'édifice, il fut possible de pourvoir au second besoin, et de multiplier, en les agrandissant, les chambres souterraines. L'importance de ces monuments ne cesse plus désormais de s'accroître ; nous voyons même, le plus souvent, depuis cette époque, deux pièces creusées, l'une en face de l'autre, des deux côtés d'une galerie. Il est, en particulier dans la seconde *area*, donnée par les Cæcilii, une de

ces cryptes qui mérite de fixer l'attention. Elle est ample, double, centrale ; aucun tombeau n'en coupait primitivement les parois ; un banc taillé dans le tuf était disposé tout autour de la salle, qui recevait de l'air par une ouverture faite en même temps qu'elle, c'est-à-dire pendant l'ère des persécutions, et communiquant avec la campagne. L'ensemble de ces dispositions nous montre que ce n'était pas là une crypte funéraire, mais un local destiné spécialement à des assemblées chrétiennes. Sa construction, que l'examen analytique assigne au règne de Fabien, correspond parfaitement au caractère de sécurité attribué à cette époque par l'histoire, car l'accès de la salle était facile et le grand lucernaire la mettait, avec le sol extérieur, dans des relations qui eussent été fort dangereuses en temps de crise ; les annales des martyrs nous offrent des exemples de chrétiens lapidés par ces soupiraux.

Je ne puis énumérer en détail tous les caractères propres à cette seconde période de l'architecture souterraine ; il me suffira d'ajouter encore quelques traits saillants. L'*arcosolium* dont, en traitant de l'histoire de sainte Cécile, nous avons constaté l'absence à l'origine du cimetière, prend partout ici une extension digne d'être remarquée. La crypte double, ornée de l'*arcosolium*, devient une des créations normales de la nécropole agrandie ; les galeries elles-mêmes sont envahies par ce tombeau de forme privilégiée, et on le voit apparaître à des intervalles presque réguliers dans les parois des longs ambulacres. En même temps, les marbres commencent à être employés dans la décoration souterraine, et se mêlent aux peintures, qu'ils arrivent même à dominer. Les peintures, à leur tour, se distinguent par des symptômes de décadence dont il est facile de suivre la progression. La simplicité des lignes s'altère rapidement ; la sobriété, dans les partis décoratifs, disparaît avec une célérité égale ; tout devient plus chargé et plus lourd. Les guirlandes s'épaississent ; de grands oiseaux, hors de proportion avec la crypte, encombrent parfois la voûte, tandis que de larges bandes, de couleurs diverses, encadrent les panneaux. Je ne parle pas du symbolisme, que je réserve, on le sait déjà, pour une étude à part, et j'indique seulement en quelques mots les modifications parallèles que l'épigraphie eut alors à subir. Là aussi, c'est la simplicité initiale qui s'efface. Il suffit, en effet, de jeter un

regard sur les planches où s'étale l'ensemble des inscriptions de la première *area*, pour remarquer les formules brèves et classiques, les noms solitaires, les invocations expressives, mais rapides qui les distinguent. Cet aspect primitif de l'épigraphie diminue de jour en jour. Dans le groupe de monuments que nous considérons en ce moment, la désignation de l'âge du défunt, du jour de sa mort, l'emploi du mot fameux DEPOSITIO ou KATAΘECIC se multiplient avec une persévérance croissante; en même temps, la beauté des caractères s'altère, et la langue latine atteint, peu à peu, dans les épitaphes, la popularité de la langue grecque, pour la dépasser bientôt.

Mais revenons aux lieux de réunion, dont le besoin vivement senti a contribué puissamment, nous l'avons vu, à déterminer le caractère architectural de l'époque que nous étudions. Cette nécessité était si grande et les perspectives de l'avenir semblaient probablement si pacifiques, que les travaux des cimetières ne s'étendirent plus seulement dans les entrailles du sol; ils paraissent, dès lors, avoir franchi momentanément la région des ténèbres, pour commencer à se développer au soleil. Le chroniqueur contemporain qui, dans le Livre pontifical, nous parle du pape Fabien, lui consacre à peine quelques lignes; mais il y enregistre une indication précieuse pour nous, et qui avait évidemment, de son temps, une importance considérable. Fabien, nous dit-il, *regiones divisit diaconibus et multas fabricas per cimeteria fieri jussit*¹. Ces paroles nous permettent d'abord de constater un pas de plus accompli alors dans l'organisation cimétériale. Il n'est plus question, comme sous Zéphyrin, de l'archidiacre administrant le cimetière *antomonastique*, si l'on me passe l'expression; il est fait mention, désormais, de plusieurs cimetières dont la surveillance et les travaux sont confiés aux sept diacres de l'Eglise romaine. Mais ce n'est pas tout. Ces travaux, ces œuvres architecturales qu'on estime si haut, ces *multæ fabricæ* dont on tient à laisser une trace indélébile dans une biographie de quelques lignes, lorsque les chrétiens avaient déjà des

¹ L'unité de ce texte est coupée, dans le Livre pontifical, par quelques paroles sur l'institution des sous-diacres, intercalées entre *diaconibus* et *multas fabricas*; mais dans la forme originale, les mots *regiones divisit diaconibus* étaient liés à ceux qui suivent. (Voy. *Rom. soll.*, t. II, p. 117 et page 199.)

lieux d'assemblée nombreux dans l'intérieur de Rome, ne sont pas simplement, selon toute apparence, un arc, un pilastre ou un mur bâti sous terre pour soutenir une crypte menacée. Notre pensée se reporte d'elle-même vers un projet plus grandiose, et elle nous conduit naturellement à supposer que ces fabriques étaient des édifices véritables, analogues à ceux que le Livre pontifical désigne par le même terme en parlant des basiliques construites par les soins du pape Jules I^{er}, des *cellæ* destinées aux réunions et aux agapes, sur le modèle de celles que les chrétiens d'Afrique avaient déjà élevées dans leurs cimetières. Nous avons du reste plus d'une preuve que des constructions de cette nature existaient à Rome avant Constantin¹.

Nous venons de voir les livres, regardons maintenant les monuments. Eh bien ! il se trouve qu'au centre de l'*arca* du cimetière de Calliste, dont nous parlons, c'est-à-dire, précisément de celle dont la création fut contemporaine de Fabien, on voit encore, près de l'escalier primitif, un petit édifice à absides dans la forme accoutumée des anciennes *cellæ* funéraires. L'histoire est muette sur l'auteur et sur la date de ce monument, souvent réparé dans les siècles postérieurs ; mais l'analyse architectonique nous le montre en relations normales avec l'établissement primitif de l'hypogée², et nous prouve qu'une partie au moins de cet hypogée lui est postérieure. Ne devons-nous pas conclure que cet oratoire vénérable, consacré, après Constantin, à saint Sixte et à sainte Cécile, visité pendant longtemps par tous les pèlerins du vieux monde, oublié, et occupé il y a dix ans encore par des paysans qui y renfermaient leurs ustensiles agricoles, est, sinon certainement, au moins selon toute probabilité, un échantillon des travaux exécutés sous les règnes pacifiques des Gordien et des Philippe, lorsque l'expansion de la société chrétienne grandissait à vue d'œil, et qu'il fait partie des vastes ouvrages entrepris pendant cette trêve par le pape Fabien.

Le long pontificat de ce grand architecte de la Rome chrétienne primitive, finissait probablement ou allait finir, lorsqu'un

¹ V., entre autres *Bull. di arch. crist.*, 1864, p. 26 et suiv. — *Rom. sott.*, t. I, p. 96.

² Il va sans dire qu'il s'agit ici non de l'ensemble du cimetière de Calliste, mais du second des trois groupes que nous désignons par le terme d'*areæ*.

nouveau don venait ajouter une région de plus au cimetière de Calliste. Cette fois, ce ne sont pas les Cæciliï, ces illustres bienfaiteurs de la première communauté chrétienne de Rome, qui semblent avoir été les possesseurs du sol. Un autre grand personnage, consul en 249, Fulvius Pétronus Emilianus, apparaît au milieu des lueurs de l'histoire. Un récit plus ou moins estimé jusqu'ici, mais auquel un examen attentif rend une plus grande valeur ¹, nous affirme qu'Emilianus, revêtu des insignes consulaires par les deux Philippe, mourut chrétien. Il laissa une fille, Callista, qui portait le surnom d'Anatolia, et lui donna pour tuteurs deux de ses serviteurs, Calocérus et Parténus, auxquels il permit de disposer des richesses de leur pupille pour les besoins des fidèles. Les désirs du consul mourant furent consciencieusement exécutés par les deux tuteurs, auxquels leur fidélité coûta cher, nous le verrons tout à l'heure, et une grande partie de la fortune fut consacrée à des œuvres pies. Or nous savons que l'hospitalité donnée aux morts, que les abris préparés à l'assemblée des frères défunts et maintenant aussi aux réunions des frères vivants, était au premier rang des efforts de générosité encouragés par l'Eglise. Ces largesses funéraires étaient de tradition, pour ainsi dire, dans les grandes familles chrétiennes; l'usage en avait été introduit, nous pouvons presque l'affirmer maintenant, par les premières patriciennes qui devaient leur conversion aux apôtres, et il s'était perpétué depuis; c'était une démonstration monumentale de l'égalité charitable qui reliait, chez les chrétiens, les plus illustres aux plus humbles. Cependant cette coutume du passé ne suffirait pas seule pour nous faire supposer que le riche patrimoine d'Emilianus a dû payer aussi sa dette à cette sorte de bienfaisance posthume; mais plusieurs découvertes, que je ne ferai qu'indiquer, attirent fortement sur ce point notre attention. On a trouvé près du cimetière de Calliste un tuyau de plomb, où on lisait précisément les noms de Fulvius Pétronus Emilianus. Ces conduits d'eau portant d'ordinaire le nom du propriétaire du fonds, il est naturel de conclure qu'une terre appartenant au consul devait être près de là; et comme, d'autre part, c'est vers le moment de sa mort et de l'emploi charitable fait de ses biens

¹ V. *Rom. sott.*, t. II, p. 210-219.

qu'une troisième *area* a été ajoutée à la nécropole callistienne, notre attention se trouve légitimement éveillée. Mais les lucurs ne s'arrêtent pas là : Calocerus et Partenius eux-mêmes ont été déposés par Anatolia dans cet hypogée, les actes et les monuments nous le montrent ; enfin, cinq fragments d'inscriptions dispersés précisément dans la l'*area* nouvelle dont nous traitons, portent les noms d'une *Petronia* de famille sénatoriale, d'un *Fulvius*, d'un *Emil...*, d'un *ius Emilianus*, enfin d'un *Emilius Partenius*, c'est-à-dire, de personnages appartenant, selon toute probabilité, et à la parenté même du consul, et aux familles rattachées à la sienne par des liens de dépendance. Je ne m'arrête pas à développer les relations intimes qui existent entre les divers ordres de faits que je viens de rapporter. Elles ressortent d'elles-mêmes. Tant de coïncidences de lieux, de dates, de noms, ne peuvent être fortuites, et, si nous ne l'affirmons pas encore, nous pouvons croire au moins, avec bien des chances d'être dans le vrai, que nous avons retrouvé le propriétaire et le donateur de la troisième région chronologique du cimetière de Calliste. Peu à peu, on le voit, nous dressons, par l'examen du sous-sol, le cadastre chrétien de ces collines qui longent la voie Appienne. L'œuvre est loin d'être achevée, mais ses limites s'aperçoivent, et avec elles se dessine déjà la belle carte géographique et historique qui sera dans quelques années comme le *memento* de ces études.

Rien ne pouvait venir plus à propos, du reste, que ce don d'un nouvel hypogée fait à l'Eglise, vers l'an 250. Une moisson de martyrs était proche, et allait en consacrer les voûtes. Décius, en effet, prenait alors en main le sceptre impérial, et les chrétiens, protégés la veille par les deux Philippe, allaient devenir les premières victimes de la haine du tyran contre ses prédécesseurs. La persécution de Décius, suivie sans interruption par celle de Trébonianus Gallus, n'est pas seulement un des chapitres les plus glorieux, mais encore une des pages les plus instructives de cette grande lutte de la société chrétienne contre la société profane. Celle-ci, en effet, arrivait progressivement, ainsi que nous l'avons dit, à joindre l'art à la violence dans le combat qu'elle livrait à sa rivale. On en eut, dès le début de la crise, une preuve évidente. Décius, habile à diriger ses coups, voulut tout d'abord frapper le chef de l'Eglise. Ce chef, nous le savons, était connu ; son nom

devait être inscrit sur les registres de la Préfecture urbaine. Du reste, Fabien avait, dès le commencement de son pontificat, demandé à l'empereur un rescrit pour rapporter à Rome le corps de Pontien ; rien ne manquait pour le désigner à l'autorité ; aussi, dès le mois de janvier 250, fut-il saisi et mis à mort. Ce martyr, qui rouvrait avec éclat l'ère des luttes sanglantes, eut un grand retentissement dans la chrétienté. Le clergé de Rome en informa les autres Églises, le fait est certain : nous connaissons même le nom d'un des messagers. Le sous-diacre Crémentius fut envoyé à Carthage, avec une lettre authentique des prêtres et des diacres romains, dans laquelle la mort glorieuse du Pontife était, pour l'édification générale, relatée dans tous ses détails. Nous n'avons plus, hélas ! ce récit ; mais une épître de saint Cyprien en fait foi. Pendant que la grande et douloureuse nouvelle se répandait dans le monde, le corps de Fabien descendait dans la crypte de ses prédécesseurs, toujours librement ouverte jusqu'ici pour y accomplir cette cérémonie sacrée. Nous avons sous les yeux la plaque de marbre qui enferma alors la précieuse dépouille et, dans son laconisme, elle nous offre plus d'un enseignement. Il semble évident, en effet, que le titre de martyr ne fût pas inscrit sur l'épithaphe en même temps que le nom du pontife. L'espèce de monogramme employé pour écrire ce titre, dénote une autre main, les caractères sont différents, gravés beaucoup moins profondément que les autres, et paraissent avoir été adjoints lorsque la plaque était déjà placée et avait derrière elle le vide du *loculus*. Ne pouvant alors, sans danger de fracture, enfoncer trop vigoureusement le ciseau, on se contenta d'un sigle court MP, inventé peut-être pour la circonstance, et plutôt écrit que gravé avec la pointe de l'instrument. Mais ici se pose naturellement cette curieuse interrogation : pourquoi, dès l'origine, Fabien ne fut-il pas appelé martyr sur sa pierre sépulcrale, et quand cette dénomination fut-elle ajoutée ?

Pour résoudre ce problème, quelques-uns seraient peut-être tentés de se demander si, à une époque plus récente, vers le septième ou huitième siècle par exemple, on n'aurait pas essayé, pour augmenter le nombre des martyrs, d'interpoler les inscriptions originales des catacombes. « Mais l'histoire démontre, » répond M. de Rossi lui-même, « combien cette pensée serait téméraire et vaine. » Le martyr de Fabien,

en effet, est appuyé sur des autorités si incontestables, qu'aucun doute sur son authenticité n'est possible. Nous connaissons déjà le témoignage de l'Eglise d'Afrique ; la mention solennelle faite dans le ferial de l'Eglise romaine et dans une chronique contemporaine n'a pas une moindre valeur. La raison du phénomène reste donc toujours à découvrir. La nécessité de conjurer, au moment de la mort de Fabien, le péril par le silence, qui peut paraître, tout d'abord, offrir la solution cherchée, ne semble pas une suffisante explication ; en effet, si la prudence était utile et observée pour les monuments placés au-dessus du sol et aux regards de tous, la liberté souterraine ne paraît pas avoir été restreinte, et pour nous en tenir au sujet présent, les épitaphes de saint Corneille et de saint Hiacynthie, qui portent en toutes lettres le titre de MARTYR, sont évidemment antérieures à Constantin. En face de ce mystère, M. de Rossi incline vers une autre opinion, dont l'intérêt ne pourra être contesté et qu'il faut exposer en quelques mots.

Le titre solennel de martyr, auquel un culte honorifique était attaché, ne se donnait pas publiquement, et pour ainsi dire officiellement, au gré des fidèles ou de ceux qui rédigeaient les inscriptions funéraires. On connaît l'événement, peu important en apparence, qui fut à Carthage comme la première étincelle du schisme des Donatistes : une matrone chrétienne, nommée Lucilla, fut reprise par l'archidiacre Cécilianus et gravement censurée par l'évêque, parce qu'en recevant la communion, elle baisait les reliques *nescio cujus hominis mortui, et si martyris sed necdum vindicati* ¹, écrit Optat à qui nous devons ce récit. Le martyre lui-même ne suffisait donc pas pour en avoir les honneurs ; il fallait encore qu'un acte de l'autorité ecclésiastique en eût reconnu et légitimé le titre. Cet acte était, sans aucun doute, l'enregistrement du nom du défunt au nombre de ceux des martyrs, dans le canon de la commémoration liturgique, et cette inscription elle-même ne pouvait avoir lieu que par un décret ou au moins avec le consentement de l'évêque du lieu. Or, nous verrons tout à l'heure que le siège pontifical fut vacant pendant quelque temps après la mort de Fabien, et que beaucoup d'affaires furent remises pour être réglées après l'avènement de son successeur. N'en

¹ Optat. *De Schism. Donat*, 1, 16.

aurait-il pas été ainsi pour le dernier et solennel honneur rendu à sa mémoire, et ne serait-ce pas là l'explication du retard apporté à l'apposition sur son épitaphe de son titre le plus glorieux ? Si cette induction est vraie, cette courte inscription en quatre lambeaux est le monument le plus antique et le plus important qui nous soit parvenu de la *vindication* ou canonisation des martyrs.

Revenons à la sanglante épopée inaugurée par Décius. C'est encore par les ordres de ce souverain que périrent, peu de mois après Fabien, ces deux serviteurs d'Émilien dont nous avons déjà parlé, Calocérus et Parténien. Au mois de mai, nous disent leurs actes, l'empereur leur demanda compte du patrimoine de leur maître, et le martyr les conduisit bientôt dans les entrailles de ce sol dont la consécration chrétienne avait été la cause immédiate de leur mort. Bien que je réserve pour un autre moment ce que j'ai à dire de l'art chrétien, je ne puis à ce propos passer sous silence un monument jusqu'ici unique dans les catacombes et tout à fait en dehors du cercle ordinaire des représentations figurées qu'on y rencontre. C'est un *arcosolium* qui, au lieu des sujets habituels du cycle symbolique, nous retrace évidemment des scènes contemporaines¹. L'une d'elle est encore à peu près entière : on y voit un personnage vêtu d'une tunique et d'un pallium, la tête ceinte d'une couronne de lauriers, debout sur une estrade (*suggestus*), dont l'acte impérieux et le visage sévère menacent un jeune homme qui est au pied du tribunal et lui répond. Le geste de l'accusé est empreint d'une noble simplicité, son visage est calme, son œil inspiré. C'est un de ces cas, extrêmement rares dans les images souterraines, où l'artiste a voulu évidemment frapper les regards du spectateur, en essayant de faire passer dans son œuvre le sentiment du chrétien et l'âme du martyr. A ce point de vue, on ne saurait trop faire ressortir l'importance de cette peinture, où il est impossible de trouver aucune trace de byzantinisme, et qui est un des exemples les plus saillants de l'alliance de la pensée chrétienne et de l'art antique. Deux autres personnages complètent la scène : l'un d'eux est debout auprès du jeune homme et semble fermer la main droite ; l'autre, portant comme le juge une couronne, quitte le

¹ V. *Rom. soll.*, t. II, p. 210-219.

T. VI. 1869.

théâtre de l'événement; il a le menton appuyé sur la main, signe assez fréquent, chez les anciens, de tristesse et de dépit. C'est selon toute apparence un prêtre païen (*sacerdos coronatus*) qui avait apporté les instruments du sacrifice et se retire honteux de son échec, car on a compris déjà que la scène représente l'interrogatoire d'un martyr. Quant au magistrat debout, il est difficile de ne pas y reconnaître l'empereur lui-même. Lui seul avait le droit de ceindre la couronne de laurier, et nous voyons sur un autre monument un personnage semblable, portant de plus en main le sceptre du pouvoir, assister au supplice de saint Laurent. Cette seconde scène est frappée sur une médaille ¹ dont M. de Rossi nous promet l'explication complète, et qui est probablement le plus ancien objet en notre possession où l'on ait tracé la représentation d'un martyr chrétien. Mais quels sont les noms des personnages que j'ai essayé de décrire? Aucun indice n'apparaît autour du tombeau. Il s'agit pourtant, on n'en peut douter, d'un épisode très-célèbre; autrement on ne lui eût pas fait l'honneur extraordinaire de le peindre, contrairement à l'usage, auprès du corps du martyr. Le style de la fresque appartient à la seconde moitié du III^e siècle; elle est placée dans l'*area* où Calocérus et Parténus furent déposés; faut-il penser à ces deux martyrs, dont la mémoire devait être particulièrement vénérée dans un hypogée pour lequel ils avaient donné leur vie? S'il était bien démontré qu'il y a devant l'empereur deux accusés, l'hypothèse monterait dans l'échelle des vraisemblances; malheureusement l'état de la peinture ne permet pas de l'affirmer. D'autre part, symptôme favorable, l'*arcosolium* ne paraît pas avoir été visité pendant les âges de la paix, et nous savons que précisément les deux saints n'étaient plus, alors, dans leur tombeau primitif. Cependant, il serait téméraire de conclure même à une probabilité; contentons-nous d'avoir émis à peine une conjecture, d'avoir entrevu une de ces lueurs qui, si elles éclairent très-peu l'objet, suffisent pour rendre attentif le regard.

Je ne puis écrire les annales de la persécution de Décius ni discuter toutes les questions qui s'y rattachent; si je pouvais me livrer à ce travail, examiner l'une après l'autre les cryptes contemporaines de cette grande lutte, on verrait se dérouler

¹ Lupi, *Dissertation.*, t. I, p. 177 et suiv.

peu à peu, sous la sagace et scrupuleuse analyse de M. de Rossi, un des plus attrayants spectacles qu'il soit donné de contempler aux explorateurs du passé, je veux dire l'avènement historique de personnages confondus jusque-là dans les brouillards de la légende. Rien n'est plus séduisant que ces sortes de résurrections progressives à la lumière de la certitude ; ce sont presque les joies de la paternité que le savant éprouve en faisant apparaître des hommes, sinon ignorés, au moins méconnus par ses contemporains ; que dire quand ces hommes sont l'honneur de la terre parce qu'ils ont scellé de leur sang leur foi au vrai ? Cependant jamais M. de Rossi ne se laisse entraîner à multiplier ces succès ou à exagérer leur étendue. Il s'arrête au moment de la conclusion la plus ambitionnée par le lecteur, s'il découvre un anneau imparfait ou un chaînon qui manque ; mais le mérite de son sacrifice se traduit aussitôt par la puissance que gagnent par là même les affirmations qu'il a posées jusque-là. C'est dans ces limites que j'indiquerai en passant la valeur croissante qu'on attachera désormais, malgré une obscurité encore trop grande, à un groupe de martyrs enseveli jusqu'ici au milieu des confusions d'un document que les Bollandistes n'ont pas même voulu reproduire¹. Il s'agit du récit où on lit, au milieu d'erreurs qui sautent aux yeux, le martyre d'une veuve noble, Sophie, et de ses trois filles Pistes, Elpis et Agape ; dans la même relation paraissent aussi une Lucine, vierge, sœur d'un personnage illustre nommé Prétextat, et le prêtre Marcellus, brûlé, est-il dit, près de la voie Appienne, avec le diacre Décoratus et quatre mille chrétiens. Malgré les immenses lacunes impossibles encore à remplir, M. de Rossi jette quelque lumière sur chacun de ces personnages. Il établit d'une manière très-satisfaisante l'existence de deux familles différentes de saintes portant ces quatre noms symboliques, vénérées l'une près de saint Pancrace sur la voie Aurélienne, sous Adrien, l'autre sur la voie Appienne. De cette seconde famille-ci nous avons probablement des fragments d'épitaphes sous les yeux, et il y a des chances pour qu'elle ait été victime de la persécution décienne. Bientôt encore un lien bien vague, bien mystérieux, s'entrevoit

¹ La légende de Jean de Milan. V. Membricius. *Vita sancti*, t. II, p. 204 et suiv. ; Bosio, *cod. Vallis*, II, 25 fol., 222 verso ; Tillemont, *hist. eccl.*, t. II, p. 586. Voir aussi *Act. SS.*, t. I, *Aug.*, p. 16.

entre elle et les quatre mille martyrs des prétendus actes ; un graphite portant le nom de Marcellus, leur chef, se lit dans la crypte même où reposent la mère et les vierges ; c'est peu de chose, mais c'est assez pour faire penser que tout n'est pas légende dans le récit de Jean de Milan, lequel appartenait cependant à la classe de ceux qui sont le plus légitimement attaqués. Enfin on trouvera dans la *Rome souterraine* ¹, à propos du chiffre énorme et lui-même incertain, bien qu'il ne paraisse pas absolument capricieux, de quatre mille personnes mortes dans le même supplice, une étude très-intéressante sur la possibilité de ces hécatombes chrétiennes. M. de Rossi montre que ces massacres collectifs, dont le nombre nous effraye, n'ont rien en eux mêmes d'incroyable et de peu conforme à l'histoire des persécutions ; plusieurs monuments en portent la trace dans le cimetière même de Calliste, et l'étude des coutumes romaines en matière de pénalité éclaire ce grand sujet. Je suis contraint de renvoyer au texte pour de plus amples détails ; je citerai seulement, pour clore cette digression, l'attestation très-considérable d'un contemporain de ces glorieuses tragédies, l'auteur du livre *De mortibus persecutorum* ². On ne saurait trop peser ces lignes écrites par un témoin : « Des personnes de tout sexe et de tout âge étaient entraînées pour subir le supplice du feu ; leur nombre était si grand qu'on ne les faisait pas périr isolément ; on les réunissait en troupe, et on les entourait d'un cercle de flamme. *Omnis sexus et ætatis homines ad exustionem rapti : nec singuli, quoniam tanta erat multitudo, sed gregatim circumdato igni ambiebantur.* C'est précisément le genre de mort décrit par Jean de Milan en parlant du prêtre Marcellus et de ses compagnons, dont les magistrats de Décus, nous l'avons dit, prononcèrent peut-être la condamnation.

Quant à l'empereur lui-même, je n'ai pas encore énoncé jusqu'où alla l'habileté avec laquelle il poursuivit ses projets contre l'Église. Mieux instruit que par le passé sur sa hiérarchie et sur ses besoins, on en profita pour mieux assurer les coups ; on essaya donc ce qui n'avait pas été tenté jusque-là, de désorganiser le corps tout entier en le forçant à demeurer sans chef, et Décus

¹ V. *Rom. sott.*, t. II, p. 175-180.

² Chap. xv.

défendit de donner à Fabien un successeur. Les relations que nous avons vu s'établir entre l'État et l'Église, par la constitution du collège, pouvaient à la fois accroître la valeur de cette défense, en mettant une sorte de sanction légale entre les mains du pouvoir, et en rendre plus périlleuse la violation. Aussi l'embarras paraît-il avoir été assez grand dans la communauté chrétienne. Le siège apostolique resta vacant pendant dix-huit mois environ, durant lesquels le clergé romain eut surtout à veiller aux soins à donner aux martyrs, dont il recommanda la sépulture comme un des premiers devoirs. Enfin, en 251, malgré la persévérance de la crise et de la menace, on passa outre, et on choisit un pontife qui osa, en acceptant le gouvernement des âmes, braver les colères impériales. C'était un Romain, et l'on n'est pas sans raison pour supposer que c'était un homme de haute lignée. Son nom, Cornélius, est le seul *gentilitium* illustre qu'on lise dans la série des papes de saint Pierre à saint Sylvestre. S'il appartenait vraiment à la gens fameuse des Cornélii, il y aurait une spéciale et incontestable grandeur dans ce spectacle d'un descendant des Scipion appelé à devenir le chef de la seule armée indomptable que l'empire eût rencontrée, et trouvant, dans les énergies de la conscience chrétienne, la force de se contenter pour lui-même de la gloire d'une persécution. En effet, si la mort empêcha Décius d'être le ministre de sa vengeance, Gallus, qui lui succéda, se chargea de continuer son œuvre, et la guerre contre le christianisme redoubla d'intensité. Cornélius, découvert, fut traduit devant le tribunal du préfet de Rome. Là, on vit se produire une de ces scènes grandioses de conviction et d'enthousiasme, souvent répétées pendant l'ère des persécutions, et absolument inconnues dans le monde avant cette époque. Les fidèles se présentèrent en masse devant le tribunal, et se déclarèrent prêts à mourir pour la foi avec leur pasteur. Le magistrat, embarrassé de ce concours, se borna à exiler le Pontife à Civita-Vecchia. Cependant Gallus persévéra dans la voie ouverte par son prédécesseur, et logique dans ses actes, il paraît avoir fait un pas de plus. Tout en laissant aux chrétiens la liberté d'ensevelir leurs morts ¹ dans les cimetières,

¹ Il semble même que Gallus et Volusianus aient attaché une importance particulière aux soins rendus aux morts. On lit, en effet, dans le livre de

il semble avoir empêché de placer dans la crypte officielle des chefs du Collège les pontifes élus malgré la défense impériale, et dont la nomination était considérée comme non avenue aux yeux de l'Etat. En effet, Cornélius étant mort dans son exil avec une gloire qui lui valut les honneurs du martyre, son corps fut ramené à Rome, mais au lieu d'être inhumé dans le sanctuaire solennel où l'attendaient cinq de ses prédécesseurs, il fut déposé par les soins d'une Lucine, qui paraît avoir eu des liens de famille avec lui, dans un autre cimetière, voisin il est vrai, mais alors complètement séparé de celui de Calliste. Son tombeau a été retrouvé, il y a quelques années, et est maintenant sous nos yeux avec son épitaphe primitive et ses inscriptions honorifiques, avec son autel rond, ses peintures et ses graphites. Il y a là une réunion de monuments du plus haut intérêt, devant lesquels je ne puis malheureusement pas conduire aujourd'hui mes lecteurs ; ils appartiennent, je le répète, à un autre cimetière que celui dont nous recueillons les leçons ; on les voit au centre de ces fameuses cryptes, appelées de tout temps du nom de la première des Lucine, et presque antiques déjà, peut-on dire, lorsque Cornélius mourut. La sépulture du pontife est au milieu d'un groupe de noms appartenant à la fleur aristocratique de Rome ; c'est en étudiant l'ensemble des inscriptions réunies dans ces cryptes et savamment commentées dans le premier volume de la Rome souterraine ¹, et en jetant en même temps un regard scrutateur sur la généalogie des personnages, qu'on commencera à se faire une opinion sur la question dont l'intérêt a été entrevu tout à l'heure, et que je pose seulement ici, je veux parler de la famille à laquelle Cornélius appartenait. Il ne faudra pas oublier dans cet examen de considérer attentivement la langue de la belle épitaphe qui nous reste du pontife

CORNELIVS MARTYR

.EP.

dont la latinité contraste avec les épitaphes, toutes en langue grecque, que nous avons rencontrées dans la crypte officielle.

Cæsaribus attribué à Aurelius Victor : « Gallo Volusianoque favor quæsitus, quod anxie studioseque tenuissimi cujusque exequias curarent. » Rien ne tend à prouver qu'une exception ait été faite pour les sépultures chrétiennes.

¹ *Rom. sott.*, t. I, p. 280 et suiv. et p. 312.

C'est encore dans ce dernier idiôme que nous avons lu, au milieu de celles de ses collègues, l'inscription funéraire du successeur de Cornélius, Lucius ¹. Il semble étrange au premier abord de trouver ce tombeau en ce lieu, après ce qui a été dit tout à l'heure sur la clôture probable de la crypte papale par les ordres de Gallus.

En effet, Lucius a été certainement choisi quand la prohibition d'élire durait encore ; lui aussi, il a été contraint de prendre le chemin de l'exil, et, de retour à Rome, grâce à une influence qui nous est inconnue, il y passa peu de mois, avant de finir sa vie par un supplice violent, ou dans les douleurs plus lentes, mais non moins meurtrières, des cachots ². Pourtant, au milieu de cet embarras, il n'est pas impossible d'apercevoir la lumière. Deux dates se rattachent dans les anciens documents à la mémoire de Lucius : l'une, celle de sa mort, qui survint dans les premiers jours de mars ; l'autre, à laquelle est inscrite sa sépulture, le 25 août. Or, c'est précisément vers le mois d'août, après le massacre de Gallus et de Volusianus, que Valérien arriva au pouvoir et rendit la paix aux chrétiens. Faut-il en conclure que l'inhumation de Lucius a été suspendue pendant quelques mois, précisément peut-être dans l'espérance de pouvoir lui accorder bientôt la place d'honneur qui lui était légitimement due au sein du monument pontifical ? Bien que la démonstration ne soit pas complète, le fait n'est pas invraisemblable ³, et s'il prend un jour de la consistance, on y verra une

¹ Ceux qui s'intéressent aux études philologiques trouveront, à propos de la terminaison du nom de ce pape tel qu'il est inscrit sur son marbre sépulcral, AOYKIC, une dissertation très-digne de remarque dans la *Rome souterraine* (v. t. II, p. 66-70). — Cette terminaison en IC serait, s'il en était besoin, un argument de plus pour démontrer la contemporanéité des épitaphes et des sépultures. En effet, quelle que soit l'origine, probablement gréco-égyptienne, de l'IC, il est certain que l'usage ordinaire de cette désinence dans les inscriptions est antérieur au iv^e siècle. Deux seuls exemples postérieurs sont connus.

² *Rom. sott.*, t. II, p. 70, 305.

³ Ce ne serait pas le premier cas d'inhumation tardive que nous rencontrons dans l'antiquité chrétienne. Nous lisons, entre autres exemples, que le sous-diacre Quirinus cacha dans sa maison les corps des martyrs Abdon et Sennen, après les avoir placés dans un cercueil de plomb, *in arca plumbea* ; ce ne fut que très-longtemps après qu'ils furent déposés dans le cimetière de Pontien. Il faut dire ici que les fragments d'une *arca plumbea* ont précisément été découverts à quelques pas de la crypte papale ; mais ce fait ne doit être constaté que pour mémoire, ces débris ayant été trouvés assez près d'une ouverture par laquelle ils ont pu tomber du sol extérieur. (*V. Rom. sott.*, t. II, p. 63.)

confirmation précieuse de l'attitude que nous avons prêtée à Gallus envers les tombeaux reconnus par l'autorité pour ceux des chefs de l'*Ecclesia fratrum*.

IX.

Valérien, que nous venons de voir monter sur le trône de l'empire, fut d'abord, on le sait, très-favorable aux chrétiens. Il est difficile de dire encore avec exactitude le moment auquel il changea de conduite, et d'établir la date précise de son règne à laquelle la persécution commença. Mais il nous reste l'espoir de voir s'éclairer dans un avenir prochain le début de cette grande crise, la dernière avant l'effroyable tempête qui assaillit l'Église à l'aurore même de son triomphe.

Hippolyte ¹ et ses compagnons, connus sous le nom des *martyrs grecs*, furent parmi les victimes des premiers temps de la lutte ; nous savons que leurs tombeaux se trouvaient dans un arénaire voisin du cimetière de Calliste, et désigné sous le nom d'*arenarium Hippolyti*. Il est donc permis d'espérer que lorsqu'on sondera les ténèbres de ce souterrain et le mystère de ces monuments, on y trouvera quelques renseignements inconnus. Mais ce travail n'est pas exécuté encore ; ne présentons pas, avant qu'il soit accompli, des hypothèses que les embarras chronologiques des actes d'Hippolyte rendraient même difficiles à tenter. Attendons les fouilles, et bornons-nous à énoncer le caractère flagrant que prit, au moins vers l'année 257 ou 258, la persécution valérienne.

Une des défenses les plus énergiques qu'on chercha alors à imposer aux chrétiens, fut encore, comme sous Septime Sévère, celle de tenir des réunions. Il est évident que ces assemblées paraissaient à l'autorité un des moyens de vie les plus puissants pour les chrétiens, et que leur suppression semblait un des procédés les plus efficaces pour briser la résistance. Aussi prit-on soin d'inaugurer pour arriver plus sûrement au but un nouveau mode de rigueur ; on ne se limita plus à porter la défense de s'assembler et à la sanctionner par les peines les plus sévères, on s'efforça encore de prévenir par une tactique habile l'acte défendu. Le moyen fut l'occupation des

¹ Ne pas confondre avec le saint Hippolyte dont les reliques furent rapportées de Sardaigne par le pape Pontien.

cimetières par le fisc. Ces monuments étaient ainsi appelés à devenir de plus en plus, par l'enchaînement même des circonstances, les centres historiques de la lutte, les lieux où durent se développer à la fois le plan de l'attaque et l'art de la résistance. Du reste, nous allons voir se dessiner plus clairement ce groupe logique de faits, s'affirmer plus nettement la vérité historique de cette attitude réciproque des deux sociétés, en étudiant, devant les découvertes des cimetières et des sanctuaires de la voie Appienne, l'histoire des deux grands pontifes qui ont vécu et sont morts sous Valérien, je veux dire : Etienne I^{er} et Sixte II.

Un récit, que nous ont conservé des documents du ix^e siècle, rapporte au premier de ces deux papes un des épisodes les plus brillants de la persécution valérienne. Ce Pontife, surpris par les soldats dans un cimetière pendant qu'il célébrait les divins mystères, offrit intrépidement, est-il relaté, sa tête aux persécuteurs. Il empourpra de son sang sa chaire épiscopale, qui fut placée près de lui dans le cimetière de Calliste, où il reçut la sépulture. L'authenticité substantielle de ce récit était déjà confirmée par un poème conservé dans un manuscrit du Vatican, et que son style attribuait nécessairement au fameux pape Damase ; mais le manuscrit n'indiquait nullement le lieu où ce poème avait été copié. Les fouilles faites dans la crypte pontificale ont comblé la lacune. Un débris de marbre contenant les fragments de trois lignes gravées avec les célèbres caractères calligraphiques propres à ce genre de monument, a suffi pour trancher la question. Il n'est plus douteux aujourd'hui, la parfaite coïncidence des fouilles et des documents écrits en font foi, qu'il n'y eut, dans la célèbre crypte callistienne, une chaire épiscopale tachée de sang, au-dessus de laquelle une inscription solennelle du iv^e siècle rappelait le souvenir d'un pontife martyr¹. C'est déjà là une certitude historique importante.

¹ Voici le texte de cette inscription :

Tempore quo gladius secuit pia viscera matris
Hic positus rector cœlestia jussa docebam :
Adveniunt subito rapiunt qui forte sedentem,
Militibus missis populi tunc colla dedere ;
Mox sibi cognovit senior quis tollere vellet
Palmam, seque suumque caput prior obtulit ipse
Impatiens feritas posset ne laEDere quemquam.
Ostendit Christus, reddit qui Præmia vitæ,
Pastoris meritum, numerum gREGis ipse tuetur.

Mais il faut aller plus loin, et découvrir le nom du pontife dont le martyre fut entouré de cet extraordinaire éclat. Le pape Damase se tait ; il parlait à une génération dont la mémoire était toute pleine de ce souvenir ; aussi emploie-t-il le seul mot de *rektor*, sans nommer le héros. Les documents du ix^e siècle vont plus loin ; ils désignent le pape, et c'est à Étienne I^{er}, le pontife qui eut avec les évêques d'Afrique la fameuse discussion sur le second baptême des hérétiques, qu'ils décernent l'auréole. Ces actes, dont le fond du récit a été confirmé par les monuments, sont-ils également dans le vrai quant au personnage auquel ils ont appliqué les faits ? Ce sont les monuments récemment découverts et les plus anciens calendriers eux-mêmes que nous allons consulter.

Ici encore, la crypte pontificale où Étienne dut être et fut sans aucun doute, — l'affirmation des martyrologes les plus importants le démontre, — enseveli près de ses collègues, n'est pas sans enseignements. Malgré les désastres incroyables qu'elle a traversés, elle a conservé sur l'enduit de ces murs, des témoignages nombreux, enfouis depuis mille ans, et que nulle main n'est venu interpoler. Nous en avons entendu un, tout à l'heure, nous parler du retour de Pontien, et nous en écouterons d'autres plus tard. Mais si la mort d'Étienne a laissé dans le souvenir de la postérité une si éclatante trace ; si c'est sa chaire sanglante qui attire, surtout dans la crypte, les regards et les cœurs, les pèlerins vont nous parler de lui. Eh bien ! au contraire, ils gardent tous un silence absolu. Sur le lieu présumé du triomphe de ce pontife, près des trophées glorieux de sa victoire, son nom ne paraît pas une fois au milieu de toute la liste des noms et des formules ; personne n'a eu la pensée de se recommander à lui et de l'invoquer. Il y a déjà là, devant la coutume ordinaire des visiteurs de laisser après eux la pensée qui dominait dans leur âme, un fait négatif assez saillant. Mais il y a à regarder une autre face du phénomène. Au lieu du nom d'Étienne, un autre nom tient la première place et éclipse tous les autres ; c'est celui de son successeur immédiat, Sixte II, mort, lui aussi, pendant la persécution valérienne. Il n'a été déposé dans la crypte que lorsque six ou sept papes y reposaient déjà, entre autres les fameux martyrs Pontien et Fabien. N'importe, son souvenir prime tout. La crypte, la nécropole elle-même portent presque son seul nom ; les visiteurs

l'implorant à l'envi, ils écrivent leurs prières partout et, si nous étendons le cercle de nos recherches, nous voyons, au III^e et au IV^e siècle, toute la ville de Rome, l'Italie, l'Afrique, la Gaule, lui rendre d'extraordinaires honneurs. Pourquoi cette solennité spéciale, si son martyr n'a pas eu un caractère de gloire particulier qui a frappé l'esprit du peuple ? La pensée de lui attribuer, plutôt qu'à Étienne, la chaire et l'inscription anonyme de Damase ne surgit-elle pas spontanément et ne fait-elle pas déjà baisser, quant au nom du personnage, la crédibilité attachée au récit du IX^e siècle ? Pour plusieurs, cependant, ceci ne sera encore qu'une hypothèse ; mais tout n'est pas dit, et voici un texte contemporain, antérieur de six cents ans aux actes résumés par Adon, qui reçoit des monuments et leur donne, à son tour, une singulière valeur. Saint Cyprien, au moment même de la mort de Sixte II, écrivit ces solennelles paroles : *Sixtum in cœmeterio animadversum sciatis*. « Sachez que Sixte a été décapité dans le cimetière. » N'est-ce pas là déjà comme un résumé antérieur, pourrait-on dire, du récit de Damase ? Enfin, pour compléter la série des témoignages, nous possédons même une indication topographique, et les notions de cette nature méritent toujours une sérieuse attention, qui a persévéré cinq cents ans, et que nous retrouvons dans une carte du temps de Charlemagne. Dans ce document, au milieu des souvenirs de la voie Appienne, est mentionné le lieu où a été décollé Sixte : *locus ubi decollatus est Xystus*. Cette fois, on l'avouera, la démonstration s'achève. Mais avant de la développer et d'abandonner le pape Étienne I^{er}, ajoutons que s'il n'est pas inscrit, comme son successeur, au nombre des martyrs les plus fameux, c'est-à-dire de ceux qui avaient une fête non mobile au IV^e siècle, la qualité même de martyr ne doit pas, pour cela, lui être contestée. Quelques auteurs l'ont fait et ont eu tort. Des documents de grande valeur en font foi, et, sans sortir des règles de la critique, nous ne sommes pas même contraints de rester dans l'ignorance sur les circonstances, glorieuses aussi, de son martyre. Elles ne sont pas, il est vrai, contrôlées par les découvertes, comme celles que nous exposons tout à l'heure en parlant de Sixte II, mais leur source est loin d'être sans autorité, et l'examen que je viens de résumer, en débayant la voie, écarte l'obstacle qui a certainement empêché les Bollandistes de reconnaître leur valeur. C'est au

Livre pontifical, lequel ne contient aucune allusion au récit du ix^e siècle, que le texte suivant est emprunté : « (Etienne), » y est-il dit, « fut emprisonné avec neuf prêtres, deux évêques, Honorius et Castus, et trois diacres, Sixte, Denys et Caius ; dans sa prison, *ad arcum stellæ*, il tint un synode et remit à son archidiacre, Sixte, les vases et le trésor de l'Église. Au bout de six jours, il fut emmené sous escorte, et eut la tête tranchée. » Rien, dans cette narration, n'a le caractère d'une légende fantastique et, tout en pouvant souhaiter de plus amples confirmations, nous sommes conduits à l'accepter comme un récit, peut-être altéré en quelque point, mais cependant historique du passé.

On a pu déjà constater le secours que les monuments ont prêté à l'éclaircissement de faits confondus et à l'établissement de faits incertains. On va voir combien ils vont encore faire ressortir le caractère spécial que nous avons attribué à la persécution de Valérien.

Les témoignages que j'ai cités tout à l'heure sont assez importants pour fixer définitivement le genre de mort auquel Sixte II fut condamné. Ce saint pontife eut la tête tranchée, le fait est positif. Quant à la date, dont nous n'avons pas parlé, elle ressort avec une telle évidence des documents les plus graves, que la découverte même d'une inscription n'ajouterait rien sur ce point à notre certitude. Mais en mettant les circonstances rapportées dans le poème de Damase, dont nous connaissons maintenant le héros, en regard du fameux dialogue entre le pontife et son archidiacre saint Laurent, cité par saint Ambroise et d'autres Pères du iv^e siècle, et en éclairant le tout, aussi bien par les fragments courts mais précieux des récits contemporains que par la reconnaissance des lieux, on voit se recomposer une page d'histoire qu'après M. de Rossi, je veux essayer d'écrire.

La persécution de Valérien est la première pendant laquelle nous sachions positivement que l'on se décida à prohiber la fréquentation des cimetières ; les *lieux religieux*, c'est-à-dire les locaux consacrés aux réunions, furent confisqués, peut-être même en partie distribués ou vendus ; les cimetières, de leur côté, furent fermés, surveillés ou occupés par les ordres de l'autorité. Ceux qui résistaient aux injonctions de l'édit étaient menacés des peines les plus sévères. Un passage du procès de

saint Cyprien précise ce point important, et jette beaucoup de jour sur l'histoire que nous racontons. Dans son premier interrogatoire, le proconsul Paternus, s'adressant à l'évêque, lui expose les ordres impériaux, et prononce ces paroles : « Les « très-saints empereurs Valérien et Gallien ont défendu de se « réunir et d'entrer dans les cimetières. Si quelqu'un n'observe « pas ce précepte si salutaire, il sera puni de mort ¹. » Ceci se passait en 257. Transportons-nous d'Afrique en Italie, et nous allons mieux saisir le sens de la scène qui s'y déroula l'année suivante. Le même édit y était en vigueur ; au commencement d'août, Valérien avait, en outre, envoyé au sénat un nouveau rescrit, aggravant la persécution et ne pouvant que rendre plus sévère l'interdiction des cérémonies dans les cimetières. Cependant, malgré les dangers de la résistance, il était impossible de céder à ces injonctions. Le pape Sixte II convoqua donc, sans en tenir compte, la réunion ordinaire des fidèles ; seulement, au lieu du cimetière de Calliste où, en raison même de son caractère légal en temps de paix et de sa notoriété plus étendue, la surveillance devait être plus active et le péril plus grand, il désigna, le 6 août, pour le lieu de la *Collecte*, un sanctuaire du cimetière de Prétextat. Tous les historiens et les archéologues modernes avaient placé, jusqu'ici, le lieu de la scène dans le cimetière de Calliste. Cette erreur tenait en grande partie à la confusion qui régnait sur les noms et les positions précises des hypogées de la voie Appienne. Aujourd'hui, grâce aux études qui ont rétabli la topographie chrétienne de cette région, on a mieux compris les sources écrites, et on a reconnu avec certitude dans les vignes sous lesquelles s'étend le cimetière de Prétextat le lieu vénéré dès

¹ *Sacratissimi Imperatores Valerius et Gallienus.*
præceperunt etiam, ne in aliquibus locis conciliabula liant, nec cœmeteria
ingrediantur. Si quis itaque hoc tam salubre præceptum non observaverit,
capite plectetur. (*Acta proconsularia S. Cypriani*. Ruinart édit. d'Augsbourg,
1802, t. II, p. 44.)

Il faut joindre à ce texte ces paroles à peu près contemporaines d'Émilien, préfet d'Alexandrie à saint Denys : « Nullatenus autem licebit vobis necquibuscumque aliis, conventus agere aut ea quæ vocantur cœmeteria adire. Quod si quis. . . . in conventu aliquo fuerit inventus, is sibi ipse periculum arcesset. Non enim deerit congrua animadversio. » (Euseb. *hist. eccles.*, VII, II). Avec ces paroles authentiques on pourrait restituer presque textuellement le passage de l'édit que nous ne possédons plus.

la plus haute antiquité comme celui du martyr de Sixte II¹. Du reste, les révélations de la nécropole confirment chaque jour cette découverte ; tantôt c'est l'image de Sixte, désigné par son nom SVSTVS, qui est placée à côté de celle des apôtres Pierre et Paul, sur le tombeau de la femme d'un sénateur ; tantôt c'est un graphite nous montrant le pontife assis sur une chaire et un de ses diacres devant lui, tantôt c'est une chaire seule gravée sur une pierre sépulcrale, indice plus éloigné, mais qui a sa valeur joint à tous les témoignages groupés autour du fait glorieux qu'il faut achever d'exposer. C'était donc en ce lieu, que nous pouvons saluer encore, que se tenait, en vertu de son droit supérieur à tous les édits, cette assemblée chrétienne, pensant être mieux protégée qu'ailleurs par le nom illustre du possesseur du fonds. Tout d'un coup les soldats de Valérien arrivent et enlèvent le pontife : *adveniunt subito rapiunt qui forte sedentem*. C'est Damase qui parle. On le conduit, selon toute apparence, devant le tribunal, assez voisin peut-être, et là les fidèles de Rome, comme, peu de semaines après, ceux de Carthage pressés autour de saint Cyprien, s'efforcent de mourir avec lui. Les actes du grand évêque d'Afrique portent : *Turba fratrum dicebat : « Et nos cum ipso decollemur, »* et Damase écrit : *militibus missis populi tum colla dedere*. Mais le vieillard offre lui-même sa vie pour son troupeau. Ici le récit se précipite en formules poétiques et laconiques, qui se terminent en affirmant l'acceptation par Jésus-Christ de cette victime dont le sacrifice protège les autres. Cependant nous pouvons ajouter à la précision du récit, en invoquant le célèbre dialogue dont nous parlions tout à l'heure : deux documents de valeur doivent se concilier et non s'exclure. Sixte II, après sa condamnation, fut donc ramené au sanctuaire dans lequel on l'avait saisi, et où nous savons qu'il périt. Ce fait s'accorde bien avec le caractère particulier de la persécution, qui s'attachait spécialement, nous l'avons vu, à étouffer les réunions². Le supplice du condamné, au lieu

¹ Voir la dissertation topographique. *Rom. soll.*, t. I, p. 247.

² D'autres monuments et d'autres faits confirment, encore ce caractère de la persécution Valérienne. Il me suffira de citer les fragments d'un poème inédit de Damase, trouvé dans un des escaliers du cimetière de Calliste (v. *Rom. soll.*, t. II, p. 10 et suiv.) et d'autres inscriptions ayant trait à des martyres subis pour avoir résisté aux édits contre les assemblées religieuses, placées par lui dans les hypogées de la voie Salaria. Le martyr du jeune acolyte Tarsicius,

même de la faute, surtout lorsque ce lieu était un sanctuaire chrétien, devait vraisemblablement, dans la pensée des persécuteurs, frapper davantage l'imagination de la foule. C'est pendant ce dernier trajet que se place évidemment la suprême conversation de Sixte et de Laurent, dont on connaît le touchant exorde : « Où vas-tu père sans ton fils ? où vas-tu pontife « sans ton diacre ? » Laurent, en effet, ne participait pas ce jour-là au service de l'autel ; le fait est certain, car nous savons le nom des membres du clergé auxquels leur tour d'assistance conquiert l'immortel honneur d'être décapités en même temps que le pontife, dans cette solennelle journée. L'espace ne me permet pas de reprendre en détail leur histoire ; il me suffira de dire que deux d'entre eux, Félicissime et Agapit, furent ensevelis dans le cimetière de Prétextat où Damase les chanta¹, et où, récemment encore, on retrouvait sur la chaux fraîche d'un *loculus* leurs noms invoqués en faveur d'un défunt². Quatre autres accompagnèrent Sixte II au cimetière de Calliste ; ce sont ces fameux compagnons de Sixte, *comites Xysti*, que Damase nomme les premiers, dans l'énumération des martyrs de la nécropole. M. de Rossi a ressuscité leur souvenir autour de la mémoire du pontife, qu'ils escorteront désormais dans l'histoire, comme ils l'ont suivi dans la mort et dans le tombeau³. Pour nous, nous allons prendre congé de Sixte II, qui nous a retenus trop longtemps, en ajoutant que rien ne

dont un autre marbre Damasien nous donne le récit, est évidemment un épisode de la même lutte. Tarsicius venait d'une de ces réunions dangereuses et portait aux fidèles absents l'Eucharistie qu'on y avait consacrée, lorsqu'il fut tué par les païens sur la voie Appienne, pour n'avoir pas voulu livrer son divin fardeau.

C'est en rapprochant tous ces faits que l'histoire des persécutions s'élucidera de plus en plus.

¹ On y lisait ces vers :

*Illi crucis invictæ comites pariterque ministri
Pastoris sancti merilumque fidemque secuti.*

C'est toujours comme sur l'inscription de la chaire ce même *Pastor* anonyme, trop fameux pour qu'il fût besoin de le nommer.

² V. *Bullett. di arch. crist.*, janvier 1863.

³ J'engage beaucoup ceux de mes lecteurs que ce sujet intéresse, à recourir au texte de M. de Rossi, qui sort ici merveilleusement, peut-on dire, de difficultés paraissant insurmontables au premier abord. Je leur recommande surtout la restitution d'un texte de saint Cyprien, admis par la plupart des modernes, sous cette forme *et cum eodem quartum*, tandis qu'en recourant à des éditions et à des manuscrits plus anciens on trouve *et cum eodem iiii*, c'est-à-dire quatre personnages au lieu d'un.

nous autorise à penser que sa sépulture dans la crypte pontificale ait été retardée par la persécution. Peut-être l'interdiction sévère du cimetière s'appliquait-elle seulement aux assemblées, et ne défendait-elle pas alors l'ensevelissement. Les actes de saint Cyprien tendent à le faire croire, car, à l'époque même de la mort de Sixte et sous l'empire des mêmes édits, ils affirment que le corps de l'évêque de Carthage fut porté en triomphe, au milieu des torches, à travers les rues de la ville, à l'*arcea Macrobiani Caudidiani*. Du reste, les précautions souterraines, dont nous avons vu le commencement sous Septime Sévère, paraissent avoir pris vers cette époque un grand développement. Ce sera désormais, sans aucun doute, un des moments les plus émouvants d'une course dans les catacombes, que celui où on se trouvera, après en avoir étudié les souvenirs, dans ce petit coin du cimetière de Calliste où l'histoire permet d'évoquer, devant les traces toutes fraîches, pour ainsi dire, qui nous en restent, les épisodes les plus palpitants de l'âge héroïque du christianisme. Ici, tout parle de mystère et de surprise ; nous sommes dans ce qu'on pourrait appeler la région stratégique de la Rome souterraine. En effet, la prévoyance ne s'est pas bornée alors à ouvrir, comme cinquante ans auparavant, des communications avec une arénaire ; elle a multiplié les garanties de sécurité et les facilités de fuir. Les chemins qui conduisent à la carrière de sable sont tortueux, sinueux ; tout d'un coup, au lieu d'aboutir au but, la ligne droite suivie jusque-là fait un angle et se dirige ailleurs. Mais ce qui est plus ingénieux et plus frappant, c'est l'indépendance qu'on a trouvé moyen d'établir entre les issues secrètes, en obstruant les communications intermédiaires et en construisant des murs qui isolent tout à fait l'une de l'autre les diverses avenues. De cette manière, on obtenait sur quelques points les avantages des labyrinthes modernes ; deux personnes, suivant d'abord des chemins parallèles, s'écartaient bientôt sans s'être aperçues ; c'était là une première garantie contre la surprise de l'ennemi ; il y avait encore la ressource de se glisser dans une des galeries pendant qu'il entraient par une autre, et, se croisant ainsi avec lui sans être vu, de gagner les profondeurs obscures de l'arénaire. Enfin, un dernier travail était destiné à augmenter la difficulté de pénétrer dans l'arénaire lui-même. On a découvert tout récemment, au centre de la caverne, un escalier très-étroit, taillé dans le tuf,

descendant du sol extérieur et aboutissant à la voûte de la galerie au lieu d'atteindre à sa base. L'extrémité supérieure de l'escalier communique avec un petit corridor, où un seul homme peut passer, et qui se prolonge pendant longtemps sous terre avant d'atteindre le jour. Voici donc l'état du cimetière de Calliste pendant cette période de la persécution Valérienne. D'un côté, les entrées sur la voie publique sont inaccessibles, non-seulement parce qu'elles sont gardées, mais encore parce que les escaliers réguliers sont démolis, comme le démontre l'analyse architectonique qui en a été faite; d'un autre côté, au midi, on a ouvert des accès, secrets et difficiles, connus des chrétiens seuls. Quant aux persécuteurs, s'ils voulaient essayer d'y pénétrer, il y avait toute apparence pour qu'ils renonçassent assez vite à leurs projets. Le fait est facile à comprendre, surtout si l'on considère l'idée que se faisaient les païens de la perversité chrétienne. Il fallait, en effet, se glisser dans une sorte de conduit noir et étroit dans lequel les mouvements étaient fort pénibles, et où il eût été à peu près impossible d'échapper à un ennemi, s'il avait voulu vous y attendre. Puis, après un assez long voyage dans ce sentier inconnu et incommodé, on arrivait au bout d'un escalier très-raide, sorte d'échelle de pierre qui aboutissait dans le vide; — il est évident que les chrétiens ne pouvaient eux-mêmes atteindre le sol qu'avec le secours d'un escalier mobile qu'un des leurs était chargé de préparer, et dont on semble même apercevoir les appuis; — quant à l'intrus, il avait de grandes chances pour être précipité sur le sol. Enfin, triomphait-il de toutes les difficultés, au lieu de rencontrer les galeries d'un cimetière, il se trouvait au milieu des ténèbres d'une vaste arénaire qui n'offrait aucune trace de chrétiens. Il devait être tenté de croire à une méprise ou, s'il voulait entreprendre des recherches, il y avait des probabilités sérieuses pour qu'il s'égarât, au lieu de réussir à découvrir les entrées bien dissimulées de la nécropole. Supposons cependant que son exploration ait été heureuse; alors intervenait la dernière ressource que nous avons déjà indiquée. On entrait dans l'arénaire pendant qu'il en sortait, et les profondeurs de la carrière devenaient une nouvelle sauvegarde. L'intérêt saisissant de ces détails m'a contraint de leur donner quelque étendue; pourtant je n'ai pas oublié Sixte II. On comprendra mieux maintenant, que, si la police interdisait tout accès public,

les reliques du Pontife et celles de ses diacres purent aller, par ce chemin détourné et sûr, attendre les honneurs que leur réservait l'âge de Constantin. Du reste, nous l'avons vu, même lorsque la confusion des topographies et des manuscrits eut engendré une erreur sur le nom du personnage, l'Église conserva le souvenir immortel d'un pontife qui avait obtenu la gloire ambitionnée alors par Cyprien, dont le souhait était, nous dit son biographe, d'être massacré au moment même où il parlerait de Dieu¹.

Mais Valérien allait mourir, et cette fois encore la persécution touchait à son terme. En 260, Gallien révoqua les édits lancés par son père, et promulgua, à son tour, divers actes ayant pour but de rendre aux chrétiens la position qu'ils avaient quelques années auparavant. Ces actes concernaient spécialement les propriétés monumentales de l'Église, et, comme tels, je ne puis m'empêcher de les indiquer ici. Il y eut d'abord un rescrit général envoyé dans toute l'étendue de l'empire, en vertu duquel les possesseurs de *lieux religieux* ayant appartenu aux chrétiens et confisqués par Valérien, devaient les restituer aux chefs des Églises ; puis des rescrits spéciaux, dont nous parle Eusèbe², furent adressés à quelques évêques, pour leur rendre le libre usage des cimetières. Il semble résulter de la nature différente de ces actes impériaux que les édits persécuteurs n'avaient pas sévi d'une manière identique contre tout l'ensemble de la propriété chrétienne. Rien ne saurait mieux confirmer, du reste, que cette conduite, variant avec la destination des biens, le caractère que nous avons reconnu dans les efforts de Valérien, c'est-à-dire l'emploi de tous les moyens pour empêcher les fidèles de s'assembler. En effet, si les *lieux religieux* furent confisqués et même vendus par le procureur du fisc, c'est qu'ils n'étaient autres que les

¹ « Ut optaret sic sibi passionis vota contingere ut dum de Deo loquitur, in ipso sermonis opere, necaretur. » (*Vita et passio S. Cæcilii Cypriani per Pontium ejus diaconum scripta*. Ruinart, ed. cit., t. II, p. 38.) Cyprien mourut quelques semaines après Sixte II. Nous savons qu'il avait eu connaissance de la mort de ce pontife, et probablement avec plus de détail encore que nous n'en possédons. La gloire de ce trépas eut-elle quelque part dans ce désir ? C'est une hypothèse qui naît spontanément dans mon esprit, en rapprochant ce passage tiré des actes du grand évêque d'Afrique, du second vers de Damase placé au-dessus de la chaire ensanglantée de Sixte II :

Hic positus rector celestia jussa docebam.

² *Hist. Eccl.*, VII, 13.

centres de réunion de la communauté; pour les *cimetières*, au contraire, qui n'étaient pas, par essence, destinés à cet usage, on eut soin, il est vrai, d'en interdire l'accès, et, en quelques lieux au moins, de les occuper; mais au fond, ils continuèrent, même pendant la crise, à appartenir légalement au collège des frères, et, lorsque toutes les prohibitions furent levées, ils durent faire retour *ipso jure* à la corporation des fidèles¹.

Ce fut au pape Denys, qui venait de s'asseoir sur la chaire empourprée de Sixte, qu'échut l'heureuse mission de recueillir le fruit des bienveillances impériales. En ses mains durent être remis à la fois les *tituli*, où s'assemblaient les chrétiens dans l'intérieur de Rome, et les cimetières situés en dehors des murs. Le fameux livre qui contient les vies abrégées des papes, et dont nous avons tant de fois parlé déjà, a conservé la trace de ce joyeux événement. Il en indique les importantes conséquences dans une phrase qui, malgré son laconisme, serait digne du plus intéressant commentaire : Denys, y est-il dit, *Presbyteris ecclesias divisit et cœmeteria et parochias et dioceses constituit*². L'examen de ces paroles serait trop long pour pouvoir être tenté ici; nous ferons remarquer, cependant, que l'importance des cimetières grandit toujours, et que leur incorporation hiérarchique devient de plus en plus étroite. Nous assistons à la fixation progressive du droit canonique sur ce point; nous le voyons reposer sans cesse sur la coutume et sur l'institution du passé, mais se régler d'après les besoins croissants et se perfectionner dans sa marche. Un pas a déjà été fait depuis Fabien; l'administration des cimetières n'est plus seulement au rang des dépenses confiées aux diacres : elle se rattache désormais à la juridiction spirituelle des prêtres de l'Eglise romaine.

Denys et Félix, qui lui succéda bientôt, furent déposés tous deux dans la fameuse crypte, dont nous explorons un à un tous les souvenirs. Malheureusement aucun effort n'a pu nous rendre un seul de ces fragments de marbre auxquels, à défaut de récolte plus riche, nous attachons notre espoir. Il n'en est pas de même pour Eutychien; les quatre pièces de son épitaphe ont été facilement rapprochées. On y remarque une main

¹ V. *Rom. sott.*, tom. I, p. 200.

² *Lib. pont. in Dionysio*, § 11.

différente de celle qui a gravé les autres pierres ; cependant la paléographie ne s'en écarte pas dans les formes substantielles ; la divergence est accentuée seulement par la négligence apportée à l'écriture, qui méprise systématiquement la régularité dans la mesure et dans le dessin des lettres. Cet abaissement de l'art épigraphique est parfaitement d'accord avec celui qui commence à se manifester, à la même époque, dans les travaux publics de Rome, et on y voit une fois de plus la concordance de style extérieur entre les monuments souterrains et ceux élevés au grand jour.

Si l'inscription funéraire d'Eutychien n'avait pas cette simplicité rigide que nous avons constatée sur tous les marbres pontificaux de son temps, nous aurions pu y trouver quelque lumière sur une question très-intéressante, à laquelle se rattache peut-être la date de l'inhumation de ce pape. Il mourut le 7 décembre 283, et pourtant le Livre pontifical diffère sa sépulture jusqu'au 25 juillet de l'année suivante. Pourquoi ce délai tout à fait insolite ? Toutes les explications données jusqu'ici sont impuissantes à résoudre le problème. On a voulu reconnaître dans la seconde date, celle d'une translation du pontife dans un monument placé au-dessus de terre ; mais les récits des topographes des siècles de la paix ne contiennent rien qui favorise cette hypothèse ; on a songé encore à une translation plus lointaine hors de Rome ; mais à son tour, le texte du Livre pontifical qui porte la date mystérieuse, est très-antérieur à l'époque où des corps de martyrs furent accordés aux cités étrangères. Dans cet embarras, on est conduit à examiner si, par hasard, ce mystère n'éclairerait pas lui-même un autre mystère de l'histoire. Les fastes ecclésiastiques n'enregistrent d'ordinaire, vers la fin du III^e siècle, aucune crise spéciale ; mais dans un récit dont l'antiquité et la célébrité ne sauraient être dédaignées, il est parlé d'une persécution qui aurait été déchainée à Rome contre les chrétiens, vers l'époque où régnait l'empereur Carinus. Cette mention est faite dans les actes de saint Sébastien. Le progrès des études sur les fastes romains est loin, il est vrai, d'avoir augmenté la confiance dans l'exactitude entière de cet écrit ; les dates de princes et de magistrats, en particulier, sont l'objet d'une légitime suspicion. Cependant, en face de l'explicable retard apporté à

la sépulture d'Eutychien, qui mourut précisément à la fin de l'année 283, c'est-à-dire au moment où Carinus fut proclamé empereur, on est tenté de se demander si, sur ce point, les actes n'auraient pas raison, et si ce ne serait pas cette crise subite et rapide qui aurait fait suspendre l'inhumation d'Eutychien dans le cimetière de ses prédécesseurs. M. de Rossi ne se prononce pas sur le degré de vraisemblance de cette hypothèse, dont les découvertes historiques et monumentales auront à déterminer la valeur.

Je nommerai seulement en passant le pape Caius, parce que son tombeau, dont il ne nous reste aucune trace, fut placé aussi dans la crypte pontificale, et je me hâte d'arriver à la dernière et en même temps à une des plus grandes époques de l'ère des persécutions, c'est-à-dire au moment où le sceptre tomba entre les mains de Dioclétien.

X.

Les deux phases du règne de ce prince nous offrent, en raccourci, l'image des deux situations opposées et alternatives du christianisme pendant le siècle qui vient de finir. Jamais, peut-être, il n'y eut successivement plus de calme et plus de violence, plus de sécurité et plus d'effroi. Quel que soit en effet le mérite de la supposition qui place sous le règne de Carinus et à l'aurore de celui de Dioclétien une crise d'un moment, il est certain qu'avant l'ouverture de la grande persécution, le nouvel empereur favorisa l'Église. La trêve se prolongea pendant la majeure partie du pontificat de Marcellin ; elle fut pleine de confiance et d'espoir, et se reflète avec une exactitude, digne de remarque, dans le genre de développement que prend alors l'architecture souterraine. Grâce à la sécurité dont on jouit, le nombre, la grandeur, la parure, la magnificence des cryptes, si je puis employer ce mot, s'accroît de toute part. C'est encore vers cette date qu'il convient de placer l'établissement, dans le cimetière de Calliste, d'un ou deux groupes de chambres dont les dispositions sont très-analogues à celle de la crypte-église, déjà célèbre dans l'archéologie chrétienne, que le père Marchi découvrit, il y a une vingtaine

d'années, au sein de la nécropole à laquelle on donne vulgairement le nom de Sainte-Agnès. Ces monuments sont, en effet, de véritables chapelles souterraines, et il est impossible de les visiter sans être profondément ému devant ces sanctuaires des jours d'épreuves. Sur la voie Appienne comme sur la voie Nomentane, les parties essentielles de ces Cryptes collectives sont les mêmes : au fond, un espace plus ou moins vaste où se plaçaient la chaire pontificale et les sièges des membres du clergé assistant à la cérémonie ; puis en face, deux chambres, séparées par une galerie qu'elles traversent, et destinées aux différentes fractions de l'auditoire.

Si j'avais le loisir de m'arrêter devant ces petites basiliques primitives, il y aurait grand intérêt à en étudier tous les détails, et notamment ce que je pourrais nommer le mobilier du culte. Il me suffira de rappeler que les saints mystères y étaient célébrés d'ordinaire sur un autel portatif, dont le souvenir est resté traditionnel et vivant dans l'Église romaine. Quant à la chaire épiscopale, parfois elle était en marbre, comme celle que Sixte II couvrit de son sang ; parfois, au contraire, elle était découpée dans les entrailles mêmes du tuf. Les travaux de cette nature présentent, précisément à l'époque dont nous parlons, un véritable épanouissement. La pratique, quotidienne depuis deux ou trois siècles, de ces roches volcaniques, avait porté l'art des *fossore*s à un tel degré de perfectionnement, qu'on ne se contenta plus désormais de tailler les parties principales des cryptes ; la matière était si habilement domptée qu'on voulut la faire servir au luxe même de l'ornementation. Jusque-là, les stucs, les briques, les terres cuites, avaient été seuls employés dans ce but ; maintenant, c'est la roche elle-même qui doit se plier à cet usage. On y sculpte des corniches, des pilastres, des colonnes, des voûtes à croisière, des *cubicula* de formes diverses, tantôt décorés d'une abside, tantôt imitant l'hexagone, l'octogone ou la croix. En même temps, des marbres précieux viennent souvent revêtir les parois de ces monuments, et le cimetière de Calliste est relié à une autre vaste et riche nécropole, œuvre de la vierge Sotère, dont la famille, illustrée sous Dioclétien par le martyr, devait un jour donner à l'Église le grand Ambroise. Près de la frontière où les deux hypogées s'unissent l'un à l'autre, une belle crypte nous offre, sur un débris de grille de marbre, l'inappréciable avan-

tage d'une inscription pleine de renseignements historiques¹. Nous y voyons, entre autres détails, que le large lucernaire qui met cette chambre en communication avec le sola été fait, ainsi que la crypte elle-même, par Sévère, qui nous indique l'époque précise de son existence en s'intitulant diacre de Marcellin, *papæ sui Marcellini*. J'ai déjà expliqué comment ce fait monumental prouvait la sécurité du temps où de tels travaux avaient été exécutés ; nous avons de plus ici le secours trop rare d'une date qui vient confirmer l'induction.

Mais cette sécurité, si grande pendant un moment, que les chrétiens, devant les joyeuses perspectives de l'avenir, avaient osé démolir les anciennes églises pour en rebâtir de plus vastes², fut bientôt interrompue par les édits féroces lancés par l'empereur contre tout le monde chrétien. Ces édits, transmis à Maximien qui gouvernait l'Afrique et l'Italie, commencèrent à être exécutés vers la seconde moitié de l'année 303. Il me suffira d'énoncer ce qui est connu de tous, pour faire ressortir une dernière fois la progression, logique pour ainsi dire, de l'intelligence persécutrice pendant le cours du III^e siècle. Chacun sait, en effet, quel a été le caractère particulièrement odieux et terrible des mesures prises par Dioclétien. On ne se borna plus à essayer de détruire l'Église, en la privant de ses liens matériels et moraux, de ses assemblées et de ses chefs ; on ne se contenta plus d'occuper, de confisquer ou de vendre même ses biens ; tout cela avait été trouvé trop doux et trop impuissant. Cette fois, on décréta une mesure plus radicale ; on résolut de faire périr les choses comme les hommes, et, pendant qu'on massacrait les uns, de brûler et de démolir les autres. Je ne puis avoir la pensée d'étudier et de rapprocher, dans l'espace de ce récit, tous les renseignements qu'il serait possible de recueillir sur cette douloureuse époque. Malgré la perte irréparable de tant d'archives et de manuscrits précieux de l'Église romaine qui furent alors livrés aux flammes, malgré la disparition des procès-verbaux de confiscations qui existaient probablement encore du temps de saint Augustin, la confrontation de tous les détails épars dans les écrivains avec ceux que nous a rendus le progrès des études monumentales, nous

¹ Voir *Insc. Christ. Urbis Romæ*, t. I, p. cxv.

² Euseb., *Hist. eccl.*, VIII, 1.

offrirait un tableau beaucoup plus vivant de cette désastreuse tempête ; mais je ne dois pas oublier que le cimetière de Calliste est le point de départ de ce travail ; j'essayerai donc seulement de surprendre, dans le secret de ses profondeurs, un chapitre nouveau de la persécution dioclétienne.

L'habileté que nous avons vue jusqu'ici dans les efforts de la résistance chrétienne, l'entente parfaite des besoins spéciaux dans les diverses phases de la lutte que nous avons pu constater devant des œuvres contemporaines encore vivantes sous nos yeux, ne se manifestèrent pas d'une manière moins éclatante cette fois. On avait combattu la défense de se réunir, en pratiquant tout un ensemble stratégique de communications mystérieuses entre le sol et les hypogées ; cette tactique ne suffisait plus : il fallait songer à un genre de garantie auquel il avait été inutile de recourir jusque-là, protégé qu'on était par le respect accordé d'ordinaire chez les Romains à toute espèce de sépulture. Mais la vigueur des édits était telle, le sort terrible qu'encouraient les édifices dont, à Rome même, le fisc se mettait peu à peu en possession, était si bien fait pour stimuler les craintes, qu'on se décida à recourir à un moyen extraordinaire et héroïque, pour abriter, contre toute profanation possible, les plus précieux souvenirs. Il y avait dans le cimetière de Calliste un groupe de cryptes à la fois vénéré et exposé entre tous les autres. C'était celui que nous avons appelé la première *area* des Cæcilii. Là se trouvait, outre le tombeau de Cécile et les fameux polyandres de martyrs, cette crypte des papes que nous avons vue peu à peu s'enrichir de ses dépouilles sacrées, et qui, si elle attirait avant tout le respect des fidèles par son importance ecclésiastique, devait provoquer aussi l'attention de l'autorité par son caractère collégial.

Le moyen qu'on employa dénote, au milieu des dangers de la persécution, la plus intrépide activité. On avait fouillé, depuis deux ou trois siècles, les couches géologiques de la terre, les courants volcaniques du sous-sol, pour leur demander un abri : aujourd'hui, après y avoir déposé ses trésors, on allait, pour ainsi dire, reconstituer les couches terrestres, afin de leur en confier la garde ; en d'autres termes, on rendit la première *area* inaccessible à tous, en comblant entièrement de tuf les galeries et les cryptes. Ce fait, complètement ignoré, a été

exposé par M. Michel de Rossi avec un soin tout particulier¹. Il n'a épargné ni les coupes, ni les plans, pour établir sa découverte sur des bases incontestables. Il a prévenu d'avance les objections, et, prouvant que les terres déposées dans cette région ne sauraient avoir été extraites d'excavations voisines, que, par conséquent, ni la nécessité, ni l'opportunité, ne pouvaient conseiller cette accumulation de tuf en ce lieu, il a démontré que cet immense travail avait eu un but extraordinaire et anormal parfaitement déterminé. Il sera donc avéré désormais que c'est avec de la terre venue de loin et à grands frais qu'on a protégé, contre le fer de Dioclétien, des archives entières de souvenirs précieux pour l'Église et pour l'histoire.

Mais toutes les reliques des martyrs n'étaient pas dans des conditions qui permissent de les cacher et d'en rendre facilement l'accès inabordable. Il paraît prouvé que l'on remédia en certains cas à cet obstacle, en enlevant les corps, des monuments primitifs qui en avaient reçu le dépôt, pour les transporter en un lieu plus sûr. C'est à ces ensevelissements successifs qu'il faut demander probablement le secret de quelques-unes des doubles dates que nous trouvons dans les anciens manuscrits martyrologiques. Il semble en être ainsi par exemple, pour ces deux saints qui nous ont déjà occupés plusieurs fois : Calocérus et Partenius. Leur tombeau primitif fut-il ce bel et mystérieux *arcosolium* dont nous avons contemplé les scènes historiques ? c'est ce que nous avons abandonné aux enseignements espérés de l'avenir ; mais nous pouvons reconnaître, avec une toute autre certitude, la crypte où un ensemble d'indices nous invite à conclure qu'ils ont été transportés au moment des menaces de Dioclétien². Cette crypte, plus intéressante encore par le contraste qu'elle offrirait si notre conjecture sur l'*arcosolium* se vérifiait jamais, se distingue par sa simplicité excessive. Pas d'*arcosolia*, pas d'enduit, pas de marbres, pas de lucernaires pour introduire le jour, comme on en trouve dans les chambres fastueuses, postérieures à peine de quelques années, qui l'entourent ; chez elle, au contraire, quelques *loculi*, creusés dans l'obscurité d'une crypte ébauchée, témoignent du

¹ Voir *Rom. sott.*, *Anal. archit.*, p. 52-58.

² Voir *Rom. sott.*, t. II, p. 211-219.

danger et de la terreur de la période qu'on traversait. Aussi est-ce avec plus d'émotion encore qu'on lit près de la porte, sur un grossier enduit, une inscription de quelques mots, dans laquelle l'insertion très-rare d'un F pour un B, trahit la main d'un Germain. Elle est tracée avec une pointe de fer, en lettres, tantôt cursives, tantôt majuscules, et contient ces termes significatifs :

TERTIO IDUS FEBRUA

PARTENI MARTIRI CALOCERI MARTIRI

Echo précieux, d'accord avec l'une des dates des martyrologes; souvenir hâtif, écrit, peut-être au plus fort du danger, par un des témoins de la translation.

Pendant que les chrétiens de Rome, qui n'avaient pu sauver ni leurs sanctuaires, ni leurs archives, se livraient sur la voie Appienne à tous ces efforts pour conserver au moins intactes les tombes de leurs héros, le pape Marcellin occupait la chaire pontificale. Il ordonna lui-même, évidemment, les travaux qui devaient fermer pour lui la crypte sépulcrale de ses prédécesseurs. Lorsqu'il mourut, elle était rentrée dans les ténèbres, et nul ne pouvait en tenter l'accès. Cette raison rend superflu d'en chercher une autre, et suffit pour expliquer la déposition du pontife en un autre lieu. Marcellin, faisant appel à la charité d'une vieille famille chrétienne, demanda à la plus jeune des Priscille une place dans la nécropole des Pudens. Cet hypogée, situé sur la voie Salaria et un des plus anciens de Rome, semble n'avoir pas subi alors la confiscation générale. Mais, laissons l'examen de cette question à l'étude qui sera faite un jour des monuments très-importants qu'il renferme, et, sans prétendre, ici plus qu'ailleurs, jeter autre chose qu'un coup d'œil, disons un mot de la situation intérieure de l'Eglise romaine lorsque, vers la fin de 306, c'est-à-dire trois ans après son début, Maxence mit fin, sinon aux injustices, du moins aux violences de la persécution.

Le nouvel empereur ne suivit pas tout de suite l'exemple donné, quarante ans auparavant, par Gallien; il ne se hâta pas de rendre à l'Eglise cette sorte de légalité ou de tolérance dont elle avait joui, depuis cent ans au moins. Les biens confisqués restèrent aussi pendant quelque temps, officiellement du moins, entre les mains du fisc, et, privé ainsi de garanties

spéciales, incommodes d'une part, mais précieuses de l'autre, on put se croire un moment revenu à l'une des époques précaires du ⁱⁱ^e siècle. Ce fut pendant cette sorte d'inter règne entre le passé et un avenir aussi imprévu qu'il était proche, que Marcel succéda au pontife avec lequel la ressemblance des noms l'a fait confondre parfois. A peine monté sur la chaire pontificale, et sans se laisser arrêter par les difficultés de l'entreprise et les incertitudes du présent, le nouveau pape commença la réorganisation ecclésiastique de Rome, avec cette incroyable activité et cette intrépide confiance que l'exploration profonde de l'histoire chrétienne nous fait découvrir, de plus en plus, dans les hommes de ce temps. Deux ou trois textes, tirés de documents aussi différents par leurs auteurs que par leurs patries, empruntés les uns au Livre pontifical, d'autres à des épîtres de papes, à saint Cyprien, à Eusèbe ou à Optat, ont été rapprochés avec une sagacité merveilleuse par l'auteur du livre qui sert de base à cet écrit. Il les a confrontés avec des inscriptions, avec des catalogues antiques de cimetières, et, faisant une synthèse de tous ces renseignements épars, il est arrivé à ébaucher en quelque sorte l'histoire, inconnue jusqu'ici, de l'administration ecclésiastique de Rome au ⁱⁱⁱ^e siècle. C'est à propos de ce travail qu'il écrit ces lignes, vraie devise, selon moi, de la science que nous étudions : « Le rôle de l'archéologue n'est pas de transcrire les annales composées par les écrivains ; il découvre et restitue, tirant parti de tout indice et de tout fragment, guidé par le sens et par le tact de l'antiquité ¹. » Nulle part cette maxime n'est mieux appliquée que dans ses œuvres elles-mêmes, et en particulier dans le chapitre dont nous parlons. Faisons, en quelques mots, le résumé de ce qu'il contient. Nous pouvons penser, avec beaucoup de chance d'être dans le vrai, que l'organisation de l'Église à Rome, telle que Denis et Marcel l'avaient reconstituée successivement, était à peu près ce qu'on va lire. Il y avait environ quarante-six prêtres, peut-être un peu plus, qui étaient chargés de l'administration spirituelle des diverses paroisses. Ces paroisses, entre lesquelles se divisait la ville de Rome, et qui avaient des limites déterminées, étaient au nombre de vingt-cinq ; elles portaient probablement, pour la plupart,

¹ Voir *Rom. sott.*, t. I, p. 204-210.

le nom de quelqu'un des fidèles. Dans chacune était l'édifice destiné aux réunions, et désigné souvent par le mot de *conventiculum* ou *dominicum*, quelquefois par celui de *basilique*. Le but qu'on avait eu, en traçant ces circonscriptions, n'était pas seulement de régler la composition des assemblées : elles servaient encore de centres pour l'administration du baptême et pour l'imposition de la pénitence. Un des cimetières souterrains placés en dehors des murs de Rome, avec ses différents édifices, dépendait de chacune des paroisses, sans qu'on puisse assurer qu'il n'y ait pas eu parfois deux hypogées pour une paroisse ou réciproquement. Enfin, chaque division paraît avoir eu deux prêtres chargés spécialement du soin des fidèles, l'un préposé au gouvernement du *titre*¹, le second subordonné au premier. La mention d'un prêtre soumis à un autre se trouve déjà dans les lettres de saint Cyprien, et une inscription, récemment découverte à Saint-Clément, lui donne le nom de *socius*². Cette institution était d'une haute utilité, surtout dans un temps où les réunions des cimetières étaient fréquentes ; il était nécessaire qu'il demeurât un prêtre dans l'enceinte de la paroisse, tandis que l'autre officierait au dehors³.

Si l'on réfléchit attentivement aux horizons qu'ouvrent ces aperçus encore incomplets, on comprendra facilement combien de données précieuses ils pourront fournir à l'histoire. L'attribution d'un cimetière spécial aux différents quartiers de Rome, pourra, entre autres, être l'occasion des études les plus dignes d'intérêt. Mais ces travaux administratifs ne furent pas les seuls soins qui s'imposèrent au pontificat de Marcel et à celui de son successeur Eusèbe. Pendant les sept ou huit années qui s'écoulèrent, entre le rétablissement de la paix matérielle et le triomphe définitif inauguré par l'édit de Milan, un ordre de faits particuliers, absolument ignorés de l'histoire et dont nous devons la révélation à l'épigraphie, se déroule devant nous. Nous allons voir l'autorité civile intervenir ouvertement, pour la première fois peut-être, dans les affaires de l'Église, non

¹ Nous croyons devoir rappeler ici qu'on donnait le nom de *titre* aux paroisses de la ville de Rome.

² *Cypriani. Epist.* XVIII. Ed Balutii, p. 27 :

« Felix qui presbyterium subministrabat sub Decimo. »

³ Rappelons en passant que le cimetière de Calliste était sous la juridiction immédiate du Pape qui le gouvernait par l'entremise de son archidiacre.

plus pour poursuivre une religion qu'on refuse d'autoriser, mais pour sauvegarder, disait-on, les droits de la paix publique en sévissant contre ses perturbateurs. Un mot du Livre pontifical, auquel nous avons déjà fait allusion tout à l'heure, va nous mettre sur la voie des événements que nous avons à raconter. En énumérant les diverses attributions données par Marcel aux titres urbains, l'auteur de la chronique indique, entre autres, la destination suivante : *Propter.... pœnitentiam multorum qui convertebantur ex paganis*. L'imposition de la pénitence avait donc dû jouer alors un rôle considérable. C'est là tout ce que cette courte mention, écrite dans la vie du pontife, pouvait laisser entrevoir. Mais, à côté des documents écrits, il y a, nous ne saurions trop le répéter, les documents gravés sur la pierre, précieux plus qu'on ne le croit d'ordinaire, lorsqu'il s'agit d'époques reculées ; nous allons en avoir ici un mémorable exemple. Il s'agit encore de ces fameuses épitaphes versifiées du pape Damase, presque toutes brisées ou perdues, mais dont il existe des recueils dans divers manuscrits. Deux d'entre elles contiennent, sur des débats relatifs à la pénitence, des détails que n'avait rapportés aucun historien¹. La première s'applique évidemment à des faits qui se sont passés sous le pape Marcel ; elle le nomme, et lui applique la nomination appliquée généralement par Damase aux pontifes : *rector* ; aucun doute n'est donc possible. Quant à la seconde, elle rapporte une autre suite de faits dans laquelle un personnage appelé Eusèbe joue un rôle important, et meurt en exil. Quel était ce personnage ? Là était le point capital ; Baronius s'en était déjà préoccupé, mais, ne pouvant supposer qu'une succession d'événements aussi remarquables eût été absolument ignorée de tous les écrivains, même de l'évêque de Césarée, qui n'en fait aucune mention dans son histoire, il se

¹ Je reproduis ici ces deux poèmes, qu'il est nécessaire de lire attentivement pour comprendre la suite de ce récit :

Veridicus rector lapsos quia crimina flere
Prædixit miseris fuit omnibus hostis amarus
Hinc furor hinc odium sequitur discordia lites
Seditio cædes solvuntur fœdera pacis
Crimen ob alterius Christum qui in pacem egavit
Finibus expulsus patriæ est feritate tyranni
Hæc breviter Damasus voluit comperta referre
Marcelli ut populus meritum cognocere posset.

Heraclius vetuit lapsos peccata dolere
Eusebius miseros docuit sua crimina flere
Scinditur in partes populus, gliscente furore
Seditio cædes bellum discordia lites
Exemplo pariter pulsus feritate tyranni
Integra cum rector servaret fœdera pacis
Pertulit exilium omnino sub iudice lætus
Littore Trinacrio mundum vitamque reliquit.

refusa à reconnaître dans le mystérieux Eusèbe du poème le successeur de Marcel, auquel nul document n'attribuait un pontificat si troublé, et que chacun croyait mort pacifiquement à Rome. Il préféra, malgré les difficultés de l'entreprise, attribuer l'éloge métrique à un prêtre de l'époque de Constance. Cependant le récit épigraphique avait de telles analogies avec celui de l'épithaphe de Marcel ; il était si tentant d'y voir la suite et la fin des mêmes événements, que les Bollandistes, Tillemont, Coustant et le dernier éditeur des œuvres de Damase, Merenda, refusèrent à leur tour d'adopter l'opinion de Baronius, et, malgré la transformation que devait alors subir l'histoire du pape Eusèbe, se trouvèrent ramenés par la force des choses à penser à lui.

Telle était la situation, lorsque des découvertes, que nous aurons bientôt à raconter, rendirent au jour, avec la crypte d'Eusèbe, les fragments de marbre du poème damasien dont, nous le verrons tout à l'heure, l'histoire scientifique est presque aussi piquante que ses révélations sont instructives. Toutes les incertitudes s'évanouissent devant ce nouveau don fait à la science par le cimetière de Calliste ; car, non-seulement l'inscription porte en tête le nom de Damase qui manquait à la copie, mais on lit en toutes lettres dans la dernière ligne :

EVSEBIO EPISCOPO ET MARTYRI

Il y a un tel intérêt dans cette restitution définitive faite à l'histoire, que je ne puis résister au désir de donner à mes lecteurs une idée, sinon complète, au moins exacte, de ces faits encore contestés hier, mais aujourd'hui certains. Il est nécessaire, pour atteindre ce but, de préciser brièvement la nature des fameux débats sur la pénitence qui agitérent tant de fois, au III^e siècle, l'Église romaine. Je ne parlerai pas ici, bien que la pénitence y joue un grand rôle, des points en litige entre Calliste et l'auteur des *Philosophoumena*, non plus que des questions traitées par Tertullien dans son célèbre livre de *Pudicitia*. Je veux me restreindre au sujet spécial dont s'occupent les monuments que nous avons sous les yeux, c'est-à-dire à la pénitence des *lapsi*. Ce terme, employé par Damase dans ses deux poèmes, désignait une classe de pécheurs qui embarrassèrent souvent et, parfois même, agitérent violemment l'Église. Les *lapsi* étaient les apostats qui, vaincus par la crainte de la

mort ou par la force des tourments, avaient renié le nom du Christ et avaient sacrifié. Voici, en peu de mots, quelle était la jurisprudence spirituelle de l'Église à leur égard ; les lettres de saint Cyprien nous mettent à même de connaître l'état des choses lors de la persécution de Décius, et nous avons des raisons de croire que ce qui eut lieu alors, loin d'être une innovation, n'était que la reproduction du passé. Une longue paix, en écartant de l'esprit des fidèles les perspectives immédiates et quotidiennes du martyre, avait rendu les chutes plus faciles ; aussi l'Église eut-elle à pleurer sur plus d'une âme tombée pendant l'épreuve. Mais les coupables furent loin de vouloir persévérer dans leur faute, et, à peine eurent-ils commis le crime, qu'ils cherchèrent le moyen d'en effacer les suites. Pour y arriver plus facilement, ils s'adressèrent aux confesseurs de la foi renfermés dans les prisons, et ils leur demandèrent des lettres de paix. Dans ces lettres, les martyrs, communiquant à leurs frères plus faibles le mérite de leurs souffrances, imploraient pour eux le pardon. Les pasteurs de l'Église accueillirent, comme elle le méritait, une intercession qu'ils estimaient agréable à Dieu ; mais ils voulurent qu'une pénitence suffisante précédât la rentrée en grâce. A Rome, Fabien venait de mourir, et le siège apostolique eut alors, chacun le sait, une vacance de plusieurs mois. Pendant ce temps, la conduite des prêtres fut un modèle de ferveur et de miséricorde tout ensemble ; les témoignages en sont très-touchants à parcourir, dans cette fameuse lettre envoyée par tout le monde, *per totum mundum*, écrit lui-même saint Cyprien, et dont, pour notre très-grande édification, il nous a conservé le texte. On y voit recommandées aux malheureux apostats la pénitence, les larmes, l'humble et patiente attente des jugements de l'Église et du Pontife. A tous le pardon, quand l'expiation serait achevée, était proposé comme le but constant de leurs efforts, et à ceux qui étaient en danger de mort, l'absolution était immédiatement accordée. Nous n'avons rien négligé, disaient les prêtres vers la fin de leur épître circulaire, pour que les pervers ne pussent vanter notre facilité relâchée et pour que, d'autre part, les véritables pénitents ne pussent accuser notre cruauté inflexible ¹. Ces paroles font

¹ V. *Epist. Cleri romani inter Cyprianicas*, epist. XXXI.

évidemment allusion aux deux tendances extrêmes que le clergé romain voulait également éviter, et dont les agitations allumaient dans l'Église comme une guerre sourde et intestine, qui venait s'ajouter aux violences de la lutte du dehors.

En effet, un grand nombre d'apostats s'accommodaient mal des légitimes lenteurs apportées à leur réconciliation. En Afrique, leur insolence avait été jusqu'à tenter des séditions publiques; dans plusieurs villes, ils avaient envahi de force les églises, voulant contraindre les pasteurs à leur donner immédiatement la paix demandée pour eux par les martyrs ¹. A l'extrémité opposée, au contraire, était un autre parti sans miséricorde envers les *lapsi*; sa doctrine était que, quelle que fût la longueur de leur pénitence, jamais la rémission du péché ne pouvait leur être accordée. Ces justes superbes devaient trouver bientôt un chef. Novatien, un des membres de l'Eglise romaine qui avaient concouru à envoyer la belle épître dont nous avons déjà tant de fois parlé, déçu par l'élection de Cornille dans son ambition de succéder à Fabien, voulut se créer un parti, et ne trouva rien de mieux que de renier effrontément ses opinions publiquement exprimées, en déclarant que les portes de l'Eglise devaient rester fermées pour toujours à ceux qui avaient commis certains péchés. Ses adhérents le proclamèrent anti-pape, et de là naquit la secte schismatique qui persévéra jusqu'au v^e siècle sous le nom de secte des Novatiens. Ainsi deux fractions se dressaient, aux deux pôles, contre la doctrine à la fois fervente et indulgente de l'Eglise : ceux qui fermaient à jamais devant les *lapsi* les portes du bercail et ceux qui voulaient les leur ouvrir sans délai. A quelle classe appartenaient les ennemis qu'eurent à combattre Marcel et Eusèbe? C'est ce que nous verrons dans un instant. Pendant le demi-siècle qui s'écoula entre la persécution de Décius et celle de Dioclétien, nous ne trouvons dans l'histoire aucune trace de troubles survenus à Rome au sujet de la réconciliation des apostats. Pendant la persécution de Gallus et de Valérien, cette grande chrétienté de Rome, *cujus conversatio erat in cælis*, a-t-on dit avec bonheur, vivait sans cesse, pour ainsi dire, entre le souvenir et l'attente du martyre. Aussi, au lieu de gémir sur les défections, on eut à admirer et parfois à modérer l'ardeur

¹ *Cypriani epist. XXII, § III.*

des fidèles, qui se précipitaient en troupes devant le tribunal du Préfet. Il n'en fut pas de même, hélas ! lorsque vint à éclater la tempête Dioclétienne. Comme sous le pontificat de Fabien, une longue paix avait contribué à amollir les âmes, et, devant la lutte inattendue et terrible, il y eut, à côté d'une moisson de glorieux triomphes, de désolantes faiblesses. Ici se place la série d'événements que nous retrouvons dans les deux épitaphes métriques, dont l'une ne nous est encore connue que par un manuscrit, et dont l'autre est maintenant en marbre sous nos yeux. Résumons ces faits en commentant les inscriptions.

Un nombre assez notable de chrétiens faiblirent donc, lors de la persécution Dioclétienne, au milieu des tourments ou sous les menaces ; puis, rougissant de leur chute et se faisant forts peut-être des lettres de paix obtenues des confesseurs de la foi, ils vinrent frapper aux portes de l'Eglise, ou plutôt ils voulurent briser ses portes pour rentrer sans délai dans son sein. Marcel, le pontife d'alors, demeura ferme au milieu de cette crise intime qui ramenait le trouble, lorsque à peine la guerre était apaisée ; il maintint avec vigueur les lois instituées par l'Eglise pour l'expiation, et destinées à pourvoir autant à l'amendement des coupables qu'à l'intégrité du troupeau. Tout cela ressort de ces deux vers de Damase :

*Veridicus rector lapsos quia crimina flere
Prædixit miseris fuit omnibus hostis amarus.*

Les derniers mots commencent aussi à nous révéler l'inimitié qui s'éleva contre Marcel dans les rangs des apostats. Les troubles violents survenus jadis dans les églises d'Afrique, et relatés dans les lettres de saint Cyprien, nous font comprendre, à leur tour, les vers suivants, dont l'énergie aurait lieu sans cela de nous surprendre. Les expressions de Damase indiquent, en effet, non-seulement une lutte d'idées, mais une crise publique ; car il écrit, après avoir constaté l'amertume qu'on avait contre le Pape :

*Hinc furor, hinc odium sequitur, discordia, lites
Seditio, cædes, solvuntur fœdera pacis.*

Malgré les allures poétiques de l'œuvre, les termes de cette description sont à dessein trop accentués, pour que nous ne devions pas nous représenter les luttes ouvertes que les fac-

tieux entamèrent alors, dans la ville et probablement à la porte même des églises, pour y pénétrer. Le chef du mouvement va nous être maintenant indiqué. Son nom nous manque, mais son crime nous est connu. Continuons le poème ; nous y lisons :

Crimen ob alterius Christum, qui in pace negavit.

Cet homme était donc plus qu'un apostat ordinaire. Pendant la trêve que, pour servir sa politique, avait proclamée le tyran Maxence, au moment où Marcel réorganisait l'Eglise et appelait les *lapsi* à la pénitence, cet homme avait renié volontairement le nom du Christ. Il méritait une expiation d'autant plus exemplaire, et c'est lui précisément qu'on voyait à la tête de ceux qui exigeaient une immédiate réconciliation. Un dernier vers nous enseigne le résultat de ce premier épisode de la lutte :

Finibus expulsus ¹ patriæ est feritate tyranni.

Soit à l'instigation directe de l'apostat, soit à la suite des séditions excitées par ses efforts, le pape Marcel, inébranlable dans sa résolution d'obliger les coupables à la pénitence, fut exilé par l'empereur. Damase ne nous dit malheureusement ni le lieu de l'exil, ni le genre de mort du pontife ; mais il poursuit, dans la seconde épitaphe, qu'il nous reste à examiner, le récit du drame. Eusèbe, élu pour successeur de Marcel, se retrouva évidemment dans la même situation et en face de la même lutte ; seulement, cette fois, en nous retraçant presque dans les mêmes termes les scènes publiques et ardentes du débat, le pontife-poète nous dit le nom du chef des factieux. Ce nom était Héraclius, et l'auteur en a fait le premier mot du récit :

*Heraclius vetuit lapsos peccata dolere,
Eusebius miseros docuit sua crimina flere,
Scinditur in partes populus, gliscente furore,
Seditio, cædes, bellum, discordia, lites.*

Ainsi l'exil d'un pape n'avait pas calmé les perturbateurs ; le succès au contraire les avait enhardis, et, grâce aux artifices de cet Héraclius que l'inscription introduit pour la première fois dans l'histoire, le combat recommença. La trêve accordée par Maxence, après les trois terribles années de Dioclétien, au

¹ (*Veridicus rector.*)

lieu de demeurer une période de paix, était devenue une guerre civile dans l'Eglise. Mais cette triste révélation ne fait que mieux ressortir le grand caractère de ces deux papes, oubliés, inconnus peut-on dire, et seulement nommés par les historiens. En effet, malgré la douleur qu'il dut ressentir, bien que le sort de son prédécesseur fût devant lui comme une menace et que d'un seul mot il eût pu apaiser la tempête, Eusèbe refusa de laisser périlcliter entre ses mains la miséricordieuse mais équitable discipline de l'Eglise, et ne céda pas ; alors Maxence intervint encore, et, sans tenir compte de l'innocence du pontife, sans apprécier, ce que nous dit formellement Damase, tous ses efforts pour conserver la paix, il exila à la fois Eusèbe et Héraclius.

Ex templo pariter pulsi feritate tyranni
Integra cum rector servaret fœdera pacis
Pertulit exilium Domino sub iudice lætus.

Le lieu de cet exil où Eusèbe, joyeux de souffrir, *Domino sub iudice lætus*, alla mourir, nous est révélé par le même poème. C'était la Sicile, que Damase nous désigne sous son vieux nom :

Littore Trinacrio mundum vitamque reliquit.

Et maintenant, en face de cette page nouvelle dont le manuscrit de marbre est, M. de Rossi ne craint pas de le dire, un des monuments les plus importants, non-seulement de l'épigraphie chrétienne, mais de l'épigraphie latine tout entière, il y a un enseignement important à retenir. Deux grandes phases se succèdent dans la marche du christianisme à travers le monde : l'une, c'est la lutte pour l'existence ; l'autre, la lutte pour la liberté. Jusqu'ici, c'est dans les temps qui suivirent Constantin que nous plaçons le début de la seconde période ; maintenant, elle nous apparaît rattachée directement à la première et en sortant, pour ainsi dire, immédiatement ; ce sont les victimes de la faiblesse dans la dernière persécution pour anéantir l'existence, qui sont devenues les causes de la première persécution pour confisquer la liberté. Ainsi, plus on ressaisit les fils de l'histoire, plus on voit tout se renouer et s'enchaîner dans les gloires comme dans les combats. Qu'on le remarque bien, Marcel et Eusèbe, pour échapper à l'exil, n'avaient ni à sacrifier aux dieux de Rome ni à renier un seul dogme de la foi ; pour conserver la tranquillité de l'existence, aucun acte d'apostasie

ne leur était demandé. S'ils ont quitté leurs sièges, s'ils sont morts dans une région lointaine, ça été uniquement pour maintenir, en face des chrétiens impénitents et du chef du pouvoir devenu leur complice, l'intégrité de la discipline et le droit inhérent à l'Église seule, de la régler comme il lui plaît. Jusqu'à aucune condamnation, ce me semble, n'avait été encourue pour sauvegarder uniquement, non plus, je le répète, l'existence extérieure, mais la liberté intérieure du christianisme. Ces deux papes, dont la science achève aujourd'hui la résurrection, m'apparaissent donc comme les ancêtres, sinon les premiers, du moins les plus directs, de ces pontifes dont la chaîne brillante est dans la mémoire de tous. et qui ont intrépidement défendu jusqu'à Pie IX le gouvernement exclusif de l'Église par l'Église.

XI.

Cependant l'heure approchait où l'Église allait passer de cet état mixte et étrange de légalité et de persécution, dont l'histoire d'un seul cimetière a suffi pour nous faire entrevoir les péripéties émouvantes, à cette reconnaissance publique, inaugurée par Constantin et complétée par Théodose. Jamais pourtant, depuis plus d'un siècle, et à ne considérer que la situation officielle du christianisme, on n'avait semblé plus loin de cette nouvelle situation. Le catalogue des papes, tiré de la préfecture urbaine, nous donne à ce sujet des renseignements précieux ¹. Nous y voyons qu'aux yeux de la loi romaine la hiérarchie ecclésiastique fut supprimée depuis le commencement de l'année 304 jusqu'au mois de juillet 311, et que, durant ce temps, c'est-à-dire pendant sept ans six mois et vingt-cinq jours ², l'Église de Rome cessa devant le pouvoir civil d'avoir à sa tête des pontifes. Cet interrègne légal, qui commença sous le pontificat de Marcellin, n'avait pu empêcher cette pratique intrépide de la liberté de leur doctrine que les chrétiens savaient au besoin sauvegarder par le martyre. Nous avons vu Marcel et Eusèbe se succéder dans la chaire pontificale, tout aussi légi-

¹ *Rom. sott.*, t. II. *Disc. prel.*, p. III-X.

² « *Cessavit episcopatus ann. VII, m. vi, p. xxv.* »

times et puissants aux yeux des fidèles que s'ils avaient continué à être les chefs reconnus du *Collège des frères*. En vain Marcel avait été systématiquement ignoré par l'Empereur, qui ne l'avait reconnu que pour l'exiler et voulait en même temps, nous dit le Livre pontifical, qu'il reniât lui-même sa dignité : *ut negaret se esse episcopum*¹ ; il n'en avait pas moins été le grand réorganisateur de l'administration ecclésiastique, et, comme Eusèbe, le gardien fidèlement écouté de la discipline chrétienne. C'est dans les mêmes conditions que Miltiade hérita du pouvoir d'Eusèbe, lorsque celui-ci eut succombé en Sicile aux rigueurs de l'exil. Remarquable destinée que celle de ce pontife qui, pendant son court règne de trois ou quatre années, put faire l'expérience des trois phases historiques traversées par l'Eglise depuis la fin du 1^{er} siècle jusqu'à la fin du quatrième. En effet, il commença son pontificat ignoré du pouvoir ; mais un an après son avènement à la chaire de Pierre, il reçut des lettres de Maxence : elles mettaient fin aux confiscations des biens ecclésiastiques, et emportaient par conséquent la reconnaissance du nouvel élu comme le représentant légitime à Rome de l'Eglise chrétienne. Les diacres furent envoyés aussitôt à la préfecture urbaine ; nous savons le nom de deux d'entre eux, Straton et Cassien ; ils y montrèrent les lettres de l'empereur et celles du préfet du prétoire, et reçurent la restitution officielle des possessions appartenant au *corpus* des chrétiens, séquestrées par Dioclétien. Miltiade suivit sans retard l'exemple que lui avait donné cent ans auparavant son prédécesseur Fabien, et un de ses premiers soins fut de prendre les dispositions nécessaires pour ramener à Rome le corps d'Eusèbe. Peut-être, comme Fabien, alla-t-il aussi le chercher lui-même avec son clergé ; mais les détails de cette translation nous sont inconnus. Il n'en est pas de même du lieu où les restes d'Eusèbe furent déposés.

La paix n'avait probablement pas été assez assurée jusque-là pour qu'on eût osé rendre accessible la crypte pontificale. On choisit donc un autre point, et, sans sortir du cimetière de Calliste, on donna pour sépulcre à Eusèbe une chambre destinée jusque-là aux réunions. Il y a peu d'années, le progrès des fouilles a mis au jour cette crypte : elle était entourée de l'ensemble des

¹ *In Marcello*, § III.

indices, parfaitement déterminés maintenant, grâce aux travaux de M. de Rossi, qui font reconnaître les centres historiques, et la découverte de plus de quarante fragments épars de l'inscription que nous avons commentée, désigne cette salle, sans contestation possible, comme étant le tombeau du pape exilé. Du reste, sa décoration est parfaitement d'accord avec l'époque où elle reçut son précieux dépôt; différant à la fois du style en usage pendant les siècles antérieurs et de celui qui régna au temps de Damase, elle nous présente plusieurs des caractères de l'époque de Constantin. Bien des fois certainement, depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, les chercheurs de marbre s'y sont glissés et en ont rapporté de riches dépouilles; cependant un regard jeté sur la belle planche de la *Rome souterraine* ¹ — nous montrera qu'une étude attentive des revêtements encore à leur place et des fragments brisés, a permis de retrouver à peu près l'aspect qu'elle devait offrir. Je le décrirai en quelques mots, pour donner une idée de la magnificence, — le terme n'est pas trop fort, — dont le respect et la piété se plaisaient alors à entourer les reliques saintes. On ne se rend pas compte d'ordinaire, en face de l'état de vétusté et de délabrement où l'on voit les Catacombes, de la splendeur antique de plusieurs de leurs sanctuaires. Qu'on se figure un instant, ne fût-ce que pour y placer, par la pensée, une scène religieuse souterraine, et pour pouvoir donner à son récit cette couleur locale véridique tant aimée de nos jours, ce qu'était au iv^e siècle la crypte d'Eusèbe. Elle avait environ trois mètres de large sur quatre mètres de longueur. Partout on ne voyait que couleurs brillantes et matières précieuses; la voûte était décorée d'hexagones et de polygones de diverses formes, contenant alternativement des oiseaux et des vases de fleurs; les *arcosolia* qui coupaient les parois latérales étaient couverts de mosaïques et de peintures; enfin la chambre était revêtue tout entière de plaques de marbre. L'africain, avec ses teintes chaudes et variées, avait été choisi pour composer les bases; d'autres espèces, tirées des régions lointaines auxquelles la vieille Rome empruntait l'éclat de ses édifices, formaient les panneaux, qu'encadraient des bordures de porphyre ou de serpentine; de petites corniches saillantes, de rouge antique, venaient compléter la

¹ V. *Rom. sott.*, t. II, pl. VIII.

parure. Au milieu des richesses de cette crypte, à la lumière des lampes, reflétée par les surfaces polies des marbres précieux, notre esprit peut voir, sans crainte de dépasser la réalité par la poésie, les fidèles de Rome, à peine échappés aux fureurs dioclétiennes, réunis autour du pontife qui célèbre les saints mystères. Ils assistent au sacrifice sublime qui s'accomplit encore sur nos autels et dont nous étudierons, dans un autre travail, les traces sur les vieilles peintures ; ils suivent la lecture de ces dyptiques triomphants où, parmi les noms des martyrs et des vierges, ils entendent ceux de sœurs et de frères qu'ils ont quittés hier, et leur foi se fortifie en entendant réciter la liste des papes depuis saint Pierre, dont nous avons toujours possédé la teneur, mais dont le texte antique vient d'être probablement retrouvé dans le dernier article, inextricable jusqu'ici, du martyrologe hiéronymien ¹.

Eusèbe reposait, depuis quelques mois à peine, dans cet éclatant sépulcre, lorsque Miltiade eut l'incomparable joie de saluer la paix définitive donnée à l'Église par Constantin et échangea le premier, contre le palais de Latran, les abris précaires de ses prédécesseurs. Je n'ai nullement l'intention de m'arrêter, ne fût-ce que pour faire une ébauche, sur les nouveaux aperçus qu'ouvrent les dernières études sur le siècle de Constantin. Il y aurait, aussi bien sur les rapports de l'Église et de l'empire que sur les caractères des œuvres d'art à cette époque, beaucoup à écrire, même après les beaux récits qu'on nous a donnés déjà. Les bases d'un travail plus complet se posent peu à peu, mais il m'est impossible d'essayer même de les indiquer ici. Je me bornerai donc à montrer encore quelques traits fournis à l'histoire par le cimetière de Calliste, avant l'heure où il disparut, pour plusieurs siècles, aux yeux de tous.

Miltiade survécut peu de temps au grand événement qui venait de changer si heureusement la situation extérieure de l'Église, assez cependant pour commencer les réparations et les développements que les circonstances exigeaient. Les monuments écrits et ceux que l'industrie chrétienne avait élevés sur le sol ou creusés dans ses entrailles, réclamaient à la fois la vigilance du pontife ; aussi vit-on commencer sous son règne,

¹ V. *Rom. soll.*, t. I, p. III et suiv. T. II, *Disc. prel.*, p. XXI.

et se poursuivre assidûment sous ceux de ses successeurs, ce que j'appellerai la *restauration littéraire ecclésiastique*. Avec la fidélité constante de l'Église envers l'histoire, on chercha à réparer, le mieux qu'il fut possible, les désastres subis par les archives pendant la dernière crise. Nous pouvons encore apercevoir les traces de quelques-uns de ces travaux. Le martyrologe fut reconstitué sur d'anciens documents, œuvre importante, que l'étude approfondie de ces manuscrits hyéronimiens, dont nous avons tant de fois parlé, nous rendra de plus en plus. On s'occupa aussi de former une sorte d'almanach chrétien pour la ville de Rome; une première édition fut publiée vers l'année 336, et la dernière, ornée, en 354, par la main habile du calligraphe Philocalus, est à la bibliothèque Vaticane. Ce précieux almanach contient toute une série de calendriers, de catalogues, enfin de documents chronologiques des plus précieux et empruntés aux meilleures sources. On voit qu'on n'en était plus au temps où le pape Anteros était condamné pour avoir provoqué des recherches dans les bureaux de la Préfecture urbaine, car les archives officielles furent évidemment ouvertes aux compilateurs : il suffit de rappeler qu'on trouve dans ce livre une liste des préfets de Rome, empruntée sans aucun doute aux documents de la préfecture; une autre contenant les sépultures des papes (*depositiones episcoporum*) à laquelle nous avons reconnu la même origine; enfin la série des consuls, tirée manifestement des fastes capitolins. D'autre part viennent des pièces ecclésiastiques de la plus haute portée : par exemple le cycle lunaire adopté alors par l'Église romaine pour régler la Pâque; une table des dates de cette solennité, calculées pour un siècle à partir de l'an 312; puis le *fèrial* de l'Église romaine, c'est-à-dire la liste des fêtes solennelles non mobiles, qui contient sur les tombeaux et les cimetières des martyrs, les détails les plus importants. Enfin je ne citerai plus que le fameux catalogue des papes, de saint Pierre à Libère, car je veux, non pas dresser un catalogue du manuscrit, mais faire comprendre seulement la nature des travaux écrits qui furent commencés sous Miltiade. Il n'est pas invraisemblable non plus que l'on se soit occupé dès lors de ce recueil des vies des papes, connu maintenant sous le nom de Livre pontifical, et dont une recension devait déjà exister au v^e siècle.

Pendant que ces parchemins du passé reprenaient leur place et s'épalaient aux yeux des fidèles, la crypte pontificale, déblayée et devenue plus célèbre encore par le mystère qui l'enveloppait depuis plusieurs années, rouvrait ses portes à l'assiduité des chrétiens. Quant aux autres parties de la première *area* des Cæcilii qui avaient été comblées en même temps, elles restèrent enfouies pour la plupart, et nous sommes les premiers qui en aient rendu l'accès libre, comme il l'était avant Dioclétien. Au iv^e siècle, loin d'enlever l'accumulation des terres, on s'en servit pour appuyer une nouvelle fouille. Les galeries de la paix, peut-on dire, furent ainsi superposées aux corridors de la persécution; comme il en était dans la société chrétienne tout entière, les travaux des années d'épreuve servaient de base aux œuvres des jours de triomphe, et ce n'est pas, sans y voir un sujet de profondes méditations, que, grâce aux fouilles qui ont déblayé à la fois les sanctuaires des deux époques, nous pouvons étudier sur la même paroi, et seulement à des hauteurs diverses, les caractères du iii^e siècle et ceux de l'âge de Constantin. Nous devons placer aussi vers ce temps le début d'une nouvelle phase de l'architecture des cimetières, qui se développera progressivement à travers le dernier âge des sépultures souterraines. La variété des aspects est avant tout, si je puis ainsi parler, son type spécial. D'une part, le respect dû aux hypogées préexistants; de l'autre, l'ampleur des espaces donnés à l'Église, mais aussi l'accroissement démesuré du nombre des fidèles, conduisirent à des excavations de la nature la plus diverse. On vit alors, à la même époque et parfois dans le même hypogée, des œuvres dont la majesté dépasse tout ce qu'on avait fait encore, et des exemples de la construction la plus mesquine et de la plus rigoureuse économie. Mais ce qui distingue surtout cette période, c'est l'affranchissement de tous les liens entravant jusque-là la liberté de l'excavation cimetériale. On pourrait citer mille détails où se manifestent, de plus en plus, l'indépendance et la sécurité; mais il est deux symptômes particulièrement remarquables et persévérants: le premier, c'est l'expansion des galeries, qui se développent désormais sans tenir compte des limites géographiques; le second, c'est l'adoption systématique de puits destinés à l'extraction des terres. Dans les régions précédentes, les lucernaires contemporains des tra-

vaux sont, ou entièrement absents, ou rares, ou pratiqués dans les lieux les plus convenables pour l'introduction de l'air et de la lumière. Maintenant, au contraire, ils sont fréquents, ordinairement situés au-dessus des carrefours souterrains, enfin souvent circulaires au lieu d'être carrés, et clairement appropriés à l'enlèvement des produits de la fouille ¹.

Il restait à chercher, au milieu des cryptes de cette période, celle qui reçut le tombeau de Miltiade, le dernier pape déposé dans les silencieuses demeures du cimetière de Calliste. Un ensemble de remarques, que je puis seulement constater ici, nous permettent de reconnaître, sinon avec certitude, au moins avec de grandes vraisemblances, la double chambre qui lui servit de sépulcre. Comme celle d'Eusèbe, elle avait été autrefois un lieu de réunion ; comme elle aussi, elle fut revêtue de plaques de marbre, dont il reste des vestiges. Au fond de la chambre, fut placé un sarcophage, dont le couvercle est encore sous nos yeux ; il est en forme de toit, et, dans les deux acrotères qui décorent les extrémités, un pasteur assis au milieu de ses brebis s'attriste sur le sort de celle qu'il a perdue ². Ce sarcophage exigeait certainement une entière sécurité et une grande liberté d'action, pour pouvoir être descendu sous terre. C'est le plus vaste qu'on ait jamais vu dans les catacombes, et nous en rencontrons même peu, dans les musées de sculptures romaines, qui offrent de si énormes proportions. Ce monument grandiose convenait bien au pape dont le règne se confondait avec une des ères les plus éclatantes de l'histoire chrétienne, et qui vécut dans la mémoire de son siècle sous ce titre choisi par Damase : le pontife de la longue paix : *longa vixit qui in pace sacerdos*.

Après Miltiade, le rit antique de la sépulture papale dans une même chambre fut abandonné. L'expansion du triomphe débordait de toutes parts ; une grande ère monumentale allait s'ouvrir, et on aimait à l'inaugurer en élevant, pour les pontifes, des oratoires et des mausolées au-dessus des vieux cimetières. C'est dans des édifices de ce genre que furent déposés, par exemple, les trois premiers successeurs de Miltiade : Silvestre, Marc et Jules. En même temps, l'habitude de se faire ensevelir sous terre diminuait progressivement dans les rangs des fidèles, sans que le respect et le prestige des tombeaux

¹ V. *Rom. soll.*, t. II. *Annal. geog.*, p. 5-6.

² V. *Rom. soll.*, t. II, pl. xxiii.

des ancêtres se fussent aucunement amoindris. Il y eut, au contraire, comme une invasion pacifique de ces lieux sacrés par les pèlerins du monde chrétien. C'étaient les vainqueurs qui venaient, sur les champs de bataille, prier près des tombeaux des morts. Toutes les traces de ces caravanes chrétiennes ne sont pas effacées, et ces pieux voyageurs nous ont laissé des documents historiques fort intéressants pour l'étude du IV^e siècle, je veux parler des souvenirs graphiques inscrits par leur main sur les enduits des murs, et connus dans la science sous le nom de *Proscinèmes*. Les temples les plus fameux de l'antiquité, et jusqu'aux tombeaux des rois d'Égypte, sont couverts de ces vestiges d'écriture, qui viennent à travers les siècles nous donner des renseignements parfois tout à fait inattendus. Ce ne sont pas seulement leurs noms que les visiteurs inscrivent sur les parois des monuments illustres ; ce sont aussi ceux des êtres qui leur sont chers, et dont le souvenir vient les assaillir au milieu de l'émotion du lieu. Le christianisme ne combattit pas ce désir instinctif de laisser après soi une trace de sa pensée ou de son cœur : mais il l'ennoblit, l'éleva, et substitua, à l'inertie d'un souvenir abstrait, la chaleur d'une prière vivante. Le cimetière de Calliste nous offre des pages entières de *proscinèmes*, jusqu'ici inédits, et dont la lecture demande un amour de la science poussé jusqu'au dévouement. Il n'est peut-être pas, dans les ruines du monde antique, un groupe de *graphites* dont le nombre et l'enchevêtrement puissent être comparés à celui qu'offrent les cryptes *ad S. Xystum*. Les planches où ils sont tracés ne donnent qu'une faible idée de l'embaras qu'il y avait pour les déchiffrer ; elles ne reproduisent pas les milliers de lignes et de traits inutiles que le choc des débris de tout genre a accumulés autour des formules réelles, et parlent beaucoup moins encore des fatigues extraordinaires auxquelles est dû le succès.

Cependant, malgré les cas trop nombreux dans lesquels, pour éviter le malheur plus grand d'inventer, il a fallu se résigner à l'ignorance, des résultats acquis ressortent de l'étude laborieuse de M. de Rossi, et exigent de nous au moins quelques moments d'attention.

Il faut d'abord distinguer soigneusement le champ sur lequel s'est promené la pointe du stylet ou de l'instrument, quel qu'il fût, du visiteur, et le niveau qu'il a choisi pour y inscrire

sa pensée. Tout à l'heure, en traversant des siècles plus voisins de nous, j'aurai à dire un mot d'une espèce différente de graphites ; en ce moment, je ne parle que de ceux dont sont recouverts les enduits ¹ du III^e ou du IV^e siècle, jusqu'à la hauteur normale qu'atteint facilement la main de l'homme ; ils sont nombreux, soit à l'entrée de la crypte des Papes, soit au bas des escaliers, soit, enfin, sur quelque autre chambre du cercle ordinaire parcouru par la piété des fidèles. On peut les diviser en trois classes principales. La première comprend de simples noms, souvent intéressants à étudier en raison de leur origine, mais dont je m'abstiendrai de donner ici des exemples ; dans la seconde, il faut ranger toute une série de courtes acclamations, semblables à celles que nous trouvons sur les épitaphes ou sur les objets d'usage domestique. Telles sont : ICONI VIVAS — PONTI VIVAS IN DEO CRISTO — ELIANE VIVAS IN ETERNO — AMATE IN PACE, ou en grec ΓΕΛΑCΙ ΖΗC ΕΝ ΘΕΩ, ou encore, dans un mélange des deux langues qui n'est pas rare sur les monuments chrétiens, ΔΙΟΝΥCΙ ΒΙΒΑC ΙΝ ΘΕΩ. A cette classe appartiennent les touchantes formules, déjà fameuses auprès des visiteurs actuels des catacombes, dans lesquelles un pèlerin, dont la famille nous restera probablement toujours inconnue, inscrit sa prière pour l'âme d'une personne aimée, qui avait nom *Sophronia*. Il écrit ce nom, accompagné du cri de son cœur, dans les lieux les plus importants du pèlerinage souterrain. Nous le rencontrons trois fois. C'est d'abord : SOFRONIA VIBAS.... CVNT (*uis*). « Sofronie, puisses-tu vivre avec les tiens ; » puis : SOFRONIA (*vivas*) IN DOMINO. « Sofronie, puisses-tu vivre dans le Seigneur ; » enfin, précisément dans la crypte que l'examen architectonique et topographique désigne comme étant la dernière du voyage sacré, on lit, en belles lettres et dans une sorte de cartouche, cette formule plus complète : SOFRONIA DVLCIS SEMPER *vi*ES DEO—SOFRONIA VIVES (*Deo*). « Douce Sofronie, tu vivras toujours en Dieu. » Il y a, on l'a déjà remarqué sans doute, une différence importante entre cette dernière acclamation et les deux premières que nous avons citées. Ce n'est plus sous la forme optative *vivas* que parle le chrétien d'Orient ou d'Occi-

¹ Ces enduits sont faciles à reconnaître par l'étude des lieux et par la nature même de leur composition.

dent qui a écrit ces lignes ; c'était le langage du souhait, et il n'en est plus là ; ce qu'il emploie désormais, c'est la forme affirmative du futur *vives*, preuve évidente de l'amoureuse confiance qu'il met dans le succès obtenu par sa prière. On sent tout ce qu'il y a déjà de chaleur et de vie dans ces formules ardentes, devant lesquelles nous croyons voir passer la pensée des premières générations chrétiennes. Mais la troisième classe est plus intéressante encore ; elle renferme les invocations directement adressées aux martyrs et toutes les autres phrases contenant des souvenirs historiques ou locaux. Nous en avons déjà vu plusieurs échantillons remarquables, en traitant du pape Pontien ou des SS. Calocérus et Parténius. J'ajouterai seulement quelques exemples d'invocations.

S. Sixte II est appelé très-fréquemment en aide, nous l'avons dit, à la porte de son tombeau ; au moins neuf formules, s'adressant à lui, ont pu être déchiffrées. En voici une des plus importantes : SANTE SVSTE IN MENTE HABEAS IN HORATIONES AVRELIV REPETINV. A côté des invocations particulières viennent des prières plus générales, mais souvent non moins remarquables et touchantes. Telles sont : *Petite spirit*A SANCTA VT VERECVNDVS CUM SVIS BENE NAVIGET — MARCIANVM SVCCESVVM SEVERVM SPIRITA SANCTA IN MENTE HAVETE ET OMNES FRATRES NOSTROS — ΔΙΟΝΥCΙΝ *εἰς* ΜΝΙΑΝ *εἰς*ταί (*sic*), auxquelles je ne veux pas me dispenser de joindre cet élan enthousiaste vers la Jérusalem mystique qui, apparaissant à l'âme émue d'un pèlerin, lui inspire ce cri, écho de l'Écriture et des Pères : GERVSALE CIVITAS ET ORNAMENTVM MARTYRV M DĪ..... En face de ces *proscè- nèmes* précieux, qui permettent de prendre sur le fait, non plus seulement les doctrines abstraites et objectives, mais les croyances subjectives, si je puis ainsi parler, la foi en acte de la foule, — en face de ces groupes nombreux de prières pour les vivants et pour les morts, de supplications adressées aux saints, de recours à leur intercession, il était très-important de déterminer avec précision les dates des monuments. M. de Rossi s'est livré à ce travail sans aucun parti pris, ne cherchant, selon sa coutume, qu'à recueillir les leçons des faits et à en constater les témoignages. Il n'a rien négligé pour obtenir l'exactitude qui caractérise toujours ses résultats, et ce n'est qu'après avoir interrogé les moindres indices, la

forme des caractères, carrés ou cursifs, dont se composent les *proscinèmes*, le caractère des noms, la langue et le style des phrases, après avoir étudié concurremment les *graphites* de Pompeï, les auteurs antiques et les inscriptions, qu'il est arrivé à formuler sa conclusion. La période chronologique pendant laquelle se déroule la série de ces *graphites* est bien déterminée maintenant, grâce à ces efforts. Ce n'est pas dans le style ecclésiastique des siècles chrétiens que sont rédigés les *proscinèmes* dont j'ai déterminé la place; on y retrouve, au contraire, la langue, encore en usage, de la littérature classique. Le iv^e siècle est évidemment le centre de leur développement, mais plusieurs remontent à la seconde moitié du troisième, tandis que les premiers lustres du cinquième peuvent convenir à quelques autres. Une précision plus grande est même possible dans les recherches, et, dans le cours de cette période déjà assez limitée, trois groupes successifs se distinguent. L'un d'eux est voisin du iii^e siècle, dont la seconde moitié lui fournit des échantillons; c'est celui de la crypte pontificale, auquel appartiennent un bon nombre des *graphites* que j'ai cités, et où l'on voit souvent des noms grecs mêlés avec profusion aux noms romains, ce qui, bien constaté, est un caractère d'antiquité presque certain. Dans une seconde famille, la diminution progressive du grec et l'allongement des formules indiquent une époque un peu plus récente; enfin, la troisième, qui comprend la crypte d'Eusèbe et dont je n'ai pas donné d'exemple jusqu'ici, se fait remarquer, entre autres caractères, par des *proscinèmes* à peu près tous latins, au milieu desquels quelques formules grecques byzantines commencent à venir au jour.

XII.

Je me suis arrêté trop longtemps, peut-être, sur ces souvenirs des vieux âges, publiés pour la première fois dans leur ensemble, et destinés à offrir un si légitime attrait. Mais cette inspection des murs de la Rome souterraine, qui a fait passer devant nos regards, pour ainsi dire, les caravanes de ses enthousiastes visiteurs, ne sera pas inutile au sujet dont nous allons nous occuper en passant.

On a déjà vu combien de résultats historiques s'édifiaient sur ces études et ces analyses cémétérielles. Mais nous ne sommes pas au bout ; il y a une foule de points obscurs de l'histoire de l'Église, sur lesquels les fouilles prochaines pourront fournir des éclaircissements. Telles sont, par exemple, les questions difficiles et encore confuses sur plusieurs chefs, qui se rattachent aux dissensions de l'Église romaine sous le pape Libère. Je ne prétends pas aborder aujourd'hui l'examen de ces embarras ; peut-être un jour la découverte de la basilique de Félix sur la *via Portuensis*, celle des deux autres édifices auxquels se relient les souvenirs des deux Félix sur la *via Aurelia*, l'exploration sur la *via Nomentana* du cimetière *ostrien*, où Libère habita, dit-on, aideront-elles à écrire à nouveau une partie de ces annales. Aujourd'hui je veux seulement montrer comment les dernières explorations ont élucidé sur quelques points l'histoire de ce Pontife. Un des documents où l'on charge le plus sa mémoire, est le récit inséré dans les actes du prêtre Eusèbe. Des raisons puissantes, empruntées en particulier à la chronologie, font penser au commun des critiques, que cet écrit, postérieur aux faits, doit être attribué à des schismatiques, lucifériens ou autres, ennemis de la mémoire de Libère. Or plusieurs détails du récit relèvent de notre examen, et nous permettent de soumettre cet écrit à une sorte d'épreuve archéologique et monumentale. Résumons brièvement les pièces et les résultats du procès. Un des reproches adressés au Pape, est celui d'avoir persécuté le clergé attaché à Félix. Au dire du prétendu prêtre Orose, auteur de la narration, Libère, à peine de retour à Rome, en 358, aurait condamné le prêtre Eusèbe à être enfermé dans une étroite cellule. Le prisonnier y serait mort au bout de sept mois, et aurait été enseveli dans la crypte pontificale. Dans la même crypte aurait été enfermé vivant, par les ordres de l'empereur Constance, un autre prêtre nommé Grégoire ; recueilli secrètement à demi mort, il aurait expiré bientôt, et le lieu de sa prison serait devenu celui de sa sépulture. Considérons séparément chacune de ces relations.

Eusèbe, un des membres les plus importants du parti de Félix, a été, en l'an 359, enseveli dans l'ancienne crypte officielle des Papes. Voilà un premier fait monumental, qui nous est affirmé par les actes, dont l'exactitude est à vérifier. Pour cela, le moyen est

très-simple. Il suffit de chercher si le sanctuaire en question était alors entre les mains de Libère ; car s'il en disposait, et si, par conséquent, rien ne s'y faisait sans ses ordres, ce ne sera pas évidemment dans ce lieu solennel que son adversaire aura pu être déposé. Plusieurs documents de valeur, confirmés par les faux actes eux-mêmes, nous mettent sur la voie de la solution. Nous apprenons par eux, qu'aussitôt après l'entrée triomphale du Pape à Rome, le 2 août, les basiliques situées en dedans et en dehors de la ville furent remises en son pouvoir. L'importance de ce détail est toute nouvelle aujourd'hui, car nous savons que les cimetières, loin d'être alors des établissements isolés, étaient attachés aux divers *titres* et en dépendaient ; dès lors, ils ont dû rentrer avec les Églises sous la juridiction de Libère. Il ne s'agit pas d'ailleurs d'un hypogée obscur ou écarté ; le cimetière de Calliste était depuis près de deux siècles sous la direction immédiate des Papes ; il renfermait le sanctuaire le plus fameux de l'Église romaine après la basilique des apôtres : un empressement spécial dut être mis, sans aucun doute, à s'en assurer la possession. Cette induction n'a rien de téméraire, mais une inscription insignifiante en apparence vient lui apporter une confirmation inattendue. C'est l'épithaphe d'une enfant, Euplia, trouvée dans le cimetière de Calliste, et sur laquelle on lit :

DEPOSITA IN PACE SVB LIB

erio episcopo

Cette formule n'a aucune intention chronologique, le fait est entièrement démontré par les travaux de M. de Rossi¹, et elle est en opposition avec toutes les manières de dater de son temps. Un seul exemple semblable se rencontre dans l'épigraphie chrétienne. Il appartient au même cimetière, et correspond au règne de Damase ; l'inscription, placée sur le tombeau d'une IRENE, se termine ainsi : QVÆ RECESSIT IN PACE SVB DAMASO EPISCOPO. Le sens de ces deux innovations, difficiles à expliquer au premier abord, devient parfaitement clair, lorsqu'on étudie l'histoire des deux époques où elles ont pris naissance. Ce sont précisément celles où un rival se dressait dans l'Église devant le Pape unique qu'elle reconnaissait ; sous

¹ V. *Insc. christ.*, t. I, p. VIII.

Damase, c'était Orsin; sous Libère, c'était Félix. Il n'est pas douteux que les auteurs des deux formules aient voulu exprimer la communion orthodoxe dans laquelle étaient morts leurs parents, et qu'il ne faille voir, en particulier, dans l'épithaphe d'Euplia, une sorte de protestation contre Félix et ses adhérents. Cette mention expresse du seul pontife reconnu, est comme un écho du cri poussé dans le cirque par le peuple romain, lorsque Constance voulait donner Félix pour collègue à Libère : *Unus Deus, unus Christus, unus episcopus* ! Le cimetière de Calliste était donc bien véritablement peuplé de partisans de Libère, et la crypte illustre des papes était sous sa domination ; par conséquent, un de ses principaux adversaires n'y a pas été enseveli, et le récit du *pseudo-Orose*, que nous avons cité, reçoit un démenti solennel sur le premier point.

L'incohérence de la seconde anecdote est plus facile encore à montrer. Peut-être pouvait-elle conserver quelque vraisemblance lorsque le mystère enveloppait le passé des catacombes et la position de la crypte pontificale. Mais au point où en est la science, elle tombe en lambeaux. En effet, nous connaissons maintenant l'histoire des cimetières, à l'époque où se serait passée la lugubre scène qu'on nous raconte. Nous savons qu'ils étaient les lieux les plus fréquentés du monde ; les pèlerins y accouraient de tous les points de la chrétienté, et y laissaient après eux ces souvenirs écrits dont nous traitions tout à l'heure. Saint Jérôme s'écriait, en pensant à la Rome de ce temps : *Ubi alibi tanto studio et frequentia ad martyrum sepulcra concurritur?* Lui-même, en 354, lorsqu'il étudiait les belles lettres, descendait les jours de fête dans ces tombeaux avec ses amis. Or, parmi les sanctuaires souterrains, aucun ne recevait plus de visites et plus d'hommages que le cimetière de Calliste. Saint Sixte et sainte Cécile continuaient à y attirer la foule. Et c'est là le lieu qu'on aurait choisi comme prison pour y faire mourir de faim un prêtre ! Mieux que cela : on aurait eu soin de prendre la crypte la plus fameuse, la plus vénérée, communiquant par deux ouvertures, d'un côté, avec la chambre de sainte Cécile, de l'autre avec une grande galerie placée au pied de l'escalier principal ; enfin, pour comble de contradiction, c'est encore ce sépulcre, illustre entre tous, qu'on

¹ Theodoret, *Hist. eccl.*, II, 17.

aurait donné pour tombeau à un condamné succombant sous le poids des sévérités impériales. Il n'est pas besoin d'insister. Toute cette relation, on le voit, est cousue d'invéraisemblances, et nous avons raison de dire qu'un coup d'œil sur les monuments suffirait pour diminuer encore la valeur très-restreinte attribuée aux actes d'Eusèbe.

Quelques indices peuvent faire croire que Libère commença les grands travaux dont devait s'illustrer le pontificat de son successeur. Pour tous ceux qui ont étudié les premiers éléments de l'archéologie chrétienne, le nom de Damase est invariablement lié au souvenir d'une grande période monumentale. Les nécessités créées par l'affluence toujours croissante des visiteurs, et l'attrait personnel qu'éprouvait le Pontife pour les gloires historiques de l'Église, le conduisirent à la fois à entreprendre la série d'élargissements et d'embellissements dont nous voyons encore les traces. De larges escaliers furent construits dans de vieux lucernaires, pour fournir des accès plus commodes aux pèlerins. Des ouvertures, en grand nombre, firent descendre le soleil et le jour dans les galeries et dans les chambres principales ; des murs d'appui, dont les assises de briques et de tuf se reconnaissent facilement, des arcs, dont la série forme parfois un véritable portique, furent chargés de soutenir les parties ébranlées, et d'agrandir les réduits trop étroits des siècles de persécution. La crypte de sainte Cécile, en particulier, reçut un premier accroissement, et ses abords furent rendus plus faciles. Mais je n'aurais rien dit si je ne signalais pas, après les avoir appelés tant de fois en témoignage, ces poèmes, presque aussi précieux par leur admirable forme calligraphique que par l'intérêt du sujet, dont Damase prit plaisir à semer et à parer les cimetières romains. Depuis longtemps ces poèmes étaient connus des érudits par divers recueils où l'on en trouve d'assez nombreux fragments, et quelques visiteurs de la Rome moderne avaient admiré, en passant, les échantillons originaux qui nous en restent, par exemple la grande inscription de marbre qu'on trouve à droite, en descendant le long escalier de la basilique de sainte Agnès. Mais les travaux de M. de Rossi, les débris découverts et recomposés par ses soins et les renseignements historiques qu'il leur a empruntés, ont rendu à ces monuments une notoriété inattendue. L'inscription du pape Eusèbe, celle de la

crypte pontificale, sont devenues *populaires*, peut-on dire, parmi les troupes de chrétiens modernes qui recommencent, après tant de siècles d'interruption, les pèlerinages aux tombeaux des martyrs. Sur celle de la crypte des papes en particulier, on ne lit pas sans émotion cette longue énumération d'héroïsmes presque oubliés. M. de Rossi précise dans son dernier volume, mieux qu'on n'avait pu le faire jusqu'ici, les personnages désignés dans chaque vers de cette inscription. On y reconnaît successivement les diacres massacrés avec Sixte II :

HIC COMITES XYSTI PORTANT QUI EX HOSTE TROPÆA

Le bataillon des pontifes :

HIC NUMERUS PROCERUM SERVANT QUI ALTARIA CHRISTI

Le pape Miltiade, que nous avons déjà nommé le Pontife de la longue paix :

HIC POSITUS LONGA VIXIT QUI IN PACE SACERDOS

Puis viennent des martyrs de Grèce, dont la tombe est encore enveloppée dans le mystère et dans les ruines :

HIC CONFESSORES SANCTI QUOS GRÆCIA MISIT

Puis une foule immense de vieillards, de jeunes gens et de vierges :

HIC JUVENES PUERIQUE SENES CASTIQUE NEPOTES

QUIS MAGIS PLACUIT VIRGINEUM RETINERE PUDOREM

Toutes ces reliques étaient accumulées dans les tombeaux et les polyandres du cimetière de Calliste, et probablement dans ceux de la seule station *ad S. Xystum*. Quant aux âmes qui avaient animé ces corps, elles vivaient, depuis longtemps, dans les parvis du ciel. Damase exprime cette conviction profonde de son cœur dans les trois premiers vers :

HIC CONGESTA JACET QVAERIS SI TURBA PIORUM

CORPORA SANCTORUM RETINENT VENERANDA SEPULCRA

SUBLIMES ANIMAS SIBI RAPUIT REGIA COELI

Auprès de ces héros, son humilité, triomphant de son désir, ne lui a pas permis de faire placer sa dépouille ; c'est la pensée

dernière qu'il a voulu inscrire dans son poème, et le caractère touchant avec lequel il a voulu apparaître à la postérité :

HIC FATEOR DAMASUS VOLUI MEA CONDERE MEMBRA
SED CINERES TIMUI SANCTOS VEXARE PIORUM

En effet, Damase, le grand restaurateur des Catacombes, ne repose pas plus que Calliste dans les cryptes sacrées. Il voulut cependant être enseveli près d'elles, et un mausolée fut élevé, par ses soins, près de la voie *Ardéatine*, pour lui, sa mère et sa sœur. Du reste, l'autorité ecclésiastique elle-même cherchait à détourner peu à peu les fidèles de la coutume persistante de se faire déposer dans les vieux cimetières. Aucune nécessité pratique n'imposait désormais ce rit funéraire du passé ; le désir de reposer près des sépulcres des martyrs était devenu le mobile principal des sépultures souterraines. Mais une piété indiscrète, en voulant conquérir une place d'élite près des tombes vénérées, menaçait trop souvent la sécurité de ces monuments chéris. Devant les conseils des pasteurs, la persévérance se lassa peu à peu. Dès la fin du iv^e siècle, nous rencontrons des galeries vides, des tombeaux dessinés et laissés inachevés par le ciseau de l'ouvrier ; après les deux premiers lustres du siècle suivant, toute trace d'ensevelissement disparaît ; les Catacombes ne sont plus des cimetières, elles deviennent uniquement des sanctuaires traditionnels où les générations chrétiennes viennent, l'une après l'autre, se fortifier dans la prière et dans le souvenir. Des cellules d'ermites s'élevèrent çà et là, vers cette époque, au-dessus des tombeaux des martyrs ; saint Barbatien, entre autres, habita les solitudes sous lesquelles s'étendait la nécropole callistienne, sans pouvoir s'abstraire tout à fait, probablement, du bruit des pèlerins qui descendaient sous terre. La Rome chrétienne, où les édifices s'élevaient de toutes parts, continuait, en effet, à provoquer ces voyages religieux, auxquels la civilisation a emprunté plus de ressources qu'on ne saurait le croire. Sixte III fut un des architectes sacrés dont la série s'est perpétuée sur la chaire pontificale jusqu'à notre temps. Comme de nos jours, au milieu des empires ébranlés de l'Asie, comme en Chine ou au Tonkin, l'Église, dans la Rome primitive, augmentait et restaurait ses souvenirs à la veille des invasions. Sixte III acheva de grandes œuvres. Nous savons, par les inscriptions, qu'il

renouela la basilique de Saint-Pierre-ès-liens ; le Livre pontifical nous le montre consacrant les basiliques de Sainte-Marie-Majeure et de Saint-Laurent, achevant le baptistère de Constantin au Latran, et y plaçant des colonnes de porphyre couronnées par les architraves où nous lisons encore les vers qu'il fit graver. Le martyrologe hiéronimien contient, à leurs dates respectives, les fêtes commémoratives des grandes cérémonies qui se rattachent à ces sanctuaires, demeurés parmi les plus fameux du monde chrétien. Mais Sixte III ordonna un autre travail qui se rapporte plus spécialement à notre sujet. Le Livre pontifical dit aussi de lui : *Hic fecit platoniam in cæmeterio Callisti via Appia ubi nomina episcoporum et martyrum scripsit commemorans*. On appelle *platonía* un revêtement de marbre ; et, d'autre part, l'étude du Livre pontifical montre que, pour son auteur, le *cæmeterium Callisti*, par antonomase, est la crypte des papes.

Le sens de cette précieuse information est donc que Sixte III fit placer dans cette crypte une grande plaque de marbre, sur laquelle il écrivit le nom des pontifes et peut-être des autres évêques ensevelis dans le cimetière. Malheureusement, les fouilles ne nous ont donné aucun fragment et les collecteurs d'inscriptions ne nous ont transmis aucune copie, de ce document célèbre. Le seul renseignement local qui nous reste, c'est, dans l'intérieur de la crypte, un espace vide au-dessus de la porte, où l'on reconnaît évidemment la place d'une plaque de marbre grandiose, faible vestige, on l'avouera, quand il est seul. Et, cependant, ce silence universel n'a pas découragé M. de Rossi, et, à force de recherches, d'examens, de confrontations, il a obtenu un résultat vraiment extraordinaire, même dans le chapitre si souvent étonnant des restitutions. Je ne puis entreprendre d'exposer ici le procédé qu'il a suivi ; il me faudrait tracer des tableaux de variantes, des pages entières de martyrologes, rétablir des séries interpolées et renversées par les copistes, dédoubler certains noms, en réunir d'autres séparés en deux ou trois tronçons ¹, rendre à la nomenclature

¹ Dans le manuscrit d'Epternach du martyrologe hiéronymien, par exemple, les deux noms *Melciadis Stephani* ont été transformés, par les copistes, en ces trois autres *Melei Adisi Tébasí* ; des rapprochements de textes ont permis la restitution absolument certaine de la leçon primitive ; mais on peut juger par là de la difficulté de l'entreprise.

humaine des termes appliqués injustement à la terminologie géographique et réciproquement, enfin, remettre partout l'ordre et la paix dans des listes qui semblent bouleversées par un vent d'orage. Il me suffira de dire que, lorsque les textes furent éclaircis et rétablis dans une intégrité relative, M. de Rossi aperçut, dans les documents d'époque et d'origine très-différentes, tels qu'un martyrologe rédigé sur des sources en partie originaires du v^e siècle et un recueil fait par un pèlerin du vii^e siècle, des similitudes étranges et dont il fallut chercher les raisons. Il vit se dérouler à la fois, dans ces deux écrits, une même liste, comprenant une série de papes du iii^e siècle et un certain nombre d'évêques étrangers à Rome. Il y avait un tel parallélisme dans l'ordre, lui-même mystérieux, des noms, que le hasard ne pouvait être invoqué; ces deux écrits provenaient évidemment d'une source première commune. Mais quelle était cette source? C'est ce qu'il fallait chercher.

J'engage beaucoup mes lecteurs à voir comment l'auteur de la *Rome souterraine* est arrivé à la reconnaître, et je les convie à parcourir les quinze vastes pages¹ où se déroule son érudition. Tout lui a servi. Les divergences des documents sur certains points ont été pour lui autant de jets de lumière, et l'exploration a fini par être si complète, qu'il n'a pas reculé devant la tâche, incroyable à première vue, de récrire au xix^e siècle, le texte même d'un catalogue de vingt noms que personne n'a jamais vu depuis douze cents ans. Il a été plus loin : il en a même rétabli les dispositions en colonne, et a cru découvrir que le dernier nom a été gravé sur la plaque de marbre plus tard, et probablement avec des caractères différents. Certes, il ne prétend pas que rien absolument ne puisse être modifié dans son œuvre, surtout quant à l'ordre où sont inscrits les noms; mais rien n'a été fait au hasard, et il rend raison de tous ses actes, basés chacun sur de minutieuses observations.

Ce catalogue des trésors dont la crypte pontificale était l'écrin, ne fut pas le seul travail que Sixte III y fit accomplir. L'histoire nous dit que ce pontife revêtit le monument de ses ancêtres d'une parure nouvelle, et, grâce à une étude attentive des débris, on a osé placer, à côté de la planche où la chambre est dessinée dans son état actuel, une gravure qui nous trans-

¹ V. *Rom. sott.*, t. II, p. 33-48.

porte tout d'un coup au v^e siècle. Malgré l'impuissance de la plume à remplacer le crayon, je voudrais faire soupçonner au moins ce que pouvait être alors le fameux sanctuaire qui nous a occupé si longtemps. Comme dans la crypte d'Eusèbe, c'est la décoration des parois qui en faisait le principal ornement. Les marbres blancs veinés et jaunes, le porphyre et la serpentine s'unissaient, dans un dessin difficile à retrouver, sur les intervalles séparant les tombes, et sur toutes les parties des murs qui n'étaient pas recouvertes de monuments écrits. En effet, il y avait, outre les épitaphes, trois inscriptions solennelles. Les deux poèmes de Damase, superposés l'un à l'autre, tapissaient le fond de la crypte ; le plus élevé était celui où se lisait comme l'abrégé des gloires de la nécropole ; l'autre, l'inscription commémorative de la chaire du pape Sixte II. En face de cette paroi, était la porte principale, et au-dessus d'elle le catalogue de marbre de Sixte III ; deux colonnes achevaient l'ornementation de cette partie de la chambre, où était aussi une petite niche destinée à recevoir le vase des huiles réservées aux pèlerins.

Au milieu de ce cadre, imparfaitement décrit, s'élevait l'autel, dont la position, on le sait déjà, nous est indiquée d'une manière précise par un gradin percé de quatre trous. Il était près de l'angle du fond, supporté par quatre pilastres, et orné probablement, sur les quatre faces, de *clatri* ou réseaux de marbre, semblables à ceux qu'on voit à Saint-Alexandre, sur la voie Nomentane. Derrière lui était placée, selon toute apparence, la fameuse chaire empourprée de sang que nous connaissons depuis longtemps. Une enceinte spéciale devait entourer l'autel et la chaire ; on croit en avoir retrouvé les fragments. Le marbre, répandu à profusion, était encore la matière des deux parties dont elle se composait ; d'un côté s'élevait une grille à hauteur d'appui, percée à jour ; de l'autre, une cloison de la même dimension, mais pleine, et sculptée à compartiments embellis par des rosaces. Dans des édifices de ce genre, on appuyait parfois sur ces grilles des candélabres ou *pharocanthara*. Enfin deux colonnes en spirales, couronnées de chapiteaux supportant eux-mêmes des architraves, complétaient l'architecture des sanctuaires. Elles formaient avec les parois du fond de la salle une sorte de baldaquin, auquel étaient suspendus des festons, des voiles et des lampes, et

constituaient le *tegorium* ou *ciborium* que nous voyons sur divers monuments figurés élevés au-dessus des chapelles des martyrs. Telle fut à peu près la crypte pontificale, jusqu'au jour où ses richesses tombèrent sous les haches des Barbares. Le moment approche, en effet, où ces nouveaux ennemis, après avoir dévasté toute la superficie du sol de l'empire, vont paraître dans nos hypogées, et nous n'aurons plus guère à parler désormais que des traces ou des résultats de leur passage.

XIII.

Ce sont encore les travaux de Sixte III qui vont nous frayer le chemin vers un groupe de saints, évêques pour la plupart, dont plusieurs sont tout à fait inconnus à l'histoire. Leurs noms seuls sont arrivés plus ou moins vaguement jusqu'à nous, à travers les pages des vieux martyrologes ; les événements de leur vie resteront souvent un mystère, mais leur existence elle-même reçoit au moins des monuments une importante confirmation. Il faut d'abord inscrire, avec grand soin, pour conserver au moins, à défaut d'actes, les mots qui marquent leur passage vénéré au milieu des hommes, cinq évêques étrangers à la liste des pontifes romains, mais qui, ayant été ensevelis dans le cimetière de Calliste, font partie du célèbre catalogue de Sixte III.

L'un d'eux s'appelait *Julianus* ; il est probablement le chef d'une troupe de vingt-sept martyrs dont les manuscrits hiéronymiens portent la précieuse indication. Mais quelle est leur date ? Quelle est la persécution sous laquelle ils ont succombé ? Dieu seul le sait. Un autre avait nom *Numidianus* ; une partie de son épitaphe, en grec, a été probablement retrouvée dans la crypte des Papes, et la paléographie la classe plutôt dans la première que dans la seconde partie du troisième siècle. De *Manno*, de *Polycarpus*, de *Laudiceus*, nous ne savons rien, si ce n'est que le nom de *Manno* semble être d'origine gallo-germanique. Manno fut donc peut-être un évêque des Gaules, venu à Rome, à propos d'événements que nous ignorons, et entouré, après sa mort, des honneurs particuliers accordés toujours par l'Église romaine aux évêques étrangers. D'autres

noms nous sont révélés par les peintures du grand lucernaire qui éclaire la chambre de sainte Cécile. L'étude minutieuse de l'enduit, du style et des accessoires, leur donne encore pour date à peu près nécessaire, celle du pontificat de Sixte III. On y voit trois figures d'hommes, portant une tunique bordée de bandes colorées, et un pallium blanchâtre. Leur nom est inscrit au-dessus de leur tête; ils s'appellent *Polycamus*, *Sebastianus*, *Curinus*; à côté du premier, une palme sort de terre; des cheveux taillés en forme de couronne sacerdotale distinguent la tête du troisième.

Quels sont ces hommes ? Pour le démontrer, il faudrait entrer dans des détails qui dépasseraient les limites de ce travail; je suis donc encore forcé de renvoyer à la *Rome souterraine*¹, et d'énoncer seulement les résultats. *Curinus* ou *Quirinus* était un évêque de Siscia, dans la Pannonie romaine; il était mort martyr, et Prudence l'a chanté². Dans les premiers lustres du v^e siècle, la région de l'empire qui avait été sa patrie, fut ravagée par les Barbares; ils occupèrent la Pannonie et, poussant leurs incursions jusqu'aux rives illyriennes de l'Adriatique, ils tentèrent même le passage par mer pour envahir l'Italie. C'est probablement pendant ces années de troubles et de tempêtes, que les chrétiens pannoniens emportèrent dans leur fuite et vinrent confier au centre du christianisme, le plus glorieux trophée de leur passé, les reliques sacrées de leur évêque. Quirinus fut enseveli à l'ombre protectrice de Saint-Sébastien, dont la basilique croissait en renommée de jour en jour, et dont l'image est placée près de celle de l'évêque étranger, comme pour représenter l'hospitalité romaine. Polycamus semble, en effet, être aussi un martyr, venu de contrées lointaines et à travers une autre mer, chercher un refuge dans la ville des apôtres. Tout prouve qu'il était laïque; mais divers indices permettent de supposer que ses reliques accompagnaient, dans leur voyage posthume, celles d'un évêque d'Afrique, dont les fouilles viennent de nous rendre une partie de l'histoire. C'est un fragment d'inscription en sept lambeaux, découverts au milieu de la crypte d'Eusèbe, qui est l'instrument de cette restitution.

¹ V. *Rom. sott.*, t. I, p. 118-122.

² *Peristeph.*, VII, p. 1-7.

On y lit :

..... EPISCOPVS VES*scr*ITANVS

... RE*C*essit NVMDIAE RE*c*essit PRIdiè IDus

Les détails contenus dans cette épitaphe, bien qu'incomplets, hélas ! étaient faits pour piquer la curiosité et guider les recherches. On y trouvait la charge du personnage, le lieu où il l'avait exercée, le pays où il était mort ; il restait à découvrir son nom et sa date. Quelques notions, répandues dans divers auteurs, suffirent pour mettre sur la voie notre intrépide explorateur. Le siège de Vesceter n'est mentionné qu'une fois dans les annales ecclésiastiques, dans les actes de la conférence tenue, en 411, entre les catholiques et les donatistes. Les deux évêques y assistaient l'évêque donatiste, Fortunat, et l'évêque catholique, Optatus. Aucun autre pontife du même nom n'apparaît vers cette époque en Afrique ; quant à l'évêque de Vesceter, nous savons qu'il vivait encore en 417, et il semble aussi qu'en 418, saint Augustin lui adressa sa longue épître sur l'origine de l'âme¹. Après cette époque, le nom d'Optatus et celui de son siège disparaissent dans l'histoire. Cependant il n'y avait aucune raison pour que le diocèse de Vesceter au moins, restât à jamais enseveli dans l'oubli ; il était naturel que des fouilles pratiquées en Mauritanie en fissent revivre le souvenir ; mais nul n'aurait pensé que c'était au fond d'un cimetière romain qu'allait revenir au jour cette Église des plages africaines. Pourtant, je le répète, cette réapparition historique d'une région du vieux monde sur une épitaphe, ne suffisait pas à M. de Rossi ; il lui fallait le nom du personnage dont cette pierre avait recouvert les restes, et tous ceux qui étudieront sa démonstration demeureront convaincus qu'il est arrivé à le découvrir. C'est bien Optatus, le saint évêque qui lutta contre les Donatistes, dont nous avons devant nous le marbre funéraire².

L'étude attentive des événements qui ensanglantèrent l'Afrique au v^e siècle, permet même de reconnaître avec beaucoup de vraisemblance, l'époque de la mort de l'évêque et celle du transport de ses reliques à Rome. En 428, les Vandales d'Espagne entrèrent dans la Mauritanie, dont un

¹ V. *Augustini epis.*, 190. Cf. Morcelli, *Africa Christ.*, t. I, p. 352.

² V. *Rom. sott.*, t. II, p. 221-226.

grand nombre d'habitants se réfugièrent dans la province voisine de Numidie, et, devant les progrès de l'invasion, arrivèrent jusqu'à Rome. Nous savons par des témoignages authentiques que les Vandales tourmentèrent et firent périr dans les supplices plusieurs évêques des régions conquises, et, sans que le fait puisse être affirmé, il y a bien des vraisemblances pour que telle ait été alors la destinée de cet évêque de Vesceter, demeuré si cher à la mémoire des chrétiens qu'ils transportèrent son corps au delà des mers. Un autre passage des annales africaines, d'accord avec les renseignements que nous donne la paléographie de l'inscription d'Optatus, nous aide à déterminer ou au moins à soupçonner le moment de la translation. En 435, Genséric fit la paix avec Valentinien, il restitua à l'empire les trois Mauritanies, et garda pour lui diverses contrées, entre autres une portion de la Numidie. Mais les catholiques y furent soumis aux plus cruelles persécutions, et vers l'année 440, le roi barbare, rompant la foi donnée à l'empereur, envahit Carthage et chercha à y exterminer l'Église. Les basiliques furent profanées, et on vit les évêques et les prêtres s'embarquer en grandes troupes pour venir demander un abri à la charité italienne. Rome reçut une partie de ses fugitifs; elle commençait cette tradition d'hospitalité qui ne s'est jamais démentie depuis lors. Ces exilés d'Afrique sont les ancêtres des exilés de Byzance, d'Irlande, d'Angleterre, de Pologne et de tant d'autres venus à elle à travers les désastres de tous les pays et de tous les siècles, et dont il faudrait un livre entier pour raconter l'histoire. Contentons-nous d'avoir rappelé le souvenir de ces fugitifs Numides et Mauritanien, accueillis, peu de mois avant sa mort, par le pape Sixte III. Ce fut lui, nous avons lieu de le croire, qui choisit la demeure dernière d'Optat, et qui lui assigna probablement pour sépulture un arcosolium décoré de marbres et de mosaïques près du tombeau du pape Eusèbe; il voulait ainsi, sans doute, réunir, dans le même sépulcre, deux saints frappés par l'exil, l'un pendant sa vie, l'autre après sa mort. Trois noms d'évêques peints en lettres noires, les seuls que nous trouvions au milieu des traces laissées par les visiteurs dans les catacombes, peuvent se lire encore dans la crypte d'Eusèbe et d'Optat; ils semblent appartenir au v^e ou vi^e siècle, et il y a quelques raisons de soupçonner que ce sont les signatures

de prélats d'Afrique, exilés aussi peut-être, et descendus sous terre pour visiter la tombe de leur collègue vénéré.

Nous sommes arrivés à l'époque de grands désastres pour les cimetières. Les Barbares ne sont plus seulement dans les provinces de l'empire ; ils ont envahi l'Italie, et Rome a été plusieurs fois prise et assiégée par eux. Les vénérables hypogées des martyrs n'échappèrent pas à leur fureur : des ravages sacrilèges y furent exercés, et les Vandales ou les Goths mirent en pièces, avec les marbres des cryptes illustres, les belles inscriptions de Damase. Mais les Papes ne se lassèrent pas de réparer les ruines. Symmaque, Vigile, Jean III, donnèrent tous leurs soins à cette œuvre. Vigile, en particulier, rétablit dans plusieurs cimetières les poèmes damasiens ; nous en avons maintenant un remarquable exemple. Qu'on me permette de parler encore une fois, ce sera la dernière, de la fameuse inscription de la crypte d'Eusèbe, qui a été pour nous si féconde en renseignements. Lorsque M. de Rossi en eut recomposé les fragments, il y trouva tout d'abord une satisfaction très-légitime et d'un genre inattendu. Depuis longtemps, il avait cru deviner le nom du calligraphe ordinaire du pape Damase, détail intéressant comme tout ce qui se rapporte à ces beaux documents, et voilà qu'en effet ce nom, pressenti d'avance, se présente à lui, en lettres superposées sur deux lignes, de chaque côté du texte. On y lisait : FVRIVS DIONISIVS FILOCALVS SCRIBSIT DAMASIS PAPPÆ CVLTOR ATQVE AMATOT (*sic*). Mais, phénomène étrange, cette inscription, dont il vient de découvrir le graveur, diffère elle-même de toutes celles de la même classe qui lui sont connues jusqu'alors ; l'écriture et l'orthographe offrent, l'une et l'autre, des négligences tout à fait insolites dans les monuments de cette famille. Il ne faut pas oublier que l'alphabet Damasien ne varie jamais. Les formes et les distances même des caractères sont si fidèlement, si mathématiquement observées, qu'étant donné un espace vide, on peut calculer avec certitude le nombre des lettres nécessaires pour le remplir. M. de Rossi crut d'abord à un premier essai ; mais en considérant de plus près le caractère des erreurs, la belle épigraphe antique gravée sur le revers de la pierre et dont la présence semblait dénoter une époque où les vieux monuments avaient été déjà en partie renversés, enfin tout cet ensemble d'indices qui suffisent à un

œil exercé pour former sa conviction, il changea d'avis. Il conclut dès lors à une imitation, et ne craignit pas d'annoncer à l'Académie romaine d'archéologie que la nouvelle inscription opistographe était une des restitutions faites après le passage des barbares. Six mois s'étaient à peine écoulés, que les fouilles venaient lui donner raison, et que les fragments du marbre primitif, revêtus de leur splendide calligraphie, lui permettaient de placer en face de la copie, l'original brisé par les envahisseurs.

Mais les restaurations, continuées pendant le ^{vii}^e siècle, ne suffisaient plus. Au ^{viii}^e, les Lombards furent plus terribles encore pour nos cimetières que n'avaient été les Goths; l'année 755 et le nom d'Astolphe marquent dans leur histoire une date sinistre. Il fallut prendre un grand parti et, malgré la douleur d'abandonner ces lieux consacrés par la foi, la mort et la prière de tant de générations, se décider à transporter dans les basiliques de Rome les corps qui n'étaient plus à l'abri en dehors de ses murs. Paul I^{er} et Adrien I^{er} commencèrent à exécuter cette œuvre à la fois pénible et touchante; mais c'est au nom de Pascal I^{er} que se rattache le souvenir de la plus solennelle translation. Le 20 juillet 817, on vit entrer à Rome les reliques de deux mille trois cents saints illustres, recueillies au milieu des cimetières ruinés. Mon plan ne me permet pas d'écrire ici les annales de ces précieuses exhumations; il en est une seule que je veux placer sous les regards de mes lecteurs; elle forme la dernière page de l'histoire primitive du cimetière de Calliste, et je terminerai par elle cette étude.

XIV.

C'est encore sainte Cécile que nous allons retrouver. Nous l'avons laissée, il y a six cents ans, dans le tombeau où la piété reconnaissante de Zéphirin l'avait probablement déposée. Depuis lors, les pèlerins étaient venus pendant bien longtemps prier devant elle, et les fioles d'huile ou de baume, recueillies près de ses reliques, étaient répandues sous tous les horizons du monde chrétien. Aussi le premier soin de Pascal, lorsqu'abordant le cimetière de Calliste il eut arraché ses prédécesseurs à leurs tombeaux en ruine, fut-il de rechercher la vierge

qui reposait près d'eux. L'histoire de cette exploration nous est racontée par le Livre pontifical dans une page écrite au moment même de l'événement, et dont l'authenticité est entière ¹. Nous y lisons qu'en 817 le pape, malgré tout son désir, ne put arriver à découvrir le tombeau de Cécile, et que, désespérant de voir aboutir ses efforts, il crut devoir ajouter foi au bruit répandu alors, qu'Astolphe avait enlevé les reliques de la sainte. Quatre ans se passèrent, lorsqu'en 821, un événement que je me bornerai à rappeler, parce qu'il est relaté dans une foule d'écrits, réveilla l'attention du pontife. Une nuit, assis sur son trône, dans la basilique vaticane, il s'était assoupi doucement vers l'aube, au son des mélodies matutinales, quand une gracieuse vision vint se présenter à lui. Quelque puisse être le jugement des esprits hostiles aux visions surnaturelles ou peu enclins à y croire, il est un fait historiquement certain, c'est que ce fut à la suite des notions recueillies par Pascal pendant ce sommeil, qu'il se mit de nouveau à la recherche du tombeau de sainte Cécile, et qu'il le trouva. Le récit, narré par le pontife lui-même ², et résumé par l'auteur contemporain de sa vie, est confirmé par les découvertes actuelles dans ses plus minutieux détails. Ainsi Pascal met dans la bouche de la sainte les paroles suivantes : *Tantò penes me fuisti uti proprio loqui invicem ore valeremus.* « Tu as été si près de moi que nous aurions pu nous parler bouche à bouche. » Et en effet, la grande niche sépulcrale placée près du groupe d'images que nous avons déjà décrit atteint, par un de ses angles intérieurs, le fond des sépulcres de la crypte pontificale, de sorte que lorsque le pape fouilla les *loculi* de cette crypte, il toucha sans s'en douter un des angles de la tombe de Cécile; un mur très-mince le séparait seulement du lieu précis où sa tête reposait. Il nous a raconté aussi le spectacle qui s'est offert à lui, lorsque le cercueil fut ouvert par ses soins. Le corps virginal de la sainte parut dans l'attitude du sommeil : il était vêtu de toile d'or, et, à ses pieds, on voyait, roulés ensemble, les linges qui avaient étanché le sang de sa triple blessure. *Lintamina cum quibus sacratissimus sanguis ejus abstersus est de plagis quas spiculator trina percussione*

¹ V. *Lib. Pont. In Pascal.*, pag. 15 et 109.

² Voir la publication du diplôme du pape Pascal I^{er}, faite par Bosio. Le texte paraît bon et pur d'interpolations. (*Hist. passionis S. Cecilæ*, etc. Romæ. 1600).

crudeliter ingesserat, ad pedes beatissimæ virginis in unum revoluta plenâque cruore invenimus.

Ici encore, l'ouverture du tombeau faite, dans les dernières années du xvr^e siècle, par le cardinal Sfrondati, qui restaura alors la basilique transtibérine, confirme pleinement le rapport de Pascal. Bosio et Baronius étaient présents, et le récit de ces témoins oculaires, dignes d'inspirer une entière confiance, est tout à fait d'accord avec celui du pape du ix^e siècle. Ils trouvèrent la sainte couchée sur le côté droit, enveloppée d'un tissu d'or¹ maculé de sang, les genoux pliés, les bras étendus devant elle, le visage tourné contre terre, dans la position enfin de la gracieuse statue de Maderno. « On croyait la voir, » dit Bosio, « dans la pose même qu'elle avait lorsqu'elle expira après sa longue agonie : » on sait qu'un triple coup n'avait pas suffi pour détacher sa tête, et qu'elle souffrit encore pendant trois jours. Un petit fragment du crâne, coupé par la hache du licteur, adhérerait encore aux toiles sanglantes déposées à ses pieds, comme les avait vues Pascal. La dépouille de Cécile n'avait évidemment pas été remuée depuis le n^e siècle, et son cercueil de cyprés devait être contemporain de sa sépulture. Quant au sarcophage de marbre dans lequel il était renfermé, il correspond encore aux résultats des plus récentes fouilles. Nous avons vu, en effet, que le lieu de sépulture de la sainte était, non pas un *loculus* creusé dans le tuf, mais une niche profonde à fleur de sol.

Nous pourrions nous arrêter ici, mais nous n'avons pas tout à fait épuisé les enseignements de la crypte de Cécile. Que dirions-nous si nous pouvions y découvrir un souvenir personnel, émané de ceux-là mêmes qui furent témoins de la joie de Pascal, lorsqu'il se trouva, probablement après avoir renversé un mur qui servait à la protéger², en présence de la vierge romaine ? Eh bien ! ce souvenir, M. de Rossi croit l'avoir

¹ Le révérend père Francesco Tongiorgi dont les travaux, depuis longtemps attendus, permettront bientôt, je l'espère, au public français de l'apprécier à sa juste valeur, a découvert dans le musée Kirchérien qui est confié à sa garde, une pierre d'albâtre sur laquelle sainte Cécile est peinte dans l'attitude décrite tout à l'heure. Le vêtement est orné de plusieurs bandes de couleur verte, et il n'est pas vraisemblable que ce soit là une fantaisie de l'artiste.

² Cette supposition n'est pas sans fondement : M. de Rossi a trouvé, il y a peu d'années, dans le cimetière de Prétextat, un mur du vii^e ou viii^e siècle, qui cachait un tombeau précieux. (V. *Rom. soll.*, t. I, p. 169.)

découvert, et personne ne voudra renoncer à la satisfaction de rechercher les raisons qu'il en donne¹. Les sources révélatrices sont ici les *graphites*, ces monuments opiniâtres qui semblent défier l'explorateur et comme défendre leurs trésors. J'ai déjà dit qu'en dehors de ceux dont nous avons déjà entrevu les résultats, il en était une autre classe postérieure aux premiers. On en rencontre parfois des échantillons sur les plus vieux enduits, mais à une hauteur différente de ceux qui les précèdent ; le niveau commode à la main étant encombré, on écrivait plus haut ou plus bas. Mais, le plus souvent, cette famille de *proscinèmes* se développe sur des revêtements relativement récents, ou sur les peintures byzantines. La fresque de sainte Cécile, entre autres, qui appartient au ^{vi}^e siècle environ, en offre un grand nombre ; plusieurs sont tracés sur le coussin posé sous les pieds de la sainte, et comprennent surtout des noms étrangers, goths, lombards, espagnols, par exemple. Mais il est, sur la bordure inférieure du cadre, une série de noms, régulièrement écrits sur plusieurs lignes, qui diffèrent tout à fait des premiers ; ils forment une série continue, uniforme en tout, un groupe collégial, pour ainsi dire. Tous les noms sont au nominatif, précédés chacun d'une croix ; tous romains, excepté un ; tous de prêtres, exceptés ceux d'un secrétaire, *Serinaris*, et d'une femme, mère d'un des prêtres, comme elle nous le dit elle-même ; l'un d'eux était évidemment le prêtre du titre de sainte Cécile et, s'adressant à elle, il signe : *Joannes, presbyter vester*. Quand a été tenue dans cette crypte cette grande réunion ? Quand et pourquoi les prêtres *Benedictus*, *Crescentius*, *Stephanus*, *Marcus*, *Bonifacius*, *Leo*, *Mercurius*, *Sergius*, *Georgius*, avec la matrone *Adeodata*, qui avait obtenu cet honneur, et accompagnés d'un ou de plusieurs secrétaires, sont-ils descendus dans la crypte de Cécile ? M. de Rossi le recherche avec un grand luxe d'érudition et de rapprochements de tous genres ; il consulte les *graphites* du tombeau de saint Corneille et de la basilique de Saint-Clément, la forme des sigles, les noms inscrits dans les synodes, et il arrive à ce résultat séduisant, que nous avons probablement sous les yeux les noms et les signatures des heureux témoins qui virent les rayons de la lumière terrestre éclairer, pour

¹ V. *Rom. sott.*, t. II, p. 128-131.

la première fois après sa mort, la dépouille virginale de sainte Cécile.

Demeurons sur ce cher souvenir qu'une inscription peinte dans la crypte elle-même, dont il reste quelques lettres, était destinée à rappeler à la postérité. Le cimetière de Calliste va se fermer comme les autres ; son nom lui-même va être confondu avec celui de Prétextat et sa position avec celle des catacombes de Saint-Sébastien.

Mais si les hommes détruisent et oublient, Dieu ne permet pas que toutes les traces des grands souvenirs s'effacent, et que nous demeurions sans flambeau pour aller en quête des plus nobles champs de bataille de l'humanité. Pendant que les saints rentraient à Rome et que les nécropoles allaient disparaître pour huit ou dix siècles, les longues pages de ces martyrologes hiéronymiens, qui en sont comme les mystérieux catalogues, se transcrivaient déjà avec ardeur, depuis deux cents ans, dans les églises d'Auxerre, de Sens, de Metz, dans les monastères de France, d'Allemagne et d'Irlande. Nous avons le bonheur de vivre à l'époque où les obscurités de ces vieux livres s'éclairent comme celles des catacombes, et d'apercevoir déjà le monument grandiose que leurs enseignements réunis préparent à la science et à l'histoire.

COMTE DESBASSAYNS DE RICHEMONT.

LA

JEUNESSE DE RICHELIEU

JUSQU'À L'OUVERTURE DES ÉTATS DE 1614

Il y a, à la peinture des personnages illustres, un péril qu'on ne craint pas toujours assez, auquel même on se complait ; on se passionne pour son modèle, on le place devant soi à un point de vue qui trompe, parce qu'en laissant apercevoir les grands traits, cette perspective efface les nuances qui seules font ressembler et vivre l'image. On dédaigne, comme une œuvre trop vulgaire, de peindre le personnage avec sa simple physionomie et ses proportions naturelles, et il se trouve qu'au lieu d'avoir reproduit un homme on a taillé une statue.

Il est d'ailleurs des écrivains chez qui l'amour de la phrase est plus fort que l'amour de la vérité, qui, plus préoccupés de l'éclat et de l'agrément du style que de la sincérité et de la ressemblance des portraits, composent un peu de fantaisie pour tracer une peinture plus attachante et d'un effet plus saisissant ; ils se montent au ton de l'admiration, pensant que c'est le moyen d'être eux-mêmes plus admirés ; ils s'enivrent de leur propre idée, et oublient trop le modèle que l'histoire leur

présente pour copier celui que leur imagination a formé. Je déteste la diffamation qui s'attache aux grands noms, elle ne mérite que le mépris ; mais je crains le panégyrique à l'égal de la satire, je redoute l'admiration, je m'en défie ; c'est un sentiment noble et plein de charme, mais décevant dans son excès, et dangereux ennemi de l'équitable et judicieuse raison.

Toutefois je n'ai guère à me prémunir aujourd'hui contre ce danger. Dans le cadre restreint de cet article, je n'ai à retracer que la figure d'un simple évêque, où ne se révèle pas encore, dans son éclat suprême, le grand cardinal, et où quelques traits lumineux pourront seulement laisser poindre comme une aurore lointaine des splendeurs futures.

Je dirai d'abord quelques mots de la généalogie de Richelieu et de son père ; je jeterai un coup d'œil sur cette famille de cinq enfants, dont il fut le dernier, dont le nom s'éteindra avec lui, ou du moins ne vivra plus que par la substitution qu'il en fera ; enfin j'essayerai de montrer comment il fut évêque, jusqu'au jour où son apparition dans les états de 1614 dévoilera le génie politique qui sera bientôt la gloire de la France et l'effroi de ses ennemis.

Je demande qu'on me permette les menus détails, les petits incidents peu importants en eux-mêmes, mais relativement intéressants. A cette première époque tous les indices nous semblent précieux à recueillir et à conserver ; Richelieu alors appartient encore à peine à l'histoire ; quelques amis exceptés, personne ne s'enquiert des événements de cette vie qui ressemble à celle de tout le monde. A part quelques renseignements perdus dans un petit nombre d'écrits contemporains, c'est à lui-même que nous devons demander quelques confidences ; c'est presque uniquement dans ses propres lettres qu'il faut l'aller chercher, c'est là seulement que nous pouvons espérer de le trouver. Nous les avons étudiées avec une attentive curiosité, et nous tâchons d'y découvrir quelque faible révélation de l'homme qu'à ce moment les historiens laissent tous dans l'ombre. Rechercher ainsi dans la première vie d'un personnage devenu célèbre les germes naissants des qualités qui se développeront plus tard, soit qu'on aperçoive de piquants contrastes, soit que déjà on puisse surprendre le présage de ce que verra l'avenir, c'est là une étude qui a son charme..., elle a aussi ses difficultés.

I.

André du Chesne a composé une généalogie splendide de la famille de Richelieu ; il la fait descendre, par les femmes, de Louis le Gros et même de Charlemagne ¹. Il lui donne des alliances avec la plupart des familles royales de l'Europe. Depuis Laurent du Plessis, compagnon de Philippe-Auguste en terre sainte, et surtout depuis François du Plessis, le premier qui se nomma Richelieu, à cause de la seigneurie de ce nom, dont il hérita de Louis de Clérembault, son oncle maternel ², nous ne voyons, pour la glorification de la maison de Richelieu, que des alliances princières, impériales et royales. C'est François du Plessis, deuxième du nom, seigneur de

¹ *Histoire généalogique de la maison du Plessis de Richelieu*, par André du Chesne, Tourangeau. 1631, in-f°, p. 46.

² Cet oncle, qui n'avait point d'enfants, le maria à Renée Eveillechien, sa belle-fille, et lui légua les seigneuries de Richelieu et de Beçay, par testament du 13 décembre 1488, date donnée par du Chesne (p. 39), et qu'il faut remarquer, parce qu'elle confond le calomniateur qui a écrit que la seigneurie de Richelieu, avec le nom et les armes des du Plessis, était entrée dans la famille du cardinal, pour prix du commerce honteux de Pierre d'Amboise, évêque de Poitiers, avec Catherine Genouillac, fille d'un apothicaire d'Angles. L'enfant de cette fille, mis ainsi en possession des armes des du Plessis et de la seigneurie de Richelieu, aurait été l'aïeul du cardinal. Amelot de la Houssaye, qui répète cette maligne invention dans une note manuscrite, conservée au cabinet des titres à la bibliothèque impériale, s'autorise d'une généalogie inédite, laquelle aurait été composée aussi par du Chesne, mais bien avant celle qui est imprimée. Et cette première, selon Amelot, est la véritable. Du reste, il ne dit pas un mot qui puisse constater que du Chesne en soit l'auteur, il ne donne pas la moindre preuve de l'authenticité de ce document apocryphe, il l'accepte sur parole, et sans aucune discussion. Les contes les plus misérables, dès qu'ils appartiennent à quelque chronique scandaleuse, ont le triste pouvoir de se perpétuer : celui-ci a été encore reproduit assez récemment. Rappelons donc à notre tour que non-seulement il est avéré depuis longtemps que cette seigneurie de Richelieu est entrée dans la famille des Du Plessis, par donation testamentaire de la famille de Clérembault, en 1488, mais que tout récemment il a été constaté, au moyen des papiers de cette noble famille, conservés dans les archives du département de la Vienne, que ladite seigneurie appartenait aux Clérembault avant 1457, c'est-à-dire plus d'un quart de siècle avant que Pierre d'Amboise fût évêque de Poitiers (1481). L'acte qui en fait foi a été imprimé par extrait dans le livre de M. Martineau sur Richelieu (1866). M. Martineau, avocat à Poitiers, que sa position et ses relations ont mis à même de consulter les archives des officiers publics de ce pays, a pu ainsi confirmer le témoignage de du Chesne. et il montre, dans un intéressant mémoire, la possession ancienne et les établissements certains de la famille du Plessis-Richelieu dans la province de Poitou. (Chap. 1^{er}, p. 43-74.)

Richelieu, qui s'unit à Guyonne de Laval, du sang des Montmorency; c'est François du Plessis III ¹, épousant Anne Le Roy, laquelle, issue de la maison de Dreux, compte Robert de France, fils de Louis le Gros, au nombre de ses ancêtres ²; c'est Louis du Plessis I^{er}, marié à Françoise de Rochechouart, qui tire son origine non-seulement de la maison de France, mais encore des maisons royales d'Arragon, de Navarre et d'Angleterre, « et peut même se vanter de descendre des empereurs d'Allemagne. » Or du mariage de Louis I^{er} avec Françoise de Rochechouart naquit François du Plessis IV, seigneur de Richelieu, de Beçay, du Chillou et de la Vervolière, le père du cardinal ³.

Nous n'avons nulle envie de nous enfoncer dans ces ténèbres généalogiques pour confirmer ou démentir ces laborieuses recherches. André du Chesne était aussi honnête homme que savant illustre : il n'a point voulu trahir la vérité, il n'a point mis le mensonge au service de la flatterie ; mais il a composé la généalogie de Richelieu de 1630 à 1631, lorsque le cardinal était déjà un personnage si considérable, lorsque lui-même, client du grand ministre, était comblé de ses bienfaits et honoré de sa bienveillante familiarité ⁴. On peut se demander si le savant généalogiste a été bien sévère dans l'examen des preuves, et bien difficile sur l'authenticité des titres que, assurément, il n'a pas forgés. Que fait d'ailleurs le plus ou le moins d'exactitude d'un pareil travail ? Que peut toute la science des d'Hozier pour la gloire d'un homme tel que Richelieu ? Une généalogie royale pouvait, sinon flatter la vanité du cardinal, au moins lui servir de réponse à l'insulte des pamphlets, de défense contre le mépris affecté de quelques grands seigneurs qui, pour ruiner son pouvoir, s'efforçaient de le dépouiller du prestige que donnait alors une noble naissance, et, en lui imputant une basse origine du côté de sa mère, le traitaient d'homme de rien, pour rabais-

¹ La Chesnaie-des-Bois confond François II et François III en un seul personnage, auquel il donne successivement pour femme Guyonne de Laval et Anne Le Roy.

² Mézeray le dit après du Chesne, t. III, p. 48, éd. de 1830.

³ La seigneurie du Chillou dont Armand Jean porta le nom avant d'embrasser l'état ecclésiastique, avait été apportée dans la maison de Richelieu par le mariage d'Anne Le Roy avec François du Plessis III, vers 1519.

⁴ On a écrit que Richelieu l'appelait toujours *mon bon voisin*, à cause de la proximité du lieu de leur naissance. Du Chesne est né en Touraine, et l'on prétendait que Richelieu était né en Poitou. On verra que le fait est faux ; le mot est-il plus vrai ?

ser l'homme de génie. A ce point de vue, on comprend l'importance de la fastueuse illustration que du Chesne faisait à sa race; mais aujourd'hui qu'importe cette généalogie au Richelieu de l'histoire?

On sait que son père, François IV, enfant de douze ans à l'avènement de Charles IX, avait été attaché de bonne heure à la cour des derniers Valois. Nourri page du jeune roi, il s'était distingué par son courage à la bataille de Moncontour, où, dit-on, il rendit un service signalé au duc d'Anjou, commandant l'armée royale. Celui-ci le prit en amitié, l'envoya en Pologne pour y préparer son arrivée lorsqu'il fut élu roi, et lui témoigna une confiance particulière en le chargeant de préparer sa fuite au moment où il prit la résolution d'abandonner furtivement le trône de Pologne pour venir régner en France ¹. Henri III le fit conseiller d'État et lui donna la charge de Prévôt de l'hôtel; il y joignit le titre de grand prévôt de France, et il accrut, en sa faveur, le pouvoir et les attributions de ce haut emploi ².

François de Richelieu reconnut ces nouvelles grâces par son actif et fidèle dévouement dans les vicissitudes de la guerre contre les ligueurs. Témoin de ses services, le successeur de Henri III voulut les récompenser à son tour, et s'attacher un homme dont il appréciait le courage et le zèle; il le décora de l'ordre du Saint-Esprit dans le chapitre tenu le 1^{er} janvier 1585 ³, l'année de la naissance d'Armand, et il venait de le nommer capitaine des gardes lorsque François de Richelieu mourut le 10 juillet 1590, pendant le siège de Paris ⁴.

¹ C'est Aubery qui donne cette importance au rôle de François de Richelieu dans le voyage de Pologne. (T. 1^{er}, p. 6 de l'édition in-18). D'autres ont démenti son témoignage; et nous ne voyons pas que les historiens de l'élection et de la fuite de Henri III fassent mention du père de Richelieu.

² Par lettre de provision du dernier février 1578. — *Le prévost de l'hostel et grand prévost de France...* par Pierre de Miraumont. Paris, 1615, in-8, p. 144. Ce livre donne plusieurs arrêts rendus par le roi, en son conseil, sur le rapport du sieur de Richelieu; entre autres le rapport « du procez fait au corps mort de feu Jacques Clément, jacobin, pour raison de l'assassinat commis... » etc., p. 22.

³ Procès-verbal de la promotion. (Bibliothèque impériale, fonds Dupuy. T. 572, f^o 39 et 40.)

⁴ Nous avons trouvé peu de documents manuscrits concernant le père de Richelieu; notons seulement plusieurs de ses lettres, où l'on peut recueillir quelques notions de son caractère et de la confiance qu'on avait en lui. L'une de ces lettres est adressée à Henri IV, une autre au conseiller Brulart; toutes

On verra que Henri IV n'oublia pas la famille de ce fidèle serviteur.

Le grand prévôt avait épousé Suzanne de La Porte, fille d'un avocat célèbre, François de La Porte ¹, seigneur de Boisliet et autres lieux ². En même temps qu'une bonne renommée, cet avocat avait acquis de grandes richesses ; la dot qu'il donna à sa fille répara un peu les ruines de la maison de Richelieu, dont le grand prévôt avait en partie dissipé la fortune.

Suzanne de La Porte appartenait, par sa mère, à une famille parlementaire qui ne manquait pas d'illustration ³ ; c'était d'ailleurs une femme d'un mérite éminent et qui

deux du 27 juin 1587, relatives à un prisonnier d'importance sans doute, dont le roi avait écrit au premier président du Parlement, et que celui-ci voulut laisser provisoirement entre les mains du grand prévôt : « Je mettray payne qu'il n'advienne faute du prisonnier, dit-il, encore que ce soit une mauvaise garde, et dont je désire estre deschargé. » — Une troisième lettre est adressée au duc de Guise, le 16 septembre 1588, au sujet de l'établissement de quelques garnisons ; elle témoigne de la fermeté que mettait le grand prévôt à faire exécuter les ordres du roi, à l'égard des plus grands seigneurs, prétendant à une sorte de souveraineté dans les provinces dont ils avaient le gouvernement. (*Bibliothèque impériale*, fonds Béthume, 8881 et 9810.)

¹ On a écrit que cet avocat était fils d'un riche apothicaire de Parthenay, et on n'a pas manqué d'en faire un sujet de raillerie quand la famille de Richelieu et celle de La Porte furent parvenues au faite des honneurs. Dans les manuscrits du cabinet généalogique de la bibliothèque impériale, nous avons vu l'extrait d'un mémoire encore attribué à André du Chesne, sur la famille de La Porte. On lit au 2^e feuillet : « Au château d'Oüeron, en Poitou, à six lieues de Thouars et huit de Saumur, se voit un tableau représentant la chute de la maison Gouffier-Rouannez et l'élévation de la famille La Porte de La Meilleraye. Au fond du tableau on voit le Louvre, la Fortune est à la porte, d'une main elle chasse le duc de Rouannez, ce duc est représenté une bêche à la main, marque de son exil ; on lui donne un air menaçant et une taille haute. De son autre main la fortune attire un vieux apothicaire, vêtu de brun, avec un bonnet doublé de peau, comme en ont communément les artisans, une seringue pend à sa ceinture. Il tient par la lisière un petit enfant qui, ramassant tout ce qu'il trouve, pour s'en faire un jouet, rencontre, par hasard, un bâton de maréchal de France. » — François de La Porte avait épousé en secondes noces une demoiselle du Plessis-Piquet, dont il eut plusieurs enfants parmi lesquels nous nommerons seulement Charles de La Porte, seigneur de La Meilleraye, et Amador de La Porte, tous deux oncles du cardinal. Celui-là fut père de Charles, maréchal de France et premier duc de La Meilleraye ; c'est l'enfant représenté dans le tableau satirique du château d'Oüeron.

² Le P. Anselme (T. IV, p. 624) énumère ses seigneuries, sans lui donner la qualité d'avocat au Parlement ; on l'a ajoutée en note manuscrite sur l'exemplaire de la bibliothèque de Sorbonne.

³ Le conseiller Antoine Bochart, seigneur de Farinville, était le chef de cette famille.

joignait à la pratique des plus solides vertus les agréments d'un esprit distingué. Elle avait été dame d'honneur de la reine Louise de Lorraine, femme de Henri III. Henri IV eut la pensée de la rappeler à la cour, en la faisant dame d'atour de la nouvelle reine, qui allait arriver de Florence; mais Marie de Médicis amenait en France Leonora Galigai, à qui elle réservait la première place auprès d'elle. Madame de Richelieu regretta peu des honneurs qu'elle n'avait pas désirés; depuis son veuvage, uniquement consacrée à l'éducation de ses enfants, elle avait oublié la cour, et se trouvait heureuse d'être tout à fait mère. Elle mourut dans son château de Richelieu, le 14 novembre de l'année 1616 ¹, peu de jours avant l'entrée de l'évêque de Luçon au ministère. Nous apprenons de Richelieu lui-même que la vie de cette dame avait été traversée de malheurs et de chagrins dont il n'explique pas la cause ².

Madame de Richelieu laissait cinq enfants; il nous faut dire ici quelques mots sur les membres de cette famille dont les noms reparaissent de temps en temps dans l'histoire du cardinal.

Henri du Plessis de Richelieu, seigneur de Verneuil ³, qu'on nommait alors le marquis de Richelieu, était l'aîné et le chef de la famille, qu'il aurait dû perpétuer, et en qui elle allait s'éteindre, ses deux frères étant d'Eglise. Il avait embrassé sous Henri IV la profession des armes. L'intérêt que le roi portait aux enfants du grand prévôt, et le mérite reconnu du jeune Richelieu, lui avaient fait obtenir un avancement assez

¹ Les anciens registres de la paroisse de Braye-sous-Faye, où était situé le château de Richelieu, contiennent cette mention : « Le 14 novembre 1616, environ sur les dix heures du matin, s'en est allée de vie à trépas, noble dame Suzanne de La Porte, dame de Richelieu. » On peut lire à l'occasion de sa mort, une lettre de Richelieu l'aîné à sa jeune sœur Nicolle, et une autre lettre de l'évêque de Luçon, à son frère le chartreux. Bibl. imp. fonds de Sorbonne, 1136, f^o 200 et 250; elles sont imprimées dans la collection des *Lettres de Richelieu* (documents inédits sur l'histoire de France) T. I, p. 180, 181.

² En annonçant à son frère le chartreux, la mort de leur mère, l'évêque de Luçon écrit : « Mon cher frère, j'ai bien du regret qu'il faille que vous appreniez par cette lettre la perte commune que nous avons faite de notre pauvre mère... Sa vie et sa mort vous sont des assurances certaines que vous l'y retrouverez (au ciel), puisqu'en celle-cy Dieu luy a départi autant de grâces, de consolations et de douceurs qu'elle avoit receu en l'autre de traverses, d'afflictions et d'amertumes. » Ms. de Sorbonne 1135, f^o 170.

³ Bibl. imp. Fontette, portefeuille 56, pièce 28^e. — Marolles lui donne le titre de baron, à la date de 1609. (*Mémoires*, p. 21 de l'édit. in-f^o de 1616.)

rapide. « Le feu roy (a écrit Fontenay-Mareuil) avait de grands soins de ceux qui avoient bien servy..., que s'ils mouraient devant que d'avoir récompense, il la donnoit à leurs héritiers comme il se vist en ceux du grand prévost de Richelieu, qui laissa sa maison fort endettée, et ses affaires en un mauvais estat; donnant plusieurs bénéfices à son second fils, lequel les ayant quittés pour se faire chartreux, il les redonna au troisième, qui a esté depuis le cardinal de Richelieu. Et quant au fils aîné, il eut douze cents escus de pension, dès qu'il fut en âge de venir à la cour ¹. »

Les *Mémoires de Sully* nous apportent un témoignage du crédit qu'on lui supposait auprès du roi : ce jeune homme faisait presque ombrage à l'habile ministre, au vieil ami d'Henri IV ².

Le bon accueil que Henri de Richelieu recevait du roi, il l'obtint aussi de la reine-mère, après la mort de Henri IV ; nous avons encore, à cet égard, le précieux témoignage de Fontenay-Mareuil, qui avait connu intimement le marquis de Richelieu et sa famille. Fontenay explique fort en détail l'emploi que faisait, chaque jour, de son temps, Marie de Médicis : « Depuis qu'on avoit donné le bonsoir, qui estoit ordinairement sur les sept ou huit heures, dit-il, il se tenoit une autre cour plus particulière, et où il ne se trouvoit que des personnes principales et agréables... Messieurs de Guise, de Joinville, l'archevesque de Reims, et le chevalier de Guise, M. Le Grand (le duc de Bellegarde), messieurs de Créquy, de Grammont, de La Rochefoucauld, de Bassompierre, de Saint-Luc, de Termes, général des galères, de Schomberg, de Rambouillet, le colonel d'Ornano, de Richelieu, frère aîné du cardinal de

¹ On voit que pour obtenir les faveurs et la bienveillance du bon roi, le jeune seigneur de Richelieu n'avait pas besoin d'user des moyens que, dans son habitude et triste manie de tout flétrir, Tallemant a imputés au fils aîné du grand prévôt. — « M. de Richelieu, a dit ce chroniqueur de médisances et de bruits hasardés, se mit bien auprès de Henri IV, qui vouloit tout sçavoir, en lui contant ce qui se passoit à la cour et à la ville. » *Historiettes*, t. II, p. 147. Henri de Richelieu, « était bien auprès du roi » pour d'autres raisons.

² Durant un voyage de Sully en Poitou, vers le milieu de 1605, il était accompagné d'un nombreux cortège de Poitevins, parmi lesquels il nomme MM. de Richelieu et Dupont de Courlay, et il suppose que leur pensée secrète était d'épier ses démarches, afin d'y trouver quelque moyen de le ruiner auprès du roi. *Mémoires des sages et royales économies*, etc., éd. in-f°, dite aux VV verds, t. II, p. 387. Il y a ici, dans cette édition des *Mémoires* et dans celle qu'a donnée Petitot, des notes où les éditeurs font d'étranges méprises sur la parenté de Richelieu.

Richelieu, tous fort considérables pour l'esprit et la condition, et qui, durant la vie du roy avoient accoustumé d'y aller ¹. »

Parmi cette élite, le jeune Richelieu était certainement un des plus distingués, et de ceux qui pouvaient, à plus juste titre, se promettre un brillant avenir. Il avait été de bonne heure mestre de camp du régiment de Piémont; « en 1616, se voyant en estat de penser à des choses plus grandes ², » il vendit ce régiment au jeune marquis de Fontenay-Mareuil, et fut nommé maréchal de camp dans l'armée de Nivernais, que commandait le maréchal de Montigny. Sa carrière, que la prodigieuse fortune de son jeune frère aurait faite un jour si brillante, fut brusquement interrompue, en 1619, par un duel où il succomba ³. Il avait perdu sa femme, morte en couches quelques mois auparavant ⁴, et presque aussitôt, son fils au berceau, le seul enfant qu'elle lui eût laissé.

¹ *Mémoires*, année 1610, p. 72 et 111.

² C'est encore Fontenay-Mareuil qui s'exprime ainsi, et qui juge qu'au temps « où le cardinal gouverna toute la France, il auroit pu estre bien secondé par ce frère qui en estoit très-capable. » T. I^{er}, p. 356 et 447, (édit. Petitot). Tel est le jugement des contemporains, qui n'est pas toujours le plus indulgent.

³ Les circonstances de ce duel sont rapportées fort différemment par Richelieu, dans ses *mémoires* (t. I^{er}, p. 555), et par l'historien du duc d'Épernon, qui en ayant été, dit-il, spectateur fortuit, le raconte comme témoin oculaire. (P. 337, éd. de 1730, in-4.) Nous n'en avons trouvé nulle part la date précise. Nous avons essayé de l'établir (lett. de Richelieu, t. I, p. 600) et nous l'avons fixée approximativement vers la mi-juin. Nous avons trouvé depuis une lettre de condoléance, écrite par le roi à la reine sa mère, sur la mort de son capitaine des gardes. (bibl. imp. 500 Colb., t. 98.) Cette lettre, datée du 22 juin, jour de l'inhumation, confirme notre conjecture, car il dut s'écouler quelques jours entre le duel qui eut lieu à Angers et les funérailles célébrées à Braye-sous-Faye, où était la sépulture de la famille de Richelieu. M. Martineau (p. 62) donne aussi cette date du 22 juin, prise sur les registres de la paroisse.

⁴ Marguerite Guyot de Charmeaux, dame d'Anzac. Elle avait été mariée, en premières noces, à Bernard Pottier, seigneur de Silly, dont elle était demeurée veuve en 1610. Elle mourut vers la fin d'octobre, ou au commencement de novembre 1618, lorsque son mari et l'évêque de Luçon étaient exilés en Avignon.

Le lecteur aimera à trouver ici une lettre, véritable lettre de mère, adressée par Madame de Richelieu à Madame de Silly. Cette lettre, signée SUZANNE DE LA PORTE, est sans date, mais elle a dû être écrite peu de temps avant le mariage de Henri de Richelieu. J'en veux reproduire quelques lignes, dont je conserve l'orthographe : « J'avois longtemps supplier Dieu qu'il donast à mon fils une maitresse qui a toutes les conditions que l'on peut désirer; je voy bien maintenant qu'il a écouté ma prière, puisque vous luy avés permis de prandre la calité de votre servyteur, et l'espérance que vous luy en donnerés une autre... Vous puvés vous asurer que son affection surpassera selle de tous les servy-

Nous avons, dans le manuscrit de la bibliothèque impériale, quelques lettres de Henri de Richelieu, où il parle de cet enfant qui n'avait plus de mère, avec une sollicitude et des tendresses toutes maternelles.

A Citoys, ce médecin attaché spécialement à l'évêque de Luçon, M. de Richelieu exprime un vif regret de ce qu'il n'a pu assister sa femme en ses couches; et il le conjure d'aller, une fois le mois, voir son « pauvre enfant. » Une dame qu'on ne nomme pas ici, et qui n'est désignée, dans une autre lettre, que par ces mots : « la bonne Madame de B. » avait été intime amie de sa femme, et avait même contribué à leur mariage; ému de ce souvenir, Richelieu la fait confidente des douleurs de son récent veuvage et des inquiétudes que lui cause la faible santé de son enfant : « Quoyque MM. Cytoys et Rabault m'ayent mandé que je dois avoir beaucoup moins d'appréhension pour mon fils, maintenant qu'ils luy ont changé sa nourrice, et ont fait appliquer un cautère... » Néanmoins il se désole de ne pouvoir assister lui-même ce petit être débile et souffrant; il supplie cette bonne amie d'aller à Richelieu pour lui donner ses soins; en attendant, sa sœur Nicole (la jeune marquise de Brézé) ira, « afin que son petit ne soit pas tout seul, car M. Adumeau² écrit que ses affaires le rappeloient sa femme et luy. » Malgré toutes ces précautions il ne peut se tenir d'y aller lui-même : « Je suis en peine de n'avoir aucunes nouvelles de mes affaires; je croy qu'Adumeau est mort... La continuelle alarme où je suis de mon fils me fait demander la permission d'aller donner ordre à l'un et à l'autre pour huit jours. » Enfin nous trouvons encore, dans une lettre à l'oncle de la femme qu'il a perdue, le sentiment profond d'une inconsolable affliction. Ce fut peu de temps après, qu'il eut à pleurer cet enfant objet

teurs et de tous les maris du monde... » Il nous semble voir, dans ces quelques traits, comme un faible crayon de ces deux personnes que l'on connaît si peu. Cette lettre est conservée dans le cabinet de M. le baron de Girardot, qui a bien voulu en donner communication à l'éditeur des lettres de Richelieu.

¹ Est-ce une dame de Bourges, que nous verrons bientôt toute occupée des affaires particulières de l'évêque de Luçon, et qui paraît avoir été liée assez étroitement avec toute la famille?

² C'était un homme de confiance de la famille dont nous avons fréquemment trouvé le nom mêlé aux difficiles affaires de la maison de Richelieu. On finit par se plaindre de lui, et il en résulta même un procès que l'évêque de Luçon gagna contre la famille des Adumeau (1622). Voyez la collection des lettres de Richelieu, t. I^{er}, p. 714.

d'un amour si tendre. Ces quelques détails suffisent à donner une idée du cœur de cet homme, dont l'estime de Henri IV et le témoignage de Fontenay-Mareuil attestent l'esprit supérieur ¹.

Le second fils du grand prévôt, Alphonse-Louis du Plessis de Richelieu, avait été destiné par sa famille à l'ordre de Malte ; il essaya une vie active pour laquelle il n'était pas né ; dirigé ensuite vers l'Église, il fut nommé évêque de Luçon, étant encore fort jeune ². Le *Gallia christiana*, qui ne donne ni la date de la naissance d'Alphonse, ni celle de sa nomination, ne dit point non plus l'époque de sa retraite chez les chartreux, et semble croire qu'Armand fut évêque de Luçon par la résignation de son frère. Le silence et les incertitudes des frères Sainte-Marthe prouvent seulement que ces savants annalistes n'avaient pas de documents sur ce point. On verra bientôt que François Yver était encore en possession de l'évêché de Luçon lorsque Armand fut nommé, et que, par conséquent, Alphonse n'avait pas attendu, pour se démettre, que son jeune frère pût lui succéder.

Quoi qu'il en soit, Alphonse de Richelieu ne fut point sacré, ne prit jamais possession de son évêché, et quitta l'épiscopat pour se vouer à la vie sévère des chartreux. Il fit profession à la Grande-Chartreuse en 1606, « et y vécut plus de vingt ans sans montrer de désir de rentrer dans le siècle ³, » dit Moréri ;

¹ Toutes ces lettres sont sans date ; elles se trouvent en copie dans le recueil composé par l'ancien secrétaire du cardinal, Le Masle, prieur des Roches. (Bibl. imp. fonds de Sorbonne n° 1135, f° 95-100.) Voyez ci-après page 160, note 4.

² On lit dans la *Biographie universelle* : « Après la mort de son oncle, évêque de Luçon, il fut nommé pour le remplacer. » Jacques du Plessis, aumônier de Henri II et évêque de Luçon, n'était pas oncle, mais grand-oncle d'Alphonse, et celui-ci ne lui succéda pas. Jacques du Plessis avait été le 24^e évêque de Luçon, Alphonse fut le 26^e ; la chronologie de ce siège place, entre eux, François Yver, qui, à la vérité, ne fut point sacré, et qu'on soupçonna de ne tenir l'évêché que comme un fidéicommis de la famille de Richelieu, mais que le *Gallia christiana* compte comme le 25^e évêque de Luçon. L'auteur du *Gallia purpurata*, P. Frizon, compte à son tour, avant Alphonse, deux évêques de Luçon, du nom de Jacques, l'un oncle, l'autre grand-oncle de Richelieu, nous avons montré ailleurs l'erreur de Pierre Frizon. (*Lettres du card. de Rich.*, t. I, p. 13.)

³ Nous le trouvons successivement en divers monastères de l'ordre ; en 1609 et 1610 coadjuteur chez les chartreux du Liget près Tours. (Mémoires de l'abbé de Marolles, in-f° p. 221) ; en 1612, à la Grande-Chartreuse (Lett. de l'évêque de Luçon au général des chartreux ; bibl. imp. fonds de Sorbonne 1135, f° 205 v°) ; en 1618, prieur de la Chartreuse voisine d'Avignon. Voyez

mais, soit que cette vocation, si persistante, se soit laissé tenter enfin par la grande fortune du cardinal, soit qu'elle ait cédé à la volonté impérieuse d'un frère qui eut toujours pour toute sa famille une ambition presque égale à celle qu'il avait pour lui-même, le pauvre solitaire devint successivement archevêque d'Aix, archevêque et comte de Lyon, cardinal, grand aumônier de France, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit, ambassadeur extraordinaire à Rome, et enfin désigné comme l'un des plénipotentiaires à l'assemblée de Cologne, réunie pour négocier la paix générale et préparer ce célèbre traité qui a pris dans l'histoire le nom de traité de Westphalie. La mort de Richelieu survenue, on ne songea plus à la mission de son frère. L'humble chartreux ne demandait rien, mais il acceptait tout ; il parvint aux suprêmes honneurs de l'Eglise et du siècle sans quitter son langage et ses façons de simple religieux, mais aussi sans permettre qu'on omit rien de ce qui était dû à son mérite et à ses dignités ; il souffrit durant seize années, avec une résignation facile, cette violence faite à sa vocation. Ses lettres¹ nous laissent de lui l'idée d'un homme morose, bizarre, pointilleux, et que son humilité monastique n'avait pas tout à fait guéri de l'orgueil mondain. Toutefois il avait des qualités solides, et quelques parties d'un digne évêque.

De retour à Lyon après son ambassade de Rome, il ne sortit que dans de rares circonstances de son évêché, où nous le voyons jusqu'à sa mort², arrivée onze ans après celle du grand cardinal (en 1653), remplir avec zèle et charité les

sa vie, écrite l'année même de sa mort. (*Vita Alphonsi Ludovici Plessæi Richelii*, etc. Auctore M. D. P. (Michael de Pure). — Parisiis, 1653, in-12, p. 35.) Morozzo, dans sa savante histoire de l'Ordre, ne lui donne point ce titre de prieur, et dit seulement qu'il remplit les fonctions de censeur et de visiteur. (*Theatrum chronologicum Cartusiensis ordinis*... D. Car. Jos. Morozio, in-f° p. 32. Taurini 1781.)

¹ J'ai vu, à la bibliothèque impériale, un manuscrit in-4°, classé parmi les imprimés, lequel contient les lettres écrites par le cardinal de Lyon durant son ambassade de Rome (1635-1636) ; la plupart sont adressées au cardinal son frère et au roi, quelques-unes seulement vont à d'autres personnes. C'est le seul manuscrit que j'ai trouvé, et c'est celui-là sans doute dont la *Biographie universelle* donne cette inexacte désignation : « La bibliothèque du roi possède un recueil in-f° de ses lettres à Louis XIII, et aux plus illustres personnages de la cour. »

² Un récit très-circonstancié de la mort d'Alphonse de Richelieu se trouve dans le *Journal des Voyages* de Monconys, imprimé à Lyon en 1665 ; p. 41 de la 3^e partie.

devoirs de l'épiscopat. Enfin l'humilité du moine reparut sur la tombe du cardinal, dans l'épithaphe qu'il avait, dit-on, composée lui-même : *Pauper natus sum, pauperiem vovi, pauper morior ; inter pauperes*¹ *sepeliri volo.*

L'aînée des sœurs de Richelieu, Françoise du Plessis, fut mariée à J. B. de Beauveau, seigneur de Pimpean et des Roches, dont il ne paraît pas qu'elle ait eu d'enfants, et elle épousa en 1603, après six ans de veuvage, René de Vignerot, seigneur de Pont-Courlay, en Poitou, qualifié, dans son contrat de mariage, de chevalier et gentilhomme de la chambre du roi.

Elle mourut en 1615, laissant un fils François de Vignerot, que le cardinal fit général des galères, et dont il fut souvent mécontent.

Et une fille, Marie-Madeleine de Vignerot, mariée toute jeune encore, elle avait à peine seize ans (26 novembre 1620), à Antoine de Beauvoir du Roure, seigneur de Combalet, et neveu du duc de Luynes.

Ce mariage fut un événement dans la vie de Richelieu, au moment où, en sa qualité d'ancien protégé du maréchal d'Ancre, il était l'objet de l'antipathie particulière du roi, où il partageait encore la disgrâce de la reine-mère, et où sa propre fortune dépendait de la réconciliation de Marie de Médicis avec le roi son fils. Alors une union entre le puissant favori et Richelieu était pour celui-ci de la dernière importance ; et dans les faibles causes qu'on peut assigner quelquefois aux plus grands événements, nous notons le mariage de cette enfant comme un lointain acheminement vers les hautes destinées où l'évêque de Luçon est parvenu.

Cette nièce fut d'ailleurs la seule personne qui ait inspiré à Richelieu une affection vraiment tendre, sincère et durable ; il l'aima toute sa vie, et elle fut, comme on sait, sa légataire universelle.

Est-ce à cause d'elle, ou seulement par respect pour le droit d'aînesse que Richelieu choisit l'héritier de son nom dans la famille des Vignerot, où personne ne semblait digne de le porter ? tandis que le fils de sa jeune sœur, le marquis de Brezé, s'annonçait déjà, nous le dirons tout à l'heure, comme un officier dont la famille pourrait s'enorgueillir.

¹ Il voulut être enterré dans l'église de la Charité, l'une des nombreuses fondations dont il avait doté la ville de Lyon et son diocèse.

M^{me} de Combalet échangea dans la suite ce nom vulgaire ¹ pour celui de duchesse d'Aiguillon, qu'elle a rendu célèbre par son esprit et par des qualités qui la placent parmi les femmes les plus distinguées de ce siècle.

La seconde sœur de Richelieu, Nicole du Plessis, épousa le 25 novembre 1617, Urbain de Maillé, marquis de Brezé, homme d'esprit dans le monde, médiocre dans les affaires, que le cardinal revêtit de charges considérables et éleva aux plus éminentes dignités.

Lorsque Nicole se maria, ses deux frères, l'un capitaine des gardes d'une reine exilée, l'autre simple évêque, étaient éloignés de la cour; on lui fit des noces d'une simplicité un peu bourgeoise. « Les articles du mariage de ma sœur sont signés, écrivait Richelieu à son frère aîné, je vous les enverrai dans trois jours. M. de Brezé fait estat d'aller bientôt à Paris; c'est pourquoy j'estime qu'il est à propos que vous teniés vostre agent prest au plustost qu'il vous sera possible. Je croy, si vous le trouvés bon, que le mariage se consommera sans cérémonies aucunes ². »

A 23 ans de ce jour, une fille issue de ce mariage entraît dans la famille royale de France, elle épousait un prince qui devait un jour s'appeler le Grand Condé; ses noces étaient célébrées au palais Cardinal avec une pompe et des magnificences dignes d'une fille de roi.

Madame de Brezé eut aussi un fils qui, jeune encore, était amiral, et fut tué d'un coup de canon sur son vaisseau, en 1646; il venait d'atteindre sa vingt-septième année, et avec lui s'éteignaient les espérances déjà certaines d'un brillant avenir.

Nicole de Richelieu n'eut point la joie de ce royal hyménée, ni la douleur de ce deuil prématuré; elle avait cessé de vivre quelques années auparavant. Femme d'un tempérament maladif, d'une humeur mélancolique et fantasque, d'une rai-

¹ Nous croyons qu'elle ne l'a jamais signé; nous avons vu d'elle un assez grand nombre de lettres, elles sont souscrites, au reste, selon l'usage des grandes dames du temps, de son nom de fille, *Dupont*, signature qu'elle a conservée également lorsqu'elle fut duchesse d'Aiguillon.

² Bibl. imp. fonds de Sorbonne 1135, f° 134 v°. Lorsque Richelieu, de retour de son exil d'Avignon, retrouvait sa place auprès de la reine mère, cette princesse choisit la marquise de Brézé pour sa dame d'atour, charge qu'elle occupa jusqu'en 1625, et dans laquelle M^{me} de Combalet lui succéda.

son même un peu troublée, s'il faut en croire quelques récits du temps ¹, elle mourut malade d'esprit aussi bien que de corps, à Saumur, le 30 août 1635 ². Sa santé, depuis longtemps chancelante, donnait dès le commencement du mois les plus sérieuses inquiétudes ; son confesseur en avait averti Richelieu, qui se hâta d'envoyer à M^{me} de Brezé son propre confesseur, l'abbé d'Escloz ³. Enfin nous voyons dans une lettre du 2 septembre qu'il charge le prieur des Roches ⁴ de se rendre à Saumur pour ordonner les funérailles ⁵.

Telle était cette famille du cardinal de Richelieu qu'on peut désirer de connaître, surtout à cause de lui-même, et aussi parce qu'elle se trouve souvent mêlée à l'histoire de cette première part de sa vie. Maintenant c'est de lui qu'il faut nous occuper.

II.

Armand-Jean naquit le 9 septembre 1585, à Paris, rue du Bouloy. Il fut baptisé le 5 mai de l'année suivante, à Saint-Eustache sa paroisse ; il eut pour parrains Armand de Gontault-Biron, maréchal de France, et Jean d'Aumont, aussi maréchal de France ; sa marraine fut Françoise de Rochechouart, dame de Richelieu, sa grand'mère paternelle.

On peut s'étonner que, pour un homme d'un si grand nom

¹ Le pamphlétaire Morgues de Saint-Germain ; *Lumières pour l'histoire de France*. — Tallemant, dans ses exagérations médisantes et son style sans précaution, a dit : « Cette femme était folle, et est morte liée, ou du moins enfermée, elle croyait avoir le cul de verre, et ne voulait point s'asseoir. » (*Historiettes*, t. II.)

² La date du 17, que donne Moreri n'est pas exacte.

³ Nos manuscrits écrivent encore ce nom : Desclos : et Desclaux.

⁴ Il était chanoine et chantre de N.-D. ; il avait été attaché presque dès l'enfance à la personne de Richelieu, qui continuait de l'employer dans toutes sortes d'affaires. Malgré ses fonctions officielles, on le nommait toujours *secrétaire de son Éminence*.

⁵ Arch. des aff. étr. France 1635 quatre derniers mois, f^o 7. — Voy. le 5^e vol. des *Lettres de Richelieu*, p. 930 et 935, dates des 8 août et 2 septembre. — Rectifions ici une erreur de Fontette, dans ses additions à la bibliothèque historique du P. Lelong ; il dit article 31,605, 4^e vol. que Fléchier prononça l'oraison funèbre de Nicole de Richelieu, dame de Brezé ; or Fléchier n'avait que trois ans quand la marquise de Brezé mourut. Fléchier a fait l'oraison funèbre de la duchesse d'Aiguillon ; c'est sans doute ce souvenir qui aura trompé le laborieux continuateur du P. Lelong.

historique, le jour de naissance soit si longtemps resté tout à fait inconnu, et que le lieu ait pu être l'objet d'un doute.

Tous les biographes mettent la naissance de Richelieu au 5 septembre¹ ; les uns le font naître au château de Richelieu en Poitou, les autres à Paris² ; et, parmi ceux qui admettent l'origine parisienne de Richelieu, les opinions se partagent encore sur le lieu précis de sa naissance. Est-il né à l'hôtel d'Aumont, rue de Jouy-au-Marais, comme le veut Baudrand, ou bien, ainsi que le prétend Aubery, dans un hôtel situé à l'endroit où fut élevé le palais cardinal³.

¹ Nous n'avons rencontré, sur cette fausse date, qu'un seul dissentiment, lequel, à son tour, est une erreur. La bibliothèque historique du P. Lelong, dans sa liste des portraits, met la naissance de Richelieu au 15 septembre. Ce n'est peut-être qu'une faute typographique, le P. Lelong, restant dans l'erreur commune, aurait écrit : le 5. (Tome IV, p. 257 de l'édition de 1768.)

² On s'explique jusqu'à un certain point le doute où l'on est resté si longtemps à cet égard, en voyant les deux opinions soutenues de chaque côté par des autorités nombreuses et dont quelques-unes ne manquent pas d'importance ; ainsi parmi la foule des témoignages qui tiennent pour le Poitou on trouve celui du P. Louis Jacob (de Saint-Charles) dans sa *Bibliotheca pontificia*, publiée quelques mois après la mort de Richelieu ; l'architecte Jean Marot, contemporain de ses dernières années, qui a décrit le *magnifique château de Richelieu, avec les élévations, profils et plans*, etc., y marque la chambre même où naquit le futur cardinal. La Fontaine, dans son *voyage en Poitou*, écrit qu'il a vu cette chambre célèbre, consacrée par les traditions du pays. De nos jours encore, le soigneux historien du *Chapitre et des Evêques* de Luçon, M. La Fontenelle de Vaudoré, s'efforce, après M. de Beauregard, de prouver la vérité de cette fausse assertion. Enfin dans le plus récent des livres écrits sur Richelieu (1866), M. Martineau, s'autorisant des plus actives recherches faites sur les lieux mêmes, affirme « qu'il est certain que le cardinal est né à Richelieu » (p. 62). Mais les conjectures les plus vraisemblables s'évanouissent devant l'incontestable certitude d'un extrait baptistaire.

³ Baudrand dans son *Dictionnaire géographique et historique*, a écrit au mot Richelieu : « né à Paris, rue de Jouy, où est à présent l'hostel d'Aumont. » Et dans sa *Geographia ordine litterarum disposita* ; « in vico de Jouy dicto. » Aubery dit à son tour : « né et mort dans un mesme hostel, » t. II, p. 360 de l'*histoire de Richelieu* ; et il l'a répété dans l'*histoire de Mazarin* : « Il mourut dans l'hostel où il estoit né. » (T. I, p. 113). Peut-être le désir de présenter un rapprochement piquant, a-t-il fait imaginer ce conte à Aubery. La rue du Bouloy, où naquit Richelieu, peu éloignée de l'endroit où fut bâti le palais-cardinal, en était néanmoins tout à fait séparée dès ce temps-là par plusieurs flots de maisons. Le plan de la tapisserie, dont la date est peu antérieure à la naissance du cardinal, ne laisse aucun doute à cet égard ; la rue du Bouloy, ainsi que ce plan la nomme, y est très-exactement indiquée, et n'a aucun point de contact même avec l'emplacement des jardins du palais où Richelieu mourut. Il nous paraît certain que la famille n'avait pas alors d'établissement à Paris ; nous en trouvons la preuve dans l'instruction faite pour la promotion du grand prévôt dans l'Ordre du Saint-Esprit, en 1585, l'année même de la naissance d'Armand ; là il est dit que *sa résidence est au lieu de Richelieu*.

Il ne peut plus maintenant exister aucune incertitude sur ce point ; nous savons que l'acte authentique de la naissance de Richelieu est conservé dans le registre des naissances de la paroisse Saint-Eustache, à la date de son baptême ¹. Sur ces tables de l'égalité humaine, cet enfant qui devait un jour remuer le monde, se trouve placé entre l'enfant d'un vannier et celui d'une fruitière, baptisés le même jour.

L'enfance de Richelieu n'a rien offert d'extraordinaire, on peut l'affirmer avec assurance ; Aubery n'en parle pas, et Aubery qui a écrit sur les informations mêmes de la famille de Richelieu, et qui a fait un panégyrique plutôt qu'une histoire, ne l'aurait pas oublié. Le grand homme n'a donc pas commencé par être un enfant prodigieux. Il ne faut pas le regretter, la nature a ses lois, qu'il est bon de suivre ; les enfants qui ont étonné les contemporains de leur première jeunesse, sont presque toujours restés inconnus aux contemporains de leur âge mûr. Le génie peut se manifester de bonne heure dans certaines qualités spéciales ; on peut être dès l'enfance un dessinateur admirable et devenir Raphaël, un calculateur merveilleux et être un jour Pascal ; mais quelles que soient les qualités d'esprit d'un homme destiné à obtenir la renommée de grand politique, il ne laissera pas deviner de si loin le génie capable de régir les États et de gouverner les peuples. Aussi de l'enfance de Richelieu, il n'est rien resté dans la mémoire. On sait seulement que, dès son jeune âge, et sans sortir de la famille, il reçut une instruction soignée ; on a nommé le prieur de Saint-Florent de Saumur, homme de savoir et de vertu, qui lui donna, sous les yeux de sa mère, les premiers enseignements de la religion et des lettres.

Toutefois un enseignement² privé parut bientôt insuffisant pour cette vive intelligence, et la mère d'Armand ne tarda pas à

¹ On nous a dit, il y a six ans, lors de nos recherches, dans les bureaux dépendants de l'hôtel de ville, où l'on a réuni tout ce qui a pu être conservé des actes de l'état civil anciennement dressés dans les diverses paroisses de Paris, qu'on avait quelquefois cherché inutilement la date que nous désirions trouver. Cela ne nous a pas découragé. Ce qui a si longtemps empêché de découvrir cet acte, c'est sans doute qu'on s'est borné à le chercher parmi les naissances de 1585, où la mention de celle de Richelieu n'est pas ; n'ayant été baptisé que huit mois plus tard, il ne fut inscrit que sur les registres de 1586, M. Jal a trouvé de son côté la véritable date en compulsant les registres de l'hôtel de ville pour la composition de son curieux supplément aux dictionnaires biographiques.

l'envoyer au collège de Navarre, l'une des plus célèbres de ces nombreuses pédagogies qui peuplaient la montagne latine de Paris.

Le souvenir de son séjour est resté dans les annales de cette maison ¹. Armand était au nombre des élèves, en 1597, lorsque Jean Ion, principal des philosophes de Navarre, était pour la quatrième ² fois recteur de l'université. Richelieu avait douze ans à peine; revêtu d'un habit de jeune homme ³, il accompagna comme enfant d'honneur (*puerum honorarium*) le recteur, conduisant au monastère de Saint-Denis la procession de l'Université ⁴. L'écolier devenu cardinal et ministre suprême du royaume, aimait à se rappeler cette pieuse pérégrination; et un jour que le recteur était venu vers lui en députation, il lui demanda s'il se souvenait que jadis, encore enfant, il avait eu l'honneur de l'y accompagner. L'historien de Navarre raconte que l'université n'envoyait guère une députation au cardinal sans que le vénérable Ion n'en fût président, et que Richelieu ne le voyait jamais sans se souvenir avec reconnaissance des bienfaits de l'éducation qu'il avait reçue dans ce collège; l'illustre cardinal disait lui-même en soupirant que, du plus loin qu'il apercevait le principal des philosophes de Navarre, il se sentait encore pénétré de la crainte

¹ J. Launoii... *regii Navarrae gymnastii historia...*, in-4°, p. 1052.

² Launoy dit : *tertium rector*; mais Ion avait été élu trois fois en une seule année, 1589 (les 24 mars, 13 juin et 10 octobre), année de troubles et de périls où il fallait du dévouement pour accepter cette charge : « Ionius, quia nemo tam turbulentis temporibus clavum Reipublicæ litterariæ tractare volebat, per novem menses, a martio ad decembrem rectorem gessit, » a dit du Boulay, t. VI, année 1597.

³ Était-ce un habit spécial pour la cérémonie? La vague expression de Launoy : *Ephebi veste indutus*, ne le laisse pas bien deviner. Nous traduisons *jeune homme*, il serait mieux de mettre : *adolescent*, si l'usage n'eût pas donné, assez mal à propos, à la signification de ce mot une nuance qui ne conviendrait pas ici.

⁴ *L'histoire de l'Université* ne fait point mention de cette procession de 1597. Il y en eut une extraordinaire en 1596 (le 10 juillet) pour demander à Dieu la fin d'une contagion qui affligeait Paris, dit Crévier, (VII, p. 19), et le même historien raconte qu'en 1598, le 15 juin, jour de Lendit, le recteur renouvela l'ancien usage, interrompu depuis quatorze ans, d'aller en grand cortège à Saint-Denis. Nous sommes tenté de croire qu'au lieu de 1598 il faut lire 1597, et que ce fut à l'occasion de cette solennité, célébrée avec plus d'éclat, après la longue interruption causée par les troubles civils, que le jeune Armand fut choisi pour y figurer comme enfant d'honneur. Une pareille erreur de date est fort vraisemblable dans le désordre des documents de cette époque, où l'historien a dû puiser.

respectueuse du jeune élève devant son maître. Aussi l'accueillait-il avec une bonté touchante, et si la députation n'obtenait pas toujours ce qu'elle demandait, ajoute l'historien, toujours elle revenait heureuse des bonnes paroles qu'elle avait reçues (*ita ut nisi rebus, certe verbis, contenti redirent*).

Richelieu, dit encore Launoy, étudia à Navarre les lettres et la philosophie; *hoc in collegio grammaticis et philosophicis studiis operam dederat*¹. Cependant, selon Aubery, après avoir été au collège royal de Navarre, Richelieu fut mis au collège de Lisieux, « où il fit son cours de philosophie². » Mais Launoy, qui était de la maison de Navarre, a dû être mieux informé.

Si pourtant on voulait s'en rapporter à Aubery, et concilier les deux témoignages, il faudrait supposer, ou que le jeune Richelieu, après avoir fait une philosophie à Navarre, en fit une seconde au collège de Lisieux; ou que Richelieu ayant plus tard, comme on le verra tout à l'heure, soutenu sa thèse de philosophie à Navarre, Launoy, en parlant d'études philosophiques à ce collège, aura confondu les deux époques.

Quoi qu'il en soit, ses études finies, et elles le furent de bonne heure, grâce aux dispositions précoces et au courageux travail du jeune Armand, Richelieu passa du collège à l'Académie, où il se livra aux nouvelles études et aux exercices militaires qui devaient le préparer, comme c'était la coutume pour les jeunes gentilshommes, à la profession des armes.

Ici où Richelieu semble se détourner de la grande destinée qui l'attend dans l'Église, l'historien se demande avec une certaine curiosité quel eût été cet homme extraordinaire si la fortune eût voulu qu'il suivit la carrière vers laquelle on le dirige en ce moment. On peut croire que si Richelieu eût appliqué à l'art de la guerre la rare intelligence dont il était doué, il n'eût pas été un général médiocre. Il aimait le métier, il l'a voulu faire en certaines circonstances, et toujours il s'est occupé de la conduite des armées, de leur organisation, de la nourriture, de la solde, du campement des troupes; on l'a vu plusieurs fois, quittant la soutane rouge pour l'habit de cavalier, les commander en personne, et nous trouvons à tout moment, dans

¹ Launoy, p. 391.

² Aubery, t. I, p. 11, copié par Le Clerc, t. I, p. 4.

ses papiers, des contrôles annuels annotés de sa main, des plans de forteresses qu'avait ébauchés sa plume, des ordres de bataille étudiés par lui-même. Dans les conseils de guerre, comme celui, par exemple, où fut décidé, au milieu de circonstances critiques, la reprise de Corbie, nous voyons son opinion faire autorité et prévaloir, parmi les généraux les plus expérimentés, moins par la déférence due à son rang, que par la conviction de la justesse de son coup d'œil, et de la solidité de son jugement.

Mais quand Richelieu passa-t-il du collège à l'académie ? Quand laissa-t-il les exercices de l'académie pour revenir aux lettres et commencer les études théologiques ? Il n'est pas facile de trouver des dates précises, et les quelques renseignements qu'on rencontre épars çà et là sont contradictoires.

Il passa à l'académie, et il prit avec l'épée la qualité de seigneur du Chillou, dit André du Chesne ¹, et, après du Chesne, Aubery ², et tout aussi vaguement : « Il lui fallut bientôt reprendre l'étude, et la considérer comme son principal emploi ³. » Il est évident qu'il ne dut quitter l'académie que lorsque son frère Alphonse fut tout à fait décidé à abdiquer l'évêché auquel il avait été nommé, et que l'on considérait comme héréditaire dans la maison de Richelieu ; mais ce fut là une affaire de famille qui ne laisse pas de trace dans les actes publics. Et d'ailleurs Alphonse n'attendit pas même, pour se démettre de son évêché, que son frère pût en prendre possession ; il est probable qu'on se contenta d'une promesse du roi, laquelle ne se réalisa qu'en 1606.

Cependant Richelieu commença ses études théologiques vers l'âge de 18 ans, en 1603 ; c'est d'Argentré qui nous donne cette date : *Studuerat in collegio calvico, sub M. Jacobo Hennequin, anno 1603* ⁴. Après cette première année de théologie durant laquelle il eut pour maître le célèbre docteur et professeur de Sorbonne que nous venons de nommer, Richelieu subit ses épreuves de philosophie en 1604, dans ce même collège de Navarre, où auparavant il avait fait ses humanités.

¹ Généalogie, p. 73 v°.

² T. I, p. 11.

³ *Collectio judiciorum de novis erroribus...* t. II, p. 341, in-f°.

⁴ « Respondit de philosophia in regia Navarra, anno 1604. » D'Argentré, loc. cit.

L'année 1605 fut toute consacrée aux études théologiques. Une vie manuscrite de Richelieu, conservée à la bibliothèque de l'Arsenal¹, dit, sans en apporter aucune preuve, qu'il prit le bonnet de docteur en 1605; c'est une erreur manifeste, Richelieu était encore alors un simple étudiant, nous en donnerons tout à l'heure la preuve.

Vers la fin de cette année, ou tout au commencement de 1606, il fut désigné évêque de Luçon; une lettre du cardinal Duperron, qui était alors en mission à Rome, nous en informe : « Et cependant diray à V. M., écrit Duperron à Henri IV, que, touchant l'affaire de M. de Richelieu, M. l'ambassadeur en a déjà parlé à Sa Sainteté, qui luy a donné sujet d'en bien espérer; et, pour mon particulier, je n'oublieray rien du soin et de l'affection que je doy au commandement qu'il a pleu à V. M. me faire pour ce regard². » Cette lettre est datée du 8 mars 1606. En calculant, selon la lenteur des communications épistolaires du temps, surtout avec les pays étrangers, la dépêche du roi pourrait bien avoir été écrite vers la fin de janvier, et M. d'Alincourt, l'ambassadeur de France à Rome, avait, avant Duperron, reçu l'ordre de s'occuper de cette affaire. Nous verrons tout à l'heure qu'elle ne se termina pas promptement.

En attendant, ce titre d'évêque nommé ne fit que redoubler l'ardeur du jeune Armand pour les études qui devaient justifier cette faveur prématurée; il les poursuivit sans relâche, parmi les calamités d'une contagion qui ravageait Paris, décimait et dispersait l'Université. Nous le voyons, cette année-là même, au premier rang des jeunes théologiens qui reçurent leur brevet d'études³, et nous lisons en tête de la liste :

¹ Hist. 895.

² *Les ambassades,.... lettres, etc. du card. Duperron. 1623, 1 vol. in-f°, p. 457.*

³ Nous en avons trouvé l'acte authentique à la bibliothèque impériale, parmi les manuscrits du supplément latin, 1344, p. 15 : *Acta rectoria Universitatis parisiensis; anno 1596-1615.* « In nomine sanctissimæ Trinitatis : sequuntur nomina eorum qui fidem Academiæ dederunt in utroq. rectoratu magistri Francisci Ingolvii de la Saulaye... a die 23 junii 1607 ad 16 decembris ejusdem anni; quo tempore utriusq. magistratus, gementibus scholis absens diu et rusticata est Academia, ob pestilentiam tota Parisiensi urbe grassantem, sed tandem divino beneficio, ad seipsum rectoris sui voce ac diligentia revocata, pristinum brevi splendorem recuperavit. » A la suite de ce préambule viennent les listes d'écoliers où le nom de Richelieu est le premier.

Armandus Joannes du Plessis de Richelieu, designatus episcopus Lucionensis, testimoniales¹ litteras accepit.

Dès le milieu de la même année, il avait demandé à la faculté de Sorbonne les dispenses du temps d'étude prescrit pour se présenter aux examens.

Nous avons voulu ici consulter les documents originaux de préférence aux renseignements de seconde main. Nous interrogeons, toutes les fois que nous pouvons en trouver, les témoins contemporains, quelle que soit l'autorité des auteurs qui ont écrit depuis, tels que d'Argentré et d'autres d'égale valeur, nous ne les appelons qu'à défaut des premiers, ou pour leur venir en aide.

Nous avons donc cherché aux Archives de l'Empire, le registre de la faculté de théologie. Il n'existe point, dans ce riche dépôt, de registres réguliers avant 1608² ; mais nous avons trouvé, pour l'époque qui précède, un cahier de 38 feuillets³, espèce de brouillon, qui donne d'une manière sommaire et incomplète quelques analyses des délibérations et conclusions de la faculté de théologie depuis le 3 février 1600 jusqu'au 12 août 1634. En marge du premier feuillet, à côté d'un article daté d'août 1606, on trouve cette note : *Armandus du Plessis de Richelieu, nominatus episcopus lucionensis, supplicat ut secus dispensetur de tempore requisito ad primum cursum; et obtinet.*

Richelieu passa-t-il alors ces actes pour lesquels il avait obtenu dispense du temps d'études ? Ou n'a-t-il pas cru plus pressé et plus expédient d'aller tout de suite à Rome, se réservant à passer ses actes au retour ? D'Argentré ajoute bien ici : « *Cum examen subiisset, abiit Romam,* » mais c'est une simple assertion, et nous prouverons bientôt, à l'aide de notre document des archives, que ce fut en 1607 seulement que Richelieu accomplit les actes qui devaient suppléer aux épreuves qu'il n'avait pas subies.

Quoi qu'il en soit, Richelieu reçut en 1606 les premiers

¹ Le scribe a mis ce mot en une abréviation à peu près illisible, mais la formule était : « *Nomina eorum qui suorum studiorum testimoniales litteras acceperunt.* » Même manuscrit, p. 98.

² Il n'en existait plus déjà en 1733, lorsque d'Argentré écrivait, s'il en faut croire ce savant évêque.

³ Archiv. de l'Emp. Cahier joint à un registre marqué M 152, sur une fiche attachée à la couverture : 246 bis.

ordres majeurs, et il était diacre lorsque Henri IV renouvela pour lui les demandes qu'il avait déjà faites à Rome neuf mois environ auparavant. Le roi écrivait, en décembre, à notre ambassadeur, une lettre où nous remarquons plusieurs circonstances qu'il faut noter dans notre sujet :

« M. d'Halincourt, j'ay naguères nommé à notre St-Père le Pape, M. Armand-Jehan du Plessis, diacre du diocèse de Paris, frère du sieur de Richelieu, pour estre pourveu de l'évesché de Luçon en Poitou, par la démission et résignation qu'en a faicte à son profit, M. François Hyver, dernier titulaire d'icelluy. Et parce que le dit du Plessis, qui est desjà dans les ordres, n'a encores du tout atteint l'aage requis par les saintes décrets et constitutions canoniques, pour tenir le dict évesché, et que je suis très-asseuré que son mérite et suffisance peuvent aisément suppléer à ce deffault, je vous écris ceste lettre affin que vous faciés instance, de ma part à Sa Sainteté, pour luy en moyenner la dispense nécessaire, et vous y employiés avec mon cousin le cardinal de Joyeuse, à qui j'en écris de telle sorte que ceste grâce neluy soit refusée, parcequ'il est du tout capable de servir en l'Eglise de Dieu, et que je sçay qu'il ne donne pas peu d'espérances d'y estre grandement utile¹. »

Cette lettre est curieuse à plus d'un titre ; elle venge Richelieu du mensonge qu'on lui a imputé, d'avoir trompé le Pape sur son âge ; elle montre que les auteurs du *Gallia christiana* étaient mal informés lorsqu'ils ont écrit que François Yver avait cessé d'être évêque de Luçon en 1600, et que Richelieu obtint cet évêché par la démission de son frère, enfin elle nous apprend toute l'estime que le roi faisait du jeune Armand, et l'on peut dire que nous tenons, de la bouche même de Henri IV, le jugement qu'il portait du mérite et de l'avenir de cet évêque de vingt ans.

Il est probable que ce fut vers le temps où Henri IV écrivait ces lettres à M. d'Alincourt et au cardinal de Joyeuse, que Richelieu, fatigué de voir rester sans effet les instances de l'ambassadeur et celles des deux cardinaux successivement chargés de cette affaire, prit la résolution d'aller lui-même à Rome, presser l'obtention des bulles que le roi demandait inutilement depuis plus d'une année.

Richelieu reçut à Rome, de l'ambassadeur de France, un

¹ Ces deux lettres conservées dans les archives de M. le marquis de La Grange, ont été publiées par M. Berger de Xivray, tome VII^e des *Lettres de Henri IV*, p. 53 et 54.

accueil tel que pouvait l'espérer un homme que Henri IV aimait ; il en remerciait encore cet ambassadeur, un an après, dès qu'il apprit son retour en France ¹. Le pape accueillit aussi celui que Henri IV nommait déjà son évêque, avec une bienveillance marquée ; la harangue que Richelieu lui adressa en latin, le prévint tout d'abord en sa faveur ². Ses manières distinguées, sa gravité tempérée, sa conversation spirituelle et savante achevèrent de gagner le pape qui ne lui fit guère attendre ses bulles.

On a dit, on a répété que Richelieu avait trompé le pape sur son âge, lui avait demandé l'absolution de ce mensonge après avoir obtenu ses bulles, et que Paul V s'était contenté de dire, sans étonnement ni colère, « que ce jeune homme seroit un jour un habile politique, et qu'il estoit déjà un grand fourbe. »

Ce conte ridicule, imaginé par un pamphlétaire du temps, Mathieu Morgues, abbé de Saint-Germain, aumônier de la reine-mère, a été imprimé, pour la première fois, en 1631 ³. Vittorio Siri l'a recueilli et propagé dans sa compilation : *il Mercurio*, qu'il publia peu de temps après la mort de Richelieu ⁴. Le

¹ Lettres du cardinal de Richelieu in-4°. T. I^{er}, p. 3.

² On a même écrit que Richelieu avait charmé Paul V par la vigueur de ses raisonnements et la souplesse de son argumentation dans les discussions sur la grâce, dont on s'était beaucoup occupé à Rome en ces derniers temps : les questions de *libero arbitrio*, de *prædestinatione*, de *auxiliis gratiæ efficacis*. Cela est fort douteux et l'éloge a bien l'air d'avoir été imaginé après coup. La congrégation de *Auriliis*, établie en 1597, commençait, après dix années d'existence et d'interminables discussions, à lasser les plus zélés. (*Lettres du card. Duperron*, p. 448, 457), elle prenait fin lorsque Richelieu dut arriver à Rome. Les livres écrits sur les travaux de cette assemblée ne parlent pas de l'évêque de Luçon. *L'abrégé de l'histoire de la congrégation de Auxiliis*, œuvre anonyme du P. Servy, docteur de la Faculté de Paris (Louvain 1702), donne une ample liste de ceux « qui y ont eu quelque part » et les seuls français qu'il nomme sont les cardinaux de Givry et Duperron ; il n'aurait certainement pas oublié Richelieu. Celui-ci a donc pu avoir sur ce sujet quelque entretien avec le pape, mais il n'a pu figurer dans les actes publics de la congrégation.

³ *Très-humble, très-véritable et très-importante remonstrance au roy* ; p. 17 de l'édition in-8° des *diverses pièces pour la défense de la royne mère du roy* ; recueil (publié en 1644) des pamphlets de l'auteur, précédemment imprimés à diverses dates. — Montglat, autre ennemi de Richelieu, mais dont il ne faut point mettre les *mémoires* au rang des pamphlets, n'a pas manqué pourtant d'y consigner cette calomnie ; il affirme, sans la moindre hésitation, que Richelieu *supposa un faux baptistaire*, p. 22.

⁴ Tome II, liv. 3, p. 1486 ; éd. in-4° de 1644. Siri ne cite d'autre autorité qu'une vague rumeur : *affermano molli*. On sait que cet insatiable chroniqueur était aussi insouciant à s'assurer de la vérité des bruits de cour qu'émpressé à les recueillir. Il aurait dû y mettre un peu plus de circonspection à

P. Griffet lui-même, ordinairement si exact, ne sait trop qu'en penser : « le fait du mensonge au pape n'a jamais été bien éclairci, » dit-il ¹. Rien au contraire ne saurait être plus victorieusement démenti que cette calomnie ; quoi de plus catégorique que notre lettre de Henri IV, dont l'objet était précisément d'avertir le pape du défaut d'âge de Richelieu et de solliciter les dispenses nécessaires ?

Sans rappeler le mensonge de l'abbé de Saint-Germain, et sans y faire aucune allusion, André Duval, docteur de Sorbonne, l'a directement réfuté par un récit tout contraire : « Richelieu, dit-il, s'étant fait remarquer à Rome par sa science théologique... obtint sans peine la dispense qu'il demandait au pape, et, en la lui accordant, le Saint-Père lui dit ces gracieuses paroles : *« Equum est ut qui supra ætatem sapientie infra ætatem ordineris. »*

Le mot flatteur est-il plus vrai que la parole injurieuse ? N'a-t-il point été inventé pour verser du baume sur une blessure toujours saignante dans le cœur de Richelieu ? Le docteur Duval qui, en le plaçant dans une dédicace ² à Richelieu lui-même, risquait d'en faire suspecter la sincérité, ne l'appuie d'ailleurs d'aucun témoignage. Il nous suffit de savoir qu'il est parfaitement conforme au fait vrai.

Le nouvel évêque de Luçon fut sacré à Rome, aux fêtes de Pâques, le 17 avril 1607 ³, par le cardinal de Givry. Il ne tarda pas à revenir à Paris, et se hâta de se présenter aux épreuves de la Sorbonne, afin d'obtenir les grades dont le roi ⁴ son protecteur le pressait de se montrer digne.

l'égard de Richelieu, dont il avait sollicité et reçu les bienfaits ; le cardinal, dès qu'il en trouvait l'occasion, tâchait de s'acquiescer les hommes disposés à écrire l'histoire ; il avait donné à Vittorio Siri, vers la fin de sa vie, des secours d'argent, et lui avait fourni des documents pour l'encourager et l'aider dans la composition de ses *mémoires*.

¹ Tom. I, p. 92.

² Andreæ Duvallii in *secundam partem Summæ D. Thomæ commentarii* Lutetiæ Parisiorum, 1636, 2 vol. in-8°.

³ On peut s'étonner que des écrivains aussi judicieux que les frères Sainte-Marthe et le P. Griffet aient placé ce sacre au mois de juin 1606, et qu'ils aient maintenu cette date lorsqu'eux-mêmes savaient qu'on en avait proposé une autre ; *alias* 1607, met en marge la seconde édition du *Gallia christiana*. Et le P. Griffet, en remarquant dans une note que quelques-uns disent : le 17 avril 1607, date véritable (déjà donnée d'ailleurs par du Chesne et Aubery) préfère la fausse. T. I, p. 92 de l'édition in-4°. Sismondi, à son tour, ne le fait évêque que « depuis 1609. » (*Histoire des Français*, XXII, 332.)

⁴ « Ut tum regis voluntati, tum votis meis satisfaciam. » Ce sont les termes de la supplique adressée par Richelieu à la Faculté.

Ce fut alors qu'il présenta la seconde requête notée dans l'ancien cahier de la faculté de Sorbonne : 1607, 1 *aug. Libellum supplicans offert S. Facultati D. Armandus du Plessis de Richelieu, ut statuatur facultas quâ tandem ratione velit actus theologicos a se celebrari. — Omnes decreverunt annuendum esse supplicationi, supplicemq. responsurum de actibus, in inferiori cathedra, sine preside, et tecto capite, habita ratione dignitatis...*

Trois mois environ après cette décision de la Sorbonne, Richelieu se présenta aux épreuves; et nous trouvons encore ici une date précise dans notre manuscrit des archives : 29 octobre. *Respondit D. de Richelieu de 1^o actu theologico.*

Ce fut là certainement l'acte théologique qui fut soutenu avec les insignes de la dignité épiscopale, sans avoir été précédé des exercices préparatoires fixés par les règlements, et, comme Richelieu l'avait demandé, *en manière de résumpte* (résumé de tous les autres); c'est celui-là qui répandit tant d'éclat en Sorbonne, qui mérita au jeune candidat l'admiration du savant docteur Gamaches, qui justifie enfin et explique ces mots de d'Argentré : *at major adhuc et inaudita concessa est dispensatio* ¹.

Ainsi, en prenant pour guide notre document des archives, nous voyons les faits se dérouler naturellement et avec une vraisemblance parfaite. Faute de l'avoir connu, les historiens qui se sont hasardés à parler des études de Richelieu n'en ont pu dire que quelques mots vagues et incertains. Aubery le premier, celui qui pouvait être le mieux informé, confond et brouille tout : les études théologiques et les épreuves publiques « dans les écoles de Sorbonne, » l'admiration du voyageur allemand, qui consigne dans ses mémoires « cette action (l'épreuve subie par Richelieu) comme une merveille, » cet « applaudissement universel » qui faisait dire hautement au professeur royal Gamaches « qu'il n'y avait jamais eu d'action pareille à celle-là, et qu'il eût appréhendé lui-même de disputer contre un si éloquent, si docte et si subtil théologien, » Aubery met tout cela au moment où Richelieu n'était encore qu'un théologien novice, avant les sérieuses études faites sous la direction d'un docteur de Louvain, et deux ans avant le voyage à Rome. Il ôte ainsi, lui-même, par cet évident anachronisme toute autorité aux magnifiques éloges qu'il rapporte.

¹ *Collectio judiciorum* etc., loc. cit., ci-dessus, p. 165.

Amelot de La Houssaye n'en sait pas plus qu'Aubery et est tout aussi inexact ; il dit « la dernière thèse » de Richelieu, comme si le jeune évêque en eût soutenu plusieurs ; puis il ajoute : « il fit cet acte en camail et en rochet quoiqu'il n'eût pas encore obtenu ses bulles ¹. » Nous venons de montrer au contraire que Richelieu ne soutint sa thèse en Sorbonne qu'à son retour de Rome, où il avait été sacré.

L'évêque de Tulle, d'Argentré, annaliste sérieux et qui, au chapitre que nous avons cité plus haut, fournit de bons renseignements sur le sujet qui nous occupe, nous semble aussi se tromper, et confondre, comme Aubery, les deux époques du commencement de 1606 et d'octobre 1607, que distingue nettement le cahier que nous avons examiné aux archives.

Quelque imparfait qu'il soit, ce fragment de registre est encore le document le plus authentique qu'on puisse consulter sur les épreuves subies par Richelieu : contemporain, officiel, écrit en présence des faits, s'il est incomplet il ne saurait être erroné, et s'il ne nous dit pas tout, ce qu'il dit du moins est la vérité. D'Argentré, qui écrivait cent trente ans plus tard, et qui ne cite aucune autorité, ne l'a sans doute pas connu puisqu'il n'en a pas profité ².

L'abbé Joly qui avait vu, au séminaire de Saint-Sulpice, les actes de la faculté de théologie, et qui, dans sa notice sur Richelieu ³, en cite des extraits, conclut ainsi : « Je crois que Richelieu ne soutint jamais d'autre acte en Sorbonne que celui-là. » Notre savant ami, l'ancien doyen de la Faculté des lettres, Victor Le Clerc, que nous avons consulté lorsque nous étudions ce point, qui a bien voulu l'examiner avec nous, et

¹ *Mémoires*, au mot : *Actes*. Amelot raconte que la thèse de Richelieu portait pour titre : *Quæstio theologica; quis erit similis mihi?* et que « ces paroles furent prises pour une prophétie après qu'il fut parvenu au cardinalat et au ministère. » Amelot n'appuie d'aucune autorité son anecdote, qui pourrait bien être de celles qu'on invente lorsque l'événement les suggère.

² M. Caillet qui, dans son livre de *l'administration de Richelieu*, a parfaitement bien expliqué les épreuves théologiques que subissaient les candidats en Sorbonne, ne nous semble pas avoir tenu assez de compte, en ce qui concerne l'évêque de Luçon, du document original conservé aux archives, et que nous avons indiqué dans *l'introduction aux lettres du Cardinal* (p. LVII). Il s'est borné pour toute autorité à transcrire le passage de d'Argentré; nous avons dit pourquoi le témoignage d'un document contemporain, émanant de la faculté de théologie, est supérieur à celui de l'évêque de Tulle.

³ *Eloges de quelques auteurs français*, p. 243.

nous donner son opinion écrite, partageait, ainsi que moi, l'avis de l'abbé Joly.

Aussitôt que Richelieu eut subi cet unique examen, il demanda d'être admis dans la société de Sorbonne, et sa demande fut accueillie avec empressement, encore à cause de sa dignité : *Anno 1607, in pervigilio festi Sanctorum omnium, super supplicationem D. de Richelieu, reverend^{mi} episcopi Lucionensis, ad hospitalitatem et societatem, simul annuit Societas, habita ratione ejus dignitatis episcopalis.*

Ainsi le jeune évêque avait répondu en Sorbonne le 29 octobre, et le 31 il était admis dans l'hospitalité de la maison, comme parle le manuscrit ¹.

Ces faveurs singulières qu'obtint Richelieu de la famille Sorbonnique, il ne les oublia jamais ; il les reconnut par un amour tout filial et par des libéralités telles qu'un roi seul eût pu les égaler.

Ce fut sans doute vers ce temps que Richelieu prêta à Henri IV son serment de fidélité, dont nous trouvons la mention dans le Trésor des chartes, sans date précise, à la fin de 1607 ².

Après avoir pris ses degrés en Sorbonne, Richelieu passa encore une année à Paris avant de se rendre dans son évêché. Son tempérament faible et valétudinaire ne suffisait pas aux travaux que lui imposait cette nouvelle passion pour l'étude, échauffée encore par les ardeurs de l'ambition. Une maladie de plusieurs mois, dont il relevait à peine au milieu de l'année 1608 ³, parut être la suite du labeur sans repos auquel il s'était livré les années précédentes.

Avant de nous séparer de cette première période de la jeunesse de Richelieu, il nous faut donner un mot de souvenir à certaines amitiés d'enfance, qui l'ont suivi dans tout le cours

¹ *Disciplina domus Sorbonæ*. Ms. in-f° de la bibliothèque imp. fonds latin, 1270. Les usages et les règles établis dans la maison de Sorbonne sont expliqués dans cet ouvrage, avec quelques détails, et l'auteur a eu soin de noter, à la marge, ses autorités. Le fait concernant Richelieu se trouve parmi quelques remarques qui ne font point partie du livre même, et qui ont été placées après la table, sous ce titre : *quædam observanda*, p. 234.

² « Serment de fidélité de l'évêque de Luçon, II^e xxxi, » Extrait du Trésor des chartes, ms. de la bibliothèque de Sorbonne. (M.^s S. H. I, 3.) dernier article de l'année 1607. — Que signifie le chiffre II^e xxxi ? ne se rapporte-t-il pas au droit de régale, indiqué dans plusieurs articles précédents ?

³ Bibl. imp. fonds de Sorbonne 1136, f^os 8 et 9.

de sa vie, et qui, à divers points de vue, comptent pour quelque chose dans la destinée future du cardinal.

Son grand père maternel, l'avocat La Porte, avait pour principal clerc Denis Bouthillier, auquel il laissa sa clientèle. Celui-ci, qui était d'une bonne famille d'Angoulême, devenu plus tard un personnage assez considérable par son talent et ses grands biens ¹, était resté l'ami de son ancien patron. Ce vieillard, à l'article de la mort, recommanda à Denis Bouthillier, ses cinq petits enfants, que le grand prévôt avait laissés orphelins, et dans une position peu aisée, eu égard surtout au rang que cette famille devait tenir dans le monde. Denis Bouthillier accepta cette espèce de legs, et l'exécuta avec une respectueuse reconnaissance pour un homme auquel il devait en partie sa fortune. Richelieu tout enfant se trouva ainsi dans la famille de Bouthillier comme dans sa propre famille. Ses petits camarades : Claude, Sébastien, Victor et Denis ², les quatre enfants de Bouthillier, lui restèrent toujours attachés et lui ont rendu d'importants services ; Richelieu, de son côté, leur voua une amitié dont il eut plus d'une occasion de leur donner des preuves.

Dans cette maison, Richelieu se lia avec Barbin, homme habile, qui, ayant su gagner les bonnes grâces de Léonora Galigai, et se rendre utile au maréchal d'Ancre, passa d'un emploi assez subalterne, au contrôle général des finances. Barbin fit connaître et apprécier Richelieu dans la maison du tout puissant favori ; et cette protection, plus encore peut-être que celle de la reine-mère, fera bientôt entrer Richelieu, comme secrétaire d'État, dans le ministère composé par le maréchal d'Ancre vers la fin de 1616 ³.

¹ Il fut seigneur de Fouilletourte, du Petit-Thouars et autres lieux, et devint conseiller d'État.

² Claude, celui qui fut surintendant des finances ; père de Chavigni, et jusqu'à la fin dévoué sans réserve au cardinal. — Sébastien, devenu doyen de Luçon, abbé de la Cochère, et puis évêque d'Aire. Il mourut jeune, mais son amitié zélée le mêle souvent, dans ces premiers temps, à l'histoire de Richelieu. L'évêque de Luçon eut recours plus d'une fois à ses bons offices, notamment dans la difficile affaire de la promotion au cardinalat, pour laquelle Sébastien passa deux années à Rome. — Victor, plus tard évêque de Boulogne et ensuite archevêque de Tours. — Denis, enfin, secrétaire des commandements de la reine-mère, auprès de laquelle Richelieu l'avait placé, non sans dessein. On le nommait baron de Rancé ; il fut père du réformateur de la Trappe, lequel était, comme on sait, le filleul de Richelieu.

³ Monglat qui donne à ce sujet quelques détails, les tenait de sa mère, con-

III.

A son retour de Rome Richelieu avait reçu du roi un gracieux accueil ; les succès qu'il avait obtenus auprès du pape, et l'honneur de ses brillantes épreuves en Sorbonne ne firent qu'accroître la bienveillance royale, ainsi que l'espérance des faveurs que l'évêque de Luçon s'en promettait.

Ce fut alors peut-être que, dans sa courte fréquentation de la cour, Richelieu connut, s'il ne la connaissait déjà, la marquise de Guercheville, dame d'honneur de Marie de Médicis, qui fut aussi pour lui une utile protection ¹.

Cependant le nouvel évêque se rendit à Luçon dès que sa santé lui permit de faire ce voyage, vers la moitié de décembre 1608.

Dans quelles dispositions allait-il prendre le gouvernement de son diocèse ? Les qualités de son esprit, les penchants de son cœur, les habitudes de sa vie ne l'appelaient point à l'humble et tendre piété des Charles Borromée, des François de Sales ; le calme du sanctuaire et le service de Dieu ne pouvait remplir son âme, ni assouvir ses désirs immodérés ; il fallait à cette infatigable activité, à cette dévorante ambition, les agitations de la politique et l'éclat du service des rois. C'était vers des hommes tels que Duperron qu'allait l'ardente émulation de ce jeune et vaste esprit ; il n'est pas douteux qu'il ne le choisit déjà pour modèle ², avec plus de retenue toutefois, dans ces premiers

temporaire de la jeunesse de Richelieu, et dont les souvenirs étaient, pour Monglat, une source certaine de fidèles informations. Toutefois nous remarquons, à cet endroit de son récit, une erreur de mémoire qu'il faut rectifier ; il fait les enfants du grand prévôt orphelins de père et de mère ; nous avons dit que la veuve de François de Richelieu est morte en 1616 ; elle a survécu de 26 ans à son mari.

¹ Le P. Griffet a écrit que Richelieu « trouva moyen de s'introduire chez la marquise de Guercheville (I, 91). » Cette façon de parler semble vouloir faire entendre que l'introduction de l'évêque de Luçon auprès de cette dame ne fut pas facile, et eut même quelque chose de furtif ; rien pourtant n'allait mieux de soi-même et n'était plus naturel dans la position où se trouvaient Richelieu et sa famille.

² La première lettre que nous ayons de Richelieu, lettre sans date, mais qui a certainement été écrite vers la fin de mars 1608, est adressée au cardinal Duperron ; nous y lisons : « Les grandes et rares qualités qui se trou-

temps, et des allures plus circonspectes que celles du fameux archevêque de Sens. Richelieu prit donc avec lui-même, en partant pour son évêché, la résolution de remplir tous les devoirs, au moins extérieurs, si l'on peut ainsi dire, de l'épiscopat. Il sentait qu'il ne serait pas un saint évêque; il voulut être un évêque régulier; il voulut résider et prendre soin lui-même du troupeau qui lui était confié.

Cette bonne pensée de faire sérieusement et avec zèle l'office d'un pasteur qui a charge d'âmes était d'ailleurs parfaitement conforme aux espérances que son ambition et son génie devaient déjà nourrir; c'était le meilleur moyen d'attirer sur lui les faveurs d'un roi dont il était aimé, et de plaire à Henri IV, qui dans un évêque prisait la résidence. Et puis Richelieu réduit, pour toute fortune, à un faible patrimoine aidé de quelques bénéfices, aimait mieux se voir à Luçon, dans les honneurs provinciaux de l'épiscopat, et le premier dans son église, qu'à Paris, faisant peu de figure à la ville, et confondu à la cour parmi la foule des courtisans.

L'aîné de la maison de Richelieu vivait alors; selon l'usage du temps, il avait recueilli la meilleure part de la fortune de son père, et cette fortune qu'avaient déjà entamée les guerres civiles et les procès, se trouvait encore obérée par une administration peu soigneuse, et par l'état que tenait le grand prévôt à la suite de la cour. Nous avons une lettre du marquis de Richelieu à l'évêque de Luçon, datée de Paris, le 14 février 1611, remplie du récit de ses embarras : « Je suis icy, écrivait-il, à fondre la cloche de toutes mes affaires. » Si les devoirs de sa charge le lui permettent, il ira à Richelieu : « j'y passeray trois ou quatre mois à me refayre un peu l'esprit, hors des inquiétudes de la cour, et à mettre quelque ordre à toutes les affaires que j'ay par delà ' »

vent en vous seul m'ont tellement gagné que je veux faire gloire de vous admirer. » Cette missive aurait dû, selon sa date, être la première du recueil publié pour la collection des documents inédits; elle ne paraîtra que dans le volume de supplément, actuellement sous presse; l'original qui se trouve à la bibliothèque impériale, fonds Dupuy, nous avait échappé lors de notre examen de cette volumineuse collection; il nous a été indiqué par un jeune érudit, l'un des plus actifs et des plus habiles investigateurs des sources de l'histoire. M. Tamizey de Larroque, connu déjà par d'excellents travaux, dont quelques-uns ont paru dans divers recueils, est aujourd'hui, parmi nos jeunes lettrés, l'une des meilleures et plus sûres espérances de la science historique.

¹ Arch. des aff. étr. *France*, tome 25, pièce 13^e.

Le peu de documents que nous avons trouvés sur ce sujet suffit néanmoins à nous montrer le délabrement de ce patrimoine¹; et les embarras du chef de la famille ne laisserait pas douter de la situation peu aisée du cadet, quand même celui-ci ne nous en aurait pas fait la confidence, dans une correspondance intime avec une ancienne amie de sa famille qui savait ses affaires aussi bien que lui-même, puisque c'était elle qui les faisait à Paris².

Les lettres de Richelieu à cette dame sont écrites sur le ton d'une amitié sans cérémonie, et avec ce confiant abandon que donne l'habitude de recevoir des services : « Vous voyés, lui dit-il un jour, comme je vous escris de mon mesnage, qui n'est pas encore bien garny, mais le temps fera tout. »

C'est, en effet, le ménage de Richelieu, c'est un coin de sa vie privée où nous voudrions pénétrer au moment où commence cette existence alors malaisée et qui deviendra royale. « Le temps fera tout; » il y a un long espoir dans ce peu de mots. On sait ce qu'y fit le temps, et j'espère que le lecteur comprendra, partagera peut-être cette curiosité des menus détails qui nous ouvrent la maison, encore toute nue, du jeune évêque de Luçon, et nous font, un instant, son commensal.

« Tout icy, écrit Richelieu à son amie, est tellement ruiné qu'il faut, je vous assure, de l'exercice pour le remettre. Je suis extrêmement mal logé, car j'en n'ay aucun lieu où je puisse faire du feu à cause de la fumée³; vous jugés bien que je n'ay pas besoin de grand

¹ M. Martineau a recueilli, dans une soigneuse recherche, tous les renseignements qu'il a pu trouver sur les domaines de la famille de Richelieu, et il en donne la nomenclature depuis une époque assez reculée, mais il n'est guère possible de savoir aujourd'hui quels biens appartenaient encore à cette famille à l'époque de la majorité des enfants et quel en pouvait être alors le revenu.

² Nous avons déjà nommé M^{me} de Bourges; Richelieu, bien jeune encore, s'adresse à elle comme un fils, loin de sa famille, s'adresserait à sa mère, et met à contribution sa complaisance pour toutes les nécessités d'un ménage qui se commence dans une maison délabrée, et dont on veut déguiser la pauvreté sous une apparence de luxe. Nous voyons que la famille de Richelieu réclamait aussi, du fond de sa province, les services de cette dame, qui demeurait à Paris, près les Blancs-Manteaux; c'est à peu près tout ce que nous savons d'elle. Les lettres qui restent de Richelieu, adressées à M^{me} de Bourges, de 1609 à 1615, la plupart autographes, parlent de lui plus que d'elle; ces lettres sont conservées, à la bibliothèque impériale, dans le supplément français 1019.

³ L'incommodité de ce palais épiscopal était telle que Richelieu ne voulait pas l'occuper en arrivant à Luçon, et qu'il alla se loger, assez loin de son église, dans la maison d'un gentilhomme, auquel sans doute il payait un loyer.

hiver; mais il n'y a remède que la patience. Je vous puis assurer que j'ay le plus vilain évesché de France, le plus crotté et le plus désagréable; mais je vous laisse à penser quel est l'évesque. Il n'y a icy aucun lieu pour se promener, ny jardin, ny allée, ny quoy que ce soit, de façon que j'ay ma maison pour prison. »

Richelieu qui n'avait ni maison, ni meubles à Paris, et qui, lui-même nous le dira tout à l'heure, n'y avait d'autre logement que « des chambres garnies, » ne possédait que de vieux meubles dans sa maison épiscopale. Il achète de rencontre le lit de velours d'une dame de Marconnay, sa tante; il se fait faire un manchon avec une partie des peaux de martre de son oncle le commandeur; a-t-il besoin d'une tapisserie? il propose d'échanger, « contre une tente de Bergame, la pente du lit de deffunct M. de Luçon, de soye et d'or. »

Le nouvel évêque était même très à court d'ornements sacerdotaux; il n'en a point trouvé « dans ses hardes... » « Il a fallu, dit-il, que j'en aye fait faire d'autres pour la feste¹, car autrement je n'eusse peu officier. » Mais il se console de cette dépense inattendue en songeant que, « si on retrouve ceux qui sont égarés, il en aura du moins de deux couleurs. »

Et, à cette occasion, il expose avec une humble franchise, le piteux état de ses « tuniques et de ses dalmatiques. »

Malgré ce dénûment, il faut pourtant que l'évêque ait une table, et Richelieu commence par là son établissement :

« J'ay pris un gentilhomme pour mon maistre d'hostel, qui me sert extremement bien, et à vostre mode; sans luy j'estois mal, mais je n'ay que le soin de voir mes comptes, car, quelque compagnie qui vienne me voir, il sait fort bien ce qu'il faut faire. C'est le jeune La Brosse, qui estoit gentilhomme servant de Monsieur de Montpensier. A la fin on trouve son fait. Tout le monde ne pensoit pas au commencement qu'il fist ce qu'il fait; mais je vous assure qu'il triomphe; tout nostre fait va honorablement, car on me veut faire croire que je suis un grand Monsieur en ce pays. »

Malgré ces apparences extérieures qui flattaient du moins la vanité de Richelieu, il revient sans cesse, dans l'intimité, sur sa pénurie d'argent, et aussi sur sa ferme résolution de corriger la fortune : « Nous sommes tous gueux en ce pays, et moy le premier, dont je suis bien fasché, mais il y faut

¹ La fête de Pâques. La lettre n'est point datée, mais elle doit avoir été écrite vers la fin d'avril 1609. Pâques tomba, cette année-là, le 19.

apporter remède, si on peut, » écrit-il à M^{me} de Bourges ; et trois ou quatre ans après, il lui dit encore, au sujet d'une tapisserie que cette dame a vendue pour lui : « par là vous cognoistrés la misère d'un pauvre moyne qui est réduit à la vente de ses meubles et à la vie rustique. »

Cependant peu à peu Richelieu s'accommode ; il n'est plus question du vieux lit de sa tante, ni des peaux de martre de son oncle ; il fait acheter du damas et du velours. Notons qu'il en sait fort bien le prix et que, dans un *post-scriptum*, il mande à la dame qu'il charge de cette commission, ce que doit coûter l'aune de chacune de ces étoffes. Il veut même avoir de la vaisselle d'argent :

« Je vous prie de me mander ce que me cousteront deux douzaines de plats d'argent de belle grandeur, comme on les faict ; je voudrois bien qu'il y eust moyen de les avoir pour cinq cents escus, car mes forces ne sont pas grandes. Je sçay bien que pour cent escus de plus vous ne voudrez pas que j'aye quelque chose de chétif. Je suis gueux, comme vous sçavés, de façon que je ne puis faire fort l'opulent ; mais toutefois, lorsque j'auray plats d'argent, ma noblesse sera fort relevée... Je vous prieray de me vouloir faire cette faveur que d'achever de me mettre en mesnage, puisque vous avez commencé. »

L'affaire de l'argenterie ne se fit pas vite ; il fallait cinq ou six cents écus que l'évêque n'avait point ; et à quatre ans de là, il disait encore à Madame de Bourges : « Quant à la vaisselle d'argent, il m'est impossible de la retirer pour cette heure. »

Après dix-huit mois de résidence assidue dans son évêché, le fatal événement qui enleva Henri IV à la France vint apporter quelque changement dans le plan de conduite que s'était tracé Richelieu ; il ne songea pas à cesser de résider, mais il pensa qu'il pourrait bien faire à Paris de moins rares apparitions et de plus longs séjours. Cette nouvelle occasion de dépenses est pour lui un grand sujet de préoccupations. Il demande les avis de la dame qui l'a mis dans son ménage, selon une expression qu'il affectionne.

« Cette lettre, sans autre cérémonie, vous priera (lui écrit-il le 6 juin 1610) de me deppartir tousjours votre assistance en mes petites négociations auxquelles je pense, méditant desjà mon voyage de Paris. Je vous prie donc de voir s'il n'y auroit point moyen de trouver une petite tapisserie, pareille à celle que vous pristés la peyne de m'achepter lorsque j'estois malade, c'est-à-dire du prix, car je

n'ay pas besoin de grand hiver, ma bourse estant fort foible... Pour un logis je ne sçay que faire, n'ayant point de meubles à Paris, et les logis estant si chers; si j'en trouve un à bon compte je le prendray toutes fois, l'incommodité des chambres garnies estant grande; aussy que tous les ans j'espère faire un tour à Paris doresnavant, et que, cela estant, il faudra que je fasse mes provisions en temps et lieu... Je vous prie de me mander ce que vaut le vin dans Paris, le muy; d'autant qu'à en faire mener d'icy il me reviendrait à dix-sept escus la pipe rendue en cave, et au cas que vous trouviés que j'en doive faire mener, mandés-moi, s'il vous plaist, où on trouveroit à le mettre. Si vous me donnés un bon conseil vous m'obligerez fort, car je suis fort irrésolu, principalement pour un logis¹... C'est grande pitié que de pauvre noblesse, mais il n'y a remède; contre fortune bon cœur². »

Quoique Richelieu ait l'air d'en prendre son parti, cet état de gêne, cette nécessité d'expédients contrariaient singulièrement son goût pour le faste, et sa passion de briller; il l'avoue lui-même assez naïvement. « Tenant de vostre humeur, c'est-à-dire un peu glorieux, écrit-il toujours à la même dame, je voudrais bien, estant plus à mon ayse, paroistre davantage. »

Paraître, c'est le mot de caractère, et il peut expliquer bien des choses dans la vie de Richelieu.

C'est surtout au moment de prendre possession de son évêché que le pauvre évêque s'inquiéta de la figure qu'il allait faire à son arrivée. Nous n'avons pas besoin de dire que, dans la situation que lui-même nous a dépeinte, il n'y avait point de carrosse parmi son mobilier; et, pour ne point arriver en voiture de louage, il fut obligé d'emprunter à un ami un carrosse, des chevaux et un cocher³.

On se figure aisément l'intérêt de pareils détails, lorsque la pensée, nous transportant des misères de Luçon aux pompes du palais Cardinal, nous montre Richelieu au milieu des princes qui viennent s'asseoir à sa table et applaudir à ses fêtes, lorsque nous nous le représentons, donnant à Louis XIII, avec son palais, une part de ses trésors, et distribuant, dans son testament, des largesses que ne font pas les rois.

¹ Cinq ans plus tard il avait enfin une maison à lui, car dans une lettre non datée, mais qui doit avoir été écrite vers le mois de mai 1615, il envoie à M^{re} de Bourges le « mémoire des réparations qui sont plus nécessaires d'estre faites en ma maison de Paris. » (Bibl. imp., supplém. français, 1019, pièce 8^e.)

² Lettre autographe. Bibl. imp., supplém. français, 1019, pièce 3^e.

³ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f^o 39.

Mais n'anticipons pas, et revenons à l'évêque nécessaire. C'est le 21 décembre 1608 que Richelieu arriva à Luçon. Il est curieux de l'observer à ce moment où aucun historien ne s'occupe encore de lui ; car ce n'est pas l'homme, ni le pauvre évêque, c'est le grand ministre seul qui attire leur attention et sollicite leur plume. Aubery, celui de tous qui l'aurait pu le mieux faire connaître, puisque (nous l'avons déjà dit) la famille du cardinal lui avait communiqué tous les documents dont elle disposait, consacre à peine dix lignes au séjour de Richelieu à Luçon¹ ; et d'autres, comme M. Jay, ne commentent l'histoire de Richelieu qu'en 1624. Essayons donc, après avoir esquissé ce que lui-même appelle *la misère d'un pauvre moine*, de donner une idée du caractère de l'homme et de l'évêque, à cette époque presque ignorée de sa vie.

Avant d'arriver dans sa ville épiscopale, Richelieu fut reçu à Fontenay-le-Comte (quatre lieues de Luçon) par les magistrats de cette ville, et par une députation de son chapitre venue au-devant de lui.

Il accueillit les magistrats de Fontenay avec une sorte de déférence : « Il se présentera, leur dit-il, des occasions aux-
« quelles j'aurai besoin de votre secours ; je me promets de
« vous toute assistance. » Aux députés du chapitre dans lequel il savait que plusieurs ne lui étaient pas amis, il adressa des paroles pleines de convenance : « Jusqu'ici je n'ai pu être
« si heureux que d'avoir tous les cœurs de ceux de votre compagnie ; j'attribue ce malheur à mon absence et au peu de
« connaissance que vous avez pu prendre de la bonne volonté
« que je vous porte² ; mais maintenant que je serai avec vous,

¹ Tom. I^{er}, p. 15 de l'édition in-12.

² Le chapitre de Luçon avait eu de longs démêlés avec les prédécesseurs immédiats de Richelieu, au sujet surtout des revenus de l'évêché dont jouissait sa famille, quoiqu'il n'y eût pas réellement d'évêque de Luçon, et que ceux qui portaient ce titre, ne fussent, en effet, que les prête-nom de cette maison. Dans un des procès du chapitre contre Fr. Yver, celui-ci avait été condamné à laisser un tiers des revenus de l'évêché pour réparations à faire à l'église cathédrale ; et nous voyons que cet évêque intérimaire est traité *d'homme de paille, dont la dame de Richelieu s'est servie pour jouir de l'évêché*. Ces interminables procès avaient été suspendus par une transaction en 1604, mais le chapitre reprit le litige en novembre 1607, lorsqu'il vit l'évêché passer aux mains d'un jeune homme élu avant l'âge et qui n'avait pas même achevé ses études. Il y avait dans cette procédure quelque chose de personnel contre Richelieu, dont il avait dû se sentir blessé : « Vous

« et que je pourrai vous faire paroître combien je vous honore, « je me promets que vous me voudrez tous du bien. » Et quelques heures après, arrivant à Luçon, il convie tout le chapitre à ces mêmes sentiments de concorde et de paix : « Qu'on puisse « dire de nous ce qu'on disait, en l'Eglise naissante, de tous « les chrétiens, *eorum cor unum et anima una*. » Ainsi Richelieu va au-devant de ceux dont il pourrait se plaindre, il tend la main à des adversaires, il n'a pour des offenses que des paroles de bienveillance et d'oubli ; Richelieu n'avait pas encore trempé dans la politique, il avait vingt-trois ans.

L'évêque voulut aussi parler au peuple de Luçon ; là encore il avait des aigreurs à adoucir ; il s'adresse à ce peuple avec la même éloquence pastorale ; il ne distingue point entre les catholiques et les huguenots, il parle à tous d'amour et de charité : « Il y « en a, dit-il, qui sont désunis d'avec nous quant à la croyance ; « je souhaite en revanche, que nous soyons unis d'affection ¹. » Belles paroles, et dont Richelieu mérite qu'on se souvienne, car elles étaient sincères, et si, sur d'autres points, il a changé de maximes, à l'égard de la religion réformée il est resté fidèle aux sentiments qu'exprime cette allocution ².

Les bonnes paroles de l'évêque à son peuple de Luçon n'étaient pas des paroles vaines ; à peine il est parmi eux qu'il s'occupe de soulager leur misère, en faisant alléger le fardeau des tailles dont ils étaient accablés. Et tout le temps qu'il a passé à Luçon, ou dans le prieuré de Coussay, son ermitage, comme il l'appelait, nous lui voyons la même sollicitude pour la population fort misérable de son évêché. Il invoque en leur faveur tous ceux dont il peut espérer quelques secours. Dans

dernier venu, disait le chapitre dans son *factum*, vous voulez sans doute vous attribuer aussi les revenus affectés au titre épiscopal du bas Poitou, sans en supporter les charges, et sans en exercer les fonctions ; or, il faut qu'un tel état de choses, contraire aux lois divines et humaines, cesse, et justice doit enfin estre rendue. » (*Histoire du monastère et des évêques de Luçon*. Tom. I, p. 362.) C'est évidemment à cette querelle, renouvelée à cause de lui, que faisait ici allusion le nouvel évêque. Elle fut terminée par une transaction définitive dont les clauses sont consignées dans le livre de M. de La Fontenelle de Vaudoré, p. 368.

¹ C'est le Masle, prieur des Roches, l'un des plus intimes secrétaires de Richelieu, qui nous a conservé ces petites harangues, dans le manuscrit 1135 du fonds de Sorbonne, f^os 37 et 38.

² Cependant nous le trouvons, trois mois après son arrivée, en querelle avec les protestants de Luçon, à l'occasion d'un temple qu'ils voulaient élever, et qui semblait à Richelieu trop près de son logis. Une lettre signée

plusieurs lettres adressées aux fermiers de l'impôt ¹, il expose leur pauvreté et l'énormité des taxes, il supplie pour eux et laisse entendre, avec une fermeté tempérée par l'expression, que si les supplications ne suffisent pas, il saura obtenir par d'autres moyens ce qu'on ne voudra pas accorder de bonne grâce. « Je serois fâché, écrit-il, qu'autres que vous mesmes me feissent la raison que je sçay par toutes les voyes de justice ne me pouvoir estre déniée... » En même temps, il adresse en haut lieu une lettre que nous trouvons sans suscription, mais qui allait sans doute au surintendant des finances, à Sully lui-même ², et il réclame avec instance « sa bonne volonté » pour son pauvre troupeau.

Puisque nous avons ici, vis-à-vis l'un de l'autre, l'habile ministre de Henri IV et le grand ministre du règne futur, ne passons pas sans nous arrêter un moment ; de tels hommes ne sauraient se trouver en présence sans que la curiosité ne s'éveille et qu'on ne se sente sollicité à les comparer. Toutefois ces sortes de parallèles sont plutôt un jeu d'esprit qu'une œuvre historique ; le besoin d'établir une ressemblance, ou de faire ressortir un contraste, invite à chercher des traits moins vrais qu'ingénieux ; on force l'expression, on charge la couleur, et l'on fait une peinture où la fantaisie prend la place du naturel. Nous n'essayerons point de comparaison. Mais il ne saurait être sans intérêt de faire connaître les rapports passagers que ces deux personnages ont pu avoir ensemble, dans les positions diverses où les vicissitudes de la fortune les ont successivement placés, et surtout à l'époque où nous sommes de la jeunesse de Richelieu.

Tous deux ont cessé de vivre presque au même moment ; moins d'une année après la mort de Sully, Richelieu le suivait dans la tombe, mais le premier avait déjà fini sa carrière poli-

« Bonaud, pasteur de l'église de Lusson, » et faite en consistoire le 5 avril 1609, informe MM. de Villarnoul et de Mirande, délégués des églises réformées de France à Paris, que l'évêque de Luçon a écrit au duc de Sully, gouverneur du Poitou, à l'effet de les empêcher d'élever leur temple. Nous n'avons pas cette lettre, et nous ne pourrions juger du procédé de Richelieu que par celle du pasteur, laquelle il faudrait contrôler pour apprécier la plainte. M. de la Fontenelle de Vaudoré en a donné le texte. Tome I, p. 364.

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 27 ; 1036, f° 12 v°, 13, 139 v°.

² En sa double qualité de surintendant des finances et de gouverneur du Poitou, Sully pouvait plus que personne venir au secours des misérables habitants de l'évêché de Luçon.

tique avant que l'autre commençât la sienne. A l'instant où nous sommes, Sully est le ministre, l'ami d'un grand roi ; le langage du jeune évêque est celui d'un pauvre client s'adressant à un puissant patron :

« Bien que je sache, dit Richelieu, que la faveur de ceux qui portent le faix des grandes charges d'un royaume se doit plutôt mériter par très humbles services que mandier par supplications, la cognoissance toutefois que j'ay du contentement que vous prenez à vous employer pour le public, me met la plume en main pour vous supplier très humblement de vouloir tesmoigner vostre bonne volonté à tout ce pauvre bourg... Je ne veux point, Monsieur, pour vous convier à me gratifier, mettre en avant que, par ce moyen, vous acquérerez un serviteur, ce seroit vous rendre de nouveau ce qui de longtemps vous appartient¹. »

L'évêque de Luçon s'excuse des occasions trop fréquentes qu'il a d'importuner Sully :

« Je prends la plume avec desplaisir pour mandier des témoignages non mérités de vostre bienveillance, ce que je n'eusse jamais osé, si je n'eusse sceu que ceux qu'avec vérité on peut dire grands, plus encore par les qualitez qui sont en eux que pour leurs charges, sont bien ayses d'avoir occasion d'obliger leurs inférieurs, pour faire paroistre que, si leur pouvoir les rend recommandables, leur bonne volonté le fait encore davantage². »

Nous arrivons aux premières années de la régence. Sully a été éloigné des grandes affaires, mais il a conservé le gouvernement du Poitou ; et l'évêché de Luçon, situé dans cette province, peut encore attendre de lui d'importantes faveurs.

A mesure que nous avançons, Richelieu est toujours obséquieux ; néanmoins il semble commencer à s'embarasser de son humilité, son style s'en ressent ; l'affectation gagne, la pensée s'alambique, la phrase s'entortille :

« Monsieur, écrit-il en 1619³, vos civilités sont si grandes que je ne puis entreprendre d'y répondre dignement ; mon affection ne cède

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 27 (février 1609).

² Vers le mois de septembre 1612, même ms., f° 194.

³ Il y eut vers cette époque, au commencement de 1620, un projet de mariage entre la famille de Richelieu et celle de Sully ; il fut question de faire épouser la nièce de l'évêque de Luçon, Marie de Pont-Courlay (depuis duchesse d'Aiguillon) au neveu de Sully, le jeune comte de Selles, fils de Philippe de Béthune. Les choses furent même assez avancées pour que Richelieu ait pu écrire au comte de Béthune : « Monsieur, j'ay esté très aise de sçavoir de Monsieur votre fils, qu'il soit revenu satisfait du voyage qu'il a

pas à la bonne volonté que vous me portés, mais bien mes paroles aux vôtres, ce qui ne vous semblera, je m'assure, point estrange, la raison voulant que l'éloquence champestre défère à celle de la cour ; en ce sens je vous donne les palmes, et me confesse votre inférieur, mais non quant aux effects, que je vous rendray tousjours tels, en toutes occasions, que vous serés contrainct, je m'assure, de confesser qu'en cela je seray votre égal. Je suis discret ne parlant que d'esgalité en ce en quoy je pourrois prétendre à l'avantage sans que vous le puissés trouver mauvais, puisqu'il ne tendroit à autre fin qu'à vous faire cognoistre que je veux estre plus vostre serviteur que vous n'estes de mes amis, bien que vous le soyés autant que vous le pouvés estre ; par là vous verrés que je suis un de ces humbles glorieux qui cèdent en un point pour l'emporter en d'autres. Cependant je m'assure bien qu'en louant mon humilité, vous ne pourrés blasmer ma gloire, puisque l'une et l'autre ne sont qu'à l'avantage de ceux que j'honore comme vous !... »

Et ce style continue durant deux pages.

Richelieu se place toujours parmi les *inférieurs*, quoiqu'alors il soit déjà dans les bonnes grâces de la reine-mère ; il parle encore en évêque confiné au fond d'une pauvre province ; il taxe de *champêtre* et nomme son *patois* le langage qu'il adresse à un personnage qui longtemps a vécu auprès des rois, qui, retiré dans ses châteaux, n'a pas cessé d'y mener une vie de prince, au milieu de son cortège de gentilshommes, et qu'on appelle encore à la cour, dans les circonstances difficiles, pour interroger sa vieille expérience. Bientôt nous ne trouverons plus aucune relation entre Sully et Richelieu. Une seule lettre se rencontre encore en 1627, mais alors tout est bien changé : Richelieu est premier ministre, Sully est tout à fait tombé dans la disgrâce ; il devient solliciteur à son tour ; son fils le comte d'Orval est malade, il craint de le perdre, il demande, *à mains jointes*, que l'on conserve aux enfants de ce

fait vers sa maîtresse... » (Bibl. imp. collect. Gaignières, t. XXVIII, p. 29.) Mais Richelieu avait d'autres vues, et il était peu favorable à ce projet d'union, ainsi que nous l'apprend la minute même que nous venons de citer, où, dans des corrections significatives, nous voyons l'évêque de Luçon s'étudier à remplacer, par quelques mots secs et froids, les paroles d'affectueux assentiment qu'on peut lire encore sous des ratures peu discrètes. La jeune de Pont-Courlay fut mariée, cette même année, à M. de Combalet ; si l'on s'étonnait de cette préférence donnée à un nom assez obscur sur le beau nom de Béthune, l'explication serait facile : le jeune de Combalet était le neveu d'un favori tout-puissant, tandis que le jeune de Béthune avait pour oncle un ministre en disgrâce.

¹ Bibl. imp., Sorbonne, 1135, n° 198.

la charge de mestre de camp du régiment de Picardie, ou, au moins, le remboursement, la récompense, (comme on disait alors) du prix qu'en avait payé leur père :

« On apporteroit beaucoup de ruyne à ces petits enfants (écrivait-il), si la clémence de LL. MM., et vous, Monsieur, n'usiez de charité en leur endroit, et qu'il vous pleust encore faire quelque considération du peu de services que j'ay essayé autrefois de rendre au roy et à son Estat ... ¹ »

Dans le reste de sa lettre, Sully descend à des supplications si humbles, qu'on en souffre pour l'illustre et noble vieillard. — Le comte d'Orval ne mourut pas, et le cardinal répondit par une lettre de quatre lignes aussi sèche que laconique ².

Alors Richelieu était dans le vrai ; auparavant tout était faux et forcé entre lui et Sully : compliments de pure forme, urbanité affectée, déférence intéressée d'une part, et, dans ces derniers temps, de la part de Sully, des humiliations arrachées par la nécessité. Au fond, il n'y eut jamais qu'un sentiment de répulsion entre ces deux hommes, célèbres à divers titres, et qui se sont jugés l'un l'autre avec une injuste sévérité.

C'est aux *Mémoires* que tous deux ont écrits, à nous dire ce que valent les compliments des lettres.

Dans les *Mémoires* de Sully, Richelieu est cité une seule fois, comme par hasard, au milieu de l'histoire de l'année 1609 ; il y a là un mot d'éloge, et qu'encore on a cru interpolé. Le soupçon ne manque pas de vraisemblance, si l'on fait attention que, dans le petit nombre de pages consacrées par Sully à rappeler *les gestes de Louis le Juste, auxquels ne se peut esgaler tout ce qu'ont jamais fait de plus signalé Charlemagne et Philippe-Auguste*, il ne nomme pas même Richelieu, lui qui ne manque jamais de se nommer à côté de Henri IV. Ajoutons que dans une lettre adressée à Louis XIII, contre le maréchal d'Ancre, lettre anonyme, mais que Sully adopte, en lui donnant place dans ses *Mémoires* sans la rectifier, on lit ce passage :

« Et qui doute aussy que moy et tout bon François qui a du jugement, lequel voit ces trois créatures (Conchine, sa femme et Mangot, le garde des Sceaux) avec leur Barbin et Luçon, régir tout le

¹ Original. Arch. des aff. étr., France, t. 42, f° 72.

² Minute. Bibl. imp., fonds Baluze, pap. des arm., paquet 4, n° 2 et 3, f° 193. La pièce a été imprimée dans le 2^e vol. p. 359, des *Lettres de Richelieu*.

royaume, présider aux conseils d'Etat, disposer des dignitez, armes et trésors de France, et tenir vos majestez en servitude et comme esclaves de leurs fantaisies, ne tienne cela pour un prodige et excrescence pestiférée en l'Etat¹... »

Les *Œconomies royales* ont été écrites de 1625 à 1630, le génie du cardinal avait déjà brillé d'un assez vif éclat pour qu'il ne fût pas permis à un homme tel que Sully de le méconnaître. D'ailleurs le vieux ministre, avant de mourir, avait eu le temps d'apprécier la carrière presque entière de Richelieu, et de rectifier, dans ses *Mémoires*, ce qui n'eût pas été l'expression de son opinion réfléchie.

Richelieu, de son côté, n'est guère plus équitable à l'égard de Sully, et, tout en reconnaissant que ses services ont été utiles à l'Etat, il ne laisse échapper aucune occasion de déprécier ce caractère et d'abaisser cette renommée. Il insinue que les services de Sully étaient devenus tout à fait insupportables au roi ; il dit que Henri IV, au moment de sa mort, songeait à lui ôter le maniement des finances ; qu'il avait soupçon, non de la fidélité de son cœur, mais de la netteté de ses mains. Richelieu censure amèrement une avidité qui avait accumulé de si grandes richesses, sans songer que lui-même en avait amassé bien plus encore. Il s'en prend aussi à l'humeur de Sully, et lui reproche « son naturel rude et grossier. » Enfin la pensée du blâme, l'intention du dénigrement percent à tout propos².

Ainsi Richelieu et Sully se sont complètement méconnus l'un l'autre. On peut s'en étonner, rien pourtant n'est plus vrai, et rien aussi ne serait plus facile à expliquer. Il nous suffit, en ce moment, d'avoir indiqué quels rapports ils eurent entre eux à cette époque de la jeunesse de Richelieu.

Nous avons dit le zèle dont l'évêque de Luçon était animé pour alléger les charges des habitants de son diocèse, procurer leur bien-être et ménager leurs intérêts matériels ; leurs intérêts spirituels ne l'occupaient pas moins sérieusement.

« La discipline et l'autorité ecclésiastique s'en vont du tout abattues, surtout aux lieux que l'hérésie a le plus infectez, » écrivait Richelieu à l'un des prélats qui, dans ce temps-là, ont

¹ *Œconomies royales*, édit. Michaud Poujoulat, p. 492.

² Premiers livres des *Mémoires de Richelieu*, *passim*, notamment au commencement de 1611, où est raconté le renvoi de Sully.

porté le plus de zèle dans les réformes ecclésiastiques, le cardinal de La Rochefoucauld ¹; l'évêché de Luçon était assurément l'un de ceux qui avait le plus souffert de ces calamités.

Dès le commencement de 1609, Richelieu fait la visite générale de son diocèse ², où tout était ruiné, la terre aussi bien que les habitants, et où, depuis si longtemps, aucun évêque n'était venu leur apporter ni les secours de la charité, ni les consolations de la religion. Il appelle à son aide les Capucins de Fontenay, dont le P. Joseph échauffait le zèle, et renommés alors dans la province de Poitou pour le succès de leurs prédications. « Je désirerois grandement, leur écrit-il ³, que ce fust après Pâques, pour estre proche du bon jour ⁴, où la dévotion est encore vive. »

Richelieu apportait, dans le choix des curés, une attention sévère et scrupuleuse. Les cures qui sont à sa nomination, il les met au concours, pour ne point se laisser surprendre par la faveur, et pour ne les donner qu'aux plus dignes. Quant à celles dont les possesseurs de fiefs ont droit de présentation, il use de son autorité morale pour en obtenir de bons choix. Une dame de Sainte-Croix ayant nommé un prêtre qu'il jugeait peu digne de ces fonctions de pasteur d'âmes :

« Je prends la plume, écrit-il à cette dame ⁵, pour vous avvertir de son incapacité, et vous supplier, sachant le respect que je vous dois, d'avoir agréable qu'en faisant ma charge, je le refuse pour conduire un troupeau si cher à J.-C. comme est celui des âmes

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 192 v°

² Baluze. arm., lettres, paquet 4. n° 4 et 5, f° 6.

³ Lettres au P. Gardien et au P. Commissaire des capucins de Fontenay. Bibl. imp., Baluze, pap. des arm. n° 4 et 5, f° 6. Minutes de la main de Charpentier. — Je lis dans le *Mercure françois* : « L'année passée, au mois d'octobre, les pères capucins de la mission du Poitou, par leurs prédications, convertirent la plus grande partie des religionnaires de l'isle de Maillezais, et plusieurs de ceux de Fontenay, Pouzauges et la Chastaigneraie... » T. VIII, p. 491. Ce récit du *Mercure* se rapporte à l'année 1621. Richelieu alors ne résidait pas, mais si ses emplois auprès de la reine mère, et les intrigues de cour auxquelles il était mêlé du temps de Luynes, le détournaient de ses devoirs épiscopaux, il ne laissait pas de s'occuper de son évêché; il y était représenté par un grand vicaire qui recevait ses instructions, et dont le *Mercure* signale le zèle dans les circonstances que nous venons de citer.

⁴ A propos de cette expression, rappelons que « faire son bon jour » était, dans ce temps, une locution familière pour dire « communier; » je la trouve souvent dans les lettres de Louis XIII.

⁵ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 334.

qu'il a rachetées par son sang... Outre le bien qui résulteroit d'un meilleur choix, ajoute l'évêque de Luçon, « je ne fais point de doute que ceux qui ont des présentations comme vous, ne suivent votre exemple. »

Et pour remédier au manque de sujets propres au saint ministère, Richelieu fonde un séminaire à Luçon, et il l'établit dans une maison qu'il achète de ses propres deniers. Les premières lettres patentes pour l'érection de ce séminaire sont datées du 27 août 1611 ¹, lorsque Richelieu se plaignait sans cesse de sa pauvreté. « Je n'ay jamais reçu plus de contentement d'aucune chose que de l'arrest que j'ay eu par vostre moyen, » écrivait-il, à ce sujet, au président Le Coigneux ².

Aussitôt que le P. de Bérulle eut fondé l'Oratoire, et plus d'un an avant que le Pape n'eût accordé la bulle d'institution, Richelieu se hâte d'offrir à ces pères « qui, dit-il, se doivent employer à l'instruction des cures, » un établissement dans son évêché. Ce fut le premier qu'ils eurent en France, après la maison mère. Richelieu s'en fit un titre d'honneur, et il n'a pas manqué de réclamer, dans ses *Mémoires*, le mérite de cette prompte adoption : « En l'an 1611, dit-il, l'évêque de Luçon, apprenant que cet institut avoit pour fin le secours des évêques, en l'instruction des pauvres âmes qu'ils faisoient état d'aller catéchiser dans les paroisses champêtres, se résolut d'établir cette compagnie en son évêché, où ils eurent la seconde maison qu'ils possédèrent en ce royaume ³. »

En ce misérable évêché les ressources manquent à son zèle ; il en cherche partout, auprès de son métropolitain d'abord ; et il s'efforce d'établir avec lui des rapports fréquents. Malheureusement le cardinal de Sourdis, alors plus ardent aux querelles qu'aux œuvres pies, était emporté par bien d'autres soins que celui de gouverner ses diocèses. Richelieu lui écrit lettre sur lettre, sans recevoir de réponse ; ne pouvant l'aller visiter « à cause de l'incomodité de la saison, » il s'en excuse, « car la vive voix est beaucoup moins importune que les longs discours

¹ Ces lettres patentes se trouvent, en copie, parmi les manuscrits de D. Fonteneau, relatifs à l'histoire d'Aquitaine, conservés à la bibliothèque de Poitiers. t. XIV, p. 139 de cette collection, rubrique : *Cath. de Luçon*. La fondation du séminaire avait été décidée dès le 21 avril 1610. Les circonstances en sont racontées dans l'histoire du monastère et des évêques de Luçon, t. I, p. 377.

² Fonds de Sorbonne, 1135, f° 193 v°.

³ Tome V, p. 61, éd. Petitot.

d'une lettre.... » Et puis, ajoute l'évêque, « ce me seroit une très-grande consolation de vous pouvoir communiquer les affaires de ce pauvre diocèse, les moyens que j'estime propres pour y avancer la gloire de Dieu, et les difficultez qui s'y opposent ¹. » Nous ne voyons pas que l'Eminence ait répondu à cet empressement ni secondé ce zèle.

L'évêque de Luçon n'attendait rien non plus du côté de la cour, où son protecteur le bon roi n'était plus, et que commençaient à troubler les dilapidations, les insolences de Concini, et l'irritation provoquée par la faveur insensée dont il était l'objet.

Abandonné à lui-même, Richelieu ne s'emploie qu'avec plus d'ardeur à s'acquitter, en pasteur vigilant, de ces devoirs qui ne demandent qu'un travail personnel, un dévouement charitable et une âme chrétienne. Si les ressources matérielles lui font défaut, il usera du moins de toutes les ressources spirituelles et morales que peuvent lui fournir son caractère de prêtre et son génie d'écrivain. Il écrit des directions de conscience, de pieuses consolations sur des afflictions et des malheurs de famille, des invitations vraiment pastorales pour pacifier des duels, concilier des procès, rétablir enfin la concorde et la paix troublées par des passions mauvaises.

Ainsi Richelieu, pendant les six ou sept ans qu'il a résidé dans son évêché, en a été sérieusement l'évêque; et pour ne rien oublier de ses obligations pastorales, il a publié, en 1613, des *Ordonnances synodales*, dont on ne savait guère que le titre lorsque nous les avons fait connaître dans l'introduction au recueil des *Lettres du cardinal de Richelieu* (p. LXXVII); ceux mêmes qui les ont citées ne les avaient pas vues, et Joly, dans sa liste de tout ce qu'il a pu trouver des écrits de Richelieu, déclare qu'il ne sait des *Ordonnances synodales* que le titre, pris dans le catalogue imprimé pour la vente des livres de Colbert. Après les avoir longtemps cherchées en vain, le hasard nous les a mises sous la main; c'est en feuilletant un autre livre ² que

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1136, f° 11, verso.

² *Briefve et facile instruction pour les confesseurs*, composée par maistre J. H. Flavigny, docteur en théologie et grand vicaire de Mgr l'évesque de Luçon. A Fontenay, chez Pierre Petit-Jean, 1613. Petit in-12 de 78 feuillets. Les *ordonnances synodales* suivent immédiatement, sans feuille de titre, sans interruption de pagination, cotées 79-98; et si on ne lisait en tête ces mots: *Nous Armand-Jean du Plessis de Richelieu par la grâce de Dieu évesque*

nous les avons enfin rencontrées. Il convient d'en donner ici une idée, parce que l'évêque en fait la loi de tous ses diocésains ¹, et parce que, en nous instruisant des principes de Richelieu sur certains points de morale et de discipline, en nous faisant connaître à fond les maximes qu'il suivait dans le gouvernement spirituel de son évêché, elles offrent aujourd'hui cet autre intérêt qu'elles reproduisent quelques linéaments des mœurs de ce temps-là.

C'est d'abord de son clergé que l'évêque de Luçon s'occupe ; ses prescriptions ne se bornent pas à leurs devoirs religieux ou moraux, elles touchent jusqu'aux simples bienséances, et à tout ce qui peut ajouter à la considération dont il veut que les ministres de la religion soient entourés. Non-seulement il leur interdit « très-estroitement » tout ce qui pourrait porter atteinte à la pureté de leurs mœurs, à la dignité de leur caractère, à l'intégrité de leur réputation ; non-seulement il leur ordonne d'étudier, et de fuir l'oisiveté, mais il leur prescrit jusqu'aux moindres soins de la propreté (feuillet 79-83).

Il défend « à tous prestres qui demeurent es maisons des gentilshommes de faire fonction de receveurs, négociateurs, solliciteurs d'affaires, et de tout autre exercice qui les distraict de leur devoir (f. 84 v°). »

Il ne veut pas que les ecclésiastiques qui ont des différends entre eux les portent devant les juges laïques : « Nous leur deffendons de se poursuivre les uns les autres par devant autre juge que nous, ou nostre official... » sous peine d'excommunication (f. 85). »

de Luçon, au clergé et peuple de notre diocèse, salut, il semblerait que c'est la suite du livre de Flavigny. Mais avec son activité d'esprit, son habitude de faire lui-même ses affaires, et son goût pour traiter des matières de théologie, il n'est pas probable que Richelieu ait laissé à un ecclésiastique moins capable que lui, le soin de composer un écrit doctrinal auquel il mettait son nom. C'est seulement par l'adjonction de cet écrit à celui de M. de Flavigny qu'on peut expliquer cette singularité, que les *ordonnances synodales* n'étaient portées sur le catalogue d'aucune bibliothèque ; elles doivent l'avoir été depuis sur celui de la bibliothèque impériale ; M. Magnin, conservateur des imprimés, à qui nous les avons indiquées il y a vingt ans, nous ayant dit qu'il les ferait inscrire.

¹ Il les termine ainsi : « Enfin ordonnons que, de trois moys en trois moys, on face lecture au peuple, au prosne de la grande messe, des ordonnances susdites, afin de rafraichir continuellement la mémoire, tant aux ecclésiastiques qu'au peuple, de ce qu'ils sont tenus sçavoir, faire et garder. » (F° 97.)

On voit partout, dans ces ordonnances, combien les lacunes et l'insuffisance de la loi civile ouvraient de brèches à l'introduction de la loi ecclésiastique.

Il faut noter la doctrine que, dans ces ordonnances, Richelieu professe sur le concile de Trente. C'est à l'occasion des mariages clandestins; il les déclare nuls, mais sans se fonder sur aucune loi du royaume, et seulement « en vertu de l'article faict par le concile sur ce sujet et receu maintenant en France (f. 89 v°). »

Dans une lettre écrite plus tard, toutefois à une époque où Richelieu gouvernait encore son évêché, et dans un moment où il en était absent, il envoyait à son chapitre cette félicitation :

« Ayant appris par M. de Flavigny la résolution que vous avés prise de recevoir le saint et sacré concile de Trente, je ne puis que je ne vous tesmoigne combien cette nouvelle m'a esté agréable. Si j'eusse esté au temps de votre grand chapitre dernier en ces quartiers, je me feusse estimé heureux de m'y trouver pour contribuer de ma part à une si sainte action ¹. »

Telle fut l'opinion constante de l'évêque; mais lorsque devenu ministre, et se faisant historien, le cardinal de Richelieu écrira ses *Mémoires*, arrivé à cette année 1615, il aura à raconter que l'abbé de Saint-Victor, coadjuteur de Rouen, François de Harlay, vint supplier le roy d'avoir agréable la réception de ce concile, on peut être curieux de savoir comment alors il en parlera :

« La harangue que l'abbé de St-Victor fit à Leurs Majestés sur ce sujet, dit Richelieu, fut fort mal recue d'elles, et M. le Chancelier lui témoigna que S. M. ayant intérêt à la réception du dit concile, pour les choses qui concernoient la discipline extérieure de l'Eglise, elle ne se pouvoit, ni ne se devoit faire sans elle. Le dit sieur abbé ayant fait imprimer sa harangue, elle fut supprimée par sentence du Châtelet, l'imprimeur condamné à 400 fr. d'amende et banni, et ordonné que le dit abbé seroit oui sur le contenu en icelle ². »

On voit que Richelieu n'a pas un mot de blâme sur les rigueurs qu'il rappelle, ni la moindre objection contre un refus dont apparemment il admettait alors la nécessité politique.

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 126.

² La sentence du prévôt de Paris contre la harangue de l'abbé de St-Victor a été imprimée dans le t. I^{er} p. 315 des pièces jointes à l'*Histoire de Louis XIII*, par le P. le Cointe, de l'Oratoire.

L'abbé Le Courrayeur, chanoine de Sainte-Geneviève, en a fait la remarque dans un discours joint à sa traduction de l'*Histoire du concile de Trente* par fra Paolo Sarpi : « Le cardinal de Richelieu lui-même, dit-il, qui, en qualité d'évêque de Luçon, avait porté la parole au roi, au nom du clergé, dans les états de 1615, en faveur du concile, n'y pensa plus quand il fut premier ministre ¹. » Il y pensa, sans doute, mais la vérité c'est qu'il n'usa jamais du pouvoir absolu qu'il a exercé pour faire recevoir le concile. On s'explique cette contradiction entre les aspirations de l'évêque et les maximes de l'homme d'Etat.

Quoi qu'il en soit, dans son gouvernement de Luçon, Richelieu fut, plus qu'on ne le croit d'ordinaire, un évêque exact à s'acquitter de ses devoirs de pasteur, soigneux des intérêts spirituels de son troupeau, et conservateur zélé des doctrines de l'Eglise.

En même temps, il ne s'écarta jamais des principes de tolérance qu'il avait promis de suivre ; et il mérite d'autant plus d'être loué sur ce point, qu'il ne rencontrait pas toujours la même sagesse de la part de ceux de la religion, dans les procédés dont on usait envers lui. Il s'en plaint sans amertume à un ami dont, quoique protestant, il invoque avec confiance le témoignage : « Je vous tiens si plein d'honneur et d'équité, lui écrit-il, que je m'assure que vous n'approuverez pas le peu de courtoisie dont on a usé en mon endroit, qui me suis proposé, en faisant ce qui est de ma charge, de vivre paisiblement avec messieurs de votre religion, comme si nous n'avions qu'une mesme créance ². »

Non-seulement l'évêque de Luçon usait d'une véritable tolérance et d'une justice fort impartiale à l'égard des protestants de son diocèse, mais il les défendait encore auprès du gouvernement et se rendait, pour ainsi dire, garant de leurs sentiments. Lorsqu'à l'époque des négociations pour les mariages d'Espagne, la retraite du duc de Rohan excitait de vives inquiétudes sur le parti qu'allaient prendre ceux de la religion protestante, Richelieu écrivait au secrétaire d'Etat spécialement chargé des affaires de la Réforme ³, Phelypeaux de Pontchar-

¹ Mém. t. 1, p. 266, éd. Petitot.

² Tome II, p. 786, de l'éd. in-4°.

³ Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1135, n° 36.

train : « Ils protestent de ne se départir jamais de l'obéissance qui est due au roy et à la reyne... ils admirent le courage de la reyne, et la résolution qu'elle a prise de s'acheminer avec une armée, s'il en est besoin... » L'évêque de Luçon insiste sur la fidélité de du Plessis Mornay, « qui a tousjours, parmi les huguenots, grand crédit ¹. »

Aussi impartial envers les hommes qu'envers les partis, ce qui est peut-être plus difficile, Richelieu, dans une autre lettre, rend une égale justice à Chamier, l'un des plus ardents parmi les ministres huguenots :

« Quant au sieur Chamier..., il mérite certe d'estre estimé comme un des plus gentils esprits de ceux qui sont imbus de ces nouvelles erreurs; et si, outre sa créance, l'on peut reprendre quelque chose en luy, il me semble que ce doit estre un zèle trop ardent, et que d'autres appelleroient peut estre indiscret. Je ne le dis pas pour l'offenser, car la volonté de Leurs Majestés estant que nous vivions tous en bonne intelligence, j'en serois très marry. Je voudrois plustost le servir, mais non pas aux deffends de ma conscience et de la vérité ²... »

En effet, cette tolérante impartialité de Richelieu ne lui faisait rien céder de ce qu'il devait à sa foi, et c'est avec une fermeté qui ne fléchit jamais, que nous le voyons réclamer, contre le culte nouveau, les droits du culte catholique, et le respect qui lui est dû.

Nous citerons seulement cette lettre, écrite vers le même temps (le 26 novembre 1611), à Mery de Vic, envoyé par la reine-mère pour accommoder les différends qui existaient alors, en Poitou, entre les catholiques et les protestants. Richelieu s'adresse à lui « pour faire qu'à l'advenir nos églises ne soient plus violées par l'enterrement de ceux qui n'ont point de droits, et que nous puissions faire nostre service en plusieurs cures dont on retient non-seulement la jouissance, mais l'usage des églises ³. »

Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1135, f° 260, v°. Le marquis de Richelieu alors mestre de camp du régiment de Piémont, donnait au même moment, les mêmes assurances sur les dispositions des protestants : « Ceux de la religion de ces pays de deçà, écrivait-il, ne sont pas résoluz d'espouser les passions d'aucun particulier, quelques uns d'entre eux ont murmuré de cette alliance d'Espagne, les autres en demeurent fort estonnez, mais la liberté de conscience dont ilz jouissent tous en ce pays, soubz l'heureuse régence de la reyne, leur est plus chère que tout. » (Même manuscrit, f° 267.)

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1093, f° 13.

³ Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1135, f° 204. On peut voir dans le livre de M. La Fontenelle de Vaudoré (t. I, p. 379), cette scène de violence, lorsque,

On croit bien que Richelieu ne souffrait pas avec patience ces usurpations sur le culte dont il était le ministre.

La conduite de l'évêque de Luçon envers l'Eglise réformée, humaine et politique à la fois, montre dès cette époque la supériorité de ce grand esprit sur beaucoup d'ecclésiastiques et d'agents de l'autorité, ses contemporains. Dans la plupart des lettres qu'on lui écrivait alors, nous avons remarqué une tendance directement contraire : on combat ses sentiments, on s'efforce de lui inspirer d'autres maximes ; ce même de Vic, que nous venons de voir chargé d'une mission pacifique, lui écrivait peu de mois après : « Ne vous fiez pas aux protestants... ; les plus habiles ne se peuvent garder de leurs malices ¹. » Et quelques jours ensuite : « Leurs mauvais desseins ne sont différés qu'à cause de leur faiblesse. » Tels sont les conseils que Richelieu recevait de toutes parts et dont heureusement sa ferme raison l'a préservé.

Nous avons dit le soin que prenait Richelieu des intérêts spirituels de son diocèse ; il n'était pas moins attentif à ménager les intérêts temporels. C'est le bien de l'Eglise, il le gouverne avec une sollicitude d'autant plus éveillée, et selon l'expression vulgaire des fermages, *en bon père de famille*. Les dépenses mêmes qui incombent à l'administration publique, il les feroit sur sa fortune particulière s'il en avoit le moyen : « Plus riche de biens temporels, écrivait-il un jour au surintendant des finances, je ferois du tout à mes despends ce en quoy je suis contrainct de mandier vostre assistance ². » Et il disait vrai.

L'abandon où avait été laissé depuis longtemps cet évêché avait préparé au nouvel évêque une tâche laborieuse, il se met sur-le-champ à l'œuvre. A peine arrivé il s'enquiert, de tous côtés, des droits de son église, des titres à recouvrer, des créances à recevoir, des litiges à faire triompher. Bien plus, il en fait aux possesseurs de bénéfices un devoir religieux qu'il

le 25 mai 1613, les protestants enfoncèrent les portes de l'église de Luçon, où, malgré le clergé, ils prétendaient faire inhumer un gentilhomme huguenot. — Méry de Vic alors maître des requêtes, devint plus tard garde des sceaux ; nommé le 24 déc. 1621, il n'exerça que quelques mois, étant mort en septembre de l'année suivante.

¹ 15 Août 1612. Arch. des aff. étr. France. t. 25, pièces 32, 33, et 9 septembre, pièce 35.

² Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1135, f° 188.

leur impose dans ses ordonnances synodales ¹. Dépositaire de la fortune de cet évêché, il veut la transmettre intacte à ses successeurs; et il en jouira lui-même, en propriétaire fort attentif et même un peu exigeant ².

Car, dès ce temps-là, Richelieu s'est occupé de ses propres affaires avec le même soin, la même exactitude rigoureuse qu'il apportait alors aux affaires de son évêché, et qu'il mit plus tard à celles de l'Etat. Personne mieux que lui n'a su concilier le gouvernement des grandes choses et des intérêts politiques avec le soin minutieux des intérêts privés. Il sait le prix de tout, il examine tout, il ne néglige aucune précaution pour n'être pas trompé sur les achats qu'on fait pour lui. Depuis cette première époque, jusqu'à la veille, pour ainsi dire, de sa mort ³, nous voyons l'attention assidue qu'il donne à ses moindres affaires. Toute sa vie il a mis dans l'accroissement et l'administration de sa fortune cette persistante et active surveillance dont nous trouvons sans cesse les preuves. On dirait quelquefois qu'il n'avait que cela à faire.

Même après qu'il se fut démis de son évêché, Richelieu ne cessa pas de s'y intéresser; il en voulut être comme un second évêque, ainsi qu'il l'écrivait au chapitre, dans des adieux pleins de sentiments affectueux et paternels ⁴. Il s'était choisi, leur disait-il, un successeur qui serait pour eux un digne pasteur, « désirant vous faire ressentir cet avantage, que, pour un évêque, vous soyés assurés d'en avoir deux. » Aussi voit-on que les travaux qu'il avait commencés à ses frais à Luçon, il les

¹ « Enjoignons à tous bénéficiers de faire recherche et inquisition des domaines aliénés et énervez de leurs bénéfices, et nous en donner déclaration, signée de leur main, et faire ce qu'ils pourront pour retirer et réunir lesdits domaines. Ce que nous enjoignons parcelllement aux procureurs, fabricqueurs de chaque paroisse, pour le regard de la fabrice. » (n° 94.)

² Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1135, f° 248, 1136. f° 126, 128-134, etc.

³ Au moment où le procès de Cinq-Mars était pour Richelieu une préoccupation de tous les instants; où, depuis la Lorraine et l'Alsace jusqu'au Roussillon, les soins de la guerre le pressaient de toutes parts, le prix de quelques livres achetés en Allemagne lui est encore à souci. Le 29 juillet 1642, il écrit, de Tarascon, à de Noyers, une lettre où nous trouvons ces deux lignes : « Je vous prie de dire à M. Rossignol (l'un des secrétaires du cardinal), qu'il fasse porter dans mon logis, à Paris, tous les livres que le S^r Stella m'a acheptez, afin que je voye l'employ de mon argent. » Cette lettre, dont l'original se trouve dans le cabinet de S. A. R. Mgr. le duc d'Aumale, paraîtra dans le 7^e vol., p. 56, des lettres de Richelieu.

⁴ L'original a été conservé dans les archives de l'évêché de Luçon. (La Fontenelle de Vaudoré.)

fit continuer après sa démission. Partout on y voyait ses armoiries, accompagnées de l'ancre ¹ marque de sa dignité de chef suprême de la navigation, qu'il n'eut que quatre ans après, en 1626.

L'étude, pendant le séjour de Richelieu dans son évêché, occupa une bonne partie de son temps ; et dès 1610, lorsqu'il n'avait pas encore vingt-cinq ans, l'éloge qui vint le trouver à Luçon, d'un des prélats dont sans doute il ambitionnait le plus le suffrage, dut être pour lui un encouragement plus encore qu'une récompense. Nous avons lu dans une lettre que lui écrivait son ami d'enfance, Sébastien Bouthillier, le 16 mai : « M. le cardinal Duperron faict paroistre, en toutes occasions, l'estime qu'il faict de vous.... Quelqu'un estant venu à vous nommer parmi les jeunes prélats, et à vous louer selon la réputation que vous avez acquise, M. le cardinal dist lors, qu'il ne vous falloir point mettre entre les jeunes prélats, que les plus vieux vous debvoient céder, et que, pour luy, il en désiroit montrer l'exemple aux autres. M. de Richelieu, à qui on le dist, me l'a rapporté dans ces propres termes...² » C'est qu'à cette époque, en effet, le zèle du jeune évêque pour devenir une des lumières de l'Église, était dans toute sa ferveur. A défaut d'ouvrages qu'il n'a point laissés, nous en avons la preuve dans des lettres où ses amis et ses collègues l'entretenaient de ses travaux théologiques et littéraires. Ce sont surtout les lettres de l'évêque d'Orléans ³, lettres intimes, qui nous mettent dans la confiance de ces études, pour lesquelles Richelieu se dérobaux distractions du monde, et se réfugiait dans une solitude où ses amis mêmes ne pénétraient pas. « Enfin, lui écrivait cet évêque, en 1612, enfin vous respondes, et on sçayt où vous estes, après vous avoir perdu trois mois ⁴. » Une autre fois, le même prélat

¹ La Fontenelle de Vaudoré, t. I, p. 418.

² Arch. des aff. étr. France, t. XXIV, pièce 67.

³ Gabriel de l'Aubespine, frère du marquis de Châteauneuf qui fut depuis garde des sceaux. Evêque dès 1600, à vingt et un ans, il en avait environ trente-trois à l'époque de sa correspondance avec l'évêque de Luçon ; il passait pour un des prélats de France qui connaissait le mieux l'histoire de l'Église. « Vir totius antiquitatis ecclesiasticæ peritissimus, » dit de lui le *Gallia christiana*, t. VIII.

⁴ Arch. des aff. étr. France, t. XXV, pièce 34^a. La suscription est : « A M. l'Évesque de Luçon, au logis de M. Richard, trésorier général à Poitiers. » C'est une voie dont Richelieu s'est alors servi fréquemment, résidant tantôt à Luçon, tantôt à Coussay.

envie le séjour que Richelieu fait à la campagne, et dont il lui a peint le charme : « J'iray à Caresme prenant à Orléans pour y estudier un peu pour vous imiter, et composer mes études et mes passe-temps à vos entretiens ¹. » Il lui dit encore, à la fin de la même année, le 28 décembre : « J'ay reçu toutes vos lettres ², et me plains que, vous estant mis à la controverse, vous ne m'en mandiez rien; et ayant emmené deux Anglois pour vous y servir, vous ne m'en ayez ny parlé, ny escrit... Ne manqués pas je vous prie me mander de vos estudes ³. » Cette controverse (c'est encore l'évêque d'Orléans qui nous l'apprend) était un « grand travail, » que Richelieu préparait en secret, « qu'il cache à ses amis, » et pour lequel « il envoie quérir force livres des hérétiques. » — « J'ay toujours faict grand estat de vostre courage ès choses spirituelles et ecclésiastiques (lui dit-il), et maintenant que vous estudiés si asprement, vous en augmentés l'opinion, estimant que vous ne prenés pas tant de peine sans quelque grand dessein ⁴. »

L'évêque du pauvre évêché de Luçon, qui, de si loin, ne pouvait ni prévoir, ni même ambitionner la prodigieuse fortune à laquelle il est parvenu, voulait du moins se faire une grande place dans l'Église. Il demandait à d'infatigables travaux, à de profondes études, l'illustration que lui permettaient d'espérer ses premiers succès à Rome et en Sorbonne. Le protestantisme, plein de vigueur, de jeunesse et d'ardeur belliqueuse, manifestait des pensées de domination que la mort de Henri IV lui avait laissé concevoir, et que la main ferme de ce grand roi ne pouvait plus contenir. Richelieu sentait qu'il y avait pour lui, dans une lutte imminente, des espérances de grandeur et de gloire. Sans doute il ne rêvait pas alors les trophées du siège de La Rochelle et des champs de bataille du Languedoc, mais il pouvait aspirer aux dignités ecclésiastiques, à la renommée de controversiste et de diplomate des Ximènes, des Duperron, des d'Ossat. Ce n'était plus le temps des Saint-Barthélemy, ce n'était pas encore celui des révocations de

¹ Arch. des aff. étr. France, t. XXV, pièce 27.

² Je n'ai trouvé aucune des lettres de Richelieu à cet évêque.

³ Manuscrit précité des aff. étr., pièce 38°.

⁴ *Ib.* pièce. 29°. Mais elle a été classée hors de sa place dans ce manuscrit parce que, n'ayant point de date, on a écrit au dos, et en tête : 1612, avec divers quantièmes. La véritable date est le 6 janvier 1613.

l'édit de Nantes ; personne ne songeait à exterminer les huguenots, ni même à les exiler ; les hommes sages comprenaient que les massacres et les persécutions étaient de mauvais moyens pour détruire le protestantisme, et qu'il était de l'intérêt de tous de le laisser vivre libre, mais soumis. Richelieu était trop clairvoyant pour ne pas entrevoir, dans un avenir peu éloigné, quelque tentative de guerre civile, mais il n'espérait pas que la victoire, en faisant tomber les armes des mains des huguenots, leur fermerait la bouche ; et il savait que la science et la parole étaient des armes dont on aurait besoin pour les combattre.

Livré tout entier à ces préoccupations sérieuses et à cette ardeur d'apprendre, l'évêque de Luçon avait peu de liaison sans doute avec les évêques de Cour, et il recherchait avec empressement la compagnie de ceux de ses confrères chez lesquels il trouvait des délassements profitables. La maison de son plus proche voisin, l'évêque de Poitiers, lui offrait cet avantage. Chasteigner de la Rochepozay était un prélat d'un savoir éminent et d'une rare fermeté ; il avait été un des meilleurs disciples de Scaliger, et, dans un jour de révolte, il défendit sa ville contre l'armée du prince de Condé. Quoiqu'il n'eût encore publié aucun des nombreux ouvrages d'exégèse qui devaient bientôt se faire remarquer par une latinité élégante et une grande connaissance des Écritures, sa réputation de prélat instruit et zélé était répandue dans ce diocèse, l'un de ceux que les guerres religieuses avaient le plus affligés. Sa maison, où habitait avec lui Du Verger de Hauranne, son ami et son grand vicaire, jeune encore, mais déjà connu pour un prêtre savant et d'une ardente piété, était fréquentée par une réunion d'hommes recommandables et distingués. Lancelot nous apprend que Richelieu en était l'un des hôtes les plus assidus. « La liaison du cardinal de Richelieu et de M. de Saint-Cyran avait commencé dès qu'il était évêque de Luçon, et que M. de Saint-Cyran demeurait chez M. de Poitiers, car M. de Luçon venoit souvent s'y divertir ¹. »

Sébastien Bouthillier ² était l'un des familiers de cette

¹ *Mémoires pour servir d'éclaircissements à l'histoire de Port-Royal*. Cologne, 1701. 2 vol. in-12, p. 91 du 1^{er} vol.

² On peut voir, dans le *Gallia christiana*, ce que dit de cette amitié Scévole de Sainte-Marthe. Au moment où nous sommes, Séb. Bouthillier n'était pas

maison ; ecclésiastique instruit et d'un esprit distingué, il était digne de figurer dans cette société d'hommes lettrés et de savants théologiens.

La liaison de l'évêque de Luçon avec le grand-vicaire de Poitiers fut dès les commencements intime et cordiale ; nous avons deux lettres qu'il lui écrivit alors, remplies de paroles affectueuses et tendres : « Je vous supplie, lui disait Richelieu, de vous assurer que je vous honore avec la mesme ardeur que vous peustes remarquer en moy lorsque nous nous ouvrîmes l'un à l'autre jusqu'au fond du cœur. M. le Doyen m'a assuré que je pouvois avoir la mesme assurance de vous. » Et, dans une autre lettre : « Si j'ay quelques parties des bonnes qualitez que vous me donnez, ce sont celles qui me font cognoistre et estimer les vostres, et qui me portent à vous aymer chèrement ' . »

La politique vint plus tard troubler cette bonne intelligence et cette intimité que la religion avait formée. Remarquons, en passant, qu'il en fut de même avec le P. de Bérulle, qui trouva l'évêque de Luçon si bienveillant pour lui tant qu'il ne fut que père de l'Oratoire, et qui vit cette amitié se tourner en antipa-

encore abbé de la Cochère, il n'eut ce bénéfice qu'un peu plus tard, quoique, dans le passage cité, Lancelot le nomme ainsi. Le chroniqueur de Port-Royal se trompe d'ailleurs, en disant que ce fut chez l'évêque de Poitiers que Richelieu connut cet abbé. (Voir ci-dessus, p. 174.)

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1135, f^os 135 et 200. — Du Verger de Hauranne publia à cette époque un livre qui mérite ici un souvenir, parce qu'il fut composé au milieu de la société de l'évêque de Poitiers, et surtout parce que, dans l'intimité et la communauté de sentiments qui unissaient Du Verger de Hauranne et Richelieu, il est difficile de croire que celui-ci soit resté tout à fait étranger à la composition d'un tel ouvrage, et n'y ait pas pris quelque part, au moins par ses encouragements et ses conseils.

Lorsqu'en 1614 les princes mécontents quittèrent la cour, et se répandirent dans les provinces pour y organiser la sédition, M. le Prince, l'un des chefs de cette révolte, voulut s'emparer de Poitiers ; l'évêque, nous l'avons dit tout à l'heure, ferma les portes de la ville, et, les armes à la main, en interdit l'entrée au Prince, avec une résolution et une vigueur qui déconcertèrent les mécontents. La conduite de l'évêque ne pouvait manquer d'être jugée diversement dans ce temps de passions politiques et de troubles civils. Aux censeurs qui la blâmaient sévèrement Du Verger de Hauranne fit une réponse intitulée : *Apologie pour messire Henry Louis Chastaignier de la Rochepezay, évêque de Poitiers, contre ceux qui disent qu'il est deffendu aux ecclésiastiques d'avoir recours aux armes en cas de nécessité.*

Ce livre singulier qu'on n'a pas lu peut-être depuis les circonstances au milieu desquelles il parut, sollicite l'attention de ceux qui étudient cette époque, non-seulement parce qu'il fit bruit à son apparition, mais surtout parce qu'il donne une idée assez nette de la polémique du temps, et plus

thie dès que les deux cardinaux se rencontrèrent dans le maniement des affaires. C'est qu'il y avait deux hommes dans le cardinal de Richelieu, et que, du jour où il parvint aux emplois, l'homme politique domina l'homme d'église ; tandis qu'une vocation unique anima toujours les deux autres, et l'esprit religieux inspira seul toutes les actions de leur vie.

Mais ne nous éloignons pas du temps où nous sommes, ni de cette douce société où ne sont encore que des amis, réunis par une sympathie et des études communes, dans la maison épiscopale de Poitiers.

Les visites qu'y faisait l'évêque de Luçon devaient favoriser ses études loin de l'en détourner ; le *divertissement* dont parle Lancelot n'était pas frivole ; il apportait, pour Richelieu, une utile diversion au travail austère et assidu de sa double solitude de l'évêché de Luçon, et du prieuré de Coussay.

C'est dans la studieuse retraite où nous le montrent alors nos documents que Richelieu préparait les ordonnances *synodales* dont nous avons parlé ; qu'il amassait les matériaux dont il s'est servi pour la composition de son livre contre *les ministres de Charenton*, publié en 1618, de son *Instruction du Chrestien*, imprimée pendant son exil d'Avignon, et qui parut en 1619. Peut-être s'occupait-il déjà de deux ouvrages qui n'ont été connus qu'après sa mort : *Le traité de la perfection du chrétien*, (1646, in-4°) et : *La méthode la plus facile et la plus assurée pour convertir ceux qui se sont séparés de l'Église* (1651, in-f°). Peut-être même il méditait d'autres travaux, que les grandes affaires de sa vie politique ne lui ont pas permis d'entreprendre et qui sont restés dans le secret de sa pensée. Mais le souvenir de ses profondes études théologiques, quoique abandonnées, s'est longtemps conservé, et Serizay, qui le premier fut président de l'Académie naissante, parlait encore en 1634, comme

encore du caractère de cet abbé, devenu si célèbre par la double autorité de son caractère et de ses écrits. Du Verger de Hauranne y traite une question purement politique avec des exemples uniquement tirés de l'Écriture sainte et des raisonnements mystiques, laissant de côté tous les arguments que pouvaient fournir les lois de la monarchie et les raisons d'État. Le style n'est pas celui de Richelieu, et l'argumentation ne dut pas lui sembler bien concluante ; mais il n'est pas douteux qu'il n'approuvât complètement le sujet d'un livre dogmatique, qui établit, pour les ecclésiastiques, le droit de prendre les armes, qui condamne par l'autorité des textes sacrés la révolte des grands, et qui dut être fort agréable à la reine-mère, dont, à ce moment, l'évêque de Luçon recherchait la faveur.

l'évêque d'Orléans en 1612, et rappelait, avec quelque exagération sans doute, dans une lettre « que le cardinal se fit lire deux fois, » les grands ouvrages composés par Richelieu, « et que sa modestie l'empeschoit de mettre au jour ¹. »

On peut croire aussi que l'évêque de Luçon se délassait quelquefois de l'aride labeur de la controverse, par des études purement littéraires. Déjà ce futur créateur de l'Académie recherche avec empressement le commerce des gens lettrés, et celui qui un jour écrira aux princes du sang, et à quelques souverains, *Monsieur* tout court, sans même placer ce mot hors ligne, prend maintenant, dans sa lettre à un simple libraire, de minutieuses précautions de politesse ².

Nous avons des lettres de lui à Balzac tout jeune encore ³, à Malherbe sur son déclin, à Coeffeteau, qui avait récemment publié ses *Tableaux des passions humaines*, et à d'autres. Son goût pour les productions littéraires n'était pas une simple curiosité, un délassement frivole, c'était pour lui un plaisir sérieux et dont le charme l'attirait ; il aimait cet exercice de la pensée, cette gymnastique de l'esprit qui compose ou analyse un ouvrage ; il lisait « curieusement, » selon son expression, les livres qui en valaient la peine, et il les étudiait en homme pour qui c'est un plaisir de les juger. Il n'était pas encore saisi de cette manie des compositions dramatiques dont il fut plus tard possédé. Sorti de l'école pour entrer dans l'Église, il avait peu fréquenté les sociétés mondaines vers la fin du règne de Henri IV, et puis il n'y aurait pas encore vu ces réunions de beaux esprits, où il aurait rencontré des abbés tournant un madrigal, et de futurs évêques plus connus par des poésies galantes que par de pieuses homélies. Les occupations

¹ Pélisson, *histoire de l'Académie française*, p. 20 et 24 de l'édition donnée par M. Livet.

² Il y a, à la bibliothèque imp., fonds de Harlay 363, n° 133, une lettre autographe, écrite de Coussay, en mai 1615, par laquelle Richelieu demande au sieur Cramoisy de lui envoyer une vingtaine d'exemplaires de sa harangue prononcée à la clôture des États : « Je vous en prie de rechef. » dit, en se corrigeant, l'évêque de Luçon, qui avait mis d'abord, moins poliment : « Je le vous mande de rechef. » C'est là un incident de bien peu d'importance sans doute ; toutefois, se rapportant à un tel homme, cette petite confidence d'un autographe mérite peut-être d'être tirée de l'oubli.

³ Voy. les *Lettres de Richelieu*, t. I^{er}, p. 185 et 734. « Il y a longtemps que j'ai appris de lui (Richelieu) que j'avais passé les autres, » écrivait à Boisrobert, Balzac, qui n'avait pas encore 30 ans. (Lettre de février 1624 ; p. 77 de l'édition de 1663.)

littéraires de Richelieu, sans être toutes de théologie, avaient du moins la gravité qui convenait à son caractère de ministre de la religion.

Nous voulons insister sur cette ardeur pour l'étude, sur cette noble envie de se rendre, par la science, digne des hautes fonctions du sacerdoce, sur ce besoin de se distinguer entre tous par la culture de l'esprit, autant que par l'éclat des dignités et l'élévation du rang; car c'était, à cette époque, un mérite assez rare et sottement dédaigné par les hommes de la classe à laquelle appartenait Richelieu. A entendre les contemporains, l'évêque de Luçon était presque le seul qui eût donné cet exemple : « Dès que j'eus pris la résolution de me mettre à l'étude, dit le cardinal de Retz, j'y pris aussi celle de reprendre les errements de M. le Cardinal de Richelieu; et quoique mes parents mesmes s'y opposassent, dans l'opinion que cette matière n'était bonne que pour les pédants, je suivis mon dessein, j'entrepris la carrière, et je l'ouvris avec succès. Elle a été remplie depuis par toutes les personnes de qualité de la profession, mais comme je fus le premier depuis M. le Cardinal de Richelieu, ma pensée lui plut...¹ »

IV.

Nous avons vu dans le jeune Armand un bon évêque, un savant théologien, un lettré plein d'ardeur; l'étude attentive et persévérante de cette curieuse figure, nous découvre quelques nuances secondaires qui complètent la physionomie, achèvent la ressemblance, et nous montrent Richelieu, à cette heure précise de son âge, arrivant sur l'extrême limite de ses deux existences, jeune encore, encore dans l'Eglise, pas encore dans les emplois, dont il approche pourtant, et enfin, si l'on me permet ce tour latin, vivant encore sa première vie.

On ne s'attend pas sans doute que nous puissions montrer Richelieu au milieu de sa famille, dans les douces privautés de la maison paternelle; il en sort enfant pour entrer au collège, et, ses études finies, évêque à 21 ans, il ira bientôt se confiner au fond de son évêché. Dans le court intervalle qui s'écoule entre

¹ Edit. Michaud et Pouj., t. I, p. 19.

le retour de Rome et le départ pour Luçon, il reste à Paris, habitant quelque *chambre garnie*, dont il parle comme quelqu'un qui en a éprouvé les inconvénients. On ne voit pas que sa famille, mal aisée, eût alors un établissement dans la capitale, et il est même fort probable que, depuis son veuvage, sa mère demeurait au château de Richelieu, qu'elle avait d'ailleurs habité auparavant, ainsi que nous l'apprend un document authentique que nous avons cité ¹.

Au reste, nous n'avons pas à dire ici quelles furent les relations de Richelieu avec les siens durant tout le cours de sa vie; mais il est difficile de se figurer, même dans la jeunesse, un Richelieu bien tendre; on ne peut guère penser que les affections intimes l'aient beaucoup distrait de ses sérieuses études, et l'esprit si occupé laissait peu de loisir aux tendresses du cœur. Dans l'absence de témoignages historiques dont, sur ce point, cette époque de sa vie est entièrement privée, ses lettres laissent encore pénétrer quelque jour dans le secret de ses sentiments; lisons-en, à ce propos, une très-courte, écrite à M^{me} de Richelieu, sa belle-sœur :

« Ma sœur, je mets la main à la plume, non pour vous faire part des nouvelles de la cour, estimant que vous les pourrès apprendre de mon frère, à qui je les mande, mais pour vous rendre nouvelles assurances de mon affection. Maintenant le temps nous y convie, toute chose reprenant ses forces et commençant de nouveau à paroître. Toutefois, de peur que vous tirés de là une conséquence qu'il y a donc eu en mon endroit quelque hiver ou refroidissement auparavant, puisque je m'accommode ainsy aux saisons, ce qui ne doit pas se rencontrer particulièrement aux frères et sœurs, j'aime mieux vous dire que ce peu de lignes servira pour vous prier de me conserver tousjours en vostre souvenir, et vous assurer du désir que j'ay tousjours eu et auray toute ma vie de demeurer

« Vostre, etc. ². »

Cela semble bien froid, bien étudié, et Richelieu tâche à être spirituel, ne sachant pas être affectueux. Il s'adresse à une belle-sœur sans doute, mais dans toutes les lettres, assez rares du reste, où nous le voyons parler de sa famille, c'est à peu près le même ton. Toutefois, il en est, dans ces premiers temps, où quelques traits épars nous laissent penser que,

¹ Ci-dessus, p. 161.

² Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f^o 66. La date manque, nous pensons que la lettre a été écrite au printemps de 1616.

malgré la rigide sévérité de ce caractère, les affections qui sont la vie du cœur n'étaient pas tout à fait étrangères au jeune évêque; il y a çà et là des mots de sentiments, et nous le voyons parfois sensible à la douceur des réunions de famille ¹.

Richelieu avait une disposition aux larmes, assez singulière dans cette nature dont la fermeté allait parfois jusqu'à mériter un autre nom. Dans ses mécontentements, Marie de Médicis a imputé cette espèce d'attendrissement à une profonde hypocrisie ²; un tel homme était bien incapable de si ridicules simagrées; mais il ne serait pas plus vrai de lui attribuer une délicatesse de sensibilité dont il ne se piquait guère. Bien loin d'avoir des larmes à volonté, comme le lui reprochait la reine-mère, n'était-ce pas plutôt chez lui une infirmité nerveuse, dont il n'était point en son pouvoir de maîtriser les effets?

Un trait marqué du caractère de Richelieu, c'est une extrême facilité à avoir recours aux autres. Personne n'est plus actif à solliciter, ni plus ingénieux à obtenir. Il eut, dans ces premières années, plus d'un procès, soit dans l'intérêt de son évêché, soit pour ses propres affaires; il ne manque jamais d'écrire au rapporteur, aux juges, aux amis des juges; non pas, sans doute, dans le dessein d'obtenir une sentence injuste, mais enfin il se recommande pour éclairer la justice, et l'aider à reconnaître son bon droit. Cet homme, qui devait bientôt exer-

¹ Nous recueillons à cet égard les plus légères indications et jusqu'aux simples apparences. C'est ainsi que nous notons, parmi quelques autres, une lettre adressée au général des Chartreux, pour le remercier d'avoir accordé à son frère une permission de venir passer quelque temps parmi les siens : « Nous aurions tous bien souhaité jouir davantage de sa compagnie, et l'eussions, par prières, comme forcé à ce faire, si, étant esloigné de la vostre, nous n'eussions reconnu un indicible regret qu'il en avoit. » Et la lettre continue en paroles affectueuses pour ce frère dont il est séparé. (Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135 f° 207 v°.)

² Elle disait que les larmes lui coulaient des yeux comme les paroles de la bouche, mais que ce n'était qu'un artifice pour surprendre ceux qu'il voulait tromper; et elle le comparait au crocodile. — L'archevêque de Toulouse, M. de Montchal raconte, à l'occasion des démêlés de l'assemblée du clergé de 1641, une scène qui se passa à Ruel, où le cardinal l'avait fait appeler. Après une explication sur l'opposition que faisait l'archevêque aux demandes d'argent de Richelieu, celui-ci (nous laissons parler les *mémoires*), « lui serrant la main, lui dit *s'il ne voulait pas lui promettre son amitié*, qu'il y avoit *longtemps qu'il la désiroit*; et, disant ces mots, il tira son mouchoir, et essuya ses yeux, qui étaient moites, avec ces paroles : *la tendresse me surprend...* L'archevêque se trouva fort surpris de ce discours et de cet artifice, car il savoit bien que le cardinal ne l'aimoit pas... » (Tome I^{er}, p. 313.)

cer un si vaste patronage, et qui aura des princes souverains parmi ses clients, se fait volontiers le client de tout le monde. Il demande à tous et toujours, pour les autres aussi bien que pour lui-même, mais du ton d'un homme auquel on ne refusera rien quelque jour ; et aussi, il faut bien le dire, sans trop se soucier d'estimer le protecteur qu'il invoque, et sans se faire aucun scrupule de le fatiguer. Il écrit, on ne répond pas ; il écrit de nouveau, il presse, il importune, selon sa maxime : « qu'un bon importun ne se tient pas pour esconduit du premier ou du second coup ¹. » On lassait difficilement sa constance à poursuivre ce qu'il avait à cœur d'obtenir ; l'accomplissement d'un désir le dédommageait des sacrifices d'amour-propre que le succès avait pu lui coûter.

A voir ces premiers temps de Richelieu, vous le prendriez pour l'esprit le plus prévenant, le plus doux, le plus liant ; son langage est plein d'aménité, sa voix est caressante ; il a pour tous de bonnes paroles, d'aimables offres de service, de chaudes protestations ; l'expression de sa reconnaissance est vive et passionnée ; il ne semble appliqué qu'à se concilier le bon vouloir de tout le monde, à se ménager partout les protections et la faveur dont il pense qu'il pourra avoir besoin. Même il va vers ses inférieurs avec des avances et des offres de bons offices ; mais si on y répond mal, il a, pour châtier la mauvaise grâce et les humeurs revêches, de vives reparties, dont le ton parfois plaisant ne fait que mieux sentir le piquant et l'aigreur ².

Une politesse fort attentive, presque affectueuse, était chez Richelieu une habitude de bonnes manières dont il usait avec tout le monde, qu'il conserva toute sa vie, et plus soigneusement encore peut-être étant premier ministre que simple évêque. C'était du reste une chose de pure forme, et l'on se tromperait si on voulait voir dans cette délicate urbanité le moindre indice d'un sentiment de bienveillance. Un seul

¹ Minute d'une lettre sans date, ni suscription, mais écrite au temps de l'exil de l'évêque de Luçon, à un ami qu'il avait à la cour. (Bibl. imp., fonds Baluze, arm. lettr. paquet 4 n° 3, 4 et 5, f° 49 v°). Nous avons plus d'une fois rencontré cette pensée sous la plume de Richelieu, mais non toujours en paroles aussi nettes et aussi crues.

² C'est un modèle en ce genre qu'une lettre écrite par l'évêque de Luçon à l'un de ses grands vicaires. Bibl. imp., fonds de Sorbonne 1136, f° 19 v° imprimée dans la collection des *Lettres de Richelieu*, t. 1^{er}, p. 59.

exemple, mais frappant : dans l'affaire de la conspiration de Cinq-Mars, Richelieu voulant lui-même interroger de Thou, pour surprendre quelque aveu capable de compromettre cette tête qu'il avait résolu de faire couper, il le fait venir de la prison dans sa chambre, et voyez avec quelles paroles polies il accueille sa victime : « Monsieur, je vous prie de m'excuser « de vous avoir donné la peine de venir ici. » Pour nous qui savons la pensée secrète de l'entretien, et que cette visite était le premier pas de F. de Thou vers l'échafaud, cette douce-reuse politesse n'a-t-elle pas quelque chose de sinistre ?

Si Richelieu se montrait fort actif à solliciter les bons offices des autres, il n'était pas moins prompt à se faire protecteur à son tour. Dès qu'il eut quelque crédit auprès de la reine-mère, il l'employa souvent pour rendre service ; et si, comme l'on peut croire, il y trouvait une certaine satisfaction de vanité, il faut bien reconnaître aussi qu'il le faisait sans aucune ostentation, avec une simplicité de bon goût, dont on se sent plus obligé peut-être que du service même. A l'un¹ il dira : « La bonne volonté que S. M. a pour vous est telle que vous n'avez pas eu besoin de l'assistance de vos amis pour obtenir en cela ce que vous désiriez. » Il dit à l'autre² : « Je vous assure qu'il n'a esté besoin d'aucune persuasion pour obtenir vostre demande, puisque S. M. a tesmoigné, et par effects et par paroles, qu'elle voudroit vous pouvoir faire paroistre, en meilleures occasions, l'estime qu'elle fait de vous et l'affection qu'elle vous porte. » Il dit encore : « J'y ay fort peu contribué, puisqu'il n'estoit question en cela que de suivre les inclinations de la reyne » ; ou bien : « Ce que vous avez désiré pour vostre pension a réussi à vostre contentement, en quoy je ne dois point prendre grande part, M. le contrôleur général ayant apporté en cette affaire toute la facilité qui luy a esté possible, comme estimant vostre mérite. » Ainsi, bien loin d'affecter ce ton de protecteur qui blesse le protégé et glace la reconnaissance, Richelieu s'efface de son mieux et semble craindre de faire valoir ses services. Et ce n'était pas là une délicatesse, une discrétion d'un jour ; le cardinal, dans toute sa puissance, en usa toujours comme en

¹ Le président de Novion (mss. de Sorbonne, 1135, p. 304).

² Le prince de Joinville (Baluze. Arm. lett. paquet 4, n° 4 et 5, p. 20).

avait usé l'évêque de Luçon. Nous n'oserions pourtant pas affirmer que, malgré ces tours polis et ces apparences désintéressées, Richelieu souffrit patiemment qu'on oubliât la reconnaissance qu'il savait lui être due.

On a vu que Richelieu s'était fait dès l'abord une obligation de la résidence dans son évêché, et lui-même en a tracé une peinture très-propre à faire comprendre ce qu'avait pu lui coûter l'accomplissement de ce devoir. Après la mort de Henri IV il ne s'en affranchit pas, mais il songea cependant à faire à Paris de plus fréquents voyages et de plus longs séjours. La révolution que devait causer à la cour la mort inopinée du roi ouvrait des perspectives toutes nouvelles, et offrait des chances de fortune dont Richelieu espérait bien profiter. Durant la vie du prince, habile appréciateur du mérite, les qualités éminentes déployées dans l'exercice de l'épiscopat eussent suffi à recommander l'évêque de Luçon, et Richelieu le savait; il comprit de même que, sous la régence de Marie de Médicis, il convenait d'user d'autres moyens, et il résolut de se montrer à la cour, où était maintenant assise, sur le trône du grand roi, une femme assez vulgaire.

V.

Aussitôt qu'il eut appris le tragique événement, Richelieu s'empressa de se produire, et il imagina d'envoyer un serment de fidélité au nouveau roi, acte tout à fait insolite. Après la formule du serment, l'évêque de Luçon ajoutait : « Nous certifions que, bien qu'il semble qu'après le funeste malheur qu'une homicide main a espandu sur nous, nous ne puissions plus recevoir de joye, nous ressentons toutefois un contentement indicible de ce qu'il a pleu à Dieu, nous donnant la royne pour régente de cet Estat, nous deppartir, ensuite de l'extrême mal qui nous est arrivé, le plus utile et nécessaire bien que nous eussions sceu souhaiter en nos misères...¹ »

¹ La minute de ce serment est conservée dans la collection Baluze, pap. des arm., paquet 1, n^{os} 8, 9 et 10, f^o 77, et nous en avons vu deux copies dans le recueil d'un des premiers secrétaires de Richelieu, Le Masle, prieur des Roches. (Fonds de Sorbonne, 1135, f^o 209 v^o et 361.) Nous en avons imprimé le texte dans la collection des lettres de Richelieu. T. I^{er}, p. 53.

Dans ces protestations de fidélité, la reine tient plus de place que le roi, et c'est évidemment à elle que le serment s'adresse, beaucoup plus qu'à un enfant de neuf ans qui ne devait pas même le lire.

Le marquis de Richelieu, à qui l'évêque de Luçon avait envoyé ce serment (22 mai) pour le remettre à la reine, ne jugea pas à propos de le lui présenter, « ayant sceu que cela n'avoit esté pratiqué par personne ¹. »

Cependant l'évêque de Luçon ne tarda guère à venir lui-même à Paris ; nous le voyons, dès les premiers jours de juin, préparer son voyage². Il passa à Paris la fin de l'année, bien accueilli par la reine, mais sans qu'aucun témoignage de faveur particulière se fit encore remarquer ; il y avait là un favori qui ne laissait de place à personne.

Toutefois nous trouvons, dans les correspondances du temps, des signes assez certains que Richelieu sut bientôt s'insinuer dans les bonnes grâces de Marie de Médicis. Monglat recule jusqu'en 1617 l'époque où il « se mit bien, dit-il, dans l'esprit de la reine-mère. » Mais nous savons qu'avant 1617, l'évêque de Luçon était aumônier de cette princesse, et que la faveur dont il jouissait depuis quelque temps déjà auprès d'elle, contribua à le faire entrer au ministère formé en 1616 par le maréchal d'Ancre. Nous prenons d'autant plus de soin de rectifier dans l'occasion les mémoires particuliers, que, de nos jours surtout, on s'est habitué à y chercher les sources, et à en faire les témoins de l'histoire.

A cette époque de 1611, Richelieu ne manqua pas de profiter de son séjour à Paris pour étendre une réputation renfermée encore dans un cercle assez étroit ; et, pendant quelques mois qu'il y résida, il chercha les honneurs de la prédication. Connu parmi les ecclésiastiques pour ses sérieuses études et sa science

¹ Ce sont les termes d'une lettre, écrite le 25 juin à Richelieu, par son ami Sébastien Bouthillier, qu'il avait envoyé à Paris suivre certains procès et d'autres affaires. — Dans cette même missive où Séb. Bouthillier donne à Richelieu diverses nouvelles de Paris, il lui dit : « On fera à N.-D. et à Saint Denis l'oraison funèbre du feu roy.... C'eust esté des actions dignes de vous, si vous vous feussiez trouvé icy. » La lettre est signée : prieur d'Arçay : c'est le futur abbé de la Cochère.

² Bibl. imp., supplément français, 1019, pièce 3^e lettre autographe.

théologique, il aspirait à une gloire plus enviée, et il ambitionna la célébrité que donnent les succès de la chaire.

« En s'éloignant de son diocèse, a écrit Aubery, il ne quitta pas pourtant la principale fonction d'évêque, qui est de prescher, et il continua de signaler son zèle dans les plus célèbres chaires, et les plus fameuses paroisses de Paris, où LL. MM. ¹ luy faisoient souvent l'honneur de l'aller entendre, et protestoient, presque à toutes les fois, qu'elles n'avoient jamais ouï de prédicateur dont le discours les touchât plus vivement, et fist plus d'impression sur leurs esprits ². »

La cour, où ne s'étaient encore fait entendre ni la voix de Bossuet, ni celle de Bourdaloue, a pu goûter, ainsi que le public, l'éloquence grave et froide sans doute de l'évêque de Luçon, mais sans avoir éprouvé la vive émotion que célèbre Aubery, et dont, nous le croyons, aucun témoignage contemporain ne fait foi.

Du Chesne est le premier qui ait vanté le talent de Richelieu pour la prédication : « Après la mort de Henri IV, dit-il..., il fut invité de venir à Paris, où il prescha..., et attira sur luy l'admiration de toute la cour. » Suit un magnifique éloge de ses prédications à la paroisse Saint-André des-Arts (p. 75). Mais, nous l'avons déjà dit, du Chesne faisait un panégyrique, où il ne saurait écrire un mot sans un point d'admiration ³ ; et il parlait à une époque où, les ennemis de Richelieu exceptés, tout le monde l'exaltait outre mesure. Aubery, qui s'est fait l'écho de du Chesne, et qui n'était pas encore né quand Richelieu prêchait, ne peut être un témoin : c'était un admirateur à gages.

D'un autre côté, du Maurier ⁴, qui, lui, pouvait avoir entendu Richelieu, affirme que l'évêque de Luçon était un assez méchant prédicateur ; et un historien du temps, Priolo, le nomme *infelix concionator* ⁵. Mais du Maurier, qui perdit son

¹ Souvenons-nous que Louis XIII avait alors 10 à 11 ans ; son opinion, au fait dont il s'agit, n'est pas une bien imposante autorité.

² Aubery. hist. du card. de Richelieu. T. I, p. 16.

³ Il dira, par exemple, du Catéchisme de Richelieu, l'*Instruction du Chrestien* : « Ce livre immortel... eut un applaudissement merveilleux de toutes parts. » (P. 77.)

⁴ *Mémoires pour servir à l'histoire de Hollande.*

⁵ *Ab excessu Ludovici XIII de rebus gallicis historiarum libri VII.* . 11, éd. in-4° de 1665.

ambassade à l'avènement de Richelieu, qui d'ailleurs était ami de ceux que remplaça le cardinal; et Priolo, jadis précepteur des enfants de ce même du Maurier ¹, ensuite attaché au duc de Rohan, ne nous promettent guère d'impartialité et nous sont à bon droit suspects dans leur jugement sur le cardinal; serait-il juste d'accorder plus de confiance aux détracteurs qu'aux amis? Nous demeurons donc dans le doute sur le mérite des sermons de l'évêque de Luçon. Ce dont on ne saurait douter c'est que Richelieu possédait quelques-unes des qualités du prédicateur : la force de la dialectique, l'élévation de la pensée. l'énergie de l'expression; il devait lui manquer l'une des plus essentielles, si ce n'est la première de toutes, l'onction évangélique.

Sur ce point, à défaut des sermons que nous n'avons pas, ne serait-il point possible de chercher ailleurs quelque chose qui pût nous en donner une idée? Il y a des lettres de Richelieu, écrites vers cette même époque où il prêchait, et sur des sujets propres à nous laisser entrevoir sa manière. Nous avons, entre autres, deux longues épitres de condoléances, remplies de considérations pieuses, de raisonnements sur la vie et sur la mort, d'exhortations toutes chrétiennes, adressées, l'une à la comtesse de Soissons, après la mort de son mari; l'autre, au duc de Villeroy, qui venait de perdre sa fille, M^{me} de Puysieux ²; ce sont des morceaux très-médités, très-soignés, c'est une argumentation logique, serrée, quelquefois un peu pédantesque, c'est un style laborieusement étudié, assez sec et sentant l'école; tout vient de la tête, rien du cœur, et aussi rien n'y va. L'orateur, car ce sont de véritables discours, s'adresse toujours à la raison, et ne sait rien dire au sentiment; il nous semble, en lisant ces lettres, entendre le prêtre, dans sa chaire, prononcer de petits sermons, où le prédicateur lui-même nous est à demi révélé.

Toutefois, nous le répétons, la certitude nous manque et ne pourrait s'obtenir que par la lecture de quelques véritables sermons de Richelieu; mais il est probable qu'il n'en existe pas. On n'en a point recueilli dans ses papiers, et nous n'en avons trouvé nulle part. La bibliothèque impériale possède plusieurs recueils manuscrits de sermons du xvii^e siècle, dont

¹ M. Ouvré, thèse sur Aubery du Maurier, 1853, p. 319.

² Fonds de Sorbonne 1135, f^o 323 et 223 v^o.

la plupart sont anonymes ; nous y avons inutilement cherché quelques traits où l'on pût reconnaître l'homme ¹.

Après six mois passés à Paris, l'évêque de Luçon retourna dans son évêché, au commencement de 1611 ². La fièvre qui s'empara de lui le retint au printemps dans son prieuré des Roches, près de Fontevault. A la fièvre succédèrent des maux de tête insupportables, dont pourtant il se plaint assez gaïement dans une lettre écrite à une dame : « Ma teste est toujours en mesme estat.... Il faut que je confesse que je l'ay la plus mauvaise du monde ; plusieurs le croiront aisément, mais peut-estre en un autre sens que celui auquel je l'entends ³. »

On le voit continuellement éprouvé par ces migraines obstinées, qui furent un mal de toute sa vie. Dix ans plus tard, nous entendons ce cri de douleur dans une lettre adressée à Charpentier, qu'il avait envoyé près de la reine-mère : « Je ne luy escrist point, me mourant de ma teste. » Et encore : « Mon mal de teste me tue de telle sorte que je n'ose prendre la hardiesse d'escire à la reyne, aiant l'esprit si mal fait ⁴. »

Les inquiétudes que donnait alors aux amis de Richelieu cette santé si chancelante ont laissé leurs traces dans nos manuscrits, où nous voyons aussi la confiance superstitieuse que l'on prêtait alors à certains remèdes. Au général des chartreux, qui lui avait fait cadeau d'une croix, et lui avait en même temps envoyé un précieux spécifique, l'évêque de Luçon écrivait une lettre dont je remarque ce passage où le caractère de son style est assez nettement empreint.

« Je vous rends mille grâces de la croix que vous m'avez envoyée.

¹ On a écrit que Richelieu prêcha deux carêmes à la cour, et Dreux du Radier (*Bibl. du Poitou*, t. III, p. 361) assigne la date de 1607 à l'un de ces carêmes ; c'est une erreur manifeste, le carême de 1607, Richelieu l'a passé à Rome. Ces prédications faites à la cour sont enveloppées de la même obscurité que les sermons prêchés dans les paroisses de Paris. Nous apprenons par la lettre de l'évêque de Luçon que nous avons citée p. 175, qu'il dut prêcher à la cour, le jour de Pâques 1608, mais il souffrait alors d'une fièvre intermittente qui lui laissait peu de jours libres ; et, des termes mêmes de cette lettre, on peut conjecturer qu'il ne fit alors que cette seule prédication.

² *Vie de Richelieu manuscrite*, bibl. de l'Arsenal.

³ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 73 v°.

⁴ Bibl. imp., fonds Baluze, pap. des arm. Lettres, paquet 1, n° 3 et 4, f° 16 et 18.

Je vous remercie aussy de vostre bon bézouart¹, qui m'est venu fort à propos pour m'aider à me tirer d'une fascheuse maladie. Vous avés voulu marier les remèdes spirituels et corporels, afin de procurer la santé de mon âme, et tascher de rendre à mon corps celle dont il y a plus d'un an qu'il est destitué ; je désire de bon cœur que vos remèdes produisent leurs effets en moy ; et en cette considération, je mandie vos prières, espérant qu'elles auront tant de force sur celuy qui la donne à tous les médicamments du monde, qu'il permettra que son bois et vos prières me rendent tel que je dois et souhaite estre². »

Est-ce en 1611, est-ce en 1621 ? c'est du moins à une époque voisine de sa jeunesse, que, trouvant la médecine impuissante contre son mal, Richelieu s'adresse au ciel pour obtenir une guérison qu'il avait en vain demandée aux hommes ? Quelle date faut-il donner à ce vœu, qui atteste à la fois et l'excès de ses souffrances et le caractère de sa dévotion ?

« S'il plaist à la divine bonté, par l'intercession du bienheureux apostre et bien aimé saint Jehan³, me renvoyer ma santé et me délivrer, dans huit jours, d'un mal de teste extraordinaire qui me tourmente⁴, de fonder, en ma maison de Richelieu, une messe qui se célébrera tous les dimanches de l'année ; et, pour cet effect, donneray à un chapelain, de revenu annuel, trente-six livres, pour les messes qui seront célébrées en action de grâce⁵. »

C'est là un document que doit conserver l'histoire, il est caractéristique dans cette vie. Assurément rien ne saurait être plus sincère que ce religieux engagement ; c'est un acte tout

¹ La confiance en l'efficacité des bézouards était à la mode en ce temps-là ; c'était un remède de princes. Marie de Médicis faisait un pareil cadeau à Richelieu quelques années après, pendant le siège de la Rochelle : « je vous envoie du bézouard que ma fille d'Espagne m'a envoyé, » lui écrivait-elle, en avril 1628. (Arch. des aff. étr., France, tome VIII, f° 62.)

² Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 207.

³ On sait que c'était un des patrons de Richelieu.

⁴ Il y a ici un mot oublié : « je fais vœu, » ou « je promets, » ou autre semblable.

⁵ Cette pièce, au dos de laquelle est écrit : *Vorum*, a été dictée par Richelieu à Le Masle, l'un des plus anciens et plus intimes secrétaires. Nous l'avons trouvée à la bibliothèque impériale, dans un paquet de Baluze, coté 1, n° 3 et 4. Elle n'est point datée, et les violents maux de tête de Richelieu en 1611 pourraient la faire attribuer à ladite année ; toutefois nous lui avons assigné la date de 1621, par certaines considérations exposées, dans l'introduction du recueil des lettres du cardinal de Richelieu, p. xcix, où l'on en trouve le *fac-simile*. Nous ajouterons que notre conjecture semble confirmée par cette expression : « ma maison de Richelieu ; » juste en 1621, Richelieu eût-il pu s'en servir lorsque vivait encore le frère aîné qui en devait être possesseur ?

intérieur auquel on ne peut supposer aucun but d'hypocrisie. Ce vœu, qui sans doute n'a jamais eu d'accomplissement puisque les migraines n'ont pas été guéries, n'a dû être connu de personne, hormis Richelieu et son secrétaire. Il est d'ailleurs parfaitement conforme aux doctrines écrites de l'évêque de Luçon. Nous avons été curieux de chercher, dans le catéchisme qu'il composa pour son diocèse, déjà plusieurs fois cité, ce qu'il dit des vœux, et voici comment Richelieu en explique l'importance: « L'institution des vœux est sainte et licite, d'autant qu'une œuvre offerte à Dieu par vœu lui est plus agréable que sans vœu. Ce qui se peut connoître en ce que celui qui donne un arbre avec les fruits offre plus que celui qui donne seulement les fruits. » (13^e leçon sur le second précepte du décalogue.)

Nous avons rencontré, dans nos manuscrits, à ce moment et plus tard, les témoignages d'une dévotion particulière de Richelieu à N.-D. des Ardilliers, non loin de Saumur, pèlerinage célèbre alors, où nous voyons, à diverses reprises, le roi, les deux reines, Gaston et le cardinal porter leurs offrandes parmi les nombreux *ex-voto* qui affluaient dans ce sanctuaire. En 1634, Richelieu fit ajouter, de ses deniers, une chapelle à l'église, bâtie un siècle auparavant. On a dit que cette pieuse fondation avait été consacrée à la sainte Vierge, en action de grâces, pour la guérison d'une dangereuse maladie dont Richelieu avait failli mourir à son retour du Languedoc.

Au temps où l'évêque de Luçon était le plus affligé de ses maux de tête, un deuil de famille vint ajouter sa tristesse à celle de la maladie; Richelieu vit mourir une tante qui avait pour lui une affection particulière: « Je m'assure, lui écrivait à cette occasion son frère aîné, que cet accident, arrivé en votre présence, vous aura bien touché, et je crains que ce desplaisir ne vous augmente votre humeur mélancolique, et votre fièvre, par conséquent ¹. »

Ce n'est pas une circonstance qu'il soit permis de négliger, dans une étude de la jeunesse de Richelieu, que cette complexion excessivement délicate, cette complication et cette persistance de maladies qui, dans l'âge de la force et de la santé (il avait alors 27 ans), préparaient déjà pour lui cette

¹ Arch. des aff. étr., France, tome XXV. (14 février 1611.)

vieillesse prématurée dans laquelle il s'éteignit, à moins de 60 ans, exténué d'hémorroïdes et rongé d'ulcères. Il faut admirer comment, dans cet épuisement causé par de continues souffrances physiques et des agitations intellectuelles sans repos, cet homme extraordinaire était soutenu et fortifié par une énergie morale qui ne l'abandonna jamais, et prêta même à ses derniers moments cette sérénité et cette grandeur qui firent l'étonnement de tous.

Dans ces deux années 1611 et 1612, où l'évêque de Luçon, éprouvé par des souffrances opiniâtres, fut plus douloureusement travaillé de fièvres et de migraines, on le voit poursuivre ses études assidues, continuer de donner à son évêché les soins les plus vigilants, et, en même temps, entretenir avec les cardinaux qu'il avait connus à Rome, ainsi qu'avec l'ambassadeur du pape, une correspondance qui ne le laissât pas oublier ¹.

Ce fut alors aussi que, malgré son état valétudinaire, Richelieu saisit avec empressement l'occasion de s'occuper d'une affaire que Marie de Médicis avait à cœur. L'abbesse de Fontevault, princesse de la maison de Bourbon, venait de mourir; on désirait à la cour que sa coadjutrice, Antoinette d'Orléans, recueillît ce riche et pieux héritage. Antoinette fut élue contre son gré, et se hâta d'abdiquer pour se vouer tout entière à une sainte mission qui était à ses yeux une inspiration du ciel. Richelieu, appelé à Fontainebleau, fut chargé par la reine-mère de se rendre en toute hâte à Fontevault pour faire revenir Antoinette sur sa résolution, ou du moins pour diriger une élection nouvelle ². Richelieu n'obtint rien de Madame d'Orléans, mais il fit élire Louise-Éléonore de Bourbon Lavedan ³.

L'évêque de Luçon eut pour collègue, dans cette mission,

¹ Nous n'avons pas les lettres de Richelieu, mais nous avons trouvé aux archives des affaires étr. les réponses qu'on lui adressait de Rome, et qu'il avait conservées; elles nous disent que toute cette correspondance n'était que de civilités et de compliments.

² *Gall. Christ.*, t. II, col. 1327, E.

³ *Id.*, col. 1328, A. — La nouvelle abbesse nous apprend elle-même qu'elle devait son élection à Richelieu, et que ce fut lui qui fit la cérémonie de son installation: « Monseigneur, lui écrivait-elle, je vous supplie de croire que j'estime à tant d'honneur l'offre qu'il vous plaist de me faire..., que je ne plains aucunement le retardement de la bénédiction..., afin que le temps n'y les occasions ne me frustrent de celui que je recevray, ayant l'honneur que ce soit vous qui paracheviez l'œuvre qu'avec tant de prudence avez encom-

le P. Joseph, devenu depuis si célèbre ¹, et déjà connu pour son zèle de propagande et ses succès de réforme monastique. Il résidait alors à Saumur, et faisait de fréquentes visites à Fontevault; Richelieu l'y vit et le remarqua. Alors commença cette liaison qui a fait la renommée du P. Joseph, qui n'a pas été sans influence sur la fortune de Richelieu, et qui ne finit qu'avec la vie de l'habile capucin.

L'activité de Richelieu ne se laissa jamais arrêter par la maladie; et son ardente passion d'arriver aux grandes affaires, par quelque côté que ce soit, a toujours été éveillée sur les moyens de parvenir, sur les circonstances favorables à sa fortune et à sa grandeur. Souffrant encore, il désire néanmoins se rendre aux vœux des diocèses circonvoisins qui, dit-il, veulent le nommer député du clergé à une assemblée dont la réunion aura lieu à Paris dans les premiers mois de la prochaine année. S'excusant sur « les langueurs d'une grande maladie » qui l'empeschent actuellement de voyager, il écrit à son métropolitain, le cardinal archevêque de Bordeaux, pour lui demander son assentiment; « et si vous jugés que je puisse rendre quelque service au clergé, je vous supplie, non-seulement d'avoir agréable ce dessein, mais encore de le favoriser et le faire réussir par vostre autorité ². »

On pouvait prévoir que, dans cette assemblée de 1612, seraient traitées des matières graves, et touchant à la politique aussi bien qu'à la théologie. A cette époque les questions religieuses occupaient beaucoup d'esprits actifs et résolus; certaines thèses en Sorbonne devenaient affaires d'Etat. Un historien peu lu aujourd'hui, et qui mérite sinon de l'être, au moins

mencé, qui fera, monseigneur, de plus en plus les obligations que j'ay de me dire pour jamais,

« Monseigneur,

« Vostre très-humble fille, obligée servante en Nostre-Seigneur,

« L. E. DE BOURBON. »

Cette lettre, conservée aux aff. étr., est du 20 janvier 1612. On voit de quel style écrivaient dès lors à ce simple évêque, les personnes de la plus haute distinction.

¹ Ceci est raconté différemment dans *Le véritable père Joseph* (t. I, p. 69), dont l'auteur fait de cette négociation une affaire d'état, il vante la haute sagesse, ainsi que la grande habileté que déploya Richelieu en cette occasion, et place là l'origine de sa merveilleuse fortune. On sait le peu de confiance que mérite ce livre, il a pourtant été suivi par l'historien des évêques de Luçon, ordinairement plus exact (t. I, p. 379).

² Bibli. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 206 v°.

d'être consulté, (car si son jugement est quelquefois faussé par les préjugés et les passions du temps ¹, on le trouve souvent aussi homme de sens, et il raconte en témoin), le maître des requêtes Legrain, après avoir remarqué l'apaisement momentané de la passion calviniste, ajoute : « De sorte que toutes querelles et dissensions furent lors réduites en celle d'entre le recteur et université de Paris, et les prestres et escoliers du collège de Clermont ². »

Alors, en effet, venaient de se rallumer les brûlantes querelles entre la puissance spirituelle et la puissance séculière; la Sorbonne, le Parlement, le nonce à Paris, Ubaldini, et le collège de Clermont, s'étaient jetés dans la mêlée; les pouvoirs respectifs du pape, des conciles, de la royauté étaient discutés, des deux parts, avec emportement; et, dans ce tumulte, un écrit du savant syndic de Sorbonne, Edm. Richer, *De ecclesiastica et politica potestate*, que suivit bientôt le livre de Martin Bécane ³, proposant, comme une action glorieuse, le meurtre des rois, était surtout l'objet d'attaques et de défenses également passionnées. La prochaine assemblée du clergé ne pouvait manquer de s'occuper de toutes ces choses, et Richelieu devait y trouver une belle occasion d'établir une saine doctrine politique sur le principe du gouvernement des états, de déployer, avec sa science en théologie, sa vigueur de dialectique, et de prendre rang parmi les célèbres docteurs du temps.

L'assemblée se réunit le 13 mars, sous la présidence du cardinal Duperron, archevêque de Sens. Annoncée d'abord comme un synode provincial ⁴, elle fut en réalité une assemblée générale. Nous lisons dans Legrain, qui expose avec plus de détail qu'aucun autre historien ce qui se passa alors, et qui nomme quelques-uns des prélats : « Lesdicts évesques soy-disant pro-

¹ Par exemple, à l'occasion du meurtre du maréchal d'Ancre, après avoir très-bien établi que l'avidé et insolent favori méritait un châtiment exemplaire, Legrain conclut que Louis XIII avait parfaitement le droit de le faire assassiner, attendu que « le roi exerce le droit de haute justice dans son royaume. » Comme si, même en admettant cette fausse théorie judiciaire, l'assassinat pouvait jamais s'appeler justice.

² *Décade commençant l'histoire du Roy Louys XIII*, etc. 1619. in-⁸, p. 28.

³ *Controversia anglicana de potestate regis et pontificis*.

⁴ On sait que Paris n'était alors qu'évêché et dépendait de la métropole de Sens.

vincialement assemblez en cette ville de Paris, quoyqu'ilz, et autres de toutes parts du royaume, y fussent venus pour les affaires générales du clergé ¹. » Mais parmi tous ces prélats, rien ne signale la présence de l'évêque de Luçon. Lui-même faisant mention, dans ses *Mémoires*, des disputes suscitées par le livre de Richer, dont il condamne à son tour les maximes, ne dit point qu'il ait pris aucune part aux débats qu'il raconte ². Richelieu n'obtint-il pas de son métropolitain la protection qu'il avait réclamée; ou, des électeurs, le mandat qu'il aurait sollicité? La maladie fut-elle un obstacle à l'accomplissement de son désir? Quoi qu'il en soit, nous le cherchons en vain dans cette assemblée, où, s'il eût paru, il est impossible qu'on ne l'eût pas remarqué, bien qu'elle n'ait pas eu l'importance à laquelle on pouvait s'attendre. Ajoutons que, en ce moment, nous ne le voyons pas non plus ailleurs. Seulement nous le retrouvons dans son diocèse à la fin d'avril ou au commencement de mai, et nous l'y retrouvons au sein d'une retraite studieuse, poursuivant avec ardeur les mêmes travaux dont le secret nous a été révélé par la correspondance de l'évêque d'Orléans.

Mais l'étude solitaire et l'exercice du ministère apostolique n'ont jamais pu suffire à cet esprit né pour les affaires d'état et appelé aux spéculations de la politique. A cette époque d'ailleurs la religion était forcément mêlée aux choses du gouvernement, et Richelieu, évêque dans un pays où la réforme avait dominé, où elle était encore puissante et comptait de nombreux adhérents, y trouvait une ouverture toute naturelle pour entrer dans les affaires du siècle. N'en faisait-on pas d'ailleurs au jeune évêque un devoir? Nous apprenons de lui-même que, durant un récent voyage à Paris, la reine-mère l'avait spécialement chargé de donner une particulière attention aux affaires de la province où il retournait, et de l'informer de tout ce qui s'y passerait d'important.

Richelieu saisit avec empressement cette occasion de se mettre en rapport direct avec M. de Pontchartrain, secrétaire d'état pour les affaires touchant la religion prétendue réformée ³. (Avril 1612.)

¹ Legrain, qui cite Richer.

² *Mémoires*, t. I, p. 136. Édit. Petitot.

³ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, n° 260 v°.

Les Huguenots donnaient en ce moment de nouvelles inquiétudes. La reine-mère qui, dès le commencement de sa régence, rompant imprudemment avec la politique du feu roi, s'était prise de passion pour l'alliance avec l'Espagne, avait enfin conclu une double union, qui fut publiquement déclarée le 25 mars, et dont les contrats furent signés au mois d'août suivant, l'un à Madrid, le 22; l'autre à Paris, le 25.

On s'étonna de voir le système de politique qu'avait si glorieusement suivi le roi populaire, bouleversé tout à coup par une régente qui n'inspirait à la nation ni amour, ni confiance. Ce fut pour les uns un motif, pour les autres un prétexte de mécontentement; la cour en fut émue, le peuple en fut alarmé. Ce peuple, accoutumé à se confier à la sagesse du roi qu'il avait récemment perdu, et à se défier de l'Espagne, s'effrayait de cette politique antinationale; et le parti protestant surtout en conçut de vives appréhensions présageant de nouvelles discordes dans l'Etat, et, pour lui-même, des persécutions nouvelles.

Le duc de Rohan, à la fois le conseil et l'épée du parti, quitta subitement Paris, et courut à Saint-Jean d'Angély, dont il apprit que la cour avait l'intention de lui enlever le gouvernement; là sa présence était d'autant plus inquiétante qu'il était maître de l'esprit des habitants ¹.

Aux premiers bruits de cette menaçante révolte, Richelieu redouble d'activité pour obéir aux ordres qu'en partant il a reçus de la reine; il s'enquiert de tout ce qui peut intéresser la cour, et il cherche à pénétrer les desseins secrets des huguenots de sa province.

L'un des hommes les plus sages du parti protestant, et en même temps (ce qui est rare), l'un des plus influents, du Plessis-Mornay, se trouvait alors en Poitou. Richelieu l'entretient longuement; protestant zélé, mais sujet fidèle, l'ami d'Henri IV désavoue ces projets de sédition qui commencent d'éclater, et promet à l'évêque de Luçon de faire tous ses efforts pour ramener le duc de Rohan à son devoir. Richelieu se hâte d'instruire Ponchartrain de l'état des choses, afin qu'il rassure la reine-

¹ La pensée des hommes d'action du parti, à ce moment précis, a été révélée à l'histoire par le duc de Rohan lui-même, dans un écrit publié alors sous ce titre : *Discours sur l'état de la France pendant la persécution de Saint Jean* (d'Angély).

mère, et lui donne la certitude que, dans cette province du moins, les intentions des protestants n'ont rien qui la doivent inquiéter ¹.

On comprend combien, en ce temps de non-centralisation, les informations bénévoles, fournies par les hommes considérables et dévoués des provinces, étaient désirées et précieuses.

Je n'ai trouvé pour cette époque qu'une seule lettre de l'évêque de Luçon au maréchal d'Ancre, mais elle a cette importance, qu'elle nous révèle assez clairement la pensée politique de Richelieu en un moment où il n'est encore, pour les historiens comme pour le public, que l'évêque d'une petite ville, uniquement occupé des affaires de son chétif évêché.

On était au commencement de 1614 ; de nouvelles alarmes troublaient la cour ; cette fois c'étaient les princes qui venaient de la quitter, déclarant leur intention de *procurer la réforme du royaume*. Une guerre civile semblait imminente : « la reine, agitée par tant de factions qu'elle voyait dans le royaume, eut quelque pensée de se démettre de la régence, et aller au Parlement pour cet effect. Le maréchal et sa femme étoient si étonnés des menaces que les princes et autres grands leur faisoient, qu'ils n'osoient lui déconseiller. » Le maréchal, qui était à Amiens, « dépêchait continuellement courriers sur courriers à sa femme. » C'est Richelieu lui-même qui, plus tard, dans ses *Mémoires*, dépeignait ainsi la situation ². Et c'est dans ces circonstances qu'il écrivait au maréchal d'Ancre :

« A mon retour³, j'ay appris que, sur les occurences qui se présentoient, vous esties allé en diligence à Amiens ; et, honorant tous-

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, f° 260 v°. Dans le même manuscrit, auprès de cette lettre, j'en trouve une autre du marquis de Richelieu, avec lequel son frère s'était concerté en ce moment de crise. Le marquis donnait des informations pareilles à celles de l'évêque de Luçon : « J'estois prest de m'en retourner à la court (écrit-il) lorsque j'ay sceu ce qui estoit arrivé à Saint-Jehan, de sorte que j'ay différé mon voyage, pour voir s'il ne se passeroit rien, en ce pays, qui importast au service du roy et de la roynne. affin de leur en donner avis... Je ne croy pas néanmoins (si l'on peut juger du tout par une partie), qu'il y aye aucun changement; car ceux de la religion de ces pays de deça ne sont pas résoluz d'espouser les passions d'aucun particulier; quelques uns d'entre eux ont murmuré de ceste alliance d'Espagne, les aultres en demeurent fort estonnez, mais la liberté de conscience dont ils jouissent tous en ce pays, soubz l'heureuse régence de la roynne, leur est plus chère que tout. »

² T. I, p. 187, 190, éd. Petitot.

³ Richelieu arrivait à Paris, jugeant probablement que sa présence était nécessaire à l'accomplissement du dessein dont sa lettre nous fait confidence, et dont, on le devine, il n'a pas dit un mot dans ses *Mémoires*.

jours ceulx à qui j'ay une fois voué du service, je vous écris cette lettre pour vous en continuer les assurances, et sçavoir si je ne serois point capable de vous en rendre ; car j'ayme mieux vous témoigner la vérité de mon affection aux occasions importantes, que de vous en offrir, hors le temps, les seules apparences. Je n'employeray doncques point davantage de paroles sur ce subject. Je vous supplieray seulement de croire que mes promesses seront toujours suivies de bons effects, et pendant que vous me ferés l'honneur de m'aymer, que je vous sçauray tousjours très dignement servir ¹... »

On ne peut pas offrir plus clairement ses services. Nous n'avons point trouvé la réponse de Concini ; nous n'en avons pas besoin pour savoir que ces avances ne furent pas accueillies ; à ce moment pourtant l'évêque de Luçon commençait à être dans les bonnes grâces de la reine mère. Trois ans après, le maréchal d'Ancre l'appellera au ministère, mais aujourd'hui son heure n'est pas encore venue, et Richelieu reste simple évêque.

Dans cette année si agitée par les révoltes des princes, par des ouvrages tels que ceux de Bécán et de Suarez, où, au lendemain de la mort de Henri IV, une théologie malsaine, se mêlant à la politique, enseignait qu'il est loisible aux étrangers et aux sujets d'attenter à la vie des souverains, par cette foule de *livrets* séditieux, d'almanachs prophètes d'événements sinistres, les Etats-généraux étaient désirés avec une vive impatience et un anxieux espoir. Dès le 9 juin on en annonçait la convocation, à Sens, pour le 10 septembre ; remise ensuite jusqu'au 10 octobre, elle eut lieu enfin à Paris le 27.

Richelieu, comme on peut croire, ne fut pas le moins attentif aux préparations, aux promesses et aux résultats souhaités de ce grand événement. Il fut même invité par Sully, gouverneur, comme on sait, de la province du Poitou, à s'occuper des préliminaires de la convocation : « Leurs majestés (lui mandait Sully), m'ayant ordonné de faire assembler les trois ordres de mon gouvernement... pour adviser au soulagement des sujets, je vous prie de faire convoquer tout le clergé de votre diocèse pour adviser, avec les deux autres ordres, aux expédients, propositions et remonstrances qu'il sera nécessaire de faire. Vous tiendrez, s'il vous plaist, la main à ce que toutes

¹ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1135, n° 266. (Cette lettre est datée du 12 février 1614.)

choses se facent avec douceur... Je me transporteray en mon gouvernement, s'il en est besoin. Je vous prie de croire que j'honore vostre vertu et fais estat de vostre amitié, comme je vous conjure de vous assurer de la mienne ¹. »

Nous avons trouvé, parmi les papiers de Richelieu, aux affaires étrangères ², les cahiers de plusieurs évêchés voisins du diocèse de Luçon. Pour l'évêché de Poitiers, nous avons une copie officiellement délivrée à Richelieu, et annotée de sa main, avec ce titre : *C'est le cahier des plaintes que présente au Roy ses très-humbles et très-fidèles subjects et serviteurs, les ecclésiastiques de Poitou*. Aux marges de ce cahier, daté du 4 septembre, Richelieu a écrit ces trois sommaires :

F^o 2^e, verso : « résidence des curez. »

F^o 3^e, verso : « Indignes distributions de bénéfices ; pensions. »

F^o 4^e : « Les gentilshommes possédant des abbayes ne présenteront plus les curez. »

Un autre cahier, en copie, daté du 10 septembre, est intitulé : *Mémoires et articles des choses principales concernant la réformation et rétablissement de l'ordre de l'Eglise et de l'Estat de ce royaume, dont le clergé du diocèse d'Angers est d'avis*.

Nous aurions bien voulu voir le cahier de l'évêché de Luçon, mais nous l'avons inutilement cherché.

Ces préoccupations politiques, cette attention donnée aux affaires de l'Etat s'unissaient constamment, dans l'esprit de l'évêque de Luçon, aux soins épiscopaux et aux études littéraires. Animé des sentiments patriotiques qui ont été l'honneur de sa vie, et remarquant dans tout ce qui se passait alors quelques symptômes inquiétants, Richelieu écrivait ces remarquables paroles ³ :

« Encore que les brouilleries présentes et plusieurs pronostiques fascheux semblent nous augurer et présager de la guerre, néanmoins je ne croy pas qu'elle puisse sitost esclorre, les moyens de la faire naistre estant beaucoup moindre que la volonté de ceux qui la pourroient désirer. La sage conduite et l'affection et fidélité de

¹ Arch. des aff. étr., France. Tome XXVI, pièce 39^e.

² France, tome XXVI, pièces 45 et 46.

³ Bibl. imp., fonds de Sorbonne, 1136, f^o 237. — La lettre n'est point datée dans le manuscrit; nous l'avons placée vers le milieu de 1612, et nous avons expliqué nos raisons pour lui assigner cette date qui a son intérêt. (T. I^{er}, p. 86 des *Lettres de Richelieu*.)

plusieurs bons serviteurs nous garantiront des maux du dedans. Pour ceux du dehors, je les baptiseray d'un autre nom, s'ils nous font naître les occasions d'accroître nos limites, et de nous combler de gloire aux dépends des ennemis de la France. »

Ce désir de voir s'accroître nos limites qui s'éveillait déjà au cœur de l'évêque de Luçon, le cardinal de Richelieu l'éprouva sans doute plus vif encore et plus ardent. On peut croire même qu'il ne le renfermait pas bien soigneusement dans le secret de sa pensée, témoin une lettre datée de 1627, où Malherbe nous dit : « L'espace d'entre le Rhin et les Pyrénées ne luy semble pas un champ assez grand pour les fleurs de lys ; il veut qu'elles occupent les deux bords de la mer Méditerranée, et que delà elles portent leur odeur aux dernières contrées de l'Orient ¹. »

N'est-il pas curieux de découvrir, chez un jeune évêque, confiné dans l'administration pastorale d'un des plus pauvres évêchés de France, le germe de ses grands desseins, à une époque encore si éloignée de celle où, devenu premier ministre, il sera presque l'arbitre des destinées de l'Europe, et transformera de vagues aspirations en glorieuses réalités.

C'est que déjà ce grand esprit étudiait profondément les affaires qu'il ne pouvait encore diriger, il étudiait son temps pour appliquer cette étude aux temps qui devaient suivre ; nous voyons, en rapprochant par la pensée les actes de son gouvernement futur et les événements qui se passaient actuellement sous ses yeux, combien son expérience a profité du spectacle qu'il contemplait alors. Lui-même a écrit plus tard, en résumant ses souvenirs et ses impressions, l'histoire de ce qu'il avait vu ; qui le lit attentivement y peut

¹ Cette lettre, qui est un panégyrique enthousiaste du cardinal, le poète eut soin de la faire imprimer dès 1627 dans le recueil de Faret, où elle est datée de 1616, dateridicule, puisque la lettre aurait été écrite lorsque Richelieu n'avait encore rien fait de tout ce qu'elle célèbre. Au reste, la lettre elle-même donne à peu près sa date, en notant la vente du château de Limours, que le roi acheta de Richelieu pour compléter l'apanage de son frère Gaston. Un document que nous avons trouvé à la bibl. imp., collection des 500 Colbert (t. CCIII, f° 214) constate qu'en 1627 Richelieu discuta, dans *le château de Limours*, les propositions d'établissement d'une grande compagnie de navigation et de commerce ; ainsi il occupait encore ce château ; et la même collection (t. VI, p. 96) nous apprend que le 20 juillet même année, Limours et Montlhéry étaient donnés à Gaston. C'est donc après les premiers mois de 1627 que la lettre de Malherbe a été écrite.

suivre l'histoire du développement de son génie ; dans les méditations de sa jeunesse on surprend la première pensée des actions de son âge mûr. S'il nous dit : « Ce temps étoit si misérable que ceux-là étoient les plus habiles parmi les grands qui étoient les plus industrieux à faire des brouilleries, et les ministres étoient plus occupés aux moyens nécessaires pour leur conservation, qu'à ceux qui étoient nécessaires pour l'Etat : » ne semble-t-il pas voir, dans cette courte réflexion, tout le système de gouvernement de Richelieu ? S'il nous dit encore, dans son appréciation des desseins du souverain du Piémont : « Le duc de Savoie qui ne perd jamais aucune occasion de brouiller..., » ne devine-t-on pas déjà l'opinion qu'a eue toute sa vie Richelieu sur le duc Emmanuel, ainsi que sur la politique sournoise et ambitieuse de la maison de Savoie, et n'est-ce pas l'explication de la défiance qu'il n'a cessé de manifester contre ce pays où régnait pourtant une sœur de Louis XIII ? Enfin, dans la simple mention de la sage condamnation du livre de Becanus venue de Rome, et dans ses considérations sur le calme et l'agitation des huguenots, selon que les vicissitudes de l'autorité les soulève ou les apaise, qui ne reconnaît le ministre sous lequel les protestants, jouissant d'une véritable liberté religieuse, seront contraints de renoncer à tout désordre politique ? Nous ne finirions pas si nous voulions poursuivre ces rapprochements.

Nous voici arrivés à l'entrée des Etats de 1614, où l'évêque de Luçon va paraître aux premiers rangs parmi ceux qui y jouèrent un rôle. Désormais préparé pour les affaires et la politique, il met le pied sur un plus vaste théâtre ; il sera moins évêque, distrait des soins épiscopaux par d'autres soins ; moins fidèle à la résidence, il visitera plus souvent la cour, il s'y ménagera de puissants protecteurs, enfin il obtiendra de la reine-mère une charge qui l'attachera à la personne royale, et qui sera le premier pas dans la carrière des emplois et des dignités qu'il va parcourir on sait avec quelle gloire.

M. AVENEL.

L'INVASION DES BARBARES

SON VRAI CARACTÈRE

L'invasion des barbares qui, au v^e siècle de notre ère, détermina la ruine de l'empire d'Occident et restitua à la Gaule la vie indépendante ou, comme on dit, l'*autonomie* qu'elle avait perdue depuis Jules César, est un fait qui domine toute notre histoire. Il importe d'autant plus de le juger sainement. Mais on est loin d'être d'accord sur le véritable caractère de ce grand événement. Suivant la nation à laquelle ils appartiennent et aussi suivant l'opinion religieuse ou philosophique qu'ils acceptent comme la règle de leur esprit, les historiens apprécient l'invasion germanique d'une façon très-différente.

Les uns, ne pouvant se consoler de la chute de l'empire romain, qu'ils regardent comme l'idéal de la civilisation, confondent dans une égale réprobation le christianisme et les barbares qui sont, disent-ils, les instruments de cette ruine. D'autres, au contraire, font peu de cas de la civilisation romaine, qu'ils appellent une corruption raffinée; ils gardent toute leur sympathie pour les barbares, qu'ils transforment en modèles de toutes les vertus, et dont ils font, à vrai dire, les plus civilisés des hommes. Plusieurs ne sont même pas éloignés de penser que l'inopportun triomphe du christianisme a malheureusement fait obstacle aux grandes destinées que préparait au monde la religion de Thor et d'Odin. D'autres enfin, séparant à bon droit la cause du genre humain de celle du paganisme, romain ou germanique, estiment que le christianisme ayant

donné une vie nouvelle au monde civilisé, cette renaissance a été bien mal à propos troublée par l'irruption violente des Germains sur le sol de l'empire. En d'autres termes, ils considèrent l'invasion comme un fléau, combattu, il est vrai, et bientôt victorieusement dominé par l'Eglise.

La première opinion, qui est celle de Gibbon, et, en général, des philosophes du siècle dernier, garde encore chez nous quelques obstinés partisans parmi les hommes qui n'ont pu s'accoutumer à regarder le moyen âge en face, et qui sont pris d'un soudain tremblement au seul nom de cette « époque de ténèbres. » Mais ce système, qui consiste à rayer d'un trait de plume onze siècles de notre histoire, est à peine digne d'une attention sérieuse. Il faut le laisser à ceux qui pensent, avec M. Havet, que Jupiter aurait grandement suffi à gouverner les consciences, si le christianisme n'avait pas paru dans le monde.

La seconde opinion, est-il besoin de le dire, est née en Allemagne et elle y domine. Inspirée par un patriotisme jaloux, elle renferme, sans doute, une part de vérité, mais elle paraît faussée dans son ensemble. Toutefois, comme elle est encore fort peu répandue en France, il est plus prudent, ce me semble, d'attendre, pour la réfuter en détail, qu'elle nous ait été exposée avec tous ses développements et toutes ses preuves par quelqu'un des érudits français qui entretiennent un commerce assidu avec la science allemande.

La troisième opinion qui est, ou peu s'en faut, celle du savant Guérard, a été exposée de nouveau avec beaucoup de vigueur et une grande lucidité par M. Littré dans plusieurs *études* insérées dans divers recueils, et qu'il a, l'an dernier, réunies en un volume ¹. Comme cette théorie, par l'apparente rigueur de ses déductions, est de nature à réussir en France, c'est à elle surtout que je m'attacherai pour en faire la critique. J'exposerai en même temps quelle est, sur le point en litige, ma propre opinion, qui n'est, après tout, que l'opinion traditionnelle dans notre pays, laquelle ayant survécu aux publications de M. Guérard, survivra, je l'espère bien, aux raisonnements de M. Littré.

J'estime que la décadence romaine, autant que l'histoire en peut raisonnablement juger, ne souffrait point de remède, et

¹ *Études sur les Barbares et le moyen âge*. Paris, Didier, 1867, in-8°.

que la société antique, exténuée par un long despotisme, d'ailleurs inévitable, n'avait plus les forces nécessaires pour opérer sur elle-même d'une façon régulière, le travail de transformation qui devait donner naissance à une société nouvelle. Je crois que le christianisme, destiné à procurer le salut de l'humanité tout entière, n'a eu ni pour mission ni pour effet de rendre une vie durable à un corps épuisé, à une forme sociale expirante. Son œuvre véritable devait être de s'établir triomphant sur les ruines du monde romain, et de recueillir ces débris pour les faire servir à une construction nouvelle. Je pense enfin que les peuples barbares accourus du fond de la Germanie ont véritablement rajeuni les nations que Rome païenne avait entraînées avec elle aux extrêmes limites de la décrépitude, et que, convertis et guidés par l'Eglise, ils n'ont pas été les moins actifs ouvriers de ce travail salutaire qui devait enfanter la société du moyen âge, dont la société moderne est la directe et légitime héritière. En d'autres termes, je crois qu'aucun des trois éléments dont le mélange a constitué la nouvelle civilisation : Rome, le christianisme, les barbares, ne doit être exclu soit positivement, soit par voie d'hypothèse, du plan providentiel qui, se déroulant à travers les siècles, suivant des lois régulières, est proprement ce qu'on appelle la philosophie de l'histoire.

I.

Bien que les causes soient antérieures, et qu'elles apparaissent clairement dans les agitations sanglantes qui troublèrent les dernières années de la République, la décadence romaine commence véritablement avec l'empire. Pas plus que M. Littré je ne puis savoir précisément ce qui serait advenu si Pompée et Caton eussent triomphé de César ; si Brutus et Cassius l'eussent emporté sur Octave. Mais je ne me figure pas que le résultat eût été sensiblement différent. La liberté avait vécu et elle ne pouvait plus revivre. Rome était fatalement enchaînée à la dictature. On l'avait pu voir sous Sylla, qui avait tenté violemment de raffermir la constitution ancienne, et qui avait usé d'un pouvoir tyrannique pour ranimer la liberté. Son œuvre, qui n'avait pu s'accomplir que par une dictature, périt avec le dic-

tateur, et Sylla était mort à peine que César recommençait Marius, et s'acheminait lentement au pouvoir despotique en flattant cette plèbe grossière, qui n'avait déjà plus des anciens Romains que le nom. César réussit dans la première partie de son plan, qui consistait à se rendre maître de tout ; il échoua dans la seconde, et paya de sa vie la tentative d'établir sur les débris de la République une monarchie régulière. Du moins légua-t-il à sa patrie la Gaule, dont la conquête et l'absorption furent, à bien prendre, le dernier effort de l'esprit guerrier et politique des Romains. Auguste, parvenu au souverain pouvoir et ayant absorbé en lui les principales magistratures de la République sans ceindre le diadème, de peur d'un nouveau Brutus, inaugura un nouveau système en fermant le temple de Janus, et en faisant admirer au monde « l'immense majesté de la paix romaine. »

Mais qu'est-ce à dire, en réalité, sinon que dès lors Rome sentait bien qu'elle avait atteint la limite de sa croissance et qu'elle devait désormais demeurer sur la défensive ? M. Littré, qui pense que la Germanie pouvait et devait être réduite en province romaine, ce qui aurait, en effet, prévenu l'invasion des Germains ¹, ne veut voir qu'un caprice de tyran jaloux dans la décision de Tibère, rappelant Germanicus et ramenant définitivement au delà du Rhin l'armée victorieuse qui avait vengé la défaite des légions de Varus. Que le rappel de Germanicus ait eu pour cause la défiance du prince, on doit le croire ; mais le même motif ne s'applique pas aussi bien à la retraite des légions. Et d'ailleurs, cette défiance même qui rendait aussitôt suspects aux empereurs les généraux victorieux, tient à une cause plus générale que la jalousie naturelle à tous les tyrans. Elle prenait sa source dans le vice intime de ce gouvernement, désormais chargé des destinées du monde romain, qui n'en pouvait plus avoir un autre. L'empereur, à la merci des légions, condamné à s'appuyer sur elles et à les craindre, n'avait plus dans la main cet instrument docile qui avait rendu le nom de Rome redoutable à tout l'univers. Cette multitude armée, dont

¹ Mais les Slaves ? et les Tartares ? Si la conquête de la Germanie par Charlemagne a arrêté les invasions, c'est qu'il commandait à des peuples rajeunis par le sang barbare, tandis que Rome eût probablement entraîné la Germanie dans sa décrépitude, comme elle y a effectivement entraîné la Gaule.

il disposait seul, pouvait à chaque instant se tourner contre lui, et ces glaives que sa volonté tenait suspendus sur les ennemis de l'empire et sur les siens propres, un caprice des soldats, désireux de voir accroître leur solde et de s'enrichir aux dépens d'un nouveau maître, en faisaient bientôt les instruments de sa déchéance, qu'une prompte mort suivait toujours. Les Césars avaient assez à faire de défendre leurs frontières contre les barbares et leur vie contre les soldats romains ; le loisir leur manquait pour méditer de grandes entreprises et pour exécuter un plan suivi de conquêtes. Le Sénat leur avait légué un lourd héritage, et c'était assez pour eux de porter le fardeau accablant de la grandeur romaine, sans chercher à l'accroître encore. Quand je vois Adrien abandonner spontanément la plupart des conquêtes de Trajan, son prédécesseur, et le système inauguré par Auguste presque invariablement suivi par tous ses successeurs, depuis Tibère jusqu'à Théodose, j'ai peine à y voir autre chose que la douloureuse expression d'une nécessité politique. La République, soutenue par la force de son institution, n'avait pas cessé d'être conquérante ; l'empire, qui sentait le sol s'affaïsser sous lui et la société antique périr lentement entre ses mains, fut essentiellement, à le juger dans son ensemble, malgré les révolutions continuelles qui transportaient d'un prince à un autre la direction du monde civilisé, un gouvernement conservateur. Quoi qu'en dise M. Littré, je ne vois point qu'à travers les difficultés sans nombre, nées de son principe même, qui vinrent l'assaillir, il ait si mal rempli sa tâche, puisqu'il a contenu les barbares jusqu'au jour où l'Eglise fut assez solidement assise pour ne disparaître pas dans la tourmente, pour accueillir, instruire et diriger ces ouvriers nouveaux de la civilisation.

Je ne puis donc accepter le reproche que M. Littré fait à l'empire, et qui est contre lui, dit-il, le principal grief de l'histoire : à savoir de n'avoir pas fait bonne garde aux frontières. Les victoires de Trajan, de Marc-Aurèle, de Probus, de Constance Chlore, de Constantin, de Julien, pour n'en pas nommer d'autres, montrent que les empereurs menèrent vigoureusement la guerre défensive. Mais il fallait bien, après tout, que la lutte eût son terme, et reprocher à l'empire d'avoir à la fin succombé, c'est reprocher au mourant, après une longue agonie, son dernier soupir.

Je remarque, au contraire, que la politique des empereurs fut fort habile, et qu'ils approprièrent, autant qu'ils le purent, à la situation qui leur était faite par une décadence irrémédiable, l'ancienne politique de Rome.

Une des maximes qui avaient le plus contribué aux succès de la République, c'avait été de se faire des peuples vaincus d'utiles auxiliaires pour de nouvelles victoires. Les Latins avaient aidé Rome à vaincre les Samnites; ceux-ci et tous les autres peuples de l'Italie, quand elle eut définitivement soumis la péninsule, devinrent les instruments qui courbèrent sous le joug et Carthage, et l'Espagne, et la Grèce, et tant de peuples d'Asie. Les archers des îles Baléares, la cavalerie numide furent utilement employés contre les Gaulois, et César avait à peine dompté la Transalpine qu'il y recrutait ses légions. Quand Marc-Aurèle et Probus, après avoir battu les Germains, incorporèrent dans leurs armées un grand nombre de barbares, ils se conformaient à cette règle et se fortifiaient du secours de la barbarie contre la barbarie même. Si cette maxime, longtemps salutaire, à la fin devint funeste, il ne la faut pas reprocher à ceux qui la pratiquèrent, mais plutôt considérer la maladie de l'empire, dont les remèdes ne pouvaient que prolonger le cours, en retardant la dernière crise, et qui, empêchant la mort présente, se rangeaient au nombre des causes de la ruine à venir. C'est ainsi que l'affaiblissement, chaque jour plus grand, de l'esprit militaire dans l'empire, la diminution de la population libre, l'indifférence enfin sur le sort de la patrie, qui fut la plaie des derniers temps, ne permirent pas d'observer cette sage proportion qui, laissant à l'élément romain ou romanisé la prédominance, empêchait que les nouvelles recrues ne fussent aussi incommodes à l'Etat qu'aux ennemis. Les empereurs prirent à leur solde des corps entiers de barbares pour les opposer aux envahisseurs, et tandis qu'autrefois le Sénat se fortifiait du secours des peuples vaincus, il fallut subir la loi des vainqueurs qui, après avoir ravagé le territoire de l'empire, se faisaient chèrement payer pour défendre contre de nouvelles peuplades le théâtre de leurs dévastations. Contraints par la nécessité, les Césars essayèrent de faire la part du feu, et cette conduite, à mon sens, ne leur peut être reprochée, quand on voit les Francs Ripuaires établis sur les bords du Rhin, défendre si fidèlement contre le flux des autres nations germanes

l'accès de la Gaule, et se faire décimer par les Alains et les Suèves, lors de la grande invasion, avant que d'abandonner le poste dont Rome, confiante en leur serment, leur avait commis la garde. C'est, il faut bien le dire, aux généraux et aux soldats barbares en qui résidait à la fin toute la vigueur des légions, c'est aux peuplades barbares qui passaient si aisément avec armes et bagages sous les drapeaux de Rome, que l'empire d'Occident dut de prolonger une vie précaire, jusqu'au jour où les auxiliaires s'avisèrent qu'ils étaient décidément les plus forts, et qu'ils n'avaient qu'à le vouloir pour se substituer au lieu et place de l'Etat, qui n'existait plus que par eux, L'armée d'Italie, la dernière armée romaine, composée de Ruges, d'Alains, de Suèves, de Burgundes, de Huns, de Goths, se souleva contre le patrice Oreste et l'empereur Augustule. L'enfant impérial, relégué dans l'opulente villa de Lucullus, les légions barbares ne créèrent point de nouveau César. Odoacre, proclamé roi des nations, donna à ses soldats le tiers du territoire italien, et la grande révolution, imminente depuis plusieurs siècles, se trouva accomplie sans que personne y prit garde, tant la succession des choses l'amenait invinciblement.

Les réflexions qui précèdent montrent assez que je ne crois pas justé le blâme que Montesquieu inflige à Constantin pour avoir retiré les légions des frontières et les avoir cantonnées dans des garnisons à l'intérieur de l'empire. Le vaste espace embrassé par les limites du monde romain joint à la diminution de ses ressources militaires, avait tellement amoindri les forces que l'on pouvait encore opposer aux ennemis, que la digue, devenant partout trop mince, il fallut, qu'on se passe l'expression, la rendre mobile, afin de pouvoir porter, à un moment donné, toute la résistance sur le point le plus menacé. En ramenant à l'intérieur les armées des frontières, l'empereur s'assurait des forces disponibles dont il pouvait user, suivant l'occurrence, sur le Rhin, sur le Danube ou sur l'Euphrate, et l'empire ramassait, pour ainsi dire, ses dernières ressources pour livrer ses derniers combats. En reprochant à Constantin d'avoir affaibli la défense par ce mouvement destiné à en concentrer les moyens, Montesquieu, si sagace pour l'ordinaire, n'a pas pénétré au fond des choses, non plus que quand il a rapporté à une vanité puérile la fondation de Constantinople.

Sans se prononcer expressément sur ce point, M. Littré

laisse assez voir qu'il n'approuve pas ce changement de capitale, ou, pour mieux dire, qu'il n'approuve pas le choix qu'on fit de Bysance pour y établir une nouvelle Rome. Toujours dominé, même à son insu, par son idée favorite, que l'invasion pouvait être prévenue, si les Césars eussent suivi une politique différente, il place en Gaule le véritable point de résistance contre les Germains, et c'est là, suivant lui, qu'il convenait de transporter le siège du gouvernement. Placé à un point de vue directement contraire, je donne raison à Constantin, auquel un sentiment confus de l'issue prochaine, inspira de reculer le centre de l'empire, au lieu de l'avancer, et de donner aux provinces d'Orient, moins sérieusement menacées, une tête qui fit aussitôt d'elles un corps distinct, et leur permit plus tard de n'être pas entraînées dans la ruine de l'Occident. L'événement a pleinement justifié cet empereur, et Constantinople, dix siècles après la chute de Rome, abritait encore dans ses murs les successeurs de Constantin. Je ne crois pas d'ailleurs que, pour surveiller et arrêter les barbares, la situation fût mal choisie, et M. Littré n'a pas, ce me semble, suffisamment tenu compte des judicieuses observations de M. Albert de Broglie, dont il a pourtant reproduit une partie. Il a trop songé au Rhin, et pas assez au Danube. Or c'est par le Danube que les Goths, poussés par les Huns, pénétrèrent dans l'empire, d'où, par la faute de Valens, le désastre d'Andrinople, qui ébranla tout. C'est des bords du Danube que descendirent constamment les envahisseurs de l'Italie. Honorius à Lutèce n'eût pas plus sauvé la Gaule qu'il ne sauva l'Italie, étant à Ravenne, et le profit eût été mince que le dernier César d'Occident s'appelât Ægidius au lieu d'Augustule.

Considérant sous un autre aspect la conduite des empereurs à l'endroit des barbares, je la trouve encore inspirée par une ancienne maxime du Sénat, qu'ils ajustèrent comme ils purent aux nécessités nouvelles et à leur système de politique défensive. Quand les légions avaient pénétré chez quelque peuple, jusqu'alors indifférent ou hostile, et qu'on voulait réduire insensiblement à une parfaite obéissance, Rome ne tardait guère à y fonder une ou plusieurs colonies de citoyens romains, qui devenaient comme les boulevards de sa puissance, et d'où sa forte discipline s'étendait peu à peu sur la contrée tout entière. C'est ainsi qu'elle s'assimila tant de peuples divers qui, frappés

du spectacle de la grandeur romaine, oublièrent leur passé, et n'aspirèrent plus qu'à ce titre suprême, qu'on n'obtenait qu'après un long noviciat, après avoir passé par une série d'épreuves, et quand on avait réellement dépouillé tout autre sentiment que ceux dont s'inspirait un citoyen romain. L'assimilation des nations sujettes étant arrivée, sous l'empire, à la perfection, le droit de cité put, sans danger, être accordé indistinctement à tous les habitants des provinces. Rome, dès lors, ne fut plus une cité, régnant sur les peuples vaincus, mais la tête d'une nation immense et la capitale du monde civilisé. Restaient les barbares, et il n'y avait point d'autre alternative que de périr sous leurs coups ou d'en faire des Romains. On suivit strictement l'ancienne maxime partout où cela fut possible : des villes romaines furent bâties sur les frontières du Rhin et du Danube. Ces colonies contribuèrent beaucoup, sans doute, à diminuer l'intervalle qui séparait la conception de l'état social, telle qu'elle avait pu entrer jusqu'alors dans l'esprit des Germains, de l'idée, bien plus avancée, quoique inférieure à certains égards, que les populations romaines se faisaient de la civilisation. Mais les forces, toujours décroissantes, du grand empire, ne permettant point aux Césars de créer des établissements solides au cœur même de la Germanie, ni même de résister au torrent qui venait battre sans cesse les cantonnements des frontières, ils ne se départirent point de la politique traditionnelle, mais ils l'appliquèrent en sens inverse. Ils ne pouvaient établir des colonies romaines sur le territoire barbare, ils établirent des colonies barbares sur le sol romain. Outre l'intérêt qu'ils y avaient au point de vue militaire, ils cherchaient ainsi à combler les vides de la population, et à opérer insensiblement la fusion des races, en absorbant dans la masse des sujets romains ces peuplades qui ne pouvaient manquer de se laisser gagner aux attraites d'une vie policée. S'ils finirent par être débordés, il ne faut pas leur en vouloir : c'est que la décadence romaine devint à la fin si rapide que l'équilibre étant rompu, ils furent réduits à recevoir les barbares non plus en colons, mais en maîtres. L'empire alors fut inondé, et tout s'effondra dans un apparent chaos. Mais quand les éléments, un instant confondus, se débrouillèrent, la politique des Césars fut justifiée. La distance entre Rome et les Germains avait été suffisamment comblée pour qu'un germain, nommé

Charlemagne, laissât placer sur sa tête, comme symbole de l'autorité suprême, par le pape, représentant de l'Eglise, la couronne impériale tombée du front d'Augustule, et pour que les souverains de l'Allemagne, c'est-à-dire de ce pays même que Rome n'avait pu conquérir, et d'où était issu le torrent destructeur, conservassent, comme un titre supérieur à celui de roi, le nom d'Augustes et d'Empereurs romains. Concluons donc, ici encore, que les Césars remplirent, autant qu'ils le purent, leur mission de conservateurs, puisqu'ils assurèrent à leur empire une sorte de vie posthume, et transformèrent à ce point chez leurs adversaires l'idée du pouvoir, laissèrent si fortement imprimé dans les esprits des barbares le souvenir de leur prééminence et de leur grandeur sacrée, que le nom du vainqueur de Pompée conquis à sa place, si j'ose le dire, dans la langue allemande et qu'il y demeure, aujourd'hui encore, comme le signe le plus élevé de la souveraineté ¹.

Enfin, à un troisième point de vue, je remarque que les empereurs n'abandonnèrent point l'ancienne politique de Rome. La maxime « diviser pour régner » fut pratiquée par les Césars aussi constamment que par le Sénat. Profitant des haines enracinées qui divisaient les nations barbares, ils ne se firent point faute de les mettre aux prises et les encouragèrent à se détruire les unes les autres, ce qui laissait à Rome le temps de respirer, ce qui l'aurait sauvée peut-être, si elle avait pu être sauvée. Je n'insiste pas sur ce point, qui a été mis en pleine lumière, et qui ne paraît pas souffrir de contestation.

Si j'ai réussi à combattre l'opinion de M. Littré, à savoir que les empereurs n'ont pas fait bonne garde aux frontières, si j'ai persuadé à mes lecteurs que la défense, considérée dans son ensemble, a été aussi vigoureuse, aussi habile, aussi efficace qu'elle pouvait l'être, — j'ai montré du même coup que l'invasion des barbares ne pouvait être prévenue, ce qui revient à dire que Rome devait succomber, que sa chute par conséquent n'a sûrement pas été une « honte, » et qu'il y a de fortes présomptions qu'en égard à la civilisation qui a succédé, elle n'a pas été « un malheur. » Il est évident que par chute j'entends la crise violente que subit la civilisation antique, qui n'avait plus la force

¹ Personne n'ignore qu'*empereur* se traduit en allemand par *Kaiser*, qui n'est autre chose que le mot latin *Cæsar*.

d'accomplir régulièrement une indispensable métamorphose.

C'est ici le lieu d'examiner deux idées, assurément nouvelles, émises par M. Littré, qui ne sont pas peut-être dénuées de toute justesse, mais qui jusqu'à nouvel ordre paraissent plutôt des hypothèses ingénieuses que des vérités démontrées.

La première consiste à soutenir que cette masse énorme de l'empire d'Occident, se divisant elle-même, devait, par le cours naturel des choses, donner naissance aux nations romanes : l'Italie, la Gaule, l'Espagne, et aussi l'Angleterre qui, dans cette hypothèse aurait été, au moins en partie, une nation romane, puisque l'invasion anglo-saxonne n'aurait pas eu lieu. « Le seul service que je mette au compte des envahisseurs, dit M. Littré, c'est d'avoir définitivement rompu l'unité de l'empire, rendu à une existence isolée l'Italie, l'Espagne, la Gaule et l'Angleterre, et supprimé l'empereur. Cette rupture et cette suppression se seraient inévitablement faites sans eux par une dissolution naturelle, mais, dans leur irruption, ils les accomplirent et le terrain fut déblayé. »

Je ne suis pas éloigné de croire, avec M. Littré, qu'une pareille tendance a réellement existé au sein de la décadence. Il est dans la nature des choses qu'un corps qui a atteint la limite de sa croissance, commence par s'affaiblir et finisse par se diviser. La division du monde romain en deux empires, déjà irrévocablement accomplie au moment de l'invasion, est au moins une présomption en faveur de ce système. Mais je remarque aussi qu'une telle tendance était vivement combattue par une tendance contraire, qui ramenait sans cesse vers l'empereur légitime les nations pour un temps dissidentes, et qu'aucun usurpateur ne parvint à fonder une monarchie indépendante soit en Espagne, soit en Gaule, soit en Bretagne. Les populations romanes, destituées de toute vigueur, balançaient indécises entre l'unité romaine dont l'éducation avait fait à leurs yeux un idéal sacré, et l'indépendance qui aurait relâché peut-être les liens du despotisme ; le présent n'arrivait point à se détacher du passé pour constituer l'avenir ; l'épée des barbares trancha le nœud que nul ne savait délier, le problème fut résolu, et un service immense rendu à la cause de l'humanité.

La seconde idée de M. Littré a trait aux origines de la féodalité, que la conquête, dit-il, fit surtout germane, mais à laquelle, suivant lui, la société romaine allait spontanément et

par une pente naturelle. Il est certain que la petite propriété, à laquelle, dans une société où l'industrie était peu de chose, se rattachaient étroitement les destinées de la classe moyenne, voyait le sol lui échapper de jour en jour, et que le territoire de l'empire se trouva, à la fin, réparti entre un petit nombre de grands propriétaires. La plupart des hommes libres furent transformés en colons, placés sous la protection d'un maître qui, moyennant une redevance fixe, les laissait jouir d'une partie des fruits de la terre qu'ils cultivaient : les esclaves, d'autre part, grâce à l'influence du christianisme, cessant d'être considérés comme des têtes de bétail, montèrent en grand nombre au degré où les hommes libres étaient descendus, et s'attachèrent à la glèbe, d'où l'on s'accoutuma insensiblement à ne les plus séparer. Telle est, on le pense généralement, l'origine du servage qui forma comme la base du système féodal. Mais ce système, pour être complet, supposait une révolution bien plus vaste que cette modification dans le régime de la propriété. Il fallait que l'idée du pouvoir politique s'attachant étroitement à l'idée de la possession territoriale, la hiérarchie des pouvoirs correspondit exactement à une hiérarchie des propriétés qui n'existe point sous l'empire. Je vois bien naître le servage, mais je ne vois point dans la décadence romaine les germes apparents de la vassalité. Les préfets, les vicaires, les présidents des provinces sont des lieutenants de l'empereur, toujours révocables, agents rétribués de l'autorité centrale. Pour que la transformation de l'empire, monarchie administrative, véritable chef-d'œuvre de bureaucratie tyrannique, en une organisation sociale tout opposée s'accomplît, ne fallait-il pas précisément que l'irruption des barbares, et les violentes commotions qui s'ensuivirent pendant plusieurs siècles, arrachassent des esprits, façonnés à la romaine, cette habitude d'attendre, avant de faire quoi que ce fût, les ordres du Prince, représentant de l'Etat, en les forçant à ne compter que sur eux-mêmes, ou à demander une protection efficace à un voisin plus puissant, à qui en retour ils promettaient leurs services ? Le régime féodal, qui est le triomphe des forces individuelles sur la conception abstraite de l'Etat, suppose une société en travail de constitution ou de reconstitution. Mais je ne pense pas que la société romaine, plus avilie de jour en jour, eût même la force de se dissoudre. C'est ce que prouve, à mon sens, la des-

tinée de cet empire d'Orient, où le despotisme le plus inepte et le plus honteux perpétua sa misérable existence, sans que rien naquit pour le remplacer, quoiqu'il semble que des causes pareilles donnant partout les mêmes résultats, la féodalité dût s'établir d'elle-même dans les provinces de cet empire qui échappèrent aux Arabes. La séparation d'avec l'Occident ne peut servir ici d'excuse, puisque évidemment la féodalité ne pouvait résulter que d'une rupture entre toutes les parties du grand empire.

Le despotisme, tel serait le grief véritable de l'histoire contre les empereurs, parce que c'est de là que vint l'énervement général des mœurs, des esprits, des caractères, si d'ailleurs ce despotisme n'apparaissait comme inévitable: M. Littré croit qu'il en aurait pu être autrement, par exemple si Pompée avait été victorieux. Mais j'ai expliqué comment l'exemple de Sylla n'est pas de nature à faire admettre une telle hypothèse. Que conclure donc? sinon que Rome ayant épuisé ses destinées, il fallait à la fin qu'elle succombât, et qu'en lui donnant le coup de grâce, après une longue agonie, les barbares ont rendu la liberté aux peuples courbés sous le joug impérial, et en ouvrant à l'Occident rajeuni les perspectives de l'avenir, véritablement servi la cause de l'humanité.

II.

En ce temps, où la confusion des idées est arrivée, pour ainsi dire, à son comble, et où les plus absurdes chimères trouvent d'éloquents défenseurs, il faut savoir gré à M. Littré de n'avoir pas pris parti pour Jupiter contre Jésus-Christ. Le savant académicien avoue qu'il a perdu des amis en se refusant à voir dans le triomphe de l'Eglise sur le Paganisme une catastrophe, et dans ce temps héroïque du catholicisme qu'on appelle le moyen âge, une période d'affaissement, un long arrêt dans la marche de l'humanité. M. Littré, jugeant le moyen âge dans son ensemble, le considère comme un progrès sur l'antiquité, et il proclame avec une sincérité des plus louables, et une singulière hauteur de doctrine, que l'Eglise catholique fut l'instrument de ce progrès, et qu'elle accomplit admirablement la

grande œuvre de régénération politique et sociale qu'avait rendue nécessaire la décadence romaine.

Mais, comme M. Littré n'aperçoit point le caractère divin de notre religion, et qu'il ne considère le christianisme que comme une évolution destinée à tirer la société des mains du paganisme pour la conduire à une phase nouvelle et à un développement supérieur ; comme il donne gain de cause à Luther et à Voltaire, et que malheureusement il n'a pas dégagé son puissant esprit des sèches théories de ce pontife matérialiste qui avait nom Auguste Comte, je ne m'étonne pas qu'il ait exagéré la mission temporelle de l'Eglise, aux dépens de sa mission spirituelle, et qu'au lieu de voir dans le triomphe de l'Evangile le salut surnaturel de l'humanité, il n'y ait vu et ne consente à y reconnaître que la réorganisation naturelle des éléments dissous du monde antique, et comme une belle préparation à la société moderne et au règne de la philosophie positive.

Tout en nous appuyant du secours des philosophes qui louent, comme il convient, l'influence sociale et le rôle politique de l'Eglise dans le passé, il importe de ne nous pas laisser prendre au piège caché sous ces louanges. Les yeux sans cesse tournés vers la cité céleste, l'Eglise, tout en répandant avec plus ou moins de liberté et de succès, selon les temps, des trésors de lumière et de vie sur les sociétés humaines, ne fait de pacte éternel avec aucune d'elles. Tous les régimes ne lui sont pas également bons, mais elle vit sous tous les régimes. Quand les empires s'écroulent sous le poids séculaire des infirmités qui sont le caractère dominant de toute œuvre humaine, l'Eglise les abandonne au conflit des éléments en travail : *tradidit mundum disputationibus eorum*. Elle se borne à recueillir ce qu'il y avait de bon dans le passé pour le transmettre à l'avenir, mais elle poursuit sa marche ; et quand le moyen âge a rejoint l'antiquité dans le gouffre où les siècles s'anéantissent, sur les ruines du monde féodal comme sur les ruines du monde romain, l'Eglise est demeurée vivante et debout.

Je crois, contrairement à l'opinion de M. Littré, que le christianisme, le jour où il sortit des catacombes, pour devenir, sous Constantin et ses successeurs, la religion de l'empire, n'apportait point à cet empire la croix comme un signe de victoire temporelle et de salut social, mais comme un signe de salut éternel pour les princes et les sujets, en tant que chrétiens, et

comme un abri pour la partie durable de cette civilisation que Dieu allait bientôt livrer aux barbares. Non, même avec l'aide du christianisme, la vieille société n'aurait pu vivre, c'est-à-dire se transformer d'elle-même en la société nouvelle. M. de Montalembert l'a dit excellemment : « Constantin et ses successeurs furent baptisés ; l'empire, la puissance impériale ne le fut point... Malgré sa force et son origine divine, malgré l'humble et zélé dévouement des pères et des pontifes à la majesté décrépite des Césars, malgré ses hommes de génie et ses saints, le christianisme ne réussissait pas à transformer la vieille société. Eût-il réussi à s'en emparer, avec les éléments qui la constituaient alors, il n'en aurait pu faire qu'une sorte de Chine chrétienne... Pour que l'Eglise pût sauver la société, il fallait dans la société un nouvel élément et dans l'Eglise une force nouvelle. Il fallait deux invasions : celle des barbares au Nord, celle des moines au Midi ¹. »

Il est certain que si les individus devenaient chrétiens, la société demeura païenne, et, il faut l'avouer, il était difficile qu'il en fût autrement. Le paganisme romain qui, par suite des victoires de Rome, avait absorbé les dieux de la Grèce, de l'Asie, de la Gaule, était avant tout et surtout une religion politique. C'est ce qu'Ozanam a très-bien vu et parfaitement exprimé, quand il a dit : « Rome, c'est-à-dire la société même, est la grande divinité nationale ; en elle se confondent les deux souverainetés du sacerdoce et de l'empire ; ses lois ont toute la sainteté, toute l'inflexibilité des destins. *Fas, fatum* ². » Le paganisme, chassé des âmes, devait donc trouver un refuge dans la constitution intime de cette société que Rome avait faite, dans les lois et dans les mœurs, dans les lettres et dans les arts, qui s'étaient formés avec lui et qui n'existaient que par lui. Pour le détruire définitivement et en arracher les dernières racines, il fallait que la société fût bouleversée de fond en comble. C'est pourquoi les barbares étaient nécessaires.

Rien n'est plus curieux à considérer que la politique intérieure des empereurs chrétiens. A bien prendre, et sans nier les services que Constantin rendit à l'Eglise, cette politique, si nous la jugeons dans son ensemble, est misérable, et ridicule au der-

¹ *L'Empire romain après la paix de l'Eglise. Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} janvier 1855.

² *Études germaniques*, t. I^{er}, p. 156.

nier point. Les Césars ne peuvent oublier, même après le baptême, leur titre ancien de grands pontifes, et ils sont possédés de la manie de gouverner l'Église, où ils veulent établir une police tyrannique, discipliner les consciences, juger les évêques, prononcer sur les dogmes, tout régler, tout brouiller. Un singulier instinct les porte constamment à favoriser les hérétiques, qui sont plus souples sous la main impériale que les défenseurs de la Vérité. En un mot, le pouvoir, loin de se régénérer, tombe de jour en jour davantage dans le gouffre creusé sous ses pas : il est plus que jamais despotique, avec cette nuance d'ineptie particulière aux tyrans qui se font théologiens.

Les peuples du moins reprennent-ils vie et vigueur ? Pas le moins du monde. C'est une étrange confusion que de comparer les conciles à des assemblées politiques, et de croire qu'avec ces grandes réunions d'évêques la liberté reparait sur le sol romain. C'était sans doute un beau spectacle que ces vieillards, dont plusieurs portaient encore sur leur chair la marque des persécutions, discutant librement devant l'empereur les plus hautes questions qui puissent agiter l'âme humaine. Mais ce ne fut qu'un spectacle, et dans l'ordre politique ce bel exemple resta sans imitateurs. Qui songea, je le demande, à opposer à la volonté impériale un frein quelconque ? Considérée au point de vue religieux, la société romaine après Constantin, est superbe de jeunesse et de vie ; au point de vue social, loin de suspendre la chute du monde antique, le christianisme accélère plutôt une décadence qui doit enfin se résoudre en des ruines avec lesquelles l'Église et les barbares sauront bâtir.

L'empire, je le répète, était avant tout un gouvernement conservateur. Son rôle était de retarder le plus possible la ruine, toujours imminente, de la société antique, qu'il ne faut point séparer du paganisme auquel un lien de vie ou de mort la rattachait. Or le jour où l'Église fut assez forte pour recueillir l'héritage de cette civilisation expirante et pour le transmettre aux générations nouvelles que l'invasion barbare allait vivifier, l'empire ni le paganisme n'eurent plus de raison d'être. Mais comme la société romaine ne pouvait pas plus se séparer de l'empire que du paganisme, qui étaient l'un et l'autre ses plus fidèles expressions, il se produisit un singulier phénomène. Cette société qui, à un moment donné, avait accepté le christianisme, continua d'agir comme si rien n'eût été changé. Ses membres

qui, comme chrétiens, saluaient l'avenir et se préparaient à convertir les barbares, se retranchaient, comme citoyens, dans les habitudes anciennes, et derrière ce despotisme véritablement païen qui était, après tout, la dernière ressource et la suprême incarnation de la cité romaine. D'où un prodigieux contraste, et comme toutes les forces vives de l'âme allaient aux idées religieuses, un prodigieux avilissement dans les caractères politiques.

La marque la plus certaine de l'anéantissement prochain et fatal de la société romaine, c'était la disparition presque complète de ces vertus qu'on appelle civiques. L'empereur résumant tout en lui, c'était à lui d'écarter le danger. Quand aux peuples, ils se contentaient d'obéir, et leur servilité leur tenait lieu de patriotisme. L'aristocratie se livrait à tous les plaisirs ; les ministres de l'empereur et ses généraux consumaient leur temps en des intrigues de cour qui aboutissaient parfois à des révolutions de palais. Ils sacrifiaient sans cesse l'intérêt de l'État à leurs jalousies, à leurs vengeances, et cependant ils étaient chrétiens et capables de mourir pour leurs croyances. C'est ainsi que Sébastianus, frère du comte Bonifacius, qui perdit l'Afrique, cherchant des ennemis au patrice Aétius, courut l'Orient et l'Occident, et finit par mendier l'appui des Vandales et du roi Genséric. Mais celui-ci exigeant qu'au préalable, il se fit arien, Sébastianus refusa, et il fut décapité. « Siècle bizarre, s'écrie M. Amédée Thierry, où l'on courait sans scrupule les terres et les mers pour attirer la destruction sur son pays, et où l'on se faisait martyriser pour sa foi ! » Cela est bizarre sans doute, mais pourtant explicable : c'est que la foi était vivante, et que la patrie n'existait plus.

On est frappé du même contraste quand on considère l'état des lettres. La littérature chrétienne, quoiqu'elle s'exprime dans une langue en décadence, est pleine de sève et de verdeur. Quelle fougue, quelle imagination, quelle poésie, et en même temps quelle dialectique serrée, quelle foudroyante ironie dans les écrits d'un saint Jérôme ! Quelle riche variété, quelle profondeur, quelle onction qui n'exclut point l'énergie, quelles effusions de piété dans les œuvres d'un saint Augustin ! La poésie reflorissait pour célébrer les mystères de la foi, les fêtes du

¹ *Saint Jérôme*, t. II, p. 377.

christianisme, les vertus des saints, le sang fécond des martyrs. L'hymne s'élève à des hauteurs inconnues, que nos yeux mesurent encore avec étonnement à toutes les pages du bréviaire. Dans la littérature laïque, au contraire, quel pitoyable abaissement ! Un vain cliquetis de mots, loin de dissimuler le vide absolu de la pensée, ne le fait que plus ressortir. Un entassement d'images, une profusion de métaphores, une rage de description qui ne connaît plus de bornes, un débordement d'épithètes oiseuses et de tours maniérés, tout le fatras de la rhétorique ne déguisant point l'incurable imbécillité des panégyristes, imitateurs serviles des imitateurs de ceux qui jadis ont imité Cicéron. La stérilité bouffie des eunuques est le propre caractère de l'éloquence du Bas-Empire. Que dire des poètes ? L'inévitable décadence a suivi son cours. De Virgile on est tombé dans Lucain, dans Stace, dans Silius Italicus, plus tard la muse latine a été en proie à Ausone, et maintenant on en est à Claudien, à Mérobaude, à Sidoine Apollinaire ! On ne chante plus, on *cisèle*. On versifie longuement sur des riens : « un bain, une maison de campagne, un diner, un assaut de beaux esprits, une course de chars ; » on fait des portraits : « le portrait d'un parasite, celui d'un bouffon, celui d'un délateur. » On raffine misérablement sur le rythme. Pour qu'un poète soit goûté, il faut « que ses hendécasyllabes coulent bien, que ses hexamètres *bruissent* agréablement. » Horace et Tibulle se contentaient du mélange régulier des divers mètres. On a maintenant bien d'autres exigences. Le poète en vogue est un subtil ouvrier. « Ses vers offrent une merveilleuse variété de pieds et de figures, ses hexamètres chaussent le cothurne ; il fait des élégiaques à écho, ou retournés, le second vers de ses distiques rime avec le premier, au moyen de l'*anadiplosis*, etc. » En un mot, on se donne une peine effroyable pour débiter des inepties ¹. Joignez à cela tout l'attirail des vieilles fables mythologiques dont on ne parvient point à se dégager, parce que, comme la société, la littérature laïque demeure essentiellement païenne, même sous la plume des écrivains chrétiens. Il n'est donc pas juste de dire, comme l'a fait M. Littré, que le christianisme avait produit une renaissance dans les lettres romai-

¹ Philarète Chasles, *Études sur les premiers temps du Christianisme et sur le moyen âge*. Paris, Amyot, 1847, p. 125, 129.

nes. Le christianisme avait créé une littérature ecclésiastique pleine d'avenir, mais qui n'eut aucune influence sur les lettres laïques qui, d'imitation en imitation, de raffinement en raffinement, tombaient de jour en jour dans une plus dégoûtante décrépitude. Ici encore les barbares étaient nécessaires, et l'on peut juger du service qu'ils rendirent à l'humanité, en comparant les élucubrations de Sidoine Apollinaire à la *Chanson de Roland*.

Ainsi donc, embrassant d'un coup d'œil l'immense étendue de l'empire, je vois d'une part un vaste édifice qui s'affaisse, et dont il ne restera bientôt plus que des ruines plongeant dans la boue, si Dieu n'y pourvoit, c'est-à-dire si quelque torrent ne vient nettoyer le sol : c'est la civilisation antique, c'est la société romaine ; d'autre part je vois un arbre merveilleux, né du sang des martyrs, dont la cime monte au ciel, chargée de rameaux verts, dont l'ombre abrite les fidèles et s'allonge de jour en jour pour recevoir les peuplades errantes qui accourent, guidées par la main de Dieu, afin d'accomplir les décrets de la Providence : c'est la société chrétienne, c'est l'Eglise. Entre les deux sociétés, entre l'arbre et l'édifice il n'y a rien de commun, que le sol d'où l'un s'élève, où l'autre s'écroule. Les habitants de l'édifice ruiné se réunissent à certains jours sous l'ombrage de l'arbre grandissant, puis ils retournent se livrer à leurs tristes plaisirs, à leurs occupations monotones, dans les vastes salles dont les colonnes supportent à grand'peine le poids écrasant des toits qui s'effondrent. Un grand nombre d'entre eux pourtant, abandonnant à sa chute l'édifice où ils sont nés, où ont vécu leurs ancêtres, ne veulent plus d'autre abri que l'ombrage où Dieu les appelle, et ils y attendent, le front couvert de cendre, dans la pénitence et dans la prière, l'heure solennelle où, sur les débris de la cité gisante, ils accueilleront à bras ouverts les jeunes frères que le Seigneur leur a promis : ce sont les moines, et ils attendent les barbares.

III.

M. de Montalembert avait dit excellemment : « Les peuples germains apportaient avec eux l'énergie virile qui manquait aux serfs de l'empire. La vie s'était retirée de partout ; ils en

inspirèrent une nouvelle au sol qu'ils envahissaient, comme aux hommes qu'ils incorporaient à leur domination victorieuse ¹.» Cette vérité, M. Littré, suivant sa propre expression, la conteste opiniâtrément. Il ne peut se résoudre à admettre que les barbares aient rajeuni par un sang nouveau le sang épuisé et abâtardi des populations romanes. « D'après la théorie de l'hérédité, dit-il, les peuples sauvages, qui ont moins d'idées et moins d'aptitudes que les peuples civilisés, ne peuvent influencer que défavorablement par leur mélange; et l'histoire prouve que, bien loin d'améliorer le sang, ce sont eux, au contraire, qui ont besoin que leur sang soit amélioré... Physiologiquement, ce ne furent pas les barbares qui améliorèrent la population romane, ce fut la population romane qui améliora les barbares (p. 207); » et ailleurs (p. 127): « Les barbares ne peuvent rien donner: ils ne font que recevoir. Nulle lumière, nulle moralité, nulle sainteté ne vient d'eux... Quelque grandes qu'aient été les misères morales de cette société livrée à la décadence d'une part, à la rénovation de l'autre, toute excellence lui reste par-dessus les demi-sauvages qui l'envahirent. » Je me permettrai de dire à mon tour que je conteste opiniâtrément la valeur des arguments de M. Littré, et qu'ils ne me paraissent pas tenir contre la loi générale de l'histoire et contre l'évidence des faits.

Pour éviter de se laisser prendre au piège des mots qu'on emploie, ce qui n'arrive que trop souvent en pareille matière, il n'est pas, ce me semble, inutile de creuser un peu le sens de ces deux mots de barbarie et de civilisation, sur quoi roule toute la théorie de M. Littré. Ces termes ont quelque chose de vague et de flottant qui prête singulièrement aux méprises des historiens, toujours portés à faire incliner au gré de leurs préférences et de leurs systèmes ces expressions générales qui s'appliquent également à des états très-différents de l'humanité, et des divers peuples qui la composent. Le mot de civilisation (de cité, *civitas*) s'applique proprement à toute société humaine moralement et politiquement organisée, c'est-à-dire où un

¹ *Moines d'Occident*, t. II, p. 234. Je ferai pourtant une réserve. Les Barbares n'incorporèrent pas les Gallo-Romains. Ils furent au contraire absorbés par eux; mais ils apportèrent dans le mélange un élément de vie qui manquait totalement à la société romaine, que le christianisme n'avait pu politiquement rajeunir.

ensemble de doctrines et de règles unit et restreint tout ensemble, dans des proportions très-variées suivant les temps et les lieux, les forces et les instincts individuels. Or, comme il est certain que, dès l'origine du monde, l'homme a vécu en société, que l'état de *nature*, si fort vanté par Rousseau et ses adeptes, est une pure chimère, ou, pour mieux dire, que la nature humaine renferme dans son essence les principales clauses du contrat social, qui s'imposent invinciblement à tous les individus, il y a toujours eu, dans tous les temps et chez tous les peuples, une organisation morale et politique, si faible qu'elle fût, un ensemble de doctrines et de règles, et par conséquent, à vrai dire, une civilisation. Il résulte de là que *barbarie* est un mot sans valeur propre, et d'un sens purement relatif. La barbarie est un degré inférieur, ou qui semble inférieur, d'organisation sociale par rapport à un degré supérieur, ou qui semble supérieur : ce terme est donc une restriction et non une négation du mot qui lui fait antithèse. Or une organisation, inférieure sur certains points, peut être égale ou supérieure sur certains autres, et les peuples dits *civilisés* ne sont pas nécessairement gâtés ou amoindris par leur mélange avec d'autres peuples qu'ils appellent *barbares*. Je voudrais bien que les historiens et les philosophes humanitaires qui, d'une sorte de chimère vague qu'ils nomment civilisation, font une espèce de religion nouvelle, destinée à supplanter le christianisme dont ils ne veulent plus, n'oublissent pas si aisément qu'on n'est *barbare* ou *civilisé* que par une comparaison qui peut être fausse, puisqu'on nous traite de *barbares* chez les Chinois.

M. Littré, ce me semble, a quelque peu oublié cette valeur purement relative du mot *barbares*, quand il a affirmé, en termes si absolus, que les Germains ont tout reçu des populations romanes, et qu'ils ne pouvaient rien leur donner. C'est une exagération, en sens inverse, mais égale à celle des historiens allemands qui, faisant de leurs ancêtres les plus civilisés des hommes, ou peu s'en faut, veulent qu'ils n'aient rien reçu des populations romanes, qui les auraient plutôt amoindris et corrompus. N'en déplaise aux savants d'outre-Rhin, je crois qu'on peut à la rigueur accepter cette qualification de *demi-sauvages*, quoiqu'elle paraisse bien sévère, appliquée à une race qui, à peine établie sur le sol romain, s'est si promptement assimilé ce qu'il y avait de durable dans la civilisation antique, et qui a

produit des hommes tels que les Théodoric, les Dagobert, les Charles Martel, les Pépin, les Charlemagne ; mais je ne puis m'empêcher de remarquer que, si les Germains n'étaient qu'à demi-sauvages, ils étaient donc à demi-civilisés. Or n'y avait-il pas précisément dans cette demi-civilisation certains éléments, certains germes féconds dont était dépourvue la décadence romaine ? Ce gouvernement de la nation par elle-même, ce mélange d'élection et d'hérédité pour la constitution du pouvoir, ces limites que rencontre l'autorité royale, cette idée ingénieuse et sage de faire représenter par un petit nombre d'individus que choisissent leurs égaux, la nation tout entière ¹, voilà, ce me semble, dans l'ordre politique, des faits qui ont leur importance, et qui ne pouvaient manquer d'exercer une action puissante et salubre dans l'organisation de la société du moyen âge d'où la société moderne est issue. Dès le temps de Tacite, on voit ces institutions vraiment libres, qui font l'orgueil de l'Angleterre, et qui après des fortunes diverses tendent de plus en plus à prévaloir en Europe, on voit ce système représentatif et cette monarchie limitée, dessiner leurs premiers traits chez ces peuplades barbares, sur les bords du Rhin et du Danube, dans les steppes et dans les forêts de la Germanie. Ne nous eussent-ils apporté que cette faculté précieuse de résister à l'anéantissement des forces individuelles dans la toute-puissance de l'État, qui distingue les nations modernes des cités antiques, et qui fait d'une certaine somme d'indépendance le patrimoine de chacun de nous, les envahisseurs de l'empire des Césars auraient droit à notre reconnaissance, et ils auraient suffisamment justifié les désastres de l'invasion. Ce n'est pas peu de chose de sentir qu'on est homme avant d'être citoyen. Ce sentiment, nous le devons, dans l'ordre spirituel, au christianisme ; dans l'ordre temporel, aux barbares.

Comme le dit très-bien Ozanam, cette *obéissance raisonnable* qui implique le contrôle permanent de l'État par l'individu, et qui est devenu le fondement des législations modernes, est le propre caractère des institutions et des coutumes germaniques. Un tel ressort, une fois contenu et réglé, est autrement propre à diriger vers un progrès constant les sociétés humaines, que ce

¹ Voyez Tacite, *Germania*, *passim*, et l'organisation des Saxons dans Ozanam, *La Civilisation chrétienne chez les Francs*, au chapitre intitulé : *Charlemagne et les Saxons*. Cf. Mignet, *Mémoires historiques*, p. 106-109.

culte idolâtrique de l'autorité légale, qui faisait des anciens Grecs et des vieux Romains les esclaves de la République, et qui devait enfanter, après que le despotisme d'un seul se fut substitué, par tout le monde civilisé, à la tyrannie des lois, cette servilité byzantine que le christianisme lui-même, dans l'ordre politique et parce que sa mission était plus haute, ne réussit point à secouer. Est-il donc permis de dire encore que les Germains, ces demi-sauvages qui répugnaient à courber la tête sous le joug d'un tyran ou d'un système, et qui poussaient jusqu'à l'excès le sentiment sacré de l'indépendance et de la dignité humaines, avaient tout à recevoir des populations du Bas-Empire et qu'ils n'avaient rien à leur donner. Ne voyons-nous pas cette obéissance raisonnable à des chefs librement choisis ou acceptés, se transformer en un dévouement sublime, dans cette belle institution du *compagnonnage* dont l'idée, sanctifiée et poétisée par le souffle divin de la foi et de la charité chrétiennes, semble avoir donné naissance à ce magnifique idéal des grands siècles du moyen âge qu'on appelle la chevalerie? La chevalerie, qu'est-ce autre chose, je le demande, que le vasselage anobli par le dévouement, et la suzeraineté consacrée par la protection et la tutelle : dévouement d'une part, protection et tutelle de l'autre, ce sont là précisément les principes du *compagnonnage* ¹.

Ce qui vient tout à fait à l'appui de l'opinion que j'exprimais tout à l'heure sur le sens purement relatif du mot *barbarie*, c'est ce que Tacite nous apprend de l'esclavage chez les Germains : « Leurs esclaves, dit cet énergique écrivain, spectateur indigné des vices de la civilisation romaine, ne sont point, comme chez nous, une troupe d'hommes asservis, suivant le caprice du maître, à diverses fonctions domestiques. Chacun d'eux a sa demeure, chacun est maître sous son toit. Le maître impose seulement à l'esclave, comme à un *colon*, une redevance en nature, qui consiste soit en froment, soit en vêtements, soit en têtes de bétail. Quant aux fonctions domestiques, le Ger-

¹ On peut voir également dans le *compagnonnage*, sanctifié par le christianisme, l'origine de ces grands ordres militaires qui joignirent tous, à leurs débuts, la pratique des vertus religieuses à la valeur militaire. Voyez dans la *Germania* le beau tableau que trace Tacite de ces libres associations autour d'un chef renommé pour qui ses compagnons (*comites*) constituent une sorte de *cour* pendant la paix, et de *garde* durant la guerre : *in pace decus, in bello præsidium*.

main les réserve à sa femme et à ses enfants. Il est bien rare qu'il frappe un de ses esclaves, le charge de chaînes, le condamne à un travail forcé. Il lui arrive parfois d'en tuer sans doute, mais non pas en matière de châtiment et par un exercice légitime de son autorité. Sa vivacité naturelle, une prompte colère l'emportent, et alors il tue son esclave comme il tuerait un homme libre qui serait son ennemi¹. » Ainsi, tandis que chez les Romains il a fallu plusieurs siècles et l'influence toute-puissante du christianisme, pour transformer peu à peu, et par une transition lente, l'antique esclavage en *colonat*, le colonat, d'où est issu le servage, était, sinon la forme unique, du moins la forme naturelle (car Tacite, en ce point, doit être contrôlé par d'autres textes), de l'esclavage chez les Germains. Je le demande à M. Littré, des Romains ou des Germains au temps de Tacite, qui sont, en ce point, les barbares ?

S'il n'est pas juste de dire que, dans l'ordre politique et social, les barbares avaient tout à recevoir et rien à donner, il serait peut-être plus injuste encore de prétendre qu'ils avaient tout à donner et rien à recevoir. Ozanam a parfaitement indiqué ce qui leur manquait quand, après avoir montré, dans les lois de ces peuples, le germe des institutions libres, il a eu soin de signaler, dans l'exagération même de cet instinct d'indépendance individuelle qui faisait leur grandeur et leur originalité, la cause de leur barbarie relative. « L'autorité, dit-il, cédait de toutes parts sous l'effort de la liberté. A côté du droit, le fait contraire subsistait publiquement. Le propre de la barbarie ne consistait donc pas, comme on le dit souvent, à n'avoir point de lois : les lois y étaient toutes, mais elles étaient toutes impunément désobéies². » En d'autres termes, l'ordre et la discipline manquaient à cette race, d'ailleurs si bien douée, et c'est pourquoi elle ne fut pas apte à créer d'elle-même et sur son

¹ « Ceteris servis, non in nostrum morem descriptis per familiam ministeriis, utuntur. Suam quisque sedem, suos penates regit. Frumenti modum dominus, aut pecoris, aut vestis, ut *colono* injungit : et servus hactenus paret. Cetera domus officia, uxor ac liberi exsequuntur. Verberare servum, ac vinculis et opere coercere, rarum. Occidere solent, non disciplina et severitate, sed impetu et ira, ut inimicum, nisi quod impune. » Tacite vient de parler des esclaves qui, étant nés libres, avaient perdu au jeu leur naturelle franchise et que le gagnant vendait par la honte qu'il avait d'une telle victoire. C'est à quoi se rapporte le mot *ceteris*. — Cf. Guizot, *Civilisation en France*, t. III, 10^e leçon, p. 196 de la 7^e édition.

² *Etudes germaniques*, t. I, p. 147, 148.

propre sol un empire stable, une société logiquement et fortement organisée. De peuple à peuple, de tribu à tribu, de famille à famille, et dans la famille même, de parent à parent, nul lien qui soit de force à brider la farouche impétuosité des Germains. C'est en vain que le droit germanique protège l'homme dans l'esclave, en vain que la loi proclame la solidarité des parents et s'efforce de resserrer les nœuds sacrés de la famille, en vain que la constitution politique groupe les tribus en nations, et que les nations elles-mêmes cherchent à se tendre la main dans la libre unité de l'organisation fédérale : il suffit d'un affront né d'un moment de colère pour que tout soit bouleversé. Le maître tue l'esclave, le frère assassine le frère, la discorde triomphe, et l'implacable haine transmise de génération en génération, perpétue les horreurs d'une guerre fratricide entre les familles, les tribus, les nations ¹. « O dieux, s'écrie Tacite, faites qu'elle dure, qu'elle s'enracine dans le cœur des Germains, cette haine mutuelle ! elle nous tiendra lieu de leur amour. Les destins croulants de l'empire ne nous permettent pas d'espérance meilleure que la discorde chez nos ennemis ². » Cette discorde, soigneusement entretenue par les Césars, après avoir longtemps retardé la chute de l'empire, se donnait encore carrière sur ses débris ; la satisfaction d'antiques haines se poursuivait sur le sol envahi entre les envahisseurs. Mais le remède était trouvé. L'esprit d'ordre et de discipline, dont les sujets de Rome étaient si profondément pénétrés, fut communiqué par eux à leurs nouveaux maîtres, frappés d'étonnement et d'admiration, au sein même de leur victoire, par les débris imposants de la société antique et de la grandeur romaine. Les Germains firent part aux populations romaines de leur sublime instinct d'indépendance et d'initiative individuelle, ils apprirent d'elles à le régler et à le contenir. Dans l'ordre politique et social, le mélange accompli par les soins et sous la direction de l'Eglise, fut de part et d'autre un bienfait. Quant aux calamités qui marquèrent une telle crise, il faut les déplorer sans doute, mais il

¹ Voyez les *Eddas*, les *Nibelungen*, et la *Geste des Lorrains*.

² « Maneat, quæso, duretque gentibus, si non amor nostri, at certe odium sui : quando, vergentibus imperii fatis, nihil jam præstare fortuna majus potest, quam hostium discordiam. » — Je remarque qu'ici et ailleurs Tacite ne dissimule nullement les vices de ces mêmes peuples dont il fait ressortir les qualités.

faut aussi n'oublier pas que la douleur est peut-être ici-bas l'inévitable compagne des grands enfantements de l'humanité.

Dans l'ordre moral et religieux, est-il vrai de dire que les Germains avaient tout à recevoir des populations romanes et qu'ils n'avaient rien à leur donner? Ici, il importe avant tout de renouveler une distinction, capitale en pareille matière, et dont l'oubli a peut-être été la source principale des erreurs de M. Littré. Il faut séparer le christianisme de la société romaine du Bas-Empire. Il est bien certain que les barbares avaient tout à recevoir du christianisme, et que leurs conceptions religieuses et morales étaient aussi inférieures à la loi divine du Messie crucifié, que le fini est inférieur à l'infini, que les puériles ou sanglantes chimères enfantées par l'imagination des hommes sont inférieures à l'éternelle splendeur du Verbe, puisqu'il semble même qu'on ne les y pourrait sans blasphème sérieusement comparer. Mais la comparaison est licite, je dis plus, elle devient nécessaire, si l'on place les peuplades germaniques non plus en face du christianisme, de l'Eglise dépositaire des dogmes et des préceptes de la divine sagesse, du pape, des évêques, des prêtres et des moines, représentants légitimes et organes autorisés de la religion et de la morale nouvelles, mais en face de ces populations du Bas-Empire, converties à la loi du Christ, mais qui tenaient encore, par leurs mœurs et par leurs instincts, aux erreurs, aux dépravations invétérées du polythéisme grec et romain. Or cette comparaison entre les barbares et les Romains, au point de vue chrétien, elle a été faite à la veille, à l'époque même des invasions, par des témoins dont on ne peut révoquer l'intelligence en doute, ni récuser l'autorité. Elle a été faite par un Salvien, par un Paul Orose, et elle n'a point tourné à l'avantage des Romains : « Vous pensez être meilleurs que les barbares, dit Salvien... Je réponds que par la foi nous sommes meilleurs, mais par notre vie, je dis avec larmes que nous sommes pires. Vous connaissez la loi et vous la violez ; ils ne pèchent du moins que par ignorance. Les Goths sont perfides, mais pudiques ; les Alains, voluptueux, mais fidèles ; les Francs, menteurs, mais hospitaliers ; la cruauté des Saxons fait horreur, mais on loue leur chasteté...

¹ Salvien, *de Gubern. Dei*, lib. 4. — Comparez les foudroyantes invectives de saint Jérôme contre la société de son temps, et le tableau de cette société tracé par M. Amédée Thierry, *Saint Jérôme*, liv. I^{er}, p. 1-22.

Et nous nous étonnons que Dieu ait livré nos provinces aux barbares, quand leur pudéur purifie la terre encore toute souillée des débauches romaines ¹. » Et Paul Orose écrit ces paroles prophétiques : « Si les conquêtes d'Alexandre vous semblent glorieuses à cause de cet héroïsme qui lui soumit tant de contrées, si vous ne détestez point en lui le perturbateur des nations, plusieurs loueront aussi le temps présent, vanteront les vainqueurs et tiendront nos malheurs pour des bienfaits. Mais on dira : « Les barbares sont les ennemis de l'Etat. » Je répondrai que tout l'Orient pensait de même d'Alexandre, et les Romains ne parurent pas meilleurs aux peuples ignorés dont ils allaient troubler le repos. « Mais, dites-vous, les Grecs étaient blissaient des empires ; les Germains les renversent. » Autres sont les ravages de la guerre, autres les conseils qui suivent la victoire. Les Macédoniens commencèrent par dompter les peuples qu'ils policèrent ensuite. Les Germains bouleversent maintenant toute la terre ; mais si (ce qu'à Dieu ne plaise !) ils finissaient par en demeurer maîtres et par la gouverner *selon leurs mœurs*, peut-être un jour la postérité saluerait-elle du titre de grands rois ceux en qui nous ne savons encore voir que des ennemis ¹. »

Ainsi, non-seulement l'Eglise ne redoutait point les barbares, mais encore elle avait foi dans leur avenir ; elle voyait dans ces âmes neuves un terrain propice à la divine semence de l'Evangile, et destiné à produire des fruits merveilleux, qu'elle n'espérait plus des cœurs romains, desséchés par la plus longue et la plus étouffante servitude qui fut jamais. Les aptitudes religieuses et morales des Germains qu'elle savait bien distinguer de leurs erreurs présentes, lui inspiraient plus de confiance pour le triomphe définitif de ses principes dans l'organisation des sociétés futures, que ce bizarre mélange d'aspirations chrétiennes et de mœurs efféminées, tout empreintes de paganisme ; que cet affaissement universel des esprits et des caractères, qu'elle signalait douloureusement à la masse de ses fidèles comme les signes d'une ruine prochaine, contre laquelle elle ne pouvait plus lutter qu'en préparant dans la solitude des monas-

¹ Paul Orose, lib. III. J'emprunte ces citations à Ozanam. *La civilisation chrétienne chez les Francs*, au chapitre intitulé : *Le Christianisme devant les invasions*.

tères l'intrépide milice des convertisseurs, ces constructeurs de l'avenir. Ces sentiments de l'Eglise à l'endroit des barbares ne sont pas attestés seulement par les écrits des apologistes, tels que Salvien et Paul Orose, ils le sont encore par les reproches de ces rhéteurs, derniers défenseurs du polythéisme expirant, qui accusaient les chrétiens de manquer de patriotisme et d'appeler les invasions. Ce reproche était sans justice plutôt que sans fondement. L'Eglise n'a pas appelé les barbares ; jusqu'au dernier jour elle est demeurée fidèle à l'empire, qu'elle aurait sauvé sans doute, si l'empire avait pu être sauvé : saint Jérôme a pleuré sur Rome, comme autrefois Jérémie sur Jérusalem, et la mort d'Augustin dans Hippone assiégée par les Vandales, au milieu des citoyens que la présence du vieil évêque enflammait d'un patriotique ardeur, est digne d'un Romain des anciens temps. « Ce qu'à Dieu ne plaise ! » s'écrie Paul Orose, tout en prévoyant le bien qui doit résulter du triomphe des Germains. Mais l'Eglise, qui ne pouvait douter de ce triomphe, et à qui sa mission surnaturelle défendait de s'ensevelir sous les ruines du monde romain, l'Eglise se préparait, une fois la chute accomplie, à tendre les bras aux nouveaux disciples que le Christ lui envoyait, et par instant déjà, comparant ces recrues promises, pleines de vie et de santé, aux chrétiens sans vigueur qui se couchaient mollement pour attendre l'heure fatale, elle saluait d'une voix de mère ses futurs enfants, et par avance entonnait, au nom de l'humanité courbée sous le joug des Césars, le cantique de la délivrance. Toute l'histoire de Rome pourrait, ce me semble, être résumée dans ces mots : le triomphe de la force servie par l'intelligence. La conversion des barbares allait renverser cette formule, et mettre enfin la force au service de l'esprit. L'instinct idéaliste ¹, voilà dans

¹ « *Ceterum nec cohibere parietibus deos, neque in ullam humani oris speciem adsimulare, ex magnitudine caelestium arbitrantur* : lucos ac nemora consecrant, deorumque nominibus appellant *secretum illud*, quod sola reverentia vident. » Tacite, *Germania*. — Cette phrase de Tacite, qui doit être contrôlée et complétée par d'autres textes, ne s'applique pas indistinctement à tous les temps, ni à tous les peuples de la Germanie. Il est certain qu'il y eut des temples et des idoles à une certaine époque et chez certaines peuplades. Mais le témoignage de Tacite (qui n'a pas, quoi qu'on dise, inventé les *faits précis* qu'il rapporte, mais les a seulement, çà et là, colorés et exagérés) n'en est pas moins un précieux indice de l'instinct idéaliste des barbares. — Au reste, on entend bien que cet *idéalisme* doit être pris en un sens relatif et non absolu. La religion des Germains, prise en soi, était entachée de maté-

l'ordre religieux et moral ce que les Germains apportaient aux populations romanes que l'Eglise n'avait pu soustraire qu'à demi au joug écrasant du matérialisme, ou, pour tout dire, du *positivisme* romain ¹.

Il ne suit pas de là, comme les Allemands de nos jours sont disposés à le croire, que les Germains fussent des modèles accomplis de toutes les vertus. Il y a loin d'un instinct à une règle morale. Sans entrer ici dans un examen détaillé de leurs croyances religieuses, on peut dire qu'ils avaient un très-vif sentiment de l'immortalité de l'âme et du bonheur réservé dans une autre vie aux amis des dieux. Loin de craindre la mort, on sait qu'ils la recherchaient avec passion sur les champs de bataille, pour gagner la céleste récompense qui n'était promise qu'aux guerriers vaillants. Mais cette espérance d'une vie future, où la suprême joie devait être de combattre encore et de s'enivrer après le combat, excitait leur ardeur farouche, loin de la contenir, et ne pouvait servir de frein à leurs passions désordonnées. Ils avaient le goût de la boisson, du jeu et du sang jusqu'à la fureur. Tacite loue leur chasteté. Mais ici encore, c'est d'un instinct qu'il s'agit, bien plutôt que d'une règle, et ce noble instinct était sans cesse contredit et vaincu par une brutalité naturelle aux peuples jeunes, comme la corruption l'est aux nations vieilles. Ce respect de la femme, dans le mariage et hors du mariage, qui la faisait regarder par les Germains comme un être inspiré des dieux et la conseillère de l'homme, était un sentiment sublime, bien digne d'être opposé à l'autorité despotique que le père de famille romain avait si longtemps fait peser sur la mère de ses enfants, qu'il tenait, ainsi qu'une esclave, courbée sous sa main *in manu*; mais ce sentiment était loin de diriger toutes les actions, et si la femme germanique était rarement traitée comme une esclave, elle était trop souvent traitée comme une ennemie. Il n'y a

rialisme, puisqu'elle consistait dans l'adoration des forces de la nature. Telle que la décrit Tacite, elle offre une curieuse analogie avec celle des anciens Perses qui n'admettaient, eux aussi, ni temples ni idoles.

¹ L'instinct idéaliste des Germains, comme il arrive d'ordinaire, s'est reflété dans leur langue. « Dans les langues germaniques, dit Ozanam, l'âme est désignée par un mot qui n'appartient qu'à elle, sans métaphore et sans équivoque, tandis que les Grecs et les Latins n'avaient su lui donner que le nom de ce souffle corporel et périssable (ψυχή, anima) que l'homme porte dans sa poitrine. » *Études germaniques*, t. I^{er}, p. 176.

donc pas autant de contradiction qu'on le pense entre les instincts et les mœurs loués par Tacite et les excès révélés par Grégoire de Tours. Des caractères tels que ceux de Brunehaut et de Frédégonde n'attestent-ils pas la fière indépendance de la femme germane, l'ascendant qu'elle exerce sur ses fils et sur son époux? Et le meurtre de Galswinthe, les vices brutaux de Chilpéric ne prouvent-ils pas aussi que la chasteté et le respect de la femme étaient des vertus sujettes à de terribles épreuves chez les Germains? C'est au christianisme qu'il appartenait de faire peu à peu l'éducation de cette forte race, en bridant ses passions mauvaises, en cultivant et en développant ses bons instincts. Le modèle des rois chrétiens du moyen âge, saint Louis, était de race germane. Le christianisme, tel est le don inappréciable que les Germains ont reçu des populations romanes, à qui ils ont apporté en échange cet instinct idéaliste destiné à raviver la flamme où se consumèrent insensiblement, après la chute de l'empire, autant que le permettait la nature humaine, les restes honteux du matérialisme romain. Dans l'ordre religieux et moral, comme dans l'ordre politique et social, le mélange fut donc un bienfait.

Dans l'ordre intellectuel, est-il vrai de dire que les barbares avaient tout à recevoir des populations romanes et qu'ils ne pouvaient rien leur donner? Ici encore, il importe de faire une distinction. Il ne faut pas confondre l'*instruction*, c'est-à-dire la somme des connaissances acquises, avec le génie créateur, avec l'*inspiration* qui les féconde et qui les accroit. Une nation, une race peut être supérieure à une autre par l'instruction, quoiqu'elle lui soit inférieure par l'inspiration, par le génie créateur. C'est même, en général, le destin des sociétés vieilles que, possédant un vaste dépôt de connaissances, elles s'arrêtent, pour ainsi dire, et se fixent dans la contemplation de ces richesses, n'ayant plus la vigueur d'esprit nécessaire pour les mettre en œuvre et pour les augmenter. Tel a été, en particulier, le sort de la société du Bas-Empire, stérile héritière des trésors intellectuels de la Grèce et de Rome, qu'elle laissait tristement s'immobiliser entre ses mains. Les forces qui lui manquaient ne pouvaient renaître que par une transformation radicale. Or, cette transformation, les populations romanes avaient bien eu la force de l'accomplir dans l'ordre théologique, mais non dans l'ordre moral, social et intellectuel. La

société du Bas-Empire se trouvait donc enfermée dans un cercle sans issue : elle ne pouvait recouvrer des forces qu'en accomplissant sur elle-même un travail de métamorphose qu'elle n'avait précisément pas la force d'accomplir. D'où la nécessité d'une crise violente pour briser le cercle et introduire dans la société romaine un élément étranger, doué de cette vigueur créatrice qui pouvait seule ouvrir à l'esprit rajeuni des horizons nouveaux. L'inspiration, le souffle créateur, voilà ce qu'apportèrent aux populations romanes les peuplades germaniques qui reçurent d'elles en échange, par l'intermédiaire de l'Eglise, l'instruction qui leur manquait. Cet échange est surtout sensible dans les lettres, où l'inspiration joue le rôle principal, et où par conséquent l'influence germanique est plus fortement marquée. Mais quoique l'inspiration doive compter davantage, dans les beaux-arts, avec les règles résultant des notions acquises, et que, dans les sciences, elle soit presque nécessairement subordonnée à une instruction préalable, comme après tout dans les arts et même dans les sciences, elle est la condition indispensable de tout progrès, il faut, je crois, reconnaître que là encore l'influence des barbares n'a pas été stérile. Le temps qu'ils ont mis à s'instruire et à renouer la chaîne, un instant brisée, de la tradition artistique et scientifique, n'a pas été un temps perdu. Il est même certain que, dans l'ordre artistique, la rupture a eu cet avantage de laisser à l'inspiration forcée de tâtonner à la recherche des règles perdues, et, par conséquent, préservée de l'imitation servile, une plus grande liberté d'allure, ce qui l'a conduite, notamment en architecture, à des créations d'une merveilleuse originalité. Cela dit, je me borne aux lettres, et j'examine d'un peu plus près la part qui doit être faite aux barbares dans le mélange.

On ne peut contester aux peuples germains d'avoir eu dès l'origine, une imagination féconde, un tempérament poétique. Aussi haut qu'on remonte dans leur histoire, on les trouve en possession de chants religieux et guerriers, œuvres pour ainsi dire impersonnelles, expression commune des souvenirs et des sentiments de la race, qui se transmettaient, en se modifiant, de génération en génération, et que les guerriers répétaient en chœur quand ils marchaient au combat. « Ces peuples, dit Tacite, célèbrent en de très-anciens chants, où sont contenues leurs traditions et qui leur servent d'annales,

le dieu Tuiscon né de la terre, et son fils Mannus, qu'ils regardent comme les ancêtres de leur race ¹. » Et Jornandès rapporte que les Goths chantaient encore de son temps, « en des poèmes, pour ainsi dire, historiques ², » les victoires qu'ils avaient remportées à l'extrémité de la Scythie. Depuis les récents progrès de l'histoire littéraire, on sait que de tels chants, qui tendent peu à peu à se grouper en vaste récits, sont précisément les matériaux qui, combinés avec la tradition orale ou *légende*, servent à construire une épopée nationale. Or non-seulement les Germains aimaient à répéter leurs anciens chants, mais, tous les jours, ils en composaient de nouveaux ; car les exploits de leurs chefs fournissaient constamment une ample matière à ces poèmes guerriers. Quand, après la ruine de l'Empire, les Francks, sous Clovis et ses fils, dominèrent l'ancienne Gaule, et commencèrent à se mêler avec les vaincus et à parler leur langue, ils ne perdirent point cette habitude. Au contraire, ils la transmirent aux Gallo-Romains qui, saisis à leur tour d'un poétique enthousiasme, célébrèrent dans des cantilènes composées en langue romane ces chefs germains que la conversion de Clovis au catholicisme avait transformés, aux yeux des anciens sujets de l'empire, en rois légitimes, en souverains nationaux. C'est ainsi que, de Clovis à Charlemagne, l'épopée germanique enfanta l'épopée française, qui, de Charlemagne à Hugues Capet, se constitua autour du grand souvenir de l'empereur germain d'Occident ³. C'est à l'invasion germanique que les populations romanes durent de voir croître et grandir sur le sol de la Gaule, pour se répandre et germer ensuite dans l'Europe tout entière, cette magnifique production du génie français qu'on appelle l'épopée chrétienne et chevaleresque, et rien ne prouve mieux que, par leur mélange avec les barbares, ces populations, quoi qu'en dise M. Littré, furent véritablement rajeunies. Ce rajeunissement n'est pas attesté par l'épopée française seulement, mais par tout le mouvement littéraire du moyen âge. Une telle expansion des intelligences, qui recréèrent sous

¹ « Celebrant carminibus antiquis, quod unum apud illos memoriæ et annalium genus est, Tuisconem deum terra editum et filium Mannum, originem gentis conditoresque. » *Germania*, cap. II.

² « Quemadmodum et in priscis eorum carminibus pene historico ritu in commune recolitur. » *De Gothis*, cap. IV.

³ Gaston Paris, *Histoire poétique de Charlemagne*; Léon Gautier, *Les Épopées françaises*.

des formes nouvelles, moins pures peut-être, mais peut-être aussi plus libres et plus hardies, tous les genres littéraires jadis enfantés par le génie de la Grèce antique, ne prouve-t-elle pas, si on la compare à la décrépitude intellectuelle des derniers temps de l'empire, que l'influence des barbares a été véritablement salubre, et que si les Germains ont reçu des populations romanes l'instruction qui leur manquait, ils leur ont apporté en retour la vigueur créatrice, l'inspiration dont elles étaient complètement dépourvues sous l'autorité des Césars? Dans l'ordre intellectuel comme dans l'ordre religieux et moral, comme dans l'ordre politique et social, le mélange fut donc un bienfait.

Non-seulement les Germains avaient des aptitudes qui manquaient aux populations romanes, mais encore ils avaient une merveilleuse inclination à recevoir et à s'assimiler ce qui leur manquait à eux-mêmes. Ils firent preuve de cette faculté d'assimilation dans l'ordre politique et social, dans l'ordre religieux et moral, enfin dans l'ordre intellectuel. C'est ce que je vais essayer de montrer en peu de mots.

Si l'on entend par *civilisation* une organisation sociale plus forte et plus réglée, il est juste de dire, avec M. Mignet, que la race germanique était apte à la recevoir plutôt qu'à la produire¹. Il est certain que, livrée à elle-même et sur son propre sol, cette race n'a pas réussi à constituer des empires stables, et que les peuplades qui la composaient, loin de se fixer en resserrant les liens sociaux et en bâtissant des villes, sont, pour la plupart, demeurées errantes à travers les steppes et les forêts de la Germanie. Cependant, dès le temps d'Auguste, les plus intelligents d'entre les chefs Germains, un Arminius, un Marobaud, avaient été vivement frappés de la supériorité que donnaient aux Romains l'ordre et la discipline, et ils avaient dès lors essayé de procurer ces avantages à leurs compatriotes. Marobaud avait même un instant réussi à fonder en Bohême un véritable empire germain, où il avait imité l'organisation romaine. Mais cette tentative, ainsi que les efforts d'Arminius pour plier les Germains à l'obéissance, échouèrent contre l'instinct de farouche indépendance qui, sur le sol natal et comme s'il se fût retrempé

¹ Mignet, *Mémoires historiques. Introduction de l'ancienne Germanie dans la société civilisée*, p. 2.

chaque jour dans la secrète horreur des bois sacrés, étouffait tout autre instinct. Mais dès que les barbares se trouvaient sur le sol de l'empire et qu'ils avaient participé un peu de temps à la vie romaine, il n'en était plus de même. Ils s'assimilaient avec une étonnante facilité non-seulement les avantages, mais jusqu'aux vices de la civilisation. Il suffit de rappeler que sous les derniers Césars ils occupaient les plus hauts postes de l'Etat et qu'ils s'acquittaient des fonctions civiles aussi bien que des militaires. Quand, lors de l'invasion, ils débordèrent en masse sur le sol de l'empire, ils montrèrent promptement les mêmes dispositions que quand ils s'étaient répandus isolément soit dans les légions, soit à la cour des empereurs. On sait comme le frère d'Alaric, Ataülf, se laissa facilement gagner à l'alliance de Rome par sa captive Placidie, fille du grand Théodose, et combien il regrettait de ne pouvoir plier les Goths, trop barbares encore, à des lois qui eussent fait de lui non pas seulement leur roi, mais leur César-Auguste. Il est curieux d'observer le brusque changement qui s'opère dans l'esprit de ces rois Goths, quand ils ont contemplé quelque temps, du haut du pavois où leurs guerriers les élèvent, le spectacle imposant de la grandeur romaine, qui atteignait pourtant alors les dernières limites de son déclin. Après le meurtre d'Ataülf, son successeur, Sigeric, commence par maltraiter Placidie; huit jours après, il est renversé comme trop favorable à l'alliance romaine. Un nouvel élu, Wallia, jure une guerre éternelle à Rome, et ce fut lui, pourtant, qui reconquit l'Espagne pour le compte de l'empire, et fixa enfin à Toulouse, du consentement d'Honorius, la royauté jusqu'alors errante des Visigoths. Après la chute de l'empire d'Occident, Théodoric, vainqueur d'Odoacre et roi des Ostrogoths, crée un royaume d'Italie où il adopte et met en vigueur tous les principes de l'administration romaine. Ce royaume, à la vérité, fut éphémère; mais les rois des Visigoths ayant transporté en Espagne le siège de leur pouvoir, s'y implantèrent si bien, que lors de l'invasion arabe ils en étaient devenus les souverains nationaux, et que les deux races, à savoir les Germains et ces anciens sujets de Rome, les Celtibères, confondaient leurs cœurs dans un commun patriotisme, dont le feu sacré fut entretenu, en attendant l'heure du triomphe, par don Pélage et ses vaillants successeurs.

La conduite des rois Francs est plus curieuse encore. Clovis

reçoit de l'empereur d'Orient Anastase, les titres de patrice et de consul. L'idée d'ordre et de discipline fait de tels progrès dans l'esprit de ses successeurs, que les rois Mérovingiens, oubliant l'antique liberté des Germains, essayent de ressusciter à leur profit les règles tyranniques de la fiscalité romaine et le despotisme des Césars. Le Bas-Empire est sur le point de recommencer en Neustrie, et la régénération de la Gaule serait compromise, sans l'invasion austrasienne, qui vient renforcer l'élément germanique en substituant aux Mérovingiens corrompus la noble famille des Héristal. Le Bas-Empire est définitivement vaincu, mais l'idée d'ordre et de discipline est aussitôt reprise et mise en vigueur par Charles Martel, qui donne à la société nouvelle, où commencent déjà à se confondre Germains et Romans, son assiette définitive, en bornant les invasions au sud par la victoire de Poitiers, à l'est par une série de glorieuses campagnes contre les peuplades encore errantes qui se pressaient sur la frontière de la Gaule pour y entrer à leur tour.

L'œuvre de Charles Martel, continuée par Pépin le Bref, est achevée par Charlemagne. Ce grand homme réalise, autant que cela était possible, le rêve d'Arminius, de Marobaud, d'Ataülf. Il ceint la couronne impériale sans ressusciter le Bas-Empire, et tout en restant, d'esprit et de cœur, un idéaliste german. Avec Charlemagne, l'idée d'ordre et de discipline, c'est-à-dire la partie durable de la civilisation romaine, s'empare du sol même de la Germanie et dompte enfin pour toujours la farouche horreur des bois sacrés. La période de bouleversement et de rénovation est close ; la période d'organisation, d'où sortira le moyen âge, est commencée. J'ajouterai deux faits encore. La fraction de la race germanique demeurée en Allemagne, celle qui s'était laissé discipliner avec le plus de peine, se chargea bientôt de contenir et de fixer sur le sol qu'elles occupaient les peuplades slaves qui se pressaient derrière elle. Comme le dit M. Mignet ¹, « le mouvement de civilisation vers le Nord ne discontinua point. Les chefs de ces Saxons encore barbares en 789 au point de faire des sacrifices humains, de ces Saxons qui avaient résisté avec une opiniâtreté indomptable

¹ Mignet, *Mémoires historiques. Introduction de l'ancienne Germanie dans la société civilisée*, p. 159, 160.

pendant trente ans, furent, un siècle après, à la tête de ce mouvement. Ils devinrent les dominateurs de l'Allemagne et les empereurs de l'Occident. » Henri l'Oiseleur et les trois Othon se faisaient appeler Césars-Augustes : ils se réclamaient, non de Witikind, mais de Charlemagne. Le dernier fait que je signale a trait à la dernière invasion germanique, celle des pirates Scandinaves. Il ne semblerait pas, au premier abord, que ces Northmans, brûleurs de villes et de monastères, qui promènèrent si longtemps à travers la Gaule, dont ils remontaient les fleuves sur leurs barques légères, leurs incursions dévastatrices, dussent aisément s'attacher au sol et se plier à des lois. Le traité de Sainte-Claire-sur-Epte fit pourtant d'eux, pour ainsi dire sans transition, un peuple sédentaire et soumis, et de leur chef, le farouche Rollon, tige des ducs de Normandie, un ferme et habile administrateur. Quand le petit-fils de Rollon, Guillaume le Conquérant, passa en Angleterre, il représentait, ce me semble, en face des Anglo-Saxons en proie à des divisions funestes, l'ordre et la discipline, et le peuple anglais est peut-être redevable en partie à l'invasion normande ou plutôt française, de cet esprit hiérarchique et conservateur qui tempère si heureusement dans sa constitution politique l'expansion fougueuse de l'individualisme anglo-saxon. Quoi qu'il en soit, de la rapide énumération que je viens de faire, il résulte que, dans l'ordre politique et social, les Germains ont montré une singulière aptitude à s'assimiler ce qui leur manquait, je veux dire cet instinct d'ordre et de discipline que Rome avait laissé si profondément empreint dans l'esprit des peuples romans.

Le christianisme n'étant autre chose que l'ordre moral et la discipline par excellence, il n'est pas étonnant qu'il ait eu tant de peine à s'implanter sur le sol de la Germanie, et que pourtant les peuplades germaniques l'aient si facilement accepté, dès lors qu'elles s'établissaient sur le sol de l'empire ou quand un fréquent contact avec les Romains avait développé chez elles cette aptitude à s'organiser, qui ne parvenait point à se produire elle-même. L'aptitude des Germains au christianisme, qu'il faudrait conclure *a priori* des instincts idéalistes et individualistes de cette race privilégiée¹, se prouve *a posteriori* par deux

¹ Il n'y a pas contradiction avec ce que je dis plus haut. Le christianisme est l'ordre moral, mais librement accepté; c'est la discipline par excellence,

faits incontestables : en premier lieu la promptitude de leur conversion sitôt que d'heureuses conjonctures leur permettaient d'apprécier la supériorité de la loi du Christ sur leurs traditions religieuses ; en second lieu, leur merveilleuse inclination à devenir, après un peu de temps, de convertis convertisseurs. Il est bien remarquable que ce soit un peuple german (les Anglo-Saxons) qui ait fourni au christianisme saint Boniface, l'apôtre de la Germanie, et que ce pays, que n'avaient pu entamer les missionnaires de race latine, ait été conquis à la foi par ses propres enfants qui, repassant la mer jadis franchie par leurs aïeux, apportèrent la bonne nouvelle à leurs frères, c'est-à-dire aux futurs convertisseurs des Slaves. Le flambeau du christianisme que les peuples, de siècle en siècle, de région en région, se transmettent et se transmettront jusqu'au jour où il n'y aura plus qu'un seul troupeau et un seul pasteur, a jeté chez les Germains de trop vives lueurs pour qu'on puisse nier leur aptitude à le recevoir, et on peut remarquer encore des marques profondes de cette aptitude chez les nations mêmes que l'hérésie a enlevées à l'unité. Sur certains points (par exemple le repos du dimanche), qui pourrait nier que les Anglais n'aient les mœurs (qui dérivent proprement des aptitudes) plus chrétiennes que nous ? Dans l'ordre religieux et moral comme dans l'ordre politique et social, l'historien doit constater la merveilleuse faculté d'assimilation dont étaient doués les Germains.

Il en est de même dans l'ordre intellectuel. Aussitôt que les barbares se trouvèrent, soit individuellement, soit en masse, en contact avec les populations romanes, et qu'ils s'aperçurent, pour la première fois, de leur ignorance, ils se montrèrent avides de l'instruction qui leur manquait ; capables de la recevoir et d'en profiter, même jusqu'à l'excès, c'est-à-dire jusqu'à prendre les défauts des rhéteurs latins, leurs maîtres, au risque d'altérer l'originalité du génie national. Comme pour faire pendant aux ministres, aux généraux barbares des derniers temps de l'empire, il y eut à la même époque un poète latin barbare, un german dont les vers sont d'un goût aussi raffiné

mais la discipline que la conscience humaine, éclairée par Dieu, s'impose à elle-même. Le christianisme convenait merveilleusement à l'esprit german, puisqu'il n'est autre chose qu'une *obéissance raisonnable* aux lois révélées.

que ceux de Sidoine Apollinaire. « Ce qui frappe le plus dans Mérobaude, dit M. Amédée Thierry, c'est la correction de son langage et l'élégance recherchée de la versification. Rien n'y rappelle l'âcre saveur du terroir natal, et l'on y chercherait vainement quelque trace du génie germanique et de ses rudes élans; la muse des Scaldes s'est trop bien disciplinée sous la fêrule des rhéteurs latins ¹. » Après l'invasion, les rois barbares aimèrent à s'entourer d'hommes lettrés, ils s'efforcèrent de faire instruire à la romaine les fils de leurs leudes, et ils se piquèrent eux-mêmes de savoir et de bon goût. On sait que Chilpéric réformait l'alphabet et faisait des vers. Ce qui est ridicule dans un esprit étroit et bizarre comme celui du fils de Clovis, est admirable chez un grand homme comme le fut le fils de Pépin. Rien n'est plus touchant que cette passion de Charlemagne pour l'instruction, qui fit du vainqueur des Saxons et des Lombards le docile écolier d'Alcuin et qui, tourmentant son esprit durant les nuits où le sommeil fuyait ses paupières, mettait dans cette main victorieuse le poinçon des écrivains pour tracer sur des tablettes, toujours placées à son chevet, des caractères qu'elle ne formait qu'avec peine. Le précepteur de Charlemagne et de ses fils, le maître de l'école du palais, Alcuin, était un Anglo-Saxon. Les grands monastères fondés en Germanie par l'empereur, furent des foyers de lumière d'où l'instruction rayonna sur l'Allemagne. Au x^e siècle, à Gandesheim, en Saxe, une religieuse allemande composait, à ses heures de loisir, des drames latins où elle imitait le style de Térence. La race germanique a suffisamment prouvé depuis lors, elle prouve tous les jours encore, et trop souvent à notre honte, ses merveilleuses facultés et son incomparable puissance de travail dans l'ordre intellectuel. Il n'est donc pas utile d'insister plus longtemps sur ce fait, qui ne paraît guère contestable : l'aptitude des barbares à recevoir l'instruction qui leur manquait, et à mettre en œuvre, une fois acquises, les connaissances que leur transmirent les peuples romans.

S'il est vrai que, d'une part, les Germains apportèrent dans le mélange des qualités qui manquaient aux peuples romans, et qu'ils montrèrent, d'autre part, une merveilleuse aptitude à s'assimiler ce qui leur manquait à eux-mêmes, j'ai eu raison de

¹ *Saint Jérôme*, t. II, p. 379.

dire que le système de M. Littré ne tient point contre les faits. Il ne tient pas non plus, suivant moi, contre la loi générale de l'histoire, qui me paraît avoir été complètement méconnue par le savant académicien.

Les sociétés, les empires, naissent et meurent comme les hommes. Comme les hommes, leur vie se partage en périodes qu'on appelle des âges : ils ont leur enfance, leur jeunesse, leur maturité, leur vieillesse. L'historien qui contemple, comme en un miroir, l'image qu'ils nous ont laissée d'eux-mêmes, les voit croître et grandir, arriver à l'apogée de leur force et de leur beauté, puis descendre insensiblement, quand un brusque accident n'interrompt point tout à coup le cours de leurs destinées, la pente d'une inévitable décadence. Pour les sociétés comme pour les hommes, un jour vient qu'il faut disparaître et faire place, sur la scène du monde, à de nouveaux acteurs, à de nouvelles combinaisons. Cette loi, jusqu'ici, n'a point souffert d'exception, et tous les jours encore nous pouvons la voir se vérifier sous nos yeux. Les premières sociétés, j'entends les premiers essais d'une organisation assez forte pour que l'homme pût acquérir en sûreté l'instruction et former des règles pour la politique, pour les sciences, pour les lettres et les beaux-arts, Ninive, Babylone, l'Égypte des Pharaons, le grand empire des Perses, n'ont pas réussi à s'éterniser sur cette terre ni à se transformer au sein de leur décadence, et à renaître, comme le phénix, de leur propre anéantissement. La Grèce leur a succédé, et si vigoureusement qu'elle ait fleuri, dans la libre variété de ses républiques, la civilisation grecque se mourait tristement quand les légions de Rome vinrent l'arracher à un sol épuisé pour en décorer la ville éternelle. L'empire romain périssait quand les barbares s'en emparèrent. Recueillant les débris de ce grand corps, dont l'Eglise avait adouci la chute, ils édifièrent la société du moyen âge et les nations modernes. Qu'étaient-ils enfin ces barbares, sinon les nouveaux acteurs que l'inévitable loi de l'histoire, disons mieux, que la Providence réclamait pour de nouvelles combinaisons ?

S'il est un principe que l'histoire démente, n'est-ce pas celui qui a été formulé par M. Littré en ces termes absolus : « Les peuples barbares ont moins d'idées et moins d'aptitudes que les peuples civilisés ? » Moins d'idées, soit ; mais moins d'aptitudes ? L'Égypte, l'Assyrie, ne jouissaient-elles pas d'une civi-

lisation relativement florissante à une époque où les Grecs méritaient à coup sûr ce nom de demi-sauvages que M. Littré applique aux Germains des invasions ? Qui ne voit pourtant combien il serait peu juste de dire que les Grecs avaient moins d'aptitudes que les Egyptiens et les Assyriens ? Les Chinois ont été longtemps en avance sur les autres peuples, en fait d'organisation sociale, mais étant restés stationnaires, on les a vus dépassés par des nations qui, par rapport à eux, étaient autrefois des barbares. M. Littré pense-t-il que les Chinois avaient des aptitudes supérieures à ces nations qui les ont dépassés ? Non, sans doute. Un peuple peut donc être actuellement barbare par rapport à un autre peuple dont le génie est inférieur au sien, et dont les aptitudes, plus promptement développées, produiront moins et moins longtemps. Non, les peuples dits barbares n'ont pas nécessairement moins d'aptitudes que les peuples dits civilisés ; l'enfant qui, bégayant encore, peut à peine exprimer la plus simple pensée, porte parfois en lui le germe de créations plus belles que n'en ont produit les vieillards qui ont beaucoup appris, parce qu'ils ont beaucoup vécu. Il en est ainsi des nations, des empires, des sociétés. La société romaine, parvenue au dernier terme de la décrépitude, n'avait plus aucune aptitude. Le christianisme, destiné à sauver les hommes, n'avait point mission de sauver l'empire : le monde civilisé expirait de vieillesse. Les Germains sont venus ; ils se sont faits chrétiens, et ils ont tout rajeuni. Les débris d'un vieil édifice peuvent servir à une construction nouvelle ; mais on ne bâtit pas seulement avec des ruines.

MARIUS SEPET.

MÉLANGES

I.

L'ORDRE DE CLUNY DU X^e AU XII^e SIÈCLE¹

Jusqu'à présent l'histoire des grands ordres religieux était peu sortie de l'état préparatoire dans lequel l'érudition du dernier siècle l'avait laissée. Elle n'avait guère été étudiée qu'au point de vue général des institutions monastiques, sans acception de règle et de congrégation, ou au point de vue restreint d'établissements particuliers et isolés. Mais tel est le sort d'un but trop vaste ou trop étroit, que dans le premier cas il risque d'égarer l'attention, et que dans le second il s'expose à la laisser indifférente. Aucun historien ne s'était encore attaché à prendre un de nos grands ordres religieux depuis l'époque de sa fondation et à le suivre pendant toute la période active de son existence, en signalant la part spéciale et comme personnelle qu'il a prise à la marche de la civilisation, l'influence qu'il a exercée sur les événements et sur les institutions, le rôle particulier qui lui est échu dans ces luttes victorieuses de l'orthodoxie contre l'erreur, des sciences et des arts contre l'ignorance et la barbarie. Cet exemple si désirable vient d'être tout

¹ *Histoire de l'Ordre de Cluny depuis la fondation de l'Abbaye jusqu'à la mort de Pierre le Vénérable (909-1157)*, par J.-H. PIGNOT. Autun, Dejussieu, 3 vol. gr. in-8°. (Publication de la Société Eduenne.)

récemment donné à propos d'un des ordres les plus illustres de l'Église, celui de Cluny, et il mérite trop de servir de modèle pour ne pas solliciter l'attention. Peu d'ordres étaient en outre plus dignes de trouver et d'inspirer un historien. Pendant plusieurs siècles en effet, Cluny fut en France le bras de la papauté, à l'étranger l'instrument de l'influence française, partout où il prit racine le régénérateur des mœurs monastiques. Sa naissance coïncide avec la période la plus désorganisée et comme la plus accablée de notre histoire. Au milieu des convulsions qui préparèrent et qui suivirent la chute de l'empire carlovingien, des troubles qui accompagnèrent les incursions normandes, de la faiblesse des princes, de l'audace oppressive des grands vassaux, de la misère et du découragement des peuples de l'abaissement de l'Église, la création de l'ordre de Cluny fut le premier essai de réparation et la première lueur d'espérance. Il naquit au commencement de ce dixième siècle que sa stérilité pour le bien et sa disette d'écrivains ont fait appeler par Baronius un siècle de fer et d'obscurité, à ce point qu'au spectacle des maux de toute sorte qui environnèrent son berceau, on se demande ce que fût devenue la société sans l'Église, l'Église sans l'ordre monastique, l'ordre monastique lui-même sans la réforme clunisienne.

Cluny apporta dans le monde une forme nouvelle de la vie religieuse. Il fut la première tentative, faite avec succès, dans le but de réunir non-seulement sous une même discipline, mais encore sous un même chef, un grand nombre d'établissements particuliers. Jusqu'alors il y avait eu des règles, il n'y avait point eu d'ordres. On disait bien la règle de saint Benoît, de saint Basile, de saint Augustin, on ne disait pas l'ordre de saint Benoît, de saint Basile, de saint Augustin. Quelquefois même il n'y avait point eu de règle du tout : pour ces Sabaraïtes par exemple, dont M. Pignot nous parle au commencement de son introduction, qui vivaient selon leurs caprices, sans supérieurs et presque sans religion, et pour ces girovagues ou moines errants, philosophes cyniques du christianisme, qui se faisaient un cloître du monde entier. De toutes ces règles, celle de saint Benoît était la plus parfaite, la mieux appropriée aux forces et aux aptitudes de l'homme ; contenant à la fois et développant les unes, favorisant les autres, elle était arrivée, par la réforme progressive des individus à la réforme de la société, où elle avait fait prévaloir la pratique des préceptes évangéliques. Mais la règle de saint Benoît, excellente pour les moments de ferveur, est insuffisante dans les temps de relâchement ; laissant aux monastères toute leur autonomie et une indépendance absolue, n'établissant entre eux aucun lien hiérarchique, ne tirant en un mot sa force que d'elle-même, il arriva trop souvent que toutes les fois que cette force vint à manquer ou seulement à faiblir, nulle autorité extérieure ne put rétablir la régularité perdue. La chute était alors sans mesure et sans remède. Dans bien des cas, l'exemption de la juridiction épiscopale avait encore aggravé le mal. Soustraits à l'immixtion périlleuse des évêques de la race franque, les monastères, tombés dans le relâchement, n'avaient pas

trouvé, dans les effets lointains et intermittents de *la liberté romaine*, l'appui réparateur dont ils avaient besoin. Enfin, la présence des barbares dans les cloîtres mérovingiens avait conduit à la fusion des races ; mais, nul ne s'en étonnera, leur introduction y avait du même coup introduit la barbarie. Aussi la nécessité d'une réforme était-elle tellement évidente, que les princes carlovingiens n'hésitèrent pas à placer toute leur puissance au service des efforts tentés par Arnulphe de Marmoutiers et par saint Benoît d'Aniane. A cette occasion, M. Pignot a très-légitimement défendu, contre les critiques de M. Guizot, les tentatives de ces deux réformateurs (p. XLIV). Mais pour cicatriser les blessures morales et matérielles de la commende militaire, la sécurité était la première condition du succès. A peine la réforme d'Aniane commençait-elle à faire sentir partout ses bons effets, que la présence de nouveaux barbares, remettant en question l'existence même de la civilisation, précipita la société monastique dans un état pire encore que le premier.

Mais l'Église puise dans sa doctrine une force civilisatrice qui ne lui permet pas le désespoir, alors même que l'espérance semble n'être que le rêve des insensés ou des aveugles. Au temps où l'anarchie universelle avait acquis sa plus redoutable intensité, où la société religieuse presque tout entière avait été littéralement mise en fuite ou sur le pavé par les invasions normandes, un des plus grands vassaux du midi eut l'inspiration de recueillir, dans un nouveau monastère, les plus pures épaves du naufrage monastique. Négligeant pour cela les éléments trop mêlés et trop incertains que lui offrait l'Église méridionale, Guillaume le Pieux, duc d'Aquitaine, vint chercher, dans les montagnes du Jura, les instruments de la pensée qu'il méditait : il les trouva parmi les religieux de la Balme et de Gigny, et surtout dans leur chef, le bienheureux Bernon. Rien n'autorise à croire cependant que ni le duc Guillaume, ni même Bernon, aient eu en vue de fonder autre chose qu'une abbaye plus régulière que les autres. Rien surtout ne permet de penser qu'ils aient prévu l'immense moisson qui allait un jour sortir de ce grain de semence jeté sur le territoire de la *Villa* de Cluny. Aussi est-ce avec saint Odon, son second abbé, plutôt qu'avec Bernon, que le nouveau monastère fit les premiers pas dans cette voie d'assimilation et de conquête qui allait en faire le chef de l'Europe monastique. Au début, M. Pignot nous donne les détails les plus curieux et les plus neufs sur la famille de saint Odon, et en particulier sur son père, ce jurisconsulte carlovingien, nommé Abbon, qui passait son temps dans la prière, la lecture de Tacite et de Tite Live, l'étude des *Novelles* de Justinien et la mise en pratique, dans ses propres domaines, des maximes de la législation romaine : portrait d'un véritable sage, non-seulement des temps barbares, comme le dit l'auteur, mais d'un sage de tous les temps. Il était un des conseillers du duc Guillaume, et il l'assistait souvent dans ses *placita*, qui, mieux étudiés, nous donneraient sans doute, avec son nom fréquemment répété, de nouveaux détails sur cette existence si curieuse à connaître. Tourné d'abord vers l'étude des lettres, puis, à l'époque

de son adolescence, vers les exercices militaires, saint Odon ne tarda pas à chercher sa véritable voie, qu'il finit par trouver à la Balme, près de Bernon, dont il devint le disciple et qu'il suivit à Cluny, où il lui succéda. Théologien profond dans son traité des *collations*, orateur pathétique dans son sermon sur l'incendie de la basilique de Tours, historien dans la vie de saint Géraud, comte d'Aurillac, et dans celle de saint Grégoire de Tours, poète dans ses hymnes sur saint Martin, très-versé dans l'art de la musique, dont il composa un manuel pratique en forme de dialogue, saint Odon résumait à un haut degré l'ensemble des connaissances de son temps. Mais il rendit encore un plus grand service à la société par sa vie que par ses écrits. Introduceur de la réforme clunisienne à Fleury-sur-Loire, à Saint-Sauveur de Sarlat, à Saint-Austremoine de Clermont, à Saint-Pierre-le-Vif de Sens, il mourut en 942, laissant derrière lui un puissant germe de bonnes mœurs et de sainteté, qui rendit à jamais impossible le retour des désordres passés.

De son successeur moins connu, Aymar, date le grand accroissement de la propriété clunisienne, sur l'origine et la constitution de laquelle M. Pignot donne les explications les plus précieuses pour l'histoire du droit.

La vie du quatrième abbé de Cluny nous fait entrer dans une période d'apaisement relatif et dans une région plus calme et plus sereine. Elle présente surtout un contraste frappant avec l'existence troublée de son prédécesseur. Saint Odon avait eu le caractère porté à la tristesse. Il voyait le côté sombre des choses et des hommes, et son austérité était d'autant plus grande que le relâchement était plus grand autour de lui. Doué au contraire d'une âme ardente et prompte à l'espérance, saint Mayeul avait l'enthousiasme de la vertu... « Avec lui, dit M. Pignot, s'adoucit cette austérité dont Odon avait été le sévère apôtre. Doux, plein de tendresse et d'indulgence, aimant les lettres et l'éloquence pour leurs résultats spirituels, mais aussi pour elles-mêmes, il fut le premier des abbés de Cluny chez qui la miséricorde devint le fond du caractère, le culte de l'intelligence et de l'art un goût dominant. Il inaugura, en quelque sorte, une phase nouvelle dans l'histoire de l'esprit monastique. » (T. I, p. 303.) Par ses relations personnelles avec les empereurs Othon I^{er} et Othon II et surtout avec l'impératrice Adélaïde, saint Mayeul ouvrit l'Allemagne à l'influence française. Avec lui la réforme gagna les grandes abbayes de Lérins, de Marmoutiers, de Saint-Germain d'Auxerre et de Saint-Maurs-des-Fossés. Enfin c'est à l'action de cet homme incomparable que la Provence dut l'expulsion définitive des Sarrasins.

C'est surtout avec saint Odilon et avec saint Hugues de Semur, successeurs de saint Mayeul, que Cluny atteignit le plus haut degré de son influence et de sa gloire. Un instant troublée par cette panique de l'an 1000, qui fut sur le point d'aboutir à une sorte d'effacement plus voisin du désespoir que du repentir, la constitution de l'ordre prit un nouvel et plus actif essor sous ces deux abbés, et dès lors le rêve de la grande monarchie monastique fut sur le point

de devenir une réalité. A côté des deux chefs du monde chrétien, du pape et de l'empereur, les successeurs de Bernon avaient entrevu une troisième place pour le chef de tous les monastères de l'Occident. Aux abbayes déjà soumises à Cluny, étaient rapidement venues se joindre Souvigny, Gasay, Marcigny, la Charité, Saint-Flour, Charlieu, la Voulte, Nantua, Saint-Sauveur de Nevers, Moissac, Saint-Martin-des-Champs, Beaulieu en Argonne, Figeac, Saint-Saturnin-du-Port, la Daurade, Monstierneuf, Saint-Eutrope de Saintes, Sauxillange et plus de cinquante autres monastères, avec les prieurés qui en dépendaient, pour la France seulement. En Italie, la Cava avait remplacé le Mont-Cassin vieilli. L'ordre naissant y comptait en outre vingt-deux monastères. Il en avait trente-huit en Angleterre et en Écosse, vingt-cinq en Espagne, six en Allemagne et en Suisse. Avec cette sorte d'universalité, jointe à tant de vertu, faut-il s'étonner que l'action de Cluny se retrouve dans toutes les œuvres de la civilisation chrétienne? en Italie, dans l'appui prêté à la papauté contre la politique oppressive des empereurs; en Angleterre, dans la lutte soutenue par saint Anselme contre la simonie et dans la victoire du grand évêque de Cantorbéry et sa réconciliation avec Henri I^{er}; dans la péninsule Ibérique, par des résultats si extraordinaires que nous en emprunterons le résumé aux savantes recherches de M. Pignot : « La Castille, maintenue, comme le noyau de l'unité future de l'Espagne, entre les mains d'un prince d'origine française; le Portugal arraché aux infidèles et constitué en comté souverain par un autre prince français, dont le fils allait devenir premier roi et législateur de ce pays; des Français placés à la tête des évêchés et des monastères, des Français investis des principales fonctions civiles et faisant pénétrer partout leurs idées, leurs usages, leurs institutions, leur langue : tels furent les résultats de la politique de Grégoire VII, secondé par Hugues de Cluny et par le primat Bernard. Quel que soit le jugement que l'on porte sur cette invasion de moines et de seigneurs étrangers, sur le pacte entre Henri et Raymond de Bourgogne; quelles que soient les ambitions qui agiterent religieux et chevaliers, le but était grand et la civilisation espagnole n'eut qu'à s'en féliciter. » (T. II, p. 143.) C'est encore à Cluny que l'Espagne doit la substitution de l'écriture française à l'écriture gothique, et celle de l'ère chrétienne à l'ère espagnole.

C'est particulièrement en France que l'action de Cluny eut les conséquences les plus décisives, par l'établissement de la Trêve de Dieu, l'expulsion des Sarrasins, la croisade contre les pirates d'Afrique et surtout par le voyage du pape Urbain I^{er}. Ce dernier événement fut le signal d'un changement trop complet dans le centre d'action de la papauté, pour que nous n'emprunions pas encore à M. Pignot le récit des résultats qu'il lui attribue : « Ce voyage, dit-il, fut un des grands événements du siècle, non-seulement par ses résultats immédiats, mais parce qu'il inaugurerait, de la part du Saint-Siège, une politique nouvelle. Ce n'était plus en effet à l'Allemagne à demi barbare, à son empereur schismatique, que la

papauté demandait désormais l'appui nécessaire pour continuer son œuvre : c'était à la France. La France devenait et devait rester jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle l'asile de la papauté persécutée. Elle fut redevable de cet honneur à l'ordre de Cluny ; et qui peut savoir quels cours auraient pris les événements sans ses moines, et ce que la France eût perdu en gloire et en influence ? » (T. II, p. 164.) Aussi le spectacle de toutes les merveilles, opérées par l'action clunisienne, faisait-il dire à un juge compétent, saint Pierre Damien, que ce n'était point là l'œuvre de l'homme, mais celle de l'Esprit-Saint lui-même.

Le deuxième volume se termine par cinq chapitres qui présentent un intérêt particulier : les deux premiers consacrés aux coutumes monastiques de Cluny ; le troisième, aux coutumes civiles, à la condition des serfs de l'abbaye et des hommes libres, aux franchises du bourg de Cluny, au droit privé et au droit civil ; les deux derniers, à l'art clunisien et à son extension en Italie, en Espagne, en Angleterre et en Palestine.

Le troisième volume est rempli tout entier par l'étude de la vie et des écrits de Pierre le Vénérable. C'est à la mort de ce grand homme que M. Pignot a terminé son œuvre, au moment où Cluny passe à Cîteaux cette lampe de sainteté qui change quelquefois de mains, mais qui ne s'éteint jamais dans l'Eglise. L'ordre de Cluny n'avait pu servir de guide et d'instrument à la papauté, jouer le rôle de médiateur entre les princes, se trouver mêlé à toutes les affaires du temps, sans que son principe monastique ait été modifié, puis altéré et finalement compromis. Bien avant la réforme de Cîteaux, les esprits ascétiques s'étaient trouvés inquiets et gênés sous la majesté somptueuse des cloîtres clunisiens, où les mille bruits du dehors venaient fréquemment se confondre avec la psalmodie. Dès le commencement du ^{xii}^e siècle, Bernard de Tiron s'était fait l'interprète de ces sentiments de réaction. Vêtu d'habits grossiers, monté sur un âne, comme pour protester contre la suite nombreuse dont les abbés de Cluny se faisaient accompagner dans leurs voyages, il était parti de Poitiers pour Rome, où il était allé plaider, près du pape Pascal II, la cause de l'austérité. « Son institut, dit M. Pignot, avait un caractère tout populaire, il était par la parole de son fondateur, qui possédait une grande autorité sur les classes inférieures, par la malpropreté des vêtements et du corps, dont il faisait une vertu à ses disciples. Cluny était, en comparaison, un ordre aristocratique. Des princes et des seigneurs peuplaient ses abbayes et ses prieurés. Les principales basiliques du siècle s'élevaient par les mains de ses moines. Ses abbés encourageaient toutes les connaissances, toutes les industries, tous les arts. Avec Bernard de Tiron, au contraire, le moine était l'homme de la solitude et de la macération, une sorte de laboureur robuste et d'ouvrier religieux. Il était mort au monde, mort aux idées, n'ayant d'autre pensée que celle de l'expiation et de la pénitence. » (T. III, p. 230.) Mais pour lutter contre Cluny, cette réforme avait besoin du génie de saint Bernard, qui comprit, comme le dit M. Pignot, « que tout

en augmentant l'esprit de pauvreté, le travail des mains, le renoncement, il ne fallait pas comprimer le développement des facultés de l'âme et abdiquer toute influence sur la société. » (*Id.*) La mission de Cluny avait été d'absorber les éléments grossiers et confus du monachisme mérovingien, et d'en tirer l'image et le modèle d'une société véritablement organisée, pleine de sève et de vertu, à l'exemple de ces plantes vigoureuses qui puisent dans les sucs mystérieux du sol les fruits qui nous font vivre. Cluny a noblement accompli cette tâche, et pour s'en convaincre, il suffit de comparer l'informe société du x^e siècle où vécut Bernon, avec celle du xii^e où mourut Pierre le Vénérable. L'intervalle qui sépare ces deux époques est trop entièrement occupé par l'ordre de Cluny pour qu'on puisse contester à ses abbés le bénéfice qui résulte de cette comparaison; l'histoire le leur adjugera pleinement. Avec Pierre le Vénérable, l'ordre atteignit son apogée et vit commencer son déclin. La grande monarchie monastique, placée dans les rêves d'Odilon et de Hugues de Semur, à côté de la papauté et de l'empire, s'évanouit entre ses mains. Il n'avait été dans la destinée d'aucun de ces grands pouvoirs de réaliser la vaste conception souhaitée par tant de nobles esprits : la division devait maintenir les éléments de la lutte et les éléments de la réparation qui sont à la fois le châtiment et la ressource des sociétés. Pierre le Vénérable fut témoin de cette dissolution et, comme Charlemagne, il put prévoir la marche rapide de ces normands d'une autre sorte, saint Dominique et saint François, qui allaient changer l'objectif de la vie religieuse, joindre la pauvreté collective à la pauvreté individuelle, la prédication à la prière, substituer l'aumône que l'on demande à l'aumône que l'on fait, l'existence de la rue et de la place publique à celle du cloître, la réforme des individus à celle des institutions. Mais, ainsi que le dit très-bien M. Pignot, « c'est une des prérogatives du christianisme d'ouvrir à la vertu une foule de voies différentes; c'est un des besoins de l'Église d'employer des serviteurs de toutes sortes. » (T. III, p. 502.) L'ordre de Cluny fut longtemps un de ses serviteurs les plus illustres, les plus heureux, les plus comblés et nul n'a exposé avec autant d'érudition, d'abondance et de solidité que M. Pignot, les services que cet ordre a rendus à l'Église et à la société. *L'Histoire de l'ordre de Cluny* sera l'honneur des publications historiques de ces dernières années, et à ce titre, nous avons dû en parler avec une certaine étendue, bien éloignée cependant de se mesurer à son importance et à son intérêt. Ce livre est écrit avec cette gravité de langage qui emprunte son principal luxe à l'emploi constant du mot propre, et avec ce recueillage scientifique qui convient aux grandes œuvres. Puisse-t-il rencontrer beaucoup d'imitateurs qui, s'inspirant d'un tel modèle, mériteront le même succès !

ANATOLE DE CHARMASSE.

II.

UN ÉPISODE DU GRAND RÈGNE

MADAME DE MONTESPAN ¹

Louis XIV a ses taches comme le soleil qu'il avait pris pour emblème. A son moment le plus glorieux (1667-1683), quand il a en quelque sorte enchaîné la victoire à sa fortune, quand les arts et les lettres entourent magnifiquement son trône, ses passions indomptables sont comme les nébuleuses d'un ciel brillamment constellé. Soyons juste ; il n'est pas sans excuses. Fatiguée des discordes égoïstes des deux Frondes, la France s'était prise d'une exaltation monarchique. Nous avons dicté les clauses du traité de Westphalie, vaincu de nouveau l'Espagne, conquis la paix par de rapides triomphes. En 1667, l'Europe faisait silence autour du monarque. En même temps, la cour était splendide, peuplée de beautés piquantes ; tout semblait convier le jeune prince au plaisir ; on était heureux de ses regards, à plus forte raison, de ses faveurs ; et Marie-Thérèse, timide et de peu d'imagination, n'avait pas d'empire sur cette nature fougueuse et hautaine. Déjà la tendre La Vallière avait subjugué Louis XIV. Elle cachait mal sous le velours et la soie ses pieuses tristesses, lorsqu'Athénaïs de Mortemart, dame d'honneur de la reine, rencontra dans le cœur du prince l'aimable duchesse. On vit alors dans les solennités civiles et militaires *les trois reines*. Quand le couvent de la rue Saint-Jacques eut enfin abrité les remords de sœur Louise de la Miséricorde, Madame de Montespan régna sans partage. Elle obtint, pour cause de *sévices graves*, une séparation en bonne forme, et le rude Colbert, pour s'insinuer fort avant dans les grâces de *Jupiter*, saisit l'occasion de persécuter et d'éloigner à jamais le malencontreux époux.

¹ *Madame de Montespan et Louis XIV. Étude historique*, par M. Pierre CLÉMENT, de l'Institut. Paris, Didier, 1868, in-8° de VIII-494.

Maintenant donc, plus d'alarmes. Les attrait de la maîtresse ont du prestige. Sa démarche est imposante, sa taille élégante et souple, son teint d'une blancheur éblouissante, ses grands yeux noirs sont souvent chargés de langueurs. Louis XIV est sous le charme. Comme elle est pleine de fantaisies, gaie, colère, « amusante et insupportable ! »

Elle pleure, elle rit, elle est *tonnante et dominante*, dit Madame de Sévigné. Généraux et ministres sont à ses pieds ; elle se grise de sa puissance. Si la politique lui est interdite par l'omnipotence royale, elle se réserve les pensions, les fêtes, la comédie, le luxe effréné, les équipages, les toilettes, les somptueuses demeures. Elle joue un jeu d'enfer, elle perd 700,000 écus, et engage 150 pistoles sur trois cartes. On bâtit à cette *Armide* un palais aux portes de Versailles, à Clagny. Colbert gronde, il blâme les constructions, les revues, les promenades militaires qui épuisent le Trésor. Mais que voulez-vous ? ne faut-il pas des merveilles pour la favorite ? Le roi est pressant, il écrit lettres sur lettres ; qui donc s'aviserait de refuser quelque chose à la REINE de son choix ? « Qu'on lui achète, au prix de deux mille écus, les tourterelles les plus passionnées, les truies les plus grasses, les vaches les plus pleines, les moutons les plus frisés et les oisons les plus oisons » : le tout, y compris les terres de Clagny et de Glatigny, coûte 2,861,728 livres 7 sous 8 deniers ; cette fois Louis XIV — il n'était plus temps — trouve la *dépense excessive* ; oui, certes, excessive ; le budget de la marine ne dépassait pas 12 millions.

Voici venir sept bâtards ; ils seront richement dotés aux frais de Trésor, et légitimés aux dépens de la morale. Lauzun, pour recouvrer sa liberté, devra donner au duc du Maine, de par le roi, les biens dont M^{lle} de Montpensier, en vue d'un prochain mariage, l'avait doté. C'est là un odeux arbitraire. Mais n'importe ! tous les courtisans adressent placets et requêtes. *Quanto*, comme l'appelle Madame de Sévigné, ne gouverne pas, mais elle règne. Les caractères s'abaissent aux adulations humiliantes : la noblesse s'ennuie dans ses manoirs et afflue à Versailles ; elle s'y oublie, elle s'y ruine ; le premier coup de tonnerre l'avertira qu'une révolution approche, qui expiera bien des hontes. Le gros de la nation n'est pourtant pas atteint par la contagion du scandale. La bourgeoisie garde ses antiques vertus : le peuple souffre des impôts et de la guerre, mais en silence, et il dit encore avec sa vieille fidélité : *si le roi savait !* Beaucoup de gentilshommes des provinces, il faut se hâter de le dire, continuent de faire aimer autour d'eux et vénérer leur blason. A la cour même, les écarts de l'oisiveté, les extravagances du plaisir suscitent des protestations courageuses. On est triste ou l'on s'absente pour infliger un blâme senti. Rien d'ailleurs n'est cynique ni de mauvais ton dans ces entraînements sensuels. Le scepticisme ne vient pas en aide à la licence ; ces grands seigneurs, ces grandes dames, reviendront au devoir et sauront se relever par les sévérités du repentir.

Madame de Montespan, dureste, n'a pas l'âme sereine, quand

son front est radieux, quand les diamants ruissellent sur sa poitrine. Elle essaye de racheter ses torts par la charité ; elle répand des aumônes, elle protège les déshérités de la fortune, les artistes et les gens de lettres ; en 1678, elle fonde à Saint-Germain un hôpital de vieillards. Combien de fois elle se retire pour prier ! Elle entend la messe, elle jeûne et fait maigre, essayant de conjurer la justice de Dieu.

Son royal amant, à son tour, demandait vainement au fracas des jouissances et aux pompes de l'orgueil une paix qu'ils ne pouvaient lui donner. Il écoutait les remontrances, il gémissait de sa chaîne, et loin d'éteindre la foi religieuse toujours vivace au fond de son âme, il l'entretenait par des pratiques extérieures, qu'on a voulu entacher d'hypocrisie, mais qui étaient certainement droites et franches.

La dernière heure de cette liaison doublement adultérine allait venir. Trois hommes ont attaché leur nom à cette œuvre de réparation chrétienne : Bourdaloue, le P. de la Chaise, et surtout Bossuet. Dès l'année 1675, un premier coup salutaire fut donné.

Bossuet put obtenir une séparation ; il la crut un instant définitive. Si la passion l'emporta de nouveau, du moins fut-elle comme blessée au cœur. De 1675 à 1683, époque décisive, cette union fut saccadée, entrecoupée de récriminations violentes. Vers 1680, une lutte souveraine s'engage entre Madame de Montespan et Madame de Maintenon, dont les grâces et la raison persuasives font espérer déjà une grande conquête. La favorite était bien déchuë ; elle n'avait plus l'accent dominateur. Le roi, pour s'étourdir dans une suprême effervescence de caprices, portait çà et là ses hommages. Mademoiselle de Fontanges l'avait capté ; elle avait le tabouret de duchesse, des carrosses à six chevaux, des pierreries à profusion ; et qui donc se chargeait officiellement de sa parure ? Sa rivale, Madame de Montespan. La néo-duchesse fut emportée par une catastrophe. Avait-elle été empoisonnée ? De graves soupçons se dirigèrent sur la jalouse marquise. Une fille de la Voisin et la Filastre l'accusèrent ; mais les prudents avis de Colbert et la consultation secrète de l'avocat Duplessis assoupirent cette affaire dangereuse ; nous aimons à croire que ce fut justice.

En 1683, la reine s'éteignit, et cette mort brisa le dernier lien qui séparait du devoir les deux amants. L'année suivante, Louis XIV épousait secrètement Madame de Maintenon, et sa *seconde vie*, de tout point sérieuse et pure, donna de rares exemples de modération dans la puissance, et de fermeté dans l'infortune. La première, si célébrée en vers et en prose, n'avait pas eu cette grandeur. Quoiqu'on en dise, en régularisant ses habitudes, le roi ne jeta la cour ni dans la tristesse, ni dans l'hypocrisie. Les soirées ne cessèrent pas, témoin Dangeau, d'être joyeuses, et si le vice dut prendre les livrées de la vertu, ce culte extérieur spontanément rendu à la religion et à la décence n'accusait pas le prince, il l'honorait.

Madame de Montespan prit d'abord vaillamment son parti ; ne pouvant plus jouer à la cour les premiers rôles, elle se rabattit sur ceux de grande coquette, en attendant qu'elle fût vaincue, elle

aussi, par la conscience. De 1683 à 1691, elle organisait dans le grand monde des fêtes et des bals masqués : on dansait, on jouait l'opéra, on chantait jusqu'à minuit. Pour échapper aux désenchantements, la reine tombée se tournait avec sollicitude vers ses enfants : le duc d'Antin, son fils légitime, avait épousé Mademoiselle d'Uzès, petite fille de M. de Montausier ; Madame de Sondrin, de la famille des Noailles, s'était unie au fils du duc d'Antin ; Mademoiselle de Nantes était devenue duchesse de Bourbon, et Mademoiselle de Blois duchesse de Chartres ; ces mariages et ces ménages l'occupaient. Souvent elle se retirait chez la grave et sage abbesse de Fontevault, sa sœur ; enfin, en 1691, elle annonça qu'elle quittait irrévocablement la cour.

Le couchant de sa vie fut doux et radieux. Les exercices d'une piété convaincue, les largesses d'une charité ardente qui multipliait les fondations religieuses et hospitalières, étaient ses délices. Les plus hauts personnages la visitaient ; elle les recevait avec courtoisie dans son *unique* fauteuil, et faisait toujours grande figure avec eux. *Le lit du roi*, conservé dans ses appartements, a fait croire que, depuis la mort de Marie-Thérèse, elle se croyait moralement reine. C'est possible ; peut-être même quelques éclairs d'orgueil traversaient-ils de temps en temps son âme, et cependant il reste vrai que son humilité fut profonde et sa pénitence acérée. En expiation de ses voluptés coupables, elle portait des jarrettières, des bracelets et une ceinture garnis de pointes de fer. Dure à elle-même, sa nature vive et spirituelle ne l'abandonnait pas. Elle entretenait avec le docte Huet des relations épistolaires où brillait son tour d'esprit ; et comme le savant évêque faisait des vers, non pas seulement en latin et en grec, mais en français, elle se piquait au jeu, et versifiait agréablement ses propres saillies. Marier de pauvres orphelins pieusement élevées, était pour elle un délassement de prédilection ; elle parlait gaiement de ses négociations, dont elle *tenait boutique*, disait-elle, et *faisait commerce*, attendu qu'elle en avait de *grands magasins*. En 1707, sa mort édifiante fut précédée d'une amende honorable devant une assistance attendrie. La *Gazette de France*, journal officiel, garda un silence qui fut remarqué.

M. Pierre Clément a bien saisi dans ses vicissitudes cette vie orageuse et recueillie. Son érudition patiente et sagace a rajeuni une phase du grand règne. On sait s'il a horreur du lieu commun : il s'est dit à bon droit que les archives publiques et les cabinets privés n'avaient pas livré tous leurs secrets sur de hauts personnages. Ces arcanes, il les a mis au jour ; et cependant il ne se flatte pas, tant son impartialité de savant est grande, d'avoir donné le dernier mot de son sujet dans sa nouvelle *Étude*.

A l'aide des correspondances de Madame de Maintenon, de Madame de Sévigné, de Bussy-Rabutin, de beaucoup de documents complètement ignorés ou peu connus, et d'un grand nombre de lettres, la plupart inédites, adressées par Madame de Montespan au savant Huet, au maréchal et à la maréchale de Noailles, il a porté

la lumière en des coins obscurs ou imparfaitement explorés. Son volume a un courant d'anecdotes et des agréments de style qui dissimulent les aspérités de la science. Après les récits, les lettres, — il y en a 88, — où les personnages que nous venons de nommer, et bien d'autres, se groupent autour de la spirituelle Montespan et lui donnent la réplique, ou même prennent l'initiative de la parole, bien qu'elle tienne d'habitude le dé de la conversation. Nous aurions aimé que plusieurs de ces lettres eussent pris place dans le texte ; elles l'auraient, ce nous semble, singulièrement animé. L'appendice, suivi d'une très-bonne table analytique, est riche de treize pièces. C'est comme une galerie où figurent les portraits de Madame de Montespan ; la sentence de séparation entre elle et son mari ; la transaction intervenue entre eux après la séparation ; les dépenses de la marquise ; ses rapports avec les filles de Saint-Joseph auprès desquelles elle aimait à demeurer ; ses établissements hospitaliers et religieux ; sa mort et l'inventaire de son mobilier au château d'Oiron ; cinq lettres autographes de sœur Louise de la Miséricorde, ex-duchesse de La Vallière, dont la 1^{re} et la 3^e sont probablement inédites ; le marquis de Montespan et Louvois ; Colbert et Fénelon, censeurs de Louis XIV ; Mademoiselle de Fontanges ; les tables de jeu et le mouvement des mœurs au xvii^e siècle.

M. Pierre Clément, avons-nous dit, est impartial : il n'a jamais de parti pris ; il laisse aux documents leur valeur et leur sens, et il en fait sortir de belles révélations. Les faiblesses de Louis XIV ne lui cachent pas sa grandeur ; le xvii^e siècle, malgré ce qui lui manque, a ses sympathies et son admiration. Nous le félicitons sincèrement d'avoir signalé, dans les prêtres courageux qui travaillèrent à la conversion du prince et de la marquise, des hommes d'élite aussi recommandables par la hauteur du caractère que par l'intégrité de la vie ; il ajoute vraiment quelque chose à l'auréole de notre grand Bossuet. Un mot de réserve seulement. Nous le voudrions moins sévère pour Madame de Maintenon. Il nous est impossible de voir en elle, au lieu d'une mission providentielle vaillamment remplie, l'habile diplomatie d'une ambition qui tendait, pour arriver jusqu'au trône, à éconduire une rivale. Elle combattit dans Madame de Montespan, et avec quelle constance en dépit des épreuves, non la femme qui gênait, mais la courtisane qui déshonorait. Malgré ses défauts de caractère humblement avoués par elle, on doit lui reconnaître une puissance de sacrifice, une fermeté d'abnégation qui s'élevaient presque à l'héroïsme. Combien de fois elle voulut quitter la cour, rassasiée qu'elle était d'avaries !

Son directeur la maintenait toujours à son poste d'honneur. Elle y resta ; il faut en bénir sa mémoire. Quant à sa jeunesse, nous n'admettons pas qu'on en suspecte la pureté ; il faut récuser Saint-Simon, Ninon de Lenclos, la Palatine, La Fare ; autant de mauvaises langues, autant d'ennemis passionnés et sans scrupules. Sur cette matière délicate, nous avons les témoignages de Madame de Maintenon et de ses respectables amies ; il faut s'y tenir. Que serait l'histoire si elle écoutait les pamphlets ?

En somme, nous aimons ce livre éloquent, érudit et sincère. De ces pages si saines se détache en relief cette maxime trop méconnue : les folies des souverains coûtent cher aux peuples.

Quidquid delirant reges, plectuntur Achivi.

ALFRED DURAND.

III.

L'HISTOIRE DES DUCS DE BOURBON ¹

L'ouvrage inédit de La Mure sur les ducs de Bourbon mérite d'être rangé parmi les œuvres importantes qui ont paru de nos jours. Rien n'a été épargné pour le rendre digne de figurer au premier rang. Le côté artistique a été aussi soigné que le côté scientifique. Tiré sur papier vergé à 500 exemplaires, dont il ne reste plus qu'un petit nombre, ce livre a été imprimé par M. Louis Perrin, le célèbre typographe de Lyon, avec des caractères dont le modèle est emprunté aux meilleurs types du xvi^e siècle. De nombreuses gravures sur bois, insérées dans le texte, habilement dessinées par M. A. Steyert, et gravées par plusieurs artistes, entre autres par M. Best, lauréat de la médaille d'or à l'exposition universelle de 1867, reproduisent, ici les portraits des ducs et duchesses de Bourbon conservés dans les anciens manuscrits, là les monnaies, jetons, sceaux divers, frappés successivement par les seigneurs. Comme toute œuvre sérieuse, cette publication est inspirée, jusque dans son objet spécial, par une

¹ *Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez*, par Jean-Marie de LA MURE, publiée pour la première fois par M. Régis de CHANTELAUZE, d'après un manuscrit de 1675, avec un grand nombre de documents inédits, de monographies et annotations par l'éditeur et par plusieurs savants. Lyon, imprimerie de Louis Perrin, 1860-1868, 3 vol. in-4°, impr. sur papier vergé, ensemble de plus de 1900 pages, contenant la matière de 5 vol. in-4° ordinaires. Prix : 300 fr.

haute pensée. Nous y reviendrons après avoir parlé de La Mure, du travail qu'il a laissé et des compléments qui y ont été apportés.

Jean Marie de La Mure, né au commencement du XVII^e siècle, a écrit plusieurs ouvrages, indispensables pour étudier l'histoire du Lyonnais, du Forez, du Beaujolais, du Bourbonnais. L'*Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez*, que la mort l'empêcha de faire paraître, fut composée sur les pièces mêmes des Archives de la Province et de la Chambre des comptes de Paris ; mais ce travail n'est cependant que le squelette d'une histoire. Un instant négligé et, grâce à cet oubli, venu par une succession de diverses fortunes jusqu'à Auxerre, le manuscrit de La Mure fut retrouvé en 1831 dans cette dernière ville, par M. D. Bernard, qui obtint du Ministre de l'Instruction publique de rapporter à Montbrison, dans l'ancienne capitale du Forez, l'œuvre de son plus savant annaliste.

En étudiant ce manuscrit, dont le cadre au point de vue généalogique et chronologique était tout formé, M. Regis de Chantelauze comprit l'intérêt que sa publication pouvait offrir pour l'histoire de plusieurs provinces. Intelligence d'élite vouée depuis longtemps à de sérieuses études, M. de Chantelauze entreprit avec un courage, un dévouement, une modestie exemplaires l'œuvre que nous voyons menée aujourd'hui à si bonne fin.

Ici une question se présentait. Devait-on publier le texte même de La Mure, sauf à l'annoter au besoin, ou, s'appuyant sur lui assurément, le refondre pour former une œuvre nouvelle et originale ? Cette dernière tâche a paru effrayer M. de Chantelauze ; pour nous qui, après l'avoir vu à l'œuvre, avons le droit de juger qu'il eût été digne de l'entreprendre, il nous sera permis de regretter qu'il ne l'ait pas choisie. Je sais la raison qui a pu déterminer M. de Chantelauze à donner le texte en son entier et à se borner à l'annoter : c'est de rendre un plus complet hommage à La Mure, considéré, à juste titre, comme le père de l'histoire du Forez, et à ce point de vue j'admire cet exemple de respect donné à un siècle ordinairement si pressé de produire des œuvres nouvelles, mais souvent éphémères ; toutefois M. de Chantelauze me permettra de persister dans mes regrets. Il y a, en effet, un grave inconvénient dans le mode de publication adopté par l'éditeur, qui s'est trouvé lié, il faut le reconnaître, par une délibération du Conseil municipal de Montbrison : il n'y a pas d'unité dans le récit partagé entre un texte primitif, des notes et des dissertations supplémentaires. Ce morcellement du travail rendrait utile et même nécessaire pour la commodité des recherches un de ces *index copiosissimus*, comme les Bénédictins savaient en dresser. Nous nous étonnons de ne pas le trouver, et nous osons le réclamer de M. de Chantelauze comme le couronnement de son grand ouvrage.

En reproduisant le texte de La Mure, l'intelligent éditeur s'aperçut bientôt que l'histoire du Forez réclamait d'autres soins, car les lacunes, et elles étaient nombreuses, devaient être comblées, les erreurs réparées. Aussi M. de Chantelauze, voulant ne rien négliger pour traiter à fond chaque question, fit appel pour l'aider à de nombreux collaborateurs. S'agissait-il de traiter une question d'archéo-

logie ou de numismatique, il rencontrait en MM. Steyert, Guigues et Georges de Soultrait des érudits aussi doctes qu'infatigables. Pour élucider tous les points de l'histoire locale, M. de Chantelauze avait recours à ces savants modestes comme il y en a en province : MM. André Barban et Chaverondier, successivement archivistes du département de la Loire ; MM. Monfalcon, Mulsant, Rolle, bibliothécaires et archiviste de la ville de Lyon ; M. Pierre Gras, archiviste de la Société du Forez ; MM. Allmer, Roux, etc., etc. L'éditeur de La Mure arrivait-il à l'histoire des ducs de Bourbon pendant le xv^e siècle, ils s'adressait pour annoter conjointement avec lui cette partie du texte à M. Vallet de Viriville, l'historien de Charles VII, dont la science déplore la perte prématurée, et pour le règne de François I^{er}, il sollicitait de M. Mignet un appui qui ne lui a pas manqué. Le savant et obligeant secrétaire de l'Académie des sciences morales a communiqué à M. de Chantelauze, au sujet du fameux connétable de Bourbon, des papiers de la plus haute importance, qui sont publiés ici pour la première fois *in extenso*. D'autres documents réunis, au nombre de plus de 250, sont pour l'histoire une mine très-riche : chartes de privilèges, d'affranchissement de villes, testaments, donations de seigneurs, comptes de dépenses et de recettes, règlements pour l'extraction de la houille dressés en 1321 et 1484, etc., etc. Tout sollicite l'attention, et vient éclairer l'histoire politique, administrative, financière, économique des importantes provinces soumises à la domination des ducs de Bourbon. L'origine de ces seigneurs, restée assez confuse, est éclaircie, et des tableaux généalogiques dressés par MM. Steyert et Guigues, d'après M. Chazaud, viennent pour la première fois préciser la descendance de cette illustre maison. M. de Persigny a donné également une dissertation sur le premier blason des comtes de Forez. Des essais sur le patois parlé dans le Forez au moyen âge, sur la législation civile et pénale du Forez, sur l'administration de la province, sont des travaux importants dus spécialement au savant éditeur de La Mure, M. de Chantelauze. Ils forment, avec les notes ajoutées au texte, un véritable ouvrage dans un ouvrage et un travail bien supérieur au premier. Plusieurs institutions et plusieurs figures historiques sont mises tout à fait en relief. Le duc de Bourbon Charles I^{er} apparaît « comme l'un des acteurs les plus considérables, du moins par son rang, de l'histoire politique sous le règne de Charles VII. »

M. de Chantelauze a parfaitement retracé la politique aussi honnête qu'habile d'Anne de France, dame de Beaujeu, « adroite et ambitieuse princesse, » dit-il, qui pendant les huit années de son gouvernement accomplit de grandes choses, et il en présente ainsi le résumé.

« Au milieu de la confusion des partis, elle avait fait confirmer son pouvoir incertain par les Etats de 1484 avec une dextérité qui eût fait l'admiration de Louis XI ; sans verser le sang, elle avait su réprimer les factions et mettre un terme à la plus menaçante anarchie ; par un coup de main aussi heureux que hardi, elle avait détrôné le meurtrier des enfants d'Edouard, Richard, l'implacable

ennemi de la France, et imposé à l'Angleterre un roi qui fut longtemps son allié ; sans laisser entamer les conquêtes de Louis XI, elle avait vaincu Maximilien et les princes coalisés, dans plusieurs campagnes, et tour à tour diplomate et guerrière, réduit le dernier duc de Bretagne à deux doigts de sa perte. Enfin en s'emparant de la Bretagne, elle avait dignement couronné l'édifice élevé avec tant de peine par son père. De si grands résultats étaient le fruit de sa politique à la fois résolue et prudente, politique secondée par d'habiles ministres et d'heureux capitaines. Plus modérée, plus circonspecte que Louis XI, qui souvent s'était jeté imprudemment dans des dangers extrêmes pour se donner la puérile vanité de s'en tirer à force de ruse, Anne se borna constamment à prévoir les périls, à les conjurer par tous les moyens et à saisir résolument les circonstances favorables. Aussi respectée au dedans que redoutée au dehors elle fut considérée par ses contemporains comme la femme la plus habile du royaume. »

Nous avons transcrit ce passage pour donner une idée de la manière de M. de Chantelauze, et nous devons à présent indiquer le résultat de quelques-uns de ses travaux. Si parfois on regrette qu'un des annotateurs, M. Vallet de Viriville, ait parlé de la « longue apathie de Charles VII, » et que M. de Chantelauze ait signalé ce jeune prince comme ayant « ordonné l'assassinat de Montreuil, » ce qui ne peut plus être soutenu, on voit avec plaisir que le savant éditeur met dans tout son jour le fait encore fort mal connu du procès intenté en 1522 par Louise de Savoie au connétable de Bourbon, pour le dépouiller si injustement de ses domaines. C'est peut-être la partie la plus neuve, la plus longuement traitée, la plus curieuse de l'ouvrage. Appuyé sur les pièces authentiques, et suivant le récit de M. Mignet dont « la remarquable dissertation est pour les choses essentielles un dernier mot, » M. de Chantelauze peut justement conclure en terminant que, sur ce point, M. de Sismondi « n'a fait qu'effleurer la question » et « disserte dans le vide ; » que M. Michelet « a traité cette question avec autant de passion que de négligence dans ses recherches ; » que « M. Henri Martin tombe dans les mêmes erreurs que M. Michelet, » et « commet un grand nombre d'erreurs capitales. »

En examinant la suite des événements, M. de Chantelauze remarque très-justement que « le connétable, qui fut conduit par la plus déplorable fatalité à s'armer contre François I^{er} et à menacer l'unité de la France, ne saurait être équitablement jugé avec la juste sévérité de nos idées et de nos sentiments actuels sur le patriotisme. Prince à peu près indépendant dans plusieurs de ses seigneuries, lorsque ses droits les plus incontestables étaient méconnus et violés, il était, au point de vue des usages féodaux, délié de tout serment de fidélité envers son suzerain ; vassal, il était affranchi de tous ses devoirs et rentrait dans le droit de légitime défense de reconquérir ses Etats contre l'envahisseur. Ce droit de guerre, ce recours suprême à la force avait subsisté pendant tout le moyen âge, et Charles de Bourbon, s'il n'eût été connétable et grand officier de la Couronne,

ne serait pas plus coupable devant la justice de l'histoire que ne le sont les d'Armagnac et les ducs de Bourgogne et de Bretagne, pour avoir pris les armes contre les rois de France et le plus souvent pour de moins justes causes... Bien des hommes de l'époque jugeaient son action au point de vue féodal. Le sentiment national, le noble culte de l'inviolabilité de la patrie n'existait alors qu'à un faible degré, et il n'est point douteux que la noblesse de France, que le Parlement lui-même et la haute bourgeoisie, en haine du gouvernement des favoris et de Louise de Savoie, n'aient fait alors des vœux pour le triomphe du connétable. » Sans justifier la conduite du connétable de Bourbon on peut donc l'expliquer, et c'est le devoir de l'historien. Les événements qui vinrent ensuite, la campagne de Provence, la bataille de Pavie, la captivité de François I^{er}, la prise de Rome sont racontés dans les notes avec autant de clarté et de détail souvent nouveaux, que l'avaient été auparavant la campagne de Flandre ou la guerre contre les Anglais.

Ainsi l'éditeur de La Mure, agrandissant son cadre, tout en se renfermant dans l'histoire des ducs de Bourbon, touche directement sur plus d'un point le cœur même de l'histoire de France. Il ne rend pas moins de service à l'histoire littéraire, lorsqu'en étudiant la langue parlée dans le Forez au moyen âge, il constate, pièces en main, ce point, encore discuté récemment, que le patois du pays est un mélange de langue d'oc et de langue d'oïl, où la première domine cependant dans une grande proportion. Ainsi en fait et littérairement, la plus grande partie du territoire du Forez appartient à la langue d'oc, et cependant, dans la sphère administrative, cette province sans doute était classée parmi les pays de la langue d'oïl. Il existait des consuls dans les villes du Forez, mais « les libertés de ces villes étaient beaucoup plus restreintes que celles de la plupart des villes du Midi, » et l'administration de la province semble modelée dans plusieurs de ses parties sur les institutions royales. « A part quelques différences, écrit M. de Chantelauze, un certain nombre des officiers du Forez, exercent, chacun dans sa sphère, les mêmes fonctions que ceux du roi et portent le plus souvent les mêmes titres ou dénominations. La ressemblance est surtout frappante en ce qui touche l'administration financière, et il en est de même de l'administration judiciaire qui, à partir du XIII^e siècle, régénérée dans toute la France par l'étude plus approfondie du droit romain, et réorganisée d'après certaines règles que la monarchie s'efforce de propager et d'étendre dans tout le royaume. » Quel fut le point de départ, la cause première de cette imitation de certaines institutions royales par le comte de Forez ? Ce fut, d'après M. de Chantelauze, parce que, dès le XII^e siècle, le comte de Forez, recherchant un appui contre l'archevêque de Lyon, se rendit vassal du roi de France, entra à son service, eut son hôtel près de lui à Paris, et fut prêt dès lors à imiter dans ses États les grandes réformes administratives édictées par les rois. On obtint ainsi d'heureuses conséquences : les comtes de Forez comprirent parfaitement la nécessité de la division des fonctions suivant la nature des affaires, et si dans la pratique ce principe fut peu respecté, il ne fut pas moins

proclamé. Ainsi « encore, à diverses époques et principalement au XIII^e siècle, les comtes de Forez s'empressèrent d'octroyer à différentes villes de leur comté des chartes de privilèges destinées à réprimer d'anciens abus et à fixer régulièrement les droits respectifs du seigneur et des habitants. Or, écrit M. de Chantelauze, « on trouve dans ces chartes, généralement conçues dans un esprit de justice et de générosité remarquables pour leur temps, plusieurs dispositions protectrices et vraiment libérales, que n'auraient pas désavouées des époques plus civilisées. » Elles concoururent donc ainsi à relever les principes de l'équité naturelle, bien que souvent dans la pratique ces principes fussent violés et ainsi se trouve constaté ici le spectacle qu'offre partout le moyen âge de faits en désaccord avec les idées, d'idées de justice développées par des sentiments d'équité naturelle et de vertu chrétienne, de faits opposés à ces principes, résultat malheureux de la corruption romaine et de la barbarie germanique. La lutte contre ce double élément de destruction est le grand intérêt du moyen âge, la cause de sa misère et aussi de sa grandeur.

En terminant l'aperçu bien incomplet de cette *Histoire des ducs de Bourbon et des comtes de Forez*, qui par son importance vient se ranger à côté de nos anciennes histoires de Bourgogne par dom Plancher, de Bretagne par dom Lobineau et dom Morice, de Languedoc par dom Vaissette, disons un mot de la pensée qui a soutenu les efforts de M. de Chantelauze et animé son zèle. Derrière le Forez, évidemment, il a vu la France, et en retraçant l'histoire d'une province il a voulu préparer des matériaux pour l'histoire générale de notre pays, et cela est très-méritoire. En effet, tant que l'on ne possédera pas des histoires de province bien élaborées, on ne construira que des synthèses chimériques. Or le Conseil général de la Loire, juge très-compétent en cette question, a reconnu dans sa dernière assemblée, « que cet ouvrage n'est pas seulement une des manifestations les plus considérables de ce mouvement des études historiques qui s'est produit depuis quelques années en province et qui a pour but de reconstruire le passé, mais qu'il offre encore un immense intérêt au point de vue particulier la province du Forez ; qu'en effet par des notes de tout genre qui attestent une connaissance étendue et approfondie de l'histoire locale, par des monographies consciencieuses et savantes sur l'administration militaire, judiciaire et financière du Forez au moyen âge, sur les pénalités, l'état de la législation et la langue vulgaire de ce pays à la même époque, cet ouvrage a toutes les proportions d'une publication nationale. » Cette déclaration a sa valeur. Si dans toutes les provinces les Conseils généraux avaient à signaler un ouvrage composé avec le même soin, obtenant la même autorité, l'histoire générale de la France serait renouvelée ; la vérité y gagnerait, car, suivant un juste rapprochement fait par M. de Chantelauze, « la province ne sera rendue à la vie intellectuelle et à l'indépendance, que lorsqu'elle aura triomphé de l'unitarisme qui la comprime et qui l'étouffe ; l'histoire de France ne sera construite d'une manière durable, que lorsqu'elle aura pour base les chroniques mieux étudiées des provinces. La décentralisation his-

torique est à la vérité ce que la décentralisation administrative est à la liberté. » Ces paroles sont un programme. L'éditeur des *ducs de Bourbon et des comtes de Forez*, a voulu réaliser largement ce programme : aucune peine, aucun frais ne lui ont coûté, et c'est pourquoi nous nous plaçons à rendre un légitime hommage à cette œuvre importante, qui est digne à tous égards de fixer l'attention des amis de notre histoire.

HENRI DE L'ÉPINOIS.

IV.

L'HISTOIRE ET LA CIVILISATION DU MEXIQUE

D'après les travaux de M. l'abbé BRASSEUR DE BOURBOURG ¹

Au premier rang parmi les érudits qui ont le plus contribué à ranimer parmi nous le goût des études américaines, il convient de citer M. l'abbé Brasseur de Bourbourg. Non-seulement il a longtemps résidé en Amérique, visité le Canada, une partie des États-Unis et des Antilles, le Mexique et l'Amérique centrale ; mais, par un privilège dont ont joui peu de voyageurs, il a pu vivre longtemps parmi les populations indigènes, s'initier à leur langage, à leurs croyances, à leurs usages. Pendant plusieurs années, en effet, il a rempli les fonctions d'administrateur parmi les Indiens de Rabinal, au Guatemala, en un pays où les anciennes populations ont le moins subi l'influence espagnole.

Le premier résultat de ses savants travaux sur les antiques civili-

¹ *Histoire des nations civilisées du Mexique et de l'Amérique centrale durant les siècles antérieurs à Christophe Colomb*, par M. l'abbé BRASSEUR DE

sations du nouveau monde fut *l'histoire des nations du Mexique*; l'introduction de cet ouvrage contient un mémoire du plus haut intérêt sur l'écriture mexicaine. Jusqu'ici, faute de renseignements suffisants, l'on s'était fait une idée très-peu exacte du système graphique de ces peuples. L'illustre Humboldt pensait qu'ils en étaient restés à l'écriture en tableaux et par rébus que nous retrouvons chez diverses nations sauvages des deux continents, et M. Steinthal, dans ses recherches sur l'écriture, les déclare inférieurs, à cet égard, aux tribus de race iroquoise. L'étude des documents composant la collection de M. Aubin ont permis à notre auteur de reconnaître tout ce qu'avait d'erronné une telle manière de voir. Divers manuscrits en langue Nahuatl nous montrent dans l'écriture mexicaine bon nombre d'éléments non-seulement hiéroglyphiques, c'est-à-dire peignant le mot par une image, mais encore syllabiques ou même alphabétiques. L'on doit reconnaître néanmoins que l'emploi des rébus resta fréquent au Mexique. Les manuscrits édités par lord Kinsborough, les seuls à peu près qui soient accessibles au public, semblent tous écrits de cette façon. Diverses causes empêchèrent sans doute les Mexicains de développer cet art, dont ils avaient cependant connu tous les principes. D'abord, le nombre très-considérable de leurs hiéroglyphes; en second lieu, la nature polysynthétique de leur idiome, qui fait presque toujours subir des modifications importantes à chacun des mots, sitôt qu'il est uni à d'autres, et compose volontiers un vocable unique de tout un membre de phrase. Au contraire, les idiomes centro-américains, beaucoup plus analytiques de formes, paraissent avoir eu à leur disposition un système d'écriture assez parfait et comparable pour le moins au système égyptien.

Quoi qu'il en soit, l'histoire proprement dite des régions qu'étudie M. l'abbé Brasseur débute par l'arrivée de Votan et de Zamná qui, partis de l'est, viennent porter la civilisation dans l'Amérique centrale. Zamná ou Itzamná est regardé comme l'inventeur de cette écriture calculiforme, dont nous retrouvons des échantillons dans

BOURBOURG, ancien aumônier de la légation de France au Mexique, et administrateur ecclésiastique des Indiens de Rabinal (Guatemala). Paris, Arthus Bertrand, 1857-59. 4 vol. gr. in-8°. — *Popul vuh, le Livre sacré et les Mythes de l'antiquité américaine avec les livres héroïques et historiques des Quichés*, par le même. Paris, Arthus Bertrand, 1861, gr. in-8° de 367 p. — *Gramatica de la lengua quiche* (Grammaire de la langue quiché), espagnole et française, avec un vocabulaire suivi d'un essai sur la poésie, la musique, la danse et l'art dramatique chez les Mexicains et les Guatemaltèques, avant la conquête, servant d'introduction au Rabinal-Achi, drame indigène, avec la musique originale, par le même. Paris, Arthus Berthand, 1862, gr. in-8° de 368 p. — *Relation des choses du Yucatan, de Diego de Landa*, texte espagnol et traduction française, par le même. Paris, Arthus Bertrand, 1864, gr. in-8° de 516 p. — *Recherches sur les ruines de Palenqué et les origines de la civilisation du Mexique*, par le même, texte publié sous les auspices de M. le Ministre de l'Instruction publique. Paris, Arthus Bertrand, 1866, in-4° de 83 p. — *Quatre lettres sur le Mexique*, par le même. Paris, Maisonneuve, 1868, gr. in-8° de 463 p.

les ruines de Palenqué, d'Uxmal, de Chichen-Itza, etc. D'autres civilisateurs, indiqués par la tradition comme appartenant à la race nahuatl et désignés du nom de Tzequils, vinrent s'établir dans les États de Votan, et sont, en partie du moins, regardés comme les introducteurs de ces initiations religieuses et politiques, source primitive de la chevalerie mexicaine.

A une époque postérieure, mais qu'il serait encore impossible de préciser, d'autres populations nahuatl, venant également de l'est, abordèrent à Panuco, sous la conduite d'un personnage évidemment mythique, désigné du nom de Quetzalcohuatl, ou le Serpent aux plumes vertes. Le rôle joué par ce héros chez les races du Mexique, nous rappelle d'une manière frappante celui qu'ont attribué à Votan, les nations de l'Amérique centrale, et leur identité même ne saurait guère être mise en doute. Tous deux viennent de l'est par mer et apportent la civilisation à des races plongées jusqu'alors dans la plus profonde barbarie. Tous deux, ils entreprennent de nouveaux voyages vers les régions d'où ils sont sortis. Si Quetzalcoatl est désigné du nom de *serpent*, Votan déclara, nous dit la légende, appartenir à la famille de *Chan* ou du serpent. En sa qualité de fils de ce reptile, il pénètre dans la grotte des treize serpents, située au pays mystérieux de *Valum Chivim*. L'origine des légendes concernant ces personnages doit, suivant toutes les apparences, être cherchée chez les tribus sauvages de l'Amérique du Nord. Là, en effet, se retrouve la source d'une foule de coutumes, d'usages, de mythes en vigueur parmi les autres nations du nouveau monde, de même que nous rencontrons dans le naturalisme des hymnes védiques, celle des mythologies indo-européennes. La découverte de l'agriculture était attribuée par les sauvages du Canada à un génie orné de plumes vertes, appelé *Mondamin*. La ressemblance des traditions est d'autant plus frappante que Quetzalcoatl lui aussi, nous dit-on, aurait fait connaître aux Mexicains, l'art de cultiver le maïs, la plus importante de leurs plantes alimentaires. Nous ne nous étendrons pas du reste, de crainte de sembler trop prolix, sur les affinités si curieuses cependant que nous offrent les légendes de Mondamin et de Quetzalcoatl, comparées à celles de plusieurs populations slaves et germaniques. Ces recherches trouveront place dans un autre travail dont la publication, nous l'espérons bien, ne se fera pas beaucoup attendre. Quoi qu'il en soit, des guerres ne tardèrent point à surgir entre les populations votanides et les tribus d'origine nahuatl. Le *Popol Vuh* paraît nous avoir conservé un souvenir confus de ces luttes dans les récits relatifs à Vukub-Caquix et aux princes qui lui succédèrent. Obligés enfin de reconnaître la suprématie des successeurs de Votan, les chefs nahuatl se réunirent en assemblée générale dans la ville de Tulhà. « Là ils réglèrent, nous dit Sahagun, le comput des jours, des nuits et des heures avec les différences des temps. » Cette tradition mérite à plus d'un titre d'attirer notre attention. Elle nous fait connaître l'époque à laquelle les Mexicains commencèrent à partager leur année en dix-huit mois de vingt jours chacun, à employer les cycles de quatre, de treize et de cinquante-deux années. L'adoption si étrange,

si opposée à ce que nous trouvons en vigueur chez la plupart des autres nations des deux continents, de mois composés de vingt jours, pourrait bien avoir sa source dans le système de numération en vigueur au Mexique et dans l'Amérique centrale, lequel est vigésimal. En tous cas, la légende primitive de Votan a dû subir d'importantes modifications sous l'influence des idées nouvelles introduites par les Nahuatlès. Ainsi les noms des seize ou dix-sept princes successeurs de ce dernier sont simplement des noms de mois appartenant au nouveau calendrier. Ensuite arrivent les récits des campagnes entreprises par les deux princes quichés *Hunahpu* et *Exbalanqué* contre le royaume de Xibalba, dans lequel on s'est plu à voir celui de Palenqué, et dont nous parlerons plus en détail dans notre compte rendu du *Popol Vuh*.

Nous aurons maintenant à nous occuper des nations qui occupèrent le Mexique proprement dit. D'après Gomara, elles descendraient toutes d'un vieillard appelé *Iztac-Mixcohuatl*. De sa femme Ilancueitl il eut six fils, qui furent Xelhua, Tenuch, Olmecatl, père des Olmèques, Xicalancatl, Mixtecatl, d'où descendent les peuples de la Mixtèque, et Otomitl, l'ancêtre de la nation Othomie. Il est clair que l'on ne doit pas attacher une importance rigoureuse à cette généalogie. Elle indique simplement l'unité de la civilisation qui régnait chez les populations mexicaines et se trouve en désaccord complet avec les données de la philologie. Ainsi la langue othomi forme avec le Mazahua et le pirinda ou mattotzinca, un groupe bien tranché. D'un autre côté, il convient de rattacher au groupe nahuatl, outre le mexicain proprement dit et divers idiomes parlés dans l'Anahuac les langues comanche, shoshone, en vigueur dans l'Orégon, et vraisemblablement aussi le paduca des rives du Mississipi ainsi que l'idiome aujourd'hui éteint des Apalachites, etc. D'une autre femme nommée Chimalman, le même vieillard aurait eu Quetzalcoatl. Quoi qu'il en soit, les Olmèques sont indiqués par tous les historiens comme une des populations les plus anciennement civilisées du Mexique. Xelhua, leur prince, aurait eu à lutter contre la nation féroce et corrompue des Quinamès. Les principaux chefs quinamès furent égorgés à la suite d'un grand festin, où leurs vassaux, les Olmèques avaient eu soin de les enivrer. Au dire d'Hérodote, les Mèdes auraient usé d'un stratagème tout semblable pour se débarrasser de leurs oppresseurs, les Scythes. N'oublions pas, du reste, que la légende mexicaine paraît se retrouver jusqu'au Pérou. Là aussi, il est question de géants cruels et adonnés à tous les vices et qui opprimaient les populations. Parmi les races contemporaines des Olmèques, nous citerons les Mixtèques et Zapotèques, les Totonagues, auxquels on attribue l'érection des pyramides de Téotihuacan, enfin les Othomis. En tout cas, nous ne saurions partager l'opinion de Sahagun, lequel déclare le Totonaque un dérivé de la langue huastèque. Cette dernière appartient incontestablement au même groupe que le maya et le quiché. Quant au totonaque, autant qu'il est possible d'en juger par les quelques documents que nous avons consultés, il offre bien certaines analogies avec les

autres familles de **langues**, en vigueur chez les peuples voisins, mais ne se **rattache** directement à aucune. Le premier chef qui guida les **Othomis** dans l'Anahuac, s'appelait *Othon* ou Othomitl. Nous **serions** bien tentés de voir là le Votan des Yucatèques.

Le deuxième chapitre du premier volume est consacré à l'étude des antiques traditions de la nation quiché. Commandée par quatre chefs, elle part de *Tulan* pour arriver à un autre Tulan en *Xibalbay*, à deux journées environ de Palenqué, suivant l'estimation de M. l'abbé Brasseur. Tout le récit concernant cet itinéraire a un caractère évidemment mythique, et ce serait, je crois, peine perdue que d'y chercher les éléments d'une histoire quelconque. C'est vers cette époque qu'il convient de placer le sacrifice et l'apothéose de Nanahuatl. A ce personnage se rattache une question d'histoire médicale que nous n'avons pas à traiter ici.

Nous nous sommes étendu d'une façon spéciale sur les premiers chapitres de l'*histoire des nations du Mexique*, parce qu'ils renferment de précieux renseignements sur les origines de la civilisation américaine. L'auteur a patiemment compulsé et réuni tout ce que les écrivains du temps de la conquête nous font connaître à ce sujet. S'il se montre trop souvent, à leur exemple, enclin à voir des événements historiques dans ce qui est simplement mythologie ou symbole, son ouvrage n'en mérite pas moins d'être cité comme un chef-d'œuvre d'érudition. Nous nous trouvons obligé de laisser de côté la suite des récits, de crainte de dépasser les bornes d'un simple article de revue. D'ailleurs, ils ont trait à l'histoire proprement dite et à des faits connus déjà de quiconque s'occupe d'études américaines.

M. l'abbé Brasseur a donné également le texte quiché avec traduction française du premier livre d'origine véritablement indigène qui ait paru jusqu'à ce jour : c'est le *Popol Vuh*, ou livre de l'assemblée, rédigé sur d'anciens documents par un écrivain qui, suivant toutes les apparences, appartenait à la race royale de ce pays. Désireux de conserver les traditions religieuses et historiques de ses ancêtres, lesquelles menaçaient après la conquête espagnole de disparaître sans retour, cet auteur eut recours à l'emploi des caractères latins. Ces derniers étaient en effet d'un usage beaucoup plus commode que les signes hiéroglyphiques en vigueur chez les anciennes populations nahuatles. Le premier chapitre nous expose d'une façon obscure et symbolique le récit de la création. Dans le second, l'auteur nous entretient de la formation des animaux et des premiers hommes. Néanmoins les dieux éprouvent quelque difficulté à mener à bonne fin leur laborieuse entreprise ; le premier homme est ainsi que l'Adam biblique fabriqué de terre glaise. Cet essai n'ayant réussi que fort médiocrement, les dieux firent de nouveaux hommes, lesquels n'étaient que des mannequins de bois. Un déluge fut envoyé pour punir cette race qui manquait d'intelligence et de piété envers les dieux ; mais, bien loin d'être noyés par les eaux, ces êtres dégradés parvinrent à gagner la cime des arbres. Là, ils furent métamorphosés en singes. C'est à tort, je pense, que

l'on a voulu voir dans ces légendes autant de souvenirs se rattachant à l'histoire primitive de la race nahuatl. Elles ont un caractère éminemment cosmogonique, et offrent bien des analogies avec les plus anciennes traditions que l'on retrouve chez les races des deux continents.

Ensuite apparaissent des personnages mystérieux appelés *Vucub-Caquix* ou sept aras, *Zipacná* et *Cabrakan*, symboles des forces de la nature et qui sont mis à mort par Hunahpu et Exbalanqué, lesquels semblent l'emblème de la civilisation prenant possession du sol. Nous arrivons enfin à cette partie du livre où l'élément historique se mêle au symbole dans une proportion difficile à préciser. Les deux princes quichés *Hunhun-Ahpu* et *Vukub-Hunahpu* sont mandés par les princes de Xibalba qui les soumettent à diverses épreuves, puis finissent par les faire périr. L'on coupe la tête de Hunhun-Ahpu, et on la plaça entre les branches d'un calbassier, où elle se métamorphosa en fruit. Cependant *Cuiq*, fille d'un prince de Xibalba, ayant tendu la main vers ce fruit, se trouve enceinte de deux jumeaux dont la vie ne fut pas moins merveilleuse que n'avait été la naissance. Ceci nous rappelle tout à fait l'histoire de Nana et du Phrygien Atys, et la conformité des deux légendes nous semble trop frappante pour pouvoir être prudemment attribuée au seul hasard. Cependant le père de la princesse croyant sa fille coupable, veut la faire périr. Cette dernière échappe à l'arrêt fatal, et met au monde deux fils nommés Hunahpu et Exbalanqué. Mandés à leur tour à Xibalba, ces derniers se tirent heureusement des épreuves si funestes à leurs prédécesseurs. Néanmoins l'un d'eux finit par être décapité, et l'autre se jette de son plein gré dans un bûcher préparé pour le sacrifice. Mais, si les héros meurent, c'est pour ressusciter plus glorieux ; ils finissent par triompher de leurs ennemis, et font rendre des honneurs divins à *Hunhun-Ahpu*, et *Vukub-Hunahpu*. Tous ces faits semblent renfermer bien des allusions aux luttes qui éclatèrent autrefois entre les populations guatémaliennes et celles du Yucatan. Mais un fait qu'il importe avant tout de signaler, c'est la ressemblance des légendes concernant *Zipacna*, *Cabrakan* avec ce que les Balinais de la Malaisie nous racontent des premiers temps de leur histoire. L'affinité n'est pas moins manifeste entre *Hunahpna* (littéralement un tireur de sarbacane), *Exbalanqué* (littéralement petit tigre) et les deux fondateurs de la monarchie balinaise. Le premier, en sa qualité de chasseur, avait reçu d'un génie bienveillant une sarbacane avec laquelle il faisait la guerre aux oiseaux des bois. Le second s'appelait *Widjaya-Sangara* ; or, le nom de *Sanga*, dérivé du sanskrit *Singha*, lion, est appliqué par les Malais non-seulement au lion, mais encore au tigre. Disons pour nous résumer que l'influence des idées bouddhiques sur le développement de la civilisation dite nahuatl, ne nous semble pas contestable, bien que l'esprit des populations américaines soit toujours demeuré très-antipathique à certaines données de la religion de Bouddha.

En publiant la grammaire de la langue quiché, M. l'abbé Brasseur a eu l'excellente idée de donner le texte espagnol en regard

de la traduction française. La comparaison du lexique et du vocabulaire quiché avec ceux des autres idiomes de l'Amérique centrale fait parfaitement ressortir leur affinité philologique. En effet la famille à laquelle appartient cette langue, et que nous avons proposé de baptiser du nom de famille *Tapachulane-Vastèque*, nous a paru se diviser en deux groupes ; l'un ne comprend qu'une seule langue, le tapachulan, évidemment plus ancien de forme que les autres dialectes congénères. Au second groupe, ou groupe Quiché-Huastèque, se rattachent le quiché, le pokomchi, le zotzil, le cakgi, le maya, le huastèque et sans doute aussi le mam et le chorti. Les observations recueillies par le savant docteur Brinton l'ont porté à croire l'ancien idiome des Natchez apparenté d'assez près au huastèque. Le drame de Rabinal-Achi est jusqu'à présent le seul échantillon que l'on possède en Europe, de l'art théâtral chez les anciennes populations de l'Amérique, et ce n'est pas sans peine que M. l'abbé Brasseur décida ses paroissiens à le représenter devant lui. L'auteur cite plusieurs autres pièces dramatiques, composées avant la conquête et qui se sont conservées dans la mémoire des indigènes. Quelques-uns même semblent remonter à une haute antiquité. Il serait bien désirable qu'un voyageur intelligent recueille ces vénérables vestiges du passé, car ils ne sauraient tarder beaucoup à tomber dans l'oubli.

La relation des choses du Yutacan de Landa, contient en outre des observations de ce missionnaire sur la religion, les mœurs, l'état social des peuples qu'il a évangélisés, plusieurs documents d'un intérêt capital. Nous voulons surtout parler d'une transcription de l'alphabet calculiforme, en vigueur chez les Yucatèques. Peut-être trouverons-nous là un moyen de déchiffrer les mystérieuses inscriptions qui ornent les anciens édifices de ces régions, Malheureusement les quelques efforts tentés jusqu'à ce jour, ont porté peu de fruits. Tout nous engage à croire d'ailleurs que le système graphique adopté pour les monuments différerait notablement de celui qui servait à l'écriture des livres. Néanmoins, la diversité ne semble pas aussi considérable que celle, par exemple, qui se remarque chez les Egyptiens entre les écritures hiéroglyphique proprement dite et démotique. Landa nous a transmis également les hiéroglyphes des jours et des mois, tels que les employaient les Yucatèques. Enfin, l'ouvrage se termine par la traduction d'un mémoire de Juan Pió Perez, chef politique de Peten, sur les antiquités de son pays ; un fragment relatif à l'histoire du Yucatan, depuis le cinquième siècle de notre ère jusqu'à l'époque de la conquête ; la traduction des écrits du frère Romain Pane, qui a longtemps résidé à Haïti ; une petite grammaire de la langue maya, et deux vocabulaires des idiomes haïtien et maya.

Les Recherches sur les ruines de Palenqué constituent une sorte d'introduction à l'Atlas de dessins, rapportés par M. de Waldeck. Précédées du rapport qu'un savant américaniste, M. Léonce Augrand, adressa au ministre de l'instruction publique, elles renferment un historique complet de la découverte de la cité palenquénne.

Jadis métropole d'un puissant empire, elle est aujourd'hui perdue dans l'immensité des forêts du Yucatan, et c'est au siècle dernier seulement que son existence a pu être constatée. Déjà quelques explorateurs tels que MM. Stevens, Charnay, nous ont donné les fac-simile de plusieurs inscriptions qui décoraient les monuments de Palenqué. Nous citerons, entre autres, celle du fameux bas-relief de la croix. Toutefois, ce que nous possédons à cet égard est encore bien insuffisant pour permettre une tentative de déchiffrement. Le reste de l'ouvrage est consacré à l'examen des antiques traditions de la race nahuatlé. Leur caractère général est, comme nous l'avons dit déjà, beaucoup plutôt symbolique qu'historique. En général, la chronologie de ces peuples offre plus de précision que leur histoire. Cela peut tenir à l'étendue de leurs connaissances astronomiques, tandis que sauf peut-être au Yucatan, ils manquaient d'un système d'écriture tant soit peu satisfaisant.

Dans son dernier ouvrage, *Quatre lettres sur le Mexique*, l'auteur expose ses théories sur l'origine de la civilisation américaine et ses rapports avec celles de l'ancien monde. Certains rapprochements faits par M. l'abbé Brasseur, par exemple celui des mythes de Quetzalcoatl et d'Hercule, semblent des plus curieux. On aura quelque peine sans doute à voir dans de telles coïncidences, le résultat du seul hasard. Les traditions canadiennes relatées à la suite du dernier chapitre sont aussi fort intéressantes et éclairent d'un jour nouveau l'histoire de ces tribus sauvages.

D'après ce que nous venons de dire, l'on pourra juger du nombre et de la valeur des travaux de M. l'abbé Brasseur. Nous ne saurions lui refuser l'honneur d'avoir renouvelé parmi nous les études américaines. Sa bibliothèque renferme des trésors d'un prix inestimable, manuscrits de toutes sortes, grammaires, vocabulaires inédits. Leur publication contribuerait puissamment à élever l'américanisme au rang qu'il mérite d'occuper légitimement dans la série des connaissances humaines. Espérons qu'elle ne se fera pas trop attendre, et que notre pays ne se montrera pas aujourd'hui moins soucieux du progrès de la science qu'il ne le fut lors de l'expédition d'Égypte.

H. DE CHARENCEY.

V.

DE

QUELQUES PUBLICATIONS CONCILIAIRES

L'annonce du prochain Concile œcuménique a provoqué jusqu'ici, non-seulement plusieurs lettres épiscopales, parmi lesquelles se distingue l'éloquent écrit de Mgr Dupanloup¹, mais divers travaux particuliers sur les Conciles tant généraux que provinciaux.

Deux de ces publications sont actuellement en voie de préparation ; nous voulons parler 1° de l'ouvrage de Mgr Tizzani, archevêque de Nisibe, sur les *Conciles généraux*, traduit de l'original italien et inédit, par le R. P. Doussot, dominicain ; et 2° de la grande collection à laquelle travaille le laborieux directeur des *Analecta juris pontificii*, et qui doit paraître sous ce titre : *Nova et amplissima conciliorum omnium collectio, additamentis, dissertationibus et notis C. Baronii, Bellarmini, Thomassini, Labbæi, Harduini, D. Mansi*, etc.² Viennent ensuite deux autres publications conciliaires plus modestes et plus restreintes ; ce sont celles de MM. les abbés Paul Guérin et Guyot, dont nous allons nous occuper spécialement ici.

La publication de M. l'abbé Paul Guérin³ n'est guère que la reproduction de l'ouvrage que donna, au siècle dernier, dom Richard, et qui est intitulé : *Analyse des Conciles généraux et particuliers, contenant leurs canons sur le Dogme, la Morale et la Discipline tant ancienne que moderne, expliqués par des notes*, etc., 5 vol. in-4, 1772-77. M. l'abbé Guérin se propose de faire entrer cet ouvrage en 3 volumes, dont le dernier sera consacré au Concile œcuménique de 1869 ; d'où l'on voit que, s'il reproduit dom Richard, il l'abrège cependant, tout en le corrigeant aussi, hâtons-nous de le dire, quant

¹ *Lettre sur le futur Concile œcuménique*, par Mgr l'évêque d'Orléans. Paris, Ch. Douniol, 1868. Gr. in-8° de 64 p.

² A la librairie Victor Palmé ; on doit publier d'abord une première partie, comprenant tous les Conciles œcuméniques, en 8 vol. grand in-4° environ.

³ *Les Conciles généraux et particuliers*, par M. l'abbé Paul Guérin. Paris, Victor Palmé, 1868. 3 forts vol. gr. in-8° dont 1 a paru.

à l'esprit et en le complétant en certaines parties importantes. Mais entrons dans quelques détails, afin de donner une idée aussi exacte que possible de cette compilation, dont l'utilité n'est pas douteuse pour ceux qui n'ont ni le temps, ni la faculté de recourir aux sources elles-mêmes.

Nous avons conféré presque page par page l'œuvre de dom Richard avec la publication de M. l'abbé Paul Guérin. Nous avons pu ainsi nous rendre compte de son propre travail, lequel, nous nous plaisons à le déclarer, ne manque pas de valeur, quoiqu'il laisse quelquefois à désirer sous certains points.

Il ouvre son ouvrage par un *Traité des Conciles*, offrant le résumé de la doctrine de l'Eglise sur l'origine, l'utilité, l'objet, les membres, la convocation, les cérémonies, la présidence, la confirmation, l'autorité des Conciles, et sur toutes les autres questions relatives à ces saintes assemblées. Ce *Traité* est tiré de celui que donne aussi dom Richard; c'est son texte que nous lisons presque partout, sauf qu'il a été assez fortement abrégé par M. l'abbé Guérin (son travail forme 60 p. et le *Traité* de dom Richard en a 176), et qu'il a omis, ce que l'on doit regretter, les indications des sources que donne son auteur; en même temps, il l'a amélioré à certains égards, principalement en ce qui concerne la question de la supériorité du Souverain Pontife sur le Concile. Cette partie est à peu près neuve. Bien que nous aurions désiré la voir traitée avec plus d'étendue et de précision encore, on doit cependant en féliciter l'auteur.

Après ces préliminaires, viennent les Conciles particuliers et généraux eux-mêmes, classés par ordre chronologique. Dom Richard n'a commencé qu'à partir du 11^e siècle; M. l'abbé Guérin, avec grande raison, est remonté plus haut. En vingt-deux pages, il nous présente l'historique du concile de Jérusalem en l'an 49 ou 50, celui du faux concile d'Antioche, des autres conciles des Apôtres (sur ce point l'auteur est trop bref), et enfin un sommaire des Constitutions Apostoliques. Dans un court préliminaire qui précède ces Constitutions, M. l'abbé Guérin s'efforce de démontrer qu'elles ne sont pas des Apôtres; nous ne le contredirons point, car nous avouons qu'on n'a rien d'assez positif à cet égard. Mais nous croyons aussi qu'il eût été bon, en tout cas, de remarquer que, si l'on ne peut établir d'une manière certaine que ces Canons sont des Apôtres, il ne serait pas cependant raisonnable de nier absolument qu'ils ne contiennent rien de ces premiers témoins de l'Évangile. Car il est assez généralement reconnu, parmi les savants, que les premiers livres de ces Constitutions touchent d'assez près au temps des Apôtres, pour qu'on n'admette pas, au moins, qu'il y a dans cet ouvrage, d'ailleurs si ancien, un fond qui vienne certainement de la tradition apostolique.

Nous ne doutons pas que M. l'abbé Guérin n'eût pensé à cette juste et nécessaire réserve, s'il s'attachait davantage à approfondir les questions par lui-même, plutôt que de s'en tenir, comme il lui arrive trop souvent, à des travaux tout faits, et c'est là un autre regret que nous lui demandons la permission d'exprimer. Il donne,

nous l'avons dit, l'analyse de tous les Conciles par ordre chronologique, en reproduisant, avec quelques légères retouches, le texte de dom Richard. Ce texte offre d'abord un court historique, dans lequel sont exposées les circonstances qui ont motivé la tenue de chaque Concile. Puis, viennent, résumés ou traduits, les Décrets ou Canons de ces Conciles; ceux-ci sont suivis de commentaires explicatifs. Mais pour ces commentaires, assez peu développés, il eût été utile de mettre à profit les travaux plus récents (et il y en a un assez bon nombre) qu'on a publié sur divers conciles en particulier et sur certains points d'histoire ecclésiastique, qui ont été, depuis dom Richard, mieux étudiés et mieux mis en lumière. Très-certainement M. l'abbé Guérin a beaucoup amélioré son auteur en ce qui concerne surtout les Conciles généraux. Il les traite avec plus d'étendue, s'attache à en donner un historique plus détaillé, cite d'une manière plus complète leurs décisions canoniques, et y met enfin une attention dont on ne peut que lui savoir gré. Mais là encore, il est trop sobre d'indications de sources, et particulièrement il nous paraît n'avoir pas suffisamment tenu compte de la science et de l'érudition modernes. Cette partie de son ouvrage, déjà supérieure aux sèches et incomplètes Notices de dom Richard sur les Conciles généraux, eût emprunté, des travaux dont nous parlons, un bien autre degré de valeur et d'utilité.

Et précisément, pour s'être attaché trop servilement à l'auteur qu'il a choisi pour fond de son travail, M. l'abbé Guérin, même dans cette partie des Conciles généraux, est tombé dans quelques fautes qu'il eût pu facilement éviter. Ainsi, pour n'en citer qu'un ou deux exemples, lorsque, en divers endroits, il a à marquer que certains empereurs *convoquèrent* tel ou tel Concile général, il oublie, tout comme dom Richard, d'expliquer, ce qui importait beaucoup, que ce ne fut point là, de la part de ces empereurs, l'exercice d'un droit, mais uniquement le résultat de circonstances purement accidentelles. Bergier lui-même lui eût fourni, à cet égard, d'excellentes raisons, sans parler du docteur Marchetti et autres auteurs. Au sujet du premier Concile œcuménique de Nicée (en 325), contrairement à Fleury, qui dit et répète qu'il fut *convocé* par Constantin, sans mentionner la part que le Pape saint Sylvestre prit à cette convocation, M. l'abbé Guérin a le bon esprit d'écrire : « Ce furent l'empereur Constantin et le Pape Sylvestre qui convoquèrent *συνελεγον*, le grand Concile de Nicée. » C'est très-bien dit, et conforme à la vérité historique; mais alors pourquoi, en parlant du premier Concile de Constantinople, second œcuménique (en 381), abonder dans le sens de Fleury, qui avance que ce Concile fut *assemblé par les ordres de Théodose*? M. l'abbé Guérin ne fait pas autre chose, en effet, quand il copie cette phrase de dom Richard : « L'empereur Théodose, voulant tirer l'Eglise de Constantinople de la domination des Ariens, et remédier aux maux de quelques autres églises d'Orient, *assembla* ce Concile, etc. » Il eût fallu, au moins, pour être dans le vrai, faire remarquer que Théodose *n'assembla* ce concile qu'en vertu d'une lettre du Pape saint Damase, qui était alors assis sur la Chaire de

saint Pierre. Nous pourrions relever encore d'autres inadvertances échappées à l'attention de M. l'abbé Guérin; mais l'espace nous manque, et nous passons à l'ouvrage plus original de M. l'abbé Guyot ¹.

Cet auteur s'est proposé tout autre chose qu'une nomenclature chronologique des conciles généraux et particuliers. « A suivre scrupuleusement l'ordre chronologique, concile par concile, dit le directeur des *Analecta juris pontificii* dans la courte préface qu'il a mise en tête de l'ouvrage de M. l'abbé Guyot, on n'aboutit qu'à une sorte de cimetière, à une fosse commune, où toutes les matières sont entassées pêle-mêle. »

Si ces paroles sont vraies au point de vue synthétique, on doit néanmoins reconnaître qu'elles ne sont pas exemptes de quelque exagération au point de vue général et absolu. Car enfin il faut bien aussi des histoires spéciales des conciles, un résumé de leurs décisions, et leur classement par ordre chronologique est assurément celui qui facilite le plus les recherches et qui fait le mieux voir la marche des idées et des besoins spirituels dans le cours des siècles. Considérons donc chaque chose à sa place; voyons dans les divers ouvrages sur les conciles le but qu'on s'y est proposé et n'outrons rien. Que M. l'abbé Guyot ait voulu nous donner, non une histoire chronologique des Assemblées conciliaires, mais une *Somme* doctrinale proprement dite, c'est très-bien et très-profitable; mais cela n'empêche pas les autres écrits purement analytiques et chronologiques d'avoir aussi leur utilité propre et réelle.

Nous avons fait voir ailleurs ² que l'idée d'une *Somme des conciles* n'est pas, du reste, nouvelle, et qu'il existe plusieurs ouvrages de ce genre. M. l'abbé Guyot les a pris pour modèles, tout en évitant leurs défauts et en étant plus méthodique, plus substantiel, avec cet autre avantage encore que, par son plan et ses bonnes traductions des principaux canons, il s'adresse à la généralité des lecteurs. Voici, au surplus, comment l'auteur procède.

Il débute par une Introduction ou *traité* sur les Conciles. Ce traité, beaucoup plus court que celui qu'a donné M. l'abbé Guérin, laisse peu à désirer. Nous n'aurions guère qu'à demander à l'auteur de mettre en plus parfait accord le texte de saint Paul qu'il cite p. xxv, avec la juste remarque qu'il présente un peu plus loin, p. lvi, et à regretter qu'il n'ait pas fait suivre ses notions sur les conciles, d'une partie bibliographique, où se seraient trouvés quelques renseignements sur les éditions et collections des conciles. M. l'abbé Guérin n'a pas oublié ce détail, quoiqu'il ait omis, dans cette partie de son livre, plusieurs ouvrages qu'il eût fallut indiquer. Nos deux estimables auteurs auraient pu puiser dans l'érudit ouvrage de Salmon, intitulé: *Traité de l'étude des conciles et de leurs collections*,

¹ *La Somme des Conciles généraux et particuliers*, par M. l'abbé Guyot, curé-doyen de Fère-Champenoise. Paris, Victor Palmé, 1868. 2 forts vol. in-12.

² Dans la *Revue bibliographique universelle*, livraison de juillet 1868, p. 322.

(in-4° 1724, Paris, sans nom d'auteur), les éléments complets de cette bibliothèque. Mais, à part nos légers *desiderata* en ce qui regarde particulièrement M. l'abbé Guyot, son Introduction, nous le répétons, est digne d'éloge. Nous le louons principalement d'avoir redressé, (p. XLIV et suiv.), avec autant de solidité que de raison, une des exagérations de Joseph de Maistre touchant l'étrange et erronée assimilation qu'il prétend établir dans son livre *du Pape* (liv. I, chap. 1), entre l'infaillibilité de l'Eglise et celle des gouvernements civils !

Entrant ensuite dans le fond de son ouvrage, M. l'abbé Guyot nous présente la *Somme* abrégée des Conciles, *Somme* où les faits historiques prennent naturellement peu de place, mais où domine surtout la doctrine. En effet, à part quelques incidents trop essentiels pour être négligés, l'auteur s'applique à faire connaître les Canons les plus importants, c'est-à-dire ceux qui ont fixé la foi, la morale et la discipline. Il groupe autour d'un Concile général ou d'un article dogmatique et disciplinaire, d'une hérésie ou d'un fait capital de l'histoire de l'Eglise, les Décrets des Conciles qui ont rapport au même sujet, et cela dans une époque non pas circonscrite arbitrairement, mais délimitée naturellement par la connexion des faits et des phases de l'histoire. En un mot, M. l'abbé Guyot, en écrivain qui possède parfaitement sa matière, s'applique à coordonner les Canons des Conciles œcuméniques ; il les met en relief, en précise le sens « à la lumière qui part de Rome, foyer central de la vérité, » et il les complète par la juxtaposition des Décrets des Conciles particuliers et provinciaux.

Tout cet ensemble qui satisfait l'esprit, en même temps qu'il est favorable à l'étude, est divisé en trois parties principales. La première contient l'analyse, avec citations, des Canons apostoliques dont l'auteur parle, sinon complètement comme nous l'aurions désiré, au moins d'une manière plus satisfaisante, ce nous semble, que ne l'a fait M. l'abbé Guérin, et il va ensuite jusqu'à la fin du x^e siècle. Dans sa deuxième partie, M. l'abbé Guyot s'occupe des Conciles qui ont été tenus depuis le x^e siècle jusqu'au Concile de Trente. Toute la troisième partie, qui forme plus d'un demi-volume, est consacrée à ce Concile, à son histoire, à ses décisions et à l'exposé de la discipline actuelle de l'Eglise. L'auteur parle du Concile de Trente avec d'autant plus d'étendue et d'exactitude, qu'il a excellemment résumé tout ce qu'en ont dit Benoît XIV, le cardinal Pallavicini et les auteurs les plus autorisés.

L'ouvrage est écrit avec netteté et concision, comme il convient à un tel sujet, et l'auteur a eu la bonne pensée de le terminer par une table alphabétique, assez ample, des matières. M. l'abbé Guérin, lui aussi, fermera le deuxième volume de son ouvrage par diverses tables, dont une alphabétique, laquelle, pour chaque matière de dogme, de morale, de discipline, d'histoire, etc. renverra le lecteur à tous les endroits où il en est parlé. Ces tables de nos auteurs sont ce qui rend surtout leurs ouvrages *usuels*, car elles mettent sous les yeux, sur tel ou tel sujet donné, tous les Canons des Conciles qui y ont rapport.

Mais quelque bons et utiles que^{soient} de tels ouvrages pour ceux qui ont peu de temps à consacrer à l'étude, ou pour cette masse de lecteurs qui n'ont que des idées confuses, incomplètes ou erronées sur les assemblées conciliaires, ils ne sauraient dispenser les travailleurs sérieux de recourir et d'étudier les grandes et érudites collections des Conciles. Aussi faisons-nous des vœux pour que la *Nova et amplissima conciliorum omnium collectio*, déjà annoncée, se poursuive activement, et pour que paraisse, au moins bientôt, la première partie, intitulée : *Concilia œcumenica et alia quæ auctoritate Romanorum Pontificum celebrata fuerunt*.

L.-F. GUÉRIN.

VI.

UN ÉMIGRÉ FRANÇAIS

LE COMTE DE MONTVALLAT ¹

Dans un des premiers mois de l'année 1798, un pauvre émigré français, malade, dans un état misérable, arriva dans le village de Schwamendingen près de Zurich. Pour gîte on lui assigna une étable, où il ne tarda pas à expirer. Le Français avait sur lui un sac de coutil, serré étroitement, et semblable à une bourse. Les fonctionnaires du lieu le lui demandèrent, croyant qu'il contenait des papiers ou autres objets précieux. Ce soupçon s'accrut, par le refus opiniâtre que fit l'étranger de le livrer, de sorte qu'il fallut lui arracher le sac de force. Le notaire du lieu, qui eut à examiner l'affaire, découvrit bientôt que c'était la correspondance d'un comte émigré, appelé Montvallat, dont le défunt avait probablement été le serviteur. Immédiatement après, les Français envahirent le canton de

¹ *Briefwechsel des Grafen Montvallat, oder Erinnerungen an die Französische Emigration von 1792-1797*. Herausgegeben von M. W. — Zurich Schuethess, 1868. Petit in-8° de 236 p.

Zurich, et par les tristes temps de guerre qui suivirent, on ne songea guère à déchiffrer ces lettres, en partie peu lisibles. Elles restèrent dix ans peut-être dans leur sac, bien scellé, parmi les archives du notaire. Ce ne fut que pendant le premier empire qu'on s'en souvint. Une dame de la parenté du notaire se chargea d'examiner ces papiers, dont le nombre montait à environ 170 pièces, et en fit un inventaire. On s'adressa ensuite à l'ambassadeur français en Suisse pour le prier de faire faire des recherches pour retrouver les personnes désignées, en offrant de leur remettre aussitôt les papiers. On n'obtint pas de réponse. A peine, sans doute, l'ambassade prit-elle la peine de jeter un regard sur la liste, car elle aurait trouvé, parmi les premiers noms, celui du comte d'Albignac, alors général au service de Napoléon, et, par une seule lettre adressée à Paris, le but des recherches aurait été atteint. Depuis, soixante ans se sont écoulés. La famille des comtes de Montvallat s'est éteinte, du moins en ligne masculine. Des autres familles mentionnées dans ces papiers, il n'y en a que fort peu qui existent encore de nos jours.

L'écrivain qui publie aujourd'hui cette correspondance, déposée dans la bibliothèque de Zurich, a entrepris de nous faire connaître le sort et le caractère de quelques émigrés. Il a fait un récit très-curieux, qui ne manquera pas d'intéresser, non-seulement ceux qui étudient l'époque de la grande révolution et des guerres qui s'ensuivirent, mais tous ceux qui ont de la sympathie pour des hommes qui luttèrent courageusement contre une mauvaise fortune qui ne cessa de les poursuivre. Qu'on permette à un fils de cette noble ville de Münster qui, dans ce temps, ne laissait pas mourir ces malheureux émigrés dans les étables et sur la paille, mais qui en nourrit, pendant un assez long laps de temps, deux mille quatre cents, de consacrer quelques lignes à ces pauvres et malheureux Français mentionnés dans la correspondance de Montvallat.

Le comte de Montvallat est le personnage principal auquel tout se rattache. Bien que malade, il quitta sa famille et sa patrie pour aller servir dans la petite armée des princes. Accompagné d'un seul domestique, il passa par Lyon, Genève, Berne, Bâle, où il se munit d'une grammaire allemande, et joignit l'armée des princes à Coblenz. Toutes les grandes et petites dépenses qu'il fit dans ce voyage, ou pendant son séjour à Coblenz et à Neuwied, se trouvent soigneusement notées sur quelques feuilles qui précèdent la correspondance. Ayant servi comme volontaire dans l'escadron des Guyennes, et le corps des princes s'étant débandé après la campagne malheureuse de Champagne, Montvallat avait résolu de continuer à servir dans un des corps émigrés soldés par la Hollande ; mais il n'était plus possible de passer à travers les rangs des ennemis. Il sortit donc de Maestricht pour se rendre à Bois-le-Duc, et lorsque les républicains s'approchèrent de cette forteresse, il s'offrit avec d'autres émigrés pour prendre part à la défense. Tout commerce avec les émigrés étant interdit sous peine de mort, il prit le nom de Balam, marchand à Bois-le-Duc. C'est sous cette qualification que ses amis de Paris lui firent parvenir, au mois

d'avril 1793, environ mille francs. Dans une de ces lettres, on lui écrit : « J'ai eu plaisir d'apprendre que vous exercez votre talent avec succès en Hollande; la richesse de ce pays doit favoriser les artistes. Ici les circonstances ne leur sont pas favorables, mais avec la paix cela reprendra. » On comprend sans peine le sens caché de ces mots. — Sa santé affaiblie ne lui permettant plus de servir dans l'armée, il retourna à Maestricht, où son beau-frère, le marquis d'Espinay, lui remit un certificat de bonne conduite sous les armes, comme il en avait déjà reçu un autre du marquis de la Suse.

Presque une année se passa à Maestricht, dans l'espérance d'un changement heureux amené par les mouvements intérieurs ou par les armes des alliés. L'évêque de Rodez ne réussissant pas à faire des emprunts pour lui en Angleterre, Montvallat tomba dans une détresse qui alla si loin, qu'il ne dédaigna pas de trafiquer avec de faux assignats dont les fabriques anglaises inondaient la France. « Les Anglais donnent souvent, mais ils ne prêtent presque jamais que pour des spéculations de commerce et sur des sûretés immanquables. La perspective d'une contre-révolution en France ne leur donne pas dans ce moment une assurance suffisante pour leur faire ouvrir leurs coffres en faveur des particuliers. Cependant votre position, comme celle d'un grand nombre d'autres respectables gentilshommes, est affreuse. Plusieurs ont cherché d'en sortir en portant les armes dans les nouveaux corps que lève actuellement l'Angleterre, d'autres en exerçant des arts, des métiers même, quelques-uns en se faisant maîtres de langues, de dessin, etc., ou en se rendant utiles par toute voie honnête. Ceux qui n'ont pu avoir aucune de ces ressources, en ont trouvé une, bien faible à la vérité, dans la remise d'un shelling par jour, que leur ont fait remettre les membres du comité du secours. Nous n'avons plus pour nous que la Providence, etc. »

De Maestricht, M. de Montvallat entretient une correspondance active avec son beau-frère, le marquis d'Espinay, qui ne partage point les vues trop optimistes de la plupart des autres émigrés, mais juge très-sainement les événements de la guerre. Les Français s'avancant victorieux en Belgique après la bataille de Fleurus, le marquis chercha un refuge à la Haye, tandis que Montvallat, abandonné par le marquis son beau-frère, gagna avec sa sœur et ses enfants, la ville de Züphen, qu'il échangea bientôt contre la ville de Münster en Westphalie. Peu de villes reçurent les malheureux émigrés d'une façon plus hospitalière et en si grand nombre que celle-ci. Plusieurs lettres portent le nombre des émigrés entretenus par la ville et les environs à 2,400. Il y avait des monastères qui en avaient 200 à 300 pour hôtes. Plusieurs restèrent même quand le retour ne rencontra plus d'obstacles, et beaucoup ont fini leurs jours sur le sol de la Westphalie. Ce ne sont pas seulement les églises de la capitale, mais encore les modestes églises des villages obscurs qui recèlent la tombe d'hommes illustres par les services rendus à l'Église et à l'État. Dans l'église de Saint-Lambert, on voit la tombe

du maréchal de Broglie ; à la cathédrale, la tombe du cardinal de La Rochefoucauld, archevêque de Rouen ; tout auprès celles de deux évêques du nom d'Argentré. Le premier pair de France repose dans l'église du village de Wolbeck. La même cathédrale qui garde les cendres du cardinal qui vécut tant d'années à Münster et y a laissé une si bonne mémoire, renferme aussi celles de l'évêque de Gand, Pierre de Lobkowitz.

Les lettres de Montvallat, qui ne passa que peu de mois (en 1795) à Münster, n'indiquent que quelques noms et quelques quartiers de la ville. On trouve d'autres renseignements dans un curieux manuscrit, possédé par l'abbé Horsmann, et dont l'abbé Bahlmann a publié une partie, sous ce titre : *Erlebnisse des Vaters Henry, Événements du Père Henri* (Münster, 1865). Le Père Henri, prieur de l'abbaye de Resson près de Beauvais, y donne un récit très-intéressant de ce qui lui arriva dans ses longs et périlleux voyages à travers l'Angleterre, la Belgique, la Hollande et la Westphalie. Le manuscrit est écrit en allemand, et trahit le français en maint endroit, surtout en ce qui regarde les noms propres, mais il ne laisse pas d'être très-intelligible. Nous ignorons si le prieur, revenu en France après la publication du concordat, y a publié des mémoires ; s'il ne l'a pas fait, nous ne doutons pas que la publication de son manuscrit, ne trouve un accueil favorable.

Mais revenons à M. de Montvallat. C'est à Münster qu'il apprit la perte totale de ses biens. Sa fortune personnelle, celles de sa femme, de ses enfants, de son beau-père, qui vint alors à mourir, avaient été confisquées pour la plus grande partie ; de telle sorte que sa fidèle épouse ne pouvait lui envoyer que des secours extrêmement restreints. Son embarras était tel, que le marquis d'Espinay crut lui devoir donner le conseil d'établir un petit commerce. « Puisque vous avez un domestique fidèle qui ne fait rien et qui pense assez bien pour désirer de vous faire vivre, je pense toujours que s'il était intelligent il pourrait faire utilement le petit commerce dont il est question. Il est vrai que la saison rend la chose plus incommode, mais aussi s'il y a moins d'argent de ce commerce, on en vend plus cher ; les Anglais ne regardent pas au prix, surtout pour le vin et la liqueur, du jambon, des langues fourrées et autres choses semblables, etc. » Cette détresse n'empêcha pas le noble comte de prêter à tout le monde, de sorte qu'il quitta Münster presque dépourvu de tout argent, en se rendant en Suisse où il était plus près de la France. Il y a peu des 170 pièces du volume qui ne témoignent des emprunts faits au comte, et si l'on admire la bienveillance et la délicatesse de Montvallat, on n'admire pas moins la probité et la promptitude avec laquelle ces sommes furent rendues. A peine tel officier a-t-il reçu ses faibles gages, qu'il s'empresse de rendre les sommes qui l'ont soulagé dans sa misère. Bien différente fut la conduite de quelques banquiers de Belgique et d'Aix-la-Chapelle, qui se firent payer jusqu'à 50 p. 0/0.

Dans le canton de Fribourg, Montvallat choisit le village de Romont pour sa demeure ; il y trouvait plusieurs émigrés, et même quel-

ques parents du Rouergue. Dans sa correspondance avec M^{me} de Montvallat, il s'appelle Chicot, marchand. On ne parle qu'au figuré : les noms de marchandises remplissent les lettres. « Le porteur de la présente vous remettra 5 pièces d'étoffe jaune à quatre bouts et 6 de moitié moins grandes au double. Tirez le parti que vous pourrez des 5 premières, les 6 autres sont de débit ordinaire. » Plusieurs lettres arrivées de France, la plupart de Rodez et des environs, contiennent des indications très-curieuses sur l'état des choses, sur les espérances et les craintes de chacun, sur les poursuites, les confiscations essayées par les nobles et par les prêtres. D'autres lettres contiennent des détails curieux sur la marche de la guerre ; des jugements plus ou moins fondés sur les alliés, les princes, Louis XVIII, le général Clerfait, l'empereur François I^{er}, etc. L'intérêt principal consiste à apprendre, de la bouche même de témoins, la vie et la conduite des émigrés à l'étranger, à connaître leurs souffrances, leur force de caractère, la gaieté même avec laquelle la plupart luttèrent contre tant d'adversités. Nous remarquons dans cette correspondance, outre les noms que nous avons cités, ceux du maréchal de Broglie, du marquis de la Suse, de M. de Roquefeuil, des abbés Jouery, Orléans, Azemar, Grimaldi, du comte de Montboissier, du général d'Albignac, de M. de Villelongue, du duc de Choiseul, de l'évêque de Rodez, de Seignelay Colbert, de Seumeuze, du banneret de Castelle, le père des Français à Fribourg, de Dardène, officier de husards, qui établit avec succès un petit commerce à Peine dans le Hanovre, etc., etc.

Avant tous les autres, nous aurions dû nommer, après Montvallat, le brave d'Algues et le fidèle Glanas. Déjà maréchal de camp, lorsque la révolution éclata, de Salgues émigra, et devint chef d'une compagnie dans le corps de Condé. Mais devant l'ennemi il obtint un commandement plus élevé. Avec une bravoure à toute épreuve, il se distingue par une gaieté imperturbable, même dans les plus grandes adversités. Cette gaieté lui fait vaincre tous les obstacles, lui fait tout voir sous un jour favorable, et l'aide à supporter toutes les fatigues, tous les dégoûts d'une campagne rarement favorisée par la fortune. Après une marche longue et pénible, entreprise au cœur de l'hiver, il écrit ces lignes : « Cela ne nuit pas à ma santé, et depuis longtemps je crois que des exercices de corps si fatigants, sont nécessaires pour conserver ma santé. Sans la révolution je serais peut-être déjà mort. Mais oui, la mort est préférable aux souffrances d'un émigré. Pourtant je reste le vieux. Je m'abandonne à la volonté de la Providence, je cherche à oublier le passé, glisse rapidement sur le présent et me repose sur l'avenir. » Sans doute il y avait aussi des heures où l'éloignement des siens et le manque complet de toutes nouvelles de ce côté le navraient : « Pas une seule ligne d'eux ! hélas, à ce chagrin on ne peut opposer que la patience dont je me suis procuré une bonne portion, dès que j'eus quitté la France. » Comme à tant d'autres, Montvallat lui avait prêté de l'argent, mais personne ne lui montra une telle reconnaissance. Son regret de ne pas pouvoir rendre dans le temps fixé n'est point af-

fecté, et dès que, de loin encore, il en entrevoit la possibilité, il annonce à son ami « que, grâce à la Providence et aux guinées de MM. les Anglais, il se trouve mis en état de payer peu à peu ses dettes. » Quelquefois il s'abandonne à des illusions sur la marche et l'issue de la guerre, croyant trop fermement au triomphe de la Vendée. Déçu dans son attente, il se trouve consolé par les succès étonnants des Autrichiens. « Cette guerre de campagne les couvre d'une gloire immortelle. Il était temps enfin que le maréchal de Clerfait développât ses grands talents autrement que dans les retraites, et prouvât que les Autrichiens, quand ils le veulent, savent manœuvrer pour le moins aussi bien que leurs rivaux les Prussiens... Tallien a prédit dernièrement en pleine assemblée la contre-révolution faite dans trois mois. Nous verrons si cet homme sera aussi bon prophète qu'il a été jusqu'à présent un grand scélérat. » Le 21 décembre 1795, il écrit à Montvallat : « Je serais trop heureux si le bon Dieu me permettait de retourner à Falguiers, d'y revoir mes voisins, mes amis... ; mais venons à notre armée. Vraisemblablement les Autrichiens n'ont pas besoin de nous de l'autre côté du Rhin pour repousser les Français. Malheureusement leurs succès ne sont pas la contre-révolution. Elle ne tient qu'à un fil, à la vérité, mais ce fil me paraît un second nœud gordien. Dieu veuille produire bientôt un second Alexandre ! » Le 22 mai 1796, le fidèle serviteur est consolé par un événement inattendu : « Nous avons eu le bonheur de posséder à notre armée notre auguste et infortuné monarque. Il est heureux pour lui que le Sénat de Venise lui ait évité le chagrin de se sauver des patriotes qui vont grand train en Italie. Il est impossible de montrer plus de génie, plus de bonté que ce prince, qui ferait certainement oublier le règne de Henri IV, si les Français, revenus de leur erreur et connaissant enfin leurs véritables intérêts, le replaçaient sur le trône de ses pères.... On nous annonce une invasion des Français en Suisse comme très-prochaine. Il paraîtrait que l'appétit vient à ces messieurs en mangeant. Qu'ils se contentent de conquérir et mettre à exécution les riches provinces de l'Italie, sans venir soumettre les pauvres Suisses... » Le 21 juin 1796, vieillard de 72 ans, il écrit encore à Montvallat : « Je me porte Dieu merci au mieux, et me sens en état de faire une vigoureuse guerre à nos ennemis communs, s'il plaît aux alliés... »

Malgré son ardent désir de revoir son pays et les siens, il n'était pas homme à se soumettre à la république. Restant dans le corps du prince de Condé, quand il passa au service de Russie, il tomba glorieusement à la tête des grenadiers dans la rencontre de Constance, le 7 octobre 1799. Les grenadiers de Bourbon, nom du régiment commandé par lui, durent se frayer à la baïonnette un chemin à travers les ennemis qui, pêle-mêle avec eux, étaient entrés dans la ville. Ils réussirent à gagner le pont jeté sur le Rhin, lorsqu'ils s'aperçurent que le colonel leur manquait. Aussitôt les grenadiers rebroussèrent chemin, pénétrèrent au pas de charge dans la rue, et s'emparèrent, non sans la perte de maint camarade, du cadavre de leur bien-aimé colonel. A côté de ce brave on doit nommer Gla-

nas, le fidèle serviteur du comte, qui mourut sans vouloir se dessaisir des papiers que son maître lui avait confiés.

Nous concluons notre examen de ce livre si attachant par ces lignes, que l'auteur inconnu attribue au duc de Broglie : « Certainement je n'oublierai jamais l'honnête et vertueux comte de Montvallat ; » ni ceux, ajouterons-nous, qui, fidèles *juqu'à la besace* à leur roi légitime, succombèrent sur le sol étranger, sans jamais revoir leur pays et leur famille.

P. BECKMANN.

VII.

L'HISTOIRE DE L'IMPOT EN FRANCE'

Dès qu'une société est organisée, elle a besoin de ressources. Qu'elle se les procure d'une manière ou d'une autre, les tirant de biens domaniaux ou les prélevant sur chacun de ses membres, peu importe, elle sera toujours dans la nécessité de s'en créer de suffisantes pour assurer son existence. Ce n'est pas le lieu de nous étendre sur la légitimité de l'impôt ; il nous suffit d'en rappeler le principe, avant d'entrer sommairement dans l'histoire des divers impôts qui ont existé dans notre société française depuis son origine.

Mais, diront certains esprits, à quoi bon retracer ces sombres pages de notre histoire nationale, et redire les exactions et les horreurs d'autres époques ?

— A cela deux réponses, et c'est M. Clamageran, l'auteur du livre que nous allons résumer qui les fait. D'abord, « s'il y a des lois qui se dégagent de l'ensemble des faits contemporains, il y en a d'autres qui n'apparaissent clairement que des faits accomplis. Une tendance constante, manifestée pendant plusieurs siècles, mérite

¹ *Histoire de l'impôt en France*, par M. J.-J. Clamageran, docteur en droit, avocat à la Cour impériale. Paris, Guillaumin, 1867-1868, 2 vol. in-8°.

aussi qu'on en tienne compte. L'histoire marque la direction dans laquelle l'humanité se meut. Elle fait plus, elle prouve que cette direction n'est pas toujours due à des causes fatales. Elle éclaire d'un jour de plus en vif la part de plus en plus considérable qui revient à la volonté de l'homme dans les événements humains. »

En second lieu, c'est que si « l'empire romain et la monarchie de Louis XIV nous offrent, l'un et l'autre, l'exemple d'un régime fiscal pesant lourdement sur le pays, et maintenu sans frein ni contrôle dans toute son intégrité....., le moyen âge et les commencements de l'ère moderne nous offrent un tout autre spectacle. Les assemblées des seigneurs, les communes, les États provinciaux et enfin les États généraux nous montrent l'impôt librement voté. »

Il est indispensable, lorsqu'on aborde l'histoire des coutumes ou des impôts successivement en vigueur chez un peuple, de ne pas craindre de remonter dans les siècles : les uns comme les autres ont presque toujours en effet une origine lointaine, ne se transforment que lentement, et sous les efforts continus de générations successives. Pour la France, par exemple, nul travail ne saurait être complet, s'il prenait pour point de départ une époque quelconque de notre histoire, faisant dater toutes les institutions de ce moment, sans étudier les siècles précédents. Le moyen âge ne peut être bien connu, si l'on n'a approfondi la législation de l'empire romain.

Les juristes l'ont prouvé pour l'étude de lois ; il en est de même pour l'histoire financière. C'est ainsi que l'a composée M. Clamageran ; hâtons-nous de l'en féliciter.

Le système compliqué des Romains a souvent paru ne renfermer « qu'arbitraire et caprice ; » et cependant un œil clairvoyant et exercé n'est pas longtemps sans se détromper. « Une étude approfondie ne tarde pas à découvrir un corps d'idées unies entre elles par des rapports logiques, un ensemble d'institutions vigoureusement constituées, des distinctions souvent délicates et vraies, des classifications naturelles puisées aux entrailles mêmes du sujet. » Exposer ces institutions est l'objet du livre premier. La diversité des impôts et des taxes de l'empire romain se trouve étudiée avec soin ; quant aux dépenses, aux modes divers de contrôle à exercer sur elle, il n'en est pas question. Sans doute un livre consacré à l'impôt ne comportait pas directement ces développements ; mais on peut toutefois regretter que M. Clamageran n'ait pas ici apporté quelques lumières, comme il l'a cru possible en plusieurs autres parties de son ouvrage. Ce point n'a jamais encore été approfondi comme il mériterait de l'être.

L'invasion des Barbares devait apporter de profonds changements ; à côté du système romain vient alors se placer l'impôt barbare. L'auteur nous paraît bien dans la vérité en indiquant la part qui revient, durant cette période, tant aux Romains dont bien des institutions subsistent, qu'aux Barbares qui apportent avec eux leurs coutumes et leurs usages. De ce mélange il se forme un État nouveau dont on peut dire : « ce n'est plus la décrépitude de la décadence, c'est la misère d'une société naissante et informe. »

Le moyen âge s'ouvre alors avec sa civilisation nouvelle. Au point de vue spécial qui nous occupe, qu'en pense l'auteur ? Il ne nous semble pas en avoir toujours bien compris le caractère, ni toujours envisagé le développement de la même manière. Car si, d'un côté, il affirme que les assemblées des seigneurs, les communes, les états provinciaux et enfin les États généraux nous montrent l'impôt librement voté, d'un autre côté il semble souvent attribuer exclusivement à l'exercice du « droit d'insurrection » les divers progrès qu'il constate.

Ainsi, à côté d'appréciations et de constatations conformes à la vérité historique, l'auteur se laisse dominer par de vieux préjugés. N'en citons qu'un exemple. Il s'agit du droit du seigneur : M. Clamageran se demande s'il a existé un droit de prélibation. Il n'ose pas le nier. « Les mœurs de l'époque n'y répugnent pas, » dit-il ; puis après avoir ajouté que ce droit était établi en Ecosse et en Gascogne, au profit même des seigneurs ecclésiastiques, il ajoute : « Des recherches récentes nous le montrent exprimé en des termes formels dans des pièces authentiques relatives à quelques seigneuries pyrénéennes. » N'insistons pas davantage. Nos lecteurs savent à quoi s'en tenir sur ce point traité avec tant de science dans la première livraison de cette *Revue* ¹.

Ces lignes suffisent pour indiquer ce qui manque à notre avis à l'ouvrage de M. Clamageran, à savoir un peu de critique historique. Il a lu les historiens, les divers auteurs, et il admet souvent avec trop de facilité leurs assertions. Il suppose à tous la sincérité qui l'anime, et ne contrôle pas assez chacune d'elles en remontant soit aux sources, soit aux travaux spéciaux. Presque jamais, avons-nous remarqué, les autorités qu'il cite ne sont les pièces originales elles-mêmes ; ce sont trop souvent des travaux de seconde ou de troisième main. Rien de mieux qu'on se réfère à de savantes dissertations comme celles des Guérard, des de Wailly ou des Delisle ². Encore ne faut-il pas accorder trop d'autorité et de crédit à d'autres compilations moins sérieuses de quelques écrivains modernes.

Un dernier mot sur cette période. Il y a eu en principe moins d'antagonisme que ne le prétend l'auteur entre les diverses classes de la société féodale. Que cet antagonisme soit venu peu à peu, par suite des excès et des abus de certains seigneurs, ne le nions pas ; mais ce ne sont pas seulement ces abus, ces excès qu'il faut voir, qu'il faut relater, ce n'est pas d'après eux seulement qu'il faut juger toute une organisation sociale. Les savants dont nous écrivions les noms tout à l'heure ont été jusqu'au fond des choses. Ils n'ont pas hésité à rendre hommage à cette organisation féodale, la reconnaissant supérieure à celle qui l'avait précédée. Et cela, sans contester ce qu'il y eut de blâmable, sans méconnaître, comme nous le disions, les excès et les abus, sans craindre de flétrir les atrocités que

¹ Voir t. I^{er}, p. 95, la dissertation de M. A. de Barthélemy.

² Nous avons regretté de ne pas voir M. Clamageran tirer parti du savant ouvrage de ce dernier : *Histoire des classes agricoles en Normandie*.

commirent¹ certains hommes, certains seigneurs ecclésiastiques même.

Quelques-unes des remarques que nous venons de faire peuvent s'appliquer à la partie de l'ouvrage qui traite de l'impôt monarchique. Le caractère de la période que l'auteur comprend entre 1439 et 1683 a été, sauf quelques intermittences, le même que sous Charles VII et Louis XI : « L'impôt royal tend de plus en plus à être affranchi de tout contrôle et de toute dépendance. »

Les développements successifs apportés aux institutions fiscales, les efforts des officiers royaux chargés des recettes, ou plus tard des fermiers pour tirer le plus possible de la gent imposable, sont décrits avec soin. On peut suivre pas à pas les modifications apportées, les réclamations émises par les assemblées provinciales ou les États généraux, la satisfaction qui leur fut parfois donnée ou plus souvent l'oubli qui les enveloppa promptement.

Puis arrive dans notre histoire cette triste période de guerre civile allumée entre les protestants et la Ligue; guerre qui passionne encore si diversement de nos jours les esprits, et dont les conséquences se trouvent toujours si différemment appréciées et commentées. Leur influence sur les finances de l'État, sur les bases de l'impôt ne permettait pas à M. Clamageran de passer légèrement sur cette époque. Pourquoi a-t-il ici suivi presque toujours, dans l'exposé des faits, les versions protestantes, au lieu de recueillir en même temps les informations véridiques que lui fournissaient les auteurs catholiques?

Enfin s'ouvre une période importante, celle où s'exécutèrent les réformes, où tout au moins se tentèrent les entreprises de Colbert pour le fait des finances. Ici abondent les documents authentiques récemment mis au jour. M. Clamageran en a tiré un excellent parti, et la remarque que nous avons faite plus haut pour le moyen âge, n'est point applicable aux temps modernes, car il a de plus mis à profit des documents inédits, d'où il tire une lumière nouvelle.

C'est à la mort de Colbert que s'arrête, avons-nous dit, l'exposé de cette histoire. Citons-en les dernières lignes. « On l'enterra de nuit. On redoutait les outrages du peuple des halles. Le peuple était injuste; mais il n'était pas ingrat. Le système que nous venons d'exposer ne répondait ni à ses besoins, ni à ses aspirations. Colbert fut l'homme de la bourgeoisie mercantile. Il en est resté le type. Il personnifia merveilleusement ses qualités et ses défauts; l'intelligence des affaires, le travail opiniâtre, l'amour de l'ordre poussé jusqu'à l'excès, le culte de l'autorité, le goût des monopoles et des industries factices. Il eut le génie de la réglementation, et fut grand à sa manière; mais il lui manqua, pour être complet, le sentiment humain par excellence, le sentiment de la liberté. »

¹ Rappelons un noble exemple d'impartialité, récemment donné par une plume catholique. Quel plaidoyer plus éloquent fut jamais écrit en faveur des moines que le dernier ouvrage de M. le comte de Montalembert, et pourtant qui jamais a mieux reconnu et flétri les turpitudes de certains moines et la décadence de certains ordres?

Ce jugement sur Colbert nous suggère une dernière remarque. C'est avec des idées trop modernes, et trop peu appropriées aux époques dont il parle que l'auteur a écrit son livre. On ne pensait pas au moyen âge comme on pense de nos jours; les conditions, les besoins, les aspirations n'étaient pas les mêmes. Les idées du xvii^e siècle ne diffèrent pas moins de celles d'aujourd'hui. Et si l'on peut regretter que bien des hommes, Colbert entre autres, n'aient pas été plus en avant de leur siècle, qu'ils n'aient point davantage senti l'avenir, et préparé leurs contemporains à des progrès nécessaires, on ne peut sans injustice les condamner quand même, et leur faire un reproche amer et sanglant d'avoir été de leur pays et de leur temps.

On l'a souvent répété, et jamais parole n'a été plus juste : il faut s'identifier avec les idées et la civilisation d'un siècle, vivre de sa vie, respirer en quelque sorte son air, pour pouvoir sainement le juger. C'est là ce que n'a pas toujours assez fait l'auteur du remarquable ouvrage que nous avons signalé. Nous nous plaignons d'ailleurs à rendre hommage à sa science, à ses laborieuses recherches et à son désir d'impartialité.

G. DE SENNEVILLE.

COURRIER ALLEMAND

L'activité imprimée en Allemagne, depuis Niebuhr, aux travaux sur l'histoire romaine, et qui nous a donné les ouvrages estimés des Mommsen, des Schwegler et des Peter, vient encore de produire une nouvelle *Histoire romaine*¹. Le livre de M. Ihnen, à la vérité, n'est point destiné en première ligne aux savants, mais plutôt à tous les hommes instruits qui ont du goût pour l'histoire. Conçu sur un plan assez vaste, cet ouvrage doit servir à se former une opinion sur tant de questions énigmatiques et de difficultés qui se présentent encore dans l'histoire du peuple romain. Tout le monde est d'accord que l'ouvrage est heureusement conduit ; on craint seulement qu'il n'ait pas la même valeur en reconstruisant qu'en détruisant. N'ayant pas à suivre ici l'auteur, d'Énée à Pyrrhus, dans tous ses exploits de critique, nous nous bornerons à dire qu'il est parvenu à réduire presque à néant l'histoire intérieure de Rome jusqu'aux grandes guerres contre les Samnites, au moins en ce qui concerne les faits bien établis. Le champ de l'histoire extérieure se trouve aussi considérablement réduit. Un très-grand nombre de batailles, de campagnes, de guerres même, s'effacent et disparaissent devant la critique éclairée de M. Ihnen. Les guerres contre les Etrusques jusqu'à Pyrrhus se réduisent en particulier à fort peu de chose. Cet ouvrage est divisé en trois livres. Le premier contient la période des rois ; elle est riche en vues neuves et originales. Ainsi, le temps des Tarquins nous montre la domination étrusque, et la chute de la royauté est intimement liée à un soulèvement latin contre la domination étrangère. La description de l'état de Rome sous les rois, qui termine ce livre, est vraiment excellente ; dans le livre II, l'auteur passe au crible d'une critique rigoureuse les rares traditions sur le temps écoulé depuis l'expulsion des rois jusqu'à la grande invasion des Celtes. Le troisième livre comprend la période mieux connue

¹ *Römische Geschichte*, von W. IHNEN, t. I. *Von der Gründung Roms bis zum ersten punischen Kriege*. Leipzig, Engelmann, 1868, gr. in-8 de viii et 483 p.

qui est comprise entre la guerre avec Pyrrhus et la soumission de toute la péninsule des Apennins. Cette partie est remarquable surtout par une exposition très-nette de la situation intérieure. Le deuxième volume paraîtra dans le cours de 1869, et le troisième en 1870. L'auteur nous fait en outre espérer une continuation pour le temps des Césars.

— M. Büdinger, professeur d'histoire universelle à Zurich, a publié des recherches critiques sur l'histoire des empereurs romains, composées sous sa direction par des étudiants au séminaire historique de Zurich ¹. Le premier mémoire est consacré à l'empereur Trajan, et a pour auteur M. F. Dierauer. Voici les divisions de ses 217 pages : l'avènement et les premières années du règne de Trajan ; 2° ses expéditions contre les Daces ; 3° l'administration des provinces et les constructions publiques ; 4° les guerres orientales ; 5° un coup d'œil sur le panégyrique de Pline le jeune. Le deuxième mémoire, dû à M. Zürcher, a pour objet l'empereur Commode, ou plutôt la critique des sources de l'histoire de cet empereur. L'auteur y discute la valeur historique des diverses sources de Dio Cassius, Ælius Lampridius et Hérodianus, attribuant plus d'authenticité à Dio Cassius qu'à Hérodianus. Puis il donne un exposé de la vie et des faits de Commode, tiré des sources indiquées. Des recherches sur les campagnes d'Arménie depuis 41-63 après Jésus-Christ, pour servir à une critique de Tacite, sont dues à M. Émile Egli, et sont consacrées à la chronologie, à la conquête de l'Arménie, à la géographie et spécialement aux routes du pays. M. Egli insiste surtout sur la géographie militaire sous le règne de la dynastie Julienne, et réussit à fixer avec pleine certitude l'emplacement de bon nombre de localités, par exemple de Tigranocerta. Le résultat le plus important de ce travail, à ce qu'il me semble, c'est que le récit de Tacite supporte bien cet examen critique, pour l'exactitude des temps comme pour celle des lieux.

Le deuxième volume comprend : 1° un examen littéraire des biographies de plusieurs empereurs, attribuées à Vopiscus ; 2° des recherches très-détaillées sur Dioclétien et ses successeurs, par M. Hunziker ; 3° des contingents critiques pour servir à l'histoire d'Antonin le Pieux. La partie la plus intéressante est celle qui a trait à la persécution des chrétiens et à la politique de Dioclétien et de ses successeurs jusqu'à la mort de Constantin, pour laquelle l'auteur a puisé non-seulement aux sources profanes, mais aussi dans les actes des martyrs.

— L'opinion longtemps admise que les anciens Égyptiens avaient en horreur la mer et la navigation, a reçu un coup assez rude et même irréparable d'un mémoire du docteur Jean Dümichen, intitulé : *La flotte d'une reine égyptienne du xvii^e siècle avant notre ère et des soldats de l'ancienne Égypte en grande tenue, sur un monument du même temps, etc., etc. Pour servir à l'histoire de la navigation et du*

¹ *Untersuchungen zur römischen Kaisergeschichte*, herausgegeben von M. BÜDINGER, Leipzig, Teubner, 1868, 2 vol. gr in-8, de viii-362 et 320 p.

*commerce dans l'antiquité*¹. Même sans avoir lu les explications fournies par l'auteur, les planches nous montrent le vaisseau chargé de produits étrangers appartenant aux trois règnes de la nature, leur transport, l'activité de l'équipage, le déchargement à l'arrivée, dans les plus belles couleurs d'un style fort avancé. Un paysage arabe se détache dans le lointain, et la marche de troupes égyptiennes qui défilent en grande pompe, achève les détails du tableau. Les différents poissons de la mer de *Punt* (la mer Rouge) qui y figurent, offrent de l'intérêt pour l'histoire naturelle. L'auteur a eu la joie bien méritée de voir déjà son ouvrage traduit en anglais.

— Saint Pierre Chrysologue (404-451) est célèbre comme grand orateur de la chaire, mais sa vie et son apostolat nous sont peu connus. La meilleure source pour sa biographie, ce sont ses écrits, qui se composent de cent-soixante-seize sermons et d'une lettre adressée à Eutychès. Il est encore fait mention de lui dans la *Vita S. Germani Autissiod.* Toutes les autres sources, spécialement les *Vitæ S. Chrysologi* sont de date plus récente. La plus importante est celle qui a pour auteur Dynellus, abbé de Saint-Barthélemy à Ravenne au ix^e siècle. Pleine de barbarismes et de fables, elle contient pourtant beaucoup de choses dont on peut tirer profit au moyen d'une saine critique. M. Dapper a entrepris un travail aussi important que méritoire, en choisissant la vie et les actions de saint Pierre Chrysologue pour objet d'une monographie historique qui manquait encore. Son ouvrage² est divisé en trois livres, qui sont précédés d'une indication des sources et d'une introduction sur le caractère social et politique du temps du Saint. Dans le premier livre, l'auteur expose l'histoire du Saint depuis sa naissance jusqu'à son éléction comme évêque de Ravenne. Le livre II contient l'exposition des actes du prélat et de ses relations avec l'empereur Valentinien III et sa mère Galla Placidia. L'auteur s'engage ensuite dans une discussion sur les sermons du Saint conservés en 700, lors d'un incendie de la bibliothèque de l'église cathédrale à Ravenne. Comme ces sermons nous présentent une image de la personnalité du Saint d'après sa vie intérieure et extérieure, l'auteur en donne l'analyse. Puis M. Dapper passe à l'explication du triple sens dans lequel S. Chrysologue avait coutume d'expliquer la Bible, aux fruits de ses sermons, aux constructions d'églises exécutées par lui, et termine en racontant comment Ravenne, sur le désir de l'empereur, fut par un décret du pape érigée en église métropolitaine.

Dans un appendice à ce livre il fait le récit d'une visite de S. Ger-

¹ *Die Flotte einer ägyptischen Königin aus dem 17 Jahrhundert vor unserer Zeitrechnung und altägyptisches Militair im festlichen Aufzuge auf einem Monumente aus derselben Zeit, etc. Als ein Beitrag zur Geschichte der Schifffahrt und des Handels im Alterthume*, herausgegeben von J. DÜMICHEN. Leipzig, Hinrichs, 1868, ni-22 p. de texte et 33 planches, gr. in-4°.

² *Der Heilige Petrus Chrysologus, der erste Erzbischof von Ravenna. Eine Monographie*, von Dr H. DAPPER, Oberpharrer und Schulinspector in Gmünd. Cöln et Neuss Schwan, 1867, gr. in-8 de 181 p.

main à notre Saint et donne la traduction de la lettre écrite par celui-ci à l'hérétique Eutychès. Le troisième livre est consacré aux derniers moments de S. Chrysologue, mort dans l'église de Saint-Cassien à Forocornelium, et contient la traduction de trois de ses sermons.

— Le docteur Paul Alberdingk Thijm, connu par une *histoire de S. Willibrord, apôtre des Pays-Bas*, vient de nous donner un livre sur Charlemagne ¹, qui atteste non-seulement son vif intérêt pour l'histoire ecclésiastique de son pays, mais aussi les connaissances profondes qu'il possède en ces matières. C'est l'histoire ecclésiastique de l'Allemagne en général et des Pays-Bas en particulier, qu'il s'est attaché à mettre en lumière dans ces deux ouvrages. Ceux qui croiront trouver ici une histoire détaillée de Charlemagne et de son temps, seront déçus dans leur espérance ; ils trouveront seulement l'histoire des Pays-Bas sous Charlemagne. Charlemagne est le centre de tout ce que l'auteur expose ; il est le grand fondateur des États chrétiens dans l'Europe occidentale. Ses prédécesseurs n'ont fait que travailler à quelques parties du grand œuvre. Des hommes comme S. Lambert, S. Willibrord et tant d'autres, étaient les précurseurs absolument nécessaires qui lui frayaient la voie. Les prédécesseurs de Charlemagne sur le trône préparèrent aussi quelques parties de l'œuvre gigantesque dont S. Boniface avait conçu le plan et commencé l'exécution. Le grand empereur, lui-même, bien qu'à un autre point de vue que l'apôtre des Germains, exécuta le même projet par la grandeur de son génie et par la force de son bras. D'après ces indications, on ne s'étonnera pas que l'auteur ait encouragé spécialement l'influence exercée par Charlemagne sur la propagation du christianisme et le développement de la hiérarchie ecclésiastique. Ce qu'il a fait pour le commerce et l'industrie, pour les arts et les sciences, quelles ont été les suites de ses glorieuses campagnes, ce ne sont là pour l'auteur que des choses accessoires. Il donne plutôt un récit suivi qu'une histoire critique des événements, sans pourtant complètement négliger la critique, à laquelle il a donné une large place dans des appendices. Nous ne doutons pas que cet ouvrage, auquel est jointe une description topographique des évêchés avec leurs archidiaconats et diaconats, ne soit bien accueilli du monde littéraire, principalement dans les Pays-Bas et dans les provinces rhénanes.

— Dans son *Histoire des idées dominantes de l'Islam* ², M. A. de Kremer trace l'esquisse d'une histoire générale de la civilisation mahométane. L'auteur aurait donné à cette ébauche le titre d'*introduction*, s'il n'avait pas craint les difficultés de la faire suivre dans un délai rapproché du corps principal de l'ouvrage. L'idée de l'État,

¹ *Karl der Grosse und seine Zeit*. Von Dr Paul ALBERDINGK THIYM. Münster, Theissing, 1868, gr. in-8 de 391 p., nouv. édition, revue.

² *Geschichte der herrschenden Ideen des Islam. Die Idee Gottes, die Prophetie, die Idee des Staates*. Von A. von KREMER. Leipzig, Brockhaus, 1868, gr. in-8, de xxii et 472 p.

les « idées dominantes, » l'idée de Dieu, la prophétie, ne forment que le cadre destiné à renfermer les observations de l'auteur. Le cadre, il est vrai, est trop étroit pour lui permettre de jeter un coup d'œil sur toute la civilisation de l'Islam, et en outre la division n'est pas assez nette pour que les répétitions et la confusion soient évitées. L'auteur a une grande prédilection pour le temps de la dégénérescence de l'Islam, tandis que la période de la fleur et de la force échappe à ses regards, qu'il laisse s'étendre jusqu'aux temps modernes.

— *Luther et Copernic*¹, quel étrange rapprochement ! Il serait difficile d'imaginer un contraste plus frappant que celui qu'offrent ces deux hommes remarquables, bien que le temps de leur naissance et celui de leur mort ne diffère que de peu d'années. M. Fr. Hipler, ayant trouvé dans la succession littéraire du célèbre évêque Dantiscus d'Ermland, le brouillon d'une lettre, conçue d'après des observations personnelles faites lors d'une visite dans la maison de Luther, profita de cette occasion pour rapprocher le fameux réformateur du grand astronome catholique. Cette lettre et quelques autres détails, M. Hipler les donne sous le titre : *Martin Luther en 1523*. Les pages qui précèdent et qui contiennent une remarquable biographie de Copernic, s'appuient sur des documents authentiques et inédits. Elles jettent un jour nouveau sur la vie et les actes du célèbre astronome. Quant à la lettre, qui contient des observations peu favorables sur la vie privée de Luther, elle ne sera pas sans doute du goût de tout le monde.

— Il y a peu d'années, il était encore assez difficile de trouver accès aux archives de Vienne. Aujourd'hui tout le monde n'a qu'à se louer de la libéralité du chevalier d'Arneth, connu par ses beaux ouvrages sur le prince Eugène, sur Marie-Thérèse et sur ses enfants. Grâce à cette administration libérale, le baron de Hock a pu mettre au jour un ouvrage sur le conseil d'État sous Marie, qui fournit un contingent précieux à la connaissance du règne de Marie-Thérèse. Il est vrai que le chemin était déjà frayé par M. d'Arneth, et que bien des détails, comme la lettre fameuse du 12 février 1777, étaient déjà connus : cependant on apprend encore ici la grande différence qui existait entre la mère et le fils, quant au gouvernement de l'État. Nous voyons dans tout son jour l'image de la grande impératrice, qui a si fort à cœur de faire régner l'ordre et la justice, et prend un soin tout particulier de maintenir les coutumes consacrées par tant de siècles. C'est cette lutte entre l'ancien régime et le nouveau qui apparaît d'abord au sein du conseil d'État, réorganisé le 12 mai 1774 sur la proposition de Joseph, et qui prit une si large part à toutes les réformes survenues pendant les dernières années

¹ *Nicolaus Kopernicus und Martin Luther. Nach ermländischen Archivalien.* Von Franz HIPLER. Braunsberg Peter, 1868, gr. in-8 de 75 p.

² *Der österreichische Staatsrath. Eine geschichtliche Studie,* von Karl, Freiherrn von Hock. Première partie. *Der Reichsrath unter Maria Theresia.* Wien, Braumüller, 1868, gr. in-8, de 99 p.

du règne de Marie-Thérèse. Ses conseils d'alors exerçaient la plus haute influence sur la législation, l'abolition de la torture, la restriction de la peine capitale. Dans le conflit avec Rome, le conseil d'Etat prit parti pour les droits de l'État, il fut d'avis que l'État n'a pas besoin du consentement du pape pour mettre des impôts sur le clergé. Il combattit la censure. On voit d'ailleurs que ce conseil rendit des services signalés à l'instruction publique et à la bonne administration des finances, ce talon d'Achille pour l'Autriche. Si dans quelques lettres confidentielles, Joseph II se plaint de ce que le conseil d'Etat se perd dans les détails, qu'il n'expédie les affaires que lentement, qu'il parvient rarement à achever des ouvrages vraiment grands et utiles, l'auteur est souvent en mesure de réduire ces plaintes à leur juste valeur. Par son zèle pour les malheureux et les opprimés, par son amour de la patrie, par l'accomplissement consciencieux de ses devoirs, le conseil n'était que l'écho des sentiments de la grande princesse à laquelle il prêtait son appui. Un exposé de la situation intérieure sous le règne de François I^{er} termine cet ouvrage, qui répand une vive lumière sur l'administration de Marie-Thérèse et de Joseph II.

— M. Baumgarten a publié, il y a plusieurs années, le premier volume d'une *Histoire de l'Espagne depuis la Révolution française jusqu'à nos jours*¹, qui doit en former deux autres. Le tome I^{er} contient l'histoire d'Espagne depuis la grande Révolution jusqu'en 1814. Le tome II, qui vient de paraître, donne la continuation jusqu'en 1825. Il est divisé en deux parties : *Histoire de la Restauration sous Ferdinand VII* (1814-1820); *histoire de la Révolution et de l'intervention française* (1820-1825). L'auteur a surtout profité des dépêches des ambassadeurs prussiens à Madrid (1814-1824) qui forment, pour ainsi dire, la base du livre; mais il n'est pas parvenu à pénétrer dans les archives françaises, espagnoles et italiennes. Les archives d'Etat restent fermées pour des temps aussi rapprochés de nous. Pendant un séjour de cinq semaines à Madrid, il a pu utiliser une collection de gazettes de 1820 à 1825, « qu'aucun auteur avant lui, dit-il, n'avait daigné regarder. » Nous doutons fort que de telles sources puissent suppléer à ce qui manque à son livre comme informations. Le ton de l'auteur laisse fort à désirer : comme la plupart de nos écrivains protestants, quand ils s'occupent de l'histoire des peuples catholiques, il se moque d'un état religieux qu'il ne connaît pas, qu'il ne cherche même pas à connaître. M. Baumgarten ne cite, parmi les auteurs espagnols, que M. Lafuente, parmi les auteurs français que MM. Duvergier de Hauranne, de Viel-Castel et de Chateaubriand. Nous lui signalerons l'*histoire de la Restauration* de M. Nettement, si riche en renseignements précieux pour cette époque.

— Sous ce titre général : *Sept livres de l'Histoire de France*, le docteur F. W. Ebeling, a publié en 1857 un ouvrage dont le tome I

¹ *Geschichte Spaniens vom Ausbruche der französischen Revolution bis auf unsere Tage*. Von Hermann BAUMGARTEN. T. II, Leipzig, Hirzel, 1868, in-8 de xiv et 618 p.

seul a paru, et qui est consacré à l'*Histoire des troubles religieux et politiques en France au temps de François I^{er} et jusqu'à la majorité de Charles IX*. Ce premier volume reparait aujourd'hui ¹, avec quelques modifications. L'auteur, qui est un protestant cherchant de bonne foi la vérité, nous dit que son livre n'a pas trouvé un accueil favorable chez les protestants d'Allemagne et que lui-même a été en butte à beaucoup de calomnies et de mauvais traitements. Cela ne l'empêche pas de revenir à la charge. Voici les divisions de l'ouvrage. I. François I^{er}, ou les commencements de la Réformation en France (38 p.). II. Henri II, ou le temps d'épreuve pour les protestants en France (37 p.). III. François II, ou préliminaires de la guerre civile dans les années 1559-1560 (96 p.). IV. Régence de Catherine de Médicis, ou préliminaires de la guerre religieuse et civile dans les années 1560-1562 (72 p.). V. Guerre de religion pendant les années 1562-1570 (203 p.). On voit que les règnes de François I et de Henri II ont été l'objet d'une exposition très-succincte, ce dont M. Ebeling nous avait d'ailleurs averti dans l'avant-propos qui précède la première édition. Les affaires purement politiques sont traitées brièvement : c'est la situation religieuse qui attire avant tout l'attention de l'auteur. Il parcourt rapidement les temps de François I^{er} et de Henri II, et à mesure que le récit avance, il ralentit sa marche. L'intérêt de cette histoire consiste à montrer de quelle manière un protestant entend une époque et des hommes en général mal compris et presque toujours dénigrés par des coreligionnaires dont M. Ebeling s'efforce de combattre les préjugés et de rectifier les opinions erronées. Cet intérêt s'accroît encore par l'annonce faite par l'auteur dans son avant-propos, que ce qui l'a décidé à publier ce livre, c'est qu'un heureux hasard a mis entre ses mains une collection de lettres manuscrites et de mémoires contemporains qui contiennent, en partie du moins, des informations très-curieuses et des éclaircissements auxquels on ne s'attendait guère. Mais après avoir ainsi excité notre curiosité, M. Ebeling ne laisse pas que de nous causer quelque déception. On n'a qu'à lire quelques parties de son livre pour voir qu'il ne s'écarte guère du ton ordinaire des historiens protestants, aveuglés par la haine de tout ce qui tient au catholicisme dans l'histoire. On est moins satisfait encore, en ne trouvant rien de cette collection précieuse de lettres qui n'a point encore paru, et l'on se demande si ce n'est pas là un artifice pour attirer le lecteur. Assurément le livre de M. Ranke, consacré à la même époque, n'est pas parfait et n'est point exempt de préjugés religieux, mais il reste encore le meilleur ouvrage qu'un protestant ait écrit sur cette période.

— M. Winter, connu par une *Histoire des Prémontrés au XII^e siècle*, vient de nous donner un ouvrage intitulé : *Les religieux de Cîteaux*

¹ *Sieben Bücher Französischer Geschichte*, von Dr F.-W. EBELING, Archiv-Rath, etc. — T. I : *Geschichte der religiös-politischen Unruhen in Frankreich in Zeiten Franz I, bis zur Grossjährigkeit Karl IX*. 2^e édit. revue, corrigée et augmentée. Leipzig, Wöller, 1869, gr. in-8. de xx-446 p.

*du nord-est de l'Allemagne jusqu'à l'apparition des ordres mendiants, pour servir à l'histoire de l'Eglise et de la civilisation de l'Allemagne au moyen âge*¹. Il présente cet ouvrage comme une continuation du premier, et il l'est en effet, eu égard à l'arrangement du livre, à son contenu et à son étendue. Nous avouons volontiers qu'un ministre protestant nous fait un plaisir tout particulier quand il prend pour sujet de ses études une partie du moyen âge catholique ayant trait à l'histoire de l'Eglise. L'expérience est là pour prouver qu'une telle étude ne peut être que favorable à l'Eglise. Le sujet général du livre étant l'activité des Cisterciens dans le nord-est de l'Allemagne, une attention toute spéciale est donnée aux missions de ces religieux dans le pays des Wendes, dans la Prusse et dans la Livonie. Tout l'ouvrage est divisé en cinq parties, dont la première, outre un tableau synoptique de la naissance et de l'organisation de l'ordre, est consacrée à l'établissement et à la propagation des Cisterciens dans la Saxe, et à la fondation de nombreux couvents dans cette province. La deuxième partie traite des principaux obstacles qui empêchèrent momentanément le développement de l'ordre, soit la croisade de 1147, prêchée par saint Bernard lui-même, soit la querelle de Frédéric I^{er} avec les papes d'alors. Ces obstacles une fois écartés, l'ordre prend un nouvel essor, et s'enracine profondément dans le pays des Wendes. C'est à ces progrès et à l'établissement des monastères de l'ordre dans l'Allemagne du Nord-Est, en Silésie et en Pologne qu'est consacrée la 3^e partie. La 4^e offre une exposition du temps le plus florissant de l'ordre en Allemagne. L'auteur s'y arrête avec prédilection sur quelques grands personnages, et surtout sur Conrad de Halberstadt. La 5^e partie, consacrée spécialement aux missions en Prusse et en Livonie, s'attache principalement ici au religieux, (plus tard évêque), Chrétien d'Oliva, là à l'évêque Bernard de Lippe. Tout le livre est écrit avec chaleur et sous une forme très-attractive. Ce qui attire moins, c'est parfois un ton fade, que l'auteur partage avec presque tous les ministres protestants en Allemagne.

— Les lecteurs de la *Revue* connaissent déjà l'important ouvrage de M. de Reumont sur la ville de Rome. La première partie du 3^e volume vient de paraître². Elle contient une description de la ville au xv^e siècle, qui, commencée à Rome, continuée à Florence et achevée dans sa patrie, a conduit l'auteur plus loin qu'il ne le pensait d'abord. Et pourtant il a dû se restreindre et renoncer à entrer dans le détail de bien des points aussi intéressants qu'instructifs. Mais ce qu'il nous donne est bien remarquable et fort précieux. Il faut louer l'auteur de n'avoir donné que ce qui est important et certain, d'avoir évité toutes les phrases superflues, et d'avoir écarté

¹ *Die Cistercienser des nord-östlichen Deutschlands bis zum Auftreten der Bettel-Orden. Ein Beitrag zur Kirchen- und Cultur-Geschichte des deutschen Mittelalters.* Gotha, Perthes, 1868, in-8 de x et 406 p.

² *Geschichte der Stadt Rom*, von Alfred von REUMONT. T. III, part. I. — *Von der Rückverlegung des Heiligen-Stuhls bis zur Gegenwart.* Berlin, Decker, 1868, gr. in-8° de 573 p. et deux plans.

ce ton railleur et insultant trop habituel aux écrivains qui traitent de l'histoire des papes politiques, et surtout de celle d'Alexandre VI, Si l'auteur ne consacre que 250 pages aux papes du xv^e siècle, il accorde d'importants développements aux lettres et aux arts de ce siècle, si célèbre sous ce rapport. Il n'a pas négligé non plus de s'occuper du collège des cardinaux, de la composition de la curie et de l'administration. Parmi les cardinaux français, il parle avec faveur des cardinaux d'Estouteville, de Longueuil et d'Amboise ; la vie privée du premier ne paraît pas pourtant avoir été irréprochable. Les témoignages du temps sont plus favorables au cardinal de Longueuil, dont le nom, lui aussi, est si étroitement attaché à la réhabilitation de Jeanne d'Arc. Le nombre des pages consacrées aux arts et aux sciences est fort considérable, en comparaison de l'espace accordé à l'histoire proprement dite ; mais ceux qui connaissent le xv^e siècle en seront moins surpris que satisfaits. Après une longue et triste stagnation, Rome rentre dans le mouvement intellectuel. La large part qu'elle y prend va décider des bonnes ou des mauvaises tendances du siècle brillant qui s'ouvrira bientôt. L'histoire politique et ecclésiastique de la papauté, dans les 83 années qui s'écoulent entre le retour de Martin V et la mort d'Alexandre VI, nous montre deux courants bien différents l'un de l'autre, qui malgré quelques différences, sont rappelés par ceux qui se feront voir dans le cours du xvi^e siècle. On ne saurait bien comprendre le xvi^e siècle, si l'on ne connaît à fond le xv^e. Quant à la ville de Rome elle-même, elle se relève d'une longue chute. Vers la fin du siècle, l'histoire de la papauté s'obscurcit ; mais la suite de l'ouvrage nous montrera non-seulement la ville parvenue à l'apogée de sa splendeur, mais aussi l'expiation et la rénovation de la papauté. Le volume se termine sur l'époque de Léon X et les réformes ecclésiastiques qui signalèrent ce pontificat. On ne saurait trop recommander le livre de M. de Reumont ; grâce à Dieu, il y a encore chez nous quelques protestants impartiaux et équitables envers l'Eglise catholique, et fidèles à la croyance chrétienne ; mais je n'en connais aucun qui joigne à des sentiments si nobles, une si grande impartialité et une louable justice que M. de Reumont.

— Nous avons à signaler l'apparition du tome XX du *Monumenta* de Pertz ¹, l'ouvrage incontestablement le plus important de tous les ouvrages historiques parus dans le siècle présent, en Allemagne. Ce nouveau volume, outre quelques additions aux tomes I, V, VII et XII, contient les chroniques du temps des Hohenstaufen. La chronique composée par le célèbre évêque Othon de Freisingen, et les ouvrages historiques du moine de Saint-Laurent de Liège en forment la principale partie. Ces deux chroniqueurs, comme d'autres moins importants, s'occupent non-seulement de l'histoire de

¹ *Monumenta Germaniæ historica inde ab anno Christi quingentesimo usque ad annum millesimum et quingentesimum. Auspiciis societatis aperiendis fontibus rerum germanicarum medii ævii edidit G. H. Pertz. Scriptorum tomus XX. Hanovre, Hahn, 1868, in-fol., de 850 p.*

l'Allemagne, mais de celle de tout l'Occident, et surtout de l'histoire de l'Eglise et de l'Italie. Nous nous bornons pour aujourd'hui à une brève mention, nous réservant d'y revenir quand le tome XXII, déjà annoncé, aura paru.

— Feu Böhmer, aux travaux duquel la science historique doit tant et dont l'Allemagne savante pleure encore la perte, a laissé une riche succession littéraire. M. A. Huber, professeur à Inspruck, y a puisé les éléments d'une édition de Henri de Diessenhofen, et d'autres auteurs de la fin du moyen âge, qui forme le 4^e volume des *Fontes Rerum Germanicarum*¹. Les pièces les plus importantes de ce volume sont les chroniques de Henri de Diessenhofen et de Mathias de Neuburg, et les annales de Henri de Robdorf. Indépendamment de la valeur de ces textes et du mérite de son travail, l'auteur doit être loué pour son culte à l'égard du grand homme dont il suit les traces.

P. BECKMANN.

¹ *Heinricus von Diessenhofen und andere Geschichtsquellen des späteren Mittelalters*. Herausgegeben aus dem Nachlasse Böhmers, von A. HUBER. Stuttgart, Cotta, 1868 gr. in-8 de LXXIII-726 p.

COURRIER ITALIEN

Quand ¹ le savant archiviste du Vatican, le Père Theiner, continuateur des *Annales ecclésiastiques* du cardinal Baronius ², vint à Florence pour recueillir parmi les papiers de Marcello Cervini, les documents relatifs au concile de Trente, l'on put espérer de voir paraître une nouvelle histoire du concile de Trente, que les précédentes ne rendaient point inutile. Les papiers de Cervini pouvaient servir au commencement de ce travail, puisque le cardinal Santa Croce avait été l'un des trois légats au concile pendant la première période, bien plus importante que la seconde, à cause des questions de réforme dans la discipline ecclésiastique. Si ce point de la réforme rencontra de grands obstacles, l'on ne doit pas s'en étonner, — tous ces grands docteurs n'étaient que des hommes, — mais admirer plutôt comment les faiblesses d'un homme peuvent être corrigées par les vertus d'un autre. Sarpi ne doit pas être considéré comme un historien sérieux du concile; il en cherchait trop les côtés faibles, et la publication des documents ne doit pas tourner à sa gloire.

Les cardinaux légats qui siégeaient à Trente posaient comme base du concile la réforme disciplinaire: *ante omnia*, disaient-ils, *elaborandum est ut componamus nosmetipsos et personas nostras in vita et moribus, et studeamus placare Deum*. Et si le cardinal Alexandre Farnèse, neveu du pape, montrait dans ses dépêches moins de souci de l'Eglise de Dieu, les cardinaux Cervini, Polo, et Del Monte

¹ Les pages relatives au concile de Trente, par lesquelles nous ouvrons ce *Courrier*, sont dues au chevalier Cesare Guasti, dont la collaboration nous est si précieuse. — Mentionnons ici, au sujet du prochain Concile, une publication faite à Rome sur les Conciles généraux et leur histoire: *Dei concilii generali, loro autorità ed istoria*, in-12 de 65 pages. Roma, typ. de la S. C. di Propaganda 1868. Ce petit livre renferme, avec des instructions sur les Conciles œcuméniques et leur cérémonial, la bulle de convocation pour le Concile qui, comme on le sait, doit s'ouvrir dans la basilique du Vatican le 8 décembre 1869, et, de plus, des renseignements historiques sur les dix-neuf Conciles généraux qui ont déjà été tenus.

² Il existe un résumé manuscrit et un essai de continuation des *Annales* de Baronius, par le célèbre Tassoni, l'auteur de la *Secchia rapita*. On en connaît trois exemplaires, dont un à la Bibliothèque impériale.

n'hésitaient pas à lui adresser des observations sur ce sujet. On peut voir notamment par les papiers de Marcello Cervini, combien son attitude était digne vis-à-vis du pape : « Voici, dit-il, une autre observation qui concerne Sa Sainteté. Je lui rappellerai avec cette franchise qui est un devoir pour moi, que, pour fermer la bouche à tout le monde, et pour montrer que Sa Béatitude a plus à cœur les intérêts généraux que les siens propres et ce que je devais dire d'abord, pour pouvoir rendre à Dieu bon compte de son administration, il convient qu'Elle s'occupe, pendant que siège le concile, à faire toute les réformes qu'Elle peut, surtout en ce qui touche son autorité, et qu'Elle n'attende pas que d'autres se mêlent de son office parce qu'il me semble reconnaître dans la plupart des hommes un tel esprit et de telles dispositions que si l'on vient à les éprouver, l'on verra qu'en écrivant ceci, je n'ai été poussé que par un excès d'affection. Cette observation, je l'ai faite avec la conviction qu'elle tendait à faire respecter et louer Sa Sainteté pendant sa vie et dans le concile et au dehors, mais de plus, à régler ses actions et à lui servir dans l'avenir ¹. » Ces pièces n'ont encore été publiées ni en français, ni en italien; nous les traduisons sans changer presque le caractère du style et en conservant ces longues phrases un peu traînantes.

Si Marcello Cervini n'hésitait pas à dire ce qu'il pensait au pape, il était encore moins timide vis-à-vis de l'empereur. « Hier au soir, dit-il, messer Aurelio, secrétaire de monseigneur le cardinal de Trente, revenant de la cour de l'empereur, me fit cette communication de la part de Sa Majesté : Sa Majesté lui demandait ce que je faisais ; sur sa réponse, que je m'occupais des affaires du concile, Elle ajouta avec une indignation incroyable, « qu'elle était avertie « que je cherchais à dissoudre ce concile et à suborner les prélats « pour les faire partir, voulant partir moi-même ; que si je faisais « cela par ordre de Votre Sainteté, il ne disait autre chose sinon que « je faisais un grand mal, et une chose qui lui déplaisait beaucoup « et dont je me repentirais, parce que si Votre Sainteté ne m'avait « pas châtié elle-même, Sa Majesté me châtierait et que je ne resterais « en sûreté en aucun endroit. » « Je répondis à messer Aurelio en « ces termes : « que Sa Majesté avait été mal informée, parce que je « n'avais jamais cherché à dissoudre le concile ; au contraire, quand « il m'avait été parlé de suspension par l'évêque de Fano, je n'y « avais jamais prêté l'oreille ni approuvé cela dans ma conscience ; « que je n'avais suborné aucun prélat pour le faire partir, mais au « contraire, que j'en avais retenu plusieurs qui étaient encore à « Trente, grâce à mes instances, et qui n'y seraient pas sans cela. « Et quant à moi, que je savais ne devoir partir d'ici sans la permission de Votre Sainteté. Il est vrai que voyant partir d'ici beau-

¹ « E io la ricordarò con quella fede ch'io devo; cioè che per serrare la bocca ad ogniuno, et per fare vedere che sua Beatitudine ha più a core le cose publiche che le private; et per poter render buono conto a dio della sua amministrazione, » etc.

« coup de prélats...., moi non-seulement, mais aussi mon collègue et
 « beaucoup d'autres, nous étions d'avis que Votre Sainteté ferait
 « mieux de transporter le concile en un autre endroit plutôt que de
 « le laisser se dissoudre ici... Et néanmoins, si je m'étais trompé en
 « cela ou en autre chose, que Votre Sainteté seule pouvait et devait
 « me punir, et que Sa Majesté n'avait aucune autorité sur moi. Si
 « elle voulait employer la force, étant empereur et grand prince,
 « en face d'un pauvre prêtre, cela lui était facile, mais que mon
 « maître m'enseignait à ne pas craindre ceux qui ne pouvaient que
 « tuer le corps et rien autre. Et si Sa Majesté me faisait quitter la
 « vie, c'était chose que de toutes manières je devais abandonner, et
 « que dix années de plus ou de moins ne faisaient pas grand'chose, et
 « je m'arrangerais pour y être préparé, mais que Sa Majesté mour-
 « rait aussi à son tour, et viendrait en un endroit où nous serions
 « tous égaux et où nous aurions à rendre compte de nos actions
 « devant un même juge, lequel ne tient pas compte des personnes,
 « mais rend à chacun suivant ses œuvres. Et qu'enfin ni crainte ni
 « autre chose ne pouvaient m'empêcher de remplir fidèlement mes
 « devoirs tant que je vivrais. » Et sur cette réponse, messer Aurelio
 s'éloigna de moi, après m'avoir fait ses excuses de remplir auprès
 de moi de pareilles commissions ¹. »

Ces belles et fières paroles méritaient certainement d'être repro-
 duites, et la lecture de ces documents fait vivement regretter que la
 publication annoncée du savant Père Theiner, n'ait pas reçu d'exé-
 cution. Tous les documents relatifs au concile de Trente sont assez
 dispersés et ils sont plus politiques que dogmatiques. Il y en a à
 Florence une belle et riche collection dans les papiers Cervini, aux
 Archives de l'Etat ; ellea trait surtout à la convocation du concile. A
 Parme, l'on conserve les archives de monsignor Lodovico Beccadelli,
 archevêque de Raguse, secrétaire des légats qui ouvrirent et de
 ceux qui fermèrent le concile de Trente ; ces documents vont du
 pontificat de Paul III à celui de Pie IV. Dans la bibliothèque de
 Trente se trouvent cinquante volumes in-folio, documents originaux
 ou copies, qui embrassent non-seulement toute la durée du concile,
 mais qui remontent au pontificat de Léon X. Le chanoine Morandi,
 de Bologne, a fait des manuscrits Beccadelli un bon choix, qu'il a
 publié en 1804 ². Quant aux cinquante volumes de la bibliothèque
 de Trente, un résumé en a été fait par le chanoine Giovanni Finazzi,

¹ « E nondimeno se in questo o in altro avessi errato, che vostra Santità
 sola mi poteva e doveva punire e sua Maestà di ragione non aveva autorità
 sopra di me. Se voleva usare forze, che essendo, come era, imperatore et gran
 principe, et io pover prete lo poteva fare facilmente, ma che il mio maestro
 m'insegnava a non temer quelli che, ucciso il corpo, non havevano poi più
 che fare. »

² C'est le deuxième volume de l'ouvrage publié à Bologne sous ce titre :
Monumenti di varia letteratura, tratti dai manoscritti di monsignor Lodovico
 Beccadelli, arcivescovo di Ragusa, dal canonico Giovambattista Morandi, Bolo-
 gna, 3 vol. in-4°.

de Bergame ¹, le même qui, dès 1857, avait publié un important mémoire sur les manuscrits diplomatiques de sa ville natale ². Disons ici quelques mots de cette publication et des manuscrits qui en ont été l'objet.

Un moine bénédictin, Alberto Mazzoleni, né en 1695, dans la province de Bergame, et mort à 64 ans dans le couvent de Pontida, lieu célèbre dans l'histoire de la ligue lombarde, employa une grande partie de sa vie à recueillir des livres et des manuscrits avec l'intention d'écrire après Pallavicini ³ et Sarpi, une histoire du concile de Trente fondée sur des documents authentiques. Il passa quelque temps à Florence, où il profita de la société de Salvini, de Medici et du sénateur Filippo Buonarroti pour se perfectionner dans la connaissance du grec, de l'hébreu et des belles-lettres. A Bologne, à Parme, à Venise, à Padoue, il trouva encore à enrichir sa collection de documents qui nous est restée comme témoignage de ses travaux ; trois volumes passèrent à la bibliothèque de la ville de Bergame ; cinquante environ furent achetées par le baron Mazetti, qui en accrut sa propre bibliothèque. C'est ainsi qu'ils se trouvent aujourd'hui dans la bibliothèque publique de Trente, et il en a déjà paru une notice sommaire dans le 1^{er} volume de l'*appendice* de l'*Archivio storico italiano*. En commençant aux *Prælua*, c'est ainsi que Mazzoleni appelle les documents antérieurs à la bulle de convocation du concile, — nous arrivons, en traversant une longue série d'actes et de documents de toute sorte, à la dernière période du concile, période signalée par la nonciature du cardinal Commendone.

Le volume XXXIX devait particulièrement attirer l'attention de M. Finazzi, parce que non-seulement Gian Francesco Commendone, né à Venise en 1524, était d'origine bergamasque, mais de plus l'on conservait dans les archives capitulaires de Bergame une copie des lettres que le cardinal eut à écrire pendant sa mission en Allemagne, de décembre 1560 à septembre 1561. Cette copie n'est pas conforme au registre de la bibliothèque de Trente, et le savant éditeur fait

¹ *Lettere del cardinale Commendone nella sua nunziatura di Germania*, pubblicate con discorso preliminare del can. teologo can. Giov. Finazzi, membro della reale deputazione di storia patria. Torino, stamperia reale, 1866, in-8° de LII-240 p.

² *Del codice diplomatico Bergomense*, pubblicato in due volumi dal C.-M. Lupo e dall'arci. Ronchetti, e dei materiali che si avrebbero a compirlo, etc. Memoria del can. Giovanni Finazzi. Milano, 1857, in-8° de 86 p.

³ Si l'on ne peut pas confondre le cardinal Pallavicini avec don Ferrante Pallavicini, son contemporain, l'auteur des satires contre le pape Urbain VIII, l'on pourrait très-bien le confondre avec le jésuite Nicolas-Marie Pallavicini, né à Gênes en 1621 et mort à Rome en 1692, auteur de plusieurs ouvrages religieux remarquables, et notamment d'une *Défense de l'Eglise catholique*, pleine de documents et de renseignements qui ont servi à beaucoup d'autres écrivains (*Difesa del pontificato romano, e della chiesa catholica*. Rome, 1686, 3 vol. in-folio). L'auteur de l'*histoire du concile de Trente* (Rome, 1656, 2 vol. in-folio), le cardinal Pierre-Sforza Pallavicini, né à Rome en 1607, et mort également à Rome en 1667, a été aussi jésuite. Outre sa célèbre histoire du Concile, il n'a publié qu'un traité du style et des lettres.

remarquer que si Pallavicini se servit de ces documents avec une exactitude littérale, Sarpi ne les employa qu'au bénéfice de ses idées et dans les intérêts de la thèse qu'il soutenait contre la papauté.

— Mais nous devons renvoyer au prochain *Courrier* l'examen de ces documents, ayant aujourd'hui à rendre compte de plusieurs publications importantes, notamment des premiers volumes du grand ouvrage historique du professeur Ranalli, de Pise. Les *Leçons d'histoire* de M. Ranalli¹ paraissent appelées à obtenir auprès du public le même succès qu'elles ont eu dans l'Université, malgré les critiques rigoureuses de l'ancien ministre de l'instruction publique, M. Francesco de Sanctis². Du reste ce reproche qu'il adresse à M. Ranalli d'être le dernier des puristes, ne va pas jusqu'à dire que les leçons de celui-ci soient mal pensées et mal écrites; tout le sens qu'on peut donner à cette épithète, c'est que M. Ranalli pense comme les anciens et écrit dans la même langue et avec le même style que les anciens. Et dès lors ce reproche devient un éloge. L'ouvrage de M. Ranalli sera divisé, suivant les déclarations de l'auteur, en trois parties, la première et la seconde composées de deux volumes chacune, et la troisième de quatre; il n'a paru encore que deux volumes, composant la première partie, sous ce titre : *de' critici e filosofi della storia*, des critiques et des philosophes de l'histoire. La seconde partie aura pour titre : *del modo di applicare le regole di critica e di filosofia ai fonti storici*, du mode d'appliquer les règles de critique et de philosophie aux sources historiques; la troisième partie aura pour objet l'examen des sources historiques. Tout le cours des leçons doit s'achever en quatre années. Dans sa leçon d'ouverture pour l'enseignement historique en 1863, M. Ranalli insistait surtout sur l'importance que peut avoir l'étude de l'histoire dans les conditions où nous nous trouvons, faisant observer sagement que l'on pouvait en tirer comme d'une mine entière encore des doctrines adaptées à nos besoins. Et pour tirer de l'histoire ces utiles conclusions, observait-il encore, il faut non-seulement avoir les faits sous les yeux, mais aussi savoir les apprécier justement. Et pour obtenir ce résultat, M. Ranalli ne voulait pas que les jeunes gens se fissent à d'autres maîtres qu'à ces glorieux maîtres, en l'art d'écrire et en politique, qu'on appelle Giannotti, Machiavelli, Guicciardini, Paruta. Chez eux et seulement chez eux il trouvait tout préparé ce travail de raisonnement que nous devrions faire par nous-mêmes. Dans cette idée il y a du vrai, mais tout n'est pas vrai. Assurément, en étudiant ces écrivains, on peut apprendre à la fois l'histoire, la politique et l'éloquence; mais ces écrivains ne sont pas les premiers parmi les anciens ni parmi les modernes: on peut prendre des leçons et de meilleures peut-être ailleurs que chez eux. Et puis, si l'on veut se former un jugement vraiment philosophique des faits, il faut remonter à des principes

¹ *Lezioni di storia* a di Ferdinando Ranalli. Firenze, Barbera, 1867, 2 vol.

² *L'ultimo dei puristi*, per Francesco de Sanctis. *Nuova antologia*, numéro de novembre 1868.

qui proviennent de sources plus pures, de hauteurs plus sereines. Nous ne sommes point de la même école que M. Ranalli, mais avant de nous prononcer d'une manière définitive, nous devons attendre la suite de l'ouvrage.

— Cette belle et intéressante figure de sainte Catherine de Sienne, qui fait le pendant de la Jeanne d'Arc française, vient d'être l'objet d'une publication de M. F. Grottanelli qui mérite tous nos éloges. M. Grottanelli publie pour la première fois la petite légende de sainte Catherine, et plusieurs lettres de ses disciples ¹. L'auteur expose que cette petite légende est un résumé de la grande, laquelle seule est connue, et a été traduite et répandue à l'origine par Ranieri Pagliaresi, et un habitant de Plaisance dont le nom n'est pas connu. A la légende se joignent des lettres, au nombre de 46, écrites par plusieurs des disciples de la sainte, et dont le texte, comme celui de la légende, est accompagné par l'éditeur de notes historiques et philologiques intéressantes. Ce volume fait partie de la collection d'« Œuvres inédites et rares des trois premiers siècles de la langue, publiées par les soins de la commission pour les textes de langue dans les provinces de l'Emilie ², » et l'on peut dire que ce n'est pas le moins recommandable de la collection.

— Le professeur Pietro Balan vient de publier, en quelques pages, ses idées sur la manière d'écrire l'histoire en Italie ³, et il fait remarquer combien quelques écrivains ont laissé dans l'ombre les grands services rendus par le clergé à la cause de l'humanité, et ce qu'ont fait les clercs au moyen âge pour conserver le culte des lettres et développer la civilisation. — Dans un autre ouvrage plus étendu, l'abbé Balan fait l'histoire des différentes hérésies qui ont précédé le protestantisme ⁴. Ce livre renferme autre chose que ces récits de seconde main et ces considérations de lieux communs que l'on peut trouver dans tant d'autres ouvrages publiés sur le même sujet; l'abbé Balan va aux sources, et il a fait une étude approfondie des documents qui servent de base à son histoire. L'auteur s'occupe successivement des Manichéens, des Albigeois, des Vaudois et des différentes sectes de cette nature qui se sont produites au moyen âge; puis il met en parallèle le Césarisme et la Papauté, montrant la papauté prenant partout la défense des pauvres, des opprimés, et plaidant la noble cause de la paix en face des princes toujours en lutte les uns contre les autres.

— La vie de saint Eugène III, pape, cet ancien disciple de saint Bernard, qui lui avait demandé des sortes d'instructions, de règles

¹ *Leggenda minore di S. Caterina da Siena, e lettere dei suoi discepoli, scritture inedite*, pubblicata da F. Grottanelli. In Bologna, presso Gaetano Romagnoli, 1868, in-8° de xxx-306 p.

² *Commissione per testi di lingua nelle province dell' Emilia*.

³ *Della necessità di ristorare la storia d'Italia*; pensieri del prof. Pietro Balan. 3^e édit. Modena, per tipi del commercio, 1868, in-8° de 92 p.

⁴ *I precursori del razionalismo moderno fino a Lutero*, saggio del prof. Pietro Balan. Parma, Pietro Fiacadori, 1867, t. I, in-16 de viii-278 p.

de conduite, de peur que la grandeur et l'éclat de la puissance n'altérassent la pureté de ses sentiments, a été présentée en résumé d'une manière intéressante par l'abbé Sainati¹. La vie complète de ce saint homme qui, ne voulant pas oublier qu'il avait été simple moine à Clairvaux, portait toujours, dit-on, une tunique monacale sous les ornements pontificaux, a été publiée à Nancy, en 1737, par Jean de Lannes, bibliothécaire de l'abbaye de Clairvaux.

— Un des principaux rédacteurs de la *Carità*, cette revue napolitaine, imprimée avec soin et élégance à la typographie degli accattoncelli, vient de publier une nouvelle *vie de Jésus*², où il a tracé l'enchaînement des faits spirituels de l'existence de Jésus-Christ, et ne s'est pas borné à reproduire en un autre style le récit des évangiles, avec des commentaires ou mystiques ou historiques, comme l'ont fait la plupart des livres de ce genre.

— Voilà déjà six ans qu'un dominicain, le Père Guglielmotti, nous a donné un livre intéressant par la nouveauté des documents et l'usage qu'il en a fait, intitulé *Marc Antonio Colonna à la bataille de Lépante*³. Il n'est pas inutile d'en parler, parce que les journaux font peu de bruit autour de ces œuvres sérieuses; mais si nous rappelons cet ouvrage, c'est pour annoncer une œuvre inédite du même auteur, une *Storia della marina pontificia*, dont une partie seulement a été publiée à Rome (1856), allant de l'année 727 à l'année 1500; le reste n'a pas encore trouvé d'éditeur, et nous souhaitons que cette histoire ait le même sort que les mémoires des peintres, sculpteurs et architectes dominicains du Père Vincenzo Marchese, également dominicain, aujourd'hui publiés pour la troisième fois avec un volume de supplément par un libraire de Gènes.

— Un Florentin, M. Gargani, vient de réimprimer une lettre écrite par un marchand siennois, à la date du 5 juillet 1260, et expédiée à son correspondant en France; cela pour montrer que la langue italienne a pris naissance à Sienne; et dans son enthousiasme d'éditeur, il va jusqu'à placer cet honnête siennois Vincenti d'Aldobrandino à côté et même au-dessus de Dante Allighieri, par ce motif qu'il écrivait en italien en 1260 avant même la naissance de Dante⁴. Cette lettre, il faut le reconnaître, est très-intéressante, non-seulement au point de vue de la langue, mais encore au point de vue des relations commerciales et de la situation politique du moment. Elle est écrite peu de temps avant cette bataille de Montaperti,

Che fece l'Arbia colorata in rosso,

¹ *Vita del beato Eugenio III pontefice massimo*, descritta dal canonico Giuseppe Sainati. Pisa, tip. Pieraccini, 1868, in-8° de 40 p.

² *La vita di Gesù Cristo*, scritta da Alfonso Capececiatro. Napoli, Porteria dei Girolamini, 1868. Un vol. de plus de 900 p.

³ *Marcantonio Colonna alla battaglia di Lepanto*, per il padre Alberto Guglielmotti, teologo casanatense, e provinciale dei predicatori. Firenze, Lemonnier, in-8°.

⁴ « Tutto considerato, dit-il, Vincenti e Dante nel culto della detta lingua sono due ammirandi e benemeriti ingegni, per non dire benefici uomini, etc. »

comme dit le poète, et l'on y parle des préparatifs en ces termes : «D'un autre côté nous voulons te faire connaître les embarras de la Toscane ; sache, Giacomo, que nous sommes aujourd'hui au milieu de grandes dépenses et de grandes difficultés, à cause de la guerre que nous avons avec Florence ; et sache que cela coûtera cher à notre bourse, mais que nous arrangerons Florence de telle façon que nous n'aurons plus à regarder derrière nous, si Dieu garde de malmonseigneur le roi Manfredi, à qui Dieu donne vie. Amen¹. »

— Le professeur Guiscippe de Blasiis vient de publier une étude sur un fait légendaire rapporté par Francesco Buti, dans son commentaire de Dante, à propos de Nino di Pise (chant VIII du *Purgatoire*). Au moment où Frédéric II passa à Pise, ayant discours avec Ubaldo Visconti sur le courage des Italiens et des Allemands, celui-ci lui déclara que trois Italiens se feraient fort de lutter contre cent Allemands. L'on prit rendez-vous, et Ubaldo Visconti, accompagné du marquis de Montferrat et de Scarpetta degli Ubaldini, entra en lice contre cent Allemands dont ils furent vainqueurs en un lieu appelé *il ganghio del conte*. Le professeur de Blasiis a fait des recherches intéressantes sur ce fait de guerre et sur les trois Italiens qui en furent les héros. Il a fixé la date de ce combat à l'année 1220 au moment où Frédéric II traversa Pise se rendant à Rome pour son couronnement².

— Le sénateur Atto Vannucci, après avoir publié différents articles sur les proverbes latins, qu'il compare aux proverbes d'autres temps et d'autres nations, vient de faire paraître un volume sur ce sujet chez Lemonnier qu'il accompagne de considérations morales et de recherches historiques³.

— Disons un mot en passant d'une grande et belle édition de Cujas que vient d'entreprendre un libraire de Turin, Hyacinthe Marietti. La publication des œuvres volumineuses de ces grands auteurs anciens, est une opération difficile et courageuse, de la part d'un simple particulier, et qui mérite des encouragements. L'édition complète, qui doit comprendre dix grands volumes in-4°, en est déjà à sa soixantième livraison, VIII^e volume. Elle est conforme à l'édition publiée à Prato en 1845, d'après les meilleurs de Naples, Modène et Venise⁴.

— Un archiviste des Archives de l'État à Florence, M. del Badia,

¹ *Della lingua volgare in Siena nel secolo XIII, per una originale lettera de mercantile di Vincenti d'Aldobrandino Vincenti a 5 di luglio 1260 spedita in Francia*, discorso con annotazioni di G.-G. Gargani. Siena, Lazzeri, 1868, in-8° de viii-88 p. — Nous reproduisons la dernière phrase en italien pour montrer la pureté du langage : « Se dio di male guarda messer lo Re Manfredi, a cui Iddio dia vita. Amen. »

² *Di un singolare combattimento fra Italiani e Tedeschi nel secolo decimo terzo*, per Giuseppe de Blasiis. In-8°. — Sans date.

³ *Proverbi latini illustrati da Atto Vannucci*. Firenze, coi tipi dei successori Lemonnier, 1868. In-8°.

⁴ *Jacobi Cujacii tolosatis latina opera omnia*. Turin, Marietti, 1868. T. VII. in-4°.

vient de publier des documents inédits sur la statue équestre de Cosme I de Médicis¹ ; ces documents sont tirés des deux livres de mémoires de Girolamo Seriacopi, provéditeur du château de Florence. De ces documents il résulte que si la statue a été modelée par Gian Bologna, il faut reconnaître le mérite de l'avoir fondue à Alberghetti, fondeur de l'artillerie du grand-duc, et de plus, que les bas-reliefs dont est orné le pied de la statue, n'y furent attachés que quatre années après. Les élèves de Gian Bologna qui y ont travaillé, sont Francesco et Guasparri di Girolamo della Bella, Petro di Iacopo Tacca, et Antonio di Annibale Marchissi.

— La grandeur des Médicis a tenu beaucoup à la protection qu'ils ont donnée aux arts, aux belles-lettres, et à la faveur des lettrés a beaucoup servi à leur gloire. Parmi les familiers de la maison Médicis, l'on pouvait compter le chanoine Luigi Pulci, l'auteur du poème héroïcomique, *Morgante Maggiore*, qu'il avait composé pour Lucrèce Tornabuoni, la mère de Laurent dit le Magnifique. L'on connaissait déjà des lettres de Pulci à Laurent le Magnifique, imprimées plusieurs fois ; le chevalier Milanese vient d'en découvrir 43 inédites dans les archives de l'Etat à Florence, et il en fait l'objet d'une publication intéressante². « Même les moins curieux, dit le savant éditeur³, aimeront à avoir sous les yeux un exemple de l'amitié qui unit l'auteur de *Morgante*, à ce seigneur Lorenzo il Magnifico, à qui la hauteur de l'esprit, le culte des belles-lettres, et la protection des beaux-arts, ont presque fait pardonner sa trop grande ambition et la ruine de la liberté à Florence. » Les lettres de Pulci sont écrites de ce style vif, avec cette fine ironie et ces saillies spirituelles que l'auteur a semés dans ses vers. Le sujet n'est pas rigoureusement historique, quoique l'on reconnaisse dans plusieurs de ces lettres à quelles missions publiques Pulci pouvait être employé par son protecteur et ami, en dehors des missions littéraires et académiques. Mais l'on doit toujours considérer comme historiques les documents qui permettent d'apprécier les causes de la décadence morale et de l'abaissement civil et politique de la nation. Le drame qui se déroula au xvi^e siècle en Italie, ne pourrait se comprendre sans étudier le xv^e siècle, chose qui n'a été faite encore qu'imparfaitement. Si on l'étudie comme on le doit, on verra que la splendeur littéraire du temps de Léon X est due surtout aux savants du xiv^e siècle ; comme à la corruption des cours de Florence, de Milan, de Naples et même de Rome, l'on doit en grande partie les schismes religieux et la perte de la liberté. Ces lettres de Pulci jettent de la clarté sur plusieurs faits de sa vie que l'on con-

¹ *Della statua equestre di Cosimo I de Medici, modellata da Giovanni Bologna et fusa da Giovanni Alberghetti*, documenti inediti pubblicati da Iodoco de Badia. Firenze, tipo. Bencini. In-8° de 23 p.

² *Lettere di Luigi Pulci a Lorenzo il Magnifico*, pubblicate dal cav. Milanese, Lucca. Giusti, 1868, in-8° de xii-124 p.

³ « Anche ai meno curiosi piacerà di avere sott'occhio un saggio dell'amici-
zia che strinse l'autore di *Morgante* a quel signore... » etc.

naissait assez peu, puisqu'on ignorait même la date de sa mort. Pulci, né en 1432, est mort d'octobre à novembre 1484. Ainsi la dernière lettre du présent recueil, datée du 28 août de cette année, précéda de peu de jours sa mort, et étant écrite de Vérone, elle rend vraisemblable l'assertion de Scardeone et de Zilioli que Pulci aurait été surpris par la maladie à Padoue, et y serait mort.

— Tout le monde connaît l'intérêt des relations des ambassadeurs vénitiens ; on a pu les apprécier dans les livres de MM. Armand Baschet, Alberi et Barozzi. Le conclave qui suivit la mort de Benoît XIII et l'avènement de Clément XII forme l'objet d'une relation inédite de Barbon Morosini, qui vient d'être publiée, à l'occasion d'un mariage vénitien, et imprimée à un très-petit nombre d'exemplaires¹. On y verra avec plaisir la peinture du caractère de Benoît XIII, tracée avec vigueur et sans préventions injustes ; de même les intrigues du conclave sont présentées dans un style vif et précis que l'on rencontre chez peu d'historiens, et que l'on ne trouverait certainement pas chez tous les diplomates de nos jours. « Benoît XIII, porté sur le trône plus par la confusion du conclave que par la mûre délibération des votants, justifia tous les pronostics qu'avaient pu en former ceux qui l'avaient connu comme cardinal. Il avait des mœurs très-pures et de très-bonnes intentions ; mais la confusion des idées, le manque d'expérience du gouvernement, son aversion pour Rome, son abandon à des favoris fâcheux, ont produit toutes les irrégularités que connaît votre sérénité. Il était très-accort pour les choses qui l'intéressaient, et très-simple pour celles dont il ne s'occupait pas. Sa vie très-innocente, ses continuelles prières, son peu de luxe n'ont rien fait pour le bien du gouvernement. Sa déférence pour des favoris vils et rapaces, son peu de réflexion avant de prononcer sur des matières importantes, ont produit un déficit annuel à la Chambre, qui peut s'évaluer tant par accroissement des dépenses que par diminution des recettes à la somme de 400 mille écus. » L'on acceptera la conclusion tirée par l'ambassadeur vénitien, que « Benoît XIII mourut dans la 6^e année de son pontificat, au milieu de désordres qui s'augmentaient toujours ; c'était un prince qui, par la noblesse de sa naissance, par la bonté de son cœur et par la sainteté de sa vie, méritait de mieux connaître et de moins écouter ceux qui l'entouraient. De cette façon, il n'aurait pas agi contre ses bonnes intentions². »

C. C. CASATI.

¹ *Relazione del N.-U. Barbon Morosini, cav. e procuratore di San Marco. ambasciatore alla corte di Roma dal 5 nov. 1730 al 30 giugno 1731.* — Ceneda, tip. Longo.

² « In mezzo dunque a tali disordini che sempre più si aumentavano, morì Benedetto XIII nel sesto anno del suo pontificato ; principe che per la nobiltà della nascita, per la bontà dell'animo e per la santità della vita, meritava di meglio conoscere e meno aderire a quei che gli stavano intorno, così ch'è non fosse stato diverso dalle di lui rette intenzioni. »

COURRIER ANGLAIS

Dans la correspondance de M^{me} du Deffand, se trouve le passage suivant (lettre à Horace Walpole): « Nous avons ici les enfants de M. Elliot. Ils sont infiniment aimables. Ils savent parfaitement le français, ils sont gais, doux et polis, et plaisent à tout le monde. Je les vois souvent, j'ai pour eux toutes les attentions possibles, mais ils n'ont besoin de personne pour les faire valoir. On leur trouve une fort jolie figure. » C'est un de ces Elliot qui forme le sujet d'un volume dernièrement publié par la comtesse de Minto¹, après avoir été il y a quelques années imprimé à un nombre très-restreint d'exemplaires destinés seulement aux amis de la famille. Si l'on se figure que Hugh Elliot, élevé en France, bercé pour ainsi dire sur les genoux de M^{me} de Boufflers et de M^{me} du Deffand, put voir la révolution de 1830, on aura quelque légère idée d'une existence qui se prolongea fort honorablement à travers toutes les vicissitudes de la diplomatie et d'une société en pleine décadence. De Berlin à Vienne, de Stockholm à Madras et aux Antilles, M. Elliot put amasser, au milieu du tracassé des affaires, des observations extrêmement curieuses; car sous un extérieur assez indolent, assez ennuyé, il cachait beaucoup de finesse, et il ne perdit jamais son goût pour les occupations de l'esprit. La correspondance contenue dans cet ouvrage s'étend depuis 1762 jusqu'en 1830; la guerre de la Russie contre les Turcs; les prouesses du grand Frédéric; les démêlés de Gustave III, roi de Suède, avec le czar; la reine de Naples et Acton, — tel est le *farrago* de ce *libellus* plein de choses fort amusantes, d'appréciations frappées au bon coin, et de lettres qui mériteraient les honneurs d'une transcription *in extenso*.

M. Elliot fit ses débuts en qualité d'officier dans les troupes russes, et s'y conduisit d'une manière si brillante, que lorsque ses compagnons d'armes apprirent sa résolution d'embrasser la diplomatie, ils s'écrièrent qu'ils ne s'étonneraient plus d'entendre dire que le

¹ *A Memoir of the Right Honourable Hugh Elliot*. By the Countess of Minto. Edinburgh, Edmonston and Douglas. 1 vol. in-8°.

Pape était devenu hussard ! On sait ce qu'était la morale, tant *petite* que *grande*, à cette époque, d'un bout de l'Europe à l'autre, et le témoignage de M. Elliot confirme amplement ce que l'histoire nous révèle à ce sujet. Il conserva toujours pour Vienne et pour la société autrichienne une prédilection de *premières amours*, si je puis m'exprimer ainsi : « Je vous avoue, dit-il, que je n'ai jamais trouvé de séjour depuis, où je me suis plu autant qu'à Vienne, peut-être aussi vu par le médium de la santé, de la gaieté, de la jeunesse. Parlez-moi des plaisirs, des promenades, des femmes, pour plaire à la mienne. » Le beau sexe ne péchait pas, tant s'en faut, par excès de prudence, et lorsque le jeune ministre plénipotentiaire mettait au rebut un de ses habits de cérémonie, les demoiselles d'honneur se jetaient dessus, et se disputaient comme *souvenir* un lambeau du velours ou de la broderie !

On trouvera dans le volume dont je parle ici des lettres fort importantes des principaux personnages politiques de cette époque ; une, entre autres, de Mirabeau, qui est une espèce de mémoire justificatif ou d'apologie de sa conduite. Elle est datée d'Aix en Provence, le 14 août 1783, et j'en extrais seulement un paragraphe qui peut passer pour le résumé du reste. « Je ne vous ferai pas mon histoire. Le détail en serait immense, et ces détails constituent seuls la vérité des faits. Qu'il vous suffise de savoir aujourd'hui que ma destinée a été un orage continuel, et ma vie un roman ; qu'asservi sous le double despotisme de mon père et du gouvernement provoqué par lui, j'ai fait de grandes fautes et éprouvé de grands maux ; que ces fautes ont toutes laissé mon honneur intact, et que quelques-unes même ont beaucoup relevé mon caractère moral ; que ces malheurs ont abrégé mes forces et ma vie, mais n'ont flétri ni mon âme ni mon énergie naturelle. Croyez enfin, homme noble et généreux, que je ne prendrais pas encore le nom sacré de votre ami, si j'en étais indigne. »

— M. Thomas Wright vient de publier le second volume de la Chronique de Pierre de Langtoft ¹, pour la belle collection dont j'ai si souvent parlé, et qui a été si heureusement entreprise par le gouvernement anglais. Comme tant d'autres recueils d'annales, l'ouvrage de Langtoft est en grande partie une compilation presque toujours assez grossière, prise à droite et à gauche, et formée de pièces très-mal soudées ensemble. Dans ces temps reculés, les sources historiques n'étaient ni fort nombreuses, ni d'un accès commode, et par conséquent on retrouvait partout les mêmes extraits de Bède le Vénérable, de Geoffroy de Montmouth, de Grégoire de Tours, etc. Le copiste était ordinairement un moine laborieux et patient, mais sans le moindre talent d'écrivain, et lorsque la suite de son travail l'avait amené jusqu'à l'époque contemporaine, il retraçait d'une manière sèche et rebutante quelques faits réunis au hasard, dont la

¹ *The Chronicle of Pierre de Langtoft, in French Verse, from the Earliest Period to the Death of King Edward the First.* Edited by Thomas Wright. Vol. II. Longmans and Co.

renommée lui était arrivée sans qu'il sût trop comment, et auxquels il mêlait souvent les rêves de son imagination. Tel il faut se représenter Pierre de Langtoft ; rien de nouveau dans sa chronique, un petit nombre d'incidents racontés dans le style le plus diffus et le plus ennuyeux possible. La seule partie intéressante du volume est l'appendice, et surtout la section où notre annaliste raconte l'histoire des relations entre le roi Édouard I^{er} et le pape Boniface VIII. Ce pontife réclamait le droit de souveraineté temporelle sur l'Écosse, et ne voulait en aucune façon admettre les prétentions du monarque à exiger foi et hommage des rois Écossais. Édouard I^{er} chargea un de ses conseillers de réfuter les arguments mis en avant par la cour de Rome, et celui-ci, il faut bien l'avouer, s'y prit d'une manière assez originale. Il commença, en effet, par une pétition de principe qui prouvait que la logique n'était pas son fort. « Le Dispensateur de toutes choses, » dit-il, « de qui rien n'est oublié, *nous a certifié, à nous et à nos sujets*, que nous avons toujours eu, tant nos prédécesseurs que nous-mêmes, le royaume d'Albany en notre puissance, comme souverains seigneurs, sans contradiction aucune. » La preuve n'était pas concluante, et l'avocat du roi Édouard I^{er} paraissait en sentir la faiblesse, car il se hâta de présenter cette considération accessoire que le roi Arthur avait conquis la province d'Albany dans les temps anciens, et que les droits résultant de cette conquête existaient avec autant de force que jamais. Boniface VIII n'aurait probablement tenu compte ni de l'une ni de l'autre de ces deux hypothèses ; mais il fut obligé de s'arrêter devant la remontrance qui lui fut adressée par huit comtes, vingt-quatre barons et quinze chevaliers bannerets du royaume d'Angleterre. Cette pièce, insérée aussi dans l'appendice au volume de M. Thomas Wright, est très-curieuse ; exprimée en langage respectueux mais très-ferme, elle déclare nettement que la prétention du Saint-Siège est regardée comme nulle, et elle dit que le Pape, au lieu de chercher à léser le roi d'Angleterre dans l'exercice de ses droits légitimes, ferait beaucoup mieux d'appuyer et de protéger un aussi digne enfant de l'église. Devant une telle réclamation, il fallut bien passer outre.

— Revenons à des temps plus modernes, et voyons ce que le biographe de lord Liverpool est en mesure de nous apprendre sur les premières années du xix^e siècle. Cet homme d'État (c'est de *mylord* que je parle), sans avoir le droit d'être regardé comme un personnage illustre, occupe pourtant une place importante dans l'histoire de son pays. Il commença sa carrière politique à la veille de la Révolution française, devint sous-secrétaire d'état, et arriva enfin à être premier ministre en 1812, après l'assassinat de Spencer Percival. Il garda ce poste jusqu'en 1827, époque à laquelle il fut remplacé par Canning. A ces divers titres, lord Liverpool¹ méritait incontestablement les honneurs d'une biographie ; mais trois gros

¹ *The Life and Administration of the second earl of Liverpool*. Compiled from Original Documents, by Prof. Yonge. With Portrait. 3 vol. in-8°. London. Macmillan.

volumes in-octavo me semblent un peu trop, même pour lui. Hélas ! quand les compilateurs de ces sortes d'ouvrages se souviendront-ils du fameux précepte : « Qui ne sut se borner ne sut jamais écrire. » Une des pièces les plus intéressantes recueillies par M. Yonge est une lettre relative au dessein du premier Consul sur l'île de Malte. On se souvient du beau chapitre où M. Thiers raconte l'entrevue de l'ambassadeur d'Angleterre lord Whitworth avec Napoléon, et de la fameuse phrase de celui-ci : « J'aime mieux vous voir en possession des hauteurs de Montmartre que de Malte. » Eh bien ! voici que M. Yonge imprime tout au long une lettre adressée de Paris par lord Whitworth à lord Hawkesbury, en date du 14 mars 1803, et de laquelle il résulterait, non-seulement que le gouvernement français n'était pas si entêté qu'il paraissait l'être au sujet de l'île de Malte, mais qu'une somme de deux millions de livres sterling, remise, soit à Lucien Bonaparte, soit à Joseph, aurait levé toutes les difficultés relatives à l'occupation anglaise. J'ai à peine besoin de dire ici que l'histoire dont je viens de donner le résumé me semble bien singulière, et je me contenterai de renvoyer le lecteur au livre même pour s'édifier sur ce sujet. Lord Hawkesbury avait, il paraît, offert d'abord 100,000 livres sterling, mais lord Whitworth répondit que c'était trop peu, et que pour une affaire de cette importance, il ne fallait pas lésiner. M. Yonge ajoute que Joseph Bonaparte envoya, au mois de mai 1803, à ce diplomate anglais, rappelé par son gouvernement à cause de la rupture de la paix d'Amiens, un agent confidentiel chargé d'une nouvelle proposition. Le roi de la Grande-Bretagne conserverait le droit d'occuper Malte, s'il voulait favoriser un arrangement entre le premier Consul et le roi des Deux-Siciles, arrangement en vertu duquel la France obtiendrait en toute possession les villes d'Otrante et de Tarente. La seule allusion à cette dernière négociation, que l'on puisse trouver dans le livre de M. Thiers, est celle-ci : « L'expédient consistait à laisser les Anglais à Malte, un espace de temps indéterminé, mais à condition que les Français, pendant le même espace de temps, occuperaient le golfe de Tarente. » M. Thiers nous montre M. de Talleyrand chargé par Napoléon de faire cette proposition à lord Whitworth d'une manière franche et loyale, et d'offrir une dernière alternative « dont le résultat serait de céder Malte, mais à condition d'un équivalent pour la France. » Ainsi formulée, la transaction n'a rien que de très-naturel ; ce qui me semble inouï de la part du biographe de lord Liverpool (à moins, bien entendu, des preuves écrites les plus claires), c'est de la représenter comme arrangée par un des frères du premier Consul, et compliquée d'une espèce de pot-de-vin de deux millions de livres sterling (50,000,000 de francs) !

— Nous parlerons ici des *essais* de M. Greg¹, parce qu'il s'y trouve une appréciation de Chateaubriand et une autre du prince de Talleyrand. Quant à l'auteur du *Génie du Christianisme*, il serait difficile

¹ *Literary and social Judgments*. By W. R. Greg. London, Trübner. 1 vol. in-8°.

à l'aristarque le moins indulgent de le traiter plus rudement qu'il le fait lui-même dans ses Mémoires d'outre-tombe; car son excessive vanité atteint aux dernières limites du ridicule, et il n'y a qu'à choisir parmi une infinité de passages d'une telle fatuité que les citer purement et simplement sans aucun commentaire suffit pour faire la critique de l'esprit qui les a dictés. « Lorsque Voltaire naquit à Châtenay en 1697, quel était l'aspect du coteau où se devait retirer, en 1807, l'auteur du *Génie du Christianisme*? » Le parallèle est délicieux; voici encore une autre question d'une vanité vraiment naïve : « Lorsque Mirabeau fixa ses regards sur moi, eut-il un pressentiment de mes futuritions? »

Ce qu'il y a de plus triste, c'est l'anecdote du *Literary fund dinner*, et M. Greg la donne dans tous ses détails. Il faut savoir qu'une espèce d'association charitable a été fondée à Londres, il y a déjà fort longtemps, par des gens de lettres, des libraires et d'autres personnes intéressées au progrès de la littérature, dans le but de venir au secours d'écrivains ou d'artistes nécessiteux. Or, Chateaubriand, lors de son ambassade en Angleterre, se trouvant au dîner de fondation, et appelé à faire un *speech*, traça un tableau très-éloquent et très-animé de la pénible situation dans laquelle il végétait lorsque, jeune encore, et chassé loin de sa patrie par l'orage révolutionnaire, il arriva sans appui, sans recommandation, sans argent, à Londres, obligé de demander à sa plume les moyens d'existence, il eût probablement succombé si le *Literary fund* n'était pas venu à son secours. L'histoire est touchante, mais est-elle véritable? On serait en droit de croire le contraire, car dans ses Mémoires d'outre-tombe, Chateaubriand, loin de relater l'épisode que je viens de décrire, semble y donner le démenti le plus net, puisqu'il va jusqu'à dire que si en 1793, lors de son séjour à Londres, le *Literary fund* avait existé, les membres du comité auraient peut-être payé le mémoire de son médecin. Tout cela est fort triste. M. Greg, en s'occupant de Talleyrand, a essayé de lui appliquer ce procédé de réhabilitation qui est tellement à la mode aujourd'hui. On a placé Catilina, Néron, Henri VIII, Richard III et même Judas Iscariote dans la catégorie des grands hommes méconnus; pourquoi pas le prince de Bénévent? Je n'affirmerai pas que M. Greg a réussi; mais il s'y est pris d'une façon fort ingénieuse, et on pourrait se laisser duper par le ton qu'il donne à son paradoxe.

— Nous ne sortons pas de l'époque du premier Empire en examinant le nouveau livre du colonel Chesney¹. Sujet bien rebattu, mais auquel on ne se lasse guère de revenir : la bataille de Waterloo! M. Thiers, sir Archibald Alison, M. Vaulabelle, M. de Vielcastel, M. Nettelement, M. Quinet, le colonel Charras, tous les historiens les plus distingués se sont sentis attirés par cet événement capital; tous ont compris que l'abondance de documents et la multiplicité du

¹ *Waterloo lectures : a Study of the Campaign of 1815*. By colonel Charles C. Chesney, R. E., late Professor of Military Art and History in the Staff College. London, Longmans. 1 vol. in-8°.

contrôle étaient parfaitement naturels lorsqu'il s'agit d'une journée dont dépendait le sort de l'Europe. Ancien professeur d'histoire dans une école militaire, M. le colonel Chesney a étudié la bataille de Waterloo en homme du métier ; il est calme, digne, ne prête rien à l'imagination ni à l'esprit de parti : aussi est-il permis de conclure que tout en semblant à certains lecteurs français très-éloigné de la vérité, il ne satisfera que fort peu l'amour-propre national de ses compatriotes. Les Anglais ont jusqu'à présent été habitués à croire qu'eux seuls ont remporté la victoire à Waterloo, et que les Prussiens arrivèrent sur le champ de bataille lorsque l'affaire était déjà à peu près décidée. L'ouvrage posthume de Sir J. Shaw Kennedy, publié il y a quelque temps, commença, il est vrai, à détruire cette espèce de superstition ; mais il était réservé au colonel Chesney de porter le coup de grâce à une véritable légende, à une fiction qui n'a pas le moindre fondement. L'action commença à midi et demi, et les Prussiens se trouvèrent en ligne à quatre heures et demie ; trois heures avant le coucher du soleil, Blücher s'était lancé sur la réserve de Napoléon, et au moment où Wellington exécuta sa charge décisive, il avait déjà perdu 7,000 hommes, tant tués que blessés, sur 50,000 qui prenaient part à l'action. Le colonel Chesney, en critiquant les historiens soit anglais soit français qui se sont occupés de la campagne de 1815, s'attache surtout aux grandes opérations stratégiques, et on ne pourra certainement pas, ainsi que je l'ai dit plus haut, lui reprocher de faire le moindre sacrifice aux préjugés Britanniques, puisque le résultat principal de son ouvrage est de rendre à Blücher la justice que les admirateurs de Wellington lui ont refusée, ou tout au moins ont tâché de diminuer autant que possible. Ce ne sont pas seulement des traditions françaises contre lesquelles il proteste ; ce sont aussi des fables ridicules inventées *ad majorem Anglorum gloriam*. Si on peut lui adresser le moindre blâme, c'est d'avoir trop insisté sur des détails, et d'avoir appliqué son coup d'œil de critique à ce que bien des personnes regardent comme des vétilles. Mais n'oublions pas qu'il s'agit, en définitive, de la campagne de 1815, d'une des journées décisives dans l'histoire du monde, et pour des événements de cette importance il ne saurait jamais y avoir trop de lumière. Il faut qu'on ne puisse pas trouver le moindre prétexte pour accuser l'historien de réticence, de parti pris, ou d'injustice.

— Le *Roxburgh Club*, fondé il y a bien des années, pour la publication (à un très-petit nombre d'exemplaires) de documents originaux sur l'histoire d'Angleterre, vient de faire imprimer un splendide volume qui n'est pas sans intérêt pour nous autres Français¹. C'est une chronique en vers latins hexamètres composée par un certain Jean Herd qui, né pendant le règne d'Henri VIII, mourut l'année même de la défaite de l'invincible Armada. Cet annaliste, médecin de

¹ *Historia quatuor regum Angliæ heroïco carmine conclusa, authore Joanne Herdo medico, nunc primum edidit Thomas Purnell. In usum Societatis Roxburgensis. Londini, J. B. Nichol et fil.*

profession et littérateur par goût, semble avoir aussi appartenu à l'Église, car il jouissait de deux prébendes, l'une à Lincoln et l'autre à York. Il écrivit un poème sur la mort du théologien luthérien Bucer, mit le catéchisme en vers latins à l'usage de la jeunesse, et enfin rima la chronique dont il est question ici, et qui renferme des détails curieux sur les cinquante années qui s'écoulèrent depuis la bataille de Wakefield jusqu'à la mort de Henri VII. Terminée, probablement, en 1562, l'an IV du règne d'Elisabeth, et dédiée au ministre Cecil, l'histoire de Jean Herd est écrite, nous avons à peine besoin de le dire, au point de vue *Tudorien*. Ce qui la rend précieuse, ce n'est pas tant la narration elle-même, que l'esprit suivant lequel cette narration est rédigée. Ainsi que le dit l'éditeur M. Purnell, nous avons ici une page des annales de l'Angleterre telle que les sujets de la reine Elisabeth pouvaient la comprendre, telle que Shakespeare et ses contemporains l'interprétaient et la transmirent ensuite à la postérité. Herd semble avoir copié Polydore Virgile, ou du moins l'avoir suivi de très-près. Ainsi par exemple, cherchant à expliquer pourquoi Edouard IV, mena à la bataille de Barnet Henri VI, son prisonnier, Polydore écrit ce qui suit :

Ducebat secum Henricum captum, et fortasse consilio, ut adversarii videntes in prælio regem suum captum deterrerentur; aut si ei fortuna foret, per eum servari posset.

Voici comment Herd *poétise* le même incident :

Ducit et Henricum, finem fortassis ad istum,
Ut regem quando captivum cerneret hostis,
Omnino positus esset deterritus armis;
Aut adversa forent bellorum fata suorum,
Servari possit, quia captivo ante pepercit.

C'est une transcription pure et simple.

La partialité de Herd cherche à peine à se déguiser. Il prétend que Marguerite de Bourgogne savait fort bien à quoi s'en tenir sur le compte de Lambert Simnel; il loue jusqu'à l'avarice éhontée d'Henri VII, qui :

Lanigeras pecudes, pastoris more fidelis,
Tondebat, sed nullas deglubebat avarus.

Il y a fagots et fagots, messire Herd; on peut tondre les brebis d'une manière raisonnable; on peut aussi les tondre sans merci. Le poète, ou soi-disant tel, ne se fait pas faute de discours imaginaires attribués aux personnages qu'il met en scène, et écrit (*si parva licet componere magnis*) dans le genre de Lucain ou de Silius Italicus. Ainsi, pour nous borner à ce qui concerne l'histoire de notre pays, nous voyons Maximilien, roi des Romains, remonter jusqu'au siège de Troie en quête d'arguments capables de déterminer les puissances européennes à se liguer contre le roi de France. Ce monarque, dit-il par la bouche de son ambassadeur, est bien plus détestable que le beau Pâris; il a refusé, en effet, d'épouser Marguerite, la fille de Maximilien, et d'un autre côté il aspire à la main de

la duchesse Anne de Bretagne, qui s'était déjà mariée par procuration au même Maximilien. Herd trouve cette façon d'agir très-cavalière, et il blâme sévèrement Charles VIII.

Tum quia neglexit sponsatam fœdere firmo,
Tum quia quam duxit fuit altri debita conjux.

Dilemme embarrassant, comme on voit.

Les métaphores du poète-annaliste sont hardies. L'envoyé du duc de Bourgogne discourant en présence d'Édouard IV, veut lui donner à entendre que son maître désire vivement humilier la France; il risque un calembour :

Carolus erectas Gallo vult scindere cristas.

— Je termine ici ce compte rendu en annonçant la mise en vente d'un volume très-intéressant et très-bien rédigé par M. Bergenroth¹. C'est le *Calendar* ou catalogue des lettres et autres documents officiels ayant rapport aux négociations entre l'Angleterre et l'Espagne. Les pièces analysées par le savant éditeur appartiennent non-seulement aux archives de Simancas, mais à diverses collections non moins importantes. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que le gouvernement espagnol (celui de la reine Isabelle) refusa longtemps la permission d'examiner indistinctement tous les manuscrits conservés dans le vieux château de Simancas; et il fallut d'ennuyeuses et ridicules négociations avant que M. Bergenroth pût mener son travail à bonne fin.

GUSTAVE MASSON.

¹ *Letters, despatches, and state papers relating to the negotiations between England and Spain, preserved in the archives of Simancas, and elsewhere.* Edited by G.-A. Bergenroth. London, Longmans, in-4°.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : L'École pratique des hautes études. — La prochaine soutenance de thèses des élèves de l'École des Chartes. — Les cours de la rue Gerson et l'enseignement libre inauguré par la société d'éducation et d'enseignement. — L'Académie des inscriptions; la Société bibliographique; la Société de linguistique; la Société de numismatique et d'archéologie. — Publications nouvelles et en préparation. — Nécrologie : M. Bourquelot; Berryer. — Conclusion.

Les réformes qu'on apporte ou qu'on devrait apporter à l'organisation de l'enseignement supérieur en France, demeurent une question à l'ordre du jour, dont il est bon que les hommes instruits ne cessent point de se préoccuper, parce qu'à vrai dire, c'est sur la prospérité plus ou moins grande de cet enseignement, qu'il faut mesurer la somme des lumières répandues dans un pays. En ceci, comme en beaucoup d'autres points, nous nous laissons volontiers aveugler par notre instinct presque exclusivement égalitaire, de façon que l'enseignement primaire nous paraît incomparablement plus utile que l'enseignement secondaire, et celui-ci que l'enseignement supérieur. Développer l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire par tous les moyens possibles, c'est sans aucun doute une œuvre admirable, et qui mérite que tous les hommes d'intelligence et de cœur y prêtent fortement leur appui. Mais il serait très-peu sensé de sacrifier à ce développement celui de l'enseignement supérieur, qui peut s'accomplir à moins de frais, et qui donnerait à l'autre enseignement une impulsion beaucoup plus vive qu'on ne le pense. La lumière ne monte pas, elle descend. Cent mille instituteurs ne fourniraient point à un peuple un savant de premier ordre. Dix savants de premier ordre enfanteront cent disciples qui, répandant partout l'instruction qu'ils auront acquise, donneront bientôt naissance à des milliers d'instituteurs. L'Allemagne, par exemple, où nous trouvons l'enseignement supérieur le plus florissant, est aussi la nation où les lumières sont le plus répandues, et où les classes inférieures sont le plus instruites. Ne cessons donc pas de revendiquer pour notre patrie un rang qu'elle n'aurait pas dû perdre, et qu'il lui faut à tout prix reconquérir. Pour en venir là, que tous les moyens soient mis en œuvre, qu'aucun remède ne soit écarté. Usons à la fois, et pour atteindre un même but, de ces deux grandes forces, qui ne sont contraires que quand la malice

humaine les détourne des voies salutaires que la Providence leur a tracées : l'autorité et la liberté. Que l'Etat améliore ses créations anciennes, et qu'il en essaye de nouvelles ; que de leur côté, les hommes d'initiative s'unissent pour créer et faire fructifier en France l'enseignement libre, auquel un si bel avenir est promis, s'il réussit enfin à s'enraciner dans nos mœurs.

L'organisation de l'Ecole pratique des hautes études est poursuivie par le ministère de l'Instruction publique avec une louable persévérance. La section des sciences historiques et philologiques, à laquelle doivent plus particulièrement s'intéresser les lecteurs de cette *Revue*, compte déjà un très-grand nombre d'élèves inscrits, dont les titres sont vérifiés par une commission composée de MM. Alfred Maury, Waddington, Léon Renier, membres de l'Institut, et Michel Bréal, professeur au collège de France. Les candidats trouvent auprès de ces savants, sous le patronage desquels doivent être placés ceux d'entre eux dont l'admission sera prononcée par le ministre, un accueil plein de bienveillance. Les règlements, que j'ai analysés dans ma dernière chronique, paraissent devoir être interprétés dans un sens large, avec la pensée de faciliter aux travailleurs sérieux l'accès de la nouvelle école, en ne leur imposant que des obligations compatibles avec leur situation présente. C'est ainsi que les craintes que je m'étais permis d'exprimer au nom des jeunes gens dont le temps est en partie occupé par des fonctions administratives, qui ont, dans une certaine mesure, un caractère scientifique, se sont complètement évanouies. Les employés des archives et bibliothèques publiques pourront, sans qu'il en résulte aucun trouble dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels, prendre part aux travaux et jouir des avantages de la nouvelle école. J'ai aussi lieu d'espérer que l'étude des origines nationales, à laquelle je maintiendrai toujours qu'on doit s'attacher pardessus tout, sera encouragée à l'école pratique, où les études orientales et classiques doivent avoir, sans doute, leur place légitime, mais qu'elles ne doivent pas absorber totalement. Cette espérance se fonde principalement sur l'inscription d'un nombre assez notable d'élèves et anciens élèves de l'Ecole des Chartes, qui feront, à mon sens, un utile contre-poids aux jeunes orientalistes et aux jeunes universitaires. Elle s'appuie encore sur un fait qui a été remarqué et qui méritait de l'être, je veux parler de l'affluence des auditeurs libres au cours de philologie romane, professé avec tant de science et d'esprit par M. Guessard. Ces auditeurs sont, je n'en doute pas, des élèves inscrits à l'école des hautes études, et qui, ne voulant pas aborder toutes les sciences qui font l'objet de l'enseignement à l'Ecole des Chartes, désirent étudier spécialement les origines de notre langue et de notre littérature. Puissent-ils persévérer dans une aussi bonne voie ! Je ne me lasse pas de le redire, c'est là et non ailleurs que les lettres françaises trouveront un rajeunissement qui devient de jour en jour plus nécessaire, et qui nous débarrassera enfin de l'inepte fatras des romans feuilletons et des sottises prétentieuses, dont nous infecte l'école absurde des *ciseleurs* qui compose hélas ! à elle seule le patronage contemporain.

Les savants membres de la commission de patronage recommandent avec instance aux élèves inscrits à la section des sciences historiques et philologiques l'étude de la langue allemande. C'est un excellent conseil, qu'il convient de généraliser et d'adresser à tous les jeunes gens qui veulent s'occuper d'érudition. Je suis loin certainement de penser, avec une petite école dont on ne peut nier le mérite et les services, mais qui m'a toujours paru un peu trop hautaine et exclusive, que hors de la science allemande il n'y ait point de salut. J'estime que, pourvu qu'on travaille sur les documents, et qu'on puise aux sources originales, on peut en tout pays arriver à un excellent résultat, alors même qu'on ignore la langue des pays voisins. Mais il est sûr qu'il vaut mieux ne pas s'exposer à donner pour une découverte en France, des faits universellement connus depuis dix ans en Allemagne, et l'érudition, en tous cas, ne pourrait que profiter des relations qui s'établiraient entre les savants des deux pays. Aussi j'avoue que, pour ma part, j'ai trop souvent regretté de ne pouvoir mettre à profit les travaux de nos voisins pour n'engager pas ceux de mes lecteurs dont le temps n'est pas entièrement pris par leurs fonctions ou par des travaux dont ils ne sauraient se détacher, à se familiariser avec la langue des Grimm et des Diez, qui est aussi, Dieu merci ! celle des Goethe et des Schiller ! Je crois qu'avec une connaissance approfondie des écrits d'outre-Rhin, on pourrait, pourvu qu'en apprenant l'allemand on n'oublie pas le français, rendre d'immenses services, non-seulement au point de vue scientifique, mais au point de vue religieux. C'est encore là une arme qu'il importe de ne pas laisser aux seules mains de nos adversaires.

Dans le décret qui a organisé l'Ecole pratique des hautes études, il est une disposition destinée évidemment, dans la pensée de l'administration, à féconder l'avenir de cette école, en y attirant de jeunes talents capables de concourir plus tard à une réorganisation de l'enseignement supérieur. Je veux parler de la permission que le ministre pourra accorder aux élèves les plus méritants de soutenir les thèses du doctorat, sans avoir obtenu au préalable le grade de licencié ès lettres. Il importe beaucoup que cette disposition ne demeure pas une lettre morte, mais qu'elle soit appliquée tout ensemble avec prudence et libéralité : avec prudence, car il ne faut pas discréditer les études classiques qui mènent à la licence ès lettres ; avec libéralité, car la licence ès lettres peut sans inconvénient être suppléée par d'autres grades qui attestent une instruction aussi sérieuse, ou, à défaut de grades, par des publications qui, ayant fait progresser la science, sont des témoignages pour le moins aussi valables qu'un thème grec passable, ou une médiocre pièce de vers latins. Il est certain, par exemple, qu'un archiviste-paléographe qui, après trois années d'études à l'Ecole des Chartes, ayant subi trois examens, et soutenu une thèse sur un point nouveau ou peu connu de l'histoire nationale qui a exigé de lui de patientes recherches et de sérieuses méditations, emploiera son temps bien plus utilement pour la science, en creusant plus profondément son sujet afin de transformer sa thèse en un ouvrage qui

sera définitif, que s'il s'exténuaît, pour devenir licencié, à mettre Virgile en centons et à faire parler Bossuet dans la langue de Thucydide? Pense-t-on pourtant qu'il ferait un mauvais docteur ès lettres, et que ses thèses déshonoreraient la Sorbonne? Pense-t-on qu'il ferait un mauvais professeur de faculté? Ce que je dis des archivistes-paléographes, je le dirais aussi volontiers des savants qui ont travaillé sans acquérir aucun diplôme, et qui ont prouvé, en marchant, qu'ils étaient capables d'avancer. Si j'insiste sur ce point, c'est qu'il me paraît capital, et que peut-être on jugera dans l'avenir l'école pratique des hautes études sur le nombre et le talent des professeurs qu'elle aura fournis à l'enseignement supérieur, en dehors des chemins battus et des routes ordinaires de l'université.

La liste des thèses qui doivent être soutenues, au mois de février prochain, par les élèves sortant de l'École des Chartes, prouvera à nos lecteurs, par la variété, la nouveauté et l'intérêt des sujets qu'elle comprend, qu'il n'y a rien d'exagéré dans la prétention par nous émise de voir le diplôme d'archiviste-paléographe suppléer au grade de licencié ès lettres, pour l'obtention du doctorat. Voici cette liste, dont nous croyons pouvoir garantir l'exactitude : *Guiraut Ricquier et les derniers moments de la poésie provençale*, par M. Eugène Aubry-Vitet; *Etude sur quelques points de la langue et de la prosodie des chansons de geste*, par M. Camille Pelletan; *Etude sur la langue et les traductions de Pierre Bersuire dit Berchaire*, xiv^e siècle, par M. Pannier; *Essai sur la législation du vol en droit féodal*, par M. Henri de Pontmartin; *Essai historique sur la législation du douaire dans le droit germanique, dans le droit féodal et dans le droit coutumier*, par M. Rimasson; *Des impôts levés sur le clergé, depuis l'établissement de la monarchie jusqu'au xvi^e siècle*, par M. Cerise; *Etude sur l'usure et le prêt à intérêt au moyen âge*, par M. Meunier; *Etude bibliographique, critique et historique sur le roman de Mélusine*, par M. Herbert; *Les fonctions du comte sous la première race*, par M. Calmettes; *Essai historique sur les comtes héréditaires de Vermandois, suivi d'un catalogue de leurs actes*, par M. Fernand le Proux; *Essai sur le songe du Vergier*, par M. Arthur Loth; *L'administration de Louis XI en Dauphiné, avant son avènement à la couronne*, par M. Etienne Charavay; *Essai sur l'agriculture en Brie au xiii^e et au xiv^e siècles*, par M. Antoine Héron de Villefosse; *Etude sur la paroisse en Normandie au moyen âge*, par M. Dolbet; *Etude sur l'office du connétable*, par M. Guérin; *Etude sur les origines de l'église de Reims*, par M. Doncœur; *La réaction féodale sous Louis X et Philippe-le-Long*, par M. Guy du Pontavice de Vaugarny. Les épreuves mêmes du doctorat produisent-elles, je le demande, beaucoup de travaux plus intéressants que ceux que je viens d'énumérer?

C'est comme une promesse de renouvellement, de rajeunissement dans l'enseignement de la Sorbonne, que nous avons salué l'institution des cours de la rue Gerson. Le succès en paraît maintenant assuré, et de nouveaux professeurs sont venus se joindre, cette

année, à ceux qui ont inauguré ce qu'on a spirituellement nommé la *Petite Sorbonne*. Nous citerons entre autres M. Louis Leger, qui traitera de santiquités slaves, matière encore bien neuve en France, et sur laquelle le jeune professeur a déjà solidement établi sa compétence par les thèses qu'il a soutenues à la Faculté des lettres de Paris. La *Revue bibliographique universelle*, que la Société dont elle est l'organe améliore de jour en jour par tous les moyens en son pouvoir, et qui, après un an d'existence, jouit déjà d'une autorité légitime, non seulement en France, mais à l'étranger, donnera désormais à ses lecteurs, d'une façon régulière, un examen critique des principales publications slaves, et cet examen, confié à la plume de M. Leger, servira en quelque sorte d'utile complément à son cours, et tiendra le public français au courant du mouvement intellectuel chez des peuples auxquels l'avenir réserve, ce semble, de grandes, peut-être même (qu'on y songe pendant qu'il est temps) de formidables destinées.

A côté de l'enseignement supérieur donné au nom de l'Etat, il faut espérer que, grâce à l'intelligente initiative et aux efforts persévérants des hommes de cœur, l'enseignement libre trouvera enfin auprès du public la faveur, et dans nos mœurs la place qui lui est due. C'est principalement pour amener un tel résultat que s'est fondée la Société générale d'éducation et d'enseignement, autorisée le 7 mars 1868. Cette Société, qui a déjà reçu les adhésions, les encouragements d'un grand nombre d'évêques, a jugé, avec raison, que le meilleur moyen pour faire triompher l'idée à laquelle ses membres ont résolu de se dévouer, c'était d'agir le plus tôt possible, et elle a décidé l'ouverture, à partir du lundi 11 janvier 1869, d'une série de cours d'enseignement supérieur, chrétien et libre. Comme il ne s'agit ici que d'un premier essai, et qu'on veut seulement poser pour ainsi dire la première pierre de l'édifice qu'on s'efforcera d'élever avec l'aide de Dieu, ces cours ne dureront que trois mois, et ils seront clos à Pâques. Voici les noms des professeurs qui ont bien voulu se mettre en avant, et prêter l'appui de leur science éprouvée à l'essai que va faire la Société générale d'éducation et d'enseignement: M. Bayle, professeur à l'école des ponts et chaussées, s'est chargé du cours de géologie; M. Broutat, ancien professeur à l'école de Saint-Cyr, et maintenant professeur à l'école d'état-major, traitera de la géographie et des voyages; M. Frédéric Passy enseignera l'économie politique; M. L. C. Michel fera un cours d'éducation maternelle; enfin M. Léon Gautier, chargé du cours d'histoire, et qui doit inaugurer la série, prendra pour sujet de ses leçons: *La France au XIII^e siècle*. Douze leçons seront faites par chacun des professeurs, et, en outre, il y aura douze conférences sur des sujets variés pour lesquelles la Société s'est assuré le concours d'hommes jouissant d'une grande célébrité dans les sciences ou dans les lettres. Nous regrettons vivement de ne pouvoir indiquer à nos lecteurs le local où auront lieu ces cours et ces conférences; mais, à l'heure où nous écrivons, ce local est encore indéterminé. Nous avons la légitime confiance que ceux d'entre eux qui le pourront, ne man-

queront pas d'appuyer de leur présence et d'encourager de toutes leurs forces cette généreuse tentative pour doter notre patrie d'un haut enseignement, où la liberté, la science et la foi s'unissant dans un accord harmonieux, puissent préparer pour l'avenir de la France des générations fortes et saines. « N'en doutez pas, Messieurs, s'écriait éloquentement le R. P. Captier à la séance générale de la Société, le 3 avril 1868, c'est pour elle, c'est pour la jeunesse des écoles supérieures, que nous devons surtout travailler, parce qu'en la gagnant nous aurons tout gagné. Cette jeunesse, en effet, n'est-elle pas la pépinière d'où sortiront et les savants qu'illustreront de futures découvertes, et les écrivains et les professeurs qui donneront une voix à la science renouvelée? Dans vingt ans les membres qui la composent auront envahi les administrations, l'armée, la magistrature, l'industrie; partout ils auront la principale influence, partout ils porteront leur égoïsme ou leur zèle, leurs vices ou leurs vertus, leurs lumières ou leur aveuglement. Pendant qu'il en est temps encore, donnons-leur beaucoup, aimons-les, encourageons-les, instruisons-les; plus tard ils donneront eux-mêmes selon qu'ils auront reçu, et si nous les avons aidés, si nous avons mis de notre vie dans leur vie, de notre cœur dans leur cœur, leurs travaux féconds seront un peu les nôtres; un lien restera entre eux et nous, entre leur génération grandie et notre génération à demi éteinte; et quand notre heure aura sonné, nos tombes parleront encore sur la terre, pendant que nos âmes portées par la prière de nos fils entreranno dans l'éternel repos ¹. »

Ces belles paroles du P. Captier ont en ce moment d'autant plus d'à-propos que des doctrines subversives non-seulement de la société mais de la morale, sont publiquement prêchées dans des réunions libres, à la Redoute et au Pré-aux-Clercs. Le caractère exclusivement scientifique et littéraire de cette *Revue* nous dispense d'examiner le principe même de telles réunions, et quand bien même nous en aurions le droit, nous ne sommes nullement disposé à demander qu'on restreigne et qu'on réprime. Mais n'est-il pas naturel de rappeler combien se fait sentir, en présence de manifestations dont le plus saillant caractère est une haine aveugle contre le Christianisme, l'utilité d'un contre-poids qu'on trouverait naturellement dans un enseignement chrétien, dans des réunions chrétiennes? N'est-il pas naturel aussi que, sentant se révolter dans notre cœur nos convictions les plus chères, nous exprimions ici le dégoût que nous font éprouver les scandaleuses diatribes d'orateurs insensés, en quête de cette popularité mauvaise qu'on n'obtient qu'en flattant les bas instincts de l'âme humaine, et en caressant, si j'ose le dire, les avilissements de son orgueil? Flétrir, comme elles le méritent, les rébellions contre Dieu et contre les lois qu'il a gravées dans nos consciences; marquer par exemple, d'une note d'infamie ces attaques contre l'institution sacrée du mariage, où

¹ *Bulletin de la Société générale d'éducation et d'enseignement*. N^{os} 3 et 4, juillet et août, p. 61.

la famille, seul fondement de la société, trouve elle-même son unique base, n'est-ce pas le devoir de tout chrétien qui tient en main une plume? Quoi de plus ridicule que ces tribuns féminins venant déclamer, avec une passion qui n'a d'égale que leur incommensurable ignorance, contre ce caractère sacré d'épouse légitime et de mère de famille (j'omets la virginité chrétienne, il n'est pas question de cela à la Redoute et au Pré-aux-Clercs) qui constitue toute la dignité de leur sexe? Ah! encore une fois, comme ces réunions libres sont un puissant argument en faveur de la liberté du haut enseignement chrétien!

Mais quittant ce terrain, où les pas sont glissants, je reviens à la science pure, dont l'organe le plus élevé est, dans l'ordre de nos études, l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Cette académie a tenu sa séance solennelle le 20 novembre dernier. M. Léon Renier a proclamé le résultat des divers concours ouverts par la savante compagnie. Nous avons déjà fait connaître ce résultat à nos lecteurs. M. Guigniaut a lu ensuite un éloge du duc de Luynes. Puisque l'occasion nous en est offerte, mentionnons la notice que vient de faire paraître sur le noble défunt, qu'on a si justement appelé le dernier des grands seigneurs, l'un de ses collaborateurs les plus actifs et les plus dévoués, l'auteur de l'*Historia diplomatica Friderici secundi*, M. Huillard-Bréholles. La séance devait se terminer par la lecture d'un mémoire de M. Egger, que l'heure trop avancée n'a pas permis d'entendre. — L'Académie devra bientôt pourvoir au fauteuil laissé vacant par la mort du regrettable M. Vincent, qui tenait si bien sa place parmi ce groupe d'hommes qu'on ne saurait trop honorer pour le bel exemple qu'ils donnent, soit à l'Institut, soit ailleurs, en se montrant à la fois de vrais savants et de vrais chrétiens. M. Vincent s'était principalement occupé des questions relatives à la prosodie et à la musique anciennes, et il les possédait à fond. Il a soutenu deux polémiques qui sont demeurées fameuses dans les annales de l'érudition : l'une avec M. Jules Tardif, au sujet des *neumes*; l'autre, qui ne fut pas exempte de part et d'autre, d'un excès de vivacité, avec M. B. Jullien sur divers points de ses études favorites, notamment sur la valeur comparée des longues et des brèves dans les prosodies grecque et romaine. — Les candidats à la succession de M. Vincent sont MM. Defrémery, Oppert, François Lenormant, Th.-Henri Martin, doyen de la Faculté de Rennes, et Huillard-Bréholles.

De l'Académie des Inscriptions aux Sociétés savantes sans caractère officiel, la transition est aisée, puisque c'est toujours le même but qu'on poursuit, avec plus ou moins de savoir et d'autorité, dans celles-ci et dans celle-là; je veux dire le progrès de l'érudition par le travail. J'ai donné, à propos des études slaves, une idée des services que rendait déjà, quoiqu'elle soit appelée à en rendre de bien plus grands encore, la Société bibliographique universelle, par la publication du *Polybiblion*, ou *Revue bibliographique* mensuelle. La Société de linguistique de Paris, qui a repris ses séances au com-

mencement du mois de novembre, donne toujours, sous la présidence de M. Brunet de Presle, membre de l'Institut ¹, une vive impulsion aux études de philologie et d'ethnographie, si malheureusement négligées jusqu'ici en France, quoiqu'elles aient une portée historique et philosophique dont, dans des camps divers, on commence à se douter, et dont bientôt, j'espère, on se préoccupera vivement du bon côté. Enfin une société dont je n'ai pas encore entretenu nos lecteurs, la Société française de numismatique et d'archéologie vient aussi de reprendre ses travaux à l'issue des vacances annuelles. Cette société, plus heureuse que beaucoup d'autres, a un lieu permanent de réunion, dont la porte est toujours ouverte aux membres à toute heure de la journée. Ce local est situé 58, rue de l'Université. Les séances générales se tiennent tous les vendredis à huit heures du soir : deux séances par mois sont consacrées aux questions administratives ; les deux autres sont remplies par des conférences sur des questions scientifiques. En ce qui concerne la numismatique, la société est représentée par une Commission d'attribution qui répond aux questions que lui peuvent adresser les numismates de province. Pour l'archéologie, la société a constitué dans son sein neuf sections, où elle accueille les hommes compétents, lors même qu'ils ne comptent pas au nombre de ses membres, et dont chacune nomme librement son bureau. Voici les titres de ces sections : Histoire de l'art, céramique, géographie historique, épigraphie, art héraldique et sigillographie, étymologie, linguistique et ethnographie, bibliographie, archéologie monumentale. Les sections tiennent une séance tous les quinze jours dans une salle qui leur est spécialement affectée. La Société française de numismatique et d'archéologie admet trois sortes de membres : 1° des membres titulaires-sociétaires, payant une cotisation de 50 fr., et qui deviennent, par le fait de leur admission, copropriétaires des collections de la Société ; 2° des membres titulaires, qui payent une cotisation de 30 fr., et ont voix délibérative dans les questions d'administration ; 3° enfin des membres correspondants dont la cotisation est de 12 fr. par année. La Société publie un annuaire exclusivement consacré à la numismatique. Elle se propose en outre de publier des mémoires qui auront plus spécialement pour objet l'archéologie.

Parmi les publications récentes ou en préparation, nous croyons devoir signaler à nos lecteurs : 1° *Le Mémoire sur la langue de Joinville* par M. Natalis de Wailly, membre de l'Institut, qui, publié d'abord dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, vient de paraître à part à la librairie Franck. Ce mémoire se divise en deux parties, dont la première est intitulée : *De l'orthographe dans ses rapports avec la grammaire*, et la seconde : *De l'orthographe dans ses rapports avec la prononciation*.

¹ La Société de Linguistique de Paris vient de procéder aux élections annuelles. M. F. Baudry a été proclamé président ; MM. Gaston Paris, Oppert et Louis Leger, vice-présidents, et M. Michel Bréal, secrétaire, pour l'année 1869.

M. de Wailly s'est attaché à établir, avec la rigueur et la lucidité qu'on lui connaît, les principes qu'il appliquera bientôt dans l'édition *critique* de Joinville qu'il prépare pour la Société de l'Histoire de France. — 2° Trois volumes de M. Charles Carpentier, intitulés : *Etudes de législation comparée : Le droit païen et le droit chrétien*. « Un magistrat, écrit M. Léon Gautier (que nos lecteurs nous sauront bon gré de citer ici), M. Charles Carpentier, a résolu d'étudier l'une après l'autre toutes les grandes questions de la jurisprudence, et de les étudier chrétiennement. De là, trois excellents opuscules, d'un style simple, savants sans pédantisme et concluants sans affectation, qu'il a consacrés à la comparaison du droit chrétien et du droit païen. Dans le premier d'entre eux, il a abordé cette redoutable question de l'esclavage, qui n'a jamais été si passionnément controversée que de nos jours. Dans le second, il a approfondi l'histoire du droit de vie et de mort chez les peuples de l'antiquité et chez les nations modernes. Dans le troisième, enfin, qui ne sera pas le dernier, il constate comment « le droit de mutilation, de blessures et de coups dans la famille a été aboli par la législation chrétienne ¹. » — 3° Deux volumes, sur le point de paraître à la librairie Albanel, et où ont été recueillies les œuvres dispersées du si regrettable abbé Le Hir. — 4° Le *dictionnaire des doublets* ou formes doubles de la langue française, par M. Auguste Brachet, auteur d'une petite mais excellente *grammaire historique*, qui est un abrégé des travaux de Diez, de Burguy, de Gaston Paris. Ce dictionnaire a été publié par la librairie Franck. — 5° Sur le point de paraître à la même librairie, le tome X de la collection des *Anciens poètes de la France*, qui comprendra *Aliscans*, l'une de nos plus belles chansons de geste. Les éditeurs sont MM. Guessard et de Montaiglon. — 6° Egalement chez Franck, en préparation, une petite bibliothèque d'anciens textes français, parmi lesquels nous citerons notamment un fragment du roman d'*Alexandre* publié par M. Paul Meyer, et un *psautier lorrain* dont l'éditeur est un jeune philologue de grande espérance, lauréat cette année au concours des Sociétés savantes, M. F. Bonnardot. — 7° Un glossaire complet des rimes françaises au moyen âge, que prépare le savant professeur à l'Université de Rostock, M. le docteur Karl Bartsch. — 8° Un commentaire nouveau sur le *Voyage de Charlemagne à Jérusalem*, auquel travaille M. Hoffmann, qui prépare également une nouvelle édition de la *Chanson de Roland*. — 10° Une édition in-folio illustrée de cette même *Chanson*, avec traduction, que doit donner à la librairie Mame l'auteur des *Epopées Françaises*, et qui sera un chef-d'œuvre de l'art typographique. Il appartenait à M. Léon Gautier d'élever ce monument au plus beau de nos poèmes, dont nul n'a plus que lui senti et mieux fait apprécier la grandeur. — 11° En préparation à la même librairie, une collection de biographies des grands hommes qui ont illustré la France, par une société d'anciens élèves de l'Ecole des Chartes. La maison Mame entre ainsi dans une très-bonne voie. Il convient que les livres mis entre les

¹ *L'érudition* en 1868. *Revue du Monde catholique*, liv. du 10 novembre.

maines de la jeunesse soient, il est vrai, simples et clairs, mais non puérils et niais. Il est bon de répandre parmi les générations qui viennent l'amour de l'histoire, c'est-à-dire des grandes choses que l'histoire raconte et des grands hommes qui les ont accomplies. Il faut que le progrès des sciences historiques passe peu à peu des livres d'érudition dans les livres de lecture courante, et se fasse sentir jusque dans les livres élémentaires. En demandant à une Société d'anciens élèves de l'Ecole des Chartes de l'aider dans l'œuvre excellente qu'elle a entreprise, la maison Mame a fait preuve d'intelligence et de bon goût. — 12° Une réimpression du *Gallia Christiana*, entreprise par l'éditeur Palmé, qui vient de faire paraître le 51^e et dernier volume des *Bollandistes*. C'est un bon témoignage en faveur de l'érudition française, que le succès de ces réimpressions qui facilitent singulièrement l'étude approfondie des sources de notre histoire.

Au moment où nous touchions au terme de cette *chronique*, voici qu'on nous apporte une douloureuse nouvelle. M. Félix Bourquelot, professeur à l'Ecole des Chartes, membre de la Société des antiquaires de France et du Comité pour les travaux historiques au ministère de l'Instruction publique, est mort subitement, dans la nuit du lundi au mardi 15 décembre 1868, à l'âge de 54 ans. Né à Provins, le 19 août 1815, M. Bourquelot obtint en 1841 le diplôme d'archiviste-paléographe, après avoir suivi, avec le titre d'élève pensionnaire, les cours de l'Ecole des Chartes. Il prit part, sous la direction d'Augustin Thierry, aux travaux concernant l'histoire du Tiers-Etat. En 1851, il fut chargé, à l'Ecole des Chartes, du cours de paléographie et d'institutions politiques de la France sous les deux premières races. M. Bourquelot était, par excellence, le type de l'honnête homme et de l'érudit consciencieux. Il poussait le sentiment du devoir jusqu'au scrupule, et l'amour du travail jusqu'à ne tenir aucun compte de l'affaiblissement de ses forces et du délabrement de sa santé. La vue presque perdue, il déchiffrait encore. Souffrant depuis plusieurs années d'une affection au cœur qui, si l'on me passe cette expression, lui faisait à chaque instant prévoir une mort soudaine, il n'avait pas cessé d'occuper sa chaire, et de poursuivre, aux archives de l'Empire et à la Bibliothèque Impériale, de longues et minutieuses recherches. Le lundi 14 décembre, on le vit encore sortir de la Bibliothèque à l'heure accoutumée de la fermeture. Toute sa vie peut se résumer dans ce mot : « Travaillons. » Quoiqu'il donnât un soin extrême au fond et à la forme de ses écrits, qu'il corrigeât et qu'il raturât presque jusqu'à l'excès, il était si laborieux, que ses publications sont très-nombreuses. Mais les deux ouvrages capitaux de notre regretté maître, ceux qui assurent à sa mémoire une longue durée, c'est en premier lieu l'*Histoire de Provins* (2 vol. in-8°, 1839-1840) et en second lieu : *Etudes sur les foires de Champagne, sur la nature, l'étendue et les règles du commerce qui s'y faisait aux XII^e, XIII^e, et XIV^e siècles* (2 vol. in-4° 1865-1866), l'un et l'autre couronnés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. A l'érudition d'un bénédictin, M. Bourquelot joignait un remarquable talent de plume ; son style était d'une austère

correction et d'une élégante simplicité. Quoique son mérite lui eût acquis dans la science une légitime renommée, il avait gardé la naïveté et même la timidité d'un enfant. Dévoué sans réserve aux intérêts de l'Ecole des Chartes, il mettait au service de ses confrères et de ses élèves une infatigable complaisance. Aimant à être utile, il ne croyait jamais l'être assez. La mort de M. Bourquelot, suivant de si près celle de M. Vallet de Viriville, est un deuil pour l'Ecole des Chartes, un deuil pour l'érudition. De tels hommes sont l'orgueil des corps auxquels ils appartiennent, comme d'autres, plus grands encore, sont l'orgueil de la France entière.

La mort de Berryer a été un deuil national. Il ne nous appartient pas de raconter ni d'apprécier ici sa carrière politique, et ce serait un lieu commun que de célébrer son éloquence. Nous nous bornerons à deux réflexions, qui, dans les circonstances présentes, ne seront peut-être pas sans utilité. Berryer doit en grande partie sa gloire à l'unité admirable de sa carrière, et cette unité consistait à représenter parmi nous la tradition nationale, c'est-à-dire le progrès véritable, qui n'est point, comme on le croit, une rupture avec le passé, mais bien la tradition continuée. Berryer, c'était l'histoire de France incarnée dans un grand orateur, et montrant le passé, non comme un obstacle, mais comme un fondement pour l'avenir. La véritable façon d'honorer cette grande mémoire, c'est donc d'honorer, en l'étudiant de plus en plus, cette vieille France envers qui l'on a été si ingrat, et de préparer ainsi, non dans les bruyantes agitations où triomphe l'ignorante faconde du premier venu, mais sous la discipline austère de l'érudition, et dans les laborieuses conquêtes la science, la jeune France de l'avenir. Ma seconde réflexion est celle-ci. Combien nos générations paraissent petites à côté de cette race de géants dont fut Berryer, dont est cet auguste vieillard qui semble, comme les grands arbres, chaque année croître et reverdir, M. Guizot ! Quelles vies que celles de tous ces hommes ! Et quelles morts ! Comme on sent vibrer dans ces âmes les fortes inspirations du spiritualisme chrétien ! Prenons donc garde, pygmées que nous sommes, et profitons de ces exemples. Secouons à tout prix ce honteux matérialisme, cet absolu dégoût des grandes causes, qui courbe sous l'abrutissement et nos esprits et nos cœurs. N'espérons certes pas d'atteindre au faite où sont parvenus les Berryer et les Guizot, mais, essayant du moins de marcher sur leurs traces, ayons le culte de Dieu et le culte de la France, et tâchons de nous montrer, dans la vie et dans la mort, passionnés pour la foi du Christ, pour la gloire, pour la grandeur, pour la liberté de la patrie !

MARIUS SEPET.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

L'Eglise et la Révolution dans leurs rapports avec la civilisation moderne, par le baron de CLAYE. Paris, Douniol, 1868. In-8° de 399 p.

M. de Claye, en reconnaissant ce fait que la lutte qui divise le monde est une lutte entre l'Eglise et la Révolution, est persuadé que de vieux préjugés dérobent la connaissance des bienfaits de la religion, et que des illusions empêchent de démêler le but réel de la révolution, qui est d'anéantir le catholicisme. L'auteur voudrait dissiper ces illusions et détruire ces préjugés, en montrant par l'histoire la part de l'Eglise et de la Révolution dans la civilisation moderne. De là un récit où l'auteur apparaît plutôt comme publiciste que comme historien, et soutient une thèse de philosophie et de politique sociale. M. de Claye appartient évidemment à cette école, formée de nos jours, qui fait dans l'histoire moderne deux parts très-distinctes : l'une avant Philippe le Bel, où tout a été bien ; l'autre depuis Philippe le Bel, où tout a été mal, depuis que ce monarque, « en s'affranchissant de la religion et de l'Eglise, a été un des précurseurs de la Révolution. » La piété des rois a seule empêché « les conséquences immédiates de cette funeste scission. »

Dans la première partie de son livre, M. de Claye montre l'Eglise « préparant les éléments de la civilisation moderne et leur donnant la forme adoptée à la jeunesse de la société ; » dans une deuxième partie, il montre « la Révolution détruisant successivement (à partir de Philippe le Bel et de l'établissement du Parlement) les éléments de la civilisation établie par l'Eglise. » Il constate les symptômes de révolution intellectuelle survenus pendant le xiv^e et le xv^e siècle, qui annoncent la grande crise du protestantisme. Alors, dit-il, la Révolution s'introduit dans les gouvernements catholiques, avec « la politique condamnable de Richelieu. » Richelieu, Louis XIV, Colbert, etc., furent « les préparateurs de la Révolution, » parce qu'ils « ont placé la couronne au-dessus de l'Eglise. » La Révolution s'introduit également dans la philosophie avec Descartes, dans la littérature avec le paganisme de la renaissance, dans l'éducation, etc... Elle apparaît dans l'organisation politique « avec la Constituante, qui a nécessité la Convention, » comme « les principes de 89 ont appelé et nécessité le régime de la terreur. »

On voit quelles idées dominent dans cet ouvrage, et quelle teinte paradoxale M. de Claye a souvent

donnée à des faits et à des vérités qui, pris dans un sens plus restreint, méritent l'attention. Cette exagération nuit à la cause qu'il veut servir. Dans un épilogue intitulé *l'Avenir*, M. de Claye passe la revue des forces de la Révolution appuyée par les sociétés secrètes, les mauvaises passions, la presse, et en parlant des ressources de l'Eglise pour sauver la société, il demande « que la loi affirme plus positivement les droits de Dieu, de la famille et de la propriété. » On ne peut contester la sincérité de l'auteur, son esprit élevé, sa foi ardente; mais dans ce livre, hautement recommandé par les évêques d'Aire et de Montauban, s'il se rencontre d'excellents aperçus et des réflexions très-justes, on reconnaît aussi, sur bien des questions, un jugement trop prompt à condamner ou à absoudre radicalement, selon des théories qui, en fait, s'éloignent de la vérité historique.

C. DE S.

Les Apôtres, histoire de l'établissement de l'Eglise d'après les textes contemporains, expliqués par la tradition ecclésiastique, les documents de l'histoire profane, les monuments de l'archéologie et la description des lieux, par M. l'abbé J.-J. BOURASSÉ. Tours, A. Mame, 1869 (*sic*), gr. in-8° de viii-464 p.

Ce titre pourrait faire croire à la revue d'une question historique, dénaturee par un auteur auquel on peut bien accorder une certaine célébrité. Dans cet ouvrage, M. l'abbé Bourassé n'a « jamais » fait « de controverse; » il se contente, « conformément à la méthode historique, de rapporter avec toute l'exactitude possible les événements qui ont accompagné et signalé la prédication apostolique; » il a « suivi pas à pas, dans le récit, l'his-

toire de la propagation de l'Evangile, inaugurée par saint Pierre, le chef de l'Eglise, le jour de la Pentecôte, après la descente du Saint-Esprit sur les Apôtres. » Sa « narration est puisée constamment aux sources authentiques: les Actes des Apôtres, les épîtres de saint Paul, les écrits des Pères apostoliques et la tradition de l'Eglise; » il a « pleine confiance dans les commentaires des docteurs catholiques, repoussant avec horreur les interprétations téméraires des écrivains hétérodoxes; » il n'a « pas négligé les renseignements curieux offerts par les auteurs profanes, sans omettre les documents appartenant aux diverses branches de la grande science historique. » — Je ne sais rien de mieux que de laisser chaque auteur dire lui-même quel but il a poursuivi, quels moyens il a employés; on est déjà, ce me semble, assez bien renseigné à cet égard par M. Bourassé (p. vii-viii). Son ouvrage est partagé en quinze livres, divisés eux-mêmes en un certain nombre de paragraphes, dont on trouve les sommaires à la table des matières. Sans appartenir à la haute érudition qui ensevelit le bas des pages sous un déluge de citations, son récit n'en a pas moins des bases solides, énumérées plus haut. On s'aperçoit aisément qu'il cherche à captiver le lecteur par le charme du style; le mérite de la diction n'est point assez commun pour qu'il soit à dédaigner. — Il n'est pas inutile d'ajouter que ce volume a été précédé de deux autres: *Histoire de N.-S. Jésus-Christ*, et *Histoire de la Vierge Marie*, conçus sur le même plan et rédigés d'après les mêmes sources.

E. S.

Des Esprits, de l'Esprit-Saint et du Miracle dans les six premiers et les six derniers siècles de notre ère, spécialement des résurrections de morts, des exorcismes, apparitions, transports, etc., par J.-E. de MIRVILLE. Tome VI. Troisième mémoire (*Manifestations thaumaturgiques*). Paris, Wattelier, 1868. Gr. in-8° de XLVII-488 pages, avec un appendice de 178 p.

Dans ce nouveau Mémoire, qui complète les précédentes études du même auteur sur les Esprits, M. de Mirville s'est efforcé de réhabiliter le miracle dans l'histoire. On sait qu'il se forma, en France, vers les premières années du XVII^e siècle, toute une école dont le mot d'ordre, avoué ou non, était de réduire le surnaturel à sa plus simple expression, si je puis me servir de ce terme vulgaire. Alors parurent ceux qu'on appela plaisamment les *dénicheurs de saints* : Baillet, Launoy, Tillemont, Ellies Dupin et autres docteurs plus ou moins imprégnés de jansénisme. Leur influence a été désastreuse. Elle se fait sentir encore. Il n'est pas rare de rencontrer d'excellents esprits, fort religieux du reste, qui consentent bien à admettre les miracles de Jésus-Christ et de ses apôtres, mais qui considèrent les miracles attribués aux Saints que l'Eglise honore, comme autant de pieuses supercheries des naïfs légendaires du moyen âge. A les en croire, le bras de Dieu se serait raccourci. — C'est contrecette tendance semi-naturaliste qu'est dirigé le dernier Mémoire de M. de Mirville.

Ce volume étudie le miracle dans l'histoire depuis Jésus-Christ jusqu'à la fin du VI^e siècle. Il sera suivi d'un autre, qui continuera la même étude, du VI^e siècle jusqu'à nos jours. Si M. de Mirville n'avait fait que suivre pas à pas les récits des hagiographes, son travail eût offert peu d'intérêt, attendu qu'il n'eût été, sous une autre forme, qu'une réédition de la *Vie des*

Saints. Mais, comme à côté du vrai miracle s'est toujours rencontré le faux miracle, l'auteur a eu soin d'opposer aux œuvres thaumaturgiques des Saints les prestiges diaboliques de l'ange des ténèbres. C'est ainsi que nous assistons parallèlement à cette lutte du bien et du mal qui, commencée à l'origine du monde, durera jusqu'à la fin des siècles. Aux prodiges trompeurs de Simon le Magicien, d'Apollonius de Thyane, des théurges d'Alexandrie, des gnostiques, des manichéens, des magiciens et des enchanteurs, M. de Mirville oppose les miracles apostoliques, les résurrections de morts, les guérisons, les translations corporelles, les visions célestes, les prophéties et autres dons surnaturels accordés par Dieu à ses serviteurs (dans toutes les conditions) durant les six premiers siècles de l'ère chrétienne. L'appendice qui complète le volume est consacré à l'histoire de la résurrection de Pierre Milès par J. Stanislas, évêque de Cracovie, à la légende de Notre-Dame de Céica, à Julien l'Apostat, au purgatoire de S. Patrice et aux résurrections animales. On a reproché à ce travail quelques erreurs de détail : par exemple, le pape Urbic, pour le pape Urbain ; le cardinal Gerson pour le chancelier Gerson. Nous ne voyons là que des incorrections typographiques, faciles à faire disparaître.

Le livre de M. de Mirville sera consulté avec fruit par tous ceux qui ont fait du surnaturel l'objet de leurs recherches. L'auteur aborde de front plusieurs graves problèmes de l'histoire de l'Eglise, et apporte dans leur solution les lumières d'une critique aussi perspicace que solide. Il y avait deux écueils à éviter : l'école de Launoy et l'école de Jacques de Voragine. M. de Mirville est resté constamment en dehors de l'une et de l'autre. Ses

maîtres et ses guides sont les Bollandistes.

F. BOISSIN.

Pie VI à Valence, recueil de documents authentiques et inédits sur le séjour et la mort à Valence du pape Pie VI, par M. Charles PONCET, avocat, juge suppléant au tribunal de Dôle (Jura). Paris, A. Bray, 1868, in-8° de vi-329 p.

On regrettait vivement, jusqu'à ce jour, que les histoires, d'ailleurs excellentes, d'Artaud de Montor, des abbés Baldassari et Blanchard et de quelques autres, ne répondissent que d'une manière imparfaite, en ce qui touche à la captivité, à la mort et à ce que nous appellerions volontiers la vie posthume d'un pontife de sainte et douloureuse mémoire, aux exigences d'une légitime curiosité. Grâce à M. Poncet, cette lacune, pour nous servir du mot consacré par l'usage, est enfin comblée. Voici un dossier fidèle et complet de pièces inédites concernant, non pas le voyage de Pie VI à Valence, suffisamment connu, mais son séjour, sa mort, sa sépulture dans cette ville, le transport de sa dépouille mortelle et la *restitution* à Valence, si nous pouvons ainsi dire, du cœur et des entrailles.

Ces pièces si pleines d'intérêt, nous les avons ici dans leur intégrité. Inspiré par un louable désintéressement littéraire, l'auteur s'efface. Se bornant presque au rôle de simple rapporteur, non sans marquer toutefois d'une empreinte de religion et de bon sens tout ce qu'il écrit, il se contente de relier par de courtes réflexions les documents que la préfecture de la Drôme, les bibliothèques privées et la tradition orale lui ont livrés.

Pie VI arriva, comme on sait, le 14 juillet 1799 à Valence, et il y mourut le 29 août de la même année; c'est entre ces dates que se placent les

renseignements qui donnent tant de prix à ce volume, et dont nous voudrions voir, à la table des matières, le catalogue exact: Arrêts, déclarations, extraits de procès-verbaux, pris dans les registres de la municipalité de Valence; conflits de juridiction entre l'administration centrale de la Drôme et deux honnêtes citoyens, Curnier, commissaire du Directoire, et Boveron, dont le petit-fils a communiqué à l'auteur des pièces nombreuses; rigueurs de la détention du pape, tempérées par le zèle de quelques hommes de cœur; constatation officielle de son décès; transport de ses restes dans la chapelle du gouvernement; son codicile; inventaire de son mobilier, dont une partie n'est pas à l'abri de la cupidité du Directoire; détails de la sépulture du corps au cimetière de la commune et de sa translation à Rome; tout est clair, authentique, sobre, sans sécheresse. Après le retour des vénérables reliques, commence la glorification de l'héroïque martyr. Un monument lui est élevé dans le chœur de la cathédrale de Valence; on l'inaugure le 14 décembre 1814; Mgr Chatrouse et Mgr Lyonnet le font restaurer. Regrettons vivement que l'autorité n'ait pas conservé intacts les murs qui furent témoins d'une auguste captivité. On croira difficilement que la chambre où Pie VI est mort soit maintenant un atelier de cordonnier; il en est ainsi pourtant. Somme toute, *Pie VI à Valence* mérite une place distinguée dans les bibliothèques sérieuses.

G. G.

La vie du vénérable serviteur de Dieu, le père Joseph-Marie Pignatelli, de la Compagnie de Jésus, par le père Gabriel BOUFFIER, de la même Compagnie. Paris, Lecoffre fils, 1868. Gr. in-18 de xi-429 p.

Voici une publication qui, sans em-

phase, sans prétention aucune à la célébrité, restituée à une vénérable mémoire, oubliée par les uns, dénigrée par les autres, un éclat mérité. Dans la personne du père Pignatelli, nous avons tout ce qui charme et instruit, tout ce qui élève l'âme et la fortifie : une éminente vertu servie par une vaste science et de rares talents, la charité dans la plus séduisante expansion de ses dévouements, un courage que rien ne lasse, une douceur et une patience qui s'allient, dans une juste mesure, à la vigueur et à l'activité.

Né le 27 décembre 1737 à Saragosse, Joseph-Marie Pignatelli entra de bonne heure dans la Société de Jésus. Lorsque le ministre d'Aranda, stimulé par Choiseul, arracha au roi d'Espagne, Charles VII, un décret de proscription contre la célèbre Compagnie à l'aide de calomnies infâmes, perfidement propagées, Pignatelli se fixa successivement à Ajaccio, à St-Boniface, d'où la cession de la Corse à la France le fit sortir ainsi que les religieux qui l'accompagnaient, puis à Ferrare, à Bologne, à Parme, à Naples et enfin dans Rome, à l'hospice de Saint-Pantaléon, aux pieds du mont Esquilin. Dans les vicissitudes de cette vie, aussi humble qu'héroïque, nous voyons une grande intelligence qui sait pourvoir, à force de merveilles, à tous les besoins de la colonie religieuse qu'elle dirige ; une énergie qui attaque de front les obstacles ou les tourne avec bonheur ; un savoir très-étendu qui fait rayonner sa lumière dans la prédication comme dans l'enseignement ; des aptitudes d'administrateur, associant dans le gouvernement des choses matérielles et dans celui des âmes la prudence et la force ; enfin les dons de l'apôtre et du saint, dons qui se répandent avec une profusion intarissable sur les populations.

Cet écrit n'est pas seulement une

page sincère qui s'ajoute à l'histoire, si cruellement travestie, des Jésuites au dernier siècle ; il nous fait apprécier avec une simplicité persuasive, dans l'un de ces religieux, un des plus beaux présents que le ciel pût faire alors à la terre. Pourquoi refuserait-il à la vérité ce qu'elle lui demande, au risque de provoquer le sourire contempteur du rationalisme ? Il met dans tout son jour, et nous louons ce courage, le côté surnaturel de cette vie si pleine, si immolée. Le père Bouffier ne cache ni les révélations surhumaines, ni les guérisons miraculeuses, et il espère que la cause de l'admirable Pignatelli, heureusement introduite auprès de la congrégation des Rites, aura un succès qui réjouira l'Église. Nous avons le même espoir.

GEORGES GANDY.

La municipalité Romaine et les curatores rei publicæ, par M. Édouard LABATUT, docteur en droit. Paris, Ern. Thorin, 1868, in-8° de 36 pages.

Lorsque Rome se fut agrandie par les conquêtes, elle dut organiser d'une manière durable les pays soumis à sa domination. Elle y mit en vigueur cette constitution qu'elle avait elle-même puisée dans les lois et les coutumes des peuples ses voisins, mais elle la perfectionna en y joignant, suivant les circonstances, « ce titre de *Civis Romanus*, d'abord tant désiré, plus tard redouté comme un fléau. Ce sont les municipes qui peu à peu grandissent, se constituent et forment l'élément le plus sérieux de la puissance romaine. » Bien des obscurités régnaient encore sur cette matière intéressante. L'auteur d'un excellent livre sur la *Préture*, dont nous avons parlé ici, a voulu l'approfondir, dans un mémoire succinct mais très-substantiel. M. Labatut a puisé

dans les textes de lois et dans les auteurs tout ce qui pouvait jeter quelques lumières sur son sujet, mais surtout — ce qu'on avait pas assez fait jusqu'ici, — il ainterrogé habilement ces monuments que l'on découvre de tous côtés, ces inscriptions, témoins authentiques de ces âges, et dont le laconisme est parfois si éloquent.

G. DE S.

Les Francs, leur origine et leur histoire dans la Pannonie, la Mésie, la Thrace, etc., etc., la Germanie, la Gaule depuis les temps les plus reculés jusqu'à la fin du règne de Clotaire, dernier fils de Clovis, fondateur de l'empire français, par M. MOET DE LA FORTE-MAISON. Paris, Franck, 1868, 2 vol. in-8° de xxiv-507 et 539 pages.

Cet ouvrage est du nombre de ceux qu'on lit avec tristesse. Il est pénible de voir un homme laborieux et instruit dépenser en pure perte « vingt-cinq à trente années » de sa vie, faute d'être au courant de l'état de la science, et de trouver dans la ville de province qu'il habite une direction à son travail.

Pour se préparer à écrire l'histoire des Francs, M. Moet de la Forte-Maison paraît avoir lu la plupart des textes anciens qui les mentionnent, et bien d'autres encore ; mais cela ne suffisait malheureusement pas. Parler des origines d'une race germanique, sans avoir préalablement cherché à connaître les résultats des travaux consacrés à cette race par l'érudition germanique moderne, c'est montrer une témérité trop grande pour qu'on puisse espérer le succès.

M. Moet de la Forte-Maison cite Wachter, dont le *Glossarium Germanicum* a paru en 1737. Tout ce que la science allemande a produit depuis cette époque est pour lui non avenue. Il soutient que les Francs sont identiques aux Phrygiens de l'Asie

Mineure et aux Briges de la Macédoine. Il fonde cette théorie sur la ressemblance des noms, ignorant la loi de la substitution des consonnes germaniques. Grimm l'a étudiée spécialement au point de vue du dialecte franc, dans son *Histoire de la langue allemande*. *Francus* suppose un thème primitif, *Pranga*, dont la lettre initiale n'est pas la même que celles des noms des Phrygiens et des Briges. D'autre part l'identité des Briges et des Phrygiens n'est nullement prouvée (Zeuss, *die Deutschen*, p. 259). Il n'est plus aujourd'hui permis de faire des rapprochements étymologiques aussi hasardés, et la ressemblance accidentelle des noms ne suffit pas pour donner le droit de confondre deux peuples. Le temps que M. Moet de la Forte-Maison a employé à nous raconter, à propos des Francs, l'histoire des Phrygiens et des Briges est donc complètement perdu : or c'est à cette histoire qu'il a consacré les deux premiers livres de son ouvrage.

Il aurait beaucoup mieux fait de ne pas les écrire, et d'accepter avec Aug. Thierry et Zeuss le système de Fréret, suivant lequel les Francs sont une confédération datant du III^e siècle après J.-C. — Grimm a eu la prétention de faire remonter le nom des Francs deux siècles plus haut, au temps de Tacite et du géographe Ptolémée. (*Geschichte der deutschen Sprache*, 3^e éd. p. 362). C'est une idée hardie. M. de la Forte-Maison ne se contente pas de si peu, et trouve des Francs en Asie sous le règne de Sésostris ! La suite de son ouvrage prête moins à la critique : souvent l'auteur se borne à répéter ce que tout le monde sait ; alors, s'il n'est pas neuf, du moins il est en général dans le vrai. Mais malheureusement il est dévoré de la passion des étymologies, et c'est par l'hébreu qu'il prétend expliquer la plupart des noms propres

dont le sens l'embarrasse. L'hébreu lui donne l'étymologie du nom des Francs, de celui des Pélasges, des Héllènes, etc., même du verbe allemand *backen*.

Nous regrettons de ne pouvoir recommander aux lecteurs de la *Revue* l'ouvrage de M. de la Fortemaison.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

Les Normands dans le Noyonnais, ix^e et x^e siècles, par M. PEIGNÉ-DELACOURT, membre de plusieurs sociétés savantes. Noyon, 1868, gr. in-8° de 110 pages.

C'est sur les lieux mêmes que M. Peigné-Delacourt a voulu rechercher les traces des Normans, — auxquels il retire le *d* qui ne leur appartient pas ; — c'est par des recherches topographiques et archéologiques, laborieusement et habilement poursuivies, qu'il est arrivé à obtenir des résultats nouveaux. Il a préparé ainsi d'utiles matériaux à l'historien futur qui, groupant les recherches entreprises sur différents points, voudra écrire une histoire complète et authentique de l'invasion des Normans en France.

Les Normands à Noyon en 859, en 890-91, en 925, voilà les trois points que l'auteur a cherché à élucider, en rectifiant les erreurs ou les confusions commises par les historiens. Le second chapitre, surtout, est fort développé et contient d'importantes rectifications. Sous le titre de *Notes archéologiques sur les Normans au ix^e et x^e siècles*, l'auteur donne ensuite une série de dissertations, plus étendues que le mémoire lui-même, sur la tactique des Normans pour s'emparer des villes, leur navigation en mer, dans les grands fleuves et dans les rivières, les barques qu'ils employaient, leurs armes et leurs armu-

res, leur mode de fortification. L'ouvrage est rempli de nombreuses planches, qui complètent très-utilement le texte, et se termine par une note sur Thourotte et Choisy aux x^e et xi^e siècles, et par un extrait d'un manuscrit de la bibliothèque impériale contenant une *chronique des Francs*, écrite du xiii^e au xiv^e siècle, et qui offre des renseignements sur les lieux où furent cachés les trésors des églises et les reliques des saints lors de l'invasion des Normans.

On voit que c'est plus qu'un chapitre d'histoire locale que M. Peigné-Delacourt a écrit dans ce savant opuscule : c'est une page fort curieuse de notre histoire aux viii^e et ix^e siècles.

L. C.

Jeanne d'Arc, par Marius SEPET. Tours, Mame, 1869, gr. in-8° de xx-364 p.

Nous avons à plus d'une reprise, soit ici, soit ailleurs, signalé au public les travaux dont Jeanne d'Arc n'a cessé d'être l'objet. Nous venons remplir encore une fois cette tâche, et nous sommes heureux de pouvoir recommander le livre de M. Sepet, qui, s'il ne s'adresse pas aux érudits, convient à tous ceux qui aiment à trouver, dans un ouvrage écrit pour les gens du monde le même soin consciencieux, la même exactitude scrupuleuse que dans un ouvrage d'érudition. Ajoutons que la bonne foi de l'auteur a été égale à son érudition. Il fait même ici la part trop belle à certains adversaires de l'inspiration de Jeanne d'Arc, qui ont étayé tout un système sur la « mission manquée » de la Pucelle, et ne fait point assez ressortir les contradictions qu'offre la thèse de M. Wallon. Si nous eussions voulu sur ce point une conclusion plus nette, nous devons reconnaître que M. Sepet a su s'arrêter sur la

penne où tant d'autres avaient glissé, et que sa Jeanne d'Arc est la Jeanne d'Arc de l'histoire, et non la *Jeanne Darc* de convention que M. Henri Martin a dessinée avec tant de parti pris et de prévention, et dont plus d'un a accepté l'image avec une confiance mal justifiée.

L'ouvrage, dû à un érudit, est écrit d'une plume facile et brillante. Ce n'est point d'ailleurs à nos lecteurs qu'il est besoin d'apprendre que M. Sepet possède à la fois le fond et la forme. Nous demanderons à l'auteur la permission de lui signaler ici quelques légères erreurs de détails. Charles VII avait 14 ans (et non 13) en 1417 (p. 17); Richemont est écrit *Richemond* pp. 22 et 23 (l'auteur s'est rectifié p. 56); à la p. 183, il y a mars 1429, pour 1430; Mgr Dupanloup n'a, si je ne me trompe, prononcé qu'une fois, en 1855, le panégyrique de Jeanne d'Arc; enfin je trouve (p. 45) l'éternelle erreur des historiens de Jeanne d'Arc, qui nous montre en Jean de Metz un *chevalier*.

G. DE B.

Histoire de Charles VIII, par M. C. de CHERRIER, membre de l'Institut. Paris, Didier, 1868, 2 vol. in-8°.

Nous n'avons pas la prétention de rendre compte ici de l'important ouvrage de M. de Cherrier, qui a paru tout récemment. Nous devons nous borner à le signaler à nos lecteurs, nous réservant d'y revenir dans notre prochaine livraison. C'est une histoire de France au temps de Charles VIII, plutôt qu'une histoire de ce prince qu'a écrite le savant auteur. Il ne pouvait, d'ailleurs, en être autrement à l'égard d'un prince mort à 27 ans, et qui ne fait pas grande figure dans l'histoire. M. de Cherrier, après un

T. VI. 1869.

court préambule sur l'administration et les réformes militaires de Charles VII, raconte l'enfance de Charles VIII, les troubles de sa minorité, la tenue des États-Généraux, la régence d'Anne de Beaujeu, le mariage du roi avec Anne de Bretagne; puis, avant d'entrer dans l'examen du rôle de la France en Italie, il jette un long regard sur l'état politique et moral des divers États Italiens à la fin du xv^e siècle. Viennent ensuite les négociations, la guerre, le voyage triomphal du roi, son prompt retour, signalé par la victoire de Fornoue, les affaires italiennes après la rentrée de Charles VIII en France, sa mort prématurée, enfin un coup d'œil sur la conduite de Louis XII et de François I^{er} à l'égard de l'Italie.

M. de Cherrier a fait de nombreux emprunts à des documents inédits qu'il a puisés dans les archives italiennes, et il se sert beaucoup aussi des historiens italiens. L'a-t-il fait toujours avec assez de prudence? N'a-t-il pas accepté sans conteste, sur la foi de Burchard, de Guichardin et d'autres écrivains, des accusations contre la papauté qui ne sont point toutes également fondées? C'est là une question grave, que nous aurons à examiner, en faisant connaître bientôt avec détail le résultat des longues et savantes recherches de M. de Cherrier.

G. DE B.

Benté de France à Montargis.
Épisode des guerres religieuses, par M. Louis JARRY, membre de la Société archéologique de l'Orléanais. Orléans, H. Herluison, 1868, in-8° de 57 p.

Quel fut le rôle joué par la duchesse de Ferrare à Montargis? Pendant combien de temps séjourna-t-elle dans cette ville? Telle est la question que s'est proposé de traiter

M. Louis Jarry, membre de la Société archéologique de l'Orléanais et de l'Académie de Sainte-Croix, auteur estimé d'une *Histoire de l'abbaye de la Cour-Dieu*, publiée il y a quelques années. M. Jarry n'a point eu la prétention de faire une biographie complète de Renée de France; mais il était indispensable qu'il rappelât en peu de mots le caractère de la princesse et les événements principaux de sa vie. On sait quelles furent les destinées de cette fille de Louis XII, mariée, à dix-sept ans, à un prince de la maison d'Este, fils lui-même de la célèbre Lucrèce Borgia. Persécutée à la cour de Ferrare à cause de ses relations ouvertes avec les réformés, la duchesse revint en France dès 1558, et s'établit dans son apanage de Montargis, où elle vécut jusqu'à sa mort, arrivée en 1575. C'était l'époque des plus ardues luttes religieuses, et on pense bien que Renée de France ne manqua point de prendre part à des événements dont l'Orléanais fut alors le théâtre presque constant. Elle se fit en effet, de bonne heure, la protectrice et l'amie des protestants, et elle entretenait une active correspondance avec Calvin, Marot et les principaux chefs des huguenots. Quand la guerre civile éclata, le contre-coup s'en fit vivement ressentir à Montargis; et, quoi qu'en disent certains historiens, l'influence de la duchesse de Ferrare ne fut point favorable aux catholiques. Plusieurs collisions eurent lieu entre les deux partis religieux et furent le plus souvent suscitées par Renée de France.

C'est un de ces tristes épisodes que M. L. Jarry nous raconte en détail, d'après de curieux documents qu'il a été chercher sur les lieux mêmes. Le pillage de l'église de la Madeleine par les protestants, au mois de mai 1562, est le fait saillant que les pièces originales, fort bien mises en lumière par

l'auteur, nous font connaître. On ne lira pas sans profit les particularités que donne M. Jarry sur l'histoire de Montargis à cette époque. On rencontrerait difficilement un exposé plus clair, plus précis, plus intéressant. N'oublions pas d'ajouter qu'une planche placée en tête du travail, nous offre les principales variétés de jetons frappés au nom et aux armes de Renée de France et de ses officiers. Ces jetons, que l'auteur a puisés dans une riche collection orléanaise bien voisine de lui, sont fort habilement gravés, et viennent compléter très-heureusement l'excellente étude historique de M. Louis Jarry.

G. B. DE P.

Essai biographique sur Guillaume Rose, évêque de Senlis (1583-1602), par M. l'abbé LAFFINEUR, membre du Comité archéologique de Senlis. Senlis, 1868. in-8° de 52 p.

Dans cette courte notice, qui a eu les honneurs de la lecture à la réunion des Sociétés savantes en 1863, M. l'abbé Laffineur étudie la vie du fameux Guillaume Rose, qui était, selon Bayle, « le plus enragé ligueur qui fut en France. » Tous ceux qui ont lu la *Satyre Ménippée* connaissent ce personnage, si profondément ridiculisé par la plume de ses ennemis. Cette caricature spirituelle est-elle le dernier mot de l'histoire? M. Laffineur ne le pense pas. On doit lui savoir gré d'avoir fait les premiers pas dans une voie que d'autres suivront certainement, quand la reproduction de documents encore inédits permettra de rendre à ce personnage toute son importance historique, importance que jusqu'ici nous ne pouvons qu'entrevoir, et d'après le seul témoignage de ses ennemis.

Nous ferons à l'auteur deux observations. Pourquoi faire tant d'efforts

pour disculper Guillaume Rose d'avoir béni les canons des ligueurs assiégeant Senlis ? Un évêque ligueur délivrant par le canon sa ville épiscopale, occupée par les royalistes, était beaucoup trop dans l'esprit de l'époque pour que ses contemporains eussent songé à le lui reprocher. Quant au *De justa Reipublicæ christianæ in reges impios..... auctoritate*, c'est un livre dont tout le monde s'accorde à reconnaître le mérite et, nous devons ajouter, la haute convenance. Pourquoi chercher à enlever à l'évêque de Senlis la gloire de l'avoir composé ?

ARTHUR BERTRAND.

Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'Etat du cardinal de Richelieu, recueillis et publiés par M. AVENEL. T. VI, 1638-1642. Paris, impr. Imp., 1867, in-4° de 990 p.

Ce n'est point aux lecteurs de cette *Revue* qu'il est besoin d'apprendre avec quelle érudition, quelle sagacité, quel soin consciencieux, M. Avenel poursuit, dans la *Collection des documents inédits*, la publication des *Lettres, négociations diplomatiques et papiers d'état du cardinal de Richelieu*. Le savant éditeur procède avec une sage lenteur. Le premier volume a été publié en 1853, et nous avons sous les yeux le tome VI, qui a paru au commencement de cette année. On sait que M. Avenel a adopté l'ordre chronologique; on connaît l'attention scrupuleuse qu'il apporte à reproduire les textes dans leur fidélité, à nous en donner comme une sorte de photographie : « Nous reproduisons des archives plutôt que nous ne faisons un livre, écrivait-il dans sa *Préface* il y a quinze ans; ceux qui auront besoin de consulter ces documents et qui ne pourraient se livrer à des recherches et un travail qui

nous ont coûté sept ou huit années, se serviront de cette publication avec confiance; ils sont bien assurés que ce sont les documents originaux que nous leur donnons ici. »

Le sixième volume de cette admirable collection s'ouvre avec l'année 1638, pour laquelle nous avons cent cinquante-quatre documents, et comprend les années 1639 (cent soixante-neuf documents), 1640 (cinquante documents), 1641 (soixante-seize documents) et 1642 (quarante-trois documents). On voit que M. Avenel touche bientôt au terme: le tome VII contiendra la fin des lettres et les compléments de l'édition. — Nous ne pouvons entrer ici dans l'analyse et donner même une idée de l'importance des pièces si laborieusement rassemblées et si savamment mises au jour par l'habile éditeur. Nos lecteurs, d'ailleurs, connaissent, par l'important travail consacré ici même par notre éminent collaborateur au rôle de Richelieu dans la conspiration de Cinq-Mars, un certain nombre des très-curieux documents qui ont trouvé place dans ce volume. Un tel recueil est une mine inépuisable pour l'histoire de cette époque, et il faut ouvrir ces pages pour voir jusqu'à quel point M. Avenel pousse l'amour de l'exactitude et la conscience des recherches (voir en particulier les douze pages d'*additions et corrections* qui terminent le volume).

Remercions M. Avenel de nous donner un Richelieu complet et définitif. Le moment est venu où cette grande figure pourra être appréciée dans son ensemble: voici qu'apparaît le Richelieu de l'histoire, et il ne sera plus possible, en face de ce *monument*, de nous donner des portraits de fantaisie ou de commande.

G. DE B.

Journal et mémoires de Mathieu Marais, avocat au parlement de Paris, sur la régence et le règne de Louis XV (1715-1737), publiés pour la première fois d'après le manuscrit de la Bibliothèque impériale, avec une introduction et des notes, par M. de LESCURE. Tome IV. Paris, F. Didot, 1868, in-8° de 592 p.

Après avoir fait attendre, depuis 1864, la publication du dernier volume de son édition de Mathieu Marais, M. de Lescure vient enfin de le faire paraître. Ce volume contient la fin de la correspondance de Marais avec le président Bouhier, publiée par extraits. Malgré l'annonce du titre, qui indique des lettres de 1724 à 1737, les lettres qui se trouvent dans ce quatrième volume et qui commencent au 14 janvier 1729, ne vont pas au delà du mois d'octobre 1733. Ces lettres sont fort curieuses pour l'histoire du temps et forment un utile complément aux *Mémoires* de l'avocat au parlement. Le volume se termine par une *table alphabétique et analytique des noms et des matières*, qu'on voudrait seulement plus complète.

—

Assemblées électorales de la Charente-Inférieure, 1790-1799, par M. ESCHASSÉRIAX. Niort, Clouzot, gr. in-8°.

Le livre de M. Eschassériaux répondant exactement à son titre, n'est autre chose que la publication intégrale ou le résumé des procès-verbaux des principales assemblées électorales tenues dans le département de la Charente-Inférieure depuis l'année 1790 jusqu'à la fin de la Révolution; il ne parle pas des élections de 1789, parce que M. Proust en a donné, dans les *Archives de l'Ouest*, les procès-verbaux avec les cahiers des électeurs. Son étude commence aux élections de l'assemblée de département, continue par celle de l'évêque constitutionnel,

et se poursuit par le récit des grandes assemblées chargées de nommer les députés à la législation, à la Convention, aux Anciens et aux Cinq-Cents. L'auteur, extrêmement sobre de détails, s'est contenté de placer une courte notice en tête des documents qui, du reste, malgré leur apparente aridité, parlent assez d'eux-mêmes. Au premier abord, dans ces récits froids et saccadés, on n'est pas frappé par l'expression violente des passions qui, à cette lugubre époque, boule-versaient notre pays; cependant, en les examinant avec quelque soin, il est facile de voir percer, tantôt à propos de la colère que soulève l'apparition d'une lettre de l'évêque catholique (p. 39), tantôt sous forme de méfiance et de dénonciation contre les élus populaires (p. 73), cette tendance à la tyrannie qui devait faire des années intitulées *années de liberté*, la plus épouvantable période de servitude connue dans l'histoire. Tout ce qui facilite l'étude de la Révolution, tout ce qui reproduit des documents authentiques rend un service direct à la bonne foi et à la moralité historiques. Le livre de M. Eschassériaux est donc un livre utile; chaque province ou département devrait en avoir un pareil. Plus on connaîtra le temps qui nous a précédés, mieux on pourra juger celui dans lequel on vit. M. Eschassériaux a terminé son volume par une biographie des députés de la Charente-Inférieure aux assemblées de la Révolution. Ce travail, quoique incomplet sur certains points, offre de l'intérêt, et complète fort convenablement son étude provinciale.

L. DE PONCINS.

—

L'Église du Mans durant la Révolution. — *Mémoires sur la persécution religieuse à la fin du XVIII^e siècle, complément de l'histoire de l'Eglise du Mans*, par le P. Dom Paul Piolin, bénédictin de la congrégation de France. Tomes I et II. Le Mans, Leguicheux-Gallienne, 1868, 2 vol. in-8 de xxiv-516 et 644 p. (L'ouvrage aura 4 volumes.)

Réjouissons-nous de voir des écrivains de science et de courage écrire les annales variées, saisissantes des diocèses de France, en tant qu'elles se rattachent à la grande histoire de la révolution. Sous ce rapport, l'église du Mans avait bien des secrets, qu'un savant religieux fait sortir des archives et des bibliothèques qui les gardaient; il a voulu faire marcher de front, comme il nous le dit (p. xix), l'histoire de huit cents paroisses et d'environ trois mille prêtres, décrire les mouvements des administrations, retracer les traits saillants de la fidélité et de l'apostasie, de l'orthodoxie et du schisme, mettre en lumière l'héroïsme des victimes et la bassesse féroce des persécuteurs.

Dans le premier volume, Dom Piolin comprend l'établissement du schisme, la Terreur, l'émigration, et il s'arrête à la déportation du clergé catholique en août 1792. Le second volume explique ou plutôt dépeint les progrès de la révolution dans les départements de la Sarthe et de la Mayenne; il met en regard les forces vives qui sont en lutte: d'une part les fureurs du Jacobinisme qui reçoit de Paris son mot d'ordre, d'autre part, le zèle des populations pour disputer aux dénonciateurs, aux sbires, aux assassins, à la lâcheté ou au fanatisme des administrations locales, leur foi religieuse et politique, leurs autels, leurs prêtres, tous les trésors de la religion et de la science. Les notes qui accompagnent le texte et les pièces justificatives sont trop rares; en revanche nous avons en grande partie les noms

des confesseurs et des martyrs; plusieurs documents nouveaux ou peu connus signalent à la piété, non moins qu'à la fierté légitime des catholiques, une foule d'héroïsmes désormais inscrits dans les dyptiques sacrés. Nous voudrions pouvoir suivre page par page ces deux volumes. Le grand fait qui s'en détache, c'est que l'église du Mans, aux débuts comme aux plus mauvais jours de la Révolution, eut constamment une attitude digne de la vénération et des sympathies de tous.

L'immense majorité de ses prêtres, de ses religieux, soutenus par le dévouement infatigable de la plupart des familles, resta pure dans sa foi et dans ses mœurs. Il y eut alors de grandes figures, parmi lesquelles brillait surtout l'évêque du Mans, François de Jouffroy Gonsans, adversaire intrépide de toute félonie, et qui, de près comme de loin, était l'âme des belles résistances. Prudhome et Gabriel Villar, évêques intrus, le premier au Mans, le second à Laval, font reluire par le contraste de leur caractère et de leur vie, la physionomie vénérable du grand prélat. Nous ne parlerons pas des mille incidents du drame révolutionnaire dans ces contrées si riches de souvenirs. En dépit de l'athéisme et de la proscription, malgré les proconsuls, les clubs, les comités, les sociétés démagogiques, malgré toutes les influences perverses de Paris, il y eut toujours des chapelles ouvertes au vrai culte; toujours l'apostolat chrétien brava la prison et l'échafaud; la déesse Raison ne put souiller qu'un petit nombre de temples; sans être hostiles aux réformes monarchiques, sans s'attarder aux injustices surannées de l'ancien régime, citadins et paysans bravant les menaces, les violences et les séductions, se ralliaient à la devise de la France : *Dieu et le roi*.

Nous attendons avec impatience les deux volumes qui doivent couronner cette publication consciencieuse et émouvante; elle intéresse l'esprit et le cœur; elle se recommande à tous les amis de la science impartiale et bien informée.

G. G.

Histoire de la déportation à Cayenne, par M. l'abbé AUBERT, curé de Fromentières, suivie de la *liste de tous les prêtres déportés à Cayenne*, éditée par M. l'abbé BOITEL, chanoine titulaire de Châlons-sur-Marne. J.-L. Le Roi, 1868. (Paris, P. Lethielleux), in-8° de xi-136 p.

Cette histoire de la déportation des prêtres fidèles à Cayenne en 1798, a été écrite par l'abbé Aubert avec l'émotion de ses souvenirs. Ce respectable ecclésiastique avait refusé, en 1791, le serment à la Constitution civile du clergé, et sept ans plus tard il fut victime, sous le Directoire, de cet acte de courage, que les registres publics avaient gardé. On a dans ces récits les plus saisissants détails de cette persécution, qui met en relief le courage et la patience des *martyrs*. Voyage à travers la France, traversée, séjour à Cayenne, tout est peint sur le vif; l'abbé Aubert a raconté *de visu* et *de auditu*; c'est là une page aussi édifiante qu'instructive de nos annales religieuses pendant la Révolution.

M. l'abbé Boitel a remanié, comme il nous le dit, ce manuscrit si intéressant; il en a modifié la forme, que l'auteur avait trop négligée au courant de la plume, et il l'a rendu plus méthodique; toutefois, il a conservé à l'original, malgré ses retouches, son caractère vraiment remarquable; l'*Histoire de la déportation à Cayenne* sera lue avec plaisir et profit.

G. G.

Vie de Madame de Lafayette (sic), par Madame de LASTEYRIE, sa fille et précédée d'une *notice sur sa mère Madame la Duchesse d'Ayen*. 1737-1807. Paris, Techener, 1868, in-12, de 484 p.

Il ne faut point tant rechercher dans cet ouvrage des faits nouveaux que deux tableaux empruntés à l'époque la plus émouvante de notre histoire. La notice sur la duchesse d'Ayen a été écrite par sa fille Madame de La Fayette, dans la prison d'Olmütz, « avec un cure-dent et un petit morceau d'encre de la Chine sur les marges des gravures d'un volume de Buffon. » Déjà elle avait été imprimée au château de Dampierre, pour quelques amis de la duchesse de Luynes: on en trouvait quelquefois des exemplaires dans les ventes. La duchesse d'Ayen, petite-fille du chancelier d'Aguesseau était née en 1737; elle n'eut point de part aux événements politiques; sa vie tout entière fut consacrée à sa nombreuse famille, à l'éducation de ses filles, et plus tard à leur établissement, qui fut une de ses grandes préoccupations. Elle était trop en vue par sa position et par sa famille pour ne pas être poursuivie au moment de la Terreur. D'abord captive chez elle avec sa fille la vicomtesse de Noailles, elle fut ensuite transférée au Luxembourg et à la Conciergerie, d'où elle partit pour être exécutée sur la place du Trône le 23 juillet 1794, avec la maréchale de Noailles. Leur mort admirable est racontée dans tous ses détails par l'abbé Carrichon, ancien prêtre de l'Oratoire, qui les assista à leurs derniers moments, et par la duchesse de Duras, dans une note écrite d'après le récit de la citoyenne Lavet, qui se trouvait enfermée avec elles à la Conciergerie.

La vie de madame de La Fayette est l'œuvre de sa fille, la marquise de Lasteyrie, morte en 1849. « Ses enfants, dit la préface, la publient telle

qu'elle la leur a laissée, avec une lettre de son père et d'autres pièces qui y étaient jointes. » C'est une existence bien curieuse que celle de cette femme élevée dans les principes du christianisme, au milieu de la famille la plus aristocratique qu'il y eut, profondément attachée toute sa vie à un homme qui se préoccupait peu de religion, qui n'avait rien de ce qu'on appelait les préjugés de la noblesse, qui, peu de temps après son mariage, la quitta pour se lancer dans les aventures de la guerre de l'Indépendance, et, à son retour, entra dans le mouvement de 89. Ce contraste fait admirablement ressortir le caractère ferme et élevé de madame de La Fayette. On sait ce qu'il advint de son mari. Quant à elle, elle fut arrêtée dans son château de Chavaniac en 1792, avec sa tante et ses filles, et conduite au Puy, où elle reçut un accueil peu sympathique de la part des membres de la noblesse, ses compagnons d'infortune. Il faut voir le ton plein de dignité de ses réponses aux commissaires et au président du district, de sa correspondance avec Rolland pour obtenir des soulagements au nom de son mari, défenseur de la liberté. Il n'est point de démarches qu'elle ne tentât plus tard pour obtenir de partager sa prison à Olmutz : elle l'obtint à la fin. La douceur de cette réunion de famille tant désirée, et où ne manquait que son fils, envoyé en Amérique, fut tempérée par les mauvais traitements qu'ils avaient tous à subir. Sa santé s'altéra gravement ; après avoir recouvré la liberté, en 1797, elle alla se rétablir chez sa tante, madame de Tessé. Après le 18 brumaire, elle rentra avec sa famille en France où elle mourut le 25 décembre 1807. M. de La Fayette confia sa douleur à son ami et compagnon de captivité, M. de Latour-Maubourg, dans une longue lettre qui n'est pas une des pièces les

moins curieuses au point de vue de l'étude des caractères. On y a joint quelques documents relatifs à l'arrestation de madame de La Fayette, sa correspondance avec Rolland et le procès-verbal sur le traitement des prisonniers d'Olmütz.

A l'intérêt du récit, ce volume joint toutes les qualités du style. Il sera lu avec un vif plaisir, et l'on félicitera les éditeurs de lui avoir fait franchir le cercle de parents et d'amis auquel il était primitivement destiné.

R. DE ST.-M.

Retraite de Moscou. Notes écrites au quartier de l'Empereur, par le général PAIXHANS. Metz, 1868, in-8 de 62 p.

Après les relations diverses et étendues de la campagne de Russie, on lira avec intérêt les *notes* du général Paixhans, que son fils M. J. Paixhans, maître des requêtes au conseil d'État, a publiées récemment, et dont M. Thiers disait : « Parmi les documents que je tiens des militaires du premier empire, les notes de votre père m'ont particulièrement frappé par la justesse des aperçus, l'ordre du travail, la précision des détails. » Attaché au quartier général, près du général Lariboissière, le général Paixhans ne se trouva pas aux points les plus menacés et les plus éprouvés ; son récit n'en est pas moins navrant. Il le commence au lendemain de l'incendie de Moscou. Il précise d'abord la situation exacte de cette armée composée, pour la plus grande partie, de jeunes soldats, et déjà réduite aux trois quarts de l'effectif par le climat, les marches forcées, les privations, le fer et le feu de l'ennemi. On touche au doigt, par les détails que donne l'auteur, quelques-unes des causes du désastre qui allait suivre. Il flétrit énergiquement en passant « l'égoïsme

de la médiocrité orgueilleuse, gorgée de faveurs et mécontente. » Voici la retraite qui commence : bientôt les blessés sont abandonnés ; les prisonniers russes qui ne peuvent plus marcher sont fusillés, et leurs corps couvrent la route ; chevaux et hommes tombent de faim et de misère. Il faut livrer sans cesse de nouveaux combats contre l'armée russe ; le froid et la neige se joignent aux autres maux. Tout le monde, l'Empereur lui-même, est à pied ; la débandade commence. Paixhans, hors d'état de suivre plus longtemps, partit en poste pour aller à Minsk attendre l'arrivée de l'armée ; mais cette ville était déjà au pouvoir de l'ennemi : il rejoignit alors le quartier général, et se trouva au passage de la Bérésina. Les officiers en étaient réduits à manger du cheval mort, qu'ils dépeçaient eux-mêmes et faisaient griller à leur bivouac ; les plus élevés en grade marchaient à pied, couverts de haillons ; plus de discipline, oubli de tout sentiment humain : chacun ne pense plus qu'à soi.

M. E. Paixhans a eu la louable pensée de faire hommage de ces notes à ses concitoyens, et on ne peut le blâmer d'avoir tenu à les publier à Metz ; mais il faut que chacun puisse lire cette page d'histoire si douloureusement éloquente. Espérons donc qu'après les avoir offertes aux Messins, il les donnera, dans une édition nouvelle, publiée à Paris, à la France tout entière.

G. DE B.

Mémoires pour servir à l'histoire de l'abbaye royale de Saint-André-le-Haut de Vienne, par Claude CHARVET, archidiacre de La Tour, publiés pour la première fois sur le manuscrit de l'auteur, avec notice, notes, pièces justificatives, figures, blasons, etc., par M. P. ALLUT. Lyon, N. Scheuring. 1868. Petit in-8° de XLIX-220 pages.

Ce volume sera également bien ac-

cueilli par les érudits et par les bibliophiles. L'auteur dont M. Allut publie un opuscule inédit, était déjà avantageusement connu par une *Histoire de la sainte église de Vienne*, qui fut un progrès notable sur les travaux précédents, relatifs au même sujet, à laquelle ceux de nos jours ont peu ajouté, mais où il faut noter des doctrines gallicanes très-prononcées. Outre le manuscrit édité par M. Allut, il existe de Charvet des *Fastes inédits de la ville de Vienne*, qui verront bientôt le jour, et un gros volume manuscrit intitulé : *Constitution ancienne et moderne, discipline, rites, coutumes de l'église de Vienne, avec des remarques* ; ce dernier appartient à M. le marquis de Murinais : M. Allut en donne la table des matières (p. 3-9). Les *Mémoires sur l'abbaye de Saint-André-le-Haut* sont d'autant plus précieux que Charvet les a rédigés à l'aide de documents authentiques, qu'on chercherait vainement aujourd'hui ; il y a joint dix pièces justificatives, dont le plus grand nombre étaient inédites jusqu'à l'apparition du tome XVI du *Gallia Christiana*. M. Allut, qui a parsemé le volume de notes si intéressantes, aurait pu en augmenter le nombre à l'aide du tome LXXV des manuscrits de Baluze (Biblioth. impér.), et de diverses pièces originales conservées à Grenoble. Cet opuscule n'en est pas moins précieux pour l'histoire ecclésiastique du diocèse de Vienne, comme on pourra s'en convaincre en comparant le catalogue des abbesses qu'il indique avec celui qu'a donné M. B. Hauréau (*op. cit.*, t. XVI, p. 185). Le premier en mentionne trente et le deuxième onze seulement. J'aurais bien à relever quelques inexactitudes dans les annotations de M. Allut, qui ne paraît pas bien au courant des derniers travaux historiques ayant trait au sujet principal de ce volume ; je préfère insis-

ter sur les détails intéressants qu'il a réunis sur l'historien Charvet, dans une notice préliminaire avec pièces justificatives. Diverses gravures et un grand nombre de blasons illustrent le texte; enfin ce volume est en tout digne des presses de la maison Perrin, d'où il sort.

E. S.

Histoire de Saint-Vallier, de son abbaye, de ses seigneurs et de ses habitants, par Albert CAISE : ouvrage orné d'une vue du château de Saint-Vallier, avec un plan de la ville, et suivi d'une liste des plus anciennes familles de St-Vallier. Paris, Dumoulin, 1867. Gr. in-18 de xii-300 pages.

On ne peut assurément qu'encourager ceux qui, après avoir consacré plusieurs années de recherches à l'histoire de leur ville natale, en mettent au jour les résultats sous forme de monographie; ils ont droit à mieux encore, lorsqu'au zèle et à la bonne volonté ils joignent une connaissance suffisante des sources. Ces réflexions s'appliquent directement à l'ouvrage de M. Caise, pour lequel il a mis à contribution les archives de l'empire, la bibliothèque impériale, les archives de la préfecture de la Drôme, celles du château de Saint-Vallier, etc. Trois parties divisent son travail : Origines et histoire de Saint-Vallier jusqu'à la fin du xvi^e siècle, xvii^e siècle, période révolutionnaire. La première n'est point la plus étendue. M. Caise identifie l'*Ursolis* de l'itinéraire d'Antonin avec Saint-Vallier. Pour les siècles obscurs du moyen âge, Baluze et M. Giraud lui ont fourni des données qui n'avaient pas profité aux historiens du Dauphiné; mais c'est à tort qu'il donne comme inédite la charte de 891, *De sancto Valerio*, publiée dès 1865 par M. Hauréau (*Gallia Christiana*, t. XVI, instr. u). En explorant davantage les titres originaux, il

aurait certainement enrichi son travail de beaucoup de faits qui lui ont échappé. Ainsi, pour ne citer qu'un document, l'original de la charte de franchises de Saint-Vallier (en langue romane) se trouve à la bibliothèque de Grenoble. Il serait toutefois injuste d'insister sur ces omissions, eu égard aux détails accumulés sur la période moderne : annales, archéologie, généalogie, statistique, tout est traité simultanément, mais avec méthode. Si cette *Histoire de Saint-Vallier* n'est point définitive, elle ne constitue pas moins un progrès notable sur le passé. Une remarque en finissant sur le titre de l'ouvrage : c'est sans doute par extension que M. Caise donne à Saint-Vallier une *abbaye* : il ne possédait qu'un *prieuré*.

E. S.

Archives municipales de Bordeaux. Tome premier. Livre des Bouillons. Bordeaux, imprimerie G. Gounouilhoul, 1867, in-4° de lxx-620 p.

Bien antérieurement à l'incendie qui, le 13 juin 1862, dévora une partie des archives municipales de Bordeaux, la publication de documents tirés de ces riches archives, avait été proposée à diverses reprises, commencée même, mais jamais sur une vaste échelle, et d'après un plan bien conçu. MM. Detcheverry, J. Delpit et G. Brunet, qui s'étaient efforcés, en 1844, pour publier les *Registres de la Jurade*, ne furent point soutenus par l'administration municipale comme ils eussent mérité de l'être. Ce n'est qu'en 1864 que, sur la proposition de M. A. de Chasteigner, l'importante collection dont nous avons sous les yeux le premier volume, fut décidée en principe, et entreprise bientôt, sous les auspices d'une commission où figurent les érudits bordelais les plus honorablement connus,

Le *Livre des Bouillons*, qui ouvre la série de ces magnifiques *in-quarto*, imprimés sur papier à bras, par M. Gounouilhou, avec un luxe de bon goût auquel les livres d'érudition restent trop souvent étrangers, est le recueil des anciens privilèges de la ville de Bordeaux. Le manuscrit, registre sur vélin de 156 feuillets, tire son nom des ornements qui figurent sur les plats de la reliure. Les documents les plus divers y ont été transcrits, un peu pêle-mêle, depuis le commencement du *xv^e* siècle jusqu'au quart du *xvii^e*. Le plus ancien de ces actes porte la date du 29 mars 1205 ; le plus récent est de 1524. Le *Livre des Bouillons* était conservé avec un soin jaloux par la commune de Bordeaux, qui interdisait même aux savants d'en prendre connaissance, et le gardait, sous une triple serrure, attaché à une chaîne de fer fixée aux plats de la reliure.

Examinons brièvement le contenu de ce livre. L'histoire politique y occupe une place non moins importante que l'histoire locale. On y trouve, à côté des concessions et des privilèges octroyés aux Bordelais par les rois d'Angleterre, à côté des règlements administratifs promulgués par ces souverains, et des nombreux documents relatifs à la commune de Bordeaux, le texte des traités conclus entre saint Louis et Henri III, Philippe III et Édouard I^{er}, Philippe IV et le même prince, le roi Jean et Édouard III. Toutes les pièces relatives au traité de Bretigny sont là réunies ; la plupart ont été, il est vrai, publiées par Rymer. Signalons encore : les règlements faits par le prince de Galles avec les trois États de Guyenne, en 1368, et les concessions du duc de Lancastre aux États, en 1395 ; les privilèges accordés par les papes Clément V et Grégoire XI aux Bordelais ; les documents relatifs au commerce et spécialement au com-

merce des grains et du vin. Il nous est impossible de faire ressortir ici l'étendue et l'importance des informations dont s'enrichit l'histoire dans ce précieux recueil.

Les textes ont été édités avec un soin scrupuleux par quelques membres de la Commission des Archives, sous la direction de M. Jules Delpit. Un sommaire accompagne chaque pièce ; des notes contiennent les éclaircissements nécessaires et les indications bibliographiques ; trois tables, l'une offrant la série chronologique des pièces ; l'autre, leur division méthodique ; la troisième donnant l'index alphabétique des noms de lieux, de personnes et des principales matières, complètent ce grand et important travail, enrichi d'un *fac-simile*, de lettres ornées du manuscrit dessinées par M. Léo Drouyn, et qui fait le plus grand honneur aux érudits bordelais qui ont concouru à son exécution, non moins qu'aux presses d'où il est sorti. G. DE B.

Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges, rassemblés et publiés au nom du Comité d'histoire vosgienne, par L. DUHAMEL, secrétaire du comité, archiviste du département. Épinal, 1868, t. I, in-8° de xx-388 p.

Un comité s'est constitué l'an dernier à Épinal, au sein de la Société d'émulation des Vosges, dans le but de publier les titres, chartes et diplômes inédits, les chroniques ou fragments historiques épars dans des publications antérieures, les documents les plus intéressants de la période révolutionnaire, relatifs aux Vosges. Ce comité, dont M. Duhamel, archiviste du département, a été le promoteur et dont il est à coup sûr le membre le plus érudit et le plus actif, s'est mis aussitôt à l'œuvre, et nous avons sous

les yeux le premier volume des publications du comité. Il est imprimé sur papier de fil, dans d'excellentes conditions, et porte sur son titre le sceau du Comité.

Ce volume est composé de pièces diverses, la plupart inédites, recueillies dans les dépôts publics du département, à Paris et ailleurs, dont la plus ancienne est de 661. Ces documents sont dressés par localités. On a pris soin, il est vrai, de remédier à cet inconvénient par une table chronologique, placée à la fin du volume; mais le classement adopté ne nous semble pas très-motivé et nous eussions préféré qu'on eût suivi l'ordre des temps. Il entre dans le plan de la publication de s'étendre depuis le moyen âge jusqu'à la période révolutionnaire, afin qu'il y en ait, suivant l'expression vulgaire, *pour tous les goûts*. C'est ainsi qu'à côté de la fondation par Childéric de l'abbaye de Senones (661), texte dont l'original (prétendu) est à Épinal, et des dons et confirmations des empereurs aux ix^e et x^e siècles; à côté de la charte de fondation de l'abbaye de Poussay (1051), de la charte de la ville de Mirecourt (1234), et de nombreuses pièces du xiv^e siècle, on trouve plusieurs procès de sorcellerie et de sortilège du xvi^e et du xvii^e siècle, des lettres de Louis XIII en faveur du chapitre de Remiremont, et les pièces relatives à la convention des États généraux, aux assemblées préparatoires, aux vœux et doléances, aux élections dans le bailliage de Mirecourt. Une ample table des noms de lieux et de personnes termine ce volume, où les textes, toujours édités avec le plus grand soin, sont accompagnés parfois de traductions. Nous ne pouvons que donner une faible idée des riches matériaux rassemblés ici, et faire des vœux pour que le succès qui a couronné les efforts du comité d'histoire vosgienne

lui permette de poursuivre activement sa tâche.

L. C.

Notice historique sur l'ancienne communauté de Tallard, par A. de TAILLAS. Grenoble, impr. F. Allier, gr. in-8° de 104 p.

A quelques lieues au sud de Gap, au point où la Durance sépare les Hautes des Basses-Alpes, il existe un chef-lieu de canton bien obscur et bien oublié aujourd'hui, qui n'en a pas moins une histoire propre et dont les annales sont loin d'être dépourvues de gloire.

Par l'énergie et le civisme de ses habitants, l'antique communauté de Tallard (Hautes-Alpes) a su maintenir à la fois ses privilèges, ses immunités, ses franchises et, contre les huguenots, l'intégrité de sa foi et de son territoire. Vis-à-vis les puissantes maisons qui ont successivement possédé la vicomté, Orange, chevaliers de Saint-Jean, Sassenage, Clermont, Auriac, les *Messieurs* de Tallard soutinrent, avec un soin jaloux, mais sans jamais se départir des formes du droit et du respect de leurs seigneurs, leurs vieilles chartes et leurs libertés. Contre les huguenots, dont rien ne modérât l'audace et les projets de domination et de conquête, c'est par le fer et le feu que ces héroïques bourgeois repoussèrent les attaques et défendirent leur indépendance. Pendant vingt-sept années consécutives, ils tinrent tête aux forces de la réformation; si par la trahison d'une minorité factieuse, ils sont, en 1562, expulsés momentanément de leur cité, un des leurs, l'avocat Pons-Gentil, s'improvisait capitaine, électrise ses compagnons, surprend les huguenots sans défiance, et les expulse à leur tour de la ville. Celle-ci, désormais, ne se rendra plus que vingt-sept ans plus tard, non pas à un chef de rebelles,

mais à Lesdiguières, le représentant de Henri de Bourbon roi de France et de Navarre.

Tel est le résumé très-succinct et très-rapide de quelques-uns des traits principaux relatés dans le remarquable opuscule que vient de publier M. de Taillas, maire de la commune de Tallard, qu'il administre depuis plusieurs années avec une rare intelligence.

En 1793, la révolution, avec le vandalisme dont elle a donné tant de preuves, avait livré aux flammes la plupart des titres, documents, chartes, registres de toute nature qui composaient les archives du passé. A Tallard, ce qui avait pu échapper à cet auto-da-fé, avait été jeté pêle-mêle dans un lieu ouvert au public, où chacun allait s'approvisionner librement de vieux papier. Devenu maire, M. de Taillas résolut de sauver ce qui restait de ces précieuses archives, et c'est en les compulsant et les étudiant qu'il est parvenu à reconstituer l'histoire, pleine d'enseignement et d'intérêt, de la commune qu'il administre.

Qu'il nous soit permis de formuler ici non pas une critique, mais l'expression d'un vœu. L'auteur a résumé le fruit de ses recherches dans une brochure imprimée avec grand soin et un luxe qui révèle en lui le bibliophile en même temps que l'historiographe. Cette brochure n'a qu'une centaine de pages, et il est facile de reconnaître, à la lecture, que l'auteur, par une discrétion excessive pour son public, n'a donné que la substance essentielle des faits, et qu'il a dû supprimer une foule de détails secondaires, mais intéressants. Dans la crainte d'être long, il a été trop court. Espérons que l'opuscule dont nous rendons compte n'est qu'un prélude, et que, approfondissant davantage encore ses utiles travaux, l'auteur nous donnera plus tard de sa brochure une

nouvelle édition qui sera un véritable volume. C. DE KIRWAN.

Tablettes historiques, biographiques et statistiques de la ville de Saint-Amour, par M. Corneille SAINT-MARC. Lons-le-Saunier, 1868, in-8° de viii-376 p.
Notice sur les curés et la paroisse de Bompaure (par M. l'abbé CULAS). Bourg, 1867, in-12 de 56 p.

Saint-Amour, situé dans l'arrondissement de Lons-le-Saunier, s'appelait autrefois *Vincenniacum* : l'auteur en prend occasion pour lui attribuer une origine celtique. Gontran, roi de Bourgogne, au retour d'un voyage d'Againe, y fonda une chapelle, où il déposa les corps de deux martyrs de la légion Thébaine, dont l'un, saint Amator, donna son nom à la ville. Elle appartint successivement au chapitre de Saint-Vincent de Mâcon, à la maison de Salins (927-1158), à celles de Laubépin, de Toulangeon, de Damas, qui trahit Marie de Bourgogne, à celles de La Baume (1548) et enfin à celle de Choiseul-Stainville (1770-1789). Le premier seigneur des La Baume, qui jouèrent un grand rôle dans l'histoire de la Franche-Comté, était le fameux Philibert, grand personnage de la cour de Charles-Quint, un de ses généraux, le plus vaillant, qui donna dans ses domaines un grand essor à l'industrie et à l'agriculture. Etant ambassadeur en Angleterre, il sut tellement captiver les bonnes grâces de Henri VIII, que ce monarque, par une singulière prérogative, voulut qu'il jouit un jour entier de tous les privilèges de sa couronne. Le marquis d'Yonne, gouverneur de la Franche-Comté au moment de la conquête par Louis XIV, était de la même famille.

L'hôpital remonte au commencement du xii^e siècle ; la charte de commune est de 1272. Saint-Amour est la

patrie de Guillaume de Saint-Amour, recteur de l'Université de Paris, adversaire des ordres mendiants. Cette ville fut occupée plusieurs fois par les Français; elle fut prise en 1637 par le duc de Longueville, après une défense héroïque.

A tous les détails historiques sur la ville, ses établissements, son administration, ses seigneurs ses grands hommes, M. Saint-Marc ajoute tout ce que la statistique peut fournir d'intéressant sur l'agriculture, l'industrie et le commerce. Il est fâcheux qu'il n'ait rien dit sur l'époque si curieuse et surtout si importante de la Révolution, et que la période contemporaine ne soit retracée que dans un *éloge* historique. Le lecteur aurait désiré trouver des détails sur les archives communales, connaître la charte de commune telle qu'elle existe, d'après la confirmation faite en 1328, puisque l'original de 1272 n'existe plus. Les archives ne doivent même contenir qu'un *vidimus* de l'acte de 1328, puisque l'auteur parle d'une écriture du xv^e siècle. De nombreuses fautes d'impression auraient dû être corrigées dans des *errata*.

— Les seigneurs de Saint-Amour contribuèrent, au milieu du xiii^e siècle, à la fondation du prieuré de Domsure, qui dépendait de l'abbaye de Gigny : origine de la paroisse actuelle, dont une partie était sur leurs terres. M. l'abbé Culas en fait l'histoire, et donne, sur tous les curés connus (1520-1841), une notice où sont relatés les faits principaux accomplis dans le pays. Il promet une notice sur les temps de la Révolution; c'est une excellente pensée : l'histoire ne doit pas se borner à faire connaître le bien; il faut aussi, dans l'intérêt de la vérité et de la morale, qu'elle dévoile le mal.

R. DE ST-M.

La charité à Vesoul, par M. l'abbé MOREY, ancien aumônier des hospices de Vesoul. Besançon, 1869, gr. in-8° de 65 p.

« L'histoire de la charité n'existe pas, dit M. l'abbé Morey, et les matériaux en sont disséminés dans les archives de nos abbayes, de nos maisons hospitalières et de nos vieilles confréries. » Plus que toute autre province, la Franche-Comté fournirait des matériaux à une histoire de ce genre, et si elle était écrite, on verrait que « ce n'est pas seulement à saint Vincent de Paul et au *grand siècle* qu'il faut faire remonter l'institution des sœurs de charité, des hospices pour les voyageurs, les malades, les enfants trouvés, aussi bien que des maîtres pour l'instruction de la jeunesse et des secours de divers genres offerts aux malheureux de toutes les espèces. »

C'est une page de ce grand livre que M. l'abbé Morey a écrite dans *la charité à Vesoul*. Il nous montre les origines et les développements de l'hôpital de cette ville; les mesures prises à l'égard des pauvres et des mendiants; les secours donnés dans les temps d'épidémie; la sollicitude que le clergé apportait à « endoctriner et esduquer la jeunesse, » l'institution de recteurs d'écoles nommés par le curé, sur la présentation des habitants; l'état florissant et la fréquentation des écoles primaires au xvi^e siècle; l'établissement, au commencement du xvii^e siècle, d'un collège dirigé par les Jésuites et d'une école gratuite de filles, tenue par des religieuses Ursulines; enfin les nombreuses confréries établies à Vesoul dès le xiv^e siècle, et spécialement les confréries de la Croix. Il y a là des observations curieuses, des détails édifiants et pleins d'intérêt. M. l'abbé Morey possède à fond les archives locales, qui lui fournissent les riches matériaux qu'il met à profit avec tant de soin et de zèle.

Dans une seconde partie (qui porte par erreur le chiffre III), l'auteur s'occupe de la période révolutionnaire, et nous fait voir la charité chrétienne triomphante, en la personne de quatre religieuses hospitalières, débris d'un autre âge, de la philanthropie officielle. — Les œuvres tout récemment établies à Vesoul occupent les dernières pages de l'écrit de M. l'abbé Morey.

L. C.

Histoire de Versailles, de ses rues, places et avenues, depuis l'origine de cette ville jusqu'à nos jours, par J.-A. Le Roi, conservateur de la bibliothèque de la ville de Versailles. Versailles, P. Oswald, 1868, 2 vol. in-8°.

Ce livre n'est pas, à proprement parler, une seconde édition de l'*histoire de Versailles* de M. Le Roi; c'est un livre nouveau que nous donne le savant conservateur de la bibliothèque de cette ville. Une foule d'observations précieuses, des renseignements très-neufs ont été recueillis et consignés par lui dans ces deux volumes, auxquels sont joints des fac-simile, des plans et des gravures qui ajoutent encore à son prix.

Nous retrouvons ici le mémoire sur le prétendu empoisonnement de Gamain, qui a paru dans cette *Revue*; des récits détaillés sur les séjours de Bossuet et de Fénelon à Versailles; la relation des journées des 5 et 6 octobre, publiée séparément, et dont nous avons rendu compte; de curieux détails sur Robespierre; des morceaux sur Louis XIII, Louis XIV, Mme de Pompadour, Louis XV, le Parc-aux-Cerfs, etc., empruntés par l'auteur à ses différents ouvrages, et donnés ici intégralement ou en extraits. M. Le Roi a adopté comme plan l'ordre topographique: le château; la ville, voilà les deux grandes divisions

du livre. Chaque quartier, chaque rue, chaque maison sont décrits successivement, et c'est ainsi que l'auteur a introduit, — parfois avec un peu trop d'abondance, — une foule de détails « qui seraient forcément élagués d'une histoire générale, et qui font infiniment mieux connaître les différents aspects de la population de la ville royale pendant le séjour de la cour, ainsi que ses mœurs, ses habitudes et ses usages. »

Il y a de tout un peu dans ces deux volumes. Aussi l'index alphabétique des noms de personnages, lieux, etc., qui termine ce volume, sera-t-il fort utile à ceux qui voudront profiter des recherches si étendues et si consciencieuses qui sont ici rassemblées.

L. C.

La Suède au xvi^e siècle. Histoire de la Suède sous les princes de la maison de Wasa. — *Eric XIV, Jean III, Sigismond*, par A. de FLAUX. Paris, Reinwald et Ad. Lainé, 1868, in-8 de 527 p.

Ce volume fait suite à celui du même auteur sur Gustave Wasa. Trois règnes sont ici exposés, avec une grande effervescence d'imagination.

Eric XIV et Jean III, le premier surtout, font peu d'honneur à la maison de Wasa; Eric XIV est maniaque, dissolu, capricieux, cruel, dominé par un ministre jaloux et barbare; il est détrôné par ses frères, Charles, duc de Sudermanie, et Jean, duc de Finlande, qui sera Jean III; sa mort est misérable. Jean III, irrésolu, fantasque, mais qui a quelque bon sens et quelque grandeur, tente de restaurer, à l'instigation de Catherine sa noble épouse, le catholicisme violemment renversé par Gustave, et qui a toujours des racines profondes; la mort de Catherine fait échouer ce projet. Jean III est d'ailleurs vive-

ment inquiété par l'ambition de Charles ; il ne sait pas tenir d'une main ferme et intelligente les rênes du gouvernement. Après lui, Sigismond réunit sous son sceptre la Suède et la Pologne ; il eût peut-être, sans l'opposition farouche et intéressée de Charles son oncle, qui de simple régent se fit usurpateur, ramené les Suédois au culte de leurs pères ; mais il échoua, par clémence et par faiblesse contre l'astuce de son oncle qui, après avoir pendant trente ans, comme l'avoue M. de Flaux lui-même, convoité un trône, put l'obtenir enfin du vote servile des États.

L'auteur a voyagé en Suède ; il a, nous dit-il, beaucoup vu et beaucoup retenu. Nous n'y contredisons pas ; nous ajoutons même qu'en nommant quelques anciens auteurs, surtout Messénius et Geyser, il donne parfois à ses jugements des formes scientifiques. Toutefois, il s'adresse trop rarement aux sources, et ses autorités de seconde main sont souvent récusables. M. de Flaux a, du reste, beaucoup d'inconsistance dans ses jugements ; il écoute trop sa fougue, et émaille ses pages de contradictions. Bien que très-loyal et intentionnellement juste, il méconnaît les influences mauvaises du luthérianisme suédois ; il essaye vainement de concilier ses sympathies pour la liberté politique et religieuse avec des éloges pour le despotisme spirituel et temporel du chef de la maison de Wasa ; sous ce rapport et sous beaucoup d'autres, il apprécie mal le caractère des princes et leurs actes.

S'il suffisait, pour compenser de graves erreurs d'avoir une palette colorée, de donner aux combats et aux scènes dramatiques le mouvement et la vie, nous dirions qu'à tout prendre le bien et le mal se font équilibre en cette histoire ; mais les choses gardent leur prééminence sur la forme qui, au

surplus, a ici les défauts de ses qualités. Au total, nous avons là un beau volume, splendide même au point de vue typographique ; nous n'avons pas un livre. G. G.

Un évêque de Genève à Genève.

— *Lettre à M. le conseiller d'État Richard*, par A. de RICHECOUR, docteur en droit, avocat à la Cour impériale de Paris. Genève, Pfeiffer et Puky. Septembre 1868, in-8° de 51 pages.

Les républiques sont toujours plus ou moins en travail d'élections. Dernièrement Genève, ayant à renouveler une partie de son Grand Conseil, plusieurs s'imaginèrent de contester aux membres sortants leurs titres à la réélection, faisant valoir surtout que, pendant leur législature, eux, les gardiens du pacte fondamental et de la Constitution de la métropole du protestantisme, n'avaient pu empêcher la présence dans leurs murs d'un évêque catholique. Un homme versé dans les études juridiques, M. A. de Richecour, se trouvait alors à Genève. Il voulut s'éclairer, tant sur les droits du Grand Conseil, touchant les catholiques et ce qui intéresse leur existence comme citoyens, que sur ceux du Souverain Pontife, à désigner un évêque catholique pour une cité protestante. Telle fut l'occasion de cette brochure. M. de Richecour y rétablit, dans toute leur vérité, les droits de chacun. Il expose les faits en historien, les commente en jurisconsulte, et conclut en honnête homme, sans autre parti pris que celui de faire triompher la justice et la vérité.

Aucune loi ne contient le moindre texte d'où l'on puisse se prévaloir pour entraver à Genève l'exercice du culte catholique, et les précédents historiques, comme la législation, sont favorables à la liberté des catholiques.

L'auteur entre dans des détails fort curieux sur les démarches et les actes de M. de Niebühr, ministre de Prusse à Rome, du cardinal Consalvi, etc., au sujet de la liberté des catholiques dans le canton de Genève.

L'opuscule se termine par la reproduction des documents officiels allégués par l'auteur, et par la traduction

intégrale du bref *Inter multiplices*, en vertu duquel les paroisses catholiques de Genève avaient été réunies en 1819 au diocèse de Lausanne; toutes les pièces sont ainsi sous les yeux du lecteur, à l'appui d'une exposition pleine de force et de lucidité.

F. DE R.

V. PALMÉ.

Le Mans. — Imprimerie Edmond Monnoyer, place des Jacobins.

DE LA CHRONOLOGIE BIBLIQUE

TEMPS PRIMITIFS

In dubiis libertas.

On a souvent affirmé, et l'on répète chaque jour que la chronologie biblique ne saurait être conciliée avec les faits reconnus par les géologues, les paléontologistes, les orientalistes et les égyptologues. Cette prétention s'appuie sur beaucoup d'erreurs enseignées au nom des sciences naturelles et des sciences historiques. Je me propose de choisir, parmi ces erreurs, les plus accréditées à l'heure qu'il est, et de les discuter successivement. Mais, avant d'entrer dans ces discussions, il importe de nous faire une idée exacte de la chronologie biblique, et de la mesure de liberté que le respect dû au texte sacré, à la tradition catholique et aux lois de l'Église, nous laisse dans la détermination et dans l'appréciation de cette chronologie. C'est cette étude préparatoire que je veux faire aujourd'hui, pour obéir à ce conseil de saint Augustin : *Servatâ semper moderatione piæ gravitatis, nihil credere de re obscurâ temerè debemus, ne forte, quod postea veritas patefecerit, quamvis Libris sanctis nullo modo esse possit adversum, attamen, propter amorem nostri erroris, oderimus*¹.

¹ S. August. de Genes. ad litt. 2, 18, 33.

J'espère montrer plus tard qu'on enseigne à tort, au nom des sciences naturelles et historiques, des chronologies conjecturales qu'aucune science n'autorise. Il est juste aussi d'avouer, et je crois utile de prouver qu'on a souvent enseigné, au nom de la Bible ou de l'Église, des opinions chronologiques très-incertaines et très-discordantes. Je constaterai en même temps que ni la Bible, ni l'Église catholique ne sont responsables des erreurs impliquées dans ces opinions.

I.

La partie la plus attaquée de la chronologie biblique, c'est la plus ancienne, qui est aussi la plus malaisée à déterminer. Elle se divise en deux grandes périodes : la première commence à l'origine du monde, et finit à la création de l'homme ; — la seconde commence à la création de l'homme, et finit à l'établissement du Mosaïsme.

Les éléments de la chronologie sacrée, pour ces deux périodes, sont contenus dans la Genèse et dans un passage de l'Exode ¹. Or ces livres ne nous offrent aucun enseignement précis et incontestable sur la longueur de ces deux périodes. Les esprits curieux de connaître cette longueur, et de fixer, avec une précision mathématique, le moment où s'accomplirent les faits racontés dans le texte sacré, sont donc parfaitement libres de chercher, à l'aide de toutes les sciences, des moyens de satisfaire cette curiosité. Ni l'Écriture, ni l'Église, ne leur défendent de constituer, *s'ils peuvent*, une chronologie détaillée de ces temps primitifs.

I. — La Genèse proclame, à son premier verset, *qu'au commencement* Dieu créa le ciel et la terre ; mais elle ne donne aucun moyen d'évaluer sûrement, en années ou en siècles, le temps écoulé depuis ce *commencement*. Elle n'a pas été inspirée

¹ Voyez le chapitre v et le chapitre xi de la Genèse, pour les temps antérieurs à Abraham ; et l'Exode (xii, 40) sur le séjour des Israélites en Égypte. Le texte hébreu des Juifs et la Vulgate donnent 430 ans pour la durée de ce séjour ; mais le texte hébreu des samaritains et la version des Septante ajoutent un mot qui fait dater les 430 ans, non de l'émigration de Jacob en Égypte mais de la vocation d'Abraham, et réduit à 215 ans le séjour en Égypte.

pour nous renseigner sur cette question chronologique, étrangère au dogme et à la morale.

L'état de chaos et d'obscurité poétiquement décrit au second verset de la Genèse, n'a-t-il été précédé par aucun autre? N'a-t-il pas été produit par le bouleversement d'un ordre antérieur, dont l'Écriture n'avait point à nous parler? — Le texte biblique ne résout pas ces problèmes, et l'exégèse ne peut en donner aucune solution certaine ¹.

Combien de temps a duré l'état chaotique, d'où l'organisation présente de la terre est sortie? La Genèse ne le dit pas. Si les astronomes ou les géologues avaient un moyen quelconque de supputer les années ou les siècles écoulés, depuis le commencement du monde jusqu'au jour où commença l'organisation actuelle de notre planète, l'Écriture laisserait à leurs calculs une latitude indéfinie. Elle n'interdit même aux fantaisistes aucune conjecture à ce sujet.

La durée des six époques qui suivirent celle du chaos et préparèrent l'avènement du *Règne humain*, est pareillement indéterminée. Le style de la Genèse, spécialement dans ses premiers chapitres, est celui de la poésie orientale, et non celui de la prose occidentale; l'explication métaphorique des mots, *jour, soir et matin* est donc aussi vraisemblable que l'explication littérale, au point de vue exégétique. Quand même les sciences naturelles n'existeraient pas, ou ne demanderaient aucune liberté d'interprétation, il serait encore permis à un exégète, d'entendre, par ces six *jours*, six périodes indéfinies. Saint Augustin n'a pas craint d'expliquer ces six *jours* d'une manière plus éloignée du sens littéral ².

¹ V. Reusch, *Bibel und Natur*, 2^e édition, 1866, p. 83. Cf. Pianciani, *In historiam creationis mosaicam Commentatio*, p. 7-10 de l'édition belge, et *Cosmogonia naturale comparata col Genesi*, du même auteur, Roma, 1862, p. 17-22.

² V. Reusch, *ibid.*, p. 118 et suiv. — Pianciani, *In historiam creationis mosaicam Commentatio*, p. 10 et suiv. — Ce docte Jésuite formule ainsi un principe général qui domine toutes ces questions et doit être souvent rappelé :

« Si, ad veritatem sacrarum Litterarum cum naturali veritate conciliandam necesse haberemus aliquot textus et verba Mosis novè quidem, sed non absurdè interpretari, cum hic non agatur de fide aut de moribus, sed de chronologiâ, cum antiqui Patres in horum verborum et locorum interpretatione non conveniant, nova illa interpretatio non esset rejicienda. Naturalium enim rerum cognitio in dies crescens facit aliquando ut sensum quorundam locorum è profanis scriptoribus melius assequamur... Si dicta profanorum antiquorum

Un grand nombre de savants catholiques, parmi lesquels je citerai spécialement le P. Pianciani et le docteur Reusch, ayant mis ces vérités dans une lumière suffisante, je crois inutile d'en donner une nouvelle démonstration. Il me paraît plus opportun d'examiner ce que la Genèse enseigne touchant la chronologie primitive de l'histoire humaine, depuis la création de l'homme jusqu'au déluge, et depuis le déluge jusqu'au temps d'Abraham.

II. — Cet examen nous met d'abord en présence d'une question de critique. La recension du texte hébreu de la Genèse conservée par les Juifs — la recension samaritaine, — et la version alexandrine des Septante contiennent des données chronologiques très-différentes. Les chronologistes ont donc à chercher d'abord où se trouvent les données primitives du texte mosaïque, si tant est que ces données primitives subsistent encore, *d'une manière certaine*, dans l'une de ces trois éditions antiques du Pentateuque ¹.

Une histoire sommaire du texte hébreu, du texte samaritain, et des versions les plus anciennes est donc ici nécessaire.

Il est extrêmement vraisemblable que le Pentateuque samaritain ² (sauf les erreurs des copistes et quelques changements manifestes) provient des manuscrits antérieurs au schisme de Jéroboam. Les samaritains, en effet, furent toujours ennemis du

recentiori aliquando scientia indigent ut intelligantur, quanto magis verba illius qui in immensum vincit scientiam nostram! *Ecclesia semper in quæstionibus chronologicis libertatem concessit opinionum*, licet quæstiones de homine et de D. N. J. Christi progenitoribus majoris profecto momenti essent, quam illæ quæ de chronologiâ plantarum ac belluarum occupantur. » *In historiam creationis mosaicam Commentatio*, p. 6, 7 de l'édition belge.

¹ Dans la seconde partie de ce travail, on verra que l'édition pontificale de la Vulgate n'a point tranché les doutes sur ces matières.

² Le Pentateuque samaritain n'a été connu en Occident qu'au xviii^e siècle, par une copie apportée de Damas à l'Oratoire de Paris. Le savant P. J. Morin l'étudia, et publia, en 1631, le résultat de son examen critique, en un volume intitulé : *Exercitationes ecclesiasticæ in utrumque samaritanorum Pentateuchum*. Le P. Morin préférait partout le texte hébreu des samaritains au texte massorétique qui a prévalu chez les Juifs; et, quand il trouvait des différences, il déclarait ce dernier texte altéré. C'était une réaction exagérée contre les partisans superstitieux du texte juif. La thèse du P. Morin souleva naturellement une controverse ardente; Simon de Muis et Hottinger se distinguèrent parmi ses contradicteurs les plus emportés, et prétendirent que le texte massorétique méritait toujours une préférence absolue. Richard Simon se donna le plaisir de développer une thèse plus modérée, à l'encontre des uns et des autres. Voyez son *Histoire critique du vieux Testament*. Livre 1^{er}, ch. x, xi, xii, xiii.

royaume de Juda ¹. Comment donc auraient-ils reçu des mains des Juifs leur code religieux, politique et civil ?

A la vérité, le satrape Sanaballat ² leur fit accepter, comme grand-prêtre, son gendre Manassé, parent du grand-prêtre des

¹ Voyez l'article *Samaritains*, dans le *Dictionnaire théologique* des D^{rs} Wetzer et Welte. — « La Palestine, dit M. Renan, a cela de commun avec la Grèce d'offrir, dans l'espace de quelques lieues, les différences de caractère les plus tranchées... La prépondérance tardive de la tribu de Juda n'effaça pas ces variétés locales. Éphraïm, avec sa montagne de Garizim, rivale de Sion, sa ville sainte de Béthel, ses nombreux souvenirs de l'âge patriarcal, était, sans contredit, la plus considérable des individualités qui luttaient contre l'action absorbante de Jérusalem. La rivalité de ces deux familles principales des *Beni-Israël* date des époques les plus reculées de leur histoire. Au temps des Juges, Éphraïm, par le séjour de l'Arche à Silo et par son importance territoriale, tint vraiment l'hégémonie de la nation. L'idée d'une monarchie israélite faillit un moment être réalisée par Éphraïm (Juges, ix). Après la mort de Saül, nous voyons cette tribu grouper autour d'elle toutes les tribus du Nord, opposer sans succès Ishoseth à David, l'habile et heureux champion des prétentions de Juda; puis, après la mort de Salomon, faire enfin triompher ses tendances séparatistes par le schisme du royaume d'Israël et l'avènement d'une dynastie éphraïmite (975 avant J.-C.). Samarie, bâtie par Omri, vers l'an 923, devient le centre politique de la fraction dissidente et lui donne son nom; mais Sichem (aujourd'hui Naplouse) en resta toujours le centre religieux; et c'est encore près de là, au pied du mont Garizim, que se conservent les derniers restes de cette fraction du peuple d'Israël... Après la destruction du royaume d'Israël par l'Assyrie (720 avant J.-C.), les colonies amenées de la haute Asie, pour repeupler le pays, y apportèrent une langue et un culte complètement étrangers aux Israélites. Il paraît toutefois que ces *barbares* se laissèrent promptement dominer par la supériorité des indigènes, et eurent bientôt adopté la religion de Jéhovah et la langue d'Israël. La permission de retour accordée par Cyrus s'appliqua aux dix tribus dissidentes aussi bien qu'à la tribu de Juda, en sorte que *les relations des populations de la Palestine se trouvèrent, après la captivité, à peu près ce qu'elles étaient auparavant* (Ewald, *Gesch. des V. Isr.*; Renan, *histoire des langues sémitiques*, p. 218-219). »

² Cf. Néhémie, xiii, 28; Joseph, *Antiq.* XI, 7, 2. Manassé, avec le concours de son beau-frère, bâtit près de Sichem, sur le mont Garizim, un temple rival du temple de Jérusalem. Sichem était devenue le siège principal d'une population mixte, formée du mélange des colons assyriens, des débris de l'ancienne tribu d'Éphraïm, et des émigrés juifs exclus de la communauté de Jérusalem par les mesures rigoureuses d'Ezdras et de Néhémie. Quand Manassé, grâce au concours de son beau-père, eut élevé un temple rival de celui de Jérusalem, les samaritains devinrent une secte ennemie des Juifs, comme autrefois Éphraïm avait été l'ennemi de Juda. Les documents postérieurs et les opinions professées jusqu'à nos jours par les restes des samaritains donnent une idée suffisante de la doctrine qui constitua la secte et la distingua de l'Église judaïque : les samaritains ne reconnaissaient pas d'autre livre sacré que le Pentateuque, pas d'autre prophète inspiré que Moïse; suivant eux, ce législateur avait indiqué le mont Garizim, comme le lieu où devait être établi le centre du culte, pour toutes les tribus. Mais, comme les Juifs, ils croyaient au Messie, aux anges et à la résurrection des morts. Voyez Silv. de Sacy, *Notice et extraits des manuscrits de la Bibl. du roi*, t. XII, p. 25-30.

juifs, et l'on peut supposer que Manassé introduisit alors chez eux le texte du Pentateuque. Mais les juifs employaient déjà l'écriture carrée, tandis que le Pentateuque samaritain est écrit avec les anciens caractères abandonnés par les Juifs, pendant leur captivité à Babylone. Si Manassé eût apporté aux samaritains les livres de Moïse, n'eût-il pas, avec ces livres écrits en caractères carrés, apporté quelques fragments des autres livres antérieurs au schisme et contenus dans le canon juif ?

Supposons toutefois que le Pentateuque samaritain ait été apporté de Jérusalem par Manassé, il serait encore antérieur à notre ère de plus de quatre siècles¹ ; et l'on pourrait en conclure que les données chronologiques du Pentateuque juif n'étaient pas à cette époque telles qu'elles sont aujourd'hui.

III. — Cette conclusion est justifiée et rendue plus probable encore par la version grecque du Pentateuque connue sous le nom des Septante. Cette version est moins ancienne que le Pentateuque samaritain ; mais elle est bien antérieure aux plus vieux manuscrits du Pentateuque juif, à ses autres versions, en un mot, à tous les autres moyens qui nous restent pour déterminer la forme primitive de ses données chronologiques. Elle remonte en effet, d'une manière certaine, à l'époque de Ptolémée Philadelphe, ou au règne de son père, vers l'année 285 avant Jésus-Christ².

Fut-elle composée d'après des manuscrits du texte hébreu envoyés alors de Jérusalem, ou d'après des manuscrits anciennement conservés dans les colonies juives établies en Egypte ? On ne saurait le dire avec certitude : mais peu importe. Bien antérieure aux Massorètes, dont les travaux critiques ont produit

¹ Röckerath (*Biblische chronologie*) place en 434 avant J.-C. le mariage de Manassé avec la fille de Sanaballat. Cf. M. Munk, *la Palestine*, p. 282-283.

² V. M. Th. Lamy, *Introductio in sacram Scripturam*, Pars I, p. 130-148, 1866 ; — Tischendorf, *Vetus Testamentum græcè, juxta LXX interpretes* (Lipsiæ, 1860 ; *Prolegomena*, et les sources de renseignements anciens, ou les dissertations modernes indiquées par ces deux auteurs. — Ptolémée Philadelphe succéda en 285 av. J.-C. à son père Ptolémée, fils de Lagus. Or nous n'avons aucun manuscrit du texte hébreu qui remonte, d'une manière sûre, à une époque bien antérieure au x^e siècle de notre ère. — La *Paraphrase chaldaïque* du Pentateuque par Onkelos est la plus ancienne que nous ayons ; or, d'après la tradition juive, Onkelos était contemporain de Gamaliel, maître de saint Paul. — La plus ancienne version syriaque du texte hébreu est d'origine chrétienne. Voyez l'*Introd. in sacr. script.* de M. Lamy, pars I, p. 97, 179, 183. — Cf. R. Simon, *Histoire crit. du V. T.*, etc.

la recension du texte qui a prévalu chez les Juifs ¹, cette version représente *probablement* des manuscrits plus exacts que ceux des Massorètes. Tout au moins il est *possible* qu'elle ait mieux conservé les données chronologiques primitives.

Dans une multitude de passages de cette antique version, les critiques ont remarqué un accord frappant avec le texte samaritain, qui représente une autre famille de manuscrits, dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Les apôtres et les évangélistes ont souvent employé la version alexandrine ². L'Eglise grecque en a toujours fait usage ; et la version *italique* qui fut la *vulgate* de l'Eglise latine pendant les cinq premiers siècles, avait été faite sur elle ³. Tous les Pères l'ont traitée avec une vénération profonde ; et tous les critiques modernes les plus judicieux reconnaissent sa haute importance, soit pour l'éclaircissement des points obscurs dans le texte hébreu, soit pour le discernement de la vraie leçon dans les endroits douteux de l'original.

Est-ce à dire qu'on doive préférer toujours la leçon des Sep-

¹ La *Massore* appartient incontestablement à une époque moins ancienne que le Talmud ; mais il y a eu de nombreuses générations de *Massorètes*, et l'on ne peut déterminer exactement ni le commencement, ni la fin de leurs travaux. En général, les rabbins du moyen âge ont attribué une grande importance à la Massore. Son autorité devint si générale et si dominante parmi les Juifs, que le texte juif de la Bible est appelé justement *texte massorétique*. Voyez l'article *Massore* dans le *Dictionnaire théologique* des D^r Wettzer et Welte, ou R. Simon, *Hist. crit. du V. T.*

² Leurs écrits offrent du moins des allégations, des allusions, ou des citations conformes au texte des Septante, et différentes du texte hébreu massorétique. J'indiquerai spécialement le passage où saint Luc (iii, 36) présente Salé comme un fils de Caïnan, ce qui est conforme aux Septante, tandis que, dans le texte massorétique, Caïnan est omis, et Salé est présenté comme fils d'Arphaxad (*Gen.* xi, 12). — Saint Paul (*Galat.* iii, 17) dit, comme les Septante, qu'il s'est écoulé 430 ans depuis l'alliance de Dieu avec Abraham jusqu'à la révélation de la loi mosaïque ; le texte massorétique au contraire compte 430 ans pour le séjour seul des Israélites en Égypte. Ne faut-il pas en conclure que les manuscrits palestiniens du texte hébreu, étudiés par saint Paul, dans l'école de Gamaliel, étaient plus conformes que le texte massorétique aux manuscrits anciens traduits par les Septante ? Les écrits de Josèphe, élève des pharisiens, comme saint Paul, fourniraient, je crois, de nombreux arguments à l'appui de cette conjecture.

³ « Cum fuerint, dit S. Augustin, alii interpretes qui ex hebræâ linguâ in græcam sacra illa cloquia transtulerunt, hanc tamen quæ septuaginta est, tanquam sola esset, sic recepit Ecclesia, eaque utuntur græci populi christiani, quorum plerique utrum alia aliqua sit ignorant. *Ex hac septuaginta interpretatione etiam in latinam linguam interpretatum est quod Ecclesiæ latinæ tenent.* » (*De civil. Dei*, lib. XVIII, c. XLIII, n. 1.)

tante à celle du texte massorétique, ou du texte samaritain ? Je ne vois pas comment on pourrait établir cette thèse absolue. Il faudrait au moins être sûr d'avoir toujours la leçon primitive des Septante ; or ce n'est pas *toujours* une chose *facile*, ni même *possible*, dans les petits détails qui n'importent clairement ni au dogme, ni à la morale, ni à la substance de l'histoire.

Naturellement, les copistes alexandrins et samaritains ont, comme les juifs, introduit dans leurs manuscrits bien des variantes inexactes. Quand ces variantes étaient de nature à compromettre le dogme, la morale ou la substance de l'histoire, elles éveillaient l'attention, et n'étaient pas propagées sans qu'on les remarquât. Mais l'omission de quelques anneaux dans la chaîne des généalogies, l'omission, le déplacement ou l'altération de quelques chiffres dans les années des patriarches, n'étaient pas capables d'éveiller l'attention ; et Dieu n'était pas tenu d'intervenir pour empêcher ou réparer ces accidents, qui ne mettaient en péril le salut d'aucune âme.

IV. — Le texte juif, appelé par excellence le *texte hébreu*, le *texte original de la Bible*, a eu jadis et conserve encore ça et là des adorateurs, qui lui attribuent *à priori* un privilège continuellement miraculeux d'incorruptibilité, même dans les petites choses qui n'intéressent ni le dogme, ni la morale. En revanche, plusieurs théologiens illustres, et même des hébraïsants très-érudits, ont prétendu que les Juifs avaient en maint endroit altéré ce texte, non-seulement par négligence, mais avec perfidie, pour enlever aux chrétiens les armes qu'ils trouvaient dans l'Ancien Testament ¹.

Ici comme d'ordinaire, la vérité se trouve à égale distance des opinions extrêmes ².

Jamais les Juifs n'ont altéré la substance religieuse du texte

¹ Melchior Cano, *de locis theologicis*, lib. II, cap. 12 ; Salmeron, *Prolegomena in Evangelia* ; Léon de Castro, *Disputatio de translationibus Scripturæ sacræ*, præfixa Isaïæ commentariis, cap. 17 et seq. ; J. Morin, *Exercitationes biblicæ*, 1 vol. in-fol. 1669, etc.

² « Mediam viam, dit le savant Bonfrère, sequendam existimo, nimirum ut nec purum omnino et sincerum hebræum textum, quem habemus, censeamus, non tamen multis locis corruptum, saltem Judæorum malitiâ, asseramus. » *Præloquia in Scripturam sacram*, cap. xiii, sect. 1. — M. Th. Lamy, professeur à l'Université de Louvain, a résumé cette question d'une manière lucide et judicieuse, dans sa récente introduction aux Livres saints (*Introd. in script. sacram*, pars I, p. 83-94, 1866.)

hébreu ¹. Mais, à toutes les époques, les distractions et la négligence des copistes ont dû naturellement introduire çà et là des variantes inexactes dans le texte hébreu, comme dans tout autre. Le nombre de ces variantes a dû même augmenter progressivement avec le nombre des transcriptions. En étudiant les manuscrits les plus anciens et les plus sûrs, on pouvait le plus souvent discerner la vraie leçon ; mais le discernement était difficile, ou même impossible, quand les plus vieux manuscrits connus offraient déjà des variantes également conciliables avec le dogme, la morale, et les autres enseignements certains des livres sacrés ².

¹ Le P. Alexandre, entre autres, l'a démontré, dans une dissertation qu'il résume ainsi : « Probavimus textum hebraicum à Judæis nec ante nec post Christi adventum fuisse depravatum. Non antè, quia Christus qui alia Judæis crimina exprobravit, hujus eos nunquam arguit sceleris; immo (*Joan. iii*) ad scrutandas scripturas auditores suos hortatur, quod non fecisset, si tunc depravatæ fuissent, sed de interpolatione monuisset; et (*Matth. xxiii*) « super « cathedram Moysis, inquit, sederunt scribæ et pharisæi. Quæcumque ergo « dixerint vobis, servate et facite. » Certe ad corruptores scripturarum audientes Christus populos non misisset. Neque etiam post Christi adventum sacros codices depravarunt; quod validis argumentis probatur. Primo, quod in codicibus hebræis nunc extant quæ ex iis à Christo et Apostolis laudata sunt testimonia. Secundo, quod in iis vaticinia de Christo ejusque mysteriis et Ecclesiâ, illibata sint; quibus tamen non pepercissent Judæi, si sacros Libros violassent. Tertio, quod interdum textus hebræus Judæis magis obsit quàm græcus vel latinus... Quarto, quod Judæorum tantus fuerit zelus erga Legem et Libros sacros, ut mortem potius omniaque tormenta subirent, quàm vel unum Legis apicem mutare aut adulterare vellent, ut testantur Josephus et Philo Quinto, injuriosum esset Dei providentiæ, qui se Ecclesiæ semper ad futurum promisit, asserere Libros quibus Deus totam mentem ac voluntatem suam de doctrinâ salutis consignavit, Deo permittente, fuisse corruptos IN HIS CAPITIBUS QUÆ SUMMAM RELIGIONIS SPECTARENT; maxime cum Judæos per omnes gentes ideo disperserit, ut hos Libros ubique ad probandam christianæ religionis veritatem circumferrent, « tanquam capsarii nostri, inquit S. Augustinus; ut « cùm pagani non credunt quæ nos dicimus de Christo prædicata fuisse, quasi « à nobis essent conflictæ, mittamus eos ad inimicos fidei nostræ Judæos, qui « Libros circumferunt in quibus eadem habentur quæ nos prædicamus » (*Historia ecclesiastica Veteris Testamenti*, t. I, p. 74, 75). — Cf. R. Simon, *Histoire critique du Vieux Testament*, livre I^{er}, ch. xviii et xix.

² Un savant jésuite belge, le P. Bonfrère, après avoir développé cette thèse incontestable, concluait ainsi : « Omnino verisimile est et ferè certum etiam ante Esdram hujusmodi errata in exscribendis Libris sacris contigisse; quæ etsi pleraque ex antiquioribus et minus corruptis libris corrigi et emendari potuerint, tamen in nonnullis res fuit difficiliori, maxime si sanus ex utràque lectione sensus nascatur, et antiquiores etiam etiam ibi inter se dissentiant. Hinc omnino credibile est etiam tum diversas exstitisse lectiones, et hanc fuisse præcipuum Esdræ cæterorumque scribarum operam post captivitatem, ut Libros sacros suæ puritati, QUOD FIERI POSSET, restituerent » (*Præloquia in Scr. sacr.*, cap. xiii, sect. n). — « Dico secundò : etiam Judæorum malitiâ

Les Hébreux consacrèrent, dès les temps anciens, l'attention la plus scrupuleuse à la transcription exacte et correcte des exemplaires de la Bible ¹.

Cependant le Pentateuque samaritain et les anciennes versions prouvent que, malgré le soin apporté aux manuscrits, de nombreuses copies étaient fautives et différaient entre elles, en beaucoup de points microscopiques. Les efforts postérieurs des talmudistes ne purent aboutir à constituer un texte fixe et exempt de fautes. Les interprétations arbitraires qu'ils se permirent, pour démontrer leurs opinions rabbiniques, furent nuisibles à l'intégrité du texte.

Après la clôture du Talmud, les Massorètes revisèrent, vocalisèrent et accentuèrent le texte de la Bible, conformément à la tradition orale, qui avait été peu à peu écrite. Les docteurs restèrent encore un certain temps sans le régler d'après les décisions de la Massore; néanmoins le texte massorétique devint bientôt le seul texte usité et possédant autorité. Sauf quelques exceptions tout à fait insignifiantes, les manuscrits de la Bible conservés jusqu'à nous n'offrent pas d'autre texte. Ils n'ont pas d'ailleurs une très-haute antiquité, parce que les exemplaires corrects destinés au service des synagogues, lorsqu'ils étaient usés, devaient être soigneusement cachés ou anéantis, pour n'être pas profanés.

« Ainsi, nul des manuscrits qui ont une date, ne remonte au delà du ^{xr} siècle; parmi ceux qui n'ont pas de date, il en est peu que l'on puisse croire beaucoup plus âgés. Rossi n'en attribue qu'un seul au ^{ix} ou ^x siècle. Le *Codex Vindobonensis*, le *Codex Malatestianus* et le *Codex Medicus* appartiennent suivant lui au ^{xi} siècle. Il est donc presque impossible de trouver dans les manuscrits autre chose que le texte massorétique ². »

nonnulla, sed non admodum multa, in hebraicum textum irrepsere errata. » Bonfrère développe cette dernière thèse dans les sections 3 et 4 du même chapitre xiii.

¹ Cela ressort, non-seulement des détails et des prescriptions que le Talmud contient à ce sujet, mais encore du respect religieux que les Hébreux montrèrent de tout temps pour leurs livres sacrés. On voit, dans le Talmud de Jérusalem, qu'ils comparaient entre eux les bons manuscrits, surtout les exemplaires du Temple, pour corriger les exemplaires dont ils se servaient.

² Voyez le *Dictionnaire encyclopédique de la Théologie catholique*, publié en Allemagne, par les docteurs Wotzer et Welte; article *Manuscrits de la Bible*. J'en résume seulement ici la partie principale. — Richard Simon disait, à la fin du ^{xviii} siècle : « Il serait malaisé de trouver aujourd'hui un manus-

Les partisans du texte juif et de sa chronologie argumentent de ce fait qu'on n'y trouve point de variantes dans les années des patriarches. Mais tout indique qu'autrefois le texte juif n'avait pas, dans ces détails, l'unité que les massorètes sont parvenus à lui donner.

« Les changements dont on trouve des exemples dans les vieux manuscrits du texte hébreu *et dans les anciennes versions*, me font croire, dit Richard Simon, que les Juifs n'ont pas toujours écrit leurs exemplaires avec l'exactitude qu'ils observent aujourd'hui. Il y a même de l'apparence que les docteurs juifs n'ont fait toutes les constitutions dont nous avons parlé, qu'après qu'ils ont vu le désordre qui était dans leurs exemplaires; mais ils n'ont pu y remédier entièrement.... Il est vrai que les Juifs ont présentement des exemplaires écrits avec beaucoup d'exactitude... Mais ces nouveaux exemplaires ne peuvent pas servir de règle infaillible, puisque, avant ce temps-là, les Juifs avaient fort négligé leurs livres, et que la confusion a été autrefois dans tous les manuscrits¹. »

V. — Si nous connaissions avec certitude les données chronologiques qui furent primitivement consignées dans le texte hébreu de la Genèse, nous devrions rejeter comme fausses les variantes inconciliables que pourraient nous offrir les versions de ce texte. Mais l'intégrité des passages où furent inscrits les rudiments de la chronologie primitive, est extrêmement douteuse. Les *leçons* du texte hébreu conservé par les Juifs diffèrent beaucoup, dans ces passages, des *leçons* du texte hébreu conservé par les Samaritains; et l'origine de ces variantes se perd dans la nuit des temps les plus anciens. Il y a là un problème de critique que les fondateurs de la chronologie biblique posèrent déjà, sans le croire susceptible d'une solution incontestable².

crit hébreu de la Bible qui eût plus de 900 ans... Il a été difficile que les Juifs aient conservé de vieux exemplaires dans tant de misères et d'exils; outre que, DEPUIS QUELQUES SIÈCLES, ILS LES RÉFORMENT TOUS SUR LA MASSORE, ET ILS N'ESTIMENT POINT CEUX QUI N'Y SONT POINT CONFORMES; on enterre avec les docteurs les vieux manuscrits de la Bible. » (*Histoire crit. du vieux Test.*, p. 130.)

¹ « Si les Juifs eussent marqué aux marges de leurs exemplaires les diverses leçons qu'ils trouvaient dans de plus anciens manuscrits..., on aurait pu, par ce moyen, montrer que les *Septante et les autres anciens interprètes ont eu raison de lire quelquefois autrement que nous ne lisons dans les exemplaires hébreux d'aujourd'hui.* » (*Hist. crit. du vieux Test.* L. I, c. xxiii.)

² Au iv^e siècle, Eusèbe résume ainsi les éléments de ce problème (*Chronicorum lib.* I, caput xvi, 6) : « *Ipsi Hebræi in suis temporibus supputandis*

Le texte hébreu fut conservé, dans le royaume de Juda, par un sacerdoce légitime. Sous ce rapport, le Pentateuque juif eut des garanties d'intégrité qui manquèrent au Pentateuque samaritain. Mais le zèle pieux qui protégeait la substance religieuse des textes sacrés, dans la tribu prédestinée à sauver ce dépôt, ne gardait pas, d'une manière également efficace, les détails chronologiques et généalogiques destitués d'importance dogmatique et morale. Toute l'histoire démontre que le *zèle religieux*, préoccupé surtout de l'*esprit* des livres saints, est distinct et séparable du *zèle archéologique*, préoccupé surtout de conserver la *lettre*. Souvent même le second se développe à mesure que le premier s'affaiblit et disparaît.

Depuis que les rabbins juifs ont perdu l'esprit religieux qui vivifia leurs pieux ancêtres, ils se sont épris d'un enthousiasme superstitieux pour les détails matériels les plus insignifiants du texte biblique ; ils ont cru voir dans chaque lettre, dans chaque accent, des enseignements révélés. À une époque de ferveur plus noble, ils avaient, sans aucun scrupule, abandonné les caractères de leur vieil alphabet, et transcrit leurs livres saints avec les lettres carrées de l'alphabet chaldéen. Les samaritains, au contraire, avaient gardé soigneusement la forme antique de leur Pentateuque, sans observer les lois les plus essentielles du mosaïsme.

Des Israélites fidèles avaient néanmoins conservé toujours au sein des tribus schismatiques, non-seulement la *lettre* du Pentateuque, mais l'*esprit* vivifiant du Mosaïsme. Les prophètes Élie, Elisée, Osée, Amos et Jonas, et l'histoire de Tobie, en sont des preuves éclatantes.

valde dissident inter se : quare operæ pretium est textuum apud ipsos extantium notitiam habere, ut ex institutâ rite comparatione veritas elucescat.... Legis volumen apud Judæorum successores aliter se habet, atque apud Samaritanos, qui fuerunt Judæorum proselyti. Quin adeo ipsæ litteræ aliâ formâ præditæ sunt apud Hebræos, aliâ apud Samaritanos : atque Samaritanos genuinos et primigenios habendos esse ne Judæorum quidem hæredes infitias ibunt. Igitur ante mutatas litteras nullum inter eos dissidium fuit. Rursus, quod attinet ad chronologiam, manifestus est partium dissensus, quam mox comparatio a vobis instituenda vel apprimè coarguet. Verumtamen græcæ interpretationis editio, quibusdam in locis, à judaicâ quidem vehementer abludit; ab hebraico-samaritanâ autem non æque : ita ut ad diluvium usque cum hæc non congruat; inde tamen usque ad tempora Abrahami consentientem habeat traditionem. » (Angel. Mai, *Script. vet. nova collectio*, t. VIII, Romæ. 1833, in-4°; Migne, *Patrolog. græc.*, t. XIX, col. 146, 147.)

L'ambitieux Manassé, fondateur du culte samaritain, eut besoin, pour réussir, de gagner la sympathie des populations dont il voulait devenir le chef religieux. Pour faire oublier son extraction judaïque, pour racheter son alliance avec le satrape Sanaballat, il affecta probablement un grand zèle archéologique et patriotique, en recueillant les traditions du royaume d'Israël et surtout en recherchant les vieux manuscrits du Pentateuque conservés par les descendants des tribus schismatiques. En même temps qu'il fondait, sur le mont Garizim, un temple rival du temple de Jérusalem, son intérêt lui conseillait de simuler un zèle pareil à celui d'Esdras et de Néhémie, pour la restauration des textes mosaïques. Plus il manquait au fond de l'esprit religieux du Mosaïsme, plus il devait naturellement, par calcul politique, montrer un zèle scrupuleux pour l'intégrité matérielle des textes qui n'avaient aucun sens doctrinal embarrassant pour lui.

Les tableaux des généalogies patriarcales peuvent donc être, en partie, moins altérés, ou plus exacts dans le Pentateuque samaritain que dans celui des Juifs.

Les Juifs ont laissé périr une grande partie de leur ancienne littérature nationale, historique et religieuse; nous en avons les preuves en maint endroit de la Bible ¹. A plus forte raison,

¹ « Probabilius censeo, dit Bonfrère, nihil vetare aliquem librum canonicum excidere et de facto ita in pluribus accidisse..... Probatur primo auctoritate, Athanasii..., Chrysostomi..., Origenis.... Accedunt his recentiores Bellarminus... Serrarius..., Pineda, Sixtus Senensis.... Secundo, probatur eadem opinio libris qui de facto nunc non reperiuntur et tamen in sacris voluminibus citantur, ut... *Liber Bellorum Domini* (Num. xxi, 14);... *Liber justorum* (Josue, x, 13; et II Reg. i, 18);... *Liber Verborum dierum Salomonis* (III Reg. xi, 41);... *Liber Verborum dierum regum Israel* (III Reg. xiv, 19, et alibi sæpius);... *Item liber Sermonum dierum regum Juda* (ibidem, 29, et alibi in libris Regum sæpius); *Liber Samuelis videntis* (I Paralipom., cap. ult. 29). Alium librum scripsit idem continentem legem regni, seu quomodo rex se gerere deberet in administrando populo, et populus se habere deberet erga regem, qui, quia repositus fuisse dicitur coram Domino seu Arcâ fœderis, hoc ipso indicatur fuisse sacer, et Deo dictante et approbante fuisse scriptus (I Reg. x, 25);... *Libri Nathan prophetæ* (I Paralip. cap. ult. 29; et II Paralip. ix, 29);... *Liber Gad videntis* (I Paralip. cap. ult. 29);... *Liber Ahiz Silonitis* (II Paralip. ix, 29);... *Liber vel Visio Addo videntis* (II Paralip. ix, 29; xii, 15; et xiii vers. ult.);... *Liber Semeiæ prophetæ* (II Paralip. xii, 15);... *Liber Jehu filii Hanani* (II Paralip. xx, 34);... *Sermones Hosai* (II Paralip. xxxiii, 19);... Sermones, sive res gestæ Osaiæ regis Juda conscripti ab Isaiâ prophetâ, de quibus nihil habetur in prophetiâ Isaiæ (II Paralip. xxvi, 22);... tria millia parabolarum Salomonis (III Reg. iv, 32); liber enim quem habemus Salomonis parabolarum, seu proverbiorum, longe abest ab hoc numero.... Canticorum ejusdem

quelques détails chronologiques, quelques fragments des généalogies patriarcales, ont pu disparaître des livres conservés dans la collection biblique, sans que le dogme et la morale, ou la substance religieuse de l'histoire, fussent compromis, le moins du monde, par cette disparition.

Il est donc fort douteux que les données chronologiques primitivement inscrites dans la Genèse aient été conservées intactes, soit par les juifs, soit par les samaritains, soit par les copistes de la version alexandrine ¹.

VI. — Résumons toutefois ces données, telles qu'elles sont arrivées à notre connaissance par ces trois sources d'information.

Saint Augustin analysait ainsi, dans sa *Cité de Dieu*, les différences du texte juif et des Septante, en ce qui concerne la chronologie antédiluvienne :

« Suivant nos manuscrits ², Adam engendra Seth à l'âge de 230 ans ; suivant les manuscrits hébreux, ce fut à l'âge de 130 ans.

quinque millia, ut libri plurimi habent, vel potius ut sextina habent Biblia, quinque et mille (III Reg. iv, 32). ... Ejusdem Salomonis Naturalia, de plantis, arboribus, et omni animalium genere (*ibid.* 33)... Jeremiæ Descriptiones (II Machab. ii, 1)... Joannis Hircani Liber dierum (I Machab. cap. ult. vers. ult.)... Libri Joannis Cyrenæi (II Machab. ii, 24) ex quo scriptor secundi Machabæorum libri suam sumpsit historiam, eam redigendo in compendium. Addi potest ex Athanasio in Synopsi, qui ex Josepho accepit, duos Ezechielis prophetiæ libros, cujus unum tantum habemus. Denique adjici possent Litteræ Eliæ prophetæ missæ ad Joram regem Juda (II Paralip. xxi). » Bonfrère examine ensuite les caractères probables de ces écrits perdus, parmi lesquels plusieurs au moins devaient être inspirés. (*Præloquia in Script. sacram.*, cap. vi, sect. 2, 3, 4, 5, 6.)

¹ Les auteurs des systèmes les plus contraires ont tiré, chacun dans leur sens, les indications chronologiques contenues en petit nombre dans les écrits du juif alexandrin Philon, et en très-grand nombre dans l'historien Josèphe. Mais ni Philon, ni même Josèphe, ne peuvent servir à décider, d'une manière sûre, les obscurs problèmes de la chronologie primitive. Philon ne paraît avoir donné aucune attention sérieuse à ces problèmes, qui n'intéressaient point son génie spéculatif. Josèphe, au contraire, nous eût fourni des renseignements précieux, si les copistes n'avaient pas altéré une partie considérable de ses indications chronologiques ; mais, dans l'état où ses écrits nous sont parvenus, on ne peut en tirer aucune série de dates cohérentes et bien assurées, pour mesurer la longueur attribuée par lui à l'histoire humaine. Il est clair seulement qu'il évaluait cette longueur environ à cinq mille ans. Voyez, à ce sujet, les ouvrages du P. Pezron et du P. Lequien, que je vais résumer dans la seconde partie du présent travail.

² L'ancienne version latine, qui fut la Vulgate de l'Occident pendant les cinq premiers siècles, ayant été faite sur les Septante, ses manuscrits ne se distinguaient pas de ceux des Septante, dans la pensée de saint Augustin

Mais nos manuscrits portent qu'il vécut 700 ans, après avoir engendré Seth, tandis que les manuscrits hébreux portent 800. Les uns et les autres s'accordent donc sur le total. Il en est de même pour les générations suivantes : le texte hébreu ôte à chaque patriarche 100 ans avant la naissance du fils nommé, et lui donne, en retour, après cette naissance, 100 ans de plus que nos textes ; ainsi, des deux parts, la somme des années est la même. — A la sixième génération, les deux textes ne présentent aucune différence. — A la septième, même désaccord que dans les cinq premières, et même accord sur la somme des années. Suivant tous les textes, Énoch vécut 365 ans avant sa disparition. — La huitième génération présente encore une différence, mais plus faible et d'une autre nature : Mathusalem, fils d'Énoch, a, dans les manuscrits hébreux, 20 ans de plus que dans les nôtres, avant la naissance de son successeur ; mais nos textes lui rendent ces vingt années après la naissance, et la somme est égale de part et d'autre. — C'est seulement à la neuvième génération, dans le relevé des années de Lamech, fils de Mathusalem et père de Noé, qu'il se trouve une différence au total ; encore est-elle légère. Lamech aurait vécu 24 ans plus longtemps selon l'hébreu que selon nos manuscrits ; car, avant la naissance de son fils Noé, l'hébreu lui donne 6 ans de moins, et, après cette naissance, 30 ans de plus ; déduction faite de ces 6 ans, reste donc une différence de 24 années ¹. »

« Cette différence entre les manuscrits hébreux et les nôtres a fait naître cette fameuse question : — Mathusalem a-t-il vécu 14 ans après le déluge, quoique l'Écriture ne le compte point parmi les personnes sauvées dans l'arche ? Suivant nos manuscrits, il vécut 167 ans avant la naissance de Lamech, qui vécut 188 ans avant la naissance de Noé ; total, 355 ans. En ajoutant les 600 ans de Noé, révolus au moment du déluge, on a, depuis la naissance de Mathusalem jusqu'au déluge, 955 ans ; or, la vie entière de Mathusalem présente un total de 969 ans (167 avant la naissance de Lamech, et 802 après ; ensemble 969) ; déduction faite de 955 ans écoulés depuis la naissance de Mathusalem jusqu'au déluge, restent 14 ans, qu'il aurait, dit-on, vécu depuis le déluge ². »

Saint Augustin avouait humblement qu'il ignorait les causes de cette discordance entre les manuscrits du texte juif et ceux des Septante. Mais il lui semblait probable qu'une partie de ces différences provenait des distractions involontaires des copistes :

« Lorsque, disait-il, les nombres ne rendent pas attentif à quel-

¹ *De Civit. Dei*, lib. XV, cap. x. Saint Augustin ne parle pas du texte samaritain.

² *Ibidem*. Cette difficulté disparaît, si les copistes ont omis une génération entre Mathusalem et Noé.

que vérité facilement intelligible, ou manifestement utile à apprendre, on les écrit avec négligence et on les corrige avec plus de négligence. Qui, par exemple, se croit tenu d'apprendre combien de milliers d'hommes eut chaque tribu d'Israël? On ne voit là aucun profit à espérer. Combien donc y a-t-il d'hommes qui trouvent un grand intérêt dans ces chiffres¹. »

Au milieu des variantes produites sans doute par les distractions des copistes, saint Augustin signalait aussi des combinaisons numériques arrangées peut-être systématiquement par un scribe alexandrin, dont le manuscrit devint le modèle des nôtres.

VII. — Avant saint Augustin, Eusèbe de Césarée, plus spécialement expert en ces questions, avait recueilli, comparé, et classé, dans sa *Chronique*², d'une manière complète et méthodique, les données du texte juif, du texte samaritain et des Septante, sur la chronologie antédiluvienne. Les différences des nombres mar-

¹ *De Civit. Dei*, lib. XV, c. xiii. Joseph Scaliger, dit Richard Simon, a cru que les Juifs (anciennement) n'écrivaient pas les nombres tout au long, comme ils font aujourd'hui dans les livres sacrés; mais qu'ils se servaient seulement des lettres de leur alphabet, comme de chiffres, à la façon des Grecs. Plusieurs auteurs ont suivi ce sentiment, qui paraît d'autant plus probable que les Juifs observent présentement cette coutume dans leurs autres livres. Or il n'y a rien de plus facile que de mettre une lettre pour une autre. Après avoir reconnu la probabilité de ce sentiment, Richard Simon le met en doute. Il objecte que « les nombres sont écrits tout au long dans les plus anciens manuscrits (de la Bible) et sans aucune différence du reste du discours; de sorte qu'il y a bien de l'apparence que l'usage ordinaire des Juifs, dans leurs autres livres, n'est pas beaucoup ancien (*ibid.*). » Mais les plus vieux manuscrits de la Bible hébraïque ne sont pas très-anciens; ils furent écrits à une époque où les scribes avaient dû remarquer depuis longtemps les conséquences irréparables de l'usage des lettres employées comme chiffres. Cet usage avait pu être abandonné dans la transcription des textes sacrés, et gardé seulement dans les autres textes. L'objection de Richard Simon ne paraît donc pas diminuer la vraisemblance de l'hypothèse proposée par Joseph Scaliger. — Mais Richard Simon indique encore une autre raison des erreurs que les copistes juifs ont dû commettre en écrivant les nombres. « C'est que les mots dont on se sert pour exprimer les nombres des années, « sont presque semblables et répétés plusieurs fois. Il y a donc de l'apparence que les copistes, tant juifs que samaritains, ont pu se tromper quelquefois en marquant les années, parce qu'un même mot, répété plusieurs fois dans une même période, troublait leur imagination. Ce que nous voyons encore arriver tous les jours, lorsque cela se rencontre; et nous en avons produit des exemples tirés des manuscrits hébreux. » (*Hist. crit. du V. Test.*, p. 205, 210.)

² Voyez Migne, *Patrolog. græca*, t. XIX, col. 148, 153. « Pronum est conjicere, dit Eusèbe, lectionem nostram melius se habere. » Voyez le développement de cette thèse, col. 150, 151, 152.

qués dans ces trois textes étaient alors à peu près ce qu'elles sont aujourd'hui. Les voici, en résumé :

D'après la version des Septante, la somme des temps écoulés depuis la création d'Adam jusqu'au déluge de Noë, paraît s'être élevée à 2,242 ans.

Le texte hébreu conservé par les Samaritains ne donne, pour ce premier âge du genre humain, qu'un total de 1,307 ans.

La recension du texte hébreu, qui a prévalu depuis longtemps chez les Juifs, donnerait une somme de 1,656 ans.

Le désaccord est donc complet ; et nous n'avons aucun moyen sûr pour déterminer le nombre d'années que le cinquième chapitre de la Genèse assignait primitivement aux générations antédiluviennes.

Le témoignage du Pentateuque samaritain est ici destitué de toute confirmation extrinsèque, et ne paraît mériter aucune confiance.

Notre Vulgate latine, éditée officiellement par les papes Sixte V et Clément VIII, a suivi, pour cette période antédiluvienne, les indications du texte juif. Mais, *en cette matière* (on le verra bientôt), l'Église n'attribue point à l'édition pontificale de la Vulgate une autorité infaillible et péremptoire. L'ancienne version *italique*, qui fut la *vulgate* de l'Eglise latine jusqu'au v^e ou vi^e siècle ¹, était faite sur la version alexandrine, et les autorités ecclésiastiques les plus considérables ont, en majorité, suivi, de préférence, la chronologie des Septante.

Le témoignage chronologique de l'historien Josèphe paraît conforme à celui des Septante, en ce qui concerne la période antédiluvienne ; or cet historien, étant de race sacerdotale, avait pu, de bonne heure, étudier le texte hébreu dans des manuscrits palestiniens écrits avec soin. Alors probablement, le texte hébreu conservé par les Juifs en Palestine s'éloignait moins des Septante que depuis le iii^e siècle ².

Pour le temps écoulé entre le Déluge et la naissance d'Abraham, les renseignements fournis par les Septante (*Gen.* xi, 10-27) produisent une somme évaluée, suivant divers systèmes, à 942 ans, à 1,072 ans, ou à 1,247 ans.

¹ V. T. Lamy, *Introd. in Script. sacr.* Pars I, p. 164-165 ; et Reithmayr, *Introd. au N. T.*, t. I^{er}, p. 280-291.

² C'est la thèse soutenue par le P. Morin. Voyez ses *Exercitationes biblicæ*, 1 vol. in-fol., 1661, p. 161, etc.

Le texte samaritain, sans être absolument conforme à celui des Septante, le confirme en grande partie¹, par les indications qu'il donne touchant ce second âge de l'humanité. D'après lui, ce second âge paraît avoir duré 942 ans, ou 1,017 ans.

Le texte juif donnerait un nombre d'années bien inférieur, mais difficile à déterminer. Les chronologistes qui le prennent pour guide, ne s'accordent pas sur l'époque où naquit Abraham : les uns la placent 292 ans après le Déluge ; les autres, 352 ans après cet événement.

La version latine de la Genèse, insérée dans l'édition pontificale de notre Vulgate, n'est pas tout à fait conforme au texte juif des massorètes² ; toutefois elle n'en diffère pas d'une manière sensible à première vue, et l'on dit souvent qu'elle autorise, d'une façon péremptoire, la chronologie de ce texte. Mais la version latine de saint Luc (III, 36), insérée dans la même édition pontificale de la Vulgate³, réfute cette thèse erronée. Elle prouve que la chaîne des générations

¹ Cf. Eusèbe, *Chronic.*, lib. I, c. xvi. Migne, *Patr. græc.*, T. xix, col. 153, 154, 155. — « Samaritanorum, dit le P. Morin, tam hebræi codices quam chaldaici, seu syriaci, quorum exemplar habemus tricornatum, hebræum, arabicum et chaldaicum, sive linguâ et caractere samaritanum ante quadringentos annos diligenter exaratum, *septuaginta interpretibus et computo ecclesiastico a diluvio ad nativitatem Abraham exatissime conveniam*. Quæ autem in samaritanis codicibus nunc reperiuntur eadem olim excerpserat Eusebius, quæ à S. Hieronymo latine versa sunt. Latina interciderunt ; sed Græcorum multa fragmenta ex Georgio monacho collecta edidit Scaliger, *quæ nostris utrisque Samaritanorum codicibus similia sunt*. » (*Exercitationes Biblicæ*, p. 168.) Toutefois, Caïnan, fils d'Arphaxad et père de Salé, d'après les Septante, est omis dans le texte samaritain, comme dans le texte juif. Cette omission diminue notablement la somme des années.

² Saint Jérôme fit soigneusement cette version sur le texte hébreu, tel qu'il le trouvait dans les meilleurs manuscrits dont il eût connaissance. Les correcteurs pontificaux du xvi^e siècle ont reproduit fidèlement la version de saint Jérôme, d'après les manuscrits les plus anciens et les plus exacts ; mais, pas plus que saint Jérôme, ils n'avaient le privilège d'une critique infaillible, dans les petits détails qui n'importent ni pour la foi, ni pour les mœurs, ni pour l'intégrité substantielle de l'histoire sacrée. Dans la préface mise en tête de l'édition clémentine, ils disent modestement et loyalement : — « Quamvis in hac Bibliorum recognitione in codicibus manuscriptis hebræis, græcisque fontibus, et ipsis veterum Patrum commentariis, conferendis, non mediocre studium adhibuit fuerit : in hac tamen pervulgatâ lectione, *sicut nonnulla, consulto mutata, ita etiam alia quæ mutanda videbantur, consulto immutata relicta sunt*... »

³ La version du Nouveau Testament, reproduite dans l'édition pontificale de la Vulgate, est l'*ancienne italique* corrigée par saint Jérôme, d'après le texte grec. Voyez l'*Introduction* de Reithmayr au *Nouveau Testament*, traduite et annotée, t. I, p. 279-308.

post-diluviennes a été raccourcie par l'omission de Caïnan, fils d'Arphaxad et père de Salé. Elle prouve surtout que le Saint-Siège, en publiant une édition officielle de la Vulgate, n'a pas voulu trancher des problèmes obscurs de critique et de chronologie que la Providence a laissés dans l'ombre, parce que leur solution n'intéresse essentiellement ni la foi, ni les mœurs, ni la substance de l'histoire sacrée.

On a prétendu que la mention de Caïnan doit être rejetée, malgré le témoignage des Septante et de saint Luc¹. Mais nul effort de critique ne peut ébranler cette mention positive.

Les omissions s'expliquent facilement dans les généalogies, et n'altèrent pas substantiellement la vérité historique qu'on se propose d'établir par ces documents. Cette vérité, c'est que le dernier personnage nommé descend, en ligne droite, du premier. Peu importe, à ce point de vue, le nombre des intermédiaires, pourvu que la ligne de descendance ne soit pas faussée. Les omissions ne sont pas des mensonges historiques ; mais l'addition d'un personnage imaginaire implique nécessairement un mensonge positif ; et, dans un livre sacré, c'est un faux sacrilège. Les distractions des copistes suffisent pour expliquer les omissions², mais n'expliqueront jamais l'insertion de Caïnan

¹ Petau, *De doctrinâ temporum*, part. II, p. 38-40 ; Noël Alexandre, *Hist. ecclesiastica Veteris Testamentis*, t. I, p. 113-114, etc.

² « Les copistes qui manquent d'application oublient quelquefois des périodes entières, principalement quand il se rencontre deux mots semblables un peu éloignés l'un de l'autre ; ils prennent alors le dernier, et laissent ce qui est entre deux... Je crois qu'on doit attribuer à ce défaut une partie des généalogies abrégées dans les livres des Paralipomènes et d'Esdras. Il y a, par exemple, six générations oubliées au chap. vii d'Esdras, vers. 3, lesquelles on peut rétablir par le ch. vi du I^{er} livre des Paralipomènes, où la même généalogie est dans toute son étendue. Il est manifeste que, dans ce chapitre vii d'Esdras, le copiste a omis tout ce qui se trouvait entre les deux noms *Achilob*, et qu'il ne s'est arrêté qu'au dernier. — J'ai observé, en lisant un beau manuscrit de la Bible, qu'on y a omis quelquefois, dans la chronologie, des nombres entiers, et cette omission ne peut être attribuée qu'à l'imagination des copistes qui confondent aisément les mots répétés... Je crois qu'il faut attribuer en partie la diversité des chronologies à cette répétition de mots, qui cause de la confusion dans l'imagination des écrivains. » (Richard Simon, *Hist. crit. du V. T.*, L. I^{er}, ch. xxiii.) — « Les Juifs, dit encore R. Simon, sont persuadés que les généalogies de leurs premiers patriarches sont abrégées. On ne doit pas cependant inférer de là que les Juifs aient abrégé exprès ces généalogies (*ibid.*, p. 210). »

au chapitre x de la Genèse ¹ ; puis au chapitre xi, avec des renseignements plus précis et plus détaillés ².

L'omission de Caïnan n'est pas la seule que nous puissions constater dans les généalogies de la Bible : le rapprochement des divers textes montre que plusieurs intermédiaires y sont parfois omis, et que le mot *genuit* s'entend d'un aïeul, même à un degré fort éloigné. La généalogie de Notre-Seigneur, en saint Matthieu, nous en offre un exemple irrécusable : trois générations y sont omises entre David et la captivité, quand il est dit : *Joram autem genuit Osiam* (I, 8) ; car Joram engendra Ochosias, Ochosias engendra Joas, Joas engendra Amasias, qui enfin engendra Osias. Cette omission n'a pas été faite par ignorance ; car elle porte sur trois princes dont la vie est racontée au livre des Rois ³. Elle permet d'en supposer d'autres, soit dans le

¹ Καὶ Ἀρφαξᾶδ ἐγέννησε τὸν Καϊνᾶν, καὶ Καϊνᾶν ἐγέννησε τὸν Σαλά.

² Καὶ ἔζησεν Ἀρφαξᾶδ ἑκατὸν τριακονταπέντε ἔτη καὶ ἐγέννησε τὸν Καϊνᾶν. Καὶ ἔζησεν Ἀρφαξᾶδ μετὰ τὸ γεννῆσαι αὐτὸν τὸν Καϊνᾶν ἑτὴ τετρακόσια, καὶ ἐγέννησεν υἱὸς καὶ θυγατέρα, καὶ ἀπέθανε. Καὶ ἔζησε Καϊνᾶν ἑκατὸν καὶ τριάκοντα ἔτη καὶ ἐγέννησε τὸν Σαλά. Καὶ ἔζησε Καϊνᾶν μετὰ τὸ γεννῆσαι αὐτὸν τὸν Σαλά ἑτὴ τριακόσια τριάκοντα, καὶ ἐγέννησεν υἱὸς καὶ θυγατέρα, καὶ ἀπέθανε. VETUS TESTAMENTUM GRÆCÆ JUXTA LXX INTERPRETES. *Textum Vaticanum romanum emendatius edidit, argumenta et locos Novi Testamenti parallelos notavit, omnem lectionis varietatem codicum vetustissimorum, Alexandrini, Ephræmi Syri, Friderico-Augustani subjunxit, prolegomenis et epilogomenis instruxit* Constantinus Tischendorf, *editio altera correctior et auctior*. T. I, p. 10. 11 (Lipsiæ, 1856). — Malgré sa prédilection pour le texte massorétique, objet de ses études approfondies, le docte Bonfrère a défendu ainsi le témoignage des septante et de S. Luc relatif à Caïnan. « Dicere cum nonnullis septuaginta errasse, eorumque errorem secutum Lucam, nec pium est, nec de scriptoribus hagiographis, atque adeo nec de spiritu sancto per eos loquente, aut manus eorum movente, ita loqui christianum est..... Eodem sensu verum est Arphaxad genuisse Sale, quo verum est apud Mattheum Joram genuisse Oziam, mediâ scilicet, non immediatè, nempe generando Caïnan in quo tanquam in parente Sale continebatur ; et quo modo verum esset genuisse Sale, pari modo verum est genuisse eundem cum est triginta quinque annorum (J. Bonfrère, *Commentarius in Genesim*, cap. xi, 11). » On objecte que, dans l'édition romaine des Septante, Caïnan est omis au I^{er} livre des Paralipomènes ; Bonfrère répond : « Nihil mirum videri si, in I Paralip. i, ea in istis codicibus generatio desit, cum ibidem ad marginem notetur eo in loco esse hiatum et lacunam inque hoc romano codice plura deesse : deest vero non tantum ille versus, sed et plures alii sequentes, et antecedentes non pauci. » (*Ibid.*)

³ Après avoir exposé différentes explications de cette omission, le P. Lamy en a donné une qui me paraît plus probable : « Verisimilius est in tabulis publicis quas profert Matthæus, omissos dictos reges, et sic placuisse Judæis, quia hæc nomina infausta illis erant... Non desunt similia exempla. » *Commentarius in harmoniam quatuor Evangelistarum* (in-4°, 1699), p. 24. — Le

temps écoulé depuis l'entrée en Palestine jusqu'à David ¹, soit dans les périodes antérieures, et surtout dans celle qui s'étend d'Abraham à la création.

VIII. — En présence de trois recensions du Pentateuque, qui peuvent être jugées diversement au point de vue critique, et qui ne s'accordent ni sur les années des patriarches, ni même sur le nombre de leurs générations ; en présence aussi des variantes que les copistes ont dû naturellement introduire dans la transcription de ces trois textes, variantes d'autant plus nombreuses que les transcriptions ont été plus multipliées durant une longue suite de siècles, — les chronologistes devaient naturellement se diviser, et se sont divisés à tel point, qu'on peut compter (en ce qui concerne les temps primitifs) presque autant de chronologies que de chronologistes.

Il y a un siècle environ, Dortous de Mairan, secrétaire de l'Académie des sciences, traitant ces questions dans une correspondance érudite et courtoise avec le P. Parennin, résumait ainsi le débat, avec une fine pointe d'ironie qui rappelle la manière de Fontenelle ² :

« Depuis que les savants, tant anciens que modernes, travaillent à nous donner une supputation exacte des temps qui ont précédé l'ère chrétienne, on peut compter soixante et dix ou soixante et quinze systèmes chronologiques différents, à concurrence de plus de trois mille ans, depuis le terme de 3,700 ans, jusqu'à celui de 7,000... Le P. Riccioli, juge compétent en ces matières, nous donne le catalogue raisonné de soixante et dix de ces opinions, hypothèses, ou systèmes de l'âge du monde ³. Il écrivait en 1669 ; et l'on ne

P. Lamy constate ailleurs que les Juifs abrégèrent souvent leurs listes généalogiques, sans croire les altérer par des omissions : « Sunt qui non refugiant dicere prætermittas plures generationes inter Salmonem et Jesse (*Malth.* 1, 5) *quod quandoque fit in Genealogiis...* Cum toties genealogiæ depromendæ essent, nempe quoties de cujusque viri genere quæreretur, credo hebræos usos esse compendio, et antiquas genealogias breviores fecisse. » (*Ibid.* p. 23-24.)

¹ V. M. H. Wallon, *la sainte Bible résumée*, 2^e édit., t. I, p. 433, 435.

² Né en 1678, J. G. Dortous de Mairan se distingua de bonne heure par la variété extraordinaire de ses connaissances. L'Académie des sciences lui ouvrit ses portes en 1718, et le chargea, en 1740, de remplacer Fontenelle dans la charge de secrétaire. L'Académie française l'appela dans son sein en 1743. Les sociétés royales d'Edimbourg et d'Upsal, l'Académie de Pétersbourg et l'Institut de Bologne l'associèrent aussi à leurs travaux. Il publia de nombreux mémoires sur des questions d'astronomie, de géométrie, de physique et d'histoire naturelle. A l'étude des sciences et des lettres, il joignait le goût des beaux-arts, et il était très-versé dans la chronologie ancienne.

³ *Chronologia reformatæ*, t. I, lib. VII, cap. 1. — D. de Mairan ne parle pas du livre de Des Vignoles, qui avait paru en Allemagne dès 1738.

me refusera pas d'y en ajouter cinq ou six autres bien marqués, pour les quatre-vingt-dix ans qui se sont écoulés depuis; tous plus ou moins soutenable, tous également soutenus et combattus; tous établis sur le texte de l'Écriture adopté comme le plus authentique à cet égard, hébreu, grec ou samaritain, selon le choix des auteurs; tous étayés à peu près des mêmes faits, de semblables autorités, et tous, en ce sens, fondés sur les mêmes données, d'après lesquelles chacun des antagonistes se flatte d'avoir résolu le problème et terrassé ses adversaires. On verra Scaliger sans cesse en contradiction avec Petau, Pezron avec Martianay; il n'est pas jusqu'au grand Newton qui n'ait trouvé des contradicteurs, même dans sa patrie et parmi ses disciples...

« La pluralité des suffrages est aujourd'hui pour l'hébreu et la Vulgate. Mais remontons aux premiers siècles de l'Église; nous y trouverons, non la pluralité, mais l'unanimité du côté contraire, et cela chez les Pères grecs et latins, chez les Juifs même, tant hébreux qu'hellénistes. La raison en est que les deux textes ne différaient pas encore sur la durée des temps avant et peu après le déluge¹.

« Qu'on choisisse maintenant entre les deux partis;... on ne se délivrera pas encore de cinq ou six cents ans d'incertitude à répandre sur chacun des deux textes, en vertu des différentes supputations dont ils sont susceptibles, et des soixante et quinze systèmes chronologiques qu'elles ont enfantés.

« Il semble, enfin, qu'on ait oublié que les écrivains sacrés ne prétendirent jamais faire de nous ni des chronologistes, ni des géomètres, ni des astronomes; que, *hors de leur mission*, ils ont pensé, ils ont parlé, comme on pensait et comme on parlait de leur temps et dans leur pays. Aussi n'ont-ils jamais insisté sur ces sciences abstraites que la Providence a visiblement abandonnées à notre curiosité et à nos disputes; *ils étaient inspirés pour quelque chose de plus grand* et de plus intime au bonheur de l'homme. Ainsi le commandement de Josué au soleil n'en est pas un pour nous de croire à l'immobilité de la terre; et le texte hébreu, non plus que celui des Septante, ni le samaritain, ne nous défendent pas d'exercer nos calculs et nos conjectures sur l'antiquité des temps et l'époque du monde². »

Il y a là des vérités qu'il est bon de rappeler toujours, parce que beaucoup d'esprits sont enclins à les oublier, non sans péril pour eux ou pour les autres.

Je ne saurais néanmoins admettre sans *explication*, les dernières paroles que je viens de citer. Ni la Bible, ni la science n'autorisent les conjectures arbitraires, ou les cal-

¹ Voyez là-dessus l'*Antiquité des temps rétablie*, et ensuite *défundue* du P. Pezron.

² *Lettres au P. Parennin*, p. 160-163.

culs fantastiques sur l'ancienneté de l'homme. L'Écriture n'assigne pas une date précise à la création de l'homme, non plus qu'au renouvellement de l'humanité par le déluge ; mais elle ne permet point de les reculer indéfiniment et arbitrairement dans les profondeurs obscures d'un passé imaginaire. En cette matière comme en toute autre, la liberté illimitée dégénère en licence et en déraison ¹.

Une trentaine d'années auparavant, un érudit moins ingénieux que Dortous de Mairan, mais plus grave et plus spécialement expert en ces questions, Des Vignoles, avait ainsi résumé ses longues études sur la chronologie des temps primitifs, dans un savant ouvrage, publié à Berlin, et peu connu en France ² :

« L'incertitude de l'ancienne chronologie n'est que trop connue. Les plus habiles chronologistes s'en plaignent à tout moment ; et il n'est pas possible de s'attacher à cette espèce d'étude sans s'apercevoir que ceux qui en font une profession particulière, non-seulement se partagent sur une infinité de questions, mais se combattent communément les uns les autres.

« Deux choses y ont principalement contribué : une longue suite de siècles pendant lesquels les hommes ne se sont pas mis en peine

¹ Dortous de Mairan osa écrire au P. Parennin d'autres lettres moins sages et moins respectueuses, où il semble attribuer au genre humain une antiquité exorbitante. L'ancienneté des arts, des sciences, et surtout de l'astronomie en Chine, était la base principale de son argumentation ; mais il développait aussi des arguments semblables à ceux que les amateurs d'antiquités *pré-historiques* emploient aujourd'hui, pour allonger au gré de leur fantaisie, l'*âge de la pierre*, l'*âge du bronze* et l'*âge du fer*. — Il publia la seconde édition de ses *Lettres au P. Parennin* en 1770. Cette date explique le langage légèrement frondeur qu'il s'est permis parfois, dans cette correspondance érudite et ingénieuse, écrite sans doute pour les *libres-penseurs*, en même temps qu'adressée à un savant jésuite, missionnaire en Chine. Les pages 79, 80, 81 et suivantes sont caractéristiques. On trouvera aux pages 163 et suiv. des remarques curieuses sur les pierres tranchantes et sur l'invention du fer.

² *Chronologie de l'histoire sainte et des histoires étrangères qui la concernent, depuis la sortie d'Égypte jusqu'à la captivité de Babylone*, 2 vol. in-4°. (Berlin, 1738.) Le 1^{er} volume a 790 pages ; le 2^e en a 885. — Né en 1649, d'une riche et ancienne famille protestante du Languedoc, Alphonse Des Vignoles s'éprit d'une passion infatigable pour les recherches chronologiques. Quand l'édit de Nantes eut été révoqué, il demeura successivement en Suisse et en Prusse. L'influence de Leibniz le fit nommer, en 1701, membre de l'Académie royale de Berlin. En 1727, il fut élu directeur de cette Académie. Il mourut à Berlin en 1744, âgé de 94 ans. « Il est difficile, dit M. Weiss, de se faire une idée du travail immense que supposent ses deux volumes sur la chronologie de l'histoire sainte. Cet ouvrage, cependant, est loin d'être exempt d'imperfections. Le plan en a été critiqué par les rédacteurs des *Mémoires de Trévoux*. et l'on trouvera des remarques judicieuses sur quelques passages dans le *Dictionnaire* de Chauffepié. » (*Biographie universelle* de Michaud.)

d'écrire l'histoire de leur temps : et la perte des ouvrages de ceux qui s'en sont avisés les premiers.

« On peut en ajouter une troisième : c'est que, dans les récits des événements les plus reculés, on s'est contenté de marquer le temps d'une manière très-vague, tout au plus par générations.

« On ne commence d'avoir quelque certitude chronologique que depuis huit cents ans, ou environ, avant la naissance de Jésus-Christ.

« ... Cette incertitude chronologique se trouve aussi dans l'Histoire sainte.... Il y a une différence excessive, pour le calcul, entre le texte hébreu, le Pentateuque samaritain et la version grecque des Septante. Depuis la création du monde jusqu'à la naissance d'Abraham, les Samaritains comptent trois siècles de plus que le texte hébreu, et la version des Septante près de douze siècles plus que les Samaritains. De sorte qu'entre la version des Septante et le texte hébreu, il y a près de quinze siècles de différence; pour ne rien dire de l'historien Josèphe, dont les nombres sont manifestement corrompus¹.

« Cette diversité n'aurait dû produire, ce semble, que trois ou quatre différents systèmes... Mais j'ai recueilli plus de deux cents calculs différents, dont le plus court ne compte que 3,483 ans depuis la création du monde jusqu'à Jésus-Christ, et le plus long en compte 6,984. C'est une différence de trente-cinq siècles.

« D'où l'on peut juger qu'outre les diversités générales du texte hébreu et de la version des Septante, que nous avons dit être du xv^e siècle seulement, il faut qu'il y ait plusieurs questions particulières sur lesquelles les savants se sont aussi partagés....

« Pour ne pas entrer dans la question épineuse de la chronologie des Septante, je commence par la sortie des Israélites du pays d'Égypte, que je prends pour l'époque générale de mes deux premiers livres, dont le second finit à la captivité de Babylone; deux termes dans lesquels j'ai trouvé bon de me renfermer²....

« Lorsque le grand Scaliger entreprit de donner un nouveau jour à la science de la chronologie, par son ouvrage incomparable de *emendatione temporum*, il prétendit avoir fixé, d'une manière démonstrative, deux époques remarquables des temps les plus reculés : celle de la création du monde, et celle de l'Exode. Mais les chronologistes qui sont venus après lui, n'ont pas tous été persuadés que ses démonstrations fussent suffisantes, quoiqu'elles aient été adoptées par une infinité de savants; et depuis que j'ai pu examiner par

¹ Ce jugement sur l'altération irréparable des chiffres dans les manuscrits de Josèphe, a été confirmé par les travaux récemment publiés en Allemagne. Voyez Röckerath, *Biblische Chronologie*, s. 10 (1865), et Junker, *Beiträge zur Chronologie und Geschichte auf Grundlage der Flavius Josephus*.

² Ouvrage cité, Préface. Des Vignoles soutient que, depuis la sortie d'Égypte jusqu'à la fondation du Temple, il a dû s'écouler 648 ans, et 1085 ans de l'Exode à la Captivité de Babylone. Suivant ses calculs, l'Exode aurait eu lieu en 1645 avant notre ère.

moi-même les raisons des uns et des autres, j'ai trouvé fort défectueuses les prétendues démonstrations de Scaliger...

« L'époque de la création du monde, comme elle est la plus éloignée, est aussi la moins susceptible de démonstration...

« Scaliger s'est uniquement réglé sur la chronologie du texte hébreu. Mais les premiers Pères de l'Église ont suivi celle des Septante, et quelques modernes ¹ se sont hautement déclarés pour elle ; sans quoi, disent-ils ², on ne peut concilier l'histoire sainte avec ce qu'il y a de moins douteux dans les autres histoires, par exemple celle des Chinois. D'ailleurs, il y a une prodigieuse diversité entre les savants, touchant la durée du monde jusqu'à J. C..... L'époque de l'Exode, quoique moins éloignée que celle de la création, ne laisse pas d'être encore fort incertaine. Je ne trouve pourtant aucune comparaison à faire entre les difficultés de l'une et celles de l'autre.....

« Je n'ai découvert ni dans l'Écriture, ni dans la raison, ni dans les monuments des autres histoires, aucun caractère chronologique qui puisse nous aider dans la recherche du temps de la création. — Ces raisons étaient suffisantes pour m'empêcher d'entreprendre une chronologie de l'histoire sainte depuis la création... Je me contente de prendre la chose depuis l'année de l'Exode ³. »

Silvestre de Sacy était, à coup sûr, un excellent juge des questions qui nous occupent. Nul homme de notre temps ne l'a surpassé dans l'étude comparée des langues et des littératures sémitiques. D'autant plus convaincu du caractère divin de la Bible qu'il la connaissait mieux, et connaissait mieux aussi l'histoire profane, il ne pensait pas qu'on dût s'inquiéter pour la défense de la chronologie biblique. Et l'une des raisons qu'il donnait, pour rassurer les chrétiens troublés à ce sujet, c'était qu'il n'y a pas de chronologie biblique.

¹ Isaac Vossius, le P. Pezron, etc.

² Martini, *Histor. Sin.* I, p. 21 ; al. 33.

³ *Chronologie de l'Histoire sainte*, etc., par Des Vignoles, t. I^{er}, p. 1-3. — M. H. Wallon est arrivé naguère à des conclusions semblables : « On ne peut, dit-il, remonter, d'une manière certaine, ni à l'époque du déluge, ni à celle de la création... Selon que l'on adopte telle ou telle leçon, selon que l'on combine telles ou telles données de l'hébreu ou du samaritain, de la Vulgate ou des Septante, on modifie le système tout entier. Les généalogies de la Bible ayant pour objet de nous donner la filiation des hommes, et non la succession des temps, et par conséquent pouvant supprimer des intermédiaires, aucun calcul ne remonte sûrement au delà d'Abraham. Ainsi tombent, avec les nombres avancés pour les temps antérieurs, les objections (aussi peu sûres d'ailleurs par elles-mêmes) que l'on tirait des chronologies étrangères contre la vérité des Livres saints. » (*La sainte Bible résumée*, 2^e édit. (1867), t. I^{er}, p. 433-435.) Röckerath est arrivé à la même conviction. (*V. Biblische Chronologie* (1865), p. 39-47.)

Pour savoir, au juste, le sens qu'il attachait à ces paroles, il faudrait connaître les circonstances où il les émit, et l'explication détaillée qu'il en eût donné, si l'on eût posé devant lui toutes les questions engagées sous cette maxime laconique. Un jugement aussi vague sur un sujet très-complexe a besoin de commentaire ; on peut en abuser pour couvrir des aberrations que son auteur eût condamnées, dans l'intérêt de la science, non moins que par respect pour nos saintes Écritures. Mais l'abus qu'on peut faire d'une vérité ne saurait être un bon motif pour la méconnaître ou l'oublier.

Les textes de Des Vignoles et de Mairan que j'ai cités, sont, je crois, le commentaire véritable de la maxime attribuée à cet illustre et religieux orientaliste.

Essayons de développer encore avec plus de précision le sens vrai de cette hyperbole. Ce sera la conclusion naturelle des faits que nous avons exposés.

Les efforts tentés pour concilier les données chronologiques contenues dans le texte juif du Pentateuque, dans les Septante et dans le texte samaritain, n'ont pas abouti, et ne sauraient aboutir à un résultat satisfaisant.

Les chiffres *primitifs* du texte hébreu étaient sans doute parfaitement exacts. Mais, suivant toute apparence, des copistes négligents ont, d'âge en âge, altéré ces chiffres dans un grand nombre de manuscrits¹. Il suffit de lire le chapitre v et le chapitre xi de la Genèse, pour comprendre que la transcription de tant de versets monotones n'a pu se faire sans mainte distraction et mainte erreur. Les variantes ont dû naturellement se multiplier avec les manuscrits.

Le texte juif élaboré par les Massorètes, le texte samaritain et la version des Septante représentent probablement trois familles très-anciennes de manuscrits hébreux, ou trois essais critiques tentés pour retrouver les chiffres primitifs, au milieu des leçons discordantes.

Quelque jugement que l'on adopte, touchant cette discordance chronologique des trois textes du Pentateuque, on ne

¹ « Ce que nous avons dit de l'incertitude des chiffres transmis par une longue succession de copistes, s'applique surtout à des nombres qu'aucun fait ne vient contrôler ; et la comparaison des divers textes de la Genèse prouve que les copistes ont parfois ajouté leurs propres calculs aux données de Moïse. » M. H. Wallon, *La Bible résumée*, t. 1^{er}, p. 433.

saurait en conclure que ce livre a pu de même être altéré dans ses parties dogmatiques, morales, législatives ou historiques. Si quelqu'une de ses parties essentielles eût été altérée, il en eût résulté, dans la transcription du texte et dans les versions, des discordances semblables à celles que nous offrent les données chronologiques. Or, les trois textes sont d'accord dans leurs parties essentielles. En ce qui concerne la substance des faits religieux, le dogme, la morale, le culte et la législation, les versions primitives et la recension du texte hébreu qui a prévalu, ont un caractère d'*unité* qui prouve leur *intégrité fondamentale et permanente*.

L'attention religieuse qui veillait à la garde des textes sacrés, a donné naturellement à chaque partie de ces textes des soins proportionnés à son importance ¹; et Dieu n'était point tenu de faire des miracles, pour conserver le chiffre exact des années et des générations patriarcales, à travers la multitude innombrable des transcriptions hébraïques, samaritaines, grecques, latines, etc. Ces détails sans doute n'étaient point sans intérêt au temps de Moïse; mais, à coup sûr, leur conservation n'importait nullement au salut du monde.

Il en est de même pour tous les passages où le nombre et l'ancienneté des variantes permet de penser que la *leçon* primitive est indiscernable, et peut être perdue ².

La Bible indique, dans une mesure qui suffit *pour son but divin*, l'ordre chronologique des faits qu'elle raconte. Mais l'Esprit-Saint ne l'ayant pas inspirée pour fonder, ou pour éclairer la science chronologique, on ne doit pas y chercher une chronologie détaillée et précise, un système complet de dates nettement indiquées, méthodiquement enchainées et parfaitement conservées. On se prépare des mécomptes, quand on prétend y trouver ce que la Providence n'était pas obligée d'y mettre.

Mais on se prépare encore bien plus de mécomptes quand

¹ « Etiam nunc, disait S. Augustin à propos de la discordance des nombres dans les généalogies patriarcales, « *ubi numeri non faciunt intentum ad aliquid* quod facile possit intelligi, vel *quod appareat utiliter disci*, et negligeret describuntur, et negligentius emendantur. Quis enim existimet sibi esse descendum quot millia hominum tribus Israël sigillatim habere potuerunt? Quoniam prodesse aliquid non putatur. Et quotus quisque hominum est cui profunditas utilitatis hujus appareat? » (*De civitate Dei*, lib. XV, c. xiii.)

² Delahogue, *Tract. de Religione*, p. 156.

on reçoit, comme des dogmes incontestables, toutes les dates affirmées au nom des sciences profanes.

II.

La Bible ne tranche point les problèmes obscurs de la chronologie primitive. Mais l'Église peut-être les a tranchés?...

On l'a souvent prétendu ; on l'a *supposé* plus souvent encore. Voyons si c'est à tort, ou avec raison.

Pour rendre sensible la mesure de liberté laissée par l'Église sur les questions chronologiques, il y a, ce me semble, un moyen sûr et irrécusable : c'est d'exposer l'histoire des opinions chronologiques professées dans l'Église, par les Pères, les docteurs, les théologiens, les commentateurs de l'Écriture sainte les plus honorés. Un tableau complet n'est pas nécessaire ; une esquisse rapide me paraît suffire. En essayant de la tracer, je tâcherai de choisir et de mettre en lumière les faits dont la connaissance peut être spécialement utile dans les controverses religieuses du temps présent.

I. — Depuis Scaliger, la plupart des livres classiques et des abrégés d'Histoire ancienne, ont accrédité des notions fausses sur la chronologie primitive et spécialement sur les dates de la création et du déluge. Beaucoup d'hommes, très-instruits sur d'autres matières, supposent que la Bible et l'Église réduisent environ à quatre mille ans les siècles écoulés depuis l'origine de l'espèce humaine jusqu'à Jésus-Christ. Souvent même cette hypothèse est affirmée comme un dogme sacré, que des esprits téméraires peuvent seuls révoquer en doute. Et cependant elle est contraire aux opinions généralement accréditées dans l'Église durant les cinq premiers siècles, en Occident comme en Orient. C'est seulement depuis trois siècles qu'elle a prévalu peu à peu dans nos écoles, sans avoir été jamais démontrée.

Tous les écrivains ecclésiastiques des premiers siècles croyaient que la naissance de N.-S. Jésus-Christ avait eu lieu environ 5,500 ans après la création de l'homme. L'adversaire le plus ardent de cette chronologie, Joseph Scaliger, l'a reconnu en ces termes : *Quod OMNES UNO ORE, ab Adam usque ad*

Christum, quinquies mille quingentos annos putarent, huic quoque parti Africanus deesse noluit ¹.

Jules Africain composa, au commencement du III^e siècle, une *Chronique*, dont Eusèbe et George le Syncelle nous ont conservé des fragments précieux ². Comme tous les écrivains ecclésiastiques des premiers siècles, il suivait habituellement les Septante. En conséquence, il comptait 2,262 ans depuis la création d'Adam jusqu'au déluge ; mais il comptait seulement dix générations et 1,015 années entre le déluge et l'entrée d'Abraham dans le pays de Chanaan. La raison en est qu'il omettait Caïnan entre Arphaxad et Salé, par déférence, sans doute, pour le texte juif et le texte samaritain qui, tous deux, omettent ce patriarche. Malgré cette omission, il évaluait à 5,502 ans l'intervalle entre la création de l'homme et la naissance de N.-S. Jésus-Christ.

Les Pères de l'Église qui avaient eu occasion d'exprimer leur pensée à ce sujet avant Jules Africain, comme ceux qui écrivirent après lui, croyaient unanimement que l'homme existait déjà depuis environ 5,500 ans, ou même davantage, quand le Verbe s'incarna pour nous sauver. Saint Cyprien supposait, au III^e siècle, que Satan tentait les hommes depuis six mille années environ ³. Lactance croyait de même que le genre humain était âgé d'environ six mille ans.

II. — Eusèbe fut le premier chronologiste chrétien qui diminua de quelques siècles l'âge attribué communément à l'humanité par les auteurs ecclésiastiques. Néanmoins, il reportait encore la création de l'homme à plus de 5,000 ans par delà notre ère. Au premier livre de sa *Chronique*, il exposa, en six tableaux, les données de la version alexandrine, du texte samaritain et du texte juif, sur la chronologie antédiluvienne et postdiluvienne,

¹ *Prolegomena in chronicum Eusebii*.

² V. Migne, *Patrolog. græc.*, t. X, col. 65-70. Suivant Photius, Africain termina sa *chronique* en l'an du monde 5723 ; mais cette année du monde était l'an 221 de J.-C., d'après la supputation d'Africain.

³ *Sex millia annorum*, écrivait-il en exhortant les chrétiens au martyre, *jam penè complentur ex quo hominem Diabolus impugnat...* » Quelques manuscrits portent *plenè* au lieu de *penè*. — Un fragment anonyme attribué par du Cange à S. Hippolyte (*Chron. pascale*, Præf. xxv) donne les supputations suivantes : — de la création d'Adam au déluge, 2242 ans ; — jusqu'à l'entrée d'Abraham dans la terre de Chanaan, 3387 ans ; et jusqu'à la 13^e année de l'empereur Alexandre (Sevère), époque où l'auteur écrivait, 5738 ans. Caïnan est indiqué comme fils d'Arphaxad et père de Salé.

jusqu'à la naissance d'Abraham. Après avoir comparé les indications fournies par ces trois sources, il conclut ainsi : — Le texte hébreu très-ancien conservé par les Samaritains est entaché d'erreur, en ce qui concerne les années des patriarches antédiluviens ; mais son témoignage concorde, en grande partie, avec celui des Septante et lui donne un appui décisif, en ce qui concerne les temps postdiluviens, jusqu'à la naissance d'Abraham. Le texte des Juifs est évidemment fautif ¹.

Bien qu'Eusèbe, en général, préfère les indications chronologiques des Septante à celles du texte juif, il omet, dans la série des générations post-diluviennes, Caïnan, fils d'Arphaxad et père de Salé, mentionné, non seulement par les Septante, mais par saint Luc (III, 36). Cette omission, qu'il ne justifie pas, et qui ne peut être justifiée par aucune raison suffisante, lui servait à mettre d'accord la chronologie des Septante et celle des Samaritains, mais le mettait lui-même en désaccord avec le texte évangélique (Luc, III, 36).

En fin de compte, Eusèbe plaçait la naissance de N.-S. Jésus-Christ environ 5,200 ans après la création de l'homme ².

¹ Voyez sa *Chronique*, dans la *Patrologie grecque* publiée par M. Migne (t. XIX). Eusèbe ne compte que 942 ans, d'après les Septante, depuis le déluge jusqu'à la naissance d'Abraham (*Ibid.*, col. 155). Cette somme est trop faible, parce que Eusèbe a omis Caïnan. Le Syncelle lui a justement reproché d'avoir suivi en cela des manuscrits fautifs. — Eusèbe résume ainsi la chronologie du texte juif, pour ce second âge de l'humanité : « A diluvio ad primum annum Abrahami conficiuntur anni 292. » — Voici le résumé des indications fournies par le texte samaritain : « A diluvio ad primum annum Abrahami conficiuntur anni 942 ; quot videlicet etiam in septuaginta virorum editione habentur. » (*Ibid.* col. 158). — Après avoir comparé les indications chronologiques des Septante avec celles du texte juif et celles du texte samaritain, Eusèbe conclut en ces termes : « Ergo cum nostrâ lectione congruunt hebraicæ quæ apud samaritanos feruntur litteræ, quod attinet ad priorum annorum antè gignendum designationes, differuntque ab hebraico judæorum exemplari annis 650... Antiquissimus hebræorum textus qui apud samaritanos ad hanc usque diem incolumis superest, cum septuaginta virorum interpretatione congruit,... prudens ratiocinium suadet ut prorsus fateamur judaicum scriptum peccare in recensendis ab Adamo ad Abrahamum temporibus, tribus exceptis quæ circa Jaredum vertuntur ; scriptum autem samaritanorum tantummodo usque ad diluvium in errore versari ; namque à diluvio ad Abrahamum consensus est cum annorum perscripto à septuaginta viris catalogo. EVIDENTISSIME Igitur JUDÆICUM HEBRÆORUM EXEMPLAR IN MENDO CUBAT. » (*Ibid.* col. 158.)

² « Colliguntur... ab Adam usque ad Christum, quinque millia ducenti duo minus. » *Chronicorum*, lib. II, Migne, *Patrolog. græc.*, t. XIX, col. 529-530. — Le *Chronicon paschale* place la naissance de N.-S. en l'an 5507 après la création de l'homme, *V. Patrologia græca*, t. XCII, 65-66. — George le Syncelle

D'autres chronologistes aboutirent dans leurs calculs à des résultats différents, et placèrent la naissance de Notre-Seigneur en 5,493, en 5,501, en 5,509 ¹.

Un grand nombre d'écrivains ecclésiastiques semble avoir adopté, comme plus probable, un système chronologique qui reporte la création de l'homme jusqu'à 6,000 ans par delà notre ère. Plusieurs passages de l'Écriture paraissent favoriser, et même suggérer cette hypothèse. Les données chronologiques éparses dans la Bible ne suffisent ni pour la prouver, ni pour la réfuter, attendu qu'elles ne sont point enchaînées d'une manière rigoureuse et incontestable. Elle a pour elle une sorte de tradition mystique. Hesychius, patriarche de Jérusalem, au commencement du VII^e siècle (suivant Cave), l'a développée dans une homélie, publiée par du Cange, à la suite du *Chronicon pascale* ². Il croyait, et il affirmait, comme un fait notoire, que tous les écrivains exacts l'avaient adoptée et professée d'une voix unanime.

III. — Saint Jérôme n'a jamais donné une attention spéciale et persévérante aux problèmes obscurs de la chronologie biblique. Dans ses *Questions hébraïques*, il semble préférer le texte juif aux Septante; mais, en revanche, il traduisit la *Chronique* d'Eusèbe, où le comput des Septante est préféré à celui des Juifs modernes ³.

évalue à 5500 les années écoulées entre la création d'Adam et la naissance de N.-S. La première édition de sa *Chronographie* fut publiée en 1652 (in-fol.), par le savant dominicain Goar. M. Dindorf en a donné une nouvelle édition en 1829, à Bonn, dans le *Corpus scriptor. Byzant.*

¹ V. D. Petau, *De doctrinâ temporum*, t. III, 155.

² V. *Selecta ad illustrationem Chronici pascalis*. — « Juxta Antiochenos, ... ab Adamo usque ad Christi natalem et crucifixionem conficiuntur anni sexies mille pleni. Quemadmodum enim hominem die sexto creavit Deus, ... sic et millenarii die sexto in terram venit, illumque salvum fecit. Hoc enim indicat divina Scriptura, dum ait : « Dies Domini ut mille anni. » Quæ quidem etiam *Clemens, ac Theophilus et Timotheus, piissimi temporum indigatores consensu unanimi sunt interpretati, sexto scilicet annorum millenario apparuisse Dominum* ... Alii autem dicunt venisse Dominum anno V.MD; sed pauci in hoc consentiunt; IN ANNO AUTEM VI. M OMNES ACCURATI SCRIPTORES CONVENIUNT. » (*Ex Hesychii homiliâ in Natalem Christi*, Migne, *Patrologia græca*, t. XCII, col. 1057-1058.) — Hesychius mourut, suivant Cave, en 609. Voyez Cave, *Scriptorum ecclesiasticorum historia litteraria* (in-fol. 1705), p. 373.

³ Un défenseur ardent du texte juif massorétique, le P. Lequien, disait à ce sujet : « Le canon chronologique d'Eusèbe, que saint Jérôme a traduit, ne parle pas des patriarches qui ont précédé Abraham... Il ne commence qu'au règne de Ninus, roi d'Assyrie, un peu avant la naissance d'Abraham, parce que TOUT CE QUI PRÉCÈDE CE TEMPS PARAÎSSAIT TROP INCERTAIN POUR ÉTABLIR UNE

Le fond de sa pensée se révèle clairement dans plusieurs passages de ses écrits, où il traite avec indifférence et même avec dédain ces problèmes insolubles qui n'intéressent ni la foi, ni les mœurs.

« A quoi sert, demande-t-il, de s'arrêter sur la *lettre qui tue*?
« N'est-ce pas *l'esprit qui vivifie*? Relisez tous les livres de l'Ancien et
« du Nouveau Testament; vous y trouverez un tel désaccord, une
« telle confusion dans les années et dans les nombres, que s'arrêter
« sur de telles questions est le fait d'un homme oisif, non d'un homme
« studieux.... Vu la multitude des leçons discordantes et la série
« incalculable des transcriptions inexactes, il est très-difficile de
« trouver un nombre d'années vraiment certain; et si l'on en trou-
« vait, à force de chercher et de travailler, cette découverte ne
« serait d'aucun profit¹. »

Grand ascète, grand directeur des âmes, grand traducteur, grand collecteur de matériaux pour la science des Écritures et de l'histoire ecclésiastique, saint Jérôme n'a jamais eu aucun souci de chercher à résoudre les problèmes obscurs de chronologie qu'il rencontrait dans l'Histoire sacrée, et bien plus encore dans l'Histoire profane. Il tenait à ne pas s'égarer dans les régions obscures de l'antiquité. Son génie large et actif ne craignait point les difficultés de la science des temps; sa traduction latine de la *Chronique* d'Eusèbe en est une preuve. Mais il savait se résigner à ignorer les choses qu'il ne pouvait pas découvrir, et qui d'ailleurs n'auraient pas servi à le rendre meilleur et plus utile, s'il en eût fait la découverte. Étudiant tour à tour le texte hébreu et les Septante, il dut osciller et pencher en divers sens, lorsqu'il se passionnait momentanément

CHRONOLOGIE. Depuis ce temps-là jusqu'à J.-C., il y a peu de différence. Eusèbe y suit autant l'hébreu que les Septante. S'il marque les années depuis la création du monde selon ces interprètes, il les marque aussi selon l'hébreu... Il ne suivait pas plus les Septante que l'hébreu. » (*Défense du texte hébreu*, t. II, p. 218, 219). Quand le P. Lequien écrivait ces lignes, la *Chronique* d'Eusèbe et la traduction latine de S. Jérôme étaient connues très-incomplètement. Depuis les publications du cardinal Mai (*Script. Vet. Nova Collectio*, Romæ, 1833), il est manifeste qu'Eusèbe considérait le texte hébreu des généalogies patriarcales comme altéré, et le texte alexandrin comme plus sûr. Voyez ci-dessus, page 384, en note.

¹ V. *Epist. ad Vitalem*; — et *Commentar. in Epist. ad Titum*, cap. III. — Baronius faisant allusion à ces paroles de S. Jérôme, posait cette question: « Si le comput du texte hébreu était certain, pourquoi S. Jérôme, partisan de ce texte, disait-il: « Ejusmodi annorum certum numerum aut difficile est invenire, propter librorum varietatem et errores innotitos; aut, etsi invenimus « magno studio et labore, nihil profutura cognoscas? »

ment pour l'un ou l'autre texte. Mais, ne croyant à aucun système chronologique, il n'avait aucun motif pour résister à l'opinion commune des auteurs chrétiens, qui tous avaient tiré leurs chronologies de la version alexandrine.

Les partisans absolus du texte juif ont prétendu tirer à eux, non-seulement saint Jérôme, mais saint Augustin. Pour soutenir ce paradoxe, ils ont détaché quelques mots vagues de l'ensemble qui détermine leur sens et leur portée.

IV. — Saint Augustin a émis des doutes sur l'intégrité des nombres marqués, au v^e chapitre de la Genèse, dans les manuscrits de la version alexandrine ; il a même fait des conjectures sur les motifs qui *peut-être* entraînerent un premier copiste alexandrin à changer les nombres marqués dans ce chapitre ¹. Mais ni ces doutes, ni ces conjectures ne prouvent que saint Augustin eût une foi ferme à l'intégrité des généalogies et des nombres dans le texte juif.

Il lui répugnait d'admettre que le peuple juif eût conspiré, pour altérer le texte de ses Livres sacrés. Cette répugnance était juste, mais ne prouve pas que le saint docteur attribuât aux copistes du texte juif un privilège universel et perpétuel d'exactitude infaillible, dans la transcription des généalogies et des nombres.

Il voulait qu'on entourât du même respect le texte hébreu et les Septante ², comme ayant la même autorité ; « quoniam utraque una atque divina est. » Il demandait qu'on les conciliât, sans se permettre jamais de traiter l'un ou l'autre texte avec dédain, « utraque auctoritate non spretâ. » Mais, pas plus que saint Jérôme, il n'a eu la prétention d'en tirer un système chronologique dogmatiquement incontestable.

Les nombres marqués primitivement, soit dans le texte hébreu, soit dans la version des Septante, étaient-ils perdus ou indiscernables ? Ni le dogme, ni la morale, ni la substance de l'Histoire sacrée, n'exigeaient une solution de ce problème.

¹ Eusèbe avait émis, en sens contraire, une conjecture équivalente sur les motifs qui avaient pu pousser des scribes juifs à changer les nombres de leur texte, dans ce même chapitre de la Genèse. Voyez sa *Chronique*, livre I^{er}, ch. xvi.

² Le chapitre XLIII du XVIII^e livre de la *Cité de Dieu* est intitulé : « *De auctoritate septuaginta interpretum, quæ, salvo honore hebræi stili, omnibus sit interpretibus præferenda.* » Ce titre résume la pensée de S. Augustin, dans sa mesure habituelle.

Saint Augustin ne s'occupa donc ni de trancher, ni de dénouer ses difficultés. *Pratiquement*, il suivit le texte des Septante, surtout reçu dans l'Église¹ ; mais il s'abstint d'affirmer aucune chronologie, comme certaine et obligatoire.

Les Églises grecques ont suivi toujours le texte des Septante, dans leurs calculs relatifs à l'âge du genre humain et à l'époque du déluge.

L'ancienne version *italique*, qui fut la Vulgate de l'Église latine jusqu'au temps de saint Grégoire le Grand², était faite sur les Septante, et non sur le texte hébreu, pour la partie hébraïque de la Bible. Les Pères latins, saint Prosper, Cassiodore, saint Isidore de Séville, saint Julien de Tolède, Grégoire de Tours, etc., ont déduit généralement leurs calculs chronologiques des données fournies par la version alexandrine.

Le vénérable Bède a suivi, par exception, le comput juif, sans blâmer les systèmes chronologiques basés sur les Septante. Quelques savants du moyen âge l'ont imité ; mais le plus grand nombre a continué, jusqu'au xvi^e siècle, à suivre le texte grec, en matière de chronologie primitive³.

V. — Le concile de Trente n'eut point à s'occuper des problèmes obscurs de la chronologie primitive. Néanmoins, on a prétendu qu'il les avait tranchés, probablement sans le savoir et sans le vouloir !... N'a-t-il pas donné à la Vulgate une autorité sans égale⁴ ? N'a-t-il pas frappé d'anathème quiconque refuse de

¹ Voyez, par exemple, la *Cité de Dieu*, livre XII, ch. xii, et livre XVI, c. i. Dans ce dernier chapitre, S. Augustin énumère, d'après les Septante et l'ancienne *italique*, les années des patriarches postdiluviens, et conclut ainsi : « Fiunt itaque anni à diluvio usque ad Abraham mille septuaginta et duo, secundum vulgatam editionem, hoc est interpretum septuaginta. In hebræis autem codicibus longe pauciores annos perhibent inveniri : de quibus rationem aut nullam, aut difficillimam reddunt. » — Ce texte a suggéré au P. Riccioli les remarques suivantes : « Agnovit ergo in hebraicâ (editione) quæ à Judæis introducta erat, deesse illas annorum centurias, sed quia nullam aut difficillimam creditu rationem adducebant illius omissionis, *maluit sequi septuaginta editionem, et antiquam hebraicam* undè septuaginta transulerant. » (*Chronologia reformata*, t. I, p. 252.)

² L'édition la plus complète de cette Vulgate primitive qui ait paru jusqu'ici, est celle que D. Sahathier publia, en 1749, sous ce titre : *Bibliorum sacrarum versiones antiquæ, seu vetus italica*, 3 vol. in-fol.

³ V. Baronius, *Apparatus ad Annal. eccles.*, n° 118 ; — et le P. J. Morin, *Exercitationes biblicæ*, L. I, Exerc. VII, c. i.

⁴ Voici son décret sur la Vulgate : « Sacrosancta synodus considerans non parum utilitatis accedere Ecclesiæ Dei si, ex omnibus *latinis* editionibus, quæ circumferuntur, sacrarum Librorum, quænam pro authenticâ habendâ sit

tenir le texte de cette version pour canonique et sacré dans toutes ses parties ? Or la version de la Genèse qui se lit dans l'édition pontificale de la Vulgate, est presque entièrement conforme au texte hébreu massorétique, et contraire aux indications chronologiques données par les Septante (*Gen.* chapitre v et xi).

Mais le Concile de Trente n'a point tranché les questions controversées dans les écoles catholiques, et n'a diminué, en aucune façon, la liberté des opinions chronologiques.

Personne, dans ce concile, n'a songé sans doute à définir le nombre des années et des générations patriarcales, ni à proclamer que ce nombre est écrit dans la version de saint Jérôme,

innoscat; statuit et declarat ut hæc ipsa *vetus et Vulgata editio, quæ longo tot sæculorum usu in Ecclesiâ probata est*, in publicis lectionibus, disputationibus, prædicationibus et expositionibus, pro authenticâ habeatur, et ut nemo illam rejicere, quovis prætextu, audeat vel præsumat. » (Sessio IV^a, 8 apri. 1546). Les mots : « *Vetus et Vulgata editio quæ longo tot sæculorum usu in Ecclesiâ probata est*, » s'appliquant aussi bien à la Vulgate des cinq premiers siècles, conforme aux Septante, qu'à la Vulgate plus récente, faite en partie sur l'hébreu, comment y aurait-il là une condamnation des indications chronologiques de cette Vulgate primitive ? — « Quando, dit le P. Riccioli, Concilium Tridentinum (Sess. IV^a) decernit habendos pro authenticis libros antea enumeratos, « prout in Ecclesiâ catholicâ legi consueverunt, et in veteri Vulgatâ latinâ editione habentur, » videtur comprehendi etiam latinâ illâ Vulgatâ, quam ex Septuaginta desumptam et *nostram* appellat S. Augustinus, et quam constat usitatam fuisse in primitivâ Ecclesiâ et quinque propemodum sæculis antiquiorem translatione S. Hieronymi, cujus, sicut nec hebraicæ, mentionem nullam facit Concilium, sicut nec Sixtus V in decreto quo approbavit Græcam Septuaginta editionem; imo dum jubet *eam recipi ac retineri, ut ab omnibus* « quo potissimum ad latinæ Vulgatæ editionis et *Veterum sanctorum Patrum intelligentiam utantur*, » et superius dixerit eadem editione Septuaginta usos fuisse Apostolos, videtur de illâ *Vulgatâ* intelligi posse, de quâ S. Augustinus; postea tamen *Vulgatæ* nomen adepta est translatio S. Hieronymi. » (*Chronologia reformata*, t. I, p. 252.) — Cl. Bonfrère, *Præloquia in Scripturam sacram*, cap. xv, sect. III.

¹ « Si quis libros ipsos (canonicos) *integros cum omnibus suis partibus*, prout in Ecclesiâ catholicâ legi consueverunt et in *veteri Vulgatâ latinâ editione habentur*, pro sacris et canonicis non susceperit, anathema sit (Sess. IV^a). » Sans s'exposer à l'anathème du saint Concile, on peut assurément rejeter les explications outrées et déraisonnables de cette loi sacrée. C'est ce qu'ont fait les théologiens les plus accrédités dans les écoles catholiques, et ce qu'autorise évidemment la préface de l'édition Clémentine. Mariana, par exemple, commente ainsi les paroles *integros cum omnibus suis partibus*. . . : « Quod quidam ad singulas voces retulerunt, quoniam eæ etiam *partes* sunt... Alii, quorum judicium magis probam, *maiores partes* intelligunt, capita, narrationes, periodos; nam voces singulæ vix partium nomen merentur, cum sint potius *PARTICULÆ, uti in corpore humano unguium et capillorum segmenta* » (Dissert. pro *Vulgatâ* editione, cap. xx). J. de Azevedo a savamment développé cette thèse dans son traité *Pro Vulgatâ sacr. Bibl. lat. editione*, 1792.

tel qu'il était dans l'autographe de Moïse ¹. Ni Sixte V, ni Clément VIII n'ont indiqué davantage l'intention de trancher ce problème d'archéologie. Loin de se croire infaillible sur des questions de ce genre, saint Jérôme les écartait comme insolubles et stériles. Pour en deviner sûrement la solution, il aurait eu, en effet, besoin d'être inspiré; or il n'y a nulle apparence qu'il ait reçu des lumières surnaturelles, pour trancher des questions qu'il traitait presque avec dédain.

Pas plus que les décrets du Concile de Trente, l'édition de la Vulgate, publiée par Sixte V et Clément VIII, n'a donc fixé *dogmatiquement* la date précise du déluge et l'âge du genre humain. La version de la Genèse, presque conforme au texte hébreu massorétique, en ce qui concerne les années des Patriarches (ch. v et xi), semble, je l'avoue, autoriser les chronologies les plus restreintes. Mais la Vulgate du Nouveau Testament autorise, en revanche, d'une manière positive, les calculs plus larges basés sur les Septante. Elle affirme, en effet, (Luc III, 36) la réalité historique d'une génération patriarcale, omise, depuis longtemps, dans le texte hébreu de la Genèse (ch. x et xi) et dans la version de saint Jérôme. Cette omission constatée permet d'en supposer d'autres; et cela suffit pour rendre douteux tous les calculs destinés à mesurer, d'une manière précise, les premiers âges de l'humanité.

Le silence du texte hébreu moderne et des versions calquées

¹ Voyez l'*Histoire du concile de Trente*, par Pallavicin, liv. VI. — André Vega résumait ainsi l'intention du Concile, d'après le témoignage du cardinal qui avait présidé le IV^e session : « Voluit (concilium) eam (Vulgatam editionem), « *authenticam* habere, ut certum omnibus esset *nullo eam fœdatam errore* « *ex quo perniciosum aliquod dogma in fide et moribus colligi posset* » (Ic « *justificatione*, lib. XV, c. 9). Salmeron, qui avait assisté au concile comme A. Vega, dit pareillement : « tantum inter tot latinas editiones quot nostra « *secula parturierant, quænam ex illis præstaret sermo erat... Liberum autem* « *reliquit omnibus, qui Scripturas profundius meditantur, fontes græcos aut* « *hebræos, quatenus opus sit consulere, quo nostram libriorum vitio, vel* « *temporum injuriâ corruptam emendare valeant* (Proleg. bibl. III, p. 24). » — « *Nemo ex catholicis est*, dit Bellarmin (de Verbo Dei, lib. II, c. 10) qui « *nunc inspirationem tueatur in latinâ Vulgatâ adornandâ, aut qui existet* « *timet ita eandem editionem esse a quibusvis mendis immunem, ut nequeat* « *ulteriori subjici emendationi.* » — « *Authenticam*, disait naguère le P. Vercellone, non eo sensu declaravit Concilium Tridentinum Vulgatam editionem, « *ut significaret nullum vel levissimum mendum in illam irrepsisse;... sed* « *ut testaretur Vulgatam... nunquam in substantialibus deficere, nil a divinâ* « *doctrinâ absonum continere, nihilque a pietate alienum.* » (Variæ lectiones, etc. t. II, Romæ, 1864.)

sur lui ne saurait détruire, ni balancer les affirmations expresses des Septante et de saint Luc. La Vulgate éditée par Sixte V et Clément VIII, s'accorde ici avec les manuscrits les plus anciens et les plus estimés du texte grec de saint Luc. Elle atteste que les scribes (suivant leur coutume bien prouvée par ailleurs) ont raccourci la chaîne des générations patriarcales, et diminué, par suite, l'ancienneté de l'homme ¹.

Interprète suprême et infaillible des textes sacrés, comme des canons ecclésiastiques, l'Église romaine a continué, depuis trois siècles, de rester neutre, et d'accorder des faveurs égales aux partisans érudits des systèmes contraires.

Le pape qui publia l'édition authentique de notre Vulgate, où se lit une version de la Genèse conforme au texte juif, avait publié pareillement une édition des Septante, en ordonnant qu'on l'étudiât, *pour mieux comprendre la Vulgate latine et les saints Pères* ².

Loin de condamner les systèmes chronologiques déduits du texte alexandrin, les papes ont maintenu officiellement un de ces systèmes dans le martyrologe romain, en permettant aux érudits de professer d'autres systèmes, qui élargissent davantage encore les cadres élastiques de la chronologie primitive.

¹ Le savant cardinal Tolet examine, dans ses notes sur le troisième chapitre de S. Luc, toutes les conjectures émises à ce sujet; puis il conclut ainsi : « Existimarem potius dicendum esse in hebræo deesse generationem illam, quæ revera legebatur, et a Septuaginta conversa est in græcum. Non enim est credibile Septuaginta non solum numerasse Cainam, sed etiam annos vitæ ejus, si non legissent in hebræo. Legerunt ergo, et exemplaria illa ita habebant; nec novum est illos alia etiam tunc legisse quæ nunc non habentur vitio Scripturæ; quod etiam in Vulgato dicendum est. Credere enim debemus Evangelistæ id affirmanti; minusque periculum est dicere exemplaria hebraica ex parte non haberi perfecta, quam asserere in Evangelio errorem, seu mendacium vel minimun reperiri. » Cajetan s'exprime, à ce sujet, d'une manière semblable. Le P. Riccioli (*Chronologia reformata*, t. I, p. 252) a solidement prouvé cette thèse.

² « Romæ, 8 octobr. 1586... Ad pastorem nostram curam pertinere vehementer arbitramur, sacræ Scripturæ libros, quibus salutaris doctrina continetur ab omnibus maculis expurgatos, integros, purosque pervulgari.... Cum itaque Gregorius XIII, prædecessor noster, græcum vetus Testamentum juxta Septuaginta interpretum editionem, *quæ ipsi etiam Apostoli nonnumquam usi fuerunt*, ad emendatissimorum codicum fidem expoliendum mandaverit... et jam expolitio hujusmodi... absoluta sit : *Volumus et sancimus... ut vetus græcum Testamentum juxta Septuaginta ita recognitum et expolitum ab omnibus recipiatur ac retineatur, quo potissimum ad latinæ Vulgatæ editionis et veterum sanctorum Patrum intelligentiam utantur.* » — M. Tischendorf a reproduit tout ce décret de Sixte V et la préface de l'édition pontificale dans les *Prolegomenes* de son édition des Septante.

Le savant Panvinio put se permettre, sans inquiétude et sans scandale, de reculer la création de l'homme jusqu'à l'année 6311 avant Jésus-Christ ¹.

Le grand Baronius n'alla pas jusque-là. Il défendit seulement les dates inscrites dans le martyrologe romain, qui place la création de l'homme 5,199 ans avant notre ère. Mais il servit la cause de tous les systèmes chronologiques déduits des Septante, en montrant ² que les églises d'Orient et d'Occident, l'Eglise romaine en particulier, les Pères grecs et latins, les Conciles et les martyrologes, avaient suivi généralement, en matière de chronologie, ces premiers interprètes du texte hébreu. Personne n'a pu savoir mieux que Baronius si les papes Sixte V et Clément VIII avaient voulu donner une force obligatoire et dogmatique aux nombres des années et des générations patriarcales marqués dans la Vulgate (chap. v et xi de la Genèse). Or il a cru, tout au contraire, obéir aux suggestions de l'Eglise romaine, et suivre les traditions les plus catholiques, en s'attachant aux Septante comme à l'autorité suprême, dans les questions obscures de la chronologie primitive ³.

¹ Le P. Riccioli et le P. Tournemine le constatent, dans les tableaux qu'ils ont donné des opinions émises touchant l'âge de l'humanité. Onuphre Panvinio, né à Vérone en 1529, entra jeune dans l'ordre des Ermites de saint Augustin. Il obtint de ses supérieurs la permission de parcourir l'Italie, pour étudier les inscriptions et les autres monuments de l'antiquité. Le cardinal Cervini, depuis pape sous le nom de Marcel II, lui conseilla de s'appliquer surtout à débrouiller l'archéologie ecclésiastique. Après la mort de ce pape, Panvinio fut attaché à la bibliothèque du Vatican, puis à la personne du cardinal Farnèse, qui le combla de libéralités. Voyageant en Sicile avec ce cardinal, il mourut à Palerme en 1568, à l'âge de trente-neuf ans. Panvinio joignait à une rare pénétration une activité infatigable. Paul Manuce le nommait *helluo antiquarum historiarum*. Non content d'avoir dévoré tous les livres des anciens, il employa les médailles, les monuments et les inscriptions, à éclaircir les points douteux de la chronologie et les usages obscurs. Il avait rassemblé près de trois mille inscriptions.

² Voyez son *Apparatus ad Annales ecclesiasticos*, n° 118, et son édition annotée du *Martyrologe romain*. — Il publia en 1586 sa première édition annotée du *Martyrologe romain* (in-folio). Ayant reconnu plusieurs fautes qui lui avaient échappé, il retira les exemplaires qu'il put recueillir, et publia en 1600, à Rome, une édition plus correcte, d'après laquelle ont été faites les éditions subséquentes. L'édition Sixtine de la Vulgate avait paru en 1590, et l'édition Clémentine en 1592. Baronius, qui était confesseur de Clément VIII, fut nommé cardinal en 1596 et, peu de temps après, bibliothécaire du Vatican. Après la mort de Clément VIII, la majorité des cardinaux voulut, à deux reprises, l'élever sur le Saint-Siège; mais la cour d'Espagne s'y opposa.

³ Ce sentiment de Baronius a toujours conservé à Rome le plus grand crédit. En voici une preuve, entr'autres : Les missionnaires jésuites en Chine ne

VI. — Cependant, à mesure que l'amour du texte hébreu se développait par l'étude, dans les écoles catholiques et protestantes, les Septante perdaient leur ancien crédit, en chronologie, comme en tout le reste. Les protestants exaltèrent sans mesure le texte hébreu, et décrièrent toutes les versions employées par l'Eglise. Les catholiques, naturellement, attachèrent une valeur d'autant plus grande aux versions de saint Jérôme, plus conformes que les Septante au texte massorétique.

Le grand rénovateur de la science chronologique, Joseph Scaliger, acheva de ruiner, dans l'opinion commune, l'autorité des Septante, en matière chronologique. Il proclama et prétendit avoir prouvé que la création de l'homme remontait seulement à 3,950 ans par delà notre ère.

Le P. Petau critiqua sévèrement la plupart des erreurs commises par ce hautain réformateur de la science des temps; mais il abandonna le témoignage antique et vénérable des Septante sur le nombre des générations et des années patriarcales. Prenant le texte massorétique pour base de ses calculs, il conclut que la création de l'homme avait eu lieu *probablement* 3,984 ans avant notre ère. L'autorité d'un homme si compétent fascina et entraîna la foule des théologiens, qui ne pouvait pas approfondir les problèmes obscurs de la chronologie primitive. Et, comme il arrive le plus souvent, les disciples moins modestes, moins réservés, moins prudents que le maître, oublièrent ses doutes, et transformèrent en théorème acquis à la science une hypothèse proposée seulement en forme de conjecture probable.

Loin de donner son opinion sur l'âge du genre humain

voyant aucun moyen de concilier la chronologie chinoise avec les chronologies restreintes qu'on déduit du texte juif, écrivirent à Rome, pour savoir s'ils pouvaient avec sécurité suivre le texte des Septante. On leur répondit, en 1637, que les saints Pères, le Martyrologe Romain et le Saint-Siège leur assuraient pleinement cette liberté. V. la *Chronologie* du P. Gaubil, 3^e partie, p. 277. — Le P. Pagi, dans ses dissertations critiques sur les *Annales* de Baronius, a sacrifié les Septante au texte juif. Mais il a reconnu lui-même l'incertitude de la chronologie qu'il adoptait : « Annorum, dit-il, ab orbe condito ad Christum natum numerus incertus... Alterutri textui adhæreas, CERTUM ANNORUM MUNDI NUMERUM ANTE INCARNATIONEM NUNQUAM REPERIES. » (*Apparatus chronologicus ad Annales ecclesiasticos Baronium illustrans et supplens.*) Entraîné par la foule des chronologistes modernes, qui préférèrent le texte juif actuel au vieux texte des Septante, Pagi adopta le système d'Usserius, qui place la création en 4003 avant J.-C.

comme un dogme religieux, le P. Petau n'avait pas même tenté de l'introduire dans les écoles comme une vérité *scientifiquement démontrable*.

Voici ce qu'il déclarait franchement, dans son grand ouvrage *De doctrinâ temporum*¹ :

« Le nombre des années écoulées depuis la création n'a été découvert d'aucune façon certaine ; et l'on ne saurait le découvrir sans une révélation divine. Ceux-là donc sont bien dans l'erreur qui, non contents de fixer ce nombre en termes assurés, lancent des reproches impertinents et hautains à quiconque se permet d'ajouter ou de retrancher quelque chose au nombre fixé par eux.

« Tout calcul de ces années est déduit des renseignements fournis par les Livres Sacrés. Or la discordance des manuscrits grecs, hébreux et latins, à ce sujet, oppose tout d'abord un obstacle notoire. Au premier âge, les Septante donnent 596 ans de plus que le texte hébreu, ou même davantage encore. Au second âge, ils donnent presque 900 ans de plus que l'hébreu ; et ils intercalent dans la série des générations un certain Caïnan, qui est omis dans les manuscrits hébreux et latins... Les autres âges ont aussi leurs difficultés.... Pour ces causes et pour d'autres que nous omettons, il nous est impossible de déterminer, d'une manière certaine, exempté d'erreur ou, au moins, de doutes, le nombre des années écoulées depuis la création. Nous sommes donc réduits à faire des conjectures et des raisonnements probables². »

VII. — Le P. Morin, de l'Oratoire, fut le premier de nos grands

¹ «.... Annorum ab orbe condito numerum neque certâ ratione compertum esse, neque citra divinam significationem posse comperiri; errare proinde qui id non modò certò definire audent, sed qui alios insuper, quod ad summam suam aliquid adjecerint aut detraxerint, protervè atque arrogantur insectantur.... Annorum calculus omnis non aliundè quàm è sacrorum librorum monumentis petitur. In iis porro celebri imprimis occurrit græcorum et hebræorum latinorumque codicum varietas. Nam Septuaginta interpretes hebræorum numerum in primo intervallo superant annis 596, vel pluribus. In secundo intervallo ferè nongentis, in quo etiam Caïnan quidam in generationum serie à Græcis interitur, quem Hebræi Latinique prætereunt... In reliquis temporum spatiis sua quoque difficultas cernitur... His de causis aliisque quas omittimus, fieri non posse dicimus ut annorum numerum qui condito ab orbe lapsi sunt, certò ac sine errore, vel saltem dubitatione, statuamus. Proinde conjecturâ et probabili ratiocinatione opus est. » D. Petavii, *de doctrinâ temporum*, pars altera (1627), p. 17.

² Vers le même temps, le P. Bonfrère, en défendant le texte hébreu, remarquait, comme Petau, « qu'il y a souvent de l'obscurité dans les indications chronologiques de l'Écriture, parce que ni Moïse, ni les autres écrivains sacrés n'étaient tenus de répandre sur ces détails la lumière que désire notre curiosité. » Il faisait ensuite une longue énumération des obscurités qui se rencontrent dans la chronologie biblique. De là vient, concluait-il, qu'on peut compter « autant d'opinions que d'auteurs, autant de chronologies discordantes que de chronologistes. » (*Comment. in Genes.* cap. xi.)

érudits qui releva, par un puissant effort, l'autorité des Septante, en contestant l'intégrité du texte hébreu ¹. Il compromit sa thèse, en l'exagérant, et dépassa le but qu'il voulait atteindre; mais son livre n'en est pas moins un recueil précieux de matériaux instructifs, et suffit pour établir solidement des thèses plus modérées. Le résumé complet de ses études bibliques et rabbiniques ne fut publié qu'après sa mort, en 1669.

Cette même année vit paraître, en Italie, le grand traité du P. Riccioli sur la chronologie ². Le savant jésuite exposait loyalement les nombreux systèmes proposés jusqu'alors, pour évaluer le temps écoulé entre la création de l'homme et la naissance de N. S. J.-C.; il discutait avec une sagacité, une lucidité, une érudition admirables, les arguments allégués à l'appui des hypothèses les plus spécieuses; et, se gardant d'attribuer à des opinions incertaines un caractère dogmatique incontestable, il posait finalement ces modestes conclusions: — d'après le texte hébreu et notre Vulgate, le nombre des années écoulées entre la création d'Adam et la naissance de J.-C. *semble* avoir été 4,184; mais il *paraît plus probable* qu'on doit les évaluer, d'après les Septante, à 5,634 ³.

Après avoir exposé les systèmes rivaux, Riccioli suggérerait trois hypothèses conciliatrices, que lui-même, peut-être, ne jugeait guère vraisemblables. Il donnait ensuite les motifs qui l'inclinaient à tenir les données chronologiques des Sep-

¹ Voyez la première partie de ses *Exercitationes biblicæ*, 1 vol. in-fol. Paris, 1669.

² *Chronologia reformatæ*, 3 vol. in-fol. Bologne, 1669. Voyez spécialement dans le premier volume, le VI^e livre (*de annis et epochis Hebræorum inter se prius, et deinde cum epochâ Christi connectendis*), le VII^e livre (*de annis mundi conditi ejusque ætatis, usque ad epocham Christi*), et le VII^e livre (*de anno et die nativitatæ et mortis Christi, etc.*). Riccioli énumère 70 opinions différentes sur l'époque de la création d'Adam. Voici les opinions qui reportent cette date le plus loin dans le passé :

<i>Tabulæ Alphonsinæ apud Mulerum</i>	6,984 ann. ante. N. C.
<i>Onuphrius Panvinius</i>	6,311
<i>Suidas</i>	6,000

³ Le P. Tournemine a reproduit, dans son édition des *Commentaires* de Menochius (2 vol. in-fol. 1719), le chapitre consacré par Riccioli à l'époque antédiluvienne. — Voici quelques lignes caractéristiques du sommaire de ce chapitre : « *Probabilis est aut fuisse 2,256 annos (usque ad diluvium) potius quam 1,656, conciliandamque septuaginta interpretum versionem cum hebræicâ et latinâ vulgatâ editione, aut in hac supputatione sequendos septuaginta interpretes de annis 2,256. Neutrius tamen numeri certitudinem absolutam sunt hactenus assecuti* (t. I, p. 245-249). »

tante pour les plus *probables*. Finalement, il déclarait qu'aucun système n'offrait des garanties incontestables de certitude complète.

Pour le second âge de l'humanité, qui s'étend du déluge à la naissance d'Abraham, Riccioli se montrait pareillement enclin à suivre les indications chronologiques des Septante comme les plus *probables*. D'après ces indications, disait-il, cet âge *paraît* avoir duré 1,232 ans, ou tout au moins 1,132 ans ; mais on ne peut pas lui attribuer, avec une certitude absolue ¹, un nombre d'années bien déterminé.

VIII. — La chronologie des Septante eut bientôt un apologiste moins réservé, moins prudent que le P. Riccioli, mais fort érudit et vénérable à tous égards.

En 1687, le P. Pezron, de la congrégation de Cîteaux, publia, à Paris, un très-remarquable volume intitulé : *l'Antiquité des temps rétablie et défendue contre les Juifs et les nouveaux chronologistes* ². Il y soutenait vigoureusement les thèses suivantes :

« L'antiquité des temps est bien plus grande qu'on ne le croit aujourd'hui. On s'est beaucoup écarté de la vérité, en s'éloignant du

¹ T. I, p. 250-254. — Vers l'époque où le P. Riccioli posait prudemment ces conclusions, la chronologie des Septante trouvait un défenseur opiniâtre au sein du protestantisme, dont les écoles en général adoraient le texte massorétique, et tenaient sa chronologie pour un dogme sacré. Isaac Vossius publia, en 1659, une première dissertation *de verâ mundi ætate*. G. Horn prit la défense du texte hébreu ; Vossius répliqua vivement et défendit son système chronologique dans une série d'opuscules *de septuaginta interpretibus eorumque chronologiâ* (1659, 1661, 1663). Richard Simon jugea sévèrement ces écrits de Vossius, dans son *Histoire critique du vieux Testament*. Vossius lui répondit en 1680, R. Simon répliqua en 1684, dans ses *Inquisitiones criticæ*. En 1686, Vossius employa encore la seconde et la troisième partie d'un dernier volume in-4° à défendre la chronologie des Septante contre Humfroy Hody et R. Simon caché sous le nom de J. Le Camus. Ses écrits furent jugés très-sévèrement dans le *Journal de Trévoux* (janvier 1713).

² Né en 1639, le P. Pezron entra dans la congrégation de Cîteaux à l'âge de vingt ans. Ses supérieurs lui procurèrent les moyens de suivre son goût pour les langues orientales et l'étude de l'Écriture sainte. En 1686, les Bernardins de Paris l'élevèrent prieur de leur maison ; et peu après il fut nommé visiteur des maisons de son ordre dans les provinces centrales de la France. En 1697, le roi lui donna un riche bénéfice, qu'il n'avait point sollicité et qu'il résigna en 1703, sans se réserver aucune pension. Il mourut en 1706, après une vie partagée tout entière entre ses devoirs religieux et ses études. Outre ses savants traités sur *l'antiquité des temps*, il publia, en 1693, un *Essai de commentaire littéral et historique sur les prophètes* (in-12) ; et, en 1696, 2 vol. in-12 intitulés : *L'histoire évangélique confirmée par la Judaïque et la romaine*, etc. Voyez l'article que M. Weiss lui a consacré dans la *Biographie universelle*, t. XXXIII.

sentiment des Pères et des anciens auteurs, à ce sujet. C'est dans la version des Septante qu'on doit chercher la vraie chronologie, et non dans le texte hébreu, qui a été corrompu. Les Juifs ont ôté près de quinze siècles aux premiers patriarches, pour persuader que le temps du Messie n'était point encore venu. Tous les anciens écrivains, tant hébreux que gentils, qui ont écrit avant la destruction de l'Etat juif, ont compté environ 5,000 ans depuis la création, ou même près de 6,000 ans. Tous les chrétiens des premiers siècles ont aussi compté près de 6,000 ans entre la création de l'homme et la venue du Messie. L'histoire des Chaldéens, des Egyptiens et des Chinois, confirme cette chronologie, et ne peut s'accorder avec l'hébreu d'aujourd'hui. »

L'ouvrage du P. Pezron fut attaqué, d'une manière violente, par le bénédictin Martianay. Un jeune dominicain, qui fit plus tard des œuvres impérissables, le P. Lequien, défendit avec non moins d'ardeur et plus de politesse, l'intégrité du texte hébreu et sa chronologie. Voici les principales thèses qu'on opposa au système du P. Pezron : « Les Juifs n'ont point corrompu la chronologie du texte hébreu, *pour obscurcir les traditions prophétiques*. — La chronologie du texte hébreu et de la Vulgate est plus assurée que celle des Septante ¹. »

La première de ces deux thèses paraît vraisemblable ; mais, pas plus que Martianay, le P. Lequien n'a réussi à bien prouver la seconde. Il affirme de toutes ses forces que les données chronologiques du texte hébreu n'ont jamais varié ; mais il n'en donne aucune preuve bien ancienne ; or le texte juif, le texte samaritain et la version des Septante représentent probablement trois familles de manuscrits hébreux, dont les origines sont cachées dans la nuit des temps les plus anciens.

¹ D. Martianay publia en 1689 sa *Défense du texte hébreu et de la chronologie de la Vulgate* (Paris, in-12), contre le P. Pezron, qui lui répondit en 1691, dans sa *Défense de l'antiquité des temps*. Martianay répliqua en 1693, dans une *continuation de la défense du texte hébreu* (in-12). Il soutenait qu'on doit préférer la chronologie du texte juif à celle des Septante, et qu'il n'y a pas eu plus de quatre mille ans entre la création de l'homme et la naissance de N.-S. J.-C. — Le P. Lequien donna, en 1690, un premier volume in-12 intitulé *Défense du texte hébreu et de la Vulgate*, etc. ; puis, en 1693, un second volume in-12 intitulé : *L'antiquité des temps détruite*. Ces deux volumes commencèrent la réputation du P. Lequien, mais lui attirèrent les critiques injurieuses de Martianay, qui signala malignement ses méprises, quoiqu'ils soutinssent tous deux la même thèse. « On a voulu, dit Labouderie, comparer Martianay à saint Jérôme, (dont il a édité les œuvres) ; mais il ne lui ressemble pas autrement que par la manière dont il traitait ses antagonistes. »

L'évidence des faits lui arrache des aveux qu'il importe de recueillir :

« On ne peut pas, dit-il, régler une chronologie exacte et assurée sur l'Écriture sainte... Il se peut que Moïse ait jugé à propos de ne mentionner que dix principaux patriarches qui ont précédé le déluge, et dix autres qui l'ont suivi jusqu'à Abraham, en omettant les autres, pour des raisons qui nous sont inconnues¹; comme saint Mathieu a fait dans la généalogie de Notre-Seigneur; comme l'auteur du livre de Ruth (ch. iv), et celui du premier livre des Paralipomènes (ch. ii et iv), dans celles de David et des grands-prêtres; car il n'y a point d'apparence que six générations, depuis Naasson, qui commandait la tribu de Juda à la sortie d'Égypte, jusqu'à Salomon, et huit autres, depuis Eléazar, fils d'Aaron, jusqu'à Sadoch, aient pu remplir l'espace de plus de cinq cents ans, qui se sont écoulés jusqu'à la fondation du temple de Salomon; d'autant plus que l'on en compte dix-huit depuis Coré, qui se souleva dans le désert contre Moïse, jusqu'à Héman, contemporain de David. Joseph nomme (*Antiq.*, l. VIII, c. 1, et l. XX, cap. ult.) plusieurs des aïeux de Sadoch, dont il n'est fait aucune mention dans l'Écriture; et il assure que ceux qui se succédèrent, dans la charge de souverain sacrificateur, depuis Aaron jusqu'au temps de Salomon, furent au nombre de treize. — Ce sentiment est appuyé par un grand nombre de chronologistes et d'interprètes (Melchior Cano, Malvenda, Tirin, etc.²). »

L'étude comparée des nombreuses généalogies qui se rencontrent çà et là dans la Bible, autorise donc à penser que les généalogies des Patriarches antédiluviens et postdiluviens pourraient bien être incomplètes, comme d'autres le sont *probablement*, et d'autres *certainement*.

Le P. Lequien ne put méconnaître que l'opinion dominante au sein de l'Eglise, durant le premiers siècles, était contraire à son système chronologique, et bien plus favorable au système du P. Pezron. Il en convint loyalement.

« La plupart des premiers Pères de l'Eglise et des anciens auteurs, dit-il³, ont suivi une supputation réglée sur la version des Septante;

¹ Sans que Moïse eût fait aucune omission, il pourrait y en avoir par le fait des copistes.

² Migne, *Scripturæ sacr. cursus compl.* t. III, col. 1572, 1573. Pourquoi donc le P. Lequien ne veut-il pas admettre qu'on ait omis Cainan dans la série des patriarches postdiluviens ?

³ V. Migne, *Scrip. sacr. curs. compl.* t. III, col. 1556. M. Migne n'a réimprimé que la seconde partie du premier volume publié par le P. Lequien. J'indique toutefois son édition, parce que les volumes du P. Lequien sont devenus rares.

mais ils n'ont parlé que selon les sentiments de leur temps, ou parce qu'ils ne pouvaient point rechercher la vérité de cette matière dans les livres hébreux, ou parce qu'ils ne croyaient pas que ce fût une chose d'assez grande importance pour les mettre fort en peine, ou enfin parce qu'ils ne voulaient pas être accusés d'introduire des nouveautés dans l'Eglise. Ce fut ce qui obligea Origène de dire, dans son *Dialogue avec les Marcionites*, qu'il y avait six mille ans que le monde avait été créé, quand Jésus-Christ se manifesta.... »

Le P. Lequien fait encore d'autres aveux que j'aimerais à citer; mais je dois plutôt discuter brièvement un de ses chapitres¹ intitulé : « *L'Eglise romaine n'a point rejeté la chronologie du texte hébreu et de la Vulgate.* »

J'admets pleinement cette proposition; j'admets de plus que « jamais l'Eglise n'a reconnu la chronologie des Septante pour assurée (*ibid.*). » L'Eglise, en effet, ne s'est jamais prononcée sur ces questions, qui n'intéressent ni la foi, ni les mœurs. Mais le P. Lequien me paraît sortir des limites du vrai, quand il ajoute : « quoique ces sortes de matières ne méritent point que l'Eglise se rabaisse pour les considérer avec attention, elle n'a point laissé pour cela de faire paraître qu'elle reconnaissait et approuvait celle du texte hébreu et de la Vulgate (*ibid.*). » Qu'est-ce à dire? L'Eglise approuve tous les efforts inspirés à ses docteurs par un amour studieux pour les saintes Ecritures; mais elle n'a jamais exprimé authentiquement sa préférence pour ce qu'on nomme la chronologie du texte hébreu et de la Vulgate.

Je nie d'abord qu'il y ait (à parler rigoureusement) une chronologie du texte hébreu et de la Vulgate. Il y a seulement des systèmes discordants sur la chronologie du texte hébreu conservé par les Juifs; — puis des systèmes discordants sur la chronologie du texte hébreu conservé par les samaritains; — puis des systèmes discordants sur la chronologie de la Vulgate; — comme il y a, d'autre part, des systèmes discordants sur la chronologie des Septante; — puis enfin des systèmes éclectiques ou synchrétistes, qui combinent diversement des données prises dans les différents textes. — Jamais l'Eglise n'a pris parti pour aucun de ces systèmes. Jamais non plus elle n'a ordonné, ni même conseillé aux chronologistes de s'attacher à un texte plutôt qu'à l'autre.

¹ V. Migne, *Script. sacr. curs. compl.*, t. III, col. 1575 et suiv.

En matière de chronologie, comme en d'autres matières plus propres à échauffer les esprits, chaque école aime à croire et à faire croire que l'Église *approuve* son système, et le préfère à tout autre. Mais ces prétentions rivales se réfutent les unes les autres. Les dogmatismes arbitraires s'annulent réciproquement, et se chargent ainsi, Dieu aidant, de conserver dans l'Église la liberté de la science, que chacun tend à opprimer.

La lecture obligatoire du martyrologe, dans l'office du jour de Noël, est une protestation éclatante et permanente de l'autorité souveraine en matière religieuse, contre le dogmatisme étroit et intolérant des adorateurs du texte hébreu et de la Vulgate mal entendus.

Le P. Lequien croyait, ce semble, renverser la thèse de Pezron en s'écriant : « l'Église reconnaît la version Vulgate comme authentique dans ce qui regarde la chronologie comme dans le reste ¹. »

En ce qui regarde la chronologie comme dans le reste, la Vulgate est exempte de toute erreur capable d'altérer le dogme, la morale ou la substance de l'histoire sacrée ; l'Église, en conséquence, l'a justement déclarée digne d'être lue avec confiance par les fidèles ; elle a décidé que cette antique version aurait seule *autorité* dans les discussions théologiques ². En ce sens, qui est le vrai, le P. Pezron reconnaissait la Vulgate comme authentique de tout point.

Est-ce à dire que saint Jérôme ait mis infailliblement, dans sa version de la Genèse, les nombres du texte hébreu primitif ? Il a traduit fidèlement les manuscrits hébreux qui lui

¹ V. Migne, *Script. sacr. curs. compl.*, t. III, col. 1574.

² « *Vox authentica* importat... (Vulgam) absolute et simpliciter esse fidelem et sinceram, quantum moraliter et humano modo fieri potest, hoc est ut nihil contineat subdolum et fraudulentum additum, detractum, immutatum, obscurum vel ambiguum verum ad fidei mysteria occultanda... Eadem vox importat nihil in ea versione contineri quod fieri repugnet bonis moribus, vel ex quo perniciosus error aliquis nasci posset. Agnoscunt hæc plerique doctores significari vocem hanc *authenticam*, neque plus ea volunt significari ; NON AUTEM EA VOCE REMOVERI OMNIA ERRATA ET LEVIORES DEFECTUS EX QUIBUS NIHIL DETRIMENTI IN FIDE ET MORIBUS NASCI POTEST ; et ad priora quidem illa errata evitanda accepisse seu Hieronymum, seu alios Bibliorum primos interpretes, Spiritus sancti opem sufficientem, non autem ad posteriora illa seu leviora errata, quæ Spiritus sanctus humanæ industriæ reliquit. » (Bonfrère, *Præloquia in scripturam sacram*, cap. xv, sect. 3). Cf. le P. Fabricy, *Des titres primitifs de la révélation* (Rome 1772), t. II, p. 167 et suivantes ; — et le P. Perrone, *De locis theologicis* part. II, c. 4.

ont paru les plus exacts. Il n'avait rien de mieux à faire. Mais rien ne prouve que le nombre des années et des générations patriarcales eût toujours été copié d'une manière exacte et *complète*, depuis Moïse jusqu'à saint Jérôme. Le concile de Trente ne l'a pas décidé, et la discordance immémoriale des trois textes prouve le contraire.

Le P. Lequien lui-même ne tenait pas compte de l'autorité absolue qu'il attribuait à la Vulgate, dans les matières qui nous occupent. Avec la plupart des sectateurs du texte juif, il osait en effet rejeter comme apocryphe la mention de Caïnan, fils d'Arphaxad et père de Salé; or cette mention est confirmée positivement par l'édition pontificale de la Vulgate (*Luc. III, 36*). En exaltant outre mesure la Vulgate de l'Ancien Testament, pour trancher par elle des problèmes d'archéologie, on sacrifie la Vulgate du Nouveau Testament au culte superstitieux du texte massorétique¹ !

Non-seulement le P. Lequien mit en avant des principes vagues, dont lui-même s'affranchissait; mais, d'une part, il atténuait les faits contraires à ses idées, de l'autre, il grossissait les moindres choses favorables à sa thèse. Il invoquait des décisions qui n'ont rien décidé, et n'ont laissé nulle trace perceptible dans l'histoire de l'Église; puis, à quelques pages de distance, il raisonnait comme si ces décisions étaient abrogées, ou ne prouvaient rien d'applicable aux questions en litige. Mais ce sont là des fautes de jeunesse, que le P. Lequien fit oublier ensuite par des œuvres très-méritoires.

Comme il arrive en pareil cas, les partisans des systèmes chronologiques déduits du texte juif proclamèrent bien haut la défaite de Pezron. Les partisans des systèmes appuyés sur les Septante, ou sur le texte samaritain déclarèrent en revanche la victoire de Pezron éclatante et décisive. Les neutres opinèrent

¹ « Stupeo, disait avec raison le P. Morin, quosdam catholicos mendacium in Septuaginta interpretibus illiusque approbationem à Lucà malle admittere quam in textu hebraico et Vulgato Veteris Testamenti mutilationem. Quasi verò Novum Testamentum Vulgatum minoris esset auctoritatis quam Velus, et Novi Testamenti græcus textus Veteris hebræo textui dignitate cederet! » (*Exercitationes biblicæ*, p. 166 de l'édition in-folio, 1669). Le P. Morin présume qu'au temps de S. Luc, le texte hébreu de la Genèse était encore, dans les manuscrits les plus anciens et les plus soignés, à peu près conforme aux Septante. En tout cas, S. Luc dirigé par l'Esprit-Saint, aura discerné la vraie leçon plus sûrement que les massorètes et les modernes adorateurs du texte hébreu.

qu'aucun système n'avait triomphé, qu'aucun probablement ne triompherait jamais; mais que les plus nouveaux étaient les moins soutenables ¹.

Pezron sans doute se trompa, dans bien des détails; Martianay et Lequien le démontrèrent. Lors même qu'il aurait eu le bonheur de ne se méprendre jamais, en des matières si difficiles, son système serait encore exposé toujours à beaucoup d'objections. Il a le tort d'assigner des dates précises à beaucoup d'événements, dont l'époque ne saurait être déterminée d'une manière sûre. Mais, s'il n'a pas prouvé la certitude complète de son système, il a prouvé clairement l'incertitude des systèmes chronologiques déduits du texte juif, tel qu'il est aujourd'hui; il a montré, par des raisons au moins probables, que le texte primitif de la Genèse devait contenir les éléments d'une chronologie plus longue, mieux conservée par les Septante que par les scribes de Tibériade, dont l'école a exercé une influence décisive sur la forme actuelle du texte juif ².

IX. — Quelques années plus tard, un célèbre dominicain, le P. Noël Alexandre, résumant les écrits de Martianay et du P. Lequien, soutint, avec une logique supérieure, que la chronologie du texte hébreu devait être préférée à celle des Septante, spécialement en ce qui concerne les Patriarches antédiluviens et postdiluviens ³.

¹ Un confrère de Martianay, le bénédictin D. Le Cerf, résume ainsi l'histoire de cette controverse : « La réplique du P. Pezron rendit Martianay encore plus ferme dans ses sentiments... *Cette dispute se termina comme tant d'autres, en laissant un chacun dans cette pleine sécurité que lui donne la confiance en ses propres sentiments.* » (*Bibliothèque historique et critique des auteurs de la congrégation de Saint-Maur*, in-12, 1726, p. 308, 309). — Vers 1770, Dortous de Mairan écrivait au P. Parennin : « La chronologie des Septante a été solidement défendue par le P. Pezron. J'ai lu autrefois le livre de l'*antiquité des temps rétablie*, et il m'en est resté des traces avantageuses, que ni la chaleur du P. Martianay, ni la modération du P. Lequien, ses antagonistes, ne pourront jamais effacer. Tous ces adorateurs du texte hébreu portent assurément les choses trop loin sur cet article.

² Voyez spécialement sa *Défense de l'antiquité des temps*, c. iv, § 6.

³ Né à Rouen en 1639, Noël Alexandre entra dans l'ordre de saint Dominique en 1655. Après avoir étudié la philosophie et la théologie au couvent de Saint-Jacques à Paris, il y professa ces deux sciences pendant douze ans. Il consacra ensuite un grand nombre d'années à l'histoire ecclésiastique, et publia, de 1677 à 1686, le résultat de ses recherches en 24 volumes in-8°, sous ce titre : *Selecta historiæ Ecclesiæ capita; et in loca ejusdem insignia dissertationes historicæ, criticæ, dogmaticæ*. Pendant les années suivantes, il donna encore au public 6 volumes in-8° sur l'*histoire de l'A. T.* C'est là qu'il examine les divers systèmes sur la chronologie biblique. — Ayant envoyé à Rome ses premiers

A l'en croire, le texte hébreu n'a pas pu être altéré. — Il y a, dans cette thèse, un fond solide; mais il y a aussi exagération.

Ni dans le texte hébreu, ni dans les Septante, la substance dogmatique, morale et historique des Livres saints n'a pu être altérée, d'une manière grave et irréparable. Dieu et les hommes religieux ont toujours veillé, pour garder ce trésor nécessaire au salut du monde; mais ni Dieu, ni les hommes religieux n'étaient tenus de veiller également sur des détails chronologiques destitués d'importance religieuse. Jamais homme n'eut plus de zèle que saint Jérôme pour l'étude et l'intégrité des textes sacrés; or jamais il ne crut être obligé de résoudre les problèmes obscurs de la chronologie biblique, et de faire une enquête approfondie pour discerner les vrais chiffres des années patriarcales.

Noël Alexandre l'a constaté lui-même¹, et l'un de ses mé-

volumes, il reçut des témoignages flatteurs, non-seulement de quelques cardinaux, mais du pape Innocent XI. Les volumes suivants produisirent une impression toute opposée, à cause des jugements qu'ils contenaient sur les papes du moyen âge. Innocent XI en défendit la lecture, sous peine d'excommunication *ipso facto*. En 1699, Noël Alexandre publia, en 8 vol. in-folio, une 3^e édition où il se défendait contre les reproches de ses censeurs romains; mais dans la préface, il soumettait formellement cette édition nouvelle et toutes ses œuvres au jugement du Saint-Siège. — En 1734, Roncaglia publia à Lucques une nouvelle édition en 9 vol. in-folio, où il donnait sans changement le texte du P. Alexandre; mais il ajoutait aux passages incriminés des rectifications parfois très-étendues. Grâce à cette forme nouvelle, l'histoire ecclésiastique de Noël Alexandre fut effacée de l'Index, par ordre du pape Benoît XIII, et plusieurs fois réimprimée. Le docte Mansi en donna à Lucques, en 1749, une excellente édition enrichie de quelques notes nouvelles (9 vol. in-fol.). Cette dernière édition fut reproduite à Venise en 1778. C'est elle que j'ai sous les yeux. Malgré ses défauts et ses lacunes, ce grand travail conservera toujours une importance capitale pour l'histoire de la théologie et pour la théologie de l'histoire.

¹ « Quam flocci faciat Ecclesia illam numerorum varietatem, testantur duo Ecclesiæ lumina, S. Hieronymus et S. Augustinus; prior, in Epistolâ ad Vitalem, scribens : « Hujusmodi hæreræ quæstionibus non tam studiosi quam « otiosi hominis esse; » et, in capite 3 epistolæ ad Titum, hujusmodi de numeris annorum quæstiones *inutiles et vanas* appellat, « quæ tantum speciem scientiæ habent, » cæterum nec dicentibus, nec audientibus prosunt. Quid enim mihi prodest scire quot annos vixerit Mathusalem; quoto ætatis suæ anno Salomon sortitus sit conjugem; ne forsitan Roboam undecimo ætatis illius anno natus esse credatur? Et multa istiusmodi, quæ aut difficile est invenire, propter librorum varietatem et (dum paulatim de inemendatis inemendata scribuntur) errores inolit; aut etiamsi inveniremus magno studio et labore, nihil profutura cognovimus. » (Cf. S. August., *de civit. Dei*, lib. XV, cap. 13; et Nat. Alexandri, *Histor. eccles. vet. Test.* t. I, p. 76.)

tes, c'est de fournir les renseignements nécessaires pour rectifier ses erreurs.

Il reconnaît d'ailleurs que le texte des Septante a droit au respect le plus profond, même en ce qui concerne la chronologie patriarcale. Il soutient seulement qu'on *peut* s'en écarter, si l'on prouve bien (comme il croit le faire) l'intégrité du texte hébreu. Les raisons qu'il apporte à l'appui de ce droit incontestable, méritent d'être citées : — Cette controverse, dit-il, ne concerne aucunement la foi, ni les mœurs ; nous en avons pour garants saint Jérôme et saint Augustin ; — les conciles mêmes pourraient se tromper en ces matières, où ils suivent l'opinion commune ; n'abaissant pas leur majesté à l'examen curieux de ces questions, ils n'engagent pas leur autorité, pour les résoudre ; ce n'est pas pour cela que l'Esprit-Saint les rassemble et les dirige ; — l'Eglise abandonne aux chronologistes et aux historiens la discussion de ces problèmes ¹.

X. — En 1719, le P. Tournemine ², en réimprimant et complétant les *Commentaires de Ménochius* sur l'Ancien et

¹ « Etsi ratio numerandi annos Patriarcharum secundum calculos septuaginta interpretum instituta, ob antiquitatem sit venerabilis ; licet usus Ecclesiarum longævus et nequum in tabulis ecclesiasticis mutatus, majorem ipsi venerationem conciliet ; licet ipsi pondus addat approbatio Patrum plurimorum et scriptorum ecclesiasticorum ; ab eâ tamen absque scrupulo recedere possumus, si chronologiam hebraici textûs incorruptam et sinceram esse probaverimus. — Primo, quia hujusmodi controversia ad fidem bonosque mores instituendos nihil pertinet, ut ex SS. Hieronymo et Augustino colligitur... Secundo, ecclesia ipsa nobis veniam facit à chronologiâ septuaginta interpretum discedendi... Quarto, concilia in hujusmodi numeris errare posse, dum receptam opinionem sequuntur, et ad chronologicas quæstiones curiosius expendendas aut finiendas majestatem suam ac auctoritatem non demittunt, uti nec propter hoc à Spiritu Sancto non congregantur, a ut in eum finem ab ejus numine diriguntur, CERTISSIMUM EST : sed solum ad examinandas ac finiendas controversias quæ summam fidei vel christianam morum disciplinam spectant... Adde Ecclesiam chronologis et historicis has quæstiones disceptandas permittere, quæ nec fidem nec christianam morum disciplinam ullatenus spectant. » — (Natalis Alexandri *Historia ecclesiastica Veleris Novique Testamenti ab orbe condito ad annum post Christum natum 1600, etc. Editio omnium novissima, notis et animadversionibus aucta, ad castigationem et illustrationem opinionum quarundam auctoris, operâ et studio C. Roncaglia Lucensis, congregationis Matris Dei ; quibus accedunt animadversiones à P. J. D. Mansi, congregationis ejusdem, archiepiscopo inde Lucensi ; etc. Venetiis, 1778, T. I, p. 71, 72 et 76.*

² Ce savant jésuite était né à Rennes, en 1661, d'une ancienne et illustre famille bretonne. Entré dans la Compagnie de Jésus à 19 ans, il professa brillamment les humanités, la philosophie et la théologie. Il acquit, dans ces fonctions, des connaissances très-variées sur l'histoire ancienne et moderne. la chronologie, la géographie, la numismatique, etc. En 1701, il fut appelé à

le Nouveau Testament, développa un nouveau système, dont il avait publié la première ébauche dans le *Journal de Trévoux*, en 1703.

« Le projet d'établir une concordance entre la chronologie du texte hébreu et celle des Septante a plu, disait-il, à beaucoup d'esprits ; mais les hypothèses conciliatrices imaginées par le P. Riccioli n'ont satisfait personne, à ma connaissance. J'ai donc essayé de trouver une nouvelle voie, pour arriver à la conciliation de monuments si autorisés.

« *La supputation judaïque m'a toujours paru trop courte, surtout en ce qui concerne l'époque qui suivit le déluge.* Elle enlève aux chronologistes plusieurs siècles nécessaires pour l'accord de l'histoire profane avec l'histoire sacrée. *Le très-savant P. Pezron l'a démontré dans son livre sur l'Antiquité des temps.* Il faut donc rejeter la chronologie des Juifs. Mais le respect dû au texte hébreu ne s'y oppose-t-il point ? Dirons-nous qu'il a été corrompu ? Nullement ¹. Sans porter atteinte à son autorité, j'étendrai les limites de la chronologie... J'établirai sur les fondements solides du texte hébreu, de la plus ancienne version grecque et du Pentateuque samaritain, une chronologie plus propre à faire comprendre l'histoire. »

Ces promesses sont séduisantes. Mais l'hypothèse conciliatrice du P. Tournemine n'a pas plus satisfait les juges compétents que les trois hypothèses imaginées précédemment par le P. Riccioli.

« Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable. » Je ne veux donc pas nier ces hypothèses. Je laisse seulement le soin de les défendre à ceux qui les croient vraies, ou du moins probables et utiles.

Paris, pour diriger le journal connu sous le titre de *Mémoires de Trévoux*. « Remplissant les devoirs d'un critique avec une impartialité bien rare, il ne se croyait point obligé de dissimuler les torts ou les erreurs de ses confrères, et il rendit une complète justice aux écrivains dont il ne partageait point les opinions. Il entretenait une correspondance active avec les savants les plus distingués de la France et des pays étrangers, il mourut en 1739, vivement regretté de ses nombreux amis (*Biographie universelle* de Michaud). » Il a résumé ses recherches sur la chronologie biblique dans l'édition de la Bible publiée par J. B. Duhamel, en 1706 (2 vol. in-fol.), et dans l'édition des *Commentaires de Menochius* qu'il donna en 1719 (2 vol. in-folio).

¹ La substance du texte hébreu n'a jamais été altérée, d'une façon irrémédiable, mais les chiffres de la chronologie patriarcale et l'intégrité des séries généalogiques contenues dans les chapitres v et xi de la Genèse avaient trop peu d'importance religieuse pour que la Providence fût obligée de les conserver indéfiniment par un miracle continu. Des détails bien plus importants ont été altérés dans un grand nombre de manuscrits du texte hébreu, spécialement sur quelques points des prophéties messianiques. Voyez, sur ce sujet, les *Præloquia in scripturam sacram* du judicieux Bonfrère.

Au v^e chapitre de la Genèse, le P. Tournemine sacrifie les Septante. C'est seulement au chapitre xi^e qu'il se flattait de concilier, par une explication nouvelle, les nombres principaux du texte hébreu et de notre Vulgate avec ceux des Septante et du texte samaritain. Quant au désaccord relatif à Caïnan, son explication ne le fait pas disparaître. Elle laisse subsister aussi d'autres variantes moins considérables.

Au milieu des obscurités, un point important reste en lumière : le Pentateuque samaritain et les Septante s'accordent presque sur les années des Patriarches postdiluviens, et donnent un total d'environ mille ans entre le déluge et Abraham ; or toute *leçon* appuyée par *deux* monuments sur *trois*, doit être préférée à celles qui n'ont pas cette double garantie.

L'accord du texte samaritain avec les Septante, sur la plupart des nombres marqués dans ce xi^e chapitre, est décisif contre les nombres mutilés du texte juif. Eusèbe avait remarqué cet accord, et en avait justement conclu que le texte juif de ce tableau généalogique devait être fautif.

Les savants qui ont suivi cette recension vicieuse du texte hébreu, ont été logiquement conduits à une supputation trop courte de l'époque patriarcale. Ils ont enlevé *sans droit* aux chronologistes plusieurs siècles *probablement* nécessaires pour concilier l'Histoire profane avec l'Histoire sacrée.

XI. — Je regrette de voir, parmi ces savants, notre Père Houbigant, qui s'est, je crois, mépris sur ces questions et sur d'autres.

A l'en croire ¹, il faudrait suivre le texte samaritain pour la chronologie antédiluvienne, et le texte juif pour la chronologie postdiluvienne. On ne saurait s'égarer plus complètement ; car au v^e chapitre, le texte samaritain est isolé, et visiblement altéré dans une partie notable de ses chiffres ; — le texte juif est pareillement isolé au chapitre xi^e, où le texte samaritain et les Septante s'accordent au moins pour attester qu'entre Abraham et le déluge, il y eut environ un millier d'années. — Si notre Vulgate latine, depuis saint Jérôme, est, en partie, conforme au texte juif, la Vulgate latine des cinq premiers siècles était conforme aux Septante.

Le laborieux Calmet, qui ne pensait pas par lui-même, sui-

¹ V. *Biblia hebraica cum notis criticis*, etc., t. I, p. 33, 34 (in-folio).

vit le courant des opinions nouvelles, et s'attacha servilement au texte massorétique, en croyant obéir au Concile de Trente. « La déclaration du Concile de Trente, dit-il, qui déclare la Vulgate *authentique*, et la conformité de cette version avec le texte hébreu des Juifs, se réunissent pour rendre le calcul du texte hébreu préférable au calcul de la version des Septante et du texte samaritain ¹. »

Mais le Concile de Trente n'a établi aucune comparaison entre la Vulgate, le texte juif, le texte samaritain et la version des Septante; il n'a pas déclaré notre Vulgate latine supérieure à la version alexandrine, qui est la Vulgate des Grecs, pour l'Ancien Testament. En admettant que notre Vulgate contient un texte plus sûr, *en général*, que celui des Septante, pour les choses qui intéressent le dogme et la morale, on peut nier que son texte doive être préféré *en tout cas*, même dans les détails chronologiques destitués d'importance religieuse.

Si le Concile de Trente avait attribué à chaque mot de notre Vulgate une autorité infaillible et péremptoire en matière de chronologie, il faudrait corriger non-seulement les Septante, mais le texte hébreu, qui n'est pas partout conforme à la Vulgate. Or D. Calmet suppose, au contraire, que le silence du texte hébreu est une raison suffisante pour rejeter une affirmation positive de la Vulgate! A l'en croire, « on peut présumer que Caïnan n'est pas plus authentique en saint Luc (III, 36) que dans les Septante ². » Son respect aveugle pour le *silence* du texte hébreu et de sa version par saint Jérôme l'entraîne donc à démentir le témoignage *positif* de la Vulgate du Nouveau Testament et du texte grec de saint Luc! Évidemment, sa théologie confuse et mal fondée ne pouvait fournir une base solide à ses calculs chronologiques.

¹ *Remarques sur la chronologie*, art. 5. — D. Calmet place la création en l'année 4004 avant J.-C.

² Voyez son *Commentaire sur saint Luc*, III, 36. — « Mais (ajoute-t-il avec sa loyauté naïve), si Caïnan est une faute de copiste dans les Septante et dans saint Luc, il faut reconnaître qu'elle est très-ancienne; car les manuscrits et les imprimés sont très-uniformes dans ces endroits. On ne connaît que le seul manuscrit de Cambrige où ce Caïnan ne se trouve pas dans saint Luc; et ce manuscrit est très-défectueux et corrompu en une infinité d'endroits, comme le remarque M. Mill. » *Ibidem*.

Rondet, dans l'édition de la Bible qu'il publia en 1748¹, réfuta solidement toutes les objections élevées contre la réalité historique de Caïnan. « *L'omission*, dit-il en finissant, est plus vraisemblable que la *supposition*. Dans un dénombrement généalogique et chronologique, tel que celui qui se trouve au chapitre xi de la Genèse, il est aisé qu'une génération disparaisse par l'inadvertance d'un copiste. On a pu facilement passer d'Arphaxad à Salé, sans s'apercevoir qu'on omettait Caïnan. Mais comment aurait-on imaginé de dire, non-seulement qu'*Arphaxad engendra Caïnan*, et que *Caïnan engendra Salé*, mais encore que *Caïnan était âgé de 130 ans lorsqu'il engendra Salé*, et que, après avoir engendré Salé, il vécut 330 ans? »

Vers la fin du dernier siècle, l'abbé Bergier résumait ainsi ces débats interminables : — « Les uns pensent que les Hébreux ont raccourci exprès leur chronologie... D'autres jugent que ce sont les Septante qui ont allongé la durée des temps... D'autres enfin ont donné la préférence au texte samaritain... *Aucun de ces trois sentiments n'est fondé sur des preuves démonstratives*². » — Duvoisin, Lahogue, et récemment le docteur Reusch, ont reconnu, dans des termes équivalents, l'incertitude de tous les systèmes inspirés par ces trois sentiments.

Cette incertitude, probablement irremédiable, nous explique la neutralité de l'Église et du Saint-Siège sur les questions obscures de la chronologie biblique, où le dogme, la morale, et la substance de l'histoire sacrée ne courent aucun péril. Nous n'avons rien de mieux à faire que d'imiter cette prudente réserve du seul guide infaillible qui existe sur la terre.

III.

Les sayants les plus orthodoxes reconnaissent sans hésiter que ni l'Écriture, ni la tradition, ni les règles ecclésiastiques ne déterminent la durée du temps écoulé entre la création ini-

Les travaux de D. Calmet y sont compilés avec ceux du P. de Carrière, ceux de l'abbé de Vence et des additions de Rondet, en 14 vol. in-4°. Voyez la *Préface de la Genèse*, t. I, p. 205 et suiv.

² *Dictionnaire de théologie*, art. *Chronologie de l'Histoire sainte*.

tiale du monde et la création de l'homme. Ils conviennent que la science est parfaitement libre de chercher à mesurer cette durée inconnue. Des ouvrages composés par les professeurs du Collège romain, imprimés au centre de l'orthodoxie et revêtus des approbations de la censure pontificale, autorisent, à ce sujet, les interprétations les plus larges du texte biblique. L'Église est complètement neutre dans ces questions, qui n'importent ni au dogme, ni à la morale.

Les passages qui, dans la sainte Écriture, concernent la foi et les mœurs, ou s'y rattachent étroitement et nécessairement, ont été toujours expliqués dans le même sens par la tradition. Une interprétation vraiment nouvelle de ces passages serait inadmissible. Il en est autrement des petits passages qui n'ont pas un rapport étroit, nécessaire, incontestable avec le dogme ou la morale, et contiennent seulement des notions d'histoire, de géographie, de chronologie, ou de sciences naturelles, étrangères à la religion. Les expressions dont la Bible se sert dans ces passages ne sont pas toujours si claires, ni si précises, qu'on ne puisse les interpréter en divers sens. Et, de fait, ces expressions ont été interprétées diversement par les savants catholiques. Il est permis d'expliquer ces passages d'une manière nouvelle, quand on a des motifs sérieux pour innover.

Si l'on excepte les livres des Machabées, on ne trouve dans l'Ancien Testament aucune ère, à laquelle soient enchaînées les indications chronologiques éparses çà et là. Tous les systèmes de chronologie biblique ont été construits péniblement par des érudits, qui n'étaient pas inspirés pour discerner les chiffres authentiques, dans la discordance des textes, et n'ont été préservés d'erreur ni dans leurs raisonnements, ni dans leurs conjectures. Tous ces systèmes, fondés en grande partie sur des hypothèses douteuses, sont plus ou moins fragiles, aucun ne doit être attribué à la Bible; aucun n'est garanti par la tradition hébraïque et catholique; aucun n'est enseigné *dogmatiquement* par l'Église; tous peuvent être en droit, et sont en fait controversés librement dans nos écoles¹.

¹ Je citerai ici, en terminant, le témoignage du P. Pianciani, jésuite, président du Collège philosophique à l'Université de Rome : « ECCLESIA, dit-il, SEMPER IN QUÆSTIONIBUS CHRONOLOGICIS LIBERTATEM CONCESSIT OPINIONUM. » Et il le prouve par de nombreux exemples. Voyez ses deux ouvrages intitulés : *In historiam creationis mosaicam commentatio*, p. 7 de l'édition belge; — et *Cos-*

Les données chronologiques insérées dans le texte primitif de nos livres sacrés furent sans doute parfaitement exactes.

Mais les passages relatifs à la chronologie, soit dans l'Ancien Testament, soit dans le Nouveau, sont parfois difficiles à bien entendre; ils peuvent être, et ils sont expliqués de diverses manières plus ou moins vraisemblables; et l'interprétation même la plus commune de ces passages peut être inexacte, quand il n'en résulte aucune erreur dogmatique ou morale.

Le texte primitif de ces passages a pu d'ailleurs être altéré par la négligence et l'inadvertance des copistes. — On convient en général qu'il l'a été maintes fois, dans les menus détails qui n'importent sérieusement ni au dogme, ni à la morale.

Les interprétations différentes et les diverses corrections du texte ont produit par suite une multitude presque innombrable de systèmes divergents sur la chronologie biblique.

Dieu et les hommes ont veillé toujours, pour garder la substance religieuse des textes sacrés; l'intégrité substantielle des traductions autorisées par l'Eglise nous est aussi garantie, d'une manière certaine; mais, dans les détails qui n'importent essentiellement ni aux dogmes, ni à la morale, le texte hébreu, grec et latin de la Bible n'a pas été préservé des altérations naturellement inévitables. Il est surtout manifeste que bien des chiffres ont été corrompus¹.

Les défenseurs les plus savants de notre Vulgate ne prétendent pas que tous les nombres marqués dans l'édition Clémentine doivent être considérés comme *certain*s; ils se contentent de soutenir que les *Correcteurs pontificaux* ont observé les règles de la *prudence critique*, au milieu des difficultés insurmontables qui résultent du désaccord des différents textes et des manuscrits de chaque texte².

mogonia naturale comparata col Genesi; Roma, coi tipi della Civiltà cattolica, 1862, p. 15, 16.

¹ Reinke, *Beiträge zur Erklärung des A. t. I.* — Reusch, *Bibel und Natur*, s. 435; — Delitzsch, *Genesis*, p. 229, 324; — Röckerath, *Biblische chronologie*, s. 40.

² Voyez, par exemple, les remarques du P. Vercellone sur le verset 13 du XI^e chapitre de la Genèse, où la Vulgate et le texte hébreu offrent aujourd'hui une différence de cent années; Le P. Vercellone conclut ainsi: « Ex quo rursum patet nec facile nec tulio judicari posse de genuinâ hujus loci lectione; adeoque sapienter à romanis correctoribus nil fuisse in Vulgatâ editione immutatum. » — *Varia lectiones Vulgatæ latinæ Bibliorum editionis*, t. I, p. 40-41: in-4°; Romæ, 1860.

Dans les chapitres de la Bible qui contiennent presque uniquement des noms et des chiffres, bien des noms et des chiffres ont pu être omis par les copistes ; les listes généalogiques ont pu devenir ainsi beaucoup moins longues qu'elles n'étaient primitivement. On pourrait donc, sans témérité, allonger la chronologie réputée *biblique*, non-seulement de quelques siècles, mais peut-être environ de deux mille ans, si les sciences naturelles ou historiques demandaient réellement cette concession ¹.

En maintenant, par un décret solennel, l'autorité séculaire de la Vulgate, le Concile de Trente n'a pas voulu décider que le comput massorétique était préférable à celui des Septante. Le Martyrologe romain montre suffisamment que la version alexandrine n'a pas perdu, à Rome, son ancien crédit, en matière de chronologie. L'édition Clémentine de la Vulgate prouve aussi que le Saint-Siège est resté neutre, au milieu des systèmes opposés de critique et de chronologie issus des écoles hébraïques d'Alexandrie et de Tibériade. Conformément au texte grec de saint Luc (iii, 36), cette édition pontificale mentionne en effet Caïnan, comme fils d'Arphaxad et père de Salé ; or, ce patriarche est omis dans le texte juif massorétique, aux x^e et xi^e chapitres de la Genèse, et dans la version latine de saint Jérôme, en partie conforme à ce texte ; les Septante seuls attestent, dans ces deux chapitres de la Genèse, la réalité historique de ce patriarche. En confirmant, sur ce point, le témoignage positif des Septante, la Vulgate éditée par Sixte V et Clément VIII donne à entendre que la chaîne des générations patriarcales a été raccourcie par les copistes, dans le texte juif et dans la version de saint Jérôme, composée sur des manuscrits de ce texte très-rapprochés de ceux que la Massore fit ensuite prévaloir.

Les éditeurs pontificaux ont donné loyalement les textes de la Vulgate tels qu'ils les trouvaient dans les manuscrits les plus anciens et les plus sûrs. Ils n'ont pas eu la prétention de trancher dogmatiquement des problèmes obscurs de critique et de chronologie, qui n'intéressent ni la foi, ni les mœurs, et sont abandonnés aux recherches des érudits ².

¹ Reusch, *Bibel und Natur* ; s. 437. Le docteur Reusch n'accorde aucune valeur aux chiffres des Septante ; mais les chiffres du texte hébreu massorétique méritent sans doute moins de confiance encore.

² Voyez la Préface de l'édition Clémentine, et les *Præloquia* de Bonfrère, c. xv, sect. 3.

Pas plus que la Bible, l'Église n'a tracé un système dogmatique de dates précises, strictement enchainées, renfermant l'histoire primitive du monde et de l'homme dans un cadre étroit et inflexible. Pas plus que la Bible, l'Église n'interdit aux astronomes, aux géologues, aux paléontologistes, aux archéologues, aux chronologistes, la liberté de chercher scientifiquement la mesure des temps écoulés depuis la création du monde et de l'homme, ou depuis le déluge, qui termina le premier âge du *Règne humain*.

H. DE VALROGER,

Prêtre de l'Oratoire.

COLBERT

D'APRÈS SA CORRESPONDANCE

Lettres, instructions et mémoires de Colbert, publiés, d'après les ordres de l'Empereur, sur la proposition de Son Exc. M. Magne, ministre des finances, par M. Pierre CLÉMENT, membre de l'Institut. — Paris, imprimerie impériale, 1861-1868. 7 parties en 5 vol. gr. in-8°.

La publication des *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, entreprise il y a bientôt huit ans par M. Pierre Clément, et que le savant éditeur poursuit si laborieusement, fournit pour les années 1650 à 1683, mais principalement à partir de 1661, d'importantes sources d'informations à l'histoire politique et administrative du règne de Louis XIV, et permet d'envisager sous toutes ses faces la figure du grand ministre, dont les commencements furent si humbles, dont l'influence fut pendant longtemps prépondérante, et qui disparut au moment où son étoile commençait à pâlir.

Colbert a été l'objet d'appréciations diverses et de jugements contradictoires : les apologistes de Fouquet, les admirateurs de Louvois l'ont attaqué, chacun de leur côté. Avec de zélés et habiles panégyristes, il a eu jusqu'à nos jours d'ardents détracteurs. Le moment n'est-il pas venu de le juger enfin d'une manière équitable, sans tomber ni dans le blâme outré, ni dans l'apologie systématique. Voici qu'il sort enfin tout entier de la tombe, et que nous pouvons pénétrer dans les replis les plus intimes de son âme. Il se peint à nous sous les traits les plus frappants et les plus véridiques, dans sa correspondance avec Le Tellier et ensuite avec Mazarin, jusqu'au moment où lui-même arrive aux affaires ; puis avec Louis XIV, avec ses égaux et ses subordonnés, avec les membres de sa famille

qui occupent des charges administratives, avec son fils surtout, pour lequel il eut une si constante et si vigilante sollicitude. Là, au milieu d'une foule de détails qui éclairent d'un jour nouveau l'histoire du temps, nous voyons se dessiner, sous ses divers aspects, la figure de Colbert. C'est là principalement ce qui nous attire et nous retient ici. La carrière publique du ministre est bien connue; son rôle comme administrateur, comme économiste, les importantes réformes qu'il a opérées, tout cela a été exposé par divers écrivains, avec talent, et avec les développements que comporte la matière. M. Pierre Clément, — après nous avoir donné en 1846 un important ouvrage ¹, qu'il refondra prochainement, nous l'espérons, dans un travail plus vaste et vraiment définitif, — a jeté sur toutes ces questions une lumière nouvelle dans les introductions placées en tête de chacun des volumes de sa belle collection. Ce que nous voulons chercher uniquement, c'est Colbert lui-même; c'est le personnage moral et intime que nous envisagerons dans les différentes périodes de sa vie. Les origines de Colbert et de sa famille, ses débuts dans la carrière, ses relations avec Mazarin, son rôle vis-à-vis de Fouquet, ses rapports avec Louis XIV, sa rivalité avec Louvois, sa conduite à l'égard des siens, voilà autant de points que nous étudierons à l'aide des documents rassemblés par M. Pierre Clément, dans un ordre méthodique, avec un soin si consciencieux et une érudition si patiente et si sagace.

I.

L'origine roturière de Colbert, c'est là un problème qui a été agité par tous ses historiens, et résolu en sens divers. Tandis

¹ *Histoire de la vie et de l'administration de Colbert*; précédée d'une étude historique sur Nicolas Fouquet, suivie de pièces justificatives, lettres et documents inédits. Paris, Guillaumin, 1846, in-8°. Outre les travaux de M. P. Clément, il importe de rappeler ici le livre de M. Alfred de Serviez, *Histoire de Colbert* (1842, in-12), les *Etudes sur Colbert* de M. Félix Joubleau (1852, 2 vol. in-8°), et un article de M. Raudot sur *Colbert*, publié dans le *Correspondant* en 1856. Il serait à désirer que M. Raudot reprît à fond, d'après les documents nouveaux, la thèse qu'il n'a fait qu'indiquer en 1856, sans lui donner les développements qu'elle comporte. — M. Ch. Lorient, conservateur de la bibliothèque de Reims, a annoncé en 1863 un travail qui n'a pas encore été publié, et qui doit porter ce titre : *Colbert et sa famille à Reims; influence de ce ministre sur les affaires et l'industrie de la cité*.

que la famille de Colbert, parvenue à des emplois élevés, richement titrée, alliée aux plus hautes maisons, s'efforçait de faire oublier l'obscur origine de son chef illustre, et voulait rattacher les Colbert de Reims et de Troyes aux Cothbert ou Colbert d'Écosse, — dont on aurait trouvé dans l'église des Cordeliers de Reims, avec un merveilleux à propos, une pierre sépulcrale portant l'écusson à la *couleuvre tortillée en pal*, — les contemporains se moquaient fort de telles prétentions, et regardaient unanimement Colbert comme le fils d'un marchand de Reims. De nos jours encore, on soutient l'origine nobiliaire des Colbert¹; mais des témoignages péremptoires ne permettent ni d'accepter une filiation que certains généalogistes ont repoussée comme illusoire, ni de regarder comme sérieuses les preuves alléguées pour établir la noblesse des ascendants de Colbert. Colbert lui-même, dans une instruction au marquis de Seignelay, a écrit les lignes suivantes : « Mon fils doit bien penser et faire souvent réflexion sur ce que sa naissance l'aurait fait être, si Dieu n'avait pas béni mon travail, et si ce travail n'avait pas été extrême². »

Une généalogie *authentique*³ des Colbert, nous montre Jean Colbert, maçon, établi à Reims en 1489, comme la tige de cette famille de commerçants, dont les premiers membres qui prirent une qualification nobiliaire furent les arrière-petits-fils de ce Jean, à savoir Simon, sieur d'Acy, conseiller secrétaire du roi le 23 mars 1599⁴; Jean-Charles, sieur de Terron, et Oudart, sieur de Ville-à-Cerf, conseiller-secrétaire du roi le 30 janvier 1612⁵. C'est cet Oudart qui écrivait le 24 octobre 1604

¹ Voir en particulier la notice généalogique insérée dans les *Archives nobiliaires* de Lainé (t. III); la note communiquée par la famille à M. Eugène Sue, dans l'*Histoire de la marine française*, 2^e édit., t. IV, p. 499-500; enfin la *Note pour la famille Colbert* (signée N. J. COLBERT), publiée en 1863 (Paris, Didot, gr. in-8^o de 88 p.).

² *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, t. III, part. II, p. 46. Ce passage, qui se trouve dans l'original, a été biffé sur la copie faite par Seignelay. Cf. t. I, *introd.*, p. xxii, et appendice, § 1^{er} *Origine de Colbert*, p. 467-486. Voir aussi t. III, part. II, *introd.*, p. xxix-xxx.

³ Elle a été dressée probablement par Félix de la Salle, célèbre bibliophile rémois, d'après des titres et documents provenant des archives de Reims, des études des notaires et des greffes des tribunaux, et a été publiée par M. P. Clément, qui l'a tirée de la *Collection de Champagne*.

⁴ Il résigna sa charge le 25 nov. 1630. — Tessereau, *Histoire chronologique de a grande chancellerie*, t. I, p. 264 et 361.

⁵ Il résigna sa charge le 20 juin 1638. *Idem, ibid.*, p. 311 et 408.

à son frère Simon, en parlant d'un négociant de Troyes, nommé Largentier : « Je l'ai trouvé bien insolent depuis qu'il est secrétaire du roi, quoiqu'il n'ait pas plus de noblesse que nous ¹. » Le sieur de Terron eut pour fils Jean, sieur de Terron ; Nicolas, seigneur de Vandières, et Charles, conseiller du roi et lieutenant général au bailliage et siège présidial de Reims. Nicolas, d'abord marchand drapier à Reims ², puis payeur des rentes de l'hôtel de ville de Paris, et conseiller-secrétaire du roi le 7 janvier 1630 ³, fut père de Jean-Baptiste, le ministre de Louis XIV ; de Charles, marquis de Croissy ; de Nicolas, évêque d'Auxerre ; de François-Edouard, comte de Maulevrier.

Dès 1661, les Colbert cherchaient à se rattacher à la noblesse, dont certains membres de la famille, anoblis par leurs charges, pouvaient être en possession. On voit cette prétention se faire jour dans une lettre de Nicolas, le futur évêque d'Auxerre, à Jean-Baptiste, en date du 22 juin 1661. « Mon père, écrit-il, traite d'une charge de secrétaire du roi, de nouvelle création, avec Berryer ⁴. C'est pour suppléer au moyen que vous n'avez pas goûté, qui était de se faire réhabiliter. Je m'étonne que ces imaginations durent si longtemps ⁵. » De ce passage, il résulte deux choses : la première, que certains ascendants de Colbert

¹ *Mémoires sur les Troyens célèbres*, dans les *Œuvres inédites de P. J. Grosley*, publiées par M. Patris-Debreuil (1812-13, 3 vol. in-8°), t. I, p. 268.

² Nicolas Colbert figure parmi les *marchands drapiers* demeurant à Reims dans une sentence rendue le 10 juin 1603 contre les tondeurs de draps (*Arch. législatives de la ville de Reims*, publiées par M. Varin dans la *Collection des documents inédits*, t. II, part. II, p. 391, note). Dans un mémoire de d'Hozier, on lit que « Nicolas Colbert, sieur de Vandières, après avoir quitté le commerce des serges qu'il faisait à Reims, vint s'établir à Paris, où il se fit et où il est mort payeur des rentes de l'hôtel de ville, » et que « le père de celui-ci, sieur de Terron, était aussi marchand de serges à Reims, demeurant à l'enseigne du *Long vêtu*, et avait succédé dans ce commerce à Oudart et à Gerard Colbert, ses père et aïeul, l'un et l'autre vivants et qualifiés marchands bourgeois de la ville de Reims, l'un en 1550, l'autre en 1586. » (Jal, *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire*, au mot COLBERT.) Enfin Olivier d'Ormesson, dans son *journal*, dit aussi que « M. Colbert, sieur de Vandières, était marchand de camelot à Reims, demeurant à l'enseigne du *Long vestu* (t. II, p. 486). »

³ Il résigna sa charge le 26 sept. 1642. Tessereau, *l.c.*, t. I, p. 359 et 428. M. P. Clément ne dit pas (voy. t. I, p. xxiii) que le père de Colbert ait été secrétaire du Roi.

⁴ On a vu que Nicolas Colbert, secrétaire du roi le 7 janvier 1630, avait résigné cette charge le 26 septembre 1642. Il mourut le 20 décembre 1661.

⁵ T. I, p. 474.

avaient joui des prérogatives de la noblesse, — ce qui est prouvé d'ailleurs par les faits que nous avons rappelés plus haut ; — la seconde, que les Colbert avaient exercé le commerce, car cette réhabilitation n'aurait pu être demandée que pour un cas de *derogance*¹.

Ce n'est donc pas gratuitement, comme on le prétend, que la plupart des biographes ont dit que Colbert était le fils d'un commerçant. Le fait est établi par plus d'une preuve, et le témoignage de Colbert lui-même démontre l'origine bourgeoise et obscure de sa famille.

Quoi qu'il en soit de cette question, fort peu importante pour l'histoire, il est constant que les débuts de Colbert furent très-humbles. L'illustration de cette famille vient uniquement du ministre qui la tira de l'obscurité où, avant lui, elle était plongée. « Je vous avoue, écrivait Colbert à son frère Charles, en 1659, que je brûle d'envie de voir notre famille s'élever par les voies d'honneur et de vertu, et que tout le monde demeure d'accord que la fortune que nous avons nous est due². » Colbert n'épargna rien pour atteindre ce but, et l'on sait comment il y parvint.

On a dit que ce fut en septembre 1648 qu'il commença à travailler avec Mazarin³ ; c'est une erreur. Conseiller du roi en ses conseils, — charge dont ses deniers l'avaient mis en possession⁴, — dès l'année 1648, Colbert ne fut employé par le cardinal qu'au mois de février 1651. Jusque-là il avait été (depuis 1643), attaché au secrétaire d'État Le Tellier, dont la sœur avait épousé Jean-Baptiste Colbert de Saint-Pouange, oncle à la mode de Bretagne de notre Colbert. Les rapports qu'il eut, à partir de 1650, avec le cardinal, étaient même fort loin d'être empreints de cette obséquiosité qui les caractérisa plus tard. Colbert jugeait alors Mazarin avec une liberté d'allures que pouvait seule autoriser l'intimité d'une correspondance privée⁵. Je n'en

¹ C'est ainsi, à notre avis, qu'on doit interpréter ce mot de *réhabilitation*, et non, comme le croit M. Pierre Clément (t. I, *introduction*, p. xxiii, et plus loin, p. 474), comme de la réhabilitation d'une liquidation malheureuse.

² T. I, p. 355.

³ M. Villenave, *Biographie universelle*, art. COLBERT ; M. Pierre Clément, *Hist. de la vie et de l'administration de Colbert* (1846) p. 73 et 81. Cf. *Lettres, instructions*, etc., t. I, *introduction*, p. xx, où M. Clément rectifie cette erreur.

⁴ Voir Jal, *l. c.*

donnerai qu'un exemple. Le 15 juin 1650, il s'exprime en ces termes dans une lettre à Le Tellier :

« Monseigneur, je me présentai encore hier au soir à Son Eminence, qui me reçut de la même façon que le matin, en me tournant le derrière et ne me donnant pas la liberté de l'approcher, ce qui me fit croire qu'il ne voulait plus que je traitasse d'affaires avec lui, et me fit prendre résolution de faire un grand mémoire de toutes celles dont vous m'avez chargé, et de le faire mettre sur sa table. Le mémoire déchiffré et cacheté était joint à la lettre du... de ce mois, ce que j'ai exécuté, sans effet, m'ayant renvoyé le tout sans le vouloir voir. Je vous puis assurer, Monseigneur, que toutes ces rebuffades me touchent si sensiblement que, n'était l'obéissance aveugle que je dois à vos commandements, je me serais retiré, ne pouvant me résoudre qu'avec beaucoup de peine et de répugnance à ces sortes de traitements, particulièrement d'un homme pour lequel je n'ai aucune estime ¹. »

Nous ne nous arrêterons point aux relations du commis de Le Tellier avec son chef, et nous allons étudier Colbert dans ses rapports avec Mazarin, à partir du moment où il entra au service du cardinal.

II.

C'est à dessein que nous employons ce mot de *service*, car c'est bien l'attitude d'un *serviteur* à l'égard de son *maître* que Colbert eut de 1651 à 1661. Mazarin venait de prendre la route de l'exil (8 février 1651) : « il lui fallait, pendant son absence forcée, un agent discret, habile, actif, versé dans les affaires, connaissant les chefs de parti, leurs intrigues, et capable, au besoin, de donner un bon conseil ². » Colbert, qui n'avait pas encore d'emploi déterminé, aspira à ce rôle, et s'imposa peu à peu par son intelligence, par son activité, par l'assiduité avec laquelle il prit en main les intérêts du cardinal, de quelque nature qu'ils fussent. Dès le 17 février, dans la première de ses lettres à Mazarin que nous possédions, il presse Son Éminence de faire choix d'« une personne en qui elle ait une extrême confiance, et qui ne manque ni de zèle ni de fidélité pour

¹ *Lettres, mémoires et instructions de Colbert*, t. I, p. 14.

² M. P. Clément, t. I, *introd.*, p. xxxviii.

elle, qui prenne un soin général de la conduite de toutes ses affaires, et qui, outre les parties nécessaires pour s'en bien acquitter, soit encore qualifié autant qu'il se pourra, afin qu'il puisse même avoir plus d'autorité¹. » Le 3 mars, il revient à la charge²; le 14, il s'exprime en ces termes :

« Pour ce qui est de l'honneur que Votre Eminence se propose de me faire en me donnant le soin de ses affaires, elle me fait justice de croire qu'elle ne peut pas s'en décharger sur une personne qui ait plus de zèle pour son service que moi. Pour l'intelligence, Votre Eminence n'y peut pas faire grand fondement, et outre cela, je trouve que je ne mérite pas que Votre Eminence ait en moi une confiance assez grande et telle que, selon mon sens, il faut qu'elle l'ait en la personne qu'elle choisira pour cet emploi, pour agir utilement et tirer toutes ses affaires d'une très-grande confusion où elles sont présentement et les mettre en quelque sorte d'ordre, et pour se servir de toutes les conjonctures et de toutes les puissances qui peuvent contribuer à cet effet-là³. »

Dans la même lettre, il dit encore :

« Il faut qu'une seule personne, que Votre Eminence peut choisir, ait la direction de toutes ces choses et que, outre l'intégrité, l'expérience et l'affection au service de Votre Eminence, elle ne soit pas du nombre de ces âmes basses qui se cacheraient volontiers dans un puits, crainte d'être soupçonnées d'être seulement connues d'elle; il faut qu'elle ait la tête levée, publiant partout sa mission; qu'outre cela elle ait l'honneur d'avoir la confiance entière de Votre Eminence⁴. »

Dans d'autres lettres, Colbert, qui n'avait pas, paraît-il, réussi à persuader le cardinal⁵, insiste de nouveau :

« Les lettres de Votre Eminence font assez connaître, écrit-il le 4 mai, qu'elle juge (ce qui n'est que trop vrai) que je manque de quelque qualité nécessaire pour donner une meilleure face à ses affaires. Votre Eminence a un remède facile, et dont elle a dû être bien informée par mes précédentes : qu'il faut qu'elle choisisse une personne qui ait toutes les qualités nécessaires et en qui elle ait une entière confiance pour prendre la direction de toutes ses affaires de deçà⁶. »

« Cette conduite, dit-il à la date du 20 juin, doit être fondée sur une profonde connaissance de toutes ces sortes d'affaires, pour en

¹ T. I, p. 68.

² T. I, p. 69.

³ T. I, p. 70.

⁴ T. I, p. 73.

⁵ V. la lettre du 21 avril, t. I, p. 77.

⁶ T. I, p. 79.

bien connaître les suites et les conséquences, et sur une probité inébranlable, pour ne considérer que l'intérêt seul de Votre Eminence, et c'est au choix d'un sujet qui ait ces qualités qu'il est nécessaire que Votre Eminence s'applique extraordinairement. Mais aussi, quand elle l'aura trouvé, il faut qu'elle ait en lui une confiance entière, et d'autant plus qu'un homme d'honneur souffre mal aisément qu'on entre en défiance de lui sur le chapitre de l'intérêt, et qu'une manière d'agir fondée sur la probité demande qu'on l'approuve et qu'on l'agrée et est impatiente du contraire ¹. »

Colbert insista encore ², et finit par triompher de la résistance ou peut-être de l'insouciance du cardinal. Dans les derniers jours de juin 1651, celui-ci lui envoya une procuration; mais c'est seulement en 1654 que Colbert fut investi de la charge d'intendant dans la maison de Mazarin ³, et en 1655 qu'il fut admis à prêter le serment de sa charge ⁴.

Muni de cette pièce tant désirée, l'humble et zélé commis se mit résolument à l'œuvre et avec un dévouement absolu : « Faites-moi savoir votre intention, écrivait-il à son maître, et soyez persuadé que vous pouvez me déclarer vos intentions les plus secrètes en toute sûreté, puisque la fidélité que j'ai pour vous est envers et contre tous indifféremment, et même contre moi-même dans les occasions où il serait question de mes intérêts ⁵. »

Ce n'était point une tâche facile que celle à laquelle Colbert se vouait, avec une ardeur qui n'était pas complètement désintéressée, on en verra la preuve plus loin. « Je suis, écrivait-il, dans une inquiétude et un chagrin que je ne puis supporter sans péril de ma santé, de voir périr toutes vos affaires, faute d'ordre et d'un bon établissement ⁶. » — « Il y a trois mois que je suis chargé de votre procuration, et je n'ai aucun papier; ou déchargez-moi de celle-là, ou chargez-moi de ceux-ci,

¹ T. I, p. 93-94.

² Voir les lettres du 27 juin et du 1^{er} juillet, t. I, p. 96 et 98.

³ Dans un acte de baptême du 7 juin 1654, il se qualifie « intendant de la maison de M. le cardinal Mazarin, » et dans l'acte de baptême de son fils Jacques-Nicolas, en date du 14 février 1655, il s'intitule « conseiller ordinaire du roi en ses conseils et intendant général de Son Em. Mgr le cardinal Mazarin. » *Jal. Dictionnaire*.

⁴ T. I p. 228. Dans les premiers temps, Colbert ne semble pas encore bien sûr de son fait. V. les lettres du 2 sept. 1651 (p. 123), du 18 nov. 1653 (p. 204. note), du 8 mai 1653 (p. 204).

⁵ Lettre du 19 août 1651, t. I, p. 115.

⁶ Lettre du 28 août 1651, t. I, p. 118.

n'étant point d'humeur ni d'esprit à voir périr des affaires dont tout le monde croit que suis chargé¹. » — « Vous êtes réduit à ce point de malheur, dit-il à Mazarin à la date du 10 novembre 1651, que l'on ne vous rend justice que par des motifs d'intérêt; c'est ce qui me fait presque désespérer de pouvoir réussir dans ce que j'ai entrepris². »

Mais c'était de Mazarin lui-même que venaient les plus grandes difficultés.

« En vérité, se laissait aller à dire le fidèle homme d'affaires, si vous faites réflexion sur tous les engagements dans lesquels vous entraînent la dissipation de votre bien et la confusion de vos affaires, j'espère que vous prendrez résolution de vous conduire d'une autre sorte à l'avenir. Je vous avoue ingénument que si vous continuiez à dissiper votre bien comme vous avez fait par le passé, sans mettre aucune chose à couvert, je vous prierais de me décharger du soin de vos affaires³.

« Je crois ce que vous me dites, répondait Mazarin à des observations de cette nature, et je vois bien que je gâte plus en un jour que vous ne sauriez accommoder et ménager en deux ans; mais il est impossible de me refaire, et comme tout cela vient d'un principe si glorieux comme est de servir le roi, je réputerais à malheur si je ne continuais à avoir ce zèle⁴. »

Nous n'insisterons pas sur l'énorme travail auquel Colbert dut se livrer pour mettre un peu de clarté et d'ordre dans des affaires souvent inextricables; sur ces tables « fort concises » qu'il dressa de toutes les dépenses ordinaires de la maison du cardinal, de l'état de ses domestiques, de ses revenus. Il suffira de dire que les revenus de Mazarin, qui étaient en 1658 de près de 800,000 francs, montèrent peu après à 1,100,000 francs⁵, et de reproduire ce passage d'une lettre du 5 avril 1660 :

« Je supplie Votre Eminence de me permettre de lui dire que, pour peu de réflexion qu'elle fasse à ses affaires, elle trouvera que je suis chargé de l'administration et du détail de vingt-trois abbayes qui composent 5 à 600,000 livres de revenu, de deux grands duchés dont l'un est assurément un abîme d'affaires et de procès, d'un grand domaine qui est celui de La Fère, et d'un petit qui est celui

¹ Lettre du 1^{er} septembre, t. I, p. 120.

² T. I, p. 165.

³ Lettre du 1^{er} décembre 1651, t. I, p. 177.

⁴ T. I, p. 220, note.

⁵ Voir l'*Estat des biens revenus et effets appartenant à Monseigneur, la présente année* 1658, t. I, appendice, p. 520-530. Cf. *Introduction*, p. LXXX.

du duché d'Auvergne, de près de 300,000 livres de revenu sur le roi en divers endroits, de toutes les terres que Votre Eminence a à présent en Alsace, de ses gouvernements d'Alsace, Brisach, Auvergne et Brouage, des bâtiments de tout ce qui concerne Vincennes, du détail de sa maison et de son garde-meuble, et d'une infinité d'autres affaires qui surviennent à tous moments ¹. »

Dans cette même lettre, nous lisons ce qui suit :

« Je ne dis point ceci pour exagérer mon travail à Votre Eminence; au contraire, je la supplie de croire comme une vérité constante que mon inclination naturelle est tellement au travail que je reconnais tous les jours, en m'examinant en mon dedans, qu'il est impossible que mon esprit puisse soutenir l'oisiveté ou le travail modéré, en sorte que du jour où ce malheur m'arrivera dans le cours de ma vie, je n'ai pas six ans de temps à vivre; ce qui me fait connaître clairement que je suis obligé à Votre Eminence de la vie, et de la vie agréable, quand elle ne m'aurait pas d'ailleurs comblé de bienfaits et en ma personne et en celle de tous mes frères. En sorte que je connais fort bien que je suis sans comparaison plus obligé à Votre Eminence que qui que ce soit ne le peut jamais être, et c'est sur ce pied que je mesure aussi la reconnaissance que j'en dois avoir. »

Ces protestations de dévouement², elles se retrouvent à chaque page de cette correspondance de dix années, et non-seulement dans ces lettres intimes où Colbert déclare vouloir sacrifier tout, fortune, biens, amis, pour le service de son « maître » et « bienfaiteur, » mais dans une lettre publique, où, par un motif politique facile à comprendre, il exalte les bontés et les libéralités du cardinal avec une chaleur et un lyrisme qui dépassent toutes les bornes ³. Il faut bien le dire, la dignité abandonne ici tous ses droits : rien n'égale l'obséquieuse servilité dont Colbert fait preuve ⁴. Il se qualifie

¹ T. I, p. 443.

² Dès le 15 novembre 1651, Mazarin écrivait : « Je réponds que Colbert est à moi et qu'il noierait toutes les personnes qu'il aime pour mes intérêts, sans en excepter Le Tellier (t. I, p. LI). » Que dut-il dire plus tard !

³ T. I, p. 229 et 233.

⁴ En voici quelques exemples puisés çà et là dans la correspondance :

« Quand bien il serait question de ma fortune, je serais ravi de la sacrifier pour remettre quelque ordre en vos affaires.... — Comme je ne cherche point à me faire de fortune, et que je n'ai d'autre passion ni d'autre ambition, que celle de mettre vos affaires en bon état, etc.... — Je ne souhaite la place de personne et je n'ai jamais témoigné d'impatience de monter plus haut que mon emploi, lequel j'ai toujours estimé et estime infiniment plus que tout autre, puisqu'il me donne plus d'occasion de servir Votre Eminence.... — Il n'y aura jamais aucune considération ni d'amitié, ni de haine qui me puisse détourner

à plusieurs reprises de « créature de son Éminence ¹. » Dans une crise qui fit craindre pour les jours de Mazarin, il lui écrit de Nevers : « Pendant la maladie de Votre Éminence, le Saint-Sacrement a toujours été exposé dans toutes les églises, qui ne désemplissaient pas de monde ; et si les indispositions de Votre Éminence pouvoient être soulagées par la vie des hommes, je suis assuré que l'on en trouveroit ici un grand nombre qui la sacrifieroient volontiers pour cela ². » Lors d'un incident qui survint au sujet de la correspondance de Louis XIV avec Marie Mancini, l'une des nièces du cardinal, que celui-ci voulait, à ce que prétend M^{me} de Motteville, faire épouser au roi, Colbert ayant appris que son cousin Colbert de Terron, qui servait d'intermédiaire pour cette correspondance ³, avait encore envoyé à Marie Mancini, par ordre de Louis XIV, deux petits billets et un petit chien, s'en excusa en ces termes près de Mazarin :

« J'ai l'esprit tellement rempli de chagrin et de désespoir, que je

du droit chemin de votre service..... — Il est inutile de répéter tant de fois à Votre Éminence qu'il faudrait que je fusse le plus méchant des hommes si je ne souhaitais d'avoir mille vies et mille fois plus d'industrie que je n'en ai pour les employer au service de Votre Éminence; aussi puis-je l'assurer que ma passion et mon zèle surpassent tous ceux que jamais domestique ait eu pour son maître et pour son bienfaiteur..... — Je reçois par votre dernière lettre la continuation des bontés de Votre Éminence, desquelles je la conjure de croire que je suis pénétré au point qu'il vaut mieux me taire et bien servir toute ma vie que de penser à l'exprimer..... — Après avoir rendu un million de grâces à Votre Éminence..., reconnaissant que nous ne pouvons jamais rien faire qui mérite la moindre marque de ses bontés dont nous avons reçu et recevons tous les jours des effets qui surpassent infiniment toutes nos espérances, je ne cesserai de la supplier très-humblement et avec tout le respect que je lui dois d'avoir encore cette bonté pour nous de souffrir nos défauts et d'y compatir comme elle a la bonté de faire si souvent et qu'elle a si heureusement pratiqué, pour le salut de l'État, envers ceux qu'elle honore de quelque affection particulière..... — Votre Éminence me donne tant de marques de sa bonté qui sont si fort au-dessus de ce que je puis faire pour son service, que je la supplierais volontiers de retrancher une partie de ces bontés, crainte que mon esprit ne se laissât flatter de quelque proportion entre ses opérations et les récompenses que Votre Éminence lui donne de toutes façons; mais il est vrai qu'il s'applique si bien à en connaître la différence, que le déplaisir qu'il ressent de ne pouvoir rien faire qui en approche lui ôte bien souvent la liberté d'agir. » (T. I, pp. 130, 158, 393, 176, 214, 247-48, 401, 446, 458.)

¹ V. t. I, p. 247, et p. 248 : « Etant d'ailleurs bien juste que Votre Éminence s'étant montrée envers moi maître sans réserve, je lui fasse connaître que je puis être sa créature au même degré. »

² T. I, p. 453-54.

³ V. t. I, p. 349-80 (31 oct. 1659).

ne sais que dire à Votre Eminence. Je suis comblé de ses bienfaits. Toute ma famille a reçu et reçoit continuellement des marques de sa bonté. La confiance que Votre Eminence a bien voulu avoir en tous ceux qui portent mon nom est connue de tout le monde, et néanmoins il s'en trouve un qui a été capable de la trahir. Il n'est pas juste que Votre Eminence en punisse l'auteur seul ; ses grâces n'ont point été personnelles ; elles ont regardé toute ma famille ; il est juste que Votre Eminence la punisse tout entière, et pour moi, Monseigneur, sans les ordres exprès de Votre Eminence qui me retiennent, je serais allé la trouver en poste avec tous mes frères pour la supplier de nous punir comme le mérite un crime de cette nature ¹. »

Et quelques jours après :

« Quand je pense que j'ai été capable de donner un déplaisir à Votre Eminence, cela me met au désespoir... Je me suis jusqu'à présent flatté que nous ne pécherions jamais contre les règles d'une parfaite reconnaissance, et quelquefois je me suis donné le plaisir d'imaginer que peut-être un jour Votre Eminence aurait besoin de son serviteur, et que c'est alors que nous lui ferions tous connaître combien nous étions pénétrés de la grandeur de ses bienfaits et de ses bontés. Mais, au lieu de laisser au moins Votre Eminence dans le doute de quelle sorte nous agirions si le bonheur nous arrivait qu'elle eût besoin de nos vies, de nos fortunes, de nos enfants et de tout, la moindre petite occasion qui s'est présentée de lui donner des preuves contraires, nous n'avons pas manqué de nous y jeter à corps perdu, et nous avons besoin de toute la bonté de Votre Eminence pour expliquer bénévolement nos mauvaises intentions. Il n'y a rien au monde d'outrageant et de criminel comme cela. Quoique Votre Eminence veuille bien oublier tout ce qui s'est passé, je boirai à longs traits une si sensible douleur ². »

Malgré tant de protestations et tant d'assurances de désintéressement ; quoiqu'il fit profession de ne « chercher point à se faire de fortune, » et de n'avoir nulle impatience à « monter plus haut que son emploi, » Colbert était loin d'oublier ni lui ni sa famille. Un des traits les plus curieux de sa correspondance, est au contraire la continuelle préoccupation de l'avenir des siens. Il semble, comme le remarque M. Pierre Clément, qu'en demandant ainsi sans cesse, Colbert craignit que la source de tant de biens ne tarit d'un moment à l'autre ³. Tout d'abord, l'agent du ministre en exil eut soin de faire sa place, et de montrer en quelle monnaie il entendait être payé.

¹ T. I, p. 396.

² T. I, p. 397-8. (16 nov. 1659).

³ T. I, *introd.*, p. LXXI.

Ayant reçu, en avril 1651, une gratification de mille écus, il fit sentir qu'il valait mieux que cela, et que le cardinal devait avoir meilleure opinion de lui que de croire qu'il le servirait de la sorte : « Puisque depuis trois ans, lui écrivit-il, sans importuner personne et sans m'en plaindre, j'ai servi le roi à mes dépens, Votre Eminence peut bien croire que je ne commencerai pas à ruiner le peu qu'elle a dans sa nécessité pour subsister ¹. »

« Convaincu, dit M. Pierre Clément, par l'expérience qu'en avait faite Le Tellier, que Mazarin n'allait jamais au-devant d'un désir, et que pour avoir quelque chose de lui, il fallait solliciter sans cesse et ne pas craindre d'être importun, » Colbert agit en conséquence. Il serait fastidieux d'en accumuler ici les preuves. Bornons-nous à un résumé rapide.

Dès les mois de mai et de juin 1651, nous voyons Colbert solliciter la charge de contrôleur général de la maison du duc d'Anjou², ou tout au moins d'intendant de Monsieur³; en novembre 1652, il demande le bénéfice de Saint-Ligeaise⁴; en octobre 1653, la charge de capitaine de la volière des Tuileries⁵; en juin 1654, de nouveaux bénéfices⁶, puis la charge de secrétaire des commandements de la reine⁷; en juin 1656, il sollicite une gratification pour pouvoir acheter une terre dont le prix excède de 20,000 écus les fonds qu'il a à sa disposition⁸; en juin 1659, il demande et obtient de se défaire de la charge de secrétaire des commandements, qui fut vendue 500,000 livres⁹; en septembre suivant, il convoite de nouveaux bénéfices¹⁰.

¹ T. I, p. 76.

² T. I, p. 83, 89 et 95, M. P. Clément dit par erreur, dans son *introduction* (p. XLII), que c'était dans la maison de Gaston, duc d'Orléans; il s'agit, comme il le dit lui-même plus loin (p. 83, note), de Philippe de France, plus tard duc d'Orléans.

³ T. I, p. 90, 135; cf. p. 231.

⁴ T. I, *introd.* p. XLIV.

⁵ T. I, p. 210-11.

⁶ *Introd.*, p. XLV.

⁷ Voy. p. 232.

⁸ T. I, p. 246.

⁹ T. I, p. 345 et 451. Les motifs que Colbert allègue, dans une lettre du 16 juin 1659, pour se défaire de cette charge, valent la peine d'être cités : « Il est bien difficile que je puisse faire la fonction de cette charge avec l'assiduité nécessaire, sans préjudicier aux affaires de Votre Eminence, qui veulent un homme tout entier. J'ajouterai à cela le peu de disposition naturelle que j'ai à faire ma cour auprès des dames, après avoir passé toute ma vie dans un travail presque continuel. »

¹⁰ T. I, p. 374.

Pour un de ses frères, il réclame tantôt une prébende dépendant de l'abbaye de Saint-Médard, tantôt l'abbaye de Notre-Dame la Grande de Poitiers, ou le prieuré de Saint-Amand, ou l'abbaye de Saint-Martin de Nevers ; plus tard l'évêché de Luçon¹. Pour un autre frère, en se plaignant qu'un cousin lui « aille passer sur le ventre², » il sollicite la charge de garde de la Bibliothèque du roi³; pour un autre, il réclame une lieutenance au régiment des Gardes⁴; pour son oncle Colbert de Terron, la compagnie du régiment de Navarre possédée successivement par deux fils de ce même Colbert, tués en Piémont ; pour un de ses beaux-frères, le sieur de Saumery, la capitainerie de Chambord⁵.

Tant de sollicitations ne furent point infructueuses. Colbert, on le sait, fit sa fortune et celle de tous les siens. Il faut dire qu'il sut en témoigner à son bienfaiteur une juste reconnaissance, et jusqu'au delà de la tombe : par un acte du 3 novembre 1661, « Jean-Baptiste Colbert, chevalier, baron de Seignelay, conseiller du Roy en tous ses conseils, intendant des finances de France, » voulant, « par quelque monument qui passe à la postérité, donner aux siècles à venir des preuves de la volonté qu'il a eue de rendre sa reconnaissance immortelle, » érige un monument dans l'abbaye de Saint-Denis, dont Mazarin fut abbé, pour y déposer les restes de Paul de Mancini, neveu du cardinal, et fonde à perpétuité, pour le repos de l'âme de Mazarin et de son neveu, un service solennel, qui sera célébré chaque année⁶.

N'omettons pas, avant de quitter la correspondance de Colbert avec Mazarin, quelques traits qui achèveront de nous peindre l'homme qui préludait, par un si absolu dévouement et un si prodigieux labeur, au rôle qu'il se sentait appelé à jouer dans les affaires du pays.

On ne saurait croire jusqu'où allait, chez l'intendant du cardinal, la minutie des détails. Cette préoccupation, poussée à l'extrême, était, comme le remarque M. Pierre Clément, telle-

¹ T. I, pp. 131, 148, 193, 221, 222, 232, 342, 419.

² T. I, p. 209.

³ T. I, p. 270.

⁴ T. I, p. 278.

⁵ T. I, p. 226 et 434-35.

⁶ Voir cet acte dans l'*appendice* du t. I, p. 536-40.

ment innée chez lui qu'elle sera plus tard un des cachets particuliers de son administration ¹. Tantôt il s'agit de pièces de panne à deux faces trouvées dans le garde-meuble, et dont l'une, « couleur de tanné, d'un côté ras et de l'autre peluche couleur d'air, » pourrait être « assez propre pour faire une robe de chambre à Son Éminence, qui serait chaude et légère ²; » tantôt de la ménagerie de Vincennes où, écrit Colbert, « nous avons trois veaux qui sont nourris par six vaches, avec force œufs frais ³. » Ailleurs, il s'agit des « poules, poulets et poulettes d'Inde, qui sont en fort bon état, » et encore des veaux, qui préoccupent l'intendant, car ils peuvent maigrir avec l'âge; et Mazarin répond : « Il faudroit faire porter un veau à la foire s'il se peut ⁴. » Plus loin, Colbert et Mazarin s'entretiennent des veaux, faisans, dindons, etc., à vendre à la foire ⁵, des fruits de Vincennes envoyés au roi et à la reine, d'un « veau qui a trois mois passés, » et dont on pourrait faire présent à Monsieur ⁶, des provisions de vin « pour la bouche de Son Éminence ⁷, » des chapons, agneaux, etc., à faire engraisser pour sa table ⁸, des casaques des gardes de Son Éminence, de ses oranges de Portugal ⁹, etc., etc.

Mais Colbert se lance parfois dans des « raisonnements de haute volée, » comme il parle ¹⁰, qui s'écartent autant de ces minuties que du ton de subordination qui lui est habituel, et il va jusqu'à donner des conseils à Mazarin ¹¹. » Il recommande, entre autres choses, à Son Éminence, « qu'elle se donne garde de ceux qui sont d'esprit à sacrifier et à donner beaucoup aux subalternes, pour avoir plus de facilité de tromper le principal. » Plus tard, il opine en toute liberté, et le cardinal applaudit à ses observations ¹². De tout temps, il pousse aux mesures de rigueur : l'exil, la prison, les châtimens exemplaires, les

¹ T. I, *introd.*, p. xxi.

² T. I, p. 208.

³ T. I, p. 220.

⁴ T. I, p. 223-25.

⁵ T. I, p. 278-9. Cf. *Histoire de Colbert*, p. 85.

⁶ T. I, p. 306.

⁷ T. I, p. 380.

⁸ T. I, p. 399 et 400.

⁹ T. I, p. 421-22 et 426-27.

¹⁰ T. I, p. 192.

¹¹ Voir t. I, p. 197, 199-200.

¹² T. I, p. 377-78.

chambres de justice, « sévères et rigoureuses, » voilà ce qui convient aux rebelles et aux récalcitrants, quelque haut placés qu'ils soient ¹.

Au moment de l'exil de Mazarin, Colbert lui recommande la prudence, tout en entretenant ses espérances :

« Je suis obligé de vous dire que tous vos amis et serviteurs ne sont nullement d'avis de faire quoi que ce soit qui paraisse en public, pour vous, étant absolument nécessaire de laisser agir l'humeur de notre nation, qui est de la dernière inconstance en ses haines et en ses amitiés, quand l'objet en est absent, et que l'on ne l'excite point. Les désordres et les guerres civiles où nous allons tomber indubitablement travaillent pour vous, et pourvu que l'on change la conduite que l'on a tenue par le passé, on doit avoir quelque espérance. Je ne sais pas si ce discours est fondé sur la raison, mais je sais bien qu'une très-fâcheuse expérience, et pour vous en votre particulier et pour tous vos amis, et pour la Reine encore plus, le justifie fort. Il est vrai qu'il faut toujours préparer les matières, ce qui se peut faire par le moyen de l'état général de vos avances, qui est une pièce convaincante ; mais il ne faut rien remuer ni publier que la haine publique ne soit amortie ². »

Colbert ne se gênait pas d'ailleurs à cette époque : avec d'autres correspondants, il ménage peu le cardinal, et le passage suivant forme un trop curieux contraste avec ceux que nous avons cités, pour que nous ne le reproduisions pas ici. Voici ce qu'écrivait Colbert à Le Tellier, dans une lettre chiffrée, à la date du 4 janvier 1652 :

« Au reste, notre homme n'est pas toujours le même ; mais il est encore pis qu'il n'était : il ne pensait jamais au lendemain ; mais à présent il ne pense pas du matin à midi, et raisonne toujours sur de faux fondements. Ses patrons sont le comte Broglio et l'Andedei ³ qui s'entreprêtent la main : celui-là pour la guerre, celui-ci pour le conseil, qui, sachant le dedans du royaume comme vous savez, fait des raisonnements sur toutes choses qui excitent ma compassion. Il a si bien travaillé que ce n'est plus qu'un seul esprit qui anime ces deux corps ⁴. »

¹ Voir t. I, pp. 197-98, 228, 240, 265-66, 307, 309, 361, etc., et en particulier ce qui concerne la réunion des nobles de Normandie, t. I, *introd.* p. LXXXII-III. Cf. *Hist. de Colbert*, p. 83.

² T. I, p. 110-11.

³ Giuseppe Zongo Ondedei, évêque de Fréjus de 1654 à 1674, un des agents les plus actifs de Mazarin. (Note de M. P. Clément.)

⁴ T. I, p. 185.

III.

Mazarin venait de mourir (9 mars 1661) en recommandant au roi de se servir de Colbert, dont il louait la fidélité. A ses titres et qualités¹, aux emplois lucratifs qu'il possédait², l'ancien intendant général du cardinal devait joindre bientôt des titres et des emplois nouveaux, et allait être appelé à un rôle plus important : d'homme d'affaires, il allait passer homme d'Etat. Intendant des finances dès le mois de mars 1661³, Colbert eut tout d'abord sa place au conseil royal, et fut chargé bientôt, de fait sinon de droit, de l'administration des finances tout entière. Mais un rival se trouvait sur le chemin de Colbert, qui aspirait, dit-on, au poste du surintendant : à la mort de Mazarin, Fouquet était encore dans tout l'éclat de la faveur et de la puissance, et ne se croyait point indigne de la succession du cardinal.

Depuis longtemps, Colbert s'était déclaré l'adversaire de Fouquet. Après avoir, à l'origine, « entretenu une amitié assez étroite avec lui⁴, » et l'avoir même recommandé en 1650 à Le Tellier, comme un « homme de naissance et de mérite particulier et en état même d'entrer un jour dans quelque charge considérable⁵, » il en était venu à envisager, d'abord le pro-

¹ « *A Colbert, la maison où il demeure, sans être obligé de rendre aucun compte, sous peine d'être déshérités pour ceux qui le demanderont, et prie le Roi de se servir de lui, étant fort fidèle.* » Extr. du testament de Mazarin, t. I, introd., p. xcix.

² Voir l'acte cité plus haut (t. I, p. 536) et l'art. COLBERT dans le *Dictionn.* de M. Jal, p. 396.

³ Le 16 mars. — M. Jal a relevé cette mention dans un état de gages aux archives de la marine. « 1^{er} janvier 1661, au sieur Colbert, conseiller d'Estat et intendant des finances ayant le département de la marine, 2.000 livres. » — Mais cela ne prouve pas que Colbert fût intendant des finances au 1^{er} janvier. On fit remonter sans doute, en le nommant, ses appointements au commencement de l'année.

⁴ Ce sont les propres expressions de Colbert dans une lettre à Mazarin, en date du 28 octobre 1659, où il entre dans de curieux détails sur ses relations avec Fouquet. (T. I, p. 391.)

⁵ Lettre du 9 août 1650, t. I, p. 25. En novembre 1651, Colbert regardait encore Fouquet comme un homme auquel Mazarin avait de grandes obligations : « Sans lui, disait-il au cardinal, nous ne pourrions rien faire (t. I, p. 161). » C'est ce qu'il répétait plus tard à Mazarin, en lui disant qu'il avait en Fouquet « un des hommes du monde le plus capable de bien servir Votre Em. et de la soulager dans les grandes affaires dont elle est surchargée (t. I, p. 391). » On a une lettre chiffrée de Fouquet à Colbert, en date du 8 novembre 1651, dans laquelle

cureur général, puis le surintendant, sous un aspect bien différent, et à devenir peu à peu son antagoniste. Colbert a beau colorer l'opposition qu'il fit sous main à Fouquet d'un zèle ardent pour la chose publique et d'un amour passionné de l'économie, il est difficile de ne point admettre qu'il se soit glissé dans cette guerre incessante, acharnée même, quelque arrière-pensée personnelle.

Dès le 1^{er} octobre 1659, un mémoire sur les désordres du surintendant fut adressé par Colbert à Mazarin ¹. Ce mémoire, saisi par les agents de la poste, avec lesquels Fouquet avait « de particulières habitudes ², » fut placé sous les yeux de celui-ci, qui se plaignit à Mazarin. Le cardinal s'efforça d'arranger les choses. Dans deux lettres datées de Saint-Jean-de-Luz ³, en remerciant Colbert de son mémoire, il lui recommandait en même temps de voir, à son arrivée à Paris, le surintendant, qui « souhaitait furieusement de bien vivre avec lui ⁴, » et « de faire, écrit-il, ce qui pourra dépendre de vous afin qu'il connaisse que rien n'est capable de vous empêcher de vivre avec lui avec une sincère amitié. » Il y eut en effet une sorte de rapprochement ⁵; mais on peut voir par la correspondance de Colbert que cette réconciliation ne fut qu'apparente :

« L'article qui concerne M. le procureur général m'a tout à fait surpris, écrit-il à Mazarin le 21 décembre 1659..... Ce n'est pas

il le priait « d'écrire de bonne encre » en faveur de son frère l'abbé, qu'on leurrait avec la promesse illusoire d'une abbaye (t. I, p. 165, note).

¹ « Votre Em. trouvera ci-joint un mémoire qui m'est échappé des mains, quoique je sache bien qu'il ne contient que les ombres d'une connaissance dont elle a toutes les lumières... Au surplus Votre Em. verra combien il est important qu'il demeure secret. » T. I, p. 380-81.

² Lettre de Colbert à Mazarin, 28 octobre 1659, t. I, p. 392.

³ Lettres des 21 et 22 octobre, t. I, p. 514 et 516.

⁴ Lettre du 21 octobre 1659. — « Il m'a ajouté, disait le cardinal, que, vous ayant pratiqué longtemps, il avait eu le moyen de vous connaître un peu, et qu'il ne doutait pas que vous n'aviez plus pour lui la même affection que par le passé, s'étant aperçu que depuis quelque temps vous lui parliez froidement, quoiqu'il ne vous eût pas donné sujet à cela, ayant pour vous la dernière estime et ayant toujours souhaité avec la dernière passion d'avoir votre amitié, sachant d'ailleurs l'affection et la confiance que j'avais en vous ; sur quoi il s'est fort étendu, ne lui étant échappé une parole qui ne fut à votre avantage, et se plaignant seulement de la liaison dans laquelle vous étiez avec Hervart et l'avocat général Talon, à son préjudice, et d'autant plus que vous ne pouviez pas douter que, sans tous ces préparatifs, je n'avais qu'à dire un mot pour qu'il se retirât et me remit non-seulement la surintendance, mais la charge de procureur général. » (T. I, p. 514).

⁵ Colbert alla chez Fouquet. Cela est établi par les lettres de Fouquet au

d'aujourd'hui que je suis mal avec ses espions.... Pénétrer de quel principe cela peut provenir, je ne le puis et ne m'en soucie guère ; mais assurément il y a quelque dessein formé contre moi par le procureur général depuis longtemps. J'espère l'éviter en bien servant, sans intrigues, sans cabale et sans liaisons.... J'avoue que voyant en lui un dessein formé de me nuire, même par des faussetés grossières, et nulle pensée de vouloir bien vivre avec moi, comme il me semblait qu'il en avait tant donné de paroles à Votre Éminence, il me sera difficile de lui faire de grands éclaircissements¹. »

Colbert sut dissimuler et attendre : Fouquet devait se charger bientôt de lui fournir les armes avec lesquelles il allait être frappé. Le surintendant, d'ailleurs, ne fut pas dupe de ce rapprochement forcé. Dans une sorte de mémoire justificatif adressé à la reine-mère, qu'il cherchait alors à mettre dans ses intérêts, il s'exprime en ces termes :

« Je fais ce que je puis pour ramener Colbert à moi. Je lui ai rendu des services en son particulier très-importants, il a toujours eu de l'estime et de l'inclination pour moi ; il m'a confié de grands secrets ; il a reçu des bienfaits de moi. Mais, après tout, s'il a dessein sur mon emploi, et que son but soit de me déposséder pour faire les finances de son chef ou sous les ordres de Son Eminence, je ne puis le regagner ni le radoucir². »

La rupture, en effet, fut bientôt complète, quoi que non

cardinal, publiées par M. P. Clément, t. I, p. 518 et 519, et dont nous citerons quelques passages :

Lettre du 6 janvier : « J'ai vu M. Colbert, qui a pris la peine de me venir voir au logis, et lui ai dit que j'avais cru devoir être obligé de me défendre auprès de Votre Eminence de beaucoup de choses que j'avais connaissance qu'il m'imputait, et je me suis assuré qu'à ma place il n'aurait pas moins pu faire, mais que cela n'empêchait pas que j'eusse beaucoup d'estime pour lui, et que je lui eusse même obligation en beaucoup d'autres rencontres. J'ajoutai que j'étais persuadé que si mes intentions lui avaient été mieux connues, il n'aurait peut-être pas blâmé ma conduite, et que, comme lui et moi nous sommes à un même maître, nous ne devons voir l'un et l'autre que son service, chacun dans sa fonction ; que je recevais toujours très-volontiers les avis qu'il voudrait me donner et y déférerais même en tout ce que je pourrais, ou lui ferais entendre mes raisons ; que je souhaitais son amitié et que nous puissions de concert nous employer à l'exécution des ordres de Votre Eminence. Il m'a parlé fort amicalement, et j'espère que Votre Eminence sera satisfaite de ma conduite puisque je n'ai dessein que de lui plaire. »

Lettre du 19 janvier : « M. Colbert est parti content de moi. J'ose supplier Votre Eminence, puisqu'il y va de son service, de ne lui rien renouveler des petites plaintes passées qui puisse altérer ce sentiment. » (T. I. p. 518-519.)

¹ T. I, p. 409-410.

² T. II, *introd.*, p. x-xi.

déclarée¹. Colbert exerçait à l'égard du surintendant une surveillance occulte, mais assidue; il se rendit même à Vaux, afin de mieux se rendre compte des dépenses énormes qui y étaient faites, dépenses dont Fouquet s'efforçait de dérober la connaissance au roi et à Mazarin². Après la mort de Mazarin, quand la lumière se fut faite aux yeux de Louis XIV, et que l'arrestation du surintendant eut été décidée³, ce fut Colbert qui s'occupa de toutes les mesures à prendre, comme on le voit par les mémoires, écrits de sa main, dont on a conservé la minute⁴.

Mais ce qui est plus grave que de s'être efforcé de renverser un ministre coupable et délapidateur, c'est, une fois le surintendant tombé, d'avoir travaillé à sa ruine avec un acharnement trop évident. La première pensée de Colbert, devenu chef du conseil royal des finances⁵, fut la création d'une chambre de justice « sévère⁶, » composée des hommes les plus capables et surtout les plus dévoués, pour connaître des abus dans l'administration des finances. C'est devant cette chambre que comparut Fouquet. La part active que Colbert prit à la direction du procès est attestée par des preuves nombreuses⁷. Il fait voir ses efforts pour dissiper ce qu'il appelait la « cabale

¹ On dit même qu'il y eut à cette époque un rapprochement, et que, pour mieux le perdre, Colbert entoura Fouquet de prévenances. Mais ce fait n'est point établi. Voir les *Mémoires sur Nicolas Fouquet*, par M. Chéruel, qui paraît adopter ce point de vue.

² T. II, *introd.*, p. xxxii.

³ Voyez à ce sujet le très-curieux récit de Colbert lui-même : *Mémoires sur les affaires de finances de France, pour servir à l'histoire* (1663). Dans les *Lettres, instructions et mémoires*, t. II, p. 33 et suiv.

⁴ T. II, p. clxxxix et suiv.

⁵ Voir *Arch. de la Bastille, documents inédits*, publiés par M. Ravaisson, t. I, p. 383.

⁶ « Le troisième d'examiner soigneusement s'il serait avantageux pour le service, d'établir une chambre de justice sévère contre les gens de finances, ou de les réduire en taxes. » (*Mémoires sur les aff. de finances, t. c.*, p. 41.) Dès le 13 août 1659, Colbert écrivait à Mazarin : « Les finances en gros ont grand besoin d'une chambre de justice sévère et rigoureuse, et dont les officiers qui la composeront n'aient aucun attachement, ni par alliance ni par intérêt, aux partisans. » (T. I, p. 361.)

⁷ Voir en particulier une lettre de Colbert au roi, en date du 17 août 1663, dans les *Mélanges historiques* de la *Collection des docum. inédits*, t. II, p. 510. On y trouve ce passage : « Je ne dirai rien de nouveau à Votre Majesté, sinon que notre chambre de justice va toujours avec beaucoup de lenteur, nonobstant les visites que je rends à la dame. » Cette lettre est donnée en extrait par M. P. Clément, t. II, p. 14.

des dévots, » ses plaintes contre cette chambre de justice qui par une « prodigieuse langueur » ruinait toutes les affaires, qu'on devait s'appliquer avec soin à « faire agir, » sous peine de la voir « s'anéantir elle-même et de voir continuer pour jamais le vol et la dissipation des finances, » et dont Colbert alla jusqu'à proposer la dissolution ¹.

On attribue à Turenne un mot qui caractérise l'attitude prise par Colbert dans le procès de Fouquet : « Je crois, aurait-il dit, que M. Colbert a plus d'envie qu'il soit pendu, et que M. Le Tellier a plus de peur qu'il ne le soit pas ². » C'est qu'en effet le nom de Colbert avait été plus d'une fois prononcé dans le cours de la procédure : à des accusations contre le cardinal, qui n'étaient pas sans fondement et qui rejaillissaient sur son ancien intendant ³, venaient se joindre contre ce dernier des plaintes dont la véhémence augmentait encore l'animosité de Colbert. Marie de Maupeou, femme de Fouquet, dans une lettre au roi où elle demandait justice, témoignait en ces termes son indignation des procédés dont on usait contre son mari :

« L'arrêt donné depuis peu au conseil de Votre Majesté pour ordonner à la Chambre de justice de passer outre au procès de mon mari, est un des insignes artifices de nos ennemis. On veut persuader à Votre Majesté que cela est juste, parce que son conseil l'approuve.

« Mais qu'elle sache, Sire, que pas un de ce conseil ne le croit juste, sinon, peut-être, parce qu'on lui a dit en particulier que Votre Majesté le veut absolument.

« Et quant à la Chambre de justice, il est constant, Sire, qu'elle se croit elle-même incompétente..... Si Votre Majesté veut pleinement être éclaircie, qu'elle ait la bonté de le demander en particulier à quelqu'un de la Chambre même, lui commandant, sous peine de son indignation, de lui dire la vérité ; il en parlera à Votre Majesté encore plus fortement que moi, pourvu que Votre Majesté ne l'ait pas choisi ni parent, ni dépendant, ni créature du sieur

¹ T. II, p. ccvii.

² *Mém. de l'abbé de Choisy.*

³ «... Mazarin savait ce qu'il donnait, dit quelque part M. P. Clément, lui qui vendait souvent des charges bien moins importantes (que la charge de secrétaire des commandements, vendue par Colbert). On voudrait ne pas croire à ce trafic, que les contemporains lui ont vainement reproché ; la correspondance de Colbert ne laisse, à ce sujet, aucun doute (t. I, *introd.*, p. lxxix). » Colbert fut naturellement mêlé à tous ces trafics. Voir aussi t. II, *introd.*, p. ii, et *Mémoires sur Nicolas Fouquet*, par M. Chéruel, t. II, p. 321 et suiv.

Colbert, ni de ceux qui ne sont connus à Votre Majesté que par lui, et qui croient lui avoir la première et la plus grande obligation des grâces de Votre Majesté.

« Mais, Sire, ce qui a étonné tout Paris, qui va étonner toute la France, et bientôt après toute l'Europe, c'est d'apprendre que le sieur Colbert lui-même ait eu la hardiesse d'assister, dans ce conseil où l'arrêt a été donné, comme juge de mon mari, lui qu'on sait publiquement être sa plus véritable partie, lui que personne n'ignore avoir été, depuis six ans, son adversaire déclaré, avoir inspiré tout ce qu'il a pu de chimérique et de faux contre lui :

« Premièrement, à Son Eminence, dont il voyait les jalousies et les défiances éternelles ; puis à Votre Majesté, où son emploi lui donne moyen d'être à toute heure, lui qui a soustrait, à Saint-Mandé, tous les papiers qui pouvaient servir à la justification de mon mari ; lui, Sire, qu'on sait avoir conseillé et sollicité contre la vie de mon mari, ce que nul n'ignore dans Paris ; lui qui s'est expliqué, non pas une fois, mais plus de cent, comme j'offre de le prouver et vérifier à Votre Majesté, non pas par-devant une seule personne, mais devant plusieurs, que mon mari méritait la mort, en des termes fort injurieux, et qui marquent assez l'intérêt particulier qu'il croit avoir à perdre mon mari, et à ôter un témoin aussi instruit de ses actions, dont il a raison de cacher avec tant de soin la connaissance à Votre Majesté ¹. »

M^{me} Fouquet terminait par des insinuations aussi blessantes que dénuées de fondement sur l'immense fortune de Colbert, et sur les moyens qu'il employait journallement pour l'arrondir ².

Dans une autre lettre du mois de novembre 1663, elle insistait encore sur les difficultés que la défense rencontrait près du lieutenant civil, lequel « ne regardait aujourd'hui que les volontés du sieur Colbert pour règles de sa conduite, » et qui, après avoir autorisé implicitement l'impression des pièces, les avait fait saisir et enlever les presses ³.

Mais c'est assez nous arrêter sur un des côtés les moins honorables de Colbert. Voyons-le, non pas en face de la tâche immense qu'il va entreprendre, — l'étude serait trop vaste et

¹ *Archives de la Bastille*, t. II, p. 59-60.

² Cette lettre fut peut-être imprimée clandestinement, comme d'autres pièces, par les soins de la mère et de la femme de Fouquet. Voir Chéruel, *Mémoires sur Nicolas Fouquet*, t. II, p. 370.

³ *Archives de la Bastille*, t. II, p. 157. — « Au mois de juillet 1664, une requête fut présentée par Fouquet pour qu'il fût procédé à une information contre Colbert, Berrier et Foucault, pour faits de soustraction de papiers et autres. » (*Id.* p. 218-19.)

s'éloignerait de notre cadre, — mais en présence de Louis XIV, pendant la durée de son long ministère.

IV.

Membre du conseil royal des finances, comme nous l'avons vu, Colbert fut à vrai dire, dès 1661, le ministre dirigeant¹; mais ce fut seulement quelques années plus tard qu'il devint titulaire des fonctions qu'il remplissait. Il fut nommé surintendant des bâtiments le 2 janvier 1664, surintendant du commerce le 26 mars 1665; il n'obtint le contrôle général, qu'il sollicitait depuis 1662², qu'au mois de décembre 1665, et ne devint secrétaire d'État qu'en février 1669. Il avait pourtant conquis de bonne heure des titres de plus d'un genre à la faveur du monarque. En dehors de ses courageuses réformes financières, de la réorganisation de la marine, de l'active impulsion donnée à l'industrie, au commerce, aux sciences et aux arts; indépendamment de cet admirable ensemble de mesures où semblait revivre la pensée de Richelieu³, les premières années de son administration furent signalées par des services plus personnels et plus intimes : Colbert fut l'intermédiaire de Louis XIV et de M^{lle} de La Vallière pour la correspondance échangée pendant les absences du roi, et intervint à plus d'une reprise dans des circonstances délicates⁴. Nous lisons dans une lettre en date du 31 août 1663 : « Rendez les lettres que je vous envoie et particulièrement celle où il n'y a rien dessus, qui s'adresse à la personne que je vous ai recommandé en partant. Vous m'entendrez⁵. » Et le 1^{er} septembre : « Je vous adresse les lettres pour les reines... Et puis vous savez, où il n'y a point d'adresse⁶. »

¹ Voir ce que dit M. P. Clément, t. II, p. XLIX.

² Voir *Note sur les finances*, t. II, p. 4.

³ « A la mort de Mazarin, l'esprit de son prédécesseur revint en quelque sorte au pouvoir dans la personne de Colbert. » T. I, *introd.*, p. xx.

⁴ Voir l'*hist. de Colbert* de M. P. Clément, p. 152.

⁵ *Mélanges historiques*, publ. par M. Champollion-Figeac dans la *Coll. des docum. inéd.*, t. II, p. 510.

⁶ *Id. ibid.*, p. 513. — Je ne sais pourquoi M. P. Clément, dans son récent et remarquable livre sur *M^{lle} de Montespan*, en citant la lettre du 31 août, lui donne la date de 1673 et la rapporte ainsi à M^{lle} de Montespan (p. 47 et 68, note 2). Il est

Plus tard, Colbert aura à rendre d'autres services du même genre, comme l'attestent une de ses lettres, relative à la séparation du marquis et de la marquise de Montespan, prononcée le 7 juillet 1674 ¹, et la lettre suivante, écrite par Louis XIV à la date du 15 juin 1678.

« Il me revient que Montespan se permet des propos indiscrets. C'est un fou que vous m'erez plaisir de faire suivre de près; et pour que le prétexte de rester à Paris ne dure pas, voyez Novion, afin qu'on se hâte au Parlement.

« Je sais que Montespan a menacé de voir sa femme; comme il en est capable, et que les suites seraient à craindre, je me repose encore sur vous pour qu'il ne paraisse pas.

« N'oubliez pas les détails de cette affaire, et surtout qu'il sorte de Paris au plutôt ². »

Comme pour M^{me} de La Vallière, Colbert eut à s'occuper des enfants nés des amours du roi avec M^{me} de Montespan, et d'une façon plus personnelle encore. On lit, en effet, dans une lettre du 3 mars 1670 : « Mademoiselle de Blois a eu la petite vérole volante. *Ma femme a fait venir le sieur Brayer*, qui en a pris grand soin. Grâce à Dieu, elle en est à présent presque quitte. M. le comte de Vermandois est fort enrhumé, ce qui lui a causé un peu d'émotion. *Votre Majesté peut être assurée que ma femme en prend tout le soit qu'elle doit* ³. »

Colbert mit beaucoup de zèle à exécuter les multiples instructions de Louis XIV, relatives aux appartements de M^{me} de Montespan ⁴, aux travaux de Clagny, aux pierreries que le roi fit acheter pour pouvoir les « prêter à point nommé »

constant que les deux lettres ci-dessus sont de 1663, comme l'indique la date qui se trouve dans les *Mélanges historiques*, comme M. P. Clément lui-même l'avait reconnu en 1846 dans son *Hist. de Colbert*, et comme le contexte le prouve suffisamment. Il y est en effet question des dents du Dauphin, né le 1^{er} novembre 1661 et des deux reines. Or Anne d'Autriche mourut le 20 janvier 1666.

¹ Voir M^{me} de Montespan, par M. P. Clément, p. 17-18 et 223.

² *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 576. Dès le 17 mai, le roi recommandait à Colbert de faire surveiller Montespan, car c'était « un fou capable des plus grandes extravagues. » M^{me} de Montespan, par M. P. Clément, p. 248. Voir encore la réponse de Colbert, en date du 24 mai, p. 249.

³ T. II, 297, et en *post-scriptum*, le 6 : « Mademoiselle de Blois se porte fort bien, et sera purgée demain matin. Le prince n'a plus d'émotion et son rhume est fort diminué. » Le 12 mai suivant, il annonce l'entier rétablissement des deux enfants. Voir *Mélanges historiques*, t. II, p. 515.

⁴ Voir M^{me} de Montespan, p. 220, 222, 224, 225, 226, où M. P. Clément a réuni la correspondance relative à la maîtresse de Louis XIV. Cf. p. 451 et suiv.

à sa maîtresse, puisqu'elle ne voulait pas, écrivait-il, « entendre raison sur les présents¹; » aux sommes d'argent qu'il lui faisait compter², et jusqu'aux corsaires qu'il prit un jour fantaisie à M^{me} de Montespan de faire armer³. On dit même que, lors de la rupture momentanée qui eut lieu en 1675, grâce à l'influence de Bossuet, Colbert servit d'intermédiaire au roi pour la correspondance clandestine qui ne tarda pas à s'établir entre les deux amants⁴. Enfin, quand les relations furent devenues plus froides, Colbert, dont une fille était devenue la nièce de la maîtresse du roi par son mariage avec le duc de Mortemart⁵, eut parfois à travailler aux *raccommodements*⁶.

Colbert est donc plus que le ministre de Louis XIV : il est son familier, son homme de confiance. Dans sa correspondance avec le roi, les affaires privées sont mêlées aux affaires publiques : « Mgr le Dauphin fut hier un peu indisposé des dents, écrit-il à la date du 28 août 1663. Cette nuit il a fort bien dormi, en sorte qu'il a été aujourd'hui tout aussi gai qu'à l'ordinaire... Les reines sont, grâce à Dieu, en une parfaite santé. »

Mais ce qu'on trouve à toutes les pages de ces lettres et des mémoires présentés au roi, c'est une noble franchise et un vif désir d'obtenir du souverain le concours nécessaire pour réprimer et détruire les abus, et pour mener à bonne fin la tâche complexe et difficile que le ministre avait entreprise.

« Je vois une si grande quantité d'ordonnances qui viennent de toutes parts, écrit-il le 17 août 1663, que je me sens obligé de dire à Votre Majesté qu'il serait absolument nécessaire de faire un projet, le plus exact qu'il se pourra, de toutes les dépenses qui sont à faire pour le siège de Marsal, afin que Votre Majesté, étant informée

¹ M^{me} de Montespan, p. 221-22.

² *Id.* p., 104 et 236.

³ Il y eut trois navires armés en course. *Id.*, p. 104-105.

⁴ M. Floquet, *Bossuet précepteur du Dauphin*, p. 504.

⁵ Les fiançailles avaient eu lieu le 14 février 1679, et le mariage fut célébré en octobre 1680.

⁶ Voir M^{me} de Montespan, p. 123. D'après M. P. Clément, Colbert aurait été chargé par Louis XIV de transmettre, en octobre 1681, une réponse à M^{me} de Montespan, relativement à une demande par elle faite au nom de Mademoiselle; mais nous croyons que les termes de la lettre que cite M. P. Clément, dans son travail sur M^{me} de Montespan (p. 126) et dans le recueil des lettres (p. 261-62), s'appliquent à Mademoiselle, et que c'est près de celle-ci que Colbert fut chargé d'une mission, et non près de M^{me} de Montespan. Cf. les lettres de M^{me} de Montespan, données p. 262 et note.

comme elle est de toute la recette, elle jugeât ce qui se peut et ce qui ne se peut pas, étant impossible de pouvoir trouver rien à emprunter à présent, non-seulement à cause de la longueur de la Chambre de justice, mais encore plus à cause de la misère des peuples¹. »

Dans un mémoire sur le commerce, remis au roi le 3 août 1664, Colbert débute en ces termes :

« Sire, puisqu'il plaît à Votre Majesté donner quelques heures de son application au rétablissement ou plutôt à l'établissement du commerce de son royaume, comme c'est une chose qui ne regarde purement que le bien de ses sujets, qui ne peut produire à Votre Majesté aucun avantage qu'en l'espérance de l'avenir et qu'après avoir causé l'abondance et les richesses parmi ses peuples, et qui, au contraire, causera à Votre Majesté non-seulement le dégoût d'entendre souvent parler d'une manière assez désagréable de soi, mais même la diminution présente de ses revenus, il est certain, Sire, qu'en sacrifiant par Votre Majesté ces deux choses si considérables et si chères en un Roi : l'une le temps qu'elle pourrait employer ou en ses divertissements ou en autres affaires plus agréables, et l'autre ses revenus, elle multipliera à l'infini, par ces marques sans exemple de son amour pour ses peuples, la vénération et le respect dans leurs esprits et l'admiration parmi les étrangers². »

En 1665, ce sont les travaux de Versailles qui sont l'objet des observations de Colbert :

« Votre Majesté retourne de Versailles..... Je la supplie de me permettre de lui dire, sur ce sujet, deux mots de réflexion que je fais souvent et qu'elle pardonnera, s'il lui plaît, à mon zèle.

« Cette maison regarde bien davantage le plaisir et le divertissement de Votre Majesté que sa gloire, et elle fait bien connaître à tout le monde combien elle préfère celle-ci à ceux-là, et que c'est assurément l'intérieur de son cœur, en sorte qu'il y a toute sûreté de parler librement à Votre Majesté sur cette matière, sans courir risque de lui déplaire. Je croirais prévariquer à la fidélité que je lui dois, si je ne lui disais qu'il est bien juste qu'après une si grande et une si forte application qu'elle donne aux affaires, avec l'admiration de tout le monde, elle donne quelque chose à ses plaisirs et à ses divertissements ; mais qu'il faut bien prendre garde qu'ils ne préjudicient à sa gloire.

« Votre Majesté sait qu'au défaut des actions éclatantes de la guerre, rien ne marque davantage la grandeur et l'esprit des princes que les bâtiments, et toute la postérité les mesure à l'aune de ces

¹ *Mélanges historiques*, t. II, p. 508.

² *Lettres, instr., etc.*, t. II, p. cclxiii.

superbes maisons qu'ils ont élevées pendant leur vie. O quelle pitié que le plus grand Roi et le plus vertueux de la véritable vertu qui fait les plus grands princes, fût mesuré à l'aune de Versailles ! Et toutefois, il y a lieu de craindre ce malheur. Et, pour moi, j'avoue à Votre Majesté que, nonobstant la répugnance qu'elle a d'augmenter les comptants, si j'avais pu prévoir que cette dépense eût été si grande, j'aurais été d'avis de l'employer en des ordonnances de comptant, afin d'en ôter la connaissance ¹."

L'année d'après Colbert, dans un mémoire adressé au roi, fait entendre encore des plaintes très-franches et très-vives sur l'exagération des dépenses, les prodigalités de toutes sortes, et l'inutilité de ses conseils :

"Voici, Sire, écrit-il, un métier fort difficile que je vais entreprendre. Il y a près de six mois que je balance à dire à Votre Majesté les choses fortes que je lui dis hier et celles que je m'en vais encore lui dire. L'ordre de Votre Majesté, sa haute vertu, mon cœur, qui n'est plein que d'amour et de zèle pour la personne et la gloire de Votre Majesté, me donne la hardiesse de parler.

"Je fais auprès de Votre Majesté le métier, sans comparaison, le plus difficile de tous ; il faut de nécessité que je me charge des choses les plus difficiles et de quelque nature qu'elles soient. Je me confie en la bonté de Votre Majesté, en sa haute vertu, en l'ordre qu'elle nous a souvent donné de l'avertir au cas qu'elle allât trop vite, et en la liberté qu'elle m'a souvent donnée de lui dire mes sentiments ²."

Colbert énumère les diverses dépenses, en insistant sur la nécessité de réduire celles qui s'appliquent aux affaires du dedans du royaume et aux « plaisirs et divertissements » du roi :

"Il faut épargner, dit-il, cinq sols aux choses non nécessaires, et jeter des millions quand il est question de votre gloire. Je déclare à Votre Majesté, en mon particulier, qu'un refus inutile de mille écus me fait une peine incroyable, et lorsqu'il est question de millions d'or pour la Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme et mes enfants, et j'irais à pied toute ma vie, pour y y fournir s'il était nécessaire. Votre Majesté excusera, s'il lui plaît, ce petit transport ³."

Colbert particularise ensuite : les divertissements ont été tellement mêlés avec la guerre de terre qu'il est bien difficile de distinguer, et si Sa Majesté « veut bien examiner en détail

¹ *Id.*, t. II, p. ccx.

² T. II, p. ccxvii-viii.

³ T. II, p. ccxviii.

combien de dépenses inutiles elle a faites, elle verra bien que, si elles étaient retranchées, elle ne serait point réduite à la nécessité où elles est. » Les dépenses de l'écurie ont été triplées; le jeu, les fêtes, repas et festins extraordinaires ont absorbé des sommes qui n'ont jamais été atteintes sous les règnes précédents; les troupes de la maison du roi ont été l'objet de dépenses excessives.

« Votre Majesté, poursuit Colbert, pourrait peut-être me représenter deux choses :

« L'une, qu'à l'égard des revues et de la marche des troupes, j'ai peut-être le plus porté Votre Majesté à assembler les corps d'infanterie et de cavalerie et à faire ces revues.

« L'autre, pourquoi je ne lui ai pas dit mes sentiments sur ces matières, vu la liberté qu'elle a toujours bien voulu me donner de lui parler en particulier avec toute liberté.

« Pour répondre au premier de ces reproches, il est vrai que j'ai parlé à Votre Majesté de l'assemblée des corps et des revues fréquentes par Votre Majesté même; mais, Sire, à l'égard de l'assemblée des troupes et de leurs marches, je n'ai pas cru qu'une affaire si importante serait confiée à un jeune homme de vingt-quatre ans, sans expérience sur cette matière, fort emporté, et qui croit qu'il est de l'autorité de sa charge de ruiner le royaume, et qui veut encore le ruiner parce que je le veux sauver.

« A l'égard des revues, il est vrai, Sire, que j'en ai parlé à Votre Majesté; mais je n'ai jamais cru qu'elles dussent venir chercher Votre Majesté, ni que la marche des troupes et l'assemblée des armées au dedans du royaume, qui en attire la ruine sans difficulté, pût devenir un divertissement de dames.... Il n'y a pas d'apparence que Votre Majesté soit persuadée que les revues qu'elle a faites soient véritables, puisque les officiers ont été avertis huit ou quinze jours auparavant qu'ils devaient paraître en présence de Votre Majesté.

« Pour répondre au second reproche, il est vrai, Sire, que Votre Majesté m'a permis de lui parler avec liberté. Il est vrai que Votre Majesté nous l'a souvent ordonné à M. Le Tellier et à moi dans les commencements. Il est vrai encore que l'année passée, à Saint-Germain, Votre Majesté me témoigna de l'impatience d'apprendre ce que j'avais à lui dire.

« Mais, Sire, outre que le temps et l'occasion ne se présentent pas toujours, et même que je les évite autant que je le puis, pour des raisons que Votre Majesté sait, trois considérations puissantes m'en ont empêché.

« La première, que j'avais à parler contre ce que Votre Majesté témoignait aimer plus fortement ;

« La seconde, qu'encore que ce que je dis à Versailles touchant les exils et les rappels me parût avoir été agréé de Votre Majesté,

n'ayant point vu qu'elle y ait fait aucune réflexion, j'ai commencé de douter si la liberté que j'avais prise avait été agréable à Votre Majesté;

Et la troisième qu'il m'a semblé que Votre Majesté commençait de vouloir préférer ses plaisirs et ses divertissements à toute autre chose.

Il est encore bon que Votre Majesté sache deux choses dont on n'a pas osé demeurer d'accord quand elle l'a demandé : l'une, qu'il a été affiché dans Paris un libelle portant ces mots : *Louis XIV donnera les grandes marionnettes dans la plaine de Moret*; l'autre, qu'il en a été distribué un autre dans les maisons, portant ces mots : *Parallèle des sièges de La Rochelle et de Moret, faits par les rois Louis XIII et Louis XIV*.

« Je sais bien, Sire, que ces sortes d'écrits ne doivent entrer pour rien dans les résolutions des grands princes; mais je crois qu'ils doivent être considérés dans les actions qui requièrent l'approbation publique ¹. »

Cette noble franchise, Colbert ne s'en départit jamais; et si Louis XIV ne tenait pas assez compte de tels avertissements, il savait au moins entendre la vérité. Battu pour Versailles, Colbert dut chercher, au milieu des dépenses chaque jour croissantes qu'occasionnaient des guerres prolongées, à faire face aux frais de constructions gigantesques. Il mit tous ses soins à surveiller les travaux dans leurs moindres détails, et à assurer la stricte exécution des ordres du roi. Les mémoires qu'il présenta à Louis XIV, les lettres qu'il lui écrivit, pendant les années 1669 et suivantes ², sont remplis de renseignements à cet égard. « Voilà, Sire, écrit-il en 1672, après un long exposé de l'état des travaux de Versailles, de Trianon et de Clagny, le détail de tout ce qui se fait à présent; toutes les semaines j'aurai l'honneur d'en rendre compte à Votre Majesté, et j'espère que dans les semaines suivantes, elle apprendra quelque progrès qui la satisfera davantage ³. »

Mais la voix de Colbert ne s'éleva pas toujours en vain : il obtint parfois des réductions de dépenses. En mai 1670, ayant écrit au roi : « Voici le temps où Votre Majesté a accoutumé de régler le brevet de la taille. Votre Majesté me fera savoir, s'il lui plaît, si elle veut que les impositions de 1671 soient pareilles à celles de 1670, ou si elle voudroit soulager

¹ T. II, p. CCXXI-CCXXIV.

² Voir t. V, p. 282, 283, 296, 298, 299, 324, 328, 337, 355, 368, etc.

³ T. II, p. 326.

ses peuples d'un million de livres, » Louis XIV répondit : « Il faut faire les impositions et soulager les peuples d'un million ¹. »

Ces bonnes dispositions du roi se montrent à plus d'une reprise dans ses lettres :

« Vous avez oublié de me donner le mémoire que nous avons fait de la dépense de l'année prochaine, écrit-il le 10 octobre 1670. Envoyez-le moi aussitôt, afin que je repasse toutes choses, et que je voie s'il n'y a rien à épargner en plus ². »

« J'ai reçu la lettre que vous m'envoyez du détail des finances et des sommes que nous pouvons présentement mettre ensemble. Il faudra essayer qu'elles puissent fournir au nécessaire, et retrancher tout ce qu'on pourra ; mais vous savez que cela est très-difficile ³. »

« La dépense me fait peur. J'espère que par votre application et votre travail vous trouverez ce qu'il me faudra. J'ai confiance en votre savoir-faire et à l'action que vous avez pour mon service et pour moi ⁴. »

On voit ici sur quelle pente Louis XIV se laissait entraîner. Colbert ne lui ménagea pas les avertissements. Tout en s'excusant, disait-il, « d'interrompre Sa Majesté dans une si terrible application » que celle qu'elle se donnait, il insistait sur la diminution et l'insuffisance des revenus, sur l'impossibilité de subvenir à toutes les dépenses ⁵. En exprimant l'espoir, à la date du 11 juin 1674, que le roi serait content de ses « petits soins » relativement à la récente adjudication des fermes, il ajoutait :

« Je crois être obligé de dire à Votre Majesté que, pour maintenir ses fermes en cet état, et faire en sorte que les fermiers puissent payer le prix de leurs adjudications, il est nécessaire que Votre Majesté non-seulement ne se relâche point de la protection et de l'application qu'elle y a données jusqu'à présent, mais même qu'elle la redouble, s'il est possible, étant certain que par le moindre relâchement de ces deux grandes parties qui font en tout le bonheur et la grandeur de l'État, non-seulement les fermiers n'en pourraient soutenir le prix courant, mais elles diminueraient considérablement par l'avenir ⁶. »

¹ T. II, p. CCXXVII-VIII.

² T. II, p. CCXXIX, note 1.

³ T. II, p. CCXXIX.

⁴ *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 511.

⁵ T. II, p. CCXXXIX-XLI. Voir aussi p. CCXLII la lettre du 22 mai 1674.

⁶ T. II, p. CCXLVI.

En 1676, Colbert revient encore à la charge, comme on le voit par ce passage d'une lettre de Louis XIV, datée du camp de Necrasselt, le 10 juin :

« J'ai vu aussi le billet que vous m'écrivez sur les augmentations de dépenses. Vous voyez comme moi qu'elles sont nécessaires; vous y ferez tout de votre mieux, et, quoi qu'il arrive, je serai content de vous; car je suis assuré que vous faites plus même que ce qui est possible¹. »

Dans une autre lettre, en date du 17 avril 1677, Louis XIV insiste sur l'obligation où il se trouve de dépenser plus qu'il ne croyait : « Il faut travailler, écrit-il, à beaucoup de choses que ces sièges ont épuisées; » et il déclare avoir besoin de 500,000 livres d'extraordinaire en mai, et d'autant en juin². On dirait, au ton de la lettre, que le roi redoute la désapprobation du ministre, et qu'il cherche à s'excuser de l'augmentation croissante des dépenses.

Colbert fit entendre encore, en 1680, des paroles d'avertissements et de reproche. Le respect, l'« envie sans bornes » qu'il avait toujours eu de plaire à Sa Majesté et de la servir à son gré, et « encore plus son éloquence naturelle qui vient facilement à bout de persuader ce qui lui plait, » lui avaient fermé la bouche. Mais une « sérieuse réflexion » le décidait à parler : « J'aurais cru, disait-il, prévariquer à mon devoir et manquer à la fidélité que je dois à Votre Majesté, si je ne lui remettais encore fidèlement devant les yeux ce même état (des finances), afin qu'il lui plaise, y faisant la réflexion qu'elle estimera nécessaire, prendre la résolution qu'elle croira plus avantageuse à son service. »

Après l'exposé détaillé des chiffres, Colbert concluait en ces termes :

« A l'égard de la dépense, quoique cela ne me regarde en rien, je supplie seulement Votre Majesté de me permettre de lui dire qu'en guerre et en paix, elle n'a jamais consulté ses finances pour résoudre ses dépenses, ce qui est si extraordinaire qu'assurément il n'y en a point d'exemple.

¹ T. II, p. ccl.

² T. II, p. ccl. Le 5 mars précédent, Louis XIV avait écrit à Colbert : « Je suis bien aise que vous ayez donné ordre au paiement que vous avez fait, cela ne me surprend pas, sachant l'envie que vous avez de me plaire. » T. V, p. 378.

« Et si elle voulait bien se faire représenter et comparer les temps et les années passées, depuis vingt ans que j'ai l'honneur de la servir, elle trouverait que, quoique que les recettes aient beaucoup augmenté, les dépenses ont excédé de beaucoup les recettes, et peut-être que cela convierait Votre Majesté à modérer et retrancher les excessives, et mettre, par ce moyen, un peu plus de proportion entre les recettes et les dépenses.

Jesais bien, Sire, que le personnage que je fais en cela n'est pas agréable ; mais, dans le service de Votre Majesté, les fonctions sont différentes. Les unes n'ont jamais que des agréments dont les dépenses sont les fondements ; celle dont Votre Majesté m'honore, a ce malheur qu'il est difficile qu'elle puisse rien produire d'agréable, puisque les propositions de dépenses n'ont point de bornes ; mais il faut se consoler en travaillant toujours à bien faire.

« Je supplie encore une fois Votre Majesté de faire une sérieuse réflexion sur tout ce que je viens de lui représenter ¹. »

Au milieu de ces soins incessants, de ces avertissements donnés avec une louable franchise, Colbert ne négligeait pas de brûler, à l'occasion, un grain d'encens en l'honneur des succès de nos armes, et de célébrer la gloire de son maître ² :

« Les affaires de finances, écrivait-il au Roi en juin 1673, ne méritent pas d'interrompre l'application que Votre Majesté donne à sa grande et glorieuse entreprise. Dieu veuille qu'elle s'achève promptement et à son entière satisfaction ! Mais, Sire, tout tremble quand on pense que Votre Majesté s'expose. Un respectueux silence empêche de parler, et je demande pardon à Votre Majesté si ces trois mots sont sortis de ma plume ³. »

« Sire, lisons-nous dans une lettre écrite la même année, après la prise de Maëstricht, toutes les campagnes de Votre Majesté ont un caractère de surprise et d'étonnement qui saisit les esprits et leur donne seulement la liberté d'admirer, sans jouir du plaisir de pouvoir trouver quelque exemple ⁴. »

« Il faut, Sire, écrivait-il encore en 1674, après la prise de Besançon, se taire, admirer, remercier Dieu tous les jours de nous avoir fait

¹ T. II, p. cclvi. Voir un mémoire de la même année, sur l'état des finances depuis 1661, et une note sur la réduction des dépenses, t. II, p. 121-127, et 140-141.

² T. II, p. ccxliv et ccxlvii.

³ Lettre du 20 juin 1673, extraite des archives de M. le duc de Luynes, et qui paraît dans le t. VI (p. 310) du recueil des *Lettres et Instructions*, dont nous devons, par avance, la communication à l'obligeance de M. P. Clément.

⁴ *Œuvres de Louis XIV*, t. III, p. 413,

naître sous le règne d'un roi tel que Votre Majesté, qui n'aura d'autre bornes de sa puissance que celles de sa volonté¹. »

Malgré les remontrances, respectueuses mais toujours libres, que Colbert ne cessa de faire entendre, Louis XIV appréciait à leur valeur les services de son ministre et ne lui marchandait pas les témoignages de sa satisfaction². Outre les preuves *effectives* qu'il lui en donna, sa correspondance en contient à chaque instant l'expression, en même temps que la preuve d'un sincère attachement.

A Versailles, le 15 août 1671.

« Mme Colbert³ m'a dit que votre santé n'est pas trop bonne, et que la diligence avec laquelle vous prétendez revenir vous sera peut-être préjudiciable. Je vous écris ce billet pour vous ordonner de ne rien faire qui vous mette hors d'état de me servir, en arrivant, à tous les emplois importants que je vous confie. Enfin, votre santé m'est nécessaire : je veux que vous la conserviez, et que vous croyiez que c'est la confiance et l'amitié que j'ai en vous et pour vous qui me font parler comme je fais⁴. »

A 11 heures, le dimanche (27 septembre 1671).

« Je suis bien fâché que la fièvre vous ait empêché de venir aujourd'hui ici, comme je vous l'avais ordonné. Songez à votre santé, et ne faites rien qui la puisse altérer⁵. »

Au camp, près Mariembourg, 4 mai 1672.

« Je suis très-aise de ce que vous me mandez touchant le crédit. Vous savez mieux que personne que les soins que vous y donnez seront très-utiles⁶. »

Au camp de Rinberg, le 7 juin 1672.

« Vous verrez par les relations que j'écris à la reine tout ce qui se passe ici, et dans cette lettre, les assurances que je vous donne de la confiance que j'ai en vous, de mon amitié, et de la satisfaction que j'ai de la conduite de votre fils, qui ne peut être meilleure⁷. »

¹ *Oeuvres de Louis XIV*, t. III, p. 503.

² Les appointements de Colbert s'élevaient en 1678 à 55,000 livres, et nous le voyons recevoir en 1677, « pour gratification, en considération de ses services et pour lui donner moyen de me les continuer, » la somme de 400,000 liv. *Hist. de Colbert*, par M. P. Clément, p. 128-129.

³ Il y a *Monsieur* dans les *Mélanges historiques*. M. Clément, en citant cette lettre dans son *Hist. de Colbert*, a corrigé par *Madame*.

⁴ *Mélanges historiques*, t. II, p. 518.

⁵ *Id.*, p. 520.

⁶ *Lettres instr.*, etc., t. II, p. ccxxxi.

⁷ *Mélanges historiques*, t. II, p. 522.

Au Louvre, le 1^{er} janvier 1673.

« J'ai été agréablement surpris par la lettre que vous m'avez écrite, où vous me mandez que mon revenu augmente. Je vous avoue que je ne m'y attendais pas. Mais, de votre industrie et de votre zèle, je me dois tout promettre..... Croyez que, comme vous m'avez donné le premier plaisir de l'année, pendant son cours je vous ferai paraître la satisfaction que j'ai de vos services et de vous¹. »

Nancy, 31 juillet 1673.

« Je ne veux pas finir sans vous dire que votre frère m'a parlé, qu'il ne me reste plus rien contre lui, et que quand je trouverai quelque occasion de l'employer, je le ferai avec plaisir. Vous devez mettre quelque chose à cela sur votre compte ; car, quoique j'aie été bien aise de lui faire plaisir, celui que je vous fais en cette occasion, qu'il m'a paru que vous preniez assez à cœur, y a fort contribué². »

Colbert remercie le roi en ces termes :

« Pour répondre au billet que Votre Majesté a bien voulu m'écrire, il faudrait, Sire, employer toute ma vie en remerciements des grâces que je reçois de Votre Majesté.

« Elle veut bien pardonner à mon frère.

« Mon fils reçoit tous les jours des marques de sa bonté, après avoir reçu celle de l'admettre à faire ma charge, en un âge si peu avancé³.

« Et Votre Majesté veut bien me délivrer du reproche que je me faisais tous les jours à moi-même de ne pouvoir pas servir Votre Majesté aussi bien que je l'aurais désiré dans ses travaux des places d'Alsace. Je ne puis répondre, Sire, à toutes ces bontés que par un respectueux silence, en la conjurant de vouloir bien pardonner les fautes que je fais dans son service⁴. »

Recueillons encore quelques-uns des témoignages de satisfaction de Louis XIV :

Au camp de la Loye, 16 juin 1674.

« Je sais l'amitié que vous avez pour moi, et le zèle que vous avez

¹ *Lettres, instr.*, etc., t. II, p. ccxxxr-xxxii.

² T. II, p. ccxxxiii.

³ Seignelay avait alors vingt-deux ans. — Le 10 mai 1672, Colbert, écrivant à Louis XIV, disait que les paroles lui manquaient pour exprimer combien il était vraiment pénétré des bontés que le roi témoignait à son fils. « Heureux, ajoutait-il, s'il sait profiter d'un si grand avantage, et bien heureuses seront les fautes qu'il fera, puisqu'elles seront relevées et corrigées par le meilleur maître, le plus éclairé de tous les hommes, et le plus grand et le plus puissant roi qui ait jamais monté sur le trône. » T. VI, p. 293. Lettre provenant du cabinet de M. le duc de Luynes.

⁴ T. II, p. ccxxxv.

pour mon service; cela étant, vous devez être assuré du gré que je vous en sais¹. »

Au camp de Sebourg, 3 mai 1676.

« J'ai vu comme vous travaillez pour exécuter ce que je vous ai ordonné ; c'est assez que vous soyez chargé d'une chose pour que je sois en repos². »

Au camp près de Cambrai, 17 avril 1677.

« Je finis en vous assurant que vos services me sont aussi agréables qu'utiles, et que je reconnais les peines que vous prenez par l'amitié que j'ai pour vous³. »

Du camp devant la citadelle de Gand, 10 mars 1678.

« Vous faites des merveilles sur l'argent, et je suis tous les jours plus content de vous. Je suis bien aise de vous le dire⁴. »

Saint-Omer, 24 juillet 1680.

« Il ne me reste plus qu'à vous assurer de la satisfaction que j'ai de tout ce que vous faites, et de l'amitié que j'ai pour vous⁵. »

Il y eut pourtant des nuages dans la faveur dont jouit Colbert auprès de Louis XIV. Les deux curieuses lettres qui suivent en sont la preuve :

A Chantilly, le 24 avril 1671.

« Je fus assez maître de moi avant-hier pour vous cacher la peine que j'avais d'entendre un homme que j'ai comblé de bienfaits, comme vous, me parler de la manière que vous faisiez. J'ai eu beaucoup d'amitié pour vous, il y paraît par ce que j'ai fait ; j'en ai encore présentement, et je crois vous en donner une assez grande marque en vous disant que je me suis contraint un seul moment pour vous, et que je n'ai pas voulu vous dire moi-même ce que je vous écris, pour ne vous pas commettre à me déplaire davantage. C'est la mémoire des services que vous m'avez rendus et mon amitié qui me donne ce sentiment ; profitez-en et ne hasardez plus de me fâcher encore ; car, après que j'aurai entendu vos raisons et celles de vos confrères, et que j'aurai prononcé sur toutes vos prétentions, je ne veux plus jamais en entendre parler. Voyez

¹ T. II, p. ccxlvii. Voir aussi t. V, p. 363 un passage de la lettre, du 28 mai 1673.

² T. VI, p. 330.

³ T. II, p. ccli. Cf. une lettre du 24 avril 1677, *Œuvres de Louis XIV*, t. V, p. 565.

⁴ T. V, p. 383. Cf. t. II, p. ccliv, et, en note, dans une lettre également du 10 mars 1678 : « Vous savez ce que je pense sur vous ; c'est pourquoi je n'en parlerai plus. »

⁵ T. VI, p. 350.

si la marine ne vous convient pas si vous ne l'avez à votre mode, si vous aimeriez mieux autre chose, parlez librement ; mais après la décision que je donnerai, je ne veux pas une seule réplique. Je vous dis ce que je pense, pour que vous travailliez sur un fondement assuré et pour que vous ne preniez pas de fausses mesures ¹. »

A Liancourt, le 26 avril 1671.

« Ne croyez pas que mon amitié diminue ; vos services continuant, cela ne se peut ; mais il me les faut rendre comme je le désire, et croire que je fais tout pour le mieux. La préférence que vous craignez que je donne aux autres ne vous doit faire aucune peine. Je veux seulement ne pas faire d'injustice et travailler au bien de mon service. C'est ce que je ferai quand vous serez tous auprès moi. Croyez, en attendant, que je ne suis point changé pour vous, et que je suis dans les sentiments que vous pouvez désirer ². »

En 1673, nous voyons le roi s'exprimer encore assez sèchement, dans une lettre du 19 septembre, datée de Nancy :

« Je connais l'état de nos affaires et je vois ce qui est nécessaire. Je vous l'ordonne et vous l'exécutez ; c'est tout ce que je peux désirer. J'espère que, dans la suite, les choses iront toujours de mieux en mieux. Je suis assuré qu'il ne tiendra pas à vous ³. »

La sincérité que Colbert avait à l'égard du roi, il entendait d'ailleurs que chacun l'eût aussi : on le voit recommander souvent de tout *dire au roi*. « Nous avons affaire, écrit-il à Du Quesne en 1672, à un maître trop clairvoyant pour ne pas connoître la vérité de tout ce qui s'est passé pendant cette campagne, et démêler le vrai d'avec le faux ⁴. » « Vous savez bien, écrit-il au même en 1677, que toutes les lettres de marine sont lues exactement au roi ⁵. »

Il nous resterait à examiner si Colbert fut l'objet de la défaveur du roi dans les derniers temps, et si sa mort ne prévint pas une disgrâce presque certaine. Mais ce point se rattache à une autre question : la rivalité de Colbert et de Louvois. Voyons donc les deux ministres en présence, et suivons un peu les phases de ce long duel, interrompu par la mort de l'un des champions.

¹ *Mélanges historiques*, t. II, p. 519.

² *Mélanges historiques*, t. II, p. 519. — Ces documents figureront sans doute dans les volumes complémentaires du grand recueil de M. P. Clément, qui y insère tout ce que ses devanciers avaient déjà recueilli.

³ T. VI, p. 315. Lettre provenant du cabinet de M. le duc de Luynes.

⁴ T. III, p. 468.

⁵ T. III, *partie supplémentaire*, p. 44; cf. p. 98.

V.

Louvois était de vingt-deux ans plus jeune que Colbert¹, qui avait vu grandir le fils de Le Tellier, et s'était même intéressé à ses débuts : « Je crois devoir dire à Votre Eminence, écrivait-il au cardinal en juillet 1657, que le fils aîné de M. Le Tellier fit hier une action aux jésuites pour la conclusion de sa philosophie, qui donna de l'admiration à tous ceux qui y assistèrent... Je puis assurer Votre Eminence que toutes les personnes les plus qualifiées du royaume jugèrent qu'il se rendoit digne de succéder à son père et très-capable de bien servir le roi². » Le mois d'après, le jeune Louvois — il portait déjà ce nom — étant tombé dangereusement malade, Colbert écrivit au cardinal : « Cette nuit, grâce à Dieu, la petite vérole a paru en abondance, ce qui fait beaucoup espérer, et en effet les médecins l'estiment hors de danger³. »

Dès 1658, une certaine froideur existait entre l'ancien commis de Le Tellier et son premier protecteur. On en a pour preuve une lettre compassée et cérémonieuse que Colbert écrivait à Le Tellier, à la date du 18 juin de cette année⁴. Quand Louvois, âgé seulement de vingt-un ans, obtint, le 24 février 1662, l'entrée au conseil avec le rang de secrétaire d'Etat⁵, Colbert ne vit pas d'un œil favorable un jeune homme, aussi audacieux qu'inexpérimenté, s'asseoir à côté de lui dans le conseil, y contrebalancer son influence alors souveraine, et contrarier ses plans. Nous ne savons si, comme l'a raconté au siècle suivant le duc de Luynes, le carrousel de 1662 fut proposé par Louvois pour « embarrasser » Colbert⁶. Mais il est constant que celui-ci ne tarda pas à être fort hostile à Louvois, et à manifester cette hostilité dans ses communications au roi. Nous avons cité plus haut le mémoire

¹ Colbert était né en 1619, et Louvois en 1641.

² T. I, p. 578, note.

³ T. I, p. 578.

⁴ Voir t. I, p. 297.

⁵ Il avait depuis le mois de décembre 1655 la survivance de son père et le brevet de conseiller d'Etat ordinaire.

⁶ Voir la citation faite par M. P. Clément, t. II, *introd.*, p. cxvi, note.

qu'il adressa à Louis XIV, le 22 juillet 1666, où les plaintes les plus vives sont formulées sur l'administration de la guerre, et où se trouve ce passage : « Je n'ai pas cru qu'une affaire si importante serait confiée à un jeune homme de vingt-quatre ans, sans expérience sur cette matière, qui croit qu'il est de l'autorité de sa charge de ruiner le royaume, et qui veut encore le ruiner parce que je veux le sauver. » L'antagonisme, dès le début, était donc déclaré ; mais Colbert dut se modérer, et entretenir officiellement avec son collègue, devenu bientôt secrétaire d'Etat de la guerre (1666), des relations polies et presque amicales.

« Je ne vous repète point, Monsieur, écrivait Louvois à Colbert le 15 avril 1668, ce que je mande au roi, de crainte de vous donner une peine inutile, parce que je suis fort persuadé que le roi vous montrera mes lettres. Je vous dirai seulement que je fais ce que je puis pour ne vous point retomber sur les bras, pour la dépense que la pure et absolue nécessité du service oblige de faire ¹. »

Et Colbert répondait à la date du 18 :

« Je vous remercie de tout mon cœur de l'avis que vous avez bien voulu me donner de votre arrivée à Tournay. J'ai vu, par votre lettre au roi, tout ce que vous y avez fait pour le bon ménage de ses finances, dont je suis obligé de vous remercier. Sa Majesté a témoigné beaucoup de satisfaction de tout ce que vous avez fait en ce pays-là. Vous aurez appris, par les lettres de M. Le Tellier, le détail de ce qui s'est passé avec les sieurs Van Beuningen et Trevor, ce qui nous donnera bientôt la satisfaction de vous revoir ². »

Nous avons peu de documents qui nous permettent d'étudier les rapports de Colbert et de Louvois. Il faut se contenter des quelques rares notions que M. Pierre Clément a rassemblées ³. En 1671, il y eut en plein conseil, entre les deux ministres, une scène très-vive, comme l'attestent les deux lettres de Louis XIV à Colbert que nous avons données ci-dessus *in extenso*, et où on lit : « Je fus assez maître de moi avant-hier pour vous cacher la peine d'entendre un homme que j'ai comblé de bienfaits comme vous, me parler de la manière que vous faisiez.... La préférence que vous craignez que je ne donne aux autres ne doit vous faire aucune peine ;

¹ *Hist. de Louvois*, par M. Camille Rousset, t. I, p. 183.

² *Id. ibid.*

³ Dans l'*Introduction* du tome II de son recueil.

je veux seulement ne pas faire d'injustice et travailler au bien de mon service. » Cet incident coïncida précisément avec l'affaire des fortifications de Brisach.

Malgré certains compliments de commande échangés entre les deux rivaux, — comme celui-ci, à propos de la prise de Maëstricht (1673) : « Il n'appartient qu'à vous de si bien exécuter les ordres du roi, qu'il ne lui manque rien pour une si grande entreprise », — la lutte d'influence s'agita constamment, et Colbert, dont la rude franchise et l'opposition persistante aux dépenses exagérées contrariaient les goûts du roi, perdit peu à peu du terrain. En 1677, Le Tellier obtint les sceaux ; en revanche Colbert de Croissy remplaça Pomponne au ministère des affaires étrangères. « Colbert possédait à cette époque, dit M. Pierre Clément, par lui ou par les siens, le contrôle général, les ministères de la marine et des affaires étrangères, un archevêché, des évêchés, des intendances à profusion, sans compter les positions dans la flotte, l'armée et la finance. Jamais famille n'avait occupé tant et de si hautes fonctions ². »

Des sombres jours étaient pourtant réservés à Colbert pendant les derniers temps de son ministère et de sa vie. Il fut, le 14 février 1680, dénoncé par Louvois, à l'occasion de marchés où un Père Minime de Toulon aurait eu des parts illégitimes ³. Une scène qu'il eut à Versailles avec Louis XIV, au sujet de travaux onéreux, lui laissa aussi dans le cœur une blessure cruelle : « Il y a là de la friponnerie, » aurait dit le roi. A quoi Colbert aurait répondu : « Sire, je me flatte que ce mot-là ne s'étend pas jusqu'à moi. » — « Non, répondit Louis XIV, mais il fallait avoir plus d'attention. » Et il ajouta ces mots, si blessants pour Colbert par la comparaison établie entre son rival et lui : « Si vous voulez savoir ce que c'est que l'économie, allez en Flandre. Vous verrez combien les fortifications des places conquises ont peu coûté ⁴ ! »

Quoi qu'il en soit de ce mot, dont l'authenticité ne saurait être garantie, il est certain que l'influence de Louvois

¹ *Hist. de Louvois*, t. I, p. 499.

² T. II, *introd.*, p. cxviii.

³ T. III, *introd.*, p. xxxiii.

⁴ Ce fait est consigné dans les *Particularités sur les ministres des finances*, par Montyon. On a peu de détails bien authentiques sur la dernière période de la vie de Colbert.

était alors prépondérante auprès de Louis XIV. Charles Perrault, commis de Colbert, raconte que celui-ci, ayant un jour exprimé la crainte de ne pouvoir fournir soixante millions que le roi réclamait pour les frais extraordinaires de la guerre, Louis XIV répondit : « Songez-y ; il se présente quelqu'un « qui entreprendrait d'y suffire, si vous ne voulez pas vous y « engager. » Colbert aurait pensé alors à se retirer, et son commis raconte que, « tandis qu'auparavant on le voyait se mettre au travail en se frottant les mains, il ne travailla plus qu'avec un air chagrin, et même en soupirant ¹. »

Une affection grave et douloureuse, la pierre, contribua à avancer la mort de Colbert, qui avait été atteint, dès 1680, d'accès de fièvre maligne qui avaient menacé ses jours ; mais ce ne fut peut-être pas la seule cause de la fin prématurée de Colbert. « Quand M^{me} de Maintenon nous raconte que Colbert refusa de lire au lit de mort une lettre du roi, *pour mieux penser à Dieu*², et qu'on songe au prestige de la royauté à cette époque, au culte que lui avait voué Colbert, il est impossible de ne pas voir dans ce refus le ressentiment des soupçons dont sa probité avait été l'objet, et combien son cœur en avait été ulcéré³. » « Louvois, remarque ailleurs M. Pierre Clément, n'avait donc pas seulement, pendant les vingt-deux années du ministère de Colbert, entravé toutes ses combinaisons et compromis tous ses plans ; il fut peut-être encore une des causes de sa mort ⁴. »

VI.

Notre étude serait incomplète, si nous ne nous arrêtions pas, avant de finir, aux rapports de Colbert avec les siens. Après

¹ Cité par M. Clément, t. II, *introd.*, p. cxii-cxiii.

² « C'est un sot discours que les desseins pernicieux qu'il avait, et le roi lui a pardonné de très-bon cœur d'avoir voulu mourir sans lire sa lettre pour mieux penser à Dieu. » Lettre de M^{me} de Maintenon à M^{me} de Saint-Géran, 10 septembre 1683. — M. P. Clément nous dit, au moment où nous revoyons l'épreuve de ces pages, qu'il faut biffer de l'histoire ce fait, qui ne se trouve que dans le texte remanié et interpolé par La Beaumelle. Nous nous empressons de consigner ici le démenti que le savant écrivain donne à la version citée par tous les historiens, et qu'il avait reproduite à son tour.

³ T. II, *introd.*, p. xxxiv.

⁴ T. III, *introd.*, p. cxxii.

l'avoir vu en face de ses supérieurs et de ses égaux, il faut l'envisager en présence de sa famille, et surtout de son fils, qui fut de sa part l'objet de sollicitudes pendant longtemps si mal payées.

Nous avons déjà vu comment Colbert traita son cousin Colbert de Terron, lors de l'incident des lettres de Louis XIV à Marie Mancini, en 1659. Nous le voyons plus tard le battre froid pour ne pas lui avoir fait part à l'avance de son mariage¹, et le tancer vigoureusement au sujet de retards dans le service². Un autre de ses cousins, Colbert de Saint-Marc, intendant d'Alsace, eut aussi à essuyer de vives réprimandes à cause de son incurie, et des torts graves qu'il s'était donnés³. Je ne parlerai pas des subordonnés qui n'avaient point avec le ministre des liens de parenté. On connaît assez la rudesse de Colbert, pour supposer avec quelle sévérité ils devaient être traités quand ils se met-

¹ « Je ne puis m'empêcher de vous dire, lui écrit-il le 15 septembre 1670, que vous avez été bien secret dans le mariage que vous avez fait de ma cousine. Je m'attendais que vous m'en donneriez part et que j'aurais envoyé à mon fils le pouvoir de signer pour moi dans le contrat de mariage et toute ma famille et moi aurions fait nos compliments aux nouveaux mariés. Quand vous voudrez, vous raccommodez cela autant qu'il se pourra (t. III, part. II, p. 19). »

² « Je vous avoue que je suis un peu surpris des mesures qui ont été si mal prises pour former les équipages de vaisseaux du Roi dans une occasion aussi importante que celle-ci, et même du peu d'expédients que vous m'ouvrez pour y remédier à l'avenir. Je ne puis m'empêcher de vous dire que je ne vois point par vos lettres que cela vous touche au point que vous devriez l'être.

« Toute la gloire du Roi, le bien de l'État et un million de choses grandes et considérables dépendait de cet armement.

« Il y a huit mois entiers que je vous écris toutes les semaines trois fois, que je vous ouvre de ma part tous les expédients qui me peuvent tomber dans l'esprit pour éviter ce mal ; et cependant je trouve que, quand nous sommes à la conclusion, il nous manque encore de 7 à 800 hommes ; et vous savez qu'en des matières de cette conséquence il n'y a point d'excuses envers le maître, particulièrement quand on ne l'a point averti par avance de ce défaut et que l'on a pas eu recours à son autorité pour l'empêcher. Je ne puis vous dire sur ce sujet que ce que je vous ai répété tant de fois, qui est ce que j'attendais ce que vous aurez à me proposer pour empêcher que cela n'arrive plus (t. III, part. I, p. 427). »

³ 23 novembre 1669. « Cela ne se peut plus souffrir. Il y a six ans entiers que je souffre de vous une conduite la plus bizarre et la plus extraordinaire dont on ait jamais entendu parler. Je vous avoue que j'en suis rebuté, et vous pouvez disposer vos affaires pour vous en retourner à Metz ou à Reims au commencement de l'année prochaine. Je suis bien fâché que l'âge et l'expérience qui rendent les hommes plus capables de servir, n'aient point eu sur vous cet effet. J'ai fait jusqu'à présent mon devoir de bon parent ; je suis bien fâché que vous n'y ayez pas répondu. » — 30 novembre. « Tant que vous me garderez une conduite si bizarre que celle que je viens de vous expliquer, il est

taient en faute¹. Cette sévérité, Colbert en usa à l'égard de son propre fils, qu'il s'efforçait de rendre digne de l'emploi auquel il le destinait. Il semblerait qu'il y eût là encore quelque trace de jalouse animosité à l'égard de Louvois, qui avait obtenu à vingt-un ans la survivance de son père, et que Colbert voulût à tout prix voir Seignelay se montrer capable d'être auprès de lui ce que le jeune Louvois avait été auprès de Le Tellier.

Il faut nous arrêter un peu ici, et étudier le ministre doublé du père.

Placé à douze ou treize ans sous la direction du Père Bouhours, Seignelay fut, quelques années après, envoyé à Rochefort

impossible que vous puissiez continuer dans l'emploi où vous êtes. » — 8 février 1670. « Vous vous plaignez de tout le monde et tout le monde se plaint de vous, et je me sens obligé de vous dire encore une fois que si vous persistez dans cette conduite, il est absolument impossible que vous souteniez plus longtemps l'emploi que Sa Majesté vous a confié. » — 27 septembre. « Je ne puis pas m'empêcher de vous dire en cette occasion, que voici le dernier coup qui fera connaître si vous êtes capable de servir ou non... Je ne veux pas croire qu'il y ait du mal et de l'intelligence vicieuse entre vous et cet entrepreneur ; mais certainement, sur cette matière, il n'y a jamais eu une conduite plus pitoyable que la vôtre. Vous ne vous contentez pas d'avoir beaucoup d'ennemis par l'incompatibilité de votre humeur, mais vous êtes bien aise de leur donner encore un prétexte le plus facile et le plus plausible du monde de vous nuire. C'est à vous à y remédier, si bon vous semble. » — 25 octobre. « Je vous avoue que j'ai été surpris de voir le style de la lettre que vous écrivez au chevalier de Clerville, et que vous m'envoyez à cachet volant, ou pour mieux dire, je ne l'ai point été, parce que ce style est justement du caractère de votre esprit... Quand vous me dites que le nom que vous portez vous empêcherait bien de rien faire qui vous put attirer aucun reproche, je veux vous croire ; mais jamais homme n'a tant donné que vous de preuves d'une mauvaise conduite. » — 13 décembre. « Je vous avoue que ces confusions et obscurités me font de la peine pour vous, et que, si vous avez de l'honneur et de la considération pour le nom que vous portez, il faut faire l'impossible pour mettre tout ce qui dépend de votre conduite tellement au jour et la rendre claire, qu'elle ne puisse même être atteinte d'aucun soupçon. » — 3 janvier 1671. « Je vous dirai seulement entre nous deux que vous n'avez jamais été capable d'être intendant de deux places aussi considérables que celles-là, ni même de toutes autres, et que vous n'en avez jamais eu les principes ni ne vous êtes appliqué à les apprendre. Dieu veuille qu'il n'y ait rien autre chose à tout ce que je vois ! » — 7 février. « Je ne sais pas ce qui arrivera de tout ceci ; mais je puis vous assurer qu'en la personne de mon fils je punirais la friponnerie si je la trouvais. Je veux croire qu'à la fin vous justifierez peut-être votre conduite ; vous pouvez croire combien je le souhaite, quoique, quand même cela serait, il y aurait toujours beaucoup de honte qu'il soit nécessaire d'employer tant de temps à une si grande confusion. » Voir t. V, pp. 19, 20, 26-27, 30-31, 38, 42, 45, 50 ; voy. aussi p. 18 à 36, *passim*, et sur les suites de cette affaire, l'introd. de ce volume, p. xiv-xv.

¹ Voir en particulier, t. III, *introd.*, p. xxxvi-xxxvii, la conduite de Colbert à l'égard de Pierre Arnoul, intendant de Toulon.

(juillet 1670), auprès de Colbert de Terron, qui y remplissait les fonctions d'intendant, et se chargea de cultiver cette jeune plante un peu rebelle et de lui donner des notions spéciales sur la marine. « J'ai un grand remerciement à vous faire de toute l'instruction et de tous les bons traitements que mon fils a reçus de vous, écrivait Colbert à son cousin quelques mois plus tard ; s'il fait un jour bien sa charge, il vous en aura toute l'obligation ¹. »

En quittant son fils, Colbert lui avait remis des instructions détaillées. Il lui recommandait de s'appliquer avec soin au règlement de ses mœurs, et de considérer « que la principale et seule partie d'un honnête homme est de faire toujours bien son devoir à l'égard de Dieu, d'autant que ce premier devoir tire nécessairement tous les autres après soi. »

« Après ce premier devoir, poursuivait Colbert, je désire qu'il fasse souvent réflexion à ses obligations envers moi, non-seulement pour sa naissance, qui m'est commune avec tous les pères et qui est le plus sensible lien de la société humaine, mais même pour l'élévation dans laquelle je l'ai mis, et pour la peine et le travail que j'ai pris et que je prends tous les jours pour son éducation, et qu'il pense que le seul moyen de s'acquitter de ce qu'il me doit est de m'aider à parvenir à la fin qu'il me souhaite : c'est-à-dire qu'il devienne autant et plus honnête homme que moi, s'il est possible, et que, en y travaillant comme je souhaite, il satisfasse en même temps tous ses devoirs envers Dieu, envers moi et envers tout le monde, et se donne les moyens sûrs et infaillibles de passer une vie douce et commode, ce qui ne se peut jamais qu'avec estime, réputation et règlement de mœurs ². »

Colbert terminait ses instructions par deux observations : la première, sur la nécessité de faire agir la volonté, afin qu'elle « se porte d'elle-même à prendre plaisir à faire son devoir, » car « c'est la volonté qui donne le plaisir à tout ce qu'on doit faire, et c'est le plaisir qui donne l'application. » La seconde sur l'obligation de se faire aimer de tous, supérieurs, égaux ou inférieurs, et d'agir pour cela « avec civilité et douceur. » Enfin, Colbert enjoignait à son fils de lui adresser chaque semaine « le mémoire de toutes les connaissances

¹ T. III, part. I, p. 304. Voir t. III, part. II, p. 9 à 22, les lettres de Colbert à son cousin, pleines de sollicitude et de recommandations à l'égard de Seignelay.

² T. III, part. II, p. 2.

qu'il aura prises sur chacun des points contenus en cette instruction ¹. »

De Rochefort, Seignelay se rendit à Marseille, à Toulon et ensuite en Italie. Pendant le séjour de Toulon, Colbert s'informe près de l'intendant Matharel des progrès de son fils :

« Vous pouvez facilement, lui écrit-il, vous persuader que la connaissance que vous dites que mon fils a de la marine ne me peut guère déplaire. Mais comme vous connaissez que je ne suis pas bien aise de me tromper moi-même, et qu'au contraire je suis d'humeur à rabattre quelque chose de la vérité, même pour le pousser toujours plus fortement dans la carrière de la perfection, dont l'on n'atteint jamais le bout, je vous prie de me dire exactement la vérité. Et, pour vous bien faire connaître ce que je désire, je ne doute point de l'esprit de mon fils ; je le connais, et il serait difficile qu'il n'en eût point ; mais je doute toujours un peu de sa volonté et de son application, et c'est particulièrement à cela que je vous prie de veiller et de m'informer soigneusement de tout ce que vous en trouverez ². »

Enfin, au moment du départ pour l'Italie, Colbert envoie à son fils une longue instruction, où les recommandations les plus minutieuses, la règle de conduite la plus détaillée lui sont données, et qui se termine par ces lignes :

« C'est tout ce que je crois nécessaire de lui dire pour ce voyage. Je finis en priant Dieu qu'il l'assiste de ses saintes gardes et bénédictions, et qu'il retourne en aussi bonne santé et aussi honnête homme que je le souhaite. Je lui recommande surtout de se souvenir toujours de son devoir envers Dieu, et de faire ses dévotions à Lorette ³. »

Malgré de si sages et si paternelles recommandations, malgré les soins assidus et la vigilance de Colbert, Seignelay ne sortait guère de sa frivolité et de son amour pour les plaisirs. De nouveaux voyages en Hollande et en Angleterre n'avaient pas répondu à l'attente de Colbert. Les belles et fortes leçons consignées dans l'*Instruction pour mon fils pour bien faire la première commission de sa charge* ⁴, n'avaient pas produit une vive impression sur Seignelay, qui ne rompait pas avec ses habitudes de mollesse.

¹ T. III, p. II, p. 5-6.

² T. III, part. II, p. 28.

³ T. III, part. II, p. 33-34.

⁴ Voir t. III, p. 46-64.

La correspondance du père avec le fils est pleine de reproches et d'exhortations. Ses mémoires sont confus, faits « en galopant; » il ne fait point de minutes de ses dépêches, « ce qui, entre nous, dit Colbert, est une chose honteuse, et qui dénote une négligence et un défaut d'application qui ne se peut excuser ni exprimer¹. » Il va jusqu'à oublier pendant quinze jours de donner une lettre de requête qu'il s'était chargé de présenter au Roi². « Comme jamais Roi, lui disait Colbert, n'a eu tant d'application, pensez bien que vous ne pouvez lui plaire et le servir que par votre application³. » S'il répondait à ses dépêches aussitôt qu'elles sont arrivées, il aurait du temps à la fois pour étudier, pour faire sa cour et pour ses divertissements⁴.

Seignelay proteste de son intention de mieux faire, et Colbert lui répond : « Il y a longtemps que je vous dis qu'il ne me faut plus de protestations de vous appliquer, il me faut des effets qui me persuaderont davantage que vos paroles⁵. » En marge d'un mémoire de son fils, où se trouvaient des lignes terminées par des mots écrits en demi-cercle, Colbert écrit (9 juin 1673) : « Toutes ces fins de ligne font pitié. Il n'y a que les femmes qui écrivent de cette sorte, et jamais homme qui se mêle d'écrire ne doit le faire⁶. » En août suivant, il remet à Seignelay un mémoire, en lui recommandant de le lire « avec attention et réflexion : »

« Je vous déclare, mon fils, dit-il dans ce mémoire, que si vous ne changez cette conduite, et que vous ne vous appliquiez davantage pour vous former le sens et le jugement et pour vous corriger de vos fautes, qui sont trop grossières, vous ne durerez guère. C'est à vous à y prendre garde... Voici encore cinq heures entières que j'emploie aujourd'hui à votre instruction, sur des matières qui devraient vous faire la dernière honte⁷. »

Il s'adoucit pourtant plus loin :

« Et comme par tout ce que vous m'envoyez je vois que vous travaillez, j'espère toujours qu'en vous servant des instructions que je vous donne pour bien diriger votre travail, vous parviendrez

¹ T. III, part. II, p. 80

² *Id. ibid.*, p. 98.

³ *Id.*, *ibid.*, p. 113.

⁴ *Id.*, *ibid.*, p. 111.

⁵ *Id.*, *ibid.*, p. 114.

⁶ *Id.*, *ibid.*, p. 113.

⁷ *Id.*, *ibid.*, p. 129.

enfin à vous rendre plus capable que vous n'êtes de bien faire ma charge ; outre toutes les raisons que vous avez, je suis persuadé que, quand ce ne serait que pour me soulager de l'horrible peine que vous me donnez tous les jours, vous devriez vous y appliquer davantage... Je vous avoue, mon fils (la sévérité reprend ici le dessus), que vous faites des fautes si grossières, que j'ai honte moi-même de vous les dire ; je souhaite que la honte de les faire arrive promptement ¹. »

On lit encore en tête d'un mémoire de la même année :

« MÉMOIRE POUR MON FILS. Je le prie de faire en sorte que ce soit la fin de mes instructions, et qu'enfin je voie quelque fruit et quelque soulagement de tant de peine et d'application que je me donne depuis dix ans ². »

Dès qu'il y a quelque progrès, Colbert salue avec empressement cette espérance d'un changement heureux :

« Il me semble que je trouve dans tout ce que vous m'avez écrit et envoyé un peu plus d'application..., et vous ne pouvez croire combien ces apparences, quelque légères qu'elles soient, me donnent de satisfaction ³. »

« Dieu veuille que vous continuiez à faire comme vous avez fait ce matin, et quoique je ne l'attende guère, je prendrai un grand plaisir d'être trompé ⁴. »

Ce n'est qu'à la fin de 1676 que les éloges deviennent plus fréquents et plus complets :

« Mon fils, écrit Colbert en marge d'une longue lettre de Seignelay, je n'ai presque rien à vous dire sur toutes ces dépêches, qui sont d'un autre style et tout autrement bien que tout ce que vous avez fait jusqu'à présent ; et pour vous dire la vérité et vous répéter ce que je vous ai déjà dit : Je commence à me reconnaître ⁵. »

« Je suis toujours bien aise de vous répéter, écrit Colbert quelques jours après, que je suis fort content, qu'il n'y a rien de mieux que tout ce que vous avez fait dans ce voyage. Il reste seulement à mieux diviser, relire, polir ⁶. »

Plus d'un point de détail laisse en effet à désirer ; notons la remarque suivante, curieuse dans sa minutie :

« Vous ne devez jamais négliger votre signature dans toutes vos

¹ T. III, part. II, p. 130.

² *Id.*, *ibid.*, p. 138.

³ *Id.*, *ibid.*, II, p. 103; cf. p. 116.

⁴ *Id.*, *ibid.*, p. 110.

⁵ *Id.*, *ibid.*, p. 159.

⁶ *Id.*, *ibid.*, p. 171.

expéditions, et c'est ce qui vous arrive presque toujours, en sorte que c'est plutôt le seing d'un notaire de village ou d'un procureur que celui d'un secrétaire d'Etat ¹. »

« Vous êtes parti de Versailles le 6, écrit encore Colbert à la date du 28 octobre, et je n'ai reçu que le 21 votre lettre du 13, excepté le billet que vous m'avez écrit de Lyon. Cependant le Roi, qui est exact au point que vous savez, n'a jamais manqué un seul jour à me demander si j'avais reçu de vos nouvelles. Croyez-vous, de bonne foi, que cela soit bon ? »

La correspondance s'interrompt pendant l'année 1677, et en février 1678, nous retrouvons le malheureux père encore aux prises avec son fils :

« Je ne puis m'empêcher de vous dire, écrit-il, que si vous ne voulez pas faire réflexion à tout ce qui regarde la marine, vous verrez assurément que tout menace une ruine prochaine, par une suite d'événements fâcheux et malheureux qui arriveront inmanquablement coup sur coup, pour être amassés et accumulés de longue main, et tout cela parce que vous ne voulez point faire ce que je vous ai déjà écrit cinq ou six fois, et ce que je vous ai dit peut être cinq cents. Il n'est point question de travail, mais seulement de penser aux principales choses que vous avez à faire lorsque vous arrivez, en carrosse même, en vous levant, en vous habillant, et en toutes occasions... Je ne sais si je me trompe, mais je suis persuadé que ce que je vous demande se peut faire par l'homme le plus incommodé, et quelque indisposition que j'ai eue, j'en ai toujours fait beaucoup davantage »

Et le 2 mars suivant :

« Vous n'avez accusé la réception d'aucune de mes lettres depuis votre départ. Je vois bien clairement que vous ne les exécutez point. Cela m'est fort ordinaire, mais au moins faites-moi savoir si vous les recevez ou non ². »

La santé de Seignelay, qui devait mourir à trente-neuf ans d'une maladie de langueur causée par ses excès, commençait dès lors à être mauvaise, et lui servait d'excuse auprès de Colbert. Mais son incurable légèreté était aussi une maladie dont il ne put jamais guérir, bien que les soins paternels aient fini par faire de lui un homme, sinon d'un génie plus vaste que Colbert, comme l'a dit Voltaire, au moins un ministre habile, intelli-

¹ T. III, p. II, p. 172.

² T. III, p. II, p. 194.

³ T. III, p. II, p. 204.

gent, plein d'ardeur, de vues élevées et de conceptions généreuses.

On ferait un recueil de maximes tirées de la correspondance de Colbert avec son fils. M. Pierre Clément en a recueilli un bon nombre. Quelques citations trouveront naturellement leur place ici, et du père nous ramèneront à l'homme lui-même, au personnage moral, qu'elles achèveront de nous faire connaître sous toutes ses faces :

« Il faut se mettre fortement dans l'esprit qu'aucun homme n'a de mérite, de satisfaction et de gloire dans le monde, qu'autant qu'il entreprend des choses difficiles et qu'il en vient à bout ¹. »

« La loi indispensable et la plus nécessaire est d'être réglé dans ses mœurs et dans sa vie ². »

« Le principal de tout travail consiste à se donner le temps de bien penser, et, quand on a bien pensé, exécuter promptement ³. »

« Il faut travailler beaucoup pour se rendre le travail facile, et quand vous vous appliquerez à bien faire ce que vous avez à faire, vous verrez que vous vous jouerez de votre travail ⁴. »

« Il n'y a que le plaisir que les hommes prennent à ce qu'ils font ou à ce qu'ils doivent faire qui leur donne de l'application ; et il n'y a que l'application qui leur attire du mérite, d'où vient l'estime et la réputation, qui est la seule chose nécessaire à un homme qui a de l'honneur ⁵. »

« Bien faire et bien rendre compte de tout, c'est la perfection ; mal faire et mal rendre compte, c'est l'abîme ⁶. »

« Il faut aimer surtout à faire plaisir, quand l'occasion se trouve, sans préjudicier au service que l'on doit au Roi et en exécution de ses ordres. Le principal de ce point consiste à faire agréablement et promptement tout ce que le Roi ordonne pour le particulier ⁷. »

La correspondance tout entière ne fournit pas moins de ces pensées et de ces maximes, « dignes, comme le remarque l'habile éditeur, d'être sans cesse présentes à la mémoire des hommes publics ⁷. »

¹ T. III, p. II, p. 180.

² T. III, p. II, p. 74.

³ T. III, *intr.*, p. LXV.

⁴ T. III, p. II, p. 175.

⁵ T. III, *intr.* ; p. LXV.

⁶ *Id.*, p. LXVIII.

⁷ *Id.*, p. LXV.

« Il n'y a que l'excès du travail qui distingue les hommes, et qui leur donne des lumières et des connaissances pour acquérir du mérite et de la considération pendant toute leur vie ¹. »

« Les personnes qui ont le zèle et la prudence nécessaires se chargent elles-mêmes du chagrin et du mécontentement des particuliers, pour laisser au Roi les moyens de s'acquérir leur bienveillance, en leur faisant des grâces s'il l'estime à propos ². »

« Vous devez avoir une maxime dans l'esprit, qui est grande et admirable, et dont notre maître fait voir en toutes occasions de grandes preuves : c'est que, comme il n'y a aucun homme qui n'ait de grands défauts et qui n'ait au moins neuf vices contre une vertu, les hommes que l'on appelle pour avoir sur les autres quelque commandement qui les oblige à se servir des mêmes hommes pour l'exécution de leurs desseins, s'ils n'excusent leurs vices et les pallient, et ne trouvent l'expédient de leur donner une action sur laquelle ils appliquent leurs vertus sans y mettre leurs vices, il est sans nul doute qu'ils ne peuvent agir. C'est à vous à tirer profit de cette maxime et en faire réflexion toute votre vie ³. »

Encore une citation, qui ne laisse pas que d'avoir aussi son actualité. Colbert, évidemment sous l'inspiration de Mazarin, avait écrit, le 28 février 1659, à son frère Charles, intendant en Alsace, de chercher à découvrir les vrais sentiments du recteur de la maison des Jésuites d'Ensisheim, en lui disant de ne pas manquer de surprendre les lettres qu'il échangerait avec son provincial, ou avec le parlement de Metz. Quelque temps après, Colbert récrit à ce sujet :

« Je ne crois pas que vous deviez permettre davantage que l'on ouvre les lettres ; ce sont de petites curiosités qui embarrassent fort et qui ne sont pas de grande conséquence. La mauvaise conduite de toutes les personnes dont vous avez découvert quelque malice retournera contre eux, et assurément ils vous la feront connaître en assez de rencontres sans avoir recours à cet artifice. Pour moi, mon avis est qu'il faut se parer d'être trompé, mais qu'il ne faut jamais tromper personne ⁴. »

Nous avons vu déjà, par sa correspondance avec Mazarin, que Colbert inclinait volontiers aux mesures de rigueur. Cette disposition l'entraîne parfois jusqu'à l'arbitraire. On ne peut méconnaître, dit M. Pierre Clément au sujet de la réduction arbitraire des rentes, le « caractère violent et presque révolu-

¹ T. IV, p. xxxvii.

² *Id.*, *ibid.*

³ T. I, p. 328.

⁴ T. I, p. 338.

tionnaire » de cette mesure ¹. Son honnêteté, révoltée des abus n'hésitait pas à couper le mal dans sa racine, n'importe par quels moyens. « Il est si persuadé, disait de lui un de ses plus illustres contemporains, le président de Lamoignon, que toute la bonne intention est chez lui, qu'il ne peut pas croire qu'il s'en puisse trouver chez les autres, à moins qu'ils ne se rangent entièrement à son avis. C'est ce qui le porte à vouloir trop fortement ce qu'il veut et à employer toute sorte de moyens pour arriver à la fin qu'il s'est proposée, sans considérer que bien les moyens sont tels qu'ils peuvent rendre mauvaise la meilleure fin du monde ². »

Il ne tenait d'ailleurs aucun compte de l'impopularité : rien ne l'arrêtait quand il s'agissait d'accomplir un acte qu'il regardait comme un devoir. « Les bruits des peuples, écrivait-il en 1679 à un intendant, ne sont d'aucune considération dans l'esprit du roi quand il est question du bien général. » — « Je suis étonné, écrivait-il la même année à un autre intendant, que vous me fassiez la question si un collecteur peut saisir la vache d'un cotisable aux tailles, et je vous ai bien dit par ma précédente qu'un certain air d'approbation publique vous emporte souvent au delà des termes dans lesquels vous devez contenir ³. »

Les intendants n'avaient pas toujours bon temps avec Colbert, et sa sévérité ne leur épargnait pas parfois de durs reproches ; toutefois, comme le remarque M. Pierre Clément, il « frappait moins qu'il ne grondait, et si parfois la punition était jugée indispensable, elle n'arrivait jamais qu'après de nombreux avertissements ⁴. » Mais si les intendants réussissaient à tempérer la sévérité de Colbert, les solliciteurs ne parvenaient point à triompher de sa rudesse. « Le comte de Blissac, écrivait-il en 1671 à un intendant, m'écrit une lettre pleine de chagrin de ce que le sieur Rabesnières a été fait chef d'escadre. Dites-lui bien que, s'il continue, il vaudrait mieux qu'il quittât entièrement le service de la mer, qu'il n'y a qu'un moyen de parvenir dans le service : le temps et les belles actions, et que, comme

¹ T. II, *introd.*, p. 41.

² « Son humeur et son habileté le portent aussi à conduire toutes choses despotiquement, » ajoute Lamoignon. *Recueil des arrêts de M. le président de Lamoignon*, cité par M. P. Clément, *Hist. de Colbert* (1846), p. 151.

³ T. II, p. 120.

⁴ T. V, p. xxvii.

nous voici à la veille d'avoir des occasions de se signaler, il ne doit pas douter que le roi ne reconnaisse ceux qui auront fait quelque chose d'éclatant pour son service ¹. » D'ailleurs il suffisait de remplir fidèlement son devoir et de servir utilement le roi pour s'attirer la bienveillance et même la faveur de Colbert.

Celui que M^{me} de Sévigné appelait *Le Nord* ², et Guy Patin, *Vir marmoreus*, avait pourtant un bon cœur. Son humanité ne peut être mise en doute. Sa tolérance à l'égard des protestants est connue ³. Il savait quelles lourdes charges pesaient sur les peuples, et il en gémissait : « Il faut avouer, disait-il en 1680, que les peuples sont fort chargés, et que depuis le commencement de la monarchie, ils n'ont jamais porté la moitié des impositions qu'ils portent ⁴. » — « Ce qu'il y a de plus important, écrivait-il en 1681 dans un mémoire au Roi, et sur quoi il y a plus de réflexion à faire, c'est la misère très-grande des peuples. » Et en juin 1683 : « Toutes les lettres des intendants sont pleines de la misère des peuples ⁵. »

Singulière et triste destinée ! Le ministre qui avait travaillé pour le peuple non moins que pour le souverain, en s'efforçant d'extirper les abus et de rétablir l'ordre dans les finances, mourut impopulaire, et son cercueil fut en butte aux insultes et presque aux outrages de la multitude.

Nous n'avons pas voulu faire un portrait complet de Colbert. Nous ne chercherons donc point en terminant à réunir tous les traits de cette grande figure, qui a ses ombres et ses faiblesses, mais qui a aussi ses grandes et fortes lignes. Qu'il nous suffise d'avoir groupé ici quelques éléments d'information, épars dans le vaste recueil de sa correspondance, et qui permettront de mieux connaître et d'apprécier plus sainement l'homme illustre auquel la France doit tant, et qui disait à son lit de mort qu'il serait sauvé deux fois, s'il avait fait pour son Dieu ce qu'il avait fait pour son souverain ⁶.

G. DU FRESNE DE BEAUCOURT.

¹ T. III, *introd.*, p. LXI.

² T. III, p. 131 (collection des grands écrivains de la France).

³ Voir l'*introd.* du t. II, p. CLVIII.

⁴ T. II, *introd.*, p. L.

⁵ *Id.*, p. LXXVI.

⁶ « Si j'avais fait pour Dieu, disait-il, ce que j'ai fait pour cet homme là, je serais sauvé deux fois. »

UNE ABBESSE DE FONTEVRAULT

AU XVII^e SIÈCLE

GABRIELLE DE ROCHECHOUART-MORTEMART

Une beauté que Saint-Simon préférait à celle de M^{me} de Montespan, l'esprit du monde dans ce qu'il a de plus aimable et de plus enjoué, un fond d'indulgence et de bonté partant du cœur, une vertu réelle, avec cela de vrais instincts littéraires, un style épistolaire du meilleur aloi, le don des langues et l'étoffe d'un savant sans ombre de pédanterie, enfin une aptitude pour les affaires à rendre jaloux un ministre, tels sont les traits principaux d'une célébrité du grand règne, d'une femme supérieure, sans nul abus du mot, dont je voudrais aujourd'hui esquisser l'histoire. S'étonnera-t-on si ses contemporains n'ont eu pour elle que des sympathies, si Bussy-Rabutin l'a respectée, si le terrible Saint-Simon en a longuement fait l'éloge, si M^{me} de Caylus en a crayonné le plus charmant portrait? Seule, M^{me} de Sévigné a répété, nous dirons pourquoi, de méchants propos sur la sœur de M^{mes} de Montespan, de Thianges, et du duc de Vivonne, sœur par l'esprit autant que par le sang, et qui contribua pour sa bonne part à la réputation proverbiale des Mortemart. Toute simple, unie et dénuée d'incidents qu'ait été sa vie, elle mérite d'être racontée avec quelques détails. On y

verra, comme dans un miroir fidèle, ce qu'était une abbesse de grand couvent, du plus grand couvent de France, au milieu du règne de Louis XIV, alors que la puissance ecclésiastique avait encore tout son prestige et que le clergé était, ou plutôt s'appelait le premier corps de l'État. Divers écrits de sa composition paraissent avoir été brûlés par ses ordres ; on ne connaît même d'elle jusqu'à ce jour, en fait de travaux de l'esprit, qu'une étude de quelques pages sur la *Politesse*. Je ne parle pas d'une traduction du *Banquet* de Platon qui lui est généralement attribuée sans preuves suffisantes. Et pourtant, d'après Saint-Simon, « ses moindres lettres étoient des pièces à garder, ses conversations ordinaires, même celles d'affaires ou de discipline, charmantes, et ses discours au Chapitre, tous les jours de fête, admirables¹. » On lit, en outre, dans un journal du temps : « Ses lettres circulaires sur la mort de ses religieuses et de ses filles faisoient admirer la fécondité de son génie². » Que sont devenues ces lettres nécrologiques qui devaient être fort nombreuses ? La seule que nous ayons trouvée fait vivement regretter les autres. Par bonheur, nous avons recueilli çà et là un certain nombre de lettres familières de l'aimable abbesse à la marquise de Sablé et au docteur Vallant, si choyé et fêté pour ses ordonnances, à Segrain, à Daniel Huet, au père Rapin, le gracieux auteur des *Jardins*, au célèbre collectionneur Gaignières, à quelques dames retirées à l'Abbaye-aux-Bois, sans compter plusieurs lettres de direction aux couvents de l'Ordre, et divers mémoires sur des difficultés administratives. Je ne crains pas d'être démenti en disant qu'elles justifient de tout point le jugement de Saint-Simon et des contemporains. D'autres lettres adressées à M^{me} de La Fayette, les plus regrettables peut-être, paraissent perdues sans retour. Ce qui reste suffit d'ailleurs pour mesurer la portée de cet esprit éminemment aisé et gracieux au milieu des occupations les plus sérieuses, soumis et orthodoxe quant aux doctrines, préférant avec les jansénistes la morale sévère, parce qu'elle lui paraissait la seule conforme aux règles de l'Évangile, dégagé, libre, élevé, dans le domaine des distractions littéraires et des récréations de l'intelligence. C'est ainsi,

¹ *Mémoires*, édit. Hachette, t. V, p. 299.

² *Mémoires pour l'histoire des sciences* ; Trévoux, décembre 1704.

c'est en étudiant dans leur intimité les hommes et les femmes qui, par leur rang et leur esprit, tinrent la première place dans la plus brillante période du règne de Louis XIV, qu'on parviendra à comprendre ce siècle singulier, étrange, où de si grands vices s'alliaient aux convictions religieuses les plus sincères, où deux prélats renommés, Daniel Huet et Fléchier, rimaient de galants madrigaux, où une abbesse, justement estimée et respectée, cultivait les lettres, la poésie, traduisait Homère, et se plaisait dans la lecture de Platon.

I.

Marie-Madeleine-Gabrielle de Rochechouart-Mortemart était née en 1645 dans un pavillon des Tuileries qu'occupait son père, gentilhomme du roi, nommé depuis gouverneur de Paris ¹. Comme dans beaucoup de familles de son temps et de tous les temps, deux tendances opposées partageaient et troublaient la maison. Le duc de Rochechouart-Mortemart, que Tallemant des Réaux ne flatte guère, pouvait être considéré, sous le rapport de la fidélité, comme un détestable mari, et nous savons en outre qu'il était, vers 1670, endetté de dix-sept cent mille livres ². Une fois entré dans la vie de désordre, un grand seigneur comme lui ne devait pas s'arrêter à mi-chemin; c'est ce qu'il fit. La duchesse, née Diane de Grandseigne, avait les qualités contraires; mais, sans énergie, et par suite sans influence, à ce qu'il semble, car son rôle dans la famille est complètement effacé, elle subit passivement, comme tant de femmes, la situation qu'elle n'avait pu prévenir. Liée avec M^{lle} Legras ³, qui a fondé l'admirable institution des sœurs de charité, elle la donna pour marraine à sa fille. Les premières années de Gabrielle de Rochechouart révélèrent les dons particuliers dont la nature l'avait douée. Une de ses nièces, qui la

¹ Gabriel de Rochechouart, duc de Mortemart, seigneur de Vivonne, né en 1600. Gentilhomme de la chambre sous Louis XIII; pair de France en 1663; gouverneur de Paris au mois de mars 1669; mort le 26 décembre 1675.

² Lettre de Colbert à Louis XIV du 17 juin 1674. (*M^{me} de Montespan et Louis XIV*, p. 224.)

³ Louise de Marillac, veuve d'Antoine Legras, née en 1591, morte le 15 mars 1662.

remplâça comme supérieure de Fontevrault, dit qu'elle montrait, dès l'âge de sept ans, tant de raison et de modestie, d'esprit et de douceur, qu'elle se conciliait tous les cœurs¹. Elevée sous le même toit que le duc d'Orléans, frère de Louis XIV, elle jouait souvent avec lui. Quand elle eut onze ans, on songea à compléter par une instruction solide tant d'heureuses dispositions, et on la mit à l'Abbaye-aux-Bois. Elle y avait, dit-on, une répugnance extrême²; mais il fallut obéir. L'affection que lui témoignèrent ses maitresses, l'attirait chaque jour plus vif pour les connaissances qu'elle acquit auprès d'elles, modifièrent sensiblement ses idées, et le moment vint où l'aversion première pour le couvent semble avoir fait place à une inclination irrésistible. Ce fut au tour des parents à s'en alarmer, et ils la reprirent auprès d'eux pour la garder. Elle savait déjà l'italien, l'espagnol, le latin, et, un jour qu'on l'avait menée chez la reine-mère, elle soutint devant Louis XIV, avec Vallot, son premier médecin, une conversation dans cette dernière langue. Que n'eût-on pas fait alors pour l'empêcher de retourner au couvent? Prières, promesses, reproches, tout fut inutile. « On lui proposa des mariages, dit sa nièce; elle persévéra dans sa résolution. Elle rentra dans l'Abbaye-aux-Bois sous prétexte de s'y éprouver encore. Là, elle souffre de nouvelles attaques; une infinité de personnes considérables dans le monde et dans l'Eglise la sollicitoient sans cesse de se conformer aux volontés de sa mère; mais elle ne pouvoit plus écouter d'autre voix que celle de Dieu qui l'appeloit. ³. » A dix-

¹ Lettre circulaire de sœur Louise-Françoise de Rochechouart-Mortemart, abbesse de Fontevrault, à l'occasion de la mort de M^{me} Marie-Madeleine (Gabrielle) de Rochechouart-Mortemart, abbesse, chef et générale de cette abbaye et de tout l'Ordre. — (Bibl. imp. Imprimés; Lⁿ. 27, 14,892).

Cette circulaire, attribuée à l'abbé Genest, de l'Académie française, est des plus intéressantes. On trouve à peu près tous les faits qu'elle contient, mais moins simplement présentés, dans l'*Oraison funèbre de très-illustre et religieuse dame Marie-Madeleine-Gabrielle de Rochechouart de Mortemart, abbesse, chef et générale de l'abbaye et ordre de Fontevrault, prononcée dans la grande église de l'abbaye de Fontevrault, le 6 novembre 1704, par messire Antoine Anselme, abbé de Saint-Sever, cap. de Gascogne.* — (Bibl. imp. Imprimés; Lⁿ. 27, 14,894 in-4^o, 50 p.).

² Lettre circulaire, etc.

³ *Ibid.* — Ces attaques et ces sollicitations ne concordent pas avec ce que dit M^{me} de Caylus : « Je n'ai point eu l'honneur de connoître M^{me} l'abbesse de Fontevrault; je sais seulement par tous les gens qui l'ont connue, qu'on ne pouvoit rassembler dans la même personne plus de raison, plus d'esprit et

neuf ans, elle prit l'habit en présence des deux reines, du duc d'Orléans, de M^{me} Henriette d'Angleterre. L'année d'après, elle prononçait ses vœux. C'est alors qu'elle commença d'étudier le grec et même l'hébreu, pour lire le Nouveau Testament dans l'original. M^{me} de Chaulnes, qui l'avait dirigée à l'Abbaye-aux-Bois et qui l'aimait comme une fille, ayant été nommée abbesse à Poissy¹, elle l'y suivit, et c'est là qu'elle apprit, le 18 août 1670, qu'elle venait d'être nommée abbesse, chef et générale de l'abbaye et de l'ordre de Fontevault².

Fondée dans les dernières années du xi^e siècle par un prêtre breton, Robert d'Arbrissel, l'abbaye de Fontevault s'élevait dans un vallon inculte et désert peu éloigné des bords de la Loire et de la province du Poitou. Deux corps de logis, séparés par des fossés profonds, étaient affectés, l'un aux hommes, l'autre aux femmes, et, dans le bâtiment consacré à celles-ci, les pécheresses converties avaient un quartier particulier. Sévère au début, la règle s'était, avec le temps, relâchée de son austérité, sans que des troubles graves eussent été signalés. Une décision ultérieure statua que Fontevault relèverait de l'ordre de Saint-Benoit. D'autres couvents d'hommes et de femmes s'étaient successivement formés, d'après la règle de la maison, et il n'y en avait pas moins de soixante dans le royaume au xvi^e siècle³. Un personnel aussi considérable disséminé sur une immense étendue de pays, tant de biens à administrer, d'intérêts à défendre, de questions de toute sorte à résoudre, donnaient à l'abbaye de Fontevault une importance exceptionnelle. Aussi nombre d'abbesses avaient été prises dans la famille royale, ou sur les marches du trône. La trente-deuxième

plus de savoir. *Religieuse sans vocation*, elle cherche un amusement convenable à son état; mais ni les sciences, ni les lectures ne lui firent rien perdre de ce quelle avoit de naturel. » (*Souvenirs*; édit. Techener, p. 69.)

Saint-Simon prétend de son côté qu'on l'avait forcée de prendre le voile, et qu'elle avait fait de nécessité vertu.

Ce que dirent M^{mes} de Caylus et Saint-Simon, se rapporterait-il à la première entrée de Gabrielle de Mortemart à l'Abbaye-aux-Bois? Il résulte de tout ceci quelque incertitude sur un point très-important.

¹ Sœur du duc de Chaulnes; nommée par le roi, malgré les réclamations des religieuses de l'abbaye de Poissy, dont on dut enfoncer les portes, quand il fallut l'installer. Morte en 1707. — Il faut voir Saint-Simon sur son caractère et ses travers. (*Mémoires*, t. V, p. 344.)

² *Lettre circulaire*, etc.

³ *Notice historique et archéologique sur l'abbaye de Fontevault*, par M. G. Matifaut. Angers, 1866, brochure in-8°.

et dernière depuis la fondation, quand Gabrielle de Rochechouart fut nommée, était Jeanne-Baptiste de Bourbon, fille naturelle de Henri IV et de Charlotte des Essarts, dame de Romorantin. Gabrielle de Rochechouart, qui était appelée à la remplacer, avait à peine vingt-quatre ans, et l'on peut dire que M^{me} de Montespan fut le principal et même l'unique auteur d'un choix aussi inattendu. Un vif mécontentement, que sa nièce elle-même ne cache pas, éclata à Fontevault quand on y apprit cette nomination. Est-il extraordinaire qu'elle y eût été sévèrement jugée ? Le pape Clément X en fut de son côté fort étonné. Trois dispenses étaient nécessaires, l'une parce que la nouvelle abbesse n'avait pas vingt-cinq ans, la seconde parce qu'elle changeait d'Ordre, la dernière parce qu'elle ne comptait pas cinq ans de profession. Nul doute que M^{me} de Montespan et Louis XIV durent intervenir pour lever les obstacles. Dans tous les cas, l'affaire traina en longueur. Heureusement pour l'abbesse de Fontevault, un cardinal du consistoire l'avait vue à Paris. Il vanta son esprit, sa sagesse, son mérite. Le nonce du pape ¹ écrivit dans le même sens, et Clément X se laissa fléchir. Elle fut bénite au couvent des Filles-Dieu ² à Paris, le 8 février 1671, par le trop célèbre archevêque Harlay de Champvallon. C'était la première cérémonie de ce genre dans la capitale; elle attira une foule immense. La reine, le frère du roi, toute la cour, le cardinal de Bouillon, le nonce du pape s'y trouvèrent, ces deux derniers dans le chœur auprès de la reine, pour ne pas être con-

¹ Bargellini, nonce en France, de 1668 à 1674.

² Couvent de filles repenties fondé à Paris en 1226. « Les Filles-Dieu, dit l'abbé Lebeuf, sont une communauté située sur cette paroisse (Saint-Sauveur), et elle est ainsi appelée parce que des religieuses de ce nom, établies au XIII^e siècle proche Saint-Lazare, s'y sont retirées dans le temps des guerres des Anglois; car, auparavant, le lieu où elles sont, étoit un simple hôpital fondé par un particulier, Humbert des Lyons. Les religieuses réformées de Fontevault y furent introduites sur la fin du XV^e siècle. » (*Histoire de la ville et de tout le diocèse de Paris*, t. I, p. 117.)

On lit, d'autre part, dans la *Description des monuments de Paris*, par M. de Guilhermy, p. 252 : « Le passage du Caire couvre l'emplacement de l'église et du monastère des Filles-Dieu, fondées en 1226, hors la ville, protégées par saint Louis, transférées, en 1360, dans l'enceinte des murs et soumises, en 1495, à l'ordre de Fontevault. A l'époque où les exécutions avaient lieu au gibet de Montfaucon, les condamnés faisaient une station dans la cour des Filles-Dieu; on leur présentait le crucifix à baiser, de l'eau bénite, un verre de vin, et trois morceaux de pain. »

fondus avec trente évêques en rochet et en camail, ce qui fit dire à M^{me} de Sévigné que « les prélats furent un peu fâchés de n'y avoir que des tabourets¹. » Les membres du Grand-Conseil, qui jugeaient les affaires de l'Ordre, y étaient aussi. La cérémonie terminée, des religieux et religieuses de Fontevrault, vinrent baiser la main gantée de la nouvelle abbesse, en signe de sujétion. Elle quitta Paris au mois de mars, voyageant à petites journées, et recevant sur sa route des honneurs extraordinaires. Les magistrats la haranguaient sur son passage, et la foule pour la voir était telle qu'à la Madeleine d'Orléans, elle faillit être étouffée. Plus de dix mille personnes accourues de toutes parts assistèrent à son arrivée à Fontevrault, le 19 mars 1671. Elle prit immédiatement la direction de son abbaye, et, au bout de peu de temps, disent ses biographes, elle eut ramenée, par son habileté et par sa douceur, celles-là mêmes qui avaient manifesté contre elle les plus fortes préventions².

Tout marchait donc au gré de la jeune supérieure de Fontevrault. De son côté, désireuse de prouver aux couvents de l'Ordre que leurs intérêts ne périlclitieraient pas entre ses mains, elle employait son crédit et celui de sa sœur pour obtenir, chaque fois que ces intérêts étaient en jeu, des solutions favorables. Un vif chagrin, le plus grand peut-être qu'elle eut jamais, ne tarda pas à l'atteindre. Elle connaissait l'abbé Testu³, ce prédicateur de la cour, très-spirituel, très-disert, très-aimable, mais d'une amabilité un peu trop mondaine, extérieure. On sait en effet que, malgré ses qualités, Louis XIV, de tout temps rigide en matière de dignité et de tenue, ne put se décider à le nommer évêque, et se contenta de lui donner des bénéfices. Très-lié avec l'abbé de Rancé, faisant de fréquentes retraites dans diverses abbayes, rentrant ensuite dans le monde, gai et mélancolique tour à tour, l'abbé Testu avait, rapporte Saint-Simon, « une infinité d'amis considérables dans tous les états ; bon ami lui-même et serviable, mais fort vif, fort dangereux et fort difficile à pardonner à

¹ Lettre du 9 février 1671.

² *Biographies des abbeses de Fontevrault. — Lettre circulaire, etc.*

³ Jacques Testu, né vers 1626, abbé de Belval, prieur de Saint-Denis et de la Chartre ; auteur de divers ouvrages de piété ; membre de l'Académie française en 1665 ; mort au mois de juin 1706.

quiconque l'avait heurté. Il étoit grand, maigre et blond '... » La nouvelle abbesse lui avait-elle fait promettre de venir la voir? Quoiqu'il en soit, environ deux mois après son installation, le 13 mai 1671, M^{me} de Sévigné écrivait à M^{me} de Grignan : « L'abbé Testu est parti disant que Paris lui pèse sur les épaules ; il va droit à Fontevault ; c'est le chemin, cela est heureux. De là, il va à Richelieu, qui n'est qu'à cinq lieues ; il y demeurera ²... Vous voyez qu'il ne s'accommode pas si bien de l'absence de M^{me} de Fontevault que de la vôtre... » Puis, le 26 juillet suivant : « M^{me} de Chaulnes ³ disoit tantôt que l'abbé Testu, après avoir été quelque temps à Richelieu, enfin, sans autre façon, s'étoit établi à Fontevault, où il est depuis deux mois. Le prétexte, c'est qu'il y a de la petite vérole à Richelieu. Si cette conduite ne lui est fort bonne, elle lui sera fort mauvaise. »

Les commentaires sont faciles à deviner. Comme à l'ordinaire, les insinuations grossirent bien vite, et, si l'on en croyait la coterie de Chaulnes-Sévigné, le scandale aurait été complet. L'une des amies de la jeune abbesse, l'aimable et affectueuse marquise de Sablé ⁴, pensa avec raison qu'il étoit important qu'elle connût les bruits malveillants de Paris pour les réfuter et se tenir sur ses gardes ; elle l'en informa. On a, fort heureusement, la réponse à cette lettre, et le ton, l'émotion, l'accent qui y règnent, en font une pièce capitale. L'abbesse de Fontevault dit tout d'abord qu'elle a bien compris le sens de la lettre de son amie, *et tout entendu*. Elle est fort touchée de ce soin, et en même temps fort en repos sur certaine affaire dont elle cherche à détourner son imagination, et qui n'ayant aucun fondement, ne peut avoir une longue durée. Elle ajoute qu'elle ne veut pas faire pitié ; mais le poids de sa charge est déjà bien lourd, *et il faudroit mourir si l'on*

¹ *Mémoires*, édit. Chéruel, t. V, p. 194.

² Chez M^{me} de Richelieu. Anne Poussard, fille de François, marquis de Fors, seigneur de Vigean, etc., veuve en premières noccs du frère aîné du maréchal d'Albret, dame d'honneur de la reine ; morte le 29 mai 1684.

³ Elisabeth Le Féron, duchesse de Chaulnes, veuve en premières noccs du marquis de Saint-Mégrin ; morte le 5 janvier 1699.

⁴ Madeleine de Souvré. née en 1599, mariée en 1614 au marquis de Sablé, de la maison de Montmorency-Laval. Devenue veuve en 1640, elle se retira vers 1650 à Port-Royal de Paris, où elle mourut le 16 janvier 1678. M. Cousin lui a consacré une de ses plus charmantes études sur les femmes célèbres du xvii^e siècle.

vouloit encore être attentive aux persécutions du dehors. Tout à coup pourtant, sa pensée semble faire volte-face ; ce calme disparaît, cette feinte tranquillité s'évanouit, la glace se fond, et la nature prend le dessus.

« Dieu me fait la grâce de trouver des sujets de consolation dans des circonstances dont je serois naturellement plus blessée, car de recevoir les plus grands outrages par des personnes auxquelles non-seulement on n'a jamais fait de mal, mais qu'on a aimées, et, j'ose le dire, même servies en des occasions considérables, vous m'avouerez, Madame, que cela n'est point selon les règles communes, et qu'il faut bien que Dieu permette cet horrible renversement pour ma sanctification. Je le prie de tout mon cœur qu'il me fasse la grâce d'en faire bon usage et de regarder comme un bonheur une épreuve si extraordinaire.

« Voilà, au vrai, les dispositions où j'essaie d'être sur ce sujet. Si, d'abord, il n'a pas paru tant de modération, cela est bien pardonnable, et vous m'avouerez qu'il y a des natures d'injustices qui font perdre toute la douceur et toute la patience qu'on pourroit avoir dans des occasions communes. Vous voyez bien, Madame, que je vous décharge mon cœur autant qu'on le peut par lettre. Je vous conjure de n'en rien faire paroître, et, si vous m'aimez, de m'aider à oublier toutes ces ravauderies. Je ne veux pas mettre à d'autre usage les offres que vous avez la bonté de me faire, parce que tout le mal qu'on m'a fait est irréparable.

« Au reste, je ne puis me passer de vous dire que je suis satisfaite de M. d'Angers ¹ au delà de toute expression, et qu'il n'y a point d'honnêtetés qu'il ne me fasse. Si vous lui écrivez, vous m'obligerez fort, Madame, de lui faire quelques remerciements pour moi. Si on vouloit demander à ce prélat des nouvelles de ma conduite, j'aurois, je crois, le bonheur d'être autant louée par lui que je suis blâmée des gens qui sont à cent lieues de moi. Quoique cela soit très-vrai, je pense que j'aurois mieux fait de ne le pas dire : mais je n'ai pu retenir ce trait de vanité ; l'extravagance des gens qui me persécutent m'a fait faire celle-là, que je vous supplie très-humblement de me pardonner. »

Le coup avait porté, et cependant tout prouve que M^{me} de Sévigné n'avait accueilli et colporté qu'une calomnie². On

¹ Henri Arnould, né en 1597 ; appelé d'abord M. de Trie, il avait commencé par suivre le barreau. Il embrassa plus tard l'état ecclésiastique et fut sacré évêque d'Angers à Port-Royal de Paris, le 29 juin 1650 ; mort le 8 juin 1692.

² M. Cousin a dit à ce sujet : « M^{me} de Sévigné, aussi sévère envers ceux qu'elle n'aime pas qu'indulgente pour ceux qui lui plaisent, et qui ne pouvoit souffrir tout ce qui tenait à M^{me} de Montespan, dit avec sa malice accoutumée : « L'abbé Testu la gouverne fort. » L'abbé Testu ne la gouvernait point, et l'agréable commerce qu'ils avaient ensemble, et que M^{me} de Sévigné relève en divers endroits avec une affectation marquée était tout aussi public

croit y voir une allusion nouvelle dans ce que l'abbesse de Fontevault écrivait le 7 janvier 1673 au docteur Vallant¹, à qui l'on doit la conservation de la meilleure partie de ses lettres.

« Quoique je sois touchée vivement de l'exhortation que vous me faites sur le mépris qu'il faut avoir des choses de ce monde, je vous avoue cependant que je ne me trouve pas encore assez indifférente sur les bruits qu'on voudroit faire courre. Pour oser vous éclaircir l'histoire que M^{me} Testu vous a commencée², ce n'est pas de vous que jeme méfie, comme vous pouvez penser. Je sais dans quelle sûreté seroit ma lettre, dès que vous l'auriez entre vos mains ; mais je ne suis pas assurée de ce qui lui peut arriver sur les chemins, et c'est ce qui m'empêche de vous dire ici ce que je vous conteroais avec sincérité et avec joie, si je vous voyois. Vous saurez seulement en

et aussi innocent que celui de M^{me} de Sévigné avec Corbinelli, de M^{me} de Sablé avec Esprit, de M^{me} de la Fayette avec Ménage... » (*M^{me} de Sablé*, p. 260.)

Je vais peut-être à mon tour être aussi injuste à l'égard de M^{me} de Sévigné qu'elle était malveillante pour l'abbesse de Fontevault, mais véritablement quand on songe à ses plaintes éternelles sur la ruine de sa maison et les dissipations de son gendre, à ses regrets incessants de ne pas voir sa fille à la cour dans une situation digne de sa beauté, à l'absence absolue de tout blâme sur la légitimation des enfants adultérins de Louis XIV, on est tenté de se demander si elle n'avait pas ambitionné pour M^{me} de Grignan le poste de M^{me} de Montespan. Je ne dis rien, bien entendu, du vif désir qu'en avait Bussy-Rabutin, qui, lui, ne s'en cachait pas et en parlait crûment dans une lettre qu'on a conservée.

¹ Vallant (Valant ou Valan). Il était originaire de Lyon, où, d'après une lettre de M^{me} de Sablé, il avait un frère marchand. (*Les amis de M^{me} de Sablé*, par M. E. de Barthélemy, p. 351 et 367.) Il était aussi le médecin de M^{me} de Sablé, de la maréchale de Rochefort, de la marquise de Guise, de M^{me} de Motteville, de M^{me} de Périgny, et en outre, l'ami de Montausier et de Nicole. « Homme instruit, dit M. Cousin, aimant la littérature, et surtout fort curieux. » (*M^{me} de Sablé*, p. 3.) Le 22 juillet 1685, M^{me} de Sévigné annonce sa mort en ces termes : « M^{me} de La Fayette pleure et regrette ce pauvre M. Valan, qui étoit, dit-elle, son médecin, son confesseur et son ami. » Les particularités manquent sur cet homme assurément distingué, puisqu'il était honoré de pareilles amitiés.

La Bibliothèque impériale possède, sous le titre de *Portefeuilles Vallant*, huit volumes in-folio de papiers conservés par lui. Ce sont des lettres de person-nages célèbres, des pièces diverses, des recettes médicales contre toutes sortes de maladies. MM. Cousin et de Barthélemy y ont fait beaucoup d'emprunts ; nous y puisons à notre tour de nombreuses lettres inédites. Il y a encore, à la Bibliothèque impériale, d'autres volumes de lettres de M^{me} de Sablé, de Longueville provenant des papiers de Vallant.

² Il y avait donc à l'abbaye de Fontevault une M^{me} Testu. Était-ce la mère, la sœur ou une belle-sœur de l'abbé ? C'est ce que nous ne savons pas. Enfin, y était-elle déjà en 1671 ? Cela aurait, dans ce cas, motivé la visite de l'abbé Testu de la manière la plus naturelle. On comprend d'ailleurs que l'abbesse de Fontevault n'eût pas parlé de M^{me} Testu dans sa réponse à M^{me} de Sablé ; cela aurait ressemblé à une justification.

général qu'on a conté à Angers une histoire de Fontevrault très-fausse dans plusieurs de ses circonstances essentielles. M^{me} Testu, qui n'aime pas l'injustice, surtout quand elle s'attaque à ses amis, souffre très-impatiemment que des gens dont il y auroit grand plaisir d'être estimée, aient peut-être conçu de là une mauvaise opinion de moi ; j'en souffre aussi de mon côté ; mais, voyant qu'on ne peut s'éclaircir de si loin, je me sers de votre exhortation pour prendre patience en cette rencontre. Je vous prie, Monsieur, de continuer à m'en faire et de me donner toujours quelque part en vos prières. J'ai un besoin infini de tous ces secours dans la place où je suis. »

Reconnaissons au-surplus, la vérité l'exige, que les doutes persistent dans l'esprit de M^{me} de Sévigné. Deux ans après, le 12 juin 1675, elle écrivait encore que l'abbé Testu *gouvernait fort* l'abbesse de Fontevrault. Puis, le 6 septembre de la même année : « Je n'ai pas vu Mignard ; il peignoit M^{me} de Fontevrault *que j'ai regardée par le trou de la porte* ; je ne l'ai pas trouvée jolie ; l'abbé Testu étoit auprès d'elle dans un charmant badinage ¹. » Une lettre du 28 juillet 1680 nous apprend enfin que celle-ci avait diné chez l'aimable abbé ². Que conclure de là ? Evidemment, les calomnies de 1671 et 1673 n'avaient pas fait une impression sérieuse dans la société de l'abbesse de Fontevrault, et elle avait pris résolument son parti de les mépriser.

Si importante que fût (on en a de nombreuses preuves) l'administration de sa maison, elle n'était pas de nature à se laisser absorber par les affaires, et elle trouvait le temps de donner à son esprit les distractions qui lui étaient par-

¹ On voit que M^{me} de Sévigné ne trouvait pas l'abbesse de Fontevrault jolie. « Il faut être pour cela bien difficile, s'écrie à ce sujet M. Cousin dans un de ses élans d'indignation ; nous renvoyons au portrait de Ganterel, et au témoignage unanime des contemporains. » M. Cousin fait remarquer en même temps que le portrait peint par Ganterel est de 1693 quand l'abbesse avait 48 ans, et que celui de Mignard est de 1675. (*M^{me} de Sablé*, p. 258.) Qu'est devenu ce dernier portrait ? — Une autre lettre à M^{me} de Grignan du 9 septembre 1675 prouve qu'on s'occupait alors beaucoup de portraits dans la société de M^{me} de Sévigné : « Je dis adieu au plus beau des prélats (Louis-Joseph-Adhémar de Monteil de Grignan, alors agent général du clergé) hier au soir. Il me pria de lui prêter mon portrait, c'est-à-dire le vôtre, pour le porter chez M^{me} de Fontevrault, je le refusai *rabutinement*... » On dira cependant, le 3 novembre suivant : « M^{me} de Montespan fut au devant de ce joli prince (le duc du Maine) avec la *bonne abbesse de Fontevrault* et M^{me} de Thianges. » On égratigne, et l'on fait patte de velours : mais les égratignures sont plus fréquentes.

² Quatre ans après (1^{er} octobre 1684) la rancuneuse marquise écrira encore à sa fille : « Il y a dix endroits dans votre lettre qu'il faudroit envoyer à Fontevrault, s'ils étoient mêlés avec des louanges de l'abbé Testu. »

ticulièrement chères. La lecture, des traductions, des compositions diverses, une correspondance non interrompue avec ses amis de Paris furent, pendant trente-quatre ans, ses délassements de tous les jours. Sa correspondance avec M^{me} de Montespan, l'auteur de sa fortune, qui eut tant d'incidents à lui raconter, et à laquelle elle n'épargna sûrement pas les conseils, dut être suivie, incessante ; il n'en reste rien. Il en est de même de celle avec M^{me} de La Fayette, et nous ne savons leur intimité que par ricochet. Heureusement, les lettres retrouvées ouvrent encore bien des jours sur les habitudes et le caractère de l'abbesse de Fontevault. La première, en date, est de M^{me} de Sablé. Éminemment affable et affectueuse, la spirituelle marquise écrit à sa jeune amie, au début de leur correspondance : « Au nom de Dieu, ma très-chère et très-aimable Madame, ne me mettez plus un mot de cérémonie dans vos lettres. Tout ce qui me vient de vous qui est contraire à l'amitié, m'est insupportable. » Le ton et les plaisanteries de la vieille marquise sont bien quelquefois un peu hardis, mais entre gens du monde, et du meilleur, cela ne tire pas à conséquence.

« Le prédicateur de Montmartre prêcha dimanche dernier sur la tentation, et dit qu'il ne falloit pas se mettre tant en peine lorsque l'on étoit tenté ; qu'il n'y avoit qu'à dire non ; que David, étant vieux et comme usé lorsqu'il fit tuer le mari de Betsabée, ne pouvoit pas avoir une grande tentation ; qu'il y succomba, parce qu'il ne sut pas dire non ; que Joseph, au contraire, qui étoit jeune, sanguin et vigoureux, en devoit avoir une fort grande ; qu'il n'y succomba pas pourtant, parce qu'il sut dire non, et même laisser sa casaque ; mais que, si elle avoit tenu au bouton, il ne savoit pas ce qui en seroit arrivé. — N'est-ce pas là un bon entretien pour des religieuses ? Je ne sais pas comment M^{me} de Montmartre¹ l'aura pris ; mais je gagerois toujours cent contre un qu'elle en sera mécontente. »

Une autre fois, la marquise de Sablé, qui avait la première mandé à son amie, pour la mettre en garde, les déplaisants commérages de M^{me} de Sévigné, revient en ces termes sur le personnage dont la visite à Fontevault avait provoqué ces

¹ « Françoise-Renée de Guise, fille de Charles de Lorraine, duc de Guise, et de Henriette-Catherine de Joyeuse ; d'abord abbesse de Saint-Pierre de Reims, puis de Montmartre en 1657 ; morte en 1682. Elle avait aussi pour médecin le docteur Vallant, qui nous en a conservé un assez grand nombre de lettres. » (Note de M. Cousin.)

médiances : « Nous avons quasi parlé de vous deux jours durant, M. l'abbé Testu et moi. Il me semble *qu'il ne lui manque rien pour être un bon directeur que d'être un peu plus dévot.* » Rien que cela. Avouons que Louis XIV eut cent fois raison de refuser un évêché, malgré les sollicitations des belles dames, à un abbé qu'elles jugeaient de la sorte. Quant à l'abbesse de Fontevrault, elle eût certainement mieux fait de tenir à distance cet ami compromettant.

Mais, c'est surtout dans sa correspondance avec le docteur Vallant qu'on apprend le mieux à la connaître. Grave, sérieux, un peu lourd (des projets de lettres épars dans ses papiers le prouvent assez), le docteur était tout le contraire de l'abbé Testu. Il avait été convenu entre elle et lui qu'il lui ferait part de ses lectures, et qu'ils en raisonneraient ensemble. La jeune abbesse provoque souvent ces communications où elle se plaît ; elle y répond même, et un jour elle argumente sur l'humilité, mais en suppliant gracieusement le docteur de ne point se moquer d'elle. Tantôt elle avoue ingénument *que la honte l'a prise de ne savoir rien de l'histoire de France, et qu'elle en fait sa principale lecture* ; tantôt qu'elle est loin d'être parfaite, et que, de tous ses défauts, la vanité est encore le moindre.

« Je sais très-bien que je ne remplis pas tous les devoirs de ma charge, que la force, la vigilance et la ferveur qui sont des qualités si nécessaires à une supérieure, me manquent tout à fait. Ainsi, je vous assure que je ne suis encore nullement satisfaite de ma conduite. Souvenez-vous donc, Monsieur, de ne plus me donner à l'avenir des instructions si délicates, et commencez, s'il vous plaît, par m'exhorter à bien faire ; c'est de quoi j'ai besoin présentement. J'ai commencé depuis peu à lire la nouvelle traduction des *Proverbes*. C'est un livre admirable, et il me semble que j'y trouve bien des choses qui me sont propres. Si je vous croyois, je prendrois grand plaisir à en parler avec vous ; mais il me semble que je serois trop longue, si je vous écrivois tout ce que je pense là-dessus. Cependant, il faut que je vous dise, pour l'honneur de la vérité et pour le mien, que je donne tout le temps qui me reste, après les affaires principales, à des lectures solides dont j'espère profiter, et qui me donnent même beaucoup de plaisir. Je sais que vous me souhaitez assez de bien pour apprendre cela avec joie. »

Bien que toujours affectueuse et tendre, la correspondance avec M^{me} de Sablé ne fut pas des plus actives ; nous n'avons d'ailleurs vraisemblablement qu'un petit nombre des lettres de la jeune abbesse à sa vieille amie. Quelques-unes sont

particulièrement intéressantes par un ton de confiance et un abandon charmants. On a vu celle de 1671 sur l'abbé Testu. Deux autres des mois de janvier et de juin 1674, concernant M^{me} de Thianges et sa conversion, ne sont pas moins curieuses. M^{me} de Sévigné a raconté plaisamment ¹, que cette conversion se manifestait surtout par des algarades aux domestiques qui, à table, versaient des rasades comme auparavant, et par des temps d'arrêt risibles, au moment de lancer une médiansance. La marquise de Sablé en écrivit un peu différemment, et l'abbesse de Fontevrault lui répondit, tout en se réjouissant de la nouvelle, que la conversion de sa sœur ne serait solide que si elle quittait la cour. « Je ne puis croire, non plus que vous, ajoutait-elle, qu'on puisse soutenir dans ce pays-là une vie aussi austère que le doit être celle des véritables chrétiens, surtout de ceux qui, ayant été engagés dans les liens du monde, doivent songer à faire une sérieuse pénitence. » L'affection pour M^{me} de Thianges n'était pas, on le voit, bien grande. Quelques mois après, nous avons sur elle le cri du cœur. La plus hautaine des marquises avait, paraît-il, assez mal reçu une religieuse que l'abbesse de Fontevrault lui avait recommandée.

« Je n'ai été nullement surprise, écrivit celle-ci à M^{me} de Sablé, de la froide réception que M^{me} de Thianges lui a faite : cela ressemble à tout le reste de sa conduite à mon égard, et je commence à croire qu'elle se fait un point de conscience de me maltraiter, voyant que ce déchainement a commencé presque en même temps que sa dévotion, et qu'il subsiste sans que j'en puisse deviner le fondement ; car, enfin, Madame, je ne lui ai rien fait en ma vie, et il me semble même que, quand je l'aurois offensée, l'éloignement et l'abandon où je suis devroient naturellement faire cesser ses persécutions. Je vous dis cela, Madame, parce que j'aime à vous faire part de ce que je pense, et nullement pour que vous en fassiez usage. Je suis résolue à prendre patience, à me passer des gens et à me souvenir toujours des injustices dont ils sont capables, non pas pour leur en vouloir du mal, mais afin de n'être jamais assez sotte pour faire aucun fond sur eux. Voilà, Madame, tout ce que je pense sur ce sujet. Si je m'y suis un peu trop étendue, vous vous souviendrez, s'il vous plaît, que vous m'avez mandé de vous dire toutes mes pensées sur cette affaire. »

Bien que les visites affluassent à Fontevrault, et que l'abbesse qui était, c'est elle-même qui le dit en badinant, *la plus*

¹ Lettre du 5 janvier 1674.

grande dame du pays, se fit un plaisir d'y recevoir tour à tour ses amis les plus aimables, la correspondance ne chôma pas. Plusieurs lettres d'un véritable enjouement, écrites dans les commencements à une dame de Saint-Aubin, retirée à l'Abbaye-aux-Bois, où sans doute elle l'avait connue, annoncent une liaison intime. Une grave question, celle du jansénisme, y est touchée avec la plus complète liberté. Persuadée que ses lettres sont ouvertes (elle ne sait pas par qui), l'abbesse de Fontevault ne craint pas, tout en déclarant qu'elle n'est pas janséniste, d'exprimer à diverses reprises sa prédilection pour la morale de *ces Messieurs*, et son admiration pour le grand Arnauld. « Je ne sais que d'hier, écrit-elle le 2 février 1673 au docteur Vallant, les honnêtetés que M. A... a voulu me faire... Prenez la peine de lui dire que ma vanité seroit agréablement flattée s'il étoit vrai que j'eusse quelque part à son estime... » Puis, le 13 mai : « J'ai lu avec toute la complaisance possible les deux mots obligeants que M. A... a bien voulu dire sur la lettre que vous lui avez montrée. Vous me ferez un sensible plaisir de lui témoigner dans l'occasion que j'en suis très-reconnaissante. Comme vous voulez savoir quelque chose de mes lectures, je crois vous devoir dire que je suis enchantée des *Constitutions de Port-Royal*, que j'ai lues depuis peu. Je trouve que toutes les religieuses n'en devroient point avoir d'autres, et je m'estimerois bien heureuse si je pouvois inspirer dans mon Ordre, et surtout dans cette maison, quelque chose de ce qu'elles prescrivent. » Enfin, une lettre du 16 mars 1674 à M^{me} de Saint-Aubin, nous livre, sur ce sujet important, le fond même de sa pensée :

« Je suis très-aise que Madame (la prieure de l'Abbaye-aux-Bois) parle de moi avec amitié ; mais assurément elle se trompe de me croire janséniste. Pour la doctrine qu'on leur impute, je ne l'ai pas ; il est vrai que les livres de ces Messieurs me paroissent au dessus de tout ce qu'on peut lire en notre langue, et que la morale, qui y est enseignée, quoique très-rude à la nature, ne laisse pas de me plaire, parce qu'elle est conforme à la seule et véritable règle qui est l'Évangile. Voilà ma profession de foi en raccourci. Je ne m'étonne pas qu'elle soit un peu suspecte chez vous, puisque les gens qui y gouvernent ne me voyant pas de leur cabale, seroient bien aises de faire croire que je suis aussi séparée de l'Eglise que de leur empire. Comme leurs jugements ne sont pas ceux de Dieu, je me console, et je suis même assurée que, dès ce monde, les honnêtes gens me feront justice. »

Ces quelques mots francs et nets sur la morale sévère font plaisir à entendre. La profession de foi en raccourci à l'amie intime et pour elle seule, vaut en effet cent fois mieux que des protestations retentissantes, et répond assez bien, ce semble, quoique d'une façon indirecte, aux caquetages de M^{me} de Sévigné.

II.

Quelques rares voyages à Paris (on en connaît quatre seulement en trente-quatre ans¹), rompirent un peu l'uniformité de la vie d'ailleurs si active que menait l'abbesse de Fontevault, au milieu de ce qu'on pourrait appeler son commandement. Nous parlerons plus loin de ses démêlés avec les évêques et archevêques des provinces où elle avait des couvents, de ses requêtes au roi et de ses procès au Conseil. Nous sommes en 1675. Le duc de Mortemart, son père, avait failli succomber à une attaque de paralysie que suivirent des rechutes fréquentes. Elle fut sans doute appelée en toute hâte. C'était le moment où Louis XIV, prodiguant les millions, achevait de faire bâtir à Clagny, pour M^{me} de Montespan, un petit Versailles à la porte du grand. Après avoir vanté les splendeurs incomparables de ce séjour, M^{me} de Sévigné écrit le 12 juin : « M^{me} de Fontevault y doit passer quelques jours. Elle venoit dans la joie de voir son père qu'elle aime ; elle pensa mourir de douleur en le voyant en l'état qu'il est, sans pouvoir prononcer une parole, tout assoupi, tout prêt à retomber dans l'état où il a été ; cette vue la fait mourir. » Deux jours après, elle écrit que la reine a diné aux Carmélites de la rue du Bouloi, avec M^{me} de Montespan et l'abbesse de Fontevault. Singulier assemblage, et en quel lieu ! Enfin, le 20 novembre : « Le roi a donné encore à M^{me} de Fontevault, outre les six mille écus, un diamant de trois mille louis ; j'en suis fort aise². »

¹ *Lettre circulaire*, etc.

² L'écu d'argent circulait pour trois livres. Sa valeur intrinsèque actuelle est de 5 francs 48 centimes. Le louis d'or circulait pour 11 livres ; il contient 20 francs 84 centimes d'or.

En ayant égard au *pouvoir* comparatif des monnaies d'or et d'argent en 1675 et en 1869, pouvoir que je considère comme étant environ cinq fois

On a, par Saint-Simon, des détails indirects mais très-vraisemblables sur ce que dût être la vie de M^{me} de Fontevrault pendant ce premier séjour à Paris. « C'étoit, dit-il, au fort des amours du roi et de M^{me} de Montespan... A la vérité, elle ne voyoit personne, mais elle ne bougeoit de chez M^{me} de Montespan, entre elle et le roi, M^{me} de Thianges et le plus intime particulier. Le roi la goûta tellement¹, qu'il avait peine à se passer d'elle. Il auroit voulu qu'elle fût de toutes les fêtes de sa cour, alors si galante et si magnifique. M^{me} de Fontevrault se défendit toujours opiniâtrement des publiques, mais elle n'en put éviter de particulières. *Cela faisoit un personnage extrêmement singulier...* » Saint-Simon l'excuse par le motif qu'on l'avait forcée à prendre le voile, mais on sait que ce point est contesté. Il ajoute d'ailleurs qu'elle fut toujours très-bonne religieuse, et qu'elle « conserva une extrême décence personnelle dans ces lieux et ces parties où son habit en avoit si peu. » C'est probablement dans ce voyage que l'abbesse de Fontevrault dut connaître Racine, Boileau, Segrais, Daniel Huet, M^{me} de La Fayette². Son père étant mort le 26 décembre 1675, elle dut s'empressement de rentrer à Fontevrault, qu'elle avait quitté depuis sept mois. Quels souvenirs y portait-elle,

moins fort aujourd'hui qu'il y a deux siècles, Louis XIV aurait donné à l'abbesse de Fontevrault : 1^o 6,000 écus de 3 livres, soit 18,000 livres; 2^o un diamant de 3,000 louis d'or de 11 livres, soit 33,000 livres, c'est-à-dire en tout 51,000 livres représentant ensemble 255,000 francs de nos jours.

On ne saurait trop déplorer que de pareils cadeaux aient été faits l'année même où le duc de Lesdiguières, gouverneur du Dauphiné, écrivait à Colbert la fameuse lettre où il lui disait que « *la plus grande partie des habitants de la province n'avaient vécu pendant l'hiver que de pain de glands et de racines, et que présentement (20 mai 1675) on les voyait manger l'herbe des prés et l'écorce des arbres.* » J'ai donné dans mon *Histoire de Colbert*, p. 279, la lettre entière, d'après l'original autographe de la Bibliothèque impériale. Et qu'on ne croie pas qu'elle soit la seule de ce genre. Cent autres lettres de gouverneurs, d'intendants et d'évêques insistent sur l'affreuse misère des provinces à cette époque. Voltaire, qui n'y fait pas même allusion, aurait pu écrire sur ce sujet un chapitre formant un triste contraste avec ses brillants tableaux.

¹ Les cadeaux dont parle M^{me} de Sévigné le prouvent bien.

² On lit, à l'occasion du voyage de 1675, dans la *Lettre circulaire* écrite après sa mort : « Elle prenoit un plaisir singulier à voir les beaux ouvrages d'esprit... Les secrets de la philosophie, les règles de la morale, les profondeurs de la métaphysique et de la théologie, l'Écriture sainte (dont elle savoit marquer les textes) faisoient le sujet de ses entretiens avec les hommes le plus doctes, sans pourtant qu'il y eût jamais le moindre air d'affectation... donnant, pour ainsi dire, cette nourriture à son esprit pour entretenir et fortifier ses méditations, quand elle seroit retournée dans sa retraite. »

et le moyen d'écarter de sa pensée ce qu'elle avait vu et entendu dans un milieu si différent de celui qu'elle retrouvait? D'autres nécessités la ramenèrent à Paris, notamment en 1679, en 1695, en 1700. On ne sait rien du voyage de 1679, mais tout porte à croire qu'elle avait été demandée par M^{me} de Montespan dont la faveur touchait décidément à sa fin, et qui, pour comble de disgrâce, était soupçonnée par La Reynie, par Colbert, par Louvois, peut-être même par Louis XIV, d'avoir été en commerce avec les empoisonneuses que jugeait en ce moment la Chambre de l'Arsenal¹. Il y a des détails que l'on ignorera toujours; mais les suppositions, les restitutions historiques sont permises, et rien de plus vraisemblable que, dans ses conversations avec Louis XIV, avec Colbert, l'abbesse de Fontevault effaça les préventions injustes et prépara les apaisements qui suivirent. Ce séjour à Paris (elle y était arrivée vers la fin de 1679), fut assez prolongé, car le 28 juillet 1680, M^{me} de Sévigné se donne le malin plaisir de mander à M^{me} de Grignan que M^{me} de Fontevault a diné chez l'abbé Testu. Six ans se passent, et l'abbesse mande à Segrain (8 juillet 1686), après l'avoir instamment prié de venir avec sa femme lui faire une visite à Fontevault²: « Je n'envisage point que je puisse aller à Paris, et il est bien certain que je n'irai jamais sans une vraie nécessité, qui est chose assez rare. » Dix ans après, cette nécessité s'était sans doute produite, car l'abbesse de Fontevault se trouvait à Paris, et nous savons, par M^{me} de Sévigné, qu'en avril 1696, elle assista, avec M^{mes} de Coulanges et de Montespan, à un sermon du Père de La Ferté³. Elle y vint enfin une dernière fois en 1700, après avoir longtemps résisté⁴, pour un procès qu'elle avait avec les évêques au Grand-Conseil.

¹ Voir notre ouvrage *La police sous Louis XIV*, chap. VII.

² On cite ce mot d'elle sur Segrain. En 1677, M^{me} de Maintenon avait voulu lui confier l'éducation du duc du Maine. Retenu à Caen par des liens de famille, Segrain, qui ne se souciait pas d'aliéner de nouveau sa liberté, refusa, en prétextant un peu de surdité. L'abbesse de Fontevault qui aurait préféré le voir à la cour, dit à ce sujet: « Qu'à cela ne tienne, il ne s'agira pas d'écouter le prince, mais de lui parler. » (*Segrain, sa vie et ses œuvres*, par M. Brédif, p. 75.)

³ Le Père Louis de La Ferté, second fils du maréchal de ce nom, jésuite. Né en 1659, mort en 1732.

⁴ Le 8 juillet 1699, M^{me} de Montespan avait écrit à la maréchale de Noailles: « Ma sœur est fort déterminée à ne point aller à Paris, et je ne combats pas sa résolution. »

Une femme d'un esprit léger, futile, qui eût trouvé son plaisir dans les distractions et les relations mondaines, se fût à coup sûr dégoûtée de sa province, et eût mis tout en œuvre pour obtenir une grande abbaye à Paris ou près de Paris. Au lieu de cela, l'abbesse de Fontevrault fit, à plusieurs reprises, on le sait de source certaine par elle-même et par M^{me} de Montespan, exactement le contraire.

« Le monde, écrivait-elle à Segras, le 27 avril 1686, attache le bonheur à des places où l'on ne peut trouver ni repos, ni plaisir, sans quoi, pourtant, je ne vois pas que l'on puisse être heureux. Je suis assez dans ce cas là, et il est vrai, comme on vous l'a dit, Monsieur, que je n'ai point voulu en sortir. Ce n'est pas, comme vous voyez, que je manque d'en connoître les inconvénients ; mais c'est que j'en trouverois encore de plus grands à changer de poste. Après avoir passé tant d'années dans celui-ci, j'en tire le meilleur parti possible. Je m'accommode mieux que beaucoup d'autres de la solitude, je me diverts à lire, à bâtir, à jardiner, et mes affaires m'occupent trop pour me laisser remplir tous ces goûts jusqu'à la satiété, ce que je crois même qui ne m'arriveroit pas quand je m'en occuperois toujours. »

Nous avons enfin, sur ce point important, le témoignage de M^{me} de Montespan, écrivant le 21 octobre 1699, au sujet de sa sœur, à la maréchale de Noailles ¹ :

« Vous avez su que le roi lui avoit offert autrefois Montmartre, pour la rapprocher ; elle le refusa par scrupule, croyant devoir demeurer où elle étoit engagée. Depuis ce temps-là, sa charge est devenue bien pesante. L'édit de quatre-vingt-quinze² et l'abus qu'en font les évêques lui rendent son joug très-difficile à porter ; cependant, je ne crois pas qu'elle pût se résoudre à le quitter purement pour être à son aise ; et pour moi, je vous avoue franchement qu'à sa satisfaction près, pour laquelle je voudrois tout sacrifier, je l'aime beaucoup mieux à Fontevrault qu'à Montmartre. Quand on fuit de bonne foi, on aime mieux être loin que près, et j'ai même trouvé, dans le peu de temps que j'ai été à Paris, tant d'égards et de mesures à garder, surtout dans les apparences beaucoup plus que dans le fond, que la peine passoit beaucoup le plaisir. »

Cependant, quelle que fût l'activité de sa correspondance, si nombreuses qu'on supposât les occupations que lui donnait

¹ Marie-Françoise de Bournonville, mariée le 13 août 1671, à Anne-Jules, duc et maréchal de Noailles de qui elle eut vingt-deux enfants. Morte à l'âge de 93 ans, le 16 juillet 1748.

² Édit d'avril 1695, en cinquante articles, portant règlement pour la juridiction ecclésiastique.

l'administration de son Ordre, l'abbesse de Fontevault savait encore, nous l'avons dit, se faire des loisirs, et elle en profitait pour se livrer à ces travaux de l'esprit que, depuis son enfance, elle ne cessa d'affectionner. Elle avait écrit vers 1674, pour répondre à une question posée, un petit morceau sur *la Politesse*, qui circula parmi ses amis, et dont M^{me} de Sablé la remercia. Le mérite de cette composition, qui compte à peine quelques pages, comme il convient pour un sujet de ce genre, et qu'elle était loin de surfaire, consiste dans les nuances, les demi-tons. Aussi bien est-elle de celles qui veulent être lues, comme les ouvrages faits pour les salons, sans y attacher de l'importance, et dont le charme s'évaporerait à l'analyse. Un contemporain de l'abbesse de Fontevault a dit qu'elle faisait des vers excellents, mais qu'après une simple lecture, sa modestie les lui faisait jeter au feu ¹. De plus sérieuses compositions, des ouvrages de piété et de morale, des maximes de conduite (ce fut la grande mode de La Rochefoucauld à La Bruyère) l'occupèrent aussi. Enfin, les *Mémoires de Trévoux* de 1704 disent qu'elle avait traduit quelques livres de l'*Iliade*. « Voyez M^{me} de Fontevault et M^{me} de La Sablière ², écrivait Corbinelli ³ à Bussy, le 30 juillet 1677; elles entendent Homère comme nous entendons Virgile. » On prétend aujourd'hui que l'abbesse de Fontevault ne comprenait le grec qu'à l'aide d'une traduction latine, et qu'elle aurait dû se servir de celle de Marsile Ficin, pour la traduction du *Banquet* de Platon que l'abbé d'Olivet lui a attribuée en 1732 ⁴. Tout ce qu'on peut affirmer, c'est que les contemporains la croyaient capable de lire Homère et Platon

¹ *Mémoires de Trévoux*; décembre 1704.

² Son nom était Hesselin ou Hessein; elle avait épousé Antoine Rambouillet de La Sablière, très-connue par son amitié pour La Fontaine. Après son aventure avec La Fare, elle se retira aux Incurables où elle mourut le 8 janvier 1693.

³ Originaire de Florence. Son père avait été secrétaire du maréchal d'Ancre. On connaît son intimité avec M^{me} de Sévigné et Bussy. Mort en 1716 dans un âge très-avancé.

⁴ L'abbé d'Olivet a, sous le pseudonyme de Bousquet, édité le *Banquet de Platon traduit pour un tiers par feu M. Racine, et le reste par M^{me} de ****. (Paris, chez Pierre Gandouin, 1732, in-12). C'est lui aussi qui a publié pour la première fois, dans son avertissement, la lettre de Racine à Boileau dont il va être question.

Enfin c'est M. Cousin qui dit (*Œuvres de Platon*, t. VI, p. 411) que l'abbesse de Fontevault avait traduit le *Banquet* sur la traduction de Ficin, et qu'elle ne connaissait pas le moins du monde l'original.

dans l'original ¹. Cela dit, la traduction du *Banquet* n'en serait pas moins, dans la vie de la docte abbesse, si le fait était vrai, une singularité incompréhensible, un des signes particuliers du temps où elle vécut. Nous n'avons pas à nous étendre sur cette œuvre où des conversations sur l'*Amour*, servent de prétexte à la glorification de Socrate. Quant aux détails il faut bien reconnaître qu'ils sont plus d'une fois intraduisibles. Comment croire, à moins d'en avoir sous les yeux la preuve matérielle, irréfutable, qu'une abbesse chargée de l'administration de soixante couvents et dont la vertu n'a jamais été sérieusement suspectée, ait traduit un dialogue dont on a dit avec raison qu'il s'y trouve tels passages *qu'une femme lira même difficilement* ². Le moyen d'admettre enfin, qu'après cette hardiesse, l'abbesse de Fontevault eût ostensiblement prié Racine de corriger sa traduction, et mis ainsi toute la cour dans la confiance? Elle l'aurait fait pourtant, si l'abbé d'Olivet a dit vrai, et cela, non dans le secret du cabinet et pour satisfaire une curiosité malsaine, mais sans y mettre aucun mystère, et pour ainsi dire à ciel ouvert, éludant parfois, des passages d'une liberté excessive, en traduisant d'autres des plus hasardés. Sa traduction achevée, elle l'aurait remise à Racine en lui demandant de la revoir. Une lettre de ce dernier à Boileau (elle est fort suspecte à Louis Racine), précise les résultats de cette collaboration. L'illustre auteur d'*Athalie* aurait, par obéissance, corrigé une partie du *Banquet* ³, *s'accommodant sans scrupule des termes et des phrases, les rejetant quand bon lui sembloit*. Arrivé au tiers environ de l'œuvre, il se serait arrêté, et il suppliait Boileau de ne rien négliger *pour le délivrer de cette corvée*. Il conseillait en même temps de supprimer le

¹ Voici, à l'appui de cette assertion, une note écrite en 1697 par un contemporain : « Ce fut par le crédit de M^{me} de Montespan, sa sœur, maîtresse de Louis XIV, que M^{me} l'abbesse, en 1670, eut cette abbaye, il y a vingt-sept ans. Cette abbesse a bien de l'esprit et *sait les langues*; est savante en philosophie, théologie, histoire, etc. » On lit, d'autre part, dans la *Lettre circulaire*, à l'occasion de sa mort, qu'en 1665, c'est-à-dire à l'âge de dix-neuf ans « elle commença d'étudier la langue grecque, ce qu'elle a continué à Fontevault, et que, pour lire le *Nouveau Testament* en original, à quoi elle ne manquoit aucun jour, elle prit même quelque teinture de la langue hébraïque. »

² Victor Cousin, *Œuvres de Platon*, t. VI, p. 412.

³ A une époque où ses scrupules religieux l'avaient fait renoncer au théâtre. Est-ce vraisemblable?

discours d'Alcibiade qui termine le dialogue¹. « Outre qu'il est scandaleux, aurait dit Racine, il est inutile, car ce sont les louanges, non de l'amour dont il s'agit dans ce dialogue, mais de Socrate... » Inutile ! quand le but principal du *Banquet* est au contraire la *louange*, la justification de Socrate. Est-il besoin d'insister ? Nous ne disons pas d'une manière absolue : « L'abbesse de Fontevault n'a jamais traduit aucun morceau de Platon. » Il nous paraît seulement que rien ne prouve encore qu'elle ait traduit le *Banquet* soit en entier, soit par fragments, car l'authenticité de la lettre de Racine à Boileau, seule preuve à l'appui qui ait été produite jusqu'à présent, est contestée par Louis Racine et il pourrait bien se faire qu'elle eût été fabriquée par l'abbé d'Olivet pour justifier sa publication².

Retournons à sa correspondance, car c'est elle en réalité qui nous fournit les plus précieux éléments de cette biographie où, par bonheur pour celle qui en est l'objet, les aventures et les accidents font complètement défaut. Quelques lettres d'elle nous mettent au courant de ses goûts, de ses prédilections, de ses sympathies. Au sujet des affaires sérieuses qu'amène chaque jour l'administration des nombreux couvents de son Ordre, elle écrit à Segrais : « Il est honnête de n'être pas tout à fait inutile dans le monde. » Et elle ajoute aussitôt après : « Le commerce avec mes amis est ma consolation la plus sensible, et vous jugez bien, Monsieur, à quel rang je mets celui de M^{me} de La Fayette. On trouve en elle tous les esprits avec une attention, une exactitude et une sûreté qui n'est assurément pas ordinaire. Vous connoissez tout ce mérite-là pour le moins autant que moi, et vous n'en êtes pas moins touché. Vous avez de plus le plaisir de la voir tous les ans, et c'est ce que je vous envie. » Revenant, l'année suivante, sur M^{me} de La Fayette, elle dit : « Je suis toujours contente d'elle au dernier point ; elle m'écrit plus exactement que personne, et avec une attention d'autant plus agréable qu'on ne doit pas se la promettre dans un éloignement où l'on n'envi-

¹ On ne sait sur quelle autorité s'est fondé M. Cousin pour dire (*Œuvres de Platon*, t. VI, p. 412) que l'abbesse de Fontevault s'arrêta devant le *discours d'Alcibiade*.

² J'ai publié une dissertation spéciale à ce sujet dans le *Bulletin du Bibliophile* du mois de janvier 1869. Je ne puis qu'y renvoyer le lecteur pour le détail des arguments.

sage point de fin. Comme vous avez souhaité de tout temps de nous voir unies, je crois devoir vous rendre un compte exact du bon succès qu'ont eu vos désirs à cet égard. » N'omettons pas un détail qui a son intérêt. En 1686, Segrais avait entrevu à Paris M^{me} de Montespan qu'il trouva encore belle, et il en fit son compliment à l'abbesse de Fontevrault : « Je ne manquerais pas, répondit-elle, de lui faire savoir ce que vous m'avez mandé de la beauté des deux petits princes et de la sienne. Je suis certaine que cela lui fera un très-grand plaisir. » Enfin, la correspondance avec Segrais se termine en 1699 par cette agréable peinture de la vie qu'on mène à Fontevrault : « Il me paroît que toutes les personnes avec qui j'ai à vivre ont de l'amitié pour moi. J'ai la compagnie de ma sœur, au moins la moitié de l'année, et cela en attire encore d'autres qui peuplent assez ce désert pour lui ôter la tristesse que pourroit causer une solitude trop grande et trop continuelle. »

Plus gracieux que grave, plus affectueux qu'élevé, le ton des lettres a parfois cependant de la hauteur sans recherche, et une certaine noblesse naturelle. Une lettre au Père Rapin¹, a particulièrement ce caractère et tranche sur l'ensemble. Le prince de Condé venait de mourir. Le révérend Père ayant écrit à M^{me} de Fontevrault à la suite de cette mort qui fut un événement, elle lui répondit avec une simplicité qui a sa grandeur :

« Si nous ne pensons à cette éternité dont vous avez si bien écrit et dont vous paroissez toujours occupé, ce n'est pas faute d'être souvent avertis par de tristes expériences du néant de toutes les choses de la terre. Rien ne le prouve mieux que d'avoir vu disparaître un homme comme feu M. le Prince. Sa naissance et son mérite lui faisoient occuper tant de place dans le monde qu'on s'imaginoit naturellement qu'il y tenoit plus fort que les autres. L'étonnement que l'on sent de la mort de ces gens-là est une preuve que l'on est dans cette erreur sans s'en apercevoir. »

De même, écrivant à l'évêque d'Avranches², avec qui elle

¹ Le Père Rapin (René) né à Tours en 1621, auteur d'un grand nombre d'ouvrages, notamment d'un poème latin sur les *Jardins*, très-estimé; correspondant de Bussy-Rabutin et fort mêlé au mouvement littéraire de son temps. Mort à Paris, le 27 octobre 1687. — M. Léon Aubineau a publié récemment trois volumes in-8° intitulés *Mémoires du Père Rapin*. Ces mémoires sont particulièrement relatifs à la question du Jansénisme.

² Paul Daniel Huet, né en 1630, sous-précepteur du Dauphin en 1670, évêque de Soissons, puis d'Avranches; mort en 1721.

fût, pendant plusieurs années, de concert avec M^{me} de Montespan, en commerce principalement littéraire, elle lui dira :

« Les années qui amènent tant de mauvaises choses en amènent aussi de bonnes ; elles donnent une attention plus scrupuleuse sur l'acquit des devoirs qu'on ne l'a dans la jeunesse. En les examinant de plus près, on les trouve plus étendus, et il est vrai aussi que ceux qui sont attachés à ma charge, se sont multipliés réellement depuis quelques années. Plusieurs supérieurs ont fait la même remarque par rapport à leur emploi, et soutiennent que le gouvernement est devenu plus difficile depuis quinze ou vingt ans, qu'il ne l'étoit avant ce temps-là. Je vais vous dire à quoi je m'en prends au hasard que vous vous moquez de moi. Je me suis imaginé que ces livres de Hollande qui ont inondé le monde depuis quelques années, et qui se sont glissés dans les cloîtres comme ailleurs, ont répandu des doutes et des demi-connoissances, dont les petits esprits n'ont pu tirer d'autre fruit que de se croire capables de juger de tout et de regarder la soumission aux lois comme un effet de la faiblesse et l'ignorance où ils vivoient avant ces belles découvertes. Mandez-moi, je vous supplie, Monsieur, ce que vous pensez là-dessus. »

La lettre de l'abbesse de Fontevault sur l'entrée clandestine des pamphlets de Hollande jusque dans les couvents de femmes, et sur les germes d'insubordination qu'ils y introduisaient, devra compter désormais, venant de telle source, dans l'appréciation de l'état des esprits au xvii^e siècle. Nous avons en outre d'elle, en ce qui touche la discipline des couvents, quelques lettres de direction, et elles sont des plus instructives. Dans la première en date (28 mai 1674) elle se plaint *du peu de soumission* de quelques religieuses, des malignes interprétations qu'elles donnent à ses desseins, des cabales pour l'élection des mères prieures, des incessantes demandes de sorties, des infractions à la règle qui permet de neseservir de confesseurs extraordinaires que huit fois l'année, infractions où elle voyait *un véritable libertinage d'esprit*. Ces recommandations, qui n'étaient pas les premières, furent renouvelées bien des fois, notamment en 1677, en 1681, en 1684, en 1686. La lettre circulaire de 1677 déplorait les médisances, les querelles, le peu d'union des religieuses. Ce qu'il y a de plus criminel dans cette conduite, disait-elle, c'est que la plupart font passer jusqu'au dehors ces aigreurs et ces médisances et scandalisent les séculiers. » Elle défendait en même temps *la mondanéité dans les habits et les chaussures*, moyen infail-

libre de se rendre désagréable à Dieu et ridicule aux yeux du monde. La lettre de 1681 est plus explicite encore. Elle renfermait les ordres les plus sévères sur les sorties fréquentes, la disposition des parloirs et des grilles, l'entrée au couvent des gens d'affaires ou ouvriers. Insistant sur certains points délicats, l'abbesse disait : « Les longs entretiens avec les confesseurs, surtout quand ils sont jeunes, ne doivent nullement être soufferts, si ce n'est à leurs confessionnaux. Nous en chargeons les consciences des mères-prieures et de nos vicaires. — Nous ordonnons la simplicité et l'uniformité dans les habits et les coiffures. » En même temps, elle proscrivait absolument aux pères confesseurs le plaisir de la chasse qui est, disait-elle, *si scandaleux*¹. Les trop fréquentes visites au parloir et la multiplicité des directeurs furent l'objet principal de la circulaire de 1684. Enfin, celle de 1686 s'éleva de nouveau très-longuement contre les autorisations de sorties accordées sans nécessité absolue, et précisa les maladies pour lesquelles seules les religieuses pourraient se faire traiter hors du couvent. C'étaient la paralysie, l'épilepsie, l'apoplexie, les cancers, etc.

Cette question des sorties occupa, dans la vie administrative de l'abbesse de Fontevrault, une place si considérable et elle lui suscita du premier jusqu'au dernier jour, de si graves embarras, sans parler d'un nombre infini de procès pour lesquels elle écrivit, d'une plume mâle et vigoureuse, maints mémoires et factums que nous avons retrouvés, qu'il est indispensable d'entrer à ce sujet dans quelques détails. Elle avait eu, dès 1672, une difficulté sérieuse avec l'évêque de Saint-Flour², à cause de la défense faite par lui aux prêtres de son diocèse de donner la communion aux religieuses sorties de leur couvent sans sa permission, et d'absoudre quiconque,

¹ Son ami Huet n'était pas si *scrupuleux*. En effet, cinq ans après, alors qu'il était évêque de Soissons, le roi « voulant favorablement le traiter, » lui permit, sur sa demande, de chasser ou faire chasser à toutes sortes de gibier, et pour cet effet, porter arquebuses et autres armes à feu dans l'étendue des garennes, terres et seigneuries dépendant de l'évêché de Soissons. » (Arch. de l'Empire, *Registre du Secrétariat*. O. 30, fol. 381.) S'agissait-il seulement pour Huet de *faire chasser*, et tenait-il plus à manger le gibier qu'à le tuer ? Je ne me charge pas de décider.

² Jérôme de La Motte-Houdancourt, évêque de Saint-Flour en 1664 ; mort le 29 mai 1693, à 76 ans.

ecclésiastique ou régulier, aurait pénétré de même dans un couvent de religieuses, de l'excommunication encourue par ce seul fait. Comme des couvents relevant de Fontevault se trouvaient dans le diocèse de Saint-Flour, l'abbesse protesta contre la décision de l'évêque, par les motifs que les constitutions de son Ordre, les bulles des papes et les lettres patentes de plusieurs rois autorisaient ces entrées et ces sorties en vertu de sa permission accordée dans des conditions déterminées. L'affaire fut portée au conseil des dépêches qui la renvoya au Grand-Conseil, tout en stipulant que, provisoirement, les bénédictines du diocèse de Saint-Flour jouiraient de leurs anciennes immunités¹. Prévoyant un échec, l'évêque n'insista pas, et l'affaire fut abandonnée ; mais la question se représenta bientôt sous diverses formes. Une autre fois (1684), c'est l'évêque de Poitiers², qui s'érige en réformateur des Bénédictines du diocèse, sous prétexte que leur discipline est trop relâchée, à quoi l'abbesse de Fontevault répond que celle des séminaires est incomparablement moins sévère, et qu'il ferait mieux, au lieu d'empiéter sur les droits des autres, de vivre en paix avec son chapitre. L'évêque de Poitiers invoquait, il est vrai, une bulle de quatre cents ans, mais cette bulle n'avait jamais été exécutée, et l'abbesse en opposait une autre en vigueur depuis six cents ans. Cependant, alarmée, inquiète, ne voulant pas laisser amoindrir son autorité, sans nouvelles d'un mémoire que M^{me} de Montespan s'était chargée de remettre au roi, elle lui écrivit directement, se jeta à ses pieds, implora sa justice, sa bonté, alléguant par-dessus tout que la moindre diminution des privilèges de son Ordre « lui seroit si funeste qu'elle en détruiroit l'institut, la dignité singulière, la paix et la soumission. »

Une nouvelle lettre à Louis XIV, du 26 septembre 1696, prouve qu'elle eut alors gain de cause ; mais, dans l'intervalle, un fait grave s'était passé et la situation était singulièrement changée. Au mois d'avril 1695, un édit en quarante-neuf articles, motivé sans doute par des circonstances impérieuses, avait réglé la *juridiction ecclésiastique*, et renouvelé d'une manière expresse les dispositions d'anciennes ordonnances

¹ Arch. de l'Empire. *Arrêts de 1672*. E. 1766, fol. 57.

² De La Hoguette ; il devint plus tard archevêque de Sens.

concernant la discipline des couvents. Or, l'article 19 de cet édit était ainsi conçu :

« Voulons pareillement que, suivant et en exécution des saints décrets et constitutions canoniques, aucunes religieuses ne puissent sortir des monastères exempts et non exempts, sous quelque prétexte que ce soit, ou pour quelque temps que ce puisse être, sans cause légitime et qui ait été jugée telle par l'archevêque ou évêque diocésain, qui en donnera la permission par écrit, et qu'aucune personne séculière n'y puisse entrer sans la permission desdits archevêques ou évêques ou des supérieurs réguliers, à l'égard de ceux qui sont exempts ; le tout, sous les peines portées par lesdites constitutions canoniques et par nos ordonnances ¹. »

A la date où nous sommes, en 1696, c'est l'archevêque de Reims, le bouillant et remuant Le Tellier², qui a entrepris de mettre l'ordre de Fontevault à la raison, et, comme beaucoup d'autres prélats font cause commune avec lui, la lutte est devenue encore plus vive. Poussée à bout, l'abbesse a de nouveau recours au roi, et elle s'écrie : « Faudra-t-il donc voir périr entre mes mains des privilèges qui ont subsisté depuis tant de siècles ? Cette décadence s'attribuerait à mon indignité personnelle, qui en effet auroit dû l'attirer, si Votre Majesté, en m'élevant à une place si au-dessus de moi, n'avoit bien voulu suppléer à tout ce qui me manque pour la soutenir. Ce n'est que par là que j'ai conservé jusqu'ici ce que j'ai reçu des princesses à qui j'ai l'honneur de succéder, et si ce secours me manque, il est impossible que j'évite la honte dont Votre Majesté s'est en quelque façon engagée à me garantir. Je n'évitais pas non plus un malheur plus essentiel qui seroit de perdre l'estime et la confiance des personnes que je gouverne, et ainsi de ne pouvoir plus les conduire avec succès. »

Quelques années se passèrent pendant lesquelles l'affaire parut, sinon réglée, du moins assoupie³ ; elle se rengagea plus

¹ Déjà, l'article 31 de l'ordonnance des États de Blois de 1579, portait « qu'aucune religieuse ne pourrait sortir de son monastère pour quelque temps et sous quelque couleur que ce fût, si ce n'est pour cause légitime approuvée de l'évêque ou supérieur, et ce nonobstant toutes dispenses et privilèges au contraire. »

² Charles-Maurice Le Tellier, frère cadet de Louvois ; archevêque de Reims en 1671, mort en 1710, âgé de 69 ans.

³ Cependant, la *Bibliothèque historique* du Père Lelong mentionne un *Arrêt du Parlement qui déclare abusive la permission donnée par l'abbesse de Fontevault à sa sœur (?) de sortir de la clôture de son prieuré*. (Paris, 1700, in-4°.)

vivement que jamais en 1701. De ce moment jusqu'à la fin de sa vie, qui ne devait plus être bien longue, l'abbesse de Fontevault fut sur la brèche, à la défense de ses chers privilèges. Dans une lettre au roi du 19 novembre, elle lui demande la permission de plaider contre les évêques. Elle ne s'était pas défendue, disait-elle, cinq ans auparavant, contre l'archevêque de Reims, et avait laissé rendre un arrêt par défaut, pour ne pas déplaire au roi en paraissant s'élever contre l'édit de 1695 ; mais d'autres privilégiés, chefs d'Ordre comme elle, avaient depuis soutenu leurs droits, et si elle restait inactive pendant qu'ils faisaient tous leurs efforts pour les maintenir, *cette inaction seroit une tache, non-seulement à sa vie, mais encore à sa mémoire*. Un curieux aveu lui échappe d'ailleurs dans cette lettre, au sujet des privilèges auxquels l'édit de 1695 voulait mettre un terme : « *Peut-être, dit-elle, auroit-il plus été dans l'ordre qu'ils n'eussent jamais été accordés* ; mais, dans l'état où ils sont, les atteintes qu'ils souffrent sont souvent cause que la charité est blessée, sans que la discipline monastique en reçoive nul accroissement... » Elle prétend à ce sujet que la nécessité pour les religieuses d'obtenir l'agrément des évêques ne remédiera pas aux abus des sorties. « Ces messieurs, ajoute-t-elle, ne connoissant point par eux-mêmes les religieuses qui ont besoin de sortir, ils s'en rapportent, comme de raison, au jugement de leur supérieur naturel. Il arrive donc seulement que la religieuse sort avec deux permissions, au lieu qu'auparavant elle n'en avoit qu'une ; *mais la sortie n'en est pas pour cela plus mesurée, ni moins longue*. » Ce raisonnement était-il bien juste, et ne devait-on pas croire au contraire qu'une double appréciation des motifs invoqués pour légitimer les sorties en réduirait le nombre ?

Quoi qu'il en soit, les lettres succédaient aux lettres, les mémoires aux mémoires. Et non-seulement l'abbesse de Fontevault écrit au roi et à M^{me} de Maintenon, dont la protection est toute-puissante ; elle sollicite la duchesse de Nevers ¹, sa nièce, qui, grâce à sa beauté et au crédit dont elle jouissait à la cour, peut lui être utile. Informée qu'un conseiller d'Etat, rap-

Je n'ai pu découvrir cet arrêt. Les mémoires et factums de l'abbesse de Fontevault n'en font pas mention.

¹ Diane-Gabrielle de Damas de Thianges, mariée en 1670 au duc de Nevers.

porteur de l'affaire, M. de Pommereu¹, pourrait bien être hostile au maintien des privilèges, elle lui écrit une lettre des plus pressantes. Enfin, redoutant la décision du Grand-Conseil, elle supplie le roi (janvier 1702) de décider que l'affaire sera jugée *par des commissaires*. Un mémoire considérable fut alors produit en son nom ; il n'est pas signé, mais on peut assurer que c'est elle qui l'a fait. Une dialectique serrée y règne d'un bout à l'autre, et le plus habile avocat ne le désavouerait pas². L'abbesse de Fontevault prouve, par des citations irréfutables, que des bulles nombreuses exécutées sans contestation depuis six cents ans ont reconnu aux supérieurs et chefs d'Ordre le pouvoir de statuer, à l'exclusion de l'autorité diocésaine, sur les sorties des religieuses et sur l'examen des novices. En ce qui concerne le premier point, elle mentionne plusieurs décisions des plus explicites, notamment un arrêt du Grand-Conseil, du 11 mars 1695, *rendu après douze audiences de plaidoirie* (un mois avant l'édit), et statuant, conformément à ses prétentions, dans un cas tout à fait semblable. « Depuis six cents ans que l'Ordre de Fontevault subsiste, dit-elle en terminant, MM. les Évêques n'ont point donné la permission de sortir, ni examiné les novices, et l'on n'a pas vu que les sorties qui se sont faites aient causé plus de scandale, qu'on ait reçu plus de mauvais sujets, ni vu plus de réclamations dans les monastères qui le composent que dans ceux qui sont gouvernés par MM. les Évêques. Ainsi, il est beaucoup mieux de laisser les choses comme elles ont toujours été conformément aux saints canons et aux lois de l'État, que d'introduire une nouvelle disposition capable de troubler la paix, le repos des consciences et le bon ordre de l'Église. »

Le moment était critique. Les évêques avaient pour eux le droit nouveau, les dernières ordonnances, l'opinion, et ce qu'ils demandaient s'exécutait sans contestation en Italie. Il fallait donc, ou tout était perdu, obtenir un jugement par commissaires. L'abbesse de Fontevault eut recours à celle qui pouvait tout, à M^{me} de Maintenon. Elle l'avait connue dans ses séjours à la cour, et leur liaison avait résisté aux tourmentes qui sui-

¹ Jean-Baptiste de Pommereu ou Pommereuil, marquis de Ryceis.

² On lit dans la *Lettre circulaire* écrite aux couvents de l'Ordre, à l'occasion de sa mort : « Elle faisoit elle-même des mémoires et des écrits excellents qui instruisoient et persuadoient les juges. »

virent la disgrâce de M^{me} de Montespan. Diverses lettres de M^{me} de Maintenon prouvent même qu'elle avait pour l'aimable abbesse un véritable attachement, et qu'il en était de même du roi.

« Je n'ai jamais changé de sentiment pour vous, lui écrivait-elle en 1686 ; vous avez touché mon goût et rempli mon estime ; j'ai cru ne pas vous déplaire, et tout cela, Madame, a subsisté dans tous les temps et subsistera toujours. Mais je vous demande en grâce de me traiter comme vous me traitiez et de m'estimer assez pour croire que ce que la fortune fait en ma faveur ne m'a point gâtée... J'ai dit au roi les chagrins que ses maux vous donnent et la joie que vous sentez du retour de sa santé. Il paroît qu'il compte fort sur la sincérité de vos protestations, qu'il y a entre vous et lui une intelligence particulière et fort indépendante. Comptez, Madame, qu'il se porte bien, qu'il est très-gai et que vous êtes mal avertie, si vos nouvelles portent qu'il s'ennuie. Que j'ai de pente à causer avec vous, et que je le ferois de bon cœur et bien franchement ! »

Cette jolie lettre, une des plus affectueuses qu'ait écrites M^{me} de Maintenon, donne le ton des relations qui s'étaient établies entre elle et l'abbesse de Fontevault. On peut croire que celle-ci les exploita habilement quand elle vit les privilèges de son Ordre menacés. Nous n'avons pas, par malheur, ses lettres à M^{me} de Maintenon ; mais les réponses sont là, et elles suffisent pour faire juger des efforts tentés de ce côté. Les premières allusions à ces affaires datent de 1692. Le roi a reçu la lettre de l'abbesse et l'a portée plusieurs jours sur lui pour en parler au chancelier. Il lui en a enfin parlé ; il paraît d'ailleurs qu'il veut répondre lui-même. Dix ans plus tard (avril 1701), M^{me} de Maintenon a remis une autre lettre au roi qui y répondra. Puis, au mois de décembre suivant : « Le roi a lu votre lettre avec attention ; il trouve bon que vous disiez vos raisons à M. le Chancelier ; loin de vous retrancher ce qui est permis aux autres, il vous accorderoit volontiers par son inclination ce qu'il refuseroit au reste du monde. » Les dernières lettres manquent. Quoi qu'il en soit, l'abbesse de Fontevault finit par obtenir, grâce sans doute à l'intervention de M^{me} de Maintenon, que son affaire avec les évêques fût jugée par commissaires. Voici, en effet, ce qu'on lit dans une note écrite en 1703 par un de ses amis.

« MM. les évêques de France voyant, en octobre 1703, que le bureau des conseillers d'État *commissaires* n'étoit pas favorable

pour eux, touchant le procès qu'il ont intenté à M^{me} de Fontevrault et autres chefs d'Ordre, au sujet de la juridiction sur les religieuses qui dépendent d'eux, ils ont prié instamment M. le Chancelier que l'affaire ne fût point jugée, prétendant par là se maintenir dans le droit qu'aucune religieuse ne peut sortir de son monastère sans leur permission. »

Singulière justice en vérité ! Non-seulement les juridictions étaient innombrables et, dans beaucoup de cas, déterminées par les fonctions ou le rang hiérarchique des justiciables, mais l'une des parties pouvait, si elle était bien en cour, obtenir d'être jugée par des commissaires que le roi ou le ministre désignait. Que faisait alors la partie adverse ? Son unique ressource était de solliciter un ajournement qui laissât les choses dans l'état, et sans doute il ne lui était pas refusé, surtout quand elle avait aussi quelque crédit et que sa cause paraissait juste au fond. Quelle confusion ! quel arbitraire ! quel mépris de la justice et du droit !

III.

On peut se représenter maintenant quelle était, vers la fin du xvii^e siècle, la vie de l'abbesse de Fontevrault, les graves affaires qu'elle avait à régler, les procès à soutenir pour le maintien des privilèges ou pour d'autres motifs, procès qui ne furent point particuliers à l'administration de Gabrielle de Rochechouart, car ils se renouvelaient sans cesse depuis la la fondation de l'Ordre, et ils ne finirent qu'à sa suppression¹. Entrant dans le détail, on trouve qu'il y avait dans l'année 1700, à Fontevrault seulement, trois couvents de filles comptant chacun cent religieuses, et un couvent de religieux, sorte de séminaire où se formaient les confesseurs et les directeurs des soixante autres couvents disséminés dans toute l'étendue du royaume². On voit encore que l'abbesse consacrait la nomination des prieures régulièrement élues ou en commettait d'autres à leur place, donnait seule la permission de sortir, déplaçait

¹ On en trouve la trace persistante dans la Bibliothèque historique du Père Lelong.

² La *Circulaire nécrologique* de 1704 dit soixante en tout ; une note manuscrite parle de 63, en 1700.

les religieuses, autorisait les vêtements, les professions, faisait examiner les novices, réglait les dépenses. Une fois l'année, les couvents étaient inspectés par un des quatre vicaires-visiteurs nommés par elle pour trois ans. C'est aussi tous les trois ans que les couvents députaient à Fontevault le confesseur ou le visiteur de la province, et, qu'à la majorité des voix, l'un d'eux était chargé d'inspecter le chef-lieu même de l'Ordre¹. A la suite de cette élection, un chapitre général avait lieu. L'abbesse y faisait lire les ordonnances ou règlements projetés, et l'on discutait les affaires générales. Un document contemporain porte encore qu'elle nommait, changeait ou maintenait à son gré les religieux confesseurs de ses couvents, et que ceux-ci ne restaient en fonctions qu'autant qu'il lui plaisait, *quantum nobis placuerit*. Un mémoire de l'abbesse elle-même dit enfin « qu'on entretenoit dans l'Ordre la liaison et la correspondance de tous les corps politiques. » Ajoutons, pour achever de donner une idée de la déférence due à son rang, que les religieux et religieuses faisaient, en passant devant elle, une génuflexion.

Il faut évidemment se méfier des panégyriques, mais il y a dans les panégyriques mêmes, des faits dont la véracité ne saurait être mise en doute. Celui de l'abbesse de Fontevault constate qu'elle prononçait des instructions, parfois même des sermons, à la manière des meilleurs prédicateurs, qu'à une assemblée générale de l'Ordre elle en fit une remarquable sur *la dignité du sacerdoce*, qu'on accourait de très-loin à ses discours de vêtue, que ses exhortations aux religieuses mourantes étaient d'une onction irrésistible et ses lettres nécrologiques aux couvents de l'Ordre, à l'occasion de la mort de ses religieuses, des modèles de narration simple et naturelle. Frappé de l'excellence de ces règlements, Bossuet en avait demandé des exemplaires « pour y apprendre, disait-il, à gouverner les religieuses de son diocèse. » Si occupée qu'elle fût, l'abbesse de Fontevault s'était chargée de faire elle-même l'éducation de ses nièces et de quelques parentes. Une de ses préoccupations principales était de leur donner le goût de la lecture, « afin de dissiper, disait-elle, les dangereuses chimères qui s'em-

¹ Je vois dans un autre document que cette inspection devait être faite par un religieux n'appartenant pas à l'ordre même de Fontevault.

parent d'un esprit vif et oisif. » Doit-on s'étonner qu'une personne aussi éclairée ait été en même temps d'une réserve et d'une mesure extrêmes en ce qui touchait le chapitre des vocations? « L'abbesse de Fontevault n'a pas pris la tyrannie des religieuses qui veulent arracher les filles à leurs parents... Elle passe pour sainte dans la province; je vous fais cette confidence-là. » Sait-on qui écrivait de la sorte? M^{me} de Montespan qui, dans son ardeur de prosélytisme (il faut s'attendre à tout des natures passionnées), persécutait la maréchale de Noailles pour lui faire mettre deux de ses filles à Fontevault.

Heureusement M^{me} de Montespan rachetait ses vices et ses défauts par des qualités réelles. Elle était charitable et généreuse. Des bâtiments somptueux avaient été construits à Fontevault, mais faute d'être achevés, ils restaient sans emploi. On forma le projet de les approprier différemment, et d'y abriter les pauvres vieillards et les orphelins sans famille du pays et des environs. S'associant à ces fondations pieuses, l'ancienne favorite obtint du roi ou fournit une partie des fonds. De son côté, l'abbesse ne ménageait pas sa fortune. Parlant d'un tabernacle, de colonnes et de balustres en marbre, dont elle avait embelli l'église du couvent, celle qui la remplaça, dit : « Elle a fait faire un soleil d'une excellente ciselure, enrichi de pierreries d'un prix infini. Outre celles qu'elle a trouvées dans notre sacristie, elle en a fourni des siennes, *et en a procuré d'autres en grand nombre* (on voit que la nouvelle abbesse n'ose pas nommer M^{me} de Montespan¹), pour achever un si riche ouvrage. Elle n'a épargné ni soins, ni dépense pour la réparation et l'embellissement de notre maison... » De magnifiques dortoirs, des chapelles restaurées ou nouvellement construites, de vastes salons, de spacieuses galeries, de beaux jardins reliés par de sombres allées (ne devait-elle pas cet hommage au Père Rapin?) complétaient l'ensemble des travaux nécessaires ou d'agrément qui marquèrent son passage et perpétuèrent son souvenir.

On n'a pas oublié les préoccupations continuelles que lui causaient ses procès avec les évêques au sujet de la sortie des

¹ Elle dit d'ailleurs, au sujet des dépenses que l'abbesse n'aurait pu supporter : *Dieu y suppléa heureusement par une personne qui lui étoit proche.*

religieuses et la chaleur avec laquelle elle défendait les antiques privilèges de sa maison. La compagnie fréquente de M^{me} de Montespan, les visites de quelques amis, les œuvres charitables à organiser, les embellissements à diriger, la correspondance administrative ou familière à tenir au courant, quelques travaux littéraires aux heures de loisir remplissaient le reste de ses journées. Trente-quatre années s'écoulèrent au milieu de ces distractions et de ces travaux. Les excursions à Bourbon avec M^{me} de Montespan pour motif de santé, les voyages à Paris pour les grandes affaires étaient les événements exceptionnels de cette vie si bien réglée, si calme, et en même temps si remplie. Dans un de ces voyages d'affaires qu'elle espaçait le plus possible, l'abbesse de Fontevault visita Saint-Cyr qu'elle ne connaissait pas encore. Nous avons à ce sujet une curieuse lettre que M^{me} de Maintenon écrivit à la supérieure pour l'inviter à faire avec un soin particulier, pour la circonstance, la toilette de la maison. On y trouve, comme en tant d'autres, la preuve de l'esprit correct et pédagogique de celle qu'on pourrait appeler l'abbesse de Saint-Cyr.

« M^{me} l'abbesse de Fontevault doit venir dimanche ici; elle y entendra la messe de dix heures dans la tribune du roi, où il faut mettre des carreaux; elle y dinera à mon parloir; on nous servira du dehors, et la maison n'en aura nul embarras. Je demande deux *noires* qui, avec les demoiselles que j'aurai, suffiront pour nous servir. Je vous prie de charger M^{mes} Gautier et du Tourp d'entretenir les religieuses de sa suite, et de les mener par la maison, si elles veulent y aller. Que les classes soient en bon ordre; que les plus belles voix chantent les psaumes à vêpres; qu'on chante à l'Élévation ce bel *O Salutaris* en partie, au milieu du chœur; que mon appartement soit propre et paré; enfin, ma chère fille, n'oubliez rien pour que toute la maison de Saint-Louis soit dans son lustre, M^{me} de Fontevault ne l'a jamais vue ¹. »

Dans un autre voyage à Paris, le dernier qu'elle devait faire, l'abbesse de Fontevault dina chez M^{me} de Maintenon (c'est Dangeau qui nous l'apprend), et y vit le roi qui revenait de Marly. C'était le 2 décembre 1700. On se figure, autour du

¹ *Lettres historiques et édifiantes*; t. I, p. 475. — Cette lettre porte dans l'édition Lavallée, la date du 1^{er} janvier 1697. Or, on lit dans la circulaire écrite aux couvents de l'Ordre de Fontevault par la supérieure qui succéda à Gabrielle de Rochechouart que, depuis sa nomination, celle-ci n'était allée que quatre fois à Paris, en 1675, 1679, 1695 et 1700. La lettre doit donc être de 1695.

même foyer, les trois graves personnages, car le temps avait marché, l'âge était venu, le ciel s'était assombri. Était-on assez loin des jours heureux où tout réussissait à Louis XIV, où M^{me} de Montespan et M^{me} de Maintenon se promenaient ensemble dans les voitures de la reine et vivaient dans la singulière intimité que l'on sait, où l'abbesse de Fontevault traversait, sans s'y corrompre, la dangereuse atmosphère de Versailles et de Saint-Germain ? Mais sans doute le souvenir du passé ne fut pas évoqué, car le présent aurait paru plus triste encore. C'est dans ce voyage que l'abbesse de Fontevault rencontra, chez la maréchale de Noailles, le célèbre collectionneur d'antiquités, de tableaux, de chartes et de manuscrits, Roger de Gaignières¹, qui devint, à partir de ce jour, un de ses correspondants les plus assidus. On dirait même, à lire la lettre suivante, dont nous n'avons pu trouver la clef, qu'elle se serait occupée de le marier.

« Je viens de parler avec toute l'exactitude et toute la franchise dont nous étions convenus. J'ai bien peint surtout *votre angoisse et votre insomnie* dont on m'a dit qu'on ne doutoit pas, et qui a attiré les louanges qu'on ne peut s'empêcher de vous donner. On ne trouve nul inconvénient dans l'affaire, et on se moque de notre inquiétude. On ne juge point à propos d'entrer dans aucun éclaircissement, quoique je l'aie proposé à deux ou trois reprises. On vous attend demain à midi avec votre compagnie. Me voilà, Dieu merci, déchargée d'un cruel fardeau. Je fais partir dès cette nuit, afin que vous en soyez aussi déchargé à votre lever ; je dirois à *votre réveil*, si je n'étois assurée que vous ne dormirez pas cette nuit. »

Nous touchons aux derniers jours. Le *Journal de Dangeau* constate que, le 5 septembre 1703, l'abbesse de Fontevault représenta la reine d'Angleterre au baptême de la fille du duc de Bourbon, sa petite nièce², alors âgée de treize ans, et que la cérémonie eut lieu à l'abbaye même. Quelques mois après (5 janvier 1704), elle adressait un mémoire au secrétaire d'État La Vrillière au sujet d'un nouveau conflit d'attributions survenu

¹ François-Roger de Gaignières, écuyer ; mort le 27 mars 1715, à l'âge de 77 ans.

² Le 22 juillet 1699, M^{me} de Montespan écrivait à la duchesse de Noailles : « Il y eut hier deux filles qui prirent l'habit. M^{lle} de Bourbon supputa que, dans sept ans, elle en feroit autant. Vous pouvez compter de même pour M^{lle} votre fille, si vous avez le bon sens d'y consentir. »

La mère de M^{lle} de Bourbon était M^{lle} de Nantes, fille légitimée de Louis XIV et de M^{me} de Montespan.

dans le diocèse de Montauban, à propos d'une religieuse du couvent de Saint-Aignan « qui étoit tombée, disait-elle, dans une faute honteuse, à laquelle elle avoit dû appliquer la pénitence prescrite par les canons ¹. » Enlevée de vive force par la sénéchaussée du parlement de Toulouse, pour quelques défauts qu'il avait relevés dans la procédure de la juridiction ecclésiastique, cette religieuse s'était réfugiée dans un autre monastère de la province. L'affaire était d'autant plus grave que le complice paraissait être le curé même de Saint-Aignan, et que l'évêque nouvellement nommé à Montauban ² s'était prononcé pour lui. La véracité du frère visiteur de Fontevault qui avait fait l'enquête ayant été suspectée, l'abbesse invoquait en sa faveur le témoignage de Bossuet de qui il était connu. On a là une nouvelle et triste preuve des soucis attachés, sous le régime des vocations forcées, à l'administration des grandes communautés. Comment se termina ce scandaleux procès? On l'ignore. Ce qu'on peut affirmer, c'est qu'il affecta péniblement l'abbesse de Fontevault. Très-souvent et de tout temps malade ou indisposée (on le voit bien par ses lettres au docteur Vallant), on lui avait conseillé, vers le mois de juin 1704, de retourner à Bourbon dont les eaux l'avaient autrefois soulagée; elle s'y refusa, ne voulant plus, dit-elle, chercher à guérir hors de son monastère et des murs où la retenait son devoir. Un extrême abattement, accompagné d'une mélancolie douce, ne tarda pas à se produire, et la situation s'aggrava rapidement. Le 7 août, elle eut une petite fièvre qui causa une vive inquiétude; le 13, elle fut prise du délire et essaya vainement de parler aux religieuses qui se pressaient autour d'elle; le 15, elle s'éteignit « mourant, rapporte sa nièce, avec une douceur qui tenoit plus de l'extase et du ravissement que d'une séparation douloureuse ³... » Elle avait à peine cinquante-neuf ans.

On aurait voulu, pour M^{me} de Montespan, qu'elle fût accourue au chevet de la tendre sœur qui l'avait consolée aux

¹ S'agissait-il du terrible cachot appelé *in pace*, d'où l'on ne sortait pas vivant?

² François de Nettancourt de Haussonville de Vaubecourt, docteur de la Faculté de Paris en 1688, abbé de la Chassaigne, près de Lyon, en 1692, et d'Aisnay en 1693, évêque de Montauban le 15 août 1703; mort le 17 avril 1736, âgé de 80 ans.

³ *Lettre circulaire*, etc.

mauvais jours, et constamment aimée, attirée. Qui sait? Sa vive imagination lui fit peut-être redouter les déchirements de la dernière heure; il est possible encore que, dans son affectueuse sollicitude, la malade eût ordonné, pour lui épargner les émotions des adieux suprêmes, qu'on lui cachât son état. Cette mort prématurée, soudaine, fit dans tous les cas sur elle, malgré l'éloignement, une impression profonde. Celle qui, en apprenant la fin subite de Monsieur, s'était mise à *courir les champs*¹, pour échapper à ses pensées, ne pouvait rester insensible à un événement qui la touchait de si près. Elle était en ce moment à sa terre de Petit-Bourg, ou à Paris. Une contemporaine, la marquise d'Huxelles, écrivit à une amie : « M^{me} de Montespan a réfugié sa douleur près du duc et de la duchesse de Lesdiguières². » On se souvient de l'amitié que Louis XIV avait pour l'abbesse de Fontevault et de leur ancienne intimité; on sait encore qu'il se montra complètement insensible, en 1707, à la mort de M^{me} de Montespan, qui ne l'empêcha pas de *courir le cerf*, dit Dangeau, immédiatement après en avoir reçu la nouvelle; enfin, quatre ans plus tard, quand les expiations de sœur Louise de la Miséricorde eurent un terme, on constata qu'il fit preuve de la même impassibilité. Il est à remarquer que ce fut tout le contraire lorsqu'on lui annonça que l'abbesse de Fontevault avait cessé de vivre. « Le roi, dit Dangeau à la date du 18 août, nous apprit, à son petit coucher, la mort de madame l'abbesse de Fontevault; *il la regrette extrêmement*. C'étoit une fille de beaucoup de mérite et d'esprit; elle n'avoit été malade que trois jours³. » Et Dangeau disait vrai. En effet, trois jours après, le 21 août, Louis XIV annonçait lui-même à sœur Louise-Françoise de Rochechouart, religieuse à Fontevault, qu'il venait de la nommer à la place de sa tante, et sa lettre accentuait de la manière la plus affectueuse les regrets que lui causait la mort de l'ancienne abbesse : « Je suis très-fâché, disait-il, de la perte de M^{me} de Fontevault. J'ai cru ne pouvoir mieux la remplacer que par

¹ Ce sont les expressions de M^{me} de Maintenon. (Lettre du 29 juin 1701 à l'abbesse de Fontevault.)

² Gabrielle-Victoire de Rochechouart, fille du duc de Vivonne, mariée au comte de Canaples, qui devint plus tard duc de Lesdiguières.

³ La circulaire nécrologique dit formellement que la fièvre s'était déclarée le 7 août, et que la mort eut lieu le 15, c'est-à-dire huit jours après.

une personne qui lui fût proche, et qui, ayant été élevée auprès d'elle, eût pris ses maximes et profité de ses exemples... » Inanité des passions humaines ! Le souvenir des anciens entraînements et des jours d'ivresse était, malgré les liens du sang, devenu embarrassant, importun, l'amitié seule avait survécu.

Je ne voudrais pas tomber à mon tour dans le panégyrique ; le moyen cependant de rester insensible à tant de qualités charmantes, et faut-il, de peur d'être accusé d'exagération, refuser l'éloge à ceux qui l'ont mérité ? Sous ce rapport, et si l'on excepte la voix discordante de M^{me} de Sévigné, tous les contemporains de l'abbesse de Fontevault, même les plus exigeants et les plus difficiles, Bussy-Rabutin, Louis XIV, Saint-Simon, sont unanimes pour la louer. Nous avons dit pourquoi M^{me} de Sévigné ne l'aimait pas ; la seule réserve de Saint-Simon porte sur les longs séjours à la cour pendant la faveur de M^{me} de Montespan¹, et nous trouvons avec lui que ce n'était pas là sa place. Saint-Simon reconnaît d'ailleurs qu'elle n'en demeura pas moins une abbesse très-vertueuse, très-estimée, et très-digne de l'être ? Nous avons dit les motifs qui font douter qu'elle ait traduit le *Banquet* de Platon. Au surplus, cette traduction eût-elle existé, le dix-neuvième siècle serait-il plus sévère à cet égard pour l'abbesse de Fontevault que le dix-septième ? « Elle découvrait dans Platon, disent les *Mémoires de Trévoux*, des beautés dont on ne s'étoit point aperçu, quoiqu'on eût passé beaucoup de fois sur les endroits qu'elle admiroit : elle perçoit au travers des images dont ce philosophe enveloppe la vérité, et y découvrait des trésors de morale, des tours d'éloquence, et une délicatesse de pensées que les génies médiocres ne peuvent démêler ; elle n'étoit pas moins touchée des beautés d'Homère, et elle avoit traduit les premiers livres de l'*Iliade*. »

En résumé, esprit pénétrant, fertile, étendu, douée d'une exquise politesse, gracieuse, avenante et pleine de dignité tout à la fois, l'abbesse de Fontevault ne se plaisait pas moins aux conversations du monde qu'à celle des érudits et des

¹ Saint-Simon parle de *séjours*. Il y en a eu deux en effet, le premier en 1675 pendant la faveur, et un autre en 1679 et en 1680 ; mais on a vu plus haut que ce dernier fut forcé, et, à cette époque, les préoccupations devaient passer les plaisirs.

écrivains, dont un bon nombre la consultaient et suivaient ses avis. Les contemporains parlent de sa beauté. Un portrait d'elle gravé en 1693, à une époque où elle avait déjà quarante-huit ans, confirme leurs éloges. Le visage est plein, un peu trop arrondi, la physionomie calme et ouverte, l'air fin et placide en même temps, le regard velouté, une vraie figure de religieuse dont nul chagrin n'altère la sérénité. On voit qu'il s'est fait en elle une transformation ; mais il est aisé de reconnaître aussi que la beauté avait dû être réelle à la fleur de l'âge ¹. Une robe noire, avec une petite guimpe blanche unie, sans séparation au milieu et la croix d'abbesse au-dessous, relèvent la pureté du teint.

Faut-il blâmer l'abbesse de Fontevrault d'avoir défendu avec obstination les privilèges de son Ordre ? D'abord, les privilèges étaient la règle du régime sous lequel elle vivait, et, nommée pour veiller au maintien de ceux de sa maison, elle n'aurait pu désertier sans honte, suivant ses expressions, une cause qu'elle devait regarder comme sacrée. Nous avons parlé de ses réglemens que divers prélats, au nombre desquels figurait Bossuet, donnaient pour modèles aux couvents de leurs diocèses. Si son esprit était élevé, un peu hardi, si l'examen et la discussion l'attiraient invinciblement, sa doctrine était pure, orthodoxe, sa simplicité chrétienne. A ces traits pris çà et là chez des contemporains, ajoutons, en puisant à la même source, que bien qu'elle connût les écrits des Pères de l'Église et sût plusieurs langues, son humilité égalait son savoir ; qu'elle s'était toute sa vie étudiée à passer sans regret de l'étude aux affaires, que son administration était celle d'un philosophe chrétien consommé dans l'art de régner. « On ne pense point comme elle, disait un ami des derniers

¹ Voir ce portrait, dont M. Cousin parle également, au cabinet des estampes de la Bibliothèque impériale dans l'œuvre d'Étienne Ganterel. Le portrait est peint de face. Le nom du peintre ne figure pas sur la gravure, mais ce devait être assurément un artiste de mérite. L'original doit encore exister. On a vu plus haut que Mignard avait fait aussi son portrait en 1675. Qu'est-il devenu ?

On trouve également, au cabinet des estampes, parmi les dessins de Gaignières, un dessin colorié, format in-4°, représentant l'abbesse de Fontevrault à genoux, avec la crosse. On lit ces mots au-dessous : « *Peinture contre le mur à gauche en entrant dans le chapitre de l'abbaye de Fontevrault.* » Le visage paraît avoir été peint d'après le portrait gravé par Ganterel ; l'exécution ne donne pas une haute idée du talent de Gaignières. Une inscription de quelques lignes prouve l'identité du personnage.

temps, quoiqu'elle pense le plus naturellement du monde. — Personne n'a plus de religion ni plus d'amour pour la vérité qu'elle. — Son cœur généreux et bienfaisant égale son esprit ; l'un est fait pour l'autre. — Elle donne au monde des exemples de piété et de vertu aussi rares que nécessaires '... » Retrouvera-t-on jamais, indépendamment des lettres à M^{me} de Sablé, à M^{me} de La Fayette et à bien d'autres que nous avons vainement cherchées, ces ouvrages de piété, de morale, de critique, ces maximes de conduite, ces sujets traités dans le goût académique, dont parlent les *Mémoires de Trévoux* ? Si le séjour à la cour en 1675, au temps des scandaleux triomphes de M^{me} de Montespan, demandait à être expié, l'expiation est là ; elle est aussi dans ces trente ans d'une vie laborieuse, vouée au bien, à la fondation d'établissements charitables, à l'édification par la parole et par l'exemple de ceux qui l'entouraient, enfin au gouvernement exemplaire de ses soixante maisons. Dans un ordre d'idées différent, Gabrielle de Rochechouart rendit encore un service, que les *Mémoires de Trévoux* ont justement signalé. Elle ne se borna pas à édifier par sa propre vie les religieux de Fontevault, elle fit fleurir parmi eux les belles-lettres et les sciences, elle forma des professeurs et des prédicateurs dont les talents profitèrent à l'Ordre entier. C'est ainsi, c'est par les vues élevées qui ne cessèrent de diriger tous ses actes que les qualités de l'illustre abbesse purent en quelque sorte lui survivre, et qu'il lui fut donné de travailler, même après sa mort, à la prospérité de la maison dont l'administration avait rempli, et, vers la fin, consumé ses jours.

PIERRE CLÉMENT.

¹ *Biographies des abbesses de Fontevault*, par Daniel de Larroque, Ms. inédit.

MÉLANGES

I.

LA PARTICULE FILIOQUE

ET LE CONCILE DE CTÉSIPHON EN 410 ¹

Au moment où un grand concile se prépare et où son ouverture approche, il n'est pas inopportun d'appeler l'attention du public européen sur un opuscule qui, renfermant des documents du plus haut intérêt, ne parviendrait peut-être pas, à cause de sa forme, à fixer les regards de toutes les personnes qui suivent le mouvement des idées religieuses de notre temps. Tout le monde sait aujourd'hui ce qu'un mot ajouté au symbole de Constantinople a coûté

¹ *Concilium Seleuciæ et Ctesiphonti habitum anno 410. Textum syriacum edidit, latinè vertit notisque instruxit, T. J. LAMY, Louvain, 1868.* — Consulter Harduin, *Collec. concil.* t. III, p. 472. Mansi, t. IX, p. 981. Alzog., t. II, p. 247-248. Labbe, *collect. concil.*, t. VII, p. 1194, 1195, 1234. — Pitzipios, *l'Église orientale*. Cet auteur, converti lorsqu'il composa cet ouvrage, est retombé dans ses erreurs. Bar-Hébréus, Maphrien Jacobite de Tagrit, a composé une histoire fort intéressante des chrétientés orientales. Voir, pour cette question, la 3^e partie, qui contient la vie des Maphriens jacobites et des Patriarches de rite chaldéo-nestorien. — Assémani, t. III, part. I, p. 363-368. part. II, p. 58-62, 232-235.

à l'Église de larmes et de sang, en brisant les liens qui rattachaient la chrétienté grecque à la chrétienté latine. On voit déjà que nous voulons parler de la particule *Filioque* intercalée dans le symbole, au v^e siècle, en Espagne, pour des raisons qu'il faut rappeler sommairement. A cette époque, les Priscillianistes, répandus dans un pays déjà infecté de l'hérésie arienne, abusaient de la mention que les Pères de Constantinople avaient faite de la première personne de la Trinité dans l'article de la procession du Saint-Esprit, et du silence qu'ils avaient gardé sur le Fils, pour soutenir que ce dernier n'est point consubstantiel au Père. Les évêques d'Espagne s'émurent, et le Siège apostolique ayant conseillé la réunion d'un concile, ils décrétèrent, d'un commun accord, l'addition du *Filioque* au symbole latin, pour prévenir désormais toute erreur, et étouffer celles qui avaient commencé à se faire jour (448). Ce changement, qui ne créait pas un dogme nouveau dans l'Église, semble être demeuré assez inaperçu, pendant deux siècles au moins, et c'est là, sans contredit, une des preuves solides que l'on doit apporter à l'appui de cette vérité de foi, telle que l'enseigne l'Église latine. Il faut observer cependant que le symbole, modifié par les évêques d'Espagne, passa insensiblement dans divers pays d'Europe, de telle sorte qu'au viii^e siècle nous le trouvons déjà adopté dans les églises des Gaules et d'Allemagne. Tout cela s'était opéré, *jusqu'à un certain point*, malgré la défense que les conciles de Constantinople (381), d'Éphèse (431) et de Chalcedoine (451) avaient faite de ne rien changer à la foi de Nicée. Nous disons : *jusqu'à un certain point*, parce qu'il est évident que cette défense n'était pas et ne pouvait pas être absolue. Elle excluait uniquement les modifications arbitraires faites par des personnes privées, en dehors du concours de l'autorité ecclésiastique.

C'est au ix^e siècle que l'on découvre, pour la première fois, quelques traces de dissentiment au sujet de la particule ajoutée au symbole. Une petite colonie de religieux français, établie à Jérusalem sur le mont des Oliviers, se vit inquiéter par quelques Grecs fanatiques, précisément parce qu'on chantait dans le couvent français cette prière liturgique avec l'addition introduite par quelques Églises d'Occident. Ces religieux portèrent leurs plaintes auprès de Charlemagne et du pape Léon III qui, tout en permettant aux Églises occidentales de conserver leurs coutumes, ne voulut pas laisser introduire à Rome l'usage de chanter le *Credo* avec le mot déjà célèbre. Son respect pour les conciles était même si grand, qu'il fit graver sur des stèles d'argent, en grec et en latin, le symbole tel que les Pères de Constantinople l'avaient donné à l'Église.

La controverse n'alla pas plus loin durant plus d'un siècle et demi, parce qu'il n'y avait sur la question doctrinale aucune divergence entre les deux Églises grecque et latine; car, si cette divergence avait existé, la rupture entre elles n'eût certainement pas été retardée jusqu'aux ix^e et xi^e siècles. Ce n'est que plus tard, en effet, lorsque le schisme de Photius et de Michel-Cérulaire fut consommé, que quelques esprits inquiets, dont ce schisme servait les intérêts ou l'ambition, cherchèrent des motifs d'accusation contre l'Église

latine, et crurent avoir trouvé le point vulnérable dans l'addition faite au symbole. C'est alors, mais alors seulement, que les Grecs schismatiques prétendirent n'avoir jamais professé le dogme en question. A partir de ce moment, les passions politiques et religieuses se mêlèrent aux discussions et aux négociations entamées sur cet article, et rendirent inutiles ou infructueuses toutes les tentatives de rapprochement essayées au quatrième concile de Latran (1215), au deuxième concile de Lyon (1274), et, enfin, au concile de Florence (1439).

L'exposé que nous venons de faire de l'histoire de cette controverse, tout succinct qu'il est, suffit néanmoins pour expliquer comment l'Eglise grecque a conservé, dans ses livres liturgiques, une multitude de prières, d'hymnes, de cantiques et de *canons*, où sont renfermés des témoignages favorables à la doctrine de l'Eglise catholique sur la procession du Saint-Esprit.

L'histoire de cette controverse, qui ne manque certes, ni de grandeur, ni d'intérêt, vient de s'enrichir d'un document de la plus haute importance, qui la fait entrer dans une phase nouvelle. Jusqu'ici l'Eglise grecque accusait l'Eglise latine d'avoir *changé les bornes posées par les Pères*, et rappelait continuellement dans la discussion les anathèmes célèbres portés par les anciens conciles contre ceux qui introduiraient des modifications dans la foi de Nicée. Les écrivains grecs se donnaient par là *quelques apparences* de raison non pas auprès des personnes clairvoyantes, mais auprès des gens simples et naïfs. Or il n'en sera plus ainsi désormais, et l'Eglise latine pourra opposer à l'Eglise grecque un synode composé de quarante évêques, parmi lesquels un au moins assista au premier concile œcuménique de Constantinople; un synode, tenu quelques années après celui que nous venons de nommer en dernier lieu, lequel s'est rendu coupable de cette addition si souvent blâmée, reprochée, incriminée, anathématisée par les schismatiques de l'Europe orientale. Les paroles, dont se servent les Pères du concile de Ctésiphon (410), sont trop importantes pour ne pas être citées ici mot à mot : NOUS CONFESSONS ENCORE, disent-ils, L'ESPRIT VIVANT ET SAINT, LE PARACLET QUI PROCÈDE DU PÈRE ET DU FILS. Tout le monde comprend la valeur d'un pareil témoignage, considéré même isolément; mais cette valeur devient encore bien plus considérable, quand on examine et les paroles qui l'accompagnent et les circonstances au milieu desquelles se tint le synode de Séleucie ou de Ctésiphon : *Nous confessons, disent les mêmes évêques, le Père, le Fils et le Saint-Esprit dans une seule Trinité, dans une seule substance, dans une seule volonté, et par là même nous adhérons à la foi des trois cent dix-huit Pères réunis dans la ville de Nicée. C'est la profession de foi que nous avons reçue de nos saints aïeux et la définition qui a été donnée par le saint concile*¹.

¹ Confitemur etiam spiritum vivum et sanctum, Paracletum vivum, QUI EX PATRE ET FILIO, in una Trinitate, in una essentia, in una voluntate, amplexantes fidem trecentorum decem et octo Episcoporum, quæ definita fuit in

Cet éclatant témoignage rendu à la foi de l'Église latine semblera plus précieux encore pour l'histoire du dogme catholique, si l'on fait attention que le concile de Séleucie se réunit non pas sous l'influence d'opinions locales, mais, en quelque sorte, à l'instigation et par l'initiative de l'Église grecque elle-même, ainsi que nous allons le raconter.

La fin du IV^e siècle et le commencement du V^e sont deux des périodes historiques les plus fécondes en conciles, ce qui s'explique naturellement par le grand nombre d'erreurs auxquelles l'arianisme donna le jour. Il se célébra alors trois synodes dans la ville de Séleucie. A cette époque, l'Église chaldéo-persane était rudement éprouvée depuis plus d'un siècle, comme nous le rapporte l'histoire de la vie et de la mort des martyrs. La persécution cruelle et longue de Sapor (301-374) l'avait inondée de sang et couverte de ruines. Les temples chrétiens étaient détruits ou profanés, les fidèles dispersés ou réduits en si petit nombre *qu'on permettait seulement aux vieillards d'embrasser la vie monastique*. Le clergé était ou en fuite ou incapable de se montrer. Un des successeurs de Sapor, Isdeguer (399-420), semblait avoir hérité, à la fois de la cruauté et du trône de son aïeul. Aux motifs religieux, au fanatisme des Mages, qui excitaient le roi à la haine et à la vengeance, venaient se joindre encore toutes les rancunes politiques nourries contre les Romains, protecteurs naturels des chrétiens orientaux. Les gémissements des Églises chaldéo-persanes, alors vraiment militantes, parvenaient souvent jusqu'à Constantinople, et on vit, plus d'une fois, les empereurs byzantins essayer avec succès d'arrêter les flots de sang qui arrosaient la Perse, sans y faire germer beaucoup de chrétiens. Les persécuteurs se reposèrent quelquefois, et leurs victimes purent respirer.

Une des plus belles figures de cette époque, Mauthas, évêque de Maïfercat ou Martyropolis, un des Pères du concile de Constantinople, l'historien des Martyrs de la Perse, le traducteur des canons du concile de Nicée en syriaque, servit, à plusieurs reprises, de négociateur et d'intermédiaire entre les deux empires. Il se rendit une première fois en Perse, dès le début du règne d'Isdeguer, conclut entre ce prince et l'empereur Arcade une paix qui ne fut pas de longue durée, mais qui permit aux évêques de se réunir en synode (399), et de pourvoir aux besoins les plus pressants de cette chrétienté mourante. Le vénérable Kaïumas, évêque de Ctésiphon, qui avait accepté la lourde charge de l'épiscopat, parce que personne n'avait voulu en assumer la responsabilité dans ces temps de persécution, supplia les Pères du concile de le laisser se démettre de sa dignité. On lui donna pour successeur, ou plutôt pour coadjuteur, Mar-Isaac, frère de Maruthas, originaire de Cascar. C'est lui qui rassembla le second synode (410), lorsque l'évêque de Maïfercat fut

urbe Nicæa. Hæc est confessio nostra et fides nostra, quam accepimus a Sanctis Patribus nostris. Definitio quæ constituta fuit à sancta synodo (*Concil. Seleuciæ*, p. 30-34.)

envoyé, pour la seconde fois, en Perse, auprès d'Isdeguer. Ce prince fut guéri, par le saint négociateur, d'une maladie dangereuse qui avait fait désespérer de ses jours. Par amitié aussi bien que par reconnaissance, il accorda à saint Maruthas des faveurs qui rejaillirent même sur ses coreligionnaires. Mar-Isaac, évêque de Ctésiphon, réunit alors un concile composé de quarante évêques, et tout porte à présumer que ce fut sur l'invitation des Pères de l'Eglise grecque. On sait, en effet, que saint Maruthas était porteur de leurs lettres et de leurs décrets synodaux, évidemment relatifs aux hérésies du temps et, par conséquent, à celles qui attaquaient l'Esprit-Saint. Le concile se réunit au mois de février 410. « *On commença par lire les lettres et les décrets rendus par les évêques réunis sur les terres de l'Empire Byzantin,* » et on rédigea ensuite vingt-six canons, dont nous avons cité plus haut un fragment. Il est extrait du premier décret qui contient la profession de foi du synode¹.

L'existence de ces actes importants que M. Lamy, professeur d'Ecriture sainte à l'Université de Louvain, vient de publier intégralement, pour la première fois, avait été déjà signalée par Renaudot, Assémani et Muratori; mais dans ces grands et gros volumes, au milieu desquels on peut faire quelquefois de vrais voyages de découverte. Muratori édita, au dernier siècle, une traduction latine faite par un syrien, sur la demande du cardinal Borromée, qui l'avait déposée dans la bibliothèque Ambrosienne. Toutefois, en publiant les canons de Séleucie, le célèbre annaliste révoqua en doute leur authenticité, sans s'être donné le loisir d'étudier la question. Il n'est pas possible, en effet, de l'attaquer sérieusement. Des auteurs, en grand nombre, parlent de ce concile et des canons qu'il rédigea; d'autres citent des décrets, et, enfin, plusieurs manuscrits, d'une très-haute antiquité, renfermant le texte original ou des traductions arabes, viennent déposer en sa faveur. Celui de Paris, d'où M. Lamy a extrait le texte syriaque, remonte certainement au x^e siècle et peut-être encore plus haut.

La controverse sur le mot ajouté dans l'article du Symbole, qui traite de la procession de la troisième personne de la Trinité, n'est pas finie. Plusieurs princes de l'Eglise russe ont composé là-dessus, durant ces dernières années, de nombreux écrits, et un auteur éminent nous parlait naguère d'un ouvrage en deux volumes in-f^o, ou un écrivain a réuni tous les textes qu'il a pu trouver pour combattre cet article de foi. Cet ouvrage, en quelque sorte classique chez les Russes, est introuvable en Occident. La seule bibliothèque, peut-être, qui en possède un exemplaire, est celle de Munich.

¹ On ne peut dire positivement quelle était cette lettre et quels étaient les canons, dont saint Maruthas était porteur. Plusieurs motifs nous engageraient à croire que c'étaient les décrets du concile d'Antioche tenu contre les Messaliens, auquel il avait assisté. Le manuscrit syriaque de Paris (29. Supplément) contient les canons d'un concile d'Antioche avec cette inscription : *Lettre qui fut envoyée en Orient d'Italie avec les canons du Concile tenu à Antioche* p. 348.)

Un concile va s'ouvrir prochainement à Rome. Tous les évêques du monde catholique y sont convoqués. Ceux de la Russie et de la Grèce schismatiques, loin d'en être exclus, sont invités à s'y rendre par celui qui parle au nom de la vérité. C'est une de nos plus chères espérances que la voix de Pie IX sera entendue et que beaucoup de ces évêques, animés d'un sincère désir d'arriver au vrai pour faire le bien, iront assister à ces assises universelles. La controverse sur le *Filioque* pourra y être reprise avec quelque chance d'aboutir à un résultat plus durable et plus consolant que par le passé. Une pièce, très-importante assurément dans ce débat, vient d'être jetée dans le domaine du public. Nous souhaitons qu'elle soit lue et méditée avec tout le soin qu'elle mérite. Elle est d'autant plus importante que, par une coïncidence dont M. Lamy aurait pu faire ressortir la valeur, le manuscrit de Paris contient les quatre canons et le symbole du concile de Constantinople, sans la moindre altération. Ce rapprochement nous montre que ce n'est point par un simple hasard, mais à dessein, que les Pères de Ctésiphon ont fait dans leur profession de foi l'addition célèbre équivalant au *Filioque*.

On pourrait citer à l'appui de la doctrine de l'Église catholique d'autres documents, que M. Lamy ne semble pas avoir connus, quoiqu'ils soient déjà publiés ; mais les actes du concile de Séleucie nous fournissent le document le plus important par son antiquité, par son authenticité incontestable et par cette clarté qui ne laisse plus place au doute.

Puissent ces pages, exhumées par les soins de M. Lamy, tomber sous les yeux de nombreux lecteurs, parmi ceux qui croient, comme parmi ceux qui ne croient pas ! Elles leur feront du bien, et, si nous pouvions attirer, sur le livre du docte professeur, l'attention de certaines personnes que la vue de quelques caractères orientaux épouvanterait, nous croirions ne pas avoir desservi la religion et la vérité. M. Lamy vient de rendre un service signalé à cette grande et sainte cause. Nous savons que ce n'est pas le seul, et nous sommes certain que ce ne sera point le dernier.

L'abbé PAULIN MARTIN.

II.

LES ROMANS DE LA TABLE RONDE¹

Quand on veut savoir ce qu'était le moyen âge français, parvenir à embrasser sous ses aspects divers cette époque si curieuse de notre histoire, il est bien difficile, ce me semble, de ne pas être effrayé par l'énorme variété des documents à consulter. Bien peu de gens en prennent la peine. Tel ne connaît du moyen âge que ses chroniques monastiques, ses cathédrales et ses conciles : pour lui la France de Charlemagne et de saint Louis n'est qu'un immense cloître. Tel n'a fait que dépouiller ou classer des archives, et dans ses rêves il voit défiler devant lui les grands barons français, les rois, les évêques, les papes, la main pleine de parchemins scellés de sceaux de cire jaune, rouge et verte qui se balancent à côté de bulles de plomb pendant par de brillants lacs de soie : les siècles de Grégoire VII et de Philippe-Auguste se peignent à ses yeux comme l'âge d'or des notaires et des chanceliers. Pour un collectionneur d'objets d'art, le moyen âge est le temps des bahuts de chêne, des émaux cloisonnés, des chasses d'ivoire et de bronze doré : son imagination reconstitue les mobiliers étincelants d'or, de peintures et de pierres précieuses qui ornaient les cathédrales et les châteaux, et il couve d'un oeil d'envie ces trésors détruits. Tous ces points de vue sont trop étroits, et ceux qui s'en contentent se meublent l'esprit de plus d'erreurs que de vérités. Il est sans doute impossible d'étudier à fond sous tous les aspects une époque de l'histoire où les documents s'offrent à nous en si grande abondance. Mais sans avoir la prétention d'étendre ses connaissances spéciales au delà d'une classe restreinte de monuments originaux, on agit sagement en évitant d'être trop

¹ *Les Romans de la Table ronde mis en nouveau langage et accompagnés de recherches sur l'origine et le caractère de ces grandes compositions*, par Paulin Paris, membre de l'Institut, professeur de langue et de littérature du moyen âge au Collège de France. Paris, Techener, 1868, 4 volumes in-12, dont deux ont paru.

exclusif et en prenant dans des résumés bien faits les parties de la science qu'on n'a pas le loisir d'aller chercher aux sources.

Ces considérations ont attiré d'une manière toute particulière l'attention de l'auteur de ces lignes sur deux ouvrages qui sont destinés à nous faire connaître une des branches les plus importantes de la littérature du moyen âge ; ils sont inachevés tous deux, et de tous deux on doit désirer voir au plus tôt paraître le dernier volume : l'un, les *Épopées françaises*, de M. L. Gautier ; l'autre, les *Romans de la Table ronde*, de M. P. Paris. S'il m'est permis de dire ici franchement ma façon de penser, j'avouerai qu'en règle générale rien ne me paraît ennuyeux comme un roman. J'ai cependant lu ces livres avec un vif intérêt. C'est qu'ils sont de l'histoire à un double point de vue. Ils sont de l'histoire, puisque pendant des siècles une des principales récréations de nos pères a été d'entendre chanter ou de lire les œuvres littéraires qu'ils résument. Ils sont de l'histoire aussi, à cause de l'intime lien qui unit le procédé du poète épique à celui de l'historien, la légende à l'histoire. Personne n'écrit l'histoire sans orner la réalité de quelques emprunts au domaine de l'imagination, et il n'y a pas de roman qui ne mêle des faits historiques aux faits imaginaires inventés par l'auteur. Il y a longtemps que la légende épique a, pour la première fois, pénétré dans les livres qui prétendent donner le récit authentique des événements passés ; il y a de cela bien longtemps, s'il est vrai que la guerre de Troie, chantée par Homère, ne soit qu'un mythe solaire apporté d'Orient par les populations aryennes dont la race grecque est issue. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'au XIII^e siècle, la chronique de Philippe Mousket nous montre la légende épique des héros carlovingiens en pleine possession du domaine de l'histoire, et que les fictions des poètes prennent dans cette chronique la place des faits établis par les textes contemporains des événements. La légende carlovingienne est celle qu'a étudiée M. Gautier.

M. P. Paris s'occupe de la légende celtique, car c'est elle qui est l'élément fondamental des Romans de la Table ronde.

Quelle est, dans la légende celtique, la part de la réalité ? C'est une question bien difficile à résoudre. Une autre question, c'est de savoir quelle influence la légende celtique a exercée sur les idées et les mœurs de la France, quand les beaux vers de nos poètes de la Table ronde donnèrent parmi nous la vogue à ces fictions ornées d'une parure nouvelle, non-seulement par leur talent littéraire, mais aussi par leur féconde imagination. Enfin, on s'est aussi demandé si c'était aux Bretons d'Armorique ou aux Bretons de Galles qu'il fallait faire remonter l'origine de cette légende. Voilà trois points à examiner.

D'abord, quels événements vrais peut-on démêler au fond de la multitude d'aventures qui se développent dans les romans de la Table ronde ? Aucun, je crois, si l'on veut se borner à ce qui est rigoureusement certain et ne pas se contenter de probabilités ; quelques-uns, si l'on est moins sévère.

La France carlovingienne a de nombreux chroniqueurs, et cepen-

dant il est fort malaisé, par exemple, de distinguer le vrai du faux dans la chanson de Roland. Or, pour étudier l'histoire des Gallois dans la période qui commence avec l'invasion saxonne et qui se termine au milieu du XII^e siècle, date où la légende celtique apparaît au monde latin, nous n'avons à notre disposition que deux chroniqueurs gallois : Gildas et Nennius, ou quelques passages épars dans des livres écrits hors de leur pays par des mains étrangères, principalement par celle de Bède. Prenons un exemple : Charlemagne est le personnage historique qui sert de centre à la légende carlovingienne : l'auteur qui veut écrire la vie de Charlemagne peut réunir un nombre considérable de documents émanés, soit des contemporains de ce grand homme, soit de lui-même : mais d'Arthur, qui est le Charlemagne de la légende celtique, nous ne possédons aucun diplôme, aucun monument ; il n'y a pas de témoignage contemporain qui établisse même son existence ; il faut descendre au XII^e siècle pour trouver son nom. Prouver qu'il n'y a pas eu dans le pays de Galles un roi appelé Arthur, c'est impossible ; mais il est impossible aussi de prouver qu'Arthur a régné. Voilà ce qu'il y a de certain dans le roman d'Arthur, qui remplit la seconde et la plus grande partie du deuxième volume de M. Paris. Le roman de Merlin en occupe la première partie ; j'ai dit dans une des livraisons précédentes que, suivant moi, Merlin est un personnage complètement fictif. Voilà pour le second volume de M. Paris. Que penserons-nous du thème des deux romans contenus dans le premier ? Que dirons-nous de saint Graal et de Joseph d'Arimathie ? Doit-on voir dans ces deux compositions le développement d'une légende hérétique mise en avant par le clergé breton en révolte contre le Saint-Siège ? A-t-on imaginé d'attribuer à Joseph d'Arimathie la conversion de la Bretagne, afin d'en conclure que les évêques ses successeurs étaient indépendants du successeur de saint Pierre ? M. P. Paris a émis cette hypothèse ; elle est très-séduisante, elle paraît on ne peut plus vraisemblable ; seule, elle suffirait pour recommander son livre à l'attention des curieux et des savants. Mais atteint-elle les caractères rigoureux de la certitude historique ? J'hésiterais beaucoup avant de répondre oui.

Je passe à une seconde question : quelle a été l'influence des Romans de la Table ronde ? Voici là-dessus l'opinion de M. Gautier :

« La création du cycle de la table ronde fut un grand malheur pour notre poésie nationale. Ses nouveaux romans ont singulièrement affadi les intelligences : ils ont précipité cette décadence déplorable qui, à travers nos romans d'aventures, nous a fait arriver, par une pente trop rapide, à la poésie allégorique, au *Roman de la Rose*, et l'allégorie est le signe certain de la fin d'une littérature. Nous regrettons le succès du *Brut*, et nous ne sommes guère consolé que par la belle langue qui éclate en tous les poèmes de Chrétien de Troyes ¹. »

Le système de M. Henri Martin est tout différent.

¹ *Les épopées françaises*, t. I, 343-344.

Suivant cet historien, « la révolution morale et littéraire du XII^e siècle est issue du mouvement d'idées » qui se manifeste par la publication des Romans de la Table ronde. Le « néo-druidisme » devient alors en France le principe du progrès. Il apporte une théorie de l'amour plus conforme à la vérité que la théorie chrétienne. J'avoue que je ne comprends pas ce que la dignité de la femme peut gagner à cette prédominance de l'élément érotique qui distingue les romans de la Table ronde de ceux du Cycle carlovingien. Les « galants épisodes » qu'on y remarque peuvent, ainsi que le dit M. P. Paris, « offrir un agrément particulier, » mais comme lui, j'estimerais peu les femmes qui, en les lisant, ne se sentiraient pas « monter le rouge au visage. » La licence de mœurs dont les Romans de la Table ronde offrent le tableau, n'a pu avoir d'autre résultat que de développer dans les rapports des sexes l'immoralité qui souille le moyen-âge, et que nous montre si nettement l'histoire de ses derniers siècles. M. Paris a fait ce qu'il a pu pour adoucir la crudité des peintures, pour rendre moins licencieux ces tableaux si fréquents dont la galanterie, dans le sens le moins moral du mot, fait tous les frais. Son livre devra être lu par tous les hommes qui, voulant connaître le moyen âge, n'ont pas le loisir d'étudier les Romans de la Table ronde dans les textes originaux. Mais nous ne le conseillerons ni aux femmes ni aux jeunes gens. S'il ne peut convenir à cette catégorie de lecteurs, ce n'est pas la faute du savant académicien, c'est un mal irrémédiable qui tient aux entrailles mêmes de son sujet. Aussi M. Gautier me paraît dans le vrai, et, à mes yeux, l'erreur est du côté de M. Martin.

Je passe à la troisième des questions que j'ai posées. Est-ce aux Bretons d'Armorique ou aux Bretons de Galles qu'il faut faire remonter l'origine de la légende celtique telle que l'exposent les Romans de la Table ronde? M. Gautier a traité ce sujet avant nous, mais n'ayant pas le loisir de l'étudier dans les sources, il s'est borné à reproduire les conclusions du seul savant français qui ait pris jusqu'à présent la spécialité de l'érudition celtique; il accepte la solution de l'élégant auteur du *Barzaz Breiz*, sauf une restriction cependant : le plus probable, à ses yeux, est que l'origine des Romans de la Table ronde doit être placée dans la Grande-Bretagne. J'irai plus loin. Les arguments sur lesquels l'éminent celtiste appuie sa thèse nous semblent dénués de fondement. Le fondement qu'il prétend leur donner, ce sont des chants bretons publiés pour la plupart dans le *Barzaz Breiz*; mais ces chants, dont le mérite littéraire est incontestable, sont dépourvus de toute valeur scientifique, puisqu'il est établi qu'ils ne sont point connus du peuple, qu'ils sont des pastiches composés dans ce siècle par des poètes savants, qu'ils contiennent seulement quelques vers empruntés à la poésie populaire, et que les poèmes lyriques chantés par les paysans bretons n'ont aucun rapport avec les légendes contenues dans les Romans de la Table ronde. Telle est la conclusion que l'on doit tirer du savant ouvrage de M. Luzel, intitulé : *Chants populaires de la Basse-Bre-*

tagne¹. Si, du reste, on veut se rendre compte des procédés critiques de l'auteur armoricain dont nous combattons le système, on n'a qu'à parcourir les preuves données en appendice dans son livre intitulé : *Les Romans de la Table ronde et les contes des anciens Bretons*². La première (p. 425) est un fragment d'un chant populaire gallois du x^e siècle, copié le 27 juin 1611, dit le scribe, sur un manuscrit du xiv^e siècle. Notez que ce chant est en gallois moderne. Supposons qu'un érudit veuille refaire l'histoire de Charlemagne en s'appuyant sur un poème français transcrit en 1611 d'après un manuscrit qui, suivant le copiste, aurait daté du xiv^e siècle. La seconde (p. 427) est un épisode d'un poème gallois du x^e ou xi^e siècle. Ce poème n'est connu que par l'*Édition en gallois moderne donnée au commencement de ce siècle dans le MYVYRIAN*.

Ensuite vient, (p. 430) un fragment épique tiré d'un poème du x^e ou xi^e siècle, d'après une version galloise en prose du xv^e siècle.

Puis (p. 431) la « marche d'Arthur, » écrite en breton moderne, mais qui, à en juger d'après la langue, serait, suivant l'éditeur, antérieure au x^e siècle. On y trouve le mot « banières » *banielou*, pour lequel du Cange (v. BANERA) n'a pas d'autorité antérieure aux dernières années du xii^e siècle, et à part quelques mots gallois qu'une main habile a glissés par-ci par-là, le morceau est tout entier écrit en breton du xix^e siècle.

A nos yeux de pareils textes ne prouvent rien. L'ardent patriotisme qui répand tant de charme sur les livres de l'habile écrivain lui a souvent fermé les yeux : on ne peut envelopper sa pensée de formes si séduisantes sans laisser quelquefois l'imagination régner en maîtresse dans les régions de l'esprit où la froide raison devrait seule exercer son empire. Non, l'érudition ne peut apporter aucune démonstration sérieuse à l'appui de la poétique opinion qui donne aux Armoricains une part dans la formation des légendes de la Table ronde.

Un des premiers éléments de la solution de cette question, ce sont les légendes elles-mêmes. Voilà une des raisons pour lesquelles nous invitons les lecteurs de la *Revue* à étudier l'intéressante publication de M. Paris. *Les Romans de la Table ronde mis en nouveau langage*, ont leur place marquée dans toutes les bibliothèques littéraires ou d'histoire, à côté des *Épopées françaises* de M. Gautier, si tant est qu'on puisse mettre l'un à côté de l'autre des livres d'un format si différent. L'ouvrage de M. Gautier se présente en grands, gros et sérieux in-octavo, comme il convient quand on parle des graves poètes qui prétendaient raconter la véritable histoire de Charlemagne et de ses pairs, quand on met sa plume au service des trouvères qui disaient :

Teus i-a qui vous cantent de la réonde table
Des manteaux angoulés, de samis et de sable
Mais jou ne veu vous dire ne mensonge ne fable.

¹ Paris, Franck, 1868, un vol. in-8°.

² Paris, Didier, 1861, in-8°.

Ou bien :

Seigneur, oiez cançon qui moult fait à loer
 Je ne vous vaurai mie mençoignes raconter
 Ne fabliaux ne paroles pour vos deniers enbler
 Ains vous dirai cançon où il n'a qu'amender ¹.

Les volumes de M. Gautier ressemblent par leur format à l'épée de Roland et aux entailles qu'elle creusait dans le corps des Sarrasins ; ceux de M. Paris sont de jolis in-12 comme on devait en trouver dans les palais des fées dont ils racontent les enchantements. Leur aspect extérieur commence la séduction ; on sent, avant de les ouvrir, un avant-goût des attraits de la « nouvelle école, » comme dit M. Gautier, qui se « proposait de « plaire à ceux qu'ennuyait l'antique poésie » du cycle carlovingien.

H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE.

III.

L'ANGLETERRE & LA CONQUÊTE NORMANDE²

L'établissement des Anglo-Saxons dans la Grande-Bretagne ne peut être comparé à aucune des invasions barbares qui livrèrent les différentes provinces de l'empire d'Occident aux nations sorties de la Germanie. Soit qu'elle fût provoquée par une plus vive résistance de la part du peuple breton, soit plutôt qu'elle eût pour cause la férocité naturelle des envahisseurs, la marche exterminatrice des Saxons ne laissa derrière elle presque aucune trace de l'état antérieur du pays qu'ils occupèrent. L'Angleterre devint une contrée aussi pu-

¹ Cité dans les *Epopées françaises*, t. I, p. 339.

² *The History of the Norman conquest of England, its causes and its results*, by Edward A. Freeman, vol. I and II. Oxford, Clarendon Press. 1867-1868, gr. in-8°.

rement germanique que si elle avait été peuplée pour la première fois par les compagnons d'Hengist : du moins les faibles restes des anciens possesseurs du sol, réduits en esclavage ou réfugiés dans quelques cantons peu accessibles, n'exercèrent aucune influence sur le nouvel état social qui sortit de la conquête. Chacun des petits royaumes de l'Heptarchie offrit dans toute sa pureté le type de la société primitive que Tacite avait dépeint dans les forêts de la Germanie, type digne du plus haut intérêt, puisqu'il a laissé des traces ineffaçables chez tous les peuples au sein desquels s'est développée la civilisation moderne. Cet état social s'est maintenu plusieurs siècles sur le sol anglais à l'abri de tout contact et de toute influence étrangère. Enfin les conséquences naturelles d'une tendance civilisatrice dont l'introduction du christianisme fut le principal agent, commencèrent à fondre en un grand peuple les tribus anglo-saxonnes jusque-là séparées. Mais à ce moment même une invasion nouvelle allait s'accomplir. Les flottes du Danemark et de la Norvège commencèrent à paraître, chargées de nouveaux Barbares qu'animait la soif du pillage et de la dévastation, et bientôt ceux qui avaient conquis le sol de la Grande-Bretagne ne se trouvèrent point assez forts pour la mettre à l'abri des ravages de ces nouveaux conquérants. C'est qu'en pénétrant parmi les populations saxonnes, les progrès de la civilisation avaient porté une profonde atteinte à l'un des éléments essentiels de la société : au lieu d'un peuple où tout homme était soldat, la nation qui en était sortie se décomposait en classes chaque jour plus distinctes, dont la plus nombreuse, exclusivement livrée aux travaux agricoles, avait presque tout à fait perdu les habitudes guerrières de ses aïeux.

Quoi qu'il en soit, la seconde moitié du ix^e siècle vit la plus grande partie du sol anglais tomber entre les mains des Scandinaves, et il fallut le génie d'un Alfred pour arracher les provinces du Sud-Ouest à leur domination. Le reste de l'Heptarchie devint terre danoise et prit le nom de *Denalagu*. Mais à la différence de leurs prédécesseurs saxons, les conquérants danois et norvégiens n'avaient point pour habitude d'exterminer les vaincus : contents de régner sur eux, ils respectaient leurs mœurs et leurs lois, et ne tardaient point à adopter leurs sentiments nationaux. C'est ainsi qu'après avoir conquis la Northumbrie, l'Est-Anglie, la Mercie, les envahisseurs, s'établissant sur les terres dont ils s'étaient emparés, embrasèrent la religion chrétienne, vécurent en paix avec ceux qu'avait épargnés l'invasion et acceptèrent la commune domination des rois west-saxons de la race de Cerdic ¹.

Cette première invasion danoise fut suivie, pour l'Angleterre, de

¹ Les descendants des premiers colons danois de la Northumbrie adoptèrent même le plus souvent, l'usage des noms propres à physionomie purement saxonne. C'est une particularité qui, au moment de la conquête normande, les distinguait généralement des Danois dont les familles s'étaient fixées en Angleterre, dans la seconde invasion, au commencement du x^e siècle : ceux-ci, pour la plupart, conservaient encore leurs vocables d'origine danoise.

cent vingt ans de prospérité et de grandeur. Mais après cette période de paix, le Danemark recommença à vomir contre ses rivages de nouveaux flots d'ennemis. Le régime social de la monarchie anglaise s'était de plus en plus éloigné de son point de départ : l'élément aristocratique y devenait prédominant, et la masse du peuple descendait de plus en plus vers un état voisin du servage. Il semble aussi que l'aristocratie saxonne se montrait plus gouvernée par des vues égoïstes que fidèle aux inspirations du patriotisme ; du moins l'histoire de cette triste époque offre à chaque instant des exemples de connivence entre les grands du royaume et les barbares ennemis qui venaient le dévaster. Le faible et inerte Ethelred songeait à peine à défendre le trône de ses pères. Après quelques années de lutte sanglante, où succombèrent la plupart des chefs saxons qu'animait encore un dévouement patriotique, la cause de l'Angleterre fut enfin perdue, et Canut joignit la couronne d'Athelstan et d'Edgard à celle du Danemark. Son triomphe ne causa cependant ni l'anéantissement de la nationalité anglo-saxonne, ni même la domination politique des conquérants danois. Canut préféra s'appuyer sur les hommes qui, abandonnant la cause de leur roi national, avaient guidé l'ennemi quand il promenait le fer et le feu au sein de leur patrie : ce furent ces Saxons ralliés à la cause danoise qui obtinrent la plus grande part dans sa confiance ; ce furent eux qu'il accabla de ses bienfaits et qu'il enrichit des dépouilles des vaincus. C'est de ce règne que date la grandeur du comte Godwine, Saxon de basse extraction, que la faveur de Canut éleva aux premiers rangs. Godwine, marié à une danoise, n'inspira jamais de soupçon aux conquérants et, après la mort du monarque danois, il cimentait le trône de son fils Harold en lui livrant un fils d'Ethelred, venu pour revendiquer la couronne paternelle. Les règnes des deux fils de Canut ne firent qu'accroître sa puissance et ses immenses richesses. Enfin, devenu le premier personnage de l'État, il consentit à appeler au trône Edouard, le seul survivant des fils d'Ethelred ; mais ce prince, depuis de longues années exilé en Normandie, n'obtint la couronne qu'en épousant la fille de Godwine.

C'était une tâche bien difficile que celle dont se trouvait ainsi chargé Edouard le Confesseur, monarque que l'Eglise a placé au nombre des Saints. Entre l'élément danois qui dominait dans la moitié de son royaume et le parti de Godwine, qui ne l'acceptait pour souverain qu'afin d'exercer le pouvoir en son nom, il n'est point surprenant qu'il ait cherché ailleurs un point d'appui pour son autorité. La Normandie, où il avait si longtemps séjourné, avait, sous le sceptre des descendants de Rollon, fait de tels progrès dans la voie de la civilisation qu'elle était devenue infiniment supérieure à l'Angleterre, à moitié retombée dans la barbarie par suite des invasions danoises. Edouard attira auprès de lui des hommes choisis dans les rangs du clergé et de la chevalerie normande, dont il renforça le parti trop affaibli des Saxons fidèles au sang de Cerdic. Mais Godwine, naguère l'instrument docile de la domination danoise,

sentit se rallumer tout son patriotisme en présence de ces nouveaux arrivants, dont la venue assignait des bornes à son avidité et à son ambition. Il entama contre eux une lutte de politique où, d'abord vaincu, il finit par l'emporter. Il assujettit définitivement Edouard à sa domination et légua à son fils Harold une autorité dont le pouvoir royal ne semblait plus que le satellite.

Le triomphe du parti de Godwine n'amena pourtant pas la chute de l'influence normande en Angleterre. La société anglo-saxonne avait subi de tels échecs qu'elle ne pouvait plus que graviter soit vers le monde scandinave, soit vers la civilisation française-normande : les grandes destinées de l'Angleterre ne pouvaient s'accomplir que par la seconde de ces alternatives. Comment elle se serait réalisées sans violence et sans conquête, si l'ordre régulier de la constitution anglaise avait été respecté, l'exemple de l'Ecosse peut le faire concevoir. L'Ecosse, qui ne fut jamais conquise, n'en vit pas moins l'influence normande pénétrer profondément dans ses mœurs et ses institutions, comme le sang normand couler dans ses veines. L'Ecosse compte autant que l'Angleterre d'illustres familles de race normande qui furent toujours les plus fermes soutiens de son indépendance nationale ; ses lois, plus peut-être que les lois anglaises, dénotent toute l'action du droit féodal normand. Mais ce rayonnement pacifique, dont aucun souvenir de défaite et d'oppression n'eût empoisonné les bienfaits, était destiné à disparaître devant une lutte sanglante. L'ambition d'Harold, que le pouvoir suprême pouvait seul assouvir, attira les armes de Guillaume le Conquérant sur l'Angleterre, qui expia durement sous un joug étranger l'oubli de la vieille race de ses rois nationaux et l'abandon d'un bien auquel sont le plus souvent attachés d'une manière indissoluble la gloire et la grandeur d'un peuple, et parfois jusqu'à son existence même.

C'est à un point de vue bien différent que s'est placé l'éminent auteur d'une récente histoire de la conquête normande, M. Edward A. Freeman, dans les deux volumes qu'il a fait paraître jusqu'à ce jour, et qui, malgré leur étendue, le conduisent à peine à l'avènement d'Harold. Prenant pour principal guide le biographe anonyme, qui, sous le titre de *Vita Edwardi*, a donné le panégyrique constant de toute la famille de Godwine, il fait de ce personnage et de son fils Harold des modèles accomplis de toutes les vertus¹. Enchérissant sur les éloges du biographe bienveillant, il ne voit dans chacune de leurs actions que l'inspiration du plus pur et patriotique dévouement. A Godwine, qui signala les débuts de sa carrière au service des Danois, alors encore livrés au paganisme et à un système de sauvages dévastations, M. Freeman ne craint point d'attribuer une

¹ La *Vita Edwardi*, dédiée à la reine Edgitha, fille de Godwine, est l'œuvre d'un chapelain de cette princesse, lorrain de naissance, suivant M. Freeman. Inutile d'observer que l'auteur était par position condamné à l'apologie sans réserve de toute la race de Godwine.

place dans les rangs des compagnons d'Edmond Côte de fer¹; il ne cherche même pas à nous expliquer comment de pareils antécédents auraient pu mériter au guerrier saxon la faveur danoise et l'immense accumulation de richesses qui en fut la suite. Cette vie guidée tout entière par l'ambition sans scrupule et la cupidité sans frein, M. Freeman la transforme en une lutte incessante pour le bonheur et la liberté du peuple anglais. Il n'y a point lieu de s'étonner si, après avoir ainsi transformé les traits de Godwine, l'historien reproduit ceux du roi Edouard sous les couleurs de la caricature. La faiblesse, l'ineptie, l'enfantillage même, sont les seuls mobiles qu'il sait reconnaître dans toutes ses actions, et il ne consent à voir qu'un absurde favoritisme dans la politique qui allait chercher chez les Normands des éléments de régénération pour une aristocratie dégradée et un clergé ignorant et avili. Il ne s'arrête même pas à considérer qu'un pareil système devait être bien impérieusement commandé par les circonstances, puisqu'Harold lui-même n'y était pas étranger : Harold pour lui le type parfait du patriote comme du héros. Cette façon si exclusive et si partielle d'envisager l'histoire, tout au plus excusable dans les fictions d'un romancier tel que Bulwer, doit inspirer de véritables regrets quand elle domine l'œuvre d'un homme qui, comme M. Edward Freeman, possède au plus haut degré toutes les qualités qui font le véritable historien.

Une connaissance profonde de l'histoire générale, une étude scrupuleuse et réfléchie des sources particulières au sujet qu'il embrasse, une critique éminemment judicieuse, un solide bon sens, une justesse et une droiture d'appréciation remarquables, tels sont en effet les mérites déployés le plus souvent par le nouvel historien de la conquête normande. Entre sir Francis Palgrave et Augustin Thierry dont il s'est proposé de rectifier les erreurs et d'éclipser les travaux, il s'est tracé une voie qui le conduira au rang des meilleurs historiens de l'Angleterre. On ne peut lui reprocher ni les écarts d'imagination du savant mais excentrique Palgrave, ni cette incurable légèreté de l'historien français, dont deux révisions successives n'ont pu faire disparaître les traces. Mais si M. Freeman, plus qu'Augustin Thierry, a les qualités sérieuses de l'historien, il lui est très-inférieur en mérite littéraire, et malgré plus d'une page éloquente, son style est loin d'offrir le même charme pour le lecteur. Cette généreuse sympathie pour les causes infortunées et les peuples vaincus, qui anime les récits de Thierry, on la chercherait vainement chez l'auteur anglais dont les inspirations se puisent à la source moins

¹ M. Freeman n'a aucun texte significatif à citer à l'appui de cette hypothèse hardie. Elle est en contradiction formelle avec le récit légendaire de la Knytlinga Saga, et ce qui est plus grave encore, avec l'ordre vraisemblable des faits. Remarquons qu'un an après la mort d'Edmond Côte de Fer, Godwine tenait déjà un gouvernement de province de la faveur de Canut, et que, moins de trois ans après la même date, il était l'époux d'une princesse danoise sœur d'un beau-frère de ce roi.

pure de l'amour-propre national. C'est cette préoccupation trop exclusive d'un esprit d'ailleurs élevé, qui vient parfois obscurcir la sûreté de son jugement et troubler son impartialité par des vues systématiques. Nous en avons vu la manifestation la plus remarquable dans cette disposition d'esprit qui le porte à n'envisager que le côté favorable en tout ce qui concerne la maison de Godwine et surtout Harold, défenseur et martyr de la nationalité anglaise : il sera aisé d'en citer d'autres exemples notables.

Une opinion généralement reçue, mais qui a pour effet d'impressionner désagréablement M. Freeman, est celle qui voit dans les habitants de l'Heptarchie un peuple anglo-saxon, et fait naître la nation anglaise du mélange de ce peuple avec les envahisseurs danois, les conquérants normands, et jusqu'à un certain point les vaincus de race bretonne : de même que nous considérons généralement le peuple français comme le résultat de la fusion des tribus franques et de leurs congénères avec les populations gallo-romaines. Cette classification est, en ce qui concerne la Grande-Bretagne, complètement rejetée par M. Freeman. A ses yeux, le peuple anglais commence son existence avec les premiers compagnons d'Hengist et d'Horsa ; dès ce moment son histoire forme un tout indivisible et c'est à cette seule source que l'on doit attribuer tout ce qui constitue sa nationalité¹. Cette théorie singulière, que ne justifie point suffisamment l'usage du nom d'Angle, prédominant chez les anciens Saxons de la Grande-Bretagne, pourrait nous conduire à voir, sauf le nom, des Français dans les soldats de Brennus et de Vercingétorix, car il n'y a guère de motifs pour supposer que la conquête romaine et l'invasion germanique aient amené un plus grand mélange de sang étranger de ce côté-ci de la Manche, que n'en ont causé sur l'autre bord le triomphe des Normands et surtout l'immigration danoise à laquelle les deux tiers du sol anglais ont été si complètement soumis. Il est vrai que M. Freeman, spécifiant dans ceux que nous nous obstinerons à nommer Anglo-Saxons une origine bas-allemande comme très-distincte de la race des haut-allemands, s'attache à regarder les peuples scandinaves comme en différenciant à peine : c'est là une appréciation contre laquelle l'ethnologie s'élèvera toujours, et s'il y a des traits qui rapprochent d'une manière sensible les Anglais des peuples du Nord, c'est surtout dans les résultats des invasions danoises qu'on devra toujours en chercher l'explication.

Mais, observe M. Freeman, ce qui constitue un peuple, ce sont surtout ses institutions, et parmi celles dont s'honore la moderne Angleterre, il en est peu dont on ne puisse tracer l'origine jusque dans les premiers temps de la conquête saxonne. Là aussi nous craignons que le patriotisme de l'auteur ne l'ait entraîné à prendre de cette question une vue beaucoup trop exclusive. S'il avait examiné les institutions civiles et politiques des Scandinaves ou même

¹ *The History of the Norman Conquest*, Volume I, p. 8, 71, et Appendice. Note A, p. 597-609.

des Normands de Neustrie avec la même attention qu'il a apportée à l'étude des antiquités légales de l'Heptarchie, il y eût également retrouvé en germe bien des traits qui caractérisent la constitution actuelle de l'Angleterre. Il les aurait encore reconnus en étudiant les lois des anciens Francs et celles de tous les autres peuples sortis de la grande famille teutonique. Il en retrouverait même plusieurs des caractères les plus essentiels en examinant les anciennes institutions des peuples celtes ou gallois. La vérité est qu'ils ont été l'apanage primitif, non-seulement de toutes les nations de race germanique, mais même de tous les peuples européens qui se rattachent en tout ou en partie à l'antique souche aryenne. Si, plus heureuse que tant d'autres contrées, l'Angleterre a vu ces germes salutaires se conserver et grandir chaque jour, elle l'a dû, non à un privilège de race ou à une spécialité d'origine, mais aux avantages uniques de sa position insulaire. Ce bienfait de la Providence, en la préservant de la funeste prépondérance du sabre, n'a pas permis que ses institutions, comme celles des peuples du continent, aient été étouffées dans leur berceau.

L'empreinte des vivaces préventions du peuple anglais se montre d'une manière remarquable chez M. Freeman dans la dédaigneuse antipathie qu'il manifeste à l'égard des peuples de sang celtique. Si les habitants des Iles Britanniques tirent pour moitié leur origine de cette antique race, c'est certainement le côté de leur extraction pour lequel ils ressentent en général le moins de complaisance. Nul risque de voir jamais M. Freeman se permettre une pensée de commisération pour des Bretons ou des Gallois. Mentionne-t-il les sanguinaires ravages d'Harold dans la Cambrie, ce n'est que pour les absoudre¹. Parfois même son dédain l'entraîne dans d'étranges oublis : il ne craint point d'affirmer que l'Église anglo-saxonne fut la première de l'Occident chrétien constituée en dehors des limites de la domination romaine² : d'un trait de plume il efface ainsi de l'histoire les annales de la glorieuse Église d'Irlande. On ne s'étonne guère moins en voyant ses efforts pour représenter la suprématie passagère d'un Athelstan et d'un Edgard sur les rois bretons et écossais, mal soutenue dans les temps qui suivirent, comme un vasselage permanent et reconnu, qui plaçait non-seulement les princes gallois, mais les souverains de l'Écosse elle-même à l'égard de la couronne d'Angleterre dans une position exactement semblable, dit-il, à celle d'un duc de Normandie ou d'Aquitaine vis-à-vis de la couronne de France³. Ce sont là des affirmations que l'ensemble des faits ne permet pas de regarder comme suffisamment justifiées, et qui contrastent d'une manière fâcheuse avec la consciencieuse exactitude dont fait ordinairement preuve M. Edward Freeman.

En résumé, il faut reconnaître en cet historien de grandes qualités,

¹ Volume II, p. 474.

² Volume I, p. 31

³ Volume I, chap. III, § 4, p. 126-164.

et toutefois constater qu'elles sont de temps à autre altérées par des tendances d'un ordre inférieur. Il est nécessaire de signaler les unes, tout en rendant aux autres un juste tribut d'éloges. Mais les unes comme les autres seront pour lui un élément de succès, et lui attireront à un haut degré la sympathie publique dans cette Angleterre dont il reflète si complètement les qualités nationales comme les défauts. Il y a donc tout lieu d'espérer que les motifs d'encouragement ne manqueront pas à l'auteur pour l'achèvement d'un livre qui, à peine parvenu à la moitié de son étendue, mérite déjà d'être compté parmi les principales œuvres historiques de notre temps.

LOUIS RIOULT DE NEUVILLE.

IV.

LOUIS XI ET LA VILLE D'ARRAS

(1477 - 1483)

Les différents séjours que Louis XI fit à Arras, de 1477 à 1479, et le cruel traitement qu'il infligea ensuite aux habitants de cette ville, forment un de ces épisodes qui, par l'effet saisissant de l'ensemble, par l'abondance et l'intérêt des détails, n'ont rien à envier aux plus fortes scènes qu'ait jamais enfantées l'imagination d'un romancier historique.

Et cependant cet épisode si émouvant, si dramatique, n'avait point été mis jusqu'ici en pleine lumière. Plusieurs points en demeuraient obscurs, inexpliqués. Des découvertes récentes, imprévues, ont éclairci tous les nuages, dissipé tous les doutes. On sait maintenant à fond l'histoire de ce tragique événement, que les successeurs de Louis XI avaient pris en quelque sorte à tâche de faire oublier.

Dès 1763, Harduin, secrétaire perpétuel de l'ancienne Académie d'Arras, avait consigné, dans un mémoire savamment élaboré ¹, le résultat de ses recherches sur les faits politiques dont la capitale de l'Artois fut le théâtre, depuis la mort de Marie de Bourgogne jusqu'après l'avènement de Charles VIII. Les documents nouvellement mis au jour ont, ainsi que nous le verrons, justifié plusieurs des conjectures du docte académicien.

La publication, en août 1852, du journal d'un religieux de Saint-Vaast, dom Gérard Robert ², vint grossir, par l'imposante autorité d'un témoignage oculaire, la somme de renseignements que les chroniqueurs du temps, Commines en tête, nous fournissent sur l'occupation et la quasi destruction d'Arras par Louis XI ³.

Depuis, et en prenant principalement ce bon religieux pour guide, M. l'abbé Proyard, héritier d'un nom bien cher aux lettres chrétiennes ⁴, en 1863, tracé l'historique complet des séjours de Louis XI à Arras ⁵.

Le récit de la vengeance finale que ce prince tira d'une population que, pendant trois ans, il avait essayé tour à tour d'enchaîner par l'affection et par la crainte, ce récit restait à écrire. Il tenta la plume exercée d'un ancien magistrat, M. Laroche, qui, en 1865, livra son œuvre au public ⁶. Cette œuvre, où l'auteur a introduit plus d'un redressement de faits dû à ses investigations personnelles, a pour base essentielle les découvertes, bien inattendues, que venaient de faire M. Paul Viollet dans les archives municipales de Tours, M. Du Muraud, dans celles d'Orléans.

Deux ans après M. Boutiot puisait, dans les archives de la mairie de Troyes, les éléments d'une remarquable étude sur la coopération de la Champagne au repeuplement de Franchise-Arras ⁶.

Ainsi se produisaient successivement à la lumière et s'amassaient les matériaux d'un travail vraiment définitif sur les relations que Louis XI a eues avec la capitale de l'Artois. Ce travail, l'un des membres les plus distingués du barreau d'Arras vient de nous le donner ⁷. Il résume, complète, discute et rectifie toutes les assertions des écrivains antérieurs. Déjà connu du public par une courageuse histoire du proconsul Joseph Lebon, M. Paris s'est reporté, en suivant une pente toute naturelle, vers cette autre Terreur qui sévit dans Arras trois siècles avant la Révolution.

Lors d'un premier et rapide séjour qu'il avait fait à Arras en 1464, du vivant du bon duc Philippe, Louis XI avait pu se convain-

¹ *Mémoire concernant Arras et l'Artois depuis 1477 jusqu'en 1484.*

² In-8° de xxii-218 pages, publié aux frais de l'Académie d'Arras.

³ Molinet, Jean de Troyes, etc.

⁴ Dans le t. XXV des *Mém. de l'Acad. d'Arras*, année 1863.

⁵ *Une vengeance de Louis XI*, in-8° de 124 pages, extrait du t. XXXVII de l'Acad. d'Arras.

⁶ Insérée dans le t. I (2^e série) des *Mémoires* de ladite Académie.

⁷ *Louis XI et la ville d'Arras*. Arras, Rousseau-Leroy, in-8° de 46 pages.

cre de la richesse de cette ville en même temps que de son importance stratégique. Mais, quelque fût son désir de la réunir à son royaume, il n'osa, au plus fort de ses démêlés avec Charles le Téméraire, élever aucune prétention sur elle. Il se bornait, en ce temps-là, à revendiquer les villes de la Somme, sauf à porter, pour peu que le cours des hostilités y aidât, le ravage et l'incendie sous les murs mêmes de la capitale de l'Artois. La trêve du 14 octobre 1476 promettait un moment de repos aux habitants de cette province, lorsque soudain on apprit la défaite et la mort de Charles le Téméraire à Nancy.

Louis XI, aussitôt, envahit le comté d'Artois, sur lequel, de l'aveu de son conseiller Commines, il n'avait « nul bon droit. » Le défaut d'hommage lui servit de prétexte, et, se gardant bien de laisser à Marie de Bourgogne le temps de remplir une formalité à laquelle, vu la rigueur des circonstances, elle se fût presque certainement prêtée, il se mit, suivant sa méthode favorite, à « pratiquer » le gouverneur et les plus notables bourgeois d'Arras. Où Commines échoua d'abord, Louis XI obtint en personne un demi-succès. Par voie d'intimidation, il s'attacha le gouverneur, sire d'Esquerdes, et il fit tant auprès des habitants, que ceux-ci lui accordèrent d'occuper provisoirement, jusqu'à prestation ou refus d'hommage par la jeune duchesse, le quartier de la Cité, distinct de la ville proprement dite, dont il était séparé par de fortes murailles, et mouvant de l'évêque, sans appartenir au comté d'Artois.

Cette combinaison bâtarde devait aboutir à un dénouement prévu de part et d'autre. Le roi de France voulut bientôt occuper la ville au même titre qu'il détenait la Cité, en garantie d'un hommage qu'il espérait ne jamais recevoir. Malgré l'opposition de la populace, opposition qui se traduisit par des insultes graves envers les messagers de Louis XI, la municipalité dut céder. Satisfait d'elle, le monarque essaya, pour un moment, de se l'attacher, et il y réussit presque. Au moyen d'extraits de comptes, M. Paris prouve qu'elle lui resta fidèle lors de la préparation clandestine du coup de main que tenta sur Arras le sire d'Arcy, substitué par Marie de Bourgogne à d'Esquerdes, comme gouverneur de l'Artois.

D'Arcy s'étant rendu maître de la ville, le roi de France, qui en était sorti peu de temps auparavant, dut revenir en faire le siège, et comme l'opération menaçait de traîner en longueur, l'habile monarque se prit à parlementer avec les bourgeois. Ceux-ci ne voulaient se soumettre que moyennant l'assentiment de leur infortunée souveraine. On sait le sort tragique réservé par Louis XI aux députés que, de confiance, ils envoyaient vers elle. L'affreux banquet d'Hesdin, d'où les convives se levèrent un à un pour marcher au supplice, est une conception digne de Frédégonde et qui réclamerait pour narrateur un Grégoire de Tours.

La nouvelle de cette exécution ne fit qu'exaspérer les habitants d'Arras, et provoquer, de leur part, une résistance, hélas ! bien impuissante. La ville, foudroyée par l'artillerie royale, dut capituler. Louis XI y entra en proclamant une amnistie que les faits ne tar-

dèrent pas à démentir. Des poursuites exercées contre divers bourgeois amenèrent un mécontentement général, auquel le monarque prétendit couper court en désarmant la milice bourgeoise, en confisquant la cloche du beffroi, et en construisant deux châteaux-forts, l'un dans la cité, l'autre dans la ville.

Ces moyens de compression ne suffisant bientôt plus, Louis XI résolut d'expulser, sans autre forme de procès, quiconque lui déplaisait dans Arras. Ni l'abbaye de Saint-Vaast, ni le chapitre de la cathédrale ne furent à l'abri de ses rigueurs. Le roi de France enleva à ces deux corps leurs chefs légitimes, pour y substituer un abbé et un prévôt de son choix. Puis, quand il crut avoir assez fait pour imprimer dans tous les cœurs la terreur de son nom, il recommença à allécher la bourgeoisie par des promesses et des concessions de privilèges.

Dix-huit mois se passèrent ensuite, pendant lesquels Louis XI ne fit plus à Arras que des visites très-courtes, toujours accompagnées de ces actes de dévotion qui formaient avec sa conduite un si étrange contraste.

La trêve conclue avec Maximilien d'Autriche le 10 juin 1478, laissa l'Artois au roi de France, mais n'empêcha pas la population de rester bourguignonne au fond du cœur. Aussi, un an plus tard, fut-elle soupçonnée d'avoir, par de secrets émissaires, provoqué l'échec des armes de Louis XI devant Douai. Cet échec eut lieu dans la nuit du 16 au 17 juin 1479. La part que les bourgeois d'Arras étaient censés y avoir prise, fut-elle la cause déterminante de leur ruine ? On l'a longtemps cru. M. Paris ne le pense pas.

Jusqu'en ces dernières années, on n'était point fixé sur l'époque de l'expulsion en masse des habitants d'Arras. Meyer croyait qu'elle avait eu lieu en deux fois, d'abord en 1477, puis en 1479, et la plupart des historiens flottaient indécis entre ces dates extrêmes.

M. Boutiot s'est, un moment, flatté d'avoir retrouvé, dans les archives de Troyes, le texte même de l'édit de proscription. Mais il est bien visible que l'acte qu'il a imprimé comme tel n'est qu'un décret destiné à en assurer l'exécution. Or ce décret, qu'on peut tout au plus supposer avoir été signé en même temps que l'édit, est du 2 juin 1479. Le parti pris par Louis XI, de « vuidier » la ville d'Arras de tous ses habitants, remonte donc à au moins quatorze jours avant l'échec de Douai.

D'un autre côté, le journal de Gérard Robert, fâcheusement interrompu à la date du 16 juin, démontre qu'à compter du 15 mai, de nombreuses expulsions partielles servirent de prélude à l'expulsion générale. Celle-ci, décidée en principe le 2 juin, n'était pas encore entièrement consommée le 14 juillet, puisque les registres municipaux nous apprennent que messieurs du Magistrat tentèrent, ce jour-là, une démarche pour détourner le roi de mettre la dernière main à son œuvre de destruction. Ils n'y réussirent pas, comme le donne trop clairement à entendre la lacune intervenant dans cet endroit du registre. La dissolution du corps échevinal, virtuellement opérée par l'exil de ses membres, mit le sceau à la vengeance de Louis XI.

Selon toute vraisemblance, le roi assigna divers lieux de résidence à ceux d'entre les bannis qui n'avaient pas réussi à se soustraire à sa domination. Ceux qui se réfugièrent dans les États du duc de Bourgogne contribuèrent à y développer la fabrication des draps et des tapisseries de haute-lice ; la prospérité industrielle de Lille et de Roubaix se rattache à l'arrivée de ces émigrants¹.

On a retrouvé à Tours la trace de quelques familles d'Arras comprises dans la proscription de 1479. Leur misère était telle que Louis XI lui-même s'en émut : le 9 janvier 1481, il fit remontrer aux habitants de Tours « que plusieurs mesnagiers de Franchise s'en estoient venus en la dicte ville de Tours, et pour ce qu'ils n'avoient argent et ne savoient de quoy vivre, que le dict Sire vouloit qu'ils fussent logez et enmesnagez, de par la dicte ville, et qu'on leur baillast hostelz pour faire leurs mestiers. »

Louis XI avait rempli la première moitié de son programme : il avait fait le vide dans Arras et il ne lui restait plus qu'à substituer de nouveaux habitants aux anciens. Par ses lettres en date de Château-Landon, du 2 juin 1479, il avait convoqué, pour le 12, à Paris, les représentants des principales villes du royaume, Troyes, Tours, Orléans, Rouen, Lyon, Saint-Jean d'Angely, etc., afin de déterminer le nombre de marchands et de gens de métiers que chacune d'elles fournirait pour le repeuplement d'Arras.

L'assemblée eut lieu au jour fixé, et reçut communication des instructions du roi. Le mandement des commissaires royaux aux bourgeois de Troyes a été conservé ; il montre de quels procédés tyranniques Louis XI usa pour rendre des habitants à la capitale de l'Artois. Sous l'empire de cette pression, Troyes, Tours et Orléans fournirent leur contingent.

Lorsque ces divers convois, amenés sans encombre au pont de Meulant et escortés depuis Amiens par des hommes de guerre, arrivèrent à destination, Arras avait vécu. La ville et la cité étaient dépouillées de leur dénomination antique, et s'appelaient, comme par dérision, *Franchise* !

Dès leur entrée en ville, les colons furent passés en revue. On renvoya dans leurs foyers ceux qu'on reconnut « inexpers et inutiles. » Du reste, la position des nouveaux habitants ne se trouva guère préférable à celle des bannis qu'ils remplaçaient. « Contraints de partir soudainement, incontinent après leurs élections, ils n'avoient pas eu le temps de pourvoir à leurs nécessitez et affaires. » Parvenus au terme d'un voyage fatigant, ils « trouvoient dans la ville et cité de Franchise toutes les maisons vuides, desnues de tous ustensiles, plaines de immondices et la plupart en ruïne, descouvertes, desmolies en plusieurs endroits. Pour les reffaire et réédifier, ustencillier et eulx y habituer, ils despendirent et consommèrent grant partie de leur vaillant. »

¹ *Essai sur les relations industrielles qui ont existé entre Roubaix et Arras de 1479 à 1786*, par M. Leuridan, archiviste et bibliothécaire de Roubaix. (*Mém. de l'Acad. d'Arras*, 1867.)

Les ménagers de Franchise, espérant être soulagés de leurs maux par la toute-puissance de celui qui en était l'auteur, sollicitèrent de Louis XI l'exemption des péages, la création d'un corps échevinal et l'autorisation de rappeler dans la ville quelques ouvriers en sayetterie. Ces concessions qui, pour la plupart, leur furent faites, n'amenèrent aucune amélioration dans le sort des malheureux colons. Au lieu de reconnaître combien son entreprise était chimérique, le roi en attribua l'insuccès au mauvais vouloir des contribuables. En conséquence, il ordonna à ses lieutenants qu'ils fissent une seconde fois la revue des ménagers en présence des délégués des villes qui les avaient envoyés. Les procès-verbaux relatifs à l'inspection des colons de Tours et de Troyes démontrent qu'en général les métiers s'étaient gardés de sacrifier aux exigences de Louis XI les meilleurs membres de leur corporation. Et ainsi il se trouve, suivant la remarque de M. Paris, que le despotisme, « tout-puissant quand il s'agit de détruire, est incapable de rien créer. »

Avant la fin de l'année 1479, la plus grande partie des habitants de Franchise s'étaient enfuis. Les maisons où ils demeuraient, inhabitées et en ruines, étaient chaque jour démolies et abattues. Louis XI dépeignait lui-même cette triste situation dans une lettre adressée, le 30 décembre, au prévôt des marchands et aux échevins de Paris. Les subventions ordinaires ne suffisaient plus à restaurer ces ruines et à soulager les malheureux qui demeuraient à leur poste; il imposa aux villes de Paris, de Corbeil et de Lagny-sur-Marne, qui avaient été jusque-là légèrement taxées ou même exemptées, une contribution de 2,500 livres tournois.

La chartre, qu'en juillet 1481, Louis XI octroya aux habitants de Franchise, ne remédia que bien imparfaitement à leur misère. Par une mesure sagement réparatrice, en date des 13 et 14 janvier 1484, Charles VIII rendit son nom à la ville d'Arras, leurs foyers aux exilés.

Tout rentra, dès lors, dans l'ordre ancien. Mais (observe M. Paris que nous ne nous lassons pas de citer) la capitale de l'Artois ne recouvra jamais sa prospérité; elle ne cessa d'attribuer la ruine de son industrie et de son commerce aux mesures tyranniques d'un roi « qui, en son temps, dit un chroniqueur artésien, avait été plus cruel et plus malicieux que prince chrétien qui eut jamais régné. »

A. DESPLANQUE.

V.

DON JUAN D'AUTRICHE

D'APRÈS LES PLUS RÉCENTS TRAVAUX DE M. GACHARD ¹

Nous annonçons ici même (numéro de janvier 1868) que M. Gachard, archiviste général du royaume de Belgique, se livrait, en Italie, à de vastes explorations historiques sur les règnes de Charles-Quint et de Philippe II dans les Pays-Bas. Les résultats de sa mission à Turin, à Venise, à Gênes, à Florence, à Rome et à Naples, ont dépassé l'attente générale. Le savant archiviste donne aujourd'hui au public un avant-goût de quelques unes de ses plus curieuses découvertes.

Les papiers de la famille Farnèse lui ont livré le secret, qu'on croyait à jamais perdu, des relations de Marguerite de Parme avec don Juan d'Autriche. Ces deux enfants d'un illustre père, nés à vingt-cinq ans d'intervalle, furent longtemps avant de se connaître. Don Juan entra dans sa dix-huitième année, lorsque sa sœur, personne d'un âge déjà mûr et dont la position était assise, fit les premiers pas vers lui, par l'entremise d'un chargé d'affaires. Le jeune prince se montra sensible à cette démarche, et voua, dès lors, à Marguerite une inaltérable affection, une confiance sans bornes.

Il eut, du reste, bientôt l'occasion de s'acquitter envers elle, en attachant à sa suite le propre fils de la princesse, destiné lui-même à fournir une si brillante carrière militaire. Alexandre Farnèse fit ses premières armes sous le commandement de son oncle, et mérita d'être félicité par lui pour sa belle conduite lors de la bataille de Lépante.

A cette date mémorable, qui marque le point culminant de la carrière de don Juan, les deux enfants illégitimes de Charles-Quint n'avaient encore eu de rapports que par lettres ou par messagers.

¹ *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, 2^e série, t. XXVI, p. 321-350; 389-410; t. XXVII, p. 21-114.

Ils se virent, pour la première fois, à Aquila, en février 1573, et ne se séparèrent qu'avec larmes.

Don Juan, nous l'avons dit, n'avait point de secrets pour Marguerite. Aussi lui recommandait-il de brûler toutes ses lettres. Combien nous devons nous féliciter qu'elle ne l'ait point fait !

Les dépêches conservées de don Juan à Marguerite sont au nombre de deux cents. Nous pouvons, encore moins que M. Gachard, songer à les analyser toutes. Bornons-nous à dire qu'on y suit la trace des déceptions consécutives qui empoisonnèrent les dernières années de la vie du vainqueur de Lépante.

A tout moment, le brillant héros éprouve le besoin de se justifier auprès de son frère, le soupçonneux monarque. Il a aussi le regret de voir en partie perdu le fruit de ses victoires sur les infidèles. Ses chagrins redoublent lorsqu'on lui confie, dans les Pays-Bas, un commandement encore plus ingrat que celui qu'il avait momentanément exercé à Naples.

Son séjour en Italie lui avait, du moins, procuré le plaisir de revoir, une seconde fois, Marguerite. Son envoi à Bruxelles lui fut une occasion de faire du bien aux protégés que sa sœur y avait, et de s'inspirer des conseils de cette princesse, à qui il rendait fréquemment compte de la situation difficile où il se trouvait engagé.

Marguerite, qui n'avait pas toujours eu à se louer personnellement de Philippe II, ne négligea rien pour maintenir, dans la meilleure ligne de conduite, son frère don Juan.

On ne sait que trop que les qualités de l'homme d'État faisaient presque entièrement défaut à ce grand homme de guerre. Don Juan finit par succomber sous le fardeau d'une position au-dessus de ses forces. La nouvelle inattendue de sa mort causa à Marguerite une inexprimable douleur. Philippe II (M. Gachard le prouve) s'en consola plus aisément.

L'historique des relations de Marguerite de Parme avec son jeune frère forme l'objet de la troisième étude de M. Gachard sur don Juan d'Autriche.

Les deux premières, qui ne sont pas les moins piquantes, traitent de la mère et de l'enfance du prince.

M. Gachard dépouille la mère de don Juan de la noble origine que lui ont attribué les historiens courtois. « Charles-Quint, que sa nature, si nous en croyons les ambassadeurs vénitiens, portait aux plaisirs des sens, n'avait pas l'habitude de s'adresser, pour les satisfaire, à des femmes de qualité. Bien différent, en cela, de François I^{er}, son rival, on ne lui connut jamais de maîtresse parmi les dames de la cour. » On pourrait donc, rien que par conjecture, affirmer presque que Barbara Blomberg était de condition médiocre.

Devenue mère de don Juan, elle épousa Jérôme Kegel, pauvre hère allemand comme elle, et qui vraisemblablement se maria avec elle dans le but de parvenir à quelque chose. M. Gachard, livres de comptes en main, donne le détail des avantages, assez modestes d'ailleurs, que l'empereur fit à cet officieux.

Au mois de juin 1569, Barbara perdit son mari. Il ne manqua pas d'hommes qui auraient voulu l'épouser en secondes noces, et cependant elle restait pauvre avec beaucoup de dettes. Philippe II, dès qu'il eut été informé de sa triste situation, prescrivit au duc d'Albe de fournir à cette femme des moyens convenables d'existence. Mais il tenait à ce qu'elle ne restât pas dans Bruxelles. M^{me} de Blombergh (c'est ainsi qu'elle se qualifie désormais) consentit à aller vivre, non pas à Mons, où le duc d'Albe l'engageait à se fixer, mais à Gand, en pays de langue flamande. Le roi n'aurait pas été fâché de la voir entrer dans un couvent. Aussi essayait-il de l'attirer en Espagne, invitation à laquelle la mère de don Juan n'eut garde de se rendre.

C'était une étrange femme que M^{me} de Blombergh. Entêtée, dépensière, de mœurs au moins suspectes, elle ne laissait pas de donner de l'embarras à ce terrible duc d'Albe, chargé de veiller sur sa conduite et de pourvoir à ses besoins.

Quand don Juan d'Autriche, qui n'avait jamais cessé de s'intéresser à elle, eut pris en main le gouvernement des Pays-Bas, il comprit l'absolue nécessité où il était de l'éloigner de ces parages. Sous prétexte de l'envoyer à Aquila, auprès de Marguerite de Parme, il la dirigea par mer sur l'Espagne, où on la mit chez les religieuses de Santa Maria la Real, à sept lieues de Valladolid. Elle obtint d'en sortir après la mort de don Juan, et de se retirer, pour y finir ses jours, à Colindres, dans la maison du secrétaire Escobedo.

Barbara Blombergh survécut à un fils qu'elle avait eu de Jérôme Kegel, et pour qui don Juan s'était montré bon frère. Elle-même mourut en 1598.

Comme on le voit, la mère du héros de Lépante n'avait en elle rien d'héroïque. Don Juan tenait de son père ses grandes qualités. A quel système d'éducation fut-il soumis durant son enfance et sa première jeunesse ? — Tel est le point que M. Gachard examine dans sa deuxième étude.

Après avoir fixé indubitablement la naissance de don Juan en 1547 et conjecturé qu'il vit le jour à Ratisbonne, le docte écrivain émet l'opinion que l'enfant fut d'abord élevé en Belgique. Adrien Du Bois, aide de chambre de l'Empereur, et à qui ce prince avait confié le soin de faire nourrir en secret le fruit de ses dernières amours, Adrien Du Bois était belge. « C'était aux Pays-Bas qu'il avait le plus de relations et de connaissances. Qu'y aurait-il d'extraordinaire à ce qu'il eût fait transporter l'enfant commis à sa garde, dans les jours qui suivirent sa naissance, ou peu de temps après ? » Ce qui est incontestable, c'est que don Juan se trouvait dans ces provinces en 1550.

Le 13 juin de cette année-là, François Massy, joueur de viole de Sa Majesté, et Aña de Medina, sa femme, reconnaissent avoir reçu, d'Adrien Du Bois, un enfant qu'ils s'engagent à élever comme leur fils propre, sans révéler à personne le nom de son père.

Massy était belge comme Adrien Du Bois. Mais, sa femme ne se

plaisant point dans les Pays-Bas, dont le climat était nuisible à sa santé, il demanda et obtint de l'Empereur la permission de se retirer à Leganes, où Aña de Medina possédait quelque bien. L'enfant, baptisé sous le nom de Geronimo, grandit dans ce coin de l'Espagne, n'ayant pour compagnons que de simples paysans.

Charles-Quint finit par se reprocher l'état d'abandon où il laissait son fils. Il pria l'un de ses maîtres d'hôtel, Luis de Mendez Quijada, de donner au jeune prince une éducation en rapport avec son origine. Quijada y consentit et transporta l'enfant à Cuacos, dans l'un de ses châteaux. Sa femme, doña Magdalena de Ulloa, qui n'était point dans le secret de la naissance du petit Geronimo, ressentit à son arrivée un mouvement de jalousie conjugale, et ne fit d'abord au nouveau venu qu'un assez froid accueil. Mais, ses premières inquiétudes dissipées, elle le traita comme son propre fils.

Il y a plaisir à constater, avec M. Gachard, que don Juan, quand il eut pris rang de prince à la cour de Philippe II, se montra profondément reconnaissant envers les vénérables époux, aux soins desquels il devait de se trouver immédiatement à la hauteur de sa nouvelle position.

Nous ne suivrons pas plus loin dans ces attachants récits l'éminent archiviste de Belgique. Nous en avons dit assez pour prouver que ses études sur don Juan, quand elles seront achevées, ne le céderont point, en intérêt, à celles qu'il a publiées sur don Carlos.

A. DESPLANQUE.

VI.

UN MOT APOCRYPHE

DE LA MARÉCHALE D'ANCRE

AVEC DEUX DE SES LETTRES INÉDITES

Je n'ai point à raconter ici la vie de la maréchale d'Ancre ; cette vie est bien connue¹. Seulement, avant de mettre sous les yeux du

¹ Voir les articles des *dictionnaires* de Moréri, de Bayle, de Chaudon, etc. Dans les recueils biographiques de notre temps, la notice sur Leonora Galigai est

lecteurs deux lettres inédites de Leonora Galigai, je rechercherai si elle a dit à des juges iniques un mot célèbre, et que l'on retrouve presque partout. Ce mot, c'est Tallemant des Réaux qui l'a rapporté le premier¹ en ce passage des *Historiettes* : « Quand on lui demanda de quels charmes elle s'était servie pour gagner l'esprit de la reine : *pas d'autre chose que du pouvoir qu'a une habile femme sur une balourde* ». » Tallemant des Réaux a eu soin d'ajouter : « Je doute qu'elle ayt dit cela ; » mais la plupart des auteurs ont répété la citation du chroniqueur, sans répéter son demi-démenti. Amelot de la Houssaye fut un de ceux qui contribuèrent le plus à populariser la prétendue réponse. Dans un ouvrage posthume, qui a eu beaucoup de succès (*Mémoires historiques, politiques, critiques et littéraires*)², il affirma que la maréchale d'Ancre, accusée d'avoir ensorcelé la reine, sa maîtresse, répondit à ses juges : « Je me suis jamais servie d'autres sortilège que de mon esprit. Est-il surprenant que j'aie gouverné la reine, qui n'en a point du tout ? » Ce fut probablement à Amelot de la Houssaye que Voltaire emprunta, en l'abrégeant et en l'arrangeant un peu, une phrase qui, sous la forme qu'il lui donna, était destinée à circuler si facilement : « Mon sortilège a été le pouvoir que les âmes fortes doivent avoir sur les esprits faibles³. » Le grave et judicieux P. Griffet, presque aussi impru-

quelquefois fondue avec la notice sur Concini, par exemple dans la *Nouvelle Biographie générale* et dans le *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire* de M. Jal. Les opuscules spéciaux sur la maréchale d'Ancre, surtout les opuscules satiriques, sont innombrables. La *Bibliothèque historique* du P. Lelong et de Fevret de Fontette, et le *Catalogue de la Bibliothèque impériale (Histoire de France)*, en donnent des listes fort incomplètes. Quelques-uns de ces opuscules ont été réunis dans le tome Y (1761) du *Recueil A, B, C, D, etc.*, et dans le tome II (1838) de la seconde série des *Archives curieuses de l'Histoire de France*.

¹ C'est-à-dire vers 1656, puisque l'on sait que Tallemant rédigea les *Historiettes* à l'âge de 37 ans.

² Édition de MM. Monmerqué et Paulin Paris, 1854, t. I^{er}, p. 204. Je constate que le cardinal de Richelieu (*Mémoires*, dans la collection Michaud et Poujoulat, t. XXI, p. 170) assure que Leonora, depuis qu'elle était en proie à une maladie nerveuse qu'il décrit très-amplement, ne pouvait supporter personne, pas même sa maîtresse, et que « quand elle parlait d'elle, l'épithète ordinaire qu'elle lui donnait était celle de balourde. » Je constate encore que Pontchartrain (même collection, t. XIX, p. 389) est entièrement d'accord, sur ce point, avec Richelieu : « quand elle parloit du roi et de la reine, sa mère, elle n'en parloit que par injures et par mépris, appelant l'un idiot, et l'autre balourde, et autres termes semblables. »

³ Première édition, 1722, t. II, au mot *Concini*, p. 130. La seconde édition est de 1737, 3 vol. in-12 ; la troisième est de 1742, 3 vol. in-12.

⁴ *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, 1757. MM. Danjou et Cimber ont textuellement reproduit la citation de Voltaire, en la commentant ainsi : « Elle (la maréchale) avait répondu devant ses juges d'une manière qui la peint mieux que tous les discours... » (P. 4 du t. II de la seconde série des *Archives curieuses*). Lord Chesterfield, quelques années avant l'apparition de l'*Essai sur les mœurs*, avait mentionné, dans une de ses lettres à son fils, la dédaigneuse parole de « la Galigai, mise à mort, dit-il, à la honte de son

dent, cette fois, que son brillant devancier, écrivit, l'année suivante : « On prétend qu'elle répondit : Point d'autre que l'ascendant qu'un esprit supérieur a toujours sur un esprit faible¹. » Il serait trop long de suivre le chemin qu'a parcouru, à travers les livres, le bon mot attribué à Léonora Galigai. Qu'il me suffise de rappeler que, reproduit par l'*Art de vérifier les dates*², il a, de nos jours, été accueilli comme s'il avait eu la meilleure origine, par presque tous nos grands ou petits historiens, et, notamment, par M. Henri Martin³.

Cependant, M. Bazin, dans un livre qui, pour être très-spirituellement écrit, n'en est pas moins très-consciencieusement fait, avait, il y a plus de vingt ans, averti nos historiens en ces termes : « Il est permis de ne pas croire à cette repartie dramatique qui n'est rapportée par aucun contemporain⁴. » Cependant encore, M. Paulin Paris avait renouvelé l'avertissement, en déclarant que le mot, si souvent répété, « n'en est pas plus authentique⁵. » Serai-je plus écouté que ces deux érudits ? Je n'ai pas la naïveté de l'espérer. Pourtant aux preuves négatives tirées du silence de tous les témoins

siècle » (T. II de la traduction de M. Am. Renée, 1842, p. 266). Voltaire, dès 1741, avait traduit, en deux vers de son *Mahomet*, cette même parole :

« Du droit qu'un esprit fort et ferme en ses desseins

« A sur l'esprit grossier des vulgaires humains. »

¹ *Histoire du règne de Louis XIII*, t. I, 1758, p. 206. — Les autres historiens de Louis XIII n'avaient rien fait dire de semblable à la prisonnière de la Conciergerie, pas plus le rédacteur du *Mercur françois* (t. IV), que Le Grain (*Décade*), que Scipion du Pleix, que le président de Gramond, que Charles Bernard. Vittorio Siri lui-même, dans ses *Memorie recondite*, avait gardé le même silence. Enfin, au commencement du XVIII^e siècle, Michel Levassor n'avait pas donné un moins bon exemple au P. Griffet.

² Édition de 1783, t. I, p. 670.

³ Édition de 1860, t. XI, p. 117. M. Michalet (*Henri IV et Richelieu*, p. 259) s'exprime ainsi : « Quoi qu'il en fût de la sorcellerie de Leonora, tout cela ne valait pas la mort. Et ses vols même, ses ventes effrontées de places et d'ordonnances, n'auraient mérité que le fouet ! (on sait que l'auteur de l'*Amour* est grand partisan du fouet !) — La tradition de la Cour n'a pas manqué d'inventer, de prêter à Leonora des paroles fières, insolemment hardies, par exemple : Mon charme fut celui de l'esprit sur la bêtise. »

⁴ *Histoire de France sous Louis XIII*, t. I, p. 315. Cette assertion de M. Bazin ne s'accorde guère avec celle de l'éditeur (dans la *Bibliothèque des chemins de fer*) de la relation anonyme, attribuée au garde des sceaux Marillac, de l'assassinat du maréchal d'Ancre (1853, p. 73) : « Tous les mémoires du temps rapportent cette réponse... » La vérité est que ni Fontenay-Mareuil, ni Pontchartrain, ni le duc de Rohan, ni le maréchal de Bassompierre, ni le cardinal de Richelieu, ne font, dans leurs mémoires, la moindre allusion à cette réponse. On en chercherait encore vainement la moindre trace dans les lettres d'un autre contemporain, de ce Malherbe, qui écrivait si cruellement à son ami Peiresc, le 25 juin 1617 : « Pour la Conchine, je crois que vous aurez loisir de la voir en ses beaux atours, car, à ce que m'ont dit des gens qui le doivent bien savoir, la chose ira jusqu'à samedi. » (Édition de M. L. Lalanne, t. III, p. 534.)

⁵ T. I, p. 204.

oculaires des événements de l'année 1617, je viens ajouter, d'après un acte officiel, une preuve positive. On trouve, au département des manuscrits de la Bibliothèque impériale, dans le volume CCXXI de la collection dite des cinq cents Colbert, « plusieurs informations, interrogations et autres pièces du procès de la maréchale d'Ancre. » Parmi ces très-curieux documents qui ont été recueillis là, et à côté de divers inventaires très-détaillés des meubles, bijoux et papiers de Concini et de sa femme, j'ai remarqué une pièce portant le numéro 13, et reproduisant l'interrogatoire que firent subir à la prisonnière, le lundi 22 mai 1617, Jehan Courtin et Guillaume Deslandes¹, conseillers du roi en sa cour de parlement, commissaires commis par icelle en cette partie. » J'en détache ces lignes qui nous offrent la vraie réponse de Léonora Galigai, et qui sont, par conséquent, décisives :

« Interrogée comment elle a acquis la bienveillance de dame « royne-mère, dist que c'estoit en la bien servant comme elle a « fait en se rendant très-diligente à la servir et faire ce qui estoit « de sa volonté². »

PH. TAMIZEY DE LARROQUE.

¹ Je ne résiste pas au désir de saluer ici avec un profond respect le mémoire de Deslandes. Cet homme, qui comprenait si bien les grands devoirs du magistrat, garda, en ce procès, une attitude qui forme un singulier contraste avec la bassesse de ses collègues. Cette ferme attitude lui a valu les éloges du cardinal de Richelieu, et il est piquant d'entendre celui qui pesa de tout son immense pouvoir sur les juges du malheureux de Thou, célébrer la noble résistance du « bon homme Deslandes, » demeurant, malgré tout, « dans l'intégrité de la justice » (P. 166 de l'édition des *mémoires* déjà cités).

² La maréchale d'Ancre, dans le même interrogatoire, se dit âgée de 41 ans : cela met sa naissance en 1576, date qui manque à toutes les notices biographiques qu'il m'a été possible de consulter.

LETTRES INÉDITES DE LA MARÉCHALE D'ANCRE.

I

AU CARDINAL DE SOURDIS¹.

.....² obligée par la lettre qu'il vous a pleu m'escrire.... Faict l'honneur par icelle de me représenter la souvenance que vous avez de moy, et la bonne volonté que conservez en mon endroit. J'en remercie très-humblement vostre courtoisie, de laquelle je recognois ceste faveur, qui surpasse de beaucoup mon merite. Si j'auray le moyen de vous servir en quelque chose, comme est mon

¹ Bibliothèque impériale, fonds français, 6379, p. 47.

² Les premiers mots sont effacés, mais la restitution en est facile : « Monseigneur, je vous suis bien obligé..... de ce que vous m'avez..... etc. »

plus grand souhet, j'espereray vous donner telles preuves de mon affection, que vous cognoissiez de n'avoir point obligée une ingrâte. Aux occasions, je vous rendray auprès de la Roynne les bons offices que vous desirez, plus vrayement pour vous obeir en tout ce qu'il vous plaise me commander, que pour aucun besoin que vous ayez en cela de l'ayde de personne quelconque. Ce pendant je vous baisera très humblement les mains, et prieray Dieu,

Monseigneur, qu'il vous octroye longue vie et perpetuelle prospérité.

A Paris, ce xv de novembre 1610.

Votre très humble et très affectionnée servante

LEONORA GALIGAÏ¹.

II

A MADAME DE MONTGLAT².

Madame, je vous ay mandé autrefois que j'estimois fort à propos que vous fissiez transporter ici madame Chrestienne³, pour estre à l'hostel de Luxembourg, où elle seroit près des médecins, et on pourroit pourvoir à sa santé beaucoup mieux que l'on ne sera pendant qu'elle demeurera à Saint-Germain. Je ne laisseray pas de vous repeter encore une fois la mesme chose, vous protestant que s'il arrivoit quelque malheur, que, à Dieu ne plaise, je m'en deschargeray envers la Roynne, faisant entendre à Sa Majesté quel a esté mon avis, et que vous n'en avez voulu rien faire. Il ne seroit pas besoin pour cela de faire grand mouvement de mesnage, étant assez de mettre près de ma dicte dame tres ou quatre femmes, avec ceux de plus que vous jugerez nécessaires, pour la bien servir, et moy mesme y aurois l'œil, afin que rien ne luy manquast. Prenez la résolution qu'il vous plaira, m'estant assez pour mon particulier d'avoir proposé ce que j'ay jugé le meilleur pour ma dicte dame. J'en attendray des nouvelles, et demeureray à jamais.

Madame, vostre très affectionnée servante.

LEONORA GALIGAÏ.

De Paris, ce 18 d'avril 1614.

¹ La signature est autographe et nous prouve que Bayle a eu tort d'écrire Galligai.

² Bibliothèque impériale, fonds français, 3818, non paginé. — Sur M^{me} de Montglat, la gouvernante des enfants de Henri IV et de Marie de Médicis, on peut voir le *Journal d'Herod* publié par MM. E. Soulié et E. de Barthélemy (1869).

³ Christine ou Chrétienne de France, depuis duchesse de Savoie.

VII.

NÉGOCIATIONS

RELATIVES AU MARIAGE DE LOUIS XIII

1602 - 1615 ¹

C'est, comme on sait, au mois de décembre 1600 que Henri IV, dont la première union venait d'être dissoute par la Cour de Rome, épousa la nièce du grand-duc de Toscane, Marie de Médicis. Le 27 septembre de l'année suivante naissait le dauphin qui fut Louis XIII ; et, jusqu'à la date fatale du 14 mai 1610, la reine, malgré la mésintelligence et la froideur constante dans laquelle vécurent les deux augustes époux, donna successivement le jour à six enfants, trois fils et trois filles. L'ainée des filles, Élisabeth, naquit en 1602. Cette dernière date a de l'importance, car elle marque le début d'une longue suite de négociations qui ont trait justement aux destinées matrimoniales de deux enfants, dont le sort fut ainsi livré, dès le berceau, au caprice des diplomates.

La question des mariages royaux était à cette époque une des plus délicates complications de la politique. Non-seulement les chancelleries européennes, mais l'opinion publique dans chaque pays s'en préoccupait vivement. En est-il besoin d'autre preuve que cette phrase significative du *Mercurius gallicus*, le seul journal du temps : « Il n'y a moyen si prompt ni si convenable pour effacer les ressentiments de la haine et de l'inimitié, que l'injure des guerres a accoutumé d'enraciner profondément en la mémoire des peuples, comme les mariages contractés entre les couronnes amies. » Or, s'il y avait alors deux couronnes ennemies dont il fallait effacer « la haine et

¹ *Les Mariages Espagnols sous le règne de Henri IV et la régence de Marie de Médicis (1602-1615)*, par F.-T. PERRENS, docteur ès lettres. Paris, Didier, 1869. In-8°, de 593 p.

l'inimitié » séculaires, c'étaient bien celles de France et d'Espagne. Aussi, en l'année 1602, on pensait déjà à une alliance future des deux familles. L'infante, fille aînée de Philippe III, était née justement le même mois et presque le même jour que le dauphin, et, comme disait le duc de Lerme au nonce : « Il semble que Dieu les ait fait « naître en un même an, afin d'en faire, quelque jour, une commu-
« nication de mariage, pour unir mieux que jamais les deux princi-
« palès couronnes. » De son côté, Clément VIII voyait dans ce projet « le véritable élixir pour les maux du dehors et du dedans. » C'étaient donc l'Espagne et la Papauté qui désiraient surtout cette union pacifique. Ce furent le Saint-Siège et la Cour de Madrid qui firent constamment les premières avances. Le long despotisme de Philippe II avait tellement épuisé les finances et les forces de ses peuples, que la paix était devenue pour eux une véritable nécessité. En France, sauf la reine et ses amis, on était moins partisan de l'alliance espagnole ; Henri IV comptait reprendre quelque jour la politique guerrière, et il maniait trop bien l'épée pour s'engager à ne jamais la sortir du fourreau. Le besoin de repos l'avait pourtant empêché de faire une opposition trop directe à une pensée dont la réalisation si lointaine ne pouvait sembler très-compromettante. Paul V, successeur de Clément VIII, et non moins désireux que lui d'assurer la paix de la chrétienté, vint, en 1608, raviver singulièrement encore la question des mariages espagnols, en proposant d'ajouter à la première union projetée, celle de Madame Elisabeth, fille aînée de Henri IV, avec le prince des Asturies, héritier du trône de Philippe III. Voilà nettement posés les éléments de ce double problème ; mais il n'est pas près d'être résolu. Ce que cette affaire a amené d'intrigues, d'ambassades, de complications politiques, est vraiment incroyable : on s'en occupa, presque sans interruption, pendant treize ans.

Ce sont les phases diverses de ces confuses négociations que M. F. T. Perrens s'est efforcé de débrouiller, en les rattachant à l'histoire générale, en les ajustant, pour ainsi dire, aux personnages importants qui y furent directement mêlés. Cet épisode n'avait pas laissé une trace bien profonde dans l'histoire ; mais heureusement tous les documents diplomatiques de l'époque existent encore, et c'était là, naturellement, une source précieuse d'informations. M. Perrens en a fait la base de son travail. Il a dépouillé avec un soin tout spécial deux volumineux recueils de dépêches conservés à la Bibliothèque impériale et contenant, l'un, la correspondance de Robert Ubaldini, nonce apostolique à la Cour de France, de 1608 à 1615 ; l'autre, celle de M. Savary de Brèves, ambassadeur de France, à Rome, durant la même période. Il a consulté également les dépêches des diplomates qui, pendant ce temps, représentèrent la France à la Cour de Madrid. Enfin, il a pu avoir communication, d'après les archives de Simancas, des délibérations du Conseil de Madrid au sujet des mariages français. On pouvait donc ainsi donner successivement la parole aux parties contraires, contrôler leurs affirmations, pénétrer à fond toutes leurs intrigues. Telle est la

tâche difficile que l'auteur n'a pas hésité à s'imposer. Il n'est pas toujours parvenu à jeter une animation bien vive ou un attrait supérieur sur des événements qui tournent souvent dans le même cercle, et dont la conclusion, trop connue par avance, se fait si longtemps attendre. Son travail, cependant, abonde en intéressantes révélations, en documents inédits heureusement mis au jour ; il a été accueilli avec une faveur fort naturelle par l'Académie des sciences morales et politiques, et le public intelligent suivra volontiers l'exemple de la docte compagnie.

L'ouvrage est divisé en deux parties distinctes. La première comprend l'histoire des négociations, depuis leur point de départ jusqu'à la mort de Henri IV. Le Béarnais n'était pas systématiquement hostile aux mariages espagnols ; mais il se laissait avec intention obséder par la Cour de Madrid, et il trouvait dans cette affaire un élément facile pour les combinaisons politiques qu'il nouait et dénouait, suivant les circonstances, avec une dextérité infatigable. C'était, tantôt son alliance avec les Hollandais, tantôt son « grand dessein » qui arrêtait subitement toute relation entre lui et Philippe III, et jetait l'épouvante dans l'âme peu vaillante du roi d'Espagne.

Dès les premiers temps de la régence de Marie de Médicis, — et c'est là la seconde partie du livre de M. Perrens, — les choses changent de face. La reine marche ouvertement à l'alliance espagnole ; elle y marche malgré l'avis presque unanime de son Conseil, malgré l'opposition de la France entière¹. L'équilibre toujours chancelant de l'Europe l'oblige bien « à des attermoiements, à des subti-

¹ On a quelque peine à se faire une juste idée du mécontentement, je dirai plus, de l'indignation véritable causée en France, dans toutes les classes de la société, par le mariage espagnol. On en trouve les preuves les plus frappantes dans les écrits du temps et elles se manifestent par un langage qui nous étonnerait aujourd'hui. Je n'en veux citer d'autre exemple qu'une petite pièce assez rare publiée en 1615 sans lieu, sans nom d'auteur, sous ce titre : *La rencontre de Henry le Grand au Roy, touchant le voyage d'Espagne*. Elle débute ainsi, — c'est l'ombre de Henri IV qui parle — : « Mon fils, seroit-il bien possible que la générosité de tes ancestres eust pris fin par la fin de ma vie, qu'elle ne voulust rebourgeonner en toy !... Es-tu encore si enfant ayant atteint l'âge de quatorze ans, de ne discerner ce qui te peut apporter de la commodité, avec ce qui te peut causer de l'ennuy ! A cest âge ie portois desia l'espée au costé ; mais non-pas tant pour la bienséance, comme pour la deffensive : mais non pas tant pour parade, comme pour l'empoigner au chastiment de ces rodomons Espagnols, qui de tout temps ont tasché et tascheront à iamaïs d'empiéter et sur nostre nom et sur nostre patrimoine. Ignore tu les guerres que j'ay eües contre eux ?... Et n'as tu iamaïs entendu ce que durant la paix ils ont voulu brasser contre moy et mes royaumes. Nul ne t'a-t-il déclaré comment ils t'ont voulu faire mourir estant encores au berceau... » La suite n'est pas moins énergique. Et si nous avons insisté sur ce point, c'est qu'il nous semble que M. Perrens n'a peut-être pas assez vivement retracé ce côté important de l'histoire politique d'alors. Sous ce rapport, en effet, c'étaient les écrits contemporains, bien plus que les correspondances diplomatiques, qu'il importait d'interroger pour avoir exactement l'état de l'opinion.

lités, à des ruses ; » mais elle n'abandonne jamais un projet qui lui tient au cœur plus que toute autre chose : ce n'est pas pour rien qu'elle est italienne. Les mariages étaient définitivement conclus et les contrats signés en 1612 : il fallut encore attendre trois ans avant l'échange solennel des deux princesses. La seule nouvelle des fiançailles avait fait éclater, en France, des troubles sérieux. Les princes, le peuple même, forcèrent la régente à retarder le mariage jusqu'à la majorité du jeune roi. Le honteux traité de Sainte-Ménéhould apaisa pour un instant les mécontents ; et les États généraux de 1614 consentirent à donner leur approbation aux vœux de Marie de Médicis. Mais l'année suivante elle dut se faire accompagner par toute une armée pour aller chercher l'infante et conduire à la frontière la princesse française, future reine d'Espagne. Le parti protestant était en pleine révolte, et tous les mécontents venaient de se joindre à lui. Grâce aux soldats du duc de Guise, Louis XIII put arriver à Bordeaux, le 7 octobre 1615. Le 18, les mariages furent célébrés par procuration dans cette dernière ville et à Burgos ; le 9 novembre, deux cortèges royaux se rencontraient sur la Bidassoa, et deux princesses de douze ans changeaient à jamais de patrie. La reine-mère pouvait recevoir solennellement, quelques jours après, celle qui sera dans l'histoire Anne d'Autriche.

Ainsi s'achève le récit exposé avec tant de minutieux détails par M. Perrens. Vingt-trois ans plus tard, le 5 septembre 1638, naissait Louis XIV ; et c'est, peut-être encore là, le produit le meilleur, — bien qu'un peu tardif, — de ces délicates et confuses négociations, qui, loin d'assurer la paix comme on pouvait l'espérer, n'avaient été que le signal de guerres acharnées et de rivalités redoutables.

GUSTAVE BAGUENAUT DE PUCHESSE.

VIII.

L'ASSEMBLÉE DE 1682¹

Il n'est point de difficulté entre la France et le Saint-Siège, de résistance du clergé à l'égard du pouvoir civil, de discussion sur les rapports de l'Église et de l'État, qui ne se soient manifestées sans

¹ *Recherches historiques sur l'assemblée du clergé de France de 1682*, par

qu'on n'ait cherché aussitôt un abri derrière la déclaration de 1682. Quelle est la nature de cette déclaration ? La réponse à cette question se trouve partout. Quelle est son autorité et sa valeur ? C'est là ce que nous apprend M. Charles Gérin, déjà connu par son travail sur la pragmatique sanction de saint Louis, dans un ouvrage capital, qui a mérité, avec les éloges du monde savant, le précieux suffrage de Pie IX.

L'affaire de l'assemblée du clergé n'est qu'un épisode, mais le plus important, à coup sûr, des luttes de Louis XIV avec le Saint-Siège. Pour bien l'apprécier, il faut remonter à l'origine du gouvernement personnel du roi, alors que, sous l'influence de Colbert, fut inauguré ce système auquel on ne fut depuis que trop fidèle, « d'humilier Rome et de s'affermir contre elle. » Mazarin était mort en 1661. En 1662, survint l'affaire de Corses, à propos d'une misérable querelle de soldats, au sujet de laquelle le roi fit retentir l'Europe de ses plaintes, ordonna d'envahir Avignon et de tenir une armée prête à marcher contre les États romains, pour défendre et « protéger le Saint-Siège. » Louis XIV obtint d'Alexandre VII une réparation qui ne lui était pas due. Mais il ne devait pas s'arrêter là : une armée de légistes l'entourait, qui cherchaient à se venger des échecs subis pendant la régence d'Anne d'Autriche, et qui avaient pour l'Église le ressentiment qu'on éprouve à l'égard de ceux qu'on a persécutés et dépouillés.

En 1663, des propositions favorables à l'autorité du Saint-Siège ayant été soutenues devant la Faculté de théologie, le Parlement, par arrêt du 22 janvier, défendit au syndic et aux docteurs de laisser pareils faits se renouveler. Talon, dans son réquisitoire, dit qu'il fallait regarder « comme schismatiques, perturbateurs du repos public et ennemis de l'État » ceux qui soutenaient ces propositions. La Faculté refusa l'enregistrement et consentit seulement à mettre la question en délibération. Colbert était informé de tout ce qui se passait, par des confidents dont M. Gérin nous donne les curieuses relations. Après bien des discussions peu favorables aux doctrines parlementaires, après bien des intrigues, on obtint l'enregistrement (4 avril). Mais, en même temps, se soutenaient des thèses semblables à celles qui avaient été condamnées. Le Parlement suspendit le syndic par un arrêt d'une illégalité parfaite et, au moyen de cet acte de violence, réussit à obtenir soixante et dix signatures pour six propositions équivoques qui préludaient à celles de 1682.

En 1673, survint l'affaire de la régale. Le roi avait le droit de jouir des revenus d'un certain nombre d'évêchés, et de nommer aux bénéfices qui en dépendaient pendant la vacance du siège, jusqu'à ce que les nouveaux titulaires eussent fait enregistrer leur serment, ce qui s'appelait « clore la régale. » C'était une exception qui pouvait se justifier et dont on voulut faire une règle générale

Charles GÉRIN, juge au tribunal de la Seine. — Paris, Lecoffre, 1869. 1 vol. in-8° de xviii-575 p.

par deux déclarations royales de 1673 et de 1675. Deux évêques, intronisés depuis plus de trente ans, ayant refusé de se soumettre à des ordonnances contraires à la discipline, la régle fut déclarée non close dans leurs diocèses, tous les bénéfices furent distribués, même ceux qu'ils avaient confiés, depuis un grand nombre d'années, à des ecclésiastiques encore vivants. L'un d'eux, Pavillon, évêque d'Alet, mourut sur les entrefaites ; l'autre, Caulet, évêque de Pamiers, eut tout son temporel saisi, et fut réduit à l'extrémité. Les procédures canoniques par lesquelles il défendit ses droits, ayant été censurées par le Parlement, il se tourna du côté de Rome. Aucun des cent trente évêques de France n'avait élevé la voix pour défendre une cause qui, cependant, était la leur. Le pape, malgré sa faiblesse, parla courageusement dans trois brefs successifs des 12 mars et 21 septembre 1678 et du 29 décembre 1679. Louis XIV, ne voulant point donner satisfaction, temporisa et ne répondit rien, tandis que ses conseillers élaboraient mille projets. On profita de l'assemblée régulière du clergé de 1680, pour obtenir une manifestation, monument de lâcheté qui ne fit point honneur à ses auteurs. Puis une violente persécution fut exercée à Pamiers ; des troupes y furent envoyées, les deux vicaires généraux qui remplaçaient l'évêque mort furent mis en prison ; le P. Cerbe, qui avait été canoniquement nommé à leur place, fut condamné à mort par le parlement de Toulouse. Pendant ce temps, le procureur général Harlay en appelait comme d'abus des brefs du Saint-Père, et l'on cherchait à trouver un appui dans le clergé. Cinquante évêques de cour, se trouvant alors à Paris, furent réunis en *petite assemblée* chez le trop complaisant archevêque, et conseillèrent au roi de convoquer un concile national, une sorte d'assemblée générale du clergé.

Cette assemblée n'était, à vrai dire, comme en convient d'Aguesseau et comme le dit plus tard Harlay, « qu'une chambre des comptes ecclésiastique qui ne pouvait jamais passer pour un concile national. » Néanmoins, les lettres du roi aux archevêques de Besançon et de Cambrai, nous apprennent qu'elle fut convoquée pour le 1^{er} octobre 1681, pour traiter de « matières purement spirituelles. » Les élections des députés se firent dans les assemblées provinciales : leur histoire est instructive. Les choix furent imposés ; les procurations données aux députés, copiées sur le projet rédigé par la « petite assemblée, » et laissant le moins de liberté possible au vote. Les évêques qu'on redoutait ne furent pas convoqués ; on éloigna tous ceux qui auraient pu disputer la présidence à Harlay de Champvallon ; Colbert écrivit à ce trop dévoué serviteur « qu'il fallait qu'il ne parût rien de la part du roi » dans tout cela. Comme détails curieux, on peut citer la nomination de l'évêque de Lisieux, qui avait été demandée à l'archevêque de Rouen ; mais un accident l'ayant empêché de se rendre à Paris, Colbert écrit à l'évêque d'Avranches : « Sa Majesté me charge de vous écrire qu'elle a fait son choix de vous pour remplir la place de l'évêque de Lisieux. » A Aix, sur le refus du cardinal de Grimaldi d'accepter la forme voulue par le roi, c'est l'intendant et l'évêque de Riez qui convo-

quent l'assemblée. Ce procédé réussit à Colbert : on en a la preuve dans l'examen, fait par M. Gérin, des titres de chacun des neuf archevêques, des vingt-sept évêques et des députés du second ordre à la confiance du pouvoir. On se convainc que ce n'était point là l'élite du clergé de France, si distingué par ses vertus et son savoir. Ce chapitre contient les plus tristes et les plus curieuses révélations, ainsi que celui où l'affaire de la régale amène à étudier l'état des biens du clergé, distribués par le roi pour payer toutes sortes de services. Il est bon de signaler Jean de Montpezat, archevêque de Toulouse, qui, au moment de l'affaire de Corses, ayant réussi à faire nommer, à la présidence des États du Languedoc, Bourlemont qui n'avait pas encore ses bulles, écrivait à Colbert : « Il y va de l'intérêt et de la satisfaction de Sa Majesté dans la conjecture des affaires présentes de Rome, que le pays sache de quelle manière les évêques et tout le royaume déferent à la seule nomination de Sa Majesté. » On sait que M^{me} de Coulanges écrivait de l'archevêque de Paris, « ce pape d'en deçà des monts, » qu'il n'y avait que deux bagatelles qui rendaient difficile son oraison funèbre : sa vie et sa mort. Daniel de Cosnac rapporte lui-même qu'il dit au roi, au sujet de l'assemblée : « Je ne perdrai jamais l'occasion de vous servir et de vous plaire. »

Aucun échec n'était possible avec de tels hommes, quoique pourtant les parlementaires n'aient pas obtenu tout ce qu'ils désiraient. M. Gérin reproduit le court, mais substantiel récit de Fleury sur les délibérations de l'assemblée, et une appréciation sévère, longuement et justement motivée des quatre articles par un contemporain anonyme.

La déclaration avait été souscrite le 19 mars ; le lendemain le roi publia un édit, enregistré le 23, qui en prescrivait l'enseignement dans ses États. Le 11 avril suivant, un bref du pape cassait les actes relatifs à la régale. Louis XIV s'arrêta pour un moment. Il fit aussitôt dissoudre l'assemblée, qui était loin d'avoir terminé ses travaux, avec une précipitation qui faillit exciter la susceptibilité de son facile président ; il ne voulut pas que les procès-verbaux fussent déposés dans les archives du clergé ; tout ce qu'il permit, c'est une protestation secrète du procureur général.

Un point bien important à connaître, c'est le rôle de Bossuet, dont le grand nom couvre souvent les quatre articles. Il est parfaitement éclairé dans un chapitre, le plus curieux, sans contredit, de ce livre. Bossuet paraît avoir été d'abord ultramontain : il est mal noté comme tel dans les rapports des confidents de Colbert. Il n'eut point l'initiative de la déclaration qui revient à Colbert, à l'archevêque de Paris et au confesseur du roi ; il ne fit partie de l'assemblée que par ordre du souverain. « L'assemblée se va tenir, écrit-il à Rancé, et non-seulement on veut que j'en sois, mais encore que je fasse le sermon d'ouverture. » Il fut bien membre de la petite assemblée ; mais il en signa les actes sans y prendre part. C'est grâce à lui que Le Tellier et son fils, l'archevêque de Reims, revinrent à des sentiments moins hostiles envers la cour de Rome. Il aurait voulu écarter la question relative à l'autorité du Saint-

Siège : « on augmentera, disait-il, la division qu'on veut éteindre. » Il proposa l'examen de la tradition pour faire traîner les choses en longueur, et, s'il prit la plume des mains du secrétaire Praslin, évêque de Tournai, ce fut quand il le vit introduire des propositions hérétiques. Après lui avoir rendu justice, notre auteur sait faire la part du blâme, et il s'appuie, pour cela, sur des faits : ainsi ses flatteries vis-à-vis de l'archevêque de Paris, pour lui faire donner la présidence, son coupable silence sur les attaques dirigées contre le pape, ses complaisances envers le roi, la facilité avec laquelle il acceptait les effets de sa magnificence, le mépris qu'il témoigna au pape dont il avait été comblé d'éloges et de bienfaits, la hauteur avec laquelle il le menaça du bras séculier trouvant qu'il ne se hâtait pas assez, à son gré, dans l'affaire du quietisme, etc. Lui qui ne voulait pas qu'un bref du pape fût publié sans le placet royal, ressentit vivement l'injure qui lui fut faite lorsque Pontchartrain interdit la publication d'un de ses mandements. « Il semble, dit-il, que ce soit une des affaires les plus importantes de nous humilier. »

Un édit pour rendre obligatoire l'enseignement des quatre articles était plus facile à rendre qu'à faire exécuter. La Faculté de théologie refusa l'enregistrement, comme elle l'avait fait en 1663 ; on en fut singulièrement irrité, car Colbert voulait effrayer le pape en lui montrant que tout le clergé était avec le roi. Harlay s'en étonna, croyant naïvement rencontrer la même complaisance que dans les prélats « qui changeraient demain et de bon cœur, si on le leur permettait. » Il fallut exiler les docteurs qui ne défendaient pas les « bonnes maximes, » refuser de payer ceux qui ne les enseignaient pas, chercher le moyen de les remplacer par des hommes en état « d'enseigner ce qu'on leur ordonnerait. » On proposait même de récompenser généreusement les dociles. « Cette protection, disait-on, qui serait publique, et qui marquerait l'intention qu'on a de bien établir ces sentiments, serait capable de produire de grands biens et d'attirer les jeunes gens. »

Cette courageuse résistance n'était encore rien. Deux ecclésiastiques, qui avaient bien mérité du roi dans l'assemblée, avaient été récompensés par l'épiscopat. Trouvant qu'ils manquaient d'une qualité essentielle, la courage sacerdotal, Innocent XI leur refusa les bulles d'institution. Pour répondre à ce refus, Louis XIV défendit aux autres évêques nommés de solliciter leurs bulles ; il en résulta que bientôt trente-cinq Églises cathédrales furent privées de leurs chefs. Ce démêlé vint se compliquer de l'affaire de la franchise, déjà résolue avec les autres puissances, dans laquelle Louis XIV seul ne consentit point à ce que le pape fût maître chez lui. La bulle, qui abolissait la franchise, amena l'envoi de Lavardin comme ambassadeur ; il entra dans Rome comme dans une ville conquise, et revint plus tard couvert de ridicule par ses rodomontades, et sans même avoir été reçu par le pape. Talon accusa le souverain Pontife de vouloir susciter un schisme ; la guerre fut déclarée et, en présence de Harlay de Champvallon et du père de La

Chaise, le roi donna ordre au procureur général d'interjeter appel au prochain concile général de toute la procédure de la cour romaine. On voulait demander aux évêques d'adhérer à l'appel, et au roi la convocation d'un concile national ; mais il s'arrêta devant un schisme, et fit même démentir officiellement le bruit d'une séparation avec Rome, accrédité en Angleterre par la publication de l'arrêt du Parlement sur l'appel au futur concile.

Ayant une partie de l'Europe sur les bras, Louis XIV ne voulut pas continuer plus longtemps cette lutte. Innocent XI venait de mourir : il saisit l'occasion de rentrer en bonne intelligence avec le Saint-Siège. Lavardin fut remplacé par le duc de Chaulnes, avec ordre de renoncer aux franchises. Alexandre VIII mit à la concession des bulles la condition de la révocation de l'édit de 1682. Il connaissait bien le clergé de France lorsqu'il disait au cardinal de Bouillon « qu'il compterait pour tout ce qui viendrait du roi, et pour fort peu de chose ce que feraient les évêques nommés, sachant bien que les évêques n'auraient d'autres sentiments et d'autre religion que celle du roi. » Par sa constitution *Inter Multiplices*, il annula les actes de l'assemblée, et de son lit de mort, il écrivit à Louis XIV la lettre la plus touchante. L'avènement de Innocent XII, favorisé par la France, donnait plus d'espoir. Il offrit les bulles aux évêques qui n'avaient pas été à l'assemblée, se réservant de prononcer sur l'affaire de la régale. Le roi, dans son bon sens, accepta cette proposition que ses conseillers voulaient éluder pour ne pas paraître faiblir. Quant aux autres évêques, il fut convenu qu'on ne leur refuserait plus leurs bulles, dès qu'ils auraient désavoué les actes auxquels ils avaient pris part, et que le roi aurait révoqué son édit. Après bien des hésitations, des menées, des tergiversations, le 4 septembre 1693, le pape reçut les désaveux qu'il demandait, et Louis XIV lui écrivit une lettre, qu'on a cachée tant qu'on a pu et dont on a cherché à dénaturer le sens, où il disait : « J'ai donné les ordres nécessaires pour que les choses contenues dans mon édit, touchant la déclaration faite par le clergé de France, ne soient pas observées. » Non-seulement il promit, mais il tint sa parole, comme le témoignent les lettres de Pontchartrain et du président de Harlay, que M. Gérin a eu la bonne fortune de découvrir.

Telle est dans ses parties saillantes l'histoire véridique de cette trop fameuse assemblée, viciée dans son origine et dans son principe, incompétente pour décider toutes les questions qui lui étaient soumises, dont les actes sont désavoués par ses membres et révoqués par le roi qui avait pu seul leur donner autorité.

C'est un sujet dont l'intérêt n'a pas besoin d'être démontré et qui est d'autant plus grand, qu'il est traité ici par un écrivain patient et consciencieux qui donne des preuves au lieu d'exposer des opinions. Il ne se décide point sur le jugement des autres, mais sur les faits qu'il est allé chercher aux bonnes sources ; c'est surtout dans les papiers de Colbert et de Harlay, qui ont réellement mené cette affaire et dans un récit contemporain inédit qui est à la bibliothèque de l'Arsenal. Tout le monde regrettera que l'auteur ait dû s'arrêter devant

les barrières infranchissables qui protègent, contre les regards indiscrets des mortels, les documents diplomatiques des archives du ministère des affaires étrangères. Quelques *immortels* ont eu pourtant accès dans ce dépôt privilégié. Le jour viendra tôt ou tard où ces barrières s'abaisseront, dans l'intérêt de la vérité : elles sont indignes de notre siècle de *progrès* et de *lumières*..

Le livre de M. Gérin, plein de révélations curieuses et de faits nouveaux, montre sous son vrai jour tout un côté peu connu du siècle de Louis XIV, et jette une vive lumière sur la question si importante des rapports de l'Église et de l'État.

RENÉ DE SAINT-MAURIS.

IX.

LA GUERRE DE SEPT ANS

RACONTÉE PAR UN HISTORIEN ALLEMAND¹

C'est de la guerre de Sept ans qu'est sortie la grandeur politique et la signification européenne de la monarchie prussienne. Avant la conclusion de la paix glorieuse qui mit fin à cette lutte terrible, l'État de Brandebourg n'était pas reconnu comme appartenant à la classe des grandes puissances, ayant droit à une voix dans tous leurs conseils. Pendant la guerre précédente, terminée par le traité d'Aix-La-Chapelle, en 1748, Frédéric II s'était montré grand capitaine et négociateur habile ; mais, si les résultats de ses premières campagnes avaient été considérables, on les regardait, en Allemagne et ailleurs, comme étant précaires, et enlevés par surprise

¹ *Geschichte des Siebenjährigen Krieges*, par Arnold SCHAEFER, t. I. *Bis zur Schlacht bei Leuthen*, in-8° de xx-667 p. Berlin, Wilhelem Herth, 1868.

au milieu d'une confusion universelle ; l'épreuve de la solidité et des ressources véritables de cette monarchie, composée de territoires épars, restait encore à faire. En outre, la Prusse cherchait dans l'obscurité quelles pouvaient être ses alliances ; celles que lui destinaient la nature des choses et l'enchaînement des événements ne se manifestèrent que tard : elles ne furent reconnues, l'une qu'en 1757, au plus fort de la guerre ; l'autre qu'en 1762, au moment où elle allait finir.

La guerre de Sept ans clôt, en Allemagne, la période de l'ascendant de la couronne impériale, fondé, quoique imparfaitement, par Maximilien I^{er} ¹, et soutenu, à travers les désastres de la guerre de Trente ans et de la guerre de la succession d'Autriche, jusqu'à l'issue de la ligue que Marie-Thérèse, cette fois mal inspirée, parvint, en 1756, à mettre en jeu contre son rival Frédéric. A partir des traités de Hubertsbourg et de Paris ², il y eut réellement, avec une différence nominale de titre, deux suzerains en Allemagne, état de choses qui subsista virtuellement jusqu'en 1806, pour disparaître en 1814, après la submersion passagère de l'indépendance allemande.

Jusqu'à l'année 1657, le chef de la maison de Brandebourg n'avait possédé aucun État en pleine souveraineté : il était vassal de la Pologne pour le duché de Prusse, et de l'Empire pour tout le reste de ses provinces. Néanmoins, le grand Electeur ³ était sorti de la guerre de Trente ans trop puissant en territoires et en soldats pour relever longtemps encore d'une monarchie qui se précipitait vers sa dissolution ; aussi s'affranchit-il, par le traité de Wehlau, de la suzeraineté polonaise. Vis-à-vis de l'empereur, il garda l'attitude d'un allié plus que d'un vassal ; il eut la sagesse et la vertu de ne jamais combattre et négocier que pour les intérêts généraux de l'Allemagne : ce fut ainsi qu'il apprit à la nation germanique à regarder le chef de la monarchie de Brandebourg comme le champion naturel de l'indépendance nationale.

Frédéric II parut, à son avènement ⁴, s'écarter de cette règle fondamentale, quand il fit alliance avec Louis XV pour enlever à Marie-Thérèse la succession des états de l'empereur Charles VI. Mais l'ambition de Frédéric tendait, en divisant les possessions gigantesques de la maison d'Autriche, à rétablir entre les princes allemands une sorte d'équilibre, en sorte que désormais le chef de la monarchie de Brandebourg n'eût que des égaux et des collègues, mais plus de supérieur. A cet effet, il souhaitait voir la couronne de Hongrie redevenir indépendante ; il abandonnait l'Italie autrichienne au sort que lui assignerait la guerre : il laissait à l'Angleterre et aux Provinces-Unies le souci de limiter, dans les Pays-Bas autrichiens, les progrès de la France ; mais il entendait que pas un

¹ 1493-1519.

² 15 février 1763.

³ Frédéric Guillaume, I, 1640-1688.

⁴ Mai 1740.

village ne fût, au profit d'un État étranger quelconque, démembré du territoire véritablement germanique.

Les événements trompèrent ses prévisions et lassèrent ses efforts. La France, en 1748, se retira de la lutte, sans avoir atteint aucun des objets de son ambition. La reine de Hongrie, devenue impératrice, et de l'avcu de Frédéric¹, conserva tout ce que lui avait laissé son père, à l'exception de la Silésie; ce ne fut même qu'avec un amer dépit qu'elle abandonna cette belle province à Frédéric, en se promettant bien de tout mettre en œuvre pour la lui reprendre, dès qu'une occasion avantageuse semblerait s'offrir.

Les dispositions des cours allemandes et étrangères servirent, au bout de huit années, Marie-Thérèse mieux qu'elle n'aurait pu raisonnablement l'espérer. Les électeurs de Saxe et de Bavière, qui s'étaient, en 1740, partagé les États germaniques de Charles VI, en se faisant couronner, l'un roi de Bohême, l'autre archiduc d'Autriche, s'offrirent, cette fois, à tourner leurs armes contre Frédéric. La France, croyant avoir trouvé le meilleur moyen pour reprendre l'exécution de ses projets séculaires sur les Pays-Bas autrichiens, se fit l'ardent auxiliaire de l'impératrice-reine dans une entreprise; dont le succès, très-vraisemblable, aurait peut-être ajouté à la puissance de la maison d'Autriche. La Russie, au lieu d'entrer dans les voies qui s'ouvraient devant elle depuis 1654, et dont elle ne s'est plus écartée depuis 1772, s'unit au roi de Pologne pour assaillir la Prusse. La Suède seule, en s'associant à cette coalition, agissait, sinon d'après les conseils de la prudence, du moins en conformité à ses intérêts matériels..

Accablé par une ligue si formidable, Frédéric, en regardant autour de lui, dans le champ de la politique générale², n'y trouva, d'abord, pas un allié. Les Turcs, maltraités dans leurs dernières guerres avec les Russes, laissaient la Pologne et la Hongrie en repos. La protection accordée par le Sultan aux *malcontents* de cette dernière couronne ne dépassait pas les bornes d'une hospitalité bienveillante : les Provinces-Unies, bien qu'évidemment menacées, si Marie-Thérèse cédait à la tentation de faire de ses provinces belges un objet d'échange et de rémunération pour des services rendus ailleurs, les Provinces-Unies, qui n'avaient plus d'hommes d'État ni de capitaines, s'enfermaient dans une timide neutralité. Le Danemark semblait se réjouir du prochain abaissement de la Prusse, dût la Suède en profiter directement. La Pologne, plongée dans l'anarchie, comptait pour si peu que, sans accomplir la formalité de lui demander le passage, les belligérants empruntaient, dans toutes les directions, les chemins polonais, vivant à discrétion sur les territoires qu'ils traversaient. L'Espagne obéissait aux im-

¹ Ce prince donna sa voix, comme électeur de Brandebourg, pour créer, après la mort de Charles VII, le grand-duc de Toscane, François-Étienne, empereur des Romains.

² Il n'était pas encore alors question de l'Amérique, comme puissance distincte des États européens.

pulsions du chef de la maison de France. Les États d'Italie en faisaient autant ou se réfugiaient dans une inaction timide. La monarchie de Savoie ne pouvait songer à lever la tête contre une ligue où la France figurait à côté de l'Autriche. Restait l'Angleterre, et cette alliée suffisait assurément pour soutenir l'espoir de Frédéric ; mais, bien qu'en guerre avec la France, bien qu'indirectement mise en cause en Allemagne, au sujet de l'Électorat de Hanovre, dont la France était décidée à se rendre maîtresse, l'Angleterre ne songeait, d'abord, nullement à faire cause commune avec Frédéric ; les hommes médiocres qui, de 1754 à 1757, conduisirent ses affaires, méconnaissaient l'unique alliance que les combinaisons de la politique continentale tinsent en réserve pour la Grande-Bretagne ; et, sur notre continent, l'unique capitaine qui pût aider efficacement à la défense de l'État qu'elle protégeait ne lui inspirait que de la défiance.

Et pourtant, dans cet isolement sinistre, calculant avec froideur ses moyens de résistance, et les comparant aux forces, prodigieusement disproportionnées, de ses ennemis, Frédéric ne sentit pas un instant chanceler son courage. Il annonça hautement la résolution de ne céder à personne la moindre parcelle des États dont les traités anciens et récents lui assuraient la possession. Amené jusqu'au bord du précipice, il persévéra dans cette résolution hautaine, et, par de véritables prodiges, il vint à bout de tout ce qu'il s'était promis.

Mais la lutte fut longue autant que terrible. La monarchie prussienne en sortit telle que l'Italie était sortie des campagnes d'Annibal : *Per damna, per cædes ab ipso duxit opes animumque ferro!* En remettant l'épée dans le fourreau, Frédéric, âgé de cinquante et un ans seulement, se considéra désormais comme un vieillard. Néanmoins, la paix d'Huberstbourg partage son règne en deux portions absolument égales¹. La seconde fut employée à l'extension, sans effusion de sang², et à la défense sans agression ni conquête³ de la monarchie, dont la solidité avait été démontrée et le rang fixé par la guerre de Sept ans.

Nous sommes désormais mieux que nos pères en mesure d'étudier sérieusement cette époque et de la connaître à fond. La publication des œuvres de Frédéric et d'une grande variété de correspondances des personnages les plus importants de son temps, la mise en lumière de nombreux mémoires originaux sur les négociations et les opérations militaires, les facilités données aux hommes studieux pour travailler sur les pièces authentiques dans les archives d'un certain nombre d'États, tout se réunit pour mettre à la disposition d'un esprit entreprenant et judicieux les moyens de former un tableau véridique du temps et des hommes. Reste à les juger sans préventions défavorables et sans engouement. Un autre

¹ 1740 et 1763, 1763 et 1786.

² Transactions de 1772 et 1773.

³ Campagne de 1777 et traité de Teschen, en 1778.

avantage que les écrivains de notre époque ont sur leurs devanciers, c'est la multitude et la durée des expériences politiques et militaires auxquelles l'œuvre du grand Electeur, celle de Frédéric le Grand (nous pouvons maintenant y ajouter celle du baron de Stein et de Schanhorst) ont été soumises, depuis la dernière campagne du vieux roi, en 1778, jusqu'à la transformation de l'Allemagne, en 1866. La vitalité et la puissance de régénération dont les institutions prussiennes ont fait preuve, à travers les plus grandes rigueurs et les plus éclatantes faveurs de la fortune, durant cette période de quatre-vingts ans, ont peu de précédents dans l'histoire.

M. Arnold Schæfer a composé, à Bonn, le solide et consciencieux travail dont le premier volume est sorti de la presse en 1868. Il énumère les sources auxquelles il a puisé : d'abord, l'histoire de la guerre de Sept ans, à laquelle Frédéric le Grand mit la main dès 1764, et qui vit le jour en 1788 ; ensuite, les nombreuses publications relatives aux sujets militaires et diplomatiques, lesquelles ont paru en Allemagne jusqu'à nos jours : enfin et surtout, les documents conservés aux archives d'État à Berlin ; les mémoires et les correspondances de l'époque, publiés successivement en Angleterre ; les papiers d'État gardés aux archives de Dresde ; les communications obtenues, avec beaucoup de difficultés et de réserves, aux grands dépôts de Vienne et de Paris ; quelques contributions analogues accordées à Saint-Petersbourg ; enfin, plusieurs volumes de la correspondance diplomatique de M. de Choiseul, lesquels existent à la bibliothèque impériale de Paris. Le rapprochement et la combinaison judicieuse de ces différents éléments d'information jette une clarté soutenue sur les négociations qui ont engagé la guerre et l'ont accompagnée pendant sa première phase. On connaît non-seulement les paroles publiques et les faits déclarés des acteurs de cette tragédie, mais aussi, en bonne partie, leurs communications secrètes : on pénètre dans l'intimité de leurs passions, de leur légèreté, de leurs illusions, des habitudes, les unes héroïques, les autres vicieuses, qui ont déterminé leurs résolutions, et décidé, pour un temps, du sort des nations dont la condition générale¹, sur le continent, était alors d'appartenir aux souverains et à leurs ministres, sans participer immédiatement à la conduite de leurs propres affaires. On sait quel thème avantageux les désastres de la guerre de Sept ans, causés avec une apparence d'évidence, par les ambitions des cours et les intrigues des favoris, fournirent à l'école philosophique pour lui faire demander la réforme radicale des institutions. Ce qu'il y avait dans ce jugement de trop absolu et de superficiel, M. Schæfer doit à ses études sur les sources originales, longtemps tenues secrètes, les moyens de le rectifier. En réalité, la coalition formée contre Frédéric était, d'après l'esprit du temps (qui confondait l'intérêt des nations avec l'agrandissement des mai-

¹ Il faudrait dire universelle, si l'on n'avait égard à la Suisse et à la Hollande. La Pologne n'avait alors aucun gouvernement, et l'absence de tout pouvoir régulier substituait à la liberté une licence pleine de violences.

sons souveraines), aussi bien justifiée qu'aucune des combinaisons effectuées dans le même siècle, et traitées avec plus d'indulgence par l'opinion. La France se flattait d'acquérir les Pays-Bas autrichiens, et, à ce prix, se souciait peu de voir la maison d'Autriche établir sa domination sans partage sur toute l'Allemagne. La France allait jusqu'à céder à l'Autriche l'État de Parme, dont il ne lui semblait pas que la maison de Bourbon pût tirer un parti sérieux. L'impératrice-reine voulait rentrer en possession de la Silésie, et ne croyait pas faire un mauvais échange entre cette province, si elle lui était rendue, avec l'addition de Parme, et la souveraineté des Pays-Bas, dont la nature précaire et les conditions limitées l'avaient dégoûté depuis longtemps. Pour l'empereur, il était évident que l'abaissement d'une puissance rivale qui lui disputait la suprématie dans le nord de l'Allemagne, et pourrait un jour ôter à sa maison la réalité du pouvoir impérial, devait paraître un intérêt du premier ordre. Celui que l'électeur de Saxe aurait trouvé dans le succès de l'entreprise commune était plus évident encore. On lui faisait espérer, dans les dépouilles de Frédéric (lequel serait réduit au seul margraviat de Brandebourg) un bon nombre de belles provinces contiguës à la Saxe : Magdebourg, Halberstadt, Halle, Cottbus, Crossen. (Cette dernière aurait donné à Auguste de Saxe une route pour communiquer de ses États héréditaires avec son royaume viager de Pologne). La Suède voulait, naturellement, ressaisir la Poméranie occidentale, qu'elle avait perdue dans le naufrage de Charles XII. Il est plus difficile de justifier, même devant l'esprit et suivant les pratiques de cette époque, la part très-active que la Russie prit à la ligue contre Frédéric ; on doit considérer toutefois qu'Élisabeth, sortie victorieuse d'une guerre avec les Turcs et les Suédois, pouvait convoiter l'acquisition de la Prusse orientale, dont la possession aurait affermi les Russes dans leur domination, de date alors toute récente, sur les provinces allemandes de la Baltique. D'ailleurs, cette conquête aurait rendu l'influence russe, en Pologne, plus forte encore et presque exclusive.

Par conséquent, on peut affirmer, et M Schæfer met ce fait en pleine lumière, qu'en dehors des haines personnelles des souverains, des intrigues égoïstes de leurs agents, et des caprices intéressés ou vaniteux de leurs favoris ou de leurs maîtresses, la coalition de 1756 trouvait dans la condition générale de l'Europe et la déplorable direction des esprits, quand il s'agissait d'intérêts politiques et de relations internationales, trouvait, disons-nous, une excuse plus que suffisante ; et, si elle avait réussi, nous ne doutons pas que la faveur populaire se fût attachée au nom de Choiseul, comme elle s'attache encore à celui de Mazarin. La différence entre les jugements portés sur ces deux ministres répond à celle qui existe entre les avantages gagnés au traité des Pyrénées, et les pertes subies par le traité de Paris ; mais, en 1756, les calculs des alliés paraissaient établis sur des bases solides. Ils étaient cependant mauvais : c'est qu'il aurait fallu compter davantage avec la grande âme et le génie militaire de Frédéric, avec le sens politique et la fierté

blessée de l'Angleterre, avec la santé ruinée d'Élisabeth, et les dispositions, dès lors plus que soupçonnées, de son héritier désigné. — D'ailleurs, rien ne manqua du côté des alliés : ni l'obstination dans leurs haines, ni les sacrifices énormes d'or et de sang, ni, quoi qu'on ait pu dire, la valeur des troupes et la moyenne de capacité chez leurs chefs, du moins en ce qui concerne les Français et les Impériaux. Le compte que M. Schæfer rend de leurs opérations fait voir que plusieurs d'entre eux étaient dignes de se mesurer avec le plus grand capitaine du siècle, et ne le cédaient à aucun de ses lieutenants. Il y eut, sans doute, des exceptions fâcheuses et même ridicules ; mais dans quelle période de guerre des choix de cette nature n'ont-ils pas été faits ?

M. Schæfer montre clairement que la paix d'Aix-La-Chapelle ¹ n'ayant donné de satisfaction véritable à aucune des parties belligérantes (sauf peut-être à Frédéric), on ne la regarda jamais que comme une trêve, à l'expiration de laquelle chacune reprit les armes avec une ardeur vindicative. Les antagonistes, que l'épuisement de leurs peuples, las de tant de sacrifices, avaient séparés, les uns en 1745, tous en 1748, revinrent à la charge, en Amérique en 1754, en Europe l'année 1756. Frédéric n'avait aucun plaisir à faire la guerre, quoiqu'il sût la conduire mieux qu'homme de son temps. Les circonstances la lui rendirent toujours excessivement périlleuse : avec des ressources matériellement inégales, il avait besoin de remporter des victoires continuelles, pour échapper à la destruction. Aussi, toute ouverture pour négocier, pourvu que ce fût avec honneur et sûreté, était saisie par lui avec empressement. Dans un règne de quarante-six années, il ne fit que quatorze campagnes effectives ², et l'on peut affirmer qu'il n'en fit qu'une seule de son plein gré. Au commencement de la guerre pour la succession d'Autriche, la nécessité de combattre, dans un camp ou dans l'autre, lui était imposée ; il serait entré volontiers dans celui de Marie-Thérèse, si cette princesse avait pu se résoudre à payer son concours par la moitié du gage qu'elle fut obligée de lui céder au terme de la lutte dont la Silésie devint l'objet. En 1756, Frédéric fut, il est vrai, le premier à tirer l'épée du fourreau. Mais les documents authentiques présentés par M. Schæfer établissent, avec la dernière évidence, les motifs de cette action. Ce fut seulement après avoir acquis la certitude que sa ruine était jurée, qu'il allait être enveloppé par ses ennemis, entre lesquels le partage de ses provinces était arrêté d'avance, que le roi, profitant du dernier instant où il avait les mains libres, prévint le plus rapproché d'entre ses adversaires, saisit son territoire, et incorpora ses troupes prisonnières dans les rangs de l'armée prussienne (mesure qui d'ailleurs, ne produisit que de mauvais effets, et que le successeur de Frédéric s'est gardé de renouveler, après la capitulation de Langensalza).

Les avantages militaires et politiques de cette vigoureuse initia-

¹ Celle de 1748.

² 1741-1745, 1756-1762, 1777 et 1778.

tive ne furent pas de longue durée, quoique l'un des antagonistes les plus obstinés de Frédéric, Auguste III de Saxe, fût resté du coup et pour sa vie, hors de combat. Mais en Bohême, en Silésie, en Lusace, l'énorme supériorité numérique des forces qui lui étaient opposées enferma Frédéric dans un cercle d'acier qui, se resserrant de jour en jour, semblait devoir l'étouffer, vers la fin de la seconde campagne. Quant à ses possessions éloignées du centre de la monarchie, le roi n'avait pu même entreprendre leur défense : avec un stoïcisme apparent qui cachait des angoisses cruelles, dont sa correspondance garde l'empreinte, il lui fallut les laisser en proie aux Français, aux Russes, aux Suédois. Mais, alors même qu'il semblait réduit à la dernière extrémité, il n'offrit jamais de céder aucune de ces provinces, où il ne conservait qu'un petit nombre de places de refuge avec quelques poignées d'hommes pour garnison. Dans l'automne de 1757, il ne restait, selon toute apparence, à Frédéric d'autre ressource que de « mourir comme il avait pensé et vécu, en Roi. » Il fut sauvé par la victoire qu'il gagna, le 5 novembre, en Thuringe, à Rossbach, sur les armées confédérées de la France et de l'Empire. Les conséquences de ce succès, tellement imprévu qu'il semblait prodigieux, ne furent pas reconnues immédiatement dans toute leur portée ; les fruits n'en furent réellement acquis qu'après la bataille de Leuthen. L'armée autrichienne éprouva, devant cette ville, en Silésie, le 5 décembre, le même sort que son alliée avait eu un mois auparavant à Rossbach. Reprenant alors l'offensive, les lieutenants de Frédéric dégagèrent la Poméranie et l'électorat de Hanovre. Si les belligérants eussent écouté la voix, je ne dis pas de l'humanité, mais de la prudence, la guerre devait finir avec cette campagne ; car le but en était positivement manqué. Mais les sophismes que l'orgueil blessé et la haine exaspérée savent mettre en œuvre pour soutenir une entreprise imprudente, ne firent pas défaut dans cette occasion, et, durant cinq années de plus, le sang devait couler par torrents, du Rhin au Niémen, pour aboutir à des arrangements que Frédéric aurait acceptés avec grande joie, le lendemain de Leuthen.

La modération avec laquelle le nouvel historien de la guerre de Sept ans qualifie les actions et les caractères que cette époque, si diversement, si passionnément jugée, fait passer sous les yeux, n'ôte rien à la clarté de ses perceptions, ni même à la profondeur des sentiments qui l'animent. Les intérêts permanents et suprêmes de l'humanité ne le trouvent jamais indécis ni tiède. Mais il ne faut pas oublier que, dans les actions de guerre et les transactions politiques, les notions d'honneur et de justice ont varié suivant les temps : par conséquent, les acteurs de ces grandes scènes peuvent réclamer le bénéfice que M. Schæfer accorde à tous, sans distinction : celui d'être jugés d'après les règles que le droit public, expliqué par les autorités compétentes, et les principes généraux de la religion, mettaient sous la sauvegarde de la conscience publique, à l'époque où ils ont vécu.

ADOLPHE DE CIR COURT.

X.

LES MANUSCRITS FRANÇAIS

DE LA BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE

APERÇU HISTORIQUE SUR LES CATALOGUES ET LA CLASSIFICATION DE CES MANUSCRITS

Deux publications vont se partager l'honneur d'attirer les études des savants et des hommes lettrés sur la magnifique collection qui forme le département des manuscrits de la Bibliothèque impériale ; ce sont le premier volume du catalogue imprimé des manuscrits français¹ qui était si impatiemment attendu, et le remarquable travail que M. Léopold Delisle, bibliothécaire au département des manuscrits, consacre, en ce moment, sous les auspices du préfet de la Seine et du conseil municipal, à l'histoire et à la description de ce même dépôt, ouvrage dont le premier volume vient de paraître². Nous ne croyons pas nous tromper en disant que ces deux ouvrages, de mérites divers cependant, feront époque dans l'histoire du cabinet des manuscrits, ce musée unique dans lequel tous les savants de l'Europe sont venus, et viennent encore chaque jour, puiser les éléments de leurs travaux.

Avant d'aborder l'étude du catalogue imprimé des manuscrits français, nous allons retracer rapidement l'histoire de la rédaction des divers catalogues qui se sont succédé jusqu'à nos jours. Nous

¹ *Bibliothèque impériale. — Département des manuscrits. Catalogue des manuscrits français.* Tome I^{er}. Ancien fonds. Publié par ordre de l'Empereur. Paris, Firmin Didot. 1868, in-4° de ix et 783 pages.

² *Le cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque impériale, étude sur la formation de ce dépôt, comprenant les éléments d'une histoire de la calligraphie, de la miniature, de la reliure et du commerce des livres à Paris avant l'invention de l'imprimerie*, par Léopold DELISLE, membre de l'Institut, bibliothécaire au département des manuscrits de la Bibl. imp. Tome I. Paris, Impr. imp., 1868, in-4° de xxiv-575 pages (*histoire générale de Paris*).

empruntons ces renseignements en grande partie au premier volume du nouvel ouvrage, si clair et si substantiel de M. L. Delisle, qui forme les annales les plus instructives et les plus intéressantes du département des manuscrits.

Le premier catalogue connu qui se soit appliqué à tous les manuscrits du cabinet, est celui que Nicolas Rigault, nommé garde de la bibliothèque du roi en 1615, acheva avec l'aide de Saumaise et de Hautin en 1622. Sur cette base, Pierre et Jacques Dupuy rédigèrent, en 1645, un nouveau catalogue des manuscrits du roi, comprenant deux séries, la première de 2334 numéros; la seconde de 1532 numéros. Ces catalogues étaient assez défectueux par le mélange des manuscrits de diverses langues dans des sections où ils n'auraient pas dû figurer si l'on s'en rapporte aux titres. C'est à Nicolas Clément, né à Toul, que revient l'honneur d'avoir réuni tous les volumes de chaque langue, de les avoir partagés par formats, et, d'avoir, autant que possible, suivi dans chaque format l'ordre des matières. Dans cet inventaire, qui date de l'année 1682, les manuscrits français, les seuls dont nous nous occupions en ce moment, mêlés aux manuscrits en langues modernes de l'Europe, reçurent alors les numéros 6701 à 10542. « Il est d'autant plus nécessaire, dit M. Léopold Delisle, de connaître l'économie de l'inventaire de 1682, que cet inventaire a été la base de presque tous les classements postérieurs. » En effet, soit l'exemplaire original de Clément, soit une copie faite, en 1730, servirent à insérer à leur ordre, au moyen de sous-chiffres et de sous-chiffres avec lettres, tous les manuscrits français et en langues étrangères qui vinrent s'ajouter successivement aux collections de la bibliothèque. Vers 1735, « on prit, dit encore M. Delisle, le parti d'abandonner des cotes dont la complication était une source continuelle d'erreurs, d'ouvrir autant de séries qu'il y avait de langues principales, et de ne plus intercaler dans les séries définitivement constituées les volumes, qui, à l'avenir, viendraient s'ajouter aux richesses de l'établissement, » C'est là l'origine des fonds orientaux, du fonds grec, du fonds latin; quant aux manuscrits français, le catalogue de 1682 fut encore une fois mis au net, en 1835 et 1836, par les soins de M. J. J. Champollion pour la partie qui les renfermait; et il forma alors, pour ainsi dire, une série isolée, qui ne reçut des numéros nouveaux de 1 à 6159 que vingt-cinq ans plus tard, environ, en 1860, sous la direction de M. N. de Wailly, en même temps que les manuscrits en langues étrangères modernes étaient retirés et que les fonds italien, espagnol, allemand, hollandais-flamand, portugais, celtique, anglais, scandinave étaient constitués par les soins de M. Michelant, bibliothécaire au département. Observons, toutefois, que l'on a laissé dans le fonds français les manuscrits en langue provençale, qui n'est, en effet, que l'ancienne langue française du midi, ou *langue d'oc*, par opposition à la langue du nord, ou *langue d'oïl*.

Il faut mentionner encore ici, pour embrasser l'ensemble des manuscrits français de la Bibliothèque, ce qu'on a appelé jusqu'à ces dernières années le *Supplément français*, établi vers 1820, par

Méon, employé au département, et comprenant tous les manuscrits français acquis depuis 1735 environ. La réforme opérée par M. de Wailly, en même temps qu'elle donnait de nouveaux numéros au fonds français, arrêta définitivement, d'une part, le supplément français, qui, aujourd'hui, fait suite à l'ancien fonds, sous une seule série de numéros, comme il est suivi lui-même des anciens fonds français de Saint-Germain-des-Prés, et des fonds divers au nombre de quarante-sept; et de l'autre, amenait la création d'une dernière série dite *Nouvelles acquisitions françaises*, destinée à recevoir, sous quatre formats (atlas, grand, moyen et petit format), les manuscrits français dont la Bibliothèque s'enrichit annuellement. Ce fonds comprend, à ce jour, environ 1571 numéros. Ainsi donc, le fonds français est composé comme il suit :

1^{re} partie. Ancien fonds français, numéros. 1 à 6170

2^e partie. Ancien supplément français, numéros 6171 à 15369

3^e partie. Anciens fonds de St-Germain, numéros 15370 à 20064

4^e partie. Fonds divers ¹, numéros. 20065 à 25696

Soit, en ajoutant les nouvelles acquisitions, un total de 27,267 manuscrits. Telle est la série qui, augmentée de certaines collections laissées en dehors de la numérotation générale, comme celle de Lorraine et le *Cabinet des Titres*, compose, suivant l'estimation de M. l'Administrateur général, un ensemble de 50,000 numéros.

L'ancien fonds, qui occupe la première partie du fonds français, était compris autrefois, comme on l'a vu ci-dessus, sous les numéros 6701 à 10557, soit 3857 articles; il y a aujourd'hui 6170 numéros ou volumes ².

Sous le rapport de la provenance des manuscrits, cet ancien fonds français se compose, outre le fonds du roi, résumé des bibliothèques royales formées avant le xvii^e siècle, de plus de vingt bibliothèques différentes, dont les principales sont celles de Mazarin, Colbert, Lancelot, Béthune, Baluze, de La Mare, Le Tellier-Louvois, etc., etc. C'est donc le catalogue des 3130 premiers manuscrits de cette collection que l'administration de la Bibliothèque

¹ Voici les noms de ces fonds divers, qui sont au nombre de quarante-sept :

Anisson-Duperron; Barnabites; Bignon; Blancs-Manteaux; Bouhier; Brottier; Capucins-Saint-Honoré; Carmes; Carmes de la place Maubert; Célestins; Champion de Cicé; Compiègne; Corbie; Cordeliers; Dangeau; Drouyn; Fanière; Fauvel; Feuillants; Fourier; Gaignières; Grands-Augustins; Jacobins-Saint-Honoré; Jacobins-Saint-Jacques; La Marre; La Vallière; Le Prince; Le Tellier; Librairie; Merci; Mezeray; Millin; Minimes; Missions étrangères; Mortemart; Navarre; Notre-Dame; Oratoire; Petits-Pères; Poirier (Dom); Récollets; Sainte-Chapelle; Saint-Magloire; Saint-Martin-des-Champs; Saint-Victor; Serilly; Sorbonne.

² Ces 3857 articles ne donnent pas le nombre exact des manuscrits de l'ancien fonds, puisqu'autrefois un même article comprenait plusieurs volumes à l'aide de sous-chiffres; aujourd'hui chaque volume a un numéro particulier. Nous rappellerons ici que l'ancien fonds a été diminué de tous les manuscrits en langues étrangères modernes, et des manuscrits latins qui s'y trouvaient et qui ont été réunis au fonds latin.

impériale vient d'offrir au public savant, après un travail qui n'a pas duré moins de quatre ou cinq années.

Ce n'est pas que cet ancien fonds n'ait déjà été exploré en tous sens par les chercheurs, grâce aux catalogues manuscrits qui sont, depuis longues années, à la disposition des travailleurs dans la salle de lecture du département; et qu'il n'ait même pu être étudié à fond, pour une bonne partie, les numéros 1 à 973 (anciens 6170 à 7310), grâce au travail développé et instructif, sinon toujours très-exact, de M. Paulin Paris, conservateur-adjoint au département des manuscrits. Mais ces anciens catalogues sont très-inexactes ou n'embrassent, comme on le voit, qu'une partie de l'ancien fonds.

Dès l'année 1819, l'administration de la Bibliothèque faisait entreprendre un catalogue nouveau et plus détaillé des manuscrits français. M. Hauréau, alors conservateur des manuscrits français et en langues modernes, qui s'occupait principalement de ce travail, se fit adjoindre M. Michelant.

Le catalogue qui fut le résultat du travail de ce dernier, aidé principalement par M. Sainte-Marie Mévil, archiviste-paléographe, s'applique uniquement à l'ancien fonds, et comprend quatorze volumes in-quarto. Lorsqu'on voulut l'imprimer, vers la fin de 1863, on refondit ce qui avait été fait et on adopta de nouvelles bases qui sont celles de la publication actuelle, à laquelle on a travaillé depuis lors sans interruption. Le nom de M. Michelant, aujourd'hui bibliothécaire au département des manuscrits, et chef du bureau du Catalogue de ce département, qui s'est acquis une réputation méritée par la publication, en partie faite de l'autre côté du Rhin, de plusieurs poèmes du moyen âge, et qui a été chargé de rédiger, en 1845 et 1846, les catalogues des bibliothèques publiques de Saint-Omer, Epinal, Saint-Mihiel et Schelestadt, et l'année dernière, enfin, de Boulogne-sur-Mer ¹, garantit suffisamment l'exécution savante et consciencieuse du long et pénible travail qu'il a entrepris sous les auspices du ministère et la direction supérieure de l'administration de la Bibliothèque impériale. Qu'il nous soit permis de mentionner ici les noms des modestes, mais utiles collaborateurs de M. Michelant. Ce sont, pour le premier volume et par ordre de temps, MM. Paul Meyer, pour les manuscrits en langue provençale principalement et pour les manuscrits des chansons de geste; Deprez, aujourd'hui employé au bureau du Catalogue; Marius Sepet, bien connu des lecteurs de cette *Revue*; et Jules Soury, tous archivistes-paléographes.

Ce catalogue, si nous ne nous trompons, dépassera de beaucoup en utilité les deux volumes du remarquable catalogue de 1739-44, consacrés aux manuscrits latins de l'ancien fonds de la Biblio-

¹ Les cinq premiers de ces catalogues n'ont vu le jour qu'en 1861 et remplissent en entier le tome III du catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques des départements, publié sous les auspices du Ministre de l'Instruction publique. Le dernier qui doit faire partie du tome IV de la même collection, va être mis prochainement sous presse.

thèque royale. Nous voudrions montrer dans quel esprit et avec quelle méthode le premier volume du Catalogue des manuscrits français a été rédigé. Ce sera, il nous semble, la meilleure manière de le faire connaître et de renseigner chacun sur la valeur et l'utilité de ce travail. Nous avons emprunté une partie des renseignements qui vont suivre au rapport à M. le Ministre de l'instruction publique, que M. l'Administrateur général a mis comme préface en tête du premier volume du Catalogue des manuscrits français.

De même que dans la numérotation un numéro est attribué à chaque manuscrit ; de même une mention détaillée est consacrée à chacun d'eux ; on a réuni, sous un seul alinéa, les volumes qui composent le même ouvrage ; on y indique la matière subjective du volume, vélin ou papier, les miniatures, les lettres ornées, quand il y en a ; la date par siècle tout au moins ; le numéro ancien de la Bibliothèque du roi avant le changement opéré en 1860, et quelquefois les numéros des anciennes bibliothèques de Colbert, de Baluze, etc., par lesquels ces manuscrits sont souvent désignés dans les ouvrages d'érudition. Il eût été peut-être à désirer, pour l'histoire de chaque manuscrit et afin que l'on pût constater son identité, que l'on eût toujours indiqué la provenance ; mais on comprend qu'il a fallu se borner aux mentions absolument nécessaires, en présence d'une masse aussi considérable de manuscrits à décrire. Cette lacune, quelle qu'elle soit, sera presque entièrement comblée dans le remarquable ouvrage cité ci-dessus de M. L. Delisle, qui donne, avec une exactitude et un soin parfaits, le relevé méthodique des manuscrits des principales bibliothèques dont le cabinet des manuscrits s'est successivement enrichi, en mentionnant les anciens numéros à côté des nouveaux.

Si le manuscrit est incomplet ou mutilé, on a eu soin de l'indiquer ; s'il s'agit d'une œuvre littéraire proprement dite, le catalogue en donne le titre exact et complet, avec l'*incipit* et l'*explicit*, ce qui permet de comparer ces manuscrits entre eux et avec ceux d'autres bibliothèques ; pour une chanson de geste, on a indiqué les diverses branches ; pour un recueil de prières ou de chansons, on les a toutes détaillées avec le nom de l'auteur précédant, en vedette, chacune d'elles ; s'il y a plusieurs traités dans le même volume, chacun d'eux a obtenu une mention séparée et détaillée, avec un numéro d'ordre. Quant aux recueils de lettres originales ou de copies de lettres, et aux recueils de pièces originales ou copiées, si nombreux dans l'ancienne collection de Béthune, aujourd'hui insérée dans le fonds français, on a détaillé chaque lettre ou pièce, en sorte qu'il n'est pas rare de trouver des numéros qui comprennent cent cinquante articles, et, dans la suite, il y en aura de plus considérables encore.

Le nom de celui qui l'a écrite ; de celui à qui elle était destinée ; le lieu, la date par jour, par mois et an ; l'indication de la langue, si c'est une langue étrangère ; le sujet, s'il s'agit de lettres patentes ; le folio du manuscrit : telles sont les mentions que l'on trouve pour chaque lettre ou pièce. On a eu soin d'indiquer encore si chaque recueil

renferme seulement des originaux, ou s'il y a aussi des copies, qui sont désignées ainsi à leur ordre numérique.

Toutes les mentions, quelles qu'elles soient, sont empruntées au texte même des manuscrits. On comprend que les auteurs ont tenu à respecter de la manière la plus scrupuleuse l'orthographe qui s'y trouve. Au premier abord, le lecteur peut être choqué de rencontrer certains mots qui lui paraissent des barbarismes ou des noms écorchés; il s'aperçoit bientôt que ces mots ont été transcrits de propos délibéré : ils sont, d'ailleurs, entre guillemets, et accompagnés, quand cela a paru nécessaire, d'une traduction. Les titres eux-mêmes des ouvrages et surtout des pièces ont été pris dans le texte; les mots seulement ont été arrangés dans le meilleur ordre pour former un sens, et les passages omis sont indiqués par trois points. Tout ce qu'on a ajouté, comme explication, se trouve entre crochets. Enfin, quant aux caractères typographiques employés pour les noms de personnes, et à quelques autres détails, le mieux nous paraît être de renvoyer le lecteur à l'introduction du tome premier du *Catalogue de l'Histoire de France*, publié en 1855, et exécuté dans le même esprit, où l'on trouvera toutes les explications qui peuvent compléter celles que nous avons réunies ici.

Mais, dira-t-on, comment se reconnaître au milieu de tous ces manuscrits qui semblent mis pêle-mêle les uns à la suite des autres? M. l'Administrateur, après avoir expliqué les raisons pour lesquelles il a laissé subsister le classement de l'ancien fonds, annonce que la suite sera « rangée méthodiquement par matières. » Mais quant à l'ancien fonds, dont le catalogue seul doit former trois volumes, M. Taschereau avertit que le tome III sera « complété par des tables de matières, de noms, de concordance des numéros anciens et nouveaux. » Mais, en attendant, on ne sera peut-être pas fâché d'avoir un fil conducteur, et nous donnons ici un essai de tableau du classement des manuscrits de l'ancien fonds, tel qu'il a été fait dès 1682, par Clément, en regrettant qu'il ne figure pas en tête du premier volume du catalogue imprimé, et en exprimant le désir qu'il soit amélioré et placé avec les tables dans le troisième volume annoncé.

Remarquons d'abord que ce classement de l'ancien fonds français, qui est loin d'être irréprochable, comprend deux grandes divisions.

La première, des numéros 1 à 2595 actuels, renferme des livres de toute nature, rangés à peu près dans l'ordre méthodique ou bibliographique; la seconde comprend les livres manuscrits de l'histoire de France et de l'histoire étrangère modernes et les catalogues de livres du numéro 2596 jusqu'au numéro 6159, auxquels on a ajouté, il y a quelques années, les numéros 6160 à 6170. Dans ces deux grandes divisions le classement a été fait *par formats*, et dans chaque format *par ordre de matières*. Il faut remarquer que dans chaque format les livres en langues étrangères modernes étaient placés à la suite des manuscrits français; ces volumes, comme on l'a dit ci-dessus, ayant été retirés du fonds français, il est devenu, en

certain cas, assez difficile de déterminer à quel numéro ancien commençait tel format, d'autant plus que les intercalations successives avaient déjà jeté de la confusion dans les séries ; ce n'est donc pas un cadre d'une exactitude rigoureuse, mais des indications aussi précises que possible que nous entendons donner.

On peut observer encore que la première division de l'ancien fonds comprend six formats, et que chaque série est terminée par des mélanges formés sans doute de manuscrits ajoutés après coup. La seconde division ne renferme que des manuscrits de quatre formats, et encore chaque subdivision du classement ne comprend pas tous les formats. Voici ce tableau tel que nous l'avons dressé d'après les catalogues pour tout l'ancien fonds ; il ne fera pas double emploi avec les tables annoncées, puisqu'il se borne à indiquer le premier numéro de chaque série de manuscrits, et ne doit servir qu'à faciliter les recherches, soit dans le volume imprimé, soit dans le catalogue encore manuscrit dont nous avons parlé ci-dessus.

CADRE DE CLASSEMENT DE L'ANCIEN FONDS FRANÇAIS.

PREMIÈRE DIVISION.

	In-fo maximo.	In-fo magno.	In-fo medioeri.	In-fo parvo.	In-4°.	In-8°.
Théologie.....	1	152	398	896	1753	2431
Jurisprudence.....	»	197	491	1063	1928	»
Sciences et Arts....	»	204	541	1081	1946	2471
Histoire.....	30	241	675	1368	2108	»
Belles-Lettres.....	91	331	747	1414	2136	2490
Mélanges.....	142	381	892	1731	2295	2508

DEUXIÈME DIVISION.

Histoire de France.	»	2596	2813	4930	5690	»
Histoire étrangère.	»	2794	5554	5586	6047	»
Catalogues.....	»	»	»	5660	6128	»
Mélanges.....	»	»	»	»	6133	»

Nous avons pensé que les personnes qui ont à faire des recherches au Cabinet des manuscrits seraient bien aises d'être renseignées sur le classement des manuscrits français et de l'ancien fonds en particulier. Nous voudrions avoir pu leur faire comprendre le plan du catalogue imprimé, et les avoir mises à même de s'en servir avec promptitude et d'en tirer tout le profit possible. Le système adopté pour le catalogue trouvera peut-être des adversaires ; on pourra critiquer telle ou telle partie du plan, trouver à redire à ce qui y est et à ce qui n'y est pas ; si nous avions à faire un catalogue, nous prendrions peut-être un autre système ; mais ceux qui ont travaillé à ce genre d'ouvrage savent combien il est difficile de contenter les désirs et les besoins de chaque homme d'étude. L'important est, ce nous semble, que les lecteurs en général soient satisfaits. Le seront-ils ? Nous l'ignorons ; mais nous sommes porté à le croire, quand nous considérons la quantité et l'abondance des renseignements

précis, et même nouveaux, que l'on trouvera, en lisant ce catalogue, non-seulement en France, mais à l'étranger. Que de détails les savants pourront apprendre sur les manuscrits français de la Bibliothèque impériale, sans quitter leur cabinet ! Que de Français et même d'étrangers vont accourir au département des manuscrits, pour demander communication de tel ouvrage, de telle lettre qui se dérobaient jusqu'ici à leurs recherches et que le catalogue leur aura révélés ! C'est une nouvelle vie plus large qui commence pour ces vénérables et précieux monuments d'un autre âge. Qu'on nous permette, au nom de l'érudition, un dernier souhait en terminant : puissent les savants qui les consultent et les consulteront, les traiter avec les égards qui leur sont dus, et se souvenir que leur destruction, hâtée par des communications de plus en plus fréquentes, serait à jamais irréparable !

ALEXANDRE BRUEL.

COURRIER- ITALIEN

La publication de documents inédits à l'occasion de *faustissime* ou *auspicalissime nozze*, faite en brochures tirées à un petit nombre d'exemplaires, est fréquente en Italie; ces plaquettes ont souvent plus de valeur scientifique que d'énormes ouvrages où l'on ne trouve que des redites. A Venise, où il se trouve en ce moment, l'auteur de ce *Courrier* a été assez heureux pour pouvoir réunir la plupart des brochures de ce genre publiées dans le courant de l'année.

Mais avant d'en parler, il faut dire quelques mots d'une importante publication de pièces et de document inédits, entreprise dernièrement par le savant conservateur du musée de la ville, dit *Museo Correr*, le chevalier Barozzi, et qui malheureusement va peut-être s'arrêter. Nous voulons parler de la *Raccolta veneta*, collection de documents des bibliothèques et des archives relatifs à l'histoire, à l'archéologie et à la numismatique, imprimée par le célèbre éditeur de Venise Antonelli.

La *Raccolta veneta*, réduite à un gros volume terminé au commencement de 1868, renferme entre autres articles remarquables, les Mémoires du doge Nicolo da Ponte, mort en 1585, à l'âge de 94 ans, sages réflexions sur les grands événements politiques qui se passèrent sous ses yeux et auxquels il prit part, pendant les 71 ans qu'il fut dans les fonctions publiques, soit comme ambassadeur, soit comme membre du Conseil des Dix, mémoires publiés par le chevalier Nicolò Barozzi. Après une étude (avec *fac-simile*) sur le sceau du doge Henri Dandolo, du *xiii^e* siècle, conservé dans le musée Correr, par M. Domenico Urbani, viennent plusieurs documents sur les relations de la république de Venise avec la Perse, recueillis et publiés par le chevalier Guillaume Berchet. La première pièce commence ainsi : « Il s'est présenté ce matin aux portes de l'excellentissime Collège, un homme de petite taille, à barbe noire et à teint olivâtre, vêtu de camelot noir, âgé de 40 ans environ, qui a déclaré qu'il était agent du roi de Perse, et qu'il désirait être introduit dans l'excellentissime Collège pour présenter quelques lettres à Sa Sérénité, » etc. Les actes de la chancellerie vénitienne n'ont pas, on le voit,

la lourdeur de style de la plupart des autres chancelleries. L'on trouve encore dans la *Raccolta veneta* l'acte de naissance du cardinal Mazarin, qui tranche d'une façon irréfragable une question souvent agitée par divers historiens : les uns le faisant naître à Palerme, d'autres en Calabre, d'autres enfin dans la ville où il est né réellement, c'est-à-dire à Pescina dans les Abruzzes. Voici un extrait de l'acte : *Die 14 julii 1602. Julius Raymundus, filius domini Petri Mazzarini Palermitani, et dominæ Hortensie ejus uxoris, baptizatus est a me domino Paschale Pippi, etc.*

On le voit, la *Raccolta veneta* offre un grand intérêt historique ; mais la partie artistique n'est point négligée par son habile directeur. Nous pouvons citer sous ce rapport : le testament de Palma le vieux, avec un inventaire des tableaux trouvés dans sa maison après sa mort ; les pièces sur la dispersion de la galerie de la maison de Gonzague, recueillies dans les archives de Mantoue par M. Armand Baschet ; une étude sur les *Vere*, margelles des puits de Venise, la plupart sculptées avec soin, et dont quelques-unes remontent à une époque très-ancienne ; une notice sur quelques peintures de Rosalba Carriera, conservées à Chioggia, sa patrie ; enfin, une étude très-remarquable sur plusieurs objets orientaux du musée Correr, par le célèbre savant Michele Amari, sénateur. Nous souhaitons, dans l'intérêt de la science, que cette belle collection vénitienne, si bien commencée, puisse se continuer et se compléter.

— Les études historiques sont loin d'être négligées à Venise, et l'on peut presque citer, sinon une légion, au moins une pléiade de savants esprits qui s'occupent avec ardeur des antiquités de leur belle patrie ; ce sont le chevalier Barozzi, le chevalier Berchet, l'abbé Valentinelli, M. Veludo, le chevalier Tipaldo, M. Tommaso Gar, M. Cecchetti, M. Urbani, le chevalier Stefani. Nous nous félicitons d'avoir à rendre compte de récentes publications de la plupart de ces savants. Parlons d'abord de la grande publication commencée par le savant bibliothécaire de Saint-Marc, le chevalier Valentinelli : le catalogue général des manuscrits de cette riche bibliothèque ; le premier volume seul a paru¹. Il contient une étude, élégamment écrite en latin, sur la formation de la bibliothèque de Saint-Marc et les nombreuses adjonctions qu'elle a reçues depuis la donation de Pétrarque en 1362. Dans cette étude, il est parlé des travaux faits sur les manuscrits de Saint-Marc par des savants français, notamment par MM. Guessard, de Mas-Latrie, Léon Gautier, etc. Espérons que le savant auteur pourra achever cet important ouvrage ; les seuls manuscrits latins doivent remplir, paraît-il, sept de ces gros volumes in-8°.

— Si le préfet de la Marciana écrit en latin, le sous-préfet, le chevalier Veludo, écrit en grec. Il vient de faire paraître un char-

¹ *Bibliothecæ manuscripta Sancti Marci Venetiarum*, digessit et commentarium addidit Joseph. VALENTINELLI, præfectus. *Codices latini*, tomus I. Venetiis, ex typographia commercii, 1868, in-8°.

mant petit volume¹, d'une quarantaine de pages, qui renferme la chronique manuscrite et inédite, jusqu'à ce jour, de Cythère (aujourd'hui Cerigo), avec d'intéressants commentaires historiques, écrits également en grec. Cette chronique n'a rien de profane, c'est l'histoire du monastère de Saint-Théodore, depuis la date de sa fondation (963 suivant les uns, 959 suivant les autres), jusqu'en 1457, époque à laquelle vivait l'auteur, dont M. Veludo nous donne le nom dans ses notes ; il s'appelait Χειλάν. — M. Veludo a publié également, avec le savant et regretté comte Revedin, un discours inédit, très-intéressant, sur la lagune de Venise², par Andrea Marini, écrivain distingué du xvi^e siècle, natif du Tyrol. Ce discours renferme une étude très-sérieuse de la situation de Venise, des dangers d'ensablement des lagunes et des remèdes à employer.

— Le frère du sous-bibliothécaire de la Marciana, M. Constantin Veludo vient de publier, ce mois-ci, une étude historique sur l'arsenal de Venise³. Il montre les sept agrandissements successifs faits à l'arsenal depuis sa fondation par le doge Ordelafo Faliero en 1104. Il fait l'exposé des différents modèles de constructions navales, et représente, par des planches jointes à l'ouvrage, le *Bucentaure*, un vaisseau vénitien de 1366, et la galère du célèbre doge Morosini, en 1688.

— Une autre publication récente a trait à l'arsenal de Venise ; c'est un document inédit, une relation d'un provvediteur⁴, le rapport fait par Jean-Baptiste Contarini, sur la construction de cent galères nouvelles qui lui avaient été commandées. Dans ce rapport, il rend compte de l'état de l'arsenal, et constate que, dans l'espace de huit mois seulement, il a fait préparer cent neuf galères complètement neuves. C'était au temps du doge Marin Guinani, lors de la lutte avec le pape Paul V. Venise était parvenue à l'apogée de sa puissance, mais elle sentait les efforts qu'elle avait à faire pour maintenir sa puissance sur mer.

— Il vient de paraître, à la date du 29 décembre 1868, une autre publication relative à la force militaire de Venise⁵, édition élégante faite à soixante-dix exemplaires seulement. C'est un document également inédit, publié par le chevalier Federico Stefani, un mémoire sur l'utilité de la grosse cavalerie, présenté au gouvernement

¹ Χρονικον περι του εν κυθηροις μοναστηριου του αγιου Θεοδωρου νυν πρωτον εξ ανεκδοτου χειρογραφου μετα σημειωσεων δημοσιευθεν υπο Ιωαννου του Βελουδου — ανετησιν εκ του ελλ. τυπογρ. του αγ. Γεωργιου. 1868.

² *Discorso di Andrea Marini sopra la laguna di Venezia*. Venezia, stabilimento Antonelli, 1868, in-8°.

³ *Cenni storici sull' arsenale di Venezia*, raccolti da Costantino VELUDO. Venezia, tip. Naratovich, 1869, in-8°.

⁴ *Relazione del provveditore sopra le cento Galee*. 23 marzo 1602. Venezia, tipografia del commercio, in-8°.

⁵ *Della necessità di conservare la cavalleria di grave armatura nello esercito Veneziano*. Ricordo di Scipio Costanzo alla signoria di Venezia, 1577. Venezia, tipografia Cecchini. Edizione di settanta esemplari.

vénitien par un des célèbres condottieri au service de la république, Scipio Costanzo, dit Spatinfaccia, d'une famille napolitaine déjà illustre dans les guerres de la maison d'Anjou et dans les guerres de la république. Scipio Costanzo soutient qu'il n'y a rien de plus nécessaire à une armée que les gens d'armes, la grosse cavalerie, et il l'établit *per ragione, per consuetudine, per esperienza*¹. Il prétend par exemple qu'à la journée de Marignan, c'est la grosse cavalerie qui donna la victoire, la *banda dei gentiluomini in arme bianche*; que Mgr de Lautrec, après avoir soumis les Pouilles, se présentant sous les murs de Naples, y fut battu par la grosse cavalerie des impériaux, et y perdit la vie, avec Orazio Baglioni, capitaine des bandes noires, et les deux providiteurs Alouise Pisani et Pietro da Pesaro. Il voudrait que ce corps des gens d'armes ne se composât que d'hommes nobles du pays². Cette question de la grosse cavalerie s'agite encore aujourd'hui, et le mémoire de Scipio Costanzo serait sinon utile, au moins curieux à consulter.

— Comme Costanzo, Taddeo della Volpe était un célèbre condottiere des armées vénitiennes; il vient d'être l'objet d'une étude historique intéressante, publiée à Bologne³. Suivant l'épithaphe de Taddeo, relevée par Cicogna, il mourut le 29 janvier 1533. *Thadæo Vulpio Imolensi equit. præf. fortissimi, etc. vixit ann. LX, obiit MDXXXIII januar. M. die XIX*. Cette publication renferme, entre autres documents inédits, des lettres de Taddeo della Volpe au duc de Ferrare, extraites des archives, et plusieurs citations de commentaires écrits sur sa vie par son propre frère, sous ce titre : *de gestis militaribus Taddei Vulpiensis*.

— En attendant que nous puissions rendre compte d'une relation vénitienne inédite, en ce moment sous presse, nous pouvons citer une autre publication intéressante du savant conservateur du musée Correr⁴ : la relation du voyage fait en 1591, par l'ambassadeur extraordinaire de la république, Leonardo Donato, se rendant de Venise à Rome auprès du pape Clément VIII. C'est une description succincte des petits événements du voyage, qui commence ainsi : « Au onzième jour de juin, jeudi, pour satisfaire à la volonté du Sénat, quoique le temps fût mauvais, je m'embarquai sur la galère du sieur Hieronimo Contarini, capitaine de la garde de Candie, à quinze heures. » Il quitte la mer à Fano; là, il fait venir des mules de Pesaro, et continue son chemin jusqu'à Foligno, d'où une excellente route le mène à Spoleti; à Castelnovo, il s'arrête à l'*Osteria*, dont il trouve les prix un peu élevés, car on lui fait payer pour les

¹ « Con esercito campale chi è più grosso di cavalleria è vincitor della guerra. »

² « Si devono introdurre nella gente d'arme solamente uomini nobili sudditi propici. »

³ *Di Taddeo della Volpe, celebre condottiere delle venete armi*. Bologna, Fava e Garagnani, 1868, in-8°.

⁴ *Viaggio da Venezia a Roma di Leonardo Donato*, publ. dal cav. Nicolò Barozzi. Venezia, Antonelli, in-8°.

hommes seulement, sans compter les dépenses des chevaux, quatre paoli par tête, ce qui fait cinquante marchetti de Venise. Enfin le 20 juin, à 22 heures, l'ambassadeur arrivait à Rome.

— Tout le monde connaît ou devrait connaître une grande publication historique, scientifique et descriptive sur Venise, intitulée *Venezia e la sua laguna*, composée par la plupart des savants distingués de Venise. MM. Zanetti et Salvadori viennent d'essayer d'en faire autant pour cette charmante petite île de Murano dont les verreries sont célèbres dans le monde entier¹. Ce petit ouvrage renferme une étude sur les monuments de Murano, sur ses institutions et son industrie. L'industrie du verre, à Murano, remonte plus haut que le XIII^e siècle ; à cette époque, en 1291 et 1295, les lois du *Maggior consiglio* éloignaient de la cité monumentale des doges, toutes les verreries, pour les concentrer à Murano, où il en existait déjà plusieurs.

— Une autre petite île de la lagune, Sant'Andrea, vient d'être l'objet, de la part du savant chevalier Tipaldo, l'auteur de la biographie des italiens illustres, d'une courte mais intéressante étude². Cette petite île renferme le château-fort, dit château neuf, par opposition au château plus ancien de l'île de San Nicolò. C'est entre ces deux forteresses que le doge Andrea Dandolo fit jeter, en 1353, une énorme chaîne de fer pour fermer l'entrée du port aux Génois, qui voulaient la forcer. Plus tard, pour résister aux attaques des Turcs, l'on chargea Michele Sammicheli d'élever, dans cette même île, une forteresse également remarquable pour sa *solidità, convenienza e bellezza*.

— Le chevalier de Tipaldo a publié également cette année, à l'occasion du mariage de la jeune comtesse Teresa Persico avec le chevalier Mannati, une étude littéraire et historique sur Ugo Foscolo³, cet esprit orageux, héroïque dans ses actes et dans ses écrits, mais d'un héroïsme quelquefois extravagant. — Quelque temps auparavant, le même auteur avait déjà fait paraître des considérations sur l'influence exercée par le génie grec sur les lettres et sur les arts⁴, où l'on reconnaît en même temps un helléniste distingué et un intelligent maître ès arts et belles-lettres.

— Un des travaux d'art les plus importants qui viennent de s'accomplir à Venise, c'est la restauration de la crypte de Saint-Marc, et nous pouvons offrir aux lecteurs de la *Revue* la primeur d'une belle publication que vient de faire sur ces travaux de restauration, le chevalier Guillaume Berchet⁵. Depuis 288 ans,

¹ *Murano, memorie storiche*, per cav. ZANETTI e dott. SALVADORI. Venezia, Naratovich, 1868.

² *Castello Sant'Andrea*, pel cav. TIPALDO. Venezia, Antonelli, 1869, in-8°.

³ *Delle poesie liriche, dei frammenti di sermoni e di satire di Ugo Foscolo*. — Venezia, Antonelli, 1868, in-8°.

⁴ *Discorso intorno ai benefizii recati dall'ingegno Greco alle lettere ed alle arti*. Del cav. de TIPALDO. Venezia, Antonelli, 1867.

⁵ *La cripta di San Marco in Venezia*, pel cav. GUG. BERCHE. Venezia, tip. Visentini, in-P.

la crypte de Saint-Marc était envahie par les eaux; on l'avait abandonnée et murée, et on avait presque oublié qu'elle existât. Quelques anciennes gravures en rappelèrent le souvenir au commencement de ce siècle; mais c'est l'année dernière seulement que le gouvernement italien, sous l'inspiration du préfet, le commandeur Torelli, en fit entreprendre la restauration, aujourd'hui accomplie. La publication du chevalier Berchet est accompagnée de planches et de vues photographiques, qui représentent très-exactement la crypte, dans son ensemble et dans ses détails. Elle est assez étendue: sa longueur est de 23 mètres, sa largeur de 28, sa hauteur de 2 m. 56, et tout fait présumer que sa construction est postérieure à celle de la basilique primitive (elle est placée sous le presbytère), et ne remonte qu'à 1094, alors que le doge Vitale Faliero ayant retrouvé le corps de saint Marc, que l'on croyait perdu dans l'incendie de 976, voulut le placer dans une crypte, suivant la règle liturgique; cependant certaines murailles, particulièrement de l'abside, d'une épaisseur de trois mètres, paraissent appartenir à la première basilique élevée en 829 par le doge Giustiniano Partecipazio. La date de la construction de la crypte est déterminée exactement par une inscription sur lame de plomb, trouvée dans le tombeau de saint Marc; en voici les termes: « ANNO INCARNACIONE IHESU XPI MILLESIMO NONAGESIMO QUARTO DIE OCTAVO INCHOANTE MENSE OCTUBRIO TEMPORE VITALIS FALETRI DUCIS. »

Les voûtes de la crypte reposent sur des pilastres et sur cinquante-six colonnes de marbre grec à chapiteaux sculptés; ces voûtes devaient être peintes à fresque, car on trouve encore les traces de quatre figures de saints, qui paraissent remonter au commencement du xvi^e siècle. Pour préserver la crypte contre l'invasion des eaux, on s'est servi avec succès du ciment de Bergame, employé par l'ingénieur Milesi.

La notice du chevalier Berchet est faite avec les mêmes qualités de style et de saine critique historique que les nombreuses études dont il est l'auteur, et parmi lesquelles nous devons signaler un volume sur les *Relations des consuls vénitiens en Syrie*¹. On sait combien étaient fréquentes les expéditions vénitiennes en Orient, soit commerciales, soit militaires, et l'on peut comprendre l'intérêt de ces rapports consulaires pour l'histoire de l'Orient. Les relations inédites, publiées par M. Berchet, commencent au consul Andrea Novagero en 1574, et se terminent en 1628 au consul Alvise Pesaro; elles sont précédées d'une introduction historique très-intéressante et d'un extrait du droit consulaire à cette époque, extrait tiré de ces commissions sur parchemin que le Sénat vénitien donnait aux différents fonctionnaires de la république, et qui formaient un code complet à leur usage. Ce livre de M. Berchet est dédié au savant commandeur Negri, auteur lui-même de plusieurs ouvrages histori-

¹ *Relazioni dei consoli Veneti nella Siria*. Per Guglielmo BERCHET. Torino, tip. Paravia e c^o, 1866.

ques, et notamment d'une grande *Histoire politique de l'antiquité comparée aux temps modernes*¹, publiée l'année dernière à Venise.

— On a souvent entendu répéter que les gondoliers de Venise chantaient des versets du Tasse. Voici la preuve qu'ils connaissent non-seulement le Tasse, mais aussi Dante, et savent interpréter jusqu'à ses passages les plus difficiles. Antonio Marchio, gondolier conduisant sa gondole, et non pas gondolier *en chambre*, comme on pourrait le supposer, vient de publier chez Naratovich, des études sur l'enfer du Dante², qui font preuve d'une sérieuse et profonde connaissance de la *Divine comédie*. Dans sa préface, il s'excuse auprès du lecteur des fautes grammaticales qu'il peut avoir commises, disant qu'il n'a cherché autre chose que bien se faire comprendre³, et il termine en déclarant qu'il s'est borné à apporter son tribut d'admiration au maître, obéissant à cette devise :

Onorate l'altissimo poeta.

— La généalogie de l'illustre famille Mocenigo⁴ est l'objet de la dernière livraison des *Familles célèbres d'Italie*, dans l'ouvrage de Litta. Ce travail, qui vient de paraître, avec plusieurs planches représentant les diverses monnaies frappées au nom de Mocenigo et deux portraits d'anciens doges d'après les originaux du palais ducal, s'arrête au xvi^e siècle, et doit se continuer dans une ou deux autres livraisons. L'histoire de la famille Mocenigo est presque celle de Venise; elle compte sept doges, et s'est trouvée mêlée à tous les grands événements politiques de la république. L'auteur de ce travail est le chevalier Federico Stefani, déjà connu par d'autres publications historiques remarquables.

— Mentionnons en passant un livre de poésies vénitiennes qui présente, sous une forme séduisante, certains sujets historiques⁵ (telle est la peinture des anciennes noces vénitiennes), qui est dû à la comtesse douairière Mocenigo, morte il y a environ un an, et a été publié par les soins de ses enfants. Ce livre renferme, avec des poésies, expression d'un esprit élevé et d'un cœur affectueux, des traductions de plusieurs auteurs anciens, d'Homère, de Virgile, d'Horace, d'Ovide; la comtesse Mocenigo s'était déjà fait connaître dans le monde des lettres par une traduction en prose de l'*Odyssée*. Son fils, le comte Aloise Mocenigo, se plait à former dans son palais de San Stae une collection de toutes les pièces manuscrites qui concernent sa famille.

¹ *La storia politica dell' antichità paragonata alla moderna*, di NEGRI Cristoforo. Venezia, stabilimento tipografico Antonelli, 1867, 3 vol. in-8°.

² *Nuovi pensieri sull' inferno di Dante*, del gondoliere Antonio MASCHIO. Venezia tipografia di Naratovich, 1868, in-8°, 56 pages.

³ « Perchè quando uno si esprime in modo di farsi intendere, crede di parlare sempre bene. »

⁴ *Versi di Cornelia vale vedoma Mocenigo, codeino*. Venezia, tip. Cecchini 1868, 1 vol. in-8°, 416 pages.

⁵ *Famiglie celebri italiane*. Milano, 1869, in-f°, basadona.

— On sait qu'elle importance nous attribuons à la publication de documents historiques inédits, parce que le moindre document nouveau fait faire un pas de plus à la science. Aussi ne devons-nous point passer sous silence un mémoire du célèbre cardinal Alberoni, publié par M. Tipaldo, grâce à la communication bienveillante du chevalier Barozzi¹. Ce mémoire, qui a pour but de combattre la puissance ottomane, très-redoutable encore à cette époque, emprunte un intérêt nouveau aux récentes circonstances politiques. Alberoni, dans son projet, n'use pas de ménagements à l'égard de la Turquie; il ne parle de rien moins que de faire disparaître les Turcs et l'Islamisme, pour répandre dans tout l'Orient la religion chrétienne. Il voulait arriver à ce but en formant une ligue armée de toutes les puissances, et il fixait lui-même le chiffre du contingent qu'elles devaient fournir en hommes et en vaisseaux, en faisant d'avance le plan de la campagne. Les considérations que présente Alberoni sont souvent saisissantes; mais une partie de son mémoire, à notre avis la plus intéressante, n'a pas été publiée par M. Tipaldo : c'est un projet de paix perpétuelle, bien antérieur, on le voit, à la ligue de la paix formée à Paris l'année dernière. Nous avons pris copie de ce projet sur le manuscrit du musée Correr², et comme il est très-court, nous en donnons ici la traduction :

IV.

PROJET D'UNE DIÈTE EUROPÉENNE.

I. Il y aura à l'avenir une diète perpétuelle, composée des ministres ou députés de toutes les puissances chrétiennes; elle se réunira à Ratisbonne sous les mêmes règles et formes de procédure en usage maintenant pour la diète germanique.

II. Toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre les princes ou états chrétiens, pour un motif de religion, de succession, mariage ou pour tout autre cause ou prétexte, seront tranchées par le nombre de voix exigées pour les constitutions de l'Empire. Ces décisions devront être rendues dans le terme d'une année à partir du jour où l'affaire sera soumise à la diète.

III. Dans le cas où l'une des puissances en litige refuserait de se soumettre aux décisions de la diète, qui devaient être notifiées en forme authentique dans un délai de six mois, alors cette puissance sera considérée comme perturbatrice de la tranquillité publique, et la diète procédera contre elle, par l'exécution militaire, jusqu'à ce qu'elle se soumette à ses décisions et répare tous les dommages et les dépenses de la guerre faite à cette occasion. Le contingent à fournir par chaque prince ou État serait réglé sur la base établie pour l'Empire.

Voilà à quoi se bornait ce projet de diète perpétuelle, qui force à reconnaître dans Alberoni un esprit capable de s'élever aux plus

¹ *Progetto del cardinale Alberoni per ridurre l'impero Turchesco alla obbedienza dei principi cristiani e per dividere tra di essi la conquista del medesimo.* Venezia, tip. Naratovich, in-8°, 32 p.

² Museo Correr, *Miscell.*, tome LXXVII, 2637-2646.

hautes considérations d'intérêt social, tandis que souvent on l'a représenté comme apte seulement à nouer de misérables intrigues. Il termine en déclarant qu'il s'est borné à faire l'esquisse de trois immenses projets, mais que l'avenir seul peut montrer s'ils sont exécutables; il compte sur le jugement des hommes sages pour apprécier quelles difficultés il a dû vaincre, avant de donner à ces projets une forme précise et une vraie consistance ¹.

— Un autre document inédit récemment publié, relatif aussi à la guerre contre les Turcs, mais animé d'un tout autre esprit, c'est le discours prononcé par Girolamo Priuli dans le Sénat, en 1605². La question était de savoir si Venise devait venir au secours des impériaux en Hongrie contre les Turcs alors triomphants, et Girolamo Priuli, était d'avis que Venise, menacée elle-même par l'Espagne ou par le pape, ne pouvait pas porter ses armes en Hongrie. Cette harangue, tirée des archives du comte Donà dalle Rose, est écrite dans cette gracieuse langue vulgaire vénitienne employée au Sénat à cette époque. Le style en est fleuri : « Le Turc, y lit-on, est comme un écueil au milieu de la mer qui, méprisant les offenses, brise les vagues sans en recevoir aucune fâcheuse atteinte ³. »

Il y a dans cette harangue une peinture très-vive de l'état de l'Italie, que Priuli représente comme placée sous la dépendance de l'Espagne. « Pour arriver à dominer l'Italie, il n'est pas de parti que le roi d'Espagne n'embrasse, pas de pensée qu'il ne mette à exécution. Si l'on regarde le duc de Mantoue, il est lié par mille faveurs, circonvenu par des promesses infinies. Quant au duc de Parme, il estime plus la protection de l'Espagne que son propre duché, outre qu'il portelui-même le signe de la servitude en recevant une pension. Le duc d'Urbin se trouve dans le même état, celui de Modène aussi. La république de Gènes dort sous sa tutelle. Celle de Lucques respire à peine sous son patronage. Le pape incline tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, suivant sa naissance ou sa fantaisie. Les cardinaux s'enrichissent plus par les pensions de l'Espagne que par les bénéfices romains. Le grand-duc de Toscane, en gardien zélé de ses États, se montrera toujours serviteur empressé de la cour d'Espagne, forcé qu'il y est par ses intérêts. Reste cette sérénissime république, abandonnée à elle seule (si toutefois on peut la dire abandonnée, alors qu'elle est protégée par une si grande prudence). »

— En parlant d'un écrit de l'abbé Balan, intitulé *Romani e Longobardi*, nous avons promis de revenir sur une grande publication

¹ Voici le 1^{er} article de ce projet dans le texte PROGETTO DI DIETA EUROPEA. Vi sarà in avvenire una dieta perpetua composta di ministri e deputati di tutti li principi e stati sovrani del cristianesimo, stabilita in Ratisbonna, » etc. (Civico Museo Correr.)

² *Aringa di Girolamo Priuli tenuta in senato nel 1605. Venezia, Antonelli, in-8°.*

³ « El sia come uno scoglio in mezzo al mar, che sprezzando le offese spezza le onde senza restar in alcuna parte offeso. »

historique qu'il a faite sur *saint Thomas de Cantorbéry*¹. C'est la première histoire de saint Thomas qui ait paru en Italie. L'abbé Balan, se réjouit, dès les premières pages, d'avoir à raconter ce bel exemple de dévouement à une sainte cause ; mais si Thomas Becket l'amène à des considérations sur la situation présente, l'auteur n'oublie pas cependant que l'histoire ne s'écrit pas avec des déclamations, et il va puiser les éléments de cette biographie aux sources mêmes et dans les documents authentiques. « Pour cela, dit-il, il n'a épargné ni étude ni fatigue ; il ne se contente même pas de suivre le récit des historiens du temps. Souvent il reproduit leurs expressions, et son style leur emprunte un certain parfum d'antiquité. Il a placé à la fin de chaque volume un choix de documents, parmi lesquels nous citerons les lettres de saint Thomas lui-même, qu'il intitule : *Cantuariensis ecclesiæ minister humilis, miser ac miserabilis exsul* ; les lettres du pape, et les célèbres constitutions de Clarendon, rendues par ordre d'Henri II en 1169 contre le pape et contre l'archevêque de Cantorbéry, et révoquées plus tard par le roi lui-même, après que ses sicaires eurent massacré Thomas Becket, pour se disculper publiquement de cet assassinat et faire pénitence de ses péchés : *in remissionem peccatorum nostrorum concedimus, pro nobis et hæredibus nostris, quod ecclesia Cantuariensis ac omnes aliæ ecclesiæ Anglicanæ sint liberæ*. La série des documents est fermée par la bulle du pape Alexandre III qui inscrit Thomas Becket au nombre des saints, et par l'hymne *Cleri gemma clare Thoma*, qu'une ancienne tradition littéraire attribue à saint Thomas d'Aquin, et que l'on chantait autrefois dans l'Eglise anglaise en l'honneur de saint Thomas Becket.

— M. Nicomède Bianchi, déjà connu par de nombreuses publications historiques et politiques, et dont la plume, dit-on, sert quelquefois à de très-hauts personnages, continue son histoire documentée de la diplomatie européenne en Italie². Le 5^e volume vient de paraître, et il renferme de nombreuses dépêches relatives aux affaires de Toscane et de Naples, émanant du prince de Metternich, de M. Guizot, du comte de Saint-Marsan et du général Colli (ces deux derniers successivement ministres des Affaires étrangères à Turin), du comte Serristori et du chevalier Giorgini à Florence, du comte Mamiani à Rome, du marquis Dragonetti, ministre des Affaires étrangères à Naples.

— La librairie de la dame Amalia Bettoni, à Milan, publie une *Histoire des papes*, par M. Bianchi Giovini, ancien rédacteur d'un journal de Turin, qui va jusqu'au temps actuel et au pontificat de Pie IX. Cette histoire, destinée à flatter les passions populaires, présente un certain intérêt dans le récit, mais aucune critique dans

¹ *Storia di san Tommaso di Cantorbery e dei suoi tempi* del prof. abate Pietro BALAN. Modena, 1867, 2 vol. in-8° de 404 et 450 p.

² *Storia documentata della diplomazia europea in Italia, dall'anno 1814 all'1861*, per Nicomede BIANCHI. Vol. V. Torino, Società tip. ed., 1869, in-8° de 541 pages.

la composition ; elle serait à sa place dans le feuilleton d'une gazette ¹. On peut donner comme pendant à cette histoire, et comme correctif dans une certaine mesure, l'ouvrage de Mgr Audisio, publié à Rome de 1865 à 1868, sous ce titre : *Histoire religieuse et civile des papes* ². L'auteur, ancien professeur à l'Académie de Superga, devenu ensuite professeur de droit des gens rationnel à l'Université romaine en 1858, commença cette publication avec le concours de l'abbé Passaglia, qui y joignit de savants commentaires. C'est une histoire mêlée de considérations philosophiques : l'auteur est de l'école de Bossuet ; il voit, dans tous les événements qui se succèdent, la main de la Providence ³. Il s'attache à faire ressortir particulièrement l'influence civilisatrice exercée à diverses époques par les souverains pontifes. L'auteur fait preuve d'une grande connaissance de l'histoire du droit canonique ; seulement il oublie trop souvent de raconter, pour se laisser aller à des considérations toujours morales, mais qui l'entraînent trop loin.

— Le comte Luigi Cibrario, célèbre par ses belles études historiques, vient de publier une seconde édition de son *Histoire de la monarchie de Savoie jusqu'à la constitution du royaume d'Italie*. Ce grand ouvrage expose clairement et savamment le développement des institutions du royaume en les prenant à leur origine. L'édition est très-belle, et fait honneur à l'imprimerie Cellini de Florence ⁴.

— Voici deux publications d'histoire locale qui offrent un certain intérêt ; l'une, plus particulièrement consacrée à la statistique et à l'économie politique, ne s'occupe d'histoire qu'accessoirement, pour exposer les transformations subies peu à peu dans les états vénitiens par l'industrie, le commerce et l'agriculture, c'est l'œuvre du député Emilio Morpurgo ⁵ ; l'autre est une espèce d'encyclopédie historique sur la ville de Ferrare, écrite par M. Citadella, bibliothécaire, auteur déjà de plusieurs études historiques intéressantes. L'histoire, les beaux-arts, l'administration forment l'objet de cet ouvrage, où l'on peut trouver des notices sur tout ce qui touche à Ferrare, à son histoire et à ses monuments. Les documents, assez nombreux, sont quelquefois présentés avec un peu de désordre. Le livre manque de méthode, mais il renferme bien des renseignements précieux ⁶.

¹ *Storia dei Papi da san Pietro a Pio IX*, di Aurelio BIANCHI GIOVINI. — Milano, Amalia Bettoni, 1869. 4 vol. parus.

² *Storia religiosa e civile dei Papi*, per Guglielmo AUDISIO. 5 vol. Roma, 1865-1868.

³ Quella legge di provvidenza universale che dirige l'umanità decaduta e redenta. »

⁴ *Origine e progressi delle istituzioni della monarchia di Savoia, sino alla costituzione del regno d'Italia*, pel conte Luigi CIBRARIO. 2^a edizione. Firenze, 1869, in-8° de 900 pages.

⁵ *Saggi statistici ed economici sul Veneto*, di Emilio MORPURGO, deputato. Padova, Prosperiini, 1868, in-8° de 535 pages.

⁶ *Notizie amministrative, storiche, artistiche, relative à Ferrara*, ricavate da documenti ed illustrate da Luigi Napoleone CITADELLA, bibliothecario. 2 gros vol. in-8°, 1868.

— Silius Italicus et son poème ont fourni à M. Onorato Occioni, de Padoue, l'occasion d'une étude historique sur le poète et son époque, sur la carrière politique et administrative de Silius Italicus, et aussi sur la littérature et les beaux-arts aux temps d'Auguste et de Domitien ¹.

— Plaute et son nom, tel est l'objet le plus piquant d'un livre publié à Turin en langue latine par le professeur Thomas Vallaury. Ce livre, écrit avec élégance, traite *ex professo* d'une anthologie historique, de l'instruction encyclopédique et des programmes didactiques, dans trois discours assez peu récréatifs. Mais il offre surtout de l'intérêt à ceux qui tiennent à savoir si Plaute s'appelait *Marcus Accius Plautus*, comme le soutient M. Thomas Vallaury, ou bien *Titus Maccius Plautus*, comme le soutient avec une ardeur et une ténacité remarquables M. F. Ritschl, professeur à Bonn. La polémique, commencée en termes bénins et sous une forme scientifique, s'est peu à peu animée, et s'est transformée en une vive querelle, où l'on se jette les plus grosses injures dans la latinité la plus pure qu'il soit possible de trouver en notre siècle. Reconnaissons en faveur de M. Vallaury qu'il met plus de modération dans son langage que le fougueux professeur de Bonn ².

— M. Capelli vient de publier à Bologne un livre qui offre de l'intérêt à la fois pour les archéologues, les poètes et les musiciens ; c'est un choix de poésies musicales ou de chansons des ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles ³ dont plusieurs ont le mérite de l'inédit et respirent un vrai sentiment poétique. Citons entre autres (p. 31), le madrigal qui commence ainsi :

Togliendo l'una all'altra foglie e fiori.

et cet autre (p. 32) :

Cogliendo per un prato ogni fior bianco.

et la ballade (p. 44) :

Piaceste a Dio ch'io non fossi mai nata.

L'auteur a joint la musique aux paroles pour cinq ou six des pièces qu'il publie, et l'on peut y voir un échantillon de la musique populaire à cette époque. Quelques-unes de ces pièces sont en français, d'autres en latin, et nous devons reconnaître que ces poésies légères et ces chansons forment une fort intéressante publication.

— Les amateurs d'histoire musicale ne liront pas non plus sans

¹ *Caio Silius Italicus e il suo poema*, studi di onorato Occioni. Padova, Pietro Prosperini, 1869, in-8° de 270 pages.

² *Thomæ VALLAURI acroases factæ, studiis litterarum latinarum auspiciandis in r. Athenæo taurinensi ab anno MDCCCLXV ad ann. MDCCCLXVIII, accedunt, animadversiones, adnotationes, etc. in F. Ritschelium de Plauti poetæ nominibus. Augustæ Taurinorum.*

³ *Poesie musicali dei secoli xiv, xv, xvi*, tratte da vari codici per cura di Antonio CAPELLI. Bologna, 1868, an. 1868.

intérêt une brochure qui vient de paraître, sous ce titre : *les théâtres de Venise, avec la liste des opéras et des ballets qui ont été représentés à la Fenice depuis son ouverture jusqu'en 1869*¹. L'on y trouvera plusieurs opéras célèbres, écrits spécialement pour cette grande scène. La Fenice a ouvert en 1792 avec l'opéra de Paisiello, *I Guicocchi d'Agrigento*. A cette publication sont joints les plans des différents théâtres, outre la Fenice : de San Benedetto, élevé en 1755; de Malibran, anciennement San Giovanni, en 1677; de San Samuele en 1655, tous trois fondés par l'illustre famille Grimani; le théâtre Apollo avait été fondé en 1629. Tous ont été reconstruits à la suite d'incendies.

— Nous avons parlé, dans une précédente livraison, de l'*Histoire littéraire* de M. Ranalli; nous avons aujourd'hui à rendre compte de celle que M. Settembrini vient de publier à Naples²; ce sont également des leçons de littérature professées à l'université, qui forment un cours d'histoire littéraire. L'auteur divise l'histoire de la littérature italienne en sept périodes. La première période comprend la grande lutte entre la papauté et l'empire, de Grégoire VII à Boniface VIII; la deuxième les soixante-dix ans de pontificat à Avignon; c'est l'époque de Pétrarque, de Cola da Rienzo; la troisième est une période d'érudition; la quatrième, qui s'écoule de 1492 à 1564, est un retour vers l'art païen; la cinquième, qui va jusqu'en 1700, est signalée par la réaction religieuse du concile de Trente et par l'influence des Jésuites; la sixième (1700-1789) marque la prépondérance des idées scientifiques; la septième va de la révolution française à la constitution de l'unité italienne.

Cette division de l'histoire littéraire peut prêter à la critique; elle paraît au premier abord beaucoup plus nouvelle qu'elle ne l'est en réalité, parce qu'en somme elle correspond à peu près à la division par siècle. Dans son livre, l'auteur ne néglige pas les événements politiques; il est même porté quelquefois à leur attribuer plus d'importance littéraire qu'ils n'en ont en réalité, comme pour la ligue lombarde par exemple, qui est un fait moral et politique très-considérable, mais presque sans influence littéraire. Pétrarque, tout nourri de traditions classiques, s'occupe beaucoup plus des guerres de Rome que de cette guerre qui avait lieu à ses côtés. Dante, ni Pétrarque, ni Alfieri, ni Ugo Foscolo n'ont su voir dans la ligue lombarde une ligue nationale : les uns, trop près des événements, les jugeaient mal; les autres ne les connaissaient peut-être pas assez.

L'auteur avait certainement le droit de s'enthousiasmer pour la *Divine comédie*; seulement il se laisse un peu trop dominer par cet enthousiasme, et ce qu'il dit de Dante est plutôt un panégyrique

¹ *I teatri di Venezia, coll'elenco delle opere e dei balli dati alla Fenice dalla sua prima apertura al 1869*. Milano, stabilimento Civelli Giuseppe, 1869. in-8°.

² *Lezioni di letteratura italiana dettate nell'università di Napoli da Luigi SETTEMBRINI*, 2 vol. in-8°. Napoli, 1869.

qu'une sérieuse étude critique ¹. Comparant la *Divine comédie* et le *Décameron*, il soutient que l'une représente le monde idéal, tandis que le *Décameron* représente le monde réel. Il serait plus exact de dire que la *Divine comédie* représente le spiritualisme et le *Décameron* le matérialisme. C'était là peut-être la pensée que l'auteur voulait exprimer. En somme le livre de M. Settembrini respire une sérieuse connaissance de l'histoire et un vrai sentiment littéraire.

— Disons un mot en terminant d'un ouvrage qui vient à peine de paraître, et qui est déjà très-répandu; il est dû à M. Michele Lessona, et est intitulé *Volere è potere* ². C'est un choix de biographies, réunies sous la rubrique des différentes grandes villes italiennes. Le titre marque le but de l'auteur : il a voulu prouver que par la force de la volonté, l'homme peut arriver à la richesse, aux honneurs, à la gloire ; ses exemples ne sont pas toujours très-bien choisis, mais les vies de ces hommes, la plupart honnêtes sinon illustres, sont présentées sous une forme accessible à toutes les intelligences, et ne peuvent exercer qu'une heureuse influence morale. L'auteur voulait écrire un livre populaire, c'était le but que lui marquait le général comte Menabrea dans une lettre d'encouragement. Ce but, il l'a atteint, et son livre, paru depuis un mois à peine, est maintenant entre toutes les mains ³.

C. C. CASATI.

¹ « La divina comedia contiene la vita ed il pensier, la storia, la religione, la scienza. »

² *Volere è potere*, per Michele LESSONA. Firenze, Barbera, 1869, in-8° de 488 pages.

³ La longueur de ce Courrier nous force à renvoyer à la prochaine livraison la suite de l'étude sur le concile de Trente et ses historiens.

COURRIER ANGLAIS

Lorsque, par un coup de fortune, je pourrai tout à l'aise fureter parmi les deux cents volumes de la collection Gualterio, c'est-à-dire lorsque j'aurai six mois de loisir, il me sera facile de réunir les éléments nécessaires pour retracer un des épisodes les plus curieux de l'histoire d'Angleterre au commencement du siècle dernier; je veux parler des petites intrigues nouées entre Rome, Paris et Londres pour rétablir le prétendant dans l'héritage de ses pères, et renverser la maison de Hanovre de dessus le trône de la Grande-Bretagne. Cet amas de pièces manuscrites si bien classées, reliées et arrangées aujourd'hui, contient une foule de lettres on ne peu plus intéressantes, partie en chiffre (mais avec la clef), où l'on voit figurer le cardinal Albéroni, le chevalier Bourk, Jacques II, la princesse des Ursins, bref toutes les grandes notabilités politiques de la fin du règne de Louis XIV et de la Régence; autour de ces personnages célèbres se croisent les mille réseaux d'une négociation vigoureusement conduite, mais qui n'aboutit à rien. Pourquoi M. Folkestone Williams n'a-t-il pas travaillé sur ces manuscrits¹? Il aurait pu non-seulement donner plus de véritable intérêt à son nouvel ouvrage, mais encore éviter quelques-unes des erreurs dans lesquelles il est tombé. L'évêque Atterbury appartient donc à l'histoire de France par les relations qu'il eut avec la cour des Stuarts, relations d'où résulta son exil. Dépouillé de son siège épiscopal comme suspect de trahison, il lui fallut quitter l'Angleterre, et se retirer en 1723 à Paris, où il mourut dix ans après. Ce n'était pas un homme fort consciencieux, mais son dévouement à la cause du Prétendant ne faillit jamais, et il ne se laissait pas facilement décourager. Lorsque la fameuse expédition de 1725 fut concertée, Atterbury, installé en France, depuis près de deux ans, et remplissant les fonctions de ministre plénipotentiaire — sans titre officiel, il est vrai, — déploya

¹ *Memoirs and Correspondence of Francis Atterbury, DD., Bishop of Rochester. With Notices of his Distinguished Contemporaries.* Compiled, chiefly from the Atterbury and Stuart Papers, by Folkestone Williams. Londres, Allen & Co. 2 vol. in-8°.

une activité incroyable. Il acheta de droite et de gauche des armes, des munitions de guerre, des provisions de toute espèce, et fit réunir officiers et soldats sur les points du littoral français d'où la descente en Angleterre devait avoir le plus de chances de réussite. Malheureusement des traîtres s'étaient faufiletés dans la petite troupe des partisans du roi légitime : la correspondance d'Atterbury fut saisie, et, par conséquent, le plan d'invasion manqua.

Je regrette beaucoup que le prélat belliqueux n'ait pas trouvé un biographe digne de lui rendre justice, mais il faut bien avouer en toute sincérité que l'ouvrage de M. Folkestone Williams est d'une faiblesse déplorable. Ce ne serait rien encore si la narration seule était en défaut, et si nous n'avions à reprocher à l'auteur que des fautes de style ; ses erreurs historiques et ses anachronismes dépassent tout ce qu'on peut s'imaginer en ce genre. Ainsi, lorsqu'il nous raconte l'épisode des dépêches d'Atterbury interceptées par les agents de George I^{er}, il ajoute qu'elles furent sur-le-champ envoyées à Horace Walpole. Or le futur ministre s'occupait, en ce moment-là, fort peu de politique, puisqu'il était élève au collège d'Éton. Il faudra décidément que l'on recommence la biographie d'Atterbury ; elle mériterait d'être rédigée avec soin, et on pourrait, je le répète, trouver dans les manuscrits de la collection Gualterio des documents inédits plus intéressants que les lettres nombreuses réunies par M. Williams après avoir déjà maintes fois été imprimées.

— Le séjour de Napoléon I^{er} à l'île d'Elbe forme le sujet d'un volume assez remarquable qui vient de paraître¹, et dont j'ai à dire deux mots ici. On sait qu'après l'abdication de Fontainebleau, le gouvernement anglais nomma un commissaire pour résider auprès de l'Empereur, ou plutôt pour le surveiller. Ce commissaire, sir Neil Campbell, s'acquitta de sa tâche difficile en véritable *gentleman* ; il comprenait parfaitement la fausseté de la position où il se trouvait, mais il se conduisit de manière à mériter l'estime de Napoléon, qui le traita toujours avec beaucoup de courtoisie. On doit penser que, placé comme il l'était, et se trouvant en relations presque journalières avec le monarque déchu, sir Neil Campbell, pour peu qu'il eût de bon sens, devait avoir de nombreuses et piquantes anecdotes à consigner sur son journal : détails de politique, d'administration et de guerre ; appréciations des divers personnages de l'Empire, etc., etc. Notre commissaire prit soin de tout enregistrer ; de là, l'in-octavo dont je m'occupe en ce moment, et qui aurait dû être publié il y a longtemps, d'autant plus que sir Walter-Scott y puisa sans se gêner pour la partie de son histoire dans laquelle il raconte les épisodes de Fontainebleau et de l'île d'Elbe. Les deux sujets qui avaient affecté Napoléon le plus profondément, étaient la trahison du duc de Raguse, et l'éloignement où on le tenait de l'impératrice Marie-Louise et du roi de Rome. La moindre allusion à son fils le faisait pleurer à chaudes larmes, et, dans un passage fort touchant, sir Neil

¹ *Napoleon at Fontainebleau and Elba*. By the late Major General Sir Neil Campbell, C. B. Londres, John Murray. 1 vol.

Campbell nous représente l'Empereur décrivant la scène du départ de la famille impériale pour Orléans, quand « ce pauvre diable » (c'était le petit roi de Rome) se tint cramponné à une table, refusant de quitter les Tuileries. Rien de plus naturel que l'indignation de Napoléon contre le duc de Raguse ; il se plaignait beaucoup aussi, non sans raison, de la conduite d'Augereau. « Du reste, ajoute l'auteur anglais, il n'a plus pour ses maréchaux les mêmes sentiments d'estime qu'autrefois. Il y a quelques jours il me détaillait les bonnes qualités et les défauts de chacun d'eux. Masséna et Gouvion Saint-Cyr étaient placés le plus haut dans son estime. Il regrette de n'avoir pas laissé dans l'inactivité ses maréchaux, qui en avaient assez de la guerre, pour les remplacer par d'autres généraux ou par des colonels. C'est là, dit-il, ce qui a causé tous ses malheurs. »

D'après les remarques très-justes que fait sir Neil Campbell, il semble évident que les puissances alliées se conduisirent envers Napoléon, devenu souverain de l'île d'Elbe, avec une lésinerie qui n'était ni honorable, ni d'une bonne politique. Inquiet, actif, plein de projets de réformes, de constructions, d'embellissements pour ses petits États, il se trouvait sans cesse entravé dans ses desseins par le défaut d'argent ; de là des exactions qui nuisirent à sa popularité parmi ses nouveaux sujets, exactions que les puissances européennes auraient dû empêcher, en lui assignant un budget tant soit peu en rapport avec sa grandeur passée. Sir Neil Campbell pense que ce furent ces difficultés financières qui déterminèrent l'Empereur à tenter un nouvel effort pour reconquérir sa couronne ; nous permettrons de ne pas être de cet avis.

Comme préface au journal en question, nous avons à signaler une excellente biographie de sir Neil Campbell lui-même ; elle remplit un peu plus d'un tiers du volume, et contient des particularités fort curieuses sur la guerre d'Espagne. J'ai remarqué aussi d'autres incidents qui se rapportent aux affaires de notre pays, notamment le récit d'une entrevue que l'officier anglais eut avec M^{me} de Staël. Bref, ce livre mériterait les honneurs d'une traduction, et je le recommande à ceux de mes lecteurs qu'intéresse l'histoire de la France impériale.

— M. William Longman avait publié, il y a quelques années, une suite de *lectures* sur l'histoire d'Angleterre ; son cours s'arrêtait à la fin du règne d'Edouard II, c'est-à-dire au moment où s'ouvre une des époques les plus dramatiques et les plus intéressantes du moyen âge. Pour un homme d'esprit, de talent et de bon goût, comme l'est M. Longman, la tentation était trop forte, et, quoiqu'il ne se trouvât plus, par suite d'un changement de résidence, en rapport avec ses anciens auditeurs, il résolut de reprendre son sujet où il l'avait laissé, et d'écrire l'histoire du règne d'Edouard III, en donnant à ce travail la forme d'un livre proprement dit, et non pas d'une série de discours. Le succès fort légitime qu'il avait obtenu était un autre motif d'encourage-

ment. M. Longman se mit à l'ouvrage, et il vient de publier ne deux bons et beaux volumes le résultat de ses études ¹. Constatons d'abord l'accueil favorable dont l'histoire d'Edouard III a été partout l'objet; les journaux se sont trouvés une fois, par hasard, unanimes sur les mérites du nouveau livre, et le docte auteur pourrait facilement remplir plusieurs pages des *testimonia* que la presse périodique lui a décernés, si de nos jours comme au temps des Casaubon, des Grotius et des Juste Lipse, il était de mise de les faire imprimer après le titre et la préface. Je m'empresse de dire que jamais éloges ne furent mieux mérités. L'ouvrage dont je parle ne vise pas à la profondeur philosophique, et M. Longman n'appartient pas à l'école de M. Guizot ou de M. Mignet. Je lui assignerais plutôt une place, et une place fort distinguée, dans le groupe d'écrivains dont Augustin Thierry et M. de Barante sont les représentant les plus connus, si je ne craignais pas de donner à mes lecteurs l'idée que M. Longman ne réunit pas à l'érudition du *Scholar* et à l'agréable talent du narrateur, la sagacité qui cherche à se rendre compte des événements, et à en expliquer les causes.

Entre l'historien qui ne s'attache qu'aux incidents les plus saillants pour en faire le point de départ d'une théorie, et le chroniqueur dont la plume naïve rapporte tout indistinctement, il y a de la place pour l'homme de goût qui traite l'histoire à la fois en penseur et en artiste; c'est là qu'il faut mettre M. Longman. N'eût-il écrit que son chapitre sur la bataille de Poitiers, il faudrait le considérer comme un *peintre* du plus grand mérite; n'eut-il rédigé que le chapitre premier du deuxième volume sur la politique anglaise en Irlande, on ne saurait lui refuser le coup d'œil exercé d'un véritable penseur, plein de sagacité et de finesse.

L'histoire d'Edouard III se rattache trop intimement à celle de notre pays pour que nous ne nous y arrêtions pas un peu ici. M. Longman a bien compris que les annales de l'Angleterre au *xiv^e* siècle ne pouvaient s'expliquer sans de perpétuels retours sur la situation de la France pendant la même époque; aussi est-il entré dans de nombreux détails relatifs à la Jacquerie et à la fameuse entreprise d'Etienne Marcel. La question des droits supposés d'Edouard au trône de son voisin Philippe est relativement de peu d'importance, ainsi que le fait bien sentir notre auteur; la guerre ne pouvait manquer d'éclater sur le premier prétexte venu, et l'occupation de l'Aquitaine par la France était un motif plus que suffisant pour que le roi d'Angleterre commençât les hostilités. La guerre de Bretagne doit être regardée comme un des principaux épisodes de cette histoire; en le racontant, M. Longman corrige Froissart, dont le récit, d'ailleurs si pittoresque, contient certaines erreurs. Lorsque la comtesse de Montfort envoya Amaury de Clisson réclamer d'Edouard les secours que celui-ci lui avait

¹ *History of the Life and Times of Edward III.* By William Longman. Londres, Longmans, 2 vol. in-8°, avec 9 cartes et plans, 8 grav. sur acier et 16 grav. sur bois.

promis, le monarque, dit Sismondi, était entièrement absorbé par sa passion pour la comtesse de Salisbury, à qui il donnait tous les jours de somptueux festins.

D'après Froissart ce serait, non pas la comtesse de Salisbury, mais le comte dont il s'agirait ici, et qui aurait été reçu d'une façon si magnifique. Il sortait de captivité, ayant été échangé dans l'été de 1342 (probablement au mois de juin) contre un seigneur Ecossais. Froissart, dit M. Longman, a entièrement confondu les événements ; car il est tout à fait impossible que le roi d'Angleterre festoyât le comte de Salisbury lors de la visite d'Amaury de Clisson, à moins toutefois que celui-ci n'ait traversé le détroit à deux reprises différentes. Notre auteur regarde également l'histoire des amours d'Edouard avec la comtesse de Salisbury comme fort suspecte, et il prouve d'une manière irréfutable que l'aventure telle que Froissart nous la raconte, quant à l'époque et quant aux circonstances, est absolument fausse.

Le chapitre consacré à la bataille de Crécy est un des plus intéressants de l'ouvrage. Ici encore M. Longman corrige avec beaucoup de vraisemblance le récit de Froissart, qui représente l'armée anglaise comme consistant, au moment de l'action, en un peu plus de 8,000 hommes. Sur ce sujet, il faudra sans doute savoir se contenter d'un à peu près, mais le chroniqueur lui-même fait monter à près de 20,000 combattants le corps d'invasion lorsqu'il quitta les côtes d'Angleterre, et il est absurde de supposer qu'en moins de deux mois Edouard perdit la moitié de ses troupes. Puisque j'ai touché à cette partie du livre de M. Longman, je ne veux pas oublier de mentionner en passant *les illustrations* qu'il y a ajoutées avec tant de goût et de tact. Voici deux plans, d'abord : l'un de la bataille de Crécy, l'autre de celle de Poitiers ; de nombreuses gravures, tirées des ouvrages de M. Paul Lacroix (*les Arts au moyen âge*) et Viollet-le-Duc (*Dictionnaire raisonné de l'architecture française*) nous font connaître l'uniforme des archers du ^{xiv}^e siècle, la manière de miner les remparts d'une ville assiégée ; puis viennent les portraits d'Edouard III, de Chaucer et d'autres personnages célèbres du temps ; une carte de France avant et après le traité de Bretigny, des vues de Paris, du Louvre, de Westminster, etc.

La Jacquerie est un des incidents principaux du ^{xiv}^e siècle. Obligés de se procurer de l'argent par toutes sortes de moyens pour payer aux Anglais, leurs vainqueurs, d'énormes rançons, barons et chevaliers n'avaient plus la ressource des banquiers juifs ou lombards ; ce furent les malheureux vassaux qui en pâtirent. Puis, tandis que la noblesse féodale écrasait ainsi les gens des campagnes, des troupes de bandits ayant autrefois fait partie des armées soit de France, soit d'Angleterre, traversaient la France d'un bout à l'autre, pillant, brûlant, tuant, dépouillant ceux auxquels les barons avaient du moins laissé une chemise. Ce fut enfin le coup de grâce ; poussés à bout, les manants se révoltèrent, et il fallut bien que les Etats généraux, réunis en 1357 songeassent sérieusement à introduire dans le gouvernement les réformes nécessaires. On sait ce qui

s'ensuivit, l'initiative prise par Étienne Marcel, la guerre civile et les terribles représailles exercées par la noblesse. M. Longman nous explique tout cela en détail. Il décrit aussi les exploits de du Guesclin, les divers incidents de la guerre d'Espagne; bref, pour l'histoire de notre pays, tant en ce qui concerne la politique étrangère que les affaires intérieures, il est tout à la fois exact et très-circonstancié. Son livre est un fort bon ouvrage, que l'on ne peut consulter sans fruit, et dont nous recommandons la lecture.

— Les succès de scandale ne nous plaisent guère, et le mieux serait peut-être de ne pas s'y arrêter; mais ils ont, d'un autre côté, l'inévitable et précieux résultat de provoquer des réponses qui placent, en définitive, les faits sous leur véritable point de vue; voilà pourquoi je dirai un mot à mes lecteurs du livre posthume de lord Campbell sur lord Lyndhurst et lord Brougham¹. Il y a quelques années, une collection de biographies des chanceliers d'Angleterre, composée par lord Campbell, parut chez l'éditeur Murray, et fut jusqu'à un certain point favorablement accueillie. L'ouvrage ne brillait ni par l'érudition, ni par l'exactitude; mais il était agréablement écrit, et, le sujet aidant, le noble lord avait réussi à amuser le public. Où s'arrêterait-il cependant? Donnerait-il la biographie de ceux de ces contemporains qui, comme lui, avaient trôné sur le *sac de laine*? Ferait-il figurer dans sa galerie lord Brougham et lord Lyndhurst? On se disait, parmi le public lettré, que le manuscrit était prêt, rédigé d'un ton assez piquant, pour ne pas dire sarcastique. Lorsqu'après une assez longue attente, on vit que le dernier volume des *Lives of the lords chancellors* ne figurait pas sur les catalogues des libraires, il fallut bien supposer de la part de l'auteur les intentions malignes que certains critiques lui attribuaient; il avait eu à raconter des faits d'une nature assez triste, et il voulait attendre, pour publier son ouvrage, que toutes les parties intéressées, auteur et acteurs, eussent disparu de la scène de ce monde. C'est ce qui est effectivement arrivé; ce livre est maintenant soumis à l'appréciation du public, et, il faut le dire loyalement, jamais plus déplorable monument de jalousie, de petitesse d'esprit et de vanité mortifiée ne fut mis au jour. C'est, dans toute l'acception du terme, le coup de pied de l'âne. La réputation de lord Brougham et de lord Lyndhurst ne souffrira en aucune façon par l'apparition de ce malencontreux volume; mais la mémoire de lord Campbell lui-même y fera naufrage. Les lecteurs français pourront toutefois consulter avec profit les deux notices biographiques dont je parle, celle de lord Brougham, surtout, qui, par la tournure de son esprit, la variété de son instruction, et son habitude de notre langue, appartenait presque autant à notre pays qu'à l'Angleterre. On aimera

¹ *Lives of lord Lyndhurst and lord Brougham*. By the late lord Campbell. Forming the Concluding Volume of « *Lives of the lord Chancellors of England*. » Londres, Murray, 1 vol. in-8°.

à lire le récit amusant de son entrevue avec Alexandre Dumas, et on s'évertuera à deviner qui pouvait être ce membre de l'Institut dont il dit quelque part qu'il *était bête comme une oie*.

— L'histoire de la Tour de Londres a été écrite par M. Hepworth Dixon¹, et il n'est pas difficile de trouver un prétexte à en parler ici. L'architecte qui construisit le corps de bâtiment principal, Gundulphe, surnommé le Pleureur, avait reçu le jour en France, et pouvait passer, vu l'époque où il vivait, pour un homme extraordinaire. Elève de Lanfranc, ami du célèbre archevêque Anselme, il avait voyagé en Orient, et ses connaissances profondes en architecture le signalèrent à l'attention de ses compagnons de l'abbaye du Bec. Il passa plus tard en Angleterre, et fut nommé évêque de Rochester; la cathédrale de cette ville est un de ses ouvrages. Voilà donc la Tour de Londres bien et dûment française d'origine. Charles, comte de Blois, y fut enfermé en 1317 après le siège de Roche Derrien; Eléonore de Provence, surnommée Eléonore la Belle, et femme de Henry III, essaya en vain de quitter les tristes murs de cette forteresse pour le séjour plus riant de Windsor. On sait qu'après avoir habité pendant quelque temps la Tour de Londres, elle commença à s'apercevoir qu'elle était pour ainsi dire prisonnière, et elle chercha à s'esquiver. Malheureusement elle n'avait pas réussi à se rendre populaire parmi les citoyens de la bonne ville de Londres, et lorsqu'on s'aperçut du projet d'évasion, il y eut presque un commencement d'émeute. « A l'eau la sorcière ! » s'écriait la populace rassemblée aux abords de la Tour; il fallut que la dolente Eléonore fit contre fortune bon cœur, et rebroussât chemin.

— Sur l'histoire ecclésiastique, rien de bien important à signaler aujourd'hui, excepté une réimpression du précieux ouvrage de Spelman et de Wilkins, contenant la collection des conciles tenus en Angleterre et en Irlande². Au moment où tout le monde s'occupe de la grande réunion qui doit bientôt avoir lieu à Rome, c'était une bonne idée de publier, avec les améliorations et additions nécessaires, un recueil autrefois célèbre, et dont le mérite est toujours réel, malgré les découvertes que l'on fait sans cesse dans les bibliothèques et les archives publiques ou particulières. A la date où sir Henry Spelman prit la plume, c'est-à-dire vers le milieu du xvii^e siècle, une compilation telle que celle qu'il mit au jour, pouvait à juste titre passer pour un chef-d'œuvre de savoir et de patience; lorsque Wilkins, cent ans plus tard, révisa les *Concilia* et en donna une édition augmentée, il fit preuve, lui aussi, d'une science extraordinaire pour l'époque; mais en histoire, comme dans toute autre chose, nous avons le droit, nous autres hommes

¹ *Her Majesty's Tower*. By W. Hepworth Dixon. Londres, Hurst et Blackett, 1 vol. in-8°.

² *Councils and Ecclesiastical Documents relating to Great Britain and Ireland*. Edited after Spelman and Wilkins by Arthur West Haddan, B. D., and William Stubbs, M. A., Regius professor of Modern History. Vol. I. Oxford, The Clarendon Press.

du *xix^e* siècle, d'être plus difficiles que nos devanciers ; la critique, la philologie, l'archéologie ont marché depuis 1737, et tout en rendant justice à Spelman et à Wilkins, il fallait faire mieux. Si l'on compare le premier volume de la présente édition, avec les textes de 1639 et de 1737, on verra que les changements introduits sont de deux espèces : omissions, additions. Quant aux premières, les autorités de la *Clarendon Press* ont écarté d'abord tout ce qui était apocryphe, puis les documents qui ne regardent pas l'Eglise d'Angleterre ; enfin, lorsqu'on a pu trouver des pièces justificatives plus concluantes que celles transcrites par les anciens éditeurs, on a eu soin de leur donner la préférence. En ce qui concerne les additions, il est évident que les changements devaient être beaucoup plus considérables. Non-seulement de nouvelles collections de manuscrits sont aujourd'hui à la disposition des savants, mais les anciens dépôts, plus exactement dépouillés et catalogués, ont fourni des trésors dont on ne se doutait pas ; puis il a fallu examiner les bibliothèques à l'étranger, et chercher soit à Paris, soit ailleurs des pièces intéressantes pour l'histoire ecclésiastique de la grande Bretagne. La distribution des matières n'est plus la même ; au lieu de suivre seulement l'ordre chronologique, les éditeurs ont groupé en catégories distinctes les documents qui se rapportent aux Bretons, aux Gallois, aux habitants du pays de Cornouailles, aux Ecossais, aux Irlandais et aux Anglo-Saxons. De cette façon le lecteur peut embrasser d'un coup d'œil les annales religieuses de telle ou telle partie du Royaume uni, et de fréquents renvois établissent une concordance facile entre les événements de la même époque. Il faut remercier les délégués de la *Clarendon Press* d'avoir eu l'excellente idée de nous offrir ainsi un Spelman-Wilkins développé et amélioré, et surtout d'en avoir confié l'exécution à des savants aussi capables que MM. Haddan et Stubbs.

— Je regrette d'être obligé de terminer ce *Courrier* par une triste nouvelle. M. Bergenroth, l'infatigable explorateur des archives de Simancas, et dont les travaux historiques sont si justement appréciés ici, vient de mourir à Madrid d'une fièvre typhoïde. Les *Calendars of State papers*, publiés sous la direction du garde des archives de l'Angleterre, comprenaient plusieurs volumes rédigés par lui.

GUSTAVE MASSON.

CHRONIQUE

SOMMAIRE : Un lapsus corrigé. — L'École pratique des hautes études. — Décret réorganisant l'enseignement de l'École des Chartes. — Projet de création d'un nouveau doctorat. — L'étude des antiquités nationales. — Soutenance des thèses à l'École des Chartes. — Cours de la Société générale d'éducation et d'enseignement. — La Société bibliographique. — Nouvelles scientifiques. — Publications récentes ou en préparation. — Le Concile œcuménique et la mort de Lamartine.

Les lecteurs de la *Revue* voudront bien me permettre d'user d'abord de mon privilège de chroniqueur pour corriger un *lapsus*, que je les prie en même temps de me pardonner, et que je regrette d'avoir laissé échapper dans l'étude sur l'*Invasion des Barbares*¹.

Je viens maintenant à l'accomplissement de mon office, et à la *Chronique* qui, dans un recueil de ce genre, a l'avantage d'entretenir entre le lecteur et la rédaction un courant d'idées communes sur le progrès de la science historique en général et sur les moyens les plus propres à l'exciter, et où, pour ma part, je suis fort aise, je l'avoue, d'exprimer mon opinion et de mettre au jour la liaison qui se fait dans mon esprit entre les regrets ou les souhaits divers que j'entends journellement exprimer autour de moi, de façon à coordonner et réduire, s'il est possible, en système, beaucoup de justes observations et d'appréciations d'une pénétrante exactitude qui courraient grand risque de n'aboutir point, si elles demeuraient isolées.

J'ai, à deux reprises, assez longuement parlé ici de l'*École pratique des hautes études*. Réservant ce qu'il peut et ce qu'il pourra y avoir encore à dire sur cet important sujet, je me bornerai pour aujourd'hui à reproduire, en le corrigeant d'après des renseignements personnellement recueillis, le tableau des conférences de la section d'histoire et de philologie, tel qu'il a été successivement publié par le *Journal Officiel* et par la *Revue de l'Instruction publique*. — 1^o *Histoire ancienne*. M. Léon Renier, professeur d'épigraphie et

¹ Dans la livraison de janvier de la *Revue* (p. 262) voulant me servir d'une périphrase pour désigner le mérovingien Chilpéric, je l'y appelle *fils de Clovis*; lisez, je vous prie, *fils de Clotaire*, et que celui de vous qui ayant écrit, n'a point péché, me jette la première pierre.

d'antiquités romaines au Collège de France, donne le samedi, à huit heures du soir, l'explication historique des lettres de Pline le Jeune à Trajan. — 2° *Histoire moderne*. M. Gabriel Monod, agrégé d'histoire, dirige, le jeudi à huit heures du soir, des études critiques sur les sources de l'histoire de France. — 3° *Langue allemande*. M. Heumann, maître de conférences à l'Ecole normale, explique, le lundi à huit heures du soir, la *Revue historique (Historische Zeitschrift)* du professeur Sybel. — 4° *Philosophie grecque*. M. Tournier, docteur ès lettres, répétiteur, étudie, le jeudi à une heure, les principes de la paléographie grecque et de la critique des textes. — 5° *Philologie latine*. M. Boissier, professeur au Collège de France, expose, le vendredi à midi trois quarts, l'*Histoire de l'orthographe latine d'après les monuments*. — 6° *Philologie française*. M. Gaston Paris, docteur ès lettres, répétiteur, dirige, le mardi à huit heures du soir, des exercices philologiques sur l'ancien français. Il a pris, cette année, pour texte de ces études la *Chanson de saint Alexis*. — 7° *Langue et littérature sanscrites*. M. Hauvette-Besnault, agrégé de l'Université, répétiteur, donne, le jeudi à trois heures, l'explication de textes sanscrits, et M. Bergaigne, répétiteur, fait, le dimanche à huit heures et demie du matin, et le mercredi à trois heures un quart, des conférences pour les élèves qui commencent l'étude de la langue sanscrite. — 8° *Langue arabe*. M. Guyard, répétiteur, donne, le vendredi à onze heures et demie, l'explication de la *Chrestomathie arabe* de M. de Sacy, et le mercredi à midi trois quarts, il expose les principes de la langue arabe et explique la *Chrestomathie* de Kosegarten. — 9° *Grammaire comparée*. M. Michel Bréal, professeur au Collège de France, traite, le jeudi à deux heures, diverses *questions de philologie comparée*. — Toutes ces conférences ont lieu à la Sorbonne, dans le local spécialement affecté à l'*Ecole pratique*, sauf celles de M. Bergaigne, qui sont faites dans une des salles de la rue Gerson, et celles de M. Bréal, dans une des salles du Collège de France.

Un décret en date du 30 janvier 1869, et rendu sur le rapport de M. le Ministre de l'Instruction publique, a réorganisé l'enseignement de l'Ecole des Chartes. Cet enseignement comprendra les cours suivants : *Paléographie, langues romanes, bibliographie, classement des bibliothèques et des archives, diplomatique, institutions politiques, administratives et judiciaires de la France, droit civil et droit canonique du moyen âge, archéologie du moyen âge*. Ces cours seront ainsi répartis entre les trois années d'études : *Première année*. Paléographie, deux leçons par semaine ; langues romanes, deux leçons par semaine ; bibliographie et classement des bibliothèques, une leçon par semaine. *Deuxième année*. Diplomatique, deux leçons par semaine ; institutions politiques, administratives et judiciaires de la France, deux leçons par semaine ; classement des archives, une leçon. *Troisième année*. Droit civil et droit canonique du moyen âge, deux leçons par semaine ; archéologie du moyen âge, deux leçons par semaine. La division des professeurs en deux classes est sup-

primée. — A la suite de ce décret et par arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique, un des collaborateurs les plus estimés de cette *Revue*, M. Boutaric, a été nommé à la chaire d'*Institutions politiques*, qui avait été occupée en partie par notre regretté maître M. Félix Bourquelot.

Cette réorganisation de l'Ecole des Chartes mérite d'être louée dans son ensemble, mais peut-être aurait-elle été accueillie avec plus de faveur encore par tous les hommes dévoués au progrès des sciences historiques et principalement à l'étude des antiquités nationales, si le budget du ministère de l'Instruction publique, convenablement accru, avait permis, en augmentant la dotation de l'Ecole, d'y créer de nouvelles chaires. Je me dispenserai, pour aujourd'hui, d'indiquer les lacunes qu'il serait utile de combler dans un enseignement, d'ailleurs excellent, et le seul que la France puisse fièrement opposer, dans ce genre d'études, aux universités allemandes. En revanche, je demanderai aux lecteurs de la *Revue* la permission de traiter ici une question qui n'est pas sans importance, si l'on songe à l'étrange puissance que les mots ont toujours eue et auront toujours dans notre pays, et à l'influence que par une sorte de retour ils exercent sur les choses qu'ils ont mission d'exprimer. Cette question n'est pas seulement d'ailleurs une question de mots, la justice et aussi l'avenir des études que cette *Revue* s'efforce de répandre et de renforcer, y ont un sérieux intérêt. Il s'agit des titres qui devraient, à mon sens, être acquis aux élèves de l'Ecole des Chartes à la suite des divers examens qu'ils ont à subir. En d'autres termes, je demande la création d'une hiérarchie nouvelle qui corresponde exactement à la hiérarchie des titres universitaires, et comme les Facultés des lettres forment des bacheliers, des licenciés, et des docteurs ès lettres, les Facultés de droit des bacheliers, des licenciés et des docteurs en droit, les Facultés des sciences des bacheliers ès sciences, en général, des licenciés, des docteurs ès sciences physiques ou mathématiques, les Facultés de théologie des bacheliers, des licenciés, des docteurs en théologie, je voudrais que l'Ecole des Chartes qui est sans doute une école spéciale destinée à former des *archivistes* et des *bibliothécaires* comme l'Ecole normale forme des professeurs, et l'Ecole polytechnique des ingénieurs et des officiers, mais qui est aussi et qui de jour en jour tend davantage à devenir une véritable *Faculté des antiquités nationales*, formant de purs érudits qui y viennent simplement chercher, dans cet ordre d'études, l'instruction et la méthode, je voudrais que cette Ecole, prenant désormais le titre d'*Ecole des Chartes et antiquités nationales*, décernât à ses élèves, outre le *brevet* d'archiviste-paléographe, qui est un témoignage public d'aptitude et de capacité *professionnelles*, les *diplômes* successifs de *bachelier*, *licencié*, et *docteur ès antiquités nationales*, comme témoignage (à coup sûr bien mérité) de leur aptitude et de leur capacité *scientifiques*. Je m'explique, et je me permets d'entrer dans les détails de mon système, bien que je ne me dissimule pas qu'il faudrait, pour le faire prévaloir, qu'il eût été conçu par un autre que moi, par un homme dont la position scientifique, littéraire ou administrative en abritât la justesse et la nouveauté, par

conséquent, la hardiesse, car ce qui est juste et nouveau est toujours hardi en France. Voici comment, à mon sens, devrait être réglée la hiérarchie des titres conférés par l'Ecole des Chartes.

Pour être admis à suivre, en qualité d'*élève inscrit*, les cours de première année, il suffit de n'avoir pas atteint l'âge de vingt-quatre ans révolus et d'être pourvu du diplôme de bachelier ès lettres. En d'autres termes, il n'y a point d'examen d'entrée. Il suit de là que les élèves de première année sont proprement des *étudiants* à l'Ecole des Chartes, et qu'ils ne devraient avoir aucun droit au titre d'*élèves*, de façon que ceux d'entre eux qui, renonçant à poursuivre leurs études, quittent l'Ecole sans avoir subi aucun examen, ne pussent plus désormais, sans s'exposer à des poursuites judiciaires, usurper impudemment le titre d'*anciens élèves de l'Ecole des Chartes*. C'est seulement en seconde année, après le premier examen, que, dans mon système, serait acquis aux *étudiants* le titre d'*élèves de l'Ecole des Chartes*. Le second examen, qui leur ouvre l'entrée de la troisième année, leur conférerait en même temps le titre et le diplôme de *bachelier ès antiquités nationales*, qui, ce me semble, serait pour le moins aussi bien acheté par deux années d'études et deux examens à l'Ecole des Chartes, que l'est dans les Facultés de droit celui de bachelier en droit. Le troisième examen, en y joignant la thèse, qui couronne la troisième année d'études conférerait, avec le *brevet d'archiviste-paléographe*, le *diplôme de licencié ès antiquités nationales* qui, je l'affirme sans crainte, serait le résultat d'études plus sérieuses et plus approfondies que celui de licencié ès lettres et surtout que celui de licencié en droit. Quant au *doctorat*, voici, à mon sens, quelle en est la raison d'être et à quelles conditions il conviendrait de le conférer. La thèse que tout élève de l'Ecole des Chartes doit soutenir pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe demeure manuscrite; seules, les positions en sont imprimées. La raison est que cette thèse est plus généralement la première esquisse d'un travail qui reçoit plus tard des additions, des perfectionnements considérables. Eh bien, il conviendrait d'exiger de tout candidat au diplôme de *docteur ès antiquités nationales* une thèse imprimée, un travail définitif, qui devrait être, en règle générale, le développement de l'esquisse présentée antérieurement, la même œuvre arrivée à sa perfection. On encouragerait ainsi la production devant le public de travaux des plus remarquables, que trop souvent la modestie et peut-être aussi quelquefois la paresse des jeunes archivistes-paléographes laissent enfouis dans les cartons de l'Ecole ou dans leurs propres cartons. Les *thèses* de l'Ecole des Chartes qui sont devenues des livres, comparées aux ouvrages produits par les candidats au doctorat ès lettres, justifient amplement la création du *doctorat ès antiquités nationales*. Le jury d'examen serait composé des professeurs de l'Ecole des Chartes, des membres du conseil de perfectionnement, et d'un certain nombre de membres de l'Institut et de professeurs à la Faculté des lettres, adjoints pour ce cas spécial au jury ordinaire des examens. La conséquence nécessaire de l'institution du nouveau doctorat serait la création dans toutes les universités de France ou *académies* de chaires spécialement consacrées

à l'enseignement des antiquités nationales, et auxquelles seraient appelés les nouveaux docteurs. Alors seulement nous n'aurions plus à rougir de notre infériorité, de notre défaut de patriotisme dans la direction de nos études, car la première place dans l'enseignement supérieur appartiendrait en France aux origines françaises, comme elle appartient en Allemagne aux antiquités germaniques. Eh quoi ! à l'Université de Rostock, une petite ville de huit mille âmes, les étudiants allemands suivent un cours d'ancienne langue et d'ancienne littérature française, et l'on n'enseigne pas nos origines dans des villes comme Lyon, Toulouse et Bordeaux ! L'enseignement supérieur de France pourrait donc être régénéré par la création du *doctorat ès antiquités nationales*.

Mais ce n'est pas tout ; l'étude de nos antiquités et spécialement de notre ancienne langue, de notre ancienne littérature et des sources originales de notre histoire, doit pénétrer jusque dans l'enseignement secondaire, comme l'enseignement des antiquités germaniques a pénétré et maintenant est en pleine vigueur dans la moitié au moins des gymnases allemands, qui correspondent à nos lycées. Le moyen serait plus aisé qu'on ne le pense et n'exigerait presque aucune dépense nouvelle. Il suffirait de modifier, dans une proportion très-large, le programme de la licence ès lettres, et d'exiger désormais des candidats une connaissance au moins passable des origines de l'histoire politique, juridique et littéraire de la France. Les agrégés des classes de grammaire devraient désormais justifier d'une connaissance approfondie de la philologie romane, ou tout au moins de la grammaire de l'ancien provençal et de l'ancien français ; les agrégés des classes supérieures d'une connaissance approfondie de l'histoire littéraire de la France au moyen âge, c'est-à-dire de toutes les branches de la littérature nationale ; les agrégés d'histoire, d'une connaissance approfondie des sources nationales et des historiens originaux, et d'une connaissance au moins passable des premiers principes de la paléographie, de la diplomatique, de l'archéologie et de l'histoire du droit français. Le droit étudié historiquement est le flambeau de l'histoire ; mais on ne l'étudie ainsi qu'à l'Ecole des chartes. L'enseignement de l'Ecole normale, réorganisé au moyen des docteurs ès antiquités nationales, préparerait aux nouveaux programmes des agrégations, et bientôt on aurait dans tous les lycées de France des professeurs capables d'inspirer aux jeunes gens qui doivent occuper un jour les sommités sociales le véritable amour de la patrie, celui qu'on puise dans les traditions françaises. Dès lors le programme du baccalauréat pourrait être modifié dans le même sens, et bientôt l'enseignement primaire lui-même serait également fécondé. La littérature et les arts ne tarderaient pas, nourris d'une sève généreuse et appropriée, à refléurir et à porter des fruits pleins de vigueur et d'originalité, et l'on verrait enfin se produire dans tout l'éclat de sa beauté à la fois antique et nouvelle, cette aube tant désirée, la Renaissance française.

A la suite de l'épreuve des thèses, dont la soutenance a eu lieu le 1^{er} février 1869, le conseil de perfectionnement de l'Ecole des chartes

a proposé à M. le Ministre de l'Instruction publique de conférer aux élèves sortants le brevet d'archiviste-paléographe. La liste a été établie dans l'ordre suivant : 1. MM. Aubry-Vitet. 2. D^e Pontmartin. 3. Camille Pelletan. 4. Héron de Villefosse. 5. Pannier. 6. Herbet. 7. Le Proux. 8. Loth. 9. Rimasson. 10. Meunier. 11. Calmettes. 12. Cerise. 13. Charavay ; et hors rang MM. Dolbet, Doncœur, Guérin et Du Pontavice de Vaugarny. — La thèse de M. Camille Pelletan, sur *la forme et la composition des chansons de geste*, a été très-remarquée. Nous espérons qu'un éditeur intelligent n'hésitera pas à entreprendre la publication d'une œuvre où l'esprit littéraire, que les érudits dédaignent trop souvent, mais dont est doué M. Pelletan, ne nuira certainement pas à la précision de la critique et à la sûreté des résultats. Un goût excellent et un style d'une élégante simplicité ont mérité à la thèse de M. Aubry-Vitet, sur *les derniers temps de la poésie provençale*, les éloges de M. Guessard. Quand le fond témoigne de réelles qualités d'érudition, comme dans le cas présent, les louanges accordées à la forme doivent trouver un élève de l'Ecole des chartes particulièrement sensible. Aussi bien, pour la pureté et la finesse du langage, M. Aubry-Vitet a de qui tenir, et j'ose dire qu'il ne pouvait sans honte se dispenser de ces qualités. M. Aubry-Vitet a soutenu cette opinion ingénieuse et nouvelle et qui mérite à tous égards l'attention et un sérieux contrôle : à savoir qu'il ne faut nullement attribuer à la guerre des Albigeois la décadence et la ruine de la poésie provençale.

Puisque les antiquités nationales n'occupent pas encore dans l'enseignement officiel, à tous ses degrés, la place qu'elles devraient avoir et qu'elles conquerront, je l'espère, c'est à l'enseignement libre de suppléer, autant que possible, à cette lacune, véritablement honteuse pour notre pays. La société générale d'éducation et d'enseignement a donc rendu un très-grand service en comprenant parmi les cours d'enseignement supérieur et libre qu'elle a ouverts rue Bonaparte, dans la salle des conférences du cercle catholique, un cours d'histoire qui, ayant été confié à M. Léon Gautier, est immédiatement devenu un cours d'antiquités nationales. M. Gautier a pris pour sujet de ses leçons *la France au XIII^e siècle* ; mais, pressé par le temps, il a dû se borner à étudier l'époque plus restreinte comprise dans le règne de Philippe-Auguste. Embrassant d'un coup d'œil les caractères généraux de cette période, il s'est demandé d'abord où en étaient, au commencement du règne, la royauté, l'Eglise, la nation, la philosophie, la poésie, la science et l'art, quels progrès avaient été acquis, quels restaient encore à acquérir, et d'où pouvaient naître les obstacles. Reprenant ensuite pour l'étudier en détail chacune des parties de son sujet, il a examiné les idées de la royauté, ses tendances bonnes ou mauvaises, passé en revue ses conseillers et ses agents officiels, parlement, baillis, sénéchaux, chambre des comptes, noté le rôle et l'influence de ces conseillers officieux, les légistes, qui ont, pour ainsi dire, dressé et signé l'arrêt de mort de la féodalité. Venant ensuite à l'Eglise, il a étudié son grand rôle et

sa divine influence tels qu'ils se sont manifestés par les papes, les conciles, le clergé séculier et les ordres religieux. Après l'Eglise, la nation. Et d'abord voici la noblesse où se recrutent la chevalerie et les ordres militaires; voici quelle était la vie intime des classes élevées pendant la guerre et pendant la paix, comment était construit et aménagé le château féodal; voici comment on élevait les jeunes chevaliers; quel était le rôle politique de la noblesse. La bourgeoisie n'est pas moins intéressante, avec ses mœurs et ses coutumes, ses croyances et ses superstitions. Le peuple des campagnes a eu aussi sa part dans ce tableau d'ensemble, ainsi que les industriels, les commerçants, les corporations ouvrières. L'histoire des idées vaut bien l'histoire des faits et l'histoire des mœurs. Que dis-je? elle les domine, elle les prépare. M. Gautier s'est bien gardé de la négliger. Les idées s'expriment par le langage. M. Gautier a jeté un coup d'œil sur l'origine et la formation de la langue française; il en a signalé les qualités et les défauts au XIII^e siècle et énuméré les dialectes; il a expliqué les règles de la versification. Abordant alors l'étude de la poésie, M. Gautier a initié son auditoire aux grandes œuvres, aux magnifiques créations du génie français dans le moyen âge, chansons de geste, romans de la Table ronde, poèmes d'aventures, vies de saints et miracles, contes et fabliaux, chansons des trouvères et des derniers troubadours, et à ce beau développement de la liturgie qui a donné naissance aux hymnes, aux proses, aux tropes, enfin aux mystères, d'où est issu ce théâtre national de la France, si malheureusement étouffé plus tard par l'admiration exclusive et l'imitation servile de l'antiquité. Il l'a mené ensuite aux sources de nos annales, et lui a fait connaître les chroniques où est contenue l'histoire des premières années du XIII^e siècle. L'art alors a eu son tour, c'est-à-dire l'architecture religieuse, militaire, civile, la sculpture, la peinture, la musique. La science est venue en dernier lieu et enfin, au moment où paraîtront ces lignes, M. Léon Gautier aura terminé son cours par un résumé général qu'il se propose de conclure en formulant une théorie catholique du progrès. Je n'ai pas besoin de dire à nos lecteurs avec quelle science, quelle clarté, quelle chaleureuse et sympathique éloquence le professeur a développé le vaste programme qu'il s'était tracé, et avec quelle largeur et quelle liberté d'esprit il a traité les difficiles questions qui ça et là s'imposaient à son examen. Mais ce que je suis heureux de constater ici, c'est l'affluence de l'auditoire et le vif intérêt qu'il a pris à ce généreux enseignement. La salle était comble tous les lundis, et on y remarquait un grand nombre de dames que n'effrayait nullement cette excursion dans des voies jusqu'ici réservées aux érudits, aux spécialistes, comme les appellent dédaigneusement les beaux esprits qui se bercent dans une élégante ignorance. Des cours de ce genre seraient-ils déplacés dans les universités ou académies provinciales? Et à qui pourrait-on les confier, je le demande, sinon à ceux que je propose d'appeler désormais des docteurs ès antiquités nationales? — Les cours de MM. Emile Bayle (*Histoire de la terre*); Frédéric Passy (*économie politique*); Broutta (*géographie*); Michel (*éducation mater-*

nelle) n'ont pas fait moins d'honneur à la société générale d'éducation et d'enseignement. — Outre ces cours ordinaires, M. Augustin Cochin a fait pour la même société et dans le même local une conférence sur le grand poète américain Longfellow; M. de Franqueville, sur la vie de collègue en Angleterre; M. de Lapparent, sur la philosophie des sciences. — J'aperçois là tous les germes d'une université libre : Dieu veuille qu'il soit permis de les développer.

Tandis que la société générale d'éducation et d'enseignement s'efforce de propager la science par la parole, la *Société bibliographique* s'est donné pour mission de la propager par les livres. La composition du bureau est de nature à donner toutes garanties ¹. Le siège de la société a été récemment transféré dans un local plus spacieux et plus commode ². La société bibliographique se compose de membres titulaires et d'associés correspondants, dont le nombre est illimité. On fait partie de la société après avoir été admis par le conseil, sur la présentation de deux membres titulaires ou associés. Le titre de membre titulaire est acquis à tout sociétaire qui fait à la société un apport de cent francs au moins. Chaque sociétaire, qu'il soit membre titulaire ou associé correspondant, paye une cotisation annuelle de dix francs. Cette cotisation donne droit aux avantages suivants : 1° Se procurer à prix réduits les publications de la société; 2° faire faire, avec une remise considérable, ses commissions de librairie par l'agent de la société; 3° s'adresser à la société pour tous les renseignements bibliographiques dont on a besoin; 4° profiter du cabinet littéraire établi au siège de la société³. La société est administrée par un conseil de quarante membres, choisis parmi les membres titulaires, et qui se réunit au moins une fois par mois. Trois comités, de cinq membres chacun, sont nommés par le conseil : un comité de publication, un comité de rédaction pour la *Revue*, un comité des fonds. Une assemblée générale, où sont convoqués tous les sociétaires, a lieu chaque année. La société publie, depuis le mois de février 1868, sous le titre de *Polybiblion*, *Revue bibliographique universelle*⁴, un recueil mensuel, qui paraît par livraison de six feuilles d'impression, et qui contient : 1° des comptes rendus des principales publications françaises et étrangères; 2° une chronique résumant tous les faits se rattachant

¹ Il est composé de MM. G. de Beaucourt, *président*; Edgard Boutaric et Anatole de Barthélemy, *vice-présidents*; René de Saint-Mauris, *secrétaire*. et Maxime Ribaud, *trésorier*.

² Rue du Bac, 77.

³ Le cabinet littéraire établi au siège de la société, est composé d'environ cent quarante recueils périodiques, dont soixante-dix revues françaises, et un nombre à peu près égal de revues allemandes, anglaises, américaines, belges, hollandaises, suisses, espagnoles et italiennes. Il est à la disposition de tous les sociétaires, et est ouvert chaque jour, excepté le dimanche, de midi à cinq heures.

⁴ Le prix de l'abonnement est de 15 fr. Ce prix est réduit à 10 francs pour les membres de la société payant déjà leur cotisation annuelle.

à la spécialité de la *Revue* ; 3° une correspondance, où sont fournies les indications bibliographiques demandées à la société par ses membres ; 4° une bibliographie méthodique des ouvrages français et étrangers ; 5° les sommaires de deux cent vingt recueils périodiques français et étrangers ; 6° les sommaires des articles littéraires des grands journaux de Paris ¹. Le conseil d'administration prépare le programme des ouvrages que la société se propose d'éditer, et qui embrassera sept séries au moins : 1° ouvrages de fonds originaux ; 2° traductions ; 3° réimpressions ; 4° collection de traités scientifiques élémentaires ; 5° collection de petits mémoires sur l'histoire de France ; 6° textes inédits ; 7° ouvrages de bibliographie pure. Dès que les ressources de la société en permettront la réalisation, on mettra sous presse : Un travail sur les notions relatives aux conciles ; — la traduction de deux publications allemandes du plus haut intérêt ; — deux volumes de réimpressions ; — deux volumes de la collection de traités scientifiques élémentaires ; — deux volumes de la collection de petits mémoires sur l'histoire de France ; — un ouvrage de bibliographie, qui sera publié par voie de souscription.

Je viens de donner ici aux lecteurs de la *Revue des questions historiques*, le tableau officiel et complet des avantages qu'offre à ses adhérents la Société bibliographique, et j'espère qu'ils voudront tous être comptés désormais au nombre de ses membres. N'est-ce pas le devoir des gens d'intelligence et de cœur d'appuyer de toutes leurs forces tout ce qui est propre à secouer l'engourdissement intellectuel et moral dont notre pays semble depuis un certain laps de temps malheureusement atteint ? Ne faut-il pas qu'ils s'unissent, qu'ils se concertent, qu'ils agissent enfin pour le triomphe de toutes les bonnes causes, dont la moindre n'est pas, à coup sûr, la propagation des méthodes vraies et des saines doctrines, dans un public de jour en jour plus nombreux ? Pour ma part, excepté l'École des chartes, à laquelle je me fais un devoir de payer toujours et partout une dette sacrée de reconnaissance, rien ne m'intéresse autant que la croissance et le succès de la Société bibliographique.

Je groupe ici, suivant l'usage, quelques nouvelles qui m'ont paru de nature à intéresser nos lecteurs. M. Gachard, le savant conservateur des archives du royaume de Belgique vient de rentrer à Bruxelles avec une ample moisson de documents recueillis dans les archives de Turin, Milan, Gènes, Florence, Rome, Venise et Naples. Parmi ces documents, on peut citer comme étant les plus curieux : une grande collection de lettres des ambassadeurs du duc de Milan Galéas Marie Sforza à la cour de Charles le Téméraire et de Louis XI ; des lettres, en grande partie autographes, de Philippe II d'Espagne à Emmanuel Philibert de Savoie, de 1553 à 1561 ; cent cinquante lettres autographes écrites par Granvelle à Philippe II de 1553 à 1561 ; le journal autographe d'Emmanuel Philibert sur ses campagnes dans les Pays-Bas ; les lettres et négociations du cardinal

Polus, légat du pape Jules III, pour le rétablissement du catholicisme en Angleterre et la conclusion de la paix entre la France et l'Espagne; des lettres inédites, et souvent autographes, de Philippe II et de don Juan d'Autriche à Marguerite d'Autriche duchesse de Parme; de nouvelles dépêches des ambassadeurs du duc de Florence, Côme de Médicis, et de ses successeurs, aux cours de Charles-Quint et de Philippe II; la correspondance officielle du cardinal Imola, légat du pape à la cour de Charles-Quint, de 1553 à 1554, et de plusieurs autres nonces. — A propos de ces découvertes qui ne peuvent manquer de jeter une grande lumière sur l'histoire du *xv^e* et du *xvi^e* siècle, je ne puis m'empêcher de protester ici, comme je l'ai déjà fait dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, contre le déplorable système dont le ministère des Affaires étrangères de France s'obstine à ne pas démordre en ce qui concerne ses archives, où sont enfouies tant de pièces indispensables pour l'histoire diplomatique de notre pays, mais dont l'accès est absolument interdit aux érudits français, car les érudits étrangers y *pénètrent*, dit-on, quelquefois, surtout quand ils sont munis d'une recommandation de M. le comte Othon de Bismarck-Schœnhausen, ministre des Affaires étrangères de Prusse, et chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Que l'on ne communique point les documents postérieurs à 1789, je le comprends et, au besoin, je l'approuve, car tout homme sérieux doit tenir compte des susceptibilités diplomatiques et de la raison d'état. Mais, je le demande et je me propose de reproduire obstinément cette question, quel danger y a-t-il pour la politique française dans la divulgation de secrets d'état qui remontent au temps de Louis XIV et même de François I^{er}? Je trouve puérile, pour ne pas dire plus, cette exclusion systématique des travailleurs, et je n'y puis jamais songer sans penser en même temps à cette anecdote, à cette légende, si l'on veut, du factionnaire chargé d'interdire, dans un monument public, aux visiteurs négligents l'approche de certain mur, de peur qu'ils n'y salissent leurs habits, quoique d'ailleurs la couche de peinture en fût parfaitement sèche depuis dix ans. — La chambre des représentants de Belgique, après une vive discussion, a supprimé à la majorité de soixante-quinze voix contre quarante-deux, le subsidie annuel accordé par le gouvernement belge aux jésuites du collège Saint-Michel de Bruxelles qui continuaient avec une si courageuse persévérance le grand recueil des Bollandistes. Que dire d'un tel vote, sinon qu'il est inepte au delà de toute expression? — L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu, dans sa séance du 29 janvier, M. Huillard-Bréholles en remplacement de M. Vincent. Depuis, le nouveau membre a été appelé à faire partie du comité chargé de présider à la continuation du recueil des *Historiens de France*. La même académie, dans sa séance du 12 février, a élu M. Max Müller, à Oxford, à la place de membre associé étranger, vacante par suite du décès de M. Welcker à Bonn. — L'Académie des sciences morales et politiques propose, pour le concours de 1870, le sujet suivant : « Rechercher quelles ont été, en France, pendant la dernière moitié du

xiv^e siècle et au commencement du xv^e, les tendances démocratiques des populations urbaines, notamment dans la ville de Paris; — en indiquer les origines et en montrer les principales manifestations dans les événements de l'Histoire et dans les actes même de la royauté; — suivre ce mouvement démocratique depuis les États généraux de 1356 et l'insurrection de Paris sous le prévôt des marchands, Etienne Marcel, après la bataille de Poitiers et pendant la captivité du roi Jean, jusqu'à la célèbre ordonnance de 1413, sous Charles VI; — en apprécier les vrais caractères, en rappeler les divers effets, en assigner la portée et faire voir à quel moment et pourquoi il a été arrêté. » Le prix est de la valeur de *quinze cents francs*. Les mémoires devront être déposés au secrétariat de l'Institut le 31 décembre 1870, *terme de rigueur*. — M. Louis Courajod met en ce moment la dernière main à l'introduction qu'il doit publier en tête du *Monasticon gallicanum*, ce magnifique recueil de planches dont la science sera redevable à l'idée féconde, au zèle, au dévouement de M. Peigné-Delacourt, le savant et consciencieux archéologue, si bien secondé par les scrupuleuses investigations et les vérifications minutieuses de M. Courajod. — Sur la proposition du Comité des travaux historiques, notre collaborateur M. Alexandre Bruel a été chargé par M. le Ministre de l'Instruction publique d'achever le premier volume du *Cartulaire de Cluny*, dont la publication a été arrêtée par la mort de l'éditeur, M. Auguste Bernard. — Dans sa séance du 5 janvier 1869, le conseil de la société de l'Histoire de France, statuant sur une proposition de M. l'abbé Ulysse Chevalier, a décidé la publication d'un volume renfermant les lettres de Saint-Avit, auquel on joindrait ses homélies et ses *poëmata*. Dans une séance précédente le même conseil a adopté le projet de publication d'un volume de lettres de Louis XI, qui lui a été soumis par M^{lle} Dupont, Pour la même société M. Duplès-Agier est chargé de publier la chronique de Saint-Martial de Limoges; M. d'Arbois de Jubainville et P. Meyer, la chronique d'Albéric des Trois-Fontaines, et M. Boutaric, les établissements de saint Louis. — M. Douet d'Arcq poursuit activement le troisième volume de l'Inventaire des Sceaux aux archives de l'Empire, et l'inventaire des pièces exposées dans les vitrines du nouveau musée est achevé jusqu'à la Révolution.

Parmi les publications récentes ou en préparation, il convient de citer encore : 1^o A la librairie de Victor Palmé, la réimpression des *Historiens de France*, dont les tomes I et XIII viennent de paraître, par les soins de M. Ch. Em. Ruelle pour le tome I, et de M. Tuetey pour le tome XIII, sous la direction de M. Léopold Delisle, membre de l'Institut. M. Delisle et ses savants collaborateurs se proposent de reproduire le plus exactement possible l'orthographe et la disposition typographique de la première édition. En outre cette réimpression sera suivie de deux volumes de supplément où seront comblées les lacunes de l'édition primitive. Dom Paul Piolin s'est chargé de surveiller pour la même librairie la réimpression du *Gallia Christiana*. Le savant bénédictin de Solesme se propose, dit-il, « de

reproduire textuellement les treize volumes du *Gallia Christiana*, publiés par les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur, page par page, ligne par ligne. » Il ajoutera deux volumes de supplément. « Le premier objet que je me propose dans ce supplément est d'améliorer le *Gallia* d'après les découvertes qui ont été faites depuis sa publication... Je me suis proposé, en second lieu, de continuer jusqu'à nos jours l'histoire que les premiers auteurs avaient conduite jusqu'à leur époque. » On croira aisément Dom Piolin quand il dit : « Mon seul but, dans ce labeur, est de consacrer mes efforts à l'amélioration d'un ouvrage utile à la gloire de l'Eglise et à celle de la France. » 2° A la librairie Franck le second fascicule du tome I^{er} des *Mémoires de la société de linguistique de Paris* qui vient d'être distribué aux membres de cette société. 3° Une *histoire de Sixte-Quint* que prépare M. le baron Hübnér, ancien ambassadeur d'Autriche en France. Dans cet ouvrage, écrit, dit-on, en français, l'auteur utilisera de nombreux documents inédits, tirés des dépôts français, anglais et espagnols. 4° Un catalogue des *Clarendon Papers* conservés dans la bibliothèque bodléienne d'Oxford, qui sera prochainement publié. D'un autre côté le *Roxburghe club* se propose d'éditer une partie de ces curieux papiers, qui offrent un vif intérêt pour l'histoire d'Angleterre. 5° A la librairie J. Lezoffre, le *Tractatus de Papa, ubi et de concilio œcumenico*, deux volumes par M. l'abbé Bouix. 6° A la librairie Adrien Le Clere une *Histoire des Conciles* traduite de l'allemand du docteur Héfélé par M. l'abbé Goschler et M. l'abbé Dulac. Cette histoire formera dix volumes in-8°. Ces deux dernières publications peuvent être regardées comme de circonstance, puisque chaque moment nous rapproche de cette date, qui sera, au point de vue religieux, la plus grande du XIX^e siècle, le 8 décembre 1869, jour où Pie IX doit ouvrir la session du concile œcumenique du Vatican.

Un concile œcumenique ! Une assemblée générale des évêques du monde entier, successeurs des apôtres, sous la présidence du pape, successeur de Pierre, prince des apôtres, dans cette ville de Rome où a été posée la pierre angulaire contre laquelle schismes, hérésies, libres pensées ont brisé leurs efforts, quel plus beau témoignage de la protection toujours présente, après dix-huit siècles, du Saint-Esprit sur son Eglise ! Quelle plus belle vérification de la sûre et profonde sagesse qu'il y a pour tous les hommes, savants ou ignorants, grands ou petits, à s'attacher ou à se rattacher avec une docilité courageuse à ce que les esprits qui ne sont forts que de leur extrême faiblesse ont de tout temps traité de folie ! à la divine folie de la croix, *divinam stultitiam*. Après le grand Berryer, c'est ce qu'a fait le grand Lamartine. Le dimanche 28 février, à onze heures du soir, en son chalet du bois de Boulogne, le poète des *Méditations* et des *Harmonies*, Alphonse-Marie-Louis Prat de Lamartine, né à Mâcon le 21 octobre 1790, est parti pour un monde meilleur, après avoir reçu les sacrements de l'Eglise.

MARIUS SEPET.

REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

Au mois d'août 1867, paraissait dans la *Revue des cours littéraires* un article de M. Paul Grimblot, intitulé : *les faux Autographes de M^{me} de Maintenon*. Dans cet article, que la *Revue* signala alors à ses lecteurs, l'auteur prétendait que M. Lavallée s'était laissé duper en publiant des autographes *doublement faux*. La *Revue*, on se le rappellera peut-être, n'adopta pas l'opinion de M. Grimblot.

« Sur quoi s'appuie l'auteur, disait-elle, pour prétendre que l'honorable professeur à l'école de Saint-Cyr a été victime d'une « supercherie encore plus coupable, plus effrontée » que celle de La Beaumelle ? sur de simples conjectures. Quelle autorité a-t-il pour faire ainsi le procès à une publication aussi consciencieuse et aussi longuement préparée ? Il nous dit lui-même, en terminant, qu'il « confesse son incompétence en pareilles matières. » Quelles preuves péremptoires donne-t-il de la non-authenticité des autographes provenant de la collection de M. de Cambacérès ? Il n'allègue que la fausseté des dates... Il relève des erreurs de deux ou cinq années qui, à ses yeux, suffisent pour prouver « la fausseté des prétendus autographes de M. de Cambacérès..... » Mais... s'il n'y a, la plupart du temps, que des erreurs de dates et principalement de dates d'années, est-ce une raison suffisante pour supposer les lettres fabriquées ? L'auteur nous paraît, en effet, fort incompétent, car il ne sait pas que, généralement, les lettres de ce genre ne portent pas sur l'autographe de date d'année, et que cette date n'est le plus souvent... qu'une conjecture plus ou moins heureuse de l'éditeur ¹. »

La *Revue* terminait en réclamant des détails précis sur les autographes de M. de Cambacérès.

L'attaque de M. Grimblot n'en fit pas moins son chemin. Reproduite bientôt, sous forme de brochure, elle obtint crédit auprès de certains érudits : M. Geffroy, dans la *Revue critique* du 4 janvier 1868 ; M. de Sybel, dans son *Historische Zeitschrift*, adoptèrent les conclusions de l'auteur. « M. Lavallée, disait M. Geffroy, avait exprimé au commencement de sa publication des lettres de M^{me} de Maintenon, le regret d'avoir à publier bientôt certaine partie de cette cor-

respondance d'après le texte altéré par La Beaumelle, sans pouvoir consulter les originaux, apparemment perdus. Son vœu à peine exaucé (*exprimé*?) fut, paraît-il, entendu, et d'un atelier habile les documents souhaités sortirent tout frais pour lui venir en aide. *Il faut lire dans l'intéressante et exacte dissertation de M. Grimblot toutes les preuves de cette nouvelle fabrication de lettres historiques.* Dans leur zèle de fidèle reproduction, nos artistes ont fait des maladresses..... Dangeau en main, M. Grimblot relève *impitoyablement* des erreurs de faits et de date. Espérons que ce nouvel exemple profitera à nos éditeurs, à nos collectionneurs et à nos industriels. »

La *Revue des questions historiques* avait pourtant raison : elle le fit connaître dans sa livraison du 1^{er} avril (p. 683-84) et la preuve vient d'en être administrée, avec une loyauté parfaite, par celui-là même qui avait délivré à M. Grimblot un brevet d'impitoyable critique et de scrupuleuse exactitude.

Dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1869 ¹, M. Geffroy établit que les autographes de M. de Cambacérès, maintenant en la possession du duc de Mouchy, sont bien et dûment authentiques, et qu'« il eût suffi de les montrer quelques instants pour mettre à néant, dans l'esprit même du critique, toute incertitude sur l'authenticité. » Ils sont contenus, en effet, dans trois volumes in-folio, reliés au dernier siècle, et collés sur des feuillets évidés de façon à servir d'encadrement à chaque lettre. L'écriture est tantôt celle de M^{me} de Maintenon, tantôt celle de M^{lle} d'Aumale. Les trois volumes proviennent du cabinet de l'archichancelier Cambacérès, qui les avait achetés pendant la révolution, sans doute à la suite du pillage de l'hôtel de Noailles. « Qu'aperçoit-on du premier coup d'œil, si l'on vient à vérifier sur ces manuscrits les contradictions signalées ? Une chose très-simple et très-décisive, que le lecteur a devinée déjà : il y a fort peu de dates originales en tête de ces lettres manuscrites..... » Et M. Geffroy se met à « renverser » et à « ruiner » *impitoyablement*, une à une, les « preuves » alléguées par M. Grimblot ².

En constatant les réserves qu'il convient de faire sur la publication de M. Lavallée ; en relevant certaines confusions, certaines négligences, l'écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* reconnaît que M. Lavallée ne s'est jamais laissé tromper aux pièces fabriquées, et qu'il a « démêlé, au contraire, avec beaucoup de perspicacité un bon nombre de documents apocryphes. » Il reconnaît aussi que les défauts qu'on peut lui reprocher sont peu de chose auprès du zèle déployé et des services rendus : « M. Lavallée a réuni un très-grand nombre d'originaux ou de copies authentiques entièrement inconnus

¹ De l'authenticité des lettres de Madame de Maintenon, par M. A. Geffroy, professeur suppléant à la Faculté des lettres de Paris. Tirage à part, Paris, imp. Claye, 1869, gr. in-8° de 39 p.

² M. Geffroy a insisté de nouveau sur cette question dans un article publié par la *Revue critique* du 6 février 1869.

avant lui ; il les a publiés, nous le disons après vérification, avec une préoccupation constante d'exactitude : aussi nous est-il permis enfin de connaître la vraie M^{me} de Maintenon. »

M. Geffroy a essayé ici ce travail de restitution, qui est encore à faire, car les beaux travaux de MM. de Noailles et Lavallée ne sont point exempts d'emprunts à des documents reconnus désormais apocryphes. Il est temps qu'une œuvre impartiale et sérieuse, basée uniquement sur des textes irréfragables, nous mette définitivement en présence de la vraie *Madame de Maintenon*.

— Est-ce bien la peine de s'arrêter à discuter un livre qui, en dix années, a déjà vieilli, et que la génération destinée à succéder à la nôtre traitera sans doute avec le dédain qu'on témoigne aujourd'hui aux histoires de France qui ont précédé celle de M. Henri Martin ? Si le P. Daniel, l'abbé Velly, Villaret, Granier et Anquetil « restent au-dessous du médiocre » pour le critique du *Correspondant*¹, que dira-t-on dans trente ans du champion du druidisme et du contempteur de l'Église catholique ? M. Grandcollas a raison de dire que « la France n'a pas encore d'historien national, » et que, « dans sa richesse littéraire, il lui manque un de ces grands écrivains à la conscience austère, au savoir profond, au style éloquent, qui font loi auprès de la postérité. » Mais était-il besoin, pour le démontrer, d'étudier longuement cette *théorie nouvelle sur l'histoire de France*, dont l'exposé suffit pour qu'on passe en souriant. La réputation historique de M. Henri Martin peut avoir conservé quelque crédit dans les bureaux du *Siècle*, mais elle n'existe plus depuis longtemps auprès des lecteurs sérieux et au courant des progrès de la science. Venue à son heure il y a dix ou douze ans, alors que paraissaient les réfutations de MM. de Beaucourt (1856), d'Arbois de Jubainville (1857), H. de l'Épinois (1859), Tamizey de Larroque (1862), la critique de M. Grandcollas est aujourd'hui à peu près inutile, et ne fait que montrer une fois de plus ce que chacun sait déjà, à savoir le peu d'autorité de l'auteur et le peu de fondement de son système historique.

— Le savant M. Bonnetty continue toujours à rassembler² ses *Documents historiques sur la religion des Romains et la connaissance qu'ils ont pu avoir des traditions bibliques* ; l'auteur sait au besoin élargir son sujet : ainsi, parlant de la publication de l'*Enéide*, en l'an 18 avant J.-C., il offre des données très-curieuses pour l'histoire littéraire, en mentionnant les critiques anciens et modernes de Virgile, ses admirateurs, les controverses survenues à son sujet entre les PP. Rapin et Vavasseur, les opinions du P. Possevin et du P. Hardouin, etc. En l'an 17 avant J.-C., M. Bonnetty montre, à propos de la publication de la loi *Julia*, la corruption chaque jour plus grande des mœurs romaines ; il rappelle, d'après Josèphe, qu'Hérode envoya alors ses enfants à Rome, et que ces enfants

¹ Une *théorie nouvelle sur l'histoire de France*. M. Henri Martin. Livraisons des 10 novembre et 25 décembre 1868, et 10 février 1869.

² *Annales de philosophie chrétienne*, année 1868.

furent logés chez Pollion ; il en conclut justement qu'ils durent y voir Mécène, Horace, Ovide et la fleur de la société romaine ; de sorte qu'on ne peut nier que ce commerce journalier ne dût faire connaître les principales croyances historiques et religieuses des juifs. Le travail de M. Bonnetty a nécessité des recherches immenses ; une foule de textes, dispersés de tous côtés et rassemblés avec un zèle et une science extrêmes, viennent jeter de nouvelles lumières sur la société de cette époque et les idées qui y régnaient.

— Les *Annales de philosophie chrétienne* ont donné ¹ le texte et la traduction du chant de la sibylle hébraïque, document le plus ancien, le plus important et le moins contesté des livres sibyllins. Le texte grec a été publié par M. Alexandre ; la traduction est de M. l'abbé Blanc. Dans des notes, M. Bonnetty fait remarquer que ce chant atteste la tradition du vrai Dieu conservée dans la société juive, au milieu d'une société égyptienne, grecque ou romaine, tout entière courbée devant une infinité de dieux.

— Dans le même recueil ², M. Schæbel continue de défendre, contre les attaques du rationalisme allemand, l'authenticité de l'œuvre de Moïse dans le livre des *Nombres*. Ce savant travail fait bonne justice des pointilleries d'une fausse critique. Mentionnons aussi ³ une notice sur le livre apocryphe intitulé *l'Apocalypse de Baruch*, récemment publié par le savant docteur de la bibliothèque Ambrosienne, M. l'abbé Ceriani. Cet apocalypse, conservé en syriaque et en éthiopien, a servi récemment de sujet de dissertation à un professeur de théologie catholique à l'université de Bonn, M. J. Langen. Il paraît avoir été écrit par un juif, après la destruction de Jérusalem par Titus, dans le but de consoler ses coreligionnaires et de leur rendre courage par l'annonce d'un avenir heureux et de l'appui du Seigneur. On ne trouve chez l'auteur aucune trace des théories philosophiques qui dominaient alors parmi les Juifs établis à Alexandrie.

— On soupçonne généralement fort peu dans le monde, même le plus lettré, l'incroyable richesse des productions historiques et littéraires que nous a léguées l'ancienne Égypte : leur étude, d'un abord peu attrayant, est restée le patrimoine exclusif d'un petit nombre d'hommes spéciaux. Aussi l'histoire et les institutions si curieuses de la terre des Pharaons sont-elles encore tous les jours jugées sur les notions incertaines et trompeuses que nous fournissent les auteurs grecs. C'est donc une tâche éminemment utile que celle des érudits qui s'efforcent de vulgariser les découvertes de la science moderne auxquelles Champollion a ouvert la voie. Il importe toutefois de constater que si la plupart des faits de l'histoire égyptienne sont désormais mieux connus, sa chronologie reste plongée dans un chaos inexprimable, qui ne permet d'assigner aucune date certaine à la plupart des dynasties. Il faut aussi convenir que

¹ Livr. de mars, avril, mai, juin, juillet et août 1868.

² Livr. de juin, juillet, août, septembre, octobre, novembre 1868.

³ Livraison de juin 1868.

si les nombreuses productions du génie égyptien méritent le plus grand intérêt par leur extrême antiquité et leur grande importance historique, elles laissent beaucoup à désirer sous le rapport de la valeur littéraire. Jamais, peut-être, la pensée humaine n'a revêtu une forme plus fastidieuse : une désespérante monotonie ne rappelle que trop la ressemblance des types constamment reproduits de l'ancienne Egypte, ou l'attitude du sommeil éternel de ses momies. M. de Rougé a consacré l'an dernier son cours du collège de France à l'étude des monuments égyptiens du règne de Sésostriis : les résultats de ce cours ont été présentés avec netteté et d'une façon fort intéressante par un de ses meilleurs élèves, M. Félix Robiou¹, qui vient d'ouvrir lui-même un cours libre, où il examinera les questions qui se rattachent à l'histoire primitive de l'Orient.

— M. Aubé a repris récemment² la thèse qu'il avait commencé à développer dans la *Revue contemporaine*. Après avoir supprimé ou du moins réduit presque à rien les deux premières persécutions contre les chrétiens, sous Néron et sous Domitien, il déclare qu'il n'y a pas eu de persécution sous Trajan. Les deux premières persécutions étaient, selon M. Aubé, « des coups d'autorité portés en dehors de toute loi écrite ; » le martyre d'Achillée et de Nérée, décapités à Terracine sous le règne de Nerva, est « invraisemblable ; » et « le récit romanesque qu'on appelle les actes d'Achillée et de Nérée » n'a pas de valeur historique. La lettre de Pline à Trajan est suspecte. M. Aubé n'ose pas conclure que Pline n'ait pas écrit à Trajan, mais il pense que le texte de sa lettre a été altéré ou interpolé. Le rescrit de Trajan est la première loi impériale rendue « au sujet » des chrétiens : M. Aubé ne sait « s'il doit dire pour ou contre les chrétiens, » puisque, les condamnant en principe, il les laisse en fait dans une certaine sécurité. Les actes de saint Ignace, mort à Antioche, et non à Rome, sont manifestement apocryphes ; son supplice est réel, mais c'est un accident, et « de tout ce que la tradition a appelé la troisième persécution, » il reste seulement que « plusieurs chrétiens ont été mis à mort sous le règne de Trajan. » Pline a fait « quelques exemples en Bithynie ; deux ou trois noms sont encore notés dans les martyrologes, et c'est tout. » Ce n'est pas ici le lieu de discuter ces assertions si étrangement paradoxales. La *Revue* y reviendra quelque jour.

— Sous ce titre : *Une polémique bretonne sur les émigrés du vi^e siècle*, le *Correspondant* a publié³ un article de M. Félix Robiou, où se trouve résumée une discussion entre plusieurs savant bretons sur l'origine des populations de la Basse-Bretagne. Les uns veulent avoir dans ces populations les représentants des anciens Armoricaïns ; les autres soutiennent que cette race ayant été à près anéantie par les

¹ Sésostriis d'après les nouveaux documents. — *Revue contemporaine* du 15 octobre 1868.

² *Le christianisme dans l'empire romain ; la persécution sous Trajan.* — *Revue contemporaine* du 15 février 1869.

³ Livr. du 25 octobre 1868.

invasions maritimes des barbares, la péninsule bretonne fut repeuplée entièrement par les habitants de la Grande-Bretagne, chassés par les Saxons. MM. de Courson et de La Borderie sont à la tête de cette dernière école, pour laquelle M. Robiou incline visiblement. Leur thèse s'appuie sur des arguments d'une haute valeur; mais si la prédominance de l'élément breton est constatée dans les régions de la Cornouaille et du Léon, il faudrait se garder d'en rien conclure pour ce qui concerne la Haute-Bretagne.

— M. Albert Lefavre a raconté en détail ¹ l'histoire un peu confuse des trois Othon, empereurs de Germanie; de grandes qualités distinguaient ces princes, et de grands services les recommandent à l'attention des historiens. En arrêtant les Hongrois, ils ont préservé l'Europe d'une nouvelle invasion, et leurs conquêtes sur l'Elbe et l'Oder, M. Lefavre le dit très-bien, ont été un bienfait pour les peuples soumis, un progrès pour le christianisme et l'humanité. La nation allemande s'est véritablement transformée entre leurs mains. Mais deux grandes erreurs ont compromis ces services; ces deux grandes erreurs, M. Lefavre les signale, furent évidemment l'idée de recomposer un empire byzantin, et leur obstination à conquérir l'Italie. « Par leur utopie césarienne, ils sacrifièrent à l'archéologie leurs vrais intérêts et perdirent le sentiment germanique qui faisait leur force; par leurs entreprises sur l'Italie, ils inaugurèrent cette fatale politique qui disposait des nations suivant des droits imaginaires. De cet anachronisme l'Italie fut la grande victime: elle le paya de sa liberté pendant plusieurs siècles. » Dans le cours de son récit, M. Lefavre est sévère pour les Papes: ainsi, il prête à Sylvestre « le génie de l'intrigue et *probablement* une grande souplesse de principes. » Il le montre arrivant au pouvoir « à force d'artifices et d'apostasies. » Il affirme, sans aucune réserve, mais aussi sans preuve nouvelle, que Crescentius est « issu du commerce de Théodora et du Pape Jean X. » En signalant comme secrète la députation envoyée par Jean XV à Othon III pour le supplier de délivrer le successeur de saint Pierre, M. Lefavre semble oublier le texte des annales d'Hildesheim: *Legati Apostolicæ Sedis cum unanimitate Romanorum atque Longobardorum regem invitant*. M. Lefavre s'étonne avec raison du silence gardé par M. Giesebrecht, si partial pour les princes saxons, sur la perfidie d'Othon III, faisant égorger Crescentius après lui avoir promis la vie. Ce récit, en effet, était au moins à discuter.

— Dans son récit intéressant et circonstancié de l'évasion de Marie de Médicis du château de Blois ², M. Loiseleur proteste contre la réhabilitation du connétable de Luynes, transformé par M. Cousin en grand homme d'Etat. M. Loiseleur prétend, au contraire, que Luynes ne connut guère d'autre guide que l'intérêt; il le montre poursuivant à outrance Marie de Médicis, tandis que M. Cousin atténue beaucoup ici sa conduite. Dans son évasion, la Reine

¹ *Revue contemporaine*, 15, 31 juillet et 31 octobre 1868.

² *Revue contemporaine*, 30 novembre 1868.

se vit aider par les amis du maréchal d'Ancre et par les princes, ravis de se servir d'elle pour faire pièce au connétable. Aussi son évasion fut-elle le signal d'une révolte. « Cette guerre, impie des deux parts, dit M. Loiseleur, mit en lumière tous les vices du régime féodal, et éleva à la hauteur d'un besoin public la destruction de cette puissance, » que devait accomplir Richelieu.

— Depuis quelque temps les journaux avaient annoncé que, par une fortune inespérée, un jeune et habile écrivain était arrivé à résoudre un des problèmes les plus agités et les plus insolubles de notre histoire, à découvrir le véritable *Masque de Fer*. C'était, disait-on, le *Correspondant* qui devait avoir la primeur de cette découverte. Dans la première partie, seule parue, du travail de M. Marius Topin¹, l'auteur pose d'abord la question, et énumère les tentatives qui ont été faites pour arriver à une solution du problème. Cinquante-deux écrivains ont pris successivement la plume, et il semble qu'on en soit arrivé avec M. Michelet à ce résultat négatif : « l'histoire du Masque de Fer restera probablement à jamais obscure. » M. Topin, lui, s'est engagé dans l'étude de la question « sans aucune opinion arrêtée, et avec la ferme résolution de ne chercher qu'une chose, la vérité. » Il s'est livré, d'une main patiente et sagace, dans toutes les archives, au dépouillement de toutes les dépêches relatives aux prisonniers d'Etat sous Louis XIV, depuis l'année 1660 jusqu'à 1710. « Sans me préoccuper, dit-il, des ministres signataires et des prisonniers qu'elles concernaient, sans limiter mes recherches à Saint-Mars, à Pignerol, aux îles Sainte-Marguerite ou à la Bastille, j'ai classé ces dépêches, parmi lesquelles plus de trois cents sont inédites, suivant l'ordre de leur date. Elles se sont alors prêté un mutuel secours, se sont expliquées les unes par les autres, et de cette longue et minutieuse enquête, lentement poursuivie à travers des monceaux de documents, est résultée une solution définitive. » *Une solution définitive!* M. Topin nous l'annonce, et nous devons l'en croire sur parole, jusqu'au moment, assez éloigné encore, où il arrivera à l'exposé de son système. En attendant, il procède avec une sage lenteur, et c'est par des éliminations successives, faites preuves en main, et savamment conduites qu'il nous amènera au terme de ses recherches. « Avant de mettre en scène le véritable homme au Masque de Fer, nous dit-il, j'étudierai rapidement (?), et à l'aide de documents inédits, les illustres usurpateurs de ce nom romanesque, afin que cet ouvrage ne serve pas seulement une curiosité banale, mais encore puisse éclairer d'un jour nouveau quelques-uns des points les plus singuliers de notre histoire intérieure. »

L'« usurpateur » auquel est consacré le premier article de M. Topin est le frère de Louis XIV. L'auteur établit, avec des détails très-circonstanciés, très-minutieux, qui nous font pénétrer de la façon la plus intime dans le *ménage* de Louis XIII, que le

¹ *Correspondant* du 25 février 1869, pp. 580-621.

Masque de Fer ne peut avoir été ni un frère naturel de Louis XIV, né d'un commerce coupable d'Anne d'Autriche avec Buckingham ou avec un autre, ni un frère jumeau et légitime du grand roi. Notons en passant une petite erreur de détail dans les observations faites par l'auteur. Il nous dit (p. 615, note 3) que c'est à tort qu'on rattache à la grossesse d'Anne d'Autriche le fameux vœu de Louis XIII, par lequel il plaça son royaume sous la protection de la sainte Vierge. « La grossesse de la reine s'est en effet manifestée en janvier 1638, et la *déclaration pour la protection de la Vierge* est de décembre 1637. Elle est faite *pour reconnaissance pour tant de grâces évidentes accordées au roi.* » Nous croyons que M. Topin est trop affirmatif, car la grossesse qui se dénoua le 3 septembre 1638 par la naissance de Louis XIV, remontait bien au 3 décembre 1637, et rien n'empêche de supposer que sans vouloir rendre aussitôt le fait public, ce fut là le véritable mobile de la déclaration de décembre 1637.

— M. Arthur E. Houghton, en s'appuyant sur un ouvrage publié récemment par le major anglais Malleson, venge Dupleix des calomnies de nombreux historiens¹. Il le célèbre comme « un des plus grands hommes dont la France puisse se glorifier. » Énergique, désintéressé, quoi qu'on en ait dit, grand administrateur, Dupleix, dit-il, est « un génie de premier ordre. » Avant de raconter les actes glorieux de son héros, M. Houghton montre le commencement de la puissance française dans l'Inde établie en 1668 par Caron, puis par Martin, dont la politique eut pour « trait principal une inaltérable probité dans ses relations avec les indigènes. » La discorde qui éclata entre Dupleix, gouverneur de la colonie, et La Bourdonnais, chef de la flotte, est racontée avec détail : Dupleix avait légalement droit de commander, mais La Bourdonnais, soldat intrépide, ne sut pas se défendre d'une basse jalousie, et reçut même, dit-on, de l'argent des Anglais pour sacrifier à sa passion les intérêts de la France. Les soupçons sont graves. et cependant, dit M. Houghton, « on ne peut facilement croire à une telle défaillance chez La Bourdonnais. » Dupleix avait fondé en 1751 un empire sans rival dans les Indes; mais attaqué par les Anglais, soutenus énergiquement par leur gouvernement, il se vit mal secondé par ses lieutenants et surtout abandonné par la France. Lally restaura presque l'œuvre de Dupleix, mais abandonné à son tour, calomnié comme son prédécesseur, il porta sa tête sur l'échafaud, et la France perdit, en ne soutenant pas ses représentants, l'empire que l'Angleterre conquit en aidant énergiquement les siens.

— Dans un travail remarquable sur Malouet, publié par la *Revue contemporaine*, M. Eug. Assé a repris cette thèse, qui est celle de

¹ *Un empire perdu. Histoire d'un siècle de domination dans l'Indoustan. Revue contemporaine* du 15 décembre 1868. M. Blerzy, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} novembre 1868, a également, sous ce titre : *les Français dans l'Inde*, résumé les recherches du major Malleson.

² Livr. des 31 octobre et 15 novembre 1868.

tous les bons esprits : « un 89 pacifique et définitif. » Pour l'auteur, « la violence, mère légitime de la Révolution et du progrès, » voilà le « vice originel de notre révolution » : « pouvant être pacifique, elle se fit violente. » La Révolution « n'eut foi que dans un discord éternel, irremédiable entre le peuple et ce qui avait été les classes privilégiées ; elle repoussa tout rapprochement, toute entente, et laissa, même après sa victoire, la France éternellement divisée et impuissante à atteindre et cette liberté et cette égalité qu'elle poursuivra cependant toujours. » L'auteur, dans son étude, a eu sous les yeux une correspondance inédite de Malouet, que M. le baron Malouet a rassemblée laborieusement, et qu'il nous donnera prochainement, il faut l'espérer. Cette correspondance a fourni à M. Asse sur certains événements de 1792, et sur le rôle de Malouet dans l'émigration, des détails neufs et intéressants.

— *Préliminaires du Concile national, — Négociation avec le pape à Savone, — Concile national*, — tels sont les nouveaux chapitres du grand travail de M. d'Haussonville, qui se sont déroulés depuis quelques mois dans la *Revue des Deux-Mondes* ¹. Si l'auteur ne s'abstient pas toujours assez de ces réflexions incidentes qui sont tout au moins inutiles, — comme quand il remarque ² « combien vite s'oblitérent les plus claires notions de l'esprit et de la conscience dans ces questions de nature mixte où sont si fatalement et si inextricablement mêlées les affaires de la religion et celles de l'Etat ; » s'il a le tort d'écrire quelque part : « Il se trouvait (était-ce bien étonnant ?) qu'à la longue le malheureux chef de la catholicité, tiré en sens divers par les inspirations, toujours honnêtes, mais *parfois contradictoires*, de sa conscience pontificale, *finissait par n'être plus de force contre le puissant chef de l'empire*, que ne troublait à coup sûr aucune complication de ce genre » (p. 565) ; et encore : « Le malheureux Pie VII, détrôné, captif et malade, pliait avec honneur sous le poids accablant de la situation que lui avait faite, sans qu'il en fût responsable, la constitution séculaire de l'Eglise » (p. 573), — ses récits donnent bientôt un démenti à des appréciations peu fondées, et qui parfois dépassent, croyons-nous, la pensée véritable de l'écrivain. Il est constant, en effet, — et M. d'Haussonville le reconnaît lui-même, — que Pie VII domina toujours Napoléon de tout l'ascendant de la force morale sur la force matérielle et brutale ; et vraiment le seul sentiment que l'on puisse éprouver ici est, d'une part, celui de la compassion à l'égard du doux et malheureux pontife, et, d'autre part, de l'indignation envers l'opprimeur dont les ordres, si fidèlement remplis par son exécuteur des hautes-œuvres, le préfet de Montenotte, aboutirent finalement à faire apparaître chez le souverain Pontife « tous les signes d'une affection hypocondriaque, qui pouvait tendre à altérer les facultés du corps et de l'intelli-

¹ Livraisons des 1^{er} novembre et 1^{er} décembre 1868 ; 1^{er} janvier, 1^{er} et 15 février 1869.

² Livr. du 1^{er} décembre, p. 559-560.

gence ¹. » C'est, du reste, le sentiment d'une *Revue* que nous aimons à citer ici, parce que son témoignage est peu suspect et que l'hommage qu'elle rend au pape Pie VII n'en est que plus désintéressé ².

Les réserves qu'il nous faut faire parfois en suivant M. d'Haussonville dans son long et si instructif exposé, ne font que rendre plus libre l'expression de notre gratitude pour l'immense service qu'il rend à la cause de la Vérité, en rétablissant sous leur vrai jour le caractère des rapports de Napoléon avec Pie VII, et les faits relatifs à ce concile national dont le potentat attendait la facile réalisation de ses désirs. Comment, alors que des évêques, traités de *miserable* ³, de *bête* ⁴, de *f... bête* ⁵, mouraient à quelques semaines de là, comme de vieux arbres atteints par la foudre et qui ne pouvaient s'en relever ⁶; comment, quand un prélat qui alléguait auprès du souverain les exigences sacrées de la conscience, s'attirait cette réponse : « Eh bien ! monsieur, votre conscience n'est qu'une « sottise ⁷, » l'épiscopat eût-il osé tenir tête au maître puissant devant lequel toute l'Europe était courbée ? Ce fut cependant ce qui arriva, et il faut lire dans le récit de M. d'Haussonville par quel concours de circonstances et à la suite de quels incidents le concile national devint une réunion presque factieuse ; comment il fut subitement dissous, après l'arrestation des trois prélats ; comment, enfin, il sortit un moment de ses cendres, pour signer la sentence dictée par le maître.

FR. DE FONTAINE.

¹ Lettre de M. de Chabrol au ministre des cultes en date du 26 mai 1811. *Revue des deux Mondes* du 1^{er} décembre, p. 571.

² « The meek resistance of Pius VII. to the overwhelming force which had crushed every independent Power on the continent of Europe, was therefore a protest worthy of the sacred character of the Head of the Latin Church in favour of the dignity and liberty of man; and, by the justice of Heaven, the victim survived the conqueror, the feeble endured, the mighty one perished. » *The Edinburgh Review*, october 1868, p. 488. Art. intitulé : *The Papacy and the French Empire*.

³ « Je vous ai pardonné et vous ne pardonnez pas aux autres, misérable ! » Paroles de Napoléon à M. de Bois-Chollet, évêque de Seez. *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} janvier, p. 182.

⁴ « Quel est parmi vous celui qui conduit votre évêque, lequel d'ailleurs n'est qu'une bête ? » Paroles de Napoléon aux chanoines de Seez. *Id.* p. 183.

⁵ « Comment avec un évêque pareil, qui n'est qu'une f... bête, étiez-vous si souvent absent ? » Paroles de Napoléon à l'abbé Le Gallois. *Id.*, p. 183.

⁶ « Hélas ! la foudre m'a frappé, et comme les vieux arbres qu'elle atteint, je ne m'en relèverai jamais. » Paroles de l'évêque de Seez. *Id.*, p. 184.

⁷ Paroles de Napoléon à M. de Broglie, évêque de Gand. *Id.*, p. 188.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Histoire de l'Église. par J. D. MÖHLER, publiée par le R. P. GAMS, bénédictin, traduit de l'allemand, par l'abbé P. BELET. Paris, Gaume et Duprey, 1869, 3 vol. in-8°.

La réputation de J. D. Mœhler est faite, et l'ouvrage que l'on publie sous son nom, d'après les cahiers d'anciens auditeurs de ses leçons à Tübingue et à Munich, ne doit pas la diminuer. Le R. P. Gams a eu l'heureuse pensée de sauver ainsi de l'oubli un travail d'ensemble sur l'histoire de l'Église, et bien que la date de ces leçons (1823 à 1835 ; 1835 à 1837), soit déjà ancienne, le fond en général n'a pas vieilli, tant Mœhler était par la science en avant de ses contemporains. Le P. Gams a du reste pris soin de le rajeunir en quelques parties par l'adjonction de notes au texte primitif et par l'indication de sources très-nombreuses. Cette partie bibliographique, où est mentionnée une foule d'ouvrages allemands, mise à chaque chapitre, est très-précieuse, surtout pour nous autres Français, trop ignorants des travaux publiés en Allemagne sur tous les points de l'histoire ecclésiastique. Dans ses leçons, Mœhler a moins donné un récit détaillé des faits qu'une appréciation des divers événements qui ont eu leur retentissement dans le monde. Il a partagé son sujet en trois grandes

époques, subdivisées elles-mêmes en périodes de trois à quatre cents ans chacune. La première époque comprend l'histoire de l'Église chrétienne sur le terrain de la civilisation gréco-romaine ; la seconde l'histoire de l'Église chrétienne sous la civilisation germanique ; la troisième, l'histoire de l'Église sous la civilisation gréco-romaine dans son mélange avec la civilisation germanique. Dans chacune de ces époques et de ces périodes, Mœhler montre comment le christianisme s'est développé, quels obstacles il a rencontrés à son développement, dans les hérésies et la situation des États, comment, malgré ces obstacles, les sciences ecclésiastiques se sont épanouies, le dogme s'est affermi, le culte extérieur et la discipline ecclésiastique se sont établis. Sur tous les points, Mœhler est exact, précis, substantiel. Seulement je voudrais trouver çà et là une note de plus pour compléter ce que n'a pas dit Mœhler, ce qu'il ne pouvait pas dire, par exemple sur les ressources que l'archéologie fournit à l'histoire de l'Église, lorsque l'archéologie est interrogée par MM. E. Leblant, Martigny, de Rossi. Le P. Gams aurait pu développer en ce sens le passage de l'introduction de Mœhler sur les sciences auxiliaires de l'histoire de l'Église. Pourquoi également ne pas citer dans la Bibliogra-

hie les *Éléments de Paléographie* de M. de Wailly, qui, même après le traité de Diplomatique des Bénédictins, doivent être étudiés ? On aurait pu, ce me semble, suppléer à la critique de Mœhler et faire quelque réserve en mentionnant l'*histoire de l'Église*, par Fleury. Convenait-il, en présence des derniers travaux sur la matière, de nommer toujours S. Hippolyte comme l'auteur du *Philosophumena*, sans parler des objections émises contre cette opinion, et d'admettre l'authenticité de la Pragmatique de 1268, sans résumer les preuves qui viennent lui ôter toute créance ? Mais ce sont là quelques taches, rares après tout, dans un ouvrage plein d'excellentes choses. Dans ses jugements, Mœhler fait preuve d'un esprit très-large : il blâme l'abus des commandes, il flétrit le népotisme, il gémit toujours de voir les réformes, qui, faites à temps, auraient prévenu les révolutions, arrêtées par le cours des passions. Mais il sait que c'est là le fait de l'élément humain dans l'Église et que l'élément divin n'en est pas atteint pour cela. Sur chaque question controversée, Mœhler rencontre ainsi presque toujours la note juste, parce qu'il possède la science et qu'il a un sens éminemment droit.

Dans ces éloges décernés au savant auteur et à son docte annotateur, on ne peut oublier le traducteur, M. l'abbé Belet : ce n'est pas le premier service rendu par le zélé rédacteur des anciennes *Archives théologiques*, et on ne saurait trop répandre parmi nous les bons ouvrages qui se publient de l'autre côté du Rhin. L'*Histoire de l'Église* de Mœhler est un de ces livres sérieux qu'il serait utile de mettre entre les mains de toutes les personnes désireuses de s'instruire.

H. DE L'E.

Italie et Renaissance, par J. ZELLER. Paris, Didier, 1868, in-8° de xi-651 p.

Encouragé par le succès de ses précédents *Entretiens sur l'histoire*, M. Zeller a écrit ce nouveau volume pour retracer le caractère et les effets de la Renaissance en Italie. Il a ainsi agrandi son cadre en limitant son sujet : son récit offre plus de développement, son style est devenu encore plus animé ; parfois aussi il n'est pas exempt de recherche et peut-être vise trop à l'effet. M. Zeller est instruit, mais on voit qu'il veut avant tout saisir son auditeur par une forme oratoire, car pour lui « l'histoire est à la fois une science et un art, une œuvre de patience et d'inspiration ; » il est artiste, et pour mieux peindre une époque il s'attache volontiers à quelques fortes individualités qu'il peut caractériser en peu de mots, et autour desquels il groupe tous les faits. Ainsi, en retraçant successivement l'histoire des divers États d'Italie, Rome, Florence, Milan, Naples, Venise, Gênes, il s'attache à mettre en relief la papauté avec Pie II, « un pape lettré ; » avec Sixte IV, « un pape politique. » S'agit-il de Florence, M. Zeller montre en Cosme de Médicis un « banquier libéral, » et dans les actes de Laurent le Magnifique « le gouvernement d'un Mécène. » A Naples et à Milan, il trouve le sujet d'un parallèle dans « les deux fondateurs, » Alphonse le Magnanime et François Sforza ; puis l'histoire « d'une conspiration classique » avec Galéas Sforza, et « d'une conspiration féodale » avec Ferdinand I^{er}. Après « l'aristocratie » de Venise et « la démocratie » de Gênes, il ne rencontre dans les petits États que « tyrannaux et factions. » Et c'est ainsi que le lecteur est conduit à la fin du xv^e siècle, alors qu'en Italie, il n'y a plus « ni patrie, ni religion, mais l'art. » Ce xv^e siècle ne

s'achève pas cependant sans avoir vu « un chevalier errant, » Charles VIII, « un réformateur italien, » Jérôme Savonarole, puis « la papauté temporelle » d'Alexandre VI Borgia, remplacée par la « papauté nationale » de Jules II et « le pontificat de Médecine, » c'est-à-dire de Léon X. Tels sont, en effet, les différents caractères que présente alors l'histoire de l'Italie. Les résultats auxquels on arrive sont tristes à constater. Luther va venir, et personne n'a le pressentiment de Luther, car tout le monde se repaît de chimères, se plonge dans cette vie voluptueuse, païenne, où une véritable indifférence religieuse et une ambition versatile amènent, comme le dit fort bien M. Zeller, des périls pour le Saint-Siège et pour l'Italie.

Le tableau est saisissant; mais M. Zeller oublie peut-être un peu que l'histoire n'est pas un poème didactique ou l'intérêt a besoin d'être ménagé pour aller toujours croissant, sans que rien ne vienne l'affaiblir; l'histoire est le récit des actes d'êtres libres, par conséquent elle présente un mélange de bon et de mauvais. Ainsi, en constatant que la papauté eut le tort réel d'être trop de son temps, de trop participer à l'élément humain, de ne pas assez réformer, il ne faudrait pas oublier ce qu'elle a pu faire en ce sens. C'est à tort que M. Zeller montre le pape Eugène IV opposé au concile de Bâle et à ses réformes, car Eugène IV ne fit aucune opposition au Concile tant que le concile voulut réformer; il ne condamna que sa révolte, et ensuite la plupart des réformes proposées au concile furent admises dans les concordats avec l'Allemagne. Pour justifier la qualité de « pape politique » donnée à Sixte IV, il ne faudrait pas dire qu'il tenta le premier de restaurer le pouvoir pontifical dans les États de l'Église, car ce fut le dessein suivi avant lui par tous les papes, Pie II,

Nicolas V, Eugène IV, Martin V, etc. M. Zeller peut constater que Sixte IV lança la politique temporelle des papes dans un cercle vicieux qui s'appelle le népotisme, mais il aurait pu expliquer comment, en présence des grands de Rome toujours en révolte, les papes durent naturellement choisir leurs parents pour exercer le pouvoir. S'il y eut dans cet usage un aveugle amour de famille, il y eut aussi parfois la pensée de servir l'Église. En montrant l'influence des passions humaines sur la politique pontificale, M. Zeller a raison de dire que Sixte IV était dans le secret d'une conspiration pour renverser les Médicis, mais ne va-t-il pas trop loin en ajoutant qu'il était dans le secret du projet d'assassinat? des textes formels contredisent cette assertion. S'il parle ensuite de la perfidie de Sixte IV, il faut faire observer que ce ne fut pas Sixte IV qui rompit la paix avec Florence; ce fut Médicis qui la viola en envahissant le territoire pontifical de Pérouse.

On voit ce qui manque au livre de M. Zeller : il a forcé quelques traits en les exagérant ou en les présentant isolés; du reste, en lisant ces pages si tristes et si instructives de l'histoire de l'Italie au x^e siècle, on voit trop bien que la volupté et les fruits de la volupté ont ruiné ce malheureux pays : il en subira longtemps le châtiment.

H. DE L'E.

Histoire de Sixte-Quint, sa vie et son pontificat, par M. A. J. DUMESNIL, Paris, in-8° de vii-520 p. Renouard, 1869.

M. Dumesnil n'a produit dans son livre aucun document nouveau, mais il a très-bien mis à profit les nombreux matériaux contenus dans la *Storia della vita e geste di Sisto quinto*,

écrite au milieu du dernier siècle par le P. Tempesti. Ce précieux ouvrage, encore peu connu en France, malgré la nouvelle édition publiée à Rome en 1866, et dont M. Dumesnil ne parle pas, se trouve ainsi traduit dans sa partie essentielle, celle des pièces originales qu'il renferme. C'est un grand service rendu à l'histoire, particulièrement à l'histoire de France, car le P. Tempesti et après lui M. Dumesnil ont donné des extraits des dépêches envoyées de Rome en France par les secrétaires d'État Montalto, Sfondrat, etc., et envoyées de France à Rome par les nonces Morosini, Caetani, Sega, etc. M. Dumesnil aurait pu même compléter ses renseignements par l'analyse de plusieurs pièces données dans les *Memorie di Morosini*. Le récit est divisé en cinq livres, comprenant : le premier la vie de Sixte V depuis sa naissance jusqu'à son élection à la papauté; le second, le gouvernement temporel de ses États; le troisième, l'exercice de son pouvoir spirituel; le quatrième la politique extérieure, et le cinquième l'histoire et la description des monuments élevés par le pontife; description intéressante, mais qui, se poursuivant pendant deux cents pages, prend ainsi plus du tiers de ce volume; elle est du reste empruntée en grande partie à l'ouvrage du célèbre architecte Dominique Fontana. La légende qui fait naître Sixte V de parents de la plus basse condition, la fable des infirmités simulées par Montalto pour se faire nommer pape, sont justement réfutées. On voit successivement les mesures prises par Sixte V pour rétablir la sécurité de ses sujets et le cours de la justice, introduire l'ordre et l'économie dans les finances, encourager l'industrie, réprimer les abus, en sorte que l'on peut dire que « sous son règne, malheureusement trop court, les États de l'Église jouirent d'une prospérité,

d'un calme sans exemple depuis un grand nombre de siècles. » M. Dumesnil loue les grandes vues de Sixte V, son amour du bien public, mais il reproche au pontife d'avoir « usé dans plus d'une circonstance d'une rigueur excessive, quelquefois même inutile, d'avoir cédé avec faiblesse aux sollicitations de sa famille et, comme beaucoup d'autres, d'avoir subordonné sa politique extérieure à des considérations d'intérêts temporels. » Ce sont là des jugements généraux que viendraient infirmer plus d'un acte de clémence, de désintéressement, de noble indépendance, rapportés par M. Dumesnil lui-même dans le cours de son intéressant ouvrage. Le fait est que bien peu de pontifes se laissèrent moins influencer que Sixte V par des considérations secondaires, et qu'en France notamment il rechercha toujours avec sincérité, si ce n'est avec un égal bonheur, les moyens d'assurer le triomphe du catholicisme.

H. DE L'E.

Saint Andéol et son culte, par l'abbé Onésime MIRABEL. Paris, Palmé, 1868. In-18 de ix-283 p. avec 9 grav.

Pour être le début d'un jeune ecclésiastique, vicaire de l'église qui a continué d'honorer d'un culte particulier le diacre-martyr du III^e siècle, cette monographie mérite d'être signalée avec éloges. Les Bollandistes ont disserté sur saint Andéol au 1^{er} mai des *Acta Sanctorum*. De nos jours, M. le chanoine Rouchier, a donné en appendice, au tome I^{er} de sa remarquable *Histoire du Vivarais*, dont on désire impatientement la suite, des *Eclaircissements sur l'apostolat de saint Andéol* (pp. 471-526), dans lesquels il semblait avoir épuisé la matière. M. l'abbé Mirabel n'a pas glané sans profit à la suite de

ses devanciers. Son ouvrage est divisé en deux parties : Vie de saint Andéol ; Aperçu historique sur son culte. Sans l'analyser, j'y signalerai ce qu'il renferme de plus neuf. Les commencements du culte de saint Andéol sont mieux éclaircis ; l'auteur a mis en lumière la remarquable crypte de la bienh. Tullie et découvert l'inscription tumulaire d'Aurélien, qui aurait été évêque de Viviers au ix^e siècle ; il a révélé l'existence de la prison où souffrit saint Andéol et retracé plus complètement les démêlés des évêques de Viviers avec l'ordre de Saint-Ruf, touchant la possession du prieuré et de l'église du Bourg-Saint-Andéol ; il a expliqué les armoiries de cette ville, dont on avait perdu le sens, et suivi de siècle en siècle le sort des reliques du saint. Comme éclaircissements, il a donné des remarques critiques assez justes sur les *Actes* du saint martyr, distinguant la 1^{re} partie de la 2^e, accordant à la *Passion* une créance qu'il refuse à la biographie ; il déplore la perte du *Liber miraculorum sancti Andeoli*, dont il lui a été impossible de suivre la trace ; il examine enfin si saint Andéol est allé en Espagne et s'il n'était que sous-diacre. Ce livre n'appartient ni à la fantaisie ni à la pure érudition : il apprendra quelque chose aux savants, et se fera lire avec intérêt par ceux qui ne le sont pas.

E. S.

Vie de saint Guillaume, chanoine de Neufchatel. 1196-1231, par l'abbé JEUNET. Locle, 1867. In-4^e de 192 pages, avec planches et *fac-simile*.

Ce saint Guillaume était à peine connu avant le travail de M. Jeunet ; on ne le trouve point dans les Bollandistes au jour de sa fête, le 29 mars. Il était originaire d'Angleterre, et était

professeur à Paris. Là, il eut pour élèves deux fils du comte de Neufchatel, qui obtint de lui de venir se fixer dans leur patrie. Il fut leur chapelain ; on le vit paraître en 1196 comme témoin en qualité de chanoine de Neufchatel : une treizième prébende avait été créée en sa faveur. Quelquefois il est qualifié de prévôt : mais rien n'autorise à penser qu'il eût cette dignité dans le chapitre. Il mourut vers 1232, et fut inhumé, selon toute apparence, dans l'église. On voit par des actes qu'un autel était érigé en son honneur dès 1322. Jean de Fribourg, mort en 1458, et sa femme, Marie de Châlon, lui dédièrent une chapelle.

L'auteur a moins cherché à écrire une vie de saint Guillaume qu'à appeler l'attention sur lui, à réunir tous les documents qui pourraient faire connaître quelques particularités de sa vie, à fixer tous les souvenirs se rattachant à ses miracles, à son culte, aux monuments élevés en son honneur.

Nous ne nous arrêtons donc point à lui reprocher quelques digressions oiseuses dans un travail d'érudition, à lui demander un ordre plus méthodique qui eût empêché la confusion, une critique plus rigoureuse. Mais nous reconnaitrons le zèle, l'activité et le dévouement qu'il a apportés dans ses recherches. Il traite en passant quelques points de l'histoire des comtes de Neufchatel, intimement liée à celle du saint et de son culte, et il rehausse le mérite et l'intérêt de sa publication par des *fac-simile* et des gravures qui conserveront des monuments menacés par le temps.

R. DE ST-M.

Compte des dépenses faites par Charles VII pour secourir Orléans, pendant le siège de 1428, précédé d'études sur l'administration des finances, le recrutement et le pied de solde des troupes à cette époque, par M. Jules LOISELEUR, bibliothécaire de la ville d'Orléans. Orléans, H. Herluison, 1869, in-8 de 211 p.

Le point de départ d'un mémoire historique qui aurait pu facilement prendre les proportions d'un volume, est un document inédit conservé dans la bibliothèque publique d'Orléans, parmi les manuscrits de Polluche; c'est un extrait des comptes d'Hémon Raguier, trésorier des guerres du roi Charles VII, qui s'applique justement aux années 1428 et 1429, dates mémorables du siège et de la délivrance d'Orléans. La pièce, qui provient sans doute d'une communication faite par Vyon d'Hérouval, un des plus savants hommes du *xvii^e* siècle, a pu être collationnée avec un soin spécial sur une copie que possède la bibliothèque impériale. Par une heureuse fortune, dont a su habilement profiter M. Loiseleur, elle n'avait point été jusqu'ici consultée par les nombreux auteurs qui se sont occupés de cette époque, pas même par le plus estimé de tous, l'éditeur bien connu du *Procès de Jeanne d'Arc*, M. Jules Quicherat. On n'a pas de peine à entrevoir les précieuses indications qu'il était possible de tirer de ces nouveaux documents. M. Loiseleur les a examinés sous deux points de vue principaux.

Dans une première partie, il étudie le mécanisme financier, le système administratif des revenus royaux et publics au commencement du *xv^e* siècle. Il distingue soigneusement les fonctionnaires préposés à l'administration du domaine et ceux qui étaient chargés de l'administration des impôts. Il trace, avec autant de modération que de justesse, le triste tableau financier

de l'époque. Il démontre en même temps que le roi de Bourges était loin de se trouver en 1428 dans cet état de dénuement absolu dont parlent presque tous les historiens.

La seconde partie du travail de M. Loiseleur traite spécialement du mode de recrutement et du pied de solde des troupes. On y trouve des renseignements précis sur le compte des dépenses faites par le roi pour le siège, sur la valeur des écus d'or mentionnés dans ce compte. Des calculs savamment établis amènent l'auteur à affirmer que l'armée assiégée comptait seulement « 2,350 combattants, » et que « cinq mille hommes en chiffres ronds » composèrent tout l'effectif des troupes qui délivrèrent Orléans.

Si on veut bien observer maintenant à quel point chez nous l'histoire administrative, celle des institutions et de leur fonctionnement est encore peu avancée, on n'aura pas de peine à s'expliquer l'accueil favorable obtenu par ce travail, lorsqu'il fut présenté tout d'abord à la réunion générale des Sociétés savantes, tenue à la Sorbonne en 1868, et on félicitera d'autant plus M. Loiseleur du légitime succès que lui ont valu de si longues et si difficiles études.

Les pièces elles-mêmes, soigneusement annotées et heureusement classées, ne comprennent pas moins de trente-trois chapitres, tout remplis de curieuses révélations, que devront désormais consulter les futurs historiens de cette grande époque.

G. B. DE P.

Funérailles du roy Henry II.

Roole des parties et sommes de deniers pour le faict desdits obsèques et pompes funèbres, publiée avec une introduction, par le comte L. de GALEMBERT. Paris, Aug. Fontaine, 1869, gr. in-8° de 77 p. sur pap. vergé et teinté. Tiré à 140 exempl.

Les documents du genre de celui-ci sont pleins de renseignements curieux, se rattachant aux institutions, aux mœurs, aux arts, etc. Nous avons publié, il y a quelques années, le compte des obsèques de Charles VII. Le *Roole* que nous donne M. de Galembert pourra offrir une comparaison instructive avec ce document et avec d'autres analogues, qui ont été donnés en extraits, ou qui n'ont pas encore été tirés de la poussière des bibliothèques. Le rôle des funérailles de Henri II ne pouvait être mis au jour avec un luxe typographique de meilleur goût. M. de Galembert a fait précéder la publication de ce document, (lequel est reproduit d'après une copie faite par feu André Salmon sur l'original, provenant de Monteil et reposant dans la bibliothèque de sir Thomas Philipps à Middlesex), de considérations sur les conditions où se trouvaient, au xvr^e siècle, les artistes comme ce François Clouet, peintre et valet de chambre du roi, chargé de « mouler le visaige et effligie d'icelluy deffunct roy, » le troisième de cette génération de maîtres qui furent les derniers représentants de l'école française avant l'invasion de l'école italienne.

G. DE B.

Notes et documents inédits pour servir à la biographie de Jean de Monluc, évêque de Valence, publiés par Ph. TAMIZEY de LARROQUE. Paris, A. Aubry, 1868, gr. in-8° de 84 p.

Ces notes sur Jean de Monluc ne sont pas inconnues de nos lecteurs, car nous leur avons déjà signalé les pa-

tientes et érudites recherches de notre érudit collaborateur, au fur et à mesure qu'elles se déroulaient dans la *Revue de Gascogne*. Les voici enfin rassemblées en une substantielle brochure, que devront consulter tous ceux qui s'occupent de l'histoire du xvr^e siècle et qui voudront étudier le rôle de l'évêque de Valence dans les affaires religieuses et diplomatiques du temps. Que sait-on de la biographie de Jean de Monluc? Les renseignements « sont si vagues, a-t-on dit, que l'on ne peut rien préciser. » Nous en saurons un peu plus désormais, grâce à M. Tamizey de Larroque. Mais il serait à souhaiter que cette brochure devînt un livre, et que l'étude prit les proportions qu'elle comporte. C'est plus qu'un résumé consciencieux et exact des notions désormais acquises à l'histoire qu'il nous faut : c'est un livre où l'air et l'espace soient suffisants pour que cette figure de diplomate éloquent et habile, d'évêque dépassant sans le moindre souci les limites de l'orthodoxie, apparaisse tout entière. Nous espérons qu'un jour ou l'autre M. Tamizey de Larroque nous donnera ce livre. — La moitié de l'opuscule que nous annonçons est remplie par une correspondance qui comprend 12 lettres de Jean de Monluc, adressées au connétable de Montmorency, à Charles IX, à Catherine de Médicis, à Henri III et, par diverses autres pièces se rapportant à l'évêque de Valence.

G. DE B.

Journal de Jean Heroard sur l'enfance et la jeunesse de Louis XIII (1601-1628) extr. des manuscrits originaux et publié par MM. ISIDORE SOULIÉ et EDOUARD DE BARTHÉLEMY. Paris, Firmin Didot, 1868. 2 vol. in-8° de xliix-436 et 456 p.

Je me rappelle que M. Sainte-Beuve, à propos de la publication des lettres

de Marie-Antoinette à l'impératrice Marie-Thérèse sa mère, s'élevait contre ces indiscretions qui font pénétrer l'histoire dans les alcôves royales, livrant de telles révélations à la curiosité irrespectueuse du public. Mais de nos jours, de même que rien n'est demeuré sacré, rien ne saurait rester secret : on trouve des écrivains prêts à gloser sur la prétendue impuissance de Louis XVI, comme sur la froideur de tempérament de Louis XIII ; n'en avons-nous pas vu qui trouvaient un malin plaisir à *guetter* Henri IV aux petites choses, et à nous montrer le paillard à la place du héros ? A ceux-là convient parfaitement — pour la 1^{re} partie du moins — le livre dont le titre est transcrit en tête de cet article. Ils pourront se donner la triste jouissance de contempler un Henri IV en déshabillé — j'allais dire en *débrillé*, — que l'histoire qui se respecte se serait bien gardée d'exhumer des ordurières révélations du premier médecin de Charles IX, de Henri III, de Henri IV et de Louis XIII, qui, sous ce rapport, méritaient bien, à notre avis, de rester enfouies sous une poussière éternelle. Ils verront là, en outre, un pauvre enfant entouré dès son jeune âge de la corruption la plus éhontée, élevé sans retenue et sans pudeur, nourri à une école d'immoralité et de débauche, où, par une faveur inouïe de la Providence, il n'apprit que le dégoût et l'horreur du vice, et d'où il sortit plus chaste que ne l'avaient été depuis longtemps ses prédécesseurs, que ne le furent pendant plus d'une génération ses successeurs. Cet enfant, qui se servait d'un vocabulaire à l'usage des poissardes du plus bas étage, devint dans sa jeunesse un type de modestie et de réserve. Il faut croire que Dieu le prit par la main, pour le tirer de ce bourbier où tout autre eût été submergé.

Est-ce à dire que le *Journal d'Hé-*

roard ne contienne, à côté de tant de vilénies et de turpitudes, rien qui soit digne de la sérieuse histoire, et qui donne lieu à d'intéressantes observations ? Nous n'avons garde de de le dire. Ceux qui ne craindront pas de traverser cette fange, trouveront, par-ci par-là, quelques perles. Ils verront un Louis XIII annonçant d'heureuses dispositions, de l'initiative même, des sentiments élevés ; ils surprendront enfin, jour par jour, le travail qui se fit dans ce jeune cœur, dans cette intelligence, durant les vingt-sept premières années de la vie du roi. Siles éditeurs eussent été un peu plus sobres dans le choix de leurs citations — personne, je crois, ne les en aurait blâmés — nous ne craignons pas de dire que leur livre n'y eût rien perdu. Un tel recueil ne doit pas être destiné à servir de pâture aux amateurs de scandale ; il doit, avant tout, fournir à des observateurs sérieux et éclairés des renseignements dont l'histoire puisse profiter.

Les deux volumes du *Journal* sont précédés d'une introduction où M. Soulié a résumé les faits concernant Henri IV et ses relations avec sa famille ; l'éducation, les exemples et les soins donnés au Dauphin ; le caractère de Louis XIII comme dauphin et comme roi ; les mœurs, le langage, les usages du temps ; les arts et les curiosités. Une notice biographique sur Jean Héroard y est jointe, et l'ouvrage est terminé par la reproduction du traité *de l'Institution du prince* d'Héroard, par une table chronologique du *Journal*, et par une table alphabétique des noms de lieux et de personnes.

G. DE B.

Mémoires des choses passées en Guyenne (1621-1622), rédigés par Bertrand de VIGNOLLES, et publiés avec une introduction et des notes par Ph. TAMIZEY DE LARROQUE. Paris, Pittet-Champeau; Bordeaux, G. Gounouilhoul, 1869, in-8° de 84 p. (*Collection Méridionale*, tome I.)

Notre collaborateur M. Tamizey de Larroque, auquel on doit déjà bon nombre de publications inarquées au coin d'une saine érudition, d'une critique sûre et d'un goût éclairé, entreprend, sous le titre de *Collection Méridionale*, la mise au jour d'une série de volumes, tirés à cent exemplaires, consacrés à la reproduction de textes rares ou inédits relatifs à l'histoire et à la littérature du midi de la France. Il débute aujourd'hui par la publication des *Mémoires* de Bertrand de Vignolles sur les choses passées en Guyenne de 1621 à 1622. Vignolles, qui partagea avec le célèbre capitaine de Charles VII (à la famille duquel il appartenait) le surnom de *La Hire*, était un vigoureux champion de la cause de Henri IV, dont il partagea les sentiments religieux jusque vers 1604, époque où il se convertit, — grâce « aux amollissantes influences de l'amour, » comme parle son biographe, ou plutôt aux conseils pleins de persuasion de sa future, Marguerite de Balaguier, veuve d'un petit-fils de Monluc, chez laquelle, nous apprend Le Duchat, « Mathurine et Du Perron le Jeune allaient faire leurs leçons de controverse. » Maréchal de camp et le plus ancien de l'armée, Vignolles mourut en 1636, à 71 ans, sans avoir obtenu ce bâton de maréchal dont ses contemporains le jugeaient digne. Il a laissé un récit des événements auxquels il fut mêlé en Guyenne en 1621 et 1622. Ces courts mais précieux *Mémoires*, n'avaient été imprimés séparément que dans deux éditions de 1624 et de 1629, devenues introuvables. Le marquis d'Aubais

les avait réimprimés, en 1759, dans ses *Pièces fugitives*, recueil fort rare. M. Tamizey de Larroque a donc eu une très-bonne pensée de remettre en lumière ce document historique, auquel il a joint une excellente biographie de Vignolles, et un abondant commentaire, dont tous ceux qui aiment à voir un texte entouré de ce qui peut l'élucider et le compléter, lui sauront le plus grand gré.

G. DE B.

Lettres de Madame de Villars, à Madame de Coulanges (1679-1687), nouvelle édition avec introduction et notes, par ALFRED DE COURTOIS. Paris, Henri Plon, 1868, in-8 cav. de 346 p.

Vers le milieu de la plus belle période du règne de Louis XIV, au mois de mai 1679, fut décidé le mariage de Marie-Louise d'Orléans, fille de Monsieur, frère du roi, et de Madame Henriette d'Angleterre, avec Charles II le triste et incapable souverain d'Espagne. La politique le voulait ainsi. Mais il fallait avoir à Madrid un ambassadeur digne de représenter dans cette circonstance la majesté française, de diriger les négociations délicates relatives à cette union, de servir de guide au besoin à la jeune reine au sein d'une cour dont elle ne connaissait ni les scrupuleuses exigences, ni les fastueuses traditions. Louis XIV choisit à cet effet M. de Villars. C'était un diplomate habile et fort renommé dans son temps. La marquise de Villars accompagna son mari dans sa mission et elle résida à Madrid du mois d'octobre 1679 au mois de mai 1681. Pendant ce séjour, elle adressa à Madame de Coulanges de nombreuses lettres, dont trente-sept ont été conservées. Elles avaient été signalées à l'époque même par Madame de Sévigné qui, sans doute, ne voyait pas dans Madame de Villars

une rivale bien dangereuse. Le chevalier de Perrin qui les avait recueillies en vue de l'impression, mais qui fut surpris par la mort avant de les faire paraître, les trouvait, « non-seulement très-agréables à lire, mais encore très-curieuses. » Après lui, elles furent publiées six fois au moins à divers intervalles. Mais tout n'était pas dit, paraît-il, sur l'épisode historique auquel elles ont trait. M. Alfred de Courtois, encouragé par une phrase de M. Sainte-Beuve, vient de rajoinir les lettres, comme leur auteur, par une récente édition qui sera sans doute définitive. Il faut dire, du reste, qu'il a apporté une pierre nouvelle à l'édifice ; il a fait usage d'une relation du marquis de Villars sur l'*Etat de l'Espagne de 1672 à 1682*, qui, publiée il y a quelques années en Angleterre, existe en original aux archives du ministère des Affaires étrangères. Ce mémoire était le résumé des dépêches officielles de l'ambassadeur, de même que les lettres de la marquise présentaient le tableau piquant et anecdotique de la cour d'Espagne.

Ces deux documents, qui se complètent naturellement l'un par l'autre, ont été très-habilement mis en œuvre par M. de Courtois. Son *Introduction* est un fort joli morceau de critique et d'histoire, qui met parfaitement au courant des personnages, de l'époque et du lieu de la scène. Ses *Notes*, qu'il n'épargne pas, prouvent des recherches aussi heureuses que patientes ; elles sont le commentaire vivant des *Lettres*. Mais comment alors les a-t-il rejetées à la fin du volume, se contentant de les rattacher par des chiffres aux lignes correspondantes du texte ? Elles auraient été plus naturellement placées au bas des pages. Mais il fallait faire un volume d'un sujet qui, quoi qu'en dise M. Sainte-Beuve, ne comportait peut-être qu'une étude.

Et c'est là le seul reproche que nous pourrions faire à M. Alfred de Courtois, tout en constatant avec plaisir qu'il a tiré de ses matériaux un fort bon et fort intéressant parti.

Pourquoi faut-il qu'au moment même où l'auteur allait jouir du légitime succès de son œuvre, une maladie imprévue vienne l'enlever tout à coup à ces attachantes études historiques, dont il se promettait bien d'être un des plus dévoués et des plus intelligents champions !

G. B. DE P.

La vie de Madame Elisabeth, sœur de Louis XVI, par M. A. de BEAUCHESNE. Ouvrage enrichi de deux portraits gravés en taille douce sous la direction de M. Henriquel Dupont, par Moïse et Emile Rousseau, de *fac-simile* d'autographes et de plans, et précédé d'une lettre de Mgr DUPANLOUP, évêque d'Orléans. Paris, H. Plon, 1869, 2 vol. in-8° cav. de xix-568 et 608 p.

Nos lecteurs connaissent déjà le bel ouvrage de M. de Beauchesne par l'important fragment que nous en avons donné dans notre livraison d'octobre. Nous aurons occasion d'y revenir, en nous occupant prochainement de la correspondance de Madame Elisabeth ; mais nous ne voulons pas laisser passer l'apparition de ces deux volumes sans acquitter, au nom de la *Revue*, notre dette de reconnaissance envers l'éminent historien, et sans lui payer un juste tribut d'éloges. Voici enfin mise en pleine lumière, et avec des renseignements neufs parfois, toujours authentiques, l'admirable figure de la sœur du Roi-Martyr. Après une vaste introduction où l'auteur fait le tableau de la situation dans les dix dernières années du règne de Louis XV, vient la biographie de la princesse, depuis ces premières années où l'enfant au caractère fier et difficile est l'objet des sollicitudes de sa gou-

vernante M^{me} de Marsan, jusqu'à ce printemps de la vie où tout est parfums et fleurs, où Madame Elisabeth, dans sa solitude de Montreuil, n'est entourée que d'un petit cercle d'amies tendres et dévouées ; jusqu'à ces années troublées où la politique fait irruption dans le palais des Rois, que la famille royale est forcée d'abandonner ; jusqu'à ces jours douloureux et sanglants où Madame Elisabeth, après avoir partagé avec une chrétienne abnégation le sort de Louis XVI et de Marie-Antoinette, subit, elle aussi, leur terrible destinée avec le courage d'une martyre. M. de Beauchesne a fait entrer l'histoire du temps dans la vie de Madame Elisabeth, un peu trop peut-être à notre gré, surtout pour la première période, véritablement intime et *cachée*, de son existence. Mais on ne peut le blâmer d'avoir enrichi son livre d'une foule de détails qui ont leur valeur. Des pièces justificatives fort curieuses terminent chaque volume ; elles offrent à la fois une moisson précieuse de renseignements sur la princesse et sur tout ce qui se rattache à elle de près comme de loin, et une source intéressante d'informations sur certains points de l'histoire de la Révolution. Parmi ces pièces, nous citerons divers documents sur la personne de Madame Elisabeth, sur son entourage, ses diamants, ses meubles, ses livres, sa maison de Montreuil ; la réunion de toutes les pièces concernant les recherches faites pour retrouver et constater les restes de la princesse ; une lettre sur les événements du 10 août et sur l'exécution de la maréchale de Noailles, de la duchesse d'Ayen et de la vicomtesse de Noailles, etc. Nous reviendrons sur les lettres de Madame Elisabeth qui sont données en appendice.

N'oublions pas de mentionner les deux beaux portraits de Madame

Elisabeth placés en tête de chacun des volumes, le plan de Montreuil, le *fac-simile* de l'acte d'accusation et du procès-verbal d'exécution, et enfin deux plans des cimetières de Monceaux et de la Madeleine.

G. DE B.

Les Prisonniers d'Orléans. Episode révolutionnaire, 1792-1795, par M. P. Huot, conseiller à la cour impériale de Colmar. Gr. in-8° de 50 p.

Cet opuscule, extrait de la *Revue d'Alsace*, et qui n'a point été mis en vente, est consacré à retracer le sort des malheureuses victimes qui, après le fatal voyage de Varennes, enfermées sous différents prétextes comme criminels d'Etat dans les prisons d'Orléans pour y être jugées par la haute-cour nationale, furent transférées à Saumur par un décret du 3 septembre 1792. Sous la direction d'une horde de patriotes exaltés, le convoi de prisonniers, au lieu de prendre le chemin de Saumur, prit celui de Paris, en passant par Versailles. Le 9 septembre, les 52 prisonniers furent, à l'exception de huit seulement, égorgés par les furieux, malgré les efforts du maire Richard et de ses collègues.

M. Huot a recueilli dans les archives de Versailles des documents qui lui ont permis de mettre bien en lumière ce tragique épisode de l'histoire de la Révolution. Il examine non-seulement les circonstances du meurtre, mais il nous fait passer en revue les *reliques* des victimes, qui furent indignement pillées. Il nous montre quatre des massacreurs subissant en 1795 une expiation méritée, et deux d'entre eux exécutés sur la *Place de la Loi*.

Paris en 1794 et en 1795. Histoire de la rue, du club, de la famine, composée d'après des documents inédits, particulièrement les rapports de police et les registres du Comité de salut public, avec une introduction, par C. A. DAUBAN. Ouvrage enrichi de gravures du temps et d'un *fac-simile*. Paris, H. Plon, 1869, in-8° cav. de xx-600 p.

Le nouveau livre de M. Dauban est-il, comme le titre semblerait l'annoncer, une *Histoire de la rue, du Club et de la famine*, c'est-à-dire l'étude méthodique et suivie d'une partie aussi curieuse qu'instructive de l'histoire du terrorisme ? Est-il, comme l'ouvrage précédent dont la *Revue* a parlé et que l'auteur a publié il y a environ un an, la reproduction pure et simple, avec notes et commentaires, d'un texte contemporain ? M. Dauban pouvait faire un livre original, d'un intérêt puissant, d'un effet saisissant ; ou bien il pouvait nous donner une œuvre d'érudition, un recueil de documents présentant tous les matériaux d'une telle histoire. Nous regrettons qu'il n'ait adopté ni l'un ni l'autre de ces deux systèmes. Il y a dans cette composition hybride, mélange d'aperçus historiques et de digressions un peu banales, de documents intéressants et de citations dénuées de valeur, un vice de composition qui nuit au travail de M. Dauban. On voudrait un esprit plus calme, moins déclamatoire, moins utopique ; on voudrait surtout un compilateur plus sobre, plus réfléchi, plus patient.

Quoi qu'il en soit, nous nous plaisons à reconnaître que les historiens de la Révolution trouveront dans le nouveau volume de M. Dauban de curieux et importants matériaux. Les rapports de police sont une mine féconde, où l'auteur a puisé des renseignements aussi neufs que saisissants. Ces « observateurs de l'esprit public, » dans le laisser-aller et la

crudité de leur langage, en disent plus que bien des orateurs dont la voix a retenti à la tribune de la Convention ; cette vue intime de la Terreur est d'un prix inestimable. Les ordres du jour d'Hanriot ; des procès-verbaux de séances de clubs ; quelques lettres de Santerre, de Morris, du baron Trenck, de Kléber, de Billaut-Varennes, de Vadier, de Tallien, de Moncey, etc. ; des extraits des registres du Comité de salut public, viennent se joindre au fonds principal du livre, composé des rapports de police. M. Dauban commence son exposé au 1^{er} nivôse an II (21 décembre 1793), et le poursuit jusqu'à la fin de fructidor (septembre 1794). Les documents comprennent encore une cinquantaine de pages pour l'an III et l'an IV, mais d'une façon moins continue et moins complète.

Je n'ai point à m'arrêter à l'*introduction* (p. i-xx). Le titre des chapitres indiquera suffisamment pourquoi : « I. Contraste entre 1867 et 1794 avec le suffrage universel pour trait d'union. — II. Caractères permanents de la démagogie. Athènes en 426 avant Jésus-Christ. — III. Le démagogie à Athènes dans les comédies d'Aristophane. — IV. La démagogie à Paris dans les rapports de police. — V. L'inconstance de nos pères, résultat des misères de la démagogie. — VI. Ce que la démagogie a laissé chez nous ; ce que la démocratie a fait en Amérique. » — Ce qu'il y a de moins fantaisiste dans le livre de M. Dauban que son introduction et ses aperçus, ce sont — avec les *textes* — les illustrations. Celles-ci sont, comme c'est d'ailleurs habituel aux publications de M. H. Plon, aussi nombreuses que soignées, et ce n'est pas là un des moindres enseignements (on ne saurait dire *attrails*) de cette promenade à travers la Terreur que l'auteur nous fait faire, et qui n'est pas encore à son terme,

car nous aurons encore tout un volume sur les *Prisons*, — sans parler d'un travail en quelque sorte préliminaire, qui est annoncé sous ce titre : *l'Elan de 1789, ou histoire du mouvement libéral de 1789 à 1792*.

G. DE B.

Essai sur Talleyrand par sir HENRY LYTTON BULWER G. C. B., ancien ambassadeur ; traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur par M. GEORGES PERROT. Paris, Reinwald, 1868, in-8° de 200 p.

Ce livre n'est pas l'œuvre d'un moraliste, mais d'un diplomate et d'un diplomate de l'école de lord Palmerston. L'auteur aborde M. de Talleyrand, sa carrière et son caractère, non-seulement avec complaisance et curiosité, mais avec déférence. Il voit en lui le patriarche et l'oracle de toute la diplomatie européenne. Il juge de plus nos révolutions avec un dégagement de tout préjugé qui va parfois jusqu'à la méconnaissance de quelques-uns des principes propres à distinguer le bien du mal.

Ne cherchez d'ailleurs dans ce livre rien de bien nouveau, du moins pour les lecteurs français qui connaissent l'histoire de leur pays depuis 1789. Les passages les plus piquants sont extraits de mémoires français, notamment de ceux de M. Beugnot. Mais c'est un résumé net, précis, assez rapide, toujours sincère et suffisamment exact, de tout ce qu'on doit savoir sur le prince de Talleyrand, jusqu'au jour où paraîtront ses mémoires. Je dis suffisamment exact, bien qu'il ne soit pas impossible de relever çà et là quelques erreurs ; par exemple, l'auteur semble croire que M. de Talleyrand put regarder le bref du pape qui le sécularisait au moment du Concordat, comme la permission de se marier (p. 186). Or, M. de Talleyrand savait fort bien au contraire que Rome avait

jugé inadmissible sa demande à cet égard ; ce refus le mit même de très-mauvaise humeur et parut le refroidir pour le Concordat ; mais le pape tint bon, et lorsqu'il vint sacrer l'Empereur, il stipula que la personne qui figurait à la cour impériale comme la femme du ministre des affaires étrangères, ne lui serait pas présentée.

Un peu plus loin, sir Henry Bulwer écrit que Napoléon 1^{er}, en établissant une nouvelle noblesse, « sanctionna les titres de l'ancienne (p. 196). » Ces titres n'ont été rétablis que par la Charte de 1814. Napoléon a seulement greffé quelques titres nouveaux sur des noms anciens ; comme il le fit par exemple pour ce chef d'une des premières maisons de l'Europe, qui, pour montrer sans doute tout ce que valait pour lui la faveur impériale, se désignait sur ses cartes de visite : *Le comte d'Arenberg, né duc d'Arenberg*.

Si nous laissons de côté ces critiques pour signaler de préférence les passages instructifs du volume que nous avons sous les yeux, nous indiquerons d'abord l'analyse des travaux de l'évêque d'Autun à l'Assemblée constituante. A l'encontre de la réputation d'indolence plus ou moins affectée que s'était faite M. de Talleyrand, sir Henry Bulwer a tenu à prouver qu'un diplomate n'était pas incapable d'études législatives et d'activité parlementaire. Il a donc mis en lumière les recherches et les projets de M. de Talleyrand, particulièrement sur les questions de finances et nous pensons même qu'il s'est laissé aller à exagérer l'importance de son rôle au sein de notre première assemblée nationale.

Plus tard, au plus grand moment de la carrière de M. de Talleyrand, sir Henry Bulwer défend son attitude et ses résolutions dans le congrès de Vienne et surtout les conventions conclues par lui avec l'Autriche et

l'Angleterre pour sauver la Saxe et soutenir la Russie ; il les défend contre les vives critiques de M. Thiers et de plusieurs historiens français. Les motifs diplomatiques allégués par l'ancien ambassadeur anglais méritent d'être pesés, d'autant plus qu'avec une impartialité qui l'honore, il reconnaît que les rigueurs des puissances après les Cent jours ont été aussi impolitiques à notre égard qu'injustes à l'égard de la maison de Bourbon. Cette appréciation sévère des traités de 1815 par un diplomate qui s'est employé presque constamment à combattre à travers le monde l'influence française, mérite d'être notée. Elle sera rappelée et invoquée à bon droit par les écrivains, par les publicistes de notre nation qui jugeront l'Europe et sa conduite à cette époque.

Enfin au terme de son livre, sir Henry Bulwer a recueilli dans la conversation de lord Palmerston et d'autres hommes politiques anglais quelques traits intéressants sur la façon de négocier de M. de Talleyrand, lorsqu'il vint de Londres après la Révolution de Juillet pour conclure la quadruple alliance.

Cette négociation est la dernière à laquelle ait pris part le prince de Talleyrand. Il mourut peu d'années après 1838.

C. DE M.

Le personnel administratif sous l'ancien régime, par M. DE BOYER DE SAINTE-SUZANNE. Paris, Paul Dupont, 1868, in-8° de 108 pages.

Naguère M. de Sainte-Suzanne donnait le public d'une excellente *Histoire des Intendants de Picardie*. Étendant aujourd'hui ses recherches à tout le personnel administratif de l'ancienne France, il nous donne, par ordre alphabétique, une nomenclature complète des Intendants de justice, police et finances, depuis leur institution en

1635 jusqu'à leur suppression en 1789. Il fait suivre l'énoncé de leurs noms et qualités d'une description de leurs armoiries et de l'indication des portraits qu'on a conservés d'eux. Ce n'est là, évidemment, que l'esquisse d'un travail plus vaste auquel l'auteur, nous n'en doutons pas, apportera ses meilleurs soins.

Dès maintenant, il y aurait de curieuses remarques à faire sur la liste qu'avec le concours des archivistes départementaux, M. de Sainte-Suzanne est parvenu à dresser. Elle nous montre dans quelles familles se recrutait le personnel des Intendants, comment on arrivait à ces charges, objet de haine et d'envie, et comment on en sortait. Elles étaient un acheminement aux postes les plus élevés, tels que ceux de ministres et d'ambassadeurs, et tout au moins créaient, pour ceux qui les avaient exercées, des droits aux fonctions de maîtres des requêtes ou de conseillers d'État.

Dans une introduction qui n'est pas la partie la moins instructive de son livre, M. de Sainte-Suzanne résume ses vues sur l'origine et les vicissitudes du pouvoir des Intendants. Il distingue trois périodes dans l'histoire de cette institution, qui a littéralement transformé la France en la faisant passer du régime féodal au système monarchique. La première période, qu'il appelle période politique, est celle où les Intendants, ayant à lutter contre l'opposition combinée du clergé, de la noblesse et des corporations judiciaires, recouraient, pour abattre cette triple résistance, aux moyens énergiques et parfois violents. Impassibles exécuteurs des volontés de Richelieu, ils s'attaquent, s'il le faut, aux plus hautes têtes de la province et du royaume. C'est le temps des Laubardemont, des Isaac de Laffemas, et des Le Maistre de Bellejamme.

La seconde période, représentée par les Barillon, les Bouville, les Barentin, les Le Tonnelier de Breteuil et les Le Pelletier de Souzy, est à proprement parler la période administrative. Alors, sur les débris des institutions du passé dont la royauté a fait table rase, Louis XIV et Colbert inaugurent un système correspondant aux besoins nouveaux. La liquidation des dettes des communautés, la surveillance rigoureuse des administrations financières, l'assiette de l'impôt d'après des bases plus équitables, deviennent, avec la conversion des protestants, la fortification des places frontières et les approvisionnements militaires, les grandes affaires du moment.

La troisième période, philanthropique et libérale, se développe pendant le règne de Louis XVI. Les Intendants, lecteurs plus ou moins assidus de Rousseau et tous fervents physiocrates, se livrent alors avec passion à l'étude des problèmes politiques ou économiques, et ils poursuivent avec ardeur l'application de celles de ces théories qui leur paraissent praticables. Ils tentent d'extirper, de leurs départements, le vagabondage et la mendicité, ouvrent des ateliers de charité et donnent aux travaux publics une active impulsion. A leurs têtes ils ont Turgot qui, de la généralité de Limoges, passa subitement au poste de ministre dirigeant. Bruno d'Agay à Amiens, Sénac de Meilhan à Valenciennes, appartiennent à cette même école.

L'institution des Intendants, prise aux diverses époques de son existence, a trouvé dans M. de Sainte-Suzanne un apologiste convaincu en même temps qu'un docte et consciencieux historien. On ne s'étonnera point de le voir épouser avec un peu de chaleur la cause d'hommes dont il s'efforce de continuer la tradition, en ce

qu'elle a de plus honorable et de mieux accommodé à l'utilité publique. A. D.

Histoire de Meulan, par Emile REAUX. Meulan, impr. Masson, 1868. In-12 de 501 pages.

Meulan a plusieurs fois déjà trouvé des historiens. Le dernier venu a profité des recherches de ses devanciers et y a ajouté des renseignements tirés des papiers échappés à la dévastation du monastère de Saint-Nicaise. Cette petite ville doit au voisinage de Paris d'avoir été mêlée aux grands événements de notre pays : elle a soutenu notamment plusieurs sièges pendant les guerres de Charles le Mauvais, pendant l'invasion anglaise et pendant la Ligue. Son origine remonterait aux temps de l'indépendance gauloise, suivant une chronique que ne justifie pas l'histoire, mais que ne contredisent pas les découvertes archéologiques. En 725, elle est le chef-lieu d'un comté donné par Charles Martel à Witram, un de ses antructions ; plus tard deux races de comtes héréditaires possédèrent le comté de Meulan. La première commence au milieu du x^e siècle avec Robert I^{er} et s'éteint, en 1080, en la personne de Hugues II, mort religieux à Bec. La seconde a pour tige Robert le Barbu, comte de Beaumont en Normandie, qui tenait Meulan du chef de sa femme, Adeline de Meullent. Elle compte parmi ses illustrations. Robert III, gendre de Hugues le Grand et Galeran II. Le comté de Meulan fut confisqué par Philippe-Auguste sur Robert IV comme partisan du meurtrier d'Arthur de Bretagne. Il avait donné en 1189 une charte de commune, sur le modèle de celle donnée à Pontoise par Philippe-Auguste. M. Reaux la publie ainsi que plusieurs autres pièces, mais malheu-

reusement pas dans le texte original.

Le comté de Meulan, rentré dans le domaine de la couronne, fut tour à tour donné en douaire à Blanche de Castille, à Marguerite de Povenç; il fit partie de l'apanage de Louis, fils de Philippe le Hardi. Plus tard il fut possédé par Pierre de Brézé, sénéchal de Normandie, Marie d'Harcourt, Olivier Le Dain, Jean de Créquy. Eléonore d'Autriche, Catherine de Médicis furent aussi comtesses de Meulan. Les Bourbon-Conti vendirent ce comté en 1783 à Louis XVI.

L'histoire de Meulan s'arrête au milieu du xviii^e siècle; il ne s'y passe plus, dès ce moment, que des faits peu importants et d'un intérêt purement local. M. Reaux l'a racontée d'une façon intéressante, mais peut-être aurait-il pu le faire avec plus de critique et de concision et en s'étendant davantage sur les institutions, la vie intérieure. Il a terminé son travail par la notice biographique des personnages célèbres nés à Meulan, parmi lesquels on trouve Vion d'Hérouval et dom Bouillard.

R. DE ST-M.

Notice historique sur la chapelle et l'hôpital aux Riches, par Jules d'ARBAUMONT. Dijon, 1868, in-4^e de III-144 pages.

Les Montils, ses ruines, son Hôtel-Dieu au xiii^e siècle, par Maxime de BEAUCORPS. Orléans, 1868, in-8^e de 15 pages.

L'hôpital aux Riches fut fondé à Dijon, à fin du xii^e siècle, par Dominique le Riche d'une ancienne famille de bourgeoisie qui paraît dès l'an 1002 : il était destiné à offrir l'hospitalité aux voyageurs. L'acte le plus ancien qui le concerne est une bulle de Lucius III (1181-1185); une chapelle lui était déjà adjointe en l'année 1195. Dès

sa fondation, il fut en but à de grandes difficultés à cause des rivalités des deux abbayes de Saint-Etienne et de Saint-Bénigne. Le Riche fut obligé de le céder à cette dernière pour en assurer l'existence. A l'aide des documents que lui ont fourni les archives de la Côte-d'Or, M. d'Arbaumont retrace l'histoire de l'hôpital jusqu'à la réunion à l'hôpital général du Saint-Esprit à la fin du xviii^e siècle, de toutes les querelles dont il fut le sujet, des abus qui s'introduisirent dans l'administration du temporel particulièrement, des réformes subies, etc. La chapelle survécut à l'hôpital jusqu'à la Révolution, mais subit, ainsi que le chapitre, la même marche de décadence et d'appauvrissement; M. d'Arbaumont donne pour la première fois la liste de ses doyens depuis 1250. Cette histoire est la reproduction du type monotone de toutes les fondations.

Les renseignements qu'a pu se procurer l'auteur, reliés entre eux par des traits généraux applicables à ces deux institutions, se rapportent plutôt à l'histoire externe qu'à l'histoire interne. On trouvera cependant à la date de 1189 un fait, curieux pour le temps, d'immixtion de l'élément laïque dans l'administration des maisons-Dieu. Signalons un appendice considérable, qui reproduit vingt-deux pièces. Ce travail consciencieux, fait sur des documents originaux fixera l'attention non-seulement par les nombreux détails d'intérêt local qu'il fournit, mais encore par ceux qui pourront servir à l'histoire des hôpitaux et des collégiales.

C'est le même mérite qui recommande l'opuscule de M. de Beaucorps. Les Montils sont un petit village du Blésois, où les comtes de Blois avaient un château-fort dont il ne reste qu'une tour en ruine. La comtesse Alix, belle-mère du comte d'Alençon, fils de

saint Louis, y fonda un hôpital en 1286. C'est l'organisation de cette fondation que M. de Beaucorps nous fait connaître au moyen d'une charte de 1291 donnée par Simon, évêque de Chartres et qu'il a eu la bonne fortune de découvrir dans un manuscrit de la bibliothèque impériale. On y voit les fondateurs nommant le *maître*, à leur défaut l'évêque qui a la haute surveillance; le *maître*, *magister domus Dei*, qui ne paraît pas être nécessairement un clerc, chargé de l'administration et de la nomination des frères et des sœurs qui desservent conjointement l'hôpital. Cette courte mais substantielle notice fait bien augurer du travail que prépare l'auteur sur les maisons-Dieu au *xiii^e* siècle.

R. DE ST-M.

Monographie du château fort de Mauvezin (Hautes-Pyrénées), par M. Alcide CURIE-SEIMBRES. Tarbes, 1868, in-8° de 54 p.

Le travail de M. Curie-Seimbres a obtenu dans un concours provincial une médaille de vermeil, et cela n'étonnera aucun de ceux qui liront ces pages où tout est solide et excellent. L'histoire du château de Mauvezin, à partir du *xiii^e* siècle, est retracée de la manière la plus complète et la plus exacte, et ce n'était pourtant pas chose qu'il fût facile d'accomplir, comme le montrent les erreurs commises à ce sujet par les devanciers de M. Curie-Seimbres, devanciers parmi lesquels se trouvent des chercheurs habiles et consciencieux. (En dehors des erreurs relevées par l'historien de Mauvezin dans plusieurs ouvrages de notre temps, je recommande aux futurs éditeurs des *Chroniques* de Froissart les rectifications de la page 24 et aux futurs éditeurs de l'*Histoire générale*

du *Languedoc* les rectifications de la page 20.) L'histoire du château de Mauvezin, pour laquelle ont été consultées toutes les publications relatives à la Bigorre, depuis celle de Marca jusqu'aux plus récentes, sans parler de nombreux manuscrits inédits, est suivie d'une description très-intéressante des ruines de l'antique demeure de Gaston-Phœbus. Puisse M. Curie-Seimbres, encouragé par le succès, faire pour tous les monuments historiques de la Gascogne ce qu'il a si bien fait pour le château de Mauvezin, et nous donner ainsi peu à peu, aux applaudissements de tous les archéologues, une œuvre qui mérite d'être rapprochée de celle qui a été consacrée par M. Léo Drouyn aux monuments historiques de la Guyenne!

T. DE L.

Précis de l'Histoire de Lannoy, par M. TH. LEURIDAN, archiviste-bibliothécaire de la ville de Roubaix. Lille, Danel, 1868, in-8° de 187 pages.

L'Histoire des princes de la maison de Lannoy est mieux connue et plus intéressante que celle de la ville qui leur a servi de berceau et dont M. Leuridan nous retrace aujourd'hui les modestes annales. Il y a néanmoins plaisir à voir se développer, sous l'égide de ses seigneurs, et grandir avec eux, une localité qui, grâce aux franchises qu'ils lui octroyèrent, acquit un certain développement commercial et industriel. De cette localité, M. Leuridan nous décrit la topographie, les mœurs, les institutions et les vicissitudes, avec cette précision de détails et cette sobriété de style à laquelle nous a habitués son *Histoire de Roubaix*, œuvre vraiment définitive et dont l'*Histoire de Lannoy* n'est qu'un simple appendice.

Sans s'attacher à suivre dans leurs fécondes ramifications toutes les bran-

ches de l'arbre généalogique de des Lannoy, M. Leuridan nous donne l'histoire de ceux des membres de cette illustre famille, qui ont possédé effectivement Lannoy. Il remonte à leur origine quasi-légendaire, nous montre Jean II de Lannoy périssant à Azincourt, Jean III, aidant à la soumission des Gantois, prenant part au repas du faisand et prêtant, en cette circonstance solennelle, le serment de suivre son maître Philippe le Bon à la croisade, s'immisçant ensuite dans les intrigues des Croy, encourageant pour ce fait l'inimitié de Charles le Téméraire, cherchant un refuge auprès de Louis XI, et obtenant de l'astucieux monarque la confirmation des privilèges et franchises de sa bonne ville de Lannoy qu'il a eu le soin préalable d'environner de solides murailles. Ces murailles ne furent point toutefois à l'épreuve d'un siège que vint diriger, au nom du duc de Bourgogne, Pierre, seigneur de Roubaix. De ce siège date une sourde inimitié entre les gens des deux villes voisines, inimitié qui a traversé les siècles en revêtant de nouvelles formes et en s'inspirant de griefs nouveaux. Réconcilié de gré ou de force avec Charles le Téméraire, Jean III devint par la suite l'un des agents diplomatiques de Maximilien d'Autriche. Il conclut une trêve avec Louis XI, accorda un acte de neutralité aux habitants de Tournai, négocia le traité d'Arras, revêtit Philippe le Beau et son père du collier de la Toison-d'Or et présida le chapitre de cet ordre en 1491.

Par ce simple exposé des faits et gestes d'un seigneur de Lannoy, on juge du talent avec lequel M. Leuridan s'entend à combiner les éléments de l'histoire générale et ceux de l'histoire locale. Sa méthode est excellente pour faire progresser l'une et l'autre de ces deux sciences. A. D.

Simple note sur le fonds judiciaire des Archives départementales (de la Haute-Garonne), par M. E. LAPIERRE. Série B. *Parlement de Toulouse*, in-8° de 19 p. Toulouse, typ. de Bonnal et Gibrac, 1868.

Un ancien archiviste, M. Belhomme, a inséré au *Recueil de l'Académie des sciences de Toulouse* (3^e série, t. V) une courtenote sur les fonds civils et religieux des archives départementales de la Haute-Garonne. M. Lapierre a voulu nous donner une notice du même genre sur le fonds judiciaire. Il nous apprend que les registres du parlement qui fut installé à Toulouse en 1444, nous ont été fidèlement conservés, et que, méthodiquement classés aujourd'hui, ils renferment tous les matériaux d'une histoire, *encore à faire*, de cette compagnie. M. Lapierre fournit d'intéressants détails, d'abord sur les cent cinq premiers registres, « beaux in-folio, en parchemins, d'une écriture cursive, » lesquels comprennent la période de 1444 à 1597, et où sont rapportées, tout au long, les décisions souveraines de la Cour ; ensuite, sur les deux mille registres environ qui constituent la seconde série, de 1597 à 1790, « format in-quarto, en papier. » A côté de cette immense collection des arrêts, M. Lapierre en signale : 1^o une autre, dite des *registres de l'audience* qui, outre les décisions abrégées de la Cour, contient encore les plaidoiries des avocats, la réception de ceux-ci, la mention des jours où l'audience, n'a pas lieu, etc. ; 2^o une autre dite de la *Tournelle*, comprenant cinq cent vingt et un registres, de 1535 à 1789, tous pleins des minutes des arrêts criminels ; 3^o une autre, formée de procès-verbaux de question et d'exécution à mort, pendant les xvii^e et xviii^e siècles ; 4^o une autre, se composant de trois cents registres environ d'arrêts de la chambre des requêtes

(de 1547 à 1790, avec une interruption de 1548 à 1775); et plusieurs autres encore, dites des *Grands jours*, de la *Chambre de l'Edit*, de la *Sénéchaussée de Toulouse*, de la *Table de marbre, ou Maîtrise des eaux et forêts*, des *Procès-verbaux dressés par les capitouls*, des *Conclusions des gens du Roy*, des *Edits, Lettres patentes et positions d'office*, enregistrées par la cour de Toulouse (1444-1790), enfin des *procédures civiles et criminelles*. La brochure est terminée par une courte notice sur les trois volumes manuscrits laissés par Etienne de Malenfant, greffier du Parlement au xvii^e siècle, et qui sont vulgairement connus sous le titre de *Mémoires de Malenfant*.

T. DE L.

Inventaire analytique et descriptif des manuscrits de la bibliothèque de Poitiers, par M. PAUL de FLEURY. Poitiers, Dupin; Paris, Dumoulin; 1868, in-8° de 98 p.

M. de Fleury rend un vrai service en donnant un catalogue de manuscrits de la bibliothèque de Poitiers; c'est une précieuse ressource pour les travailleurs que de pouvoir facilement connaître la nature des richesses renfermées dans les différents dépôts. Notre auteur indique ce que contient chaque volume, mentionne les particularités qui peuvent attirer l'attention, décrit le sujet des miniatures quand il y en a, donne la hauteur et la largeur des volumes en millimètres au lieu du format souvent difficile à apprécier, fournit en un mot tous les renseignements essentiels. Il suit forcément l'ordre souvent peu méthodique des numérotages et donne en terminant une table alphabétique des noms et des matières qui n'est pas assez complète.

Tous les manuscrits de Poitiers

sont compris sous 313 numéros. Nous avons remarqué plusieurs manuscrits du x^e siècle, un *Pontificale Romanum* du xii^e, des livres d'heures, notamment un du xv^e siècle avec lequel sont reliés trois feuillets d'actes de baptême et de mariage de Notre-Dame-de-Dijon, (n° 49); un certain nombre de sermonnaires dont un du xiii^e siècle en langue du Poitou; le recueil de dom Fonteneau pour servir à l'histoire du Poitou, en 89 volumes. La table des trente premiers volumes, donnée ailleurs, n'est pas reproduite ici: c'est une lacune fâcheuse, qui fait tache dans un travail si consciencieux et si munitieux.

R. DE ST-M.

Beaumarchais und Sonnenfels.

Von Alfred Ritter von ARNETH. Wien, Braumüller, 1868, in-8° de 107 p.

Beaumarchais en Allemagne.

Révélation tirée des archives d'Autriche, par Paul HUOT, conseiller à la Cour impériale de Colmar. Paris, libr. internationale, 1869, in-12 de 219 p.

Beaumarchais fut, on le sait, l'intermédiaire du gouvernement de Louis XV près du pamphlétaire Théveneau de Morande, pour la destruction des *Mémoires secrets d'une femme publique*, pamphlet violent contre la Du Barry. Il paraîtrait que l'heureux succès de cette mission engagea, pendant les premiers mois du règne de Louis XVI, à lui en confier une autre. Un *libelle*, dirigé contre la jeune reine, accusée d'odieuses pratiques pour assurer un héritier au trône, aurait été imprimé à Londres, sous ce titre : *Dissertation extraite d'un plus grand ouvrage, ou avis important à la branche espagnole sur ses droits à la couronne de France, à défaut d'héritiers, et qui peut être mesme très-utile à toute la famille de*

Bourbon, surtout au roi Louis seize. G. A. à Paris, MDCCLXXIV. Beaumarchais, en ayant avisé M. de Sartines, fut chargé d'assurer la destruction du *libelle*. Il se rend à Londres, où il obtient bientôt, dans les termes même sollicités par lui, un ordre écrit du roi; il découvre l'auteur de l'écrit, ou plutôt son représentant, un juif vénitien nommé Guillaume Angelucci, et, moyennant le paiement de 1,500 liv. st. il fait brûler successivement à Londres l'édition anglaise et à Amsterdam l'édition hollandaise du *libelle*, et obtient d'Angelucci les engagements écrits les plus formels. Mais tout à coup, il apprend qu'il a été joué, que le juif a soustrait un exemplaire et est parti pour Nuremberg, où il doit en faire deux nouvelles éditions en français et en italien. Voilà Beaumarchais à sa poursuite, courant la poste sous le nom de *Ronac*; il atteint Angelucci, un peu avant Nuremberg, lui arrache le précieux exemplaire et le dépouille d'une partie de son argent; mais dans le bois même où il s'est élancé à la poursuite du juif, Beaumarchais est attaqué par deux brigands qui lui font les plus graves blessures. A Nuremberg, il porte plainte; il ne se contente pas de cela, il veut aller jusqu'à Vienne; il y obtint une audience de l'impératrice. Le voilà qui traite de puissance à puissance avec la mère de la reine de France; il se croit déjà un grand personnage; mais, ô surprise! il se voit arrêté, dénoncé à la cour comme suspect, et n'obtient sa mise en liberté que sur la demande formelle de Sartines. Il s'éloigne de Vienne, et revient enfin à Paris, emportant une somme de mille ducats qui lui avait été comptée par ordre de l'impératrice.

Voilà les faits tels qu'on les connaissait. La publication de M. d'Arneth et les documents qu'elle contient; l'écrit où M. Huot s'approprie, avec l'autorisa-

tion du savant autrichien, les renseignements contenus dans la brochure de Vienne, permettent d'envisager cette mystérieuse et romanesque affaire sous un jour nouveau. On pourra se récrier, et prétendre qu'il n'y a en tout ceci que des « inductions arbitraires; » il n'en est pas moins constant, d'après des documents authentiques: que l'aventure des brigands est une *fable*; que Beaumarchais se rendit à Vienne de son chef pour y faire l'impudente proposition de réimprimer le *libelle* en retranchant les passages scandaleux; que le prince de Kaunitz ne douta pas qu'il ne fût lui-même l'auteur du *libelle*, et qu'enfin Sartines en arriva à se demander s'il n'avait pas été la dupe de Beaumarchais, car en octobre 1774, il déclarait au comte de Mercy « qu'il était de plus en plus tourmenté par le soupçon que Beaumarchais pouvait bien avoir ourdi l'audacieuse intrigue de composer lui-même ce *libelle*, et de venir ensuite le lui dénoncer. »

La chose vaut bien la peine qu'on s'y arrête. Félicitons donc M. d'Arneth de nous avoir livré les pièces, et M. Huot d'avoir appelé sur cette curieuse affaire l'attention du public français, et espérons que M. de Loménie tiendra à honneur de récrire ce chapitre, l'un des plus piquants, mais l'un des moins honorables de la vie de Beaumarchais. Aussi bien n'est-ce pas un vrai personnage de comédie que l'auteur du *Mariage de Figaro* ?

G. DE B.

Biographies contemporaines, par M. A. BOULLÉE, ancien magistrat. Paris, Auguste Vaton, 1868. 2 vol. in-8° de xu-491 et 521 pages.

M. Boullée nous avertit, au commencement de sa *Préface*, qu'il a cédé à d'indulgents conseils en pu-

bliant, sous une meilleure forme et avec d'importantes additions, les principaux articles fournis par lui « aux trois plus considérables de nos collections biographiques. » Personne, je crois, ne le blâmera d'avoir écouté des conseils auxquels nous devons deux volumes très-intéressants et où tout est excellent, le fond comme la forme. Ce que je tiens à louer particulièrement dans l'ouvrage de M. Boullée, c'est la justesse des appréciations. L'ancien magistrat semble encore assis sur son siège, tant il est toujours équitable et consciencieux. On sent partout, dans son livre, que c'est un honnête homme qui parle, sans passions, sans préjugés, et qui a eu le droit d'emprunter à Tacite (*Annales*, III, 65) cette épigraphe caractéristique : *Ne virtutes sileantur, utque pravis dictis factisque ex posteritate et infamia metus sit.*

Les personnages qui sont l'objet des notices de M. Boullée sont (t. I) : *Louis XVII, le comte de Villèle, Guillaume Aubin de Villèle*, archevêque de Bourges, cousin du précédent, *le comte de Vaublanc, le chevalier de Vaublanc*, son frère, *le baron Hyde de Neuville, le baron d'Haussez, le prince de Polignac, le comte de Peyronnet, de Vatimesnil, Victor, duc de Bellune, le baron de Vautré, de Verna, Pierre Poivre, Dupont (de Nemours)* ; et (tome II) : *Le général La Fayette, le marquis de Sémonville, de Varicourt*, évêque d'Orléans, *de Varicourt*, frère du précédent, *garde du corps de Louis XVI, J. E. M. Portalis, le général Vandamme, le maréchal Valée, Casimir Périer, Valdès y Florès, le comte de Salvandy, Charles Lacretelle, Villenave, Monmerqué, Gabriel Michaud, madame Récamier, la famille de Villeneuve-Bargemon* (le comte Christophe de Villeneuve-Bargemon, préfet des Bouches-du-Rhône, le marquis de Villeneuve-Bargemon, le vi-

comte de Villeneuve-Bargemon (Alban le marquis de Villeneuve-Trans, le vicomte de Villeneuve-Bargemon (Jean-Baptiste), tous les quatre frères du premier, le marquis de Villeneuve-Trans (Hélion-Charles-Alban), leur neveu); enfin *le chancelier de l'Hospital*, un peu dépaycé ici.

Pour écrire ces trente-sept biographies, M. Boullée s'est entouré en général des meilleurs documents. Il a eu bien souvent la bonne fortune de recevoir communication de pièces inédites émanées de plusieurs des personnages dont il s'est occupé. Par exemple, il a eue en main des *notes inédites* du prince de Polignac (t. I, p. 285), du baron de Vautré (*ibidem*, p. 439), du marquis de Sémonville (t. II, p. 155), du vicomte Jean-Baptiste de Villeneuve-Bargemon (*ibidem*, p. 460), etc. — Il a pu ainsi fournir à l'histoire un assez grand nombre de rectifications. C'est ainsi qu'il dément cette parole qu'aurait prononcée le baron d'Haussez en réponse à une observation de Charles X, avant de signer les fameuses ordonnances : « Sire, je cherchais le portrait de Strafford ; » qu'il montre que le mot de Marmont : « Ce n'est plus une émeute, c'est une révolution, » avait été dit 41 ans auparavant à Louis XVI, au sujet de la prise de la Bastille, par le duc de La Rochefoucauld-Liancourt; qu'il rectifie plusieurs faits relatifs au prince de Polignac; au colonel Fabvier; à la naissance du maréchal Victor (mal placée en 1766 ou en 1767 et qui doit être placée au 7 décembre 1764) ; aux voies de fait dont se seraient rendus coupables les gardes du corps, dans le repas du 2 octobre ; au mot « il est trop tard, » prononcé en juillet 1830, et qui fut un cri collectif sorti des lèvres des trois membres du gouvernement provisoire improvisé à l'hôtel de ville ; au mot mal attribué à La Fayette : « Voilà la meilleure des ré-

publiques, » qui se trouve dans le rapport adressé par la commission municipale au nouveau roi quelques jours après son avènement ; enfin au terme *juste milieu*, employé pour la première fois par Louis-Philippe en répondant à une adresse de la ville de Gaillac, le 29 janvier 1831.

Après avoir fait ressortir tout ce qu'il y a d'intéressant et de neuf dans le livre de M. Boullée, nous indiquons quelques omissions. En parlant de M. de Vatimesnil, l'auteur aurait pu citer les excellentes pages de M. Pinard dans le *Barreau au xix^e siècle* ; en parlant du comte de Vaublanc, il ne mentionne pas l'avant-propos de feu M. Barrière aux *mémoires de M. le comte de Vaublanc* (dans la *Bibliothèque des Mémoires relatifs à l'Histoire de France pendant le xviii^e et le xix^e siècle*, t. XIII, 1857). Au sujet de *Pierre Poivre*, il aurait fallu citer une notice de M. Fréd. Chasseriau, qui a paru, il y a quelques années, dans le *Moniteur Universel*. Enfin, au sujet de M. de Salvandy, il aurait fallu citer la spirituelle notice de M. de Loménie et l'éloquent discours de Monseigneur Dupanloup, successeur à l'Académie française de l'auteur de l'*Histoire de Pologne avant et sous Sobieski*. Je regrette que M. Boullée ait cru devoir se servir (t. II, p. 272) d'un livre qui mérite infiniment peu de confiance : *Napoléon au Conseil d'Etat*, par Marco Saint-Hilaire. Notons enfin une erreur commise à la p. 546 du t. II. M. Boullée donne à Pierre Bayle le titre de *ministre protestant* ; le célèbre philosophe était fils d'un ministre protestant et frère d'un ministre protestant ; mais il ne fut jamais ministre protestant.

T. DE L.

Notice historique sur le duc de Clermont-Tonnerre, traducteur et commentateur des œuvres d'Isocrate, par E. EGGER, membre de l'Institut. 3^e édition. Paris, Ad. Lainé, 1868, gr. in-8^e de 52 p.

N'est-ce pas un spectacle touchant que de voir un vieillard de plus de 80 ans, après avoir commandé les armées et traversé les plus hautes charges de l'Etat, consacrer les dernières années de sa vie à la culture des lettres ? M. Egger a été ému de ce spectacle, et après avoir passé quelques années dans une douce intimité avec le duc de Clermont-Tonnerre, il a voulu retracer l'image d'une vie si bien remplie ; il l'a fait avec une rare délicatesse et avec cette pureté et cette élégance de langage que tout le monde lui connaît. *Virtutem enim amavi ejus viri, quæ extincta non est*, dit-il avec vérité après Cicéron.

Le duc de Clermont-Tonnerre qui, dès son enfance, connaissait plusieurs langues, ne se mit au grec qu'assez tard, étant déjà colonel ou maréchal de camp. Son professeur, Gorgiades Zalyk, auteur d'un dictionnaire français-grec estimé, lui apprit à prononcer le grec comme on le prononce en Orient. Il a laissé dans ses papiers un projet de mémoire ayant pour but de renverser les préjugés répandus sur ce point. Une correspondance assez suivie s'était établie entre M. de Clermont-Tonnerre et son professeur, qui l'appelait Κερδοννορέος, *Porte-Foudre*, par allusion à son nom. De bonne heure, M. de Clermont-Tonnerre s'attacha à Isocrate, qui n'avait été traduit jusqu'ici que par Bréquigny et par l'abbé Auger, et résolut d'en donner une édition complète. Ce qu'il aimait dans l'auteur grec, c'était sa philosophie ; c'était aussi, comme le dit M. Egger, « ce noble esprit de patriotisme que l'école socratique entretenait dans les cités grecques. »

M. de Clermont-Tonnerre a accompli avec une rare persévérance la tâche qu'il s'était proposée, et a eu l'honneur de mériter les suffrages du maître qu'il aimait et estimait, du savant qui lui rend aujourd'hui un noble hommage. Oui, dirons-nous

avec M. Egger, « le vieux soldat devenu helléniste par amour du beau et de la tradition antique, l'homme d'Etat devenu traducteur d'Isocrate par patriotisme, mérite une place distinguée dans l'histoire de notre temps. »

C. C.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SIXIÈME VOLUME

LIVRAISON DU 1^{er} JANVIER 1869

LE CIMETIÈRE DE CALLISTE DEVANT L'HISTOIRE, par M. le comte Desbassayns de Richemont.	5
LA JEUNESSE DE RICHELIEU, par M. Avenel.	146
L'INVASION DES BARBARES, par M. Marius Sepet	225
MÉLANGES : L'ordre de Cluny au x ^e et au xiii ^e siècle, par M. Anatole de Charmasse.	265
Un épisode du grand règne, Madame de Montespan, par M. Alfred Durand.	272
L'histoire des ducs de Bourbon, par M. Henri de l'Épinois	277
L'histoire de la civilisation du Mexique, par M. H. de Charencey	283
Quelques publications conciliaires, par M. L.-F. Guérin.	291
Un émigré français, le comte de Montvallat, par M. P. Beckmann.	296
L'histoire de l'impôt en France, par M. G. de Senneville.	302
COURRIER ALLEMAND, par M. le docteur Beckmann	307
COURRIER ITALIEN, par M. C. Casati	317

COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson.	327
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet.	335
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.	345

 LIVRAISON DU 1^{er} AVRIL 1869

DE LA CHRONOLOGIE BIBLIQUE. — TEMPS PRIMITIFS, par le R. P. H. de Valroger, de l'Oratoire.	369
COLBERT D'APRÈS SA CORRESPONDANCE, par M. G. du Fresno de Beaucourt.	427
UNE ABBESSE DE FONTEVRAULT AU DIX-SEPTIÈME SIÈCLE. — GABRIELLE DE ROCHECHOUART-MORTEMART, par M. Pierre Clément, de l'Institut.	478
MÉLANGES : La particule <i>Filioque</i> et le concile de Ctésiphon, en 410, par M. l'abbé Paulin Martin.	518
Les Romains de la Table ronde, par M. d'Arbois de Jubainville.	524
L'Angleterre et la conquête normande, par M. Louis de Neuville.	529
Louis XI et la ville d'Arras, par M. A. Des- planque.	536
Don Juan d'Autriche, par M. A. Desplanque.	542
Un mot apocryphe de la maréchale d'Ancre, avec deux lettres inédites, par M. Tamizey de Larroque.	545
Négociations relatives au mariage de Louis XIII, par M. Gustave Baguenault de Puchesse.	550
L'Assemblée de 1682, par M. René de Saint- Mauris.	553
La guerre de Sept ans racontée par un histo- rien allemand, par M. Adolphe de Circourt.	559
Les manuscrits français de la bibliothèque im- périale, par M. Alexandre Bruel.	567
COURRIER ITALIEN, par M. C. Casati.	575
COURRIER ANGLAIS, par M. Gustave Masson.	589
CHRONIQUE, par M. Marius Sepet.	597

TABLE DES MATIÈRES DU SIXIÈME VOLUME.	645
REVUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES, par M. Fr. de Fontaine.	609
BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.	619
TABLE.	643

OUVRAGES ANALYSÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

L'Eglise et la Révolution dans leurs rapports avec la civilisation moderne, par M. le baron de Claye.	346
Histoire de l'Eglise, par J.-D. Mœlher, publiée par le P. Gams.	619
Les Apôtres, Histoire de l'Etablissement de l'Eglise, d'après les textes contemporains, par M. l'abbé J.-J. Bourassé.	347
Italie et Renaissance, par M. J. Zeller.	620
Histoire de Sixte-Quint, par M. A.-J. Dumesnil	621
Pie VI à Valence, par M. Ch. Poncet	349
Des Esprits : de l'Esprit-Saint et du Miracle dans les six premiers et les six derniers siècles de notre ère. T. VI. Manifestations thaumaturgiques, par M. J.-E. de Mirville	348
Saint Andéol et son culte, par M. l'abbé O. Mirabel	622
Vie de saint Guillaume, chanoine de Neuchâtel, par M. l'abbé Jeunet	623
La Vie du vénérable serviteur de Dieu, le père Joseph-Marie Pignatelli, par le Père Gabriel Bouffier	349
La Municipalité romaine et les <i>Curatores rei publicæ</i> , par M. Ed. Labatut	350
Les Francs, leur origine et leur histoire, par M. Moet de la Forte-Maison.	357
Les Normands dans le Noyonnais, par M. Peigné-Delacourt	352
Jeanne d'Arc, par M. Marius Sepet	352
Compte des dépenses faites par Charles VII pour secourir Orléans pendant le siège de 1448, publié par M. Jules Loiseleur.	624
Histoire de Charles VIII, par M. C. de Cherrier	353
Funérailles du roy Henri II. Rôle publié par M. L. de Galembert	625
Renée de France à Montargis, par M. Louis Jarry	353
Notes et documents inédits pour servir à la biographie de Jean de Monluc, évêque de Valence, publiés par M. Tamizey de Larroque.	625

Essai biographique sur Guillaume Rose, par M. l'abbé Laffineur	354
Journal de Jean Heroard sur l'enfance et la jeunesse de Louis XIII, publié par MM. Eud. Soulié et Ed. de Barthélemy	625
Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'Etat du cardinal de Richelieu, publiés par M. Avenel (T. VI.)	355
Mémoires des choses passées en Guyenne (1621-1622), par Bertrand de Vignolles, publiés par M. Tamizey de Larroque.	627
Lettres de M ^{me} de Villars à M ^{me} de Coulanges (1679-1687). Nouv. édition publiée par M. Alfred de Courtois	627
Journal et Mémoires de Mathieu Marais sur la régence et le règne de Louis XV, publiés par M. de Lescure. (T. IV.)	356
Vie de Madame Elisabeth, sœur de Louis XVI, par M. de Beauchesne	628
Assemblées électorales de la Charente-Inférieure (1790-1799), par M. Eschassériaux.	356
L'Eglise du Mans durant la Révolution, par D. Paul Piolin.	357
Les Prisonniers d'Orléans, épisode révolutionnaire (1792-1795), par M. Paul Huot	629
Paris en 1794 et en 1795. Histoire de la rue, du club et de la famine, par M. C.-A. Dauban.	630
Histoire de la déportation à Cayenne, par M. l'abbé Aubert.	358
Vie de M ^{me} de La Fayette, par M ^{me} de Lasteyrie	358
Retraite de Moscou, notes écrites au quartier de l'Empereur, par M. le général Paixhans.	389
Essai sur Talleyrand, par sir Henry Lytton Bulwer, traduit par M. G. Perrot	631
Le personnel administratif sous l'ancien régime, par M. de Boyer de Sainte-Suzanne.	632
Mémoires pour servir à l'histoire de l'abbaye royale de Saint-André-le-Haut de Vienne, par M. Claude Charvet.	360
Histoire de Saint-Vallier, de son abbaye, de ses seigneurs et de ses habitants par M. Albert Caisse	361
Archives municipales de Bordeaux. Tome I. Livre des Bouillons	361
Histoire de Meudon, par M. Emile Reaux.	633
Notice historique sur la chapelle de l'Hôpital aux riches, par M. Jules d'Arbaumont	634
Les Montils, ses ruines, son hôtel-Dieu au xiii ^e siècle, par M. Maxime de Beaucorps	634
Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges, par M. L. Duhamel. (T. I.)	362

TABLE DES MATIÈRES DU SIXIÈME VOLUME.

647

Notice historique sur l'ancienne communauté de Tallard, par M. A. de Taillas	363
Monographie du château-fort de Mauvezin (Hautes-Pyrénées), par M. A. Curie-Seimbres	635
Tablettes historiques, biographiques et statistiques de la ville de Saint-Amour, par M. Corneille Saint-Marc.	364
Notice sur les curés et la paroisse de Bompsure, par M. l'abbé Culas	364
La Charité à Vesoul, par M. l'abbé Morey	365
Histoire de Versailles, par M. J.-A. Le Roi.	366
Précis de l'histoire de Lannoy, par M. Th. Leuridan	635
Simple note sur le fonds judiciaire des archives départementales de la Haute-Garonne, par M. E. Lapierre	636
Inventaire analytique et descriptif des manuscrits de la bibliothèque de Poitiers, par M. P. de Fleury	637
La Suède au xvi ^e siècle, par M. A. de Flaux	366
Un Evêque de Genève à Genève, par M. A. de Richecour.	367
Beaumarchais und Sonnenfels, par le chevalier Alfred d'Arneth	637
Beaumarchais en Allemagne, par M. Paul Huot	637
Biographies contemporaines, par M. A. Boullée	638
Notice historique sur le duc de Clermont-Tonnerre, par M. E. Egger	648

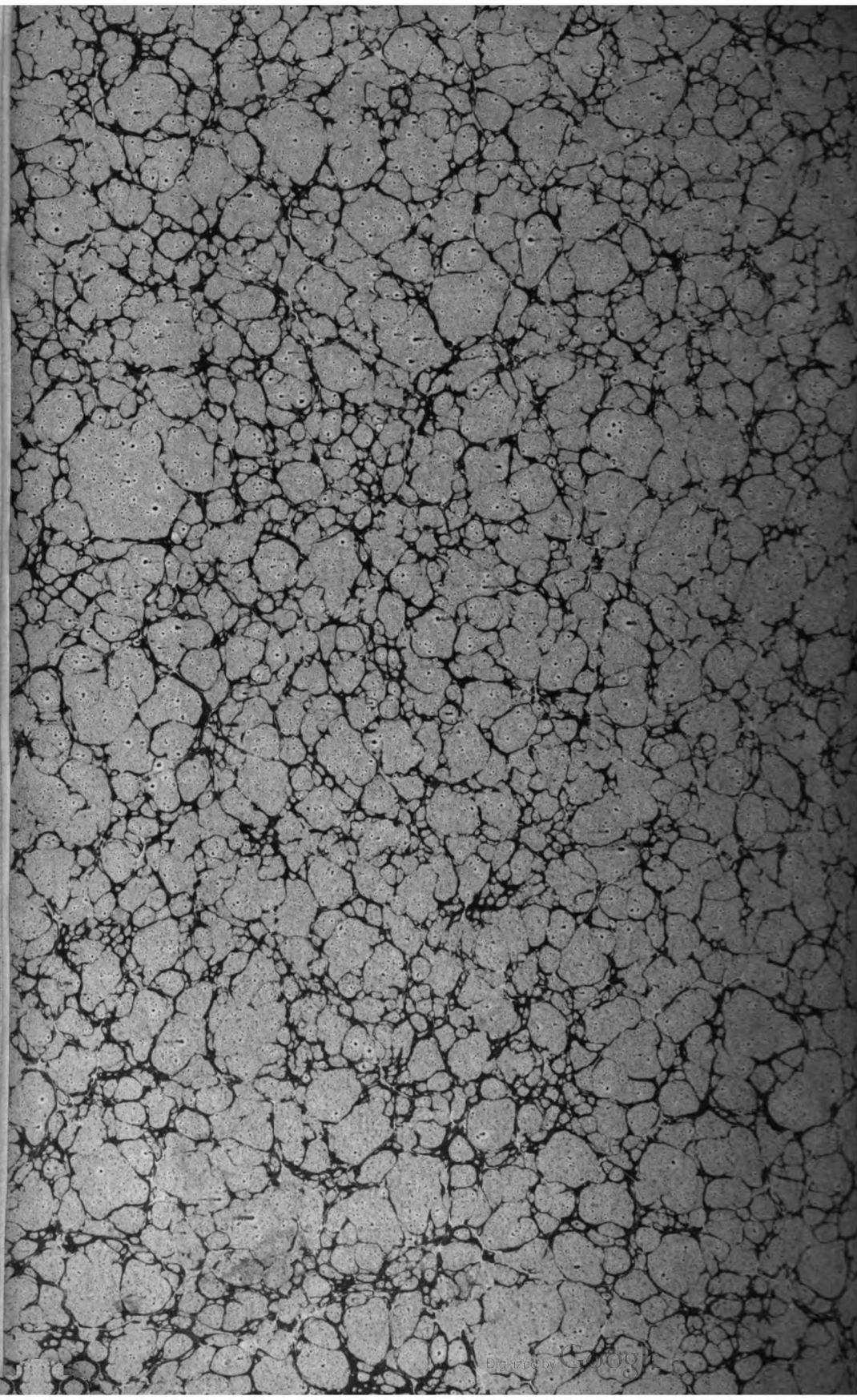
NOMS DES AUTEURS CITÉS DANS LE BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE.

ARBAUMONT (M. Jules d'), 634.	CLAYE (baron de), 346.
ARNETH (le chev. Alfred d'), 637.	COURTOIS (M. Alfred de), 627.
AUBERT (M. l'abbé), 358.	CULAS (M. l'abbé), 364.
AVENEL (M. M.), 355.	CURIE-SEIMBRES (M. A.), 635.
BARTHÉLEMY (M. Ed. de), 625.	DAUBAN (M. C.-A.), 630.
BEAUCHESNE (M. A. de), 628.	DUHAMEL (M. L.), 362.
BEAUCORPS (M. Maxime de), 634.	DUMESNIL (M. A.-J.), 621.
BOUFFIER (R. P. Gabr.), 349.	EGGER (M. E.), 640.
BOULLÉE (M. A.), 638.	ESCHASSERIAUX (M.), 356.
BOURASSÉ (l'abbé A.-J.), 347.	FLAUX (M. A. de), 366.
BULWER (sir Henry Lytton), 631.	FLEURY (M. Paul de), 637.
CAISSE (M. Albert), 361.	GALEMBERT (comte L. de), 625.
CHARVET (M. Claude), 360.	GAMS (R. P.), 619.
CHERRIER (M. C. de), 353.	HUOT (M. Paul), 629, 637.

- | | |
|---------------------------------------|--|
| JARRY (M. Louis), 353. | PAIXHANS (le général), 359. |
| JEUNET (l'abbé), 623. | PEIGNÉ-DELACOURT (M.), 352. |
| LABATUT (M. Ed.), 350. | PERROT (M. Georges), 631. |
| LAFFINEUR (M. l'abbé), 354. | PIOLIN (Dom Paul), 357. |
| LAPIERRE (M. E.), 636. | PONCET (M. Ch.), 349. |
| LASTEYRIE (M ^{me} de) 358. | REAUX (M. Emile), 633. |
| LE ROI (M. J.-A.), 366. | RICHECOUR (M. A. de), 367. |
| LESCURE (M. M. de), 356. | SAINTE-SUZANNE (M. de Boyer
de), 632. |
| LEURIDAN (M. Th.), 635. | SAINT-MARC (M. Corneille), 364. |
| LOISELEUR (M. Jules), 624. | SEPET (M. Marius), 352. |
| MIRABEL (l'abbé O.), 622. | SOULIÉ (M. Eudore), 625. |
| MIRVILLE (M. J.-E. de), 348. | TAILLAS (M. A. de), 363. |
| MOELHER (J.-D.), 619. | TAMIZEY DE LARROQUE (M. Ph.),
625, 627. |
| MOET DE LA FORTE-MAISON (M.),
357. | ZELLER (M. J.), 620. |
| MOREY (M. l'abbé), 365. | |

V. PALMÉ.

UNIV. OF MICH.
APR 18 1906
RECEIVED



UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 07333 6037

